RAPPORT

SUR LES

ARCHIVES CANADIENNES

PAR

DOUGLAS BRYMNER, L.L.D., M.S.R.C.

ARCHIVISTE

1894

(Annexe au rapport du ministre de l'Agriculture.)

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT

COLLÈGE DE ST-LAURENT
BIBLIOTHÈQUE
NN
A673
ra

OTTAWA
IMPRIME PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE
1896

[N° 8B—1895.] *Prix :* 40 *centins.*

TABLE DES MATIÈRES.

	Page.
Rapport de l'Archiviste	v
Note A.—Liste des abréviations, avec explication	xxiii
Note B.—Liste des livres, etc., reçus en don, avec les noms des donateurs	xxiv
Liste des documents relatifs à la Nouvelle-Ecosse	1

RAPPORT SUR LES ARCHIVES CANADIENNES.

DOUGLAS BRYMNER, L.L.D., M.S.R.C., ARCHIVISTE.

A l'honorable A. R. ANGERS,
Ministre de l'Agriculture,
Etc., etc., etc.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport sur les Archives pour l'année 1894.

Nous continuons à recevoir la copie des papiers d'Etat qui se trouvent à Londres. Les pièces qui nous ont été envoyées depuis le dernier accusé de réception se rapportent aux dernières années de l'administration de lord Dalhousie, à l'administration de sir James Kempt, et à celle de lord Aylmer jusqu'à 1831, pour le Bas-Canada. Elles traitent de la colonisation, de la situation politique dans la province et d'autres questions d'un moindre intérêt. Pour le Haut-Canada, la transcription des documents va de 1829 à la fin de 1832; mais les documents qui ont trait aux "transactions" avec la *Canada Land Company*, à la charte projetée et aux négociations pour l'acquisition des réserves de terres du clergé, comprennent aussi les années 1824-25-26. Les copies sont examinées ici avec soin; et, afin d'arriver à une exactitude parfaite, nous nous faisons donner des éclaircissements sur les points douteux ou les erreurs apparentes. Nous avons reçu un nouveau versement de volumes de documents copiés à Paris, et dont on trouvera la liste analytique dans le rapport sur les Archives pour l'année 1885.

Les demandes de renseignements, faites de vive voix et par lettres, sont toujours nombreuses. La règle est de répondre avec toute attention et diligence à qui vient faire des recherches et aux correspondants. Les catalogues et les index des documents sont d'un grand secours dans le travail que nécessitent ces réponses. Les rapports continuent d'être très demandés et la valeur qu'on y attache se manifeste de plusieurs manières; la meilleure preuve de leur importance est qu'ils sont fréquemment cités dans les ouvrages d'histoire comme une autorité pour la décision des questions controversées. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des livres et des documents qui nous ont été présentés pour se convaincre de l'intérêt général que l'on porte à notre travail.

Comme la transcription à Londres des papiers d'Etat concernant les anciennes provinces canadiennes touchait à sa fin, l'époque à laquelle s'arrêterait la mise en lumière de ces documents ayant été fixée à la création de la province du Canada par l'union de ces deux provinces, je reçus instruction de l'honorable John Carling, alors ministre de l'agriculture, de me rendre à Londres pour y examiner les pièces relatives aux autres provinces et aviser aux moyens de les faire copier. J'arrivai à Londres le 18 octobre 1892, et, pour me conformer à mes instructions, je me mis à l'œuvre sans tarder. Ce travail m'a coûté beaucoup de soin et d'étude. J'ai trouvé des papiers dispersés dans divers départements. Ceux qui sont déposés au Public Record Office

comprennent de nombreuses séries. La classification de ces pièces, faite il y a plusieurs années, n'a pas toujours été judicieuse. Ainsi, des documents relatifs à l'île du Prince-Edouard (originairement île Saint-Jean) se trouvent parmi ceux concernant les îles Vierges, l'une des îles de ce groupe portant le nom de Saint-Jean. Des pièces qui se rapportent au Nouveau-Brunswick sont confondues avec celles de Saint-Jean (île du Prince-Edouard) parce qu'elles sont datées de la ville de Saint-Jean ; il y en a, parmi les papiers du Massachusetts, d'autres dans la série dite " Plantations General " ; d'autres encore dans la série relative à l'Amérique et aux Indes-Occidentales,; parmi les papiers concernant les Bahamas, etc.; bref, dans des collections que l'on serait loin de soupçonner contenir des documents sur l'histoire des provinces canadiennes. Il existe au Colonial-Office des volumes de correspondances ; ce sont des duplicatas pour la plupart, mais il se trouve là aussi des lettres qui ne sont pas dans les autres collections. Il a fallu tout examiner. Le British Museum possède la correspondance de Mascarene et d'autres pièces concernant la Nouvelle-Ecosse. L'archevêque de Canterbury m'a permis avec la plus grande bienveillance d'examiner les collections de lettres qui sont conservées dans le palais de Lambeth, et c'est là que j'ai trouvé, dans les salles de la Société pour la propagation de l'Evangile (*Society for the Propagation of the Gospel*) et dans celles des Moraves ou Frères-Unis (*Unitas Fratrum*), des documents sur les premiers temps de l'histoire ecclésiastique des provinces. J'ai eu accès aussi aux papiers qui sont en la possession de lord Dartmouth, parmi lesquels il y a des pièces qui ne se trouvent nulle part ailleurs. Enfin, j'ai fait des recherches, au War Office, sur différents points d'histoire, et au Bureau du Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, sur les anciens " Actes " du parlement écossais qui ont rapport à la Nouvelle-Ecosse.

Je ne saurais passer sous silence le désir sincère de m'aider que m'ont témoigné toutes les autorités auxquelles j'ai dû m'adresser ; mais n'ayant rencontré partout que bienveillance et affabilité, je ne saurais convenablement mentionner personne d'une manière particulière.

Afin de mettre de l'ordre dans cette masse de documents, je les ai tous, sans exception, classifiés chronologiquement, quelles que fussent les séries ou collections. Les pièces se suivront donc dans cet ordre, si bien qu'il sera rarement nécessaire d'indiquer la page, pour renvoyer à un document dont la date est connue. Le système à suivre a été expliqué verbalement au directeur des copistes ; mais des instructions par écrit, très précises, lui seront adressées pour être consultées au besoin. L'adoption de l'ordre chronologique aura de plus pour résultat d'empêcher la transcription des duplicatas et d'éviter ainsi aux archives une dépense considérable. En vue de faciliter les recherches de ceux qui voudraient consulter les originaux, on inscrit en tête de chaque document transcrit la ou les séries d'où cette copie a été tirée, ainsi que les marques ou cotes des séries, les volumes et les pages quand les volumes sont paginés.

La suite des analyses, pour toutes les provinces, a été préparée et est prête à imprimer. Mais, suivant vos instructions, afin que le volume, cette année, ne fût pas trop gros, on n'y publie que la partie qui regarde la Nouvelle-Ecosse, assez considérable d'ailleurs, puisqu'elle comprend près de deux siècles, de 1603 à 1801. Pour la même raison, ce rapport préliminaire doit être aussi concis que possible. A l'égard des autres provinces, il est à remarquer que l'île du Prince-Edouard, qui originairement et à l'époque de la séparation s'appelait l'île Saint-Jean, fut désunie de la

Nouvelle-Ecosse en 1769; mais les projets de tenure féodale proposés en 1763 et 1764 par lord Egmont se rapportent si intimement à l'île, et à elle seule, que bien qu'elle fût alors et qu'elle ait été encore quelques années après, sous la juridiction de la Nouvelle-Ecosse, j'ai cru à propos de joindre les propositions de lord Egmont aux documents relatifs à l'île du Prince-Edouard devenue province distincte. Le Nouveau-Brunswick et le Cap-Breton devinrent des provinces séparées en 1784; seulement, le Cap-Breton devait être réuni de nouveau à la Nouvelle-Ecosse en 1820. Les documents concernant la région de la baie d'Hudson commencent en 1673, environ trois ans après la concession de la charte à la compagnie de traite dite des "Aventuriers de la baie d'Hudson," et vont jusqu'à l'année 1759; ils sont peu nombreux.

Il n'y a évidemment pas lieu de s'occuper ici des anciennes disputes au sujet du droit de propriété des territoires qui constituent aujourd'hui le Dominion du Canada. Les Français d'un côté, les Anglais et les Ecossais de l'autre, fondaient leurs prétentions sur la priorité de découverte et de prise de possession; mais tous leurs arguments semblaient se résoudre dans le vieux dire: "Prenne la terre qui peut et la garde s'il peut." La tentative avortée de coloniser l'île de Sable, le sort des infortunés criminels déposés par le marquis de La Roche sur cette terre aride avec l'intention de les remmener en France, les autres incidents qui ont accompagné les premiers essais de colonisation, ont été si bien étudiés et racontés, depuis Charlevoix jusqu'à nos jours, qu'il serait oiseux de revenir ici sur les événements antérieurs à la date du premier document mentionné dans notre relevé chronologique.

En novembre 1603, le roi de France accordait à M. de Monts des lettres patentes pour la colonisation de "La Cadie, Canada, etc." L'étymologie du nom de Cadie ou Acadie est très obscure; parmi les écrivains qui ont fait des recherches sur son origine, il n'y en a pas deux qui s'accordent. Les pouvoirs donnés à M. de Monts étaient très étendus, et il paraît en avoir amplement usé. Les habitants de plusieurs ports maritimes de France s'en émurent; sur leurs représentations, une bonne partie de ses privilèges lui furent retranchés, ce qui mit ses affaires mal en point. Il n'en persévéra pas moins dans ses efforts, mais en tournant son attention vers Québec. De ce moment, il disparaît de l'histoire de la Nouvelle-Ecosse.

Le premier établissement sérieux fait par les Français, eut lieu en 1604, sur une île située dans la baie de Passamaquoddy; mais la mortalité y fut telle durant l'hiver qu'on dut chercher quelque autre endroit, et l'année suivante, on se décidait pour Port-Royal, aujourd'hui Annapolis. C'est là, à ce qu'il paraît, le premier établissement que les Français aient fondé à demeure de ce côté de l'Atlantique.

Les pièces anciennes relatives à la concession de la New-Scotland (Nouvelle-Ecosse) ainsi nommée, dans les lettres patentes de Jacques VI d'Ecosse (1621) et Charles 1er (1625), par opposition à l'appellation de New-England (Nouvelle-Angleterre), mais dont le nom a été ensuite traduit en celui de Nova-Scotia, qu'elle a gardé, sont peu nombreuses dans les dépôts anglais; Jacques VI avait annexé la contrée à ses possessions écossaises. Il a fallu par conséquent se livrer à des recherches dans les archives d'Ecosse. Il résulte de cette exploration que sir William Alexander, dans la suite comte de Stirling, se souciait plus de faire des opérations de commerce que de coloniser l'immense étendue de pays qui lui avait été attribuée. Par la création de l'ordre des chevaliers baronnets de la Nouvelle-Ecosse, sur le modèle d'un ordre fondé dans l'Ulster pour la colonisation du nord de l'Irlande, la colonisation de la Nouvelle-Ecosse fut subordonnée à la réalisation de capitaux au

moyen de la vente des titres, dont toutefois les porteurs, moyennant le paiement d'amendes qui n'étaient pas bien considérables, se déchargeaient de l'obligation d'envoyer des colons et des provisions aux colonies projetées. On trouve beaucoup de renseignements là-dessus dans un volume, publié à Edimbourg en 1867, sous le titre : "*Royal Letters, Charters and Tracts relating to the Colonization of New Scotland and the Order of the institution of Knights Baronets of Nova Scotia*, 1621 *to* 1638." Ce volume donne les lettres patentes, ordonnances, etc., des rois Jacques et Charles, les réclamations de La Tour, avec des notes sur les réclamations des familles Crown et Temple, et contient aussi la réimpression de quelques petites brochures. L'une de de ces brochures sur Terre-Neuve, écrite en 1620 par John Mason, diffère entièrement de celle publiée la même année par Richard Whitbourne. Cette dernière (les Archives en possède une copie faite sur l'original) est dédiée "*to the high and mightie Prince James, by the Grace of God King of great Brittaine, France and Ireland, Defender of the Faith*, &c.," et a été imprimée à Londres par Felix Kyngston. La première est dédiée "*To the Right Worshipfull Sir John Scott* OF SCOTS-TARVET, *Knight*, &c.," et a été imprimée à *Edinburgh* par Andro Hart. Voici les autres pièces reproduites dans le volume, en dehors de la brochure de Mason : "*Mapp and Description of New England*," avec une carte où sont indiqués le Saint-Laurent, le Saguenay, etc., daté de 1630, portant le sous-titre "*An Encouragement to Colonies*," et une brochure écrite en 1625 par Lochinvar en vue de la colonisation du "*Cape Breton now New Galloway*." On peut aussi consulter le "*Earl of Stirling's Register of Royal Letters*," imprimé à Edimbourg en 1885.

Le 10 mars 1627, sir W. Alexander obtint de Charles Ier la permission de faire partir un navire de 120 tonneaux appelé l'*Eagle*, chargé de provisions, pour la Nouvelle-Ecosse, lequel devait naviguer de conserve avec un navire de 300 tonneaux, alors à Dumbarton sur la Clyde, "sans payer douane, subside ni autre droit, et sans autre obstacle ou empêchement." Mais les créanciers d'Alexander s'opposèrent au départ de ses navires et firent saisir le *Morning Starre*, à ce moment en rade de Douvres et prêt à prendre la mer. Alexander demanda à Nicholls, secrétaire de l'amirauté, d'intercéder auprès de ses créanciers pour en obtenir que le navire fût relâché "attendu que ce retard serait la ruine de l'expédition"; mais les pièces ne disent pas ce qu'il advint de la requête.

Il suffit de mentionner en passant les prétentions de divers particuliers à la possession de ce que l'on a appelé vaguement l'Acadie jusqu'à la fin du 17e siècle, car, pour les examiner, il faudrait entrer dans une foule de détails qui occuperaient ici trop d'espace. Un résumé des changements de propriétaires survenus de 1621 à 1730 a été imprimé au long dans le Rapport sur les Archives pour 1886, note B, page cliv ; on peut aussi consulter les analyses qui accompagnent le présent rapport, et où l'on verra, entre autres choses, les décisions de Cromwell en différentes occasions, relativement au transport de la propriété à La Tour.

En 1629, les frères Kirk, ou Kirke, appelés Kertk par Charlevoix et les écrivains qui lui ont succédé, s'emparèrent de Québec ; mais le poste fut rendu à la France dans des circonstances relatées en de précédents rapports. Il paraît probable que la prise de Québec fut ce qui donna lieu aux réclamations et contre-réclamations de 1630 mentionnées aux analyses chronologiques. Pendant plusieurs années, les Kirk réclamèrent des dommages-intérêts en raison de la restitution à la France de leurs conquêtes, et de la confiscation de leurs biens. Un mémoire sans date, très probable-

ment rédigé et présenté vers 1683, donne les raisons sur lesquelles ils appuyaient leur droit aux territoires de la Nouvelle-Ecosse et de Québec. Pour l'éclaircissement de cette question, voici le document qui se trouve dans la série dite *Colonial State Papers, Plantations General*, vol. 66.

(*Traduction.*)

" MÉMOIRE DES KIRK.

" C'est chose bien connue en l'histoire qu'avant l'année de Notre Seigneur 1497, " un certain Sébastien Cabot, Vénitien de naissance, étant pilote-major du roi Henri " VII, fut en cette qualité employé par le Roi à faire des découvertes sur la côte " d'Amérique, et qu'il découvrit d'abord Terre-Neuve même, et en prit possession " pour l'usage du Roi (encore que les Français depuis aient usurpé cette île) ; qu'il " pénétra aussi dans le golfe Saint-Laurent et la Grande Rivière de Canada, qu'il " remonta jusqu'à Tadusac et Quebeck, et qu'il réclama tout ce territoire, en tant que " premier possesseur, au nom de la couronne d'Angleterre, aucune autre nation chré- " tienne n'ayant jamais avant ce temps-là visité ces contrées ni les ayant fréquentées " de plus de cent ans après.

" Mais, en l'an 1600, quelques Français, ayant eu des renseignements touchant la " valeur du trafic de ce pays, entreprirent une expédition dans le golfe de Canada et, " nonobstant la possession longue et continue des Anglais et la paix pour lors établie " entre les deux couronnes, s'emparèrent à main armée des terres situées au nord de " la rivière de Canada ; et, en l'an 1604, se saisirent de même du côté sud de la " rivière, nommant le tout Nouvelle-France (*Nova-Francia*), dont ils gardèrent pos- " session jusqu'en l'année 1621 ; à cette époque, le roi Jacques, ayant constaté de " quelle façon injuste et contraire au droit des gens les Français avaient envahi ces " terres et en avait pris possession, concéda, par lettres patentes, à Sr William Alex- " ander, d'Ecosse (qui fut plus tard comte de Sterling), tout le pays sis du côté sud " de la rivière, lequel les Français appelaient alors Acadie, lui donnant le nouveau nom " de Nova-Scotia ; et en vertu de cette concession Sr William Alexander entreprit une " expédition à cette contrée, s'en rendit maître par les armes et y établit une colonie, " qu'il entretint pendant plus de deux ans ; mais, lors du traité de mariage de la feue " reine mère, le dit pays fut remis en la possession des Français et Sr William Alex- " ander reçut en dédommagement, sous le grand sceau d'Ecosse, une gratification de " 10,000 livres.

" Mais ensuite, en 1627 et 1628, les deux couronnes étant en guerre, un certain " Sr David Kirk, ses frères Sr Lewis et M. John Kirke, à présent Sr John Kirke, et " plusieurs de leurs amis et parents, encouragés par des lettres de marque et la com- " mission du Roi Charles Ier, firent un armement de 40,000 livres pour ressaisir ces " contrées ; ayant réussi dans leur dessein et pris Quebeck, sur la rive nord de la " rivière de Canada, et les trois principaux forts, appelés Port-Royal, S. Jean et " Pemptacoet, sur la rive sud, et ayant dépensé une forte somme pour réparer ces " forts, et pris possession de tout le pays des deux côtés de la rivière de Canada, ils " abandonnèrent la Nouvelle-Ecosse à Sr William Alexander (lequel les avait aidés à " reprendre le tout) et retinrent pour eux le pays situé sur la rive nord de la rivière " de Canada ; et en raison de cette entreprise ainsi menée à bonne fin, encore qu'elle " eût été accomplie en temps de guerre comme il a été dit précédemment, les dits " Sr David Kirk et son frère Sr Lewis furent exécutés en effigie à Paris.

" Mais, en 1632, la paix ayant été conclue entre Sa Majesté et Louis XIII, roi " de France, comme une partie considérable du douaire de la reine était encore " impayée, il fut convenu, pour en hâter le paiement, que tout le pays serait de nou- " veau restitué à la France ; mais, en vertu d'un article particulier consenti en faveur " des Kirk, qui avaient fait de grandes dépenses pour faire rentrer cette contrée sous " l'obéissance de la couronne, il fut convenu qu'une somme d'environ 5,000 livres " sterling leur serait payée par Monsr de Cane, entre les mains duquel les dits forts " et pays devaient être remis, pour l'usage de Sa Majesté Très Chrétienne.

" Mais les Français, ayant conformément aux articles de paix, obtenu des " Anglais la possession du pays, ne payèrent jamais rien des 5,000 livres, quoique ce " fût une condition de la reddition; bien plus, un navire envoyé par les Kirk, avec " l'autorisation du Roi (après la paix signée), pour trafiquer en la rivière de Canada, " fut attaqué par les Français et plusieurs de son équipage tués. Le navire et les " marchandises furent pris de force, menés en France et confisqués, après procès en " forme. Les Kirk subirent par là une autre perte, cette fois d'au delà de 12,000 " livres, pour laquelle ils ne purent jamais obtenir aucun dédommagement, malgré la " réclamation présentée aussitôt par lord Scudamore, alors ambassadeur à la cour de " France, et toutes les instances faites à grands frais, plusieurs années durant, par " les Kirk eux-mêmes.

" Mais en l'année 1654, au temps de l'usurpation, Cromwell, voyant que les " articles d'après lesquels on avait rendu le Canada n'avaient pas été exécutés, et " prenant en considération le tort et l'injustice palpables faits aux Kirk et à leurs asso- " ciés, envoya trois navires sous le commandement d'un major Sedgwick, qui remit de " nouveau toute la Nouvelle-Ecosse (ou Acadie) aux mains des Anglais, lesquels s'en " trouvèrent en possession lors de l'heureuse restauration de Sa Majesté et la conser- " vèrent jusqu'en l'année (67), où, à la conclusion de la paix, cette contrée a encore été " restituée à la France.

" Mais les territoires, sur la rive nord de la dite rivière, qui appartenaient aux " Kirk, et qui furent remis aux Français, ainsi qu'il est dit ci-dessus, n'ont jamais été " mentionnés dans ce dernier traité, et les Kirk y ont encore un droit perpétuel ou *jus* " *perpetuum;* cela étant, on peut évidemment en conclure que le roi de France ne " saurait avoir un droit de dépendance (s'il en a un de bienséance ou de convenance) " sur les terres contiguës à ces territoires et qui s'étendent, en arrière, plus au nord, " jusqu'au delà de la baie d'Hudson; terres découvertes et possédées d'abord par les " sujets de cette couronne, et sur lesquelles les Français n'avaient jamais avancé de " prétentions avant que Monsr de la Barre, par sa lettre du 7 novembre 1682, ait pris " sur lui de les réclamer par prétendu titre au nom du Roi son maître."

Les documents de 1655 à 1667, date du traité de Bréda, confirment ce qui est dit là, à savoir que, sous Cromwell, la Nouvelle-Ecosse avait été enlevée aux Français et retenue. La cession proposée par le traité de Bréda ne fut pas décidée sans protestation de la part de l'Ecosse et de la Nouvelle-Angleterre; la détention de Saint-Christophe par la France retarda la restitution de la Nouvelle-Ecosse, et l'ordre final de l'effectuer ne fut donné qu'au mois d'août 1669.

Le 10 janvier 1671, Temple écrivit au roi qu'il avait rendu l'Acadie; et remontra que les lieux qu'il avait eu ordre de remettre entre les mains des Français n'étaient pas tous situés en Acadie, mais qu'ils comprenaient aussi toute la Nouvelle-Ecosse et une partie de la Nouvelle-Angleterre. Pour se renseigner sur les deux côtés des questions du droit de possession, des frontières, etc., on peut consulter les ouvrages suivants : *Mémoire des Commissaires du Roy*, 1755 à 1757, 4 volumes in-4to; *Histoire Géographique de la Nouvelle-Ecosse*, 1755, qui contient un récit des disputes entre l'Angleterre et la France au sujet de la possession de cette province; *Discussion Sommaire sur les anciennes limites de l'Acadie*, 1755; *La Conduite des Français justifiée*, 1756; *Mémoire contenant le précis des faits*, 1756; *Mémoire de M. de Torcy*, 1757, où sont racontées les négociations entre le traité de Ryswick (1697) et la paix d'Utrecht (1713). Quoique les ouvrages cités se rapportent surtout au traité d'Utrecht, les questions de découverte, de colonisation, etc., y sont discutées à fond depuis l'époque des premières découvertes.

Avant la fin du dix-septième siècle (1674), un nouveau parti était entré dans l'arène politique. Les Hollandais, ayant été chassés de l'Hudson, enlevèrent aux Français les forts de Penatscop et Saint-Jean (ainsi nommés dans les papiers d'Etat,

ou encore forts Pentagouet et Jemseg) et y laissèrent des hommes pour faire la traite.

Le gouvernement hollandais se plaignit aux autorités britanniques que les habitants du Massachusetts s'étaient emparés des forts et avaient enlevé les hommes qui s'y trouvaient. Le secrétaire du conseil, dans une lettre datée de Whitehall le 11 février 1676, eut ordre de mander au gouverneur du Massachusetts de faire droit aux réclamations des Hollandais. La missive fut écrite et expédiée le 18 du même mois ; mais, malgré les remontrances réitérées des Hollandais, la dernière dont on ait note étant du 4 août 1679, les documents ne montrent point qu'il y ait jamais été donné satisfaction. Ni Hutchinson, *History of Massachusetts*, ni Wynne, *General History of the British Empire in America*, ne mentionnent cet incident. Charlevoix dit que ce fut un Anglais, qui, après avoir épié ce qui se passait aux forts, y conduisit l'équipage d'un corsaire flamand et les prit. Ferland et Murdock disent la même chose ; mais l'ordre donné par Louis XIV à Frontenac, le 17 mai 1674, de surveiller les mouvements des "Hollandois" contre l'Acadie, ainsi que les papiers d'Etat mentionnés aux analyses, ne laissent pas place au doute ; la troupe était hollandaise et non flamande.

Le différend sur le droit de pêche prit un caractère aigu par suite de la saisie de bâtiments pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre avec leurs équipages, malgré les protestations de ceux-ci, qu'ils avaient obtenu des permis français les admettant à faire la pêche au large du cap de Sable. Non seulement, disaient-ils, les Français s'étaient emparés des navires qu'ils avaient trouvés faisant la pêche le long de la côte, mais ils les avaient envoyés en France avec leurs équipages. Le fait est admis par les Français, dans une réponse que le comité du conseil reçut en janvier 1685 ; et, en même temps, la défense de faire la pêche et la traite des pelleteries est renouvelée. Les capitaines de deux des navires de la Nouvelle-Angleterre conduits à La Rochelle ayant été trouvés en possession de permis, l'ordre aurait été donné de les renvoyer dans leurs bâtiments ; les autres navires et les cargaisons furent confisqués.

Lors de la prise de Port-Royal par Phipps, en 1690, il avait été convenu que le commandant et la garnison seraient transportés soit à Québec ou en France. On prétendit que cette condition n'avait pas été exécutée, et, par représailles, des individus de langue anglaise pris devant la côte ou à Port-Royal furent envoyés en France, pour y servir d'otages jusqu'au retour des prisonniers français, lesquels, à ce que l'on ajoutait, étaient encore tenus en captivité. L'imputation fut déniée et l'on produisit des *affidavits* portant qu'il n'y avait pas de prisonniers français à Boston. Il y a quelque correspondance à ce propos ; mais les documents ne nous apprennent pas comment s'est clos l'incident.

Le traité de Ryswick, en 1697, rendit formellement Port-Royal à la France. En 1702, Nicholson reçut l'ordre de retourner à la Nouvelle-Ecosse avec deux navires de guerre et des transports chargés d'armes et de munitions pour la défense de cette province. L'ordre, comme on le verra aux analyses, n'est point daté. Que l'on eût en vue plus que cette défense, est ce qui ressort clairement du rapport fait par Dudley aux lords du commerce le 17 novembre 1704, dans lequel il dit, l'expédition sur la côte de l'Acadie n'a rien laissé debout des quatre villages que le fort à Port-Royal. En 1709 et au printemps de 1710, il paraît y avoir eu beaucoup d'excitation dans la Nouvelle-Angleterre, au sujet d'une attaque projetée sur Québec, le désir général, partagé par les gouverneurs et les hommes les plus importants de la Nou-

velle-Angleterre, étant que l'on attaquât Port-Royal tout d'abord ; mais le refus des capitaines des vaisseaux de guerre de prendre part à l'expédition sans en avoir eu l'ordre de l'amirauté, semble avoir retardé l'entreprise pour le moment. Le 18 février, Nicholson fut choisi pour commander l'expédition contre Port-Royal; mais il s'écoula quelque temps avant que la nouvelle de la remise définitive de l'expédition contre Québec fût connue de ce côté de l'Atlantique. L'embarquement des troupes pour Port-Royal se fit au milieu de septembre, et, le 1er octobre, Nicholson sommait Subercasse de se rendre ; la capitulation fut signée le lendemain. La copie qui s'en trouve au *Public Record Office* porte la date du 2 octobre ; celle déposée au British Museum est datée du 13 ; mais cette disparité est due probablement à la différence entre le vieux style et le nouveau. Vetch fut nommé gouverneur ; on l'accuse de s'être servi de sa position pour son profit personnel. Comme il serait impossible dans les limites raisonnables d'un rapport, de retracer l'histoire des événements qui se sont succédé depuis 1710, nous devons renvoyer le lecteur aux analyses chronologiques ; nous l'avons déjà dit, la correspondance et les autres documents sont classifiés selon l'ordre chronologique. L'expédition désastreuse faite à Québec en 1711 appartient à l'histoire de la province de ce nom, et, par conséquent, doit être ici passé sous silence.

C'est dans une lettre, en date du 12 janvier 1715, adressée aux lords du commerce par Caulfield, où il rend compte de sa proclamation de la mort de la reine Anne et de l'avènement de George 1er, qu'il est fait mention pour la première fois de différends entre les Acadiens et les autorités britanniques. On trouvera aux analyses, qui, sont aussi complètes que le permet l'espace, le récit des hostilités continuelles entre les deux nations, les Français de Louisbourg réclamant le pays situé sur la baie de Fundy et la rivière Saint-Jean et s'y fortifiant, et le compte-rendu des expéditions organisées pour les en chasser. Dans les instructions au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, dont les lords du commerce adressèrent copie aux "Lords Justices" le 19 juin 1719, on lui mande d'encourager les mariages entre les blancs et les sauvages, à cause de l'état de faiblesse de la province, de l'influence des Français et aussi, probablement, à cause de l'hostilité manifeste des sauvages, qui ne perdaient pas une occasion d'attaquer les "settlements," de s'emparer des bâtiments pêcheurs et de faire tout le mal possible. Les gouverneurs affirment que ces hostilités étaient commises à l'instigation des Français.

Dans cette période de temps, il y a aussi des rapports sur des demandes de concessions de terres faites par diverses personnes et sociétés ; on y rencontre souvent les noms de personnages, occupant des situations éminentes. Parmi ces noms se trouve celui d'un homme moins connu que bien d'autres, Thomas Coram, qui établit à Londres, dans ses jours de prospérité, l'Hospice des Enfants-Trouvés, où il mourut à l'âge de 83 ans, en grande pauvreté. Pour le sauver de la misère, on l'avait décidé à se réfugier dans l'institution fondée par lui. Une bonne partie de ces demandes étaient en obtention d'immenses étendues de terre, ostensiblement en vue de coloniser la province ; mais le gouvernement semble avoir eu pour politique arrêtée d'offrir le moins d'encouragement possible à l'émigration des Iles-Britanniques et de se procurer des colons parmi les protestants étrangers.

Tandis que la France et l'Angleterre étaient en paix en Europe, les hostilités se continuaient dans l'Amérique du Nord, tout comme si les deux nations eussent été en guerre ouverte. En 1744, les hostilités recommencèrent en Europe. Au printemps de l'année suivante, une expédition fut mise sur pied pour aller enlever Louisbourg,

dans l'île du Cap-Breton, qui était une menace continuelle pour la Nouvelle-Ecosse et la Nouvelle-Angleterre ; et Shirley avait, en usant de toute son influence, amené la législature du Massachusetts à adopter la proposition d'attaquer cette place. La prise de Louisbourg fut difficile ; la préparation de l'attaque coûta un travail extrêmement pénible ; il en a été fait mention dans le rapport préliminaire sur les Archives pour 1886, auquel je renvoie le lecteur. Il est bon d'ajouter que la garnison était en état de révolte, parce qu'on retenait une partie de la solde qui lui avait été promise ; que les milices provinciales étaient braves, mais dépourvues de discipline ; et que l'artillerie de la place était si supérieure en calibre à celle de l'armée assiégeante, qu'il est douteux que Louisbourg eût succombé sans les grosses bouches à feu des vaisseaux de guerre. Le 18 mai, De Chambon, le commandant, sommé de se rendre, répondit qu'il n'en ferait rien et qu'il attendait l'assaut. Moins d'un mois après (16 juin), il lui fallut capituler ; et la reddition de la place fit abandonner des projets d'attaque sur Annapolis et d'autres points de la Nouvelle-Ecosse. Louisbourg resta aux mains des Anglais jusqu'en 1748, que le traité d'Aix-la-Chapelle le rendit aux Français. Les analyses chronologiques mentionnent ce qui avait été fait pour la défense de la conquête, les promotions, les changements de gouverneur, etc. Les événements qui ont précédé et suivi la déportation des Acadiens, en 1755, y sont détaillés de telle sorte qu'il n'est pas nécessaire d'en parler ici. En étudiant avec soin ces résumés, avec les autres données historiques que l'on a par ailleurs, l'investigateur impartial pourra se former une idée assez juste de la situation des deux parties en cause.

Après la prise de Louisbourg, les préparatifs de guerre se poursuivirent vigoureusement de part et d'autre. D'un côté, on voulait aller attaquer Québec; de l'autre, on inquiétait la Nouvelle-Ecosse par des courses continuelles. Le 9 avril 1746, le duc de Newcastle écrivit à Pepperrell que l'Angleterre envoyait cinq bataillons, sous le commandement de St-Clair, pour réduire le Canada, ajoutant de tenir les régiments de Pepperrell et de Shirley à Louisbourg jusqu'à la fin de l'expédition. Durant l'hiver de 1745-6, la mortalité fut grande dans la garnison ; on compte 1,200 décès. Les soldats qui survécurent jusqu'au printemps se rétablirent. Alors arrivèrent les renforts. La place de Louisbourg était en très mauvais état et les réparations nécessitèrent une énorme dépense. Les travaux furent terminés vers le mois de septembre ; mais la maladie, que l'on attribua à la mauvaise qualité de l'eau, reparut parmi les soldats, dont un grand nombre moururent. Au sentiment de tous le officiers, si la flotte française, commandée par d'Anville fût venue à ce moment, elle reprenait la Nouvelle-Ecosse; mais une violente tempête qui l'assaillit à la hauteur de l'île de Sable, jeta quelques vaisseaux à la côte et dispersa les autres, si bien que, lorsque d'Anville arriva à Chibouctou (Halifax), il ne lui en restait plus guère. On dit qu'il mourut de douleur d'avoir perdu sa flotte et d'apprendre que la Nouvelle-Ecosse avait reçu des renforts considérables. Les rapports ensuite ne contiennent plus de nouvelles sur les mouvements de la flotte, dont le dessein, est-il dit, avait été d'hiverner à Chibouctou et de fortifier ce port. Le 7 octobre, Shirley écrivit à l'amiral Knowles que, si les Français se saisissaient de la Nouvelle-Ecosse, il faudrait les en chasser, pour qu'ils ne devinssent point les maîtres du continent. Le 12 novembre, Mascarene mande au secrétaire d'Etat la mort de Destourmel, le successeur de Danville, qui s'était suicidé dans un accès de fièvre chaude. Dans la même lettre, il raconte l'attaque dirigée contre Annapolis, l'heureuse défense de la place et la retraite de la flotte française. Le

20 janvier 1747, l'amiral Knowles décrit au secrétaire d'Etat une merveilleuse tombée de neige, réelle peut-être, mais bien improbable. Ce passage de sa lettre est reproduit en entier aux analyses, où on verra aussi toute l'activité que les troupes déployaient des deux côtés, dans l'attaque et dans la défense. Les lettres se plaignent de ce que, en plein cours d'hostilités, les négociants de New-York fournissaient des provisions aux Français; ce qui faisait grand tort aux autres colonies.

Le 24 mai 1748, les lords du commerce informèrent Mascarene que les préliminaires de la paix avaient été signés à Aix-la-Chapelle. Au rapport des officiers britanniques, les Français du Canada, ne tenant aucun compte de l'événement, continuèrent leurs entreprises sur la Nouvelle-Ecosse. Le 17 octobre, Mascarene écrit que, par la restitution de Louisbourg stipulée au traité, les Français vont se trouver dans la même position qu'avant la guerre, et que, mettant leur expérience à profit, ils sauront prendre désormais de meilleures mesures pour reconquérir la Nouvelle-Ecosse. Pour la correspondance avec La Galissonnière et autres officiers français, voir les incluses de la lettre de Mascarene du 30 octobre et les lettres subséquentes. Le paiement des frais de la guerre, des pertes subies par les habitants et autres réclamations, donna lieu à toute une correspondance, qui est mentionnée dans les analyses, de même que plusieurs propositions en vue de coloniser les terres de la Nouvelle-Ecosse et les arrangements qui se firent pour le transport des émigrants qui devaient les occuper. Beaucoup de ces émigrants ne valaient rien; ce furent les plus incommodes et les plus rebelles.

En dépit du traité de paix, la correspondance montre que les hostilités n'étaient point suspendues, que les Français prétendaient avoir droit aux terres situées sur la baie de Fundy, qu'ils avaient élevé des forts et formaient des établissements sur la rivière Saint-Jean. Cornwallis affirme que les attaques faites en apparence par les sauvages, étaient, en réalité, des expéditions parties du Canada et composées principalement de Canadiens déguisés en Indiens. Il y avait des sauvages assemblés à Chignectou qui se préparaient à marcher sur Halifax. Cornwallis envoya Cobb les attaquer, avec instruction d'arrêter le prêtre Le Loutre. L'équipage devait recevoir £50 pour cette capture. On promit, en outre, aux hommes une récompense de £10 pour chaque sauvage qu'ils feraient prisonnier ou dont ils rapporteraient la chevelure. Vu la nécessité où je suis d'abréger ce rapport, je dois me borner ici à renvoyer aux analyses sous l'année 1750, pour ce qui concerne la création des établissements, les moyens employés en vue d'avoir des émigrants, et la continuation des agressions dans la Nouvelle-Ecosse. Notons seulement en passant la nomination de Shirley et Mildway, chargés de régler avec les Français la question des limites et d'autres points discutés; leurs instructions, sans date, sont reportées à la fin des analyses relatives à l'année 1750.

Pendant que la paix régnait en Europe, la guerre durait toujours dans l'Amérique du Nord. Alors on entra en négociation avec les sauvages, dans le dessein de s'assurer tout au moins leur neutralité si l'on ne pouvait gagner leur alliance à l'Angleterre. D'après un rapport de Cornwallis, en date du 3 novembre 1751, les négociants des colonies mêmes, pour la défense desquelles se dépensait tant d'argent, fournissaient Louisbourg, pendant la guerre, de farines et d'autres provisions, et que sans cette alimentation la place aurait été abandonnée; en paiement de ces subsistances, ils recevaient du rhum et de la mélasse, qu'ils entraient en contrebande dans les provinces, éludant ainsi l'acquittement des droits. Les années suivantes, la correspon-

dance relate les efforts qui se font pour coloniser ; la révolte des Allemands à Lunenburg ; l'ouverture de voies de communication dans toute la province, et les conflits continuels avec les Français. Le 9 août 1754, les lords du commerce communiquent au secrétaire d'Etat un plan, d'après lequel toutes les colonies en Amérique devaient unir leurs efforts pour résister aux empiètements des Français, car on ne doutait pas que ceux-ci, aussitôt fortifiés suffisamment dans Louisbourg, ne voulussent rentrer dans la Nouvelle-Ecosse et l'occuper. Lawrence, dans une lettre du 12 janvier 1755, ne parle que de leur détermination de se rendre maîtres de la baie de Fundy.

Le 28 juin de la même année, Lawrence, rendant compte du résultat d'une expédition contre les Français, qui avait été préparée avec une grande activité, écrivait que le fort français de Beauséjour s'était rendu le 16, après quatre jours de bombardement, et celui des Gaspareaux le lendemain. Lawrence annonça, le 18 juillet, que les Français avaient abandonné leur fort sur la rivière Saint-Jean, après avoir démoli les murs, brisé les canons, fait sauter les magasins et brûlé tout ce qu'ils avaient pu livrer aux flammes. Le 18 octobre, on a une lettre de lui sur l'urgente nécessité d'élever des forts à Chignectou et sur la rivière Saint-Jean, pour protéger ces localités contre toute agression éventuelle des Français. Pendant le cours des hostilités, surgit la question de la convocation d'une assemblée législative ; les lords du commerce appelèrent là-dessus l'attention publique le 25 mars 1756, étant d'avis que, quelques difficultés qui pussent être soulevées, pareille mesure vaudrait toujours mieux que le mode illégal de législation exercé par le gouverneur et le conseil. Leurs seigneuries, dans leur lettre, indiquaient la composition de l'assemblée, et disaient qu'un cens foncier, si faible fût-il, était nécessaire, de la part à la fois des électeurs et des élus, et que, pour les délibérations, on devrait se régler sur l'assemblée du New-Hampshire. Lawrence fit objection à ces propositions le 3 novembre (1756), alléguant qu'une chambre des représentants, à cette heure, provoquerait des animosités et des dissensions. Mais les habitants d'Halifax, qui déjà se faisaient un grief d'être privés d'une assemblée, le dirent dans une pétition en date du 10 février 1757. Enfin, après des plaintes réitérées de la population et des injonctions formelles adressées par les lords du commerce, une assemblée législative fut convoquée. On voit Belcher se plaindre que les résolutions à cet effet prises par le gouverneur et le conseil, n'avaient pas eu de suites. Le 9 novembre (1757), Lawrence, répondant à une lettre des lords du commerce, qui ne se retrouve pas parmi les papiers d'Etat, se dit heureux de constater que leurs seigneuries conviennent que les circonstances n'avaient pas été favorables à la réunion d'une assemblée ; mais, s'ils lui en donnent l'ordre, il en convoquera une sans délai. Le 22 mai 1758, Lawrence fit informer les lords du commerce des dispositions prises : une assemblée se réunirait le 2 octobre. Le 26 septembre, il écrivit qu'il avait reçu la permission de s'absenter de l'armée pour assister à la première session, laquelle s'ouvrit le 2 novembre et dura jusqu'au 17 avril suivant. Lawrence se plaint de la longueur de cette session et l'attribue à des préventions contre le conseil.

Les documents parlent si peu de la prise de Louisbourg, en 1758, qu'il ne me semble point nécessaire de m'y arrêter. Cet événement important dans l'histoire de la Nouvelle-Ecosse n'assura pas tout de suite la paix à ses habitants ; les établissements éloignés continuèrent d'être inquiétés quelque temps encore, après la reddition de Montréal en 1760 et avant le traité définitif de 1763. La correspondance relative aux opérations militaires devant Louisbourg se trouve aux Archives et dans la *Collection de Manuscrits*, volume IV, publiée par le gouvernement de Québec

en 1885. La colonisation prend de l'extension, on ouvre des routes, les améliorations en tout sont sensibles, et les rapports de la "Society for the Propagation of the Gospel" fondent les plus grandes espérances sur les progrès déjà faits dans l'enseignement religieux.

Le 9 juillet 1762, Belcher manda la nouvelle que les Français s'étaient emparés de l'île de Terre-Neuve, ce qui était exagérer un peu les choses. Le 18 septembre suivant, toutes les places prises étaient rendues, et, par le traité de Paris de 1763, article IV, la France renonçait à toutes ses prétentions sur la Nouvelle-Ecosse ou Acadie, la cédant et garantissant au roi de la Grande-Bretagne avec toutes ses dépendances, aussi bien que l'île du Cap-Breton et toutes les autres îles et côtes du golfe et du fleuve Saint-Laurent, etc.

Le 25 août 1763, Belcher transmit aux lords du commerce un mémoire, préparé par le conseil, qui signalait certaine correspondance du duc de Nivernois, tendante à induire les Acadiens à quitter la province pour se mettre sous la protection du roi de France. Nivernois nia d'avoir cherché à pratiquer les Acadiens ; sa dénégation fut admise comme vraie, et, le 2 juin 1764, Wilmot écrivit qu'il avait pris les moyens de justifier pleinement le duc de Nivernois, et en même temps de désabuser les Acadiens français, en leur assurant qu'il n'avaient plus rien à attendre de la France. Dans une lettre du 9 juin de la même année, lord Halifax, alors secrétaire d'Etat, informa Wilmot que le roi de France n'offrirait aucun encouragement aux demandes des Acadiens; quant au roi Georges III, il avait pour ces derniers les mêmes yeux que pour ses autres sujets catholiques romains d'Amérique; en prêtant le serment d'allégeance, ils auraient toute liberté de s'établir dans les lieux à leur gré; s'ils se refusaient à le prêter, on ne pourrait, à la vérité, leur dénier la faculté en tant que sujets de sortir des possessions du roi, mais on ne permettrait à aucune Puissance étrangère de les attirer à elle, soit ouvertement, soit par des menées secrètes.

Plusieurs associations, à diverses époques, s'offrirent à exploiter systématiquement les houillères du Cap-Breton; mais on ne peut ici mentionner qu'en passant cet important sujet, car d'entrer dans les détails, nécessiterait un long exposé de tous les changements survenus dans le système adopté pour les mines. Il vaut mieux renvoyer le lecteur aux analyses chronologiques. Après 1784, les renseignements à ce sujet se trouveront dans les documents relatifs au Cap-Breton.

C'est dans une lettre de Wilmot aux lords du commerce, en date du 19 novembre 1765, qu'il est fait mention pour la première fois de l'impôt du timbre. On y voit que la mesure fut reçue dans la province sans résistance ni objection, excepté à Liverpool, colonisé par des New-Englanders et où il y eut des marques de mécontentement, mais ni actes de violence ni menaces. Le 9 février suivant, Wilmot accuse réception d'instructions sur la conduite qu'il devra tenir au cas où l'exemple de résistance donné par les autres colonies gagnerait la Nouvelle-Ecosse; mais il ajoute que les habitants se sont soumis docilement à l'autorité du parlement. Le 5 août 1766, Green, devenu administrateur à la mort de Wilmot, transmit une adresse exprimant les remerciements de l'assemblée pour la révocation du *Stamp Act*; l'orage était passé pour le moment.

Les autorités coloniales s'opposèrent fortement à ce qu'il fût permis aux Français de garder possession de Saint-Pierre et Miquelon. Palliser, gouverneur de Terre-Neuve, écrivit à Francklin, administrateur de la Nouvelle-Ecosse, que le but des Français, en se réservant ces deux îles insignifiantes, était de s'en servir pour leurs

intrigues, et qu'il avait fait part au ministère de son appréhension des effets de cette concession sur la pêche et sur les colonies. La représentation, devant le traité de Paris, était peine perdue ; mais plus tard, quand on en vint à s'emparer de force de ces îles, on ne sut pas profiter des avertissements de Palliser au sujet des maux qui pourraient résulter de leur occupation par les Français.

Le 26 avril 1773, un de ces résultats fut signalé : l'existence d'un commerce de contrebande entre les deux îles et différents points de la côte, de Canso à la baie des Chaleurs. Nouvelle dénonciation le 21 juin 1774. Et l'on a continué ainsi de faire à ce propos des rapports, où l'on expose toute la difficulté, sinon l'impossibilité, de réprimer ce commerce interlope tant que les Français seraient en possession de Saint-Pierre et Miquelon.

Des premiers mouvements de révolte dans les colonies, en 1774, il est parlé assez légèrement. Legge, qui était alors gouverneur, écrivait à l'amiral Graves le 20 juillet, cette année-là, que les Américains n'avaient rien autre chose en vue que de formuler des "résolutions" impertinentes, qu'ils ne seraient jamais capables de mettre à exécution. Mais, avec le temps, les affaires prirent un aspect plus sérieux. Il fallut faire des préparatifs de défense ; les milices furent mises sous les armes, à quoi résistèrent quelques townships, et notamment Cumberland. Durant l'année 1774, à en juger d'après les documents, on ne prêta guère attention aux mouvements des colonies révoltées. Le 6 mars 1775, Legge rapporta que les résolutions du congrès tenu à Philadelphie, à l'effet de discontinuer les relations commerciales avec les provinces qui n'en adopteraient point les mesures, avaient été transmises au président de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse ; mais cette chambre n'en tint pas compte. Le 12 mai 1775, Legge mande que nombre de sujets du roi, ne pouvant plus sans danger demeurer dans la Nouvelle-Angleterre, s'en venaient dans la Nouvelle-Ecosse. C'étaient les précurseurs des *United Empire Loyalists*. Le 1er juillet, il reçut instruction de donner gratuitement des terres à ces réfugiés. Les habitants de la Nouvelle-Angleterre passaient maintenant de la défensive à l'offensive. Le 14 juillet, Gage informa les autorités que les choses, loin de s'améliorer, empiraient toujours ; qu'un état-major, composé de membres du congrès continental, avait rejoint les rebelles, avec, pour commandant en chef, Washington, de la Virginie ; que des corsaires avaient eu mission d'empêcher les envois de munitions de guerre et de bouche de parvenir à Boston. Legge, le 31 juillet, fit rapport que la plupart des habitants sur les frontières et à Annapolis, étaient venus de la Nouvelle-Angleterre ; qu'on ne pouvait donc guère compter sur eux ; qu'il y avait beaucoup de mécontents à Halifax, et que l'effectif de troupe était réduit à 36 hommes. Le 17 octobre, Legge rapporta avoir eu nouvelle que la situation était critique en Canada et que la Nouvelle-Ecosse était menacée d'une descente ; il proposa de lever des troupes pour défendre la province ; mais, heureusement, l'attaque fut détournée par les mouvements de la flotte de l'amiral Graves. Les plaintes contre le lieutenant-gouverneur Legge étaient alors si sérieuses et si générales, qu'il fut rappelé et remplacé par Arbuthnot, qui se mit tout de suite en devoir de convoquer les milices. Que le soupçon sur la fidélité des habitants de Cumberland fût bien fondé, cela est hors de doute ; car ils se soulevèrent et attaquèrent le fort commandé par Goreham (dont le nom est orthographié tantôt Gorham, tantôt Goreham ; c'est cette dernière façon de l'écrire que lui-même paraît avoir adoptée). Le 26 novembre 1776, Massey transmit au secrétaire d'Etat un journal du siège du fort Cumberland. Nous avons cru bon de publier ce compte-

rendu *in extenso* et nous y renvoyons le lecteur. Massey manda, le 20 décembre, que le fort était sauvé, grâce aux secours si promptement envoyés de Windsor, et, le 31, Arbuthnot annonça que les rebelles mettaient bas les armes et que la population de Nouvelle-Ecosse était fidèle, hormis les "sectaires". Le 4 janvier 1777, Massey adressa au secrétaire d'Etat une autre partie du journal du siège, contenant plus de détails que la première. Ces journaux donnent des renseignements complets sur un incident très intéressant de l'histoire de la Nouvelle-Ecosse, dont il est à peine fait mention dans les récits historiques ordinaires. Les analyses chronologiques parleront aussi des préparatifs d'une seconde attaque sur le fort Cumberland et des mesures prises pour la repousser.

Le 3 juin 1779, d'après Hughes, * le brigadier général McLean partit du port d'Halifax, avec des troupes, pour aller prendre possession de la baie de Pénobscot, ce qu'il fit. Il y fut attaqué par une armée assez nombreuse. Une lettre de Hughes, en date du 2 septembre, et son incluse, racontent la défense heureuse du fort qu'il avait bâti. Une lettre du lieutenant-colonel Bruce, du 8 septembre, a des détails encore plus complets. A part l'attaque de quelques postes éloignés par des petits navires pour le pillage, il ne paraît pas y avoir eu d'entreprises, du moins sérieuses, contre la province.

L'émigration loyaliste commença son mouvement à la fin de 1782. Le 26 octobre, Parr, le nouveau gouverneur, écrivit au secrétaire d'Etat que sir Guy Carleton, alors à New-York, avait donné avis à Hammond, le prédecesseur de Hughes, que 600 réfugiés désiraient passer de New-York dans la Nouvelle-Ecosse ce même automne, et un grand nombre d'autres le printemps suivant. Le 7 décembre, Parr annonça l'arrivée de 501 réfugiés de Charleston, pour lesquels il faisait préparer des abris. Nulle mention d'arrivages de New-York; mais on doit inférer qu'il en vint d'une lettre de Parr, écrite le 22 juillet 1783, où il montre l'état misérable des réfugiés, ceux de Charleston étant, dit-il, bien plus à plaindre que les "réfugiés de New-York," car ils sont venus presque nus des sables brûlants de la Caroline du Sud sur la côte glacée de la Nouvelle-Ecosse. Au 30 septembre, il comptait au delà de 18,000 réfugiés et il ajoutait que l'on pouvait s'attendre à en recevoir encore 8,000 à 10,000. Le 4 octobre, il informa Nepean que leur nombre atteignait déjà 20,000. Des arpentages se faisaient pour leur donner des terres, ainsi qu'aux soldats licenciés. Les localités à allotir et le nombre des arpenteurs à l'œuvre sont indiqués dans une incluse de la lettre de Parr en date du 21 octobre. Le 16 décembre, Parr porte à 30,000 le nombre des loyalistes arrivés, et signale le développement extraordinaire des villes où ils se sont établis; développement regardé par plusieurs comme plutôt fâcheux, car, disaient-ils, on avait dépensé pour construire des maisons dans les villes de l'argent qu'il eût fallu employer au défrichement et à l'amélioration des terres assignées aux loyalistes, et qui devaient leur fournir et assurer la subsistance. La distribution des loyalistes est indiquée dans un rapport du colonel Morse sur l'état de la Nouvelle-Ecosse, d'après des données recueillies pendant une tournée qu'il avait faite pendant l'automne de 1783, par l'ordre de sir Guy Carleton. Ce rapport a été reproduit en entier dans celui sur les Archives pour 1884. Les analyses ci-après mentionnent aussi les progrès des "settlements," les discussions qui surgirent, causées par la jalousie de quelques individus, et les concessions accordées à de prétendus loyalistes, qui vendirent ensuite leurs terres et retournèrent dans les colonies révoltées, avec l'argent de

* Cela ne s'accorde pas avec l'avis adressé par le lieutenant-colonel Bruce à Haldimand le 6 août, que McLean était débarqué le 12 mai. Voir Archives, série B, vol. 149, p. 71.

la vente. Parr, dont le langage n'est pas toujours bien officiel, parle très énergiquement de la difficulté de trouver des magistrats dans certains districts. Dans une lettre privée à lord Sydney en date du 12 mai 1784, il dit "que force lui a été d'y nommer magistrats des individus que le Tout-Puissant n'avait certes jamais destinés pour un pareil emploi; mais qu'il n'y avait pas à choisir."

En 1784, on résolut de diviser la Nouvelle-Ecosse, à cause des inconvénients qu'occasionnait aux colons établis sur la rivière Saint-Jean l'éloignement où ils étaient d'Halifax. Le 29 mai, le secrétaire d'Etat communiqua cette décision à Parr, en lui faisant connaître la ligne projetée de séparation entre la Nouvelle-Ecosse et la province nouvelle, ultérieurement nommée Nouveau-Brunswick. Parr parle en termes peu favorables des établissements situés sur la rivière Saint-Jean, qui devaient faire partie de cette dernière province; il déclare que c'est de là que sont venus tous les troubles, et que la région est pleine d'esprits turbulents, fertiles en mensonges de toute sorte et en plaintes sans cause. A partir de cette époque, on trouvera ce qui concerne l'histoire du Nouveau-Brunswick dans les analyses des documents propres à cette province, que le colonel Fanning, écrivant au secrétaire d'Etat le 29 avril 1784, avait proposé d'appeler Pittsylvania, en l'honneur de lord Chatham.

Dans le temps où l'on faisait bon accueil aux loyalistes, les autorités à Londres se déclarèrent contre toute tentative pour induire les habitants des pays devenus les Etats-Unis, à émigrer dans la Nouvelle-Ecosse. Parr, le 24 juillet, annonçait qu'il avait reçu une pétition de 500 à 600 familles de quakers, se disant prêtes à se transporter de New-York, de la Pensylvanie et de New-Jersey à la Nouvelle-Ecosse, et demandant de l'aide à cette fin; mais était-il à propos de la leur donner?

Le 5 octobre, le secrétaire d'Etat répondit qu'il ne convenait pas de fournir aux quakers les moyens d'émigrer des Etats-Unis, mais que, s'il en venait d'eux-mêmes dans la province, on pourrait leur donner des terres.

Le mouvement que les quakers de Nantucket firent, après la formation des Etats-Unis, pour se séparer du Massachusetts, n'est mentionné, autant que j'ai pu m'en assurer, dans aucune histoire des Etats-Unis. L'île de Nantucket, qui n'est pas bien grande, était habitée principalement par des quakers, lesquels faisaient la pêche de ce qu'on appelle la baleine du Sud. Les premières tentatives de pêche baleinière remontaient à 1690, et auraient eu lieu dans des bateaux non pontés, sur la côte. Au commencement de 1785, les quakers donc proposèrent de séparer l'île du Massachusetts, l'île devant être considérée comme terre neutre, ou devenir dépendance de la Grande-Bretagne. Au cas où l'on trouverait ce projet irréalisable, ils exprimaient le désir d'aller s'établir dans les possessions britanniques, disant préférer à toute autre la Nouvelle-Ecosse, en meilleure situation pour l'exercice de leur industrie spéciale. La séparation de l'île de l'Etat de Massachusetts, ce qui y laisserait sa population de pêcheurs, fut fortement combattue dans la Nouvelle-Ecosse, où l'on prétendit que, si elle s'effectuait, toute l'huile de baleine des Etats du Nord passerait ensuite par Nantucket sous titre de produits de l'industrie des sujets britanniques, et serait admise ainsi en franchise en Angleterre, au grand détriment du commerce de cette marchandise que faisait la Nouvelle-Ecosse. Il paraît bien que des habitants de Nantucket s'en vinrent à Halifax, car une pétition, datée du 26 juillet, fut présentée par eux, dans laquelle ils demandaient l'admission en franchise de leur huile de baleine, attendu leur qualité de sujets britanniques. Une lettre de Parr du 1er août, dit que l'affaire des quakers de Nantucket était de grande conséquence pour

la Nouvelle-Ecosse, les profits de leur production d'huile de cachalot allant à £150,000 par année, et qu'on se préparait à grands frais à les recevoir et loger. Ces mesures furent, cependant, fort désapprouvées ; lord Sydney écrivit que les engagements pris avec les habitants de Nantucket causaient de sérieux inconvénients, qu'il fallait cesser sans retard d'offrir tout encouragement à l'émigration des Etats américains, et que l'on n'avait pas l'intention de favoriser l'exercice de la pêche à la baleine par d'autres que les armateurs de la Grande-Bretagne. Les quakers déjà rendus dans la Nouvelle-Ecosse furent transportés à Milford-Haven, et ce fut la fin de l'incident en ce qui concerne la Nouvelle-Ecosse.

Dans les états des loyalistes, il n'est fait aucune distinction entre les blancs et les noirs. Le lecteur, en se rapportant à l'analyse sous la date du 1er janvier 1784, trouvera la mention de 1,232 domestiques ou serviteurs, que l'on présume être des nègres ; et Parr, le 29 avril 1785, mande l'arrivée de 194 blancs et noirs, hommes, femmes et enfants, de Saint-Augustin. Il est certain que le nombre des nègres libres était considérable dans la province. En 1791, la compagnie de Sierra-Leone, qui avait tenté sans succès de coloniser ce territoire africain en 1787, proposa encore d'en faire la colonisation en y transplantant, cette fois, les noirs libres établis dans la Nouvelle-Ecosse. A ce dessein s'opposa non seulement la population blanche de la province, mais ceux mêmes qui devaient être conduits en Afrique. Les habitants prétendaient que la province perdrait ainsi, à son grand détriment, tout un corps très utile de travailleurs et de jardiniers-maraîchers, et qu'au lieu de dépenser de grosses sommes pour éloigner ces gens, on devrait plutôt employer à les retenir une partie de l'argent que coûterait leur déplacement. Les noirs de Shelburne désapprouvèrent ceux qui étaient disposés à accepter les offres de la compagnie de Sierra-Leone, et demandèrent de quoi seulement acheter chacun une vache et deux moutons, faisant remarquer que les frais du transport en Afrique de tant de monde dépasserait de beaucoup le montant de leurs demandes. En décembre 1791, il fut adressé au ministre une liste des noirs établis à Birchtown, qui s'étaient fait inscrire pour Sierra-Leone, ainsi qu'une pétition où ceux ne voulant pas aller en Afrique représentaient qu'avec une part de l'argent que coûterait leur transport ils seraient assurés de se procurer le bien-être sur leurs fermes. Il paraît que le gouvernement britannique changea à ce moment d'intention ; car, le 15 janvier 1792, l'ordre vint d'arrêter toutes les dépenses pour le rassemblement et le transport des noirs, de donner des terres à ceux parmi eux qui voudraient s'établir, et d'engager les plus propres au service militaire à s'enrôler pour les Indes-Occidentales. Cette nouvelle décision avait été prise trop tard ; le jour même où la dépêche fut écrite, 1,190 noirs partaient d'Halifax pour Sierra-Leone dans quinze transports. Les "records" de Sierra-Leone témoignent que les directeurs de la compagnie n'eurent pas sujet de se féliciter beaucoup de cette autre tentative de colonisation.

Presque aussitôt après l'arrivée des loyalistes dans la Nouvelle-Ecosse et les autres provinces, en 1783, on proposa la création d'un évêché avec juridiction sur les provinces britanniques restantes dans le Nord-Américain. L'opinion générale fut que le Dr Chandler serait nommé à ce siège et, dans une lettre du Dr Oliver, au second volume de "*Hutchinson's Diary and Letters*," p. 409, il y a un paragraphe qui en parle d'une manière très positive. Il se disait aussi que le Dr Breynton, recteur de l'église Saint-Paul, à Halifax, désirait vivement cet évêché, et qu'il avait, pour l'avoir, fait un voyage à Londres. La nomination n'eut lieu qu'en 1787 et le Dr Inglis fut choisi, le Dr Chandler, désigné d'abord, ayant été forcé de décliner l'offre par une maladie

incurable et avancée, qui menaçait de l'emporter à chaque instant. En 1788, c'est-à-dire l'année qui suivit la consécration de l'évêque, il fut question pour la première fois du King's College à Windsor. Parr, le 26 septembre de cette année, annonça au secrétaire d'Etat que l'assemblée générale de la Nouvelle-Ecosse avait affecté une somme de £400 à la location d'un édifice et à la rétribution de professeurs pour une 'academy" à Windsor. Même si la preuve en manquait, il paraîtrait évident que cette subvention avait été obtenue par les efforts surtout du Dr Inglis; mais le Dr Perry, évêque d'Iowa, E.-U., dans une biographie du Dr Inglis, donne en entier une lettre adressée à l'évêque White en date du 6 mai 1789, dans laquelle se trouve ce passage décisif: "L'*Academy* dont il est aussi fait mention dans l'appendice, est à cette heure érigée en collège et, sans parler des autres dotations, la législature a voté £400 sterling par an à perpétuité pour l'entretien de l'institution. C'est un bon point de gagné, mais qui m'a coûté beaucoup de labeur et de souci." Le roi portait beaucoup d'intérêt au progrès de l'institution, qui reçut des secours d'argent du trésor impérial pour la construction d'un édifice convenable. Le 5 juin 1790, le secrétaire d'Etat écrivit à Parr et à l'évêque que Sa Majesté avait résolu d'accorder au collége une charte royale et une dotation permanente, et, en outre, que l'ordre était donné de préparer un plan en vue de fonder, dans les deux grandes universités du royaume, des bourses pour l'entretien de jeunes gens de l'Amérique britannique du Nord, choisis dans ses collèges, et qui par ce moyen mèneraient à bout leurs études supérieures, de manière, en cas d'aptitudes, à pouvoir été nommés à des bénéfices en pays d'Amérique. La charte, toutefois, ne fut accordée qu'en 1802.

En 1788, la nouvelle que la guerre allait recommencer fut mandée à Halifax, avec l'ordre de fortifier la place; mais avant qu'on eût encore fait aucune dépense, on apprit que le nuage était passé et que les travaux n'étaient plus nécessaires. Au printemps de 1793, ce que l'on avait craint arriva: la République française, nouvellement formée, déclara la guerre. Grande activité aussitôt dans la Nouvelle-Ecosse pour lever des troupes provinciales. Le 30 avril et le 2 mai, Wentworth rendit compte au secrétaire d'Etat des moyens de recrutement qui étaient employés, et l'informa que des milices volontaires offraient leurs services. Le 14 mai, on reprit les îles de Saint-Pierre et Miquelon. Dans une lettre en date du 23 juillet, Wentworth constate combien il sera facile de rassembler la milice pour défendre Halifax, si la place était attaquée. Des querelles survenues entre le ministre français Genet et les officiers et équipage de la flotte française, ainsi qu'une mutinerie qu'il y eut sur quelques navires, empêchèrent l'agression. Une chose qui fit évidemment un vif plaisir à Wentworth, ce fut l'empressement avec lequel les Acadiens s'étaient unis au reste de la population pour défendre la province. Voir les autres incidents de la guerre, aux analyses chronologiques.

Le duc de Kent, alors prince Edouard, était à Boston dans le printemps de 1794; mais il put atteindre la Martinique à temps pour être à la prise du fort Bourbon, laquelle compléta la soumission de l'île. Dans son rapport officiel, daté du Fort-Royal, Martinique, le 25 mars 1794, sir Charles Guy dit que le Fort-Bourbon s'était rendu le 23, à quatre heures de l'après-midi, "S. A. R. le prince Edouard, major général des forces de Sa Majesté, ayant, à ce moment, pris possession des deux postes." Le 12 janvier 1796, le prince Edouard fut promu au grade de lieutenant général et reçut ordre, en cette qualité, de servir dans l'état-major. Il arriva à Halifax le 10 mai 1794 et prit la conduite des troupes qu'il y avait là; mais il eût voulu avoir un commandement plus étendu. Il fit tout en son pouvoir pour améliorer le 7e fusiliers aux

dépens des troupes provinciales; en quoi il fut combattu même par Wentworth, qui paraît pourtant lui avoir été attaché, jusqu'à regarder très généralement ses désirs comme peu discutables. Ce qu'il dit de l'activité du prince dans les affaires militaires est corroboré par d'autres témoignages bien irrécusables. En 1798, à la suite de blessures reçues dans un accident de cheval, le prince Edouard se décida à retourner en Angleterre, et partit dans le mois d'octobre; les documents ne donnent pas la date exacte de ce départ. Il revint l'année suivante à Halifax, mais l'époque de son arrivée n'est pas non plus indiquée. Il y a une lettre du lieutenant général Ogilvie, datée d'Halifax le 15 juin 1799, à Green, secrétaire militaire à Québec, où on lit que le duc de Kent reviendrait probablement avec un titre supérieur (Série C, vol. 223, p. 112). La première lettre relevée parmi les documents à ce propos est du mois de septembre, et on peut croire que c'est là à peu près la date de son arrivée. Ses actes pendant son commandement sont rapportés aux analyses.

A mentionner ici l'arrivée des nègres marrons de la Jamaïque, qui avaient soutenu dans les montagnes de cette île une lutte longue et sanguinaire; mais il n'est pas besoin d'en parler autrement, car leur séjour fut de si courte durée qu'il n'eut guère d'effet sur les progrès de la province. Ils furent transportés à Sierra-Leone. On crut dans le temps que c'était à la demande des directeurs de la compagnie de Sierra-Leone, appelés par dérision "*les philanthropes*"; mais l'examen de leur correspondance fait voir que cette croyance était mal fondée, la compagnie n'ayant au contraire, nulle disposition à se charger d'hommes dont le passé n'offrait aucune garantie d'une conduite paisible dans l'avenir; et, de fait, beaucoup d'entre eux allaient en Afrique avec l'idée qu'ils pourraient y gagner de l'argent par la chasse aux esclaves, et non pas pour s'y assurer une vie calme en s'adonnant à l'agriculture.

Le tout humblement soumis.

DOUGLAS BRYMNER,
Archiviste.

OTTAWA, 31 décembre 1894.

NOTE A.

ABRÉVIATIONS AVEC LEUR EXPLICATION.

" A. & W. I.",	" America and West Indies".
" B. M.",	" British Museum".
" B. T. Journals,"	" Board of Trade Journals".
" " New England,"	" " New England".
" " N. S.,"	" " Nova Scotia".
" " Trade Papers,"	" " Trade Papers".
" Col. Cor. N. S.,"	" Colonial Correspondence, Nova Scotia".
" Col. Off. N. S.,"	" Colonial Office Papers, Nova Scotia".
" Interregnum,"	Protectorat de Cromwell.
" Lambeth MSS.,"	MSS. conservés au palais de Lambeth (Londres)
" S. P. Col."	" State Papers Colonial".

NOTE B.

Liste des livres, etc., reçus en don, avec les noms des donateurs.

Noms.	Résidence.	Ouvrages.
Boston, "Public Library" de	Boston, Mass.	Rapports.
British Museum	Londres, Ang.	"
Buffalo, Bibliothèque de	Buffalo, N.-Y.	"
Bureau, Jos. Napoléon, par l'entremise de B. Sulte	Trois-Rivières.	Documents originaux sur les catholiques d'Irlande et sur les griefs des Bas-Canadiens, 1827 à 1834.
"Canadian Civil Engineers"	Montréal.	Publications.
"Carroll Institute"	Washington, D.C.	Rapport.
Chicago, Université de	Chicago, Ill.	Publications.
Christie, Miller	Londres, Ang.	Deux journaux, MSS. de la Cie de la B.-d'Hudson
Conover, Geo. S	Geneva, N.-Y.	Brochures.
Cuoq, Abbé	Oka	Publications sur les langues sauvages.
Drummond, Andrew	Montréal	Notes sur le canal Rideau.
Education, Commissaire de l'	Washington, D.C.	Rapports.
"Filson Club"	Louisville, Ky	Publications.
Foley, James G	Ottawa	"Sketch of the Parish of St. Mary."
Gagnon, Philéas	Saint-Roch, Qué.	Manuscrits.
Gemmell, A. J	Ottawa	Brochures.
Hamilton, J. C	Toronto	"John Brown in Canada."
"Harbour Commission"	Montréal	Rapports.
Hayden, Andrew	Kingston	"History of the County of Lanark. MS."
"Historical MSS. Commission"	Londres, Ang.	Publications.
Kelton, Capit. D. H	Bridgeport	"Annals of Fort Mackinac."
Kingsford, Mlle	Ottawa	Brochure.
Kingsford, William, L.L.D	"	Brochures.
Kirkwood, A	Toronto	Rapport sur la sylviculture.
Leonard, E	London, Ont.	"Memoir of Hon. Elijah Leonard."
Macmaster, Donald, C.R	Montréal	Brochures.
"Manitoba Historical Society"	Winnipeg	Publications.
"Michigan University"	Michigan	"
Montréal, v. "Harbour Commiss'n"	Montréal	
Newcastle-on-Tyne, Bibliothèque de	Newcastle-on-Tyne, Ang.	Rapports.
"Oneida Historical Society"	Utica, N.-Y	Publications.
Ontario, Gouvernement d'	Toronto	"
Id. Assemblée législative	"	"
Pennington, W	Ottawa	Brochure.
Providence	Rhode-Island	"Early Record" et Rapports des Commissaires.
"Public Record Office"	Londres, Ang.	Publications.
Québec, Gouvernement de	Québec	"
Remington, Cyrus K	Buffalo, N.-Y.	Brochures.
"Reynolds Library"	Rochester, N.-Y.	Rapports.
Société Royale du Canada	Ottawa	Mémoires, bibliographie.
Sainsbury, W. Noël	Londres, Ang.	Brochure sur le *Public Record Office.*
Schmidt, Rév. E. J. P	Weltes, Indiana.	Brochure.
Shortt, professeur	Kingston	"
"Wisconsin Historical Society"	Madison, Wis.	"
Id. Université du	"	Publications.
"Yale University"	New-Haven, Ct.	"

1603. 8 novembre, Fontainebleau. Lettres patentes (traduites en anglais) du roi de France à M. de Monts, pour le peuplement et l'habitation de la Cadie, Canada et autres terres en la Nouvelle France, à condition plus particulièrement d'appeler les peuples d'iceux à la foi chrétienne, à quoi il s'est déjà employé avec zèle, courage, constance et dévouement. "S. P. Col." vol. 1, n° 10

1609. Courte analyse de la concession de sir W. Alexander. N° 20, p. 10

1627. 9 avril. Sir W. Alexander demande qu'on relâche le *Morning Starre*, destiné à aller avec son navire de conserve à la Nouvelle-Ecosse, et qu'on détient en la rade de Douvres. "Domestic, Charles I", vol. lix, n° 87

3 mai. Concession (en latin) par Charles Ier à sir W. Alexander. "S. P. Col." vol. 4, n° 22

(Les Archives du Canada contiennent copies de ces documents).

1630. — janvier. "Information: Le roi de France par sa commission s'attribue toute cette partie de l'Amérique qui va du 40e degré au 60e, ce qui comprend toute la rivière du Canada et toute la Cadie, avec en conséquence la Nouvelle-Angleterre et le "New-Scotland", lesquels s'étendent par la mer vers l'est quelque six cents milles." "S. P. Col." vol. 5, n° 47

1er février. Réponses aux propositions de l'ambassadeur français pour la restitution des lieux, navires, etc, pris aux Français dans le Canada. (En français et en anglais). "France, Charles I.", vol. 195, pp. 70-75

15 avril. Mécontentement de Chateauneuf de n'avoir pu obtenir la promesse formelle que Port-Royal serait rendu. Le roi veut considérer l'affaire plus à loisir. 269

31 juillet, Holyrood. Confirmation par les Etats d'Ecosse de l'ordre des chevaliers baronnets de la Nouvelle-Ecosse. La pièce comprend le "warrant" de Charles Ier et un accord portant qu'une pétition sera présentée au roi pour la protection de ceux qui entreprennent de faire des établissements dans le "New Scotland". Actes du parlement d'Ecosse, vol. 5, p. 223

9 septembre, Holyrood-House. Remontrance signée par les commissaires des Etats d'Ecosse contre toute reconnaissance du prétendu droit des Français au "New Scotland" "S. P. Col." vol. 5, n° 102

1631. 4 juillet. Copie (en latin) de l'Acte pour la remise de Port-Royal, Nouvelle-Ecosse. Vol. 6

1632. 1633. Mémoire à sir W. Alexander, Robert Charlton et William Barkley, où sont exposés les titres à la possession de la Nouvelle-Ecosse, etc. N° 71

28 juin, Holyrood. Acte XXVIII. "Ratificatioun of the viscount of Sterling of the infeftments and signatur grantit to him of the Dominiones of New scotland and Canada in America And priveledges thairin contenit AND of the dignitie and order of Knicht Baronet and Act of convention of estaits made thereanent." Acte du parlement d'Ecosse. Vol. 5, p. 43

(La dernière partie de l'acte ratifie la résolution adoptée le 31 juillet 1630. V. ci-dessus.)

1635. 22 avril. Concession donnée sur la terre ferme par le conseil de la Nouvelle-Angleterre à sir W. Alexander. "S. P. Col." vol. 8, n° 56

1655. 26 mars. Considérations sur les forts de Saint-Jean, Port-Royal et Penobscot en Acadie récemment pris aux Français, renvoyées à l'examen du "committee for foreign plantations." "Interregnum" I 75, fin de la page 740

1656. 29 mai. Arrêtés pris en conseil concernant la possession de l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse par de La Tour sous certaines conditions exprimées, au nombre de treize. Ces conditions étant accomplies, il pourra être donné des lettres patentes à Claude Saint-Etienne sieur de La Tour, baronnet d'Ecosse, à Thomas Temple et à William Crowne. "Interregnum" I 77, pp. 151-153

1656.
14 juillet. Convention entre Cromwell, lord protecteur, d'une part, et Charles Saint-Etienne, sieur de La Tour, baronnet d'Ecosse, Thomas Temple et William Crowne esquires, d'autre part, pour l'achat de la Nouvelle-Ecosse. Les bornes sont énoncées au long, ainsi que les conditions. La pièce n° 4, au commencement, porte la date du 16 et à la fin celle du 14. Les autres (5 et 6) sont datées du 16. Le n° 6 est un extrait.
" S. C. Col." vol. 8, nos 4, 5, 6

31 juillet. Les sûretés offertes par Crowne et Temple, pour la concession de Saint-Jean et Pentacost, sont agréées par le conseil.
" Interregnum ", I 77, p. 297.

Sans date. Pétition de la veuve du major Gibbons, représentant que le fort de Saint-Jean a été acquis à feu son mari par non-paiement d'un mortgage par La Tour, et demandant qu'il lui soit donné £200 annuellement jusqu'à extinction de la dette, somme que La Tour trouve raisonnable.

1657.
14 avril. Convoi de Terre-Neuve et navire désigné pour transporter Temple et sa compagnie à la Nouvelle-Ecosse. " Interregnum " I 77, p. 790.

1658.
16 mars. Demande de prêt de la pinque *Sparrow* à Temple pour être employée par lui dans la Nouvelle-Ecosse. Renvoyée au conseil. I 78, p. 498.

18 mars. Rapport disant que l'amirauté a ordonné de vendre le bâtiment. 506

30 mars. Ordre d'en ôter, avant de le frêter, tous les canons, approvisionnements, etc. 533

Mai (?) Convention pour commercer en la Nouvelle-Ecosse. La pièce commence ainsi: Nous soussignés entreprenons et convenons par les présentes de faire commerce en la Nouvelle-Ecosse. A cette fin, nous convenons semblablement d'y envoyer comme notre agent le capitaine Middleton, etc. Sans signatures. " S. P. Col." vol. 13, n° 43.

9 septembre, Boston. Thomas Temple à Thomas Povey. Il a reçu ses lettres par Middleton, homme prudent, qui va visiter les côtes de la Nouvelle-Ecosse et faire rapport. N° 51

— novembre. Articles dressés contre M. Laborne, négociant de La Rochelle, au nom du colonel Temple, lieutenant général de la Nouvelle-Ecosse sous son altesse le lord protecteur d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande." N° 52

— novembre. L'ambassadeur français se plaint, de la part de la Compagnie de la Nouvelle-France, de ce que les Anglais ont pris Port-Royal, Saint-Jean et Pemptacoat, brûlé l'église et commis d'autres dégâts. (V. aussi n° 54) N° 53

27 décembre. Thomas Temple à Lord Fienes et compagnie, sur les affaires de la Nouvelle-Ecosse, telles que représentées par Middleton. N° 58

27 décembre. Temple à Povey. Il se plaint de la conduite des marchands de Boston et des pertes qu'il a éprouvées. Le capitaine Breedon a offert de lui avancer £1,000. N° 59

Sans date. Le mémoire du colonel Temple, sur son intérêt en la Nouvelle-Ecosse, est transmis avec une note de William Denton. N° 61

Projet de convention proposé par Breedon, au nom de Temple, à lord
1659. Fienes et Cie, pour faire trafic dans la Nouvelle-Ecosse, etc. N° 64

20 février. Temple à Lord Fienes et Cie. Il a donné pouvoir au capitaine Breedon de régler les choses conformément aux propositions de sa seigneurie, et adressé les mêmes instructions à son frère le colonel Temple. Le capitaine Middleton apportera des informations complètes sur la situation des affaires. Les articles de la convention proposée par Temple sont contenus en la pièce n° 64. N° 68

20 février. Temple à Povey, sur le même sujet Il espère que ses propositions seront satisfaisantes. N° 69

6 septembre. Temple à Lord Fienes. Attaque par Le Borgne sur La Hève; cet établissement a été pris, puis repris. Il (Temple) a reçu pour £700 de marchandises et une lettre de change de £200. Le navire portant les marchandises envoyées en retour, lesquelles montaient à £3,000, s'est perdu avec toute la cargaison et plusieurs hommes de l'équipage. La

1659. lettre contient d'autres détails sur ce qui s'est passé, et un post-scriptum où Temple dit qu'il a réparé le fort de Saint-Jean et bâti un poste de traite 50 milles plus haut, sur le fleuve, et un autre au fond de la baie. N° 71

6 septembre. Temple à Povey. Il lui rend compte de ses opérations de traite durant le printemps et l'été. N° 72

Sans date. Pétition adressée au Protecteur et au Conseil par Breedon, demandant qu'il soit fait des représentations, etc., à l'ambassadeur de France au sujet des empiétements des Français en la Nouvelle-Ecosse N° 66

22 novembre. Essai de minerai de cuivre trouvé dans la Nouvelle-Ecosse, mais sans indication de la localité. John Reynolds, de la Monnaie, qui a essayé l'échantillon, dit: "Je suis émerveillé de voir un minerai de cuivre si riche, ductile, malléable, et si pur à la première fonte. Je n'avais jamais ouï parler de chose pareille." N° 76

29 décembre. Temple à Lord Fienes. Affaires de la Nouvelle-Ecosse. Il est bruit que Saint-Jean et Port-Royal ont été pris, mais il n'y croit pas. Liste de ses obligations aux marchands et autres. N° 77

1660.

17 juillet. Pétition:—"A Sa Très Excellente Majesté le Roi. L'humble pétition de Thomas Elliot esquire, l'un des gentilshommes de la chambre de Votre Majesté, représente qu'un certain lieu d'Amérique, appelé Nouvelle-Ecosse, fut ci-devant donné par sa Royale Majesté le Roi Jacques à un membre de la famille des Stirlings d'Ecosse, lequel le vendît aux Français, sous la domination desquels ce lieu est demeuré jusqu'à ce que Cromwell (il y a environ cinq ans) le leur a enlevé et l'a donné à un nommé Temple et un nommé Crowne, à perpétuité, qui en sont maintenant en possession, sauf le droit d'aliénation qui réside en Votre Majesté:

"Plaise à Votre Majesté de concéder le dit lieu à votre pétitionnaire, soit à temps ou autrement, ainsi que Votre Majesté le trouvera bon.

"A la cour à Whitehall ce 17e jour de juillet 1660.

Il a plu gracieusement à Sa Majesté de renvoyer cette pétition à l'examen des commissaires nommés par S. M., pour administrer les "foreign plantations," afin d'avoir leur avis sur ce qu'il convient de faire.—Edward Nicholas. Vol. 14, n° 21

19 juillet. Pétition par sir Lewis Kirke, John Kirke et Fran. Berkeley pour la possession de la Nouvelle-France, Acadie et Canada. N° 22

Exposé des droits du roi sur ces terres. N° 23

Les Kirke sont mandés devant le conseil. N° 24

Rapport du conseil (30 juillet): Temple possède un bon titre. N° 28

La pétition des Kirk est annexée au rapport. C'est un double du n° 22, sauf que les mots "Nova Scotia" y sont substitués à "Nova Francia." N° 28-1

20 août. Droit de Temple sur la Nouvelle-Ecosse. A la fin de la pièce n° 37 se trouve un exposé relatif à la prise et à la restitution à la France de certaines parties de la Nouvelle-Ecosse, de Québec, etc. N° 36

24 septembre. Temple sollicite une nouvelle concession de la Nouvelle-Ecosse, etc. Conduite indigne de Middleton. N° 44

1er décembre. Commission pour former un conseil des plantations. N° 59

4 décembre. Pétition du colonel John Blount et des ladies Mary et Jane Alexander, héritiers du comte de Stirling, réclamant un dédommagement. Renvoyée au lord chambellan. N° 60

Rapport: le comte de Stirling ayant rendu la Nouvelle-Ecosse aux Français sur l'ordre du roi, il y a lieu à une indemnité de £10,000 sterling. N° 60-1

(Pour l'exposé de l'affaire, V. les nos 66-68.)

11 décembre. Pétition des Kirk. N° 61

Avec l'apostille suivante: "Titre et intérêt de l'Etat d'Angleterre sur et dans le golfe Saint-Laurent, grande rivière du Canada, et toutes les

1660. contrées septentrionale d'Amérique qui y touchent et confinent, maintenant appelées Canada et Nouvelle-France." N° 61-1

"Situation du golfe Saint-Laurent, et de la grande rivière du Canada; évaluation des profits que cet Etat en pourra tirer s'il en prend possession, et incommodité qu'ils lui occasionneront s'il ne le fait pas." N° 61-2

Temple à Pavey. Ses droits sur la Nouvelle-Ecosse. N° 64

Une pétition aux lords du Conseil accompagne la lettre. N° 64-1

Exposé du cas de Henry comte de Sterling au sujet de la Nouvelle-Ecosse. N° 66

Notes relatives au titre de sir W. Alexander. Nos 67, 68

(V. aussi sous le n° 60 la pétition de Blount, etc.)

1661. La pétition de La Tour, Temple et Crowne est renvoyée au comité des
8 mars. affaires de la Nouvelle-Ecosse. "Colonial Entry Book." Vol. 60, p. 15

22 juin. Mémoire de Temple et Crowne ; comment ils sont devenus propriétaires de la Nouvelle-Ecosse. "S. P. Col." vol. 15, n° 64

Rapport du comité du conseil, chargé d'examiner les réclamations des porsonnes prétendant intérêt dans la Nouvelle-Ecosse. Thomas Elliott fonde sa réclamation sur un "warrant" du roi ; Temple et Crowne sur le droit du premier découvreur, la concession du roi et une possession de plusieurs années. N° 65

On trouve une copie de cette pièce au n° 66 et une autre au n° 67. A cette dernière est ajoutée une note, que n'ont pas les autres.

6 août. Provisions de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse à vie en faveur de Mark Harrison, de Stepney, Middlesex. "Docquet, Charles II."

26 août. Les personnes ayant des intérêts en la Nouvelle-Ecosse se présenteront au conseil. "Colonial Entry Book," vol 60, p. 16.

(Il y a deux paginations dans ce volume. La mention ci-dessus est à p. 16 de la première.)

9 décembre. Temple aura à remettre au capitaine Charles Breedon les forts de Saint-Jean et de Pentagoet en Acadie ou Nouvelle-Ecosse, avec tous les canons et munitions, ainsi que tous les canons, etc., transportés de Port-Royal à Boston. "Domestic Entry Book, Charles II," vol. 48, p. 10.

(C'est la troisième inscription sur la page.)

Sans date. Pétition pour l'octroi d'un signe distinctif aux baronnets de la Nouvelle-Ecosse. Même série. Vol. 48

1662.
2 janvier. Représentations de sir Lewis Kirke et John Kirke au sujet de l'Acadie. Elles remplissent dix pages d'une écriture serrée, et donnent en détail l'histoire de tous les changements de maîtres ou propriétaires, etc., depuis 1600. Il est dit en note: "Ceci est une traduction fidèle de la pièce originale. Examiné ce 10e jour de septembre 1667.

JAMES WINDUS,
BYERS,
WM FASHION."

"S. P. Col.", vol. 16, n° 1

Le n° 2 est une copie en latin, avec sommaire en anglais, "sur le fait de l'intérêt de sir Lewis Kirke, John Kirke et autres ès trois forts en Amérique réclamés par l'ambassadeur français," avec l'opinion de Robert Mason.

Le n° 3 est une autre copie.

Demande par l'ambassadeur français de la restitution de l'Acadie. N° 14

Réponse à cette demande. N° 15

(Le n° 16 est une copie de cette réponse.)

7 février. Le conseil se réunira pour examiner les diverses réclamations de droits sur l'Acadie. "Colonial Entry Book," vol. 60, p. 17.

26 février. Pétition présentée par Temple contre les prétentions des Français ; il demande du temps pour la production de ses titres.

"S. P. Col.", vol 16, n° 23

1662.

Réponse faite à l'embassadeur français, de la part de La Tour, Temple et Crowne. N° 24

Droits des Anglais sur la Nouvelle-Ecosse, avec les dates de la découverte de ce pays, de la prise de Port-Royal, de Québec, du Cap-Breton, etc. N° 25

Opinion de W. W. (en latin et en français), précédée de courtes notes en anglais. N° 26

Sans date. Pétition de Temple, demandant la destitution deBreedon, qui " a frauduleusement obtenu les lettres patentes et provisions du gouvernement et trafic de la Nouvelle-Ecosse." N° 28

Le " warrant " suspendant Breedon se trouve dans le " Domestic Entry Book, Charles II." p. 189

5 avril. Bill a préparer pour nommer Temple et ses héritiers gouverneurs perpétuels des " pays et terres appelés Laccadye et de cette partie de pays appelée Nova Scotia, récemment achetés par lui de La Tour."

" S. P. Col.", vol. 16, n° 40

Copie sous le n° 41, et texte du " warrant " sous le n° 42, portant que la durée de la charge dépendra " du bon plaisir."

— juillet. Limites territoriales établies par les lettres patentes accordées à sir Thomas Temple pour la Nouvelle-Ecosse. La désignation est brève. N° 86

7 août. Pétition de Thomas Breedon pour être lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse au défaut de Temple. Il se plaint qu'Elliott cherche

1663. à faire avoir le pays à d'autres. N° 87

24 août. Pétition d'Edmond Wyndham et Thomas Elyott, demandant qu'il leur soit permis d'exploiter à leur seul profit les mines de cuivre dans la Nouvelle-Ecosse, moyennant, en retour, la remise du cinquième en espèces à la couronne. Renvoyée au lord trésorier. Vol. 17, n° 70

Le 16 décembre, le lord trésorier fait rapport que, les pétitionnaires s'obligeant à apporter dans le royaume tout le cuivre ou autre métal extrait par eux des mines (l'or et l'argent seront exceptés de la concession), il émet l'avis que l'on délimite la montagne mentionnée et que la

1665. concession soit accordée pour trente et un ans sans succession. N° 71

1er mars. Proclamation. Temple sera gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, etc., Vol. 19, No. 33

Sans date. Pétition du lieutenant-colonel Amand La Loubré, demandant qu'en raison de ses services dans la Nouvelle-Ecosse, etc., il lui soit permis d'importer du vin, sans avoir à payer les droits, pendant le reste de sa vie.

1666. " Domestic, Charles II ", vol. 142, No. 137

— février. Instructions générales pour extirper Français et Hollandais des colonies. " S. P. Col. ", vol. 20, No. 10

Des instructions semblables se donnèrent le 8 et le 22. Nos 11-14

22 février. Le Roi à Temple. Il publiera dans la Nouvelle-Ecosse la déclaration

1667. de guerre. Ordre de détruire les Français et les Hollandais. Nos 18-19

30 mars. Temple à Lord Arlington. Il a reçu ses lettres. Le gouverneur et les magistrats sont prêts à fournir leur aide; mais leurs moyens sont bien restreints. Le capitaine Cartwright, pris par un navire de guerre hollandais, et le capitaine Scarlet, dont le bâtiment a fait naufrage sans qu'on ait pu sauver les papiers, ont envoyé des dépêches. Vol. 21, No. 30

24 mai. Le même au même. Il récapitule le contenu d'une précédente lettre. Il a envoyé des provisions à la Barbade. On n'a point perdu un pied de terre dans la Nouvelle-Ecosse. " Ce pays est incroyablement riche en mines, de beau cuivre surtout, et riche en poissons. Le climat et le terrain y sont plus propices pour la fabrication du sel qu'en France même. " Il envoie un spécimen de ce dernier produit. No. 49

— novembre. Ordre à Temple, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, de rendre Lacadie aux Français, conformément au traité de Bréda. Au dos : A été envoyé. No. 150

1667.

Autre documents aux mêmes fins, avec des modifications, mais qui n'ont pas été envoyés. Nos 151, 152, 153

10 décembre. Temple à Arlington. Lettre aux mêmes fins que celles du 30 mars et du 24 mai précédent. Nouveaux détails sur les droits qu'il réclame, etc. No. 155

Sans date. Note. Que Temple va rendre la Nouvelle-Ecosse. "Domestic Entry Book, Charles II". Vol. 24, p. 105

"Droits des Anglais sur le Canada". L'écrit a trait principalement à la Nouvelle-Ecosse. Une lettre y est jointe du conseil d'Ecosse, en date de "Hallyrood, 9 septembre 1630"; elle demande au roi de ne pas se départir de ses droits sur le "New-Scotland". "S.P. Col", vol. 21, No. 120

Dates diverses "Propositions, &c., pour le commerce du Canada", où il est aussi question de la Nouvelle-Ecosse. Sur le dos de la pièce: "Propositions "au sujet du Canada, 1, 2. Bornes de Lacadie, *Councill Chamber*, 4 oc- "tobre 1667, 3. Bornes de l'Acadie et de la Nouvelle-Ecosse, 14 sep- "tembre 1667. Pentackett concédé à ceux de New Plimouth par lettres "patentes du roi Charles vers 1627". No. 121

Analyse de documents relatifs aux titres des Anglais sur la Nouvelle-Ecosse, avec la réponse de l'ambassadeur français. No. 122

"D'après le traité à exécuter par le Roi, à l'égard des Français, concernant Québec ..... Devra rendre tous les lieux qui ont été possédés par les Français, en la Nouvelle-France, Cadie et Canada et qui leur ont été pris depuis par les sujets du Roi de la Grande-Bretagne, et faire retirer en 8 jours les Anglais des dits lieux, Port-Royal, Kebec et Cap Bretton". Certaines obligations à accomplir par Burlamaushi, à la charge des Français. "Produits de la plantation de Qebeck". Au dos du document: "Traité français concernant Kebeck. Marchandises du Canada, poix, goudron, chanvre, bois." No. 157

14-24décembre "Extrait sommaire et induction des pièces qui servent d'éclaircissement pour l'affaire de l'Acadie" (en français). Cette pièce consiste en extraits. No. 158

Notes par sir Joseph Williamson. No. 159

Copie de ces notes, dans laquelle est omis un paragraphe. N° 160

Notes relatives à l'Amérique. Celles sur la Nouvelle-Ecosse commencent p. 346, à cette marque $\overset{A\ A}{\times}$ et continuent jusqu'à ces mots inclusivement: "hopes of copper in several places standing out like fingers, arms and leggs." "S. P. Col.", vol. 21

31 décembre. Ordre donné par le Roi à Temple de remettre à la France le pays d'Acadie, ci-devant possédé par le roi de France, savoir: "Pentagoet, Saint-Jean, Port-Royal, La Hève et le cap de Sable, dont ont joui ses sujets jusqu'à ce que les Anglais en aient pris possession en 1654, 1655 et depuis." Une copie des articles 10 et 11 du traité de Bréda est jointe

1668. à la lettre. N° 168

19 février. Arrêté du conseil, à l'effet de modifier conformément à la demande de M. de Ruvigny l'ordre de cession de l'Acadie. "S. P. Col.", vol. 22, n° 43

Déclaration du Roi. N° 44

Proclamation pour la cession. N° 45

Sans date. Proposition du capitaine Robinson au roi concernant Terre-Neuve. La pièce a trait principalement à cette île, mais signale aussi le danger auquel sa possession par les Français exposerait la Nouvelle-Ecosse, etc. N° 70

28 juillet. Arrêté du conseil portant qu'en conséquence de la proposition de différer l'ordre de la remise de Saint-Christophe, la restitution de l'Acadie sera différée. "S. P. Col.", vol. 23, n° 27

1er août. Lettre écrite par suite de cet arrêté. N° 32

1668.

"The case of William Crowne, Esq., proprietor in part of Nova Scotia or L'Accady." Détails sur l'émigration de sir Claude St. Etienne (de La Tour) à la Nouvelle-Ecosse, premièrement concédés à Alexander; la Nouvelle-Ecosse a été annexée à la couronne d'Ecosse par quatre Actes du parlement; réclamations françaises, etc. N° 28

9 novembre. "Copie de la lettre escritte à Messrs de la compagnie d'Occiden par le Sr de Morillon Du Bourg, Commiss^re^ député par le Roy de france pour l'exécution du traité de Breda en Laccadie." Distinction faite par Temple entre l'Acadie et la Nouvelle-Ecosse; les places spécifiées dans le traité ne sont pas, à ce qu'il soutient, dans l'Acadie, mais dans la Nouvelle-Ecosse; il tient aussi que, d'après le traité, Saint-Christophe, Antigoa et Montserrat devraient être remis tout d'abord par les Français. Qu'il est à désirer que l'affaire se règle au plus tôt, la saison étant très avancée. N° 77

24 novembre. Temple aux Lords du conseil. Sur les bornes de l'Acadie. N° 86

Incluse. Réponse de Temple à la demande de Du Burg. N° 86-1

"Brevet de l'achat fait par sir Thomas Temple, chevalier baronnet, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse pour Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, à Mons. de La Tour de toutes ses terres situées en la Nouvelle-Ecosse, etc." N° 86-2

25 décembre. Temple à Arlington. Mesures prises pour déjouer la tentative des Français pour s'assurer l'Acadie et la Nouvelle-Ecosse. N°s 102, 102-1, 102-4

1669.

13-23 janvier. Mémoire par Colbert, sur la mutuelle remise de Saint-Christophe et de l'Acadie, etc., avec l'ordre du roi de France à de La Barre de rendre Saint-Christophe. "P. S. Col.", vol. 24, n° 5 et 5-1

(Les nos 6 et 6-1 sont des copies.)

26 février. Arrêté pris en conseil portant de préparer un second ordre à Temple de céder l'Acadie. N° 19

2 mars. Temple à Arlington. Il se plaint de la conduite d'Elliott. Ses grandes dépenses et lourdes pertes. Son tort de n'avoir pas écrit au roi. N° 20

Autre lettre d'Arlington, même date, d'un caractère plus privé, renfermant un état de ses achats avec ce qu'ils ont coûté, et d'autres comptes. N°s 21 et 21-1

8 mars. Le Roi à Temple. Qu'il doit rendre immédiatement l'Acadie au roi de France, nonobstant l'ordre d'en retarder la remise. N° 26

20 mai Remontrance du Massachusetts contre la remise de la Nouvelle-Ecosse pour l'île de Saint-Christophe; la valeur de cette dernière n'est nullement en rapport avec celle de la première. N° 62

6 août. Lettre du roi portant de rendre l'Acadie.

"Colonial Entry Book", vol. 60, pp. 20 et 21

1670.

Sans date. Capitaine Robinson. Deux papiers, relatifs surtout à Terre-Neuve, signalant le danger que les Français n'en obtiennent possession comme à redouter pour la Nouvelle-Ecosse, etc. "S. P. Col.", vol. 25, n°s 110 et 111

(V. aussi une lettre sans quantième de l'année 1668 dans le vol. 22, n° 70)

1671.

10 janvier. Temple au Roi. Il a rendu l'Acadie; seulement les lieux qu'il avait ordre de remettre ne sont pas en Acadie, mais comprennent toute la Nouvelle-Ecosse et une partie de la Nouvelle-Angleterre. Déplorable situation de ses propres affaires financières. "S. P. Col.", vol. 26, n° 4*

1672.

Sans date. Pétition de Wilson, exposant ses pertes par suite de la cession des forts de l'Acadie. "S. P. Col.", vol. 29, Nos 80, 80-1

1673.

9 mai. Certificat du gouverneur et du conseil du Massachusetts, qui atteste la bonne conduite et la fidélité de Temple durant son gouvernement de la Basse-Acadie. "S. P. Col.", vol. 30, n° 34

1676.

11 février, Whitehall. Ordre donné au secrétaire du Conseil de préparer une lettre au Massachusetts, en réponse à la plainte des Hollandais, que les habitants du Massachusetts s'étaient saisis des forts de Penatscop et Saint-Jean, pris aux Francais par le capitaine Arenson, ainsi que des hommes qui y avaient été laissés pour faire le trafic. "Col. Entry Book," vol. 96 p.46

1676.
18 février, Whitehall. Lettre au gouverneur du Massachusetts, conforme à la décision ci-dessus. "Col. Entry Book," vol. 93

1679.
24 janvier. Pétition de John Crown pour obtenir dédommagement. La cession aux Français des terres de la Nouvelle-Ecosse, achetées par son père et sir Thomas Temple à La Tour, cessionnaire de sir William Alexander, l'a ruiné ainsi que sa famille. (Pièce sans date. Renvoyée aux lords du commerce le jour indiqué en marge.) "S. P. Col.", vol., 53

6 février, Whitehall. Rapport des Lords du commerce sur la pétition de John Crown, demandant les terres de Mount-Hope dans la Nouvelle-Angleterre en dédommagement de la cession de la Nouvelle-Ecosse aux Français. "N. S. Col. Entry Book," vol. 105, p. 297

10 mai, Whitehall. Mandement des Lords du commerce à sir Thomas Temple de se présenter avec les titres constatant ses droits sur la Nouvelle-Ecosse. p. 308

21 mai. Traduction (en anglais) de la représentation faite par l'ambassadeur hollandais, que les Hollandais ont, en 1674, pris possession d'un fort en Acadie ou Nouvelle-Ecosse, appartenant d'abord aux Français; mais qu'un navire envoyé par eux pour y exercer la traite a été saisi par le capitaine Hampton, commandant un poste anglais voisin. On demande la mise en liberté de John Rodes, capitaine du navire capturé, la punition de Hampton, et que des ordres soient donnés pour empêcher que les Hollandais ne soient molestés dans leur trafic. "S. P. Col.", vol. 66
Vient à la suite une copie en français.

21 juin, Whitehall. Crown a paru devant le Conseil, mais n'a pu produire de preuve suffisante de son droit sur la Nouvelle-Ecosse; en conséquence, Nelson, autre intéressé, a reçu ordre de se présenter. "Col. Entry Book," vol. 106, p. 27

4 août. Nouvelle représentation par les Hollandais de la conduite de Hampton et des Bostonnais, lesquels ont détruit les forts de Penatscop et Saint-Jean, pris aux Français par le capitaine Juriaæn Aernout en 1674, se sont saisis d'un navire, sous le commandement du capitaine John Rodes, occupé à y faire le trafic, et réclament la possession des terres, tandis que les Hollandais sont amis et alliés de Sa Majesté. "S. P. Col.", vol. 66

30 octobre, Whitehall. Rapport des Lords du commerce, portant qu'après examen de la pétition de Crown et des réponses reçues de la Nouvelle-Angleterre, ils sont d'avis que Mount-Hope demandé par Crown reste en la possession de New-Plymouth. "Col. Entry Book," vol. 106, p. 83

6 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce ne trouvent pas qu'il y ait lieu de changer leur avis, à savoir, que les terres de Mount-Hope devraient demeurer en la possession de New-Plymouth. p. 88

1680.
4 février. Pétition de John Crown afin d'obtenir des terres en dédommagement de ses pertes par suite de la cession de la Nouvelle-Ecosse. (Sans date. Renvoyée aux lords du commerce le jour indiqué ici en marge.

1er mars. Description du pays de Narraganset, envoyée à la demande de John Crown par Nathaniel Colson. "S. P. Col.", vol. 53

1684.
5 décembre. Les propriétaires de certains bâtiments de pêche se plaignent que ceux-ci ont été saisis au cap de Sable, encore qu'ils eussent obtenu, en payant, une permission du gouverneur français. "S. P. Col." vol. 54
(Il y a quatre affidavits de même date et à même effet. La pétition, fondée sur ces attestations, vient ensuite.)

1685.
16 janvier. Réponse (en français) des Français au sujet des pêches de l'Acadie. La possession de l'Acadie leur a été rendue par le traité de Bréda. (Prise de l'Acadie, 1664; traité de Bréda, 1667.) Interdiction de la pêche et de la traite des pelleteries, sur la côte, aux navires étrangers. Saisie de bâtiments de la Nouvelle-Angleterre, dont les cargaisons et les capitaines ont été transportés à La Rochelle, où deux de ces capitaines, ayant été trouvés pourvus de permis, ont été renvoyés et leurs navires rendus. Quant aux autres, leurs navires et cargaisons seront confisqués. (Pièce sans date. Lue par le comité du Conseil le jour indiqué en marge.) "S. P. Col.", vol. 55.

1685.
15 juillet, Whitehall. Pétition du New-Hampshire. Ses auteurs se plaignent que leurs bâtiments qui pêchaient au large de la Nouvelle-Ecosse ont été saisis et menés en France, quoiqu'ils eussent payé les droits ordinaires de permis.
"Col. Entry Book," vol. 108, p. 167.

Le vol. 100 du "Col. Entry Book", à pp. 20 et 21, contient des extraits des "Transactions" entre les Anglais et les Français. Ces "Transactions" sont imprimées *in extenso* dans le Rapport sur les Archives du Canada pour 1883.

Mémoire de Denys adressé au roi de France. (Une traduction en anglais en fut communiquée aux lords du commerce le 15 mars 1715. V.
1689. à cette date. La coll. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 169, en contient une copie.)

Pétition de Robert Nelson en obtention de lettres de représailles pour lui permettre de reprendre possession des terres situées dans la Nouvelle-Ecosse qui appartenaient à feu son frère sir Thomas Temple, et qui ont
1691. été rendues à la France sans dédommagement. "S. P. Col.", vol. 55
— septembre. Acte de soumission (en français) des habitants de Siganectoe. V. incluse de la lettre des lords du commerce du 17 avril 1697.

1694.
13 janvier, Versailles. Ordre à Bégon de rendre la liberté à Nelson, s'il fournit caution pour le renvoi à Québec des soldats français pris à Port-Royal.
"B. T. Trade Papers," vol. 5

14 mars. Certificat de la capture de Nelson, Ting et Alden sur la côte de la Nouvelle-Ecosse. Leur emprisonnement; mort de Ting; mise en liberté d'Alden. Nelson est tenu étroitement en prison à Angola (Angoulême), où il a été conduit de Québec. Le certificat est signé par Heysham, Johnson et Waterhouse, le dernier attestant que le 2 octobre 1693 il n'y avait point de prisonniers français à Boston. "B. T. Trade Papers," vol. 5

31 mai, Londres. Affidavit par le colonel Hutchinson et David Waterhouse, attestant que les soldats français pris en 1690 à Port-Royal et conduits à Boston ont été relâchés. "B. T. Trade Papers," vol 5

Suivent: Une relation sans date de la capture de Nelson, etc.; une pièce intitulée: "L'affaire de M. John Nelson," et une pétition d'un certain nombre de prisonniers retenus sous prétexte qu'il y avait des soldats français qu'on n'avait pas mis en liberté.

28 juin, Paris. Delagni au commissaire des malades et blessés. La France a exécuté la convention d'échange de prisonniers. A l'égard de Nelson, on le retiendra jusqu'au renvoi des soldats pris à Port-Royal, qui, suivant ce qui a été convenu avec Phips, doivent être conduits à Québec, mais qui sont encore dans la Nouvelle-Angleterre. "B. T. Trade Papers," vol. 5

29 juillet, Paris. Le même au même. Se plaint de contravention au traité d'échange, et menace de représailles. "B. T. Trade Papers," vol. 5

20 septembre, Fontainebleau. Le même au commissaire des prisonniers de guerre. Les marins pris dans toutes les parties du monde ont été transportés en France. Nelson et Alden y ont été amenés pour satisfaire à une convention particulière faite par eux quand ils ont été arrêtés à la "Baye Françoise" en Acadie, et pour y être retenus jusqu'à ce que les soldats français prisonniers à Boston aient été rendus. Les frais pour ramener d'Angleterre les prisonniers français seront payés lorsqu'il (Delagni) en saura le montant.
"B. T. Trade Papers," vol. 5

15 octobre, Fontainebleau. Le même au même (en français). Il est prêt à payer tout ce qui peut être dû, et demande la remise des officiers français détenus prisonniers.
"B. T. Trade Papers," vol. 5

(Les "B.T. Journals," volumes 10 et 11, contiennent des procès-verbaux et des références concernant la Nouvelle-Ecosse, aux années
1696. 1697, 1698 et 1699.)
6 novembre. Exposé de l'affaire de Nelson relativement aux Français. Il était employé, en 1691, à hâter l'établissement de Port-Royal, pris depuis peu par Phipps, lorsqu'il a été enlevé par un navire de guerre français et gardé prisonnier. A 5, "B.T. Miscellanies."

1697. (Pièce sans date, reçue le jour indiqué en marge.)

17 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Trumbull). Ils lui transmettent l'exposé du droit sur la Nouvelle-Ecose. " B.T. Journals," vol. 20, p. 120.

Incluses. Papiers de Nelson relatifs à la Nouvelle-Ecosse. 162

Mémoire de Nelson énonçant ses droits sur la Nouvelle-Ecosse. 165

Acte de soumission (en français) des habitants de Seganectoe à la couronne d'Angleterre, septembre 1691. 169

1702. Arrêté du conseil (sans date), à communiquer à l'amirauté et portant que Nicholson va retourner à la Nouvelle-Ecosse avec le *Sapphire*, le *Leopard* et deux transports, chargés d'armes et de munitions, pour la défense de ce pays. Le capitaine commandant du convoi de Terre-Neuve recevra aussi l'ordre de se procurer des nouvelles de la flotte française destinée pour Port-Royal, de protéger les navires de pêche, etc. " A & W.I." vol. 594, p. 1.

1704. 17 novembre. Dudley aux Lords du commerce. Lors de l'expédition sur la côte de l'Acadie, il n'est rien resté debout des quatre villages, que le fort de Port-Royal. " A & W.I." vol. 485

1709. 14 octobre, Rohoboth. Décision prise par les gouvernements des quatre provinces, les officiers de l'armée et aussi les représentants provinciaux (extrait au bas de la p. 3) : il faut attaquer Port-Royal. " A & W.I." vol. 58, pièce marquée 81

Adresse au sujet de l'attaque à diriger contre Port-Royal (sans date). 82

18 octobre, Boston. Dudley aux officiers de l'armée (circulaire). Il les convoque à une assemblée pour l'exécution de l'attaque sur Port-Royal. 85

18 octobre, Boston. Dudley, Nicholson, Vetch et Moody à Ingoldsby, gouverneur de New-York. Comme il n'est pas nécessaire d'envoyer des troupes aux îles Bahama, il le prient de donner l'ordre aux capitaines des bâtiments de S.M. le *Kinsale* et le *Maidstone* de prendre part à l'expédition contre Port-Royal. 87

19 octobre, Boston. Les mêmes aux capitaines des bâtiments de guerre. Les troupes se trouvant prêtes pour l'expédition au Canada, qui est différée, il a été décidé qu'on attaquerait Port-Royal. 88

19 octobre, Boston. Les mêmes à Martin, du *Dragon* navire de S.M. En réponse à la difficulté qu'il fait d'aller à Port-Royal, parce qu'il a eu de l'amirauté l'ordre d'attaquer Terre-Neuve, ils lui demandent de nouveau de se porter d'abord contre Port-Royal, qui est sur la route de Terre-Neuve ; cette attaque, du reste, ne fera que rendre plus facile l'expédition contre l'île. 89

20 octobre, A bord de l'*Entreprise*. Le capitaine Smith à Dudley, etc. Il a reçu l'ordre de participer à l'attaque sur Port-Royal ; mais ne le peut faire, ayant des ordres autres de l'amirauté, à moins que l'on ait eu des instructions à cet effet de Sa Majesté. N

Lettre semblable de Martin. O

18 novembre, Boston. Adresse du conseil et de l'assemblée de Massachusetts-Bay, représentant la dépense considérable faite pour lever des troupes et demandant que l'on attaque au printemps le Canada ou la Nouvelle-Ecosse et Port-Royal. 90

Adresse (sans date) des principaux habitants de Boston sur le même sujet. 91

1710. 4 février, Boston. Vetch au Secrétaire d'Etat (Sunderland). Il envoie en Angleterre des Indiens, disposés à prendre part à l'expédition. 93

18 mars. Commission pour Nicholson, le commandant général de l'expédition contre Port-Royal. A 48, " B.T.N.S." vol. 1

(Voir aussi B 55, 56, 57 dans le vol. 2, et à p. 153 du vol. 32.)

15 mai, Boston. Vetch à ———. Grande dépense occasionnée à la Nouvelle-Angleterre par la non-arrivée de la flotte. Les préparatifs ont alarmé les

1710.

Français et rendu plus fréquentes leurs attaques. Impossibilité de défendre Boston tant que les Français seront maîtres de Port-Royal.
" A. & W. I.", vol. 58, n° 98

30 août, Cap-Breton. Vetch au Secrétaire d'Etat (St. John). Il a quitté la garnison et le gouvernement d'Annapolis-Royal pour prendre le commandement des troupes de la Nouvelle-Angleterre expédiées contre Québec, conjointement avec Hill. Ardentes espérances de succès.
" A. & W. I.", vol. 594, fol. 16

16 septembre, Boston. Nicholson et Vetch aux Lords du commerce. Ils s'embarquent pour leur expédition (contre Port-Royal).
" B. T. N. S.", vol. 32, p. 1

16 septembre, Boston. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Conférence des gouverneurs; nécessité d'un supplément de munitions, d'affûts de canons, etc. Port-Royal a été renforcé après l'alarme causée par les préparatifs d'attaque. Quelle garnison y sera mise quand on s'en sera emparé.
" A. & W. I.", vol. 58, n° 110

Autre copie. 165

1er octobre, Port-Royal. Sommation par Nicholson à Subercase de rendre Port-Royal. 112

2 octobre, Port-Royal. Articles de la capitulation du Port-Royal entre Nicholson et Subercasse. 111

(Il s'en trouve une copie au " British Museum", add. 19,069, fol. 1, en date du 13 octobre).

11 octobre, Annapolis-Royal. John Nicholson est nommé chapelain d'Annapolis-Royal. 114

11 octobre, Annapolis-Royal. Nicholson et autres officiers à Vaudreuil. Port-Royal étant en leur pouvoir, ils le préviennent que, s'il se fait des incursions par les Français ou les Sauvages sur les frontières de la Nouvelle-Angleterre, on se vengera sur les principaux habitants. Ils demandent de rendre les prisonniers pris à Deerfield, etc. S'ils ne sont pas rendus au mois de mai, un égal nombre des principaux habitants français sera réduit en esclavage; si le gouverneur satisfait à leur demande, les prisonniers seront traités avec toute civilité. 115

12 octobre, Annapolis-Royal. Proclamation adressée aux habitants de l'Acadie et de la Nouvelle-Ecosse, portant que la Reine a pris possession du pays et leur défendant de molester les sujets britanniques. 120

12 octobre, Annapolis-Royal. Proclamation adressée aux sujets de Sa Majesté, où il est dit que tout commerce par mer avec la Nouvelle-Ecosse devra se faire à Annapolis-Royal, et que ceux qui contreviendront à cette proclamation seront traités comme gens trafiquant en fraude, et leurs bâtiments et effets confisqués. 121

14 octobre, Annapolis-Royal. Nicholson à Vaudreuil. Il charge le major John Livingston de lui remettre un avertissement auquel on espère qu'il voudra se conformer pour éviter de faire encore couler le sang. 117

14 octobre, Annapolis-Royal. Le conseil de guerre à la Reine. L'expédition contre Port-Royal est terminée. Le conseil prie la Reine qu'elle lui accorde d'être le premier à faire choix d'établissements dans le pays. 118

14 octobre, Annapolis-Royal. Requête du conseil de guerre à la Reine, pour la rénovation de l'ordre des baronnets de la Nouvelle-Ecosse et la promotion à cet ordre de ceux des officiers qu'il lui plaira de choisir. 119

16 octobre, Annapolis-Royal. Note sur les limites des côtes maritimes de la Nouvelle-Ecosse, par le capitaine Southack. De Saint-Georges à Grand-Manoon (Manan), 45 lieues; de là à Saint-Jean, 14; de là à Schednecto (Chignectou), 40; de là à l'entrée de Port-Royal, 45; de là au Cap de Sable, 35; de là au détroit de Cancer (Canso), 85; de là au cap Saint-Laurent dans l'île du Cap Briton (Breton), 30; de là au cap Gaspé, sur la rivière du Canada, 122; de là à Pisquit et à la baie de Silliore (Chaleurs), 30 lieues; de là à Shedenecto, borne du côté de terre, 4 milles. 123

(Le texte est rendu ici littéralement, sauf seulement que les noms sont retracés entre parenthèses avec leur présente orthographe.)

1710.
20 octobre. "Rolle des habitants de la banlieue du fort de Port-Royal speciffié famille par famille" (pièce française). Le nombre total est de 481. 124

Plan de Port-Royal (sans date). 125

23 octobre, Port-Royal. Passeport donné par de Subercasse aux majors Mullins et Brown après la reddition de Port-Royal. A. 50, "B. T. N. S.," vol. 1.
(Autres copies, B 58, vol. 2; C. 173, vol. 5; et à p. 164 du vol. 32.)

Octobre (?) Annapolis-Royal. Le conseil de guerre à la Reine. Il lui demande ses intentions sur la colonisation du pays et sur ce qu'il faut faire des habitants actuels. "A. & W. I.", vol. 58, n° 122

1er novembre, Annapolis-Royal. Instructions par Vetch à Mascarene, sur la manière dont il doit traiter les habitants des Mines. Il ira les informer qu'ils sont sur le pied de prisonniers de guerre, qu'il leur est imposé une contribution en castor, ou de 6,000 livres en argent ou pelleterie, avec 20 pistoles à payer par mois pour la table de Vetch. Cela leur assurera la liberté du trafic avec Annapolis-Royal. Précautions à prendre dans cette expédition. "B. M.", *add.* 19,070, fol. 17.

12 novembre, Rade des Mines. Proclamation adressée par Mascarene aux habitants des Mines. 19

16 novembre, Aux Mines. Mascarene nomme Pierre Melançon, Alexandre Bourg, Antoine LeBlanc et Jean et Pierre Landry receveurs des contributions destinées au gouverneur (Vetch) à titre de don. 20

18 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Nicholson et Vetch. Souhait de succès. Changements dans l'administration. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 2

14 décembre, Annapolis-Royal. Certificat par Vetch de la propriété d'un sloop capturé. "B. M.", *add.* 19,070, fol. 24

Sans date. Hobby à Mascarene. S'assurer pourquoi les députés que les habitants avaient eu ordre d'envoyer ne sont pas descendus, ou n'ont pas amené les arbres qu'ils avaient eu ordre de couper. 21

1711.
5 janvier, Boston. Dudley aux Lords du commerce. Ses dépêches témoigneront de l'empressement avec lequel l'Assemblée (du Massachusetts) a concouru à la défense des frontières et aux expéditions hors du territoire. Pour celle dirigée contre Port-Royal, il avait eu 1,000 fusiliers, outre les officiers, 20 navires et transports, trois mois de provisions, du canon et des munitions, le tout prêt le 22 août; les contingents des autres colonies n'arrivèrent que le 8, et les frégates de New-York que le 10 septembre. On a eu de l'ingénieur les canons, les reçus en constatant livraison seront transmis. On a donné les menues armes aux soldats. Port-Royal et le pays se sont rendus à Nicholson le 2 octobre. Vetch a été laissé dans la place avec une garnison de 400 hommes et des munitions de guerre et de bouche suffisantes. Nicholson repasse en Angleterre. Forces demandées pour réduire Québec. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 4

Journal de l'expédition, tenu par Nicholson. "T. 13, B. T. New England," vol. 4.

15 janvier. Etat présent du fort d'Annapolis-Royal, ci-devant Port-Royal, en la Nouvelle-Ecosse,—signé A. Forbes; avec post-scriptum daté du 25, sur les ouvrages à ajouter aux fortifications. "A. & W. I.", vol. 58, n° 131

20 janvier, Annapolis-Royal. Liste des chefs de familles, habitant la banlieue d'Annapolis, qui ont prêté le serment d'allégeance à S. M. B., conformément aux articles de la capitulation. 133

22 janvier, Annapolis-Royal. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Félicitations sur les succès récents et l'acquisition de la Nouvelle-Ecosse. L'incertitude où sont les Français sur leur situation les tient dans l'agitation. 132

Une lettre du 20 roule à peu près sur les mêmes points, mais est moins détaillée. 134

24 janvier, Londres. Dummer aux Lords du commerce. Il est nommé agent du Massachusetts. Il demande avec instance que Port-Royal, aujourd'hui Annapolis-Royal, à cause de sa valeur, ne soit point cédé quand on fera la paix. La province (Massachusetts) demande l'absolue liberté de faire

1711.

la pêche, celle de la baleine comprise, dans ce parage, d'y faire sécher le poisson sur la grève et de tirer de la houille schisteuse des mines littorales. Avantages de ces privilèges pour les manufacturiers anglais. La province demande aussi de donner suite à la réduction du Port-Royal en envoyant une expédition contre Québec. La rigueur de son climat assurerait tout un commerce en tissus de laine, attendu que l'élevage des moutons n'y est pas praticable. Les Français et les Sauvages, si on les laisse maîtres de Québec, pourront continuer à jeter l'alarme partout dans le continent, et même jusque dans Terre-Neuve, et à exercer leurs cruautés ordinaires: de là nécessité de la conquête du Canada. Pour alléger les dépenses, les colonies de la Nouvelle-Angleterre (énumérées) sont prêtes à y contribuer. "B. T. N. S.", vol. 32. p. 6.

30 janvier, Londres. Le même au Secrétaire d'Etat (Dartmouth.) Lettre semblable à celle adressée aux Lords du commerce. "A. & W. I.," vol. 58, n° 92.

28 février. Journal du major John Livingston, d'Annapolis-Royal à Québec et de Québec à Albany et à Boston, 15 octobre 1710—28 février 1711. "A. & W. I.," vol. 594, p. 3.

12 mars, Boston. Vetch à la Trésorerie. Sur les lettres de change à Borland en paiement de provisions pour les troupes à Annapolis-Royal. "A. & W. I.," vol. 58, n° 138.

16 mars, Boston. Liste des troupes laissées à Annapolis-Royal, sous le commandement de Vetch (pièce sans date). Au jour indiqué ici en marge a eu lieu l'avis des lettres tirées, mais sous la date 1711, d'après le vieux style, ou selon le nouveau style, 1712, ce qui laisse subsister quelque incertitude; toutefois, les inductions fournies par la pièce même et les avis datés 1710-11, indiquent l'année 1711 comme date de la liste. "A. & W. I.," vol. 58.

20 mars, Boston. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth.) Il introduit auprès de lui et lui recommande le major Livingston, par qui il envoie des lettres relatives à Annapolis-Royal. 141

20 mars, Boston. Le même au même. Il lui adresse son rapport sur l'état de la garnison d'Annapolis-Royal. Il a été obligé de venir à Boston pour régler certaines choses concernant les troupes qui la composent. Difficultés au sujet de leur paye, etc. 142

26 mars, Boston. Requête de Vetch aux gouverneur, conseil et assemblée du Massachusetts, pour le paiement de leurs troupes en garnison à Annapolis-Royal. 140

27 mars, Boston. Vetch à la Trésorerie. Avis de lettres de change tirées en faveur de Borland pour la paye et l'habillement des troupes laissées à Annapolis-Royal. 140

27 mars, Boston. Compte de la dépense payée par le gouvernement de Massachusetts-Bay pour l'habillement des troupes employées à réduire la Nouvelle-Ecosse. Signé: "Andrew Belcher, Commissary." 137

16 avril, Boston. Vetch à Mascarene. Il lui envoie ses pouvoirs pour la tenue de cours martiales. "B. M.," *add.* 19,070, fol. 23.

1er juin, Annapolis-Royal. État de la garnison d'Annapolis-Royal. "A. & W. I.," vol. 58, n° 144

14 juin, Annapolis-Royal. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth.) Il résume le contenu de lettres antérieures. L'état de ruine et le manque d'approvisionnement du fort, qui n'avait rien reçu de France, depuis trois années, en a facilité la prise et expliquent les présentes dépenses. Grande fermentation parmi les habitants, tant Français que Sauvages. Ceux de la banlieue qui ont prêté le serment sont en butte aux menaces des autres; il n'est pas jusqu'aux prêtres qui ne les menacent des vengeances ecclésiastiques. On ne peut compter sur la paix que lorsque des forces suffisantes auront été envoyées pour réduire à la soumission tout le pays. La vive inquiétude causée par les desseins des Français et des Sauvages du Canada impose à la garnison un service très sévère. Les pertes par décès et

1711. désertions ont été d'environ 116 hommes. Plusieurs soldats de marine, qui sont des papistes irlandais, ont été induits par les Français à déserter pour aller en Canada ou à Plaisance, qui seront toujours un voisinage dangereux, à moins qu'on n'entretienne ici une garnison effective de 500 bons hommes, avec une frégate de 40 à 50 ganons, car la côte est infestée de corsaires. Et cela durera jusqu'à ce que nous nous soyons rendus maîtres du Canada et de Plaisance. Vetch attend avec impatience des instructions. Alertes causées par des Sauvages en attaquant les Français qui coupent du bois pour les fortifications. Le seul moyen d'y mettre un terme, c'est d'avoir un parti de guerriers des Cinq-Nations, qui puisse combattre les Sauvages alliés des Français, dans des conditions égales. 145

15 juin, Annapolis-Royal. Le même aux Lords du commerce. Reçu leurs dépêches. Il a fait couper, à titre d'essai, 20 mâts de 18 à 25 pouces, mais ignore quand il pourra les expédier. Il y en avait d'autres plus gros; seulement il ne veut pas prendre sur lui de les faire couper, et attendra des ordres. Il va envoyer des échantillons de cuivre. Il y a de très beau marbre. Ce pays n'a besoin que de colonisation et de culture pour acquérir une grande importance. Des bandes furtives de sauvages, poussées par les Français du Canada et de Plaisance, l'infestent. Les Français, excités par leurs succès en Europe, parlent de reprendre Annapolis avant l'hiver; mais c'est pure bravade. Leurs corsaires sont très incommodes; il faudrait ici un bâtiment de guerre. "B.T.N.S.", vol. 32, p. 20.

18 juin, Annapolis-Royal. Le même au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Les sauvages attaquent les Français occupés à couper du bois pour faire les fortifications. Ils ont attaqué un détachement envoyé pour protéger ces hommes, et qui marchait avec trop de confiance. Les Sauvages ont offert de vendre les prisonniers blessés; les autres seront envoyés en Canada. Arrivée à la baie Verte de deux bâtiments du Canada avec des vivres, munitions, etc., et quelques hommes venant joindre ceux qui y sont déjà dans le dessein d'intercepter le passage Il (Vetch) a racheté sept blessés; les prisonniers valides, au nombre de quarante, ont été emmenés en Canada. "A. & W. I.", vol. 58, n° 146

5 juillet, Annapolis-Royal. Instructions de Vetch à sir Charles Hobby, lieutenant-gouverneur d'Annapolis-Royal. "B.T.N.S.", vol. 32, p. 148

8 août, Au large de Canso. Hovenden Walker à Vetch. Il le remercie de son avis au sujet du pilote français, à qui, du reste, il n'aurait pas voulu se fier. S'il y a de la brume au large du Cap-Breton, il fera tirer un coup de canon toutes les deux minutes jusqu'à ce qu'il (Vetch) l'ait rejoint. "A. & W. I.", vol. 58, n° 128

10 août, Au large du Cap-Breton. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a eu ordre de laisser le commandement d'Annapolis à un suppléant qui est sir Charles Hobby, et de se rendre à Boston pour prendre la conduite des troupes provinciales, qui, avec les troupes britanniques sous Hill, vont par mer attaquer le Canada. Arrangements faits pour la subsistance de la garnison. Dépenses personnelles extraordinaires auxquelles il a été assujéti, sans avoir aucune allocation. 147

13 août, Rivière des Espagnols. Hill à Vetch. Dispositions qu'il a prises pour les troupes, les Sauvages, etc., qui tiendront garnison à Annapolis-Royal. 129

11 septembre, Rivière des Espagnols. Vetch à Hill. Nécessité d'une garnison d'au moins 500 soldats et officiers, avec au moins 60 sauvages, à Annapolis-Royal. Le major Livingston est l'homme qu'il faut pour se procurer les Sauvages. Jusqu'à son retour (de Vetch), on devrait entretenir une compagnie de sauvages de la Nouvelle-Angleterre. Il demande un bâtiment de guerre pour la protection de la communication avec Boston, d'où viennent toutes les subsistances. 148

12 septembre, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Sur les lettres de change tirées par Vetch. N'y a-t-il donc pas suffisamment d'argent des revenus

1711.

de S. M. dans la Nouvelle-Ecosse pour cette dépense? Elle ne paraît pas avoir été prévue par le parlement. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 11

Rapport de même date, contenant un relevé des services, etc., pour lesquelles ces lettres ont été tirées. 13

(Un double des deux pièces se trouve dans la série "B. T. New-England", vol. 42, sous la marque G. 340.)

13 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Les gouverneurs n'ayant pas envoyé d'état de situation, leurs seigneuries ignorent s'il y a ou non des fonds disponibles à la Nouvelle-Ecosse pour satisfaire aux lettres de change tirées par Vetch. Ils renvoient à Blatherwayt, l'auditeur. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 18

3 octobre, Albany. Les présents qui seront donnés aux Sauvages se conserveront par ceux de la bourgade Onondaga en souvenir de leur coopération aux opérations de Nicholson. "A. & W. I.", vol. 58, n° 113

20 octobre, Boston. Journal tenu par Vetch d'un voyage qu'il avait projeté de pousser de Boston jusqu'à Québec, en juillet 1711. (Sans date. Vetch revint à Boston le jour indiqué en marge.) 149

16 novembre, Boston. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui rend compte de l'état de la garnison d'Annapolis-Royal, dont il a laissé le commandement à Cawfield, qu'il a nommé son suppléant. Des habitants français ont prêté le serment d'allégeance; les Sauvages ont offert la paix. Ces derniers, à ce qu'il croit, faisaient cette démarche dans la pensée que le Canada se soumettrait; mais depuis qu'il a appris le désastre, il ne doute guère que la garnison ne soit attaquée de bonne heure le printemps prochain. 150

26 novembre, Boston. Vetch aux Lords du commerce. La Nouvelle-Ecosse est très abondante en minéraux, surtout en cuivre, fer et marbre, sans parler des mâts et autres bois propres aux constructions navales. Pêches très riches; ports naturels commodes. Il (Vetch) propose de fournir à qui voudra s'établir dans le pays le transport gratuit, les outils et la subsistance pendant douze mois. Les hommes formeraient partie de la garnison de la place, car on peut s'attendre d'être continuellement menacé tant que le Canada n'aura pas été réduit en sujétion et qu'il n'y aura pas d'autres habitants aux environs d'Annapolis que des catholiques romains et des Sauvages, qui n'observent pas les serments prêtés, étant sûrs d'obtenir aussitôt l'absolution de leur infidélité à la foi jurée. S'il y avait quatre ou cinq cents familles protestantes établies près de là, elles seraient une sauvegarde. Projet de faire d'Annapolis-Royal un port franc; ses avantages aux points de vue du revenu et de la sécurité. Fournitures pour la garnison. Le gouverneur en a été retiré pour prendre le commandement des troupes américaines dans l'expédition au Canada sous Hill. Il a donné à l'agent des lettres de change pour l'avitaillement de la garnison à Annapolis, lesquelles sont sujettes à un fort escompte; c'est pourquoi il prie qu'on les paie promptement, pour qu'il ne survienne aucune difficulté plus tard. Il demande un congé.

"B. T. N. S.", vol. I.

(Il y a un duplicata de cette pièce dans la col. "B. T. N. S.", vol. 32. p. 23.)

6 décembre, Annapolis-Royal. Caulfield au Secrétaire d'Etat. Améliorations faites dans cette place, la plus misérable qu'il eût encore vue lorsqu'on en a pris possession. Maintenant elle est assez forte pour résister à toute attaque de l'ennemi. Les habitants semblent contents depuis que la déclaration de S. M. a été publiée. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 18

16 décembre, Annapolis-Royal. Vane au même. Détails concernant La Fosse, pris sur un bâtiment armé en course par lui-même, et qui est prêt à servir S. M. Il (Vane) conseille d'accepter l'offre faite par La Fosse de céder certaines propriétés, à Terre-Neuve, moyennant une indemnité.

"A. & W. I.", vol. 594, folio 19

1712.
3 janvier, Boston. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Sur la troupe de guerriers sauvages qu'il voudrait avoir à Annapolis-Royal. Livingston est allé par ses ordres rassembler cette troupe, qui, à cette heure, doit être presque complète. Arrangements demandés pour subvenir à la dépense de ce chef. "A. & W. I.", vol. 58, p. 151

(Deux copies).

9 février, Boston. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Autre lettre sur la troupe de Sauvages que lève Livingston.

Autre lettre encore de même date. 153

Copie de la première, avec post-scriptum disant que les lettres de change de Borland pour provisions, etc., n'ont pas été acceptées, ce qui entraînera probablement sa ruine. 155

5 mai, Annapolis-Royal. Vane au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il désire avoir des instructions, afin de poursuivre les travaux dans la belle saison. L'hiver s'est passé paisiblement, grâce aux soins de Caulfield, qui a su gagner l'affection des gens par sa justice et sa modération, tandis que Vetch s'était aliéné les esprits en levant des contributions excessives et commettant des extorsions qui avaient soulevé les plaintes. Vetch a encore des effets en Canada, qui y sont restés depuis certaines difficultés à propos de contrebande. La population craint son retour, et plusieurs même, sur la nouvelle qu'il revient, parlent d'abandonner leurs habitations. La garnison en est venue à coûter cher à S. M., parce que les bâtiments apportant les munitions de toutes sortes, sont au tiers chargés de marchandises pour Vetch. "A. & W. I.", vol. 594, folio 21

18 juin, Annapolis-Royal. Le même au même. Allen, un habitant, sait où il existe une mine d'argent. On lui a promis, s'il apportait quelque spécimen du minerai, qu'il ne serait pas tenu de révéler le gisement, jusqu'à ce que S. M., après avoir été informé de la découverte, lui ait assigné une récompense; on lui promet aussi de donner à son fils un emploi convenable quand la mine s'ouvrira. Allen est allé de l'autre côté de la baie de Fundy, où est la mine, chercher du minerai, dont il sera envoyé un échantillon pour l'essai. Peut-être sera-t-il possible aussi d'envoyer du cuivre et d'autres minerais pour les faire essayer durant l'hiver. Vetch de retour de Boston, rapporte qu'il n'est pas venu d'ordres relativement aux fortifications et personne à Boston ne veut accepter de lettres de crédit. Le meilleur temps pour la préparation des matériaux et les travaux sur les ouvrages, sera perdu. Les cheminées, etc., menacent ruine, mais il (Vane) ne peut rien faire. "A. & W. I.", vol. 594. folio 23

24 juin, Annapolis-Royal. Vetch au même. Il continue à le renseigner sur la garnison, au sujet de laquelle il n'a pas encore reçu d'instructions. Dans un post-scriptum du 27 juin, il est dit qu'une bande de Français du Canada et de sauvages s'organise pour inquiéter Annapolis; l'entreprise n'aura pas d'autre effet que de réduire la garnison au régime des salaisons. "A. & W. I." Vol. 58, p. 156

12 août, Annapolis-Royal. Vetch au Secrétaire d'Etat (Darmouth). Les lettres sur la garnison sont restées sans réponse, et l'agent, n'ayant pas été remboursé de ses frais, a abandonné l'agence, dont personne ne veut plus se charger. Il est à craindre que le manque de vivres ne force la garnison à sortir de la place. Désertions de soldats pour passer aux Français; ramenés sur l'offre d'une récompense. Il y en a eu cinq de condamnés à mort; mais quatre d'entre eux ont obtenu sursis, le cinquième seul a été fusillé. D'autres errant au hasard ont été attaqués par les sauvages, qui en ont tué deux, et ont emmené le reste prisonniers au Canada. Ce que coûte respectivement les rations à Boston et à Annapolis. La ration revient à 9 pence pour les matelots à Boston, et seulement à 7½ pour les hommes de la garnison à Annapolis malgré le fret élevé qu'il faut payer ici. 157

1712.
24 août, Dunkerque. Hill au même. Il lui envoie copie d'une lettre d'un ingénieur (Vane), attaché par lui à la garnison d'Annapolis-Royal; elle contient des accusations contre Vetch. "A. & W. I.", vol. 594

Incluse. Lettre de Vane à Hill, du 5 mai, qui accuse Vetch d'extorsions. Folio 26

20 octobre, Windsor. Commission de général et commandant en chef dans la Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve, pour le colonel Nicholson. A 4, "B. T. N. S.", vol. 1

Sa commission de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse et d'Annapolis-Royal est du même jour. A 5

9 décembre, Whitehall. George Tilson aux Lords du commerce. Il demande, pour l'instruction de lord Bolingbroke, sur quoi se fondent les commissaires, dans leur rapport, quand ils disent que le Cap-Breton a toujours été considéré comme une partie de la Nouvelle-Ecosse. A 2, "B. T. N. S.", vol. 1

10 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Tilson. Ils lui adressent un procès-verbal du 4 avril, où sont exprimées les raisons sur lesquelles leurs seigneuries se fondent, en disant que le Cap-Breton est considéré comme une partie de la Nouvelle-Ecosse; avec la copie d'une passe signée par Subercase et dont l'original est en la possession du major Mullins.
"B. T. N. S.", vol. 32, p. 32

Il y a un duplicata de cette lettre dans la col. "A. & W. I". vol. 594, fol. 28. Pour la passe, voir A 50 dans "B. T. N. S.", vol. 1, sous la date du 23 octobre 1710. Le titre dont les lords du commerce s'autorisent pour déclarer que le Cap-Breton a de tout temps été considéré comme une partie de la Nouvelle-Ecosse, consiste textuellement en ces mots: "Daniel Dauger de Subercase, chevalier de l'ordre militaire de Saint-"Louis, gouverneur de l'Acadie, de Cap Breton, isles et terres adjacentes "despuis le Cap de Roziers du fleuve St-Laurent, jusqu'à Louest de la "Rivière De Kainbeky".

12 décembre, Whitehall. Tilson aux Lords du commerce. C'est un duplicata de la lettre datée du 9 décembre, à laquelle il a été répondu le 10. La date apparemment en a été mentionnée d'une manière inexacte, lors de la transcription dans les "Journals". V. l'*Entry Book*. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 31

1713.
22 janvier, Annapolis-Royal. Vetch au Secrétaire d'État (Dartmouth). Il revient et insiste sur l'état de détresse de la garnison, et sur la nécessité de porter attention à ses besoins. "A. & W. I.", vol. 58, p. 167

27 janvier, Whitehall. Lowndes aux Lords du commerce. Il les prient d'arrêter les instructions convenables pour Nicholson. "B. T. Plantations General", vol. 9

(Analyse dans la série "B. T. N. S.", vol. 32, p. 33, et titre dans le vol. 1.)

29 janvier, Windsor. Commission de Nicholson. "B. T. N. S.", vol. 32, pp. 34, 36."

(Duplicatas en date du 20 octobre 1712, marqués A4 et A5 dans la série "B. T. N. S.", vol. 1.)

10 février. Demande par Nicholson de gratifications pour lui-même, son secrétaire, etc. "B. T. Plantations General", vol. 9

(Analyse dans "B. T. N. S.", vol. 32, p. 38. Titre sous la marque A6 dans le vol. 1.)

11 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Sur les gratifications qu'il convient d'accorder à Nicholson, à son secrétaire, etc.
"B. T. Plantations General", vol. 9

19 février, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Projet d'instructions à Nicholson sur les arrangements à faire pour le recouvrement de parts de prise. "B. T. Plantations General", vol. 9

(Analyse dans le recueil "B. T. N. S.", vol. 32, p. 38. La pièce est cotée A7 dans le vol. 1.)

19 février, Trésorerie. La Trésorerie aux mêmes. Elle leur demande de lui faire rapport sur les effectifs que le bureau de l'artillerie propose pour la Barbade, la Jamaïque, New-York et Annapolis. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 39

Incluses. Propositions A9, A10, "B. T. N. S.", vol. 1. Mention, A8, vol. 1; lettre et extrait, "B. T. Barbadoes," S. 66", vol. 17, l'extrait ne

1713.

contenant que les chiffres. La proposition A9 est intitulée: "Establishment" du train d'artillerie à Annapolis-Royal, fait en l'année 1711". Celle marquée A10: "Etat des officiers, "ministers", etc., de la garnison d'Annapolis pour l'année 1713". Le nom de "ministers dans cette pièce paraît s'appliquer au garde-magasin, etc.

21 mars, Trésorerie. La Trésorerie aux mêmes. Elle leur retourne les instructions destinées à Nicholson. avec demande d'informations sur treize sujets. "B. T. Plantations General", vol. 9

1er avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Dartmouth.) Ils lui transmettent les instructions adressées à Nicholson avec des ordres supplémentaires. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 40

Instructions à Nicholson: "gouverneur de notre province de la Nouvelle-Ecosse et général commandant en chef de nos forces en ce pays." 42

Instructions supplémentaires. 72

Formules de déclarations d'entrée et de congés pour les navires arrivant dans la Nouvelle-Ecosse ou en partant. 78

6 mai. Pontchartrain à Vaudreuil. Il lui donne ses ordres pour la cession de l'Acadie, de Terre-Neuve et de la baie d'Hudson. B 111, "B. T. N. S.", vol. 2

8 mai, Whitehall. Circulaire des Lords du commerce, adressée à Nicholson, sur la proclamation de la paix avec la France, et copie du traité d'Utrecht. "B. T. Plantations General", vol. 9. V. aussi "B. T. N. S.", vol. 32, p. 80.

22 mai, Annapolis-Royal. Vetch au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a congédié l'"Indian Company" pour les raisons données à l'officier qui commandait la compagnie; sous le pli copie de l'ordre de licenciement. "A. & W. I.", vol. 594, folio 30

Incluse. Ordre à Peter Mason, premier lieutenant de l'"Indian Company", de congédier la compagnie, à cause du nombre des désertions. Fol. 31

Nicholson au Secrétaire d'Etat (Dartmouth.) Il a reçu les commandements de la reine au sujet de la jouissance par les Français de leurs biens, etc. Il envoie un reçu du "packet"; espère recevoir la lettre pour le gouverneur du Canada. "A. & W. I.", vol. 58, p. 168

23 juin. La reine mande à Nicholson de permettre à ceux des habitants français de la Nouvelle-Ecosse et de Terre-Neuve qui désireront être sujets de S. M., "de garder possession et jouissance de leurs terres et maisons sans trouble ni molestation....., ou de les vendre s'ils aiment mieux se transporter ailleurs." A 27, "B. T. N. S." vol 1

(Duplicata dans la série "B. T. N. S.", vol. 32, p. 103.)

13 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secretaire d'Etat (Bolingbroke). Ils lui envoient un rapport sur les propositions faites par les officiers et soldats congédiés de s'établir dans la Nouvelle-Ecosse, avec indication de ce que coûterait leur établissement. Ils sommettent la question à sa seigneurie. A 13, "B. T. N. S.", vol. 1

Incluses. Propositions et évaluation de la dépense, etc., (document volumineux).

19 juillet. Cork. Nicholson au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il presse le départ de l'*Adventure*, et espère être rendu à Annapolis assez tôt pour pouvoir encore profiter de la saison. Son intention est de visiter Plaisance, où il portera l'ordre de la cour de France au gouverneur de remettre la place. Le commandement royal concernant les habitants français qui ont des terres en Acadie et Terre-Neuve sera exécuté. "A. & W. I.", vol. 58, p. 169

11 août, Trésorerie. T. Harley aux Lords du commerce. Demande leur avis sur une proposition faite par des officiers et soldats licenciés de s'établir dans la Nouvelle-Ecosse moyennant une année de paye. A 12, "B. T. N. S.", vol. 1

(Le vol. 32, p. 80, contient un double de cette pièce, sous la date du 14. La proposition avait été communiquée à Bolingbroke par les lords du commerce le 13 juillet. Voir A 13).

1713.
20 août, Trésorerie. Harley aux mêmes. Il leur transmet une pétition de Thomas Coram au sujet d'un projet d'établissement, et les prie de la prendre en considération avec le reste des papiers. Sous le pli cette pétition. A 14, "B. T. N. S.", vol. 1 (V. aussi le vol. 32, p. 81.)

30 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene. Il rend compte de la levée et de l'instruction d'artilleurs (Royal-artillerie) ordonnées par Vetch. "B.M." *add.* 19,070, folio 26
Pièce suivie d'un état des sommes tirées sur Borland au compte de cette troupe, ainsi que d'une liste des hommes. 29, 30

— novembre, Annapolis-Royal. Mémoire par Mascarene, adressé à Nicholson et contenant un état des affaires relatives à la garnison d'Annapolis-Royal.
"B. M." *add.* 19,070, vol. 2

11 décembre, Boston. Cuminge aux Lords du commerce. Terre-Neuve; certaines fortifications au Cap-Breton, etc. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 82
(Marqué A 15 au vol 1. La lettre est parmi les papiers de Terre-Neuve, où se trouve aussi la lettre à lord Bolingbroke, du 19 janvier 1714, renfermant la pièce ci-dessus.)

12 décembre, Boston. Vetch aux Lords du commerce. Il leur rend compte des desseins des Français sur le Cap-Breton, etc., et de leurs projets d'établissements et de fortifications; et fait entendre que la principale partie de ces informations a été tirée d'une lettre écrite de France au missionnaire des Sauvages du cap de Sable. A 16, "B.T.N.S.", vol. 1
(Il y a un double de cette pièce dans le vol. 32 à p. 82.)

14 decembre, Boston. Nicholson aux Lords du commerce. Reçu l'ordre de publier la paix, mais n'avait pas touché à Annapolis faute de pilotes. Il a écrit à Caulfield, et communique des extraits de lettres. Il se propose d'aller à Annapolis au printemps. Il envoie aussi copie de sa correspondance avec le gouverneur Hunter, et avec Craven, de la Caroline du Sud, et d'autres lettres. A 17, "B.T.N.S.", vol. 1
Incluses. Liste des papiers adressés à Caulfield et lettres. A 18
Correspondance avec Hunter. A19
Correspondance avec Craven, Caroline du Sud. A20
Lettres à l'amirauté. A21
Lettres à l'artillerie. A22
Lettres aux commissaires des douanes, Boston, A23
(Il y a des duplicatas des lettres dans le vol. 32, p. 86.)

1714. Etat des possessions de la couronne de la Graude-Bretagne dans l'Amérique du Nord au traité d'Utrecht. "A. & W. I", vol. 64, p. 71

7 janvier. Relevé des lettres de change tirées par Vetch depuis la réduction d'Annapolis-Royal. Les articles y sont indiqués avec les montants payés ou non payés. A 34, "B. T. N. S.", vol. 1er

20 février, Boston. Mascarene à Nicholson. Il n'a pas eu de paye pour le commandement des artilleurs. "B. M." *add.* 19070, fol. 31

6 avril. Circulaire, proclamation et traités de paix et de commerce avec l'Espagne. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 89
(V. "Plantations General", vol. 9.)

17 juin. Procès-verbal du témoignage donné par Vetch aux Lords du commerce relativement à la Nouvelle-Ecosse et au Cap-Breton. Dans la première il n'y a d'établissements qu'à Annapolis; on pourrait en fonder un bon au Cap-Breton; les Français y fortifient trois postes. Les meilleures pêches en Amérique se font à cette île. Vetch reçoit l'ordre de mettre ses informations par écrit. "B. T. Journals", vol. 24, p. 237

3 août, Londres. Vetch aux Lords du commerce. Sur les limites entre la France et la Grande-Bretagne dans l'Amérique du Nord. De la Baie-d'Hudson il ne peut rien dire; mais il sera en mesure de fournir des informations touchant les autres frontières quand on lui en demandera. Prétentions des Français aux territoires qui entourent les possessions britanniques sur tout le continent. (La lettre est en termes vagues.)
A 24, "B. T. E. S.", vol. 1er

1714.

(Le vol. 32, p. 89, contient une analyse de cette pièce, et le vol. 594, fol. 33, " A. & W. I.", en contient un double.)

6 août, Whitehall. Les Lords du commerce aux " Lords & Justices ". Projet de libellé pour la proclamation du roi George dans la Nouvelle-Ecosse.
" B. T. Plantations General ", vol. 38, p. 51.
(Analyse de cette pièce dans le vol. 32, " B, T. N. S.", p. 89.)

13 août. Vetch aux Lords du commerce, A la conquête de la Nouvelle-Ecosse, les habitants français avaient prêté le serment d'allégeance, mais aussitôt après le retrait des troupes, ils ont été absous de leur serment par un prêtre, ont assiégé le fort et ne sont rentrés dans l'obéissance qu'au rétablissement de la paix. " B. T. Journals ", vol. 24, p. 290.

14 août, Whitehall. Rapport des Lords du commerce sur un mémoire de Vetch et de la Compagnie de la baie d'Hudson pour le règlement des frontières, dans l'Amérique du Nord, entre l'Angleterre et la France.
" A. & W. I.", vol. 594, p. 36

20 septembre, Annapolis-Royal. Pétition adressée au duc de Marlborough que les soldats de la garnison d'Annapolis, réclamant un arriéré de paye, etc., avec procès-verbal d'un conseil de guerre concernant l'habillement. A 64, " B. T. N. S.," vol. 1er
(Présentée aux Lords du commerce le 12 mai 1715.)

15 novembre, Whitehall. Townshend aux Lords du commerce. Il leur demande de faire rapport sur une lettre de Pontchartrain à d'Iberville, qu'il leur communique.
A 26, " B. T. N. S.", vol. 1er

Incluse.—Lettre de Pontchartrain à d'Iberville (en français,) l'informant des mesures prises pour que les habitants puissent se retirer dans l'île Royale (Cap-Breton,) conformément à l'article 14 du traité d'Utrecht. (Le vol. 32 contient deux copies de cette pièce, pp. 90 et 100 ; avec une traduction en anglais, p. 101.)

24 novembre, Londres. Vetch aux Lords du commerce. A des questions qui lui ont été faites, il répond qu'il y a environ 500 familles françaises dans l'Acadie et la Nouvelle-Ecosse, soit environ 2,500 âmes ; toutes ces familles, à l'exception de deux, vont se retirer. On compte environ 500 familles au Cap-Breton, auxquelles le roi donne des provisions pour dix-huit mois, ainsi que des bâtiments et du sel pour faire la pêche. Il y a de plus la garnison, qui est de sept compagnies. Fâcheux effet du déplacement ; le danger plus grand du côté du Cap-Breton par l'augmentation de la population française et sauvage. Progrès des travaux de fortification à Louisbourg et à Sainte-Anne. Départ hâtif des Français ; des familles sont déjà parties et les autres ont l'intention de s'en aller l'été prochain. En emmenant toutes leurs bêtes à cornes, leurs moutons et leurs cochons, elles laisseront la colonie tout à fait sans bétail ; pour en tirer la quantité nécessaire de la Nouvelle-Angleterre, afin d'en regarnir les terres, il faudra dépenser environ £40,000, sans parler d'autres désavantages à mettre en contraste avec la richesse du Cap-Breton en bestiaux de toutes sortes à la suite de cette émigration, etc. Il n'est pas question dans le traité d'Utrecht de la faculté que l'on accorde aux Français de vendre leurs terres ; et les habitants ne s'en iraient pas si les officiers français ne les y contraignaient par la menace de traiter comme des rebelles ceux qui voudraient rester. D'autre part, la terre a été promise en récompense aux preneurs du pays. A 28, " B. T. N. S.", vol. 1er

Viennent à la suite plusieurs propositions sans date pour la colonisation de la Nouvelle-Ecosse. A 29

(Le vol. 32, " B. T. N. S.," contient à p. 105 un duplicata du document A 28, et à p. 113, le titre des pièces A 29, mais non ces dernières.)

2 décembre, Annapolis-Royal. Relation des cérémonies observées à la proclamation de l'avènement de George Ier à la couronne. A 88, " B. T. N. S.," vol. 1

Cette pièce est suivie des proclamations, prestations de serments avec signatures, etc. A 89

Engagement pris par les habitants français. A 90

1714.
20 décembre, Whitehall. Townshend aux Lords du commerce. Il soumet à leur considération la demande de Vetch. A 31, " B. T. N. S.", vol. 1

Incluse. Pétition de Vetch, relatant ses services et demandant le paiement des arrérages qui lui sont dus, ainsi que celui des sommes d'argent avancées par Borland pour l'entretien de la garnison d'Annapolis. Dans une seconde pétition, Vetch raconte ce qui s'est fait pour la réduction de la Nouvelle-Ecosse et sa défense, et prie qu'on le rétablisse dans le commandement.

A ces pièces sont annexées les instructions de la reine et plusieurs documents à l'appui des réclamations de Vetch. Ces derniers sont au nombre de quinze, savoir : (1) copie d'un mémoire du conseil de guerre sur l'établissement d'Annapolis-Royal, en date du 14 octobre 1710; (2) copie d'une lettre de Vetch à Dartmouth, du 10 mars 1711 (peut-être 1712, mais la comparaison de cette lettre avec d'autres laisse ce point indécis; ce n'est qu'en 1752 que l'Angleterre a adopté le nouveau style); (3) copie d'une lettre de Vetch au lord trésorier, mai 1711; (4) copie d'une lettre de Vetch à Dartmouth, mai 1711; (5) copie des délibérations d'un conseil de guerre, tenu à Annapolis-Royal le 15 juin 1711; (6) copie d'une lettre de Vetch au lord trésorier, 4 décembre 1711; (7) copie d'une lettre de Vetch à Dartmouth, 4 janvier 1711; (8) copie de diverses lettres de Vetch à sir Hovenden Walker, au lord trésorier, à lord Dartmouth, au *Board of Ordnance* et au général Hill, copie d'une lettre à lui du général Hill, itinéraire d'un voyage projeté de Boston, Nouvelle-Angleterre, à Québec, et une feuille de revue de troupe, 1711 (cette feuille donne l'effectif des canonniers, etc., " belonging to the establishment of the Tower," qui était en garnison au fort de S. M., à Annapolis-Royal, le 6 novembre 1711); (9) Vetch au lord trésorier, 8 août 1712; (10) au lord trésorier, même date; (11) à lord Dartmouth, même date; (12) Vetch au gouverneur de la Nouvelle-Angleterre, 16 octobre 1712; (13) Vetch à M. le secré aire St-John, 20 novembre 1712; (14) diverses lettres au *Board of Ordnance*, au lord trésorier et à lord Dartmouth, janvier 1712 et mai 1713; (15) Vetch à Dartmouth.

(Duplicata de la lettre et de la pétition dans la série " B. T. N. S.", vol. 32, p. 113. Les titres des incluses sont donnés aux pp. 135 et 136 du même volume.)

30 décembre, Whitehall. Le Conseil privé aux Lords du commerce. Il leur renvoie la pétition des troupes licenciées en obtention de terres pour y faire un établissement. " B. T. New-England."

(Il y a une analyse de cette pièce dans la série " B. T. N. S.", vol. 32, p. 13; et on en trouve le titre sous A 30 dans le vol. 1.)

Sans date. Pétition adressée à la reine par les officiers en garnison à Annapolis-Royal, demandant des provisions pour les troupes, outre leur paye. " A. & W, I.", vol. 594, folio 35

1715.
3 janvier. Réponses des sauvages de Saint-Jean et de Penobscot. Réponses du prêtre et des habitants de Saint-Jean, Checanectopi (Chignectou) et des Mines. Liste des habitants des Mines et de Chignectou. Proclamation du roi George dans la Nouvelle-Ecosse. A 93-A 100, " B. T. N. S.", vol. 1

(Titres seuls dans " B. T. N. S.", vol. 32, pp. 237–238).

3 janvier, Annapolis-Royal. Caulfield aux Lords du commerce. Il a envoyé une relation des cérémonies observées à Annapolis pour la proclamation de l'avènement de George Ier au trône; à présent il mande ce qui a eu lieu ailleurs. Souffrances de la garnison faute de paye et de provisions; il a fallu se procurer des vivres dans la Nouvelle-Angleterre. A 91, " B. T. N. S.", vol. 1

(Il y a un double de cette lettre dans le vol. 32, p. 235.)

Relevé des lettres de change tirées par Vetch. A 34, " B. T. N. S.", vol.

1715.

(Le vol. 32, à p. 137, en contient un double.)

12 janvier, Annapolis-Royal. Caulfield aux Lords du commerce. Il a proclamé le décès de la reine Anne et l'avènement de George Ier au trône; lui, ses officiers et les habitants anglais ont prêté les serments; les Français ont refusé de le faire, mais ils ont signé un papier qu'il transmet. Il demande des instructions là-dessus. Tous les habitants français se laissent gagner par les officiers de leur nation à se retirer au Cap-Breton.
A 87, "B. T. N. S.", vol. 1

(Suivent les pièces accompagnant la lettre, sous les cotes A88, A89 et A90. Il y a un duplicata de la pièce A87 dans le vol. 32, avec les titres des autres.)

13 janvier. Pringle aux Lords du commerce. On a conféré les lettres de Vetch avec les originaux. On n'a pu trouver d'ordres à Vetch au sujet de la Nouvelle-Ecosse.
A 37, "B. T. N. E.", vol 1

(Le vol. 32 contient à p. 141 un duplicata de cette pièce.)

15 janvier, Annapolis-Royal. Le capitaine Aldridge à Nicholson. Son arrivée. Il a failli faire naufrage. Caulfield obéira aux instructions. Toute la garnison a prêté les serments au roi. Les Français s'y sont refusés; mais eussent-ils fait cinq mille serments, on ne pourrait se fier à eux. Nos hommes sont tous en bonne santé, ce qui est une bénédiction du ciel, car nous n'avons pas même un morceau de sparadrap pour une coupure au doigt, dans la garnison.
B 15, "B. T. N. S.", vol 2

17 janvier, Petty-France, Westminster. John Chamberlayne aux Lords du commerce. Son témoignage fortement exprimé en faveur du colonel Vetch.
A 35, "B. T. N. S.", vol 1

17 janvier. Pétition (sans date, reçue le jour indiqué en marge) de sir Charles Hobby, demandant à être nommé gouverneur d'Annapolis-Royal. A la pétition est joint un mémoire qui l'appuie. Elle aurait été envoyée aux lords de commerce le 7 janvier "1704-5"; erreur palpable, car elle est adressée au roi, la reine étant décédée en 1714, et commence ainsi: "que feu Sa Majesté en avril 1710, etc." L'annotation au dos—1714-15—est exacte.
A 36, "B. T. N. S.", vol. 1

Instructions laissées par Vetch pour la conduite de Hobby en son absence, datées du 5 juillet 1711.
A 38, "B. T. N. S.", vol. 1

Procès-verbal en date du 17 janvier, de la déposition de Dummer concernant Vetch et Hobby, et de celles de Willard et autres, avec la défense présentée par Vetch, le tout suivi, le 18, de l'accusation portée par Hobby contre Vetch.
"B. T. Journals", vol. 110

Duplicata.
"B. T. N. S., vol. 32, p. 137

17 janvier, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Il leur transmet pour examen une pétition de Hobby.
"B. T. N. S.", vol. 32, p. 141

18 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Rapport sur l'affaire de Vetch, renvoyée au *Board* le 20 décembre 1714.
"B. T. N. S.", vol. 32, p, 142

18 janvier, Londres. Solomon Merritt aux Lords du commerce. Il recommande le capitaine Blackmore. A cette lettre est jointe une proposition de Blackmore, qui s'offre d'équiper une goélette pour explorer la côte de la Nouvelle-Ecosse en vue de former des établissements. La lettre de Merritt est datée de "Savage Garden near Croch Fryers" (Crutched-Friars)
A 39, "B. T. N. S.", vol. 1

(Le vol. 32 contient à p. 150 un duplicata de la lettre, sans l'annexe.)

19 janvier. Pétition sans date (lue le jour indiqué en marge) de troupes licenciées demandant à s'établir dans la Nouvelle-Ecosse.
"B. T. N. S.", vol. 32, p. 151

Titre seul, ainsi que dans A40, vol. 1. La pétition se trouve parmi les "New England Papers.")

20 janvier, St-James. Commission à Vetch, qui le nomme gouverneur de la Nouvelle-Ecosse et de la ville et garnison d'Annapolis-Royal.
A 80, "B. T. N. S.", vol. 1

(Il y en a un duplicata dans le vol. 32, p. 223.)

1715.
24 janvier, Annapolis-Royal. Adams à Steel, Boston. A son arrivée, Nicholson a démoli les forts, forcé les Français de partir et emmené tous les Anglais qu'il a pu rassembler, en sorte que l'endroit est resté désert. Il passe son temps à manifester une animosité acharnée contre Vetch, et a fait plus de mal en deux mois que Vetch n'en aurait pu faire en toute sa vie. Il n'y a pas un homme ici, soit Français ou Anglais, à part deux, qui ne hait et n'abhore son nom. A 81, "B. T. N. S.", vol. 1

(Cette lettre est analysée dans le vol. 32, p. 225.)

26 janvier, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Il renvoie à leur examen la pétition de Hobby. A 41, "B. T. N. S., vol. 1

(La pétition de Hobby avec pièces accompagne cette lettre, dont un double se trouve dans le vol. 32, p. 152, avec mention des titres des autres pièces.)

7 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Ils ne s'opposent pas à ce que Hobby soit nommé lieutenant-gouverneur d'Annapolis. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 153

(Duplicata dans A. & W. I., vol. 594, folio 38.)

10 février, Whitehall. Papiers de diverses dates communiqués aux Lords du commerce le jour indiqué en marge. Proclamation adressée par Nicholson aux habitants français d'Annapolis-Royal, les convoquant à une assemblée pour entendre et prendre en considération la proposition qui leur sera faite, au nom du gouverneur français du Cap-Breton, d'aller s'y établir, ainsi que les conditions offertes par le roi de France. Délibérations, liste des habitants, etc., et la détermination qu'ils ont prise de passer dans le Cap-Breton. A 43, "B. T. N. S.", vol. 1

Autres documents sur le même sujet, parmi lesquels les listes des habitants du Grand-Pré, de la rivière des Gasparots (Gaspareaux), de la rivière Passequid, de la rivière des Habitants, de la rivière de la Vieille-Habitation et de Copequid (Cobequid). Il y a aussi les noms de ceux des Mines, apposés à une résolution, en date du 9 septembre 1714, de se retirer au Cap-Breton.

(Les titres de ces papiers se trouvent dans le vol. 32, p. 154.)

10 février, Whitehall. Lettres de diverses dates, communiquées aux Lords du commerce entre décembre 1713 et août 1714, qui ont été échangées entre Nicholson et Duvivier, L'Hermite et Saint-Ovide. A 35, "B. T. N. S.", vol. 1

15 février, Whitehall. Nouvelles propositions de Coram et autres concernant la création d'un établissement dans l'Amérique du Nord. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 154

(Les titres seuls sont donnés ici et dans A. 46, vol. 1. Les propositions sont parmi les "New England Papers".)

15 février, Londres. Pétition (sans date, reçue le jour indiqué en marge) de John Borland, pour le paiement de lettres de change tirées par lui pour l'avitaillement d'Annapolis-Royal. A 47, "B. T. N. S.", vol. 1

(Le titre de cette pièce est mentionné dans le vol. 32, p. 165.)

17 février. Pétition d'officiers intéressés à un projet d'établissement dans l'Amérique du Nord, exposant les raisons pour lesquelles cet établissement devrait se placer entre Sagadchock et Sainte-Croix, de préférence à tout endroit situé entre le cap de Sable et le Cap-Breton. A 51, "B. T. N. S.", vol. 1

(Le titre de cette pièce est inscrit dans le vol. 32, p. 165.)

8 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Nicholson. Ils lui demandent un rapport sur la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 166

9 mars. Vetch aux Lords du commerce. Il appelle leur attention sur la ruine dont la Nouvelle-Ecosse serait menacée si on laissait les Français se retirer au Cap-Breton avec leurs bestiaux et leurs effets. A 52, "B. T. N. S.", vol. 1

A la suite vient une pétition de Shirreff, du 24 mars, sur le même sujet. A 55

(Le vol. 32 contient à la page 166 un duplicata de la pièce A 52 et à la page 185 le titre de la pièce A 55.)

1715.

9 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Vetch. Ils lui mandent d'amener Shirreff au *Board* le mardi suivant. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 168

15 mars. Mémoire de sir Charles Hobby sur le départ des habitants français; il y fait la même représentation que Vetch dans sa lettre du 9 et prie qu'on lui ordonne de retourner à Annapolis pour prendre le commandement. A 53, "B. T. N. S.", vol. 1

(Titre de la pièce dans le vol. 32, p. 169.)

15 mars, Whitehall. Mémoire (communiqué aux lords du commerce le jour indiqué en marge) de Denys au roi de France, en date de 1687 (V. à cette date), sur les produits de la Nouvelle-Ecosse et l'amélioration dont elle est susceptible (traduction anglaise). A 54, "B. T. N. S.", vol. 1

(Le vol. 32 en contient une copie à p. 169).

17 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Ils lui renvoient un rapport sur la Nouvelle-Ecosse, à mettre sous les yeux du roi. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 170

Suit le rapport. 171-183

25 mars, Whitehall. Pulteney aux Lords du commerce. Il leur transmet une pétition du colonel Robert Reading, pour examen et rapport. A 56, "B. T. N. S," vol. I.

Incluses.—Pétition (en français) de Reading, qui y mentionne les services rendus par lui dans l'expédition contre Port-Royal en 1710 et demande à être nommé au commandement. Pétition (en anglais) à même fin, mais entrant dans plus de détails. A 57

Copie de la pièce anglaise, de même teneur que la pétition en français, qui est dans la pièce A 56, avec une note de Stanhope aux lords du commerce. A 61

(Le titre de la pétition est inscrit à la date du 1er avril dans le volume 32, page 184.)

2 avril, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Demande d'un rapport sur les pêcheries de Terre-Neuve, du Cap-Breton. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 202.

(Il n'y a que le titre 15i et A 58, dans le vol. 1. La lettre se trouve parmi les "Newfoundland Papers.")

9 avril, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Il leur transmet la pétition de Reading, pour examen et rapport. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 202.

La pétition est à la page 203, mais voir la note jointe à la lettre de Pulteney, du 25 mars.

9 avril. Liste de papiers communiqués à la Chambre des communes, concernant la Nouvelle-Ecosse, Terre-Neuve et le Cap-Breton. A 59, "B. T. N. S.," vol. I.

(Duplicata dans le vol. 32, p. 185).

9 avril, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Elle leur transmet une lettre du capitaine Stewart, de l'*Albrough*, au sujet du grand nombre de bâtiments français destinés pour le Cap-Breton. A 60, "B. T. N. S.," vol. 1.

Incluse.—Lettre de Stewart, en date de Falmouth 4 avril, contenant l'information mentionnée.

(Il y a des duplicatas de ces pièces dans le vol. 32 aux pp. 200 et 201.)

11 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Ils ont déjà fait un rapport favorable de Vetch, qui a depuis été nommé gouverneur d'Annapolis, et ne sauraient conseiller de le révoquer. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 205.

20 avril, Jamaïque. Copie d'un affidavit par Jethro Furbon, relatif à l'établissement et à la pêcherie des Français au Cap-Breton. B 12, "B. T. N. S.," vol. 2.

30 avril, Annapolis-Royal. État des provisions en blé, pois, etc., dans la place; temps qu'elles pourront durer. A 92, "B. T. N. S.," vol. I.

(Cette pièce est indiquée dans le vol. 32, p. 237, en ces termes: "Compte des commissaires du blé reçu dans le magasin.)

12 mai, Londres. Vetch aux Lords du commerce. Comment se fait l'avitaillement de la garnison à Annapolis. Insuffisance de l'habillement fourni et prix exorbitants demandés par le fournisseur. A 72, "B. T. N. E.," vol. 1

1715.

Facture des effets d'habillement, signée par Shirreff. A 63. Pièces mentionnées sous leurs titres dans le vol. 32, p. 206. Voir les "B. T. Journals," vol. 110, et voir aussi aux dates des 13, 14 et 16 mai, même volume.)

12 mai, Whitehall. Procès-verbal du conseil de guerre, à Annapolis, concernant l'habillement des soldats, etc.,—lu le jour indiqué en marge.

Pour le procès-verbal, V. au 20 septembre 1714, la pièce marquée A64 dans le volume 1. Titre seul dans le vol. 32, p. 206.

12 mai. Demande (sans date) faite par les officiers de la garnison d'Annapolis, de la part des troupes sous leur commandement, d'une ration de provisions en sus de leur prêt. La demande est adressée à la reine, mais n'a été soumise au *Board* que le jour indiqué en marge.

A 65, "B. T. N. S.," vol. 1.

(Mentionnée sous son titre au vol. 32, p. 207.)

13 mai. Mémoire (sans date) de Henry Norton, au sujet des effets d'habillement pour les soldats à Annapolis. A 66, "B. T. N. S.," vol. 1.

(Mentionné sous son titre dans le vol. 32, p. 207.)

13 mai. "Warrant" de la reine concernant le cadre d'officiers de la garnison d'Annapolis-Royal et des quatre compagnies franches à entretenir pour la défense de la place. La pièce est datée du 30 juillet 1712; la date en marge est celle à laquelle elle a été communiquée aux lords du commerce. A 67, "B. T. N. S.," vol. 1.

(Pièce mentionnée sous son titre dans le vol. 32, p. 207.)

13 mai. Rapport d'inspection des approvisionnements restants au retour de l'expédition du Canada en 1711, et commission à Nicholson d'en prendre livraison pour le service public dans l'Amérique du Nord, Cette dernière pièce, en date du 7 janvier 1713 a été soumise aux lords du commerce le jour indiqué en marge. A 68, "B. T. N. S.," vol 1.

(Titre mentionné dans le vol. 32, p. 207.)

13 mai. Mémoire (sans date) de John Mulcaster, agent et payeur de la garnison et des quatre compagnies franches à Annapolis-Royal, sur les vivres, effets d'habillement, etc. Communiqué aux lords le jour indiqué en marge, A 69, "B. T. N. S.," vol 1.

Au document sont attachées cinq pièces à l'appui. A 70-A 74

Autres pièces. A 75-A 77

(Le vol. 22, p. 208, contient un duplicata du document, suivi des titres des autres pièces.)

15 mai, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Il leur transmet pour examen et rapport des représentations reçues de la Nouvelle-Angleterre. La pièce n'est pas datée. Il y est dit que la Nouvelle-Ecosse devait faire partie du gouvernement de la Nouvelle-Angleterre, et que constituer de ce côté-là des gouvernements indépendants est une violation de la charte.

A 79, "B. T. N. S.," vol. 1

(Le vol. 3, p. 213, contient un duplicata de la lettre et des représentations.)

16 mai, Londres. James Caulfield aux Lords du commerce. Il met sous ce pli un extrait d'une lettre de son frère le major Caulfield, lieutenant-gouverneur d'Annapolis.

Incluse. Extrait d'une lettre du 23 janvier 1715, où il est parlé des souffrances de la garnison et du mauvais traitement essuyé par lui à l'occasion de ses comptes. A 78, "B. T. N. S.," vol. 1

Le vol. 32, p. 213, a le titre de cette pièce.)

18 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Ils ont interrogé Vetch, Nicholson et d'autres officiers au sujet des provisions envoyées à Annapolis. Elles n'ont suffi à nourrir les troupes que jusqu'à la fin de juin ou au milieu de juillet. Les provisions sont expédiées de Boston; les marchés devraient se faire pour une fourniture plus regulière. La garnison a présenté une demande de vivres en sus de la paye, parce que les habitants de l'endroit, loin de pouvoir lui en offrir, dépendent d'elle

1715. pour leur subsistance. Le mal serait pire encore si les habitants français se retiraient avec leurs bestiaux et leurs effets au Cap-Breton. Il faudrait faire un envoi supplémentaire de vivres pour les troupes. Insuffisance de l'habillement sous le double rapport de la quantité et de la qualité; le peu de souci que l'on a de la bonne exécution du service et de la conservation des troupes. Qu'il conviendrait de faire examiner les choses par des officiers compétents. Point de literie, et les armes en mauvaise condition. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 216

19 mai, Whitehall. Les Lords de commerce à Stanhope. Ils ont fait leur rapport sur la situation de la Nouvelle-Ecosse, et ne peuvent exprimer d'opinion sur la proposition d'unir ce pays au Massachusetts.

(Titre mentionné dans le vol. 32, "B. T. N. S.," p. 223. La lettre se trouve dans le vol. 43 de la série "B. T. New-England," et est une réponse à celle de Stanhope, du 15 mai, marquée A. 79 dans le vol. 12, de la série "B. T. N. S.")

24 mai. Shirreff aux Lords du commerce. Le monopole dont jouissent les commerçants de Boston pour les fournitures à Annapolis, est cause que les prix demandés passent toute mesure, et provoque de grandes plaintes. Il demande l'établissement à cette place d'un magasin, où il soit possible d'acheter les marchandises à des prix modérés.
A 83, "B. T. N. S.," vol. 1

(Pièce mentionnée dans le vol. 32, p. 226.)

24 mai, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Il demande leur opinion sur divers papiers reçus de d'Iberville, concernant les Français de Terre-Neuve, le commerce avec la Martinique, les habitants de la Nouvelle-Ecosse et le consul à Tripoli. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 225

(Analyse. Autre, marquée A 82, dans le vol. 1. Pour la lettre et la réponse v. Terre-Neuve.)

30 mai, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Il leur communique pour examen et rapport des extraits de lettres reçues de d'Iberville. Les extraits (inclus) sont de lettres de Pontchartrain, qui se plaint d'empiétements sur les pêcheries du parage français de l'île Royale (Cap-Breton).
A 84, "B. T. N. S.," vol. 1

(Duplicatas dans le vol. 32, p. 228.)

2 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Réponse à la lettre du 30 mai, au sujet des plaintes de d'Iberville. Par l'article 12 du traité d'Utrecht, les Français sont exclus des pêches au large de la côte de la Nouvelle-Ecosse, depuis l'île de Sable, vers le sud-ouest; mais cette exclusion n'est pas imposée aux sujets de la Grande-Bretagne. Référence à des lettres antérieures relatives au départ des habitants français.
"B. T. N. S.," vol. 32, p. 226.

16 juin, Londres. Pétition de Shirreff aux Lords du commerce. Il y relate ses services à Annapolis-Royal, pour lesquels il n'a rien reçu, et demande un emploi.
A 85, "B. T. N. S.," vol. 1

Autre à même fin adressée à Stanhope. A 86

(Titres inscrits dans le vol. 32, p. 231.)

17 juin, St-James. Arrêté pris en conseil, renvoyant aux Lords du commerce, pour examen et rapport, le rapport sur la prestation des serments dans la Nouvelle-Ecosse. A 102, "B. T. N. S.," vol. 1

Les pièces accompagnant l'arrêté sont marquées de A 103 à A 106.

(Le vol. 32 contient, pp. 248, 249, un duplicata de la pièce A 102 et les intitulés des pièces A 103 à A 106.)

20 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Ils recommandent Shirreff qui sollicite un emploi. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 231

20 juin, Whitehall. Les mêmes au même. Ils reviennent sur les sujets de lettres antérieures. On devrait se hâter de pourvoir aux besoins de la garnison d'Annapolis; sans quoi, la place pourrait bien tomber au pouvoir des Français, au grand danger des autres colonies. Cette opinion est cor-

1715.

roborée par le refus des habitants français de jurer allégeance et par le dévouement des sauvages de l'Est à la cause française. Il sera difficile de gagner les habitants tant qu'il y aura des missionnaires français au milieu d'eux. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 239

3 juillet, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Comment pourvoir à l'approvisionnement de la garnison d'Annapolis? A 101, "B. T. N. S.," vol. 1

(Le vol. 32 contient, p. 243, un duplicata de cette lettre.)

7 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Ils réitèrent leur avis que l'on devrait passer marché avec les commerçants de Boston pour qu'ils fournissent les approvisionnements nécessaires à Annapolis, et expédier à la garnison, avant l'hiver, les effets d'habillement qu'il faut. Le mode d'approvisionnement employé pour Plaisance ne devrait pas être changé. Les lords ne peuvent rien dire au sujet de la réduction des garnisons. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 244

14 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Pulteney. Ils demandent les listes des effectifs dans les garnisons d'Annapolis et de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 250

15 juillet. Compte des effets d'habillement livrés par M. John Netmaker, des magasins de S. M., sur l'ordre de Nicholson, pour les troupes à Annapolis. Coût total, £2,977.14.6. La pièce (probablement de 1714) est sans date. Elle a été soumise à l'examen des lords le jour indiqué en marge. A 107, "B. T. N. S.," vol. 1

Dates diverses Correspondance entre Nicholson et les gouverneurs français, etc., du Cap-Breton à propos de la saisie d'une goélette et sur d'autres sujets. A 45, "B. T. N. S.," vol. 1

16 juillet, Whitehall. Pulteney aux Lords du commerce. Il leur transmet les listes des officiers d'Annapolis et de Plaisance, mais n'a pas encore reçu d'état des effets d'habillement et des effectifs de troupe.

Les listes des officiers sont attachées à la lettre, avec l'état de la dépense d'Annapolis. A 108, "B. T. N. S.," vol. 1

(Il y a dans le vol. 32 un duplicata de la lettre, et la liste des pièces à p. 251.)

22 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Caulfield. Envoi de provisions de bouche à Annapolis. Il aura à leur adresser un mémoire sur l'état de la province, sous différentes rubriques: 1° quantité de terres propres à la culture du blé, et rendement probable. 2° Si les Français s'en allaient et que les terres aux environs d'Annapolis fussent concédées, ne serait-il pas possible de se procurer l'approvisionnement dans ces localités? 3° Quelle peut être la quantité d'arbres propres à fournir des mâts, bois de marine, goudrons, etc.? comment sont-ils situés pour le transport par eau? 4° Comment peut-on gagner les sauvages et les attacher aux intérêts du roi? 5° Quelle est la situation des Français du Cap-Breton sous tous les rapports? "B. T. N. S.," vol. 32, p. 252

4 août. Dudley aux Lords du commerce. Capture par les sauvages de bâtiments de pêche, à l'instigation des Français. Déplorables conséquences de l'existence d'établissements français sur l'île du Cap-Breton. Il (Dudley) demande protection pour les pêcheries, à partir du cap Cod, vers l'est. Les sauvages ont rendu les bâtiments. "A. & W. I.," vol. 594, folio 41

5 août, St-James. Molyneux aux Lords du commerce. Il leur demande copie de deux rapports sur la proposition faite par Coram et autres d'établir une nouvelle colonie dans l'Amérique du Nord. B 1, "B. T. N. S.", vol. 2

5 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Molyneux, secrétaire du Prince de Galles. Ils lui envoient des papiers relatifs aux propositions de Coram. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 255

13 août, Londres. Nicholson aux Lords du commerce. Il leur communique des extraits de lettres à Mears et de Mascarene. (Ces lettres ont trait aux navires attaqués par les sauvages au cap de Sable, n° 1); en outre, une copie

1715. (n° 2) des délibérations du conseil concernant Mascarene. Il ne sait que dire au sujet du fort projeté à Pejopocot (*sic*) ; seulement, il craint que la construction n'en porte ombrage aux sauvages de l'Est ou que, se jugeant nécessaires ou redoutés, ils n'en puissent devenir plus orgueilleux et insolents. D'autre part, les Français sauront profiter de ces dispositions pour les amener à rompre avec les Anglais. La Tour, en ce moment à Boston, a demandé son passage à Annapolis, mais on le lui a refusé. Il (Nicholson) a parlé de lui et de deux ou trois autres au gouverneur Dudley, étant à Boston, et a laissé une lettre (n° 3) à ce propos. Il envoie copie de dépositions (nos 4 et 5) et d'autres papiers.
B 2, " B. T. N. S.", vol. 2

Incluses. 1. Extraits d'une lettre à Mears et d'une lettre écrite par Mascarene. B 3

2. Arrêté du conseil du Massachusetts, ordonnant à Mascarene d'aller examiner le fort à Pejopscot, afin de le faire réparer. B 4

3. Lettre à Dudley, sur ce qui pourrait arriver aux bâtiments qui vont au Cap-Breton. Détails au sujet des desseins probables de La Tour et autres officiers français. Ce qu'il pense de la conduite de Moody, par rapport à la traite, etc., et de sa correspondance avec les jésuites français. A cette lettre en est jointe une adressée aux gouverneurs et aux préposés des douanes, pour empêcher qu'on assiste, en lui fournissant des bois de sciage, des provisions, etc., l'établissement français projeté au Cap-Breton. B 5

4. Récit par Denis et Bernard Godet d'un voyage autour de la côte, avec description des différents endroits, établissements, etc. A l'île Royale, (Cap-Breton), les Français construisent un grand fort. Des bâtiments de guerre français étaient arrivés, d'autres étaient attendus.
B 6

5. Déclaration et journal de Pierre Arseneau relatifs à un voyage de traite de Beaubassin au cap Gaspé. B 7

6. Lettres à Moody, datées de mai à décembre 1714. B 8

7. Lettre à Caulfield, juillet, novembre et décembre 1714. B 9

8. (Marqué 88). Copie des ordres donnés à Caulfield par Nicholson.
B 10

(Le vol. 32, p. 256, contient un duplicata de la lettre et les titres des incluses.)

16 août, Londres. Nicholson aux Lords du commerce. Aldridge, à Annapolis-Royal, rapporte que les Français à cet endroit et aux Mines ont construit 40 ou 50 sloops pour emmener les habitants, et qu'il part tous les jours de ceux-ci furtivement. Cinq déserteurs ont emmené deux Françaises, dont les maris étaient rendus au Cap-Breton. Henshaw, de Boston, parle de vols commis par les sauvages, qui, à ce que l'on craint, vont prendre les armes. B 11, " B. T. N. S.", vol. 2

(Duplicata dans le vol. 32, p. 261.)

2 septembre, Londres. Vetch aux Lords du commerce. Déplorable état de la garnison d'Annapolis-Royal ; continuelles désertions, les hommes étant sans paye depuis trois ans ; point d'effets de couchage, et le vêtement de la pire qualité aux plus hauts prix. Nicholson empêche tout trafic avec les habitants ; si bien qu'ils se sont mis à construire des barques pour passer au Cap-Breton. Irritation des sauvages, privés de la traite ; ils prennent et pillent tous les bâtiments de pêche qu'ils peuvent atteindre au cap de Sable, et se conduisent comme en guerre ouverte, à l'instigation des Français. Il (Nicholson) regrettera mais trop tard d'avoir donné aux Français le Cap-Breton, qu'ils sont en train d'améliorer à tel point que, si l'on ne prend pas le moyen d'y mettre ordre, ils seront bientôt maîtres de toute la côte. B 13, " B. T. N. S.", vol. 2

(Duplicata dans le vol. 32, p. 263. La lettre fut transmise le même jour à Stanhope avec un rapport de Spelman et Simpson.)

1715.
2 septembre, Londres. Rapport du major de place Spelman et de Andrew Simpson. Souffrances de la garnison d'Annapolis, qui manque d'effets d'habillement. Détails là-dessus et sur les sacrifices que font les officiers. B 14

15 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Stanhope). Ils lui communiquent une lettre de Dudley au sujet de la capture de bâtiments de pêche par les sauvages à l'instigation des Français. Fâcheuses conséquences de l'établissement des Français au Cap-Breton. Dudley demande que l'on se mette en mesure de protéger les pêcheries à l'est du cap Cod. "A. & W. I.," vol. 594, folio 40

Incluse. Copie de la lettre de Dudley aux Lords du commerce, du 4 août. V. à cette date.

1er novembre Annapolis-Royal. Caulfield aux Lords du commerce. Détails sur Annapolis-Royal, ses produits, etc.; sur les Mines et sur Shekneceto (Chignectou). Qu'il importe de retenir dans la colonie les habitants français; combien aussi l'envoi d'artisans, etc., anglais, serait utile. Les sauvages ne viennent jamais trafiquer, parce que, disent-ils, il n'y a pas de magasins du roi comme au temps des Français, et comme maintenant au Cap-Breton. Il faudrait pourtant les induire à venir ici. La situation des choses au Cap-Breton s'est peu améliorée: les travaux de fortification avancent très lentement. Deux points que les Français se proposent de fortifier: Sainte-Anne et Saint-Pierre. S'ils y élèvent des forts, il ne sera plus guère possible de protéger les bâtiments passant par là. Correspondance avec Nicholson; plaintes sur sa conduite et celle d'Armstrong. B 16, "B. T. N. S.," vol. 2

(Duplicata dans le vol. 32, p. 271.)

Incluse. Lettre des sauvages de Penobscot concernant la traite. B 17

(La pièce est mentionnée dans le vol. 32.)

Caulfield avait envoyé deux cartes avec sa lettre: l'une, de la baie de Fundy, se trouve parmi les "B. T. Maps," vol. 9, n° 39, l'autre, du Cap-Breton, porte le n° 31 dans le même volume.

2 novembre, Annapolis-Royal. Caulfield à Vetch. Méchanceté sans exemple de Nicholson. Si son dessein s'était réalisé, "il n'y aurait pas à l'heure qu'il est un seul habitant d'aucune sorte dans le pays, ni même de garnison." B 21, "B. T. N. S.," vol. 2

(Titre donné dans le vol. 32, p. 286.)

23 novembre, Annapolis-Royal. Caulfield aux Lords du commerce. Plusieurs des habitants qu'avait fait partir Nicholson sont revenus; d'autres vont suivre. Disette de provisions et mortaliré au Cap-Breton. Sans les vivres tirés de Boston, les souffrances y eussent été plus cruelles encore. Près de 1,000 bâtiments seront employés l'année prochaine à la pêche sur les côtes de l'île, qui est très fréquentée par les trafiquants. Les officiers français se sont transportés avec leur monde à Sainte-Anne et à Saint-Pierre pour y travailler aux fortifications. Sous le pli une plainte par Winnett contre le capitaine Armstrong. B 25, "B. T. N. S.," vol. 2

Incluses. Lettre de Winnett. B 26

Son mémoire. B 27

(Le vol. 32, p. 295, contient un duplicata de la lettre de Caulfield et la liste de ses incluses.)

Sans date. Note sur le territoire reclamé par la France, y compris la totalité des lieux de pêche, pour quoi, comme aussi pour l'île de Sable, le roi de France a accordé des lettres patentes. "A. & W. I.," vol. 594, folio 44

1716.
26 janvier, Whitehall. Stanhope aux Lords du commerce. Il leur demande un rapport sur Terre-Neuve, Annapolis et l'île de May.

(Extrait sommaire en la série "B. T. N. S.," vol. 32; titre seul, marqué B 20, dans le vol. 2. La lettre se trouve parmi les "Newfoundland Papers.")

7 février. Les Lords du commerce à Pulteney. Renseigement demandé concernant la Nouvelle-Ecosse. Y a-t-il en ville des officiers arrivés depuis peu? "B.T.N.S.," vol. 32, p. 285

1716.

14 février. Shirreff aux Lords du commerce. Les besoins de la garnison d'Annapolis réclament impérieusement l'attention. B 28, "B. T. N. S." vol. 2
(Mentionné dans le vol. 32, p. 297.)

21 février, Londres. Vetch aux Lords du commerce. Détails sur le fort, à Annapolis, qui tombe en ruine, et sur la garnison (officiers et soldats), en mauvaise condition, parce que négligée depuis trois ans. Etat des Français, des pêcheries, etc. B 29, "B, T. N. S.", vol. 2
(Le vol. 32, p. 297, contient un duplicata de cette pièce.)

23 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Merrill. Il rappellera à Pulteney qu'ils lui ont adressé une question touchant Annapolis.
"B. T. N. S.", vol. 32, p. 286

25 février, Whitehall. Merrill aux Lords du commerce. Pulteney demande quelle information ils veulent avoir. B 24, "B. T. N. S.", vol. 2
(Il y a un duplicata de cette lettre dans le vol. 32, p. 291.)

28 février. Mémoire du capitaine Armstrong sur l'état présent d'Annapolis-Royal et de la province de la Nouvelle-Ecosse. B 22, "B. T. N. S." vol. 2
Exposé d'Armstrong relatif aux deniers qu'il s'est procurés en engageant sa parole pour l'entretien de la garnison d'Annapolis-Royal. B23
(Les deux pièces sont sans date. Elles furent lues par les Lords du commerce le jour indiqué en marge. Le vol. 32, p. 287, contient un duplicata de la lettre et la mention de l' "Exposé.")

29 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Merrill. Ils lui mandent quel renseignement ils veulent avoir au sujet d'Annapolis. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 292

5 mars, Whitehall. Pulteney aux Lords du commerce. Il leur envoie les contrôles de la garnison d'Annapolis-Royal. Confusion dans les comptes, etc., des officiers. Les contrôles sont annexés à la lettre. B30, "B. T. N. S.", vol. 2
(Le vol. 32, p. 306, contient un duplicata de cette lettre.)

28 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Stanhope. Ils lui communiquent des pièces relatives à Annapolis. Le paiement des lettres de change par l'agent contribue à relever le crédit de la place. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 308

10 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Caulfield. Ils ont exposé la situation des choses à Annapolis et ne doutent pas que les ordres donnés ne mettent pour toujours un terme aux souffrances de la garnison.
"B. T. N. S.", vol. 32, p. 308

16 mai, Annapolis-Royal. Caulfield aux Lords du commerce. Le 10 du courant, il n'était encore arrivé aucun navire de France au Cap-Breton, quoiqu'on s'y attendît tous les jours à voir apparaître des voiles. Grands préparatifs de pêche qui s'y font. La pêche se pratique surtout à Canso, et à la côte orientale de la Nouvelle-Ecosse, ce qui ne peut être empêché sans l'aide d'un bâtiment de guerre. L'île de Saint-Jean est complètement abandonnée par ceux d'Annapolis qui étaient allés s'y établir. Les habitants des Mines ont pris la résolution de rester où ils sont. Comment il (Caulfield) a essayé de suppléer à l'absence de tribunaux pour régler les différends. Il communique copie d'une lettre à l' "Ordnance" au sujet de la literie et de l'habillement; et transmet, en la recommandant, une requête du chirurgien. B 31, "B. T. N. S.", vol. 2
Suit la lettre au bureau de l'artillerie, inexactement datée du 13 décembre. La lettre, dans laquelle elle était incluse (du 16 mai) fut, avec son contenu, communiquée aux lords le 20 août 1716. Elle est marquée B22.
Pétition de Skeen, chirurgien, mentionnée dans la lettre de Caulfield. B33
(Le vol. 32, p. 310, contient un duplicata de la lettre et le sommaire de ses incluses,)

21 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Methuen. Ils lui adressent copie des lettres et papiers de Caulfield sur le déplorable état d'Annapolis, déjà signalé à lord Stanhope. "B. T. N. S,", vol. 32, p. 313

1716.
6 décembre, Annapolis-Royal. James Campbell à lord Stanhope. Il demande qu'on le nomme à une compagnie franche ou lui accorde demi-paye comme capitaine. Il était capitaine en second à la prise d'Annapolis. "A. & W. I.", vol 29, p. 1

1717.
2 mars, St-James. Arrêté du conseil, renvoyant pour rapport la pétition d'Armstrong et autres anciens officiers et soldats, qui demandent des terres dans l'Amérique du Nord. B 34, "B. T. N. S." vol. 2

La pétition en obtention de terres entre la Nouvelle-Ecosse et le Maine se trouvait sous ce même numéro.

Evaluation (en date du 8 mars) de ce que coûterait l'établissement dans l'Amérique du Nord d'une colonie de soldats licenciés, reçue de Armstrong. B 35

Autres documents sur le même sujet, marqués B 36–B 39 et B 41

(Le vol. 32, pp. 314, etc., contient un duplicata de la pétition et la liste des pièces.)

9 mars, Annapolis-Royal. J. Williams aux Lords du commerce. Il les informe du décès de Caulfield, arrivé le 2, et demande à lui succéder en la charge de lieutenant-gouverneur. B 40

(Duplicata au vol. 32, p. 321.)

22 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Dummer. Ils lui demandent copie de ses pouvoirs et instructions. "B.T. New England," vol. 44, p. 39

24 mai. Jeremy Dummer aux Lords du commerce (lettre sans date, lue par les lords le jour indiqué en marge.) Il y a des terres qui ont été achetées des sauvages, et sur lesquelles les propriétaires ont dépensé des sommes d'argent considérables. Il demande que, s'il se fait des concessions, ces terres situées entre Penobscot et le Kennebec, soient réservées et laissées à ceux qui les ont ainsi acquises. B 42, "B.T. N.S," vol. 2

(Pièce indiquée sous son titre dans le vol. 22, p. 322.)

24 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Dummer. Ils lui demandent de fournir la liste des achats aux sauvages, faits il y a plus de soixante ans, de terres situées entre Penobscot et Kennebec, avec la confirmation ou les concessions du conseil de Plymouth. "B.T.N.S.," vol. 32, p. 323

24 mai. Copie des instructions à Dummer, agent du Massachusetts, pour la concession de terres entre les rivières Sainte-Croix et Kennebec. Cette pièce est mentionnée sous son titre dans le vol. 32, p. 323; B 43 dans le vol. 2, et dans les "New England Papers" à A 14; mais le texte n'en est pas donné.

6 juin, Londres. Réponse par Coram à la demande de Dummer relativement aux terres entre Penobscot et Kennebec. B 47, "B. T. N. S.," vol. 2

(Le vol. 32. p. 325, contient le titre de cette pièce,)

7 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Solliciteur général. Ils lui envoient une pétition de soldats licenciés demandant des terres entre la Nouvelle-Ecosse et le Maine, avec d'autres documents. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 325

Incluses. Mémoire de sir Bibye Lake (sans date), parmi les "New England Papers" vol. 44, p. 43. Pétition de Dummer, p. 46. Lettre de la duchesse d'Hamilton, au nom de son fils, pièce mentionnée sous ce titre dans les "New-England Papers" vol. 44, p. 47 et même série, vol. 14A, au n° V 143; mais on ne peut retrouver la pièce. Lettre de Partridge, mentionnée ainsi dans le vol. 2 de "B. T. N. S.," à B 46 : la lettre se trouve dans le col. "B. T. New England" vol. 14 A au n° V 144. Lettre de l'amirauté, même volume, n°V 145. Lettre de Coram en réponse à Dummer, dans la série "B. T. N. S.," vol. 2, n° B 47. Tous ces papiers furent envoyés au solliciteur-général. Voir vol. 32, "B. T. N. S."

22 juin. Rapport du contrôleur de la comptabilité militaire, concernant la garnison d'Annapolis-Royal. Ce rapport, qui remplit 65 pages, est suivi d'un extrait sommaire d'instructions à envoyer aux officiers compétents (4 pages) ainsi que d'un aperçu de ce que coûteraient les garnisons des forts à construire dans la Nouvelle-Ecosse. B 59, "B. T. N. S.," vol. 2

171

(Mentionné sous son titre dans le vol. 32, p. 343.)

2 août. Pétition (en anglais et en français) de sir Alexander Cairnes et autres, pour une concession de terres dans la Nouvelle-Ecosse où former un établissement. Ces terres y sont délimitées ainsi : sur la côte, cinq lieues au sud-ouest et cinq lieues au nord-est des rivière et havre de Chibouctou, et en profondeur dix lieues; avec les îles sises à moins de trois lieues de la terre ferme. B. 48, "B. T. N. S.," vol. 2

(A page 329 du vol. 32 se trouve un procès-verbal portant renvoi aux Lords du commerce de la pétition.)

A la suite de la pétition: Une lettre de Cairnes, datée de Tunbridge Wells 13 août, dans laquelle il s'excuse de ne pouvoir être présent à la réunion du *Board*. B 49

Ses propositions pour la formation de l'établissement. B 50

Certaines conditions renvoyées à l'examen des Lords du commerce. B 51

(Le vol. 32, à commencer à p. 327, contient des duplicatas de ces pièces.)

6 novembre, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Il a prévenu les habitants français qu'il ne leur sera point permis de faire la pêche, etc., jusqu'à ce qu'ils portent allégeance au roi, et leur a envoyé un papier à signer. Leur prétendue crainte d'irriter les sauvages en le signant n'est rien autre chose, dans le fond, que leur crainte des prêtres, lesquels font tout en leur pouvoir pour empêcher l'établissement des Anglais, et répandent faussement le bruit que le pays va être restitué à la France, qui a remis le prétendant sur le trône de la Grande-Bretagne. Il demande quelles mesures prendre pour mettre fin à tout bruit de cette sorte. B 62, "B. T. N. S.," vol. 2

Incluses. Copies de documents à signer par les habitants français. B 63

Réponses de ces derniers. B 64

(Le vol. 32 contient, à partir de la page 351, le duplicata de la lettre et la liste des incluses.)

24 décembre, Annapolis-Royal. Etat de la garnison du 25 juin 1717 à la date en marge, avec divers relevés. "A. & W. I.", vol. 29, pp. 2-16

Sans date. Pétition de Philipps au Secrétaire d'Etat (Addison) pour avoir une commission de gouverneur civil de la Nouvelle-Ecosse. La pétition est au nombre des pièces sans date à la fin du vol. 598. "A. & W. I." (Addison a été secrétaire d'Etat du 16 avril 1717 au 16 mars 1718, en sorte qu'elle a dû lui être adressée à la fin de l'année 1717 ou au commencement de 1718.)

1718.

1er février, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Il leur transmet copie d'une adresse de la garnison et des habitants d'Annapolis-Royal à Sa Majesté. B 65, "B. T. N. S.", vol. 2

(Le vol. 32 contient un double de la lettre et de l'adresse à p. 355.)

6 février, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Il demande l'envoi d'une force navale pour empêcher la contrebande sur la côte, et transmet une lettre du capitaine Southark ainsi qu'une pétition des habitants à ce sujet. B 66, "B. T. N. S.", vol. 2

Incluses. Lettre de Southark. B 67

Pétition. B 68

(Le vol. 32, pp. 356 et 357, contient un double de la lettre et les titres de ses incluses.)

6 février, Annapolis-Royal. Doucett au Secrétaire d'Etat. Sur la contrebande. B 69, "B. T. N. S.", vol. 2

(Duplicata dans le vol. 32, p. 358.)

10 février, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Il leur transmet des lettres concernant le serment à prêter par les habitants français. Les Sauvages veulent qu'on leur fasse des présents comme prix de leur fidélité. Il faudrait y consentir pour les empêcher d'aller au Cap-Breton et en Canada. Avantage à tirer de leur trafic de pelleteries. B 70, "B. T. N. S.", vol. 2

1718.

Incluses. Lettres au P. Félix et à M. Melançon. B 71, B 72
Réponses. B 73, B 74
(Duplicata de la lettre et liste des incluses à B 32, pp. 359, 361.)

21 février, Whitehall. Le Comte de Sunderland aux Lords du commerce. Il lui renvoie des représentations par le colonel Philipps, gouverneur de Plaisance et de la Nouvelle-Ecosse, sur l'état de ces gouvernements et la nécessité de réformes. La pièce est en français. B 52, "B. T. N. S.", vol. 2

Suivent: Commission du gouverneur de la Nouvelle-Ecosse et d'Annapolis-Royal pour Philipps, en date du 17 août 1717; *id.* de lieutenant-gouverneur pour John Doucett. B 53, B 54

(Cette dernière pièce est un duplibata de la commission mentionnée à sa date, sous le n° A 48.)

Instructions du même jour. B 56
Instructions ultérieures. B 57

Passeport par Subercase, B 58. C'est un double de la pièce n^tée A 50, du 23 octobre 1710.

(Le vol. 32, pp. 339, 340, contient la lettre de Sunderland et la liste des in luses.)

12 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Addison. Ils conseillent dans leur rapport de faire la concession de terres demandée par Cairnes et autres, sous la condition que la pêche reste libre pour tous les sujets de S. M. A cette clause, il conviendrait d'ajouter, dans les lettres patentes, cette autre, que tous sujets auront le droit de construire à terre des chafauds et d'y préparer le poisson, sans avoir à payer de droits d'aucune sorte. Le procureur général et le solliciteur général recevront des instructions pour la rédaction du "bill" de la concession à présenter à la signature royale. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 340

27 mars, Londres. Philipps à Popple. Il a été empêché par la maladie de se rendre auprès de leurs seigneuries. Il va mieux et demande qu'on veuille bien lui indiquer le jour où il puisse avoir d'eux une audience. B 60, "B. T. N. S.", vol. 2

(Motion de cette pièce à p. 343 du vol. 32.)

15 avril, Annapolis-Royal. Doucett à Vaudreuil. Il est nommé lieutenant-gouverneur et lui offre ses services. Il lui demande quelques lignes pour témoigner que ceux qui désirent rester dans le pays et devenir sujets britanniques sont libres de le faire, aux termes du traité d'Utrecht. A l'égard de ceux qui ne voudraient pas devenir sujets britanniques, qu'on les invite à se retirer en Canada ou dans toute autre possession française. Il le prie aussi d'informer les habitants français et les sauvages de la ferme alliance qui existe entre les deux couronnes, et de mander aux missionnaires de ne rien faire contre les intérêts du roi George. "A. & W. I.", vol. 594, f. 45.

26 avril. Mémoire supplémentaire de Philipps (sans date) relatif à la Nouvelle-Ecosse. Mis sous les yeux des lords du commerce à la date exprimée en marge. B 61, "B. T. N. S.", vol. 2

(Duplicata dans le volume 32, page 343.)

30 mai, Whitehall. Rapports des Lords du commerce sur la demande de Pbilipps communiquée par Sutherland pour examen. Qu'il ne serait pas opportun de chercher à faire des changements aux règlements de pêche de Terre-Neuve; mais que les habitants actuels devraient être amenés, par tous les moyens convenables, à se transporter dans la Nouvelle-Ecosse; raisons qui y engagent. Les lords réitèrent les conclusions énoncées par eux dans un précédent rapport sur le fort de Plaisance. En ce qui concerne la Nouvelle-Ecosse, ils conseillent, jusqu'à ce qu'il y ait plus de sujets britanniques et que les sauvages soient gagnés à la couronne, de ne pas traiter les Français comme ils le méritent par leur insoumission. Il conviendrait de laisser à la prudence du gouverneur le soin de les priver des privilèges dont jouissent les autres sujets, notamment pour la pêche, jusqu'à ce qu'ils aient prêté le serment d'allégeance. Remettre la déci-

1718.

sion au sujet de la distribution de présents aux sauvages, jusqu'à ce que Philipps, ayant passé quelque temps dans le pays, puisse faire un plus ample rapport. Les frontières entre les possessions anglaises et françaises devraient se délimiter, suivant le traité. Il faudrait ne s'engager, à Annapolis-Royal, que dans les dépenses nécessaires pour mettre les munitions de guerre et de bouche à couvert et la garnison avec les habitants à l'abri d'un coup de main. Les lords conseillent de couvrir le havre d'Annapolis par la construction d'un petit fort; et d'en bâtir un aussi à l'entrée de la rivière des Anglais; un autre à Chibouctou, à La Hève ou à quelque endroit entre le cap de Sable et le détroit de Canso, d'où un sergent avec dix hommes pourrait être détaché pour occuper durant la pêche une redoute sur l'île de Sable. On pourrait encore élever un fort au dédroit de Canso, contre les empiétements des Français de ce côté. Si ces propositions étaient adoptées, il serait bon d'envoyer sur les lieux des officiers compétents. Nécessité de la présence au milieu des pêcheurs d'un bâtiment armé. Toutes les concessions de terre devraient contenir une réserve d'espace, au-dessus de la marque des hautes eaux, pour l'établissement des chafauds à sécher et préparer le poisson. Encouragement qu'il conviendrait d'offrir aux colons.
"B. T. N. S." vol. 32, p. 362

20 juin, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Sur le serment d'allégeance à prêter par les habitants français. B 78, "B. T. N. S.", vol. 2

Incluse. Correspondance avec le P. Félix et les gouverneurs du Cap-Breton et de Québec. B 79—83

(Le vol. 32 contient un duplicata de la lettre, suivi de la liste des incluses.)

24 juin, Annapolis-Royal. Etat de la garnison, du 25 décembre 1717 à date.
"A. & W. I.", vol. 29, p. 17

8 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Craggs) à l'Amirauté. Envoi du rapport des lords du commerce sur la nomination d'une personne compétente pour inspecter les forêts et explorer l'intérieur du pays, dans la Nouvelle-Ecosse, et sur l'emploi d'un petit bâtiment, au service du gouvernement, sur la côte. Craggs demande là-dessus le rapport de l'amirauté.
"A. & W. I.", vol. 594

10 juillet, Annapolis-Royal. Doucett au "Board of Ordnance." Sur la construction de forts, etc., dans la Nouvelle-Ecosse et à Plaisance. C1, "B. T. N. S.", vol. 3

14 juillet, Amirauté. L'Amirauté au Secrétaire d'Etat (Craggs). Pour ce qui est de la nomination d'un inspecteur des forêts, etc., dans la Nouvelle-Ecosse, renvoyée à son examen par les lords du commerce, elle l'informe qu'il y en a un de nommé déjà pour l'Amérique du Nord, dont le service pourrait s'étendre à la Nouvelle-Ecosse, sans surcroît de dépense. Quant au petit bâtiment à mettre à la disposition du gouverneur de la province, elle constate que le crédit pour navires est déjà dépassé, mais si S. M. ordonne d'en envoyer un, on devra le choisir parmi ceux que l'on pourra avoir à meilleur compte; s'il ne faisait pas voile d'ici un mois, il se rendrait trop tard pour son service sur la côte de la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 594, folio 49

21 juillet, Louisbourg. Saint-Ovide à Doucett (en français). Il fera toujours son possible pour conserver la paix entre les deux pays. Il ignorait la pêche pratiquée par les Français et les sauvages sur la côte de la Nouvelle-Ecosse. Les îles de Canso, selon lui, appartiennent à la France en vertu du traité d'Utrecht. Ses raisons de le prétendre; mais c'est aux deux couronnes de décider. Il a averti les sauvages de ne point rompre l'union établie entre les deux pays, et les a menacés de châtiment s'ils contrevenaient à ses ordres. Il demande la remise de certains déserteurs, soldats ayant commis des vols domestiques. Les frais occasionés par leur remise seront remboursés. "A. & W. I.", vol. 594, folio 75

1718.

(Copie communiquée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719.)

23 juillet, Annapolis-Royal. Doucett au Lords du commerce. Il leur envoie sous ce pli la lettre de Saint-Ovide, où celui-ci marque les frontières que les Français réclament, selon leur interprétation du traité d'Utrecht.

B 84, "B. T. N. S..", vol. 2

11 septembre. Mémoire adressé par Southac à Saint-Ovide de Brouillan, gouverneur du Cap-Breton, concernant les anciennes limites de la Nouvelle-Ecosse, et où il les retrace depuis l'époque de Cabot. A la fin est une note des quantités de poisson pris et séché par les Français dans la Nouvelle-Ecosse pendant les campagnes de 1715 à 1718 inclusivement; avec une copie du passeport donné le 23 octobre 1710 au major Mullins et au capitaine Brown, chargés de conduire des prisonniers en France. V. a cette date. Une note, folio 7 au *verso*, mentionne les mesures prises à l'égard des Français faisant la pêche au cap Canso en août 1716, ce qu'ils ont admis n'avoir pas le droit de faire. "A. & W. I.", vol. 594

(Une copie de ce document fut envoyée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719.)

22 septembre, Québec. Vaudreuil à Doucett (en français). Ayant égaré sa lettre, il n'a qu'un souvenir confus de ce qu'elle contenait. Il lui rappelle qu'outre le traité d'Utrecht, les deux couronnes en ont conclu un autre avec les Etats de Hollande le 4 janvier 1717. (Ratifié par la France le 14 janvier.) Ce dernier resserre davantage encore leur alliance. Il (Vaudreuil) fera tout en son pouvoir pour maintenir la paix, et compte que Doucett fera de même de son côté. Il ne voudrait jamais animer les sauvages contre les Anglais, et punirait tout Français coupable d'une pareille chose. Les missionnaires aussi doivent se borner à l'exercice de leurs fonctions. Par le traité il est loisible aux habitants français de se retirer avec leurs biens mobiliers, etc.; mais il (Doucett) leur refuse les passeports nécessaires. En y persistant, il l'obligera de se plaindre. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 55

22 septembre, Québec. Le même à Allain (en français). Il peut soit prêter le serment de fidélité et rester a Port-Royal, soit se retirer à la rivière Saint-Jean, qui n'est pas sous la domination britannique. Dans le dernier cas, il devrait être libre d'emmener, avec sa famille, tous ses meubles, y compris son bétail, ainsi que tout ce qui appartient aux moulins, mais sans détruire les bâtiments. Vaudreuil écrit à ce propos à Doucett, et croit que celui-ci, se conformant au traité, n'apportera pas d'obstacle au départ.

"A. & W. I", vol. 594, folio 53

22 septembre, Québec. Le même au même (en français). En réponse à sa lettre, il lui en écrit une qui pourra se montrer; l'autre est privée. Allain se plaint d'être assujéti à une domination étrangère, et pense à se retirer avec d'autres habitants à la rivière Saint-Jean; il demande, pour s'y placer, les anciennes terres de feu Dubreuil. Les terres sur la rivière Saint-Jean ne sont pas sous la domination anglaise; il (Vaudreuil) soutiendra les habitants, qui pourront avoir des terres en en demandant au P. Loyard jésuite, missionnaire de l'endroit, autorisé à faire les concessions. Il n'y a pas de temps à perdre pour s'y rendre. Quand il sera prêt à partir, un passeport lui sera envoyé pour le voyage. "A. & W. I.",

Vol. 594, folio 51

4 octobre, Boston. Journal tenu par Southac de son voyage de Nantuckett à Canso, etc., et retour à Boston sur le *Squirrel*. "A. & W. I.", vol. 594, folio 68

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719.)

1er novembre, Annapolis-Royal. Doucett à Philipps. Il lui envoie copie d'une correspondance avec Vaudreuil et Saint-Ovide. Les assertions dans la lettre de ce dernier sont fausses; Saint-Ovide n'a pas été à Canso pour en éloigner les pêcheurs français, mais pour défendre aux Anglais d'y pêcher et auss

1718.

pour établir des Français sur l'île de Canso, prétendant qu'elle leur appartient par sa situation dans le golfe Saint-Laurent, dont, pourtant, elle n'est pas proche. Pour justifier cette prétention, on donne maintenant au détroit de Canso le nom de Petite rivière du Canada. Un bâtiment de guerre, envoyé de Boston, capture tous les navires de pêche français. Il (Doucett) avait auparavant écrit au gouverneur du Cap-Breton et produit le passeport signé par Subercase, ancien gouverneur.

Suit une autre lettre (sans date) : Philipps voudra bien expédier les bêches, pelles, etc., nécessaires, si l'ordre se donnait de poursuivre les travaux. Les sauvages demandent des présents. "A. & W. I.", vol. 594, folio 77

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719.)

15 novembre, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Il se plaint du trafic qui se fait du Cap-Breton aux Mines, où les Français apportent du vin, de l'eau-de-vie et de la toile, qu'ils échangent contre de la viande de bœuf et du grain. Les habitants de Chignectou mènent leurs animaux à la baie Verte, où en a lieu l'embarquement. Cela cause grand préjudice aux traiteurs. Toutes les menues pelleteries aussi sont enlevées. En sorte que la France tire plus d'avantage de la province que l'Angleterre, les Français ayant toute la traite avec les sauvages, qui vont au Cap-Breton, où ils sont attirés par des présents. Nécessité d'en donner aussi pour s'attacher les sauvages. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 73

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719.)

13 décembre, Annapolis-Royal. Doucett à Philipps. Il lui envoie copie de lettres de Vaudreuil adressées à lui et à Allain. Il s'est procuré les originaux de celles écrites à celui-ci. Vaudreuil se trompe en ce qu'il dit de la propriété de la rivière Saint-Jean, car cette rivière est au milieu à peu près de la Nouvelle-Ecosse. Il faut arrêter les empiétements des Français; autrement, ils finiront par réclamer tout ce qui est en dehors de la portée du canon du fort. Il a été obligé d'envoyer en prison un habitant pour fait d'insolence sur ce chapitre. Les habitants sont persuadés que les Anglais ne prendront jamais possession de la rivière Saint-Jean. La lettre privée de Vaudreuil trahit ses pratiques sourdes. Il espère que lui (Philipps) viendra ici au printemps. Irritation des sauvages, qui ne reçoivent pas de présents et qu'excitent les Français. Aussi est-il en inquiétude pour la pêche; il faudrait ou envoyer un bâtiment de guerre dans le parage ou construire des forts sur la côte. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 63

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719. V. pour d'autres copies, la lettre de Philipps du 24 mars 1719, n° B 99, vol. 2. "B T. N. S.," et le vol. 32 même série p. 394.)

15 décembre, Whitehall. Arrêté du conseil, renvoyant aux lords du commerce la pétition de Cairnes pour la concession de terres en la Nouvelle-Ecosse, et celle de Dummer à l'encontre. Le conseil désire savoir si la liberté de pêche et de sècherie sur la grève existe et dans quelle mesure; et si les concessionnaires devraient en exiger la reconnaissance.

B 75, "B. T. N. S.," vol 2.

24 décembre. Aldridge à Philipps. On a eu nouvelle que Saint-Ovide s'est saisi de bâtiments de pêche de la Nouvelle-Angleterre par représailles pour ceux capturés par le *Squirrel*. "A & W. I.," vol. 594, fol. 78 *verso*.

1719.

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719.)

16 janvier. Cairnes aux Lords du commerce. Il demande à être entendu relativement à sa demande de terres dans la Nouvelle-Ecosse.

B 76, "B. T. N. S.," vol. 2.

(Titre mentionné dans le vol. 32, p. 377.)

22 janvier, Boston. Requête de Southac se plaignant de la saisie de ses bâtiments de pêche par les Français et demandant que sa plainte soit présentée au roi en conseil pour qu'il en puisse obtenir le redressement de ses griefs.

"A. & W. I.," vol. 594, fol. 69 *verso*.

1719.

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 30 avril 1719.)

5 février. Les Lords du commerce à Ackworth. Les commissaires de la marine pensent-ils qu'il soit à propos d'insérer, dans leurs concessions de terres demandées, une clause qui réserve les arbres et bois propres pour la marine ?

" B. T. N. S.," vol. 32, p. 377.

12 février. Proposition par les commissaires de la marine d'une réserve à insérer dans les concessions de terres de la Nouvelle-Ecosse. Il y a deux copies de cette pièce qui diffèrent sous plusieurs rapports.

B 85, " B. T. N. S.," vol. 2.

(Titre mentionné dans le vol. 32, p. 382.)

13 février, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Elle leur communique un extrait d'une lettre du capitaine du *Squirrel*, bâtiment de S. M., concernant la saisie de navires de pêche français qui pratiquaient à Canso un trafic illicite. B 86, " B. T. N. S.," vol. 2.

(Titre seul ici et dans le vol. 32, p. 382. La lettre avec son incluse se trouve dans la série " B. T., New England," vol. 15, à W 52 et W 53.)

26 février, Londres. Philipps aux Lords du commerce. Il transmet une requête à lui adressée par les habitants relativement à une concession de terres connue sous le nom de Mary Town. C 2, " B. T. N. S.," vol. 3.

Incluse. La requête.

11 mars, Londres. Le même aux mêmes. Il leur transmet des dépêches d'Annapolis-Royal. Nécessité urgente de délimiter les frontières, de faire cesser le trafic par les Français et de protéger les pêcheries. Combien il importe de cultiver l'amitié des indigènes. Il lui faudrait se rendre à Annapolis sous peu. B 87, " B. T. N. S.," vol. 2.

Incluse. Lettre de Doucett aux Lords du commerce. Empiétements sur les pêcheries par ceux du Cap-Breton.

(Le vol. 32, p. 383, contient un duplicata de ce document.)

17 mars, Londres. Sir Alexander Cairnes aux Lords du commerce. Il les prie de prendre promptement en considération sa demande de terres.

B 88, " B. T. N. S.," vol. 2.

(Titre dans le vol. 32, p. 388.)

19 mars. Mémoire sur les changements survenus dans la propriété de la Nouvelle-Ecosse depuis le temps de Cabot,—adressé à Saint-Ovide, gouverneur du Cap-Breton (sans date ni signature. Communiqué aux lords du commerce le jour indiqué en marge.) La pièce est suivie du passeport accordé par Subercase en 1710, qui a été mentionné précédemment.

B 89, " B. T. N. S." vol. 2.

(Le même mémoire avec d'autres documents, mais plus développé, et signé par Southac, se trouve à B 96 ; cette dernière pièce est préférable ; la pièce B 89 est à mentionner cependant.)

(Titre du mémoire dans le vol. 32, p. 388).

24 mars, Londres. Philipps aux Lords du commerce. Il leur envoie des lettres de Doucett et d'Aldridge. Celles de Doucett renferment des copies de lettres adressées à Vaudreuil et à Saint-Ovide. Aldridge se plaint de la saisie de bâtiments de pêche exercée par représailles pour la capture de bâtiments français par le *Squirrel*. B 90, " B. T. N. S.", vol 2

(Les lettres à Vaudreuil et à Saint-Ovide ne sont pas ici. La correspondance avec Vaudreuil serait marquée B 100—B 103 dans le vol. 2 ; mais celle avec Saint-Ovide ne paraît pas avoir été conservée. Il y a un duplicata de la lettre de Philipps dans le vol. 32, p. 389.)

1er avril, Londres. Philipps aux Lords du commerce. Envoi de papiers relatifs à son gouvernement. B 91, " B. T. N. S.". vol 2

Incluses. Lettre du capitaine Southack, du *Squirrel*, au sujet de la saisie des pêcheurs français. B. 92

Deux copies d'instructions (non des duplicatas) de Dudley, gouverneur du Massachusetts, à Southack. B 93, B 94

1719.

Autres pièces sur le même sujet. B 95

Journal des événements notables arrivés dans le voyage du *Squirrel*, signé par Southack. B 97

(Il y a un duplicata de cette pièce à B 108.)

Demande par Southack d'une indemnité pour les pertes que les Français lui ont causées. B 98

(Le vol. 32, p. 391, contient un double de la lettre et la liste des incluses. Pour la pièce B 96, v. ci-dessus la note sous la date du 19 mars, B 89.)

30 avril, Londres. Philipps aux Lords du commerce. Il exprime l'espoir que l'affaire de la Nouvelle-Ecosse se décidera à la prochaine séance. B 104, "B. T. N. S.", vol. 2

(Duplicata dans le vol. 32, p. 397.)

30 avril, Whitehall. Brouillon d'instructions à Philipps, portant de conduire les colons de Terre-Neuve à la Nouvelle-Ecosse, pour y former un fort établissement et faire la pêche. Aussitôt les travaux de Plaisance finis, il en transportera la garnison à Annapolis-Royal, à l'exception de 50 hommes, qu'il y laissera pour la sécurité de la pêche. Il devra faire une enquête sur les plaintes de mauvais traitement, exprimées par les soldats, et en faire rapport au secrétaire de la guerre. Mesures qu'il aura à prendre pour obtenir des habitants français le serment de fidélité. S'assurer l'amitié des sauvages. Il proposera au gouverneur du Canada la nomination de commissaires pour délimiter la frontière; se tiendra en bons termes avec tous les fonctionnaires français; encouragera la production des mâts et autres bois de navire, s'appliquera à faire prospérer les industries de la pêche, etc. "A & W. I.", vol. 594, folio 79

30 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Craggs). Quelle détermination le roi a-t-il prise sur leur rapport du 30 mai relativement à la Nouvelle-Ecosse? (V. vol. 32, p. 362). Il serait nécessaire d'envoyer un commissaire pour délimiter les frontières, et un bâtiment pour empêcher le trafic illicite. Leur rapport disait qu'il n'était pas besoin d'expédier de présents pour les Sauvages; mais après des avis récents ils changent d'opinion. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 398

Un post-scriptum ajoute que, depuis que la lettre a été écrite, les lords ont reçu de Philipps des papiers dont la liste est donnée. Ces papiers sont dans le volume 2, sous les n^{os} B 96—B 103, et ont été analysés précédemment à leurs dates propres.

(On trouve un duplicata de la lettre dans la série "A. & W. I.," vol. 594, folio 61, avec la liste des papiers transmis.)

28 mai, Whitehall. Les "Lords Justices" aux Lords du commerce. Communication de pièces relatives à l'affaire de Hiriberry, se plaignant de la saisie de ses bâtiments de traite à l'île Canceau. B 105, "B. T. N. S.," vol. 2

Incluses. Lettres de l'abbé du Bois et de Saint-Ovide, avec une carte du Cap-Breton et un long exposé de l'affaire de Hiriberry, dans lequel sont citées des autorités pour établir le droit de la France sur l'île Canceau. B 106

(Il y a un duplicata de la lettre des "Lords Justices" dans le vol. 32, p. 401.)

1er juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Dummer. Ils lui demandent de communiquer au "Board" les papiers relatifs aux actes du *Squirrel* sur la côte de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 401

2 juin, Whitehall. Les "Lords Justices" aux Lords du commerce. Ils leur demandent de préparer les instructions de Philipps comme gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. B 107, "B. T. N. S.," vol. 2

(Duplicata dans le vol. 32, p. 403.)

2 juin. Huit pièces relatives aux actes du *Squirrel*, bâtiment de S. M., sur la côte de la Nouvelle-Ecosse. B 108, "B. T. N. S.," vol. 2

Liste de ces pièces:—

1719.

Dépositions faites à Boston en octobre 1718.

Journal (duplicata de la pièce B 97.)

Résolutions du conseil de Massachusetts relativement au "*Squirrel.*"

Lettre de Shute au gouverneur du Cap-Breton (Saint-Ovide).

Représentations par diverses personnes de Boston concernant la propriété de l'île Canceau.

Demande adressée par Southack à Saint-Ovide (triplicata de B 89 et B 96)

Instructions au capitaine Thomas Smart, du "*Squirrel.*"

Réponse (traduction anglaise) par Saint-Ovide à Shute.

4 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au "Committee for hearing appeals." Ils font rapport, à l'occasion de la concession demandée par Cairnes et autres, que dans les endroits où les concessionnaires eux-mêmes ne construisent pas de chafauds pour la préparation de leur poisson, tous les sujets de S. M. doivent avoir la liberté de couper du bois, de construire de ces échafauds et de préparer le poisson sur la grève. Le droit à payer, quand les concessionnaires auront des chaufauds, sera le même qu'en la Nouvelle-Angleterre, c'est-à-dire d'un shilling par quintal préparé, pour l'usage des chafauds et des coqueries, et l'emploi d'un gravier par chafaud; mais il devrait y avoir une clause portant faculté de faire tels règlements que S. M. jugerait convenables. Il faudrait réserver un vingtième de toutes les terres comme pépinière pour la production des mâts et bois de marine, l'inspecteur général devant choisir les lots. Réserve de tous les pins de 24 pouces et plus. Défense d'exporter en pays étrangers le merrain, les mâts, le chanvre, etc. Redevance de 14 livres de chanvre roui par chaque cent acres enclos, planté, etc., à commencer quatre ans après la concession; doublée à la douzième année et triplée à la vingtième, etc. Où se fera la livraison du chanvre, et comment en exiger l'exécution. "B, T. N. S.," vol. 32, p. 404

4 juin, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Ils feront expédier la commission et les instructions de Philipps. Réitèrent leurs avis de mettre un bâtiment de guerre au service du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, de donner des provisions aux sauvages, et d'envoyer un ingénieur pour qu'il fasse rapport sur les fortifications. "B. T. N. S.," vol. 32 p. 109

5 juin, Whitehall. Les mêmes aux mêmes. Sur la saisie de navires français à Canso, dont se plaint Hiribery. Par un pur acte de grâce, les navires pourront être rendus; mais auparavant, il faudra exiger satisfaction entière pour toutes représailles exercées à la suite de la saisie, et prendre garde que le roi de France ne puisse se prétendre propriétaire des îles, etc., où la saisie s'est faite, en vue du règlement des limites. "B.T.N.S.," vol.32, p.411

(Les pièces relatives aux actes du *Squirrel* sont marquées B 108, au vol. 2. V. à la date du 2 juin.)

9 juin, Londres. Vetch aux Lords du commerce. Il adresse un mémoire (inclus) concernant les limites entre les Français et les Anglais sur le continent d'Amérique. B 213, "B. T. N. S.," vol. 2

(Titre de cette lettre dans le vol. 32, p. 449.)

10 juin, Londres. Rapport adressé aux Lords du commerce par George Vaughan et Peter Capon sur la propriété de Canceaux et autres îles devant le Cap-Breton. B 114, "B T. N. S.", vol 2

(Titre consigné dans le vol. 32, p. 449.)

10 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à West. Ils demandent son opinion sur le projet d'une commission à Philipps. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 415

18 juin. West aux Lords du commerce. Il approuve les termes de la commission de gouverneur de Plaisance pour Philipps. B 109, "B T. N. S.", vol. 2

(La commission comprenait le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse. Il y a un duplicata du rapport de West dans le vol. 32, p. 416.)

19 juin, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Ils ont préparé et leur communiquent le projet de commission de gouverneur de Plaisance, capitaine général et gouverneur en chef de la Nouvelle-Ecosse, ainsi que

1719.

des instructions pour Philipps. Comme la province (Nouvelle-Ecosse) n'est pas encore colonisée de sujets de S. M., les pouvoirs ne sont pas aussi étendus que dans les commissions d'autres gouverneurs. Pour le guider, cependant, une copie de ses instructions comme gouverneur de la Virginie a été fournie à Philipps. Les instructions comportent la formation d'un nouveau "settlement", et pourvoient au peuplement du pays, à l'extension de la pêche, à la conservation des bois propres aux constructions navales et à l'encouragement de la production d'articles de marine. Il est de plus enjoint au gouverneur de vivre en parfaite amitié avec le gouverneur du Canada et tous les fonctionnaires du roi très chrétien, et d'éviter toute occasion de différend; mais considérant combien les Français sont déjà redoutables, il doit faire attention à tout ce qui se passe de leur côté et mander leurs actions. Dans un autre endroit, il est dit de traiter les sauvages poliment et amicalement, et d'encourager les mariages entre eux et les blancs. La situation trop peu forte encore des colons anglais et l'influence des Français sont les raisons qui y engagent. Autres remarques sur les réserves de bois de marine, etc.

"B. T. N. S.", vol. 32, p. 417

Commission. 421

Instructions. 428

20 juin, Londres. Nicholson aux Lords du commerce. Il n'a point l'ordre donné par le roi de France de céder la Nouvelle-Ecosse. B 110, "B. T. N. S.", vol. 2

(Suit ici une lettre (en français) de Pontchartrain à Vaudreuil, ordonnant d'effectuer la cession de l'Acadie, de Terre-Neuve et de la baie d'Hudson (B 111), en date du 6 mai 1713. *Voir* à cette date. Au vol. 32, p. 416, sont inscrits les titres des lettres de Nicholson et de Pontchartrain.)

25 juin, Whitehall. Arrêté du conseil (sur le rapport du 19 juin), avec le projet de commission et d'instructions de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse et de Plaisance par Philipps. B 115, "B. T. N. S.", vol. 2.

21 juillet, Whitehall. Arrêté du conseil sur la pétition de Vetch et autres pour une concession de terres, qui renvoie cette pétition aux lords du commerce.

C 3. "B. T. N. S.", vol. 3

(En 1722, Vetch présenta une autre demande (C 79, vol. 4), sur laquelle un comité du conseil privé fit rapport en avril 1724 (C 93, vol. 4). Le vol. 32, p. 455, contient un duplicata de l'arrêté ci-dessus.)

22 juillet. B. Tanthial aux Lords du commerce. Il leur transmet des pétitions d'Isabella, veuve du sergent Dunn, qui a été assassiné par le lieutenant Jephson, et de quatre compagnies de la garnison d'Annapolis-Royal, demandant un supplément de prêt pour leurs nécessités. Il expose leur situation et leurs désirs. Ce que l'on devrait faire dans la Nouvelle-Ecosse. Le pli renferme d'autres pièces de diverses dates.

B 112, B 113, "B. T. N. S.", vol. 2

(Liste des pièces dans le vol. 32, p. 449.)

26 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Au sujet d'un acte législatif contre l'introduction clandestine de marchandises; et aussi des primes sur le brai et le goudron. Les lords transmettent des règles pour la production de ces matières et celle du chanvre. (Circulaire, copie adressée à Spottswood.) "B. T. Plantations General," vol. 38, p. 267

(Titre seulement dans le vol. 32 de la série "B. T. N. S.", p. 449.)

27 août. Le Colonel Gardner à Lord Stanhope. Il demande des approvisionnements pour Annapolis et des présents pour les sauvages de la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 29, p. 31

3 septembre, "Customs," Londres. Les Commissaires des douanes aux Lords du commerce. Ils leur communiquent un extrait d'une lettre du percepteur des douanes de la Nouvelle-Ecosse. B 115, x 116, "B. T. N. S.", vol. 2

Incluse.—Extrait d'une lettre de Hibbert Newton, percepteur de la Nouvelle-Ecosse. "Nous attendons d'un jour à l'autre, d'Angleterre, le colonel Philipps notre gouverneur. C'est grand dommage qu'une belle

1719.

province comme la Nouvelle-Ecosse ait été négligée si longtemps. En fait de pelleteries, de plumes, de poissons, nous pouvons défier toutes les autres provinces, en Amérique, d'en produire qui égalent les nôtres ; en outre, bonne terre à céréales. On pourrait tirer du pays, des bois et autres articles de marine. Un bon établissement ici pourrait compter sur des retours très avantageux à la couronne."

(Le vol. 32, p. 452, contient un double de ce document.)

23 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Evêque de Londres. Ils le prient de leur communiquer copie des instruments par lesquels les Français ont remis Saint-Christophe et la Nouvelle-Ecosse, s'il possède une copie de ces pièces. "B. T., Leeward Islands," vol. 52, p. 433

(Le vol. 32, série "B. T. N. S.", contient un simple sommaire de la pièce.)

23 septembre, Fulham. L'Evêque de Londres aux Lords du commerce. Au sujet de la cession de Saint-Christophe, la Nouvelle-Ecosse, etc., par les Français. Les ordres de cession (en français) sont inclus dans cette lettre.

B 116, "B. T. N. S.", vol. 2

(Duplicata dans le vol. 32, p. 453.)

3 novembre, Boston. Philipps aux Lords du commerce. Il a été retenu à Boston, et ne peut plus s'embarquer pour la Nouvelle-Ecosse, la saison étant trop avancée. Il a fait connaître ici que l'intention du roi est de prendre la Nouvelle-Ecosse sous son immédiate tutelle. Il demande que la question des concessions de terres soit soumise à une nouvelle considération. Empiétements des Français sur les lieux de pêche, leurs menaces de se saisir des bâtiments du roi. C 4, "B. T. N. S.", vol. 3

(Il y a un duplicata de cette pièce dans le vol. 32, p. 456.

10 décembre, Boston. Mascarene à l'"Ordnance." Etat des travaux à Plaisance, à son départ. Il a été obligé de passer l'hiver à Boston.

"B. M.", *add.* 19,070, folio 35

Lettre suivie d'explications par rapport à une partie du port de Plaisance. fol. 36*b*

Compte de matériaux, etc. fol. 38*b*

1720.

(Il est dit dans la lettre que des plans sont envoyés.)

3 janvier, Boston. Philipps aux Lords du commerce. Ce qui l'a retenu à Boston. Obstacles opposés par les prêtres français à la pacification du pays. Un renfort serait le meilleur des arguments. Empiétements des Français sur les pêcheries. Point de nouvelles d'envoi de présents pour les sauvages ; utilité de ces présents. Sur les concessions de terres.

C 5, "B. T. N. S.", vol. 3

(Duplicata de cette pièce dans le vol. 32, p. 459.)

15 janvier, Annapolis-Royal. Doucett à Philipps. Il apprend son arrivée en Amérique et craint que le porteur des dépêches envoyées par lui ne se soit perdu. Il est inquiet de ne pas le voir rendu ici, mais n'a pas de trop grandes craintes cependant, sachant que Southack est à bord, qui est le meilleur pilote de la côte. L'état sanitaire de la garnison est bon, ce qui n'empêche pas les travaux d'aller plus lentement. Les Français continuent leur trafic clandestin ; il se construit aux Mines un autre sloop destiné à transporter, le printemps venu, des provisions au Cap-Breton et à en rapporter des denrées françaises. Si on laisse les habitants mener leurs bestiaux, pendant encore une année, quelques-uns même par terre, à Chibouctou pour le Cap-Breton, la colonie en aura fort à souffrir, sans compter que les marchandises anglaises ne sont pas demandées, ne s'écoulent point. Il demande un sloop de 40 ou 50 tonneaux pour faire le service des croiseur, etc. C 6, "B. T. N. S.", vol. 3

17 février, Boston. Mascarene à l'"Ordnance." Saison rigoureuse. Envoi de plans. Il a reçu les instructions, en partie. Il va essayer de faire des arrangements pour les travaux à Annapolis-Royal. Faute d'un bâtiment à sa disposition, il ne peut exécuter de relèvements, ni transporter les matériaux et

1720.

les ouvriers. Les habitants sont plutôt hostiles, et se serviront des sauvages pour inquiéter les établissements. Les défenses d'Annapolis tombent en ruine. Difficultés au sujet de l'argent. Il y aurait eu des troubles à Annapolis-Royal. "B. M.," *add.* 19,070, fol. 39*b*

26 février. Philipps aux Lords du commerce. Il leur transmet une requête reçue de Marytown. C 2, "B. T. N. S.," vol. 3

(Il y a un duplicata, marqué C 7.)

5 mars, Paris. Pulteney aux Lords du commerce. Lettre relative à la Compagnie du Mississipi et à des Français qui s'établissent dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 454

(Titre seul; la lettre ne peut être retrouvée.)

2 avril, Boston. Mascarene à l'"Ordnance." Il attend un bon vent pour se rendre à Annapolis-Royal. "B. M.," *add.* 19,070, fol. 4

20 avril, Annapolis-Royal. Philipps à Mascarene. Lever le plan et réparer les ouvrages d'Annapolis-Royal. "B M.," *add.* 19,071, fol. 2

20 avril, Annapolis-Royal. Etat des artisans ou ouvriers qu'il y a dans les cinq compagnies du régiment de Philipps. Ces hommes avec leurs métiers sont indiqués par compagnie séparément. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 2

23 avril, Annapolis-Royal. Rapport fait par Mascarene sur l'état des défenses de la place, constatant qu'elles sont en ruine et qu'il faut les refaire, ce qui ne sera possible que lorsque le plan exact en aura été levé et communiqué au bureau de l'artillerie. On pourrait cependant en conserver telles parties en les réparant. Il demande des hommes, des outils, etc. A la fin, note de Philipps, disant: "J'approuve ce rapport, mais je n'entends imposer au gouvernement que les dépenses absolument nécessaires pour mettre la place en état de défense." "B. M.," *add.* 19,071, fol. 2

28 avril, Annapolis-Royal. Avis aux entrepreneurs d'envoyer à Mascarene leurs soumissions pour la fourniture du bois en grume. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 3

7 mai, Annapolis-Royal. Offre de Joseph Jennings et Samuel Green de fournir le bois en grume nécessaire. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 36

13 mai, Annapolis-Royal. Ordre par Mascarene au lieutenant John Washington, de livrer une tente à Greene, pour être employée dans la forêt, pendant la coupe du bois destiné aux ouvrages de la place. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 3*b*

20 mai, Annapolis-Royal. Commande de clous sur une réquisition de Washington. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 4

26 mai, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. Il est arrivé à la mi-avril. Il envoie un compte rendu de ses actes. La garnison est au complet, mais les fortifications en aussi mauvais état que possible. Détails. Il a ordonné des réparations, contrairement au règlement du "Board of Ordnance." Arrivée d'un prêtre du district avec 50 jeunes gens. Les habitants refusent de prêter le serment d'allégeance, disant que Nicholson leur a permis de rester sujets français, et de plus, qu'ils redoutent les sauvages. Absence de pouvoir pour les soumettre de force. Philipps fait porter une proclamation dans le haut de la rivière avec une lettre; elles seront lues par le prêtre à une assemblée qui sera convoquée à cet effet. Il a fait choix d'un conseil; noms des membres dont il l'a composé. Ce conseil a arrêté d'inviter par lettres les habitants français à envoyer des députés. Proclamation adressée aux habitants des Mines et de Chignectou. Le prêtre d'Annapolis serait allé aux Mines consulter les autres. Arrivée de députés. Récit très détaillé des délibérations, du refus par les députés de prêter le serment, etc. Sur ce pied-là, ils pourront se montrer soumis tant que les deux couronnes seront alliées; mais s'il survenait une rupture, ils deviendraient nos ennemis. Point d'espérance d'un changement, à moins que les prêtres actuels ne soient rappelés et remplacés par d'autres. Nécessité de veiller à ce que le gouverneur du Cap-Breton n'entretiennent pas de correspondance secrète avec les Français et les sauvages, les sauvages surtout, capables de tout le mal imaginable. Philipps

1720.

se propose de faire venir 200 Mohawks de New-York. Probabilité qu'il y a que les Français percent les digues et submergent les Mines en partant. Qu'il serait impolitique de laisser vacantes toutes ces fermes. Il a écrit à Terre-Neuve pour en inviter les habitants à venir s'y placer. Acte de soumission signé par les députés des établissements sur la rivière Annapolis, mais à condition de ne point prendre les armes contre les Français. Il suggère de leur demander qu'ils s'obligent à combattre les sauvages, s'ils en étaient requis ; " à vivre tranquillement et doucement " dans leurs maisons, à ne point accueillir ou assister d'aucune façon les " ennemis du roi, à reconnaître les droits de S. M. sur ces pays, rendre " obéissance à son gouvernement, et tenir leurs terres en tenure nouvelle " du roi, au lieu des seigneurs, qui sont à présent au Cap-Breton, où il faut " payer les redevances." Il conseille de coloniser la côte orientale, ce qui rendrait le possession du pays profitable à l'Angleterre, quand elle est encore une charge pour elle. C 9, " B. T. N. S.," vol. 3

(Les 17 pièces mentionnées dans la lettre sont marquées C 10.)

28 mai, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Il rend compte de ses affaires avec le lieutenant John Washington. Ses opérations d'argent, etc. Service médical pour les artilleurs. Etat du train de campagne. On est réduit à troquer, etc., faute de numéraire. Avantage qu'il y a à employer des hommes de la garnison aux travaux de réparation. Défenses en ruine. Le mauvais temps est cause qu'il n'a pu faire un rapport plus complet. " B. M.," *add.* 19070, fol. 41

30 mai, Annapolis-Royal. Ordre de livrer des tuiles à un maçon, pour la cheminée du général. " B. M.," *add.* 19,071, fol. 4*b*

13 juin, Annapolis-Royal. Divers ordres de fournitures de matériaux pour les travaux en cours, du 1er juin à la date en marge. B.M., " *add.* 19,071," fol. 4 4*b*

13 juin, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Il lui adresse un état estimatif des réparations. Observations sur les comptes du lieutenant Washington. Les habitants français n'ont pas encore prêté le serment. " B.M. ", *add.* 19,070, fol. 43

18 juin, Whitehall. Arrêté du conseil qui renvoie aux lords du commerce et de l'amirauté une demande de concession de terres par sir Alexander Cairnes. C 24, " B. T. N. S. ", vol. 3

(Duplicata dans le vol. 32, p. 498.)

21 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Ils sont fâchés d'apprendre qu'il ait été retenu dans la Nouvelle-Angleterre, car ils avaient compté que sa présence à Annapolis améliorerait la situation des choses, surtout en ce qui était des Français du Cap-Breton et de la pêche pratiquée par eux à Canceau. Ils espèrent que ceux-ci n'ont pas menacé de se saisir des bâtiments du roi, comme on le disait. Ils communiqueront aux " Lords Justices " ses rapports, et conseilleront d'envoyer un arpenteur chargé d'arpenter les terres pour les établissements. Ils feront aussi rapport sur la proposition de transporter les troupes de Plaisance à Annapolis. L'amirauté a ordonné l'envoi d'un sloop ; et la trésorerie, l'envoi de présents aux sauvages. Les terres situées entre la Nouvelle-Ecosse et la Nouvelle-Angleterre sont hors de son gouvernement. Il lui faut donner avis de toute concession de terres de la Nouvelle-Ecosse. Les limites ne sont pas encore réglées avec les Français. Selon eux, voici quelle doit être la délimitation : " Toute la terre et toutes les îles comprises dans les limites suivantes, savoir: depuis l'embouchure de la rivière Sainte-Croix (à ou près la baie de Fundy) jusqu'au haut de cette rivière, dans la direction du nord ; de là, par terre, à la source de la rivière Moy (qui tombe dans le fleuve Saint-Laurent) ; de là, descendant les dites rivières May et Saint-Laurent, au cap Roas ; de là, vers le sud, par le détroit de Canso, puis vers le sud-ouest, au cap de Sable, et de là jusqu'à la rivière Sainte-Croix. " " B. T. N. S.", vol. 32, p. 464

1720.

29 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices". Ils leur transmettent un extrait sommaire d'une lettre de Philipps et recommandent ses propositions. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 467

6 août, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. Il exécutera les instructions concernant la culture du chanvre et la fabrication du goudron, aussitôt que l'état de la province le permettra. "C 22, "B. T. N. S.", vol. 3

Incluses. Lettre sans date, dont il y a une analyse à C 21.

Lettre de Saint-Ovide à Philipps, Louisbourg 8 juin. Il le complimente sur sa nomination; défend les habitants français contre les accusations portées contre eux; et demande qu'ils aient plus de temps pour régler leurs affaires, etc.

(Duplicatas des lettres de Philipps dans le vol. 32, p. 486.)

9 août, Whitehall. Delafaye aux Lords du commerce. Il leur transmet une lettre et des papiers de Philipps, ainsi que d'autres pièces. C 8, "B. T. N. S," vol. 3

La lettre transmise est datée du 26 mai (C 9); les pièces sont marquées C 10. Il y a, dans le vol. 32, p. 471, un duplicata de la lettre, suivi de la liste des pièces.

18 août, Annapolis-Royal. Etats estimatifs de dépenses, ordres de fournitures de matériaux, etc., du 11 avril à la date en marge. "B. M.", *add.* 19.071, fol. 4*b*-6*b*

18 août, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Il leur rend compte d'affaires pécuniaires. "B. M.", *add.* 19,070, fol. 43

19 août. Annapolis-Royal. Le même à Washington. Il lui demande de transmettre ses comptes pour examen, avec une note de l'argent en caisse, afin qu'il sache quelle somme reste à dépenser. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 6*b*

21 août, Londres. Mémoires de Vetch sur les frontières, le commerce, la population, etc., de la Nouvelle-Ecosse. C 23, "B. T. N. S.", vol. 3

(Le vol. 32, p. 493, contient ce titre.)

27 août, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Manière dont Washington tient la comptabilité du service d'artillerie. "B. M.", *add.* 19,070, fol. 44*b*

30 août, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Mention d'une pièce intitulée: "Représentations sur l'état de défense de la Caroline et de la Nouvelle-Ecosse, avec un projet d'instructions pour un gouverneur de la Caroline." "B. T. N. S.", vol. 32, p. 472

(La lettre, suivie des instructions, se trouve dans le vol. 25, série *South Carolina*. Les instructions, très volumineuses, ne sont relatives qu'à la Caroline. La lettre contient deux paragraphes sur les moyens de défense de la Nouvelle-Ecosse, commençant six lignes avant la fin de la p. 39 et se continuant à la page 40; mais il n'en est point parlé dans les instructions. Une lettre de Delafaye, du 1er septembre, informe le Bureau que les papiers ont été mis sous les yeux des lords juges. Cette dernière est parmi les documents concernant les îles de Bahama, sous la marque A 45 x 46, dans le vol. 1 de cette série.)

30 août, Paris. Pulteney aux Lords du commerce. Il leur adresse une note où il raconte sa conférence avec l'archevêque de Cambrai au sujet des affaires de Canso. C 11, "B. T. N. S.", vol. 3

(La lettre, datée du 10 septembre, nouveau style, fut transmise aux lords du commerce le 8 septembre (C 12). Il y en a un duplicata dans le vol. 32, p. 473, mais daté du 20 septembre.)

7 septembre, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Il ne trouve que 20 bonnes pierres à fusils en magasin, avec 246 petites. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 7*b*

8 septembre, Whitehall. Delafaye aux Lords du commerce. Il leur transmet des extraits de lettres de Sutton et de Pulteney, relatifs aux pêcheries de Canso. Les bonnes cartes de la côte manquent. On doit s'en procurer, que l'on enverra. C 12, "B. T. N. S.", vol, 3

1720.

Après cette lettre viennent les extraits C 13 et C 14.

(La lettre C 11 ne paraît pas être officielle ; les extraits susmentionnés le sont tout à fait. Le vol. 32, à p. 473, contient un duplicata de la lettre de Delafaye, et à p. 474, la liste des extraits.)

13 septembre, Whitehall. Delafaye aux Lords du commerce. Il leur transmet une pétition de Hiriberry, avec des papiers, au sujet de la saisie de ses bâtiments au large des îles Canso. C 16, "B. T. N. S.", vol. 3

Incluses. Délibération du Conseil sur la relation par le capitaine Smart de la saisie des navires, et ordre de les restituer à Smart, qui en disposera comme il le jugera à propos. C 17

Lettre de Pulteney : contestations sur la position de l'île de Canso, et comment il se propose d'agir. C 18

(Il y a, dans le vol. 32, p. 477, un duplicata de la lettre de Delafaye, et le titre de l'une des incluses est donné à la p. 478 du même volume.)

15 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Ils ont examiné la question des pêcheries françaises à Canso. Les îles, au dire de Nicholson, de Vetch et de Capon, ne sont pas dans le fleuve ou le golfe Saint-Laurent ; mais ils n'ont pu avoir de bonnes cartes, et le capitaine Smart, qui s'est saisi des bâtiments français, n'est pas ici. Ils expriment l'avis que quelqu'un de compétent soit chargé d'aller faire des cartes exactes, et suggèrent d'envoyer Capon près de Pulteney à Paris pour la durée de la discussion. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 474

15 septembre, Whitehall. Delafaye aux Lords du commerce. Il leur transmet des extraits d'une lettre de Sutton, avec un mémoire de l'archevêque de Cambrai concernant la propriété des îles de Canso. La décision du régent, communiquée par l'archevêque, est que ces îles appartiennent à la France, aux termes du traité d'Utrecht. C 15, "B. T. N. S.", vol. 3

(Le vol. 32, p. 476, contient un duplicata de cette pièce.)

15 septembre, Annapolis-Royal. Ordres de livraisons de matériaux, etc., du 25 août à la date en marge. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 6*b* et 7

16 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Acheter 1,000 pierres à fusils aux traiteurs "B. M.", *add.* 19,071, fol. 7*b*.

23 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Sa dépêche du 26 mai a été reçue et transmise aux "Lords Justices," qui vont sans doute donner leurs instructions. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 478

27 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Il lui transmet des propositions tendantes à la colonisation de la Nouvelle-Ecosee. "B. M.", *add.* 19,070, fol. 43

27 septembre, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. Attaque de bâtiments de pêche par les sauvages. Les habitants français et les Français sont ennemis du gouvernement et les sauvages ne sont que leurs instruments. Il envoie des papiers relatifs aux attaques, et qui montrent à quel point les Français du Cap-Breton ont trempé dans cette affaire. Il a tenté tous les moyens de se concilier les sauvages, mais ne pourra y réussir tant que les prêtres leur donneront l'absolution sous la condition d'être toujours ennemis des Anglais. Il transmet le procès-verbal d'une conférence tenue avec les sauvages de la rivière Saint-Jean. Si le bâtiment de guerre, sur la station de la Nouvelle-Angleterre, avait été à Canso, Philipps croit que le dommage aurait été empêché. Massacre de l'équipage d'un sloop de traite par les sauvages aux Mines, sans que les habitants aient cherché à s'y opposer. Le gouvernement est trop faible pour atteindre les coupables. Philipps a convoqué une assemblée pour consulter sur les moyens d'y remédier. Les habitants sont également résolus à ne point prêter le serment et à ne point quitter le pays, se flattant que les affaires du roi y seront toujours dans cet état de délaissement. Il envoie une note particulière sur la population et l'état de la province ; une copie de la

1720. réponse du gouverneur du Canada à sa proposition de charger des commissaires du règlement des limites; et aussi les procès-verbaux de son conseil. Les Français font leurs établissements par le moyen de compagnies privées. Il serait bon de faire comme eux. Réponse des habitants français des Mines; son ton jésuitique. Ils rejettent tout sur les sauvages. Leur insurbordination. Il faut s'assurer immédiatement du pays; plus on tardera à prendre ce parti, plus le succès sera difficile.
C 25, "B. T. N. S.", vol. 3

Liste des papiers accompagnant la lettre. C 26
Pièces relatives aux attaques sur les bâtiments de pêche. C 27
Instructions à Armstrong et lettre au gouverneur du Cap-Breton. C 28
Compte rendu d'une conférence avec les sauvages. C 29
Déposition de John Alden, capitaine du sloop *Two Brothers*, pillé aux Mines. C 30
Lettre de Philipps aux députés des Mines concernant le pillage du bâtiment d'Alden. C 31
Réponse des sauvages à l'accusation d'avoir pillé le bâtiment d'Alden. C 32

Réponse de Vaudreuil à la proposition de nommer des commissaires chargés du règlement des limites: il n'a pas encore eu d'instructions à cet effet. C 33
Représentations du gouverneur et du conseil sur l'état de la Nouvelle-Ecosse. C 34
Opinion des principaux officiers de la garnison d'Annapolis sur l'état de la Nouvelle-Ecosse. C 35
Procès-verbaux du conseil du 25 avril au 5 septembre 1720. C 36
Description de la Nouvelle-Ecosse par Mascarene. C 37
Requêtes de Henshaw, après le pillage de ses bâtiments de pêche. C 38
(Le vol. 32, p. 500, contient un duplicata de la lettre, et, à pp. 511-512, la liste des pièces qui l'accompagnaient.)

28 septembre, Annapolis-Royal. Ordre à Washington de délivrer 56 livres de ferraille à Weston et en tenir compte. "B. M." *add.* 19,071, fol. 7*b*

29 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Il lui demande le compte des munitions, outils, etc., à lui transférés par Burgess, indiquant l'emploi qui en a été fait depuis, pour transmission au bureau de l'artillerie.
"B. M.", *add.* 19,071, fol. 7*b*

5 octobre, Annapolis-Royal. Le même au même. Il livrera le reste des matériaux qu'il a eu ordre de fournir aux charpentiers. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 7*b*

5 octobre, Paris. Pulteney aux Lords du commerce. Contestation au sujet de la position des îles de Canso. On devrait se borner à prétendre d'une manière générale qu'elles ne sont pas dans le fleuve ou le golfe Saint-Laurent, etc.
"B. T. N. S.," vol. 32, p. 482

6 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Ils ont pris connaissance de la pétition de Hiriberry et réitèrent l'avis donné dans la lettre du 5 juin 1719 (p. 411). Le roi ayant ordonné de rendre les bâtiments au capitaine Smart, ils ne voient pas comment les intentions favorables des lords juges pourraient s'effectuer à l'égard de Hiriberry, autrement qu'en lui donnant une indemnité en argent.
"B. T. N. S.," vol. 32, p. 479

14 octobre, Londres. Archibald Cumings aux Lords du commerce. Il leur communique un compte rendu de la saisie de bâtiments de pêche sur la côte de la Nouvelle-Ecosse par des sauvages et des Français. Trois hommes tués. Des Français mêlés à l'affaire ont été pris prisonniers et conduits à Annapolis. Dans les établissements de l'est, les sauvages, à l'instigation des prêtres français, tuent les bestiaux et pillent les maisons, forçant les habitants de se réfugier dans les lieux occupés par une garnison. Sans protection suffisante, impossible de continuer les établissements et les pêches. Si on

1720.

n'oblige pas les missionnaires français à s'en aller du pays, la population ne pourra vivre en paix. C 19 "B. T. N. S.," vol. 3

(Duplicata dans le vol. 32, p. 483.)

18 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Relativement aux représentations de Cumings, ils sont d'avis que restitution lui soit faite et aux autres, avant de faire droit à Hiriberry, comme ils l'avaient proposé. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 484

21 octobre. Mémoire du capitaine Benjamin Young, concernant la côte de la Nouvelle-Ecosse, ses havres, pêcheries, etc. Empiétements des Français. Young se propose de bâtir un fort sur l'île King-George, ci-devant île de Canso. Il demande qu'on lui donne un navire de guerre dans ce parage, et voudrait avoir un petit bâtiment à sa disposition. C 20, "B. T. N. S.," vol. 3

(La pièce n'est pas datée. Elle fut reçue le jour indiqué en marge. Titre mentionné dans le vol. 32, p. 485.)

21 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Propositions pour fortifier Annapolis-Royal, etc.; suivies d'explications. "B. M." *add.* 19,070, fol. 45*b*

24 novembre, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. Il leur adresse des duplicatas de lettres précédentes, avec des pièces supplémentaires concernant les affaires de Canso, où il a envoyé une compagnie qui y passera l'hiver. Il joint à ces papiers des lettres des sauvages, lesquelles témoignent que leur désir serait de garder la paix, si les prêtres les laissaient faire. Chaque jour lui apporte une nouvelle preuve de la nécessité de montrer aux habitants que cette province est terre britannique; jusque-là, ils ne prêteront point le serment d'allégeance ni ne quitteront les lieux. L'ingénieur transmet les plans et estimatifs des forts projetés. La dépense n'excèdera pas £3,000. C 39, "B. T. N. S.," vol. 3

Liste des papiers accompagnant cette lettre. C 40

Lettres de sauvages. C 41

James Calbey à Philipps. Il le remercie de son obligeance. Il laissera des hommes pour renforcer la garnison. C 42

Reçu de livraison de cinq prisonniers français à reconduire à Canso. C 43

Requête d'intéressés en la pêcherie de Canso, avec le compte des pertes qu'ils y ont éprouvées du fait des Français et des sauvages. C 44, C 45

(Le vol. 32, p. 512, contient un duplicata de la lettre et le titre des pièces jointes à cette lettre.)

14 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Craggs. Il leur transmet la copie d'une lettre de Philipps (V. pièces C 21, C 22, sous la date du 6 août) pour qu'elle soit mise sous les yeux du roi. Ils pressent d'envoyer des forces suffisantes pour suppléer aux défections des habitants français. "B. T. N. S.," vol. 32, p. 494

14 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Ils ont transmis aux lords juges et au secrétaire Craggs ses lettres, avec l'avis qu'on devrait envoyer des forces suffisantes pour suppléer à la défection des habitants français; qu'un petit bâtiment de guerre devrait être stationné à la Nouvelle-Ecosse, et qu'on l'autorise (Philipps) à louer un petit sloop pour la défense de la côte. Il est bien à craindre que les habitants français ne soient jamais des sujets soumis tant que le gouverneur français et les prêtres conserveront leur influence sur eux. Pour cette raison, les lords du commerce sont d'avis de les faire partir aussitôt après l'arrivée de forces suffisantes; mais, en attendant, il faudrait les détromper au sujet de leur religion, qu'il leur serait assurément permis d'exercer s'ils restaient. L'envoi de présents pour les sauvages est ordonné. Les lords accusent réception des renseignements sur le commerce. "B. T. N. S.", vol. 32, p. 495

17 décembre, Whitehall. Rapport de conseil sur une pétition de William West et autres, demandant une concession de terres entre la Nouvelle-Ecosse et la Nou-

1721. velle-Angleterre. Déposé devant les lords du commerce le 25 novembre 1729. C194, " B. T. N. S.", vol. 5

13 janvier, Whitehall. Arrêté du conseil relatif à la pétition de la " South Sea Company," demandant la concession de la portion française de Saint-Christophe, de la Nouvelle-Ecosse, etc. " B. T. N. S.", vol. 32, p. 499

(Titre seulement. L'arrêté est parmi les pièces concernant les Iles sous le Vent, dans le vol. 16, sous la marque Q15, avec la pétition. Une lettre convoquant les directeurs de la " South Sea Company " se trouve dans la même série, vol. 52, p. 461 ; la réponse datée du 18 janvier, dans le vol. 16, sous la marque Q16.)

14 janvier, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Il appelle son attention sur les propositions pour la colonisation de la province, etc., qui sont contenues dans son Essai. Il ne va pas au delà des instructions qu'il a reçues. Il apprend que le sloop pour les opérations hydrographiques va se construire à Boston. " B. M.", *add.* 19,071, fol. 48*b*

17 février, Annapolis-Royal. Ordres de livraisons de matériaux, etc., pour les travaux en cours, du 24 octobre 1720 à la date en marge. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 7*b*-48*b*

24 février, Whitehall. Townshend aux Lords du commerce. Il leur envoie un extrait d'une lettre du capitaine Purvis, du *Dursley*, bâtiment de S. M., relative à un établissement français sur l'île Saint-Jean. La lettre est suivie de l'extrait. C46, "B. T. N. S.", vol. 3

(Analyse dans le vol. 33, p. 1.)

26 février, Whitehall. Townshend aux Lords du commerce. Il leur envoie, pour examen et rapport, une copie de lettres de Philipps et de leurs incluses. C 58, " B. T. N. S.", vol. 4

Incluses. Philipps aux Lords du commerce, 26 et 27 septembre et 24 novembre 1720, sous les cotes C59 et C60 ; ces pièces sont des duplicatas de celles marquées C25 et C39, dans le vol. 3, et mentionnées précédemment à leurs dates respectives. Le vol. 33, p. 12, contient la liste de la lettre et de ses incluses.)

27 février, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Le canonnier qui apporte le mot d'ordre le soir est souvent ivre. Comment les mots d'ordre, rapports, etc., doivent être apportés ; devoirs du sergent d'ordonnance. " B. M.", *add.* 19,071, fol. 8*b*

14 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Townshend. Ils ont reçu sa lettre du 24 février et questionné Purvis au sujet de l'établissement français. Ils ont eu de Philipps aussi des informations. Danger qu'offrirait la force croissante des établissements français en cas du rupture. A l'égard de l'île Saint-Jean (aujourd'hui île du Prince-Edouard), il appert de l'article 13 du traité d'Utrecht qu'elle appartient à la France. Mais vu la difficulté que les Français font de délimiter les frontières et leurs empiétements sur les terres et les îles de S. M., ne serait-il pas à propos de s'attacher aux termes généraux de l'article 12, pour prétendre que l'île Saint-Jean est une dépendance de la Nouvelle-Ecosse. " B. T. N. S.", vol. 33, p. 1

19 mars, Annapolis-Royal. Ordres (3 et 19 mars) de livraisons de matériaux, etc. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 8*b* et 9

30 mars, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Il désire savoir ses raisons, s'il en a, de refuser de venir chez lui (Mascarene) pour se consulter sur des affaires de service, comme vient de le lui dire son ordonnance. Il veut aussi une réponse par écrit à sa demande d'un état des munitions, etc., en magasin. " B. M.", *add.* 19,071, fol. 9

30 mars, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Le rapport de l'ordonnance est faux. Une indisposition l'empêche de passer chez lui. " B. M.", *add.* 19,071, fol. 9

3 avril, Annapolis-Royal. Philipps à Mascarene. Il lui transmet une liste des matériaux demandés par Armstrong pour mettre Canso en état de défense. Cette liste est dans la lettre. " B. M.", *add.* 19,071, fol. 9*b*

1721.

Réponse du même jour, avec observations sur les objets demandés. Le bureau de l'artillerie a défendu de faire des travaux neufs ; mais, par rapport à Canso, il viendra probablement dans un mois, des instructions qui diront s'il faut fortifier cet endroit et par conséquent fournir les matériaux nécessaires. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 10

4 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Il lui demande formellement de lui écrire pourquoi il (Washington) ne rend pas compte de ses dépenses et des existences en magasin, après en avoir été si souvent requis.
"B. M.", *add.* 19,071, fol. 11

7 avril, Annapolis-Royal. Instructions à Dyson, bombardier, données par Mascarene et contresignées par Philipps, d'avoir à se rendre à Canso pour le service de S. M.
"B. M.", *add.* 19,071, fol. 11

13 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Philipps. Il se plaint de ne pouvoir obtenir d'états et de comptes de Washington, garde-magasin, pour les transmettre au bureau de l'artillerie, suivant les instructions, et lui demande de faire faire une enquête. "B. B.", *add.* 19,071, fol. 11*b*

Le 14, il y eut enquête, et Washington reçut l'ordre de préparer ses comptes et de les envoyer à l'ingénieur (Mascarene).
"B. M.", *add.* 19,071, fol. 11*b*

19 avril, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Il ne peut aller chez lui, étant malade, mais il lui envoie ses livres. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 12*b*

19 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Il est peiné de le savoir malade. Lui envoyer les livres n'était pas répondre à sa demande. Il explique minutieusement comment préparer les comptes.
"B. M.", *add.* 19,071, fol. 12*b*

22 avril, Annapolis-Royal. Le même au Bureau de l'artillerie. Il a eu des comptes de Washington. Eboulement d'une partie de la courtine des anciens ouvrages, Construction du sloop destiné au service provincial. Les habitants français sont impatients de connaître leur sort. Il recommande la promotion de Dyson, bombardier, envoyé à Canso.
"B. M.", *add.* 19,070, fol. 47*b*

26 avril, Annapolis-Royal. Ordre de livrer des clous à un charpentier et en tenir compte.
"B. M.", *add.* 19,071, fol. 13

27 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Négligence du tonnelier, l'an passé, par rapport à l'embarillage de la poudre. Dépenses considérables sans production de pièces justificatives. Comment faire la réquisition de nouveaux matériaux. Il lui demande de passer chez lui (Mascarene) pour comparer les comptes. et d'apporter les justifications. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 13

29 avril, Londres. Benjamin Young aux Lords du commerce. Il espère qu'ils auront été contents de l'esquisse de carte de la Nouvelle-Ecosse qui leur a été transmise. Il les prie de recommander sa nomination au commandement de l'un des petits bâtiments qui se construisent.
C 47. "B. T. N. S.", vol. 3

5 mai, Annapolis-Royal. Ordres (1er et 5 mai) de livraisons de matériaux.
"B. M.", *add.* 19,071, fol. 13*b*

6 mai, Annapolis-Royal. Ordre par Philipps d'aller chercher à Boston des matériaux pour les ouvrages, et de presser la construction et l'équipement du navire destiné au service hydrographique. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 13*b*

9 mai, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Au moment de partir pour Boston, il l'avertit de ne point faire de dépenses non prévues sans en avoir l'autorisation positive du gouverneur, exprimée par écrit, comme le veulent les instructions. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 14

10 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Burchett. Ils lui envoient un extrait d'une lettre de Benjamin Young, qui demande qu'on le recommande pour le poste de commandant d'un petit bâtiment qui sera chargé d'empêcher la contrebande. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 5

1721.

(La lettre de Young, dont provenait cet extrait, est à C 47, sous la date du 29 avril.)

10 juin, Canso. Pétition de Armstrong : il demande qu'on le dédommage de ses pertes. Détails, certificat de ses services. La pièce fut transmise de la trésorerie aux lords du commerce, par lettre du 21 mai 1722, signée de Lowndes, secrétaire de la trésorerie. C 61. " B. T. N. S.", vol. 4

Incluses. Pièces relatives aux réclamations de Armstrong, sous les marques alphabétiques suivantes :

A. Ordres et instructions de Philipps à Armstrong, août et novembre 1720.

B. Affidavits faits devant le colonel Gardner, juillet 1720.

C. Affidavits relatifs aux accusations de Armstrong et à ses pertes à Canso. 1720.

D. Deux certificats en faveur de Edward Howe.

E. Pièces concernant la pêcherie à Canso.

F. Observations sur le compte du colonel Armstrong.

G. Comptes du fort Philip, Canso, doit et avoir, pour 1721.

H. Factures et connaissements relatifs à Canso.

(Ces pièces sont enliassées sous la cote C 62. Liste dans le vol. 33, p. 18.)

12 juin, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Il lui communique un extrait d'une dépêche du " Board " de l'artillerie relatif aux sommes d'argent tirées par lui (Washington), dont les comptes devront être examinés. A l'avenir, celui-ci ne pourra tirer que juste l'argent nécessaire pour la subsistance des hommes. " B. M.", *add.* 19,071, fol. 14

14 juin, Boston. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Retards apportés à la construction du sloop destiné pour le service hydrographique et leur cause. " B. M.", *add.* 19,070, fol. 49

19 juin, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. Il leur envoie copie de lettres adressées au " Board of Ordnance " par le lieutenant Washington, de l'artillerie, et qui contiennent des accusations fausses et diffamantes contre lui (Philipps) et les autres officiers. C 48, " B. T. N. S.", vol. 4

Incluses. Copie des lettres de John Washington au bureau de l'artillerie, où il porte de graves accusations contre le gouverneur Philipps, les membres de son conseil, etc. C 49

Réponse de Philipps aux accusations (dix grandes pages d'une écriture serrée). C 50

Réponse de Doucett, lieutenant-gouverneur, et des officiers de la garnison aux mêmes accusations. C 51

Adresse du conseil à Philipps à l'occasion des accusations de Washington, " dans lesquelles, par une multitude d'assertions et insinuations mensongères des plus viles, il a impudemment cherché à outrager Votre Excellence et noircir son caractère et son administration, comme à nous diffamer nous aussi, qui avons l'honneur d'être du conseil de Sa Majesté, sans épargner les honorables officiers sous le commandement de Votre Excellence." C 52

" Affidavits du lieutenant-gouverneur, des capitaines et des officiers subalternes (de la garnison de S. M. à Annapolis-Royal en la Nouvelle-Ecosse) mentionnés dans les réponses ou ayant rapport aux représentations méchantes, diffamatoires et viles faites par voie détournée et d'une manière inexcusable, en Angleterre et ailleurs, contre Son Excellence le gouverneur Philipps et toute la garnison." C 53

Les affidavits ont trait à l'identité du livre de copies de lettres d'où avaient été tirées les copies des lettres C 49, et tendent à établir que le livre est celui qui a été repris à Washington et reconnu pour être le sien; à ces premiers sont joints d'autres affidavits par des soldats de la garnison, attestant que certaines accusations sont fausses.

Le vol. 33, p. 6, contient la liste de la lettre et de toutes ces pièces.)

1721.
1er juillet, Boston. Savage, secrétaire de la Nouvelle-Ecosse aux Lords du commerce. Que les accusations de John Washington ne sont pas dignes d'une réponse. Pour celle qui le regarde, qui est d'accabler les habitants français d'exactions, il dit n'avoir reçu que £3 sterling d'honoraires en toute l'année. quand déjà les registres, le papier, etc., lui avaient coûté £10, à son entrée en fonction. C 54, "B. T. N. S.", vol. 4

(Mention de la lettre de Savage dans la série "B. T. N. S.", vol. 33, p. 7.)

18 juin, Boston. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Mise à l'eau du bâtiment qui va être employé pour les opérations du levé côtier. Il prend passage sur son bord pour se rendre à Annapolis. Il contredit longuement les accusations de Washington contre lui. "B. N.", *add.* 19,070, fol. 49*b*

14 août, Annapolis-Royal. Le même à Washington. Il l'attend pour arrêter les comptes, etc. "B, M.", *add.* 19,071, fol. 41*b*

16 août, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Sa maladie aura probablement avant peu une terminaison fatale. Il demande que Clark, chargé de la tenue des livres, ait la permission de les mettre en état. "B.M.", *add.* 19,071, fol. 15

16 août, Annapolis-Royal. Mascarene au Bureau de l'artillerie. Il est arrivé le 7. Les pluies, qui ont été excessives, n'ont pas endommagé les ouvrages. Il n'a pas encore eu de réponse de Washington à propos des irrégularités relevées dans ses comptes. Approvisionnements. Deux autres compagnies vont être ramenées de Plaisance. "B. M.", *add.* 19,070, fol. 51

16 août, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. Reçu leurs dépêches. Point de changement dans la situation des affaires de la province. Il attend les résultats des délibérations de la métropole. Le gouvernement, à Boston, a reçu dernièrement une lettre insolente des sauvages assemblés de ce côté-là avec leurs prêtres. Ordre aux miliciens de se mettre sous les armes. La marche de ces troupes peut prévenir les tentatives hostiles. Arrivée du bâtiment chargé du relèvement de la côte ; mais il ne pourra être utilisé cette année. Philipps ira, cependant, à Canso, mais devra affréter un bâtiment pour le retour des troupes de Plaisance. Il se plaint de ne rien retirer des taxes, etc., pour les dépenses imprévues. Arrivée des présents destinés aux sauvages. Il n'en fera la distribution qu'à son retour de Canso. "C 55, "B. T. N. S.", vol. 4

28 août, Canso. Journal d'un voyage d'Annapolis-Royal à Canso, du 17 au 28 août. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 18

5 septembre, Canso. Philipps à Mascarene. A cause de l'importance de cet endroit, il a pris la résolution d'y passer l'hiver pour en encourager la colonisation. Ne recevant pas d'ordres du "Board" de l'artillerie, il a obtenu des contributions des trafiquants et des colons, lesquelles le mettent en état d'acheter les matériaux nécessaires pour la construction d'abris contre les ennemis et les intempéries des saisons. Les retranchements actuels sont exposés à être inondés, et n'offrent pas, d'ailleurs, de bons abris contre les mauvais temps. Il va choisir une meilleure position, et préparer des plans pour le logement de quatre compagnies, de manière que la place n'ait rien à craindre d'une attaque soudaine des Français et des sauvages. Il serait bon de nommer un directeur, en attendant que S. M. adopte des plans de moyens de défense meilleurs et permanents. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 15

Titre de cette lettre inscrit dans le vol. 33 de la série. "B. T. N. S.," p. 7

8 septembre, Whitehall. Rapport général sur les colonies et plantations. Pièce incluse dans une dépêche des lords du commerce à Carteret, du 25 mai 1722, V. cette dépêche.

13 septembre, Canso. Mascarene à Philipps. Il lui envoie un projet de travaux pour la défense et la sûreté de la garnison, avec un aperçu de ce que coûteraient les matériaux. Il a laissé plusieurs instruments, etc., à Annapolis-Royal. Il faut qu'il y retourne pour examiner les comptes de Washington, etc.

1721. Avant de partir, il emploiera bien son temps; mais il sera obligé de remettre l'achèvement du plan de défense à l'été prochain.
"B. M.," *add.* 19,071, fol. 15*b*

16 septembre, Canso. Philipps à Mascarene. Expédier d'Annapolis-Royal les matériaux qu'on ne peut se procurer à Canso. fol. 16

16 septembre, Canso. Le même au même. Il lui écrit de revenir d'Annapolis-Royal au printemps, parce qu'il va très probablement venir des ordres de fortifier Canso. fol. 16

16 septembre, Canso. Mascarene à Richardson. Il le charge de la surveillance des travaux à Canso. Ses devoirs. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 16*b*

21 septembre, Port Roseway Le même à Philipps. Il a pu se rendre jusqu'ici, depuis son départ de Canso le 19. fol. 19*b*

30 septembre, Annapolis-Royal. Journal de voyage de Canso à Annapolis-Royal. Continuation de la route depuis le port Roseway, d'où l'on est reparti le 22, jusqu'à Annapolis, où l'on est arrivé le 30 septembre. Journal signé, L. Armstrong, P. Mascarene et Cyprian Southac. fol. 20

1er octobre, Canso. Philipps aux Lords du commerce. Sa satisfaction de savoir que sa conduite est approuvée. Combien l'a surpris l'état florissant de Canso, qu'il attribue à la présence des troupes qui y ont été envoyées. Leurs voisins du Cap-Breton ont renoncé à parler de leurs droits et se contentent à présent de dire que c'est une terre neutre. Importance de Canso, non seulement pour la pêche mais aussi pour les établissements. De ce point les colons se répandront sur la côte. Progrès auxquels on peut s'attendre en faisant de Canso un port franc. La colonisation est retardée de tout le temps qui sera employé à exécuter le levé du plan des lieux. Il a fait de petites concessions de terre, etc.
C 57, "B.T.N.S." vol. 4

(Titre dans la série. "B. T.N. S.," vol. 33, p. 7)

3 octobre, Annapolis-Royal. Quantités approximatives de clous en magasin.
"B. M.," *add.* 19,071, fol. 17

9 octobre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Dyson ayant eu congé de venir à Annapolis-Royal, il faut envoyer quelqu'un du train à Canso pour y faire les fonctions de garde-magasin, etc. Il lui rappelle que ses comptes n'ont pas encore été présentés, et le requiert de produire ses dernières instructions. fol. 16*b*

10 octobre, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Il ne sait qui envoyer à Canso en remplacement de Dyson. Il se fait envoyer en ce moment les comptes et espère satisfaire dans quelques jours à cette partie de sa lettre. fol. 16*b*

11 octobre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Expédier des clous, etc., à Canso, et prendre reçu des livraisons. fol. 17

11 octobre, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Il enverra les clous; il avait cru qu'ils étaient destinés à servir aux réparations de cette place-ci. Il n'a pas vu le congé de Dyson. Il demande à Mascarene de choisir lui-même le remplaçant. fol. 17

12 octobre, Annapolis-Royal. Le même au même. Comme la saison est bien avancée, et qu'il reste fort peu de temps pour se préparer à aller à Canso, les canonniers demandent qu'aucun d'eux n'y soit envoyé avant le retour de l'été.
"B. M.," *add.* 19,071, fol. 17*b*

12 octobre, Annapolis-Royal. Le même au même. Compte des clous, etc., prêts à être expédiés à Canso. fol. 17*b*

23 octobre, Annapolis-Royal. Ordre de fournitures de clous, pour réparer les casernes, etc. fol. 17*b*

26 octobre, Annapolis-Royal. Mascarene au gouverneur Shute. La poudre laissée à Castle-William (Boston) sera employée à approvisionner les bâtiments de guerre. fol. 17*b*

1721.

23 octobre, Annapolis-Royal. Le même à Washington. Il lui demande des clous pour sa maison, qu'il lui rendra. fol. 21

27 octobre, "Customs." Carkesse aux Lords du commerce. Il leur envoie des extraits de papiers concernant le commerce des colonies et la répression du trafic clandestin, etc.; et y ajoute un extrait d'une lettre du receveur d'Annapolis. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 14.

(Ce vol. ne contient que les extraits. La lettre est parmi la série "Plantations General," vol. 10, sous la marque L 28; et l'incluse dans le même vol. sous la marque L 30.)

9 novembre, Annapolis-Royal. Ordres de livraisons de matériaux, du 27 octobre à la date en marge. "B. M.," *add.* 19,071, fol 21

15 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Il lui demande de nouveau ses comptes, etc. fol. 21*b*

16 novembre, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. La demande de lui communiquer ses instructions, le surprend; car il (Mascarene) n'a rien à y voir. Les comptes jusqu'au 1er octobre sont prêts. fol. 21*b*

18 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Doucett. Il demande de la literie pour la compagnie qu'il a ramenée de Plaisance l'an dernier. fol. 22

20 novembre, Annapolis-Royal. Rapport par Doucett sur le différend entre Mascarene et Washington. La pièce est intitulée: Faits principaux recueillis par moi dans une audience donnée au major Paul Mascarene, du génie, et au lieutenant John Washington, sur le sujet d'une lettre datée du 16 novembre 1721 et adressée par ce dernier au major. fol. 22*b*

24 novembre, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Il sollicite leur protection, et les prie de le recommander à la faveur de S. M. C 81, "B. T. N. S.", vol. 4

Incluses. Pétition de Doucett au roi pour être nommé lientenant-gouverneur de Canso. C 82

Certificats d'officiers et habitants d'Annapolis-Royal en faveur de Doucett. C 83

(Le titre de la lettre et ceux des incluses se trouvent dans la série "B. T. N. S.", vol. 33, p. 34.)

5 décembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Il faudra qu'il certifie par écrit le nombre de jours pendant lesquels il a employé le charpentier et le maçon à la visite des casernes, et il spécifiera aussi le nombre de journées de travail et la nature du travail des ouvriers et manœuvres employés en mai, juin, juillet, août et septembre. "B. M., *add.* 19,071, fol. 23

8 décembre, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. La literie demandée sera envoyée. Washington et Winnett, avec tous les bombardiers et canonniers, viendront demain à l'enquête sur les allégations contenues dans le mémoire de Washington. Il (Mascarene) y sera présent aussi. Il indique de petites réparations d'entretien à faire. fol. 23*b*

8 décembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Faire mettre une serrure au guichet, comme le demande Doucett. Il compte sur une réponse à sa lettre du 5 novembre. fol. 23*b*

8 décembre, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Il fera mettre une serrure au guichet, mais il n'y en a pas, pour l'heure, au magasin. Il aurait envoyé les comptes dès demain, s'il avait reçu ceux de Parr. fol 24

12 décembre, Annapolis-Royal. Le même au même. Le temps marqué sur les comptes du maçon et du charpentier peut leur être alloué. Le relevé des travaux exécutés, etc., depuis mai jusqu'à septembre, lui sera envoyé demain. fol. 24

14 décembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Le compte des travaux faits n'est pas suffisant. Il lui en indique les omissions et la façon dont il y faut suppléer. fol. 24

20 décembre, Annapolis-Royal. Le même à Doucett. L'argent que Winnett a eu ayant été obtenu de lui par Washington, il demande que ce dernier ait à fournir des comptes convenables, ce qu'il n'a pas encore fait. fol. 24*b*

1721.
22 décembre, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. L'examen des comptes de Washington ne pourra avoir lieu avant jeudi. Il voudrait que le lieutenant fût loin, car cet homme a causé depuis qu'il est ici plus d'embarras, qu'il n'y en avait encore jamais eu, par ses procédés inqualifiables. Fol. 24*b*

1722.
16 février, Annapolis-Royal. Ordres de livraisons de matériaux, 2, 14 et 16 février. Fol. 25

20 février. Pièce sans date, reçue le jour indiqué en marge. "Liste de tous les capitaines de bâtiments qui sont venus faire la pêche à Canso, lorsque l'honorable lieutenant-colonel Armstrong y commandait, en l'année 1721; indiquant aussi les noms, tonnage et nature de leurs navires, le nombre de leurs hommes, leurs ports d'attache, leurs armes, la quantité de poisson exportée, et à quels marchés; ainsi que de ceux en intention, par son moyen, de s'établir à Canso avec leurs familles pour le bien et encouragement de la dite habitation." A la fin de la liste sont des observations par Armstrong sur la valeur du "settlement," etc.
"B. T. N. S.", vol. 4; pièce sans marque, mais apparemment C 56
(Titre inséré dans le vol. 33, même série, p. 7.)

22 février, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Le fournil a besoin de réparations. Une partie du mur de sa propre cave s'est éboulée. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 25.

13 mars. Mascarene à Doucett. Remarques sur les comptes de Washington, avec une feuille de balance qui montre de combien il est redevable à l'"Ordnance." Fol. 25

17 avril, Canso. Philipps à Mascarene. Son désappointement parce qu'un autre canonnier ne vient pas remplacer Dyson. Les ordres sont donnés de finir la levé hydrographique l'été prochain. Il pourra donc espérer de le voir (Mascarene) quand la goélette reviendra. Fol. 26

17 a ril. Pétition de Vetch et autres pour avoir audience des lords du commerce au sujet de la concession de terre par eux demandée.
C 79, "B. T. N. S.", vol. 4
(V. aussi C 3, vol. 3, et C 93, vol. 4. Titre de la pétition dans le vol. 33. p. 32.)

23 avril, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Impossible de finir le relèvement de la côte orientale cet été, car il me fallait employer la goélette à transporter des provisions, etc. Demande de poudre. Y aura-t-il moyen d'en procurer ? "B. M.", *add.* 19,071, fol. 26
La lettre est accompagnée de la demande. Fol. 26*b*

24 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Celui-ci donnera l'ordre à un canonnier de se rendre à Canso et de se charger des poudres à envoyer. Fol. 26*b*

25 avril, Annapolis-Royal. Le même à Doucett. Sur l'information que Cosby lui a apportée au sujet du levé hydrographique, il attendra ici d'autres instructions. Etat sommaire des approvisionnements qui restent. Il y aura moyen de lui procurer les poudres demandées. Fol. 27

9 mai, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Argent dont est crédité Washington pour de la poudre qu'il a vendue. Il l'aurait fait arrêter, s'il n'y avait le cautionnement fourni par lui au bureau de l'artillerie. Peut-être aussi cet argent est-il un revenant-bon. Il donne ordre de réparer les brèches pour se garder des attaques. Fol. 27

19 mai, Annapolis-Royal. Doucett à Washington. Il lui défend de vendre de la poudre retirée des obus, ou de la regarder comme un revenant-bon, jusqu'à ce qu'il soit venu des instructions du bureau de l'artillerie. Fol. 27*b*

21 mai, Annapolis-Royal. Mascarene à Doucett. Il a adressé, suivant sa demande, les papiers au bureau de l'artillerie. A quelles conditions peuvent se faire les réparations des brèches. Les travaux ne pouvaient être exécutés, la première fois qu'ils ont été ordonnés, parce que l'hiver déjà commençait âprement. Fol. 27*b*

21 mai, Annapolis-Royal. Le même à Washington. Les travaux de réparations sont ordonnés. Que restera-t-il d'argent à valoir pour dépenses imprévues entre ses mains ? Fol. 28

1722.
25 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Carteret. Philipps insiste sur la nécessité de construire des forts pour la sécurité de la Nouvelle-Ecosse. Ils renvoient au rapport général du 8 septembre dernier, qui contient leur opinion sur ce sujet. Les pêcheries de Canso sont les meilleures qu'il y ait dans les possessions de S. M. Les Français y prétendent droit, et à leur instigation, les sauvages vont interrompre les opérations de pêche. Il faut donc, de toute nécessité, élever un petit fort à Canso, sans perdre de temps. "B. T. N. S.", vol. 33. p. 12.

(Le rapport général susmentionné est dans le vol. 33 de la série "B. T. Plantations General." Il y est parlé de toutes les "plantations," dans l'ordre suivant: Nouvelle-Ecosse, New-Hampshire, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Maryland, Virginie et Caroline. De Terre-Neuve et de la baie d'Hudson, leurs seigneuries disent: "Et quoique l'une et l'autre fassent partie des domaines de Votre Majesté dans l'Amérique du Nord, comme aucune d'elles cependant n'est constituée en colonie sous un gouvernement civil, ni ne se trouve contiguë à d'autres plantations de Votre Majesté sur le continent, nous n'en faisons pas autrement mention ici." Après l'introduction générale (p. 296) vient d'abord la description de la Nouvelle-Ecosse, depuis p. 297 jusqu'à p. 306; puis le New-Hampshire, pp. 307-312; Massachusetts-Bay, p. 313 à 325; Rhode-Island, p. 326 à 329; Connecticut, p. 329 (deux courts paragraphes); New-York, p. 330 à 335; New-Jersey, p. 336 à 338; Pensylvanie, 339 à 344; Maryland, 345 à 350; Virginie, 351 à 356; Caroline, 357; du Nord, p. 358 à 360; du Sud, 361 à 363. Outre les détails sur chaque colonie, il y a ces considérations d'ensemble; "Importance du commerce des plantations" (p. 374 à 388); "Moyens de protéger, améliorer et agrandir les possessions de Votre Majesté en Amérique (p. 403 à 411); "Des populations sauvages" (412 à 418); "Du gouvernement des plantations" (419 à 431). Il y a, inséré entre le chapitre sur le "commerce des plantations" et celui des "moyens de protéger," etc., un exposé de la position des Français sur le Mississipi, p. 389 à 402. Vu l'importance de ce rapport considéré dans son ensemble, la nature des considérations générales qu'il contient, il mériterait d'être copié en entier.)

5 juin, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. En conséquence de la dernière dépêche reçue du Bureau de l'artillerie, il révoque l'ordre de réparer les brèches. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 28*b*.

6 juin, Annapolis-Royal. Le même au même. Pour justifier son ordre d'exécuter les réparations, il désire qu'il soit fait un examen de l'état où se trouvent les magasins, les casernes et les murailles. Fol. 28*b*

6 juin, Annapolis-Royal. Ordre de livraison de matériaux. Fol. 28*b*

6 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. La dépêche relative aux attaques faites sur les pêcheries par les sauvages, à l'instigation des Français, a été mise sous les yeux du roi. Le bureau de l'artillerie enverra des hommes et des matériaux pour la construction de forts, aussitôt qu'il en aura eu l'ordre. En attendant, une dépêche adressée à Carteret lui dira que la nécessité d'en bâtir un à Canso est urgente. Remarques sur les accusations du lieutenant Washington. Leurs seigneuries ont appris avec plaisir qu'il (Philipps) possède enfin un bâtiment pour les opérations hydrographiques. Il aurait dû adresser à la trésorerie ses représentations sur le besoin de taxes pour subvenir aux dépenses imprévues. Arpentages avant les concessions de terre. Leurs seigneuries se réjouissent de savoir que Canso est florissant, mais voudraient qu'il explique ce qu'il entend par "port franc." En colonisant les petites îles autour de Canso, il eu soin, sans doute, d'établir que la pêche resterait libre pour les sujets de Sa Majesté. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 14.

1722.

3 juin, Annapolis-Royal. Ordre de livraison de matériaux. Fol. 28*b*

15 juin, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. A cause des hostilités des sauvages et de la nouvelle qu'ils auraient dessein d'attaquer ce poste, il lui demande de tout préparer pour la défense. Les membres du conseil se réuniront deux fois par jour. Fol. 28*b*

29 juin, Annapolis-Royal. Le même aux Lords du commerce. Déprédations commises par les sauvages, de connivence avec les habitants français. Si les sauvages parviennent à entraver le trafic dans la baie (Annapolis), les trafiquants français passeront par la baie Verte. Envoi de pièces relatives aux pillages. C 63, "B. T. N. S.," vol. 4

Incluses. Rapport de Hibbert Newton, receveur des douanes, racontant comment des sauvages se sont saisis de lui dans un établissement français. C 64

Déclarations des capitaines des bâtiments *Prosperity* et *Dove*, qu'ils ont été pillés par des sauvages. C 65

Brouillon du discours que Doucett tiendra aux sauvages au cas où ils lui enverraient une ambassade. C 66

(Titres de la dépêche et de ses incluses dans le vol. 33, p. 21.)

30 juin, Whitehall. Les Lords de commerce au "Lord Advocate" (procureur général) d'Ecosse. Ils lui envoient une copie de la concession de la Nouvelle-Ecosse à sir William Alexander et lui demandent de la faire conférer sur l'original, etc. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 18

2 juillet, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Il leur transmet une plainte de Winnett qui aurait été pillé, et une lettre du prêtre missionnaire, qui agit ici à sa guise, sans s'adresser au gouverneur ni au lieutenant-gouverneur. Faux fuyants employés par les prêtres, niant de s'être mêlés des attaques exécutées par les sauvages, quoiqu'une bonne partie des objets pillés fussent dans la chapelle de Gaulin quand celui-ci est venu dire la messe aux sauvages. Disputes entre les sauvages pour le partage du butin. Il (Doucett) y a mis fin en s'assurant parmi eux de vingt-deux otages. L'accusation qu'il a été l'agresseur est fausse. Sans la nouvelle apportée par le receveur des douanes, lui-même serait tombé, pendant qu'il pêchait, entre les mains des sauvages. C 67, "B. T. N. S.," vol. 4

Incluses. Copies des lettres mentionnées. C 68 à C 71

(La liste s'en trouve dans le vol. 33 de la série "B. T. N. S.," p. 21.)

12 juillet, Canso. Philipps à Mascarene. Il a eu avis que les sauvages méditeraient une attaque. Etat de ruine des défenses, qu'on n'a pu réparer en raison des ordres du "Board" de l'artillerie. Dans les circonstances, il prend sur lui d'ordonner les réparations urgentes et il écrit officiellement à cet effet. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 29

L'ordre est à la suite de cette lettre. fol. 29 *b*

10 août, Canso. Plainte adressée à Armstrong par les trafiquants à Canso, sur le mauvais état du fort et le danger où l'on est de perdre les pêcheries, faute d'aide de la métropole. C 74, "B. T. N. S.," vol. 4

Autre représentation sur le même sujet. C 75

(Le vol. 33, pp. 28-29, contient des analyses de ces plaintes.)

10 août, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils ont pris connaissance des réclamations d'Armstrong, etc., et sont d'avis qu'il devrait être remboursé de ses pertes et recevoir une récompense de ses services. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 19

1er septembre, Annapolis-Royal. Ordres de livraisons de matériaux, 20 juin à la date en marge. "B. M.," *add.* 19,071, fol. 29

1er septembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Washington. Vu les circonstances, il ne serait pas, selon lui, excusable de désobéir aux ordres du gouverneur. fol. 30

4 septembre, Edimbourg. Le "Lord Advocate" d'Ecosse aux Lords du commerce. La copie de la concession faite à sir William Alexander, qu'il lui ont envoyée,

1722.

n'est pas conforme à l'original; mais celui qui a la garde du document refuse d'en fournir une copie exacte sans ordre du "Lord Clerk of the Register," probablement à cause des droits exigibles.

C 76, "B. T. N. S.," vol. 4

Une copie imparfaite de l'acte de concession accompagne la lettre.

Autre copie, sous la marque C 78, dans le même volume, avec la note suivante écrite à l'encre rouge: "Ceci est une copie faite sur l'original communiqué par le "Lord Provost" (maire) d'Edimbourg, lequel original a été envoyé aux commissaires à Paris, avec la lettre du *Board*, 11 octobre 1750." Il y a des copies de la concession dans plusieurs volumes des archives.

19 septembre, Canso. Philipps aux Lords du commerce. Il a le dessein d'aller à Londres représenter l'état de la Nouvelle-Ecosse. Il avait donné un festin aux sauvages et leur avait distribué des présents un mois avant qu'ils aient commencé les hostillités. Il rend compte de leur attaque sur les bâtiments de pêche et de la reprise de ceux dont ils s'étaient emparés. Les sauvages disent avoir été poussés par les Français.

C 77, "B. T. N. S.," vol. 4

(Titre dans le vol. 33, p. 32.)

21 septembre, Annapolis-Royal. Washington à Mascarene. Il désire avoir son avis sur la lettre du gouverneur et sur ce qu'il faut faire en présence des ordres du bureau de l'artillerie. C 72 "B. T. N. S.", vol. 4

25 septembre, Trésorerie. Walpole aux Lords du commerce. Que leur rapport étant favorable à Armstrong, ils ont maintenant à déterminer le chiffre de ses pertes et indiquer quelle allocation il convient de lui donner. Le rapport qui motive cette lettre y est annexé. C 72, "B. T. N. S.", vol. 4.

(Analyse dans le vol. 33, p. 25.)

26 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Carteret. Les habitants et les missionnaires français ne cessent d'exciter les sauvages à faire insulte aux sujets de S. M. et à les piller, si bien que la possession de la province qui a été solennellement cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht, est devenue très précaire. Il n'y a guère de raisons de compter sur des procédés loyaux de la part des Français dans ces contrées; c'est pourquoi il importerait d'y envoyer plus de troupes.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 23

27 septembre, Londres. Armstrong aux Lords du commerce. Si on ne règle bientôt son affaire, il sera forcé de vendre sa commission.

C 72, "B. T. N. S.", vol. 4.

(Titre dans le vol. 33, p. 25.)

5 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Reçu la lettre de Walpole. Examiné le compte d'Armstrong, lequel comporte une balance en sa faveur de £1,138 17 10. Ils sont d'avis qu'elle devrait lui être payée. Huit cents livres payées tout de suite lui seraient plus utiles que la somme toute entière à une époque éloignée.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 26

7 novembre, Whitehall, Les mêmes à Carteret. Les plaintes que provoquent les obstacles apportés à la pêche à Canso. Ils rappellent que dans une précédente lettre ils ont conseillé la construction de forts. 29

27 novembre, Whitehall. Les mêmes au "Lord Advocate." Ils lui disent d'envoyer une copie conforme de la concession de sir William Alexander; les droits seront payés. 31

16 décembre, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Il lui écrit de faire réparer les brèches pratiquées par les pluies dans le bastion du drapeau et abattre le mât.

"B. M..", *add.* 19,071, fol. 30*b*

1723.

4 février, Annapolis-Royal. Ordres de livraisons de matériaux, etc., du 17 octobre à la date en marge. 30

1723.
7 mars, Annapolis-Royal. *Id.*, du 21 janvier à date en marge. 30*b*

22 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils demandent qu'un bâtiment soit mis en croisière entre Canso et le cap de Sable pour protéger la pêcherie. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 32

23 mars, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Elle va dépêcher un bâtiment avec mission de faire le service de croiseur dans les limites convenables pour la sécurité de la pêche de Terre-Neuve. C 80, "B. T. N. S.", vol. 4

(Cette pièce est analysée dans le vol. 33, p. 33.)

18 avril, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Situation embarrassante où il se trouve: d'une part, l'état de ruine des défenses du poste; de l'autre, les ordres positifs du "Board of Ordnance." Mais, comme il est devenu absolument nécessaire de se mettre en état de résister aux attaques des sauvages, il ordonne de faire certaines réparations. "B. M." *add.* 19,071, fol. 31

20 août. Plan d'établissement d'une colonie à La Hève dans la Nouvelle-Ecosse, conformément à une pétition du major Davidson et autres. C 84, "B. T. N. S.", vol. 4

Incluses. Affidavits attestant que les pétitionnaires ont pris part à la réduction de la province. C 85, C 86

(Le vol. 33, p. 34, contient les titre sommaires de ces pièces.)

4 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Leur rapport sur le plan de colonisation de la Nouvelle-Ecosse; services rendus par les pétitionnaires à la prise de Port-Royal, maintenant Annapolis, en 1710. La pétition primitive pour une concession de terres a été réduite depuis à la demande des terres s'étendant, à partir du havre de La Hève, jusqu'à six lieues vers le nord dans l'intérieur du pays, deux lieues à l'est du dit havre de La Hève, le long de la côte, vers le lieu appelé Murlegash, et huit lieues à l'ouest de la dite rivière, avec les îles devant la terre, jusqu'à la distance de trois lieues de la côte." Leurs seigneuries croient qu'il serait très avantageux au service de S. M. d'accorder cette concession sous des conditions convenables, qu'elles indiquent brièvement dans le dernier paragraphe, mais formuleront en détail, si les lords juges le désirent. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 35

23 octobre, Whitehall. Arrêté du conseil, renvoyant à une commission du conseil privé la pétition de Vetch et autres, qui demandent des terres. C 88, "B. T. N. S.", vol. 4

25 octobre, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. La maison qui sert d'avant-poste s'en allant en décadence, il l'autorise à construire un blockhaus, au même usage. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 32*b*

31 octobre, Annapolis-Royal. Rapport sur l'état des magasins de "l'Ordnance" à ce poste; signé par Mascarene et Joseph Milleldge et attesté par Doucett. fol. 31*b*

14 novembre, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Remarques sur la conduite de Washington. Il le laissera faire pendant l'hiver, jusqu'à ce que l'ordre lui vienne du bureau de l'artillerie de le renvoyer de force. Clameurs que cela éveillera probablement parmi ses créanciers, etc. fol. 32*b*

21 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Milledge. Instructions sur la manière dont il devra se conduire durant son voyage (de Mascarene) à la Nouvelle-Angleterre. fol. 33

28 novembre, Londres. Philipps aux Lords du commerce. Apparemment le pli renfermant le mémoire qui suit (C 86). La lettre est marquée C 87. L'arrêté du conseil marqué C 88 (23 octobre) se trouve entre le mémoire et la lettre C 87 dans la série. "B. T. N. S.", vol. 4

18 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Walpole. Ils lui transmettent un mémoire de Philipps (C 87), qui expose la situation réelle de la Nouvelle-Ecosse, et demandent qu'il soit mis sous les yeux du roi. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 39

1724.

La série "A. & W. I.", vol. 594, fol. 83, 85, contient un double de cette lettre et du mémoire.)

26 février. Carteret aux Lords du commerce. Il renvoie à leur examen la partie du mémoire de Philipps qui concerne la Nouvelle-Ecosse, l'exécution des levés hydrographiques et arpentages ; ce qu'ils coûteront, la durée des opérations ; et il leur demande de faire rapport sur les meilleurs moyens de conserver les bois propres aux constructions navales, pour les services de S. M., et sur les conditions qui peuvent être accordées pour les entreprises d'établissements, etc. C 89, "B. T. N. S.", vol. 4

(Titre sommaire de cette lettre dans le vol. 33, p. 40.)

— février. "Situation et état de la province de la Nouvelle-Ecosse", mémoire présenté par Philipps. "A. & W. I.", vol. 29, p. 32

12 mars. Lettre de Philipps relative à celle de Carteret. C 90, "B. T. N. S.", vol. 4

(Titre sommaire dans le vol. 33, p. 41.)

17 avril, Whitehall. Arrêté du conseil contenant renvoi pour examen et rapport de la pétition de William West et autres demandant une concession de terre entre la Nouvelle-Ecosse et le Maine. Les pièces relatives à la pétition accompagnent l'écrit de renvoi. C 91, "B. T. N. S.", vol. 4

(Résumé sommaire dans le vol. 33, p. 41.)

17 avril, Whitehall. Arrêté du conseil, contenant le rapport des Lords du commerce sur la pétition de Vetch et autres, et portant d'examiner les conditions, restrictions et réserves qu'il conviendrait d'apporter à une concession de terre à ces pétitionnaires. C 93, "B. T. N. S.", vol. 4

(Titre dans le vol. 33, p. 41.)

Pétitions ultérieures. C 94, C 95

(V., aussi C 3 dans le vol. 3 et C 79 dans le vol. 4.)

7 mai. Pétition, signée: William Birkhead, contenant des propositions pour la colonisation des localités entre la Nouvelle-Ecosse et la Nouvelle-Angleterre. C 92, "B. T. N. S.", vol. 4

(Titre dans le vol. 33, p. 41.)

15 mai, Londres. Arthur Savage à Charles de La Faye. Il demande que sa commission de secrétaire d'Annapolis soit présentée à la signature du roi. Il n'a pas encore reçu la rétribution attachée à cet emploi, que le gouverneur Philipps perçoit. "A. & W. I.", vol. 29, p. 36

(Dans le vol. 594, p. 36, de cette série "A. & W. I.", qui contient aussi cette demande, elle est datée du 12 mai.)

20 mai, Trésorerie. Scrope aux Lords du commerce. Il leur transmet une lettre et une pétition de Philipps, relatives à la construction d'un bâtiment pour les opérations du levé hydrographique de la Nouvelle-Ecosse. La lettre et la demande de Philipps sont sous le même couvert. C 96, "B. T. N. S.", vol. 4

(Titre dans le vol. 33, p. 42.)

19 juillet, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Il lui donne l'ordre de construire un blockhaus et d'autres ouvrages de défense, pour suppléer à la faiblesse du poste constatée dans la dernière attaque des sauvages. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 336

21 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Détail des conditions à insérer dans la concession de terre à Vetch et autres. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 43

12 août. Philipps aux Lords du commerce. Raisons qu'il y avait de construire et entretenir un bâtiment pour l'exploration hydrographique de la Nouvelle-Ecosse. C 97, "B. T. N. S.", vol. 4

Journal indiquant l'emploi fait de ce navire. C 95

Le 30 septembre, les demandes de Vetch et de sir Alexander et James Douglas paraissent avoir été prises en considération avec les autres papiers. Ces deux requêtes contenaient opposition à une demande de terres dans la Nouvelle-Ecosse, présentée par la "South Sea Company."

1724.

Elles avaient été communiquées aux lords les 12 et 19 janvier 1721, l'année d'après la chute de la "South Sea Company." Sur chacune est écrite à l'encre rouge cette note : "Septembre 3, 1724." C 99, C 100

(Les titres des pièces C 97 et C 98 sont inscrits dans le vol. 33, p. 48, mais non ceux des pièces C 99 et C 100. V. aussi au 13 janvier 1721.)

3 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils font rapport sur la demande de Philipps relativement au sloop affecté à la colonie, et rappellent que dans leur lettre du 14 décembre 1720, ils ont exprimé leur opinion sur le service auxquel le bâtiment devrait être employé. Il n'est pas déraisonnable de dédommager Philipps de l'usage du sloop. A part les troupes, il n'y a que peu ou point de sujets britanniques dans la province. On y compte environ 3,000 Français, lesquels refusent de prêter le serment d'allégeance. Les établissements français voisins de la Nouvelle-Ecosse sont forts et les sauvages molestent les pêcheurs sur la côte, en sorte qu'il y a grande nécessité d'avoir dans ces parages soit ce bâtiment soit quelque autre. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 49

23 septembre. Liste (sans date) des bâtiments venus au port de Canso en 1723. Cette année-là, les expéditions de poisson s'élevèrent à 33,000 quintaux. Le 8 juillet 1724, il y en avait 8,000 quintaux environ sur les échafauds. En 1723, il vint 83 bâtiments de toutes sortes, du port total de 8,203 tonneaux, avec 74 canons, 332 menues armes et 534 hommes.

C 115, "B. T. N. S.", vol. 4

28 septembre, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Comme on peut s'attendre à une attaque très prochaine des sauvages, il le presse de finir les blockhaus.

"B. M.", *add.* 19,071, fol. 33*b*

30 septembre. V. la note mise à la lettre de Philipps aux Lords du commerce, du 12 août.

9 novembre, Canso. Explication de la délinéation du havre de Canso, envoyée aux lords du commerce à la date en marge. fol. 34

1725.

22 janvier. Vetch au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ses services dans la réduction de Port-Royal, à présent Annapolis-Royal, dont il a été gouverneur jusqu'après le traité d'Utrecht. Il demande le gouvernement de la Nouvelle-Angleterre, qui serait de peu de valeur pour quelqu'un n'ayant pas comme lui des intérêts dans le pays, puisque la couronne n'y attache aucun traitement. Sa connaissance parfaite de la colonie doit le rendre plus propre que tout autre à cet emploi. A. & W. I., vol. 64, p. 8

3 février, St-James. Commission du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse pour Lawrence Armstrong. C 102, "B. T. N. S.", vol. 4

26 avril, Annapolis-Royal. Doucett à Mascarene. Mettre le poste en état de défense et protéger le puits extérieur en cas que celui du dedans vienne à tarir. S'il n'a pas d'argent, il (Doucett) lui en avancera, comptant être ensuite remboursé par le "Board of Ordnance." "B. M.", *add.* 19,071, fol. 34*b*

14 juillet. Ordre de surveiller l'approvisionnement, avec rapport. 63

Liste de tous les bâtiments qui ont pêché ou préparé du poisson et l'ont exporté à des marchés extérieurs pendant l'année 1725 (*sic*). La liste indique les noms, tonnages, cargaisons, etc. 67

5 septembre, Canso. Armstrong à Newcastle. Il représente les avantages naturels du pays, et demande qu'on élève des fortifications pour garantir les habitants des cruautés des sauvages, secrètement aidés par les Français, qui leur fournissent des armes et des munitions et même les guident aux "settlements." Il s'est plaint au gouverneur Saint-Ovide, dont la réponse a été simplement qu'il ignorait ces choses, notoires cependant ; à quoi étaient jointes des promesses ambiguës d'amitiés, avec, pour s'excuser de fournir des armes, etc., aux sauvages, la raison qu'il avait ordre du roi de France de leur distribuer des présents. Copie envoyée de sa lettre (Armstrong) au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Angleterre sur le sujet de la paix avec les sauvages. Il a nommé le major Paul Mascarene et Hibbert Newton commissaires de la Nouvelle-Ecosse, afin qu'il ne se

1725.

fasse pas une paix à part, qui laisse la colonie exposée à la fureur indienne. Il transmet aussi copie des délibérations du conseil depuis son arrivée le 29 mai dernier. Il ne lui a pas encore été possible d'aller à Annapolis-Royal, ayant eu à prendre des mesures de défense pour le poste (Canso) et les pêcheries. Deux bâtiments qu'il a armés croisent sur la côte de la baie Verte avec mission de protéger ces pêcheries. Leur armement et la construction de blockhaus, etc., ont pu se faire à peu de frais. Faut-il radouber la goélette *William Augustus*, qui est en fort mauvais état? Canso étant le chef-lieu pour la population, ne serait-il pas à propos d'y transférer le conseil, dont le siège est maintenant à Annapolis-Royal? Armstrong ensuite demande des instructions au sujet des habitants français, qui n'ont pas encore prêté le serment d'allégeance, et relativement à la constitution d'une chambre d'assemblée, etc.

A. & W. I.", vol. 29, p. 37

" Liste des membres du conseil de la Nouvelle-Ecosse:
" Honorable Law. Armstrong, lieutenant-gouverneur de la province.
" Honorable John Doucett, lieutenant-gouverneur d'Annapolis-Royal,
" Major Paul Mascarene. William Skeene,
" John Adams. William Shirreff.
" Hibbert Newton.
" Les membres absents sont:—
" Cyprian Southask, } esquires, de la Nouvelle-Angleterre, absents
" Gillam Philipps, } depuis environ quatre ans.
" Arthur Savage. }
" Le révérend M. John Harrison, en ce moment en Angleterre, absent aussi depuis le même temps environ.
" Peter Bondre, décédé.
" Ceux que je me propose de nommer à leur place sont:—
" John Colley esquire, juge.
" Edward How.
" Capitaine Thomas Wroe.
" Tous les trois ayant ici des propriétés et des intérêts considérables, " étant des plus capables de remplir les fonctions de conseillers, et étant " aussi bien affectionnés à S. M. le roi Georges et très propres à aider et " encourager l'établissement de Canso.

" L. ARMSTRONG."

Incluse probable de cette pièce: Liste de ceux à qui des lieux de pêche ont été assignés par ordre du gouvernement à Canso. Les noms de chaque personne ou société y sont marqués, ainsi que la situation exacte des lieux de pêche. 41

Procès-verbaux des délibérations du conseil à Canso, séances des 11, 12 et 31 août 1724, y compris les instructions adressées à Mascarene. 46

" Compte-rendu des conférences de Hibbert Newton et du capitaine John Bradstreet avec M. de Saint-Ovide, du Cap-Breton, en exécution des instructions données par l'honorable Lawrence Armstrong, lieutenant-gouverneur et commandant en chef de la province de la Nouvelle-Ecosse, à Canso, le 12 août 1725." Le compte-rendu commence le 15 août, jour où les commissaires partirent de Canso sur la goélette *Speedwell*, arrivant le lendemain à Louisbourg. Les discussions avec Saint-Ovide sont rapportées en entier. La pièce est datée du 30 août. Vient ensuite la correspondance. 55

Observations par Armstrong. 62

25 septembre, Canso. Armstrong aux Lords du commerce. Il leur adresse des états à soumettre au roi. Il demande l'autorisation de transférer le conseil d'Annapolis à Canso, de convoquer une assemblée générale pour faire les lois nécessaires d'administration publique; sans troubler personne on pourrait gouverner les habitants français. Il croit que des plaintes seront adressées contre lui par tels des pires d'entre eux. Ses embarras par

1725.

suite de la nécessité où il sera de dépenser £693.10 pour les subsistances et sans avoir de crédit, à moins que son procureur ne reçoive cette somme de Missing, munitionnaire. C 149 "B. T. N.S.", vol. 5

24 octobre, Canso. Le même au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Le bâtiment de S. M., le *Ludlow Castle*, s'est échoué sur un écueil de roches, mais on l'a dégagé et renvoyé se réparer à Boston. Armstrong espère que ce bâtiment reviendra au printemps protéger les pêcheries. Il a demandé un renfort à la Nouvelle-Angleterre. Son intention est de faire une tournée (décrite) pour humilier l'audace de ces misérables habitants français. Il est sûr que cela "ôtera aux Français et aux sauvages toute volonté de nous insulter à l'avenir, comme ils n'ont cessé de le faire depuis quatre ans." Il a eu avis qu'environ 800 d'entre eux ont dessein de l'attaquer cet hiver par l'ordre, venu sous main, des gouverneurs de Québec, "du Troy River" (Trois-Rivières), du "Mount Royal" (Montréal) et du Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 29, p. 68

24 octobre, Canso. Le même aux Lords du commerce. Provisions condamnées et refusées. Missing, le fournisseur, lui doit environ £400 sterling. Le *Ludlow Castle* a donné contre un écueil et s'en va à Boston pour y entrer en radoub. Il a eu avis que les sauvages se proposent de venir l'attaquer cet hiver, par les ordres des gouverneurs de Québec, des Trois-Rivières, de Montréal et du Cap-Breton. Il a demandé à la Nouvelle-Angleterre de lui envoyer des sauvages au printemps. Avec ceux-ci, des troupes, des volontaires, il veut faire le tour de la province, ayant obtenu douze baleinières pour ce voyage. Itinéraire qu'il suivra. Un archange du ciel ne pourrait point gouverner les pêcheurs, comme en témoignent les documents ci-inclus relatifs au capitaine John Elliot.
C 150, "B. T. N. S.", vol. 5

Incluses. Papiers relatifs à Elliot. C 151

Pièces concernant l'examen des provisions. C 152, C 153

17 novembre, Canso. Armstrong aux Lords du commerce. Il leur adresse un compte-rendu de ses actes dans la Nouvelle-Ecosse, suivi de la liste des membres du conseil. C 103, "B. T. N. S.", vol. 4

Incluses. "Observations faites par Lawrence Armstrong * * * sur les avantages que ce pays pourrait offrir à la Grande-Bretagne, en raison de son heureuse situation pour le commerce, s'il était bien peuplé et pourvu de places fortes pour la sécurité de ses habitants." Cette pièce désigne les frontières et contient d'autres détails. C 104

"Etat de ceux à qui il a été attribué des places de pêche par ordre du gouvernement à Canso." Outre les noms, la pièce donne la situation et la contenance des lots. C 105

Rapport sur les provisions examinées, avec pièces annexes. C 106

Liste des bâtiments qui ont fait la pêche et la sècherie et ont exporté leur poisson à des marchés du dehors. C 107

Philipps aux Lords du commerce, retournant certains documents. C 108

Liste de ceux qui ont eu des lieux de pêche attribués par Philipps. Les noms seulement. C 109

Lettre collective des principaux pêcheurs, disant que les encouragements offerts les avaient déterminés à transporter leurs familles à Canso, mais que, les circonstances étant changées, ils n'en feront rien. C 110

Certificat portant qu'une place de pêche a été délimitée à Canso pour John Roberts. C 111

Liste de tous les bâtiments arrivés à Canso pour faire la pêche pendant l'année 1724. C 112

Règles pour l'accommodement des différends dans le havre de Canso. C 113

2 décembre, Canso. Armstrong aux Lords du commerce. Le gouverneur français du Cap-Breton, malgré ses promesses, a donné des passeports, sur deux des-

1725.

quels il (Armstrong) a mis la main, et il en envoie copie. Attaque projetée pour cet hiver par les sauvages et les habitants français malintentionnés. Il demande s'il ne serait pas bon qu'il fît une tournée au printemps et forçât les sauvages et les Français de prêter le serment d'allégeance, ou de s'en aller tout à fait, ce qui vaudrait mieux encore, car point de sécurité tant qu'on leur permettra de rester. Il transmet une lettre reçue de l'île de Sable. Ce qu'il a fait pour secourir l'équipage naufragé. C 119

Incluses. Lettres concernant les navires échoués sur l'île de Sable, avec une lettre de Gruchy disant avoir distribué des vivres aux naufragés.

(Les incluses précédent la lettre.)

2 décembre, Canso. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Saint-Ovide, au mépris de ses promesses, continue à donner des passeports. Deux personnes ont été prises qui en avaient: un trafiquant et un prêtre missionnaire. Le passeport de ce dernier contenait des instructions adressées au commandant en la province, comme s'il avait le droit de lui en donner. Il (Armstrong) a eu avis que les habitants projettent une attaque pour détruire le "settlement" et la pêcherie, qui portent beaucoup ombrage aux Français; et il demande des instructions sur ce qu'il doit faire au commencement du printemps, et s'il devrait exécuter son voyage pour obliger les habitants français et les Sauvages à prêter le serment d'allégeance, ou à quitter le pays sous son gouvernement, vu que les sujets de S. M. n'y seront jamais en repos et sûreté tant qu'ils leur permettront de jouer le rôle de serpents réchauffés dans leur sein. Il envoie copie de lettres de l'île de Sable. "A. & W. I.", vol. 29, p. 69

(Les incluses, lettre de Gruchy et passeports, sont des duplicatas de celles de la dépêche de même date adressée aux lords du commerce.)

1726. 18 janvier. Philipps aux Lords du commerce. Nouvelles représentations concernant la Nouvelle-Ecosse: 1° casernes, fort, etc.. lesquels ont besoin de très grandes réparations; 2° fortifications qu'il faudrait élever à Canso; 3° habitants français, qui sans cesse excitent les sauvages à des actes de violence; 4° nécessité d'avoir un bâtiment pour entretenir une communication entre les établissements et les forts. C 114, "B. T. N. S.", vol. 4

15 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Bureau de l'artillerie. Demande de copie des plans et estimatifs pour la construction des forts dans la Nouvelle-Ecosse, qui ont été envoyés par l'ingénieur sur les lieux en 1720. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 56

23 février, Artillerie. Le Bureau de l'artillerie aux Lords du commerce. Ordre est donné de leur communiquer tous les plans et comptes relatifs à la Nouvelle-Ecosse. Il y en a qu'il va falloir copier. C 116, "B. T. N. S.", vol. 4

24 février, Amirauté. L'Amirauté (Burchett) aux Lords du commerce. Un bâtiment de guerre ira de Boston à Canso pour protéger les pêcheries. C 117

25 février, Artillerie. Le Bureau de l'artillerie (Short) aux Lords du commerce (Popple). Il communique trois plans tracés par Mascarene, et sa description de la Nouvelle-Ecosse. Les plans devront être renvoyés. C 125

Incluses.—Description sous les titres suivants: 1° frontières; 2° climat; 3° sol; 4° établissement; 5° habitants; 6° deux raisons pour lesquelles on doit garder les habitants français dans le pays; 7° raisons contraires; 8° que l'intérêt de la Grande-Bretagne est de se hâter de coloniser le pays; 10° comment cela peut se faire; 11° à 16° description des établissements, à l'exception de ceux encore sans importance.

Représentations par le conseil sur les sentiments et les actions des habitants français et sur la nécessité d'avoir de bons postes fortifiés. C 126

Explication de divers plans, etc. C 127

Matériaux (c'est outils qu'on devrait dire) qu'il faudrait importer pour l'exécution des travaux. C 128

1726. Matériaux à tirer de la Nouvelle-Ecosse. C 129

Motifs et propositions pour coloniser la principale côte de la Nouvelle-Ecosse avec toute la diligence imaginable," etc. C 130

(Cette dernière pièce n'est ni datée ni signée. Au dos il y a: "Par M. A. Gambell; reçu du col. Bladen.")

Capitaine Broadstreet. Représentations au sujet du trafic clandestin qui se fait de la Nouvelle-Angleterre avec les habitants français de la Nouvelle-Ecosse. C 118, "B. T. N. S.", vol. 4

26 mai, Boston. Mascarene à Herbert, à Plaisance. Ses mouvements. Il est venu ici presser l'achèvement du bâtiment destiné aux opérations d'hydrographie. Ordre de ne faire que des dépenses absolument nécessaires. Comment en user à l'égard des ouvriers militaires négligents, etc. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 14*b*

4 juin, Annapolis-Royal. Ratification, par les Abénakis ou sauvages de la rivière Saint-Jean, du traité fait à Boston le 15 décembre 1725. "A. & W. I.", vol. 595

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 27 juillet 1749.)

26 juillet, Canso. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Suivant des instructions datées du 20 août 1725, le major Paul Mascarene a, conjointement avec le gouvernement de la Nouvelle-Angleterre, conclu une paix avec les sauvages. Ci-inclus les articles de paix et soumission signés par les délégués indiens. Mascarene est rendu à la baie de Canso, en compagnie du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Angleterre et autres commissaires, pour faire ratifier la paix. Accord conclu par le lieutenant-gouverneur Doucett à Annapolis-Royal avec différentes tribus sauvages le 4 juin 1726. La pêche à Canso est assez considérable, et grande est la demande de poisson pour le marché de Londres. Les pêcheurs, cependant, murmurent contre les taxes de 6s. 8d. pour la douane et de 3s. 4d. pour l'officier de marine, qui, disent-ils, ne leur étaient pas imposées auparavant. Une réunion nombreuse de sauvages aura lieu à Annapolis au milieu de septembre, et il ne sait comment faire les présents qu'il est d'usage de distribuer en pareille occasion. Il demande des instructions pour faire prêter le serment de fidélité par les habitants français, qui s'y refusent depuis plusieurs années, et sont résolus de partir plutôt que de prêter le serment. Déjà plusieurs se sont retirés au Cap-Breton. Le gouverneur Saint-Ovide est allé avec son conseil et des troupes à l'île Saint-Jean pour y marquer les terres qu'iront occuper les habitants français de cette province désireux de se remettre sous le gouvernement de France. Ce sont leurs prêtres qui ont préparé ce déplacement. Le gouverneur du Cap-Breton et lui sont dans les termes d'amitié; seulement, les Français ont fortifié leurs postes, tandis qu'il (Armstrong) reste à découvert; si bien qu'avenant la guerre entre les deux couronnes, les Français seraient saufs et les Anglais anéantis. Insuffisance de ses appointements pour soutenir la dignité de son titre. "A. & W. I.", vol. 29, p. 75

Incluses. Articles de soumission consentis par les sauvages à Boston le 15 décembre 1725 et signés par leurs délégués. 76

Convention signée par Mascarene le même jour. 77

Ratification par le lieutenant-gouverneur Doucett en l'absence de Armstrong, datée d'Annapolis-Royal le 4 juin 1726. 78

Ratification du même jour par les sauvages. 80

27 juillet, Canso. Armstrong aux Lords du commerce. Mascarene a conclu une paix avec les sauvages. Sous ce pli les articles de la paix. Mascarene est à présent sur les frontières de la Nouvelle-Angleterre, pour traiter avec les autres sauvages. Les opérations de pêche à Canso, cette année, sont assez considérables, mais moins qu'à la campagne dernière, à cause des nouveaux droits à payer. Il s'attend à la visite de sauvages en septembre, et ne sait que faire pour les présents qui se donnent dans ces occasions. Les habitants français, plutôt que de prêter le serment, quitteront la province. Il demande à ce propos des instructions. Tous

1726.

ses efforts pour vivre en paix avec eux. Ses appointements ne suffisent pas pour les dépenses qu'il lui faut faire. C 131, "B. T. N. S.", vol. 4

(V. aussi lettre aux lords du commerce, même date, avec incluses C 132 et C 133 dans ce même volume.)

16 août, Annapolis-Royal. Doucett au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui adresse la ratification en forme par les sauvages des articles de la soumission, avec des représentations qui le concernent (Doucett).

"A. & W. I.," vol. 29, p. 81

Ratification. 83

Représentations par les officiers et habitants d'Annapolis-Royal en faveur de Doucett. 84

16 août, Annapolis-Royal. Doucett aux Lords du commerce. Depuis que Philipps est passé en Angleterre, il lui a adressé toutes les communications à transmettre au *Board*. Ci-incluse la ratification de la paix avec les sauvages, qui a nécessité une dépense considérable en présents; mais il soumettra ce point au *Board* à une époque ultérieure. Les sauvages ne s'engagent qu'à garder la neutralité. C 120, "B. T. N. S.," vol. 4

(V. les pièces incluses dans la lettre à Newcastle de la même date.)

24 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong à Temple Stanyan. Par suite du décès de Doucett, il espère obtenir les appointements qu'il ne pouvait avoir lorsqu'il y avait deux lieutenants-gouverneurs. "A. & W. I.," vol. 29, p. 85

24 novembre, Annapolis-Royal. Le même au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui adresse certains documents qui montreront ce qu'il a fait depuis qu'il a écrit de Canso. Pièce n° 1: Ratification de la paix par les sauvages. N° 2: Opérations de pêche à Canso en 1726: il croit que cette pêcherie vaut la peine qu'on élève quelque fortification pour sa sûreté; les Français la voient d'un mauvais œil, et, sur le premier prétexte qu'ils pourront trouver, sont prêts à la détruire, et le "settlement" aussi; il faut au moins 300 hommes de garnison. N° 3: Prestation du serment par les habitants de la rivière Annapolis, qui n'avaient encore pu être amenés à la faire. Il en fera porter la formule au printemps dans les autres établissements. Français et sauvages sont très contents des articles de la paix et du serment de fidélité. Il est à désirer que l'on envoie chaque année des présents aux sauvages. N° 4: Délabrement des fortifications d'Annapolis-Royal, pièce signée de tous les officiers. N° 5: Procès-verbaux du conseil. Le décès de Doucet va permettre de lui donner (Armstrong) les appointements promis à la première vacance. Borland, négociant de Boston, en manquant de fournir les provisions au munitionnaire, a réduit la garnison à la disette. Soixante bœufs et vaches ont été abattus, qui pesaient très peu. Il (Armstrong) envoie chercher 150 barils de lard dans la Nouvelle-Angleterre; mais peut-être ne pourront-ils arriver à destination, car cet automne est le plus rude que l'on ait encore vu dans le pays. 86

24 novembre, Annapolis-Royal. Le même aux Lords du commerce. Lettre semblable à la précédente, (C 141), avec incluses marquées C 142 à C 145. "B. T. N. S.," vol. 5

24 décembre. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il résume sommairement sa lettre précédente. Sauvages du Canada en marche, se dirigeant sur la Nouvelle-Angleterre. Disparition de deux femmes et de deux enfants. Il est à croire que ces sauvages ont des desseins hostiles. Tout est tranquille encore à Annapolis; mais la garnison, si elle était attaquée, serait dans une situation désavantageuse. Il va faire garnir de pieux les fortifications. Arrivée d'effets d'habillement, etc., pour les troupes. Celles-ci sont en bonne santé. Les officiers murmurent par rapport à leur subsistance. Une lettre de change tirée pour l'approvisionnement a été protestée faute d'avis, est-il dit; allégation sans fondement. Il avait avisé de l'extrême nécessité de vivres où était la garnison, parce que Borland de Boston avait cessé sa fourniture. L'ordre ci-inclus donné par lui au

1726. lieutenant Milledge, de l'artillerie royale, le 5 décembre, de faire certaines réparations aux fortifications, a eu l'assentiment de tous les officiers.
"A. & W. I.," vol. 29, p. 100

Nouvelles représentations sur l'état de la place. 101
(Une lettre semblable adressée au "Board of Trade", se trouve sous la marque C 136, dans la série "B. T. N. S.", vol. 4, avec les incluses, marquées C 137 à C 139.)

1727. 15 février, Whitehall. Arrêté du conseil, chargeant les lords du commerce d'élaborer un projet pour l'établissement d'un gouvernement civil en la Nouvelle-Ecosse, et d'exprimer leur avis sur l'encouragement qui devrait être offert à la colonisation de la province. C 124, "B. T. N. S.", vol. 4

30 avril, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'État (Newcastle.) Arrivée de Gamble, ancien lieutenant à l'armée, venu avec le major Cosby à Boston, où celui-ci est resté malgré l'ordre de se rendre à son poste à Canso. Gamble, dès son arrivée ici, s'est associé avec des commerçants anti-monarchiques de Boston, et avec des habitants français malintentionnés, qui ont prêté récemment le serment de fidélité et à qui il a assuré que lui (Armstrong) n'avait point le pouvoir ou l'autorisation de faire prêter ce serment, et que le major Cosby viendrait au printemps prendre le gouvernement de la province. Gamble a insinué des idées de résistance dans l'esprit des habitants des Mines et de Boabassin (Beaubassin), deux des principaux établissements, où étaient allés le capitaine Bennet et l'enseigne Philipps, le premier aux Mines et le second à Beaubassin, pour y recevoir les serments. Les deux officiers sont revenus, apportant la nouvelle que les habitants étaient déterminés à ne prêter serment qu'à leur "bon roy de France". Ceux-ci y ont été induits par Gamble et trois ou quatre trafiquants de la Nouvelle-Angleterre, qui font la traite avec les sauvages et qui sont des rebelles. Les missionnaires se sont, de leur côté, mis à rassembler les sauvages pour les animer à faire la guerre aux sujets britanniques dans la province. Dans la Nouvelle-Angleterre, Armstrong réclame protection contre les accusations de Gamble. Il faut que cet homme soit encouragé par des ennemis de la province, car il n'y serait pas venu de lui-même exercer ses coupables manœuvres. Nouvelles représentations au sujet des fortifications; il est de plus en plus urgent de les réparer, ou de les démolir pour en élever d'autres soit aux Mines, soit à tout autre endroit où il paraîtrait nécessaire d'en établir, si l'on veut tenir les habitants rebelles en respect. Armstrong réitère sa demande que l'on envoie des présents pour les sauvages, afin de maintenir la paix conclue avec eux après leur dernière guerre, dans laquelle ils avaient barbarement massacré tant de sujets de S. M. Assemblée de sauvages convoquée par le marquis de Bournoire (Beauharnois), gouverneur de Québec, pour les exciter à la guerre. Il est bruit que plusieurs tribus du Massacipy (Mississipi) sont en route, lesquels viennent attaquer les sauvages qui ont fait la paix avec les provinces de S. M.; et ceux-ci rapportent que vingt de leurs chefs sont allés à Québec demander pourquoi le gouverneur trouble le repos dont ils jouissent. Ce rapport n'est peut-être qu'un stratagème pour le mettre hors de garde. Il a permis à Saint-Ovide, gouverneur du Cap-Breton, de se procurer des rafraîchissements, c'est-à-dire des vivres, à Annapolis, et deux bâtiments sont venus en chercher. Cette complaisance est censurée par les trafiquants de la Nouvelle-Angleterre, qui, à ce qu'il croit, vont porter en conséquence des plaintes contre lui. Le capitaine Bennet, porteur de la présente lettre, rendra compte de la disposition des habitants français, et de celle de leurs prêtres, qui leur inspirent ainsi qu'aux Sauvages la haine des Anglais.
"A. & W. I.", vol. 29, p. 102

Incluses. Copie de la réponse des habitants de Beaubassin.

1727.

" A l'Honorable Laurent Armstrong, Ecuyer, Lieutenant-Gouverneur " et Commandant en chef de la Province de Sa Majesté de Lai Nouvelle- " Ecosse Et Lieut. Col. d'un Regimt d'Infanterie Commandé par l'hon. " Richd Philipps, Ecuyer.

" Au nom de tous Les Habitants de Beaubassin.

" Nous prenons touts la Liberté de vous assurer de Nos très Humbles " respects Et en même temps vous faire la Reponce sur le Serment que " vous Exigez de Nous, nous Prenons touts la Liberté de vous dire, que " nous ne pouvons fair ce serment par rapport aux Sauvages qui nous ont " menacés, que si tot que nous aurions signées pour vous qu'ils levront la " Hache Contre nous Et aussi que nous voulons toujours estre fidels à " Notre Bon Roy de France.

" Nous nous soumettons Cependant sous l'obéissance de Vostre Gouver- " nement sans prester aucun serment Et payant les Droits Comme nous " avons faits dans le temps que nous avons estés sous la Puissance Fran- " çoise.

" Mons, avec Respects, etc."

" A. & W. I.", vol. 29, p. 105

Cinq noms sont apposés à cette pièce, dont quatre avec croix, à savoir : Michel Poirier, Jacque Ebert, Augustin Godet et Pierre Cormier. Charles Bourgeois signe son nom.

Rapport de l'enseigne Philipps sur ses opérations à Beaubassin. 106

Rapport du capitaine Bennet sur les siennes aux Mines. 107

Réponse des habitants des Mines, refusant de prêter le serment, mais s'engageant à ne commettre aucun acte d'hostilité. 108

Représentations sur l'état du poste d'Annapolis-Royal. 109

(Le vol. 5 de la série " B. T. N. S.", contient une lettre aux lords du commerce de même date et teneur sous la marque C 154, avec incluses sous les marques C 155–C 157.)

25 mai. Philipps aux Lords du commerce. Il leur adresse des considérations concernant la sécurité et la colonisation de la Nouvelle-Ecosse. Etat de ruine du fort d'Annapolis-Royal. Il faudrait soit forcer les habitants français de prêter le serment d'allégeance, soit se débarrasser d'eux. Canso est devenu l'endroit le plus important. Nécessité d'un bâtiment chargé de tenir les établissements en communication avec le siège du gouvernement. Aux lords d'y pourvoir. Il leur demande d'examiner de nouveau les restrictions mises aux concessions.

C 140, " B. T. N. S.", vol. 4

7 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Ils font leur rapport, en exécution de l'arrêté du 15 février 1726, sur le gouvernement civil de la Nouvelle-Ecosse, le meilleur moyen de coloniser cette province, la conservation des bois. Pour le premier de ces points les lords renvoient à leurs rapports antérieurs. A l'égard du second, ils mentionnent brièvement les avantages de la Nouvelle-Ecosse, et ajoutent que la possession de cette province, cependant, est plutôt une charge pour l'Angleterre, tandis que les Français en tirent tout le fruit, grâce à la présence des habitants de leur race, qui, ne tenant point compte du traité d'Utrecht, refusent de prêter le serment d'allégeance et alimentent en grande partie toutes les colonies françaises dans leur voisinage, sans quoi ni le Cap-Breton ni l'île Madame n'auraient les établissements qui s'y voient aujourd'hui. Combien le gouvernement français favorise le peuplement de ses colonies en payant des passages, fournissant des provisions et construisant des forts. Il s'est fait de nombreuses propositions pour la colonisation des terres dans la Nouvelle-Ecosse, mais pas une n'a eu de suite ; et il faut aujourd'hui, de toute nécessité, offrir de grands avantages, si l'on veut induire les émigrants à s'y porter, en raison surtout des risques résultant du manque de moyens de défense. Les lords du commerce proposent de créer un fonds, à l'aide de la vente des terres françaises à

1727. Saint-Christophe; il en existe déjà un précédent. Pour conserver les bois de marine, leurs seigneuries suggèrent d'en faire réserve dans les concessions, etc. Elles sont d'avis qu'il faut construire des forts. Ce qu'elles proposent pour hâter la colonisation: transport des colons; concession de 50 acres de terre à l'arrivée; concession du double de cette quantité aux charpentiers et aux autres artisans; de même qu'aux soldats du régiment de Philipps et à leurs familles, qui voudront devenir "planters" (colons cultivateurs); continuation de la paye de ces soldats pendant une année après la concession; faculté de libérer les recrues après trois ans pour leur donner une semblable concession; permission à chaque soldat d'amener sa femme avec lui, le gouvernement prenant à sa charge leur transport; encouragement des mariages entre blancs et sauvages; extension des concessions, aujourd'hui limitées à la contenance de 500 acres au plus par concessionnaire, à la quantité de 1,000 acres, avec exemption de "fines" et aussi de "quit rent" pendant dix ans. Les lords du commerce sont aussi d'avis que le sloop qui est à la Nouvelle-Ecosse peut être réparé et mis à la disposition de la colonie. Le gouverneur en conseil pourrait être revêtu du pouvoir de faire des lois, jusqu'à ce que la population soit assez nombrense pour avoir une Assemblée. La Jamaïque citée pour exemple à propos des colons.
"B. T. N. S.", vol. 33, p. 57

(V. aussi "A. & W. I.", vol. 602.)

20 septembre, Boston. Thomas Lechmere aux Lords du commerce. Il a adressé au "Board of Customs" des pièces relatives à certaines affaires qui se font dans la Nouvelle-Ecosse, et demandé que les traiteurs et les habitants puissent y exercer librement leurs opérations. C 172, "B. T. N. S.", vol. 5

4 octobre. B. de La Fontaine aux Lords du commerce. Ecrivant au nom de Missing, entrepreneur de l'approvisionnement des garnisons en la Nouvelle-Ecosse, il explique le différend avec Armstrong au sujet de l'approvisionnement d'Annapolis. C 146

5 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. L'affaire de la plainte contre Borland au sujet des provisions étant réglée, ils ne la porteront pas devant la Trésorerie. "B. T. N. S.", vol. 33. p. 72

17 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Le conseil manque d'un quorum. Nécessité d'y nommer des officiers militaires. Difficultés à propos d'un point de préséance; comment elles ont été résolues. Les rapports sur ce qui s'est fait aux Mines et à Checanectou ont été communiqués au conseil. Le secrétaire a été chargé d'inviter par lettre les habitants à envoyer des délégués à une conférence; mais cette démarche n'a pas eu d'autre effet que de rendre plus manifeste encore leur mépris des désirs du gouvernement, sous la funeste influence d'un ou deux trafiquants. Il est temps que l'autorité agisse avec résolution; car l'impunité, après tant de pillages et autres scélératesses, encourage les habitants. Il (Armstrong) est décidé à les punir, en leur ôtant les commerçants qui achètent le grain, leur seul objet de commerce. Violation patente de l'arrêté par deux commerçants de Boston. Il demande des instructions à cet égard. Effet de la désobéissance, etc. Refus des Français de prêter le serment d'allégeance au nouveau roi (George II). Landry et Bourgeois mis aux fers comme meneurs, puis élargis à la caution d'autres personnes. Il demande des instructions à leur sujet, aussi relativement aux habitants français, exclus de la pêche. Un officier a été à tous les postes proclamer l'avènement de George II à la couronne. Bruits de meurtres commis par des sauvages à moins de quinze lieues de Canso. Avis de la saisie d'un sloop à Terre-Neuve. Restitution demandée à Saint-Ovide. Nécessité de nommer de nouveaux conseillers. "A. & W. I.", vol. 29, p. 110

Incluses. Procès-verbaux du conseil, du 13 mai au 13 novembre 1727. 116

1727.

Communication de W. Winnett. Dispositions des habitants de la rivière Annapolis et des sauvages des Mines, etc; comment en user avec eux. Page 138

Proclamation interdisant le commerce avec les Mines, etc. 140

Représentations (en français) des habitants de la rivière Annapolis, qui se disent incapables de fournir à leur propre subsistance et partant de porter du blé à la garnison. 141

Proclamation adressée aux habitants d'Annapolis-Royal, laquelle leur enjoint de prêter le serment d'allégeance à George II; suivie d'une copie des conditions (en français) auxquelles les habitants prêteront ce serment. 141

Compte rendu par l'enseigne Robert Wroth de ce qu'il a fait à la baie de Fundy à l'occasion de l'avènement de George II au trône d'Angleterre. 143

Articles accordés par Wroth aux habitants des Mines, Pissiquit (Pigiguit) et dépendances, suivis des signatures; les mêmes accordés aux habitants de Chignectou, suivis des signatures. (Armstrong avait refusé de les ratifier.) 147

Proclamation de l'avènement de George II, avec les dates auxquelles elle s'était faite aux divers établissements. 151

Ordres et instructions donnés à l'enseigne Wroth, à son départ pour aller faire la proclamation ci-dessus. 162

Gouverneur Saint-Ovide à Armstrong (en français). Remercîments pour les services qu'il a rendus à M. Latour, etc. M. Breau, missionnaire qui avait eu de lui (Armstrong) la permission de passer en Canada, est revenu, et va s'en aller à Cobequit, où il tiendra, Saint-Ovide en est persuadé, la conduite digne d'un bon missionnaire. Le gouverneur français est extrêmement fâché de la capture par les sauvages d'un bâtiment à Terre-Neuve. Il n'a pu en obtenir la restitution, les sauvages menaçant plutôt de brûler le navire; mais il l'a racheté à très bas prix. Il a écrit aux propriétaires à Boston qu'ils peuvent le ravoir, moyennant le remboursement de la somme payée. Les sauvages menaçent d'enlever et détruire tous les bâtiments de Boston pour venger la mort des sauvages pendus l'automne dernier. Il a vu avec un vif déplaisir l'imprudence du conseil de Boston, dans un temps où les sauvages paraissent être sincèrement pour la paix. Un missionnaire récollet à Beaubassin, à cause de sa conduite, a eu de lui l'ordre de s'en retourner à son couvent en Canada. Il y a ici un bon prêtre séculier prêt à aller à Beaubassin, dont la conduite ne donnerait jamais lieu à aucune plainte. Expression de sentiments d'amitié. 153

13 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong à Saint-Ovide. Il lui accuse réception de sa lettre, et se dit heureux du retour de M. Beau, qu'il regarde comme un homme digne et honorable. Il a, en conséquence de la fâcheuse capture du sloop à Terre-Neuve, mandé au capitaine Bennett de se rendre à l'île Royale (Cap-Breton) pour lui faire des représentations et des plaintes (à Saint-Ovide) à ce sujet. Les barques montées par les sauvages étaient sous pavillon français et paraissaient avoir été prêtées ou équipées en l'île Royale. Il demande donc une juste satisfaction de cette attaque de pirates. "A. & W. S.," vol. 29, p. 154

17 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Comme il n'y avait plus de quorum au conseil, il a ajouté à celui-ci certains officiers militaires. Disputes sur la préséance entre les anciens conseillers et les nouveaux. Comment la difficulté a été résolue. Shirreff, persistant dans son dissentiment, s'est démis de sa fonction de secrétaire, dont s'est chargé un lieutenant de la garnison. Mesures prises, mais sans bon résultat, pour se concilier les habitants français; deux trafiquants de la Nouvelle-Angleterre ont contribué à cet insuccès. Proposition faite de leur interdire le commerce, et proclamation lancée à c tte fin, mais les deux trafiquants

1727. bostonnais se moquent de la défense, ce qui a de fâcheux effets. Distribution de la garnison. Récit détaillé de ce qui s'est passé à la proclamation du nouveau roi. Les habitants français, invités à prêter le serment d'allégeance, en ont été détournés par les craintes que leurs députés ont éveillées en eux. Attaques par les sauvages, etc.
C 158, "B. T. N. S,," vol. 5

Incluses. Copie de la proclamation de l'avènement, avec les signatures des sauvages et des habitants de la rivière Saint-Jean, Chignitou (Chignectou), Grand-Pré et Pisiquit. A la fin du traité se trouve l'engagement qui suit: *(textuel)* "Nous reconnaissons toute sorte de fidélité et "d'obéisance avec une affection très humble et sincère, priant Dieu par "qui Les Roys et Reinnes Regnent à bennir le Roy George le second et "de Rendre son règne sur nous long et heureux. Dieu conserve le Roy." C 159

(Pour les autres incluses, C 160 à C 171, voir la lettre au Secrétaire d'État, de même date, dans la série "A & W. I.", vol. 29, p. 110, et les pièces qui l'accompagnent.)

1728.
13 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) aux Lords du commerce. Ils voudront bien préparer la commission et les instructions de Philipps, nommé gouverneur de Plaisance et de la Nouvelle-Ecosse, pour qu'elles soient soumises à Sa Majesté. C 147, "B. T. N. S.", vol. 5

22 mai, Whitehall. Le même aux mêmes. Il les prie d'examiner les propositions de Philipps et demande leur avis sur les mesures les plus nécessaires à prendre pour coloniser avec succès la Nouvelle-Ecosse. Le pli renferme les propositions de Philipps. C 148, "B. T. N. S.", vol. 5

23 mai, Whitehall. Les Lords du commerce. Rapport au roi sur la pétition d'Elliot relative à ses services sur la côte de Canso, et sa demande de l'emploi de receveur des douanes à Newberry. Ses allégations sont exactes et on peut lui accorder ce qu'il demande. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 74

31 mai, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui adressent leur rapport sur la pétition de Philipps concernant l'état de la Nouvelle-Ecosse. 76

Incluse. Ce rapport. Il y est fait mention de précédents rapports sur les moyens de peupler la Nouvelle-Ecosse. 77

2 juin. Passeport sans date, communiqué aux Lords du commerce le jour indiqué en marge. C'est une traduction anglaise portant au dos cette note: Copie d'une promesse sous la signature de Mons. Subercase, gouverneur français de l'Acadie et du Cap-Breton, etc., datée du 23e jour d'octobre 1710, dans laquelle il s'engage à avoir des papiers en France pour le major Mullins, etc. Reçu du col. Philipps." Cette pièce est, en fait, un sauf-conduit donné au major Richard Mullins et à Charles Brown, chargés par le général Nicholson d'aller à La Rochelle ou à Rochefort, afin qu'ils pussent faire le voyage librement et en sûreté. Elle paraît être incomplète. C 173, "B. T. N. S.", vol. 5

(V. A 50, "B. T. N. S.", vol. 1.)

18 juin, Londres. Proposition par le capitaine Thomas Coram, pour la colonisation d'une certaine étendue de pays sise entre la Nouvelle-Ecosse et le Maine. Le mémoire, de 12 pages, contient l'histoire des changements de la propriété, ainsi que de la violation par le Massachusetts de son obligation de coloniser cette contrée. C 174

Incluse. Offre de James Stirling et Joseph Watson de s'établir dans la Nouvelle-Ecosse, si l'on y met Coram, chacun d'eux emportant £1,000. C 175

(C'est le même Thomas Coram qui devait fonder le *Foundling Hospital* (hospice des enfants trouvés), dans Guilford-Street, à Londres, en 1739.)

27 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. Ils ont fait leur rapport sur les questions relatives à la colonisation de la Nouvelle-Ecosse.

1728.

Un arpenteur général est nommé, qui établira des réserves forestières pour l'usage de Sa Majesté. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 79

(La commission et les instructions de l'arpenteur général sont dans le vol. 10 de la série dite "B. T. Plantation General," sous la marque I 100. Il y a trois pièces, dont une (I 99) est un arrêté du conseil, ordonnant à tous les gouverneurs de prêter aide et assistance à l'arpenteur général.)

29 juin, Whitehall. Arrêté du conseil, portant que Philipps se rende sans délai à la Nouvelle-Ecosse, et chargeant les Lords du commerce de préparer sa commission et ses instructions, qui lui seront expédiées après son départ, lorsqu'elles auront été approuvées. C 176, "B. T. N. S.", vol. 5

9 juillet, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Il a envoyé des papiers par le capitaine Bennet. Les Français persistent à refuser de faire leur soumission au gouvernement du roi. Ils ont une insurmontable aversion pour la nation anglaise. Leur insoumission est attribuable en grande partie à l'indulgence du gouvernement. Sous les instructions données à Philipps, les pouvoirs manquent pour agir contre ceux qui refusent de prêter le serment de fidélité. Armstrong revient sur les meurtres commis par les sauvages à l'instigation des Français. En mai, 26 sauvages environ, conduits par trois ou quatre sachems de la rivière Saint-Jean, sont venus ratifier la paix conclue à Boston et faire leur soumission. Il leur a fait distribuer des présents et les a nourris à ses propres dépens, n'ayant pas d'allocation pour cela. Il n'a même pas encore d'appointements. C 188 189, "B. T. N. S." vol. 5

9 juillet, Annapolis-Royal. Le même au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Lettre de même teneur que celle de même date aux lords du commerce, sauf quelques variantes. "A. & W. I.," vol 24, p. 155

12 juillet, Annapolis-Royal. Le même à Stanion. Il n'a pas reçu de nouvelles de lui, ce qui le désappointe. Il demande un congé pour régler ses affaires. 156

16 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Il lui adresse le projet de commission et d'instructions de gouverneur de Plaisance et de capitaine général et gouverneur en chef de la Nouvelle-Ecosse pour Philipps, avec certaines rep ésentations, et le prient de les mettre sous les yeux de Sa Majesté. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 81

Rapport au roi sur la commission et les instructions pour Philipps. 82

Commission. Après la formule initiale, la commission nommant Philipps gouverneur de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Ecosse, porte qu'il devra obéir aux instructions qui seront données sous la signature du roi par arrêté du conseil ou en exécution des lois faites dans la province; nommer les membres de son propre conseil, au nombre de douze; prêter et recevoir les serments politiques et professionnels; armer les habitants pour la défense de la province; concéder des terres sous la condition du *quit rent* et la réserve de services en faveur de la couronne; de faire prêter le serment de fidélité à tous ceux qui d'après la loi en sont capables. Aux termes de la commission, il est nommé gouverneur sous le bon plaisir du roi. 85

Instructions. 94

25 juillet, Hampton-Court. Arrêté du conseil: la forme de la commission est approuvée; ordre de préparer le "warrant" en conséquence. C 177, "B. T. N. S.," vol. 5

Incluses. Autres papiers sur le même sujet. C 178, C. 179

14 août, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Ils lui adressent des instructions, destinées à Philipps, sur le commerce et la navigation, avec des observations relatives à ces matières. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 120

Incluse. Observations.

Les instructions qui concernent le commerce sont les mêmes que celles données aux autres gouverneurs, qui se trouvent parmi les papiers relatifs aux "plantations" généralement.

1728.

17 septembre, Canso. Le capitaine Conolly à Philipps. Conduite peu généreuse de Saint-Ovide à l'égard des déserteurs. Son effet. Conolly se plaint aussi des pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre, qui ont emmené plusieurs hommes. Les armes ont été reçues. Mauvais état des casernes et du corps de garde. Maladies qu'il occasionne. "A. & W. I.," vol. 29, p. 157

8 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Nécessité d'un sceau public propre à la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 122

Ils présentèrent un projet de sceau le 24 janvier 1729, "où nous avons, "disaient-ils, voulu avant tout marquer la production et la pêche de la "province dans le corps de la devise et la légende. Au revers nous pro- "poserions humblement d'apposer les armes de Votre Majesté avec cette "inscription autour de la circonférence: *Geo. 2 Dei Gratia Magnæ "Britanniæ, Franciæ et Hiberniæ Rex; Fidei Defensor; Brunsvici Lune- "burgi Dux, Sacri Romani Imperii Archi Thesaurarius et Elector.*" 123

Le 6 novembre, un arrêté du conseil fut envoyé aux Lords du commerce, qui leur ordonnait de préparer un sceau. La description contenue dans le rapport lu devant le conseil le 26 mars 1729, est semblable à celle communiquée au duc de Newcastle le 3 mars 1730, que voici: "Représentant, d'un côté, la Nouvelle-Ecosse et un traiteur anglais achetant des pelleteries à un sauvage, et aussi un bâtiment de pêche, une chaloupe et un filet, avec alentour cette inscription: *Sigillum Provinciæ Nostræ Novæ Scotiæ in America*, et, dans l'exergue, cette devise: *Terræ Marisque Opes.*" Le revers est semblable à celui décrit dans le rapport des Lords du commerce du 7 septembre 1728, excepté que les titres sont abrégés, les lettres initiales seules en étant données. 222

1er novembre, Canso. Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Sur l'établissement à Plaisance. Conduite du lieutenant-gouverneur. Il (Philipps) suggère de le transférer à Canso, afin de ramener la tranquillité dans les pêcheries de Plaisance. 222

Incluses. Ordres et lettres au lieutenant-gouverneur de Plaisance concernant la pêche, en date de 1720 et 1722, mentionnés dans la lettre. 159

6 novembre. Arrêté du conseil. Faire préparer un sceau pour la Nouvelle-Ecosse. C 180, "B. T. N. S.", vol. 5

Sans date. Requête de Lewis Armstrong, demandant la moitié des appointements et émoluments du gouverneur, à laquelle il (Armstrong) a droit durant l'absence de Philipps.

Autre requête, adressée au Secrétaire d'Etat (Newcastle) aux fins d'être nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.

Les deux requêtes sont parmi les pièces sans date à la fin de la série "A. & W. I.", vol. 598. Newcastle était secrétaire d'Etat depuis juillet 1727.

1729.

26 janvier, Whitehall. Projet de sceau pour la Nouvelle-Ecosse. (V. description dans la note à la suite de la lettre des Lords du commerce, 8 octobre 1728). "B. T. N. S.", vol. 33, p. 123

17 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) aux Lords du commerce. Il leur transmet des pièces relatives à une proposition faite par David Dunbar de coloniser des familles protestantes dans la Nouvelle-Ecosse. A cette lettre est jointe la requête de Dunbar. C 181, "B. T. N. S.", vol. 5

Autres pièces de dates subséquentes. C 182–C 185

21 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui adressent leur rapport sur la proposition de Dunbar d'établir des familles irlandaises dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 123

Rapport, conseillant la formation de deux grands établissements, l'un à ou près Annapolis, l'autre à ou près Canso. 124

(V. duplicata dans le vol. 594, "A. & W. I.", p. 93.)

26 mars, Whitehall. Rapport des Lords du commerce avec description d'un sceau pour la Nouvelle-Ecosse. C 191, "B. T. N. S.", vol. 5

1729.
2 avril, Londres. Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il désire retourner dans le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse le plus tôt possible, et demande passage sur l'un des bâtiments qui feront voile pour Plaisance ou Canso. "A. & W. I.", vol. 29, p. 160

5 mai, Londres. Le même à Stanyon. On lui refuse le passage parce que, dit-on, il lui faudrait trop de place. Or il est seul avec deux domestiques. Indignité et conséquences fâcheuses du refus. 161

10 mai, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. La frégate *Rose* s'en va à Canso protéger la pêche. Si les Lords du commerce ont des ordres à donner au capitaine Weller qui la commande, ils voudront bien les adresser à l'amirauté. C 186, "B. T. N. S.", vol. 5

14 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Sur la proposition de Dunbar de coloniser des familles irlandaises protestantes rendues dans la Nouvelle-Angleterre, et environ 500 familles du Palatinat, sur des terres à l'est de la rivière Kénébec; la distance est trop grande jusqu'à Annapolis ou à Canso pour que les familles irlandaises y puissent transporter leur bétail. Leurs seigneuries suggèrent d'établir 100 familles allemandes dans ces deux endroits; ce qui, au compte de Hinze, coûterait environ £1,600, plus une allocation à lui-même et à deux aides, pouvant aller à £120. Autres observations. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 130

14 mai, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Relativement aux papiers reçus de Dunbar, ils ont déjà exprimé l'avis d'envoyer le sloop qu'il demande. 140 (V. aussi "A. & W. I.", vol. 602.)

16 mai, Whitehall. Les mêmes à Dunbar. L'examen du projet d'établissement entre les rivières Kénébec et Sainte-Croix est différé par le départ du roi. Ils ont recommandé l'emploi du sloop. "B. T. N. S.", vol 33, p. 142

16 mai, Londres. Dunbar à Popple, (Secrétaire des Lords du commerce). L'occasion favorable pour la réalisation du projet d'établissement étant passée, il se propose d'acheter un sloop, sur lequel il transportera à ses propres frais les quarante hommes à la Nouvelle-Ecosse, avec l'espoir d'être remboursé de sa dépense. Engagements qu'il a contractés pour l'établissement, qu'il croyait être une chose bien arrêtée. Il est prêt à aider tout autre que l'on voudra charger de la direction, car il ne recherche aucun avantage personnel. En post-scriptum il dit: "Des agents de la Nouvelle-Angleterre qui assistaient à la séance du Conseil hier, en apprenant ma chance de la veille, se sont rejouis de mon désappointement; plusieurs d'entre eux ont pris possession récemment de grandes étendues de terre où j'avais projeté de placer les familles irlandaises." C 187, "B. T. N. S." vol. 5

19 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Burchett. La liste des sujets ordinaires d'informations concernant Terre-Neuve est sous les yeux du roi. Ils lui transmettent les questions sur la pêche à Canso, qui devront être remises à titre d'instructions au capitaine Weller partant pour faire station dans ce parage. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 143

Sujets d'enquête. 144

A cette dernière pièce est attachée une formule de relevé, intitulée: "scheme." 154, 155

(Les questions diffèrent quelque peu de celles préparées avant cette date.)

22 mai, Kensington. Arrêté pris en conseil. Approbation du projet d'instructions à donner à Philipps. C 190, "B. T. N. S.", vol. 5

28 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. Ils ont reçu sa lettre de juillet dernier (1728). Le roi est maintenant saisi de la question du gouvernement civil, en sorte qu'il peut s'attendre à être informé bientôt de la volonté de Sa Majesté. Dunbar est nommé arpenteur-inspecteur général des bois et forêts. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 155

23 juin, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. La situation peu assurée de la province est ce qui le porte à écrire, et aussi l'état de son conseil; in-

1729. complet par décès et autres causes. Il lui est impossible de pourvoir aux vacances, faute d'habitants établis capables de les remplir; il attendra des instructions. Il se plaint du major Cosby, fauteur de faction dans la garnison. M. Breslay, prêtre papiste, s'était mis à exercer les fonctions judiciaires. Il a envoyé quelqu'un le chercher, mais, prévenu par Cosby, Breslay s'est enfui, et à cette heure il est au milieu des sauvages, qu'il cherche à soulever. Il avait chargé Maugeant, un "gentleman" français qui avait prêté les serments, d'aller faire une proclamation ordonnant à Breslay de quitter le pays dans le délai d'un mois. A son retour, Maugeant a été insulté, injurié, accusé par Cosby, mais, à l'examen, il a été reconnu que les accusations étaient sans fondement. Armstrong envoie le procès-verbal de l'enquête. Après une pareille conduite, il ne devrait pas être permis à Crosby de rester ici. En fait, il a essayé d'exciter une sédition. Armstrong ensuite se plaint du receveur des douanes, et à ce propos entre dans de longs détails. On a besoin d'une cour de l'amirauté. C 200, "B. T. N. S.", vol. 5

Incluses.—Examen de la plainte portée contre Maugeant. C 201

Papiers concernant la saisie de la goélette *Dragon* par le receveur des douanes. C 202

Papiers relatifs à d'autres saisies. C 203

24 juin, Annapolis-Royal. Démission par Wroth de son emploi d'adjudant en faveur du lieutenant Hamilton. C 204

28 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Dunbar. Ils lui envoient copie d'un rapport sur la création d'un nouveau gouvernement, entre la Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 157

(Le rapport mentionné n'est pas dans le pli. C'est probablement celui qui avait été fait au conseil privé le 14 mai. V. p. 130 du vol. 33.)

8 juillet, Canso. Adresse présentée à Philipps par les pêcheurs et autres de Canso, pour le féliciter de son heureuse arrivée. "A. & W. I.", vol. 29, p. 162

19 août, Canso. Autre adresse. 163

28 septembre, Boston. Proposition de coloniser des familles protestantes françaises dans la Nouvelle-Ecosse, signée: Andrew Le Mercier. 164

29 septembre. Concession à Joseph Watson et Cie. V. 10 janvier 1732.

2 octobre, Canso. Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Son arrivée à Canso à la fin de juin. Combien il a été content de voir le grand accroissement que l'industrie de la pêche a pris dans la province depuis le commencement de la colonisation. A son arrivée, il y avait 250 bâtiments et de 1,500 à 2,000 hommes employés à pêcher et à préparer le poisson. Cette pêche, à ce qu'il croit, rapporte plus aux douanes de la Grande-Bretagne que celle de toute autre colonie, la Virginie exceptée. Beaucoup de familles viendraient s'établir ici si l'on se mettait à y faire quelque fortification pour leur protection. Il se prépare à partir pour Annapolis, où il est attendu. Les habitants français y sont disposés à accepter les conditions de soumission, quelles qu'elles soient, qu'il leur proposera. Vente du navire du gouvernement et achat d'un autre. Envoi en Angleterre de William Richards, prisonnier. "A. & W. I.", vol. 29, p. 165

Incluses.—Déposition concernant le meurtre d'un nommé Williams, dans lequel Richards était impliqué. 166

Rapport d'une campagne hydrographique sur la goélette *William Augustus.* (Vient à la suite un duplicata.) 168

2 octobre, Canso. Philipps aux Lords du commerce. Lettre de même teneur en substance que la précédente, avec quelques détails supplémentaires. C 205, "B. T. N. S.", vol. 5

Incluse.—Travaux hydrographiques exécutés par le bâtiment provincial. C 206

(Duplicata de la pièce adressée à Newcastle dans la lettre qui précède celle-ci.)

1729.
23 octobre, Whitehall. Arrêté du Conseil. Portant renvoi, pour plus ample examen, de deux rapports faits par les lords du commerce sur les propositions de Dunbar relatives à la colonisation de familles dans la Nouvelle-Ecosse. C 192, "B. T. N. S.", vol. 5

10 novembre. "Suggestions" (sans date) de Thomas Coram pour l'établissement dans la Nouvelle-Ecosse d'une colonie de familles allemandes par les soins de M. Daniel Hintze (pièce déposée devant les lords du commerce à la date indiquée en marge.) C 193

20 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) aux Lords du commerce. Il leur transmet pour examen une lettre de Daniel Dunbar relative à des projets de colonisation, et demande leur avis sur les instructions qu'il conviendrait de donner. La lettre de Dunbar est incluse dans cette pièce. C 195.

25 novembre. Copie d'un rapport du conseil, en date du 17 décembre 1720, communiquée aux lords du commerce à la date en marge. (V. à la date du rapport.)

25 novembre, Annapolis-Royal. Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui a déjà donné avis de son arrivée. Il est resté à Canso jusqu'au 17 octobre, où les opérations de pêche ont pris fin. Mécontentement parmi les pêcheurs. Il les a apaisés et ils ont promis de revenir à la prochaine campagne. Il se consultera alors avec eux sur certaines mesures à prendre pour l'exercice de la pêche, qui est plus fructueuse ici que partout ailleurs en Amérique, et pour l'approvisionnement de vivres frais, que les pêcheurs achètent encore de la Nouvelle-Angleterre à des prix exorbitants. Parti pour revenir ici comme les derniers bâtiments mettaient à la voile, il a eu un long et rude passage. Il a été reçu avec allégresse, notamment par les habitants français. Il espère annoncer bientôt que leur soumission est entière et qu'ils ont prêté le serment d'allégeance. Pour les affermir dans leurs sentiments d'obéissance, on devrait leur donner des titres nouveaux de concession et annuler les anciens. Il demande s'ils ont à contribuer, et comment, aux frais du gouvernement, ce à quoi ils s'attendent. Proposition qu'il transmet de coloniser 100 familles protestantes françaises. Caractère de son auteur, Le Mercier. Philipps appuie la proposition. Le nombre des conseillers a diminué. Il a nommé le major Cope. Pour que le conseil soit au complet, il faut deux membres de plus. C'est la semaine prochaine qu'il recevra la soumission des habitants français de la rivière (Annapolis). Impossibilité de faire les services administratifs sans navire. "A. & W. I.", vol. 29, p. 171

(Duplicata à p. 174.)

Incluses. Adresse de bienvenue à Philipps, Canso 19 août. 177

Proposition pour l'établissement d'une colonie de protestants français dans la Nouvelle-Ecosse. 178

Réponse du major Cope à M. Le Mercier, ministre de l'église française à Boston. 179

Adresse des pêcheurs et graviers à Philipps, Canso 8 juillet. 180

25 novembre, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. A part quelques variantes, cette lettre est semblable en substance à celle ci-dessus adressée au secrétaire d'Etat. Les incluses sont des duplicatas. C 207–C 211, "B. T. N. S.", vol. 5

(Autres duplicatas à la suite—C 220—C 222 et C 224.)

4 décembre, Whitehall. Lords du commerce. Rapport au conseil privé sur la proposition faite par Dunbar d'établir des familles irlandaises et allemandes dans la Nouvelle-Ecosse et entre la rivière Pénobscot et la rivière Sainte-Croix. Réclamations d'anciens droits sur les terres qui se sont produites. Conditions auxquelles d'après le conseil privé, ces terres doivent être concédées aux réclamants, à l'est du Kénébec; pour les terres au nord de la rivière Pénobscot jusqu'à la rivière Sainte-Croix, elles se concéderaient suivant l'ordre de Sa Majesté. Les Lords du commerce émettent l'avis que jusqu'à ce que les doutes sur le droit de faire des concessions de terre entre les rivières Kénébec et Pénobscot soient levés, Dunbar ait la faculté

1729. de coloniser entre le Pénobscot et la rivière Sainte-Croix. Renvoyer à l'examen de l'attorney général et du solliciteur général la question de l'étendue de la cession de l'Acadie faite par les Français. En attendant leur opinion, les lords du commerce recommandent pour les établissements le mode usité dans la Nouvelle-Angleterre, sauf quelques légères modifications. Dès le début, il faudrait dans chaque township établir des réserves de terre affectées à l'entretien d'un ministre, d'une église et d'une école secondaire, (*Grammar School.*) Si ces propositions sont agréées, elles devraient être incorporées dans les instructions qui seront données à Dunbar. Leurs seigneuries appuient la demande de Hintze, qu'on le paie avec ses deux aides pour aller en Allemagne chercher les familles du Palatinat. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 158

Copie de ce rapport, envoyée même jour à Newcastle. 166

8 décembre. Whitehall. Arrêté pris en conseil sur le rapport des lords du commerce concernant l'établissement proposé de familles irlandaises à Pénobscot, et de familles allemandes dans le voisinage de Canso et d'Annapolis. Approbation de ses conclusions. Les lords du commerce sont chargés de préparer les instructions à adresser au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse et à l'inspecteur général des forêts dans l'Amérique du Nord. Le rapport des lords du commerce (V. vol. 33, p. 158, 4 décembre,) est dans la même enveloppe. C 196, "B. T. N. S.," vol. 5

Incluse. Pétition de Daniel Hintze relative aux familles du Palatinat à établir dans la Nouvelle-Ecosse. C. 197

9 décembre. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Rapport sur la proposition d'établir dans la Nouvelle-Ecosse, entre le Kénébec et la rivière Sainte-Croix, des familles irlandaises actuellement dans la Nouvelle-Angleterre et des familles du Palatinat. "A. & W. I." vol. 602

25 décembre, A bord du *Rose.* Le capitaine Weller aux Lords du commerce. Il leur adresse en réponse à leurs questions, des renseignements relatifs à la pêche qui se fait à Canso et à celle des Français au Cap-Breton. Les renseignements viennent à la suite de la lettre. D 2, "B. T. N. S.," vol. 6

Une lettre du capitaine Waterhous, du vaisseau de S. M. le *Winchelsea*, contient ses réponses aux mêmes questions; mais ici les réponses sont sur un feuillet à part, précédées d'un "schème" des pêches à Canso, c'est-à-dire d'un relevé statistique du nombre des bâtiments, des hommes d'équipage, du poisson pêché, etc.

1730. 3 janvier, Annapolis-Royal. Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Lettre datée de 1729, vieux style. C'est un duplicata de la lettre du 25 novembre 1729, avec une addition commençant par ces mots: "Ce qui précède est un duplicata de ma dernière lettre." (V. 25 novembre, "A. & W. I.," vol. 29, p. 171.) Combien il importe à ses yeux d'obtenir la soumission des habitants français. Le parchemin ci-inclus montrera par les signatures qu'il porte le progrès fait en moins de trois semaines. Les signataires sont tous les habitants de la rivière Annapolis de seize ans et au-dessus. Les signatures ont été obtenues sans menaces ni concessions scandaleuses, comme celles faites par l'enseigne Wroth, qui est en ce moment en Angleterre, où il sollicite une récompense de ses services. Il faut attendre, pour les autres établissements sur la baie de Fundy, jusqu'à la fin de l'hiver. Il compte que des délégués vont venir d'un jour à l'autre, à travers les bois, pour l'assurer de la disposition où sont les habitants de se soumettre. Arrivée du colonel Dunbar à Boston, où il a pris le commandement de la province de Maine, qu'il (Philipps) croyait comprise dans son gouvernement. Avantages que Dunbar possède pour la colonisation des terres et que lui n'a pas, car il ne peut rien faire avant que le levé topographique de la province soit terminé. Le Maine a cet autre avantage sur Canso d'être affranchi du service douanier pendant sept ans, ce qui y attirera l'immigration. Situation différente créée au gouverneur de Plaisance. "A. & W. I." vol. 30, p. 1

1730.

Incluses. (En français) "Traduction de la sixième article (*sic*) des ordres de Lieutenant-Gouverneur Armstrong regardant particulièrement les habitants de cette Province." Page 7

Adresse des habitants d'Annapolis-Royal à son arrivée (en français). 8

Serment d'allégeance prêté par eux. 9

12 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie, Demande une ordonnance de £120 pour payer Hintze et deux aides chargés d'engager des familles du Palatinat à émigrer. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 167

22 janvier, Whitehall. Les mêmes au Conseil privé. Ils lui transmettent de nouvelles instructions destinées à Philipps et à Dunbar, et demandent qu'elles soient soumises à l'approbation de Sa Majesté. 168

Instructions supplémentaires relatives à l'établissement des familles irlandaises et allemandes; instructions ultérieurement modifiées, et transmises en leur dernière forme le 25 mars à Philipps (p. 180), à Dunbar (p. 190). 180, 190

30 janvier, Annapolis-Royal. Philipps aux Lords du commerce. (Duplicata jusqu'à A exclusivement.) Les habitants français, à Annapolis, ont fait leur soumission. Honteuse stipulation consentie par Wroth. Il faut attendre la fin de l'hiver pour communiquer avec les autres établissements; mais il compte qu'il va venir des députations de ces localités à travers les bois. Il apprend que Dunbar a obtenu de n'avoir pas pendant sept ans de personnel douanier, faveur que lui n'a pu avoir pour Canso. Il se soumet au changement fait dans le gouvernement de Plaisance. L'esprit de faction paraît avoir pris fin depuis son service. C 212, "B. T. N. S.," vol. 5

Incluses. Copies d'actes de serment. C 213, C 214

Traduction (en français) de l'article six des ordres d'Armstrong. C 215

18 février, Whitehall. Arrêté portant renvoi des instructions préparées par les lords du commerce, aux fins d'y apporter certaines modifications. C 198

Certificat du colonel Williamson constatant l'attachement de Hintze à la maison de Hanovre. C 199

3 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui adressent le projet de "warrant" pour le sceau de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 222

(V. lettre des lords du commerce, 8 octobre 1728.)

13 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils expriment l'avis que le jeune Hintze soit chargé, en remplacement de son père décédé, de la conduite des émigrants du Palatinat, et que la somme d'argent destinée au père se paye au fils. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 176

25 mars, Whitehall. Les mêmes au Conseil privé. Ils lui transmettent les instructions revisées à envoyer à Philipps et à Dunbar. 178

(Les instructions viennent à la suite, à pp. 180 et 190, comme il a déjà été dit.)

3 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Lettre d'introduction et de recommandation auprès de lui de Hintze, chargé de conduire les colons allemands. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 199

20 avril, St-James. Arrêté du Conseil, approuvant le projet d'instructions à Philipps, gouverneur, et à Dunbar, arpenteur général, et ordonnant de préparer les "warrants" nécessaires. C 216, "B. T. N. S.," vol. 5

28 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils leur envoient un questionnaire sur la pêche de Canso, son commerce, etc. "B. T. N. S.," vol. 33, p. 200

(Les questions sont *mutatis mutandis* semblables à celles adressées au capitaine Weller le 19 mai 1726, p. 144.)

20 mai, Whitehall. Popple à Philipps. Il lui signale des ambiguités dans le serment prêté par les habitants français, et explique comment elles auraient pu être évitées. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 214

20 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au même. Ils le félicitent de son succès, relativement à la pêche de Canso, et d'avoir amené les habitants français

1730. d'Annapolis à prêter le serment volontairement; mais ils eussent souhaité que les termes en fussent plus explicites. Ils lui envoient des instructions pour l'établissement des émigrants du Palatinat, il (Philipps) devra les suivre quand elles différeront de celles antérieures. Le jeune Hintze est allé au Palatinat, où il y a des familles prêtes à passer à la Nouvelle-Ecosse aux conditions énoncées dans les instructions, qui devront également servir de guide pour la colonisation par les protestants français ou autres. La demande relative à une émission de £2,000 en papier-monnaie ne peut être accueillie; de telles émissions ayant eu notoirement, en maintes provinces, des conséquences pernicieuses. La commission de Dunbar, jointe à la sienne, montre que celui-ci n'est pas un gouverneur, mais un surintendant de colons. Vu la distance où est Terre-Neuve de la Nouvelle-Ecosse, le capitaine Osborn, de la marine royale, a été nommé gouverneur de l'île, avec pouvoir d'instituer des juges pour la répression des meurtres et autres crimes qui s'y commettent dans l'hiver. Les habitants français qui ont prêté le serment doivent regarder comme une marque de la bonté du roi, qu'ils n'aient pas été depuis longtemps obligés de quitter leurs établissements, aux termes du traité d'Utrecht. Page 202

(Une copie des instructions à Dunbar, qui se trouve à p. 207, est un duplicata de celle à la p. 190.)

20 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps (extrait). Ils le renvoient aux instructions sur la concession des terres. (Voir au 10 décembre la lettre des lords du commerce au secrétaire d'Etat).

20 mai, Whitehall. Les mêmes au même. Ils lui transmettent le sceau de la Nouvelle-Ecosse, avec le "warrant" autorisant à en faire usage.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 201

27 mai, Whitehall. Les mêmes à Williamson, lieutenant-gouverneur de la Tour de Londres. Sur sa recommandation, le jeune Hintze a été nommé, pour succéder à son père, et on lui a remis l'argent destiné à ce dernier; mais au lieu de poursuivre les opérations, il demeure oisif en ville. Leurs seigneuries demandent des renseignements à son sujet. 216

11 juillet. Hintze aux Lords du commerce. Il rend compte de ses actes par rapport à l'envoi de familles allemandes à la Nouvelle-Ecosse.

C 217, "B. T. N. S.", vol. 5

11 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Hintze. Ils regrettent qu'il ait si peu avancé la besogne commise à ses soins. Quoi qu'il en soit, les familles protestantes qui seront disposées à aller s'établir dans la Nouvelle-Ecosse recevront des terres aux conditions mentionnées.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 217

26 juillet, Rotterdam. Hintze aux Lords du commerce. Il explique la ligne de conduite qu'il lui a fallu prendre pour se procurer des colons allemands.

C 218, "B. T. N. S.", vol. 5

8 août, Rotterdam. Le même aux mêmes. Il demande que le secrétaire (Popple) certifie la validité de ses instructions et lui ouvre un crédit de £30. C 219

(Les lettres de Hintze, datées de Rotterdam, portent les lettres N. S., lesquelles signifient le nouveau style adopté dans les Pays-Bas dès 1583, mais qui ne devait l'être dans la Grande-Bretagne qu'en 1752.)

11 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Hintze. La substance des instructions à Philipps et Dunbar concernant l'établissement des protestants étrangers, a été communiquée à Lascelles, en mission de recrutement de la part de Gascoyn. Leurs seigneuries sont surprises de sa demande de £30, quand déjà il a reçu les £120 qui, de l'avis de son père, devaient suffire.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 218

2 septembre, Canso. Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il résume le contenu de la dépêche du 3 janvier. Il peut aujourd'hui féliciter sa grâce au sujet de l'entière soumission des habitants français sur la baie de Fundy. Après s'être attendu à la plus sérieuse résistance de la part des sauvages, il a

1730

réussi à obtenir leur soumission de bonne volonté. Voilà donc la paix établie pour le temps que durera l'union entre les deux couronnes; la sécurité des colons en dépend totalement, car le pays est incapable de défense, et Canso, rival du Cap-Breton, peut être assuré d'être le premier point attaqué, n'étant qu'à cinq ou six heures de chemin de l'ennemi. La recette de la douane, provenant de la pêche à Canso, s'élève à £30 ou £40,000, et un tiers du revenu d'une année suffirait pour mettre la place à l'abri, tandis qu'il en coûterait dix fois autant pour la reprendre. Arrivée de l'un des arpenteurs adjoints à Dunbar. Difficultés qu'offre l'arpentage. Ce qu'il (Philipps), se propose de faire. Il demande une réponse à l'offre de former un "settlement" de protestants français dans la Nouvelle-Ecosse; et prie qu'on lui donne des instructions sur la manière dont il convient d'en user à l'égard des nouveaux sujets (les Français) en ce qui concerne le gouvernement, les taxes, les terres, etc. Le principal réclamant en vertu des anciennes concessions françaises, est une femme, veuve de deux officiers subalternes, qui a obtenu acte de cession et qui demande maintenant une indemnité. Un petit supplément à sa pension de veuve d'officier règlerait, croit-il, toute l'affaire. Conduite d'un nommé Maujean, qui s'était enfui du Canada après y avoir commis un meurtre; malveillance que lui témoignaient les habitants; Armstrong l'a mené en Angleterre. Ci-inclus le relevé des pêches à Canso durant la présente campagne. "A. & W. I.", vol. 30, p. 11

(Duplicata à p. 16.)

Incluses. (Copie) "Arrêt du conseil d'Etat du Roy, concernant les concessions faites des Terres de la province de l'Acadie dans la Nouvelle-France" (en français). 21

(Duplicata à p. 24.)

Liste des navires ayant pris congé au port de Canso, 7 septembre 1730. 22

Pétition de René Charles de Breslay, prêtre missionnaire, à Philipps; le missionnaire s'y plaint de la conduite d'Armstrong envers lui. 23

décembre 1729. 25

2 septembre, Canso. Philipps aux Lords du commerce. Lettre semblable en substance à celle à Newcastle; quelques variantes. C 226, "B. T. N. S.", vol. 5

Les incluses C 227 et C 228 sont des duplicatas des pièces contenues dans la dépêche à Newcastle. Serment de fidélité souscrit par les habitants français. C 229

10 septembre, Portsmouth. Marwood à Popple. Il met sous ce pli une lettre de son gendre Thomas Wells, avec pièces relatives au "settlement" de Dunbar. D 6, "B. T. N. S.", vol. 6

Incluses. Lettre de Wells. D 7

Esquisse de la "town" de Pémaquid (diagramme.) D 8

Id. (Carte-esquisse coloriée.) D 9

25 septembre. Hintze aux Lords du commerce. Pourquoi il a demandé une somme additionnelle de £30. Il a gagné 450 familles à aller au mois de mars prochain s'établir dans la Nouvelle-Ecosse. Avantage de cette émigration nombreuse de protestants à une époque prochaine. Forte dépense qu'il a dû faire. S'il se dirigeait de ces familles sur la colonie de New-York ou sur le Pensylvanie, il demande que l'on exige les quarante shillings par tête, afin de détourner les gouverneurs de toute tentative pour attirer ces colons. C 225, "B. T. N. S.", vol. 5

7 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Hintze. Les £120 lui ayant été versées, ils ne peuvent engager la Trésorerie à lui fournir d'autres fonds, avant qu'ils aient reçu des certificats témoignant qu'il a recruté des troupes considérables de colons protestants étrangers pour la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 220

7 octobre, Boston. Le Colonel David Dunbar à son frère John Dunbar. Le lieutenant-gouverneur a mandé au capitaine Woodside, commandant du fort sur la

1730.

rivière Saco, de se rendre à son poste en compagnie de quatre " membres " de Boston, constitués avec lui en commission chargée d'examiner les fortifications. Ce ne serait, dit-on, qu'un prétexte pour mettre la main sur Frederick's Fort. Que doit-il (Dunbar) faire ? Les lords du commerce lui ont ordonné d'éviter toutes disputes, sans autrement dire que la partie de pays en question est située dans ce gouvernement-ci. S'il s'établit à la rivière Pénobscot ou au delà, il doit, d'après les ordres reçus, s'adresser au gouverneur Philipps, cette région étant dans son gouvernement, comme toutes les terres jusqu'à la rivière Kénébec. Belcher et son monde réclament tout le territoire jusqu'à la rivière Sainte-Croix. Il (Dunbar) ne sait que faire, n'ayant ni pouvoir ni commission de résister, et eux savent qu'il a ordre de pas entrer en conflit, ce qu'ils attribuent à un sentiment de crainte chez les ministres. Il incline fortement à aller tout de suite à Frederick's-Fort au risque d'être ou insulté ou forcé d'en venir aux mains avec des gens aussi murs pour la rébellion que l'étaient leurs pères en 41. Il ne demanderait que l'autorisation d'agir, sans vouloir d'autre aide que celle des nouveaux colons pour se défendre contre le capitaine général Belcher et tout son monde. Communiquer la présente lettre au secrétaire d'Etat.

A & W. I., vol. 29, p. 170

6 novembre, Londres. W. Adair à Popple. Il demande, au nom de Philipps, le remboursement du prix d'achat d'un petit bâtiment pour le service du gouvernement à la Nouvelle-Ecosse. C 230, " B. T. N. S.", vol. 5

17 novembre, Frederick's-Fort. Dunbar aux Lords du commerce. Il est arrivé ici de Boston le 30. Il a adressé à son frère, afin qu'il le transmît à leurs seigneuries, une relation de ce qui s'était passé entre lui et le gouverneur à propos de la proclamation pour la conservation des bois et forêts du roi. Un bill établissant l'enregistrement des moulins à scier et de leurs propriétaires a été rejeté après avoir passé en comité. Dunbar rappelle certaines lettres antérieures, lesquelles avertissaient que les propriétaires de terres sur la rivière Kénébec, sans attendre la décision au sujet des droits par eux réclamés, s'étaient mis à couper des arbres bons à faire des mâts ; en ce moment ils construisent un blockhaus. Le juge d'amirauté à Boston a un intérêt dans l'exploitation de plusieurs scieries ; impossible par conséquent d'obtenir justice. Il (Dunbar) a loué un sloop pour visiter les rivières. Tentatives faites par des New-Englanders pour mettre son " settlement " en discrédit, et soulever contre lui les sauvages. Ceux-ci aiment les Anglais, mais haïssent les New-Englanders, et nient la validité de leur prétendu achat des terres indiennes. Communication d'une correspondance entre lui (Dunbar) et Taylor, lieutenant-gouverneur du Massachusetts. Visites de sauvages pour diverses affaires. Plaintes de capitaines de navires sur le traitement subi par eux à Annapolis. Grande influence des Français du Canada et du Cap-Breton sur les sauvages ; ses dangers. Il n'a reçu aucune réponse de Philipps à une demande d'aide ; et cela décourage les colons. Pour ranimer leur courage, il a donné dix acres de terre à chacun. Les colons irlandais se montrent impatients d'avoir leurs concessions. Tappan, " *an Independant preacher,*" réclame 400,000 acres ; il passe en Angleterre pour joindre sa sollicitation à celle de Waldo. Réclamations mal fondées de droits à des terres. Dunbar prie qu'on le rembourse de dépenses faites en présents aux sauvages, et pour la construction d'un fort, etc. Il a des objections contre la règle de Philipps, concernant les établissements, qui devront se faire à la distance de 200 verges du rivage. Il envoie copie de documents sur une conférence avec les sauvages, etc. Les copies des pièces mentionnées dans cette dépêche sont enliassées sous la même marque.

D 1, " B. T. N. S.", vol. 6

1730.
24 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire de la guerre. Ils demandent que 40 hommes du régiment de Philipps assistent Dunbar en l'exécution de sa besogne d'arpenteur-inspecteur général de bois et forêts.
"B.T.N.S.", vol. 33, p. 221

26 novembre, Annapolis-Royal. Philipps à Popple. Il défend, au point de vue de la construction grammaticale, la formule du serment prêté en français par les habitants français de la rivière Annapolis. D 17, "B.T.N.S.", vol. 6

26 novembre, Annapolis-Royal. Le même aux Lords du commerce. La première partie de cette dépêche est le duplicata de la lettre du 2 septembre (C 226, vol. 5). Reçu leurs instructions supplémentaires pour la colonisation de la province. Il a eu une lettre de Hintze, qu'on avait ouverte et qui avait passé de main en main à Boston. Les familles du Palatinat mentionnées dans cette lettre ne sont pas encore arrivées; elles débarqueront dans un temps bien peu favorable; il en est fâché, à cause des privations auxquelles elles devront se soumettre. Si elles ne venaient qu'au printemps, on prendrait soin d'elles. Il obéira aux ordres de ne pas mettre obstacle aux projets d'établissement de Dunbar. Intrigues de Boston contre la Nouvelle-Ecosse; 50 familles des plus riches qui avaient l'intention de passer dans cette province ont été induites à aller à la Caroline. Par suite de son indisposition, il ne peut envoyer la dernière liste de ceux qui ont signé l'acte de soumission; il n'y manque plus que cinq ou six familles éparses pour compléter la soumission de toute la province. Remarques sur la forme du serment. (Voir la lettre de même date à Popple D 17.) Le sceau de la province a été reçu, à la grande satisfaction des habitants. Il (Philipps) répondra aux questions par la prochaine occasion. D 18

Correspondance avec Dunbar au sujet des établissements mentionnés dans la dépêche ci-dessus. D 19, D 20

Liste des habitants français qui ont signé l'acte de serment. D 21

Extrait de la concession (en français) à La Tour et ses héritiers, par le roi de France en 1703, de terres et d'une seigneurie en la Nouvelle-Ecosse. D 22

10 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui communiquent des représentations sur la pétition de Bradley, attorney général de New-York. Le droit aux terres situées entre les rivières Kénébec et Pénobscot étant soumis en ce moment à l'examen du procureur général et du solliciteur général, leurs seigneuries attendent pour faire leur rapport qu'elles aient reçu l'avis de ces fonctionnaires. Elles ont écrit à Philipps relativement aux concessions de terre et aux établissements; et renvoient au rapport du 7 juin 1727, sur la demande par Philipps d'un bâtiment pour le service du gouvernement.
"A. & W. I.", vol. 594, fol. 95

Incluse. Extrait d'une lettre de Philipps du 20 mai 1730, le renvoyant à des instructions sur les concessions de terre. fol. 97

1731.
12 janvier, Boston. Dunbar à Popple. Il a écrit de Frederick's Fort. Il se plaint, avec tout le monde, des New-Englanders. Ceux-ci le menacent de l'actionner, et vont même jusqu'à l'accuser de trahison pour avoir élevé un fort et arboré dessus le drapeau royal, qu'ils prostituent à leurs maisons de traite, où ils donnent du rhum en échange aux sauvages. Dangers que lui ont fait courir les glaçons quand il a remonté la rivière Kennebec pour arrêter le travail aux scieries qui détruisaient de précieuses pinières. S'il n'avait pas assigné des terres dans une zone de dix milles du fort, les gens seraient repartis, et l'on n'aurait jamais pu les gagner à revenir. Il n'a pas donné de concessions, ni exercé de juridiction, faute de main-forte, quoiqu'il ait cependant ouï quelques affaires et averti que les parties en débat devraient s'accommoder en attendant la nomination de magistrats. Bien des familles seraient ruinées, ainsi que lui-même, s'il leur fallait partir. Il envoie des échantillons de chanvre et

1731.

de lin récoltés près de Fredericksfort, dont la graine est venue de la Nouvelle-Angleterre; celle de Dantzick ayant été déloyalement tenue cachée jusqu'après le temps de semer. Combien il voudrait avoir de l'argent pour faire venir d'autre semence et des faiseurs de potasse de Russie et de Pologne; et de quelle utilité serait tout cela! Les échantillons de chanvre et de lin ne sont pas si beaux qu'ils auraient pu l'être, pour des raisons exprimées; mais on assure que le chanvre ici sera supérieur au produit européen. Différend avec l'entrepreneur des mâts, etc., à Canso. Comment les terres sont possédées en cet endroit-là. Ses propositions aux propriétaires ont été satisfaisantes pour eux. Ce qu'ils pensent des concessions d'Andros; ils les regardent comme des instruments d'extorsion. Ils ont d'anciens titres venant de Gorges ou résultant des cessions faites par les sauvages. Montant considérable d'arrérages encore dus pour les *quit rents*. La terre dont il parle est située dans le comté d'York, où il n'y a qu'une ligne de "towns" d'établie. Il reste des milliers d'acres inoccupés. Ce que les hostilités des sauvages ont coûté; on aurait pu les éviter en employant les moyens de la douceur et en distribuant de petits présents tous les ans. Il met sous ce pli copie d'une lettre d'un jésuite, par l'influence duquel il espère s'assurer l'amitié des sauvages. Accuse réception de dépêches; dont une qu'il a expédiée à Belcher. Ci-incluse la réponse de celui-ci. Belcher le traite fort mal, l'appelant "un espion." En conséquence de cette injure répétée, le capitaine Prothero, pris pour lui (Dunbar), a pensé être maltraité par la canaille en pleine rue. Dunbar se plaint que les lettres tirées pour son salaire reviennent protestées. Impopularité de Belcher. On parle d'adresser des plaintes contre lui au roi. Son principal favori est le Dr Cook, le fameux incendiaire, qui est exécré. Mort du lieutenant-gouverneur Wentworth, du New-Hampshire. Nominations faites par Belcher. Faux exposés dont se rend coupable l'avocat général Auchmuty pour plaire au gouverneur Belcher. Complots qui se forment contre lui (Dunbar). D 12, "B. T. N. S.", vol. 6

Incluses. Réponse de Belcher mentionnée dans cette lettre. Il (Dunbar) ne doit nullement craindre qu'on le maltraite; mais s'il était question de menaces, il peut s'attendre à être protégé, etc. D 13

Lettre (en latin et en français) du jésuite dont il est parlé dans la lettre de Dunbar. D 14

Autres pièces relatives au différend touchant les limites territoriales, comprenant deux lettres et un avis inséré dans la *Gazette* de Boston. D 15

9 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils proposent une modification aux instructions de Philipps et de Dunbar, par rapport aux 200,000 acres de forêt à mettre en réserve, et qu'il faut délimiter. Les retards résultant de cette opération seraient nuisibles à la marche de la colonisation. Si leur demande est approuvée, leurs seigneuries prépareront des instructions conformes. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 224

1 février, Whitehall. Les mêmes à Dunbar. Reçu ses dépêches. Le retard qu'ils ont mis à répondre a été occasionné par le différend relatif aux réclamations avancées par le Massachusetts et les propriétaires à l'égard des terres de cette région de la Nouvelle-Ecosse où il est. Ces réclamations ont été soumises à l'examen des procureur et solliciteur généraux. Il est libre d'établir des réserves entre les rivières Pénobscot et Sainte-Croix, mais non pas entre les rivières Kénébec et Pénobscot avant que le titre du roi soit pleinement confirmé. Ne point toucher aux établissements qu'il y a à Pémaquid, jusqu'à ce que le roi ait fait connaître son bon plaisir. A l'égard des établissements situés à ou près Annapolis, Canso et partout au nord-est de la rivière Sainte-Croix, on s'en remet à la prudence de Philipps. En établissant une autre réserve de 100,000 acres entre cette dernière rivière et celle de Pénobscot, il n'aura pas à la circonscrire dans une localité particulière; il pourra choisir différentes

1731.

parcelles, mais sans jamais empiéter sur aucune propriété privée. Leurs seigneuries ont représenté au roi ce qu'il y aurait de fâcheux si la création des "settlements" projetés était retardée jusqu'après l'accomplissement de la mise en réserve des 300,000 acres de forêts. Philipps a ordre d'apposer le grand sceau de la Nouvelle-Ecosse aux lotissements tracés par lui (Dunbar) des terres à l'ouest de la rivière Sainte-Croix, afin que les titres soient incontestables. Faire rapport sur le droit de Waldo à des terres sises entre les rivières Kénébec et Pénobscot. L'amirauté a été avisée de la difficulté d'avoir jugement aux cours d'amirauté de la Nouvelle-Angleterre, afin qu'elle y mette ordre. Difficulté d'obtenir le remboursement de l'argent dépensé par lui (Dunbar), vu qu'il n'y a pas de crédit applicable à cet emploi. Remarques touchant l'emploi, etc., des amendes. Leurs seigneuries espèrent que l'état de sa santé lui ôtera toute idée de se démettre. Remarques sur la manière dont les poursuites ont été engagées pour la punition de ceux qui coupaient illégalement du gros bois. 227

10 mars, "St-James's". Arrêté du conseil rejetant la pétition d'Armstrong qui demandait une gratification pour avoir fait fonction de gouverneur en l'absence de Philipps. D 10, "B. T. N. S.", vol. 6

30 mars, Whitehall. Arrêté du conseil: des instructions seront dressées pour régler le mode de colonisation des terres dans la Nouvelle-Ecosse. D 5

30 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui adressent des listes de questions, destinées aux capitaines Clinton et Waterhouse, sur les pêches à Terre-Neuve. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 237

Ces listes suivent. 238

(Tout en ressemblant généralement à celles préparées le 19 mai 1729, (p. 144), il y a des différences essentielles, sans parler des erreurs de copiste qui se rencontent dans les en-têtes de 1729).

"Schème" ou modèle de rapport. 246

22 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Ils transmettent le projet d'instructions supplémentaires concernant la concession des terres dans la Nouvelle-Ecosse. 247

Instructions, modifiées conformément aux représentations de Philipps et de Dunbar.

Celles à Philipps. 248

Id. à Dunbar. (V. la lettre à Dunbar du 11 février). 251

12 mai, "St-James's". Arrêté du Conseil, approuvant le projet d'instructions à Philipps, qui devront être préparées immédiatement pour lui être expédiées. D 11, "B. T. N. S.", vol. 6

4 juin, Frederick's-Fort. Dunbar à Popple. Long exposé du différend au sujet du territoire des nouveaux "settlements" à Fredericksfort. Comment il a fait son levé, nommant les townships, rivières, etc. Il relate telles circonstances relatives à des réclamations, en réponse à cette accusation de Waldo, qu'il aurait dépossédé des propriétaires, etc. Envoie une liste des forges et des scieries dans le Massachusetts. D 16

27 juillet Annapolis-Royal. Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il a reçu l'ordre de se rendre à Londres, et y obéira. Il lui est nécessaire de faire prendre copie de plusieurs papiers du conseil, ordres, etc., pour repousser les accusations qu'il s'attend à voir Armstrong ramasser contre lui. A. & W. I., vol. 30 p. 28

27 septembre, Annapolis-Royal. Représentations de Mascarene et autres conseillers contre la nomination du major Cosby à la présidence du conseil. (V. aussi la lettre d'Armstrong, D 27). D 29, "B. T. N. S.", vol. 6

5 octobre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Son retour. Il a pris le commandement en l'absence de Philipps. Soucis que lui occasionne le caractère perfide des habitants français. Les membres du conseil se plaignent que le major Cosby ait été nommé président, en dérogation des droits des membres anciens; il craint, à cause de ce mécontentement, de n'avoir

1731.

plus de conseil. Reçu les dépêches concernant les poursuites en justice, etc. Effets nuisibles des retards mis à la colonisation de la province. Il demande des instructions relativement aux droits que les habitants français prétendent avoir sur les terres abandonnées depuis la conquête, ainsi que sur d'autres terres inoccupées, en invoquant les termes du traité d'Utrecht. Si l'on admet leurs prétentions il ne restera plus de terres pour les protestants. Armstrong demande que les biens-fonds des habitants français soient arpentés ; autrement il sera toujours impossible d'exécuter et envoyer un plan convenable du pays. Ces gens-là sont ingouvernables. La nomination d'une assemblée pourrait les rendre plus obéissants. Pétitions pour terres. Escamotages pratiqués par les seigneurs ; redevances remises en France. Trafic clandestin avec le Cap-Breton. Amélioration dans la pêche à Canso. D 27

(La pièce D 30 est un duplicata de la précédente.)

13 octobre, Annapolis-Royal. Procès-verbal du conseil concernant l'arpentage de certaines terres, l'ordre de le faire exécuter et la réponse des habitants français, disant qu'ils sont trop pauvres pour payer les frais auxquels il les soumettrait. D 31

19 décembre. Le capitaine Fytch à Popple. Réponses aux questions sur la pêche à Canso. D 47

31 décembre, A bord du *Winchelsea*. Le capitaine Waterhous à Popple. Il lui adresse ses réponses aux questions sur la pêche, qui a été peu heureuse, à cause de la perte de six goélettes, d'un mauvais printemps et du petit nombre des navires marchands qui sont venus chercher du poisson. Par suite, 6,000 quintaux de qualités marchandes ont été portés dans la Nouvelle-Angleterre, outre une plus grande quantité de produits inférieurs que d'ordinaire ; c'est ainsi que les exportations ont diminué. L'absence de fortifications à Canso est ce qui en détourne les colons, en raison de la crainte inspirée par les sauvages, etc. D 48

Incluses. Réponses, avec les questions, qui sont les mêmes que celles contenues dans la lettre de Fytch D 47. D 49

1732.

10 janvier. Copie de l'acte de concession par Philipps de terres situées en la Nouvelle-Ecosse à Joseph Watson et Cie, du 24 septembre 1729. Communiquée aux Lords du commerce à la date en marge. D 28

24 janvier, Londres. Philipps aux Lords du commerce. Il envoie son secrétaire porter ses réponses. Elles sont intitulées : "Mémoire sur la situation, le commerce, etc., de la province de la Nouvelle-Ecosse en Amérique : réponse à diverses questions des lords commissaires du commerce et des plantations." C'est un document de cinq feuillets, avec les réponses en regard des questions. D 23

8 février. Plaintes par Matthew Maugor et autres patrons de navires faisant la pêche à Canso, que les Français de Gaspé et du Cap-Breton exercent un trafic clandestin dans ce parage, au détriment des commerçants réguliers. (Pièce sans date, déposée devant les lords du commerce le jour mentionné en marge.) D 24

22 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui adressent un questionnaire sur les pêches. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 254

(Le questionnaire est semblable à celui envoyé le 30 mars 1731, p. 238 du vol. 33.)

10 juin, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. En conséquence du manque d'un quorum au conseil, il y a appelé le lieutenant Otho Hamilton. Il espère qu'on lui pardonnera ce choix d'un militaire. Cosby s'est retiré sans l'en prévenir, se contentant d'écrire à Shirreff la lettre ci-incluse. Il a cru devoir pour cette cause le suspendre jusqu'à avis des volontés du roi. Conduite factieuse de Cosby et de Winnett. Cosby refuse de remplir toute fonction sous son commandement. Pour ce qui est de la chose militaire, il (Armstrong) écrit au secrétaire de la guerre. Il transmet un rapport du conseil sur le commerce, etc., suivant la demande de

1732.

leurs seigneuries. Nécessité d'avoir une Assemblée pour établir des mesures législatives qu'on puisse faire exécuter. Il y a sur la rivière Saint-Jean, côté nord de la baie de Fundy, un "settlement" français dont les habitants ne tiennent aucun compte des lois. Il demande des instructions sur la façon dont il doit agir devant les empiétements des Français. Détails concernant les héritiers de La Tour. L'un d'eux, Alexandre, qui a épousé une femme sauvage, s'emploie à exciter les tribus à troubler la paix. D'autres personnes réclament des seigneuries.

D 32, "B. T. N. S.", vol. 6

Incluses. Pétition de John Adams, du conseil de la Nouvelle-Ecosse. D 33

Rapport du conseil sur la conduite tenue par Armstrong envers Cosby et inversement. A cette pièce est jointe une lettre de Cosby à Shirreff, où il dit qu'il se retire du conseil. D 34

Rapport du conseil sur les lois, etc., qui touchent le commerce et la navigation de la Grande-Bretagne ; fait à la demande des lords du commerce. D 35

Correspondance avec les prêtres français mentionnés dans la dépêche d'Armstrong. D 36

Déclaration de René LeBlanc, sur le commerce qui a lieu sur la rivière Saint-Jean. D 37

Papiers relatifs aux concessions données à Denonville, avec pétition des héritiers demandant la jouissance de la seigneurie. D 38

20 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Ils demandent l'original du passeport de Subercase ; les ordres et commissions à M. Grandfontaine, renfermés dans une lettre de Peter Melançon à Doucett du 17 novembre 1719, et la commission donnée par le roi de France au grand-père de la veuve Campbell (La Tour). "B. T. N. S.", vol. 33, p. 261

25 juillet, Whitehall. Arrêté du Conseil, portant renvoi aux lords du commerce d'une pétition de John Hart en obtention d'une concession de terre dans la Nouvelle-Ecosse. La pétition accompagne l'ordre de renvoi.

D 25, "B. T. N. S.", vol. 6

Rapport de Philipps sur la pétition de Hart. D 26

26 juillet, Londres. Philipps aux Lords du commerce. Il ne se rappelle point d'avoir vu les originaux des documents demandés. E 10, "B. T. N. S.", vol. 7

23 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Ils lui envoient copie de la pétition du colonel Hart, qui demande des terres dans la Nouvelle-Ecosse, afin qu'il réponde aux questions suivantes : 1° Les terres dont Hart demande la concession sont-elles habitées ? 2° La création d'un établissement y serait-elle avantageuse pour la province ? 3° Serait-il de l'intérêt du roi de les concéder de la manière proposée ?

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 255

Suit la réponse. D. 26, "B. T. N. S.", vol. 6. Voir ci-dessus.

25 août, Frederick's-Fort. Dunbar à Popple (?). Il lui a écrit le 9 juillet. Arrivée peu après de Belcher et entrevues avec les sauvages à la rivière George et à la baie de Casco. Environ 130 sauvages de Pénobscot ont passé par Fredericksfort, en montant et en descendant. Il leur a donné un festin ; mais ils s'étaient attendus à recevoir des présents. Belcher leur avait dit qu'il (Dunbar) allait bientôt avoir l'ordre de s'en aller ; mais malgré les présents des gens du Massachusetts, il croit posséder plus d'influence que ceux-ci sur les sauvages. Son désappointement parce qu'il n'a eu nouvelle d'aucun règlement des différends entre Belcher et lui. Souffrances dans le New-Hampshire ; un agent en a été envoyé à Londres. Les hommes promis par Philipps ne sont pas encore arrivés ; peut-être ont-ils été contremandés sur l'avis qu'il y avait au Cap-Breton six vaisseaux de guerre français, remplis de juifs, venant coloniser l'île Saint-Jean, et qui seront alimentés et soutenus par les habitants français de la baie de Fundy, si on n'y met pas obstacle, ainsi qu'aux empiétements des Français. Dan-

1732.

gereuses conséquences d'une commission adressée par Bournchois (Beauharnois), gouverneur de Québec, aux sauvages; de l'établissement de Français du Canada à Pénobscot, et des prétentions avancées par les habitants français de la Nouvelle-Ecosse sur toutes les terres contenues dans cette province, en se fondant sur les termes du traité d'Utrecht; leur population croît si rapidement qu'avant longtemps il ne restera plus de place pour d'autres. Nécessité d'avoir un bâtiment avec à bord des soldats et d'être en pouvoir de faire des présents aux sauvages. Les bûcherons, encouragés à la résistance par le juge de vice-amirauté, se moquent des règlements concernant les bois; à ce propos, Dunbar renvoie à de précédentes lettres. En quels termes est conçue la loi. Il accuse le juge d'avoir des intérêts considérables dans des scieries avec le Dr Cook. Mais à quoi bon se plaindre quand il ne peut obtenir de réponses? Il voudrait voir établir la règle que les fournisseurs de mâts ne devront pas être copropriétaires de moulins à scier et que les propriétaires de scierie ne pourront être chargés d'aucune partie de l'administration publique. Remarques sur le projet de fabrication de chapeaux dans la Nouvelle-Angleterre. Plaintes contre des juges et autres. Dunbar se dit inquiet de ne pas recevoir de lettres, d'autant plus que Waldo et ses amis font des rapports contre l'établissement de Fredericksfort, qui épouvantent les colons. Besoin de fournitures de bureau, de papier entre autres choses. E 29, "B. T. N. S.", vol 7

30 août, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Rapport sur la pétition de Hart, qui demande la concession de la presqu'île située dans la baie de Fundy, depuis l'île Holt jusqu'à la rivière Chignectou, et qui peut avoir 15 lieues de long sur une largeur moyenne d'une lieue et demie. Il promet d'y transporter et établir, dans le délai de cinq ans du jour de la concession, 100 protestants, et 100 autres dans les dix années à compter de la même époque. Leurs seigneuries constatent que la presqu'île est entièrement inhabitée et qu'elle est le rendez-vous habituel des sauvages de l'est et de l'ouest, qui viennent s'y consulter pour commettre leurs déprédations; et elles sont d'avis que la formation d'un "settlement" à cet endroit serait infiniment utile à la province. Pour ces raisons leurs seigneuries recommandent la concession sous les conditions mentionnées. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 256

19 octobre, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat. Ils lui transmettent une pétition de John Adams, officier réformé, et expriment l'avis que l'on fasse quelque chose pour ce pauvre homme. 262

2 novembre, Whitehall. Les mêmes à Armstrong. A l'égard de la dispute entre lui et Cosby au sujet de la présidence du conseil, la règle qu'il faut toujours observer, c'est que le plus ancien conseiller doit être le président et prendre les rênes du gouvernement en l'absence du gouverneur et du lieutenant-gouverneur. Des instructions ont été envoyées pour les concessions de terre. Il (Armstrong) transmettra les réclamations mêmes produites par les seigneurs; autrement, elles ne peuvent être soumises utilement à l'examen des procureur et solliciteur généraux. Pour ce qui est d'instituer un juge de paix parmi les habitants français, il ne peut nommer à cette fonction qu'un homme ayant prêté le serment d'allégeance. Leurs seigneuries ne peuvent établir un tarif des expéditions des concessions. Armstrong veillera à ce qu'il n'y ait pas plus de missionnaires français qu'il n'en faut pour les besoins religieux, et réitérera l'ordre aux habitants français sur la rivière Saint-Jean d'avoir à se retirer de la province, n'ayant pas droit au bénéfice du traité d'Utrecht. 263

2 novembre, Whitehall. Instructions à Philipps. Le plus ancien conseiller doit toujours avoir la présidence du conseil en l'absence du gouverneur. (Pièce jointe à la pétition de Mascarene, contenue dans sa dépêche du 14 octobre 1742. Voir à cette date.)

1732.
4 novembre, Londres. Fytche aux Lords du commerce. Il leur envoie un état de la pêche de la baleine à Canso pour l'année 1732. D 39, "B. T. N. S.", vol. 6
Pêche de la baleine. D 40
Statistique des autres pêches. D 41

15 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il a reçu la dépêche relative aux pirateries exercées par des navires armés dans les Antilles espagnoles. Conformément à l'ordre des lords du commerce, il leur a adressé un rapport sur les lois, les manufactures, les industries de la province qui peuvent mettre obstacle ou nuire aux opérations du commerce ou de la navigation de la Grande-Bretagne. Les habitants, tous Français et catholiques romains, sont plus sujets aux autorités de Québec et du Cap-Breton qu'à Sa Majesté, dont ils paraissent mépriser le gouvernement, étant conseillés par leurs prêtres d'une insolence extrême. Il espère recevoir des instructions sur les mesures à prendre pour venir à bout de ces derniers. Il a ordonné de construire une maison aux Mines, où mettre une compagnie, pour être en pouvoir de mieux gouverner les établissements éloignés sur la baie de Fundy. Les sauvages, pénétrés du même esprit que les Français, prétendent que si Annapolis a été conquise, les Mines ne l'ont pas été, et sur ce prétexte pillent et détruisent les propriétés; à quoi les encourage le gouverneur Saint-Ovide. Les Français se flattent de reprendre un jour la province en raison de son peu de moyens de défense. Louisbourg très fortifié. Les Français font la pêche à Gaspé, où il va maintenant plus de leurs bâtiments qu'à Louisbourg, et poussent la colonisation de l'île Saint-Jean. Besoin d'un pouvoir législatif et d'un pouvoir judiciaire. Il a proposé d'avoir une Assemblée, en partie composée de Français, afin d'amener la population française, s'il y a possibilité, à obéir à ses propres lois. Il envoie la liste des lettres patentes de concessions de terre accordées depuis son arrivée.
"A. & W. I", vol. 30 p. 29

Incluses. Lettre de Saint-Ovide à Armstrong (en français) du 19 septembre 1732, introduisant auprès de lui deux prêtres envoyés comme missionnaires par l'évêque de Québec. 32

L'Evêque de Québec au même (en français). Il le remercie de ses bontés pour les missionnaires. Il s'en va à Paris, et s'il (Armstrong) le veut bien, il lui fera visite à son retour et conférera alors le sacrement de confirmation aux habitants français. 34

15 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong au Lord du commerce. Résumé de lettres précédentes. Suivant leurs ordres, il leur envoie les procès-verbaux du conseil, et un relevé sommaire des "tenants et aboutissants" de toutes les concessions de terre accordées depuis son arrivée, la seule importante étant la mine de houille. Précaution prise par lui par rapport à cette dernière. Il envoie une copie de l'avertissement publié. Les Français montrent toujours le même esprit d'insoumission, dans les affaires privées et les affaires publiques. Winnet est dangereux dans le conseil à cause de ses relations avec les Français. Armstrong demande des instructions au sujet de l'adoption des lois et sur le moyen d'en exiger l'exécution. Il a été empêché par la conduite de Cosby de visiter les différentes parties de la province, comme il en avait le dessein. Il prie que l'on vide leur différend, et suspende Winnet, beau-père de Cosby, de son office de conseiller, pour les raisons qu'il donne. Des sauvages, excités par Saint-Ovide, ont pillé la maison du propriétaire de la houillère, etc. Gravité du danger s'il y avait rupture. Communication de lettres de l'évêque et du gouverneur de Québec, apportées par deux prêtres.
D 59, "B. T. N. S.", vol. 6

Incluses. Copie d'arrêtés mentionnés dans la lettre ci-dessus, relatifs à diverses matières rentrant dans l'objet du gouvernement de la province. D 60

1732.

Lettres d'Armstrong à diverses personnes, rapports de comités du conseil, etc. D 61

Procès-verbaux du conseil, du 19 juillet 1731 au 11 septembre 1732. D 62

Résumé sommaire de lettres-patentes. D 63

Belcher à Armstrong. Il communiquera à l'Assemblée (du Massachusetts) la proposition d'Armstrong, d'établir la traite avec les sauvages sur la rivière Saint-Jean; mais, à moins que la couronne ne bâtisse un fort, il craint bien que cette proposition n'aboutisse pas. Rien, du reste, n'assurerait mieux la tranquillité dans la Nouvelle-Ecosse qu'un pareil fort. Peut-être le Massachusetts enverra-t-il un sloop avec des marchandises pour trafiquer avec les sauvages, au printemps et à l'automne. D 64

Lettre de l'évêque et du gouverneur de Québec, recommandant M, Saint-Poncy, prêtre, pour Port-Royal; l'autre prêtre, qui n'est pas nommé, ira joindre le P. Gourdaly, lequel, chose regrettable, ne se serait pas conformé aux instructions à lui données, comme le dit une lettre d'Armstrong. D 65

(Conférer les incluses avec celles de la lettre de même date à Newcastle.)

Représentations de Philipps sur le mauvais état de Canso; il demande que l'on envoie quelqu'un de compétent pour inspecter les lieux et faire rapport. (Cette pièce ne porte pas de date, mais elle est évidemment des environs du 20 novembre. "A. & W. I.", vol. 30, p. 35

22 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. En raison des plaintes sur le mauvais état de la caserne à Canso, il a ordonné de faire l'inspection du bâtiment. Ci-inclus l'ordre et le rapport, lequel confirme les plaintes et demande que les réparations nécessaires s'exécutent. D 66 "B. T. N. S.", vol. 6

22 novembre, Annapolis-Royal. Le même au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Sur le même sujet. "A. & W. I.", vol. 30, p. 36

Incluses. Ordre d'inspection, 20 novembre. 37

Rapport, 21 novembre. 38

19 décembre, Sheerness. Fytche à Popple. Il lui adresse ses réponses aux questions touchant les pêches. D 46, "B. T. N. S.", vol. 6

Incluses. Ces réponses. Elles sont écrites à côté des questions 47

19 décembre, Sheerness. Fytche à Popple. Il transmet des lettres des principaux habitants de Canso, se plaignant d'empêchements à l'exercice de leur fonction de juges de paix. D 42

Incluses. Papiers mentionnés. D 43–D45

21 décembre, "St-James's." Rapport du Conseil, relatant une pétition de John Hart, qui demande la concession d'une portion de la presqu'île, entre l'île Holt et Chignectou, savoir: depuis et y compris l'île Holt jusqu'à la terre ferme, l'espace d'environ douze lieues, sur une profondeur moyenne d'une lieue et demie, le dit espace borné au nord, au sud et à l'ouest par la baie de Fundy; et portant que le gouverneur de la Nouvelle-Ecosse reçoive l'ordre de faire cette concession. Ordonné que les terres demandées soient arpentées et délimitées. E 1. "B. T. N. S.", vol. 7

Il y a un second procès verbal du même jour, qui est une transcription du premier, avec, en plus, les conditions, etc. Le premier (E1) n'est apparemment qu'une copie abrégée, ne contenant ni les noms des membres du conseil présents à la séance, ni les conditions auxquelles Hart devra obtenir la concession. L'une et l'autre des deux pièces sont dites être des copies conformes. E 2

1733.

2 avril. Pétition (en français et sans date) de dame Agathe de La Tour, se disant veuve Bradstreet et Campbell et signant: "Agathe Campbel." La pétitionnaire demande qu'on lui restitue les propriétés possédées par elle, son père et son aïeul pendant près d'un siècle, et qu'on l'indemnise de la manière que le roi trouvera à propos. D 51, "B. T. N. S.", vol. 6

1732.

Incluses. Autres papiers concernant cette réclamation. D 52–D 58
(Pièces communiquées aux lords du commerce à la date indiquée ci-dessus en marge.)

9 avril, Sheerness. Fytche aux Lords du commerce. Il demande une réponse à la requête des juges de paix et habitants de Canso, pour leur en faire part lorsqu'il retournera à ce poste. D 50, "B. T. N. S.", vol. 6

13 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Fytche. Philipps a eu ordre d'écrire à l'officier commandant à Canso de prendre garde que la pêche n'y soit interrompue. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 268

19 avril, Whitehall. Les mêmes à l'Amirauté. Envoi d'un questionnaire. 269
(Semblable à celui du 30 mars 1731.)

24 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Philipps. Ils lui communiquent la pétition de Mme de La Tour, relative à sa réclamation de propriétés dans la Nouvelle-Ecosse, et lui demandent ce qu'il a à répondre aux plaintes qu'elle porte contre lui. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 270

10 juillet, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Il a reçu leur dépêche, avec leurs instructions, que le conseil et lui vont suivre. Conformément à leur ordre, il a rappelé les troupes envoyées à Pémaquid pour protéger les établissements de Dunbar, qui, à ce qu'on lui dit, seront probablement abandonnés. Résumé sommaire de sa lettre du 15 novembre dernier, sur le contenu de laquelle il demande des instructions. Il surveillera les mouvements de ses voisins et empêchera que le nombre des prêtres n'augmente. Il craint que, faute d'une force armée suffisante, il ne puisse faire exécuter ses ordres aux nouveaux habitants sur la rivière Saint-Jean; mais, d'autre part, la présence de troupes pourrait porter ombrage aux sauvages, ces naïfs instruments des Français, et les exciter à rompre avec lui, comme ils l'ont déjà fait quand il s'est mis à bâtir aux Mines. D 67, "B. T. N. S.", vol. 6

17 juillet, Boston. Procès-verbal du conseil (Massachusetts), à l'occasion d'une lettre de Dunbar, disant qu'il avait évacué le fort Frédéric à Pémaquid et renvoyé la garnison à Annapolis-Royal; et que, si l'on n'y remettait un officier avec quelques hommes, les sauvages détruiraient le fort. La proposition de le faire réoccuper a été rejetée par le conseil. La lettre de Dunbar accompagne ce procès-verbal. E 31, E 32, "B. T. N. S.", vol. 7

9 octobre, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Arrivée d'un navire avec des armes, munitions de guerre, effets d'habillement, etc. Nécessité d'ouvrages de défense à Canso. Les Français élèvent des fortifications à l'île Saint-Jean, ainsi qu'à Saint-Pierre, six ou sept lieues de Canso. Il a déjà signalé la pêche que les Français font à Gaspé. Des bâtiments de guerre devraient visiter les postes de ce côté pour constater quelles forces s'y trouvent, etc. L'arrivée du transport a ranimé les courages. Etat de la pêche à Canso, où se rendent des bâtiments du Connecticut et de la Nouvelle-Angleterre, après leur pêche terminée en mer. L'importance de cette industrie est une raison de fortifier le poste de façon à faire échouer les desseins d Cap-Breton ou autre gouvernement français. Les sauvages, ne recevant pas de présents, deviennent incommodes, et les Français, pour qu'ils s'irritent davantage contre nous, leur envoient des présents annuels, etc. Si l'Angleterre voulait en faire autant, elle se les attacherait. Autres moyens qu'elle pourrait employer à cette fin. Desseins hostiles des Sauvages. "A. & W. I.", vol. 30, p. 39

18 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. Ils ont reçu ses dépêches, auxquelles ils répondront bientôt. Ils le remercient de ses informations, et approuvent sa manière d'agir à l'égard des Français, de leur prêtres et des sauvages. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 271

23 octobre, Whitehall. Les mêmes au Conseil privé. Leur rapport sur les réclamations de dame Agathe de La Tour, veuve Campbell. Après avoir relaté, d'après Mme Campbell, cemment son grand-père était devenu propriétaire des terres qu'elle réclame, leurs seigneuries complètent l'exposé des faits en

1733.

mentionnant la concession accordée à Alexander, la translation à La Tour, les concessions subséquentes par Charles Ier, Cromwell, etc., jusqu'au traité d'Utrecht. Les lords du commerce sont d'avis que la pétitionnaire devrait recevoir une indemnité pécuniaire pour ses "quit rents" et l'extinction de ses droits sur toute portion de la Nouvelle-Ecosse en dehors des terres dont elle a actuellement la possession; et que les mesures nécessaires soient prises pour opérer le recouvrement des arrérages de rentes ou de "quit rents" que lui doivent les habitants des Mines, etc. 273

(Pour la pétition et les autres pièces, V. au 2 avril 1733, sous les marques D 51 à D 58, dans la série "B. T. N. S.", vol. 6.)

29 octobre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Lettre en substance semblable à celle adressée par lui au duc de Newcastle le 9 octobre. E 11, "B. T. N. S.", vol. 7

10 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Il leur transmet des papiers concernant la réclamation de Le Borgne comme un des seigneurs de la Nouvelle-Ecosse. E 12

Incluses.—Pièces mentionnées, comprenant des concessions par le roi de France, pétitions, etc. E 13

20 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong au Lords du commerce. Il leur envoie un plan de la rivière Annapolis. Aussi une lettre de l'arpenteur et l'ordre d'exploration. Il (Armstrong) espère que les frais de voyage de l'arpenteur seront payés, à cause des grandes dépenses à sa charge, qu'il énumère. Difficultés apportées par les Français. Il emploiera le printemps prochain l'arpenteur à lever le plan des forêts et terres sur la baie de Fundy et ensuite à faire le levé topographique d'autres régions de la province. E 14

14 décembre, Sheerness. Fytche à Popple. Il lui adresse un "schème" de la pêche à Canso en 1733. Cet état indique le nombre et le tonnage des bâtiments, leurs équipages, etc. E 6

20 décembre, "St-James's." Arrêté du Conseil, concernant la pétition de Mme Campbell, qui réclame le paiement d'arrérages de "quit rents" sur les propriétés de La Tour. Le conseil ordonne de payer la pétitionnaire et d'en racheter les droits. E 7

Autre copie (E 8) semblable à l'autre jusqu'à la 3e page, la copie paraît être complète. Il y a des variantes, quoique les deux pièces portent qu'elles sont conformes à l'original. E 7

1734.

13 février, Trésorerie. La Trésorerie (Scrope) à Popple. Elle communique les papiers aux lords du commerce, et leur demande de spécifier la somme raisonnable à payer à Mme Campbell pour l'acquisition de ses droits aux biens de La Tour; sans quoi la trésorerie ne peut rien faire. E 3

Réponse de Mme Campbell à une lettre de Philipps. E 5

La lettre de Philipps manque.

22 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Francis Fane. Ils lui envoient les papiers relatifs aux réclamations de dame Agathe de La Tour, veuve Campbell, et lui demandent quelle serait une somme raisonnable pour le rachat des "quit rents" et l'extinction du titre seigneurial. "B. T. N. S,", vol. 33, p. 293

Vient ensuite la liste des pièces.

22 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils ne peuvent modifier en rien leur rapport sur les réclamations de la veuve Campbell. Ils ont consulté Fane, un des conseils du roi, lequel à répondu que le moyen convenable d'effectuer l'acquisition des droits serait un contrat de vente enregistré dans une "cour de record." Leurs seigneuries sont d'avis que l'on paie à Mme Campbell £2,000 incontinent; comme, vu l'état de sa santé, elle peut mourir d'un moment à l'autre, il importe de régler l'affaire sans délai; car si les droits passaient par succession aux enfants, il faudrait peut-être ensuite des années pour la terminer. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 293

1734.
23 avril, Whitehall. Les mêmes à l'Amirauté. Questionnaire. 298
(C'est le questionnaire précédemment mentionné, avec le changement nécessaire de nom. V. aussi E 22, " B. T. N. S.", vol. 7).

10 mai, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui transmet les procès-verbaux, arrêtés etc., contenant toutes ses décisions depuis sa dernière dépêche. Les procès-verbaux feront voir pourquoi il a renvoyé Winnett du conseil ; ainsi que les délibérations relatives aux redevances seigneuriales. Il ne peut amener les habitants à accepter de nouveaux titres en place des anciens. Les "quit rents" sous ces derniers sont insignifiantes. La nature rocheuse et peu fertile du sol dans les seigneuries, et les conditions plus favorables où sont les autres provinces, expliquent l'absence de colons anglais. Il suggère de réduire les rentes au "grain de poivre," c'est-à-dire à une redevance nominale, pour induire les émigrants à venir s'établir dans le pays. " A. & W. I.", vol. 30, p. 40

Incluses. Procès-verbaux du conseil. 41

Correspondance relative à la destitution de juges de paix. 52, 53

Autre correspondance : maison de traite (54) ; suppression d'une église française(54) ; correspondance avec l'évêque de Québec au sujet de l'admission des prêtres dans la province (56). 54-56

Transcriptions d'ordonnances rendues par Armstrong comme gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, depuis le 4 janvier 1733, relativement aux "quit rents" ; aux moutons ; à l'arpenteur Mitchell ; aux habitants, pour leur enjoindre de planter des perches sur les limites de leurs terres ; de nommer d'autres députés ; d'un certificat constatant que Bellisle a prêté le serment d'allégeance ; d'ordres à Prudan Robisheau (sic) de percevoir les "quit rents," etc. ; à John Duon (sic), concernant la rentes dues à Mme Bellisle ; à Mitchell, de faire le levé topographique des Mines, de la baie de Fundy, etc. 57

Liste de concessions de terre, avec les bornes, etc. 64

Rentes seigneuriales payables annuellement par les habitants d'Annapolis-Royal, avec les noms au complet. 69

10 mai, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Sur les mêmes sujets que la lettre au secrétaire d'Etat du même jour. E 15, " B. T. N. S.", vol. 7
(Conférer E 16–E 20 avec les incluses de la lettre au secrétaire d'Etat.)

17 juin. Philipps aux Lords du commerce. Il examinera quel autre encouragement peut se donner à la culture des terres dans la Nouvelle-Ecosse et leur fera son rapport aussitôt que possible. E 9

18 juillet, Annapolis. Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui envoie des représentations sur l'état de la province. Il rappelle à sa grâce que le différend qu'il a avec le major Cosby, pour le commandement, entrave l'exercice de ses fonctions. Les pièces incluses feront voir pourquoi il n'a pu visiter Canso et d'autres parties de la province.
" A. & W. I.", vol. 30, p. 82

Incluses. Adresse à l'occasion du mariage de S. A. la princesse royale. 83

Représentations sur l'état de la province. 84

Avis par le major Cosby qu'il se retire du conseil. 85

Autres documents sur le même sujet. 86

3 août. Philipps aux Lords du commerce. Pour encourager dans la Nouvelle-Ecosse la production de ce qui est nécessaire à l'avitaillement des navires, il faudrait, selon lui, construire deux ou trois forts en lieux convenables, et envoyer deux ou trois cents hommes de plus, pour les y mettre en garnison. Cela pourra induire les émigrants utiles à venir s'établir sur les terres. Ceux qui sont ici maintenant sont pis qu'inutiles, ne voulant ni défricher ni cultiver. La province offre de grands avantages, qui sont la pêche et la consommation de produits manufacturés britanniques ; mais la terre restera inculte jusqu'à qu'il vienne de meil

1734.

leurs colons, ou que le pays soit mis à couvert des entreprises du Canada et du Cap-Breton; car, à l'heure actuelle, il est presque sans défense.
E 21, "B. T. N. S.", vol. 7

11 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. Ils ont reçu ses dépêches et ne doutent pas que les mesures convenables ne se prennent à temps sur ce que ses lettres mentionnent. En attendant, ils lui demandent de nouvelles informations sur le montant de droits de douane à affecter à la fortification de Canso. Ils sont fachés d'apprendre que les sauvages deviennent incommodes faute de présents, et recommanderont de leur en envoyer. La proposition d'ouvrir une maison de traite pour soustraire les sauvages aux tromperies des traiteurs particuliers, devrait être remise jusqu'à ce qu'une Assemblée puisse être convoquée. La question des seigneuries dans la Nouvelle-Ecosse a été soumise au conseil privé. Ceux qui sont restés et ont prêté le serment d'allégeance au roi de la Grande-Bretagne ont le droit de conserver ce qu'ils possédaient au traité d'Utrecht; mais ceux qui, après avoir passé en France, en sont revenus n'ont droit qu'aux terres qu'ils tiennent du roi en payant un "quit rent." Instructions au sujet des "quit rents." La lettre relative aux frais de voyage de l'arpenteur général aurait dû être adressée à la trésorerie. Winnett renvoyé du conseil. Il devrait y avoir entière liberté de discussion, etc., entre les conseillers.
"B. T. N. S.", vol. 33, p. 299

13 septembre, Whitehall. Les mêmes à Philipps. Les sauvages se plaignent de n'avoir pas eu les présents envoyés par le feu roi. Etat de la distribution à faire. 305

2 octobre, Whitehall. Les mêmes à Nicholas Paxton. Dans l'acte de cession des droits seigneuriaux par Mme Campbell, il est stipulé que les £2,000 couvriront tous les arrérages de "quit rent"; mais outre cette somme elle aura droit de percevoir les "quit rents" de ses "under tenants" jusqu'au jour de la signature de l'acte. 306

24 octobre, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Les affaires sont à peu près dans la même situation que lors de sa précédente lettre. On a vu rarement les sauvages depuis les bruits de guerre. La dernière bande nombreuse dont il ait eu nouvelle a été au Cap-Breton sous prétexte de recevoir les présents annuels. "A. & W. I.", vol. 30, p. 90

24 octobre, Annapolis-Royal. Le même aux Lords du commerce. Lettre en substance semblable à la précédente, mais avec des variantes. E 26, "B. T. N. S.", vol. 7

28 octobre. "Considérations sur la sécurité des colonies britanniques en Amérique" (extrait). Daté au dos. La première partie a trait aux Indes Occidentales. Celle relative à la Nouvelle-Ecosse commence au bas de la page 4 du document. "A. & W. I.", vol. 603

30 novembre. Philipps au Lords du commerce. Longue explication en réponse aux plaintes des sauvages sur ce qu'ils n'avaient pas eu les présents envoyés en 1720; friponnerie de Bamfield, chargé d'acheter et expédier ces présents. Conduite des sauvages, etc. E 30 "B. T. N. S.", vol. 7

2 décembre. Le même au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui transmet des papiers à lui envoyés par le gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.
"A & W. I.", vol. 30, p. 91

Incluses Représentations sur l'état sans défense de la Nouvelle-Ecosse. Signatures nombreuses. 92

1735. Adresse à l'occasion du mariage de la princesse de Galles. 93

14 janvier, Whitehall. Exemplaire d'une réimpression, avec certaines additions, du rapport fait à la chambre des lords par les lords du commerce, le 23 janvier 1734, sur les lois, manufactures, etc., des "Plantations" en Amérique. L'extrait concernant la Nouvelle-Ecosse commence à la page 14.
"A. & W. I.", vol. 603

(Les additions sont principalement relatives aux Indes-Occidentales et aux provinces méridionales).

1735.
14 janvier, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Reçu leurs dépêches; remercîments pour les instructions. Il ne pourra rendre compte de l'état de Canso avant d'y être allé. Bon résultat que peuvent avoir des présents annuels aux sauvages. A l'égard des maisons de traite qu'il proposait d'établir sur la rivière Saint-Jean, il en restera là quant à présent. Il a reçu le rapport sur la réclamation de Mme Campbell; cette pétition contient des assertions portant atteinte à la vérité. Ses tantes et cousines habitent encore dans la province et ont un droit égal au sien. Exposé élaboré tendant à prouver que Mme Campbell n'est point fondée à réclamer la propriété, etc., pour laquelle elle pétitionne.
E 28, "B. T. N. S." vol. 7

Incluses. Procès-verbal approbatif de la lettre d'Armstrong, et recommandant une concession de terre à John Hart, aussitôt que la saison permettra de finir l'arpentage. E 27

24 avril, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Le *Shoreham*, bâtiment de S. M., a eu ordre de se rendre à Canso. Ils voudront bien envoyer la liste ordinaire de sujets d'informations. E 23

1er mai, Whitehall. Arrêté du Conseil, portant renvoi aux Lords du commerce d'un mémoire de Coram et d'une pétition de négociants, etc., de Londres, (signée par 102 personnes) pour faire un établissement dans la Nouvelle-Ecosse. Les deux pièces accompagnent l'arrêté de renvoi. E 24

Autre mémoire par Coram. E 25

2 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui adressent le questionnaire. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 307

(Les formules à remplir suivent, semblables à celles envoyées le 30 mars 1731, V. p. 238.)

10 juin, Albrohatch. M. Bladen au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui transmet des documents en réponse aux questions: "Ce qu'il est nécessaire de faire dans les plantations (colonies)? Et où commencer?"
"A. & W. I.", vol. 30, p. 94

Incluse. Rapports sur les sujets indiqués. 95

4 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. Pour ce qui est de la pêche exercée par les Français à Gaspé, ils le renvoient au rapport du capitaine Fytche sur le commerce et la pêche de Canso pendant l'année 1735 (date erronée: il fallait dire 1732, V. D 47 dans la série "B. T. N. S.", vol. 5, où se trouvent les mots cités dans cette lettre). Ils sont surpris qu'un gouverneur à Canso permette aux Français de pêcher à cet endroit; non seulement ne doit-il pas donner pareille permission, mais il doit employer tous ses efforts à empêcher les empiétements. Ce qu'il (Armstrong) doit faire pour que l'on n'expédie point au dehors de poisson mal séché ou mal salé. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 318

18 septembre, Whitehall. Les mêmes au même. Ils ont reçu les procès-verbaux du conseil concernant la réclamation de Mme Agathe Campbell; mais ils n'ont pas reçu de réponse par rapport aux droits de douane payables à Canso; il voudra bien leur envoyer l'état demandé, avec, en même temps, le nombre des habitants anglais à Canso et partout ailleurs dans la province, ainsi que le chiffre de l'effectif du régiment. Ils n'approuvent pas les changements proposés relativement aux "quit rents". Le moyen de coloniser la province est d'y établir un gouvernement civil; seulement cela ne pourra se faire que quand il y aura une population assez nombreuse pour former une Assemblée. Ils soumettront au roi leur avis concernant les présents à envoyer aux sauvages. 320

27 septembre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Il revient sur ce qu'il a déjà dit de la nécessité d'un blockhaus, occupé pour tenir les habitants français dans la soumission; cette mesure aussi augmenterait le revenu.
E 37, "B. T. N. S.", vol. 7

27 septembre, Annapolis-Royal. Shirreff au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Pourquoi il n'a pas contresigné les lettres patentes en faveur de John Hart, pour la concession de

1735. l'île Hault, dans la baie de Fundy. " A. & W. I.", vol. 30, p. 99

Incluses. Procès-verbal du conseil, du 23 septembre, concernant la concession. 100

Id., du 30 novembre 1734; concession de mines aux conseillers en récompense de leurs services. Suivi de la liste des concessionnaires de terrains miniers. 101

Carte de la presqu'île sur la baie de Fundy. 102

12 novembre, A bord du *Shoreham.* Le capitaine Towry à Popple. Il lui envoie un relevé des pêches à Canso en 1735. Les réponses sont écrites en regard des questions, qui sont les mêmes que les années précédentes. A la suite vient un état de la force, du commerce et de la pêche du Cap-Breton en 1735, auquel est joint un état de la pêche de la morue à Canso, même année. E 33 " B. T. N. S.", vol. 7

8 décembre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Il a visité la baie de Fundy et Canso. Ni manufactures, ni commerce. Les habitants français, qui se multiplient très rapidement, deviennent nombreux; ce qui entretient l'esprit de rébellion; pour le réprimer, il faut avoir des forts puissants, car ils regardent avec mépris la garnison d'Annapolis et excitent journellement les sauvages à l'inquiéter. On ne pourrait engager ceux-ci à garder la paix qu'en leur envoyant des présents tous les ans. Il n'espère plus guère de voir fortifier Canso. Fatales conséquences qu'aurait sa prise par les Français. E 36

1736. 29 mars. Ordres, etc., de Mascarene, du 5 septembre 1735 à la date indiquée en marge. " B. M." *add.* 19,069, fol. 5

6 avril. Propositions (sans date) relatives à l'institution d'un gouvernement civil dans la Nouvelle-Ecosse. Reçues par les lords du commerce le jour indiqué en marge. E 34, " B. T. N. S.," vol. 7

Les mêmes propositions, avec des remarques de Coram, furent aussi transmises dans une lettre de lui en date du 14 avril, qu'elles suivent. La transcription sous la marque E 34, est exécutée sur un feuillet de plus grand format en vue des observations à y ajouter. E 35

7 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. Ils ont reçu ses dépêches, et lui demandent de plus amples renseignements touchant la pêche à Canso. Ils ne conçoivent pas comment la construction d'un fort à Canso pourrait avoir cet effet, d'augmenter le revenu de la couronne, s'il n'y a pas de commerce. Il lui faut insister sur le droit de la couronne à tout le territoire de son gouvernement en vertu du traité d'Utrecht. Rapport à faire sur d'autres points. " B. T. N. S.," vol. 33, p. 323

14 mai, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Le *Shoreham* va mettre à la voile pour Canso. Demande de la feuille ordinaire de questions. E 38, " B. T. N. S.," vol. 7

21 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui transmettent le questionnaire. " B. T. N. S.," vol. 33, p. 325

Vient à la suite cette liste, qui diffère des questionnaires antérieurs. 326

Liste (sans date), signée par Coram, des lords et autres qui ont consenti à agir comme " trustees " pour peupler la Nouvelle-Ecosse d'habitants de religion protestante. Communiquée aux lords du commerce le jour ci-dessus indiqué en marge. E 39, B. T. N. S.," vol. 7

Pétitions et autres documents relatifs aux missionnaires français. E 46

Armstrong aux Lords du commerce. Il a reçu leurs dépêches, et renvoie au rapport de l'officier commandant à Canso pour les détails sur la pêche dans ce parage. Il s'efforce de maintenir au complet l'effectif du régiment. L'objet de son avis, publié à Boston, était d'annoncer qu'il se rendait à Canso pour déterminer les droits des trafiquants et donner des terres à qui voudrait s'y établir. Il ne se souvient pas d'avoir écrit, dans sa lettre du 8 décembre (1735), qu'il n'y avait pas de commerce à Canso. (La lettre marquée E 36 dans le vol. 7, série " B. T. N. S.", contient ces mots : " Car, comme il ne s'exerce ici aucun commerce et que nous n'avons

1736.

pas de manufactures montées, vos seigneuries seront convaincues, etc.") Il rappelle ses précédentes dépêches, où sont exprimées ses vues au sujet des sauvages et sur la nécessité d'un fort à Canso. Il a reçu le serment du commissaire des revues, nommé membre du conseil, et donné deux concessions de terrain minier sur la baie de Fundy.
E 49, "B. T. N. S.", vol. 8

Incluse. Copie des lettres patentes des concessions mentionnées. E 50

Saint-Ovide à Armstrong. V. les incluses de la lettre d'Armstrong, du 8 juillet 1737.

Towry à Popple. Il lui adresse un état de la pêche de la morue à Canso. Cette pièce fait partie de la liasse. E 42, "B. T. N. S.", vol. 7

19 juin, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Le brigantin *Baltimore* allant de Dublin à Annapolis dans le Maryland, avec une riche cargaisou, s'est affalé sur la côte à Tiboque, près du cap de Sable. Sur dix-huit personnes à bord, les seuls survivants ont été la femme du capitaine (Mme Buckler) et deux matelots. Les sauvages ont pillé le navire et emmené Mme Buckler. Elle avait laissé les deux matelots sur le navire, on ne les a plus retrouvés. Il a envoyé un détachement avec des lettres au chef de la tribu du cap de Sable, aux habitants de Pobomcoys et au gouverneur Saint-Ovide. Armstrong adresse au secrétaire d'Etat la déclaration de Mme Buckler et d'autres documents. "A. & W. I.", vol. 30, p. 103

Incluses. Déclaration de Mme Susannah Buckler, contenant le récit de ce qui est arrivé au *Baltimore* et à son équipage, et la liste des objets volés par les sauvages. 104

Déclaration de George Mitchell, qui a amené Mme Buckler à Annapolis-Royal. 107

Interrogatoire de Charles Doutremont, où il est dit comment les sauvages rendent compte de la manière dont ils ont agi par rapport au *Baltimore.* 109

Procès-verbal du conseil, relatif au *Baltimore*, avec copie des lettres mentionnées dans la dépêche d'Armstrong du 19 juin. 112

19 juin, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Naufrage du brigantin *Baltimort.* Cette dépêche contient des détails qui ne sont pas dans celle du même jour à Newcastle.

1er juillet, Louisbourg. (V. pour les incluses, la lettre à Newcastle. Elles sont marquées ici E 41.)
Saint-Ovide à Armstrong. V. l'incluse de la lettre du 8 juillet 1737.

27 juillet, Annapolis-Royal. Armstrong à Saint-Ovide. Conduite des prêtres français. Réponse de Saint-Ovide, signée: Brouillan, son nom étant Saint-Ovide de Brouillan. Il y a deux lettres de lui, toutes les deux signées Brouillan.
E 45, "B. T. N. S.", vol. 7

Conférer avec la lettre du 26 juillet, incluse dans la lettre du 8 juillet 1737.

8 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Armstrong. Ils ont reçu sa lettre et l'avis que le *Baltimore* est perdu et que tous ceux à bord ont péri, à l'exception de Mme Buckler, veuve du propriétaire. Ils demandent de plus amples détails. Ils ont communiqué à Newcastle copie du passage de sa lettre relatif à l'insolence des prêtres catholiques. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 331

Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui envoient un extrait d'une lettre d'Armstrong. La conduite des prêtres français pourrait devenir fatale à la Nouvelle-Ecosse, en cas de rupture avec la France. 333

(L'extrait de la lettre d'Armstrong, du 19 juin, est dans la série "A. & W. I.", vol. 594, folio 101, à la suite d'un duplicata de la lettre du 28 octobre des lords du commerce, fol. 99.)

23 novembre, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Il renvoie à de ses précédentes lettres contenant les raisons qui l'ont déterminé à faire partir les deux prêtres. Le récit du naufrage fait par Susannah Buckler inspire de la méfiance. E 44, "B. T. N. S.", vol. 7

1736.

(Pour la lettre de cette date au secrétaire d'Etat, voir l'incluse de la lettre du 8 juillet 1737.)

8 décembre, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Demande avec une nouvelle instance que l'on fortifie Canso. Il y a un blockhaus, utile contre les sauvages; mais le poste autrement est sans défense.
"A. & W. I.", vol. 30, p. 121

1737.

11 février, Londres. Coram aux Lords du commerce. Seconde liste de "trustees" (V., au 2 juin 1736, E 39), qui diffère notablement de la première.
E 43, "B. T. N. S.", vol. 7

23 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui communiquent d'autres lettres d'Armstrong sur la conduite des prêtres français, avec demande de les mettre sous les yeux du roi.
"B. T. N. S.", vol. 33, p. 335

4 avril. Renvoi aux Lords du commerce, pour examen et rapport, d'une pétition en obtention de terres dans la Nouvelle-Ecosse. La pétition est attachée au renvoi. E 47, "B. T. N. S.", vol. 7

20 avril, Annapolis-Royal. Enquête par le conseil sur l'incendie de la maison du lieutenant Amherst, à laquelle aurait mis le feu son domestique ou engagé Isaac Provender, âgé de dix à onze ans. Les dépositions sont consignées au procès-verbal. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 103

Opinion de Shirley, homme de loi de la Nouvelle-Angleterre, sur l'affaire. 109

22 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Rapport sur la proposition de Coram et autres pour la colonisation de la Nouvelle-Ecosse.
"B. T. N. S.", vol. 33, p. 337

3 mai. Requête (sans date) aux Lords du commerce, les priant de prendre certaine pétition en considération favorable. Lue le jour indiqué en marge. E 48, "B. T. N. S.", vol. 7

21 juin, Annapolis-Royal. Enquête par le conseil sur la plainte de Stephen Jones, à savoir que les sauvages ont pillé son bâtiment aux Mines. Commencée le 10, elle s'était poursuivie d'ajournements en ajournements jusqu'à la date exprimée en marge. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 107

Déposition de Stephen Jones. 110

8 juillet, Annapolis-Royal. Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui adresse une pièce relative à la permission donnée à M. de Poncy, prêtre français, d'exercer les fonctions ecclésiastiques parmi les habitants. Isaac Provender, jeune garçon de dix à onze ans, a mis le feu à la maison du lieutenant Amherst, qui a été réduite en cendre. Que faire? Envoi de papiers concernant le pillage d'un sloop par les sauvages.
"A. &W. I.", vol. 30, p. 122

Incluses. Procès-verbal du conseil concernant l'incendie de la maison du lieutenant Amherst. 123

Note contenant demande de copie des instructions, etc., envoyées à Philipps. 127

Armstrong au Secrétaire d'Etat (Newcastle), lettre datée du 23 novembre 1736. Il a dit dans une précédente lettre les raisons pour lesquelles il avait fait partir les deux prêtres français de Poncy et Chevenaux, mesure justifiée par leur manière d'agir, qui n'a rien, du reste, qui le surprenne, car ils sont appuyés par Saint-Ovide. M. Chevenaux s'est arrêté au cap de Sable pour y faire ses fonctions de missionnaire parmi les sauvages. Saint-Ovide renvoie de Poncy. Les habitants demandent instamment ce missionnaire pour l'hiver; mais la réponse à leur pétition n'est pas encore faite. Des pièces incluses, le n° 1 est la première lettre d'Ovide; le n° 2 la réponse; le n° 3 sa réplique; le n° 4 la déclaration de Poncy au conseil; le n° 5 le procès-verbal du conseil, et le no 7 la pétition des habitants. Tout cela montrera que le gouvernement français prétend droit à l'obéissance des prêtres et que la population est soumise à leur influence. On verra aussi combien cela peut devenir dangereux;

1737.

mais comment l'empêcher, à moins qu'on ne puisse rendre les prêtres indépendants de la couronne de France; mais il faudrait se charger d'une dépense considérable, que supporte maintenant le roi de France pour des raisons d'ordre politique, car il est certain que chaque missionnaire en reçoit une pension. Le *Baltimore* a été amené à ce port. L'histoire racontée par Mme Buckler est suspecte et elle-même fort soupçonnée. Le *Baltimore*, d'après ce qui est rapporté, avait à son départ tout un chargement de convicts; ceux-ci se seraient révoltés et auraient massacré officiers et gens d'équipage; et il est probable que la " Mrs Buckler " a été trop engagée dans l'affaire pour dire la vérité.

" A. & W. I.", vol. 30, p. 128

Relation de la Nouvelle-Ecosse, intitulée: Humbles représentations du colonel Armstrong, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, avec les observations faites par lui durant ses vingt années de service dans le pays. 129

Saint-Ovide (lettre en français signée: Brouillan) à Armstrong, de Louisbourg, 1er juillet 1736. Il a reçu trois déclarations de dame Buckler, Charles Doutremont et George Mitchell, au sujet de l'attaque par les sauvages devant le cap de Sable et des pertes éprouvées en conséquence par la goélette britannique *Baltimore*. Caractère fabuleux de ces récits. Il est heureux pour la dame Buckler qu'il ne reste personne pour dire la vérité. Il croit que cette femme n'est rien autre chose qu'une aventurière de la pire espèce, et coupable de crimes énormes. Est-il possible que seule elle ait résisté aux fatigues, aux malheurs qui ont causé la mort de tous les hommes de l'équipage? Il tâchera de ravoir les objets enlevés par les sauvages; mais lui (Armstrong) est mieux à portée de se renseigner sur tout cela. Saint-Ovide parle ensuite des missionnaires. Il retient de Poncy jusqu'à ce qu'il ait appris si celui-ci doit être renvoyé en France, ou si on lui permettra de retourner às a mission, sans lui tenir davantage rigueur pour son langage, afin d'épargner une correspondance entre les deux cours. Il a chargé de Chevenaux, dans sa mission parmi les sauvages du cap de Sable, de s'informer exactement de ce que ces derniers ont enlevé du brigantin et de découvrir la vérité. 134

Armstrong à Saint-Ovide, lettre datée du 26 juillet 1736. Ce n'est pas tant parce que les deux prêtres lui ont manqué et au conseil de Sa Majesté qu'il les a renvoyés, qu'à cause de l'indépendance qu'ils affectent et de leur refus de reconnaître l'autorité de Sa Majesté dans ses propres domaines. Il ne croit pas que le gouvernement français. en pareil cas, eût été aussi indulgent. Leur exemple est contagieux dans la population. Il sait que les habitants doivent avoir le libre exercice de leur religion, en vertu du traité d'Utrecht, mais seulement dans la mesure permise par les lois de la Grande-Bretagne; or, ces lois édictent que le roi a sous son autorité suprême toutes les personnes qui sont dans ses Etats. En supposant que la femme Buckler soit telle qu'on le prétend, il n'en est pas moins vrai qu'un riche navire a été pillé par les sauvages. Moyens qu'il a pris pour s'assurer des faits. Il a rendu compte de tout ce qui s'est passé au duc de Newcastle et aux lords du commerce; et jusqu'à ce qu'il ait reçu leurs instructions, il ne peut consentir au retour des deux prêtres ni en admettre d'autres, imbus des mêmes principes d'insoumission. 135

Saint-Ovide (Brouillan) à Armstrong, de Louisbourg 8 octobre 1736 (en français). Il prend parti pour les missionnaires, qui sont envoyés conformément aux termes du traité d'Utrecht, pour pourvoir aux besoins spirituels des habitants français et des sauvages, et ne sont pas sujets du roi d'Angleterre, ni soumis à sa juridiction. Il est fâché de ce que l'obligation où il est de faire son devoir soit contraire à la résolution prise par Armstrong de ne point recevoir de Poncy ni d'autre prêtre

mais il lui faut renvoyer de Poncy à sa cure, car telle est la volonté du roi de France. Il espère cependant qu'on permettra à ce prêtre d'exercer son sacerdoce, parce qu'on n'aura aucun sujet de se plaindre de lui, étant persuadé que de Poncy tiendra et engagera ses paroissiens à tenir une conduite sans reproche, et qu'il leur prêchera l'obéissance à Sa Majesté Britannique. M. Chevenaux a été retenu l'an dernier à Annapolis par de Poncy; il se rend à cette heure à sa première destination, qui est parmi les sauvages. Folio 136

Lettre, lue au conseil—de Saint-Poncy de l'Avernède, "prêtre missionnaire," en date du 6 novembre 1736, nouveau style; il est dit au dos de la pièce qu'elle a été lue le 5 octobre. Le missionnaire prévient qu'il se présentera en personne pour reprendre ses fonctions à Annapolis. 137

Procès-verbaux du conseil, des 20 et 25 octobre 1736, concernant la lettre de Saint-Poncy, et qui contiennent la décision de ne pas lui permettre d'exercer son office. Il a donné parole de ne pas, pendant son séjour, sortir de la banlieue; on devra le traiter civilement et humainement. Un procès-verbal du 10 novembre mentionne la réception d'une pétition des habitants demandant l'admission de Poncy; il est ordonné que cette pétition restera déposée sur le bureau. Elle fait suite au procès-verbal. 139

8 juillet, Annapolis-Royal. Armstrong aux Lords du commerce. Lettre contenant en substance les mêmes informations que celles que porte la lettre de même date à Newcastle, avec cette autre en plus que les plus anciens conseillers vont conférer avec des commissaires des autres provinces pour régler les limites entre le Massachusetts et le New-Hampshire. E 56, "B. T. N. S.", vol. 8

22 juillet, Annapolis-Royal. John Adams aux mêmes. Il propose la construction d'une église dans la basse ville d'Annapolis-Royal. A sa lettre est jointe la formule d'une liste de souscription. E 56 x 57

21 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui demandent de donner des instructions à Armstrong sur ce qu'il doit faire par rapport au garçon de dix à onze ans qui a mis le feu à une maison dans la Nouvelle-Écosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 342

(Il y a un duplicata de cette pièce dans la série "A. & W. I.", vol. 594, fol. 112.)

21 octobre, A bord du *Shoreham*. Le capitaine Towry aux Lords du commerce. Il leur adresse un état du poisson préparé à Canso en 1737 et par qui, avec le nombre de goélettes employées par chaque individu. L'état accompagne la lettre. E 57, "B. T. N. S.", vol. 8

17 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Adams. Que sa pétition a été recommandée, dès 1732, à l'attention du secrétaire de la guerre, à qui elle devrait être rappelée par quelque agent. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 343

1738.

15 avril. Armstrong aux Lords du commerce. Il leur transmet une pétition (avec procès-verbal du conseil y relatif) d'Andrew Le Mercier, demandant la concession à lui-même et ses associés de l'île de Sable; et les prie de la prendre en considération et mettre sous les yeux du roi. La pièce accompagne la lettre. E 61, "B. T. N. S.", vol. 8

30 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Formule d'informations concernant la pêche. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 244

13 juin, Annapolis-Royal. John Adams au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il prie que sa pétition se mette sous les yeux du roi. "A. & W. I.", vol. 30, p. 140

14 août, Annapolis-Royal. Le même à Thomas Hill. Il lui envoie une pétition à mettre sous les yeux du roi, et sollicite son influence. Suit la pétition, dans laquelle Adams relate ses services dans les expéditions contre le Canada et Port-Royal, et demande une pension. E 58, "B. T. N. S.", vol. 8

23 octobre, Londres. Samuel Waldo aux Lords du commerce. Il fait demande de certains papiers relatifs à la Nouvelle-Ecosse, pour régler une contestation au sujet de terres concédées en 1629 à MM. Leverett et Beauchamp. E 59

1739.
24 janvier — Le capitaine Watson aux Lords du commerce. Il leur envoie ses réponses concernant la pêche à Canso, avec un état de la force, du commerce et de la pêche des Français au Cap-Breton en 1738. Les pièces mentionnées accompagnent la lettre. E 60

24 avril, Amirauté. — L'Amirauté aux mêmes. Le *Deal Castle* va recevoir l'ordre de se rendre à Canso. Elle demande la liste ordinaire de questions. E 62

La liste se trouve dans la série " B. T. N. S.", vol. 33, p. 246.

5 septembre, Londres. — Philipps au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui signale l'état sans défense de la Nouvelle-Ecosse, et met sous le pli des représentations sur ce sujet. " A. & W. I.", vol. 30, p. 141

Incluse. Etat de la Nouvelle-Ecosse. 142

6 septembre, Amirauté. — L'Amirauté aux Lords du commerce. Elle leur communique un état de la pêche française au Cap-Breton. Nécessité d'un fort à Canso. La pièce incluse, reçue du capitaine Warren du *Squirrel*, bâtiment de S. M., indique le nombre de bâtiments employés par les Français, les principaux ports de France, d'Espagne, de Portugal et d'Italie auxquels le poisson est exporté, et où il se vend plus cher que le produit anglais, à raison du soin apporté à sa préparation et de la méthode française de trier le poisson pour le paquer selon la grosseur recherchée sur le marché où il se vend. L'état désigne aussi les espèces qui conviennent pour les différents ports, comme il suit: Lisbonne, Marseille, Livourne, Naples, petites morues blanches; Bordeaux, Bayonne, Bilbao et toute la Biscaye, grandes morues noires; Cadix, Alicante, Séville, morues noires de toutes dimensions et mêlées; Dunkerque, Havre, Saint-Malo, grandes morues blanches; Antilles françaises, principalement le poisson de qualité inférieure. Etat misérable de Canso, et de sa garnison, si toutefois elle peut s'appeler de ce nom. Ruine des pêcheries de Canso, par suite des empiétements des Français, qui n'en ont pas dans leurs limites qu'ils puissent exploiter profitablement. Les îles de Canso sont favorables pour les opérations de pêche, mais inutilisables autrement. L'Amirauté est d'avis que l'on bâtisse là un petit fort, et que l'on crée des établissements au fort La Hève et à Chibouctou. Les habitants français demeurent étroitement attachés à la France, ainsi que les sauvages, qui, outre les présents annuels, reçoivent d'elle chacun un fusil neuf tous les trois ans. E 63, " B. T. N. S.", vol. 8

21 novembre, A bord du *Deal Castle*. — Le capitaine West à l'Amirauté. Il lui adresse ses réponses aux demandes et rend compte de l'état des pêcheries de morues à Canso en 1739. Réponses et compte rendu viennent à la suite de la lettre. E 64

8 décembre, Annapolis-Royal. — John Adams aux Lords du commerce. Suicide d'Armstrong. Il (Adams) a pris la présidence du conseil. Sous ce pli est le procès-verbal de la séance où il a ainsi pris possession de la fonction de président comme doyen des conseillers, ainsi qu'une lettre de lui, du 10, signalant l'état sans défense d'Annapolis. (Ces lettres, apparemment originales, ne paraissent pas avoir été signées par Adams lui-même, comme on peut en juger en comparant les signatures qu'elles portent avec les signatures qui sont incontestablement de sa main, ces dernières étant d'une écriture toute tremblante, au lieu que les présentes lettres sont signées d'une écriture ferme, la même que celle du corps des lettres.) E 66

(Des extraits de cette lettre et d'une autre, du 10, furent communiqués par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 1er mai 1740.)

1740.
14 mars, Amirauté. — Conférer avec la lettre de même date et ses incluses contenues dans la série " A. & W. I. ", vol. 30, pp. 143, 144.

L'Amirauté aux Lords du commerce. Elle lui demande la liste des sujets d'informations pour le capitaine de l'*Eltham*, bâtiment de S. M., détaché aux pêcheries de Canso. E 65, " B.T.N.S. ", vol. 8

(Voir " B.T.N.S. ", vol. 33, p. 247.)

1740.

28 mars, Annapolis-Royal. John Adams à Horatio Walpole. Armstrong ayant perçu depuis 1732 les "quit rents" payables par les habitants français, il a frappé de saisie ses biens en attendant qu'il reçoive des instructions à ce sujet. Procès-verbaux envoyés aux lords du commerce. "A. & W. I.", vol. 30, p. 145

Procès-verbaux, avec noms et sommes reçues. 145-149

Procès-verbaux relatifs au droit de Mascarene à la présidence du conseil contesté par Adams. 150

28 mars, Annapolis-Royal. Adams au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Son droit et celui de Mascarene à la présidence du conseil. "A. & W. I.", vol. 30, p. 154

(Les procès-verbaux qui suivent sont des duplicatas de ceux commençant à p. 150, *verso*.)

1er mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui communiquent des extraits de lettres d'Adams, sur le "mauvais état des troupes et des fortifications" à Annapolis-Royal.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 352

(Il y a un duplicata de cette lettre et des extraits dans la série "A. & W. I.", vol. 594, fol. 114-116.)

Mai (?), Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce (sans date, celle indiquée en marge est conjecturée d'après les délibérations du conseil postérieures au 22 mars). A la nouvelle de la mort d'Armstrong, il est revenu de Boston, le 20 mars, et, le 22, a pris possession de la présidence du conseil sans opposition, si ce n'est de la part d'Adams, qui a pris séance au conseil jusqu'à décision de son appel au roi. Il a émis les proclamations nécessaires pour continuer les officiers de justice, etc., et adressé des lettres aux députés des habitants. Désir des habitants de vivre en paix et dans la soumission au roi; conscience qu'ils ont des avantages dont ils jouissent sous le gouvernement britannique. Situation des affaires. Besoin d'une meilleure organisation administrative civile dans la province.

"E 69, "B. T. N. S.", vol. 8

6 mai, Whitehall. Arrêté du Conseil, portant renvoi aux lords du commerce d'une pétition de négociants et autres pour que l'on élève des fortifications à Canso. Au renvoi est attachée une copie de la pétition avec les signatures. E 67

7 juin, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il a reçu plusieurs proclamations de guerre avec l'Espagne, qu'il a publiées du mieux qu'il lui a été possible. A l'égard des lettres de marque, ce gouvernement n'a point de bâtiments, et les navires de la Grande-Bretagne et des colonies vont à Canso seulement, qui est à plus de cent trente lieues d'ici, et encore n'y vont-ils qu'au temps de la pêche. Les habitants sont des Français, qui ont eu la faculté de rester en prêtant le serment d'allégeance; ils ont considérablement augmenté en nombre, mais l'on ne peut compter sur eux; en cas de guerre avec la France, tout ce que l'on pourrait en obtenir peut-être, c'est qu'ils ne prissent point parti contre le gouvernement. Ils apprécient leur tranquillité actuelle. Seulement, le gouvernement du Cap-Breton, au moyen de ses émissaires, pourrait bien venir à bout de les soulever; à quoi aussi leur attachement fanatique à la religion romaine contribuerait très probablement. Il n'y a pas plus d'une demi-douzaine de familles anglaises dans la province, en dehors de celles qui appartiennent aux garnisons d'ici et de Canso; si bien que l'on compte au moins trente Français pour un sujet britannique, en comprenant les officiers et les soldats dans les deux postes. "A. & W. I.", vol. 30, p. 153

18 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Sur la pétition des négociants de la Nouvelle-Angleterre intéressés dans la pêche à Canso, ils expriment l'avis qu'il est à propos de fortifier ce poste.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 348

— juin. Philipps aux Lords du commerce. Etat de la Nouvelle-Ecosse. Elle est dépourvue de places de défense. Dangers auxquels elle serait exposée en cas de rupture avec la France. Dans le dernier paragraphe il est dit: "Pour ces causes, je demande très respectueusement si, en cas de rup-

1740.

ture avec la France, il ne serait pas opportun d'augmenter les forces de terre qui sont là, d'y avoir une force navale et aussi d'y faire élever des fortifications et envoyer le matériel de guerre convenable."

E 68, "B. T. N. S.", vol 8

20 juillet, Annapolis-Royal. Mémoire adressé par John Adams au Roi, concernant sa contestation avec Mascarene au sujet de la présidence du conseil.

"A. & W. I.", vol 30, p. 157

16 août, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Le Mercier se refuse à acheter l'île de Sable au prix d'un penny l'acre, attendu la stérilité du sol; mais demande la préférence si quelque autre offre venait à se produire. Avantage de l'établissement en cas de naufrages sur l'île. Raison pour laquelle il a fait la proclamation à propos de l'excommunication d'un constable, proclamation consignée dans les procès-verbaux avec cette lettre. Désavantages auxquels sont soumis les nouveaux colons par le droit que les habitants français prétendent à la possession de toutes les terres. Description de Chipody. De la perception des redevances royales, et compte de ces rentes. E 70, "B. T. N. S.", vol. 8

Incluses. Procès-verbaux du conseil, suivis de l'état des rentes perçues. E 70 x 1

27 septembre, Annapolis-Royal. Shirreff à Adams. Il explique sa conduite dans la dispute avec Mascarene, etc. "A. & W. I.," vol. 30, p. 156

10 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il leur adresse un duplicata de sa lettre du 16 août, avec une rectification de l'ordre où placer les procès-verbaux. Il n'a pas de nouvelles récentes d'Europe. Les habitants continuent d'être paisibles. E 75 "B. T. N. S.," vol. 8

(La lettre incluse est un duplicata de E 70; mais l'énonciation qu'il y a quelque chose d'ajouté ne paraît pas être exacte. Les lords du commerce envoient au secrétaire d'Etat un extrait de cette lettre le 30 juillet 1741.)

15 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat, (Newcastle). (1) La contestation avec Adams au sujet de la présidence du conseil a été décidée en sa faveur par vote. (2) Le Mercier renouvelle sa demande de concession de l'île de Sable pour en faire une pêcherie et y nourrir des bestiaux, etc. (3) Le nombre de prêtres pour les Français qui était de trois, est maintenant de six; leurs empiétements. Il a fait une proclamation portant qu'aucune juridiction ecclésiastique de l'Eglise de Rome ne devrait être permise, conformément au traité d'Utrecht; son bon effet. Il ignore si les prêtres ont obéi à l'ordre que leur avait adressé Saint-Ovide de quitter le gouvernement; danger qu'il y aurait à les y contraindre *manu militari*. (4) Il demande des instructions sur la manière dont il doit en user avec les habitants français, qui, après avoir morcelé leurs terres, veulent avoir à présent de nouvelles concessions, qui, selon les instructions qu'il a, ne doivent se faire qu'à des sujets protestants. Les Français, cependant, s'établissent sur les confins de la province, et il paraît à propos de les en faire déguerpir. Depuis qu'il réside ici, il essaie de faire sentir aux Français la différence entre le gouvernement de leur nation et le gouvernement anglais en administrant avec impartialité la justice. Ceux du Cap-Breton saisissent toutes les occasions de troubler la paix; mais dans la conjoncture présente, il est dangereux d'intervenir, parce que les habitants pourraient couper les vivres à la garnison. Mascarene raconte ensuite sa propre carrière. "A. & W. I.," vol. 30, p. 158

9 décembre, Horse-Guards Philipps au même. Il lui envoie un mémoire sur les moyens de pourvoir à l'entière sécurité de la Nouvelle-Ecosse. 159

(Duplicata dans la série "A. & W. I.," vol. 594, fol. 118.)

Cas (sans date) d'empiétements par les Français sur les droits de la couronne anglaise en Amérique. 77

1741.

11 février, A bord de l'*Eltham*. Le capitaine Smith aux Lords du commerce. Il leur rend compte de la campagne de pêche à Canso et au Cap-Breton. Le compte rendu suit la lettre. E 71, "B. T. N. S.,' vol. 8.

8 mars, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Elle demande une liste de sujets d'informations pour le capitaine Byng, du *Sutherland*, bâtiment de S. M., qui a ordre de se rendre à Terre-Neuve, et pour le capitaine Burrish, du *Dover*, bâtiment de S. M., qui s'en va à Canso. E 79

14 mars, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il leur adresse copies de lettres qu'il a envoyées en différentes parties de son gouvernement, qui montreront les dispositions des habitants français et les moyens pris pour faire respecter l'autorité de Sa Majesté. Point de nouvelles d'Europe depuis juillet dernier, ni de la Nouvelle-Angleterre depuis le commencement d'octobre, en sorte qu'il ignore si l'on est en paix ou en guerre. Viennent ensuite les copies des lettres. E 76

Il y a une lettre de même date au secrétaire d'Etat (Newcastle), avec copie des lettres relatives aux habitants français, dans la série "A. & W. I.," vol. 30, pp. 160-164. Conf. avec la lettre aux lords du commerce et ses incluses.

Un mémoire sans date expose le "cas du major général Philipps, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, ses pertes et ses réclamations." "A. & W. I.", vol. 30, p. 165

3 avril. Note (sans date, mais reçue le jour mentionné en marge) sur le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, dont l'administration devrait se régler par un gouverneur, un conseil et une assemblée. Mais cette dernière n'a pu se former, la population étant trop peu nombreuse; et même toute la besogne du conseil se réduit à peu près à cultiver l'amitié des sauvages voisins et à encourager la pêche. 166

15 avril, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Demande la liste des sujets d'informations pour le capitaine Burrish du *Dover*, bâtiment de S. M., qui a l'ordre d'aller à Canso protéger la pêche. E 72, "B.T.N.S.", vol. 8

16 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Envoi de la liste demandée. "B.T.N.S.", vol. 33, p. 353

18 avril, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il a reçu les instructions relatives à la nomination de commissaires pour le règlement des limites entre le Massachusetts et le Rhode-Island. Mesures prises en conséquence. Inconvénients du petit nombre des conseillers. Il envoie copie d'une pétition de Chignectou, rédigée en termes très humbles; mais les habitants éludent les décisions du conseil, sur l'exécution desquelles celui-ci insiste. Il espère que l'ingénieur fera connaître bien exactement l'état de ruine du fort quand il aura audience de leur seigneuries, et l'état encore plus déplorable de l'établissement de Canso. E 77, "B. T. N. S.", vol. 8

(Les lords du commerce adressèrent au secrétaire d'Etat un extrait de cette lettre le 30 juillet 1741.)

4 juin. Lettre de Dunbar, arpenteur général. Il y est dit qu'il est impossible d'effectuer le levé topographique sans avoir un sloop. Détails sur les bois exploitables, etc., qui se trouvent dans la province. E 73,, "B.T.N.S.", vol. 8

(Pièce sans date, communiquée aux lords le jour indiqué ci-dessus en marge, avec un rapport (E 74) de l'adjoint Edward Amherst.)

30 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui envoient des extraits de lettres de Mascarene, qui montrent que la province est sans ouvrages de défense. "B.T.N.S.", vol. 33, p. 354

(La série "A. & W. I.", vol. 594, fol. 120, contient un duplicata de cette lettre et des extraits.)

23 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Alarmes causées par des bruits de rupture entre l'Angleterre et la France, parce que la province est sans moyens de défense. La proclamation a obligé les habitants français qui trafiquent le long de la côte à fournir des "bonds" pour l'exportation

1741.

des matières alimentaires, mais est restée sans effet à l'égard des bâtiments du Cap-Breton qui fréquentent les petit ports, où ils embarquent des troupeaux entiers de bêtes à cornes et d'autres approvisionnements amenés là par terre des Mines, etc. L'absence d'instructions sur les mesures à prendre par rapport à l'accroissement des familles françaises le met dans une grande perplexité, parce que l'on ne peut empêcher les enfants de s'établir sur les terres inconcédées. Les commissaires chargés du règlement des limites entre le Massachusetts et le Rhode-Island sont de retour, en sorte que le conseil est maintenant en nombre. Embarras causés par des prêtres missionnaires catholiques romains.
E 80, "B.T.N.S.", vol. 8

Incluses. Copie de lettres échangées avec les prêtres. E 81

Lettre de même date au secrétaire d'Etat (Newcastle), sur les mêmes sujets, avec quelques variantes. "A. & W. I.", vol. 30, p. 167

24 novembre, A bord du *Dover*. Le capitaine Burrish aux Lords du commerce. Il leur rend compte de l'état de la pêche de la morue à Canso. Aperçu de la pêche française au Cap-Breton. Les pièces incluses font suite à cette lettre.
E 78, "B. T. N. S.", vol. 8

Sans date. 1741 (?). Dunbar, inspecteur-arpenteur général des bois et forêts en Amérique. Il demande qu'on lui permette de se démettre de son emploi pour ce qui est de la Nouvelle-Ecosse et d'acheter une autre charge. Mémoire inclus. "A. & W. I." vol. 603

1742. 10 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui adressent une liste de sujets d'informations. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 355

(Même questionnaire que celui envoyé le 1er mai 1736.)

12 mars, Boston. Adams aux Lords du commerce. Il a présidé le conseil et adminstré la province du 6 décembre 1739 au 22 mars suivant; est resté ensuite à Annapolis jusqu'au mois de juillet, qu'il est revenu à Boston pour y attendre la décision de son différend avec Mascarene, mais il n'a pas encore eu de nouvelle du résultat de son appel. Il a tiré sur Philipps £144 4s. 0d. comme traitement, pour le temps où il a fait fonction de gouverneur; la lettre de change (dont copie) a été protestée et renvoyée. Il serait bien retourné à Annapolis; seulement, il n'y a pas de ministre de la parole de Dieu, et les soldats y profanent le sacrement en baptisant eux-mêmes leurs propres enfants. Voilà plus de quatre ans qu'il n'y a pas là de chapelain, et des soldats y ont fait baptiser leurs enfants par les prêtres de l'Eglise romaine. E 82, "B. T. N. S.", vol. 8

Incluse. Pétition en appel. E 83

20 mai, Annapolis-Royal. Mascarene aux députés de Chiconecto (Chignectou). Tenure de leurs terres, perceptions des redevances royales, etc.
"A. & W. I.", vol. 30, p. 168

28 juin, Annapolis-Royal. Le même au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Les bruits de guerre avec la France n'ont changé en rien les dispositions des habitants, qui paraissent être toujours bien résolus de tenir leur serment de fidélité et de se soumettre aux ordonnances, sauf en ce qui concerne l'établissement de leurs enfants sur les terres non concédées; mais on ne peut pas actuellement l'empêcher. Comme ces terres ne doivent se donner qu'à des protestants, il demande là-dessus de plus amples instructions. Les procès-verbaux du conseil et les lettres qu'il envoie apprendront aux ministres que des sauvages ont pillé un petit bâtiment, et aussi lui montreront les bonnes dispositions des habitants français et de la plupart des sauvages, qui veulent rester en paix. D'autres lettres parlent des établissements insoumis de la baie; d'autres encore, de la conduite plus soumise des prêtres missionnaires de l'Eglise de Rome. Il (Mascarene) n'a pas eu de nouvelles depuis cinq ans de La Vaux, ingénieur de Surinam. Celui-ci à cette époque était dans la Nouvelle-Angleterre. Mascarene représente qu'il n'a reçu aucune rétribution comme président du conseil. 169

Incluses. Les pièces mentionnées dans la lettre. 170-177

1742.

24 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Les habitants n'ont pas la qualité voulue pour constituer une chambre basse, étant Français de communion romaine ; tous les rapports officiels avec eux s'exercent par voie de messages ou lettres à leurs députés. Les lettres et les réponses feront voir les moyens qu'il emploie pour maintenir les droits et l'autorité de Sa Majesté, en attendant qu'il reçoive de nouvelles instructions. Il répète ce qu'il a déjà dit de la disposition de la population. V. sa lettre du 28 juin. Difficultés résultant du manque d'argent pour l'administration de la province. Le gouverneur a refusé de lui donner une allocation personnelle, en sorte qu'il lui faut s'adresser à Sa Majesté. P. 178

Incluse. Requête pour obtenir une part du traitement du gouverneur. 179

14 octobre, Annapolis-Royal. Le même au même. Résumé du contenu de lettres antérieures Il avait compté recevoir des instructions de Philipps, qui actuellement est à Londres, mais, trompé dans son attente, il envoie un compte-rendu de l'état actuel des affaires. Cet exposé, surtout personnel, relate cependant le conflit entre l'autorité civile et l'autorité militaire, ses causes, etc. 180

Incluse. Procès-verbal du conseil sur l'arrestation de deux Français des Mines, que l'on a enfermés dans le corps de garde par ordre du commandant militaire pour avoir été rendre leurs devoirs tout d'abord au gouverneur civil. 183

28 octobre, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il représente sa position comme gouverneur civil, et les obstacles qu'il a rencontrés ; la lettre renferme des pièces à l'appui de ses représentations. Mascarene demande le redressement de ses griefs. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 125

Une requête jointe à la lettre et par laquelle Mascarene demande une part du traitement du lieutenant-gouverneur, en date du 1er octobre, fut communiquée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 11 mai 1743. 135

Viennent ensuite des extraits des instructions, etc. 137

(V. aussi E 91 "B. T. N. S.", vol. 8.)

3 décembre, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui communique copie d'une lettre de l'évêque de Québec, qui envoie deux au res prêtres, et prétend avoir droit d'envoyer des prêtres dans la Nouvelle-Ecosse à son gré, comme aussi d'en revêtir de la dignité et du titre de vicaire général. Mascarene a essayé de faire bien comprendre à l'évêque qu'il n'a pas le pouvoir qu'il réclame, et a ordonné aux deux prêtres envoyés de sortir de la province. Obéiront-ils ? et pourraient-ils y être contraints ? Ses difficultés en tout cela. "A. & W. I.", vol. 30, p. 184

Incluses. Correspondance avec l'évêque de Québec, mentionnée dans la lettre. 185

Une lettre du même jour et de la même teneur fut adressée aux lords du commerce ("A. & W. I.", vol. 594, fol. 131), avec copie de la correspondance, d'un procès-verbal du conseil, etc. (p. 141–146.)

1743.

4 janvier, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Le décès de Cosby ayant placé en ses mains l'autorité tant civile que militaire, il va mettre fin à des querelles et des disputes qui durent depuis si longtemps. La paix et l'ordre règnent en ce moment dans le pays. "A. & W. I.", vol. 30, p. 189.

Incluses. Exposé du major Paul Mascarene, en date du 30 décembre 1742. 190

Le même jour, Mascarene écrit une lettre, à peu près semblable dans les termes, aux lords du commerce. ("A. & W. I.", vol. 594, fol. 147 ; exposé, fol. 148.)

15 mars, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Demande la liste ordinaire de sujets d'informations, destinée au capitaine Young du bâtiment de S. M. le *Kinsale*, détaché pour aller protéger la pêche à Canso.

E 88, "B. T. N. S.", vol. 8

1743.

(Pour ce questionnaire, voir " B. T. N. S.", vol. 33, p. 356. Il est semblable à celui envoyé le 1er mai 1736.)

11 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui communiquent un extrait de la lettre de Mascarene, du 28 octobre, relatif à son différend avec Cosby au sujet de la présidence du conseil, et où il demande une part de traitement durant l'absence du gouverneur et du lieutenant-gouverneur. " B. T. N. S.", vol. 33, p. 358

(Il y a un duplicata de cette pièce dans la série " A. & W. I.", vol. 594, fol. 133. Pour les incluses, V. la lettre de Mascarene, du 28 octobre 1742.)

11 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui communiquent une lettre de Mascarene, du 3 décembre 1742, renfermant copie d'une correspondance avec l'évêque de Québec sur son pouvoir d'envoyer des prêtres dans la Nouvelle-Ecosse.

" B. T. N. S.", vol. 33, p. 357

(La série " A. & W. I.", vol. 594, fol. 139, contient un duplicata de cette pièce. Pour la correspondance incluse V. la lettre de Mascarene, du 3 décembre. V. aussi E 94, E 95, " B. T. N. S.", vol. 8.)

2 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui ont déjà adressé un extrait d'une lettre de Mascarene relatif à ses différends avec Cosby. Ils ont depuis reçu de lui une autre dépêche (E 97, " B. T. N. S.", vol. 8) annonçant le décès de ce dernier.

" B. T. N. S.", vol. 33, p. 359

22 juillet, Whitehall. (Duplicata dans la série " A. & W. I.", vol 594, fol. 151.) Les Lords du commerce à Mascarene. Ils ont reçu ses dépêches, et en ont transmis copie au secrétaire d'Etat. Depuis, Cosby est décédé; il est donc à présumer qu'il (Mascarene) n'éprouvera plus de difficultés.

" B. T. N. S.", vol. 33, p. 360

23 août, Whitehall. Les Lords du commerce aux " Lords Justices." Ils leur transmettent un exposé de l'état présent de la Nouvelle-Ecosse; ils sont d'avis qu'il importe d'y élever des fortifications pour sa défense. "B.T.N.S.",vol. 33, p. 361

30 août, Londres. (Duplicata dans " A. & W. I.", vol. 594, fol. 153.) Christopher Kilby aux Lords du commerce (?) Il a exposé à l'Amirauté comment, en cas de guerre, on pourrait paralyser la pêche et le commerce français dans l'Amérique du Nord, enlever le Cap-Breton et ensuite prendre Québec et Montréal. Faiblesse actuelle de tous ces postes. Importance de la Nouvelle-Ecosse. Par une prompte attaque on pourrait se saisir du Cap-Breton, ce qui assurerait la sécurité de la Nouvelle-Ecosse, la possession des pêcheries, etc.

" A. & W. I.", vol. 594, fol. 157

1er septembre, Canso. Hibbert Newton à ———. Il signale le trafic illicite exercé par des smogleurs du Massachusetts sur la côte de la Nouvelle-Ecosse. Pièce incluse dans la lettre des lords du commerce du 16 décembre 1743. V. cette lettre.

2 septembre, Canso. Patrick Heron au capitaine Young (?). Informations concernant le trafic illicite des contrebandiers et les empiétements des Français. Incluse de la lettre des lords du commerce, du 15 décembre. V. cette lettre.

10 octobre, Annapolis-Royal. Procès-verbal relatif à une lettre de Le Loutre, disant que les sauvages n'avaient aucune intention de piller les trafiquants tant que la guerre ne serait point déclarée entre les deux couronnes, et que le mal fait par eux était dû à ce qu'on leur vendait de l'eau-de-vie. Il est ordonné de faire une proclamation pour prohiber cette pratique.

" A. & W. I.", vol. 594, fol. 159

21 octobre, Annapolis-Royal. *Incluse.* Proclamation portant défense de fournir des liqueurs spiritueuses aux sauvages. 160

Mascarene à Alexander Bourg, notaire aux Mines. Mesures prises pour assurer la paix avec les sauvages. Il lui envoie une proclamation

1743.

à laquelle le conseil a donné son agrément, et lui ordonne de la publier, ayant soin d'en conserver l'original dans son greffe. Folio 163

1er décembre, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il accuse réception de dépêches, avec copie d'un traité entre Charles II et les Etats Généraux (traité de 1678), et recommandation par les lords de la Régence de se mettre en mesure de prévenir toute entreprise à la suite d'une rupture avec la France. Il n'y a pas de lettres de marque et on ne fait point de prises, si ce n'est en cas de pêche illicite. On ne saurait compter sur les habitants, avenant une rupture avec la France, en sorte que la Nouvelle-Ecosse est en pire situation qu'aucune autre colonie. Les forts de Canso et d'Annapolis-Royal sont presque en ruine et leurs garnisons trop faibles pour en garnir les murs. Le capitaine de la frégate a laissé un petit bâtiment, chargé d'empêcher toute contrebande ; avantage qu'il y aurait à continuer le service de ce bateau, etc. 179

Lettre semblable, non identique cependant, de même date, au secrétaire d'Etat. "B.M." *add.* 19071, fol. 41

Conférer ces deux lettres avec une de même date au secrétaire d'Etat, dans la série "A. & W. I.", vol. 30, p 191, où sont incluses les pièces suivantes.

Incluses. Procès-verbal du conseil où il a été résolu de faire une proclamation "défendant strictement aux habitants d'aider ou assister les sauvages dans leurs pirateries, et d'acheter ou recevoir des marchandises prises dans une expédition de ce genre par les sauvages, sous peine d'être réputés rebelles," et requérant les habitants, par tous moyens et même par force, d'empêcher et prévenir ces pillages. Une lettre de Le Loutre, prêtre chez les sauvages, et une autre de François Landry, portent que les sauvages sont irrités de l'accusation.

"A. & W. I.", vol. 30, p. 194

Procès-verbal du conseil, sur la proposition de fournir au capitaine Gorham les voiles nécessaires pour sa goélette, des pilotes, des raquettes, des guides, etc., pour mettre à la raison les sauvages ennemis. Pétition des habitants pour n'avoir pas à fournir les guides. Elle est retirée, sur l'assurance donnée à leurs deputés qu'on n'avait nullement l'intention de leur faire prendre les armes. Défense d'acheter des vivres, etc., des soldats. Les habitants font des professions de fidélité, et, se plaignent que plusieurs parmi eux ont été enrôlés de force pour servir sur des bâtiments armés de la Nouvelle-Angleterre. Alarmés par les menaces des New-Englanders, ils demandent si les Bostonnais ont le droit de les forcer à faire la guerre aux sauvages. Autres documents sur le même sujet. 199

6 décembre, A bord du *Kinsale.* Young aux Lords du commerce. Ce qu'il a fait. Suivent des interrogations à lui adressées par le gouverneur de Louisbourg. Pièce incluse dans la lettre des lords du commerce, du 16 décembre. V. cette lettre.

16 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui adressent copie d'une lettre datée du 6 décembre, et des papiers du capitaine Young, du *Kinsale*, bâtiment de S. M., relatifs aux empiètements des Français et à la contrebande. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 165

Incluses. Hibbert Newton, 1er septembre 1743, V. à cette date.

Patrick Heron, 2 septembre. V. à cette date.

Young aux Lords du commerce. A bord du *Kinsale*, 6 décembre. Il envoie ses réponses à la liste des demandes d'informations. Produits de pêche vendus aux Français. Aucun commerce à Canso, excepté de marchandises de contrebande du Massachusetts. Ses efforts pour empêcher les importations clandestines et aussi les empiétements des Français. Il a laissé dans le parage un bâtiment chargé de surveiller la côte, etc. Les Français se sont fortifiés dans l'île Saint-Jean, et y ont mis une garnison. Il y a 20,000 habitants français, établis à trois ou quatre lieues tout au plus de cette île, qu'il leur faut tenir attachés à l'intérêt français. Les

1743

prêtres animent les sauvages, continuellement soudoyés par les Français. Il n'existe point d'ouvrages de défense à Canso, pour protéger les pêcheurs anglais. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 172

Copie des interrogations faites par Quesnelle, gouverneur de Louisbourg, au capitaine Young sur le sujet des saisies pour trafic illicite. 175

(Duplicata de la lettre des lords du commerce en la série "B.T.N.S.", vol. 33, p. 372.)

1744. 23 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui envoient copie d'une lettre de Mascarene, sur l'insuffisance des moyens de défense de la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 177

Incluse. Mascarene aux Lords du commerce, lettre datée du 1er décembre 1743. V. à cette date.

24 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui adressent copie d'une lettre de Mascarene, du 1er novembre 1743, sur l'insuffisance des moyens de défense de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 373

La pièce incluse n'est pas ici. Il y a parmi les originaux de cette série une lacune qui va du 1er juin 1743 au 19 avril 1749, entre la pièce E 97, fin du volume 8, et la pièce F 68, par laquelle commence le volume 9; c'est-à-dire que les liasses F 1 à F 67 inclus manquent. Elles auront été adirées avant que l'on ait fait relier les documents. Il est probable que la correspondance se trouve dans les autres séries, comme il en a été pour l'incluse mentionnée dans la lettre ci-dessus, laquelle paraît être un duplicata de celle du 23 février, qui la précède, la différence de date étant due sans doute à une erreur faite en enregistrant la lettre.

21 mai, Annapolis-Royal. Mascarene à King Gould. Il a eu avis que la guerre est déclarée; effet de cette nouvelle. Il s'emploie de toutes ses forces à faire réparer les ouvrages de défense. Canso est dans un état pire encore et tombera à la première attaque. "B. M.", *add* 19071, fol. 42*b*

21 mai, Annapolis-Royal. Le même à Shirley. Il a reçu la dépêche apportée par Bastide, qui est arrivé peu après Ting, du senau provincial. La nouvelle de la déclaration de la guerre, reçue à Louisbourg et apportée ici par un passager qui en venait, a mis en inquiétude les habitants en dehors du fort. Panique sur le bruit qu'un officier français avec une troupe de sauvages et de blancs avait traversé la rivière en amont; les femmes et les enfants furent reçus dans le fort; mais le bruit était faux. Nouvelle plus vraisemblable: sept corsaires arment, dit-on, à Louisbourg, pour transporter des approvisionnements fournis par les habitants français de la baie. Il est venu des délégués des sauvages de Saint-Jean; substance des harangues à leur conférence. Si l'on peut maintenir les sauvages dans cette disposition paisible, les Français du Cap-Breton auront beaucoup moins d'influence sur les habitants. Si les ennemis méditent d'attaquer la place, ils ne tarderont guère probablement à exécuter ce dessein, pendant que les défenses sont insuffisantes et que la garnison est faible. Il compte sur du secours de l'Angleterre et aussi du Massachusetts, qui a tant d'intérêt à conserver ce pays. "B. M.", *add.* 19071, fol. 42

24 mai, Canso. Articles de la capitulation de Heron à Duvivier. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 183

26 mai, Annapolis-Royal. Mascarene à Bastide. Il rend compte des travaux de défense et exprime son avis sur ce qu'il faudrait faire. "B. M.", *add.* 19071, fol. 43*b*

2 juin, Annapolis-Royal. Le même à King Gould. Ayant entendu dire qu'il y a des émissaires du Cap-Breton parmi les habitants français, qu'ils pousseraient aux hostilités, il a mandé les députés et autres notables; lesquels ont assuré que leur intention est de garder la promesse de fidélité, et lui ont demandé la permission de conférer avec les autres établissements. Il saura le résultat de la conférence dans quelques jours. Il ne peut point les forcer

1744.

à prendre les armes contre les Français, mais s'il réussit à les empêcher de leur prêter aide et assistance, la place sera bien moins facile à attaquer. En attendant, on travaille activement à en raccommoder les défenses. Folio 43

2 juin, Annapolis-Royal. Le même à Borland. Il lui envoie son récipissé pour les provisions. Si les pois ne sont pas expédiés pour compléter la quantité portée dans cette pièce, il ne signera plus aucun reçu anticipé. 45

4 juin, Annapolis-Royal. Le même à Bastide. Les Français du Cap-Breton, après avoir opéré leur débarquement, se sont emparés de la grande île de Canso, et ont pris les quatre compagnies prisonnières. Ses efforts pour renforcer les défenses d'Annapolis-Royal. Il demande que les ordres soient donnés de réparer les armes. 44*b*

9 juin, Annapolis-Royal. Le même à King Gould. Il l'informe de la capture des quatre compagnies de Canso. Point de bâtiment ici pour aider la place. Il n'épargne aucun effort pour maintenir les habitants français dans leur fidélité, et espère que l'attente des secours empêchera la garnison de perdre courage. 45

9 juin, Annapolis-Royal. Le même à Philipps. Attaque par les Français du Cap-Breton et capture des quatre compagnies à Canso. Efforts faits pour renforcer les défenses. 45*b*

(Duplicata dans " A. & W. I.," vol 30, p. 212.)

9 juin, Annapolis-Royal. Le même à Shirley. Armement en course de bâtiments à Louisbourg. Une expédition française s'est emparée de Canso et a pris la garnison prisonnière; son dessein est d'aller à Plaisance et probablement d'attaquer Annapolis-Royal. La galiote armée sert par sa présence à tenir les habitants français dans l'ordre. Si des navires armés ou des bâtiments de guerre visitaient la côte, ils auraient le même effet sur eux et ranimeraient le courage de la garnison. Les femmes et les enfants s'en vont chercher refuge dans la Nouvelle-Angleterre. Toutes les maisons à Canso ont été brûlées; ce qui vaut mieux que de voir les Français se fortifier dans ce poste. Il reste encore des traiteurs de la Nouvelle-Angleterre dans le haut de la rivière; ils courent risque d'être pris, car l'ennemi fera des tentatives par mer et par terre, à moins que des bâtiments de guerre ne le tiennent en respect. Réparation des ouvrages de défense. L'espérance où l'on était d'avoir des fortifications neuves est cause que les anciennes ont été honteusement négligées. Il lui demande (à Shirley) du renfort, composé en partie de sauvages. 46

9 juin, Annapolis-Royal. Le même au Lords du commerce. Détails sur les hostilités, le progrès des travaux de défense, etc. Demande d'un renfort. 46*b*

Un post-scriptum porte accusé de réception de la déclaration officielle de guerre. 47*b*

14 juin, Annapolis-Royal. Mascarene à King Gould. Copie de lettres (9 et 14 juin) où il est rendu compte de la prise de Canso, le 13 mai, par des troupes de Louisbourg. " A. & W. I.," vol. 30, p. 210

Incluse. Capitulation. V. au 24 mai.

16 juin, Annapolis-Royal. Le même à Shirley. Proclamation de guerre avec toute la solennité convenable. Il le prie de ne point exercer la presse parmi les habitants français qui sont marins, d'autant plus qu'il importe de les maintenir en bonne disposition. " B. M.," *add.* 19071, fol. 47*b*

2 juillet, Annapolis-Royal. Le même au Secrétaire de la guerre. Détails de l'attaque par les sauvages. Leur demande de la reddition du fort, le refus, etc. 48

4 juillet, Annapolis-Royal. Le même à Shirley. Relation de l'attaque des sauvages sur le poste. 48*b*

4 juillet, Annapolis-Royal. Le même à King Gould. Attaque des sauvages. 49

1744. juillet, Annapolis-Royal. Le même à Shirley. Il le remercie de son secours opportun. Son regret de ne pouvoir satisfaire à la demande de poudre, la place en ayant à peine assez pour sa défense. Il a fourni à la compagnie envoyée par lui (Shirley) tous les lits disponibles qu'il a été possible de trouver; mais ces lits seront requis s'il vient des recrues. Une compagnie de "rangers" serait extrêmement utile. Folio 49*b*

7 juillet, Annapolis-Royal. Shirley aux Lords du commerce. Craignant une attaque contre Annapolis-Royal, il en a renforcé la garnison au moyen de toutes les troupes qu'il avait alors de levées. Il a trouvé la place assiégée par des sauvages, ayant pour chefs un prêtre et un officier français. Leur fuite en découvrant l'approche du renfort, Il envoie d'autres secours pour éloigner les sauvages, afin que la garnison soit en état de se défendre, fût-ce contre les troupes de Louisbourg, si elle n'est pas attaquée par de gros bâtiments de guerre. Les travaux neufs sont arrêtés et l'on poursuit la réparation des anciens ouvrages pour rendre la place défendable. Il met sous le pli sa correspondance avec Duquesnel concernant l'échange des prisonniers. Arrangement fait avec celui-ci à cette fin.

Ff 40, "B. T., Massachusetts," vol. 71

Incluses. Copie de la correspondance. Ff 41, Ff 42 ; représentations du conseil de la Nouvelle-Ecosse sur la prise de Canso, Ff 44 V. aussi Ff 45, 46, 47.

26 juillet, Annapolis-Royal. Mascarene à Bastide. Renfort envoyé par Shirley, pour lequel l'assemblée a refusé de fournir la literie. Il demande à Bastide d'ordonner au garde-magasin de procurer le nécessaire. "B. M.," *add.* 19071, fol. 50

27 juillet, Annapolis-Royal. Le même au Secrétaire de la guerre. Le renfort envoyé par Shirley a forcé les sauvages de se retirer aux Mines, parmi les habitants français ayant prêté le serment d'allégeance. Ils (les sauvages) rapportent que deux bâtiments de guerre avec des troupes sont attendus du Cap-Breton La galiote provinciale est arrivée avec un complément d'hommes, mais sans l'attirail nécessaire, qui ne peut être fourni. Il a fait un rapport sur la situation des affaires. Les troupes venues de la Nouvelle-Angleterre ne resteront ici que deux ou trois mois. Il faut donc un renfort de la Grande-Bretagne. Un bâtiment de 40 ou 50 canons serait d'un grand service, et aussi une compagnie de "rangers", pour donner la chasse aux sauvages dans les bois, afin que la garnison puisse s'approvissionner de combustible, etc. Il tient une cour martiale devant laquelle sont mis en jugement quatre soldats pris à bord d'un corsaire français ; il transmettra au ministre la sentence, car les pouvoirs pour l'exécution de la condamnation, le cas échéant, sont expirés. 50 *b*

27 juillet, Annapolis-Royal. Le même aux Lords du commerce. Il accuse réception de la déclaration de guerre avec la France. A déjà rendu compte de la reddition de Canso. Une attaque par les sauvages contre Annapolis-Royal a été repoussée. Les sauvages se sont retirés aux Mines, où ils vivent à discrétion sur les habitants. Ils attendent des armes, etc., du Cap-Breton. Le fort en ruine (Annapolis-Royal) a été réparé tant bien que mal. Le renfort de la Nouvelle-Angleterre, est utile ; s'il pouvait être continué. Espérance d'un secours d'Angleterre. Il faudrait un bâtiment de 40 ou 50 canons, et d'un corps de "rangers" de la Nouvelle-Angleterre, où les habitants sont accoutumés à donner la chasse aux sauvages.

"A. & W. I.", vol. 594, fol. 185

(Copie dans la série "B.M.", *add.* 19071, fol. 51.)

28 juillet, Annapolis-Royal. Mascarene à Shirley. Retraite des sauvages aux Mines, où ils vivent des bêtes à cornes et des volailles des habitants. Les sauvages de la rivière Saint-Jean se dispersent ; mais environ deux cents rôdent encore autour des Mines, en plusieurs bandes; il en est venu près d'Annapolis, qui n'ont fait aucun mal. Il a distribué de la literie, des armes, etc., aux troupes de la Nouvelle-Angleterre. Besoin d'argent. Quatre déserteurs passent en ce moment à une cour martiale. Le secours envoyé par lui

1744.

(Shirley) a relevé les courages. Les sauvages ont envoyé des leurs à Louisbourg demander des instructions et des nouvelles, et se flattent que les Français vont faire un armement pour prendre Annapolis-Royal. Après la retraite des sauvages, les habitants ont apporté aussitôt des denrées, et reitéré leur volonté de garder leur promesse de fidélité aussi longtemps que l'Angleterre restera maîtresse du fort. Les habitants ont signé un engagement qui doit empêcher l'envoi de bétail à Louisbourg; ils sont dans une position périlleuse, car ceux qui se disaient leurs amis ont lâché la main à des bandits qui les veulent piller et, d'autre part, ils sont menacés de ruine s'ils manquent à leur allégeance envers le gouvernement britannique. Le procès des déserteurs est fini. Mascarene demande la permission d'en envoyer trois à Boston pour y être gardés en lieu sûr; toutes dépenses raisonnables seront payées. Remercîments à Shirley, etc. "B.M.", *add.* 19071, fol. 51*b*

Lettre de même date à King Gould et de même teneur, mais contenant plus de détails. 53

2 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Mascarene. Ils ont transmis au secrétaire d'Etat copie de sa lettre du 1er décembre et de ses incluses relatives au peu de moyens de défense de la Nouvelle-Ecosse, état de choses qu'ils avaient déjà signalé dans un rapport à Sa Majesté en août dernier. "B.T.N.S.", vol. 33, p. 374

15 août, Horse-Guards King Gould à Andrew Stone. Il lui adresse un rapport sur la capitulation de Canso, avec demande de le mettre sous les yeux du secrétaire d'Etat (Newcastle). "A. & W. I.", vol. 30 p. 209

28 août, Annapolis-Royal. Mascarene à Shirley. Les sauvages se rassemblent encore aux Mines et arrêtent les courriers. Il doit venir, paraît-il, des bâtiments de Saint-Malo débarquer des troupes à Tatamagouche, sur la baie Verte. On lui rapporte à l'instant qu'un parti a été aperçu, qui sortait des bois à l'extrémité supérieure de la rivière (Annapolis). Il est inquiet de ne pas voir arriver le complément de troupes promis. Désertion avec leurs armes d'hommes qui étaient de corvée pour aller chercher du bois. Besoin d'un grand bâtiment de guerre et d'un corps de *rangers*. Les troupes auxiliaires envoyées par la Nouvelle-Angleterre sont bien traitées. Le capitaine venu le dernier ne s'est pas bien conduit; on ne se plaint pas des autres officiers. Nécessité absolue de fréquentes communications entre le Massachusetts et Annapolis-Royal. Mascarene espère que les auxiliaires ne lui seront pas retirés avant qu'il ait eu du secours d'ailleurs. "B. M.", *add.* 19071, fol. 53*b*

6 septembre, Kensington. Arrêté du Conseil, où est consigné le rapport des lords du commerce, remerciant Shirley d'avoir envoyé un secours à Annapolis-Royal, et obtenu de l'assemblée du Massachusetts des primes d'engagement, etc. pour trois compagnies. "A. & W. I.", vol. 63, p. 188

22 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Les Français ont envoyé des troupes de Louisbourg, par la voie du Saint-Laurent, à Chignectou, d'où elles s'avancent par terre, en ramassant les sauvages de toutes les tribus. "B. M.", *add.* 19071, fol. 54*b*

22 septembre, Boston. Shirley à Duquesnel, gouverneur de Louisbourg. Il a reçu copie du nouvel accord avec Heron, et ne conçoit pas que cet officier ait eu pouvoir, étant prisonnier, de convenir de laisser les troupes prisonnières trois ou quatre mois de plus que le temps stipulé, après lequel la remise devait s'en faire, et ce, dans les domaines du roi et à ses dépens, et non à Louisbourg aux frais du roi de France. Il tient, pour certaines raisons énoncées, que les stipulations de la capitulation sont nulles, par suite de l'action et de l'arrangement même de Duquesnel. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 193

Incluse. Réponse de Duquesnel à une proposition faite par Shirley de modifier les articles de la capitulation relatifs aux prisonniers. fol. 196

1744.
4 octobre, Boston. Shirley aux Lords du commerce. Sur l'état des troupes et de la garnison d'Annapolis-Royal, et sur l'échange de prisonniers conclu avec le gouverneur français à Louisbourg. Folio 189

(Une copie de cette pièce est incluse dans la lettre des lords du commerce, du 14 novembre.)

8 octobre. Christopher Kilby. Rapport sur l'état du Cap-Breton, en vue d'une attaque contre Louisbourg. "A. & W. I.", vol. 530, p. 1

(V. aussi "A. & W. I.", vol. 603.)

16 octobre, Boston. Shirley aux Lords du commerce. Il a équipé et armé des bâtiments pour aller attaquer Chignectou; ils recevront un détachement d'Annapolis-Royal, chargé d'arrêter les habitants français qui se sont rangés du parti des Français et de réclamer des otages de ceux qui ne sont pas encore révoltés. Il publiera une déclaration de guerre contre les sauvages du cap de Sable et de Saint-Jean. "B. T. Massachusetts" Ff 48, vol. 72

9 novembre, Boston. Le même aux mêmes. Situation des affaires dans la Nouvelle-Ecosse. Ff 50

14 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui adressent copie abrégée des lettres de Mascarene, 27 juillet, et de Shirley, 4 octobre. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 184

Incluses. Mascarene aux Lords du commerce, lettre du 27 juillet. V. à cette date.

Shirley au même. Lettre du 4 octobre. V. à cette date.

29 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui communiquent copie de lettres de Shirley, des 25 juillet et 16 octobre, concernant les secours envoyés par le Massachusetts à Annapolis-Royal; l'échange des prisonniers pris à Canso, et une proposition de Duquesnel, gouverneur de Louisbourg, pour la neutralisation des pêcheries anglaises et françaises. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 188

Les incluses mentionnées n'accompagnent pas la lettre; elles sont dans la série dite "B. T. Massachusetts," celle du 25 juillet à Ff 40, et celle du 16 octobre à Ff 48; elles ont été analysées ci-dessus à leurs dates respectives.

1745.
17 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui envoient copie de lettres de Mascarene, des 22 et 25 septembre, avec une pétition de Gorham pour la concession de l'île de Sable, et la copie d'une lettre de Shirley sur la situation des affaires dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 375

La lettre de Shirley mentionnée là, en date du 9 novembre 1744, se trouve dans la série "B. T. Massachusetts," vol. 72, où elle est marquée: Ff 50. Il y a une lettre subséquente, du 10 juillet 1745, dans le même volume, sous la marque Ff 82. Les deux ont été analysées à leurs dates propres.

28 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Ils lui soumettent des instructions qu'ils proposent d'adresser aux gouverneurs de New-York, New-Jersey, Connecticut et Rhode-Island, pour qu'ils aident de tout leur pouvoir la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 376

Suit la circulaire. 378

28 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Rapport sur l'île de Sable. Ils émettent l'avis que Gorham en reçoive la concession moyennant un "quit rent" nominal; mais ne peuvent conseiller de bâtir un phare sur cette île, parce qu'il pourrait être nuisible plutôt qu'utile à la navigation. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 379

Au printemps. Mascarene à Shirley. L'expédition projetée sera glorieuse pour ceux qui l'entreprendront. Que ne peut-il en être! L'hiver s'est bien passé. L'ennemi n'est pas venu près d'ici. Saison favorable aux travaux; les habitants ont apporté les matériaux. Le défensif présente maintenant une tout autre apparence. L'état sanitaire de la garnison est très bon; les auxiliaires, etc., sont contents. Il lui est rapporté que Duvi-

1745. vier est arrivé à Louisbourg avec un nouveau gouverneur et trois bâtiments. Cette nouvelle, entre autres, a excité encore l'activité de la garnison. Nombre et distribution des troupes.
"B. M." *add* 19071, fol. 54*b*

(Pièce sans date. L'expédition contre Louisbourg eut lieu de bonne heure en 1745; cette lettre fut évidemment écrite un peu avant.)

6 avril, Boston. Shirley à la Chambre des représentants. Il a recommandé Bastide pour ses services dans les travaux exécutés à Castle-William et aux autres forts, juqu'à la baie de Canso, services rendus à la demande d'un comité de la chambre. Il s'emploie en ce moment aux préparatifs pour l'expédition contre le Cap-Breton. Il presse encore de reconnaître les services de Bastide. "A. & W. I.", vol. 63, p. 12

29 avril, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Depuis que l'armement français à mis à la voile, aucun bâtiment ennemi n'a encore été aperçu. Il répare le fort en toute diligence. On parle de renforts pour Louisbourg et d'un dessein d'attaquer Annapolis. Ces bruits sont probablement vrais; mais l'armement préparé dans la Nouvelle-Angleterre contre Louisbourg retardera la tentative sur Annapolis. Il retient les quatre compagnies auxiliaires envoyées par Shirley, sans lesquelles il ne pourrait suffire aux services ordinaires de garnison. Les procès-verbaux sous ce pli font connaître la conduite des habitants français lorsque l'ennemi était dans la province. "A. & W. I.", vol. 30, p. 213

18 mai, Louisbourg. Du Chambon à Pepperrell et Warren (en français). Il refuse de rendre le fort et soutiendra une attaque de vive force.
"A. & W. I.", vol. 530, fol. 4

18 juin, Louisbourg. Warren au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Pepperrell et lui ont par une même lettre informé sa grâce qu'ils sont en paisible possession de Louisbourg, qui s'est rendu par capitulation. Il va transmettre les articles. On devrait récompenser, soit au moyen de promotions ou autrement, les forces de la Nouvelle-Angleterre employées à cette expédition; et comme le général (Pepperrell) possède une fortune considérable dans la Nouvelle-Angleterre, Warren le recommande pour le titre de baronnet. En cas d'expédition ultérieure, quelqu'un en qui la population pourrait avoir confiance, n'aurait aucune peine à lever 30,000 hommes; mais comme les gens de la Nouvelle-Angleterre sont en quelque sorte des "levelers" (niveleurs), il faut les traiter différemment des autres forces militaires. Macdonald, du corps de marine, a été promu au grade de colonel; d'autres officiers (non nommés) ont aussi reçu de l'avancement. Broadstreet (Bradstreet?), du régiment de Philipps, est recommandé. Warren demande qu'on lui accorde le gouvernement de New-Jersey, quand il viendra à vaquer, et exprime l'espoir que ses services lui assureront son rang dans la marine royale. "A. & W. I.", vol. 65, p. 28

19 juin, Louisbourg. Pepperrell au même. Il serait opportun de laisser une garnison à Louisbourg. Pepperrell demande qu'on lui donne le commandement de son régiment et que Bradstreet en soit le lieutenant-colonel. Celui-ci a conçu le premier le projet de l'expédition, et s'est distingué dans toutes les occasions. Pepperrell demande la permission de passer dans la Nouvelle-Angleterre. Haute opinion qu'il a de Warren. 30

28 juin, Louisbourg. Le même au même. (Pièce portant la date en marge, mais il n'est pas improbable qu'elle ait été écrite le 18.) Prise de Louisbourg, le 16 du courant, par les sujets de la Nouvelle-Angleterre de Sa Majesté, qu'il avait l'honneur de commander, et avec l'aide d'une escadre sous Warren. Le 17, les bâtiments sont venus jeter l'ancre dans le port et une partie des troupes sont entrées dans la ville. Règlements établis pour sa sécurité et son gouvernement. Envoi de copie de la capitulation, et de la liste des troupes levées dans la Nouvelle-Angleterre. Pepperrell loue le zèle des troupes, et leur endurance en transportant l'artillerie, débarquant les munitions, etc. Détail des opérations. Les Français avait le dessein

1745.

d'attaquer Annapolis cet été, s'ils n'avaient pas été, ainsi que les sauvages, requis de défendre Louisbourg, à quoi, d'ailleurs, ils ont été appelés trop tard. Il y avait dans la ville, sans eux, 2,000 hommes en état de porter les armes. Nécessité d'envoyer des vêtements chauds pour les troupes. Page 34

Incluses. Propositions faites et articles arrêtés pour la reddition de Louisbourg. 36

Liste des commissions données, dans l'armée sous le commandement de l'honorable Wm Pepperrell esquire, pour une expédition contre l'établissement français du Cap-Breton." Voici les noms des officiers généraux, avec la date de leurs commissions: William Pepperrell esquire, lieutenant général et commandant en chef de toutes les forces de mer et de terre, 31 janvier 1745, commission délivrée par les gouverneurs Shirley, Law et Wentworth; Roger Wolcott esquire, major général, commissionné par le gouverneur Shirley le 7 mars 1745. Samuel Waldo esquire, brigadier général, commissionné par le gouverneur Shirley le 7 mars 1745; Joseph Dwight esquire, brigadier général, commissionné par le gouverneur Shirley le 20 février 1745. 44

Dans la liste précédente, l'année est celle moderne; dans la suivante, les dates sont du vieux style: février et mars 1744, c'est-à-dire 1745.

Cette dernière liste comprend les noms des officiers de chaque régiment. Voici ceux des colonels .—

Massachusetts: 1er régiment, honorable Wm Pepperrell; 2e, Samuel Waldo; 3e, Jeremiah Moulton; 4e, Samuel Willard; 5e, Robert Hall; 6e, Sylvester Richmond jeune; 7e, Shubael Gorham.

Régiment de Connecticut "duquel William Burrest est colonel." La liste porte "Andrew" Burr colonel, et Samuel Lothrop lieutenant-colonel.

Régiment de New-Hampshire: Samuel Moore.

Train d'artillerie, envoyé par le Massachusetts: Joseph Dwight.

Vient ensuite la liste des autres officiers: chirurgiens, commissaires, officiers des transports, etc.

Ratification de la capitulation. 51

(Duplicata de cette dernière pièce à p. 55.)

4 juillet, Louisbourg. Warren et Pepperrell au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui envoient un duplicata de leur lettre du 18 juin par un second exprès, et en récapitulent le contenu. N'ayant pas le pouvoir de mettre à la charge des colonies la réparation de la place et l'entretien de la garnison, ils sont obligés de tirer sur le trésor. Les troupes qui seront envoyées pour tenir garnison dans la place devraient être approvisionnées et pourvues de vêtements chauds et de bons baraquements. Ils recommandent le capitaine Rouse, capitaine d'un croiseur des colonies et porteur de la présente dépêche, pour le commandement de l'un des meilleurs senaux rapides de Sa Majesté, qui seront envoyés sur la station de la Nouvelle-Angleterre, sous les ordres du commandant des forces navales. La question d'un traité avec les sauvages est à l'examen. 53

10 juillet, Boston. Shirley aux Lords du commerce. Il rend compte de la réduction du Cap-Breton. Ff 82, "B. T., Massachusetts," vol. 72

30 juillet, Louisbourg. Pepperell au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il demande qu'on le nomme gouverneur de Louisbourg. "A. & W. I.", vol. 63, p. 57

5 août. "Projet pour l'établissement d'une colonie dans la Nouvelle-Ecosse, où l'on fait voir les avantages considérables qu'on en peut retirer" (en français). Apparemment un prospectus, mais sans signature ni date; une note au dos porte que la pièce a été reçue à la date ci-dessus en marge. On comptait qu'il serait possible d'avoir 66,667 familles, avec un profit de £475,000, pour les propriétaires des terres, indépendamment d'une répartition de 20,000,000 d'acres entre ces colons. On tirerait la plupart de ces familles du Palatinat, de Suisse, de Salsbourg et d'Irlande; un certain nombre d'Ecosse, qui avaient récemment marqué le désir

1745.

d'émigrer. Du contenu même du projet il apparaîtrait que Waldo, de Boston, en était l'auteur. C'est lui qui avait acheté les droits restants des concessions de Stirling. "A. & W. I.", vol. 594, fol. 199

Cette pièce est suivie d'un exposé sans date du droit de la couronne de la Grande-Bretagne sur la province d'Acadie ou Nouvelle-Ecosse, précédé de l'article 12 du traité d'Utrecht, article dont ce document n'est qu'une interprétation, et de l'historique des changements de propriétaires depuis la concession faite à sir William Alexander en 1621. 201

(Voir une esquisse tracée par Waldo, dans le Rapport sur les archives du Canada pour 1886, p. xi ; le même rapport, p. cliv, contient ses propositions pour l'établissement d'une colonie dans la Nouvelle-Ecosse, où il relate sommairement les changements de propriétaires survenus depuis 1621.)

8 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Mascarene. Ils lui accusent réception de ses dépêches des 27 juillet, 22 et 25 septembre 1744 et 29 avril 1745. Il leur fait plaisir d'apprendre l'insuccès de l'attaque des Français et des sauvages sur Annapolis et l'empressement avec lequel la Nouvelle-Angleterre a secouru la place. Une copie de ses lettres et de la requête de Gorham a été transmise au secrétaire d'Etat. Ils ont fait rapport sur la pétition. Sa diligence à réparer les forts est louable, mais la prise du Cap-Breton devrait maintenant calmer ses alarmes.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 384

9 août. Considérations par Oglethorpe sur les mesures à prendre pour la défense du Cap-Breton en cas que les Français viennent l'attaquer au printemps. "A. & W. I.," vol. 530, p. 5

10 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) à Shirley. Félicitation sur le succès de l'attaque de Louisbourg. Satisfaction exprimée par le roi en apprenant comment il s'était conduit, ainsi que le conseil et l'assemblée. En récompense de leurs services, le roi donne un pavillon à Warren et une baronnie de la Grande-Bretagne à Pepperrell. Le ministre communique à Shirley une copie de l'ordre à Pepperrell de mettre Louisbourg en état de défense. Warren est nommé gouverneur de cette place, à laquelle on va expédier des munitions de guerre et de bouche, de l'artillerie et deux régiments stationnés à Gibraltar. On est à examiner la question si l'on ne devrait pas maintenir un ou deux régiments américains, l'un sous le commandement de sir William Pepperrell, l'autre sous celui de Shirley. Il est superflu de lui recommander, assisté qu'il est de Warren et de Pepperrell, de bien s'assurer la possession de cette précieuse conquête. Newcastle le félicite à son tour d'avoir pu préparer et réaliser son projet de conquête du Cap-Breton. "A. & W. I.," vol. 63, p. 193

Lettre semblable à Pepperrell, de même date. 197

Id. à Warren. 203

10 août. Etat des troupes de garnison, armes, etc., pour Louisbourg. 11

13 août, Londres. Rapport des comtes Sandwich et Stair et du colonel Lascelles aux "Lords Justices" sur les affaires de Louisbourg, etc. Ils conseillent de lever deux bataillons d'Américains, et de délivrer sans retard les commissions, afin que les troupes puissent être disciplinées et la garnison mise en la disposition voulue. Les autres recommandations concernent les officiers, les effets d'habillement et les armes, les crédits affectés aux invalides et aux femmes et enfants des tués, les traités avec les sauvages et la construction d'un hôpital. A. & W. I.," vol. 530, p. 13

13 août, "Ordnance." Rapport adressé au duc de Montagu, grand maître de l'artillerie, par les fonctionnaires de "l'Ordnance," à la suite d'un renvoi des lords juges relatif aux approvisionnements et travaux nécessaires pour Louisbourg. 7

16 août, Londres. Cockburn à Stone (secrétaire des "Lords Justices.") Il lui adresse le rapport des fonctionnaires de "l'Ordnance," dont copie a été transmise à Montagu, afin qu'il puisse écrire. 11

1745.
20 août, "Ordnance." Montagu aux "Lords Justices." Il leur transmet un rapport des fonctionnaires de l'"Ordnance" sur les approvisionnements destinés à Louisbourg. Page 9

11 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) à Shirley. Il sera formé deux régiments parmi les troupes américaines qui ont servi dans l'expédition contre le Cap-Breton sous Pepperrell; l'un deux sera commandé par lui (Shirley); les officiers supérieurs, quatre capitaines (cinq dans le régiment de Pepperrell) et les officiers subalternes seront à la nomination du roi. On enverra des commissions en blanc pour trois capitaines et un certain nombre de subalternes; les blancs en seront remplis des noms de ceux qui seront jugés les plus capables. L'ordre a été donné d'expédier deux régiments de Gibraltar. Si les transports étaient forcés de relâcher à Boston, Shirley devra pourvoir à la subsistance de ces troupes. (Ce dernier paragraphe est supprimé dans une lettre, d'ailleurs identique, adressée à Pepperrell.) "A. & W. I.," vol. 63, p. 209

11 septembre, Whitehall. Le même à Warren. La commission de gouverneur du Cap-Breton a été envoyée. Le reste de la lettre est semblable à celle adressée à Shirley. 210

11 septembre, Whitehall. Le même à Clinton. Si les transports avec les troupes pour Louisbourg étaient obligés d'entrer dans le port de New-York, il devra pourvoir à la subsistance de ces troupes durant l'hiver. 211

(Une copie des lettres des 10 août et 11 septembre était renfermée dans la lettre de Catherwood, du 29 avril 1747.)

3 octobre, Louisbourg. Pepperrell au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il est heureux de la satisfaction causée par le succès de l'expédition contre le Cap-Breton. Ses remercîments pour la dignité qu'on lui a conférée. Il espère fortifier encore chez les sujets de Sa Majesté dans la Nouvelle-Angleterre les sentiments de fidélité, qui sont universels. Il se réjouit des mesures si promptes prises pour la sécurité de la nouvelle conquête, et de la nomination de Warren, pour qui il a la plus haute estime, au poste de gouverneur. Il n'a point souffert que les questions de préséance dans le commandement nuisissent aux opérations, comme cela n'est arrivé que trop souvent dans d'autres expéditions. Capture d'un riche navire de la mer du Sud, de deux navires des Indes-Orientales, et autres prises importantes sous les yeux des soldats, qui trouveraient très dur de n'avoir point une part des prises. Il (Pepperrell) mettra ses soins à obtenir un traité avec les sauvages, alliés aujourd'hui des Français, et à encourager la colonisation de l'île conquise, de concert avec Warren et Shirley. Zèle et bonnes qualités de ce dernier. Shirley est resté à Louisbourg, où il prend les mesures nécessaires, avec l'aide des troupes de la Nouvelle-Angleterre, pour la sécurité de la place. C'est en cédant à ses instances qu'il (Pepperrell) a pris le commandement, Shirley lui ayant représenté que, si lui-même quittait son gouvernement, les choses pourraient mal aller. "A. & W. I.", vol. 65, p. 66

3 octobre, Louisbourg. Warren au même. Il a su par une dépêche de Rouse que son compte-rendu des succès à Louisbourg lui avait été remis. Combien il est heureux des expressions de satisfaction de Sa Majesté, Importance de l'acquisition pour la sûreté des possessions continentales, parce qu'elle procure un moyen de chasser les Français de l'Amérique du Nord; on demeurerait ensuite maître du commerce du poisson et des pelleteries; la traite alors deviendrait infiniment plus active qu'à cette heure, où les sauvages, tenus dans l'agitation par les Français, pensent peu à se mettre en quête des précieuses fourrures dans leurs terres de chasse. Mais, à moins d'établir un gouvernement civil, de rendre le port franc et d'offrir tels autres avantages qui encouragent les colons, Louisbourg sera un poste de garnison d'entretien extrêmement coûteux. Il a fait part à la flotte de la satisfaction de Sa Majesté. La faveur témoignée aux troupes de la Nouvelle-Angleterre aura un excellent effet. Si tous les

1745.

gouvernements (provinces) étaient autant sous l'influence de leurs gouverneurs respectifs que la Nouvelle-Angleterre l'est sous celle de Shirley, ils pourraient faire de grandes choses. Il se réjouit d'apprendre que Shirley va être récompensé ; il est ici depuis déjà quelque temps et ce n'est pas sans peine qu'il a pu tranquilliser les troupes désappointées de ne pas s'en retourner après l'expédition finie. Warren marque le plaisir qu'il a de sa propre promotion, mais voudrait, si c'est possible, décliner l'offre de l'emploi de gouverneur ; cependant, il attendra d'autres ordres. Il est bien aise d'apprendre que l'on expédie ici des munitions et des troupes. Comme il est trop tard pour transporter les habitants de l'île Saint-Jean en France cette année, il a fait un traité avec eux pour qu'ils restent neutres. Il faudrait les faire partir le printemps prochain, vu les mauvais effets que leur présence pourrait avoir dans la Nouvelle-Ecosse, s'ils demeuraient dans les territoires du roi ; il serait aussi à désirer que l'on fît partir ceux d'Annapolis-Royal. Son étroite amitié avec Pepperrell. Son désir est d'être envoyé comme gouverneur soit à New-York, soit aux "Jerseys." Page 63

4 novembre, Louisbourg. Pepperrell au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il est ici avec Shirley et Warren, pressant les réparations nécessaires, faisant des provisions de combustible, etc., pour l'hiver. Il tâchera de procurer aux troupes attendues de Gilbraltar autant de confort que possible. Il espère que l'ingénieur promis ne tardera pas à arriver, car il n'a que Bastide, l'ingénieur d'Annapolis. Sa demande d'être nommé gouverneur était partie quand il a su que l'on avait choisi Warren. Une fièvre s'est déclarée ; mortalité dans la garnison. 68

23 novembre, Louisbourg. Warren au même. Pepperrel, Shirley et lui s'emploient constamment aux travaux de fortification. La présence de Shirley tranquilise les troupes de la Nouvelle-Angleterre, qui étaient et sont mécontentes de n'avoir pas été renvoyées ; leur interprétation de la proclamation étant absurde, car pourraient-elles quitter la place avant l'arrivée des troupes régulières chargées de la garder, et qui, à ce qu'il craint, ne pourront pas venir cet automne ? La garnison va être alors très faible, étant de 2,000 hommes. Beaucoup de malades et d'impropres au service. La plupart des autres ont cette apparence débile, qu'il a toujours observée dans les villes qui avaient été assiégées ; mais il espère qu'une température froide y apportera remède. Il a idée de garder ici le *Vigilant* tout l'hiver, et de donner ordre aux autres navires de venir de bonne heure au printemps ; espère que l'escadre arrivera avant que les Français pensent à en expédier une pour le bloquer. Il va établir des estacades pour défendre le port. La dépense de la garnison sera extraordinaire, et ne pourra être diminuée qu'en encourageant les habitants à faire la pêche ; à mesure que la population deviendra plus nombreuse, on pourra réduire la garnison. Warren recommande de réunir les convois ici, et exprime de nouveau l'avis que l'on y établisse un port franc, et un gouvernement civil, sous un homme honorable, humain, tolérant envers les dissidents, tel que le gouverneur de Massachusetts, dont il loue le cara tère. Son désir de se démettre de son gouvernement du Cap-Breton. Il recommande Shirley, s'il voulait en accepter la charge ; sa grande influence dans la Nouvelle-Angleterre pourrait justifier son séjour là-bas ; en ce cas, Shirley passerait l'administration à l'officier commandant immédiatement après lui, et n'aurait à visiter le poste qu'une fois l'an, en dehors des occasions extraordinaires. Ses qualités. Si l'on établit ici trois régiments américains, Warren recommande Waldo pour le commandement. Observations sur les forces nécessaires pour réduire le Canada ; l'intérêt de toutes les colonies est d'y contribuer. Recommandation du capitaine Tyng, qui a commandé les navires armés des colonies jusqu'à son arrivée (Warren). Danger qu'il y aurait à laisser les habitants français dans la Nouvelle-Ecosse.

1745.

Alarme causée par de faux bruits qu'une escadre française venait attaquer Annapolis. Quelles conséquences fatales aurait leur succès. Un plan de Bastide pour augmenter la force de la place est envoyé au "Board" de l'artillerie. Warren prévient encore de la dépense extraordinaire qu'il faut faire en travaux de fortification. Il s'attend à éprouver de grandes difficultés à tenir la garnison dans l'obéissance, s'il n'arrive pas de troupes régulières. Pertes essuyées cette année, dans les Indes-Orientales, la mer du Sud, et par le commerce de poisson, pour des causes mentionnées. Navires qui devraient être surveillés. P. S. Avis reçu d'un projet d'attaque par le Canada sur Louisbourg. Il (Warren) aurait recommandé Pepperrell pour le poste de gouverneur; mais celui-ci ne veut pas résider; seulement, il a promis que, si Louisbourg était attaqué, il reviendrait avec des troupes. Des sauvages captifs ont été envoyés chez les sauvages de la Nouvelle-Ecosse tenir des conférences pour la paix. Succès des négociations de Clinton avec les Six-Nations. Deux navires vont partir dans quelques jours, qui transporteront en France, suivant la capitulation, 120 habitants de Louisbourg. Sans doute ces personnes diront là-bas la faiblesse de la garnison, la mortalité, qui est de huit à quatorze décès par jour; aussi doit-on s'attendre que les Français se hâteront de faire un vigoureux effort pour reprendre Louisbourg. Il demande du secours aux colonies, mais n'est pas sûr d'en obtenir. Comme on ne peut avoir confiance dans les habitants qu'on avait laissés sur leurs terres, l'ordre leur a été donné de se rendre ici, d'où ils seront expédiés en France le plus tôt possible, ainsi que vont l'être les 120. Leur nombre total est de 287 âmes.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 70

9 décembre, Annapolis-Royal.

Mascarene au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Insuccès d'une attaque par un détachement de 700 Canadiens et sauvages, qui n'ont pu surprendre que deux navires de Boston portant des provisions. Le parti est arrivé à Louisbourg deux ou trois jours après la reddition de la place, et est retourné aussitôt en Canada. La province n'a pas été inquiétée depuis, si ce n'est par les sauvages, que dirigent les Français. Mascarene mentionne certains documents, qu'il met dans sa lettre et qui montrent la disposition des habitants et contiennent leurs représentations; il mentionne aussi sa lettre à Shirley, où il (Mascarene) expose ses vues: il voudrait détourner la population de se joindre à l'ennemi et l'utiliser dans la mesure du possible pour réparer le fort. Si, cependant, il venait une flotte d'Europe, il ne répondrait pas de la fidélité des habitants. Le fort a maintenant assez bonne apparence. Son désappointement parce que les hommes destinés à augmenter le régiment de Philipps ne sont pas arrivés; il a dû en conséquence retenir les quatre compagnies auxiliaires du Massachusetts, malgré leurs murmures.

"A. & W. I.", vol. 30, p. 215

Incluses. Lettre à Shirley où Mascarene décrit "le caractère des "habitants et leur attitude depuis qu'ils sont sous la domination anglaise "et plus spécialement depuis la déclaration de guerre avec la France." Ce qui est surprenant, dit-il, ce n'est pas de voir les Français avoir tant d'influence sur eux, mais qu'ils n'en aient pas davantage encore. Il énonce ses vues relativement aux moyens de convertir les habitants en sujets soumis du roi et continue: "Si toutefois, adoptant d'autres vues, on veut prendre des mesures nouvelles, et que l'on puisse faire partir ces habitants du pays pour les remplacer par de bons sujets protestants, rien ne saurait être plus avantageux pour les intérêts britanniques en général, et pour ceux des colonies septentrionales en particulier, de cette province notamment." Il déduit ensuite les raisons qui l'empêchent de proposer ce dernier plan, qui, d'ailleurs, ne serait réalisable qu'avec l'aide des colonies voisines, et termine ainsi: "Il est certain, au cas où l'on méditerait un changement d'habitants, que l'exécution du projet devra se

1745. préparer sans que personne en ait connaissance ici, et en en parlant même à Boston le moins possible. Le procédé que j'emploie, lequel est de menacer d'une manière générale d'un châtiment ceux qui se montreraient les plus actifs pour la cause de l'ennemi, peut se continuer jusqu'à ce que tout soit prêt, si, après avoir examiné les faits ci-dessus ou tout autre qui viendrait à se produire, on jugeait encore à propos d'opérer une pareille révolution comme étant le parti le plus convenable à l'intérêt public." P. 216

Représentations (en français) des habitants de la rivière d'Annapolis-Royal, où ils indiquent les dangers auxquels ils sont exposés, de quelque côté qu'ils se rangent. 217

Représentations sur la situation de la Nouvelle-Ecosse et sur l'état du fort et de la garnison d'Annapolis-Royal; rédigées par un comité du conseil et approuvées par celui-ci. Elles relatent les événements depuis la réduction d'Annapolis-Royal en 1710, la conduite des habitants français, leur refus de prêter le serment de fidélité, l'aide donnée par eux à l'ennemi, etc. Tout cela en détail. Puis le document continue: "Il "résulte de là que, dans leurs actes en faveur de l'ennemi, malgré toutes "les excuses données dans les représentations ci-jointes des habitants de "cette rivière, ils ont cédé plutôt à une disposition naturelle qu'à la force; "et que ces ordres terrifiants de Duvivier et de Marin étaient maintenus "à dessein de nous en imposer; de plus, en indiquant et livrant à "l'ennemi le bétail anglais; en réglant avec lui leurs comptes; en accep-"tant ses billets et lettres de change payables à Louisbourg, pour leurs "denrées, travaux et autres services, ils nous ont fourni des preuves "convaincantes qu'en cela encore ils ont agi d'accord avec lui et obéi bien "plutôt à une pure inclination qu'à un réel sentiment de crainte." Après "avoir avancé la-dessus que "s'ils ne sont pas absolument des ennemis, "on doit les tenir à tout le moins pour des habitants inutiles," le document "conclut ainsi: "En résumé, le comité soumet humblement la question "si les dits habitants français ne peuvent pas être transportés hors de la "province de la Nouvelle-Ecosse et remplacés par de bons sujets "protestants." 218

Autres observations relatives à la colonisation de la Nouvelle-Ecosse, par le lieutenant Amherst. L'auteur propose, au lieu du "quit rent," d'adopter le système d'une division des terres en townships de quatre milles carrés, subdivisés en 66 lots, dont deux affectés à un ministre et maître d'école, et quatre à la couronne, lesquels, avec le temps, par suite de la colonisation des localités, devriendront des domaines de grande valeur, "sans qu'il en coûte un penny à personne." Les soldats, licenciés après telles années de service, pourraient recevoir des terres en concession, à condition de s'y établir. On aurait ainsi une bonne force militaire. "A. & W. I.," vol. 31, n° 1

Au dos. "Estimation et évaluations particulières des pertes éprouvées "par les sujets anglais de Sa Majesté à Annapolis-Royal de la main des "ennemis, Français et sauvages, pendant la guerre." Les pertes sont indiquées en détail, à l'exception du n° 5: "Maison de M. Skene, démolie. Non approuvé." Le montant total est de £154. N° 2

Pièce sans date; mais le même volume (au n° 12) contient des extraits de procès-verbaux du conseil avec d'autres documents datés du 13 mai et des pétitions des habitants concernant les pertes.

Procès-verbaux, nos 13, 14 et 15, de 1748 et 1749. Les rapports des estimateurs et les autres pièces relatives à ces volumes sont sous les n° 18 à 44.

Sans date. "Description de L—sb—g en l'île du C—p B—t—n." "A. & W. I.", vol. 530, p. 17

Carte ébauchée de Louisbourg. 21

"Observations sur la situation et la force du port et de la ville de Louisbourg en l'île du Cap-Breton, par John Elliott, chirurgien du

1745. régiment du lieutenant général Philipps, qui fut prisonnier en l'île pendant six mois." Page 22

(Ces deux documents et la carte ou plan (sans date) paraissent avoir été préparés avant l'attaque de Louisbourg, quand cette place était encore au pouvoir des Français.)

1746. 18 janvier, Louisbourg. Warren et Pepperrell au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Résumé du contenu de précédentes dépêches. Maladie et mortalité dans la garnison; 500 personnes enterrées depuis le départ de Shirley; 1100 malades à cette heure encore. Le combustible et d'autres choses nécessaires manquent; ainsi que des douceurs, etc., pour les malades. Délabrement des maisons. Shirley prendra des mesures afin de renforcer la garnison dès le printemps. Il est heureux que le *Vigilant* et le *Chester* aient été retenus; les marins occupent la Grande Batterie, ce qui a permis aux troupes américaines de revenir à la ville garder les ouvrages, qui sont étendus. Possibilité des surprises, faute d'établissements avancés; tandis que l'ennemi est informé de l'état de la garnison par les habitants. Eloigner ceux-ci est la première chose à faire au printemps. Warren et Pepperrell indiquent Sainte-Anne comme un endroit convenable où former un établissement de sujets britanniques. Plan envoyé. Le lieu est commode pour la pêche et a plusieurs fermes améliorées. Il y faudra une garnison. Force de la position de Sainte-Anne. On n'a pas eu à regretter, après tout, la non-arrivée des troupes, attendu le manque d'approvisionnements nécessaires. Ils ont envoyé chercher dans la Nouvelle-Angleterre des charpentes de maisons, pour loger 2,000 hommes; mais tous les édifices publics devraient être de brique ou de pierre, avec couvertures en ardoises, à l'exception de ceux dont on a immédiatement besoin. Il faut au moins, selon eux, 3,000 ou 4,000 hommes de troupe pour la garnison. A la vérité, les Français n'avaient que 800 réguliers; mais en trois jours ils pouvaient appeler de 5 à 6,000 hommes bien armés. Fortifications à réparer. Besoin d'un gouvernement civil. Le port, à leur avis, devrait être franc, etc. Il faudra avoir un carénage, si les navires marchands américains et ceux des Indes-Occidentales viennent ici se former en convoi. Perte du *Rousby*, avec tout son équipage (de 24 hommes), à l'exception de trois matelots, qui ne peuvent fournir d'informations précises; ils disent seulement que leur navire s'était écarté du convoi sur les bancs de Terre-Neuve trois semaines avant le naufrage. Il est à craindre que si l'ennemi envoyait une force navale supérieure avant l'arrivée de l'escadre, les transports ne fussent enlevés devant la côte. Réquisition de pièces d'artillerie. Depuis leur précédente dépêche, ils ont appris l'arrivée de Shirley à Boston. "A. & W. I.", vol. 65, p. 1

23 janvier, Annapolis-Royal. Mascarene à Giddings, capitaine de l'*Ordnance Packet*. Il lui écrit de se tenir prêt à partir. "B. M.", *add.* 19069. 22*b*

25 janvier, Annapolis-Royal. Le même à Cowley, ingénieur. Ordre de fournir le gréement, etc., nécessaire à l'*Ordnance Packet*. fol. 22*b*

30 janvier, Annapolis-Royal. Philipps (major de place). Il rapporte l'évasion de trois prisonniers français. 22*b*

11 février, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il a reçu une lettre de Mascarene sur la situation des choses dans la Nouvelle-Ecosse. Il aurait pu désirer que le conseil et lui se fussent exprimés en termes plus explicites sur le meilleur moyen à prendre pour que la province n'ait plus rien à craindre des habitants français. La lettre dit que Little est en mesure de fournir de plus amples informations. Il (Shirley) le charge de ses dépêches, afin que sa grâce puisse le questionner; elle pourra aussi avoir des renseignements de Kilby et de Bollan. Dans le printemps de 1844, le poste n'avait été sauvé que par les auxiliaires venus de la Nouvelle-Angleterre; le printemps dernier, il l'a été par l'expédition

1746.

dirigée contre le Cap-Breton. Sa sécurité, cette année, importe extrêmement et l'on ne saurait mieux l'acquérir qu'en mettant bientôt les habitants sur le pied de la soumission, pour prévenir leur révolte. Mascarene et son conseil comptent qu'il (Shirley) prendra les mesures nécessaires à cette fin. On rapporte que 400 sauvages, bien vêtus, bien armés, bien munis de provisions reçues du Canada, sont arrivés à la rivière Saint-Jean, accompagnés de dix-sept officiers français; on rapporte aussi qu'un corps de Français est aux environs; qu'un bâtiment de guerre s'était rendu à Québec avec des approvisionnements, et un autre à l'île Saint-Jean; que les prêtres étaient reçues du Canada, apportant aux sauvages des présents et de grandes promesses; aux habitants l'assurance qu'ils pouvaient compter sur l'arrivée de forces considérables, envoyées contre Annapolis-Royal. Les Français font tous les efforts pour retenir les sauvages et attirer à leur cause les habitants; à tout prix il faut en empêcher l'effet. Suites fâcheuses des désaccords survenus entre Mascarene et son conseil. Il est à désirer que le gouverneur en chef visite sa province, y fasse quelque séjour, si court soit-il. Arrivée des recrues; 30 décès en cours de route; plus de 60 hommes étaient encore malades du scorbut; moyen pris par lui (Shirley) pour leur guérison. Il les enverra dans la Nouvelle-Ecosse aussitôt que possible. Bons effets de l'arrivée d'un navire avec des recrues. Cent autres recrues, dit-on, vont venir. Si elles ne valent pas mieux que les dernières, il craint que la garnison d'Annapolis ne se trouve pas plus forte, après que les auxiliaires de la Nouvelle-Angleterre auront été retirés de la place, et que les détachements auront été expédiés à Saint-Jean et à Plaisance. Il ne fera pas revenir les "rangers" sans avoir eu de nouvelles instructions. Ce qu'il a fait des soldats du régiment de Philipps pris prisonniers à Canso, mais relâchés selon l'ordre récemment venu. Arrivée de transports, sur lesquels étaient des officiers de son régiment et de celui de Pepperrell. Il expédiera l'ordre de donner à ces régiments tout l'effectif possible. En attendant, on entretiendra la garnison à Louisbourg. Arrivée à New-York de navires amenant des troupes et des provisions. Shirley recommande Little, qui a le commandement d'une des compagnies auxiliaires de la Nouvelle-Angleterre. "A. et W. I.", vol. 63, p. 8

Sans date. Note signée par Francis Geary, relative à l'artillerie destinée à Louisbourg. 11

13 mars, Londres. Kilby au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Knowles a les qualités convenables pour commander au Cap-Breton. La décharge de la dépense occasionnée par la prise du Cap-Breton, et la décision de ne plus nommer d'officiers européens au régiment américain, seraient les meilleurs moyens probablement d'achever l'œuvre de la conquête et occupation de l'île. "A. & W. I.", vol. 595

14 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) à Warren. Sa résignation du gouvernement du Cap-Breton pour motif de santé est acceptée, et Knowles est choisi pour lui succéder. Instruction d'examiner avec Shirley comment on pourrait le mieux employer l'escadre à la défense du Cap-Breton et à une expédition contre les établissements français, notamment contre Québec ou toute partie du Canada. S'ils pensent qu'une expédition soit praticable, s'assurer combien il peut être levé de troupes de terre dans les colonies. Il (Newcastle) envoie des lettres sur ce sujet, qui seront expédiées aux différents gouverneurs. L'amirauté met dix bâtiments de ligne sous son commandement en vue de l'expédition. "A. & W. I.", vol. 63, p. 212

Circulaire adressée aux gouverneurs des provinces et colonies, à savoir: New-Hampshire, New-York, Nouvelle-Ecosse, New-Jersey, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Virginie, Connecticut, Rhode-Island, Maryland. On craint une attaque sur Louisbourg par les Français au commencement du printemps. Envoi de deux régiments stationnés à Gibraltar; un autre va les suivre, dont une partie s'embarque en ce moment sur

1746

deux bâtiments de soixante canons prêts à faire voile; le reste partira en convoi sous escorte dans une quinzaine de jours. Si l'amiral Knowles, qui succède à Warren, demandait de l'aide, il faudrait se mettre en mesure de lever des renforts, ainsi que des troupes de terre pour exécuter une tentative contre les établissements français. Page 215

14 mars, Whitehall — Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) à Knowles. Il lui envoie sa commission de gouverneur du Cap-Breton; n'en faire usage qu'après le départ de Warren. 216

14 mars, Whitehall. — Le même à Shirley. Reçu ses dépêches. Le roi a appris avec peine par les dépêches de Warren que des maladies ont affaibli l'effectif de la garnison. Envoi de renforts. Knowles va succéder à Warren, qui résidera un temps à Boston, et avec qui il (Shirley) devra se consulter sur l'emploi de l'escadre en cas de nouvelles entreprises contre les établissements français. Levée de forces de terre. Sa nomination (Shirley) au commandement d'un régiment. 217

14 mars, Whitehall. — Le même à Warren et Pepperrell. Au sujet des renforts. 220

(Des copies des lettres ci-dessus du 14 mars étaient incluses dans la lettre de Catherwood du 29 avril 1747.)

15 mars, Annapolis-Royal. — Mascarene à Cowley. Il ne peut donner d'ordres par rapport aux casernes avant de savoir combien on va envoyer d'hommes.
"B. M." *add.* 19,069, fol. 23

18 mars, Portsmouth. — Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il arrive ici, et va s'embarquer à Plymouth. Il demande un secrétaire pour la garnison du Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 63, p. 13

21 mars, Annapolis-Royal. — Mascarene à l'ingénieur. Ses plans pour les constructions sont approuvés. En commencer l'exécution à moins d'ordres contraires.
"B. M.", *add.* 19069, fol. 23

1er avril, Louisbourg — Warren et Pepperell au Conseil de guerre. Ils demandent combien devront coûter annuellement les denrées, liqueurs spiritueuses, combustible et effets d'habillement pour les troupes stationnées ici.
"A. & W. I.", vol. 65, p. 12

Vient ensuite le rapport ou état demandé.

9 avril, Whitehall. — Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) à Pepperrell. On envoie cinq bataillons sous le commandement de St-Clair pour la réduction du Canada. Son régiment et celui de Shirley devront rester à Louisbourg pendant l'expédition. Mais il faudra les mettre au grand complet.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 221

Lettres semblables aux gouverneurs de New-Hampshire, Rhode-Island et Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie et Maryland.
222, 225

avril, Whitehall. — Le Secrétaire d'Etat à Shirley. Il récapitule le nombre, etc., des troupes expédiées pour la conquête du Canada. Les troupes qu'on lèvera dans l'Amérique du Nord seront mises en compagnies de cent hommes chacune. Celles de Massachusetts-Bay, New-Hampshire, Connecticut et Rhode-Island se rendront à Louisbourg, d'où elles iront, sous le commandement d'un officier nommé par St-Clair, au Saint-Laurent, et de là immédiatement à Québec, avec tels navires, fournis par la province, que Warren aura désignés, lequel dirigera l'expédition. Les troupes levées à New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Maryland et Virginie, seront commandées par Gooch, lieutenant-gouverneur de la Virginie, promu au grade de brigadier général; se rendront à Albany et de là marcheront sur Montréal, aussitôt après qu'elles auront eu avis que la flotte est entrée dans le Saint-Laurent; elles assiégeront Montréal ou tout au moins détruiront les établissements entre Montréal et Québec, afin qu'ils ne puissent approvisionner ces villes. Si les troupes américaines n'étaient pas capables de former le siége, on espère qu'avec l'aide des Cinq-Nations, elles pourront dévaster tout le pays ouvert, entre Montréal et Québec, en remettant la réduction de Montréal après la prise de Québec. Les

1746.

régiments chargés de la protection de Louisbourg seront complétés. Comment les troupes coloniales seront pourvues d'officiers, payées, habillées et armées. Elles recevront une part du butin et seront ramenées dans leurs foyers. Le roi compte sur une levée d'au moins 5,000 hommes. Il faudra avoir les pilotes et les transports nécessaires pour conduire les troupes à Louisbourg et de là dans le Saint-Laurent. La rébellion dans le Royaume-Uni et la menace d'une invasion ont empêché le gouvernement de préparer pendant l'hiver une expédition aussi importante; mais l'aspect favorable des affaires, à cette heure, permet à Sa Majesté de se passer de forces considérables. "A. & W. I.", vol. 83, p. 229

Autres documents, en substance semblables au précédent, sur l'expédition projetée contre le Canada. 236, 238, 243, 246

(Des copies de ces pièces et des lettres du 9 avril étaient incluses dans la lettre de Catherwood, du 29 avril 1747.)

11 avril, Annapolis-Royal. Proclamation portant que le prix du rhum ne devra pas être de plus de huit pence le *gill*. "B. M.", *add.* 19069, fol. 23

16 avril. Mascarene à Davis, capitaine de l'*Annapolis Galley*. Ordre d'embarquer autant d'hommes des troupes de Massachusetts que son navire en peut recevoir. fol. 23*b*

Avec note disant que le même ordre a été donné au capitaine du *New Casco*.

17 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à l'enseigne Philipps. Les provisions expédiées par Townsend ayant été avariées, la distribution s'en fera de manière à alterner avec celle des provisions de Borland. Il faut jeter le fromage dans la rivière. fol. 23*b*

17 avril. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui demande l'autorisation d'assembler des cours martiales. "A. & W. I.", vol. 63, p. 14

20 avril, Boston. Shirley au même. Il a suspendu l'exécution de deux hommes du *Wager*, jugés et condamnés pour avoir tué deux hommes en faisant la presse à Boston. Il maintiendra la suspension dans le cas de Warren, le maître d'équipage Forbes étant décédé en prison. Par leur conduite, le capitaine et le comptable du *Wager* se sont rendus, à son avis, plus dignes de mort que les hommes, et ont fait grand tort ici, dans l'esprit de la population, au service de Sa Majesté. 20

Incluse. Rapport du procès, rédigé par un membre du barreau et accepté de part et d'autre comme exact. 21

23 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui communiquent copie d'une lettre de Mascarene, du 9 décembre, avec post-scriptum, daté du 18, où il exprime ses incertitudes sur la manière dont il doit agir à l'égard de trois habitants français, qu'il a fait emprisonner pour cause de correspondance avec l'ennemi. "A. & W. I.", vol. 595

Incluse. Extrait de la lettre de Mascarene, du 18, concernant les prisonniers. (Il y en a un duplicata dans la série. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 385.)

23 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui transmettent copie d'une lettre de Mascarene, en date du 11 janvier dernier, où il dit qu'il a pris un sloop au service de la Nouvelle-Écosse et qu'un vaisseau de guerre devrait y être mis en station pour mieux assurer la sécurité de la province. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 386

15 mai, Whitehall. Les mêmes à Mascarene. Ils louent sa conduite vis-à-vis de la population, et espèrent qu'elle les détournera de se joindre à l'ennemi. Ils approuvent aussi sa diligence à faire réparer les forts. Des copies de ces lettres ont été adressées au secrétaire d'Etat et à l'amirauté. 387

16 mai, Louisbourg. Warren au vice-amiral Townsend. Il lui envoie le plan d'opérations qu'il avait conçu pour cet été, si la flotte était venue. Ses mesures pour protéger la nouvelle acquisition contre toute attaque par les Français

1746.

ou les Canadiens, ou les Canadiens et les Français ensemble, et contre toute tentative du côté de la mer. L'escadre, au lieu de rester à l'ancre au port, ne pourrait-elle être plus utilement employée? Il propose ensuite de transporter les habitants français de l'île Saint-Jean en France, conformément au traité. Il y a environ 1,000 âmes en tout. Il propose aussi d'employer des croiseurs à intercepter le commerce au Canada, à empêcher qu'on n'approvisionne ce pays de subsistances et munitions de guerre; ce qui en rendrait la conquête plus facile et probablement détacherait de sa cause les sauvages; délivrerait les colonies du danger d'une attaque, assurerait aux traiteurs britanniques le commerce des pelleteries, et, par la destruction de la flotte de pêche des Français, rendrait les Anglais maîtres des pêcheries de morues. L'envoi d'un bâtiment de quarante canons à Annapolis encouragerait la garnison et imposerait aux habitants français, qui n'attendent qu'une occasion pour se révolter. La conservation de Terre-Neuve et le soin du commerce dans les limites de son commandement était une autre partie de son plan.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 13

19 mai, Louisbourg. Copie d'une adresse des officiers américains au gouverneur Warren, signée par sir W. Pepperrell. 20

Pour la lettre du 21 mai, V. l'incluse de celle de Pepperrell du 24 juin.

2 juin, Louisbourg. Warren à Knowles. Le roi a accepté sa démission (Warren) comme gouverneur et l'a nommé (Knowles). La nouvelle colonie devrait pouvoir assurer aux fidèles sujets américains de Sa Majesté la paisible possession de leur religion, de leurs lois, de leurs libertés et de leurs biens, ainsi que de leur commerce avec le continent et les Indes-Occidentales, menacé par les Français, qui avaient fait de cette place-ci une forte retraite pour leurs corsaires et leurs bâtiments de guerre. On pourrait aussi s'assurer la pêche de la morue et la traite des pelleteries par sa possession, car sans elle les Français le reconnaissent, le Canada n'a plus sa valeur, puisque les approvisionnements envoyés de France pourraient être interceptés au passage et que les sauvages seraient ici détachés de ses intérêts. Il est important que la colonie soit gouvernée par un officier de mer, ayant en même temps le commandement d'une escadre. Importance aussi d'une prompte démission de sa part (Warren) en vue des mesures à concerter avec les différentes colonies; c'est pourquoi il l'a donnée tout de suite. En conséquence d'une promesse positive, on apprête des navires pour rendre les troupes américaines à leurs familles. Comme aux termes de la capitulation de l'île Saint-Jean les habitants français se sont engagés à ne pas prendre les armes contre Sa Majesté durant une année, laquelle expirera le 17 de ce mois, il faut se mettre en mesure de les transporter en France avant qu'ils aient le droit de s'armer. Pour hâter le peuplement de la colonie, il a recommandé les moyens suivants au ministère: établissement d'un gouvernement civil, institution d'un port franc à Louisbourg pour une certaine durée, tolérance envers tous les protestants, concession de terres, notamment à ceux qui ont réellement pris part à la conquête. En choisissant ce lieu pour y former les convois américains, on favoriserait la colonisation et augmenterait la sécurité du commerce. Un autre avantage serait d'avoir ici un carénage pour les vaisseaux de Sa Majesté; seul endroit en Amérique où ils pussent se mettre en bon état avec diligence, sans perdre des hommes par désertion. En ce qui concerne les concessions de terre, Warren demande que l'on songe plus particulièrement à ceux qui étaient de l'expédition. Il engage Knowles, quand il sera nécessaire d'avoir recours à la presse pour compléter les équipages des bâtiments du roi, d'user de toute la douceur possible à l'égard des habitants de ces colonies. Ses soucis par suite du manque de casernes convenables; ses efforts et ceux de Pepperrell pour se procurer des matériaux. Ordre donné aux officiers de fournir le compte exact des approvisionnements dans leurs services

1746.

respectifs. L'ingénieur lui fera son rapport sur l'état des fortifications et de l'artillerie. Autres informations pour le guider (Knowles) quand il prendra possession du gouvernement.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 15

(Duplicata à p. 92.)

2 juin, Louisbourg. Warren au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Arrivée de l'amiral Townsend avec des bâtiments de guerre et des transports de vivres et munitions. C'était sa seconde tentative, ayant été une première fois chassé par la tempête, et sa flotte fort désemparée, avec deux de ses bâtiments séparés des autres. Les transports de Gibraltar étaient rendus ici depuis déjà une quinzaine. Le *Towey* détaché pour aller protéger le commerce de la Virginie, le *Torrington* envoyé à New-York au devant du transport *Ruby*, le seul chargé de troupes en retard, qu'on attend d'un jour à l'autre. Arrivée de Knowles. Il (Warren) a reçu un mot d'avis de l'acceptation de sa démission. Qualités de son successeur. Il a fait part à Townsend du plan d'opérations qu'il eût voulu exécuter, s'il eût gardé le commandement de l'escadre. Il mettra à la voile pour Boston dans deux jours. Les officiers américains sont mécontents de n'avoir pas eu de promotions. La dépense de la place est et continuera d'être grande tant que les travaux ne seront pas achevés. Il faut augmenter les baraquements. Près de 2,000 hommes ont été enterrés depuis que l'on a pris possession de l'île. Cette mortalité est en partie due à la pénurie des choses de première nécessité. Jusqu'à ce que les casernes soient construites, point de maisons disponibles pour recevoir des habitants. Les colons afflueraient de toutes les colonies, s'ils pouvaient avoir des terres et des places de pêche, ainsi qu'un gouvernement civil. Il espère pouvoir faire tous les préparatifs nécessaires pour l'expédition au printemps, etc.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 8

2 juin, Louisbourg. Etat des troupes en garnison, y compris les officiers:

Régiments:	du général Fuller	606
	du colonel Warburton	613
	du colonel Shirley	517
	de sir W. Pepperrell	417
	du colonel Franton (arrivé mais non encore débarqué)	300
	Artillerie royale	64
	Total	2,517

L'état est signé de Warren.

juin, Londres. Vaughan au Secrétaire d'Etat (Newcastle). "Exposé sommaire des raisons qui ont porté William Vaughan à offrir ses services au gouvernement pour essayer de tirer la Nouvelle-Ecosse de la situation critique où elle est et d'en faire avant peu une des plus profitables provinces de la couronne dans l'Amérique du Nord." Etat présent de la province relativement aux sauvages, qui sont tout à fait sous l'influence des Français, dont les trafiquants se fournissent de marchandises provenant de la Nouvelle-Angleterre et recueillent tout le bénéfice de la traite. Vaughan propose de se saisir de tous les passages et de se mettre en possession du pays que les sauvages n'ont pas cédé. De dépenser £20,000 en fortifications et d'acheter le territoire aux sauvages. Si ceux-ci refusent de le céder, le prendre de force. Motif de le faire. Si l'on arrêtait le commerce entre les Anglais et les Français, les traiteurs français n'auraient plus rien à porter aux sauvages. Un crédit de £15,000 et les primes de la Nouvelle-Angleterre fourniraient les moyens de chasser les sauvages du pays. Les habitants de la Nouvelle-Ecosse promettent plus de £50 pour chaque sauvage pris, mort ou vif. Cela a de quoi induire des volontaires américains à se mettre en chasse, et puis l'absence d'approvisionnements forcerait bien toujours les sauvages à se soumettre. Inaction

1746.

des officiers actuels de la garnison. En donnant à d'autres de l'encouragement, on s'assurerait la province et on sauverait une énorme dépense à la couronne. Le bruit court que les membres du gouvernement se sont attribué de vastes concessions de terrains miniers et en ont donné à leurs amis, au grand découragement des colons. Proposition de faire venir des milliers de familles protestantes. "A. & W. I.", vol. 595

6 juin, Louisbourg. Warren au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il avait remis sa charge à Knowles et, le 2, s'était embarqué, mais le mauvais temps l'avait empêché d'appareiller. Le 5, il a pu mettre à la voile avec Pepperrell; mais, ayant reçu les dépêches apportées par le *Hinchinbrook* concernant l'expédition projetée contre le Canada, il est revenu. Il a tenu un conseil de guerre, dont les délibérations sont consignées dans le rapport ci-inclus. Il reste trop peu de temps pour faire les préparatifs d'une pareille expédition.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 22

Incluses. Rapport du conseil de guerre, tenu le 6 juin. Warren se rendrait aux colonies pour se concerter avec elles sur les moyens d'exécuter l'entreprise. 25

Rapport d'un conseil convoqué par l'amiral Townsend et tenu le même jour. Envoyer des croiseurs dans le Saint-Laurent pour intercepter les approvisionnements destinés au Canada; avoir des transports pour mener les troupes à Québec, et engager des pilotes; en attendant, les troupes devraient se préparer. 26

7 juin, Annapolis-Royal. Ordres du jour du 19 avril à la date en marge.

"B. M.,' *add.* 19069, fol. 24

7 juin, Louisbourg. Conseil de guerre relatif au transport en France des habitants de l'île Saint-Jean, suivant les articles de la capitulation. Il est fait rapport que le transport n'est pas possible, parce que les bâtiments à cet usage sont réquisitionnés pour une expédition projetée.

"A & W. I.," vol. 65, p. 88

Proclamation, en date du 9 juin, portant permission aux habitants de l'île Saint-Jean d'y prolonger leur séjour pendant un temps. 89

7 juin, Louisbourg. Warren au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Mort de Morris, gouverneur de New-Jersey. Comme son avenir (Warren) est à New-York, il demande à remplacer Morris comme gouverneur, avec l'expectative de succéder un jour à Clinton dans la province de New-York. 27

9 juin, Annapolis-Royal. Mascarene à Giddings. Ordre de se rendre avec des dépêches à Louisbourg, où il recevra de nouvelles instructions.

"B. M.," *add.* 19069, fol. 26

24 juin, Boston. Pepperrell au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ci-incluse sa dernière lettre écrite de Louisbourg. A son départ, l'état sanitaire de la place était bon; et les transports avec les troupes de New-York étaient arrivés. Il mettra ses soins à compléter son régiment, et à favoriser et presser l'exécution de l'entreprise projetée contre le Canada. Si l'on pouvait envoyer 200 des rebelles faits prisonniers (il s'agit ici de la rébellion des clans dans les Highlands en 1745) pour son régiment et celui de Shirley, on en ferait probablement de bons sujets. "A. & W. I.," vol. 68, p. 18

Incluses. Lettre de Louisbourg 21 mai. Mortalité dans la garnison; 1,200 hommes des troupes ont succombé à la fièvre. Tous ceux qui ont résisté jusqu'au printemps sont guéris. Il a reçu des renforts de Gibraltar. Arrivée de l'amiral Townsend avec deux bâtiments de guerre, outre le *Kinsale* et deux transports chargés de munitions. Il (Pepperrell) a reçu son brevet de colonel d'un des régiments. Il regrette de n'avoir pu avancer certains officiers qui s'étaient conduits bravement dans l'expédition; cela lui rend difficile et à Shirley de compléter leurs régiments. Cent cinquante hommes se sont enrôlés dans celui de Shirley; 304 dans le sien, dont 200 sont venus des colonies. Il demande un chapelain. En conséquence de l'arrivée des troupes de Gibraltar, la résolution a été prise de renvoyer les troupes de la Nouvelle-Angleterre qui ne se sont

1746.

pas rengagées et de les faire transporter à leurs pays respectifs. Il (Pepperrell) demande la permission de passer dans la Nouvelle-Angleterre pour motif de santé. Page 15

(Il y a des duplicatas de la dépêche et de son incluse à pp. 31 et 58 du vol. 65; d'autres copies, qui précèdent la lettre de Pepperrell, datée de Piscataqua le 30 août, à p. 62.)

8 juillet, Louisbourg. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il est arrivé le 22 mai. Enorme dépense qu'il faudra faire pour mettre la place en suffisant état de défense. Il envoie le bétail, etc. "A. & W. I.," vol. 65, p. 80

Incluse. "Description et état de la place et des fortifications de Louisbourg, avec les opinions du gouverneur Knowles et du capitaine Bastide, principal ingénieur." 84

8 juillet, Louisbourg. Etat de la garnison. 91

9 juillet, Louisbourg. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Mauvais état des fortifications, et dépense considérable qui sera nécessaire pour les réparer, etc. 97

12 juillet, Annapolis-Royal. Ordres, du 10 juin à la date en marge. "B. M.," *add.* 19069, fol. 26

25 juillet, Annapolis-Royal. Ordre par Mascarene de distribuer des provisions aux gens employés aux réparations du fort. fol. 26*b*

30 août, Piscataqua. Pepperrell au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Il a stimulé de son mieux l'enrôlement pour l'expédition du Canada et croit avoir été assez heureux. Dans le Massachusetts, la levée est d'environ 3,000 hommes; dans le New-Hampshire, d'environ 800; dans le Connecticut, d'environ 1,000; dans le Rhode-Island, de 300. Les gouverneurs adresseront au ministre des états détaillés. Point d'avis de l'arrivée de Saint-Clair. Il (Pepperrell) n'a épargné aucune peine pour compléter son propre régiment. Les officiers américains généralement recrutent dans les colonies. "A. & W. I.," vol. 65, p. 62

Copies. Vol. 63, p. 15, et vol. 65, p. 58.

18 septembre, Louisbourg. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Ce qu'il fait pour mettre la place en meilleur état de défense. Mortalité dans la garnison par dyssenterie, attribuable, à ce que l'on pense, à la mauvaise qualité de l'eau. "A. et W. I.," vol. 65, p. 102

Incluses. Dépenses de la garnison. 105

Officiers commandants, demandant de l'argent pour l'entretien des troupes. 109

Force de la garnison. 110

19 septembre, Louisbourg. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) La lettre d'hier devait être remise à l'escadre de Townsend, mais comme la flotte et les forces sous d'Anville viennent d'arriver, Townsend dépêche le *Rye*, capitaine Craven, à qui elle sera confiée. Impossible de dire encore les desseins de l'ennemi. Presque tous les travaux, sur les fortifications, sont achevés, si bien qu'il ne craint pas les attaques, tant que la flotte sera ici. Autres dispositions prises. Du reste, la saison est trop avancée pour que des forces de mer aient tout le temps d'agir. Il se peut qu'Annapolis succombe, mais on la reprendrait sans grande peine au printemps. Knowles se flatte que sa grâce ne le désapprouvera point de retenir l'escadre jusqu'à ce que les desseins des Français se dessinent. Nécessité d'arrangements pour le paiement régulier des troupes. Besoin aussi d'effets d'habillement et de couchage. Il a toute confiance que, malgré les désavantages de la place, "Monsieur le Duc (d'Anville,) avec toutes ses forces, n'aura pas Louisbourg cette fois encore." 111

5 octobre, Annapolis-Royal. Ordres, du 27 juillet à la date en marge. "B. M.," *add.* 19069, fol. 27

1746.
9 octobre, Annapolis-Royal. Mascarene à Spry, capitaine du *Chester*, bâtiment de S. M. Le capitaine du *Montagu* attend des ordres. fol. 27*b*

9 octobre, Annapolis-Royal. Ordre pour la distribution du rhum aux troupes tant que l'ennemi sera dans le voisinage. 27*b*

28 octobre, Louisbourg. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui communique la nouvelle apportée par deux Français neutres employés comme espions. Elle confirme l'avis envoyé par Shirley, Warren, Mascarene et Spry. Il y a quelques jours, il lui a été rapporté que les Français se dirigeaient sur Annapolis, qu'ils auraient bientôt fait de réduire, se rendant par là maîtres de la Nouvelle-Ecosse. Sans forces de mer suffisantes, comment les empêcher de couper les communications avec les colonies? Ce serait aussi la fin de la pêche de la Nouvelle-Angleterre. En arrivant au mois d'août, l'ennemi eût enlevé facilement Louisbourg. Knowles est surpris qu'il ne lui ait pas coupé ses approvisionnements de combustible. Cent sauvages y eussent réussi. Il envoie le capitaine Scott, du régiment de Fuller, avec drapeau parlementaire et 40 prisonniers, afin d'avoir des renseignements sur les actes de l'ennemi. Il est désolé parce que les effets d'habillement et les literies manquent.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 113

Incluses.—Rapport par le capitaine et le second de l'*Abigail* qu'ils ont rencontré une flotte française à la hauteur de l'île de Sable. 115

Rapport du capitaine Spry, du *Chester*. Il a recueilli un habitant, qui lui a dit que la flotte française avait été assaillie par un violent coup de vent au large de l'île de Sable, dispersée et presque toute jetée à la côte. Deux vaisseaux de haut bord s'étaient perdus. L'amiral était arrivé a Chibouctou, n'ayant avec lui que 4 bâtiments de guerre et 3 transports. et était mort peu après, du chagrin, paraît-il, d'avoir perdu sa flotte. Trente et une autres voiles arrivèrent ensuite. Alors, en conseil de guerre, il avait été décidé que celui qui allait prendre le commandement n'aurait pas des pouvoirs aussi étendus que le feu amiral. Mouvements contre Annapolis. Avec seulement dix vaisseaux de ligne, on pourrait détruire tout l'armement français. Il (Spry) se prépare à défendre le passage à l'île de la Chèvre, en amont de laquelle l'ennemi s'apprête à débarquer du canon. Spry couvrira la garnison jusqu'à la fin. 116

Nouvelle apportée par deux habitants français des préparatifs qui se font à Chibouctou pour attaquer Annapolis et après Boston. 118

Warren à Knowles, 6 octobre (extrait). Il ne pense pas que l'ennemi attaque Louisbourg; mais il craint pour Annapolis et ce pauvre Spry. La nouvelle est que les Français vont hiverner à Chibouctou et qu'ils s'y fortifient. Il a envoyé des éclaireurs porter à l'amiral Lestock et à Townsend des informations sur la force et la situation de la flotte française. Ces deux commandants, par leur jonction, détruiraient cette flotte. Il espère qu'Annapolis pourra être sauvée si Townsend arrive à temps. 119

Shirley à Knowles, 7 octobre (extrait). Mouvements des Français. S'ils venaient à s'emparer de la Nouvelle-Ecosse, il faudrait la leur reprendre; autrement, ils finiraient par devenir les maîtres du continent. 120

Rapport par Mascarene, à Annapolis, des mouvements de l'ennemi. 121

Knowles au duc d'Anville, 9 octobre. Lettre envoyée avec drapeau parlementaire et 40 prisonniers à échanger. 123

Instructions données au capitaine Scott envoyé avec le drapeau. 124

Spry à Knowles, 3 octobre. Arrivée de forces dirigées contre Annapolis. Demande de secours. 125

Rapport du capitaine Townley qu'il a vu la flotte française le 14 octobre devant le cap Sambro. 126

1746.
8 novembre, Louisbourg. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). L'ennemi s'est retiré de la Nouvelle-Ecosse avec sa flotte désemparée, sans avoir fait autre chose que prendre de l'eau et des rafraîchissements pour ses malades. Scott apporte une lettre de La Jonquière et une relation de la triste condition où est la flotte. Louisbourg était son objectif si seulement elle eût pu arriver à temps et en bon état sanitaire. Le commandant français avait donné plusieurs petits bâtiments armés aux habitants de l'Acadie pour faire la course. Il (Knowles) a envoyé des bateaux armés pour visiter les havres afin de les détruire tous. Arrivée des pièces d'artillerie et effets d'habillement. Règlement des comptes avec Bastide. Maladie du colonel Warburton, le lieutenant-gouverneur. Effets d'habillement découverts et vendus à la marine. Bière d'épinette mise en usage à cause de l'état de santé des hommes. La Jonquière dit qu'il n'y a eu qu'un soldat tué dans l'île Saint-Jean; les autres ont été dirigés sur Québec; ce qui va fournir une occasion d'y envoyer quelqu'un au printemps. Le bétail rassemblé pour l'expédition sert à nourrir la garnison. Besoin de recrues et surtout d'argent. Il demande qu'on envoie des bâtiments de guerre de bonne heure au printemps afin d'empêcher qu'aucun navire ne puisse gagner Québec. Il espère que Sa Majesté voudra expulser les habitants français de la Nouvelle-Ecosse et de l'Acadie, après leur violation de la neutralité. Il a renvoyé les femmes dans les colonies; elles étaient plutôt une "public nuisance" qu'une aide pour les hommes. 127

Incluses. Lettre de La Jonquière apportée par Scott. 130

Etat de la garnison de Louisbourg. 132

Rapport de Scott envoyé aux Français avec le drapeau parlementaire. 133

10 novembre Annapolis-Royal. Liste des possesseurs de permis de vendre des spiritueux. "B. A.", *add.* 17069, vol. 35

12 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui rend compte de l'attaque projetée sur Louisbourg et Annapolis par le Canada. Arrivée, tenue secrète, d'une force de 2,000 hommes dans les établissements français et sur le haut de la baie; et qu'il n'a apprise qu'au bout de six semaines ou deux mois. La flotte attendue n'arrivant pas pour l'attaque sur Boston, Louisbourg et Annapolis, la plus grande partie de cette troupe était retournée à Québec, laissant de 700 ou 800 hommes, quand la flotte de Brest a paru à Chibouctou, bon port mais inhabité, à mi-chemin entre Annapolis et Louisbourg. Une grande tempête avait séparé le duc d'Anville, amiral de la flotte, du reste de ses navires; et ce chef, qui était arrivé avec son vaisseau seul au rendez-vous, croyant tous les autres perdus, était mort de chagrin. Une partie de sa flotte est venue ensuite au port. Mortalité parmi les équipages; querelles entre les officiers; le vice-amiral, pris de folie, se tue, et le commandement passe à La Jonquière. Attaque du fort, qui se défend avec succès. Services rendus par les bâtiments de guerre. Retraite de la flotte française. Conduite des habitants français. "A. & W. I.", vol. 30, p. 222.

28 novembre Annapolis-Royal. Mascarene à Howe. Il l'autorise à employer au service du roi un bâtiment appartenant à Nicolas Gautier, qui a été confisqué. "B. M.", *add.* 19069, fol. 35

Résumé sommaire des pièces relatives à la levée de troupes dans l'Amérique du Nord pour la réduction des établissements français. Il comprend des lettres du secrétaire d'Etat (Newcastle) aux gouverneurs, avec des réponses de Thomas, gouverneur de Philadelphie; Gooch, de Williamsburg; Palmer, agent du Connecticut; des gouverneurs Bladen, du Maryland; Wentworth, du New-Hampshire; et Clinton, de New-York,—indiquant le nombre d'hommes levés par eux respectivement, la nature des armes fournies, etc. La lettre du gouverneur Clinton rend compte du refus de l'Assemblée de contribuer pour la levée autrement qu'en fournissant des vivres et le transport à Albany. Mutinerie des

1746.

hommes, etc. Le 30 mai 1747, Newcastle envoie à Shirley et à Knowles l'ordre d'examiner l'état de la Nouvelle-Ecosse et de Louisbourg et de prendre les mesures convenables pour leur défense, en cas d'attaque soit du côté de l'Europe ou de celui du Canada. "A. & W. I.", vol. 63, p. 1

2 décembre, Westminster. W. Bollan à Stone. Il lui expose la situation difficile où serait sa province (le Massachusetts) si l'on ne remboursait pas la dépense faite du chef de l'expédition du Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 530, p. 24

— décembre, Whitehall. Les "Lords Justices" à Montague. Les officiers de l'artillerie à Louisbourg seront mis sur le même pied que ceux qui sont dans les autres garnisons du dehors, en ce qui concerne la faculté de faire des traites, etc. 26

Sans date. Vient ensuite la correspondance sur ce sujet. 27-33

Colonel Philipps. Il est prêt à retourner dans son gouvernement comme il en a eu l'ordre, mais demande que l'on donne suite aux mesures proposées par lui pour la sécurité de la Nouvelle-Ecosse. 223

Adresse au roi, du gouverneur et du conseil de la Nouvelle-Ecosse. 224

1747.

20 janvier, Louisbourg. Exposé sommaire concernant la Nouvelle-Ecosse. 225

Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Les bâtiments envoyés pour détruire les petits corsaires en Acadie ne sont pas encore de retour. Souffrances de la garnison par le froid. Les neiges "en beaucoup d'endroits atteignent une épaisseur de douze à seize pieds, et quand il a cessé de neiger, l'île tout entière est ensevelie sous un linceul de glace; rien de plus ordinaire que de voir une garde allant en relever une autre dans la nécessité de la dégager du corps de garde; et de même pour le reste des officiers et soldats, qu'il faut retirer de leurs quartiers respectifs, en leur pratiquant passage et sortie dans les neiges, si hautes quelquefois qu'elles montent jusque par-dessus les toits." Il mettra sous le pli l'état des fortifications et la raison de leur délabrement. Les literies sont pourries. Désappointement de n'avoir pas reçu les effets d'habillement. Des désertions à l'ennemi auraient eu lieu à Annapolis. Knowles craint qu'elles n'aient été provoquées par la retenue pour provisions. Les désertions sont encouragées par des capitaines de navires qui, du moins l'espère-t-il, seront punis à leur arrivée dans les colonies. Mauvais état de la garnison à Plaisance. Le fournisseur d'approvisionnements exécute mal son traité. Difficulté d'obtenir de l'argent pour la subsistance des troupes. Etat de la garnison de Louisbourg. Knowles écrit que sa santé est mauvaise et demande congé avec l'intention d'aller passer l'hiver dans les Indes-Occidentales. (Duplicata à p. 139.)
"A. & W. I.", vol. 65, p. 135

Incluses. Mayar, prêtre, à How (en français) : insuccès de l'expédition; il est de retour, prêt à obéir aux ordres, Il se loue des bons traitements des capitaines des navires à bord desquels il a fait le voyage. (Duplicata à p. 152.) 143

Etat du commerce à Louisbourg, 20 janvier 1747. (Duplicata à p. 180.) 144

Requisition faite aux marchands d'une somme de £6,000, pour l'entretien des troupes. (Duplicatas à pp. 146, 181.)

20 janvier, Louisbourg. 140

Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle.) Raisons pour démolir les fortifications de Louisbourg.

23 mars, Annapolis-Royal. 147

Ordres de service et autres, du 10 octobre 1746 à la date en marge.
"B. M.", *add.* 19069, fol. 28

25 mars, Annapolis-Royal. Mascarene à Rous, du *Shirley*. Il réclame son aide pour l'expédition des Mines. Fol. 30

25 mars, Annapolis-Royal. Mascarene à Winslow. Il lui écrit de s'embarquer pour l'expédition des Mines. Fol. 30

Ordre semblable à Sylvanus Cobb. 30

1747.
9 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Cowley. Instructions relatives aux travaux de défense. Fol. 30*b*

15 avril, Annapolis-Royal. Le même au même. Ordre de fournir des planches et des clous aux troupes de la Nouvelle-Angleterre partant pour les Mines. 30*b*

15 avril, Annapolis-Royal. Ordre pour l'exécution de trois condamnés à mort. 31

15 avril, Annapolis-Royal. Giddings à Mascarene. Demande de poudre. 31
A la suite l'ordre d'en fournir.

26 avril. Boston. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il avait envoyé Robertson, du *Hind*, détruire des petits bâtiments qui faisaient la course; au lieu de quoi cet officier a gagné les Indes-Occidentales; à cette heure, de Ramsay, officier canadien, qui a passé l'hiver dans la Nouvelle-Ecosse où il a fait du mal, est en train d'équiper et armer ces mêmes bâtiments. Pas un seul navire pour empêcher ces corsaires d'intercepter les communications avec Boston, ou de couper à la garnison les approvisionnements de combustible. Le *Norwich* et le *Canterbury* ne sont pas encore revenus des Indes-Occidentales, bien qu'attendus à Boston le 20 mars ou environ. Suites fâcheuses de la perte de navires au printemps par excès de sécurité. Quantité estimative du bois de chauffage à approvisionner. Bastide demande un congé. Knowles se plaint du lieutenant-colonel Ryan à propos des commissions en blanc. On lui rapporte que de Ramsay est encore dans la Nouvelle-Ecosse avec 4 ou 500 Canadiens, et qu'il a quatre bâtiments à la baie Verte, ainsi que des munitions de bouche et de guerre; en outre, 1,500 hommes seraient attendus de Québec dès l'ouverture de la navigation, et un autre armement de France. Il faut donc envoyer des forces pour protéger Louisbourg et la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 65, p. 152

Incluses. Documents relatifs aux plaintes contre Ryan à l'occasion des commissions. 157-164

Dépense de combustible à Louisbourg. 165, 166

29 avril, Boston. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Besoin de croiseurs contre l'ennemi. Knowles renouvelle sa demande d'un congé pour aller aux Indes-Occidentales refaire sa santé durant l'hiver. Il prie qu'on lui permette de joindre son escadre à celle de Legg, et avec un régiment de Louisbourg de tomber sur Sainte-Lucie pour enlever l'île aux Français. Il ne doute pas qu'il n'y réussît ou qu'il ne réduisît l'île Saint-Vincent et la Grenade. Cela découvrirait la Martinique, et la réduirait par la famine. Il demande qu'on lui donne un secrétaire à son titre de gouverneur de Louisbourg, et que le secrétaire actuel soit inscrit sur la liste civile. Ses appointements de gouverneur et de commodore ne suffiront pas à ses dépenses, tant tout est cher à Louisbourg. Bastide sollicite son congé, et il (Knowles) demande par cette lettre à lui succéder, ayant été ingénieur à Carthagène. 167

9 avril. Catherwood à Andrew Stone. Il lui envoie des documents relatifs à l'expédition contre le Canada. "A. & W. I.", vol. 63, p. 192

(Pour les incluses des 10 août et 11 septembre 1745 et des 14 mars et 9 avril 1746, V. à ces dates.)

12 mai, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Satisfaction avec laquelle il a appris qu'ils approuvaient sa conduite. Il a écrit le 15 novembre pour annoncer le mauvais succès de la flotte de l'ennemi, la retraite des Canadiens vers les Mines et l'intention où était Shirley d'envoyer un corps nombreux de troupes pour chasser de la province les Canadiens. Retards causés par les mauvais temps. Les Canadiens se sont retirés à Chignectou. Troupes détachées aux Mines; excès de sécurité de leur part, qui a été cause qu'elles ont été surprises par les Canadiens de Chignectou, le lieutenant-colonel Noble a été tué, et son quartier enlevé. Devant

1747.

une ferme résistance, l'ennemi a proposé des conditions, qui ont été acceptées. Après l'éloignement des Canadiens venus aux Mines, la place (Annapolis) avait pu se procurer des vivres; et il a été possible d'empêcher qu'elle ne tombe aux mains de l'ennemi, qui, en retournant à Chignectou, détruisait tout ce qu'il prenait. A l'ouverture de la navigation, le *Shirley* et un détachement de troupes, avec des miliciens du Massachusetts, ont repris possession des Mines. Les Canadiens sont toujours à Chignectou et disent qu'il vient de France une autre flotte attaquer Annapolis-Royal. Mesures qu'il faudrait prendre pour faire échouer le dessein de conquérir la province. Si elle n'est pas déjà au pouvoir de l'ennemi, c'est surtout à l'aide et assistance de Shirley qu'on le doit. Ce sont ses lettres qui ont détrompé les habitants français de l'idée que les Anglais les détruiraient; si bien que les Canadiens, qui comptaient sur leur révolte, ont vu leur espoir déçu. Ceux qui étaient avec eux aux Mines sont la plupart des individus mis hors la loi; les autres, de quelque importance, viennent de l'île Saint-Jean et de Saint-Pierre du Cap-Breton. La masse des habitants se montre fidèle, mais il est bon cependant de la surveiller. "A. & W. I.", vol. 595

21 mai, Annapolis-Royal.

Incluse. Proclamation portant de prêter le serment de fidélité. Elle ne fut pas publiée.

30 mai, Whitehall.

Ordres de service, du 22 avril à la date en marge.
"B. M.", *add.* 19069, fol. 31*b*

Le Secrétaire d'Etat (Newcastle) à Shirley. Le roi est content de la diligence avec laquelle il a fait ses levées pour agir de concert avec St. Clair contre le Canada. Les vents contraires ont empêché de mettre à la voile l'an dernier en temps utile. Sur les informations reçues de lui (Shirley) et de Warren, la détermination a été prise de remettre à plus tard l'expédition. Mesures arrêtées pour la conservation des anciennes et des nouvelles possessions en l'Amérique du Nord. Il transmet le plan dressé par Warren et autres; mais, à raison de la force navale des Français, l'amirauté est d'avis de n'envoyer que deux vaisseaux de ligne à Knowles; d'autoriser Warren à partir avec Anson; et au cas où une partie de la flotte de Brest irait dans l'Amérique du Nord, d'envoyer Warren avec une flotte suffisante pour y défendre les colonies. Il (Shirley) devra se consulter avec Knowles sur les mesures qu'il sera à propos d'adopter pour les protéger contre toute tentative des Canadiens ou des Français, afin que la Nouvelle-Ecosse puisse résister jusqu'à l'arrivée de Warren. Deux vaisseaux de ligne sont déjà partis, qui, selon les lords de l'amirauté, suffiront, avec les bâtiments déjà rendus dans l'Amérique du Nord. Détails sur les dispositions arrêtées après le renvoi des levées, sur des questions financières, etc.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 247

Addition faite le même jour à la dépêche. Donner aux habitants de la Nouvelle-Ecosse l'assurance qu'on n'a nullement l'intention de les expulser de leurs habitations, le roi étant dans la résolution de protéger tous ceux qui demeureront fidèles à leur devoir et allégeance, de façon qu'ils demeurent en la paisible possession de leurs habitations et établissements, et exercent librement leur religion. A cause de l'assistance que les habitants ont dû prêter aux Canadiens et à leurs alliés sauvages, avant la surprise des troupes de la Nouvelle-Angleterre aux Mines, il serait difficile de fixer les termes d'une proclamation; aussi le ministre lui laisse-t-il (Shirley) le soin de rédiger la déclaration comme le demanderont les circonstances. Victoire remportée par Anson sur la flotte de La Jonquière, et capture de six vaisseaux. Une partie considérable de l'escadre française était destinée à se rendre en Canada, avec une grande quantité de munitions de toutes sortes, et des armes pour 10,000 hommes, avec lesquelles armer les habitants de Québec et les sauvages sur la côte; les mêmes bâtiments devaient aller débarquer l'expédition à la baie Verte,

1747. d'où celle-ci aurait marché sur la Nouvelle-Ecosse, dans laquelle les Français pensaient, non sans raison, avoir beaucoup d'amis. Anson croit la saison trop avancée pour que les Français fassent d'autres tentatives, mais, s'il en était autrement, à lui de prendre avec Knowles et Mascarene les mesures défensives qui seraient nécessaires. Warren se prépare à aller se mettre en station sur la côte de France. Ce qu'il faudra faire si quelque portion de la flotte française se dirigeait vers l'Amérique du Nord. On ignore ce que sont devenus les transports qui se sont échappés; mais s'ils ont pu parvenir au Canada, ils n'y seront pas d'un grand secours. Sur le règlement des dépenses du Massachusetts dans l'expédition contre le Cap-Breton. Page 268

30 mai, Whitehall. Newcastle à Knowles. Reçu ses dépêches. Il est vivement peiné d'apprendre que la maladie s'est mise dans la garnison (Louisbourg); le roi espère que l'été la fera cesser. Le reste de la lettre est substantiellement semblable à la lettre ci-dessus à Shirley, sans l'addition. 258

31 mai, Annapolis-Royal. Brown à Mascarene. Il demande des approvisionnements pour ses hommes à bord du *Canterbury*. "B.M.", *add.* 19069, fol. 31*b*

1er juin, Annapolis-Royal. Mascarene à Cobb. Ordre de mettre à terre une partie des hommes qui sont sur l'*Ordnance Packet*. Fol. 32

7 juin, Portsmouth. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Nomination de Huske au grade d'officier de marine. Envoi du Journal de l'Assemblée générale, et des délibérations d'une convention spéciale après la réception de l'ordre de lever des troupes pour l'expédition contre le Canada. Comment il est pourvu aux diverses affectations d'argent pour la garnison de Louisbourg, l'expédition du Canada, etc., et la difficulté qu'il a éprouvée de ce chef. Le détachement envoyé à Annapolis-Royal et les troupes des autres colonies ont repris le fort et imposé aux Français postés aux Mines et à Chignectou. Il a été obligé de faire des lettres de change pour payer les dépenses des deux navires employés à transporter ces troupes. Retour d'un détachement envoyé sur le territoire français, à cause du mécontentement des hommes. L'Assemblée a refusé d'édicter une loi à l'effet de punir la mutinerie et la désertion. L'absence d'une loi de cette nature a empêché d'employer les troupes pour l'expédition en Canada. Rapport sur les terres propres à fournir des mâts, etc. "A. & W. I.", vol. 63, p. 22

Incluse. Résolution de l'Assemblée de New-Hampshire, datée du 28 mai, à laquelle le conseil a acquiescé le 2 juin, concernant les moyens de se procurer l'argent nécessaire pour payer les transports employés à transporter les troupes à Annapolis-Royal. 27

9 et 17 juin, Annapolis-Royal. Ordres de service. "B.M.", *add.* 19069, fol. 32

28 juin, Louisbourg. Knowles au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il est revenu le 7, après avoir été à Annapolis, qui est encore occupé par nous, mais ne le sera pas longtemps si la garnison n'en est pas augmentée, de Ramsay étant à la baie Verte avec 5 ou 600 Canadiens et sauvages. Ramsay a bâti un fort à l'endroit même où lui (Knowles) avait eu l'intention d'en élever un; grâce à ce fort, le commandant français peut avoir un magasin de munitions et faire des incursions partout en Acadie; il y est à couvert de toute attaque par mer, car aucun bâtiment ne peut en approcher que jusqu'à trois ou quatre lieues, à cause des bas-fonds, en sorte qu'il faudra l'attaquer par terre. De Ramsay est bien placé pour avoir des approvisionnements de Québec, peut facilement pousser des pointes du côté de l'île et aura bientôt intercepté les envois de combustible. Le *Norwich* et le *Canterbury* sont de retour des Indes-Occidentales; mais ne seront pas de sitôt en état de reprendre la mer. Il (Knowles) a donné ordre d'effectuer les retenues conformément à ses instructions, et quelques

1747.

heures après toute la garnison se mutinait; impossible de découvrir aucun des chefs de la mutinerie. A la suite de pourparlers, il a cédé en attendant que Sa Majesté fasse connaître sa volonté, et les hommes sont rentrés dans le devoir. Il défend son acte assez longuement. Besoin d'effets d'habillement et de couchage. Etat de la garnison. Knowles signale au ministre la perte sérieuse qu'il a éprouvée par le dommage fait à son bagage. Il réitère sa demande de permission d'aller aux Indes-Occidentales. On est sans nouvelles d'une galiote à bombes et d'une goélette envoyées à Gaspé. "A. & W. I.", vol. 65, p. 169

Incluses. État de la garnison à Louisbourg au 27 juin. 173

Rapport par Moses Bennet des bâtiments et forces que les Français ont à la baie Verte. 174

30 juin, Annapolis-Royal. Mascarene à Giddings. Il lui donne l'ordre de remonter la baie avec l'*Ordnance Packet* pour avoir des nouvelles. Il se consultera avec Cobb et lui prêtera assistance. "B.M.", *add.* 19069, fol. 32

2 juillet, et dates diverses. Adresses (en français) présentées par les habitants des Mines (29 mai) et par ceux d'Annapolis-Royal (sans date); lettres des députés des Mines (2 juillet) et de Cobequid (27 juin) suivies de deux proclamations de Ramsay (en français), datées de Beaubassin 31 mars et 24 avril. "A. & W. I.", vol. 595

7 juillet, Annapolis-Royal. Mascarene à Giddings. Ordre de remonter la baie, débarquer les deux Français et se procurer des nouvelles fraîches. "B.M.", *add.* 19069, fol. 32*b*

15 et 17 juillet. Annapolis-Royal. Autre lettre de même date. V. aussi *supra* la lettre du 30 juin.

19 juillet, Annapolis-Royal. Ordres relatifs aux travaux sur les fortifications et plaintes des hommes qui disent être trop peu payés. "B.M.", *add.* 19069, fol. 32*b*

Avis qu'il y aura augmentation de la paye, en conséquence de la dépréciation de la monnaie de la Nouvelle-Angleterre. Fol. 32*b*

L'ordre d'augmentation fut donné le 21, en même temps qu'un autre ordre autorisant à élever le prix du rhum et de la bière d'épinette. 33*b*

3 et 6 août, Annapolis-Royal. Ordres de service. Fol. 36

8 août, Annapolis-Royal. Mascarene à Cobb. Les hommes du régiment de Waldo pourront retourner chez eux, étant improbable qu'il y ait une invasion cette année. Fol. 34

11 août, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils lui envoient copie d'une lettre de Mascarene concernant les tentatives faites sur la Nouvelle-Ecosse par les Français du Canada et les mesures prises pour la sécurité de la province. "B. T. N. S., vol. 33, p. 389

12 août, Annapolis-Royal. Mascarene à Philipps commissaire. Ordre de livrer des provisions, pour les hommes de Waldo sur le *Packet*. B. M.," *add.* 19069, fol. 34*b*

Le même jour, Giddings recevait l'ordre d'embarquer les hommes (34*b*) et de leur fournir les vivres (35.)

— août, Annapolis-Royal. Les sergents de jour visiteront les invalides et malades dans l'hôpital. 35*b*

29 août, Annapolis-Royal. Mascarene à Winslow. Il lui donne le congé demandé. Fol. 35*b*

31 août, Annapolis-Royal. Ordre concernant les troupes casernées. 35

1er septembre, Annapolis-Royal. Ordre de faire une livraison de poudre au régiment de Philipps. 36

16 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Philipps commissaire. Ordre de fournir des vivres à l'*Ordnance Packet* pour les 85 hommes à transporter dans la Nouvelle-Angleterre. 36

1747.

17 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Giddings. Ordres au sujet des hommes qu'il doit prendre à son bord pour les conduire dans la Nouvelle-Angleterre. Fol. 36

25 septembre, Annapolis-Royal. Ordres de service, du 18 septembre à la date en marge. 36, 36*b*

28 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Cowley. Remettre en état les casernes pour y loger un renfort. 37

20 octobre, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Selon les ordres reçus, il a publié au nom du roi une déclaration adressée aux habitants français de la Nouvelle-Ecosse, mais sans l'article relatif au libre exercice de leur religion, lequel leur a toujours était accordé; la promesse de le leur continuer pourrait occasionner des inconvénients; il est à désirer en effet qu'on les détache de tout lien avec le Canada et les soustraye à l'influence de l'évêque et des prêtres de Québec, instruments dont se servent les gouverneurs canadiens pour reprendre possession de la Nouvelle-Ecosse, ce dont Shirley donne des exemples. Le traité d'Utrecht n'oblige en rien la couronne britannique à laisser aux habitants français l'exercice de la religion catholique romaine. "A. & W. I.," vol. 63, p. 33

Incluses. Deux copies de la proclamation, par laquelle il est offert une récompense pour l'arrestation de Le Loutre et autres. 36, 37

5 novembre, Boston. Message de Shirley à la Chambre des représentants; adresse en réponse à ce message, et extrait d'une lettre de Newcastle concernant la levée et le paiement des troupes pour l'expédition projetée contre le Canada. "A. & W. I.," vol. 63; pp. 274, 275, 276

14 novembre, Annapolis-Royal. Mascarene à Shirley. Il a communiqué la déclaration aux députés (acadiens) de la rivière Annapolis, et mandé les députés du haut de la baie. Jusqu'à présent il n'est pas venu de Canadiens, encore qu'il ait été informé d'un dessein formé en Canada d'envoyer des hommes hiverner dans la province. Arrivée de La Galissonnière avec une flotte; le bruit court parmi les habitants français qu'une expédition va avoir lieu par terre et par mer contre Annapolis. Mascarene a ordonné de remettre en bon état les baraquements pour les troupes que pourrait lui envoyer Shirley. 73

19 novembre, Castle-William. Shirley au Secrétaire Willard. En conséquence du mouvement séditieux de la populace de Boston à l'occasion de la presse des matelots, ainsi que du refus de la milice de prêter main forte pour rétablir l'ordre, il s'est retiré au Castle-William, n'ayant pas de force armée capable de réprimer les séditieux. "A. & W. I.", vol. 63, p. 50

Incluses. Résolutions de l'Assemblée, auxquelles le Conseil a adhéré; proclamation et autres pièces concernant l'émeute. Une de ces pièces est une déclaration de *freeholders* réunis en assemblée, où il est dit que les émeutiers sont des "matelots étrangers, domestiques, nègres et autres individus de basse condition," et que la ville réprouve ces troubles criminels et est disposée à faire le possible pour y mettre fin, etc. 53-57

28 novembre, Boston. Shirley et Knowles au Secrétaire d'Etat. Informations concernant les troupes levées pour l'expédition qu'on avait projetée. Les troupes de New-York, Pensylvanie, Maryland et Virginie ont été congédiées. Représentations sur la paye à donner, etc. 38

Incluse. Correspondance se rapportant à la paye des troupes provinciales. 47-49

30 novembre, Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Le commandement lui étant dévolu, il adresse au ministre l'état de la garnison et autres informations. La situation particulière de la garnison exige des secours, moins nécessaires à d'autres postes. Pour protéger les navires qui approvisionnent la place de bois et de houille, qu'ils vont chercher à une certaine distance, il faudrait au moins deux bons bâtiments armés. A quoi ceux-ci pourraient encore servir. Besoin aussi d'un capitaine de port

1747.

avec un bon équipage de chaloupe. Il recommande le lieutenant Samuel Rhodes, du régiment de Pepperrell, pour cet emploi. Il faudrait de plus un grand bateau, bien équipé, pour le service de la batterie sur l'île, le détachement, sans ce bateau, courant risque de demeurer sans vivres; plusieurs fois, les soldats employés dans de simples chaloupes ont failli se noyer. La liste établie du personnel ne mentionne ni "town adjutant," ni secrétaire pour le gouverneur. Cette dernière fonction est faite par le lieutenant Edmond Bradshaw. Le "judge advocate" est malade et peut mourir d'un jour à l'autre; il est donc opportun de donner une délégation en cas que cela arrive. Il (Hopson) continue de distribuer la paye entière aux troupes, en attendant de nouveaux ordres, ainsi que la ration de rhum et de mélasse. Les habitants de Saint-Esprit sont partis avec leurs familles; on suppose qu'ils sont allés à la baie Verte. Avis des mouvements hostiles des Canadiens, des sauvages et de cinq navires français de Québec. Si les charbonnages sont attaqués il n'y a aucun moyen de les sauver. Nouvelle d'une émeute causée à Boston par la presse des matelots. "A. & W. I.", vol. 65, p. 175

Incluses. Etat de la garnison au 26 novembre, signé de Hopson. 179

Autre daté du 20 janvier 1747 et signé de Knowles. V. à cette date. 180

La pièce incluse ici est un duplicata.

28 décembre. Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il n'a pas encore pu obtenir et régler le compte des dépenses afférentes à la dernière expédition projetée contre le Canada. Remarque sur la méthode de Clinton de payer les troupes du Sud. Raisons pour lesquelles il (Shirley) n'a pas pourvu aussi bien cette année que l'an dernier à la sécurité de la Nouvelle-Ecosse. L'avis de Mascarene, que des troupes canadiennes sont débarquées à la baie Verte et à l'île Saint-Jean, annonce des desseins contre la Nouvelle-Ecosse plus sérieux que toutes les entreprises passées. Crainte de voir la province tomber l'année prochaine au pouvoir de l'ennemi. Une attaque sur Crown-Point (Pointe-à-la-Chevelure) pourrait être une heureuse diversion. Si la frégate provinciale du Massachussetts venait à Annapolis, elle rassurerait la garnison et imposerait aux Français. On affaiblirait beaucoup ces derniers en tenant les sauvages des Six-Nations et les tribus dépendant d'eux en état d'hostilités contre les Français. Influence de Clinton et du colonel Johnson, neveu de sir Peter Warren, sur les sauvages. Les efforts de Clinton sont contrariés dans son gouvernement par l'opposition, "qui incline à établir, dans cette guerre, un état de neutralité entre la colonie de New-York et l'ennemi, tel que celui où ce parti s'est notoirement maintenu durant la guerre sous la reine Anne, afin de continuer à faire le commerce avec le Canada et les sauvages attachés aux intérêts français, au grand dommage et mécontentement des autres colonies de Sa Majesté." Shirley envoie à Newcastle des extraits de lettres de Clinton sur ce sujet; et une évaluation des sommes dépensées pour l'expédition projetée, lesquelles, à son compte, ne doivent pas aller à £200,000 sterling. "A. & W. I.", vol. 63, p. 58

Sans date. *Incluse.* Correspondance relative au paiement des troupes, etc. 64-78

Document sans date intitulé: Examen des actes du gouverneur Clinton relativement aux troupes levées dans la province de New-York, le New-Jersey, etc., à l'occasion de l'expédition projetée contre les établissements des Français en Canada." C'est un mémoire tendant au remboursement de l'argent avancé par lui (Clinton), et où est racontée la mutinerie des troupes provinciales, qui n'avaient pas été payées de leurs services. 28

1848. 19 janvier, Annapolis-Royal. Ordres de service, du 6 octobre 1747 à la date en marge. "B. M.", *add.*, 19069, fol. 27*b* à 39

15 février, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il leur a annoncé en août que les Canadiens s'étaient retirés en Canada. L'arrivée de trois bâtiments de guerre et de transports à Québec les aurait animés, paraît-il, à

1748.

faire une nouvelle tentative, mais jusqu'ici la tranquillité de la province n'a pas été troublée. Accord entre Shirley et Knowles pour la défense de la Nouvelle-Ecosse. Comme il n'y a pas d'Assemblée, il ne peut être imposé de taxes pour payer les frais de la défense. Mascarene demande une partie du traitement de gouverneur afin de pouvoir soutenir le rang de commandant en chef. Bons effets de la proclamation de Shirley sur les habitants français. "A. & W. I.", vol. 595

Pièce incluse dans la lettre des lords du commerce, du 8 juin.

29 février, Boston. Shirley à Hopson. Il a reçu l'ordre de bâtir un fort entre la baie Verte et la baie de Fundy, mais ne peut pas en entreprendre la construction avant de savoir s'il (Hopson) est en mesure de lui fournir 500 hommes en juin pour les joindre à un égal contingent de la Nouvelle-Angleterre; avec moins d'hommes, il lui est impossible de rien faire. Probabilité d'une attaque par le Canada. "A. & W. I.", vol. 65, p. 187

(Pièce incluse dans la lettre de Hopson, du 12 avril.)

5 mars, Philadelphie. Palmer, président du conseil de Pensylvanie, au gouverneur du Cap-Breton. Bruits de desseins d'attaque par les Français. Levée de milices volontaires et construction de batteries, le tout aux frais des particuliers, l'Assemblée malheureusement étant surtout composée de quakers. Il a demandé sans succès des canons à l'Assemblée et le prie maintenant avec instance de lui en envoyer, s'il en a dont il puisse se passer. "A. & W. I.", vol. 65, p. 188

(Pièce incluse dans la lettre de Hopson, du 12 avril.)

8 mars, Louisbourg. Hopson à Shirley. Il lui adresse des dépositions sur la présence de Français et de sauvages dans l'île. S'il en est venu, ils paraissent être repartis. Il a envoyé des hommes habiles à la découverte, qui vont parcourir l'île. Importance et état sans défense des charbonnages. Hopson demande des bâtiments pour les protéger ainsi que les navires qui amènent du charbon à Louisbourg. "A. & W. I.", vol. 65, p. 192

15 mars, Louisbourg. Procès-verbal du conseil. Le détachement demandé par Shirley ne peut lui être envoyé. 193

Au dos de la pièce est un relevé de la force de la garnison et des services qu'elle a à faire; il reste, pour les relèves, postes de surveillance, etc., 367 hommes.

Déposition où il est dit qu'un Français nommé Joseph Gould a déclaré avoir appris de deux petits garçons aux Mines qu'il y avait 300 Français et 300 sauvages au Cap-Breton, venus pour couper à la garnison ses approvisionnements de bois et de charbon. "A. & W. I.", vol. 65, p. 190

(La lettre à Shirley, le procès-verbal et les dépositions sont inclus dans la lettre de Hopson, du 12 avril.)

16 mars, Louisbourg. Hopson à Shirley. Raisons pour lesquelles il n'envoie pas les 500 hommes demandés. "A. & W. I.", vol. 65, p. 190

(Pièce incluse dans la lettre de Hopson, du 12 avril.)

18 mars, Annapolis-Royal. Mascarene à How. Il lui demande l'inventaire des munitions de toutes sortes qui restent dans les magasins. "B. M.", *add.* 19069, fol. 39

19 mars, Annapolis-Royal. Le même à Cowley. Ordre de faire faire un moule et fondre des balles de mousquet. 39*b*

19 mars, Annapolis-Royal. Le même à Bennet, capitaine du *Massachusetts*. Il a ordonné d'examiner les provisions apportées par ses navires pour la garnison, mais les inspecteurs ne peuvent commencer la visite à cause de ses retards (de Bennet). 39*b*

12 avril, Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Remercîments pour sa nomination au poste de gouverneur du Cap-Breton. Il n'a pas encore reçu sa commission. Il se concertera avec Shirley pour la défense de la Nouvelle-Ecosse. Ci-inclus copie d'une correspondance avec Shirley à l'occasion d'une demande de 500 hommes; raisons de son refus. Dépositions relatives à une attaque projetée sur l'île par des Français et des

1748.

sauvages. Aucune trace d'ennemis sur l'île. Dépense pour les approvisionnements. Il enverra comptes et pièces à l'appui. Il espère que ses lettres de change seront honorées. La quantité de combustible approvisionnée par Knowles est au-dessous de celle nécessaire; elle se trouve être d'un tiers moindre que la quantité dont il (Hopson) lui a donné reçu. Malgré cela, il a fallu faire des distributions plus fortes que d'ordinaire, à cause de l'âpreté de la saison; il (Hopson) a dû aussi accorder un supplément de solde aux officiers, sous-officiers et soldats pour leur permettre de se pourvoir eux-mêmes de bois. Par ce moyen, on a pu économiser la valeur de six semaines du combustible approvisionné; autrement, tout aurait été épuisé en trois semaines; et les souffrances ensuite n'eussent pas été petites. La bombarde *Cornet* ne pouvant pas être prête avant mai, il a écrit à Shirley pour lui demander d'envoyer un bâtiment protéger les charbonnages. Il n'y a là encore aucun moyen de défense, car le blockhaus de Boston, qui aurait dû arriver en temps utile pour être élevé à la houillère avant l'hiver, n'est rendu ici que depuis deux mois. Il va le faire transporter à la mine, par le premier navire à combustible qui arrivera. Dépense considérable pour le chauffage, Promesse de rations de rhum et de mélasse faite aux hommes par Knowles. Il (Hopson) compte recevoir bientôt des ordres à ce sujet. Autres dépenses. "A. & W. I.", vol. 65, p. 183

Incluses. Lettre de Shirley à Hopson, du 29 février. V. à cette date.

Palmer, président du conseil de Pensylvanie, au gouverneur du Cap-Breton, 5 mars. V. à cette date.

Hopson à Shirley, 16 mars. V. à cette date.

Le même au même, 8 mars. V. à cette date.

Procès-verbal du conseil de Louisbourg, 15 mars. V. à cette date. Des dépositions accompagnent cette pièce.

Etat de la garnison de Louisbourg le 11 avril.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 195

12 avril, Louisbourg. Hopson à Newcastle. Lettre apparemment sans caractère officiel. 15 avril, Annapolis-Royal. Remercîments pour sa nomination au gouvernement du Cap-Breton. 196

Ordres de service, du 21 mars à la date en marge.

"B. M.", *add.* 19069, fol. 40

16 avril, Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui communique copie d'une demande de la Pensylvanie à laquelle il ne peut satisfaire. V. 5 mars. "A. & W. I.", vol. 60, p. 197

18 avril, Boston. Shirley au même. Il lui transmet copie de la réponse des députés, que lui envoie Mascarene, à la déclaration du roi adressée aux habitants français d'Annapolis. La réponse de ceux de Chignectou n'est pas encore venue. Il met sous ce pli un rapport de l'ingénieur Cowley, qui partage son avis (Shirley) sur le danger qu'il y aurait à construire un fortin entre la baie Verte et la baie de Fundy. C'est aussi là le sentiment de Mascarene. Il va, selon les instructions reçues, s'entendre avec Clinton pour retenir les Six-Nations dans les intérêts de Sa Majesté, et a conseillé d'employer des troupes des colonies avec les sauvages à faire des courses chez les Canadiens et les sauvages qui sont leurs alliés, en attendant que les divers gouvernements aient fixé un plan général pour attaquer vigoureusement ces ennemis. Par cette petite guerre on empêchera, entre autres choses, les Six-Nations d'aller visiter le Canada au printemps comme les Français les y invitent très artificieusement. Il a réussi à obtenir le consentement de la province de New-York et pressé l'Assemblée du Massachusetts de donner l'exemple aux autres colonies en faisant des levées. Le premier parti d'auxiliaires, écrit Mascarene, est arrivé à Annapolis. L'ennemi se contente jusqu'à présent d'envoyer des émissaires parmi les habitants; mais on va bientôt lever dans le Canada des forces considérables. Le second détachement

1748.

d'auxiliaires était à la veille de faire voile vers la Nouvelle-Ecosse. Shirley recommande le lieutenant Amherst, porteur de sa dépêche.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 110

Incluses. Réponse des députés d'Annapolis, mentionnée dans la dépêche. 111

Réponse des députés de Grand-Pré. 112

Réponse des députés de Cobequid. 113
(Autre copie à p. 119.)

Réponse des députés de la rivière aux Canards. 114

Extrait d'une lettre de Cowley. 115
(Autre copie à p. 119.)

23 avril, Annapolis-Royal. Requête de Nathaniel Donnell et William Miller, qui représentent qu'ils ont équipé et armé en course le *Sea Flower* pour servir la province en inquiétant l'ennemi, et demandent aide et encouragement.
"B.M.", *add.* 19069, fol. 41

25 avril, Annapolis-Royal. Hommes commandés pour les travaux du roi. Paye qu'ils recevront.
Fol. 41*b*

26 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Donnell. Comme il (Donnell) s'en va en voyage de trafic dans le haut de la baie, voyage qui l'expose à des risques, on l'aidera. Comment il doit faire la traite. 41*b*

Cette lettre est suivie d'un ordre donné à Charles Morris de fournir l'aide nécessaire. 42

26 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à Wing, capitaine de l'*Ordnance Packet.* Il escortera les navires aux Mines, après avoir pris sur son bord les officiers et les hommes qu'il lui faut pour la défense de son bâtiment. 42

26 avril, Annapolis-Royal. Le même au capitaine Johnson, de l'artillerie royale. Il livrera à Donnell une pièce de trois livres de balle, 15 ou 20 charges, un écouvillon, etc., qui seront rendus ou remplacés au retour. 42*b*

26 avril, Annapolis-Royal. Le même à Cowley ingénieur. Il lui demande si l'on ferait bien d'acheter les canons espagnols offerts par Gerrish et Bavrill. 42*b*

28 avril, Annapolis-Royal. Cowley à Mascarene. Raisons pour lesquelles on ne doit pas acheter les canons espagnols de Gerrish. 43

29 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à How. Ordre de fournir de la poudre à l'*Ordnance Packet.* 43*b*

3 mai, Annapolis-Royal. Ordres de service. 43*b*, 44

3 mai, Annapolis-Royal. Le captaine Johnson, de l'artillerie royale, à Mascarene. Au sujet d'un supplément de solde pour les hommes de l'artillerie royale. 44

3 mai, Annapolis-Royal. Le même au même. Il demande que l'on fasse une butte de terre pour l'exercice au tir. 44

3 mai, Annapolis-Royal. Mascarene à Johnson. La demande d'un supplément de solde pour les hommes de l'artillerie royale est raisonnable, mais il y voit des difficultés. Il va donner l'ordre d'élever la butte. 44*b*

10 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) à Shirley. Le roi approuve la déclaration faite aux habitants français de la Nouvelle-Ecosse. Sa Majesté, sans avoir nullement l'intention de les priver de la liberté d'exercer leur religion, approuve l'omission dans cette déclaration des mots, qu'ils continueraient d'en jouir. Comme le refus de paye aux troupes aurait pu occasionner une mutinerie parmi elles l'allocation de six pence est sanctionnée; seulement, il ne doit pas leur être permis de garder leurs armes.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 273

17 mai, Annapolis-Royal. Ordres de service, du 11 mai à la date en marge.
"B. M.", *add.* 19069, fol. 45, 45*b*

1748.
23 mai, Annapolis-Royal. Mascarene à Cowley. Il lui adresse le rapport sur l'enquête de la cour martiale, tenue pour constater la cause du mécontentement des hommes de l'artillerie royale. Fol. 45*b*

A la suite le rapport de la cour martiale. 46

24 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Mascarene. Reçu ses dépêches des 12 novembre 1746 et 12 mai 1747. Ils ont communiqué au secrétaire d'Etat (Newcastle) une copie de la dernière. Ils le félicitent des prévoyantes mesures prises par lui contre les attaques de l'ennemi. Il faut se préoccuper de la sécurité de la Nouvelle-Ecosse, et, à ce propos, ses représentations (Mascarene) seront dûment prises en considération. Ils envoient copie des instructions données à Philipps en 1729 (elles sont datées du 16 juillet 1728, à p. 94 de ce volume) et la liste de sujets d'informations à lui adressée la même année le 9 décembre (1729). (Il n'y a aucune mention de liste semblable envoyée à Philipps à cette date parmi les documents relatifs à la Nouvelle-Ecosse. Il en fut adressé une à l'amirauté le 19 mai 1729. Voir "A. & W. I.", vol. 33, p. 144. La série dite "Plantations General," vol. 39, p. 152, contient une circulaire à tous les gouverneurs, Philipps compris, en date du 9 décembre 1729, les questions commençant à p. 153.) Mascarene devra répondre sur tous les points énoncés dans les instructions et le questionnaire. Leurs seigneuries sont fâchées d'apprendre que les Canadiens soient encore encouragés à attaquer la Nouvelle-Ecosse; mais comme, à part l'Espagne, toutes les puissances ont signé les préliminaires à Aix-la-Chapelle, on espère voir bientôt la fin de tous ces troubles. En post-scriptum il est dit que Sa Majesté Catholique a accédé aux préliminaires.
"B. T. N. S.", vol. 33, p. 390

3 juin, Louisbourg. (Il y a une copie de cette lettre dans la série "A. & W. I.", vol. 595.)
Hopson à ———. Capture, le 15 (mai ?), de la goélette *Glover* et du sloop *Ellinwood* au charbonnage, avec sept chaloupes employées à charger les navires de houille. Sept soldats sans armes ont aussi été surpris. Le parti qui a attaqué se composait de 120 Français et sauvages. Le 16, le lieutenant Rhodes, avec une compagnie de soldats et ouvriers, occupés à élever un blockhaus, a été sommé de se rendre, mais sur son refus l'ennemi s'est éloigné, emmenant les navires, les embarcations, le lieutenant Glazier, sept soldats et tous les Français de Bras d'Or et Indienne. Les croiseurs n'ont point eu connaissance de l'ennemi.
"A. & W. I.", vol. 65, p. 198

8 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Communication de copie d'une lettre de Mascarene, du 15 février: Situation des affaires dans la Nouvelle-Ecosse; desseins de l'ennemi; dépenses faites pour la défense; Mascarene ne reçoit aucune allocation pour soutenir sa charge. "A. & W. I,", vol. 595

Incluse. Lettre de Mascarene, du 15 février 1748. V. à cette date.
(La série "B. T. N. S.", vol. 33, p. 393, renferme une copie de la lettre ci-dessus des lords du commerce.)

15 juin, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat. Il a pris le commandement comme lieutenant-gouverneur et commandant en chef en l'absence de Philipps. Il ne vient aucun navire ici d'Europe en droite ligne; on reçoit de la Nouvelle-Angleterre les nouvelles d'outre-mer. C'est pourquoi il a prié Shirley de communiquer le contenu de sa lettre, étant le plus rapproché de ceux à qui il puisse s'adresser pour avoir aide et assistance. Les tentatives des Français n'ont pas réussi autant qu'ils s'y étaient attendus; en outre, ils n'ont pu gagner à prendre les armes qu'une poignée d'habitants, tous d'origine française et papistes. Après trois attaques faites avec une force supérieure, ils se sont tous retirés vers Québec. Annapolis est la seule place dans la province, où les Anglais aient pied à terre. Le fort était en ruine, il est réparé. Arrivée du bâtiment de S. M. le *Port Mahon*. Shirley envoie des hommes de Massachusetts-Bay.

1748.

Les Canadiens méditent une nouvelle attaque, attendant des navires de France. Comme il n'est pas imposé de taxes sur les habitants, l'argent manque pour le service des nouvelles; en sorte qu'il est obligé d'y pourvoir sur sa paye personnelle. Difficultés où le mettent ces dépenses et d'autres encore. "A. & W. I.", vol. 31, p. 4

(Duplicata à p. 6.)

2 juillet, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il a reçu la proclamation prohibant tout commerce entre les sujets de Sa Majesté et ceux du roi de France en conséquence de la déclaration de guerre, et s'est mis en mesure de la faire exécuter. Violation de la défense dans d'autres colonies, sous couleur de trêve. Shirley renvoie à de précédentes dépêches adressées à Newcastle sur ce sujet et sur d'autres. Ses difficultés relativement aux comptes des autres colonies pour les dépenses de l'expédition qu'on avait projetée contre le Canada. Economie pratiquée par lui-même. Long exposé concernant les troupes levées dans les autres colonies.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 119

(Duplicata à p. 125.)

12 juillet, Louisbourg. Hopson au même. Il lui envoie l'état de la garnison et une relation de l'attaque sur le charbonnage. Recommande le lieutenant Rhodes, pour sa belle conduite dans cette affaire. Hopson a fait protéger depuis la mine par la bombarde *Comet (Cornet?)* et des bateaux armés; mais il craint que les croiseurs ennemis n'interceptent les communications. Si la mine avait été prise, la garnison d'ici se trouverait dans une situation critique. Nécessité de bâtiments armés convenables. "A. & W. I.", vol. 65, p. 199

Incluses. Etat de la garnison, 11 juillet. 201

Relation par le lieutenant Rhodes de l'attaque sur la houillère. 102

8 septembre, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat. Il accuse réception de ses dépêches avec la proclamation de la cessation des hostilités, etc., laquelle a été publiée. Le *Port Mahon*, bâtiment de S. M., est allé aux Mines, accompagné de deux goélettes armées, pour servir d'escorte à un sloop que Shirley envoie avec des effets régler la dépense des troupes de Terre-Neuve, qui y vinrent hiverner en 1746. Il y a aux Mines une faction, encouragée par les Français du Canada, qui assiste les soldats en état de désertion et refuse d'obéir aux ordres. La force envoyée devrait mettre fin à tout cela, afin que les personnes bien disposées puissent regagner leur influence sur la masse. Il faudra du temps et du soin pour amener les habitants français à être de bons sujets. "A. & W. I.", vol. 31, p. 5

(Duplicata à p. 7.)

17 octobre, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Renseignements sur la Nouvelle-Ecosse, en réponse aux demandes contenues dans leur lettre du 24 mai. A cause de la nécessité de pourvoir à la défense de la province et de la peupler de bons sujets anglais, il se hâte de fournir ces réponses. Si les Français avaient pu réaliser leurs plans lorsqu'ils étaient encore à Louisbourg, ils auraient accru leurs forces de 4 ou 5,000 habitants en état de porter les armes, outre les sauvages, et en moins d'une année ils auraient été en pouvoir de se répandre dans la Nouvelle-Angleterre et de la ravager. Depuis la prise de Louisbourg, plusieurs tentatives ont été faites par les Canadiens. Le traité de paix y mettra un terme; mais comme Louisbourg va être rendu, les Français seront dans la même position qu'au début de la guerre, et si l'occasion s'en offrait, voudraient reprendre leurs projets et, mieux éclairés par l'expérience, sauraient adopter de meilleurs moyens pour les mener à bonne fin. Par terre la Nouvelle-Angleterre est un pays ouvert; mais il n'est guère facile d'y venir avec de l'artillerie. Seulement, avec Louisbourg en leur possession, les Français pourront toujours envoyer par mer toute sorte d'attirail de guerre. D'où nécessité de mettre la province en bon état de défense. Inconvénients de la présence de tant d'habitants français, lesquels ne sauraient être attachés aux intérêts britanniques. Pour

1748.

contre-balancer ce poids mort, il serait à propos d'établir un certain nombre de familles britanniques sur la côte orientale et de fortifier la place. Les nouveaux colons pourraient s'employer à la pêche. A raison de la situation, les habitants français auraient plus de contact avec l'établissement proposé. Canso devrait être fortifié. Les Français réclament l'endroit; mais il faudrait régler cela et en finir avec les autres réclamations touchant les territoires de la Nouvelle-Ecosse. Chignectou est un grand établissement, d'où les habitants français communiquent avec les sauvages et s'en vont faire la traite des pelleteries. Morris a constaté que le poste est à environ 18 milles de la baie Verte. Morris et Gorham pensent que cette baie est un lieu convenable où construire un fort pouvant recevoir 200 hommes. Il serait bon aussi d'en élever un aux Mines, pour tenir la population dans l'ordre. En attendant, les deux bâtiments et les *rangers* de Gorham devraient demeurer à cette fin, et aussi afin que Morris puisse poursuivre son lever de plans. Qu'il importe d'entretenir le poste d'Annapolis, à cause du port où viennent relâcher, etc., les navires de commerce. Tant qu'on laissera les missionnaires français au milieu des habitants, on ne réussira guère à transformer ceux-ci en bons sujets britanniques. L'apparition de deux bâtiments dans le bas de la baie, avec le détachement de Gorham, a imposé aux factieux. Procès d'individus qui ouvertement avaient pris parti pour l'ennemi; difficulté d'obtenir leur condamnation.

"A. & W. I.", vol. 595

(Les lords du commerce adressèrent copie de cette lettre au secrétaire d'État le 13 janvier 1749.)

25 octobre, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il a reçu ses dépêches. L'ordre de faire remettre les armes par les troupes coloniales licenciées est exécuté: le prix de toute arme retenue a été déduit sur la paye, mais on n'a pas fait payer celles perdues en service constaté. Une partie des armes ont été livrées aux soldats envoyés pour la protection de la Nouvelle-Ecosse; le reste est emmagasiné au Castle-William. Shirley transmettra dans peu les comptes de l'expédition qu'on avait projetée contre le Canada. "A. & W. I.", vol. 63, p. 131

28 octobre, Boston. Le même au même. Il lui communique un extrait d'une lettre de La Galissonnière à Clinton, pour montrer combien le gouverneur français était désireux d'attirer les sachems des Six-Nations en Canada, sous prétexte de traiter avec eux du rachat des prisonniers. 132

Incluse. Extrait de la lettre de La Galissonnière. 133

28 octobre, Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il a consulté les officiers supérieurs sur la question s'il convenait d'allouer ou non les rations de rhum et de mélasse promises aux troupes par Knowles. Leur opinion unanime a été qu'il serait très inopportun de ne le pas faire.

"A. & W. I.", vol. 65, p. 207

Incluses. Délibérations du conseil des officiers supérieurs. 208

Etat de la garnison, au 13 octobre. 209

29 octobre, Annapolis-Royal. Mascarene au Secrétaire d'Etat. Retour des bâtiments envoyés dans le haut de la baie. Le *Port Mahon* a eu l'ordre du contre-amiral Watson d'aller à Louisbourg. Succès de la petite expédition: elle a dissipé la faction française et amené la soumission des habitants; en outre, elle a permis de mieux connaître toute cette partie de la province. Mascarene transmet les réponses aux questions envoyées à Philipps en 1729. Arrivée de bâtiments, avec des munitions de guerre et autres, de Louisbourg.

"A. & W. I.", vol. 31, p. 8

30 octobre, Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat. Il demande à Sa Grâce d'accorder sa protection à Louis Duquet, obligé de passer en Angleterre. Des officiers de la garnison et autres sont tombés, en août dernier, aux mains d'un parti de Français et de sauvages du Canada, commandé par Marin fils, qui était venu sur l'île pour détruire le charbonnage, etc. Malgré la plus

1748.

entière assurance que la paix était proclamée, Marin avait emmené les prisonniers. Hopson avait envoyé par deux fois à leur recherche. Le capitaine Blayney, qui s'était rendu à la baie Verte, en est revenu avec tous les prisonniers, à l'exception de George Miers et Laurent Solé, qui sont encore retenus. La Galissonnière a renvoyé le lieutenant Glazier, pris au Bras-d'Or. Des partis débarquent sur l'île. Il a essayé, mais vainement, de communiquer avec l'amiral Watson. Il ne tiendra pas la bombarde *Comet* (ou *Cornet*) plus longtemps sur cette côte dangereuse. "A. & W. I.", vol. 65, p. 210

Incluses. Serment (en latin) par les prisonniers que la proclamation portant cessation des hostilités a été publiée à Louisbourg le 11 août. 212

Plainte à l'occasion des mauvais traitements subis par les officiers emmenés prisonniers, avec liste des objets dont on les a dépouillés. 213

Hopson à Marin fils: il se plaint de ce que Marin a emmené prisonniers plusieurs officiers en violation du traité de paix et les a laissé piller et maltraiter. 215

Marin fils à Hopson (en français). Il nie d'avoir su qu'il y eût suspension d'armes, autrement que par simple ouï-dire; les sauvages ont refusé d'être arrêtés par un tel rapport dans l'exécution des ordres du général. Comme ils étaient en nombre double des Français, tout ce qu'il pouvait faire, c'était de garantir la vie des prisonniers et de s'assurer que la cessation d'armes avait été effectivement proclamée. Il avait pour retenir les sauvages l'aide d'un missionnaire. Après avoir appris des officiers (par parenthèse, ils ne portaient aucune marque de leur rang) que la proclamation avait eu lieu, il lui avait fallu temporiser avec ses sauvages pour sauver la vie à ces officiers, dans le cas de Meyer, par exemple, contre lequel ils ont une inimitié mortelle. A l'égard de Laurent Solé, qui se dit Espagnol, il lui a permis d'aller à la baie Verte et ne l'a pas revu depuis. Libre à lui de revenir. Marin proteste qu'il n'a violé en rien le droit des gens dans ce qu'il a fait, et s'en défend très longuement. 217

Maillard, prêtre, à Hopson (en français). Il justifie Marin. 219

La Galissonnière au même (en français). Il apprend à l'instant même, mais par voie non officielle, la suspension d'armes, et toutefois renvoie les prisonniers à échanger contre ceux à Louisbourg. Il a fait partir des détachements pour maintenir les sauvages en tranquillité et préparer les approvisionnements de bois, etc., pour l'année prochaine, attendu que, d'après le traité, l'Angleterre rendrait Louisbourg, etc., à la France. 221

Hopson à l'officier commandant le parti français au Cap-Breton. Il est surpris que le parti ait débarqué sans en avoir eu la permission, et exige que lui ou l'un de ses officiers personnellement la lui demande. 223

4 novembre, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il demande congé, en vue de faire régler ses comptes publics à Londres et aussi de mettre ordre à ses affaires privées. "A. & W. I.", vol. 63, p. 134

6 novembre, Louisbourg. Hopson au même. Il résume sa dépêche précédente; envoie copie de la lettre de l'officier commandant le parti français débarqué sur l'île. Approvisionnements et matériel expédiés à Annapolis-Royal par les officiers respectifs. "A & W. I.", vol. 65, p. 224

Incluses. Decorex (commandant le détachement français) à Hopson. Il est venu ici, par l'ordre du général, pour contenir les sauvages, ce dont il (Hopson) a été informé. S'il peut être utile, il n'y a qu'à le lui faire savoir. 225

Ordre de Waldo et autres officiers, qui porte de payer à Marin le coût de le rançon exigée pour eux par les sauvages. 226

24 novembre, Annapolis-Royal. Pétition de John Gorham, pour lui-même et d'autres, en obtention de la concession d'un township sur la côte orientale de la Nouvelle-Ecosse, dans le territoire encore inconcédé, sous certaines conditions. "A. & W. I.", vol. 31, p. 16

1748.
10 décembre, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Concernant les comptes de l'expédition qui avait été projetée contre le Canada; difficulté qu'il a éprouvée à les réunir avec les justifications, etc. Observations. "A. & W. I.", vol. 63 p. 139

(Duplicata à p. 138.)

20 décembre, Boston. Le même au même. Quelles conséquences aurait le paiement au Rhode-Island des dépenses faites pour l'expédition proposée contre le Canada, et que l'intention des colonies a été de prendre à leur charge. 141

(Duplicata à p. 143.)

21 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Mascarene. Ils ont reçu sa dépêche. Ils espèrent que la présence du *Mahon* aux Mines et l'envoi d'approvisionnements par Shirley auront eu les bons effets qu'il (Mascarene) en attendait. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 394

1749.
10 janvier, Boston. Waldo à Newcastle. Il se plaint de la façon dont Shirley l'a traité à son retour de Louisbourg. "A. & W. I.". vol. 63, p. 81

10 janvier, Boston. Shirley au même. Sur les comptes des troupes provinciales levées pour l'expédition contre le Canada. 84

13 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui envoient copie de la lettre de Mascarene, datée du 17 octobre, sur l'état présent de la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 595

Incluse. Lettre du 17 octobre. V. à cette date.

Il y a une copie de la lettre des lords du commerce dans le vol. 33 de la série "B. T. N. S.", p. 395.

15 janvier, Québec. La Galissonnière à Mascarene (en français). Au premier avis de la cessation d'armes, il a discontinué tout mouvement hostile et retiré les détachements, encore qu'il eût pu maintenir ceux qui étaient à Beaubassin et à la baie Verte jusqu'à ce qu'il eût appris les conditions de la paix. Délivrance des prisonniers pris à Louisbourg. Rétablissement de la paix, malgré l'opposition des sauvages, due à la crainte qu'elle ne s'observe pas à leur égard. La Galissonnière se plaint que le missionnaire français a été chassé des Mines et que des maisons d'habitants y ont été brûlées; que de nouveaux actes de soumission ont été exigés des habitants de Beaubassin et de la baie Verte, et que Gorham en a demandé de ceux établis sur la rivière Saint-Jean. Il se plaint aussi de la conduite de Gorham envers les sauvages sur le bas de cette rivière, qui dans leur irritation ont demandé la permission de recommencer les hostilités. De plus, Gorham a pris prisonniers deux sauvages, au mépris du droit des gens. La Galissonnière demande qu'ils soient remis en liberté; que rien ne soit changé dans la situation en matière religieuse, et que l'on défende à Gorham de chercher par sollicitations ou par menaces à engager les habitants de la rivière Saint-Jean ou de toute autre dépendance du Canada à faire leur soumission. Il voudrait savoir si les Abénakis doivent être compris dans la paix. Ce dernier point est d'une grande importance pour la tranquillité des frontières de la Nouvelle-Angleterre, car ces sauvages ne cessent pas de le presser de consentir à ce qu'ils continuent la guerre. Mascarene peut envoyer sa réponse par les missionnaires, qui devraient être informés de la détermination prise à l'égard des Sauvages, si elle est de nature à pacifier ces derniers. "A & W. I.", vol. 595

(Copie incluse dans la lettre des lords du commerce du 14 juillet 1749. Voir aussi F 74, 75, 76, dans la série "B. T. N. S.", vol. 9.)

16 janvier, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Sur les comptes relatifs à l'expédition qui avait été projetée contre le Canada. "A. & W. I.", vol. 63, p. 145

31 janvier, Boston. *Incluse.* Proclamation du 2 juin 1745 pour la levée de troupes destinées contre le Canada. 146

Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). L'Assemblée du Massachusetts a voté une loi mettant fin à la circulation de monnaie de papier de

1749.

la province, sur l'arrivée des fonds accordés par le parlement pour la rembourser de ses dépenses pour la conquête et l'occupation du Cap-Breton. Comment la loi doit s'exécuter. Page 147

6 février, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). A la cessation d'armes, il a expédié un navire à Annapolis avec mission d'en ramener les six compagnies de la Nouvelle-Angleterre, à moins que Mascarene ne trouvât qu'il valait mieux les y laisser; et écrit de renvoyer le reste des troupes, après que le premier navire aurait complété sa charge, sur des bâtiments d'Annapolis. Il (Shirley) avait reçu en mai 1747, l'ordre de congédier les troupes américaines levées en vue de l'expédition projetée, à l'exception de ce qui en serait nécessaire pour la protection de la Nouvelle-Ecosse. Pour des raisons déduites, il a rappelé aujourd'hui les troupes, qui sont revenues sans encombre dans la Nouvelle-Angleterre. Les frais du transport ont été augmentées par le refus du capitaine d'un "Ordnance vessel" de prendre sur son bord des troupes, quoiqu'à la veille de repartir à vide pour venir se mettre en hivernage à Boston. Ci-inclus copie d'une correspondance entre Mascarene et les officiers de l'"Ordnance" sur ce sujet. 86

Vient ensuite la correspondance.

(Duplicata de cette correspondance à p. 92. Il y a une lettre, datée du 18, à p. 98 qui est un double de celle ci-dessus du 6 février.)

10 février, Annapolis-Royal. Pétition (en français) de l'abbé Desenclaves et des habitants français, avec au dos ce sommaire: Pétition des prêtres missionnaires français et des sujets français de S. M. qui habitent à Annapolis-Royal au sujet de leur église. La pétition demande la construction d'une église et d'un presbytère, en remplacement de ceux que l'on a brûlés. Description détaillée des édifices et bâtiments incendiés, dont plusieurs neufs, avec inventaire du mobilier et des autres effets qu'ils contenaient.

"A. & W. I.," vol. 31, p. 17

10 février, Annapolis-Royal. Compte des pertes éprouvées à Canso par Edward How du fait de l'ennemi en l'année 1744. Les évaluations sont données en détail. Le tout monte à £1,263. "A. & W. I.," vol. 63, p. 45

13 février, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Encore au sujet du règlement des comptes des troupes provinciales levées pour l'expédition qui avait été projetée contre le Canada. 88

14 février, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Pour résister à la première attaque des Français sur le fort, il avait été nécessaire de démolir des maisons et autres constructions dont ils se servaient pour s'abriter; on n'avait pas eu alors le loisir d'évaluer ces bâtiments. Il transmet une pétition en dédommagement présentée par les propriétaires. L'église des habitants fut détruite aussi, et ils demandent qu'on les indemnise. Ci-incluse une pétition du capitaine John Graham (Gorham?) sollicitant une concession de terrains pour des colons de la Nouvelle-Angleterre.

F 68, "B. T. N. S.," vol. 9

Incluses. Evaluation des pertes éprouvées par des sujets britanniques à Annapolis-Royal, dans la défense contre les Français et les sauvages. Voici les pièces classées sous ce titre: "Evaluation des pertes souffertes par le major de place Phipps, £200; W. Shirreff, £70; le major Otho Hamilton, £130; Edward How, £15; Anne Skene, du chef de son père, pour une maison abattue; Thomas Hyde, £34; Walter Ross, £18.10s. "Rapport sur ces réclamations." "Etat des pertes: Daniel McGreen, £24; Ann Cosby, £28.6s. "Procès-verbal du conseil, etc., concernant la démolition de maisons." "Pertes: John Hargreave, £140; John Easson, £30; John Davis, £25; Henry James, £100; Samuel Kimpland, £45; W. Flortay, £69.10s.; James Wichchurch, £45.10s.; James Roach, £30.10s.; John Power, £60; D. M. Lister, £46; John Hansfold, £56.18s.; W. Bermingham, £12.16s.; Michael Nicholas, £61; John Johnson, £17.

1749.

Mémoire et procès-verbal d'un conseil tenu en janvier au sujet des pertes. F 69, "B. T. N. S.," vol. 9

Documents supplémentaires sur le même sujet. F. 70 à F 72

18 février, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il lui adresse une déposition faite par Jean d'Orange, déserteur des Français au fort (Saint) Frédéric. Il (Shirley) a déjà représenté dans le temps les conséquences fâcheuses de la construction de ce fort; aujourd'hui il peut en reparler avec expérience. Si on laisse les Français se domicilier à ce poste et y créer un établissement populeux, non seulement ils restreindront les progrès des "settlements" anglais, mais ils réduiront même ceux-ci sous leur puissence. Autre conséquence: ils détacheront de nous les Six-Nations. Shirley demande des instructions par rapport à la frontière. Que devra-t-il faire si les Canadiens tentent de coloniser dans les environs de Crown-Point? Il va s'adresser aux gouverneurs des provinces. Il a conjointement avec Clinton écrit sur la nécessité de bâtir un fort aussi près de Crown-Point que possible, pour réprimer les empiétements des Français, si on les laisse en possession du fort Frédéric, et protéger les "settlements." Difficulté d'amener les colonies à agir de concert. Même quand sir Peter Warren et lui avaient des troupes régulières, à la solde du roi, ils n'ont jamais pu obtenir que ces colonies s'unissent contre le fort Frédéric. Outre cela, les terres sur lesquelles vraisemblablement voudront s'établir les Français, ont été récemment attribuées au New-Hamphire, qui certes est loin de pouvoir s'en assurer seul la possession. Combien il est difficile de gagner toutes les provinces à bâtir un fort en commun; mais comment la difficulté pourrait être surmontée. De laisser les Français maîtres de Crown-Point ne serait pas sans effet sur la question des frontières de la Nouvelle-Ecosse. Il faudrait aussi persister à réclamer l'île Canso; autrement, l'industrie de la pêche serait fort compromise. Parce que nous n'avions pas un bâtiment de guerre à envoyer dans le Saint-Laurent, les Français ont pu pratiquer la pêche à Gaspé et même couper du bois sur la péninsule de la Nouvelle-Ecosse, à moins de cinq lieues du détroit de Canso, où sont établies environ 300 familles canadiennes, qui ne reconnaissent point la souveraineté de la Grande-Bretagne. Ci-inclus un plan de la baie de Fundy, levé par le capitaine Morris. (Ce plan est parmi les "B. T. Maps," vol. 9, n° 38.) Il serait à propos de former des "settlements" anglais au milieu de la population française, afin d'empêcher que celle-ci ne demeure en la dépendance du Canada. Comment ces établissements pourraient être disposés et rendus défendables. Longs détails là-dessus, avec renvois aux plans, etc. "A. & W. I.," vol. 63, p. 102

Incluses. Déposition de Jean d'Orange, déserteur des Français du fort Frédéric. 97

Mémoire de Morris: "Quelles sont les localités de la province de la Nouvelle-Ecosse où un certain nombre de protestants peuvent s'établir promptement de manière à pouvoir se protéger contre les partis sauvages et à fournir à leur propre subsistance." 106

27 février, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il lui adresse un plan d'un gouvernement civil pour la province de la Nouvelle-Ecosse, avec des observations. 107

"Plan de gouvernement civil pour la province de la Nouvelle-Ecosse." 93

3 mars, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il lui envoie une évaluation de ce que pourrait coûter la colonisation dans la Nouvelle-Ecosse de 2,000 familles d'Europe, de 2,000 familles des colonies du Nord et d'un égal nombre de soldats, au terme de leur service. Ces données permettront de se faire une idée suffisamment juste de la dépense globale présumable, tout en montrant quel est le plus sûr moyen de grouper promptement des colons dans les districts de la rivière Anna-

1749.

polis, des Mines et de Chignectou, les plus difficiles à coloniser et les plus importants pour s'assurer la possession de la province. Le roi de France, dit-on, donne aux colons qui vont s'établir en des localités exposées de ses territoires dans l'Amérique du Nord, des provisions pour trois années, du blé de semence et l'usage de bœufs de labour. Il en résulte que sa propre proposition (Shirley) d'une allocation d'une année est modérée. Un "quit rent" d'un penny par acre, susceptible d'être porté à volonté à deux pence, serait une entrave mise au peuplement du pays. Il serait préférable d'imposer la redevance sur les terres améliorées, outre que l'emploi de cette ressource au paiement des fonctionnaires rendrait la couronne indépendante d'autant des Assemblées; mais il faut mûrement considérer si le "quit rent", même en pareil cas, ne nuirait pas à la colonisation qui est la chose essentielle. Importance de faire explorer et tenir en réserve le plus tôt possible les forêts propres à fournir des mâts, etc. Il importe aussi beaucoup de nommer des commissaires chargés d'examiner les titres des habitants français: ces derniers n'ont droit qu'aux terres possédées par eux au jour de la capitulation. A l'égard des nouvelles terres qu'ils ont défrichées depuis, peut-être serait-il dur de les leur ôter; mais il n'en saurait être ainsi pour les terres de marécages, qui ne leur ont demandé aucun travail. Shirley ne conseille pas d'en déposséder de leurs terres sans les indemniser de quelque façon; seulement on devrait être autorisé à transporter dans une autre région de la province ceux qui sont depuis des années en correspondance avec les ennemis du roi et à leur attribuer là équivalemment d'autres terres. Il suggère d'adopter pour les habitants français la tenure dite "knight's service." Ses avantages, si elle peut être adoptée sans violer la capitulation et le traité d'Utrecht, dont il n'a pas le texte.

"A. & W. I.", vol. 63, p. 108

Incluses. Ce que pourrait coûter l'établissement de 2,000 familles d'Europe, £78,900
Id. de 2,000 familles des colonies du Nord, 48,900
Id. de 2,000 soldats licenciés. 3,900

Ainsi, au prix de £131,700 en dix ans, 6,000 familles pourraient être établies dans la Nouvelle-Ecosse, la province mise en sûreté contre les incursions des Français, la pêche non seulement assurée mais améliorée, et la dépense récupérée en quelques années par l'accroissement du commerce. 109

19 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Les officiers de marine congédiés, qui s'établiront dans la Nouvelle-Ecosse, auront-ils droit à leur demi-paye? "B.T.N.S.", vol. 33, p. 396

22 mars. Pétition (sans date) de Samuel Moore, colonel d'un régiment du New-Hampshire, qui réclame la paye encore due à lui et à ses officiers, et demande à être mis à demi-solde. "A. & W. I.", vol. 530, p. 42

(Pièce incluse dans une lettre du secrétaire d'Etat sous la date indiquée en marge.)

24 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Prier l'amirauté de fournir la literie pour 3,000 personnes qui vont s'établir comme colons dans la Nouvelle-Ecosse, et de pourvoir les navires de tuyaux d'aérage Sutton pour tenir les passagers en bonne santé pendant le voyage. "A. & W. I.", vol. 595

(Duplicata dans la série "B. T. N. S.", vol. 33, p. 595.)

25 mars, Whitehall. Les mêmes à l'Amirauté. Ils se plaignent que les navires destinés à transporter les colons sont chargés d'effets appartenant à des particuliers. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 398

6 avril, Whitehall. Les mêmes à le "Society for the Propagation of the Gospel." Les personnes allant en la Nouvelle-Ecosse seront établies dans six townships, dans chacun desquels il sera réservé un emplacement pour une église et concédé 400 acres à perpétuité à un ministre ou ses succes-

1749.

seurs, avec exemption de tout "quit rent", et 200 acres à un maître d'école. La Société est invitée à nommer, pour chaque township, un ministre et un maître d'école, auxquels on espère qu'elle donnera de l'encouragement. Chaque ministre recevra de plus 200 acres, et chaque maître d'école 100 acres, pour eux-mêmes et leurs héritiers, avec en outre 30 acres pour chaque membre de leurs familles. On leur fournira la subsistance dans la traversée et pendant les douze mois suivants; enfin, ils auront des armes, etc., des instruments de labourage, des matériaux pour se construire des maisons, etc. Nombre des Français catholiques romains dans la Nouvelle-Ecosse. Il serait bon que quelques-uns des ministres choisis pussent parler français. Page 399

6 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Un suffisant tonnage ayant été fixé pour les émigrants, il n'en faudra pas davantage jusqu'à nouvel avis. Faute de temps, on n'a pu munir que huit navires de tuyaux d'aérage Sutton, les quatre autres auront des ventilateurs. Les commissaires de marine nommeront un agent de transport chargé d'accompagner les colons et qui reviendra avec les troupes. Il veillera, à l'arrivée dans la Nouvelle-Ecosse, au débarquement des literies à l'usage des colons. (Le tonnage des navires était pour l'époque exceptionnellement fort; il y avait un navire de 600 tonneaux, un de 560, deux autres de 550, un cinquième de 450; le plus petit était de 250 tonneaux.) "B. T. N. S.", vol. 33, p. 404

7 avril, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford). Lettre semblable à celle écrite à l'amirauté. 407

(Duplicata dans la série "A. & W. I.", vol. 595.)

8 avril, Whitehall. Les mêmes à Hawkins, "sergeant surgeon." Il ira à bord examiner les chirurgiens inscrits pour aller en la Nouvelle-Ecosse. 409

12 avril, Whitehall. Les mêmes au Maire de Liverpool. Envoyer par chaque courrier le chiffre des émigrants à destination de la Nouvelle-Ecosse, afin que l'on puisse faire les arrangements nécessaires pour leur transport. 410

13 avril, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford). Au sujet des transports et des arrangements à faire pour les colons et les recrues. 415

20 avril, Whitehall. Les mêmes au même. Les préparatifs pour l'embarquement des colons sont presque terminés. 411

(Duplicata dans la série "A. & W. I.", vol. 595.)

22 avril, Whitehall. Les mêmes au "Board" de l'artillerie. Explication sur la nature des armes mentionnées dans la réquisition pour la Nouvelle-Ecosse. 413

24 avril, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Message envoyé à l'Assemblée et sa réponse, concernant les empiétements des Français à Crown-Point. Il a déjà fait connaître son opinion sur ces empiétements et sur la situation exposée des colonies du côté de l'est tant que l'on ne fortifiera pas les postes de la Nouvelle-Ecosse. La possession par l'Angleterre de cette province fera toujours que le Canada et le Cap-Breton n'auront pas pour les Français le centième de la valeur qu'ils auraient si elle était aussi à eux; sans compter qu'elle met Sa Majesté à même de prendre les deux possessions françaises quand il lui plaira de les réduire sous sa domination. Nécessité d'un fort puissant près de Crown-Point. Mais il n'est pas d'avis que la garnison en devrait être entretenue aux frais de Sa Majesté: cela devrait se faire aux frais des colonies, à l'exception de la Nouvelle-Ecosse et de Terre-Neuve. Seulement, il lui paraît juste que la construction du fort soit à la charge de Sa Majesté.

"A. & W. I.", vol. 63, p. 150

Incluse. Réponse de l'Assemblée à Shirley, contenant adhésion à ses représentations. 151

25 avril, Annapolis-Royal. Mascarene à La Galissonnière. Il lui accuse réception de sa lettre l'informant du retrait de ses troupes. Les troupes qu'il (Mascarene) commande étant sur leur propre territoire, elles n'ont pas à se retirer, mais ont l'ordre de garder la défensive. Les troupes françaises se sont retirées avant la signature des articles préliminaires et n'avaient nullement le

1749.

droit de rentrer dans la province après la suspension d'armes, comme l'a fait Marin, qui a surpris et emmené plusieurs officiers et soldats. Comme il (Mascarene) a toujours regardé le territoire comme une possession de Sa Majesté et tous les habitants comme ses sujets, il a envoyé aux Mines et à Chignectou rétablir le bon ordre. Les missionnaires autorisés à demeurer dans la province sont dans l'obligation de venir en chercher la permission à Annapolis-Royal; ceux qui ne se sont pas conduits comme ils le devaient faire ont eu l'ordre de partir. On tolère les autres sur le territoire sans molestation. Les habitants qui ont souffert sont ceux qu'on a punis pour faits de trahison. Ce que La Galissonnière appelle nouvelles soumissions tendait à procurer aux habitants l'occasion de se justifier de l'accusation d'avoir pris part à la rébellion. Les habitants sur la rivière Saint-Jean avaient depuis plusieurs années, prêté le serment de fidélité; Gorham, au moment d'y aller, avait eu l'ordre de ne commettre aucun acte d'hostilité à moins d'éprouver de l'opposition par les armes. Comme il s'avancait en ami le long de la rivière, on a tiré sur lui. L'ordre donné aux sauvages de venir faire leur traité à Annapolis est conforme à l'usage ordinaire. La paix a été notifiée aux colonies des deux peuples; et il n'appartient pas à celles-ci de troubler l'amitié rétablie. Il (Mascarene) ne donnera point sujet de rompre cette bonne entente, mais il n'abandonnera non plus aucun des droits du roi. "A. & W. I.", vol. 595

(Pièce incluse dans une lettre des lords du commerce du 14 juillet 1749.)

26 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). A cause des faibles ressources des colons embarqués pour la Nouvelle-Ecosse, on chargera sur les navires tous les approvisionnements nécessaires pour la durée de trois mois. "B.T.N.S.", vol. 33, p. 419

(Duplicata dans la série "A. & W. I.", vol. 595.)

28 avril, Whitehall. Les mêmes aux procureur et soliciteur généraux. Ils demandent leur avis sur la formule de concession de terres aux colons en la Nouvelle-Ecosse. 420

28 avril, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il a renvoyé dans la Nouvelle-Angleterre les six compagnies qui ont été employées à la défense de la Nouvelle-Ecosse. Nécessité d'un règlement des limites entre la France et la Grande-Bretagne, vu les continuels empiètements des Français. Il mettra sous ce pli copie d'une lettre du gouverneur du Canada, laquelle prouve cette nécessité. Ci-inclus aussi copie de sa réponse à La Galissonnière. Il adresse à Shirley copie de la correspondance.

F 14, "B.T.N.S.", vol. 9

Incluses. Lettre de La Galissonnière, du 15 janvier. Voir à cette date. Réponse, du 25 avril. V. à cette date.

(Duplicata inclus dans la lettre des lords du commerce, du 14 juillet. Voir "A. & W. I.", vol. 595.)

Lettre semblable, de même date, au secrétaire d'Etat, contenant copie de la correspondance avec La Galissonnière.

"A. & W. I.", vol. 31, p. 46

29 avril, Whitehal Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui transmettent un projet de commission et d'instructions pour Cornwallis, nommé gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 423

(Duplicata de cette lettre dans la série "A. & W. I.", vol. 595.)

Incluses. Représentations au roi concernant la commission.

"B. T. N. S.", vol. 33, p. 424

Commission. 427

Les instructions sont dans la série "B. T. N. S.", vol. 34, p. 1. Elles sont fort longues et détaillées. A l'article 20, il est dit que les émigrants devront être répartis comme suit: à Chibouctou, 1,200; aux Mines, 500; à La Hève, 300; à Whitehead, 500; à la baie Verte, 500.

Les instructions concernant le commerce et la navigation se trouvent à p. 391 du même volume.

1749.
29 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Comme il n'y a de tonnage préparé que pour 2,572 personnes et que l'on compte près de 200 émigrants de plus à Liverpool, Hardman offre le navire *Sarah* pour transporter ces derniers. Il faudrait prendre ce navire et y embarquer trois mois de vivres. "A. & W. I.", vol. 595

1er mai, Whitehall. Les mêmes au même. Ils se plaignent qu'il reste encore cinq navires à pourvoir de couvertures de lits et qu'il n'y ait pas eu d'avis donné de l'affrètement d'un navire du capitaine Cook. Ce dernier bâtiment descendra à Long-Reach pour recevoir ses passagers.
"B. T. N. S.", vol. 33, p. 120

2 mai, "St-James's." Arrêté du Conseil, approuvant la commission, etc., d'Edward Cornwallis, nommé gouverneur de la Nouvelle-Ecosse ou Acadie.
F 77, "B. T. N. S.", vol. 9

2 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Hughes, commissaire de marine à Portsmouth. Il devra voir à faire embarquer les personnes qui se sont inscrites à son bureau. "B. T. N. S.", vol. 33, p. 122

5 mai, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Sur les comptes relatifs à l'expédition qui avait été projetée contre le Canada.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 152

5 mai, Whitehall. *Incluses.* Documents concernant les comptes du New-Hampshire pour l'expédition. 153-173

Les Lords du commerce au "Board" de l'artillerie. L'ingénieur et les autres officiers à destination de la Nouvelle-Ecosse seront reçus sur le *Baltimore*. Leurs seigneuries donneront l'ordre que les officiers d'artillerie envoyés par le "Board" aient, à leur arrivée, tous les encouragements, etc., qui sont offerts aux autres de même rang qu'eux.

6 mai, Whitehall. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 123

7 mai, Whitehall. Les mêmes à Lascelles, du génie. L'ordre a été donné de recevoir les quatre officiers et les dix soldats du train à bord du *Baltimore*. 126

9 mai, Boston. Pouvoirs et instructions des lords du commerce à Ezekiel Gilman, qui s'en va construire des scieries, etc., dans la Nouvelle-Ecosse. 124

9 mai, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Reçu copie du traité de paix définitif conclu à Aix-la-Chapelle, qu'il fera dûment publier.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 174

Le même à La Galissonnière. En réponse à sa demande concernant les Abénakis, il lui écrit que ces sauvages aussi bien que les habitants français sur la rivière Saint-Jean sont sur territoire britannique et partant sujets du roi. Des émissaires envoyés à Annapolis-Royal, qui n'étaient rien autre que des espions, sont revenus avec une bande de sauvages sous la conduite de Le Loutre; la bande a surpris ceux qui étaient hors du fort et en a tué autant qu'elle a pu; elle a détruit le bétail, brûlé des maisons, commis en un mot toutes sortes d'hostilités jusqu'à l'arrivée des troupes. Pour cette conduite perfide, on a déclaré la guerre aux Abénakis, et ils ne seront admis à la paix que quand ils auront fait leur soumission et donné toute satisfaction. A l'égard de ses menaces (La Galissonnière), s'il juge convenable d'être de la guerre à titre d'auxiliaire des sauvages, Shirley ne doute aucunement que les sujets de Sa Majesté ne puissent exercer de justes représailles sur le Canada. La conduite des missionnaires aux Mines, chassés pour faits de trahison, aurait mérité une punition plus sévère que l'expulsion dont il (La Galissonnière) voudrait demander compte à Mascarene. Sa prétention au droit d'envoyer des missionnaires de France résider parmi les sujets de Sa Majesté dans la Nouvelle-Ecosse et sa défense au gouverneur de rien changer aux choses eclésiastiques, sont à tout le moins extraordinaires; et la lettre de l'évêque de Québec, qui annonce son intention de visiter la Nouvelle-Ecosse comme y ayant charge d'âmes, comporte une tentative inadmissible. Son intention (La Galissonnière) en ce qui concerne les sujets de Sa Majesté dans la Nouvelle-Ecosse, a de quoi surprendre davantage encore.

1749.

Après de telles prétentions, on peut trouver moins étonnant qu'il empiète sur les confins de la province. "A. & W. I.", vol. 595

(Pièce incluse dans la lettre des lords du commerce du 13 juillet. Voir aussi Gg 25, 26, "B. T. N. S. Massachusetts", vol. 73.)

10 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Kilby. Ordre de remettre à Pownall la somme nécessaire pour solder la dépense de commis surnuméraires, etc., se rapportant à l'embarquement des colons partis à la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 127

10 mai, Boston. Shirley aux Lords du commerce. Il a reçu de Mascarene copie d'une lettre adressée à celui-ci par La Galissonnière et de sa réponse, et écrit à La Galissonnière en appuyant sur certains points plus que Mascarene ne l'a fait. C'est la première fois qu'un gouverneur français a pris parti pour les sauvages et marqué l'intention de les soutenir dans leurs hostilités. Les Sauvages n'ont jamais été compris dans les traités de paix conclus entre les puissances en Europe, mais ont toujours eu des traités à part avec les gouverneurs du roi. La lettre de La Galissonnière montre l'urgence du règlement des frontières; car les Français paraissent résolus à mettre obstacle à la colonisation de la Nouvelle-Ecosse, notamment aux Mines et à Chignectou, dont il faut absolument assurer la sécurité. Créer là des établissements ne sera pas chose facile; et il sera nécessaire d'avoir un fort régulier, pourvu d'une nombreuse garnison, sur l'isthme entre la baie Verte et Beaubassin. "A. & W. I.", vol. 595

(Pièce incluse dans la lettre des lords du commerce, du 14 juillet 1749.)

11 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il voudra bien demander à l'amirauté de donner l'ordre que le navire qui est à Liverpool mette à la voile pour Chibouctou aussitôt après avoir embarqué ses passagers. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 128

15 mai, Portsmouth. Les Lords du commerce à Cornwallis. Détail du nombre des colons à destination de la Nouvelle-Ecosse. Mutinerie à bord du *Merry Jack*; les passagers ont été transbordés sur d'autres navires. Ils (les lords) lui ont envoyé par le capitaine Rouse sa commission et d'autres documents, avec des plans de la Nouvelle-Ecosse faits par Durell (ces plans, que Durell avait levés en 1736, se trouvent dans le vol. 9 du "Board of Trade Maps", sous les nos 2 et 3) et la liste des passagers, aussi complète que possible. Cornwallis donnera des terres aux colons, et ces concessions seront proportionnées à leurs familles et à leur rang. Leurs seigneuries lui envoient aussi des exemplaires d'une déclaration qu'il devra faire aux habitants français, des autorisations d'arpentage, des formules de concession avec clause défendant d'aliéner pendant tant d'années, en vue de prévenir les abus qui se sont produits dans les colonies. La commission pour le jugement des pirates, émise en 1728, subsiste toujours. Une copie lui en est envoyée. Instructions pour empêcher les désertions et pour concéder des terres à Dunkley, qui se propose d'y dépenser des sommes considérables en opérations de colonisation. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 129

27 mai, Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il lui accuse réception de dépêches, avec l'ordre de remettre l'île aux Français, et une copie du traité définitif. Il a reçu les ordres relatifs au départ des troupes et à l'enlèvement de l'artillerie, etc., la copie des propositions à faire à tous ceux qui voudront aller s'établir dans la Nouvelle-Ecosse, mais sans les plans de colonisation mentionnés pour les troupes. Il a envoyé quelqu'un à Annapolis et à Chibouctou pour communiquer avec Cornwallis. Chibouctou, à ce qu'il comprend, est le premier endroit à coloniser. "A. & W. I.", vol. 65, p. 227

2 juin, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Il a, suivant ses instructions, proclamé la paix le 20 mai. Il rapporte l'arrivée d'officiers, avec 20 ou 30 hommes du Canada et un certain nombre de sauvages; ils viennent construire un fort et faire un établissement à l'embouchure de la rivière Saint-Jean, et ils attendent deux navires de Québec, qui leur amènent

1749.

des provisions et des matériaux. Environ 30 lieues en amont, il y a un établissement de familles françaises ayant prêté le serment d'allégeance. Le territoire est dans les limites de la Nouvelle-Ecosse. Si on laisse se former l'établissement projeté, il tiendra en échec les autres, empêchera qu'on ne s'assujétisse les habitants français et entravera la navigation. Nécessité pressante d'un règlement des limites.

F 80, "B. T. N. S.", vol. 9

(Le vol. 595 de la série "A. & W. I." contient de cette pièce une copie communiquée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 10 août 1749.)

Lettre semblable mais non tout à fait identique adressée par Mascarene au secrétaire d'Etat à la même date. "A. & W. I.", vol. 31, p. 55

18 juin, Boston. Shirley au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il n'a eu aucun avis de l'arrivée de Cornwallis à Annapolis ou sur la côte. Envoie copie d'une lettre de Mascarene, indiquant les desseins des Français, qui s'établissent sur la rivière Saint-Jean. Il (Shirley) ne peut envoyer de bâtiment de guerre visiter le fort qu'ils construisent; mais Cornwallis va sans doute en amener un ou plusieurs, et il lui sera possible alors d'empêcher les Français de continuer leurs entreprises. "A. & W. I.", vol. 63, p. 176

(Duplicata à p. 177.)

Incluse. Lettre de Mascarene. 178

(Duplicata à p. 179.)

22 juin, Chibouctou. Cornwallis aux Lords du commerce. Son arrivée. Retards en mer. Il s'est dirigé sur ce port-ci pour éviter les risques de la baie de Fundy, n'ayant pas de pilote qui connût la côte. Il a donné ordre à Hopson d'amener la garnison à Chibouctou mais celui-ci n'a pas de transports, et des arrangements se font à Boston pour lui en fournir. Il a été mandé à Mascarene de venir ici avec un quorum du conseil pour sa prestation de serment (Cornwallis). Description du pays: c'est une forêt continue.

F 81, "B. T. N. S.", vol. 9

(Dans "A. & W. I.", vol. 595, copie de cette pièce, qui fut envoyée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat, le 19 août 1749.)

Lettre semblable, mais non tout à fait identique, adressée le 22 juin au secrétaire d'Etat. "A. & W. I.", vol. 31, p. 56

Lettre, en date du 23, adressée au secrétaire d'Etat; copie presque conforme de la précédente. 59

28 juin, Chibouctou. Hugh Davidson à R. N. Aldworth. Le sloop est à cette heure sous voiles pour Boston; les transports ont été contremandés, parce que ceux qui amènent les colons sont arrivés ou arrivent. Il y a un chef sauvage sur l'un des bâtiments. "A. & W. I.", vol. 31, p. 60

1er juillet, Plantation-Office. John Pownall à Richard Leveson Gower. Titre d'après lequel Canso est possédé comme portion de la Nouvelle-Ecosse; suivi d'un extrait de la concession faite à sir William Alexander en 1621. "A. & W. I.", vol. 595

9 juillet, Chibouctou. Ordonnance (en français) portant défense aux Français d'élever un fort ou de faire un établissement sur la rivière Saint-Jean, laquelle est en la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 595

(Copie communiquée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 1er septembre 1749.)

9 juillet, Chibouctou. Cornwallis à Rouse, du sloop *Albany*. Ordre d'aller à la rivière Saint-Jean pour constater quels ouvrages les Français y exécutent et leur demander de quelle autorité ils agissent de la sorte. Il ira aussi au port Mouton, pour examiner l'établissement qu'il y a là.

"A. & W. I.", vol. 595

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 1er septembre.)

14 juillet, Chibouctou. Procès-verbal du premier conseil tenu par Cornwallis, où il a prêté le serment et reçu les députés de la rivière aux Canards, du Grand-Pré et de Pigiguit (Windsor). La séance eut lieu sur le transport *Beaufort*.

"A. & W. I.", vol. 595

1749.

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 1er septembre.)

14 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui transmettent une lettre de Mascarene, du 28 avril, la correspondance avec La Galissonnière sur les droits de la Grande-Bretagne, et copie d'une lettre de Shirley en réponse à La Galissonnière. "A & W. I.", vol. 595

(La correspondance incluse dans cette lettre a été analysée aux dates des pièces: 15 janvier, 25 avril, 9 mai. Il y a un duplicata de la lettre à Bedford dans la série "B. T. N. S.", vol. 34, p. 139.)

14 juillet, Port de Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il a continué les préparatifs pour l'évacuation. Arrivée de Des Herbiers le 27 juin, qui venait prendre possession de l'île. Il a réglé avec lui les points mentionnés dans le document ci-inclus. Le 12, il a remis la place, et fait embarquer la garnison sur les transports français offerts par Des Herbiers et qu'il avait refusés, jusqu'à ce qu'il se soit vu pressé par lui d'évacuer; c'est alors seulement qu'il les a acceptés sous la condition exprimée dans le document intitulé: "Conclusions du conseil de guerre". Ses raisons pour cela et sa correspondance avec Cornwallis sur ce sujet: les transports attendus n'étaient pas arrivés pour emmener les troupes laissées dans le poste après l'envoi d'un détachement à Chibouctou, et Cornwallis n'avait pu lui en procurer. Hopson rend compte de tous ses actes jour par jour, pour montrer comment il s'est trouvé dans la nécessité d'accepter l'offre de Des Herbiers. "A. & W. I.", vol. 65, p. 229

Incluses. Liste des pièces envoyées. 231

Conclusions du conseil de guerre et convention avec Des Herbiers. 232

Préliminaires à régler entre Hopson et Des Herbiers, pour faciliter l'évacuation de l'île Royale (Cap-Breton). 233

Résolutions prises les 3—et 14 juillet, relativement aux différences de nombre et de calibre des pièces d'artillerie, etc. Arrêté que toutes les armes, etc., hors celles mentionnées en l'inventaire, seraient emportées par Hopson. 234

Liste des armes, etc., et récépissé de Des Herbiers. 235-243

14 juillet, Port de Louisbourg. Hopson au Secrétaire d'Etat (Bedford). Politesse et honnêtetés de Des Herbiers durant les pourparlers pour l'évacuation du Cap-Breton. 244

18 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Etat des choses sur les transports où sont embarqués les colons, lors de l'inspection faite à Spithead. Les plaintes au sujet des provisions sont à peu près sans fondement. Il manquait le riz demandé pour les enfants et les nourrices. Détails sur les désordres survenus à bord du *Merry Jack*; les colons ont été transportés sur un autre navire. On soupçonne que la mutinerie à bord du *London* et la désertion de l'équipage ont eu lieu avec la connivence du capitaine pour retarder le voyage. La flotte est partie le 17 de Spithead, ayant un vent favorable. "B. T. N. S.," vol. 34, p. 440

Il y a une autre lettre à l'amirauté, du 28 août, qui substantiellement contient les mêmes informations.

20 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) aux Lords du commerce. S'assurer quels sont les sauvages que l'on doit compter comme amis ou sujets, conformément aux conditions de l'article 15 du traité d'Utrecht. Jusque-là il ne saurait donner des instructions satisfaisantes à Shirley et à Mascarene. "F 79, "B. T. N. S.," vol. 9

23 juillet, Chibouctou. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Arrivée des transports le 27 juin. Ils seront prêts à appareiller aussitôt que les colons seront débarqués. Un sloop a été contremander les transports que l'on préparait à Boston. Accord arrêté par Hopson avec le commissaire français. Son désappointement en apprenant que Hopson n'avait pas été pourvu de transports. Le contre-ordre est parvenu à Boston assez tôt pour prévenir le départ de ceux qu'on y avait loués, à l'exception d'un seul qui était déjà en route. Mesures prises afin d'empêcher les Français de créer un établissement sur la rivière Saint-Jean. Mascarene est venu avec cinq

1749.

membres du conseil ; il (Cornwallis) a prêté les serments et nommé un nouveau conseil, composé de Mascarene, Howe, Gorham, Benj. Green, Salisbury et Davidson, auxquels il a depuis adjoint Steele. Il envoie un plan du havre ; la ville sera située sur le côté ouest, au penchant d'une colline qui commande toute la presqu'île et abrite la ville contre les vents du nord-ouest. Description du rivage et du port. Quels en sont les meilleurs endroits où construire des fortifications. Il a fait débarquer les colons sur l'île Saint-George, où il a un corps de garde et des magasins ; il se propose d'y bâtir une poudrière. Le défrichement est commencé. Il a toutes prêtes la charpente et la planche pour sa maison. Les sauvages paraissent être disposés à la paix. Ils recevront des présents aussitôt qu'ils auront consenti à traiter. Moyens qu'il prend pour assurer la soumission des habitants français. "A. & W. I.," vol. 31, p. 61

Incluses. Lettre à Rouse lui disant d'empêcher tout accroissement de l'établissement français sur la rivière Saint-Jean. 65

Proclamation (en français), en date du 9 juillet, portant défense aux sujets français de faire un établissement sur la rivière Saint-Jean. 66

(Duplicata de la lettre à p. 75. et des autres pièces à p. 82.)

24 juillet, Chibouctou. Cornwallis aux Lords du commerce. Arrivée de transports. Ordres dépêchés à Boston de contremander le louage de bâtiments. Transports envoyés à Hopson. Le nombre de colons, hommes, femmes et enfants, est de 1,400 ; là-dessus le nombre des hommes utiles est très faible ; celui des soldats de 100 seulement ; celui des ouvriers, journaliers, etc., disposés à travailler, à peine 200 de plus ; le reste est sans valeur, se composant de gens incommodes ou d'humeur séditieuse. Bons effets des punitions. Les quelques Suisses qu'il y a sont honnêtes, rangés et laborieux. Cornwallis espère que l'on trouvera moyen d'en encourager d'autres à venir, et suggère de distribuer des avis en Allemagne, faisant savoir que les cultivateurs, artisans et soldats, de religion protestante, auront ici les mêmes droits et privilèges que les sujets naturels de Sa Majesté. Il va être obligé de fournir aux colons des vêtements, qu'ils lui paieront en travail. Il a nommé les plus capables surveillants des travaux. Difficulté de la colonisation, n'y ayant pas de terres déboisées. Tous les colons cependant seront mis à couvert avant que l'hiver vienne. Envoi de plans levés par Brewse et Durell. (Une note dit qu'ils ont été reçus). Les meilleures positions pour les forts. Objection contre le choix de Sandwich, premier point désigné. Cornwallis emploie en ce moment les charpentiers à bâtir des *loghouses*, quais, etc. Les sauvages sont paisibles et promettent de prendre de lui d'autres commissions en place de celles qu'ils tiennent des Français. Des troupes et un sloop armé ont été envoyés aux Mines. F 82, "B. T. N. S.," vol. 9

Incluses. Instructions à Rouse, de l'*Albany*, envoyé au bassin des Mines ; et ordonnance (en français) portant avertissement aux Français de ne point former d'établissement à l'embouchure de la rivière Saint-Jean. F 83

Procès-verbal du conseil : choix des nouveaux conseillers et prestations de serment. Formule du serment à prêter par les habitants français. Conférence avec les députés français. F 84

(Duplicata de la dépêche dans "A. & W. I.," vol. 595. Il est dit que le nombre des colons est de 14.)

24 juillet, Chibouctou. Cornwallis au Secrétaire d'État (Bedford). Il lui rend compte de ses actes et de ses difficultés. Il ne faudrait qu'un travail suivi pour faire de cette possession la plus florissante des colonies du nord. Il espère que sa conduite par rapport aux empiétements des Français sur la rivière Saint-Jean sera approuvée ; il aurait désiré pouvoir lui-même aller les arrêter. De Ramsay avait passé à la baie Merligoch (*sic*) avant son arrivée. C'est le mouillage de la force sous Ramsay au port Mouton qui a donné naissance aux bruits que les Français voulaient s'y établir.

"A. & W. I.," vol. 31. p. 67

1749.
24 juillet, Chibouctou. Hugh Davidson à Aldworth. Lettres envoyées par l'*Everley*. Quatre compagnies sont arrivées de Louisbourg. On attend Hopson demain. Par le nombre des troupes les Français et les sauvages auront le spectacle de la cession la plus imposante qui ait peut-être encore eu lieu.
"A. & W. I.," vol. 31. p. 68

24 juillet, Amirauté. La conduite de certains capitaines de transports sera dénoncée aux lords de l'amirauté à leur première réunion. F 78, "B. T. N. S.," vol. 9

Dans cette lettre est enfermé un rapport disant que le *Sarah*, avec 116 passagers à destination de la Nouvelle-Ecosse, a été rejeté par une tempête à Topper Murray (Tobermory ?). Le rapport envoyé par le capitaine du *Scorpion* est daté de Greenock le 10 juillet.

27 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). A la question (voir la lettre du 20 juillet) : que sont ou doivent être les sauvages, des amis ou des sujets de la Grande-Bretagne ? ils répondent, qu'en 1719, Bladen fut avec Pulteney chargé de traiter avec des commissaires français, qui étaient le maréchal d'Estrées et l'abbé Dubois, l'affaire de la délimitation. Or, le point de savoir si l'article 15 concernait les sauvages dont il s'agit aujourd'hui ne paraît pas avoir été même touché dans leurs discussions. Les Abénaquis, les sauvages dont il est question à cette heure, ont toujours demeuré sur la rivière Saint-Jean, au cœur de la Nouvelle-Ecosse, ont reconnu le roi et se sont soumis à lui d'une façon aussi pleine et entière qu'ils l'avaient fait envers le roi très chrétien, comme en témoigne la ratification du traité fait à Boston en 1725, en sorte que la demande de La Galissonnière est sans raison d'être. Les Abénaquis, s'étant départis de leur allégeance en prenant les armes pour l'ennemi et attaquant Annapolis-Royal, leurs seigneuries sont d'avis qu'ils doivent renouveler leur soumission avant qu'on leur accorde la paix.
"B. T.N. S.," vol 34, p. 141

Il y a deux copies de cette lettre et deux copies de la ratification par les sauvages de la rivière Saint-Jean, faite le 4 juin 1726 à Annapolis-Royal, du traité conclu à Boston le 15 décembre 1725, dans la série "A. & W. I., "vol. 595. Pour le traité et la ratification, voir les incluses de la lettre d'Armstrong, en date du 26 juillet 1726. "A. & W. I.," vol 29, pp. 75-78

Voir aussi la pièce C 132, dans la série "B. T. N. S.," vol. 4.

1er août, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Ils lui transmettent copies de lettres, etc., relatives aux demandes de La Galissonnière ; il y verra combien ces demandes sont extravagantes. (Mêmes informations que dans la lettre précédente.) Il devra veiller à la sûreté de la province et surveiller attentivement les opérations des Français.
"B. T. N. S.," vol. 34 p. 145

10 août, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford). Mascarene leur écrit que des Français et des sauvages du Canada sont allés élever un fort et faire un établissement à l'embouchure de la rivière Saint-Jean et que deux bâtiments descendaient le Saint-Laurent chargés de provisions et de matériel pour eux. Ci-inclus copie de la lettre de Mascarene pour être mise sous les yeux du roi. La rivière Saint-Jean est au cœur de la Nouvelle-Ecosse, et si on laissait les Français bâtir un fort à son embouchure, on pourrait s'attendre aux plus funestes conséquences. "B.T.N.S.", vol. 34, p. 149

(Le vol. 595 de la série "A. & W. I." contient une copie de cette lettre et de son incluse. Pour la lettre de Mascarene, voir à la date de 2 juin.)

19 août, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui adressent copie d'une lettre de Cornwallis, expliquant pourquoi il s'est transporté à Chibouctou, au lieu d'aller à Annapolis-Royal, et donnant des détails sur le pays et sur ses habitants. "B.T.N.S.", vol. 34, p. 151

Incluse. Lettre de Cornwallis, du 22 juin. Voir à cette date.

20 août, Chibouctou. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Inconvénients résultant du manque de locaux pour l'emmagasinage de l'immense quantité d'appro-

1749.

visionnements rapportés de Louisbourg. La ville est tracée et chacun sait où bâtir. Il n'a pu gagner les colons à élever des ouvrages de défense autour de la ville. Le plan ci-inclus montre comment celle-ci est disposée et comment on pourvoit à sa sûreté. Arrivée de députés français avec une lettre, dans laquelle ils réclament le libre exercice de leur religion et l'exemption absolue de porter les armes en temps de guerre, disant que, sans cela, les sauvages les massacreraient; ce qui pourtant est la meilleure raison qu'ils puissent avoir de s'armer; puisque l'on voit 200 sauvages aujourd'hui en imposer à une population de 10,000 âmes. Retour du capitaine Howe de la rivière Saint-Jean, avec des députés sauvages, qui ont renouvelé leur serment de fidélité. Il n'y avait personne au vieux fort à Saint-Jean. Une goélette française y étant venue fut saisie, et son capitaine envoyé vers le haut de la rivière pour en ramener le détachement français, Les officiers, avec 30 hommes et 150 sauvages, s'en revinrent, leur pavillon déployé, mais on le leur fit baisser. Les officiers montrèrent les instructions de La Galissonnière leur mandant de s'établir là. Les députés sauvages ont consenti à être transportés à Chibouctou. "A. & W. I.", vol. 31, p. 72

Incluses. Lettre des députés français et réponse. 69

Liste des officiers civils nommés à Chibouctou, avec leurs rétributions. 79

(Duplicata à p. 83.)

Lettre de Boishébert à Cornwallis, datée du 16 août, où il dit que, comme la paix paraît se confirmer, il ne la troublera point en faisant des difficultés inutiles. 80

(Duplicata à p. 83.)

Une lettre semblable à la dépêche ci-dessus, sans y être entièrement identique cependant, fut adressée le même jour (20 août) aux lords du commerce; elle contenait quelques informations supplémentaires. Voir "B.T.N.S.", vol. 9. Pour le plan mentionné dans les deux lettres, voir la lettre du 17 octobre, avec évaluations. F 100 et F 102, "B.T.N.S.", vol. 9.

20 août, Piscataqua. Pepperrell au Secrétaire d'Etat (Bedford). Félicitations à l'occasion de la paix. Ses remerciements pour la demi-paye qui lui est allouée et aux officiers levés pour la réduction de Louisbourg. Il a dépensé une partie considérable de ses biens dans cette expédition sans recevoir ni paye ni subsistances des provinces, dont il commandait toutes les troupes. Il sera toujours prêt à exécuter les ordres de Sa Majesté. "A. & W. I.", vol. 31, p. 85

25 août, Amirauté. L'Amirauté aux Lord du commerce. Les preuves contre Barrett, accusé de meurtre à bord du *Merry Jack*, n'étant pas suffisantes, on l'a relaché ainsi que les témoins. F 92, "B.T.N.S.", vol. 9

26 août, Halifax. Compte rendu du procès de Peter Carteel pour le meurtre d'Abraham Goodfeder, second maître d'équipage du *Beaufort*. (Copie envoyée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 16 octobre. "A. & W. I.", vol. 595

1er septembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui transmettent une lettre de Cornwallis, contenant des détails sur les colons, les habitants français et les sauvages. Procès-verbaux du conseil exécutif, etc. "B.T.N.S.", vol. 34, p. 158

Incluses. Lettre de Cornwallis au capitaine Rouse (sans date). Pour la date V. au 9 juillet. Aussi ordonnance de même date, portant défense de bâtir un fort sur la rivière Saint-Jean, etc.

Procès-verbaux du conseil, 14 juillet. V. à cette date.

(Duplicatas dans "A. & W. I.", vol. 595.)

7 septembre, Chibouctou. Lettre (en français) des habitants français, remise par leurs députés aux jour et lieu mentionnés en marge. Il y est dit que ces habitants ont eu la promesse de privilèges par Philipps lorsqu'ils ont prêté le serment

1749. de fidélité; qu'à cause de ce serment les sauvages ont proféré dans le temps des menaces contre eux; que la totalité des habitants se refuse à faire le serment prescrit par Cornwallis, mais prêtera celui qui avait été proposé par Philipps et qui les exempte du service des armes. Si l'on persiste à en exiger un autre d'eux, les habitants sont résolus à quitter le pays. Leur serment à Philipps aurait-il été annulé? "A. & W. I.", vol. 595

Réponse de Cornwallis, même date. Il est surpris de leurs demandes. Depuis l'expiration de l'année stipulée au traité d'Utrecht pour leur départ, ceux qui sont restés sont devenus par là même sujets britanniques, déclarés tels par le roi de France. Ils ne doivent pas supposer qu'ils puissent posséder terres et maisons à d'autre titre qu'à celui de sujets du souverain de la province. Si Philipps a consenti aux exemptions qu'ils réclament, il a manqué à son devoir. Soit qu'ils prêtent ou non le serment, leurs obligations envers le roi sont les mêmes. Mais ils sont conduits par des gens qui ont intérêt à les en détourner. Ce n'est pas le serment qui les rendra sujets; ils le sont déjà. S'il entre dans ces explications c'est à cause de leur inexpérience; du reste il ne s'agit pas de cela, mais d'obéir. Ils parlent de leurs services, mais quelle preuve ont-ils donnée de leur zèle et de leur attachement à leur roi? Voici plus de 34 ans qu'ils sont sujets de la Grande-Bretagne; durant ce temps ils ont joui de leurs biens et de leur religion. Qu'ils témoignent, leur reconnaissance en se montrant prêts à donner leurs services, étant de ce requis. Et Cornwallis leur ordonne de fournir 50 hommes dans dix jours pour aider les colons pauvres à se bâtir des maisons; ils seront payés en argent et en denrées. "A. & W. I.", vol. 595

(Copie des deux pièces: lettre et réponse, envoyée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 16 octobre.)

11 septembre, Chibouctou. Cornwallis aux Lords du commerce. Progrès des travaux de fortification. La place, une fois achevée, n'aura rien à craindre des sauvages. Les Micmacs et les sauvages de la rivière Saint-Jean, ceux-ci ayant Leutre (Le Loutre) à leur tête, ont eu le dessein d'attaquer Chibouctou. Ils ont pris vingt prisonniers à Canso. Des bâtiments armés ont été dépêchés pour les faire rendre et pour protéger les moissonneurs. Un de ces bâtiments avait ordre d'aller de port en port dans le but de prendre langue, mais il devait, si possible, éviter toute querelle avec les sauvages. Les prisonniers, menés à Louisbourg, ont été remis en liberté par Des Herbiers. Les Français font tout en leur pouvoir pour exciter contre nous les sauvages, qui sont à cette heure à Cobequid avec Le Loutre. Si les sauvages recommencent les hostilités, il ne faudra plus jamais faire de paix avec eux. Il est possible, à l'aide de forces de terre et de mer, d'extirper leur race, ce qui ôterait aux habitants français leur seul prétexte de se refuser à être sur le même pied que les Anglais. Les députés ont présenté une lettre signée par 1,000 habitants français, où il est dit que l'on partira plutôt que de prêter le serment d'allégeance. Il ne croit pas que l'on parte cette année. Dans sa réponse, il n'a modifié en rien sa primière déclaration ni même n'en a parlé. Mais ensuite il a eu avec les députés un entretien privé, et ceux-ci sont retournés en bonne humeur. Honteux état du régiment à Annapolis. Gorham s'en va à l'entrée de la baie (de Fundy) pour tenir libres les communications avec les Mines. Il est accompagné d'un bâtiment armé, chargé de l'aider, et qui aussi transporte les matériaux d'un baraquement. Le 30 août, sont arrivés 116 colons. Ils ont déjà déboisé et essarté un emplacement pour leurs maisons. Il a été fourni des vivres à 1,574 individus la semaine dernière. Ci-inclus le rapport sur le procès de Carteel. Besoin de bâtiments armés.

F 89, "B.T.N S.", vol. 9

(Etaient incluses dans cette dépêche la lettre des habitants français et la réponse de Cornwallis. Il en fut envoyé copie au secrétaire d'Etat le 16 octobre. "A. & W. I.", vol. 595

1749.

Lettre semblable envoyée au secrétaire d'Etat sous la même date.
"A. & W. I.", vol. 31, p. 97

Incluses. Lettre des habitants français et réponse. Voir au 7 septembre. Compte rendu du procès de Peter Carteel. Voir au 26 août.

11 septembre, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Les accusations contre les capitaines des transports à Portsmouth ont été communiquées aux commissaires de la marine. "F 93, "B.T.N.S.", vol. 9

11 septembre, Chibouctou. Hugh Davidson à Aldworth. Progrès rapides de l'établissement. On y est maintenant en sûreté: 10,000 sauvages ne pourraient point le détruire. Les transports ont amené 1,411 hommes; des vivres se distribuent à présent à 1,675 personnes. Il est venu beaucoup d'hommes utiles de Louisbourg et de la Nouvelle-Angleterre. Il (Davidson) ne pense pas que les sauvages fassent aucune tentative d'attaque; s'ils l'osaient, il faudrait les extirper de la province. La grande affaire est de percer des routes à travers le pays, et d'un établissement à l'autre. Il suffira d'une année pour ouvrir les principales. En un an ou deux on n'aura que faire des sauvages dans la péninsule. Les Micmacs sont misérables. Peu de valeur des compagnies à Annapolis; le gouvernement y est mauvais. Les Français demeurent foncièrement français, dirigés qu'ils sont par un "set of rascally French priests." Belle situation d'Halifax. Promesses de la pêche. "A. & W. I.", vol. 31, p. 109

21 septembre, Plymouth. Hopson au Secrétaire d'Etat (Bedford). Son arrivée. Il a apporté diverses dépêches, etc., qu'il ne peut aller lui remettre, étant trop malade, mais il les lui envoie par un exprès. 87

Une note, de la même date, accompagnait les dépêches mentionnées dans la lettre précédente. 88

7 octobre, Chibouctou. Extrait du compte des sommes payées en argent comptant par l'ordre de Cornwallis à Chibouctou jusqu'à la date en marge. Elles montent à £6,045 5s. 1d. 124

16 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Résumé d'une lettre de Cornwallis du 11 septembre, lequel accompagne une copie de la lettre même et de ses incluses. "B. T. N, S.", vol. 34, p. 160

(La lettre et ses incluses, marquées F 89 et F 90, dont le vol. 9 de la série "B. T. N. S." contient une copie, ont été analysées ci-dessus à leurs dates respectives. Il y a une autre copie de la lettre des lords du commerce et des incluses dans la série "A. & W. I.", vol. 595.)

16 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Reçu ses dépêches. Il est heureux qu'au lieu d'aller à Annapolis, comme l'ordre lui en était donné, il ait été relâcher à Chibouctou. Leurs seigneuries l'approuvent d'avoir fait venir de Boston des transports pour ramener la garnison de Louisbourg, quoique après l'arrivée de ceux sur lesquels étaient les colons, ils n'aient plus été nécessaires. Elles louent aussi les moyens auxquels il recourt pour tirer les colons de leur indolence. Elles vont prendre des mesures afin d'avoir une émigration protestante étrangère qui se mêle à ces colons et les stimule. Approbation du plan pour la ville d'Halifax, de la liste des conseillers et de la distribution des lots de terrain aux colons. L'addition d'un contingent de la Nouvelle-Angleterre augmentera la force de la colonie, de même que l'adjonction des protestants français de la Martinique. Il fait plaisir à leurs seigneuries d'apprendre la soumission des sauvages de la rivière Saint-Jean. Elles demandent un inventaire des approvisionnements, etc. Observations touchant les déprédations des sauvages sous l'influence des Français du Canada. Ses mesures (Cornwallis) pour y mettre fin sont approuvées. Sa réponse aux habitants français est juste; s'ils exécutent leur résolution de quitter la province, il est raisonnable de les utiliser le plus possible jusqu'à leur départ. Demande de deux sloops à l'amirauté. Les procédures dans le procès de Carteel ont été régulières.

"B. T. N. S.", vol. 34, p. 163

1749.
17 octobre, Halifax.

Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Les Français se remettent à leur jeu ordinaire. De Lutre (Le Loutre), missionnaire des sauvages, les a encore une fois induits à recommencer les hostilités, et ils ont pris prisonniers vingt Anglais à Canso. Le 8 septembre, ils ont tenté de s'emparer de deux sloops, étant allés à bord sous couleur de faire de la traite. Le 30, ils ont tué quatre hommes, qui coupaient du bois près de la maison du major Gilman. Le conseil a décidé de ne point déclarer la guerre, mais de les traiter comme autant de bandits et de rebelles; qu'il fallait les poursuivre jusque dans leurs retraites; qu'on lèverait cinquante volontaires dans le "settlement" pour battre la forêt; qu'on demanderait une levée de cent hommes dans la Nouvelle-Angleterre, qui se joindraient aux *rangers* de Gorham pour parcourir toute la province; qu'il était opportun d'envoyer encore un présent de 1,000 boisseaux de blé aux sauvages de la rivière Saint-Jean afin de les affermir en leur allégeance; qu'une récompense de dix guinées serait offerte pour chaque sauvage, pris ou tué. A cet effet, proclamation publiée à Halifax, à Annapolis et aux Mines. Le capitaine Clapham a levé 70 volontaires en trois jours, dont 50 sont occupés en ce moment à battre les bois. Gorham envoie des détachements tout autour de la baie. Gilman est allé à Piscataqua lever 100 hommes. On achètera le blé aux Mines. How, qui le transportera à Saint-Jean, tâchera de gagner là des sauvages à faire la chasse aux Micmacs. Cornwallis ensuite demande des instructions relativement aux deux goélettes louées par Shirley pendant la guerre; les traites pour le loyer, etc., de ces goélettes ont été protestées. Environ 300 maisons, dans le "settlement," sont couvertes; deux forts achevés, et la barricade établie tout autour de la ville. Les postes à l'entrée de la baie et aux Mines sont en état de sûreté. Un détachement du régiment de Philipps demeurera au premier de ces deux postes, pour que Gorham puisse battre le pays. "A. & W. I.", vol. 31, p. 89

Incluses. Lettre (en français) se terminant ainsi: "Je te salue. Tous les sauvages de l'île Royale et de Malhickonneich 6 jours avant la St. Michel," (c'est-à-dire le 23 septembre 1749.) La lettre expose le titre des sauvages aux terres, pour la conservation desquelles ils ne pouvaient plus compter que sur Dieu. Un ver même peut se défendre quand il est attaqué; les sauvages qui valent davantage devraient en faire autant. Confiance que Cornwallis, en les voyant, leur dira des paroles qui réjouiront leurs cœurs. 92

Texte de la résolution prise par le conseil à propos des sauvages. 93

Proclamation. 94

Cornwallis à Des Herbiers, gouverneur de Louisbourg. Lettre en français datée du 21 septembre, qui signale à ce gouverneur les attaques des sauvages et les intrigues de Leutre (Le Loutre) dans les tribus. Cornwallis lui demande si Le Loutre est entré dans la province avec son aveu ou contre sa volonté: quoi qu'il en soit, la conduite qu'il a tenue est telle qu'une enquête est nécessaire. Quiconque viendra de sa part (Des Herbiers) sera bien reçu; mais s'il n'apporte pas de lettre de lui, on appliquera les lois. Les prêtres se vantent d'avoir converti les sauvages: si commettre toutes sortes de crimes, c'est être chrétien, il vaudrait bien mieux que le sauvage fût encore simple païen. Cornwallis demande la restitution de la goélette prise à Canso. Un bâtiment français eût-il été enlevé de la même façon dans un port de la Nouvelle-Ecosse, il trouverait son gouvernement bien faible ou bien vil s'il ne faisait pas rendre et punir les pirates. 95

Réponse de Des Herbiers, datée du 15 octobre. Il a renvoyé les prisonniers par les sauvages; mais la goélette n'a pas été amenée à l'île et il n'a aucune autorité sur les sauvages, qui sont des alliés, non des sujets. Le Loutre n'est pas comptable à lui de ses actes, mais au gouverneur général de la Nouvelle-France, ayant été envoyé à sa mission par le roi

1749.

de France. Si Cornwallis venait à découvrir quelque sujet français excitant des troubles, qu'il l'arrête et lui (Des Herbiers) punira le prisonnier, si ce dernier appartient à sa province, ou l'enverra à son propre gouvernement. Il déplore les cruautés des sauvages, mais aucune religion ne changera leur nature. Il apprend qu'un bâtiment de guerre de Sa Majesté est encore à l'ancre au port Toulouse. Le commandant a envoyé en demander la cause. Quand des navires de guerre désireront séjourner dans un des ports de l'île, ils devront s'adresser directement à lui (Des Herbiers). S'il peut découvrir la goélette prise par les sauvages, il tâchera de la ravoir, mais il ne pourrait employer la force. Page 96

(Duplicata de cette lettre à p. 123.)

Le même jour (17 octobre), Cornwallis écrivait aux lords du commerce une lettre semblable en substance à celle ci-dessus.

F 95, "B. T. N. S.", vol. 9

Mêmes incluses, sous les marques F 96 à F 100; avec en plus, sous la marque F 102, le plan mentionné à F 85 (20 août).

25 octobre, Québec. La Jonquière à Cornwallis (en français). Compliments personnels. La paix devrait conduire à une amitié mutuelle, ce qu'il inculque à ses Canadiens, et il voit avec plaisir que lui aussi (Cornwallis) fait de même dans son gouvernement. Il défend la lettre de La Galissonnière à Mascarene par diverses raisons, et discute en détail la portée des articles du traité d'Utrecht qui ont trait aux questions nord-américaines. (Copie envoyée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 22 janvier 1750.) "A. & W. I.", vol. 596

28 octobre, Québec. L'évêque de Québec (Pontbriand) à Cornwallis (en français). Il se propose de visiter pastoralement, à l'exemple de ses prédécesseurs, la Nouvelle-Ecosse comme partie intégrante de son diocèse. Il sait que les Acadiens sont sujets britanniques, et ne fera ni ne dira rien contre la soumission qu'ils doivent au roi. Il demande la permission d'envoyer des prêtres aux Acadiens, qui l'en ont prié. F 108, "B. T. N. S." vol. 9

(Copie envoyée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 22 janvier 1750. "A. & W. I.", vol. 596.)

1er novembre, Halifax. Cornwallis à La Jonquière (en français). Il a peine à croire qu'il ait approuvé la lettre de La Galissonnière. Clinton aurait eu plutôt droit que lui (La Jonquière) de se plaindre de marques de défiance au sujet des prisonniers. Cornwallis exprime sa surprise de le voir non seulement approuver la lettre de La Galissonnière, mais aussi lui-même envoyer un détachement à la rivière Saint-Jean, au mépris de la bonne foi et du droit des gens. Jusqu'à ce que les deux couronnes fassent convention autre, il tient que toute la côte de Saint-Jean, avec les lieux où les détachements français ont été envoyés, est dans la Nouvelle-Ecosse. Il a informé Sa Majesté britannique de ce qui se passe et en attendant les instructions il fera son devoir. F 107, "B. T. N. S.", vol. 9

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 22 janvier 1750. "A. & W. I.", vol. 596.)

1er novembre, Halifax. Le même à l'Evêque de Québec (en français). Il ne peut lui permettre d'exercer ses fonctions ecclésiastiques dans la Nouvelle-Ecosse. Il n'a point refusé des prêtres aux Acadiens, et tout récemment encore il a donné un passeport à l'abbé Maillard pour aller à l'île Royale (Cap-Breton). Serait heureux de procurer à la population de bons prêtres, à quoi l'on n'a pu réussir jusqu'ici. Etait-il convenable d'envoyer De Leutre (Le Loutre) comme missionnaire chez les Micmacs, pour les pousser à des cruautés envers ceux qui leur témoignaient de l'amitié? Il se persuade toutefois qu'en lui donnant sa mission il (l'évêque) ne l'avait point chargé de conduire les sauvages aux hostilités contre les alliés de son roi, et à leur propre ruine. Si quelque prêtre se permettait d'exercer ses fonctions sans l'aveu du gouverneur, il serait aussitôt arrêté et mis en jugement. F 109, "B. T. N. S.", vol. 9

1749.

(Copie communiquée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 22 janvier 1750.) "A. & W. I.", vol. 596)

1er novembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils lui adressent un extrait d'une lettre de Cornwallis datée du 20 août, concernant la construction de casernes, etc., et la liste des officiers civils avec leurs rétributions. "B. T. N. S.", vol. 34

(Pour la lettre entière, V. au 20 août.)

10 novembre. Requête de David Carnegie, médecin à bord du *London*, représentant les services par lui rendus aux passagers, sans y avoir l'emploi de médecin. F 94, "B. T. N. S.", vol. 9

10 novembre. C. Germain, prêtre français, à How. Il l'avertit que les sauvages projettent une attaque et qu'ils envoient demander de l'aide à Québec. "A. & W. I.", vol. 31, p. 118

24 novembre, Annapolis-Royal. John Gorham. Mémoire adressé à Mascarene sur la colonisation de la Nouvelle-Ecosse, en conséquence de la cession du Cap-Breton et de l'île Saint-Jean aux Français. F 73, "B. T. N. S.", vol. 9

1er décembre, Albany. John H. Lydieus à Cornwallis. Compliments. Desseins des Français sur la Nouvelle-Ecosse. La Corne, qui commandait aux Mines lorsque Noble fut tué, et de Linière ont quitté Québec, avec 600 Français et autant de sauvages qu'ils en ont pu lever; ils ont deux navires chargés de munitions de guerre et de bouche, et emportent des raquettes et des traîneaux pour pouvoir avitailler la baie Verte dans l'hiver. Aidés des traîtres parmi les neutres, ils vont tomber sur le "settlement." F 131, "B. T. N. S.", vol. 9

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai 1750. "A. & W. I.", vol 596.)

7 décembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. D'après la lettre de La Jonquière, dont copie ci-incluse, il est évident qu'il faut augmenter les forces pour maintenir les justes droits du roi. Le secrétaire d'Etat l'informe qu'une convention a été faite pour régler les délimitations. La lettre de La Jonquière montre combien les procédés des Français sont inexcusables; et la carte, tous leurs empiétements dans la presqu'île, jusqu'à cinq milles de Chignectou, où, en ce moment, les sauvages sont réunis. Le dessein des Français est clairement de pénétrer en arrière de tous les "settlements," témoin leur empiétement à Crown-Point en arrière de la Nouvelle-Angleterre et de New-York, accompli dans un temps de profonde tranquillité. S'ils veulent tenter la même chose à Chipody, il s'y opposera et y résistera de toutes ses forces. Des habitants, ennemis secrets, les aideront, tout au moins en leur fournissant avis et vivres; quelques-uns iront probablement jusqu'à prendre les armes. Ils pourront facilement se déguiser en sauvages, beaucoup ayant du sang indien dans les veines et assez de ressemblance avec les sauvages du pays. La sécurité de cette province, frontière des autres colonies, va dépendre du renfort qu'elle recevra. Mesures défensives. Points à garder. F 104, "B. T. N. S.", vol. 9

Autre lettre, même date, concernant les approvisionnements. F 105

Incluses. Lettres à La Jonquière, F 107; lettres de et à l'évêque de Québec, F 108, F 109. Ces lettres sont analysées ci-dessus à leurs dates respectives: 25 et 28 octobre et 1er novembre. Les lords du commerce en adressèrent copies au secrétaire d'Etat le 22 janvier 1750. "A. & W. I.," vol. 596. Il y a une lettre de Cornwallis au secrétaire d'Etat, semblable à celle du 7, sauf quelques variantes, qui est datée du 6, dans la série "A. & W. I.," vol. 31, p. 110, avec duplicata, mais datée du 7, à p. 111. Mêmes incluses que celles de la lettre aux lords du commerce, du 7, pp. 112, 117. Lettre de Germain, prêtre français, datée du 10 novembre, prévenant How d'une attaque projetée par les sauvages, p. 118. Autres pièces, pp. 119, 120.

1749.
7 décembre, Vieux-Logis. Handfield à Cornwallis. Capture d'Hamilton avec son monde, pendant qu'il faisait des arpentages. F. 134, "B. T. N. S.," vol. 9
(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai 1750. "A. & W. I.," vol. 596.)

10 décembre, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Etant sans nouvelles des Mines, il a envoyé Gorham avec sa compagnie rétablir les communications. Il apprend du capitaine Handfield qu'environ 300 Micmacs et sauvages de Saint-Jean ont, le 27 novembre, attaqué un détachement du poste, et l'a fait prisonnier. Le 4, ils se sont retirés à Chignectou avec leurs prisonniers, après plusieurs tentatives sur le fort. Tout cela ne fait que le convaincre davantage de la nécessité d'un renfort.
"A. & W. I.," vol. 31, p. 121

11 décembre, Boston. Phips à Cornwallis. Nouvelle apportée par Stevens, envoyé en Canada par Shirley, qu'il s'y fait de grands approvisionnements destinés aux sauvages pour une expédition secrète, qu'il suppose être contre Chibouctou, à laquelle vont se joindre 600 Français. Lydius a des informations supplémentaires. (Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai.) "A. & W. I.," vol. 596
Le rapport de Stephens (sans date) est dans la série "A. & W. I.," vol. 31, p. 86.

12 décembre, Pigiguid. Ordre (en français) par les sauvages aux habitants de Pigiguit, des Mines, etc., de prendre les armes avec des munitions, de marcher 30 hommes à la maison de Joseph Landry pour en renforcer la garde et le reste à Grand-Pré pour y joindre le détachement, sous peine de mort. C'est Dieu qui envoie le secours pour chasser les Anglais.
F 132. "B. T. N. S.," vol. 9
(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai. "A. & W. I.," vol. 9.)

18 décembre, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il lui communique une lettre du lieutenant-gouverneur Phips; les habitants de la Nouvelle-Angleterre craignent d'être attaqués cet hiver. Les sauvages, certainement, ne peuvent pas faire beaucoup de mal. Si les Français ne les excitaient, ils ne remueraient point. Il ne pense pas que les Français ouvertement envoient de leurs troupes ou des Canadiens attaquer les avant-postes, encore bien moins les établissements; mais ils enverront parmi les sauvages des officiers et des soldats déguisés. Comme les sauvages seuls sont incapables d'enlever le moindre des forts, si les irruptions avaient des effets graves, sa seigneurie pourrait être sûre que les Français y ont participé. Le détachement de La Jonquière se tiendra à proximité de l'isthme pour animer et soutenir les sauvages et leur fournir des munitions et des vivres. "A. & W. I.," vol. 31, p. 122

19 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Envoi de copie d'une lettre de Cornwallis, sur les déprédations des sauvages, etc., conduits par Le Loutre. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 174
(La lettre, datée du 17 octobre, a été mentionnée à sa date. Elle est marquée F 95 dans la série "B.T.N.S.", vol. 9, et suivie de ses incluses.)

20 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) aux Lords du commerce. Le roi les autorise à passer marché avec Dick, de Rotterdam, ou toute autre personne convenable, pour le transport à la Nouvelle-Ecosse de protestants étrangers, et à offrir un encouragement raisonnable aux familles protestantes étrangères en disposition d'émigrer à la province.
F 103, "B. T. N. S.", vol. 9

21 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Envoi d'un extrait d'une lettre de Cornwallis à propos de sommes déboursées à Chibouctou, etc.
"B. T. N. S.", p. 176

22 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Sa Majesté a donné l'ordre de passer traité avec lui pour le transport à la Nouvelle-Ecosse de protestants étrangers, au nombre d'au plus 1,500. Ci-incluse la déclaration des pri-

1749.

vilèges qui seront accordés à ces émigrants, avec un exposé de l'état présent de la colonie, etc.; il devra la rendre publique. Page 177

Vient ensuite cette déclaration. 179

25 décembre, Halifax. Deux rapports de l'officier de port: entrées et sorties de navires à Halifax entre le 19 juillet et la date en marge. "A. & W. I.", vol. 595

(Il est dit au dos de ces pièces qu'elles ont été reçues le 25 décembre 1750.)

Sans date. Liste des émigrants pour les années 1748 et 1749. "B. T. N. S.", vol. 56

(La lettre A a été totalement arrachée.)

Shirley au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Il lui transmet une requête de la législature de Massachusetts tendant au remboursement des dépenses occasionnées par les levées de troupes pour l'expédition qui avait été projetée contre le Canada, avec ses propres observations. "A. & W. I.", vol. 63, p. 85

1750. 5 janvier. John Hamilton à Cornwallis (en français). Comment il a été pris prisonnier par les sauvages pendant qu'il faisait des arpentages pour compléter le plan du petit fort à Grand-Pré. Les sauvages ont refusé de l'admettre à rançon, ainsi que les autres prisonniers, jusqu'à ce que Le Loutre ait intercédé et lui ait prêté de l'argent; outre la rançon, ils ont exigé la remise en échange de deux jeunes Indiennes, prisonnières à Boston. F 129, "B. T. N. S.", vol. 9

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai. "A. & W. I.", vol. 596.)

9 janvier, Whitehall. Rapport verbal par Mauger sur l'état du "settlement" au port de Chibouctou. Détails sur la pêche. Situation de la ville d'Halifax. Essences forestières des environs. Surprise par les sauvages d'un détachement aux Mines. "B. T. Journals," vol. 58, pp. 7–10

Rapport semblable par Kingslaugh. 10, 11

12 janvier, Halifax. Cornwallis à Phips. Il a reçu avis que les sauvages assemblés à Chignectou projettent une attaque sur Halifax, et a choisi Cobb pour aller les déloger. Il lui demande d'aider celui-ci à munir d'hommes son bâtiment à Boston. F 133, "B. T. N. S.", vol. 9

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai. "A. & W. I.", vol. 596.)

13 janvier, Halifax. Copie des instructions remises à Cobb d'arrêter Le Loutre (appelé De Souche dans le deuxième paragraphe) et le plus d'habitants qu'il pourra, pour avoir accueilli et aidé les sauvages, et n'avoir jamais fourni d'avis. Vient ensuite une seconde série d'instructions du même jour, visant plus particulièrement les sauvages. Elles portent qu'une récompense de £10 sera donnée par prisonnier ou scalp pris. Si l'on se saisit de Le Loutre, l'équipage aura £50, et lui (Cobb) recevra pareille somme à la remise de Le Loutre soit à Halifax ou à l'un des forts. Les secondes instructions contiennent des pouvoirs généraux. F 136, "B. T. N. S.", vol. 9

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai. "A. & W. I.", vol. 596.)

22 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui communiquent copie d'une dépêche de Cornwallis, représentant la nécessité de renforts, les Français ayant envoyé des détachements de Chipoudy et autres endroits de la Nouvelle-Ecosse et cherchant à soulever les sauvages. Les empiétements auxquels les Français se livrent, en violation des droits de Sa Majesté, si l'on ne les repousse pas, auront de dangereuses conséquences. Leurs seigneuries engagent donc à fournir au gouverneur de suffisants moyens de défense. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 188

L lettre, qui est du 7 décembre 1749, a été, avec ses incluses, mentionnée à sa date propre. Ces pièces sont dans le vol. 9 de la série "B. T. N. S."; voir F 104 à F 109. Duplicatas des lettres des lords du commerce et de Cornwallis, ainsi que des incluses, dans "A. & W. I.", vol. 596.

1750.

22 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Envoi d'un extrait d'une lettre de Cornwallis, datée du 7 décembre, concernant les approvisionnements. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 185

23 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. La question du contrat Townsend pour la fourniture de vivres aux colons de la Nouvelle-Ecosse, est mise à l'examen. F 110, "B. T. N. S.", vol. 9

25 janvier, Halifax. Cornwallis à Hamilton. Il accuse réception de sa lettre écrite le 5 janvier, mais d'un lieu qui n'est pas nommé. Tout le blâme est attribuable à Le Loutre. Il faut dire à celui-ci que sa conduite est fort insolente. D'oser, comme il fait, reconnaître qu'il est dans la province sans permission, cherchant à exciter à la rébellion des sujets de Sa Majesté britannique, a de quoi surprendre. Il ne convient pas assurément à un homme comme lui, qui se dit chrétien, de grouper et pousser les pauvres sauvages à commettre des meurtres. Malgré ses menaces, il (Cornwallis) défendra le domaine légitime du roi. Si Le Loutre lui avait écrit à lui-même, cela eût été du moins conforme à la bienséance; c'était une insulte de le faire écrire (Hamilton) sous sa dictée. Il (Cornwallis) a été étonné de recevoir une lettre en français d'un officier britannique. Puisque Le Loutre lui a prêté de l'argent pour son rachat, pourquoi donc ne revient-il pas? Si Le Loutre ou les sauvages demandaient de l'argent pour la rançon, pourquoi ne lui ont-ils pas écrit à lui (Cornwallis)? Il (Hamilton) et son monde se sont mal comportés en se laissant prendre sans tirer un coup de feu. Cornwallis n'a aucune connaissance des prisonnières à Boston, mais si les sauvages veulent bien agir, elles leur seront rendues. F 135, "B. T. N. S.", vol. 9

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai. "A. & W. I.", vol. 596.)

31 janvier. Pétition (sans date) de Waldo, pour le paiement de ses services dans l'expédition contre le Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 530, p. 38

Mémoire (sans date) présenté par les officiers américains laissés en garnison à Louisbourg, dans lequel ils demandent la vérification et le paiement de leurs comptes. La pièce est signée par Wm Pepperrell, S. Waldo et Chris. Kilby. 39

Pétition (sans date) de Pepperrell, pour avoir la paye de colonel du 31 janvier 1744 (1745) au 24 septembre 1745, date de sa nouvelle commission. 40

8 février, Boston. (Ces trois pièces sans date étaient incluses dans une lettre du secrétaire d'Etat (Bedford) datée, comme en marge, du 31 janvier.)

Phips à Cornwallis. Reçu la lettre apportée par Cobb. Il fera tout son possible pour le bien du "settlement", et aide Cobb à se procurer des hommes. Il ne devrait pas être difficile d'avoir le nombre qu'il faut. Envoi de copie de l'avertissement. F 128, "B. T. N. S.", vol. 9

16 février, Whitehall. A la suite, l'avis que Cobb engage des hommes pour le sloop *York*.

(Copie de la lettre et de l'avis adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 mai. "A & W. I.," vol. 596.)

Les Lords du commerce à Cornwallis. Une copie de ses dépêches concernant la défense de la Nouvelle-Ecosse, sera mise sous les yeux du roi. Ses mesures pour la soumission des sauvages sont approuvées; mais il devrait aussi faire entendre des offres de paix. Les habitants français se montrent réfractaires parce qu'ils sont soutenus par l'espoir de reprendre la province; mais que cet espoir leur soit ôté, on peut croire qu'ils ne résisteront plus. Si l'on obtient la preuve positive qu'ils ont fourni des armes aux sauvages ou aux Français, on sera en droit de les désarmer tout à fait. Comme les Français du Canada ont créé un établissement dans la province en vue d'y attirer les habitants, il sera bon pour le moment d'abandonner toute mesure pouvant déterminer ceux-ci à quitter leurs habitations. La question de l'envoi d'un renfort et celle du nombre

1750.

de colons à établir cette année, sont à l'examen. Il a été passé contrat pour le transport de 1,500 protestants étrangers. Economie qu'il faut observer. A ce propos, leurs seigneuries indiquent diverses occasions d'user d'épargne. B. T. N. S.," vol. 34. p. 189

20 février, Boston. Phips à Cornwallis. Il est informé que les sauvages de Pénobscot s'étaient joints aux autres dans l'attaque sur les Mines. Il sait bien que le sauvage est perfide par nature; mais cette fois, comme l'attaque s'est faite peu après la signature à Falmouth du traité avec cette tribu, et que la plupart des sauvages étaient absents à cette époque, peut-être ignoraient-ils ce traité. Il a mandé au commandant du fort Saint-George de s'en enquérir, et attend encore son rapport. Il a adressé à l'Assemblée copie de sa lettre (Cornwallis), parce que si elle n'est pas convaincue qu'il y a nécessité de le faire, elle ne votera point d'approvisionnements pour une guerre semblable. Selon lui, tous les gouvernements devraient contribuer à la défense commune, mais il désespère de voir les colonies du sud s'unir aux autres. Les lettres à lui expédiées ont été transmises au gouverneur du Canada et à l'évêque de Québec. Il apprend que Shirley est l'un des commissaires chargés de travailler au règlement des limites en Amérique et que La Galissonnière a été nommé aux mêmes fins par le roi de France. Il (Phips) fait parvenir toutes les pièces probantes, et envoie aussi, à titre de curiosité, copie d'un plan du fort de Crown-Point, tracé sur un morceau d'écorce par un sauvage.
F 130, "B. T. N. S.," vol. 9

26 février, Charterhouse. (Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'État le 4 juin. "A. & W. I.,," vol. 596.)

Bearcroft, secrétaire de la "Society for the Propagation of the Gospel," aux Lords du commerce. Il leur communique le résumé d'un rapport sur l'état de la Nouvelle-Ecosse par Tuttie, missionnaire. Progrès rapides de la colonie. Les habitants français et les sauvages sont entièrement sous la domination des prêtres. Leur soumission au roi se réduit à une simple reconnaissance. Les sauvages, qui s'étaient d'abord montrés contents, ont tous disparu à la fois, convoqués à Chignectou par leur prêtre, qui voulait les engager à prendre les armes. Caractère digne des "officers," mais conduite déplorable des colons expédiés à la Nouvelle-Ecosse, qui portent scandale à ceux de la Nouvelle-Angleterre. Espérons les voir soumis à l'esprit comme aux formes de la religion. Tuttie conseille d'envoyer des bibles françaises et d'employer Moreau comme missionnaire auprès des protestants français. Quels efforts Tuttie fera pour ramener au bien les colons de bas aloi. Commandes de bibles françaises et autres livres. La société va nommer Moreau missionnaire. Edward Holhead, maître d'école, est rendu dans la Nouvelle-Ecosse.
F 111, "B. T. N. S.," vol. 9

1er mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) à la même. Quatre cents protestants français sont débarqués à Jersey afin d'échapper à la persécution en France. Le roi désire avoir des propositions pour encourager ces fugitifs et autres infortunés à se former des établissements en quelqu'une de ses possessions. F 113

2 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Avant de rien proposer pour l'établissement dans la Nouvelle-Ecosse des 400 protestants français réfugiés à Jersey, ils voudraient de plus amples renseignements sur leurs moyens. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 196

2 mars, Whitehall. Les mêmes à Dick. Ils approuvent sa décision, excepté en ce qui concerne la France. Les colons devraient être prêts à partir vers la mi-avril au plus tard, afin d'arriver en la Nouvelle-Ecosse d'aussi bonne heure que possible. Leurs seigneuries gardent la bonne opinion qu'elles avaient de lui. 198

1750.
5 mars. Kilby à Hugh Davidson. Rien ne devra être ordonné pour la Nouvelle-Ecosse sans l'intervention des lords du commerce.
"B. T. N. S." vol. 9

5 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Bearcroft. Ils remercient la "Society for the Propagation of the Gospel" pour le don de £50 applicables à l'achat de bibles. Emploi pour Moreau, etc. "B. T. N, S.", vol. 34, p. 201

6 mars, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Mesures qu'il a prises en vue d'encourager l'émigration à la Nouvelle-Ecosse de protestants de Suisse et de France. F 112, "B. T. N. S.", vol. 9

6 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Oswald. Défense d'expédier des médicaments, etc., à la Nouvelle-Ecosse sur l'ordre de Davidson ou d'autres que leurs seigneuries. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 202

8 mars. Richard Oswald & Cie aux Lords du commerce. Propositions pour le transport à la Nouvelle-Ecosse des protestants français présentement à Jersey. F 115, "B. T. N. S." vol. 9

8 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Les protestants français qui sont venus chercher à Jersey un asile contre la persécution, s'y trouvent dans une telle nécessité de toutes choses que, s'ils ne sont pas secourus, ils vont soit mourir de besoin ou être forcés de retourner dans leur pays à tout hasard. Ils seraient propres à faire des colons pour la Nouvelle-Ecosse. Leurs seigneuries conseillent de traiter de leur transport, mais cependant de ne pas passer le contrat avant de savoir leur nombre au juste, combien sont des artisans, etc.
"B. T. N. S.", vol. 34, p. 203

9 mars, Whitehall. Les mêmes au même. Ils lui auraient fait connaître plus tôt leurs idées touchant les méthodes à employer pour le nouvel établissement dans la Nouvelle-Ecosse, s'ils n'eussent été incertains du crédit qui serait voté. L'accroissement rapide d'Halifax, quoiqu'il dépasse toute attente, n'est qu'une partie d'un vaste plan. Il faut créer d'autres "settlements," sans quoi les habitants français ne seront jamais amenés à être de fidèles sujets, pas plus que les sauvages à cesser leurs déprédations. Les localités que l'on devrait coloniser l'été prochain sont celles entre Chignectou et la baie Verte, à l'entrée de la péninsule, qui par là serait protégée contre les sauvages. Autres avantages de cette colonisation. Mais point d'établissement possible sans une force suffisante. Comment les troupes sont à cette heure distribuées dans la province; on ne saurait en rien détacher pour le nouvel établissement. Sans un autre régiment la tentative de faire d'autres "settlements" tournerait en pure perte, et encore faut-il l'envoyer avant les colons. Les dispositions sont prises pour expédier, dès le commencement du printemps, 1,000 protestants étrangers et 300 personnes des Iles-Britanniques; nul n'est accepté que moyennant certaines conditions prescrites. Leurs seigneuries expriment l'avis qu'il soit passé contrat pour leur transport et leur nourriture avec des négociants en crédit et réputation. "A. & W. I.", vol. 596

Suivent :—

Avertissement.

Dépense présumable (£38,778. 19s. 2d.) pour soutenir et continuer la colonisation de la Nouvelle-Ecosse pendant l'année 1750.

(Il y a un duplicata de la lettre dans la série "B. T. N. S.", vol. 34, p. 206.)

19 mars, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il les remercie de leur approbation. Son intention n'est pas de traiter les sauvages avec cruauté; mais il n'aurait jamais l'idée de faire la paix, sans qu'ils lui fournissent des garanties qui en assurent de leur part l'observation. Le peu de respect que les meilleurs d'entre eux ont des traités. Jamais ils ne laissent passer l'occasion de faire un mauvais coup, quand ils peuvent y gagner quelque chose. Si l'on bâtit tout de suite un fort à Chignectou,

1750. ils seront soit écartés de la péninsule, soit obligés de se soumettre. Leur tentative sur le fort qui est aux Mines. Comment ils ont surpris Hamilton et dix-huit hommes. Il (Cornwallis) a renforcé le poste. Gorham envoyé pour arrêter les habitants à Piziquid (Pigiguit) qui avaient pris les armes avec les sauvages. Il en a ramené trois jeunes gens, qui avouent s'être joints à eux, ayant été menacés de mort s'ils s'y refusaient. Que n'a-t-il pu prendre aussi des vieux rebelles, dont lui (Cornwallis) eût fait un exemple! Les jeunes gens sont emprisonnés; mais il est difficile de les punir tout les premiers avec cette sévérité. Il (Cornwallis) a établi des cours de justice: la décision prise à ce sujet est consignée aux procès-verbaux ci-inclus du conseil. Les nouvelles venues du Canada, qui ont été communiquées au secrétaire d'Etat, ont jeté l'alarme dans les esprits: les arbres ont été coupés jusqu'à la distance de 100 verges autour de la place; les miliciens, appelés sous les armes, au nombre de 840; des gardes posées. Avis reçus des habitants français. Ceux-ci ont tous quitté la ville, preuve qu'ils s'attendraient à l'arrivée des sauvages; mais que ces sauvages viennent, ou qu'ils restent à Chignectou pour couvrir les desseins des Français, il ne peut s'en assurer. Gilman n'ayant pas amené son détachement, impossible d'opérer contre Chignectou. Il (Cornwallis) a engagé Cobb à y aller pour essayer de prendre Le Loutre. Publicité inconsidérément donnée aux choses à Boston. Il a écrit à Girard, le prêtre qui est à Cobequid; mais le courrier a été arrêté et la lettre est restée sans réponse. Des habitants français l'ont informé qu'il y a eu tout l'hiver des sauvages à Cobequid; là-dessus il a détaché le capitaine Bartels pour aller les déloger et lui amener le prêtre et les députés. Bartels n'y a pas vu de sauvages, mais est revenu avec les autres. Gorham n'est bon à rien. Interrogé, le prêtre ne voulait pas d'abord donner de réponses directes; mais de la déposition tirée ensuite de lui et de celles des députés, il résulte: 1° que, dès la suspension d'armes, La Galissonnière avait résolu, soit de son propre mouvement, soit sur des ordres supérieurs (ce point n'a pu être éclairci), d'occuper Beaubassin ou Chignectou à tout hasard; que le détachement avait été envoyé à la rivière Saint-Jean pour y attendre l'ordre de marcher sur Beaubassin, et que le gouverneur de Louisbourg devait fournir des hommes et des munitions. A l'appui de ces assertions, Cornwallis cite cette lettre de l'abbé Maillard à Girard, datée de Beaubassin le 3 mai 1749: "On juge à propos de prendre des précautions pour se main-"tenir en possession de Beaubassin. Messrs de La Galissonnière et "Bigot ont envoyé à cet effet un détachement de Français et de sau-"vages hyverner dans la Rivière de Saint-Jean pour être à portée de se "rendre en tems et lieu à Beaubassin. Ce détachement est commandé "par Boishébert. Les mêmes ci-dessus nommés écrivent au comman-"dant futur de Louisbourg pour envoyer, aussitôt que faire se pourra, "munitions, provisions et hommes." (2°) Que les sauvages se sont rendus en Canada pour y être vêtus par le roi de France. (3°) Que M. La Corne a fait prêter aux habitants de Chignectou le serment d'allégeance au roi de France. (Cornwallis ajoute: "Ceci le prêtre m'a dit en particulier le tenir de M. Le Loutre.") (4°) Que Le Loutre a passé trois ou quatre jours à Cobequid, en janvier, payant aux habitants le dommage causé par les sauvages, et que des sauvages qui étaient avec lui avaient, à la porte de l'église, menacé de mort les habitants qui passeraient la rivière Chebenacadie (Shubenacadie). (5°) Que le courrier envoyé au prêtre avait été emmené par deux Français rebelles à Chignectou. Ce fait, admis par les députés, a été dénié par le prêtre. A toutes ces questions: pourquoi ils ont laissé arrêter ainsi le courrier? pourquoi le prêtre n'a pas répondu à la lettre? pourquoi les députés ne sont pas venus d'eux-mêmes? la réponse invariable est qu'ils avaient peur alors des sauvages. Les députés

1750.

sont logés dans le fort, le prêtre chez lui (Cornwallis). Ecrit à Le Loutre de renvoyer le courrier et les prisonniers. Ci-inclus copie de sa réponse à Hamilton, dont le lettre, à ce qu'il pense, a été dictée par Le Loutre pour avoir de l'argent ou pour gagner temps jusqu'à ce que les Français fussent bien établis. Il ne veut faire aucune observation sur la conduite des Français à l'égard de la Nouvelle-Ecosse. Ils n'ont ménagé ni le sang ni l'argent pour s'en rendre maîtres, et maintenant en achèteraient une part aux dépens de la foi publique et de l'honneur national. Il attendra, avant d'exiger des habitants le serment d'allégeance, qu'il ait appris quelle espèce de colons doit venir au printemps et sur quels renforts de troupes il peut compter. Remarques relatives aux colons, au succès en perspective, à la température, etc. On a dressé la charpente d'un hôpital et une maison d'école publique est aussi en construction. Les habitants français sont occupés à équarrir des pièces de bois pour les blockhaus. Valeur du port, qui n'est pas glacé tout l'hiver.

F 127, "B. T. N. S.", vol. 9

Les incluses (F 128-F 136) ont été mentionnées ci-dessus à leurs dates respectives. Les lords du commerce adressèrent au secrétaire d'Etat copie de la lettre le 4 mai. "A. & W. I.", vol. 596.

Lettre au Secrétaire d'Etat, datée aussi du 19 mars et en substance semblable à la précédente, avec les mêmes incluses que celles de la lettre écrite aux lords du commerce. "A. & W. I.", vol. 31, p. 125. Les deux dépêches, ne sont pas, toutefois, entièrement identiques.

20 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) aux Lords du commerce. Il conviendrait de faire, parmi les 400 protestants français débarqués récemment à Jersey, un choix de ceux propres à être envoyés en la Nouvelle-Ecosse. F 114, "B.T.N.S.", vol. 9

24 mars, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Récit d'une escarmouche à Piziquid (Pigiguit) entre Gorham et les sauvages.

"A. & W. I.", vol. 31, p. 130

28 mars, Londres. Stork et Champion aux Lords du commerce. Ils offrent de transporter à la Nouvelle-Ecosse, moyennant £4 par tête, les protestants français qui sont à Jersey. F 116, "B. T. N. S.", vol. 9

29 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) aux Lords du commerce. Le roi approuve le projet d'établissement entre Chignectou et la baie Verte. Un autre régiment sera envoyé. Sa Majesté approuve l'ordre donné à Dick d'expédier 1,000 protestants français à la Nouvelle-Ecosse; mais ne pense pas qu'il soit bon que le "settlement" se compose exclusivement d'étrangers. F 117

29 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils n'ont pas encore toutes les informations voulues au sujet des réfugiés à Jersey, et sont en voie de les compléter. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 215

2 avril, Whitehall. Les mêmes à Cornwallis. Les questions relatives à la Nouvelle-Ecosse occupent en ce moment leur attention. Il leur est nécessaire d'avoir des comptes détaillés des dépenses, pour que le parlement demeure dans sa disposition favorable à la province, en un temps où il y a un désir marqué de diminuer la dette nationale en réduisant les dépenses annuelles. Les ordres sont donnés pour l'embarquement d'un régiment irlandais à destination de la Nouvelle-Ecosse; en outre, il (Cornwallis) sera autorisé à retirer son propre régiment de Terre-Neuve. Deux sloops de guerre iront aussi protéger la province. Ce qu'il dit de celle-ci, infestée de sauvages que les Français ont soulevés, les a convaincus qu'il y aurait danger à retarder l'envoi des troupes; aussi tous les efforts se font-ils pour hâter leur départ. S'attacher à obtenir l'alliance des sauvages, d'autant plus que la France non seulement se sert d'eux, en temps de guerre déclarée, mais les emploie encore en temps de paix à inquiéter les établissements ou en interrompre la formation, de façon cependant à ne pouvoir être accusée elle-même d'en-

1750.

freindre ouvertement le traité. Il y aura probablement certaines dépenses à faire pour gagner l'amitié des sauvages; mais une guerre contre eux coûterait bien davantage. Désir d'être en paix avec la France. Envoi à la Nouvelle-Ecosse de protestants étrangers. Le projet de création d'un établissement sur l'isthme est approuvé. Davidson ne peut pas être autorisé à faire directement les réquisitions d'approvisionnements, etc. Page 206

6 avril, Londres. Richard Oswald et Cie aux Lords du Commerce. Nouvelle lettre au sujet du transport des émigrants à la Nouvelle-Ecosse.

F 120, "B. T. N. S.", vol. 9

7 avril, Rotterdam. Dick aux mêmes. Ses opérations en France pour recruter des colons, ne pouvaient pas y donner de l'ombrage. Nombre de luthériens, en Saxe et en Silésie, désireraient aller dans la Nouvelle-Ecosse. Il a promis à un ministre luthérien, qui peut mener 50 familles, un passage gratuit dans le meilleur endroit du navire et une bonne concession de terre, et prie leurs seigneuries de lui accorder une petite allocation. Un comte du pays de Holstein, se propose d'émigrer aussi avec sa famille, ayant 29,000 florins allemands. Travail des agents employés par lui (Dick) en Allemagne; arrangements qu'il a faits pour les passages. F 118

10 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. En ce qui concerne l'embarquement des colons étrangers, envoyer sans retard un état indiquant leur nombre, etc. Leur passage ne peut pas être payé. Leurs seigneuries recommanderont le pasteur luthérien, s'il en est digne, au gouverneur, mais ne peuvent lui assigner de rétribution. Le comte recevra en concession autant d'acres de terre que ses moyens lui permettront d'en cultiver. Un post-scriptum appuie sur le refus de payer les passages.

"B. T. N. S.", vol. 34, p. 231

11 avril, Halifax. Cornwallis à Phips. Reçu sa lettre du 20 février. Si les sauvages de Pénobscot et les Micmacs, aux Mines, savaient ou non que la paix était signée, il n'importe point; ils savaient du moins que le traité était en train; et, qui pis est, le chef qui l'a signé connaissait le dessein prémédité contre la province. Tout ce qu'ils ont voulu en faisant la paix avec lui (Phips), c'était de s'assurer que les sauvages de la Nouvelle-Angleterre seraient tranquilles; en quoi ils ont réussi. Il ne se serait pas attendu, trois mois après l'affaire des Mines, à une excuse aussi frivole pour ne pas agir et prendre sa revanche. Il ne saurait comprendre comment une province de Sa Majesté peut avoir paix et commerce avec des gens qui se livrent à des déprédations dans une colonie voisine, qui du reste, sont également dangereux pour l'une et pour l'autre, et qui se prêtent aux volontés d'un rival jaloux, dont la colonisation de la Nouvelle-Ecosse tend à brider l'ambition. Il ne peut point concevoir que l'Assemblée du Massachusetts demeure spectatrice de ces choses. Tous les motifs devraient l'animer à se joindre à la Nouvelle-Ecosse pour châtier ces sauvages perfides et leurs auxiliaires. Si le Massachusetts continuait à rester en paix et à commercer avec eux, il ne leur serait pas moins utile que le Canada, puisque, tandis que leurs femmes et leurs enfants jouiraient d'une entière sécurité, leurs guerriers seraient toujours libres de se jeter sur la la Nouvelle-Ecosse, ayant eu des vêtements, des vivres, des armes du Massachussetts même. Mais il ne doute pas que l'Assemblée n'accorde les secours. Quant à lui, il a déjà envoyé un nombreux détachement avec mission de chasser de Chignectou les sauvages. Dans le cas où La Corne aurait élevé quelque fort, Lawrence a ordre de le détruire.

F 151, "B. T. N. S.", vol. 9

(Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 juin. "A. & W. I.", vol. 596.)

13 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Ils lui mandent d'envoyer des cartes de l'île Canso et des terres adjacentes, ainsi que de l'île de Sable

1750.

pour l'usage des commissaires chargés de traiter avec la France en vue d'un règlement des disputes. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 233

17 avril, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Rapport supplémentaire sur l'émigration à la Nouvelle-Ecosse. F 119, "B. T. N. S.", vol. 9

20 avril, Londres. Richard Oswald et Cie aux mêmes. Ils refusent d'entreprendre le transport des émigrants à la Nouvelle-Ecosse, ne pouvant s'en charger au bas prix proposé par une autre maison. F 122

23 avril, Londres. Samuel Stork aux mêmes. Il lui est impossible d'entreprendre le transport des passagers à la Nouvelle-Ecosse. F 125

23 avril, Londres. Offre par G. Heyliger de transporter des passagers à la Nouvelle-Ecosse; avec un état des provisions qui leur seraient fournies par semaine. F 124

24 avril, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Il continue à rendre compte de ses actes, et joint à son rapport des lettres de ses agents en Allemagne. F 121

24 avril, Londres. John Thomlinson à John Pownall. Il lui communique une lettre de John Scrimshire, offrant le *London* pour transporter des passagers. F 126

26 avril, Londres. Charte-partie de l'*Alderney* entre George Heyliger et les lords du commerce pour le voyage à la Nouvelle-Ecosse. F 142

28 avril, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Risques qu'il est prêt à courir pour le paiement du passage par les émigrants, qui, actuellement, ne sont en état de payer que la moitié du prix du voyage. F 123

30 avril, Halifax. Cornwallis aux mêmes. Le sloop, bien monté et armé, devait mettre sous voile aujourd'hui pour la baie Verte. La Corne et Loutre (Le Loutre) sont avec 2,500 hommes à Chignectou. Lawrence s'est vu obligé de rembarquer le jour même de sa descente à terre. Les habitants de la rivière aux Canards, des Mines, de Pissiqued (Pigiguit) et de Cobequed (Cobequid) se retirent de la province, sous la menace d'un massacre général par La Corne et Loutre. Cornwallis ici renvoie à sa lettre au secrétaire d'Etat (datée du 1er mai) pour plus amples détails. S'il vient un renfort suffisant de troupes, il assure que la province aura bientôt acquis toute la valeur espérée, soit que les habitants français demeurent ou partent. Comme ces choses intéressent toutes les colonies septentrionales, il en informera le Massachusetts et le New-Hampshire. Cornwallis prie qu'on leur mande de s'associer à la cause commune. Après l'affaire des Mines, il a écrit au gouverneur Phips que les sauvages de Pénobscot en avaient été, et lui a demandé si le Massachusetts ne ferait rien. Ci-incluse la correspondance. F 148

(Voir aussi "A. & W. I.", vol. 31, p. 131.)

(Les incluses F 149 à 151, ont été analysées à leurs dates respectives. Copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 4 juin. "A. & W. I.", vol. 596.)

30 avril, Jersey. Liste des protestants français qui ont quitté la France à cause de leur religion et qui sont présentement à l'île de Jersey. Les noms, professions et âges sont indiqués, ainsi que les noms et âges des enfants. F 143, "B. T. N. S.", vol. 9

1er mai, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Lettre semblable en substance à celle écrite par lui aux lords du commerce le 30 avril, mais plus détaillée. "A. & W. I.", vol. 31, p. 132

3 mai, Halifax. Le même à Hopson. Il a dit toute sa pensée sur l'attitude du Massachusetts, qui demeure en paix avec les sauvages, pendant que ceux-ci, sous l'influence des Français font tant de mal dans la Nouvelle-Ecosse. Il a envoyé un détachement pour déloger les Français et les sauvages de Chignectou avant qu'ils aient eu le temps de s'y fortifier trop solidement. La Corne et Le Loutre commettent des déprédations telles que l'on n'a jamais vu nation en tenter chez une autre en temps de paix profonde. Il entre dans des détails. Il n'eût jamais pensé qu'un officier français pouvait pousser les choses aussi loin que La Corne l'a fait. A l'apparition des bâtiments, celui-ci a mis le feu à Beaubassin, emmené les habitants, garni

1750.

la digue de troupes, de Canadiens, d'habitants rebelles et de sauvages, au nombre de 2,500 hommes, et déclaré qu'il défendrait ce lieu jusqu'à la dernière extrémité, comme terre appartenant au roi de France. Les Français réclament tout le côté nord de la baie de Fundy, entre Chignectou et la rivière Kénébec. Combien cela importe à toutes les colonies septentrionales. Cornwallis demande à Hopson ce qu'il faut faire pour renverser ces desseins. G. 20, "B. T. N. S.", vol. 10

3 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Alexander Charles. Ils lui mandent d'aller en Hollande constater l'état des opérations de Dick relatives aux colons destinés à la Nouvelle-Écosse. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 235

3 mai, Whitehall. Les mêmes à Dick. Il devra fournir à Charles les informations les plus complètes au sujet des colons recrutés pour la Nouvelle-Ecosse. 237

4 mai, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui transmettent une dépêche de Cornwallis, avec détails sur la colonisation, la conduite des habitants français, etc. 238

(La lettre, dite là en date du 11 mars, et marquée F 127, dans la série "B. T. N. S.", vol. 9, a été analysée ci-dessus sous la date du 19 mars. La collection "A. & W. I.", vol. 596, contient un duplicata de la lettre au secrétaire d'Etat, accompagné des pièces suivantes: Duplicata de la lettre de Phips à Cornwallis, du 11 décembre; rapport par Lydieus à Cornwallis, 1er décembre; lettres de Cornwallis aux lords du commerce, 19 mars, et de Phips à Cornwallis, 8 février; deux instructions à Cobb, 13 janvier; lettre d'Hamilton à Cornwallis (en français), 15 janvier; ordre par les sauvages aux habitants, 12 décembre; lettres de Handfield à Cornwallis, 7 décembre; de Cornwallis à Phips, 12 janvier; du même à Hamilton, 25 janvier. Toutes ces pièces, mentionnées ici dans l'ordre où elles suivent la communication, ont été analysées à leurs dates propres.)

9 mai, Québec. Note des marchandises chargées sur le *London* comme présents pour les sauvages. "A. & W. I.", vol. 486

9 mai, Québec. Congé du *London*, de Québec à Shédiac. Dans la liste de l'équipage, le capitaine est désigné sous le nom de "Jacques Jalin de Grandville", et il signe: "Jallain". Le congé joint à cette liste le nomme "Jalin". Vol. 486

Congé détaché, de même date. Vol. 486

10 mai, Québec. Instructions, signées par Bigot, à Jalin, du *London*, prêt à faire voile pour Shédiac. Vol. 486

11 mai, Québec. Etat des provisions et objets d'équipement pour le *London*, fournis par les magasins du roi. Vol. 486

12 mai, Québec. Note des marchandises confiées au sieur Jalin, capitaine du *London*. Vol. 486

12 mai, Québec. Vergor à Jalin. Il devra se conformer aux ordres qu'il recevra à Shédiac, et pourra troquer le reliquat de ses approvisionnements contre des pelleteries. Vol. 486

13 mai, Québec, Ordre, signé par Bigot, à Jalin, capitaine du *London*, en partance pour Chedaïck (Shédiac), de prendre à son bord François Mignan, Acadien, et de lui donner sa ration dans le voyage. Vol. 486

22 mai, Rotterdam. A. Charles aux Lords du commerce. Rapport sur les opérations de Dick, qui, lorsqu'il (Charles) est arrivé, était à La Haye. Il l'a vu souvent depuis. Dick sera probablement désappointé par le nombre des colons pour la Nouvelle-Ecosse. F 138, "B. T. N. S.", vol. 9

Le même jour, Dick lui-même écrit et fait allusion à ce rapport. F 139

(Ces deux lettres sont datées conformément au nouveau style; d'après le vieux style, en usage alors dans la Grande-Bretagne, elles seraient du 11 mai. Il y a deux copies de la lettre de Charles en la série "A. & W. I.", vol. 596, la première signée: A. C. Charles, la seconde: Alex., ce qui paraît bien être la signature exacte; l'autre: A. C. étant, sans doute, une erreur de copiste.)

1750.
22 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Charles. S'il a offert les mêmes conditions à Stedman que celles arrêtées avec Dick, il a excédé ses instructions. Il doit aider Dick de toutes façons. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 240

22 mai, Whitehall. Les mêmes à Dick. Charles était chargé seulement d'examiner sa correspondance (Dick) avec ses agents. S'il a contracté quelque engagement avec un autre agent, il a outrepassé les instructions qu'il avait reçues. 241

23 mai, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui envoient le rapport de Charles sur le progrès peu satisfaisant de Dick dans le recrutement de protestants étrangers pour la Nouvelle-Ecosse. 242

Duplicatas dans la série "A. & W. I.", vol. 596, aussi deux copies de la lettre de Charles. Cette dernière a été mentionnée ci-dessus à sa date.)

24 mai, Halifax. Etat des approvisionnements en vivres dans la Nouvelle-Ecosse, depuis le 18 novembre 1749. F 145 "B. T. N. S.", vol. 9

24 mai, Halifax. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Envoi de la liste des protestants français réfugiés à Jersey. Le nombre en est bien au-dessous de ce qu'on disait. Beaucoup sont des artisans; beaucoup aussi des jeunes enfants. Ils déclarent, paraît-il, qu'ils ne veulent pas aller à la Nouvelle-Ecosse, "B. T. N. S.," vol. 34, p. 246

(Le nombre marqué dans la lettre du 2 mars 1750 était de 400, et celui de la liste mentionnée ci-dessus, est de 184. V. au 30 avril F 143, "B. T. N. S.," vol. 9.)

24 mai, Whitehall. Rapport sur l'état des provisions à Halifax, fait par Law à la suite d'une enquête provoquée par des représentations datées d'Halifax le 18 novembre.

Même date. Rapport verbal de Hayes sur l'état de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. Journals," vol. 58

29 mai, Whitehall. Rapport verbal par Lewis sur l'état de la Nouvelle-Ecosse. Vol. 58

29 mai, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Détails sur ses opérations. F 140, "B. T. N. S.," vol. 9

(Daté ainsi: "N. S.," c'est-à-dire nouveau style. Selon le vieux style, le 18 mai.)

Incluses. Lettres d'agents de Dick. F 141

29 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Il leur fait plaisir d'apprendre qu'il est en train d'embarquer une partie des 280 colons recrutés par lui, et qu'il espère avoir son nombre complet de passagers en dix jours. Ils le pressent vivement d'employer tous ses efforts à compléter le contingent promis, et à combattre les faux rapports et calomnies dirigés contre la Nouvelle-Ecosse. Il pourra se présenter au *Board* à sa commodité, sans craindre de n'être pas favorablement accueilli. "B. T. N. S.," vol. 34, p. 248

29 mai, Whitehall. Les mêmes à Charles. Ils sont surpris de son silence. Comme il n'a aucune raison de rester davantage en Hollande, ils lui disent de s'en revenir. 251

29 mai, Whitehall. Les mêmes à Cornwallis. Lettre d'introduction et de recommandation pour Spurrier, capitaine du navire *Ann*, qui part avec 280 colons. 250

1er juin, Whitehall. R. Laveson Gower aux Lords du commerce. Que l'on devrait engager une autre troupe de protestants à passer en la Nouvelle-Ecosse. F 147, "B. T. N. S.," vol. 9

4 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Envoi de copie d'une dépêche de Cornwallis, du 30 avril. Les Français ont occupé la Nouvelle-Ecosse depuis Chignectou jusqu'à la rivière Saint-Jean; ont incendié Beaubassin, en ont emmené les habitants avec leurs effets, et les ont armés. Ils composent, avec les Canadiens, les sauvages, d'autres habitants français en état de rébellion, un corps de 2,500 hommes. Lawrence, envoyé pour soutenir les droits de Sa Majesté sur cette partie de la province, a été obligé de se rembarquer. La Corne et Loutre (Le

1750.

Loutre) ont menacé les habitants des Mines, de Pigiguit, de Cobequid et autres localités, d'un massacre général, de telle sorte que ces gens se sont joints aux Français. La situation de la province est devenue ainsi périlleuse. Elle ne peut être rétablie que par l'envoi de forces suffisantes. "B. T. N. S.," vol. 34, p. 252

Incluses. Dépêche de Cornwallis aux Lords du commerce, du 30 avril. Voir à cette date.

Lettre de Phips à Cornwallis, du 20 février 1750 (vieux style 1749), Voir à sa date en 1750.

(Duplicatas: "A. & W. I.", vol. 596.)

5 juin, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Il y aura 280 passagers embarqués pour la Nouvelle-Ecosse d'ici environ dix jours. (Nouveau style; d'après le vieux style, cette lettre serait du 26 mai.) F 146, "B. T. N. S.", vol. 9

5 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Il devra hâter autant que possible le départ de son navire, la saison étant déjà si avancée. Charles a ordre de revenir. Leurs seigneuries feront connaître en temps utile leur décision à l'égard des opérations de l'année prochaine. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 255

7 juin, Londres. S. T. Jansen aux Lords du commerce. Demande le règlement de sa réclamation pour son navire le *Baltimore*. F 156, "B. T. N. S.", vol. 9

8 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Ils ont communiqué à Bedford copie de ses dépêches, et conseillé de prendre de vigoureuses mesures pour la sûreté de la province. Ils approuvent la création de l'établissement commencé à Chignectou; quoique le début n'ait pas été heureux, il a du moins provoqué les Français à découvrir leurs desseins et leur force. Nul doute qu'après l'envoi de secours suffisants, la tentative ne réussisse. L'incendie des villages et les menaces d'un massacre général marquent l'insolence des Français. Il (Cornwallis) usera de tous les moyens possibles pour empêcher que les habitants français ne quittent la province. Pourquoi le paiement de ses traites a été retardé; elles ont été payées sur le crédit suivant. Il va partir dans peu deux navires avec environ 480 personnes, choisies de manière à fournir, selon toute probabilité, d'utiles colons. Les réfugiés français à Jersey refusent d'aller à la Nouvelle-Ecosse et en Irlande. Le nombre de colons obtenus par Dick n'a pas répondu à l'attente de leurs seigneuries. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 256

9 juin, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Sur le départ de son navire *Anne* avec des émigrants pour la Nouvelle-Ecosse. F 153, "B. T. N. S.", vol. 9

9 juin, Rotterdam. Charles aux mêmes. Il nie qu'il ait, comme on l'en a accusé, offert à certains négociants des conditions à l'encontre de celles acquises à Dick. F 154

12 juin, Rotterdam. Dick aux mêmes. Envoi de la traduction de dépositions contre Stedman, qui aurait donné de fausses informations, etc., à des émigrants. F 155

14 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Ils lui ont écrit le 4 (c'est le 8 qu'il fallait dire), en réponse à sa lettre du 30 avril, se bornant alors à lui parler de l'échec de l'expédition de Chignectou et des procédés injustifiables des Français. Ils sont surpris de n'avoir pas reçu le compte des dépenses, qui devait être communiqué au parlement. Le seul moyen de mener à bonne fin la création du nouvel établissement est d'user de la plus stricte économie, afin de conserver la bienveillance des Chambres. Ils imputent la non-réception des comptes et pièces à l'appui, à la négligence de Davidson. Sa conduite vexatoire en matière de commerce, etc. (Les accusations contre Davidson sont relatées en détail). Il (Cornwallis) devra réprimer la consommation du rhum, qui est excessive. Livraisons de vivres faites aux colons et autres contrairement aux instructions, et dont les motifs n'ont pas encore été donnés. Remarques à propos des grandes quantités de rhum et de mélasse portées en compte. Comme Davidson fait commerce de cette marchandise, leurs seigneuries soupçonnent qu'il y a eu de graves abus. Elles chargent Cornwallis de faire une enquête minutieuse sur tout ce qui se rapporte aux dépenses publi-

1750

ques. Contrat passé avec l'*Alderney* pour le transport de passagers. Nécessité d'un exemple qui détourne les habitants français de se joindre aux sauvages dans leurs hostilités. Désobéissance des capitaines Gilman et Gorham. De n'employer que des officiers à qui il (Cornwallis) puisse se fier. On l'approuve de constituer les colons en milice ; seulement il ne faut pas qu'il les excède d'exercices. Il sera sage de ne pas soumettre les colons à la loi martiale. Aussitôt que le régiment d'Irlande sera rendu, il (Cornwallis) occupera et fortifiera Chignectou ; assuré du lieu, il y fera un établissement dès cette année. Mais il n'en devra pas faire de l'autre côté de la baie de Bedford, aux frais du public. Extrême cherté des sciages par la négligence de Gilman. Il faut utiliser les moulins à scier et renvoyer Gilman, à moins qu'il n'accomplisse son engagement avec exactitude. Importance des cours de justice, qu'il (Cornwallis) établit. Il n'y a peut-être pas lieu d'instituer un " clerk " du marché ; mais il faut veiller à ce qu'il ne se produise pas d'abus. Si cette dépêche causait quelque désappointement, leurs seigneuries en seraient peinées.
" B. T. N. S.," vol. 34, p. 261.

19 juin, Rotterdam. Charles aux Lords du commerce. Les représentations de Dick sont inexactes, et ses espérances illusoires. Il n'a encore aucun passager d'embarqué. F 157, " B. T. N. S.," vol. 9

16 juin, Boston. Hugh Davidson à Lord Dupplin. Il a été envoyé à Boston pour obtenir de l'argent et faire certains arrangements. Il se défend contre l'accusation de prévarication. Situation des affaires à Chignectou ; déséations. Les habitants français ont demandé qu'il leur fût permis de partir, etc. Toute cette partie de la lettre est reproduite dans une lettre de Cornwallis du 10 juillet (G 1). Le Massachusetts se déclare incapable de prêter aide et assistance. Mauvais état de la culture. Système en usage d'acheter des terres en vue de la hausse. Il renvoie de l'argent et des tentes par le sloop qui l'a amené. La pêche est fructueuse. Mouvements de navires. G 21, " B. T. N. S.", vol. 10

17 juin, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Remercîment de la bonté qu'a eue le roi de le nommer pour succéder à Philipps. Il rappelle ses dépêches précédentes qui montrent combien sont raisonnables toutes ses plaintes contre les Français. Les copies à lui envoyées sont conformes aux lettres originales de La Jonquière. Il n'a reçu aucune assistance de la Nouvelle-Angleterre. Il a fait revenir de Terre-Neuve une partie de son propre régiment, et mandé de Saint-Jean deux compagnies. Après l'arrivée des renforts attendus d'outre-mer, il se mettra, sans perdre de temps, à bâtir un fort et créer un établissement sur l'isthme de Chignectou. Il espère que les ordres seront envoyés de France de rappeler le détachement de La Jonquière ; autrement, il pourrait se produire des conséquences d'une nature extraordinaire en pleine paix. Les Français retiennent des prisonniers sous divers prétextes. Il y a un brigantin à La Hève avec des soldats français. Insuffisance du crédit voté par le parlement pour les services de la province ; et cause de cette insuffisance. Envoi des procès-verbaux du conseil. " A. & W. I.", vol. 31, p. 135

19 juin, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Son navire *Anne* est presque prêt à prendre la mer, mais ne pourra lever l'ancre avant mardi, à cause de certaine dispute entre la douane et la compagnie des Indes-Occidentales.
F 158, " B. T. N. S.", vol. 9

21 juin, Amirauté. L'Amirauté aux mêmes. Il a été envoyé au " collector " à Portsmouth

22 juin, Boston. des lettres de mer pour le navire *Anne*. F 159

Davidson aux mêmes. Sur les affaires d'argent.

23 juin, Boston. G 22, " B. T. N. S.", vol. 10

Phips au Secrétaire d'Etat (Bedford). Accord pour la remise mutuelle des prisonniers sauvages et autres, détenus par le gouverneur du Canada et les colonies de la Nouvelle-Angleterre. Tous les sauvages prisonniers au Massachusets ont été remis aussitôt après la réception du traité ; mais

1750.

les Français retiennent encore ceux qu'ils avaient pris. Le gouverneur écrit que deux sont morts et que les autres ont embrassé la foi catholique, ce qui est, à ses yeux, une raison pour ne les pas renvoyer.
"A. & W. I.", vol. 63, p. 185

25 juin, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Il leur adresse la liste de ses passagers, avec un connaissement, et donne des renseignements sur ces émigrants.
F 160, "B. T. N. S.", vol. 9

Liste. F 165

Obligations par les passagers à Dick pour argent à lui dû. F 166

Extraits de lettres de Dick. F 168

26 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils sont satisfaits de sa conduite.
"B. T. N. S.", vol. 34, p. 288

26 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Ils lui envoient la liste des passagers du navire *Anne* et autres papiers. Ils lui recommandent John Eberhard Klager, homme riche, ayant fait bonne figure en son pays. Il faudra traiter avec une grande bienveillance les protestants étrangers. Dick a confié la gestion de ses affaires à Davidson. Il (Cornwallis) veillera à ce que Dick ne souffre pas de pertes par rapport aux avances faites à ceux qui ne pouvaient point payer leur passage. Leurs seigneuries ne sauraient s'opposer à ce que Davidson reçoive une rétribution de 5 pour 100 pour sa gestion des affaires de Dick; mais c'est là un soin qu'il devrait prendre comme rentrant dans ses fonctions publiques, sans toucher de commission. 285

29 juin, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Le capitaine Spurrier fait voile aujourd'hui même de Helvoet. Envoi de copie de ses instructions.
F 161, "B. T. N. S.", vol. 9

Incluses. Instructions et liste des passagers, au nombre de 312. F 162

1er juillet. Reçu donné par Druilhet, garde-magasin, pour livraison de quatre quintaux de tabac achetés de Jallin, pour le service du roi, à payer par le trésor. "A. & W. I.", vol. 486

4 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils examinent leurs archives pour établir le droit à la possession de toute la province d'Acadie ou Nouvelle Ecosse, etc. "A. & W. I.", vol. 604

4 juillet, Londres. Jansen aux Lords du commerce. Il demande le règlement de sa réclamation pour le navire *Baltimore*. F 163, "B. T. N. S.", vol. 9

(Il avait déjà fait une demande semblable le 7 juin. Voir à cette date.)

6 juillet, Plymouth. James Kinselagh aux Lords du commerce. L'*Alderney* a été forcé de relâcher par des vents contraires. Son capitaine a fait des vivres, etc., pour lesquels il a tiré sur les armateurs. F 164, "B. T. N. S.", vol. 9

16 juillet, Halifax. Cornwallis aux mêmes. Il a souscrit des traites pour les services. Liste de ces traites. G 9, "B. T. N. S.", vol. 10

17 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils prépareront les instructions à donner aux commissaires, quand ils auront reçu les commissions.—Le 18. Ils ont rédigé les instructions de Shirley et de Mildmay, commissaires chargés de traiter avec les Français du règlement des questions qui se sont élevées sous le traité d'Utrecht.
"A. & W. I.", vol. 604

20 juillet, Halifax. Davidson à Dupplin. Il demande que ses comptes soient soumis à un examen. Economies réalisées sous sa gestion.
G 10, "B. T. N. S.", vol. 10

24 juillet, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il a reçu des lettres concernant le budget voté pour la colonie, lequel se monte à £76,476 3s. 10d., dont £36,000 sont affectées aux "excédents" de dépenses et le reste aux charges de l'année courante. Il rendra compte régulièrement. Expédie un état général de situation, suivi du détail. Il justifie son administration des affaires financières. Impossible, cette année, de ne pas dépasser le crédit. Entre autres dépenses, il y a celles de la construction d'un fort à Chignectou, la chose la plus importante qui se puisse faire pour la province, et l'en-

1750.

tretien d'une forte garnison à ce même poste. Cornwallis projette aussi un établissement de l'autre côté du port. Avec l'aide du régiment demandé et des deux compagnies qu'il attend de Saint-Jean, il ne doute pas qu'il ne puisse chasser de l'isthme les sauvages. Il espère qu'avant cela l'ordre sera envoyé de France de faire retirer le détachement venu du Canada; car il serait fâché d'avoir à recourir à des mesures incompatibles avec la paix. Combien il serait important de se mettre sur le pied d'amitié avec les sauvages. Il a commencé des déboisements sur l'île George, où il se propose d'établir des blockhaus et des batteries. L'église va coûter £1,000, sans compter d'autres travaux de construction. Le moulin à scier est loué à Clapham. On a fait 30,000 briques; mais on n'a pas trouvé de pierre calcaire. On emploie journellement six boucauts de chaux. Cornwallis demande s'il doit remettre à plus tard la construction du temple (meeting-house) des dissidents, de la maison de justice, de la poudrière; si non, comment réaliser les fonds nécessaires? Ne pourrait-il pas se faire un arrangement avec un négociant de Londres qui se charge d'honorer ses lettres de change? Des émissaires et agents de Chignectou ont induit des soldats à déserter. De quinze déserteurs, neuf ont été repris; trois pendus et deux fusillés. L'agent principal et deux espions sont sous les verrous et vont passer en jugement. Les prêtres ont offert plusieurs centaines de pistoles pour la rançon de l'agent. Proposition faite par les colons à Annapolis de se retirer. On les a si bien traités, que le fanatisme seul aura pu les déterminer à cette démarche. Le contingent de protestants britanniques et étrangers est une précieuse acquisition. Besoin de sloops de guerre pour la baie de Fundy et la baie Verte. Le *Hound* va aller visiter l'embouchure de la rivière Saint-Jean, parce qu'un brigantin rempli de soldats français serait, paraît-il, devant La Hève. Des arrangements ont été faits pour le paiement des transports. Halifax prend de l'accroissement. Il y a en ce moment 10,000 quintaux de poisson prêts pour l'exportation. Mais le défrichement marche lentement. "A Chignectou les colons s'établissent sur des terrains aussi riches que les meilleurs du monde et récolteront dès cette année même sans avoir semé." Construction de magasins militaires, dépôts, etc., à Halifax. Les comptes publics seront vérifiés par un comité. G 1, "B. T. N. S.", vol. 10

Incluses. Journal des opérations du détachement, après être entré dans le bassin de Chignectou. G 3

Correspondance relative aux arrangements pécuniaires, etc. G 4–G 7

(Le 3 septembre, les lords du commerce adressaient au secrétaire d'État une copie de la lettre. "A. & W. I.", vol. 596.)

5 août, Port La Joie. Augustin Doucet à Madame Languedoc (en français). Il s'était établi en Acadie, mais il a été obligé de fuir la domination des Anglais. Le roi (de France) était chargé de pourvoir à son transport et à celui des siens, ainsi qu'à leur subsistance. Si l'Acadie n'est pas rendue à la France, il conduira sa famille à Québec. G 4, "B. T. N. S." vol. 10

(Voir aussi "A. & W. I.", vol. 486, où la lettre est signée Doucet et porte cette inscription: "Madam Langedo de meurran de au Sau des Mat Lot a que Bec." Elle commence par ces mots: "Ma chere tante." Cette lettre est de la même écriture que quelques autres, dont une signée "La Montaigne." V. aussi "A. & W. I.", vol. 596.)

5 août, Ile Saint-Jean. La Montaigne à sa mère (en français). Cette lettre est adressée à "Clemard Racine, dans la Rhue de Saint Louis, Quebec." "A. & W. I.", vol. 486

6 août, Ile Saint-Jean. Jean Lessard à demoiselle Cadeoix, "St Roc." Vol. 486

A la suite: lettre (sans signature), adressée sur enveloppe à part à "M. Rogé, Sergent d'affaire dans les troupes de Québec."

Lettre (sans date) d'Angélique Laporte Lavalert à son père "M. Lassote, négotient a la Baxe ville a Quebec."

1750.

Lettre (sans date) de Lavaleur à Rogé, sergent, etc.

6 août, Port La Joie. De Goutin à Bigot (en français). Il se plaint du manque de provisions pour les Acadiens, qui lui arrivent continuellement. Il n'espère plus qu'en son assistance. G 14, "B. T. N. S.", vol. 10

(V. aussi série "A. & W. I.", vol. 486 et vol. 596.)

6 août, Ile Saint-Jean "Challo Ecarne" à Manon Cadeoix, "Sent Roque" (Saint-Roch) Québec" (deux lettres en français). "A. & W. I.", vol. 486

6 août, Ile Saint-Jean Jean Lescard à Veuve Lescard (sa mère), à Québec (en français). Vol. 486

6 août, Port La Joie. Denis de Bonaventure à Bigot (en français). Ayant eu avis de Louisbourg qu'il n'y a pas de farine de trop à cette place, il a envoyé à Jedayk (Shédiac) pour s'assurer s'il n'est pas possible d'en tirer "1500 quarts de farine et environ 800 quintaux de légumes." Nombre de personnes qui lui arrivent. Il lui faudrait avoir 3,600 quintaux de farine et il en a 1,600. Son rapport, au printemps, que Louisbourg ne pourrait pas lui fournir d'approvisionnements, n'était pas mal fondé. Assistance donnée par la goélette de La Corne et le bâtiment que Le Loutre a envoyé. Bourdon, qui a vu entrer des navires au port de Louisbourg, y est allé s'informer de ce qu'ils sont. G 14, "B. T. N. S.", vol. 10

(V. aussi la série "A. et W. I.", vol. 486 et 596.)

7 août, Port La Joie. De Goutin à Petit, Montréal (en français). Il désire faire réaliser la part des biens de son beau-père Lacorne qui revient à ses enfants. "A. & W. I.", vol. 486

7 août, Port La Joie. Le même à M. Esteber, "garde des magasins du Roy," à Québec. Vol. 486

7 août, Port La Joie. Le même à M. Boilly, négociant, Varennes. Vol. 486

8 août, Port La Joie. Quatre lettres (en français): l'une signée "Charlot Lesar", les autres sans signature; deux adressées à sa mère: "La veuve Lesar demeuran a Palai a que Bec"; une autre à "Madam Badau a sain roc a que Bec"; et la quatrième à "franscoi dit Sansouci de meuran au palai dans le cartié du palai a que Bec." Vol. 486

14 août, "Memeramcouc." Deslignery à Madame Deslignoris, Montréal (en français.) (Signature et adresse orthographiées ici comme en l'original.) Il est fatigué d'un pays détestable. Vol. 486

14 août, "Melamcouque." Chaussegros de Léry à son père, désigné sous ce titre: "Ingénieur en chef en Canada." Vol. 486

14 août, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Avis de lettres de change tirées les 16 juillet, 5 et 14 août, avec mention des services. G 12, "B. T. N. S.," vol. 10

15 août, Baie Verte. Le Loutre à Bigot (en français). Il fait partir le *London*, qui emporte une lettre de Bonaventure, demandant des provisions, parce qu'il ne peut en avoir de Louisbourg. Si les quatre navires promis étaient arrivés, on aurait expédié de la farine à l'île Saint-Jean; à présent, cela n'est plus possible: on a tant de familles à nourrir, et puis, à l'automne on aura encore un surcroît de 60 familles de Beaubassin. Pour les habitants de Cobequid, ils auront à se rendre à la baie Verte aussitôt après avoir eu les nouvelles de France; il y a là environ 100 familles. D'autres viendront peut-être des Mines, si elles peuvent s'échapper. Ces dernières périraient si on ne leur distribuait pas de vivres. Il (Le Loutre) attend avec impatience des nouvelles de France sur le règlement des limites. Les Carribas, qui étaient sur la route de Chibouctou, ont pris des lettres écrites par les Anglais à l'adresse des Mines et de Port-Royal, qui les montrent prêts à faire établissement à Chignectou et disent que Rous, avec deux autres bâtiments, va à la baie Verte. Ces lettres lui seront portées (à Bigot) par le premier courrier. Si tous les sauvages étaient Français, il n'y aurait pas de difficulté; mais les malheureux commencent à se lasser et vont peut-être s'en aller au moment où l'on aura le plus

1750.

besoin d'eux. Les deux voiles qui croisaient sur les bancs sont rentrées à Louisbourg. Il faut faire des arrangements soit à Echedayk (Shédiac) soit à Gaspareaux, sur la baie Verte, pour y procurer des maisons et logements aux soldats et aux miliciens. Il va avoir du tabac de La Corne.
"A. & W. I.," vol. 296

(V. aussi le vol. 486, et une copie de la pièce dans une lettre des lords du commerce du 10 octobre, en la série "B.T.N.S.," vol. 34, p. 291.)

15 août, "Memeranexoupe." Duchambon à Lagorgendière, Québec. "A. & W. I.," vol. 486

15 août, Baie Verte. Le Loutre à De Goutain (en français). Il lui envoie deux mandats pour payer deux habitants qui ont fourni des vivres aux sauvages. Vol. 486

15 août, Baie Verte. Le Loutre à Denis de Bonaventure," "commandant au Port La Joye." Il fournira à Jallain de l'eau-de-vie et de la mélasse, qui lui seront payées à Québec. Vol. 486

15 août, Baie Verte. Le même à Paul Doiront, au port La Joie. Il lui envoie deux certificats de vivres fournis aux sauvages; ces vivres devront être remises aux créanciers. Vol. 486

15 août, A bord du *Hound*, devant les Mines. Le capitaine Dove au capitaine Rous. Compte rendu de son voyage à la rivière Saint-Jean et de sa réception par les officiers français.
"A. & W. I.", vol. 31, p. 144.

16 août, Baie Verte. Reçu par Le Loutre 314 livres de tabac du capitaine Jallain, à payer à Québec sur présentation de cet écrit. Vol. 486

18 août, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il demande que ses traites pour la paye et la subsistance de son régiment soient honorées.
G 53, "B.T.N.S.", vol. 10

19 août, Halifax. Le même aux mêmes. Dispositions militaires et navales pour prendre possession de Chignectou. Le brigantin français, comme il l'en avait soupçonné, allait à la rivière Saint-Jean avec des hommes, des vivres et des munitions de Québec et de Louisbourg. Le capitaine Cobb ayant été envoyé là sur le *York*, y a trouvé Boisvert avec un détachement français et une bande nombreuse de sauvages. Boisvert a traité Cobb avec une insolence extrême, a fait tirer sur ses chaloupes, lui a signifié qu'il eût à sortir du havre, attendu que ce havre appartenait au roi de France, menaçant d'envoyer les sauvages massacrer son équipage et lui. Après avoir attiré Cobb à terre avec un pavillon parlementaire, il l'a fait prisonnier à dessein de le détenir jusqu'à l'expiration de trois jours après le départ de son bâtiment, exigeant de lui qu'il envoyât à celui-ci l'ordre de ne point molester le brigantin. Le second a retenu prisonniers les officiers français porteurs de ce message, et déclaré qu'il ne les relâcherait pas avant que Cobb ait été remis en liberté, ce qui s'est fait, Cobb laissant au commandant français qui l'exigeait sa commission comme gage du renvoi des officiers français; les officiers ont été renvoyés, mais la commission n'a pas été rendue. Cobb alors a pris prisonniers six hommes du brigantin et les a amenés à Halifax: cinq, qui sont Canadiens, seront renvoyés à Louisbourg, et le sixième, un Irlandais, sera embarqué sur le bâtiment de Rous. Le lieutenant de Dove, qui était allé à terre sous la protection d'un drapeau blanc, a été pris aussi, et n'a recouvré la liberté que sur la promesse que les six prisonniers seraient rendus. Capture par Le Cras d'un sloop français, chargé d'armes, de provisions, etc., et ayant quatre déserteurs à bord. Envoi de pièces qui montrent que les Français agissent maintenant sans mystère. Arrivée de l'*Alderney* avec 35 colons. Leur venue tardive le met fort en peine, mais il pourvoira autant que possible à leurs besoins. Provisions ordonnées pour les troupes. G 13, "B.T.N.S.", vol. 10

Incluses. Lettres datées des 5, 6 et 15 août. Elles ont été mentionnées ci-dessus à leurs dates respectives.

(Des copies de la dépêche et de ses incluses furent communiquées au secrétaire d'Etat le 10 octobre. "A. & W. I.", vol. 596.)

1750.

19 août, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Relation de ce qui s'est passé depuis sa dernière dépêche. Départ de Rous pour Annapolis-Royal ; marche de troupes sous Lawrence, à destination des Mines. Elles s'embarqueront de là pour Chignectou, emportant avec elles deux block-haus et les charpentes de trois grandes casernes. Détails sur les actes du brigantin français devant La Hève. Capture d'un sloop français, dont les papiers prouvent qu'il était employé à transporter des munitions de guerre et de bouche à Le Loutre et ses sauvages. Envoi de documents relatifs à ce navire et à son chargement. "A. & W. I.", vol. 31, p. 138

Incluses. Lettre de Silvanus Cobb à Cornwallis, écrite "à bord du sloop *York*," le 7 août. Cobb y rend compte de sa croisière, de la façon dont les officiers français l'ont traité, etc. 139

Extraits de lettres prises sur la goélette française. 140

(Ce sont les lettres des 5, 6 et 15 août (G 14) analysées ci-dessus à leurs dates respectives.)

Factures d'envoi de marchandises. 141

31 août, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Halifax). Arrivée de l'*Alderney*. Cornwallis dit avoir tiré des lettres sur son propre agent pour payer le négociant de qui il a emprunté, celui-ci refusant de recevoir des traites sur Kilby. G 44, "B. T. N. S.", vol. 10

1er septembre, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Gêne extrême où il est faute de finance. Il a pu avoir un peu d'argent d'un capitaine de navire de Boston, qui a relâché à Halifax, et aussi ensuite d'un passager. Il prie qu'on fasse honneur à la lettre souscrite par lui pour la somme empruntée à ce capitaine. Il a tiré sur son agent pour l'autre. G 43

3 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui envoient un extrait d'une lettre de Cornwallis, du 10 juillet, sur l'état des affaires dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 289

(La série "A. & W. I.", vol. 596, contient copie de cette lettre et de son incluse.)

8 septembre, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Arrangements qu'il fait pour l'émigration de l'année prochaine. Ci-inclus copie d'un avertissement, qu'il a l'intention d'imprimer à plusieurs milliers d'exemplaires en allemand et en français; mais il désire avoir auparavant l'approbation de leurs seigneuries. Il leur soumet des demandes à lui adressées par 80 ou 90 familles catholiques romaines. G 11, "B. T. N. S.", vol. 10

16 septembre, Halifax. Cornwallis aux mêmes. Sur les opérations d'argent de Davidson. G 23

21 septembre, Gorham's-Point. Pierre Christian Burger, ministre des Suisses allemands de la Nouvelle-Ecosse, aux mêmes. Il se plaint de la manière dont il a été traité par l'agent sur l'*Alderney*. G 34

22 septembre, Halifax Cornwallis aux mêmes. Capture de Chignectou et conduite courageuse de Lawrence. La Corne demandait une entrevue au milieu de la rivière; il lui a été répondu qu'il n'avait rien à voir là. Le châtiment infligé aux sauvages pourra les tranquilliser. Situation financière de la province. Cornwallis demande la nomination d'un lieutenant-gouverneur. Mascarene est le plus ancien au conseil ; ensuite c'est How; mais il (Cornwallis) a ouï dire qu'on ne permettra pas à Mascarene de conserver sa charge de lieutenant-gouverneur d'Annapolis. S'il en doit être ainsi, Mascarene quittera le pays, étant d'ailleurs fatigué. How est utile, mais n'est pas fait pour un pareil poste, qui veut un militaire. Cornwallis recommande le lieutenant-colonel Lawrence. Il sollicite l'attention de leurs seigneuries sur la situation financière de la province. G 24

Incluse. Rapport d'un comité chargé d'examiner les comptes de Davidson. G 25

22 septembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Liste des lettres de change tirées. G 27

1750.

22 septembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il ne lui est pas possible d'envoyer les Allemands à l'autre côté de la province, la saison est trop avancée. Il veillera à leurs nécessités pendant l'hiver. G 37

24 septembre, Halifax. Le même aux mêmes. Avis de lettres de change tirées par lui. G 38

25 septembre, Rotterdam. Dick aux mêmes. Il regrette que leurs seigneuries lui aient ordonné de différer l'impression de l'avertissement aux protestants étrangers. G15

26 septembre, Whitehall. Note de la trésorerie, portant qu'il ne reste plus que £9,941 7s 9d de disponibles de la somme votée pour la Nouvelle-Ecosse. G 17

27 septembre, Halifax. Otis Little aux Lords du commerce. Informations concernant la distribution des provisions. G 28

27 septembre, Halifax. Cornwallis aux mêmes. Il y a ici une erreur de date, car la lettre n'est autre que celle du 22. Voir à cette date. Le pli de couverture donne la date exacte (22 septembre); mais l'incluse par inadvertance a été datée du 27. "A. & W. I.," vol. 596

30 septembre, Halifax. Cornwallis aux mêmes. Le contrat passé avec Chauncey Townsend, pour la fourniture des approvisionnements, n'a pas été exécuté comme il fallait, en sorte qu'il (Cornwallis) a été obligé de faire pour £547 10s d'achats. Il devra continuer à acheter, si les expéditions annoncées n'arrivent pas bientôt. Nécessité d'une force navale. Liste des traites souscrites. G 46, "B. T. N. S.," vol. 10

30 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Bedford). Les lettres prises à bord du navire français montreront combien étaient justes ses plaintes contre le gouverneur français. Envoi de copie d'une lettre de Desherbiers, gouverneur de Louisbourg, dont la conduite a été fort différente de celle de La Jonquière. Cornwallis insiste sur la nécessité de forces plus grandes. Force navale considérable que les Français ont au Cap-Breton. "A. & W. I.," vol. 31, p. 145

(Duplicata, daté du 1er octobre, à p. 155.)

Incluses. Lettre de Desherbiers à Cornwallis, datée de Louisbourg le 27 septembre. Il n'a qu'une connaissance imparfaite de ce qui se passe en Acadie, et il ignore les causes des plaintes qu'il (Cornwallis) fait du gouverneur du Canada. Il signale à son attention la saisie de bateaux de pêche français. A l'égard des îles Canso, près desquelles cette saisie a eu lieu, il a l'ordre d'en garder possession jusqu'à ce que les délimitations aient été établies. 146

(Duplicata à p. 158.)

Réponse de Cornwallis, qui est la contre-partie de l'autre lettre. C'est à lui, y est-il dit, de se plaindre, et non à Desherbiers. 151

(Duplicata à p. 159.)

4 octobre, New-York. De Lancey et Watts aux Lords du commerce. Ils se plaignent de ce que certaines lettres de change tirées à raison d'avances faites pour les services de la Nouvelle-Ecosse ont été protestées, et mettent sous le pli des pièces relatives à ces avances. G 40, "B. T. N. S.," vol. 10

6 octobre, Rotterdam. Dick aux mêmes. Comme le bruit se répand que Cornwallis aurait enrôlé dans la milice les colons étrangers, il serait peut-être bon de publier un communiqué de leurs seigneuries pour démentir cette nouvelle. G 16

9 octobre, Louisbourg. Des Herbiers à Cornwallis. Arrivée d'un bateau avec 37 prisonniers envoyés par Le Loutre, qui, au rapport du sergent, les a rachetés aux sauvages, gardant en otages un lieutenant et deux cadets jusqu'à ce que les rançons lui soient remboursées. "A. & W. I.", vol. 31, p. 150

(Duplicata à p. 156.)

9 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils sont contents de savoir qu'il a des agents en Allemagne, etc. "B.T.N.S.", vol. 34, p. 150

10 octobre, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui communiquent copie d'une lettre de Cornwallis, du 19 août, annonçant l'arrivée d'Irlande

1750.

du régiment de Lascelles et racontant les actes des Français et des sauvages; aussi copie de lettres trouvées sur un navire français, qui transportait des munitions de toutes sortes, des armes, etc., de Québec à Le Loutre et aux sauvages, et qui a été capturé par un sloop de guerre. P. 291

Incluses. Copie de la lettre de Cornwallis, du 19 août, et des lettres prises, en date des 5, 6 et 15 août. V. à ces dates. (La série "A. & W. I.", vol. 596, contient copie de la lettre des lords du commerce et de ses incluses.)

16 octobre, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie à la Trésorerie. Il lui communique une lettre (sans indication de date) de Cornwallis, où celui-ci dit avoir tiré des lettres de change pour la construction de poudrières. Comme le "Board" de l'artillerie n'a pas de fonds pour ce service, il lui demande ce qu'il devra faire à l'égard de ces papiers. H 15, "B.T.N.S.", vol. 13

A la suite, lettre de Cornwallis.

(Pour les travaux auxquels avaient trait les lettres de change ainsi tirées, se reporter à la lettre aux lords du commerce, du 24 juillet, G 1, "B.T.N.S.", vol. 10.)

— octobre. Mémorandum sans date de Dick, qui s'y plaint de la conduite de Charles, qu'on lui a envoyé pour l'aider dans l'expédition des émigrants à la Nouvelle-Ecosse. Dans une note datée d'octobre, il est dit que Charles s'est présenté devant le "Board of Trade," et a nié les faits qui lui sont reprochés. G 18, "B.T.N.S.", vol. 10

A ce mémoire est jointe une réponse. G 19

(Pour les affaires entre Dick et Charles, voir la correspondance du mois de mai.)

2 novembre, Halifax. Réponse de Davidson aux accusations contre lui, relativement aux finances de la Nouvelle-Ecosse. G 45-46, "B.T.N.S.", vol. 10

Halifax. 3 novembre, Cornwallis à Des Herbiers (en français). Il lui renvoie 50 Français, officiers compris, appartenant au brigantin *Saint-Francois*. Conduite violente de Verger. Il ne conçoit pas que le gouverneur du Canada puisse envoyer des navires chargés de contrebande de guerre aux possessions de Sa Majesté Britanique en temps de paix.

"A. & W. I.", vol. 31, p. 157

5 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils lui adressent un extrait d'une lettre de Cornwallis concernant l'expédition à Chignectou, sous le commandement de Lawrence.

"B.T.N.S.", vol. 34, p. 293

(La lettre dont il est fait un extrait, est datée du 22 septembre. Voir ci-dessus à cette date. Il y a une copie de la lettre des lords du commerce et de son incluse dans la série "A. & W. I.", vol. 596.)

8 novembre, Whitehall. Compte-rendu verbal par Davidson de l'état de la Nouvelle-Ecosse, et de la situation des colons du Palatinat et d'ailleurs.

"B. T. Journals,", vol. 58

9 novembre, Whitehall. Articles de l'accusation contre Davidson, secrétaire de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 294

12 novembre. Du Pasquier aux Lords du commerce. Il offre de transporter et établir 300 protestants suisses en la Nouvelle-Ecosse.

G 35, "B. T. N. S.", vol. 10

13 novembre, Rotterdam. Dick aux mêmes. Il met sous ce pli des lettres de ses agents en Saxe, dans lesquelles ils expriment l'espoir de pouvoir recruter un bon nombre de protestants étrangers pour la Nouvelle-Ecosse. G 26

20 novembre, Rotterdam. Du Pasquier aux mêmes. Il leur envoie copie d'une lettre du capitaine Spurrier, du navire *Anne*, l'informant qu'il est arrivé sans accident à Halifax avec ses passagers. G 41

(Le titre seul de cette incluse est donné sous G 42.)

25 novembre, Québec. La Jonquière à Cornwallis. Lettre incluse dans une lettre de Cornwallis du 8 février 1751.

1750.
26 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils préparent un mémoire sur le droit de la Grande-Bretagne à l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse, en réponse à celui des commissaires français. Réponses reçues de Shirley. "A. & W. I.", vol. 596

27 novembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Ce qu'il a dit en dernier lieu de la conduite des Français est maintenant confirmé. L'*Albany* a rencontré une frégate et une goélette françaises au large du cap de Sable, chargées de vivres et munitions de Québec pour les sauvages. La frégate a été capturée après un engagement dans lequel un midshipman et deux matelots ont été tués sur l'*Albany*; la goélette s'est échappée et sauvée à Saint-Jean. C'est le second bâtiment pris, qui était envoyé sans mystère avec des armes pour les sauvages par le gouverneur de Québec, ce qui est une violation positive du traité. How, qui était allé à Chignectou négocier la paix avec les sauvages, a été tué d'un coup de fusil pendant qu'il était en conférence avec Le Loutre, La Corne et d'autres officiers français sous la protection d'un drapeau blanc. Malgré les difficultés qu'il y avait à surmonter pour occuper Chignectou, on y est parvenu par les efforts de Lawrence et de How; le fort est achevé, les casernes aussi; les approvisionnements amassés pour l'hiver. Lawrence écrit que le pays est beau et fertile. Il (Cornwallis) renforcera le poste au printemps. Il faut assurer aussi la sécurité de Cobequid. Cornwallis est d'avis que l'on devrait avoir des prêtres soit d'Allemagne ou de Hollande, parce qu'il y aura toujours du trouble tant qu'il restera des prêtres français. Les dépenses l'effraient; mais jusqu'à ce qu'il ait mis en sûreté toute la péninsule, il lui sera impossible de réduire la dépense pour les troupes; mais ensuite il espère qu'il pourra opérer de sérieuses réductions. L'île Saint-George a été fortifiée, cette année, d'une manière suffisante. Il a placé les émigrants le mieux qu'il a pu. Les Allemands étaient mal portants; plusieurs même sont morts. La plupart sont de pauvres hères, qu'il emploie sur les travaux publics. Depuis l'occupation de Chignectou, les sauvages n'ont plus reparu à Halifax. Il se flatte que, de lassitude, ils chercheront avant peu la paix. Leurs demandes aujourd'hui, ou plutôt celles de leurs prêtres, sont absurdes. Dépense où les Français se sont mis pour tenir ensemble ces misérables auxiliaires et soutenir les habitants: cette année encore, ils ont envoyé jusqu'à huit ou dix navires avec des vivres et des munitions à la baie Verte et à la rivière Saint-Jean. Mauvais état des affaires financières de la colonie. Commerce funeste exercé par les New-Englanders à Louisbourg; ils fournissent cette place de toutes les denrées nécessaires, obtenant en échange du rhum et des mélasses, qu'ils réussissent à introduire grâce à la collusion qui existe entre eux et les douaniers. Cornwallis suggère d'envoyer des "base dollars" pour servir de monnaie dans la province, parce qu'ils n'en sortiraient pas. Des Bostonnais, qui ont gagné leur fortune dans les services publics, mécontents de n'être point les fournisseurs attitrés, font tout le mal qu'ils peuvent. Apthorp et Handcock, enrichis des deniers publics, avancent les demandes les plus exorbitantes, et parce que l'on ne s'y conforme pas, ils décrient et décréditent la province Green est nommé trésorier. Soucis que lui cause (à Cornwallis) la dépense. Faute d'une administration militaire à Halifax, il se voit obligé de tout fournir aux troupes aux dépens de la colonie, alors qu'Annapolis-Royal a le service qu'il faut. Il demande qu'Halifax soit placé aussi sous la surveillance du "Board" de l'artillerie. MM. Delancey et Watts, de New-York, se plaignent de la conduite de l'agent Kilby à leur égard. Excellentes qualités des Suisses; plus il viendra de ces colons, mieux cela vaudra; mais il faudrait nous les expédier de bonne heure. En

1750.

dépit des obstructions, il ne doute point, s'il est soutenu, que la colonie ne réponde à l'espérance que l'on a conçue de sa création. G 54, "B. T. N. S.", vol. 11

(Il fut adressé au secrétaire d'Etat un extrait de cette dépêche le 24 janvier 1751. "A. & W. I.", vol. 596. Voir encore la série "B. T. N. S.", vol. 34, p. 330.)

Incluses. Dépositions relatives aux actes du brigantin français et à sa capture par le capitaine Rous. G 55, "B. T. N. S.", vol. 11

Arrêt de la cour d'amirauté contre le brigantin français le *Saint-François*, saisi par le capitaine Rous. G 56

27 novembre, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat. Lettre semblable à celle qu'il a adressée aux lords du commerce. "A. & W. I.", vol, 31

(Outre des diplicatas des pièces incluses en la lettre aux lords du commerce, il y a des copies de procès-verbaux du conseil à p. 160 et suivantes du vol. 41, série "A. & W. I.".)

28 novembre, Halifax. Réquisitions de fournitures de bureau et d'outils à faire les travaux de retranchement. G 64, G 65, "B. T. N. S.", vol. 11

30 novembre Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Liste de lettres tirées, se montant à £6,928. 8s. 6d.; les pièces à l'appui seront envoyées. G 57

12 décembre, Trésorerie. La Trésorerie aux mêmes. Communication de requêtes et mémoires de Chauncey Townsend, entrepreneur, et Kilby, agent de la Nouvelle-Ecosse. G 47

14 décembre, Trésorerie. La même aux mêmes. Elle leur transmet pour examen des demandes de Cornwallis. G 48

18 décembre, Whitehall. Rapport verbal de sir Danvers Osborn sur les comptes de Davidson. "B. T. Journals," vol. 58

18 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Rapport sur la réclamation de Townsend à ra son de son contrat pour la fourniture d'approvisionnements à la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 299

Autre rapport sur un mémoire subséquent de Townsend. 305

Sans date. Pétitions de William Foye et Otis Little, qui ont servi dans l'expédition contre Annapolis, lesquels demandent la paye d'officiers pour la durée de leurs services comme tels, ou des commissions, ou la demi-paye L'arrêté du conseil autorisant la levée de troupes coloniales est annexée aux pièces. "A. & W. I.", vol. 63, pp. 186, 187, 188

John Blair à Gellibrand. Plan pour la défense de la Nouvelle-Ecosse. G 51, "B. T. N. S.", vol. 10

Instructions à William Shirley et William Mildmay,—nommés par commission scellée du grand sceau pour faire des arrangements avec les commissaires français—relatives à certaines disputes entre la Grande-Bretagne et la France. "A. & W. I.", vol. 598, au nombre des pièces sans date.

(On ne peut trouver aucune constatation officielle de la nomination de Shirley et Mildmay sous le grand sceau; mais on trouve un "warrant" contenant une allocation à chacun d'eux de £300, à commencer du 16 janvier 1749–50, pour le règlement des indemnités payables à raison des prises faites depuis la cessation d'hostilités, et le règlement des autres différends entre la Grande-Bretagne et la France. Le premier "mémoire" sous la signature de Shirley et Mildmay en leur qualité de commissaire, qui fut présenté aux commissaires français, est daté du 21 septembre 1750.)

Les instructions sont accompagnées du brouillon d'une proposition d'accommodement entre les deux couronnes au sujet des limites de la Nouvelle-Ecosse, etc. (L'accommodement suggéré consistait à céder Sainte-Lucie à la France et à déclarer territoires neutres Tabago, Saint-Vincent et la Dominique.)

1751.

1er janvier, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il avait fait embarquer du canon à Annapolis sur le *Wren*, qui en est parti voici six semaines mainte-

1751.

nant et dont on n'a pas eu nouvelle depuis. Leurs seigneuries seront bien obligées de faire remplacer les pièces. G 72, "B. T. N. S.", vol. 11

16 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Plan de colonisation qu'ils proposent pour la Nouvelle-Ecosse. Progrès d'Halifax. Plus de £100,000 y ont été dépensées en travaux de déboisement et en construction de maisons et de bateaux de pêche. La pêche se pratique là avec tant de succès que, dès cette année, elle va donner à la Grande-Bretagne plusieurs mille livres sterling de profit. La quantité et la qualité du poisson satisfont l'attente. Un commerce général a aussi été mis en train ; et si toutes les branches de négoce ne sont pas encore exploitées un peu, notamment la traite des pelleteries, il le faut attribuer à la guerre avec les sauvages. Des cours de justice sont établies. Perfidie des Français ; leurs empiétements. Ils ont incité les sauvages et les sujets français de Sa Majesté à se rebeller et à détruire des villages entiers. Un détachement de troupes régulières du Canada s'est établi sur la rivière Saint-Jean ; et cette occupation a eu des effets malheureux pour les colons. On croit que ces troupes régulières ont pris tous les moyens efficaces de soutenir leur possession usurpée : armes, vivres, secours aux sauvages se sont expédiés du Canada sans interruption, nos bâtiments de guerre n'ayant pu atteindre la côte qu'en juillet, quand il était déjà trop tard pour exécuter les services dont ils avaient été chargés. Nécessité d'envoyer de prompts et suffisants renforts à la province, sans quoi tous ses avantages passeront à la France, qui la regarde toujours d'un œil d'envie. Des cinq établissements projetés, un seul est créé jusqu'à présent. A Chignectou, le détachement du régiment d'Irlande est arrivé trop tard pour que les colons aient pu se bâtir des habitations avant l'hiver. Il faudra que les nouveaux colons s'embarquent à l'entrée du printemps. Les Suisses sont recommandés comme étant gens tempérants et laborieux. On a passé traité avec Dick, négociant de Rotterdam, pour avoir par ses soins des protestants étrangers. Quelques-uns des Suisses qui ont émigré à la Nouvelle-Ecosse, sont allés en leur pays pour inviter de leurs compatriotes à les suivre, et l'un d'eux fait une proposition avantageuse : on engagerait 300 Suisses au service du gouvernement à des conditions permettant d'effectuer une économie de £4,500 sur les gages ; c'est plus qu'il ne faut pour payer leur passage, etc. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 308

(Copie dans la série "A. & W. I.," vol. 596.)

18 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils lui adressent leurs observations sur la proposition de l'Alderman Baker pour l'avitaillement des troupes à la Nouvelle-Ecosse pendant l'année 1751. 326

24 janvier, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Bedford.) Communication d'un extrait d'une lettre de Cornwallis, datée du 27 novembre 1750, annonçant la capture, par le capitaine Rous de l'*Albany*, devant le cap de Sable, d'un brigantin français chargé de munitions de guerre et de bouche, qui venait de Québec. 330

Incluses. Extrait de la lettre de Cornwallis et dépositions. La lettre et les dépositions ont été mentionnées ci-dessus à la date du 27 novembre.

(Duplicata de la lettre et de ses incluses. "A. & W. I.," vol. 596.)

26 janvier, Halifax. Cornwallis à Phips. Reçu sa lettre du 17. Il lui est obligé de son attention à lui communiquer les informations données par Davis à la "General Court ;" il aurait bien voulu que ce corps eût renforcé le poste de Chignectou, car il ne peut point le faire lui-même maintenant. Les Français sans doute ne sont pas aussi nombreux qu'on l'a dit ; mais le seraient-ils, il ne désespère pas de les repousser. Il lui demande, et à la "court", de considérer quelle importance ont pour l'Angleterre Chignectou et toute la baie de Fundy, puisque la Nouvelle-Angleterre devra souffrir aussi des coups portés à la Nouvelle-Ecosse. Il le presse d'expédier 200 hommes aux frais de la Nouvelle-Angleterre, et 200 autres aux frais de la Nouvelle-Ecosse, afin d'augmenter la garnison à Chignectou

1751.

et déjouer ainsi les desseins des Français. G 129, "B. T. N. S.," vol. 12, aussi "A. & W. I.," vol. 596, où cette pièce est incluse dans une lettre des lords du commerce au secrétaire d'Etat en date du 6 août 1751.

30 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) aux Lords du commerce. Ils sont autorisés à passer un nouveau traité avec Dick pour l'envoi de 1,000 protestants étrangers à la Nouvelle-Ecosse.
G 62, "B. T. N. S.," vol. 11

31 janvier, Boston. Adresse du lieutenant-gouverneur, du conseil et des représentants du Massachusetts au roi, lui dénonçant les empiétements des Français dans la Nouvelle-Ecosse et autres territoires. "A. & W. I.," vol. 63, p. 189

31 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Transmet une offre par Chauncey Townsend de fournir les provisions aux colons, etc., dans la Nouvelle-Ecosse pendant l'année 1751. L'offre est dans la lettre.
G 63, "B. T. N. S.," vol. 11

1er février, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils lui communiquent une plainte qui leur a été adressée par rapport à la classe de colons expédiés par lui. Arrangements proposés pour l'été prochain. Retour de Du Pasquier, un Suisse, qui offre de mener dans la Nouvelle-Ecosse 300 colons aptes au travail, lesquels iraient s'embarquer à Rotterdam. S'il (Dick) veut se charger de leur transport à raison de £5 par tête, il recevra avis en temps utile de se préparer à les embarquer. "B. T. N. S.," vol. 34, p. 331
Tarif des provisions pour 300 personnes. 340

1er février, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Listes de lettres de change tirées, se montant à £7,585,17s.11d. G 79, "B. T. N. S.," vol. 11

5 février, Halifax. Benjamin Green aux Lords du commerce. Envoi de copie de papiers relatifs à la saisie de la goélette *Catnarine* par le capitaine Rous.
H 35, "B. T. N. S.," vol. 13

Incluses. Les papiers mentionnés. H 36. (La goélette avait été saisie pour faits de commerce illicite.)

5 février, Whitehall. Instructions à John Peter Robert, chargé d'accompagner en Suisse Du Pasquier et Du Denier et de les y aider à réaliser la proposition de conduire 300 protestants suisses en la Nouvelle-Ecosse.
"B. T. N. S.," vol. 34, p. 341
Commission donnée à Robert, en date du 6 février. 347
Avis (même date) des privilèges accordés aux protestants suisses qui iront s'établir en la Nouvelle-Ecosse d'après le plan de Du Pasquier. 352

6 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Ils ont passé contrat avec Dick pour l'envoi à la Nouvelle-Ecosse de 1,000 protestants étrangers, et avec Du Pasquier, pour l'envoi de 300 Suisses. 348
(Duplicata, "A. & W. I.," vol. 596.)

7 février, Trésorerie. (Le titre seul de la pièce est donné. Lettre de M. Scrope (Secrétaire de la trésorerie) datée du 7 février 1750–1, renfermant un mémoire de King Gould esquire, ancien agent du colonel Cornwallis, avec un rapport sur ce mémoire. G 66, "B. T. N. S.," vol. 11

8 février, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Il lui communique une lettre du gouverneur de Québec, qui continue ses demandes exorbitantes. Tout va bien à Chignectou. "A. & W. I.," vol. 31, p. 190
Incluse. Lettre de La Jonquière à Cornwallis (en français). Québec, 25 novembre 1750. La Jonquière demande l'explication de la décision prise relativement au bâtiment capturé, et de nouveau affirme le droit du roi de France au territoire occupé par ses troupes. 191

9 février. Procès-verbaux du conseil du 20 décembre à la date indiquée ici en marge. Pétition des juges pour avoir un règlement de cour. Les procès-verbaux contiennent en règlement. Il y a aussi un rapport sur concession d'un emplacement où construire un "meeting-house" (temple des protestants dissidents); des peines prononcées pour vente de boissons spiritueuses et pour d'autres infractions. Voici une des dernières mentionnées: "Stephen Adams et Thomas Keys ont été interrogés devant

1751.

le conseil et reconnus coupables d'avoir fait de faux rapports préjudiciables à ce "settlement" et d'odieux mensonges sur le compte de Son Excellence le gouverneur: Ordonné que les dits Adams et Keys recevront vingt coups de fouet quand Son Excellence ordonnera d'appliquer cette peine." "A. & W. I.," vol. 31, pp. 184–189

11 février, Boston. Message adressé par Phips à la Chambre des représentants du Massachusetts. Il a envoyé à Cornwallis une copie de la déclaration d'Elisha Davis (voir la lettre de Cornwallis du 26 janvier) concernant les desseins des Français et des sauvages sur Chignectou, et a reçu à ce propos deux lettres de Cornwallis, qu'il communique à la chambre, en l'invitant à les prendre en sérieuse considération, et à adopter telles mesures qui lui paraîtront nécessaires à la sûreté de la Nouvelle-Ecosse, de si grande importance pour la sécurité du Massachusetts.

G 130, "B. T. N. S.", vol. 12. Il y a aussi dans la série "A. & W. I.", vol. 596, une copie de cette pièce, adressée le 6 août au secrétaire d'Etat.

Le lendemain (12 février), le message fut renvoyé à un comité, qui, le 15, rapporta que l'on devait refuser d'envoyer les troupes demandées, soit aux frais du Massachusetts, soit à ceux de la Nouvelle-Ecosse, le Massachusetts étant dans des circonstances qui ne lui permettraient point de le faire. La résolution prise par l'Assemblée vient à la fin du message et est suivie du rapport. "A. & W. I.", vol. 596

(Les lords du commerce adressèrent copie de ces documents, le 6 d'août, au secrétaire d'Etat.)

11 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) aux Lords du commerce. Comment fournir de l'argent à l'entrepreneur afin de faciliter le recrutement d'émigrants suisses pour la Nouvelle-Ecosse. G 67, "B. T. N. S.", vol. 11

12 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils émettent l'avis que l'offre de Townsend, d'approvisionner 2,500 personnes dans la Nouvelle-Ecosse, soit acceptée et qu'on lui fasse des avances d'argent.
"B. T. N. S.", vol. 35, p. 358

14 février, Whitehall. Les mêmes à MM. Lullin. Ils veulent une lettre de crédit sur Berne, en faveur de Robert, pour la somme de £900. 361

19 février, Whitehall. Dépenses d'entretien de l'établissement de la Nouvelle-Ecosse.

Evaluations pour l'année 1751.....	£ 53,927. 14s. 4d.
Payé pour 1749 et 1750.....	173,838. 2s. 3½d.
(Cette somme comprend les frais de transport des colons et autres frais extraordinaires.)	
Crédit voté.....	116,255. 3s. 0d.
En plus du crédit voté.....	57,582. 19s. 3½d.

362-365

23 février, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Il les remercie du renouvellement de son traité. Il se défend contre les accusations relativement à la mauvaise qualité des émigrants envoyés d'Allemagne, à l'encombrement des navires dans le voyage, &c. G 69, "B. T. N. S.", vol. 11

2 mars, Rotterdam. Le même aux mêmes. Il a déjà répondu, par sa lettre du 23 du mois dernier, à celle de leurs seigneuries du 15. G 70

7 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Bedford). Besoin d'une force navale sur les côtes de la Nouvelle-Ecosse. Deux frégates, de 50 ou 40 canons chacune, devraient y être mises en station, pour (1°) maintenir et faire respecter le droit exclusif de pêche acquis aux bâtiments britanniques dans les limites établies par l'article 12 du traité d'Utrecht; (2°) assurer la sécurité du nouveau "settlement"; (3°) défendre les droits de Sa Majesté contre les empiétements qui ont lieu en différentes parties de la province. Chacun de ces objets est examiné assez longuement.
"B. T. N. S.", vol. 34, p. 366

(Il y a une copie de cette pièce dans la série "A. & W. I.", vol. 596.)

1751.

10 mars, Nimègue. J. P. Robert aux Lords du commerce. Il rend compte de ses mouvements dans le voyage qu'il fait pour avoir des émigrants suisses. G 73, "B. T. N. S." vol. 11

15 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Holdernesse. Ils recommandent Dick à sa seigneurie. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 374

15 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Observations et avis au sujet des protestants étrangers qu'il doit engager à aller s'établir dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 34, p. 376

(A la fin de la lettre est un certificat attestant que Dick est dans le service public.) 389

15 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à J. P. Robert. On a écrit à Dick; il a répondu qu'il rendra tous les services en son pouvoir. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 1

16 mars, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Il rend compte du résultat de son travail pour recruter des colons. G 71, "B. T. N. S.", vol. 11

21 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Henry Fox. L'entrepreneur des approvisionnements fait figurer sur ses comptes des hommes non effectifs. Leurs seigneuries demandent que l'ordre lui soit donné de ne compter que les effectifs. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 2

22 mars, Whitehall. Les mêmes à Cornwallis. L'embarras où ils étaient faute d'avoir reçu les comptes a cessé par leur arrivée; seulement les pièces à l'appui n'y sont pas jointes. Ils ont pu convaincre le parlement et en obtenir le crédit pour la Nouvelle-Ecosse. Nécessité de fournir tous les éclaircissements désirables. Comment doit se répartir la somme votée, et à quels services appliquer les deniers économisés. Comment réaliser ces économies. Ils s'occupent d'envoyer 1,000 protestants étrangers de Hollande, qui seront expédiés plus tôt que les émigrants de l'an dernier. Il (Cornwallis) en établira le plus qu'il pourra dans la péninsule. Leurs seigneuries espèrent, en outre, lui envoyer 300 protestants suisses, tous travailleurs. Gain à attendre de la réduction du prix du travail. Instructions relatives aux approvisionnements. Les lettres tirées n'ont pas été protestées, mais le paiement en a été remis. Comment maintenir le crédit de la province. Remarques concernant l'agent Kilby. Les mesures se prennent pour réprimer tout commerce illicite entre les provinces septentrionales et les Français, etc. 3

22 mars, Francfort. J. P. Robert aux Lords du commerce. Il continue à rendre compte de son voyage. "G 76, "B. T. N. S.", vol. 11

23 mars, Rotterdam. Dick aux mêmes. Il se plaint que l'on fait circuler de faux rapports sur la Nouvelle-Ecosse, et met sous ce pli des documents en allemand, avec traduction, qui le montrent. G 74

26 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Sur les protestants étrangers qu'il s'est chargé d'expédier à la Nouvelle-Ecosse, et la demande de Crellius à Holdernesse pour obtenir sa faveur et sa protection, qui lui ont été refusées. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 35

26 mars, Whitehall. Aldworth aux Lords du commerce. Le roi désire qu'ils viennent à un conseil le 28, où se discuteront des questions relatives à la Nouvelle-Ecosse. G 77

27 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Newcastle). Ils le prient de mander au résident à Francfort de réfuter les mensonges mis en circulation par Crellius qui sont nuisibles à la Nouvelle-Ecosse, et aider les agents de Dick. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 39

30 mars, La Haye. Holdernesse aux Lords du commerce. Il donnera à Dick toute l'aide possible. G 75, B. T. N. S.", vol. 11

4 avril, Boston. Informations adressées à Phips par Phineas Stevens, sur les desseins des Français contre la Nouvelle-Ecosse, où un parti de 500 Français et 100 sauvages va être envoyé du Canada. Le gouverneur lui a dit (Stevens) que, s'il ne recevait pas une réponse satisfaisante de Cornwallis, il déclarerait ouvertement la guerre. Il cherche à avoir un autre

1751.

parti de sauvages; les tribus comptent en totalité environ 600 hommes capables de porter les armes. Le gouverneur du Canada a envoyé un collier de porcelaine aux sauvages de Saint-François.

G 128, "B. T. N. S.", vol. 12

Et aussi "A. & W. I.", vol. 596, où cette pièce est incluse dans une lettre du 6 août au secrétaire d'Etat.

5 avril, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Nouvelle lettre concernant les arrangements pour avoir des colons pour la Nouvelle-Ecosse.

G 84, "B. T. N. S.", vol. 11

Autres lettres de Dick, de dates postérieures, sur le même sujet.

G 85, G 86, G 87

11 avril, Neufchâtel. J. P. Robert aux Lords du commerce. Il continue à leur rendre compte de ses opérations relatives au recrutement d'émigrants.

G 89, "B. T. N. S.", vol. 11

Viennent ensuite d'autres pièces sur le même sujet. G 94, liste nominative des hommes, au nombre de 74, sur un envoi total de 229 personnes embarquées à bord du *Speedwell*; G 95, reconnaissance des sommes dues à Dick par ces émigrants; G 96, lettre à Cornwallis, lui recommandant le capitaine du *Speedwell*, et annonçant que ce navire serait suivi de deux autres, le *Gale* et le *Jenny*. Les pièces qui viennent après la lettre de Robert vont de G 90 à G 96.

13 avril, Whitehall. Aldworth aux Lords du commerce. Le Secrétaire d'Etat (Bedford) leur communique, afin qu'ils l'examinent, une lettre relative à la commission de Robert et Du Pasquier, chargés de recruter des hommes pour la Nouvelle-Ecosse. G 80, "B. T. N. S.", vol. 11

16 avril, Londres. Affaire Henry Blommart, réclamant le loyer de son navire qui a été employé à transporter des colons à la Nouvelle-Ecosse. G 78

20 avril, Altona. John Peter Meyer aux Lords du commerce. Au sujet de familles allemandes qui voudraient émigrer à la Nouvelle-Ecosse. G 83

22 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à M. Pasquier (en français). Ses promesses extravagantes aux femmes et aux enfants; désir qu'il aurait exprimé d'enrôler des criminels parmi les colons. Leurs seigneuries ne peuvent consentir à rien de semblable. Il faut qu'il suive strictement ses instructions. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 41

26 avril, Whitehall. Les mêmes à Dick. Sur ses opérations pour se procurer des protestants étrangers consentant à aller s'établir dans la Nouvelle-Ecosse. 43

26 avril, Halifax. Compte rendu du procès du lieutenant Henry Heron pour ivrognerie, etc. "A. & W. I.", vol. 31, pp. 199-204

27 avril, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Il aura un navire bientôt prêt à embarquer 220 à 230 passagers pour la Nouvelle-Ecosse. Il demande que l'on envoie quelqu'un y mettre un ventilateur.

G 82, "B.T.N.S.", vol. 11

30 avril, War Office. Le Secrétaire d'Etat de la guerre (Henry Fox) aux Lords du commerce. Les comptes des entrepreneurs de l'approvisionnement des troupes dans la Nouvelle-Ecosse ont été examinés: leurs seigneuries font erreur en pensant que d'autres que des hommes effectifs y figurent. G 88

30 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils sont contents d'apprendre qu'il a un navire prêt à recevoir 230 personnes et qu'il en prépare un autre pour 330 émigrants. Envoyer 560 colons à cette saison vaut mieux qu'en expédier deux fois autant à une époque plus tardive. Ils espèrent qu'il va faire tous ses efforts pour compléter le nombre de 1,000 aussitôt que possible. Du Pasquier a écrit à lord Halifax qu'il y a neuf familles à Neufchâtel qui voudraient passer en la Nouvelle-Ecosse; il (Dick) pourrait s'en charger, en employant Robert comme son agent. Leurs seigneuries sont indignées de l'inhumanité de Spurrier, capitaine du navire expédié l'an dernier, et mandent à Dick de le poursuivre en justice. En post-scriptum il est dit qu'elles sont très aises du succès de Dick en Alle-

1751.

magne. Incluse la lettre de Du Pasquier à Halifax, laquelle donne faiblement à croire qu'il pourra trouver les 300 personnes promises. "B.T.N.S.", vol. 36, p. 47

8 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à J. P. Robert. Ils approuvent sa prudence et son activité. Villette les avait informés des difficultés de l'entreprise; son succès surpasse leur attente. Ils approuvent aussi sa réponse à l'égard des criminels. 51

8 mai. Les Commissaires des vivres de la marine aux Lords du commerce. Ils demandent la liste des personnes débarquées du *Baltimore* et la date de leur inscription sur l'état d'approvisionnement, afin qu'ils puissent vérifier les comptes du capitaine. G 98, "B.T.N.S.", vol. 10

10 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Il leur fait plaisir d'apprendre que le *Speedwell* est prêt à partir et approuve les mesures qu'il (Dick) a prises pour suppléer au peu de succès de Du Pasquier. Paiement du fret.—P.S. Reçu à l'instant l'avis du départ du *Speedwell*. Informer l'ingénieur d'Amsterdam qui offre ses services que le "settlement" est déjà pourvu. "B.T.N.S.", vol. 35, p. 53

10 mai, Neufchâtel. Robert aux Lords du commerce. Il va partir avec 25 hommes. Il met sous ce pli copie d'une lettre à Villette, qui explique pourquoi il a si peu de monde. (Ci-jointe cette copie.) G 99, "B.T.N.S.", vol. 12

12 mai. Du Pasquier aux Lords du commerce. Il rend compte de ses opérations en Suisse. G 81, "B.T.N.S.", vol. 11

15 mai, Whitehall. Les Lords du commerce aux Commissaires des vivres de la marine. Ils ont reçu un état général des personnes débarquées en la Nouvelle-Ecosse, mais non la liste des passagers de chaque navire séparément ni le relevé des dates auxquelles on a inscrit ces colons sur les registres d'approvisionnement. "B.T.N.S.", vol. 35, p. 56

17 mai, Neufchâtel. Robert aux Lords du commerce. Difficulté d'avoir des colons, à cause de la manière d'opérer. G 98, "B.T.N.S.", vol. 12

27 mai, Halifax. Procès-verbaux du conseil, du 9 mars à la date en marge. "A. & W. I.", vol. 31, pp. 193-198

1er juin, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. A propos des émigrants amenés par Du Pasquier. Il leur a fait signer une obligation, qu'il met sous ce pli. G 102, "B. T. N. S.", vol. 12

Correspondance relative au recrutement et à l'expédition d'émigrants à destination de la Nouvelle-Ecosse. Jusqu'à G 113, et G 115 à G 125.

3 juin, Whitehall. Aldworth aux Lords du commerce. Bedford leur communique une lettre de Villette sur les opérations de Du Pasquier et de Robert. G 100, "B. T. N. S.", vol. 12

Incluse. Lettre de Villette. Du Pasquier et Robert sont, il y a douze jours environ, partis avec des émigrants. Du Pasquier est un honnête homme, et ses intentions sont bonnes, mais le jugement lui manque. Il avait ramassé 50 individus de la pire espèce, que Robert a refusé de recevoir. Prudence de ce dernier, lequel est tout à fait propre à la besogne. Liste ci-incluse de 23 émigrants. G 101

5 juin, Annapolis-Royal. Mascarene aux Lords du commerce. Lettre d'introduction où il recommande Gorham à cause de ses services. Mascarene demande un congé pour aller dans la Nouvelle-Angleterre. H 5, "B. T. N. S.", vol. 13

6 juin, Boston. Avis reçu de John Dixey. Il a rencontré un bâtiment français, qui remontait la baie de Fundy. "A. & W. I.", vol. 63, p. 131

7 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Le rapport de l'agent sur l'état du *Speedwell* est, à tout prendre, satisfaisant; quelques défectuosités sont indiquées. Leurs seigneuries ne peuvent fournir de cartes de la Nouvelle-Ecosse.—P. S. Quelqu'un a été chargé d'aller inspecter le *Gale*, et de faire une enquête sur les plaintes contre Du Pasquier, qui aurait mis à bord clandestinement des marchandises. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 57

1751.
14 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Ils sont surpris de n'avoir pas reçu de rapport sur l'état de la Nouvelle-Ecosse, depuis le 27 novembre. Sa dernière dépêche du 1er février ne contenait que la liste des lettres tirées sur l'agent. Leur inquiétude par suite de bruits d'attaque par les Français et les sauvages et d'un envoi de 500 hommes de troupe du Canada pour renforcer La Corne. Ces bruits, qu'on n'est pas en pouvoir de démentir, sont crus du public, et nuisent à la colonie. Les dépêches d'Armstrong confiées à la poste à Bristol, sont perdues, la malle ayant été volée. Leurs seigneuries expriment leur déplaisir de ce que des lettres pour la valeur de £6,000 aient été tirées sans avis; il va leur falloir soit violer le règlement en payant ces lettres, soit compromettre le crédit de la province en en ajournant le paiement. Autres observations sur le sujet des paiements. Page 60

14 juin, Londres. King Gould aux Lords du commerce. Il demande le remboursement de ses avances pour le régiment sous le commandement de Cornwallis.
G 114, "B. T. N. S.", vol. 12

24 juin, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il est peiné de l'excédant dans la dépense; mais il ne pouvait faire autrement qu'il n'a fait. S'il n'avait eu devant lui que 300 ou 400 sauvages, il serait confus d'une dépense pareille. Or, les Français non seulement s'employaient à soulever les tribus, mais se joignaient à elles, se conduisant en tout comme en temps de guerre ouverte. Il va pratiquer des retranchements, bien qu'à regret. Le recrutement va mal. Il espère que les protestants étrangers arriveront à temps; il croit qu'il pourra les établir aux Mines. Négligence de Kilby à répondre aux lettres. Les Français donnent une récompense aux sauvages pour chaque prisonnier ou scalp que ceux-ci leur présentent. Les sauvages font des menaces aux habitants pour les détourner d'aider les Anglais. Il a envoyé un détachement aux Mines et à Pigiguit, avec mission d'en amener les députés; ce détachement n'est pas encore revenu. Les forces ici ne sont pas suffisantes pour arrêter les entreprises des Français, et il est douteux qu'il (Cornwallis) puisse les empêcher de se fortifier à Saint-Jean et à Beauséjour. Si la sécurité de la province était assurée, il y viendrait bien des colons, de ceux ayant des moyens. A cette heure, 1,000 hommes de troupes régulières vaudraient mieux que 3,000 colons. A quel point il est partagé entre le désir de diminuer la dépense et la crainte de perdre la province. Il prévient leurs seigneuries que les 18,000 tant de livres sterling seront loin de couvrir les frais de défense. S'il faut absolument réduire la dépense, assurons au moins la sécurité d'Halifax à cause de la pêche, car c'est le meilleur port qu'il y ait dans l'Amérique du Nord. Ci-incluse une proposition de Kinselayh pour l'exploitation d'un charbonnage.
G 126, "B. T. N. S.", vol. 12

(Conférer avec la copie adressée par les lords du commerce au secrétaire d'Etat le 6 août. "A & W. I.", vol 596.)

Incluses. Résolution prise par l'Assemblée du Massachusetts de ne pas envoyer d'hommes maintenant à la Nouvelle-Ecosse.

(Mentionnée ci-dessus à la suite du message du 11 février.)

Informations données par Stevens, 4 avril.

Lettre de Cornwallis à Phips, du 26 janvier. Ces deux dernières pièces sont analysées à leurs dates respectives.

Message adressé par Phips à l'Assemblée du Massachusetts. Mentionné précédemment, à la date du 11 février.

24 juin, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Reçu les nouvelles de la mort du prince de Galles, et de la paix avec l'Espagne. Le gouverneur du Canada a écrit au gouverneur de Louisbourg de se saisir de quatre sloops par représailles pour les navires français saisis à raison de leur trafic illicite. Les Français élèvent des forts sur différents points dans la province. Leurs réponses évasives au sujet des sauvages; mais par

1751.

le moyen de Le Loutre ceux-ci reçoivent d'eux une prime par scalp. Phips l'informe qu'une frégate française de 36 canons, portant 300 hommes, est allée à la baie de Fundy. "A. & W. I.", vol, 31, p. 205

25 juin, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Lettres tirées, se montant à £8,018 10s. 10d. "G 136, "B. T. N. S.", vol. 12

29 juin, Halifax. Le même aux mêmes. Il a été obligé de tirer sur Kilby une lettre de £3,000 pour certaines dépenses de l'expédition de Chignectou. H 6, "B. T. N. S.", vol. 13

30 juin, Rotterdam. Déclaration faite devant notaire par le capitaine et le second du navire *Ann* que les émigrants allemands menés à la Nouvelle-Ecosse n'ont pas été traités mal dans le voyage. G 138, "B. T. N. S.", vol. 12

1er juillet, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il a été obligé de tirer une lettre de £500 pour payer le prix du loyer du *Anson* et du *Warren*, employés au service du gouvernement sur la baie de Fundy et à Chignectou. H 1, "B. T. N. S.", vol. 13

Le même jour, Cornwallis donnait avis qu'il avait tiré une lettre de £429 8s. 3d. pour payer le fret du senau *Fair Lady*, employé aussi au service public. H 2, "B. T. N. S.", vol. 13

9 juillet, Whitehall. Liste des lettres tirées par Cornwallis sur Kilby pour le service de la Nouvelle-Ecosse. Elles montent à £6, 498 sterling. "B. T. Journals," vol. 59

24 juillet, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Arrivée de bâtiments de guerre français devant Louisbourg; mais point de flotte anglaise. Il ne peut comprendre dans quel dessein ces forces navales ont été envoyées ainsi en un temps de paix; son inquiétude au sujet des sloops qui croisent dans la baie de Fundy. L'*Albany*, qui en revient, rapporte avoir vu un vaisseau de 56 canons et une frégate faisant voile dans la direction de la rivière Saint-Jean. H 3, "B. T. N. S.", vol. 13

Suit l'avis des mouvements de la flotte française.

Lettre de même date, sur le même sujet, au Secrétaire d'Etat, avec incluse. "A. & W. I.", vol. 31, pp. 206, 207

30 juillet, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Envoi du journal du *Tryal*, bâtiment de S. M., contenant l'information des mouvements de la flotte française. Un gros navire français croise au large du port. Il examine probablement la côte. H 4, "B, T. N. S.", vol. 13

Le journal de bord du *Tryal* est lié avec cette lettre. Il y en a une copie dans la série "A. & W. I.", vol. 596.

1er août, Londres. Dick aux Lords du commerce. Il demande le paiement de certaine somme due pour l'envoi d'émigrants à la Nouvelle-Ecosse. G 137, "B. T. N. S.", vol. 12

6 août, Whitehall. Les Lords du commerce à Holdernesse. Ils lui transmettent une lettre de Cornwallis, du 24 juin, avec incluses. "B. T. N. S.," vol. 35 p. 65

(Ces pièces sont dans la série "B. T. N. S.," vol. 12, G 126 à G 130. Elles accompagnent aussi une copie de la lettre des Lords du commerce dans la série "A. & W. I.," vol. 596. Mentionnées ci-dessus à leurs dates respectives.)

18 août, Louisbourg. Raymond à Cornwallis. Pièce incluse dans la lettre du 1er septembre. V. à cette date.

27 août, Falmouth. Mascarene à Cornwallis. Il a eu des conférences avec les sauvages à Saint-George. Tout s'y est passé d'une manière satisfaisante. Les Norrigwocks n'étant pas là, le traité avec eux n'est pas encore conclu. Les sauvages de Pénobscot doivent les amener dans six semaines. Monjarrett, chef des sauvages de Saint-Jean, a promis de se rendre à Halifax pour conclure une paix, d'y mener les Micmacs et de cesser les hostilités. H 11, "B, T. N. S.," vol. 13

27 août, Halifax. Cornwallis à Raymond. Pièce incluse dans la dépêche du 1er septembre. V. ci-après.

1751.
1er septembre, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Bedford). Observations sur une lettre du *Board* de l'artillerie; comment se sont élevées les dépenses. Il met sous le pli copie d'une lettre du comte de Raymond, gouverneur de Louisbourg, et copie de sa réponse. Les bâtiments de guerre ne sont pas arrivés. Cornwallis demande à être relevé de son commandement.
"A. & W. I.," vol. 31, p. 208

Incluses. Lettre de Raymond à Cornwallis, 18 août. Il demande que l'on empêche les pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre de faire sècherie sur les îles Canso. Les commissaires travaillent au règlement des limites, et pendant leur travaux rien ne devrait pouvoir troubler la tranquillité. 209

Réponse, datée du 27 août. Cornwallis y signale les faits que les Français pêchent aux îles Canso et même à Whitehead, parages qui sont indubitablement dans les limites des possessions britanniques, et aussi qu'un bâtiment de guerre français a croisé devant ces côtes dix ou douze jours de suite. 210

Procès-verbaux, des 2 et 11 juillet. 211

(A la p. 214 se trouve un duplicata de la lettre au secrétaire d'Etat, mais daté du 4 septembre. Il est suivi d'une copie de la correspondance, pp. 215 et 216.)

4 septembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Note des lettres qu'il a été obligé de tirer depuis le 31 mai. H 7, "B. T. N. S.," vol. 13

4 septembre, Halifax. Le même aux mêmes. Il se défend du reproche d'avoir négligé de tenir leurs seigneuries au courant de tout. Les escarmouches entre la garnison de Chignectou et les sauvages n'étaient pas des incidents nouveaux, et Cornwallis renvoie à certaines lettres là-dessus dont il leur a adressé dans le temps les originaux et des duplicatas. Si on eût envoyé du Canada un renfort à La Corne, il leur eût écrit aussitôt; mais ce n'est qu'en mai que le bruit lui en est venu, et il s'est alors empressé d'écrire. Il fait remarquer que ses instances pour obtenir des forces de mer et de terre sont restées sans effet, tandis que les Français ont eu tout l'été une flotte en croisière devant la côte. On va avoir une conférence dans la Nouvelle-Angleterre avec les sauvages, où la province sera représentée par Mascarene. Aboutira-t-elle à la paix? Cornwallis a une lueur d'espérance. Les sauvages de Saint-Jean ont accepté un collier de porcelaine, signe favorable chez eux. Les habitants français ont eu cette année des récoltes très abondantes, qui seront un grand bien pour la colonie. L'établissement des Allemands se fera sur la péninsule dans un endroit où ils jouiront de la sécurité. Du Pasquier n'a amené que 20 Suisses au lieu des 300 promis. Il n'est encore arrivé qu'un navire avec des émigrants d'Allemagne, ayant meilleure apparence que les derniers qui sont venus. Dick dit que deux autres navires sont en route; mais ils arriveront trop tard. Il (Cornwallis) n'a aucune nouvelle du règlement des limites. Comment s'annonce la campagne de pêche. Il y a une prime offerte pour la pêche de même que pour la construction de navires. Beaucoup de terrains sont déboisés par la ville, où tout a une apparence encourageante. Grandes difficultés qu'il a éprouvées. Il demande la permission de se démettre. H 8, "B. T. N. S.," vol. 13

4 septembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Townsend ne peut exécuter son entreprise d'approvisionnement. Il (Cornwallis) a donné ordre à l'agent de Baker de fournir les provisions d'hiver, et tirera sur Townsend. H 9

Incluses. Deux lettres de Levy et Franks, agents de Townsend, disant qu'ils n'expédieront pas de provisions pour le compte de Townsend à moins d'être garantis. H 10

Quantités de provisions que Townsend s'est engagé par son contrat à fournir, et état de ce qui en a été jusqu'à présent reçu et expédié. H 12

12 septembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Avis de lettres tirées pour les services publics. Il y a 13 lettres de change, qui vont au 26. H 23

1751.

Autre avis, du 28 septembre. H 24

30 septembre, Rotterdam. Compte courant de Dick relatif aux émigrants envoyés à la Nouvelle-Ecosse. H 34

30 septembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il a tiré une lettre de £60 en faveur de Jackson et Usher pour travaux publics. H 50

1er octobre, Louisbourg. Raymond à Cornwallis. Pièce incluse dans la dépêche de Cornwallis, du 1er novembre. V. à cette date.

7 octobre, Londres. Requête de Kilby, agent de la Nouvelle-Ecosse, à l'effet d'obtenir permission de demander à la Trésorerie le paiement de £11,008 0s 7d. G 139; "B. T. N. S.," vol. 12

14 octobre, Boston. Malachy Salter aux Lords du commerce. Il leur transmet l'avis que Cornwallis a souscrit une lettre de £200 en sa faveur (Salter). Il tire lui-même une lettre de £40 9s. 3d., pour frais de protêt, etc. L'avis et le protêt notarié accompagnent la lettre. H 30, "B. T. N. S.," vol. 13

23 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils lui adressent le compte des deniers votés par le parlement pour la Nouvelle-Ecosse, avec la demande par l'agent Kilby d'être autorisé à payer certaines créances, afin que la Trésorerie ait sous les yeux la situation réelle des affaires. Le gouverneur a dépassé la somme qui lui était assignée. Envoi d'extraits de lettres sur ce sujet. (Voir au 22 mars, vol. 35, "B. T. N. S.," p. 3, et la réponse G 126, vol. 12.) Townsend a achevé de remplir ses engagements; mais est disposé à accepter un acompte sur sa créance. "B. T. N. S.," vol. 35, p. 67

24 octobre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il a souscrit une lettre de £100 en faveur de Josiah Peirse, pour travaux publics. H 51, "B. T. N. S.," vol. 13

Autres avis d'une lettre de £100 en faveur de John Dick et d'une lettre de £50 en faveur de John Rundle. H 52, H 53

31 octobre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il a tiré sur Kilby une lettre de £300, pour le prix du loyer de la goélette *Cornwallis*. Il enverra le compte et, en attendant, il suspend le paiement du reste de la somme réclamée. H 19

Incluse. Mémoire des propriétaires de la goélette *Cornwallis*. H 20

1er novembre Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Il lui envoie copie d'une lettre du gouverneur de Louisbourg concernant les droits de la France sur les îles Canso. Il (Cornwallis) est convenu de racheter les prisonniers aux sauvages. L'arrivée tardive et le départ hâtif des bâtiments de guerre en rendent les visites peu utiles. "A. & W. I.," vol. 31, p. 217

Incluses. Lettre du comte de Raymond, du 1er octobre, exposant le titre incontestable de la France aux îles Canso. 218

(Duplicatas à pp. 219, 220.)

Certificat par Cornwallis des insuffisances de provisions sous le contrat de Townsend. H 37, "B. T. N. S.", vol. 13

Suivent des évaluations. H 38

3 novembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il n'a reçu aucune nouvelle des sauvages. Depuis la lettre de Mascarene (27 août), il n'y a plus eu d'actes d'hostilités; les habitants français seraient des sujets soumis, si l'on pouvait empêcher les missionnaires français de venir au milieu d'eux. Il va restreindre les dépenses; mais le progrès des travaux en sera nécessairement relenti. Il a fait réparer les forts en trop mauvais état et élever des ouvrages palissadés sur l'île George. Le rapport que les Français bâtissaient un fort sur le rivage du cap Sable est sans fondement; mais ils prétendent que l'île Canso est à eux, ce qu'il refuse d'admettre. Les Français construisent des forts à différents endroits; ils ne pourraient pas le faire sans l'assistance des sujets du roi dans la province, qui les fournissent de tout. Des marchands de New-York, par l'intermédiaire d'agents à Boston, vendent à Louisbourg de grandes

1751.

quantités de farine. Ces marchands et ceux de Rhode-Island sont payés en rhum et en mélasse, qu'ils introduisent dans les colonies sans acquitter les droits. De fait, toutes les colonies font ce commerce, sans lequel ne pourrait subsister Louisbourg. Cornwallis recommande de solder les lettres souscrites à Gould pour l'approvisionnement de son régiment (Cornwallis). Le Loutre, étant convenu de racheter le lieutenant Hamilton et les autres prisonniers aux sauvages, a accepté des traites pour le prix de leur nourriture et la rançon qui mettra fin à une captivité cruelle. Difficulté à laquelle a donné lieu la nomination d'un étranger non naturalisé aux fonctions de juge de paix. Exclure de ces fonctions les Allemands impliquerait privation du droit par eux de posséder des terres. Cornwallis demande un remède à cela. Il faudrait que les bâtiments de guerre vinssent de bonne heure le printemps, pour être utiles. Ils peuvent hiverner en sûreté dans le port d'Halifax. Cornwallis termine en rappelant à leurs seigneuries sa demande qu'il lui soit permis de se démettre. H 16

Incluses. Aperçu des dépenses à faire pour les forts à Chignectou, aux Mines et à Pigiguit en 1752 : signé John Brewse, ingénieur. H 17

Liste des lettres tirées en septembre et octobre. H 18

(Un extrait de la lettre fut envoyé au secrétaire d'Etat le 14 janvier 1752.)

18 novembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il est surpris de n'avoir pas eu de lettres par le capitaine Ball, qui était porteur de plusieurs dépêches. H 25, "B. T. N. S.", vol. 13

(Jointe à cette lettre, en est une sans date, où il est dit que le commissaire Little a été suspendu de ses fonctions et Saul nommé à sa place.)

18 novembre, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Compliments à sa seigneurie sur ce qu'elle a été appelé à ce poste éminent. Ses remercîments pour le congé qui lui est accordé, dont il ne veut pas faire usage tant que ses services paraîtront nécessaires. "A. & W. I.", vol. 31, p. 221

20 novembre. Requête d'Alexander Charles, par laquelle il demande à être remboursé des frais qu'il a faits en se défendant dans deux poursuites sans fondement formées contre lui par le capitaine du *Baltimore*. H 54, "B. T. N. S.", vol. 13

26 novembre, Londres. Mémoire et lettre de Baker, aux fins d'obtenir le paiement d'une lettre tirée par Cornwallis sur Townsend pour des provisions, et qui n'a pas été acceptée. H 32, H 33

— novembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. (Lettre sans date, mais son contenu permet de constater le mois.) Saisie de marchandises de contrebande; résistance de Joshua Mauger, et sa lettre impertinente, dont copie. H 26

Incluses. Demande de permission de décharger de la mélasse et du rhum, reçus en paiement de marchandises vendues lors de l'évacuation de Louisbourg ; avec le permis. H 27

Lettre (sans date) de Mauger, qui ne veut pas reconnaître l'autorité de la cour de vice-amirauté, ni permettre qu'il se fasse des perquisitions dans ses magasins. H 28, "B. T. N. S.", vol. 13

Demande et copie d'un mandat autorisant à faire la recherche de marchandises de contrebande à bord du sloop *Sally* et en tous lieux où elles auraient pu être cachées. H 29

18 décembre, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Communication à leurs seigneuries, pour examen, d'un mémoire du "Board" de l'artillerie, qui demande le remboursement de sommes employées aux services de la Nouvelle-Ecosse. H 31

19 décembre. Evaluation des dépenses nécessaires pour maintenir le "settlement" de la Nouvelle-Ecosse. Le montant est de £40,450 0s. 10d. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 69

1751.
19 décembre, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il a tiré une lettre de £168 7s. 6d. en faveur de Webb et Ewer, pour des travaux publics.
H 59, "B. T. N. S.", vol. 13

19 décembre, Whitehall, Déclaration verbale par Townsend que l'on peut acheter à Boston des provisions avec la "marque du roi", à meilleur marché que sans cette marque. "B. T. Journals", vol. 59

20 décembre, Whitehall, Déclaration par Powell, que les provisions en question sont échangées par les colons contre du rhum, et qu'il peut les acheter à des prix inférieurs. "A. & W. I.", vol. 604

20 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils lui mandent de ne pas faire d'autres envois de colons à la Nouvelle-Ecosse cette année. Ils l'emploieront de nouveau quand les opérations seront reprises. On le dédommagera de ses peines et de ses dépenses. L'agent Kilby a ordre d'accepter sa traite. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 71

1752.
7 janvier, Whitehall. Exposé fait de vive voix par Dick de la situation présente de l'établissement de protestants étrangers qui est en création dans la Nouvelle-Ecosse, et des difficultés qui s'élèveraient si l'on mettait arrêt brusquement à l'émigration commencée. "B. T. Journals," vol. 60, p. 1

8 janvier, Whitehall. Résolution prise par les lords du commerce sur les représentations de Dick. 5

9 janvier, Halifax. Cornwallis au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Il lui envoie copie de sa réponse au gouverneur de Louisbourg. "A. & W. I.", vol. 31, p. 122

Incluse. Lettre au comte de Raymond, où sont affirmés de nouveau les droits des Anglais sur les îles Canso. 223

14 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Ils lui communiquent un extrait d'une lettre de Cornwallis, du 3 novembre, relatif à l'établissement fait par les Français dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 73

Incluse. Extrait. La lettre a été mentionnée à sa date. Il y a des duplicatas de celle des lords du commerce et de son incluse dans la série. "A. & W. I." vol. 596

14 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui communiquent copie d'une lettre de Cornwallis (sans date) sur la conduite insolente de Mauger, agent des vivres de la marine, à l'occasion d'un mandat décerné pour la recherche de marchandises illicitement introduites. A quelles conséquences funestes à la colonie il faudrait s'attendre, si l'on souffrait qu'un employé subalterne résiste au gouverneur et à son gouvernement dans l'exécution des lois. "B. T. N. S.," vol. 35, p, 74

Incluses. Lettre et documents. Ces pièces ont été mentionnées au mois de novembre.

14 janvier, Whitehall. Déclarations verbales par Townsend et Baker au sujet de la fourniture de provisions aux colons de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. Journals," vol, 60, p. 15

15 janvier, Whitehall. "Ce que porte le contrat de Townsend pour la fourniture de provisions aux colons, en la Nouvelle-Ecosse: exposé fait pour déterminer si Townsend doit honorer la traite de £2,250 souscrite par le gouverneur Cornwallis, le 1er novembre 1751 à W. Baker esquire, en paiement de 224,000 livres de pain; laquelle traite a été souscrite à la suite des commandes par lui faites à M. Saul, agent de M. Baker, le 22 août 1751." 22

22 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui communiquent un extrait d'une lettre de Cornwallis, datée du 3 novembre. "B. T. N. S.," vol. 35, p. 76

(La lettre entière, marquée H 16, est dans le vol. 13 de la série "B. T. N. S." Elle a été analysée à sa date propre.)

22 janvier, Londres. Townsend aux Lords du commerce. Ses raisons pour accepter les lettres tirées par Cornwallis. Il envoie des pièces à l'appui.
H 39, "B. T. N. S.," vol. 13

1752.

Ces pièces suivent la dépêche. H 40 à H 46

22 janvier, Rotterdam. Mémoire de John Dick sur l'interruption que l'on veut apporter à l'émigration allemande vers la Nouvelle-Ecosse. H 47, "B. T. N. S.," vol. 13

5 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Sur la fourniture par Townsend de provisions destinées aux colons de la Nouvelle-Ecosse et sur le différend entre lui et Baker. "B. T. N. S.," vol. 35, p. 79

(Les pièces transmises sont marquées H 32, H 33, H 37 H 39, dans la série "B. T. N. S.," vol. 13.)

6 février, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Faut-il donner à Mauger, après la conduite violente qu'il aurait tenue, l'avis stipulé de résiliation de son contrat ? H 49, "B. T. N. S.," vol. 13

6 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils proposent d'allouer aux troupes, dans la Nouvelle-Ecosse, un prêt de trois pence par jour au lieu de provisions. Quelle économie on effectuerait ainsi. Montant de numéraire qui serait mis en circulation dans la province. Conséquences pour les colons, etc. "B. T. N. S.," vol. 75, p. 93

16 février, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Aucun acte d'hostilité par les sauvages ne lui a été signalé depuis l'attaque sur Dartmouth, il y a neuf mois ; mais ils ne sont pas encore venus conclure la paix. Voilà trois mois qu'il est sans nouvelles de Chignectou, à cause de la rigueur du temps. Malgré cette âpreté de la saison, le port n'a pas pris une fois. Il a nommé deux conseillers : Collier et Fotheringham, en remplacement de ceux qui sont allés en Angleterre. H 60, "B. T. N. S.," vol. 13

Lettre semblable, écrite le même jour, au secrétaire d'Etat (Holdernesse). "A. & W. I.," vol. 31, p. 224

20 février, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur transmet une pétition de Chauncey Townsend, qui demande le paiement d'une somme de £4,609 7s. 6d., à lui due pour provisions fournies aux colons de la Nouvelle-Ecosse. Pétition incluse dans la lettre. H 48, "B. T. N. S.," vol. 13

20 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils font rapport, sur la pétition de Townsend, que la somme revenant à celui-ci devrait lui être payée, après défalcation des avances qu'il a reçues. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 107

20 février, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle les prie de se consulter avec Hopson sur le meilleur moyen de mettre à exécution les offres de fournitures de provisions aux colons de la Nouvelle-Ecosse. H 55, "B. T. N. S.", vol. 13

27 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils sont d'avis de payer au payeur général les deux tiers des provisions non décomptées au régiment de Cornwallis. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 110

28 février, Whitehall. Les mêmes à Dick. Sur le transport des colons. 112

29 février, Rotterdam. Dick aux Lords du commerce. Il croit pouvoir, cette année, recruter 1,000 colons pour la Nouvelle-Ecosse. Peut-il en envoyer à la Georgie, à titre d'essai ? H 56, "B. T. N. S.", vol. 13

6 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Le parlement a voté £21,069 19s. 6d. pour "l'excédent" de dépenses de l'an dernier et £40,450 0s. 10d. pour les dépenses de cette année en la Nouvelle-Ecosse. Il leur en a coûté de faire encore une fois au parlement la demande d'un crédit applicable à un excédant de dépenses, quoique les circonstances eussent rendu ces dépenses inévitables, car le pays ne peut guère s'en permettre en ce moment de considérables en dehors de ses charges ordinaires. De plus, le manque de données détaillées a empêché de fournir aux chambres toutes les explications voulues sur l'emploi des fonds. Remarques à propos du mode employé pour la préparation des comptes. Leurs seigneuries ont reçu des plaintes sur la distribution des provisions, qui devrait être réduite.

1752. Il faudrait se conformer aux instructions. Mention de quelques-unes des irrégularités dans la distribution qui ont été signalées. Les gains injustifiables prélevés par Saul l'ont rendu impropre à l'emploi de commissaire. Si les ouvriers et manœuvres au service public reçoivent encore des provisions en outre de leur salaire, il faut leur retrancher ces provisions. Il (Cornwallis) fera une enquête sévère sur le mode de distribution et réprimera les abus. La dépense en main-d'œuvre et en matériaux dépasse les prévisions. Il tâchera de réduire les dépenses relatives au personnel des services civils, aux hôpitaux et aux "rangers." Leurs seigneuries approuvent son plan d'établissement aux Mines des protestants étrangers. Elles ont communiqué au secrétaire d'Etat la dépêche où il parle de la récompense que le gouverneur du Canada offre pour les scalps et de ses autres actes; mais comme il (Cornwallis) n'a jamais dit quel est le nombre, la force des Français, on ne peut se former une idée juste du renfort qui est nécessaire. S'il fallait accorder une distribution de bois de chauffage aux officiers, s'en tenir au strict nécessaire. Observations au sujet de l'artillerie, des fortifications, etc. Cornwallis devra dissuader les gens d'ouvrir les mines de houille, de crainte que cette exploitation n'amène la création de manufactures. Pourquoi leurs seigneuries se plaignaient le 14 juin de n'avoir pas reçu de nouvelles de la situation des affaires. Les espérances d'une paix avec les sauvages et les Français; le commerce entre Louisbourg et les colonies septentrionales. Qu'il est contraire à tout usage de payer rançon pour des prisonniers pris en temps de paix. Que les protestants étrangers, ne comptant pas sept ans de résidence, ne peuvent être nommés à des postes de confiance. Comment ils doivent avoir des terres. L'affaire de Mauger a été exposée à l'amirauté. (Leurs seigneuries parlent au long de tout cela.) Un post-scriptum mentionne l'arrivée de traites, qui jointes à d'autres, dont le montant n'est pas indiqué, vont s'élever à £12,000, c'est-à-dire excéder de £2,000 le crédit ouvert par le parlement pour l'année suivante; laissant par conséquent une année administrative tout entière sans fonds aucuns pour ses services, de sorte que, si impérieuses alors que puissent être les nécessités, lui-même (ou son successeur) n'aura point un seul shilling à y employer. "B. T. N. S.", vol. 35. p. 114

10 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils s'informeront de Cornwallis si la nature de la faute commise par Mauger est telle qu'elle nécessite la cessation de son contrat. 169

11 mars, Whitehall. Le secrétaire d'Etat (Holdernesse) aux Lords du commerce. Préparer la commission de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse et les instructions pour Hopson. H. 58, "B. T. N. S.", vol. 13

18 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils lui transmettent le projet de commission pour Hopson avec leurs observations. Modification qu'ils proposent, relativement au pouvoir de convoquer des Assemblées générales des *freeholders*. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 170

— mars, Whitehall. Les mêmes à la Trésorerie. Donner l'ordre de rembourser à l'"Ordnance" les dépenses faites par la Nouvelle-Ecosse. 173

14 avril, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Vu les représentations de Cornwallis, le *Torrington* a reçu l'ordre de se rendre tout de suite à la Nouvelle-Ecosse; le *Jason* le suivra le mois prochain. H 61, "B. T. N. S. vol. 13

4 avril, Whitehall. Arrêté du Conseil, pris sur le projet de commission pour Hopson, et qui révoque le pouvoir de nommer douze personnes au conseil de la province, et ajoute à la clause des anciennes commissions concernant le pouvoir de convoquer une Assemblée générale, les mots suivants: "De telle manière et en telle forme qu'à votre discrétion vous jugerez les plus convenables, ou conformément à tels autres pouvoirs, instructions et autorisations qui vous seront, en tout temps ci-après, attribués ou

1752.

donnés sous nos seing et cachet particulier ou par notre ordre en notre conseil privé." La commission, avec ces changements, est approuvée. H 85

Instructions, approuvées par arrêté pris en conseil le 7 mai. H 86

20 avril, Halifax. Cornwallis aux Lords du commerce. Il certifie que le lieutenant Young, dont les lettres pour les provisions fournies aux passagers par le *Nancy* sont protestées, avait effectivement loué la goélette et a bien agi envers les passagers qu'il amenait de Terceire. H 77

Incluse. Mémoire de Young, accompagné des comptes, etc. H 78

21 avril, Whitehall. Procès verbal des Lords du commerce sur les affaires de la Nouvelle-Ecosse et l'emploi du crédit affecté à sa colonisation. Jusqu'à fin du paragraphe se terminant par les mots : " pour l'utilité des colons."
" B. T. Journals ", vol. 60

23 avril, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Ils leur transmettent le projet d'instructions générales à donner à Hopson, ainsi que celles relatives au commerce et à la navigation. " B. T. N. S.", vol. 35, p. 174

Projet d'instructions. 177

Les instructions touchant le commerce et la navigation sont identiques à celles adressées à Cornwallis dans une lettre des lords du commerce, le 29 avril 1749, qui se trouve dans la série " B. T. N. S.." vol. 34, p. 391.

27 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Envoi de copie de cette partie des instructions d'Hopson qui se rapporte à l'allocation d'une somme d'argent aux colons au lieu de provisions. La proposition à mêmes fins pour les troupes ne peut être adoptée maintenant.
" B. T. N. S.," vol. 35, p. 327

— avril, Halifax. Liste des lettres tirées par Cornwallis de janvier à avril.
H 80, " B. T. N. S.," vol 13

1er mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils n'approuvent pas que le nombre d'émigrants dépasse celui qui a été stipulé, et comptent qu'il tâchera d'éviter ces écarts. Ils le louent des mesures prises par lui pour découvrir l'auteur des fausses informations sur la Nouvelle-Ecosse et celui qui les a publiées. Hopson veillera à l'exécution de la condition d'après laquelle les protestants étrangers doivent rembourser en travail la dépense de leur passage.

18 mai, Whitehall. Procès-verbal des Lords du commerce concernant la demande de Martin, à laquelle Kilby a ordre de satisfaire. " B. T. Journals," vol. 60

— mai, Rotterdam. Lettres et pièces adressées par Dick aux Lords du commerce, la plupart sans date, concernant les colons pour la Nouvelle-Ecosse; listes de ceux embarqués, etc. Tous documents reçus en mai.
H 62 à H 68, " B. T. N. S.," vol 13

1er juin, Londres. Kilby aux Lords du commerce. Il peut avoir 200 tentes pour la Nouvelle-Ecosse, de "l'Ordnance," au prix de 200 guinées, si leurs seigneuries y donnent leur consentement. H 69

19 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Pour le mettre en pouvoir d'allouer trois pence par jour à chaque colon, en place de provisions en nature, ils expédient £4,562.10s. en piastres et en pièces de cuivre d'un sou. Cette somme ne devra pas être employée à un autre usage; et les caisses qui la contiennent ne devront même s'ouvrir qu'à l'expiration du contrat de Townsend. " B. T. N. S.," vol. 35, p. 334

— juin, Rotterdam. Nouvelles lettres, etc., de Dick, avec listes des passagers, connaissements, etc. H. 70 à H 76, " B. T. N. S.," vol. 13

3 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils sont contents de la manière dont il a rempli ses engagements concernant les colons. Décision en suspens par rapport aux gens de Hartz en disposition d'émigrer à la Nouvelle-Ecosse. " B. T. N. S.," vol. 35, p. 337

(Extrait de cette pièce. " A. & W. I.," vol. 604.)

10 août, Halifax. Hopson à Raymond, gouverneur de Louisbourg (en français.) Salutations amicales. Il lui dénonce la saisie par les sauvages de deux bâtiments de pêche à Canso, emmenés de là à Saint-Pierre avec leurs équipages,

1752.

(15 hommes) et un canot monté de 6 hommes. Il lui demande ses bons offices auprès des sauvages pour en obtenir qu'ils relâchent les hommes et restituent les goélettes. (Pièce incluse dans la lettre de Hopson, du 16 octobre. La série "A. & W. I.," vol. 596, en contient une copie, adressée le 21 décembre au secrétaire d'Etat.)

30 août, Louisbourg. Raymond à Hopson (en français). Il profite de la première occasion qui s'offre pour lui témoigner son bon vouloir en renvoyant à Halifax les prisonniers pris par les sauvages dont parlait sa lettre. Les sauvages n'en n'ont tué aucun, et n'ont pas demandé de rançon. Il ignore ce que sont devenues les goélettes, mais il s'en informe. Il y a une troisième goélette dont il (Hopson) ne fait pas mention, qui a été conduite dans le havre Petit Degrad, où on pourra la ravoir sans frais, à moins qu'elle n'ait été employée à transporter de la contrebande. Sans attendre, il fait partir les trois équipages. (Pièce incluse dans une lettre de Hopson, du 16 octobre. La série "A. & W. I.," vol. 596, en contient une copie, communiquée au secrétaire d'Etat le 21 décembre.)

28 septembre, Halifax. Hopson à Raymond (en français). Il le remercie de ses bons offices par rapport aux bâtiments et aux équipages que les sauvages avaient pris. (Pièce incluse dans la lettre de Hopson, du 16 octobre. La série "A. & W. I.", vol. 596, en contient une copie, communiquée au secrétaire d'Etat le 21 décembre.)

16 octobre, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Arrivé le 24 juillet, il a débarqué le 27, et le 3 août a convoqué le conseil, pour prêter et recevoir les serments. Il a trouvé Cornwallis fort en peine des émigrants de 1750 et 1751, qu'il n'avait pu établir faute de moyens pécuniaires, pas plus qu'il n'avait pu accomplir les promesses de Dick, énoncées dans l'imprimé ci-inclus. Lui-même (Hopson) est dans les mêmes embarras à l'égard des émigrants de cette année. Il a fait bâtir des baraquements en planches pour les mettre à couvert des intempéries. Procès-verbaux du conseil sur les moyens à prendre pour pourvoir à leurs besoins. Impossible d'envoyer les émigrants hors d'Halifax, parce qu'il n'y avait pas suffisamment de provisions en réserve pour leur fournir le nécessaire pendant neuf mois. Avant qu'ils puissent récolter assez pour leur subsistance, il faudra, selon lui, quinze mois de temps, et d'autres secours en vivres. Il ne peut obtenir de compte satisfaisant des provisions en magasin fournies par Townsend. Cornwallis dira à leurs seigneuries l'état de la province. Les émigrants amenés cette année se plaignent de la manière dont ils ont été traités par Dick et disent qu'elle a occasionné la mort de plusieurs. Un certain nombre de ceux qui sont arrivés sont vieux et décrépits, hommes et femmes, et plus propres à être conduits à un hospice qu'à gagner leur pain en travaillant. Une trentaine au moins, après leur débarquement, n'avaient pas la force de quitter la grève, et en douze jours, on a eu quatorze orphelins à mettre à la maison d'asile. Les colons s'inquiètent de leur situation; il y en a de partis pour l'île Saint-Jean, d'autres vont les suivre. Hopson demande qu'on cesse d'expédier des colons étrangers. Si ceux qui sont arrivés se plaçaient parmi les habitants français, ces derniers s'en iraient, ce qu'ils n'ont pas à l'heure actuelle l'intention de faire, et lui ne désire point non plus les voir s'en aller. Il envoie ses "estimates" avec des observations. Demandes de provisions aux maisons Apthorpe, de Boston, et Delancey et Watts, de New-York; bonnes maisons toutes deux. Soixante déserteurs du fort français de Beauséjour ont été dirigés sur Boston; ce que l'on va en faire. Réparations nécessaires aux casernes et aux forts. Il faudra aussi construire de nouvelles casernes. Hopson transmet des propositions du capitaine Scott, pour les négociations avec les sauvages, et recommande de l'employer. Vers le 10 août, les sauvages se sont emparés de deux goélettes qui pêchaient près de Canso; goélettes et équipages ont été emmenés à Saint-Pierre du

1752

Cap-Breton, et relâchés quelque temps après sur paiement d'une forte rançon pour les bâtiments. Aucun des hommes n'a été tué ni retenu prisonnier. Ci-inclus copie de la correspondance échangée à cette occasion avec le gouverneur français. La situation des affaires du "settlement" l'a obligé (Hopson) de faire des dépenses importantes. Il demande que l'on envoie des bâtiments de guerre, et assez tôt pour qu'ils puissent arriver dans la première partie du printemps. Avril est un bon mois pour l'arrivée sur ces côtes. Un chef sauvage est venu à Halifax proposer la paix. Ci-inclus copie de ses propositions. Inconvénients du mode de faire payer en travail par les colons le prix de leur passage. Les approvisionnements mentionnés dans la réquisition seront nécessaires au commencement du printemps. Besoin d'un atelier pour l'entretien des menues armes, le chargement des cartouches, etc. Envoi d'un plan de Musquodoboit. (Ce plan est dans la collection dite "Board of Trade Maps," vol. 9, n° 18.)

H 88, "B. T. N. S.", vol. 13

Incluses. Documents mentionnés dans la lettre.

Rapport sur un examen topographique de la côte maritime entre Dartmouth et un village français abandonné appelé Shillencook. H 92

Réponse du gouverneur aux propositions de paix des Micmacs, avec acceptation par le chef. H 93

(La série "A. & W. I.", vol. 596, contient un extrait de la lettre de Hopson et une copie de sa correspondance avec le gouverneur de Louisbourg, qui furent communiqués au secrétaire d'Etat le 21 décembre.)

16 octobre, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Reçu leurs dépêches. Il suivra leurs instructions. Il lui sera, toutefois, bien impossible de se conformer à quelques-unes des décisions du "Board." (1°) La dépense des travaux sur l'île Saint-George; (2°) La distribution de trois pence à chacun des colons étrangers et leur instruction militaire; (3°) Les trois pence à donner aux troupes en place des provisions. Il fait poursuivre l'enquête sur l'administration des vivres, etc. Services des *rangers*, qui ne sont plus que 100, sous le commandement du capitaine Goreham, aidé de six subalternes. Encouragement donné aux travaux de défrichement. Aucun habitant n'a permission de quitter la province sans passeport. Il a été pris des mesures contre la consommation excessive de rhum. Il n'y aura pas de tentative d'exploitation de charbonnage. Cornwallis emportera le compte des dépenses. Navires affectés au service de la province, et comment ils sont employés. Green, secrétaire du conseil, a donné sa démission; la charge n'était pas incompatible avec ses autres fonctions. Les colons allemands demandent un ministre orthodoxe. Hopson met sous le pli leurs requêtes. Jeffray a tiré pour £50 sur le *Board* de l'artillerie. H 94 "B. T. N. S.", vol. 13

Incluses. Rapport du conseil cantre l'allocation de trois pence par jour aux soldats en place des provisions. H 95

Ordre du *Board of Ordnance*: l'artillerie aura les mêmes privilèges que les autres corps. H 96

Trois requêtes présentées par les colons allemands. H 97

Lettre du capitaine Charles Brown, à propos d'une défense de faire des enrôlements pour l'artillerie. Brown montre que, si l'on envoie une partie du détachement à Terre-Neuve, il ne restera plus assez de monde pour le service à Halifax, et il joint à sa lettre un état de la garnison. H 98

Liste des officiers et soldats du régiment de Hopson recevant des vivres, dans la Nouvelle-Ecosse Il y avait huit compagnies: compagnie du colonel Hopson, 79 hommes; compagnie du lieutenant-colonel Laurence, 75 h.; compagnie du capitaine Handfeld, 80 h.; compagnie du capitaine Frothingham, 77 h.; compagnie du capitaine Floyer, 78 h.; compagnie du capitaine St. Loe, 75 h; compagnie du capitaine Amherst, 77 h.;

1752.

compagnie du capitaine Scott, 77 h. Cette liste contient le nom de chaque homme; le nombre total est de 618, porté à 619 dans un relevé récapitulatif; mais la compagnie de Hopson y est mise à 80 h., et la liste détaillée ne lui en donne que 79. H 99

18 octobre, Halifax. Hopson au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Son arrivée et son entrée en fonctions. Il a adressé aux lords du commerce copie d'une correspondance qu'il a eue avec le gouverneur de Louisbourg. Ci-inclus copie d'un accord conclu avec les Micmacs; vu leur perfidie, il ne se fie guère à eux. Envoi aussi de copie d'une circulaire signée: Paul Doiron, habitant de l'île Saint-Jean, faite pour attirer les habitants de la Nouvelle-Ecosse; c'est l'œuvre de quelqu'un plus important que le signataire. Les habitants inclinent à rester. Les Français travaillent à leur fort à Beaubassin. Point de changement dans la situation des affaires depuis le départ de Cornwallis. "A. & W. 1.", vol. 31, p. 225

Incluses. Convention avec les Micmacs, en français et en anglais. 226

Copie d'une circulaire signée de Paul Doiron. 227

18 octobre, Halifax. Israel Abrahams aux Lords du commerce. Il envoie des échantillons de potasse faite suivant la manière allemande. De quel avantage l'industrie de la potasse pourrait être pour la province. Mais ses expériences ont épuisé ses finances et il prie qu'on lui donne de l'encouragement. H 87, "B. T. N. S.", vol. 13

20 octobre, Halifax. Hopson aux mêmes. Il recommande Saul, commissaire des vivres. H 104

Saulusbury aux mêmes. Il leur envoie un extrait du registre des banlieues nord et sud avec le relevé des lots de pêche. H 105

(La lettre n'est pas datée, mais paraît avoir été écrite le même jour que celle de Hopson.)

Incluses. Liste des lots dans la banlieue du sud.

Id. dans la banlieue du nord.

Lots des Allemands et des Suisses dans ces derniers.

Propriétaires de lots de pêche, depuis la ruisseau d'eau douce jusqu'à Point-Pleasant.

Id., sur le bras du Nord-Ouest.

Id., à la pointe Gorham.

Concession d'Ephraim Cook: lot mesurant sur la grève 400 pieds; le long des terrains de Bourne et Arceneau 340 pieds, et 100 pieds sur la rue des Allemands.

Ces listes contiennent le nom de chaque propriétaire avec la lettre et le numéro de son lot.

6 décembre, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Il leur envoie copie d'une correspondance avec le gouverneur du Canada concernant la restitution réciproque des déserteurs; aussi copie des procès-verbaux du conseil, contenant le traité avec une tribu de Micmacs. Il a fait distribuer à cette tribu des provisions à grands frais; mais s'il pouvait se conclure une paix générale avec les sauvages, la dépense de l'entretien des *rangers* cesserait aussitôt et l'agriculture ne tarderait pas à alimenter les marchés, ce qui permettrait d'exploiter la pêche. Duport est nommé secrétaire du conseil, aux appointements de £100. L'ordre a été donné de faire l'inspection des provisions. Hopson demande des provisions pour quinze mois. Il transmet une pétition des officiers des différents corps, et la recommande à leurs seigneuries. Décision prise par le conseil pour réprimer la circulation des pièces de monnaie d'argent rognées. Il demande la valeur de £1,000 en pièces d'un sou. Comment relever le numéraire. Ci-incluse la liste des lettres tirées par lui. Son évaluation des dépenses prévoit l'emploi de bâtiments pour transporter les colons étrangers à leurs établissements projetés. Nomination du capitaine Cottrell au conseil en remplacement de Fotheringham, qui est allé en Angleterre. Les Français ont cessé leurs pratiques auprès des sauvages,

1752.

afin de ménager leur dépense, la voulant employer à se fortifier en vue de quelque coup décisif. On devrait en profiter pour s'attirer les sauvages, défricher les terres et augmenter par là la production des subsistances et le nombre des familles. H 119, "B. T. N. S.", vol. 13

Le 10, Hopson ajoute en post-scriptum que, s'il ne vient pas de la petite monnaie vers la mi-mai, on en sera entièrement dénué. Il demande une formule de serment à proposer aux habitants français; impossible de les soumettre au serment actuel; les habitants de Chignectou en ont pris prétexte pour rejeter l'allégeance et quitter leurs terres. Ils sont à présent en meilleure disposition, et apparemment prêts à se ranger sous l'obéissance du roi. Son silence là-dessus sera-t-il approuvé? Il serait impossible de les remplacer s'ils venaient à partir. Envoi des "victualling rolls" des colons et de son régiment. Il (Hopson) a dû demander une fourniture de vivres à la maison Apthorp et Handcock, ne pouvant plus rien obtenir de satisfaisant de l'agent de l'entrepreneur. Arrivée du *Bower* de Liverpool, avec des approvisionnements et des convicts expédiés à la Caroline du Sud. Le capitaine voulait débarquer ici ces derniers; mais cela lui a été refusé et il a protesté. Le conseil a exprimé le désir que la Monnaie n'envoie pas plus de £1,000 en sous par année. H 120

Incluses. Correspondance avec le gouverneur du Canada, afin de conclure un cartel d'échange des déserteurs. H 121, H 122

Copie du cartel. H 123

Compte rendu d'une inspection du lard salé, faite par les soins de Thomas Saul commissaire. H 124

Pétition des officiers servant hors d'Halifax, pour la continuation de leurs portions de vivres. H 125

Liste des lettres tirées sur l'agent Kilby. H 126

Extraits de lettres de colons allemands invitant leurs amis à venir les rejoindre (traduction). H 129

Deux listes de lettres de change tirées par Cornwallis. H 132, H 133

Rapport de la cour générale d'assises. H 134

Lettre semblable, mais non tout à fait identique, écrite aussi le 6 décembre au secrétaire d'Etat, et renfermant le traité avec les Micmacs (p. 229, "A. & W. I.", vol. 31. Conférer avec l'accord, qui est à la p. 226). Les autres incluses sont les mêmes que celles envoyées aux lords du commerce. "A. & W. I.", vol. 31, p. 228

14 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Ils lui communiquent un extrait d'une lettre de Hopson, du 16 octobre, représentant qu'il est nécessaire d'avoir le même nombre de bâtiments de guerre que l'an dernier et qu'ils devraient se rendre de bonne heure à leur station. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 339

15 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Dick. Ils lui donnent communication de plaintes de Hopson, au sujet des protestants étrangers expédiés par lui (Dick) et lui mandent de répondre, et de discontinuer son recrutement pour cette année. 340

16 décembre. Mémoire présenté par John Lonus pour être payé d'une fourniture de charbon au blockhaus sur la presqu'île. H 144, "B. T. N. S.", vol. 14

16 décembre. (A cette pièce est attaché un affidavit.)

Pétition de Leonard Anton Treber, chef de l'équipe d'Allemands qui est au blockhaus, pour avoir le supplément de paye qui lui a été promis. H 145

21 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Ils lui adressent, afin qu'il les mette sous les yeux du roi, un extrait d'une dépêche de Hopson et la copie d'une correspondance entre lui et Raymond, gouverneur de Louisbourg, à propos de la saisie par les sauvages, à Canso, de bâtiments de pêche, emmenés de là par eux à Saint-Pierre, Cap-Breton. "B. T. N. S.". vol. 35, p. 343

1752.

(Il y a un duplicata de cette lettre, mais daté du 22, à p. 380 du même volume, et une autre copie dans la série "A. & W. I.", vol. 596. Les pièces incluses, en date des 10 et 30 août et 28 septembre, ont été mentionnées ci-dessus à leurs dates respectives.)

22 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Hopson. Ses dépêches, etc., ont été reçues. Remontrances sur le chiffre considérable de l'évaluation des dépenses pour l'année prochaine; déjà les excédents de dépenses, pour la présente année, jusqu'au jour où commence son évaluation, s'élèvent à £30,000. Ils approuvent la manière dont il a éno cé les différents services. Ont dressé des "estimates," et les lui envoient. Ils constatent que les *rangers* ne sauraient être supprimés encore, comme ils l'espéraient. Mais ils mandent d'opérer toutes les économies possibles et indiquent en détail où les pratiquer. "B. T. N. S.," vol 35. p. 345

(Les "estimates," etc., sont dans le même volume à pp. 383-391; ils comprennent les montants payés de 1749 à Noël 1752.)

22 décembre. Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur transmet une pétition de Townsend, demandant la restitution des droits de douane payés en Irlande sur des approvisionnements. A la suite de cette lettre viennent la pétition et des pièces y relatives. H 38 x 39, "B. T. N. S.," vol. 13

22 décembre, Rotterdam. Dick aux Lord du commerce. Sa réponse aux accusations avancées au sujet du choix, du traitement, etc., des émigrants expédiés par lui à la Nouvelle-Ecosse. H 106

Incluses. Certificat attestant que les navires de Dick étaient convenablement aménagés pour les émigrants. H 107

Liste des navires sortis de Gosport ayant à bord des colons allemands pour les colonies britanniques américaines. H 108

Lettre du capitaine Warden, du *Betty*, où il est parlé du contentement des émigrants à destination de la Nouvelle-Ecosse durant la traversée. H 109

Compte courant de Dick. H 110

Projet de pétition au Roi par Mascarene, avec des observations. "B. M.," *add.* 19071, fo 55*b*, 56

Sans date. (La pétition, qui est sans date, paraît, d'après les lettres écrites par le fils de Mascarene vers la fin de 1752, avoir été préparée au cours de cette année-là.)

1753. 8 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur transmet un mémoire de Townsend, qui réclame £844 13s. 7½d. pour son surcroît de dépense en faisant des fournitures de biscuits au lieu de farine à la Nouvelle-Ecosse. Le mémoire accompagne la lettre. H 111, "B. T. N. S.," vol. 13

14 janvier, Halifax. Hopson aux mêmes. Tout est tranquille en dehors d'Halifax. Le chef avec qui la paix a été faite et qui était allé à Chignectou pour ramener les autres sauvages, ayant eu un accident, a été forcé de revenir. La tranquillité n'existe pas dans la ville, ou des accusations de partialité sont dirigées contre des juges des cours inférieures. Il va faire une enquête. H 140, "B. T. N. S.," vol. 14

19 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce aux Commissaires de la douane. Ils voudraient avoir un état de la quantité, de la nature et de la valeur des exportations de la Grande-Bretagne à la Nouvelle-Ecosse, entre Noël 1749 et Noël 1752, relevées par année. "B. T. N. S.," vol. 35, p. 382

23 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle transmet, pour que leurs seigneuries en prennent connaissance, la demande de remboursement produite par le "Board" de l'artillerie. Cette demande avec le compte, est incluse dans la lettre. H 114, "B. T. N. S.," vol. 13

12 février. Pétition de John Duckworth, demandant rétribution pour ses services comme médecin sur le *Nancy*, navire d'émigrants. A cette pétition en est jointe une autre semblable adressée à Cornwallis. H 146, "B. T. N. S," vol. 14

1752.
13 février, Douane. Les Commissaires de la douane aux Lords du commerce. Envoi d'un état des exportations à la Nouvelle-Ecosse, de Noël 1749 à Noël 1752. H 117, "B. T. N. S.", vol. 13

17 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Hopson. Ils accusent réception de ses dépêches, auxquelles ils répondront sous peu. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 392

20 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Holdernesse) aux Lords du commerce. Il leur demande certains extraits de la correspondance avec les gouverneurs de la Nouvelle-Ecosse, conformément à une adresse de la chambre des lords. L'adresse est jointe à cette lettre. H 118, "B. T. N. S.", vol. 13

22 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Payeur général. Ils voudraient avoir un relevé de la dépense du personnel militaire de la Nouvelle-Ecosse, pour l'insérer dans l'état demandé par la chambre des lords. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 394

27 février. Lettre de même date et à même fin, adressée à l'"Ordnance." 395

27 février, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie aux Lords du commerce. Le "Board" n'a pas de bureaux soit civils ou militaires dans la Nouvelle-Ecosse; mais il communique la liste des personnes à sa solde, à part le détachement du Royal-Artillerie; les dépenses de ce chef n'ayant jamais été à la charge du "settlement". H 135, "B. T. N. S.", vol. 13

27 février, Londres. Dove, ancien capitaine du Hound, bâtiment de S. M., aux Lords du commerce. Il se plaint de n'avoir pu obtenir le certificat du "Board" de l'artillerie pour le paiement de sa solde, par la raison qu'il avait prêté au brigantin *Eagle* des armes et des munitions, que le "Board" met à son compte; et il sollicite l'intervention de leurs seigneuries, les armes ayant été prêtées pour le bien de la Nouvelle-Ecosse. Ci-inclus un exposé des raisons qui l'ont déterminé à ce prêt, et le reçu des armes, etc. Ces deux pièces sont attachées à la lettre. H 143, "B. T. N. S.", vol. 14

(V. au 12 avril ce que firent les lords du commerce.)

— février. Pétition du lieutenant William Martin, réclamant le paiement de £667 6s 9¼d., à lui dus sur ses comptes publics. H 139

Rapport de Kilby sur cette réclamation. H 142

(Au mémoire est attaché un écrit de Cornwallis recommandant que la somme soit payée.)

— février. Liste des papiers communiqués par les lords du commerce à la chambre des lords, en conformité d'une adresse à Sa Majesté. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 397

12 mars. Compte distinct des dépenses civiles annuelles de la Nouvelle-Ecosse. 422

Id. des dépenses militaires. 423

Les premières vont à £3,397 5s. 0d.

Les dépenses militaires à £67,363 15s. 11d.

27 mars, Londres. Pétition de pasteurs allemands à Londres, au nom des protestants allemands de la Nouvelle-Ecosse, demandant un secours d'argent pour la construction d'une église et l'entretien d'un ministre. (Pièce sans date, reçue par les lords du commerce à la date indiquée ci-dessus en marge.) H 230, "B. T. N. S.", vol. 14

28 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Hopson. Le parlement a affecté un crédit de £47,167 6s. 6d. à la Nouvelle-Ecosse pour l'année 1753, et voté une somme de £47,448 5s. 10d., applicable aux découverts de 1752. Leurs seigneuries envoient un relevé de toute la dépense de la Nouvelle-Ecosse depuis le commencement, qui devra servir de guide dans la répartition du crédit, et insistent sur la nécessité de ne point dépasser la somme votée. En cas de surcroît inévitable de dépense sur un point, il faudrait pratiquer ailleurs une économie équivalente. Leurs seigneuries espèrent donc qu'elles n'auront plus la désagréable tâche de redemander au parlement des votes d'argent pour subvenir à ces dépassements de dépense. Elles regrettent que Cornwallis n'aient pas placé les protestants étrangers dans des établissements plus éloignés, et que plusieurs d'entre eux

1752.

soient passés chez les Français ; mais ces colons se plaignent sans raison qu'on leur a fait signer un engagement de payer en travail le prix de leur passage, car cet acte était tout volontaire de leur part. Leurs seigneuries approuvent son dessein (Hopson) de faire partir les colons étrangers, au printemps, pour les "settlements" éloignés. Les ordres sont donnés d'expédier les provisions qui leur sont destinées. La portion pourra être modifiée. Il est sage d'envoyer les colons dans les localités sûres et où le sol est bon. Musquodoboit paraît être un endroit convenable. Les colons devraient se rendre à leur lieu de destination par terre, si possible ; sinon, le sloop provincial les pourrait transporter. Comment procurer du travail dans le "settlement" de Dartmouth. Leurs seigneuries approuvent le cartel fait avec le gouverneur de Louisbourg pour l'échange des déserteurs. La correspondance concernant cet accord et les lettres relatives aux bâtiments saisis ont été communiquées au secrétaire d'Etat. Ses raisons (Hopson) de ne pas former une milice sont bien fondées ; avantage qu'il y aurait pourtant à en posséder une. Approbation de sa conduite dans l'enquête sur la distribution des vivres, et de la décision qu'il a prise par rapport à la concession des terres. Accorder congé à Saulusbury. Qu'il faudrait réduire les dépenses civiles. Leurs seigneuries sont heureuses de la paix conclue avec des tribus sauvages et espèrent que d'autres tribus la signeront. Les distributions de provisions qui leur sont faites, si coûteuses qu'elles puissent être, sont nécessaires. Examiner s'il ne serait pas possible de retrancher pendant l'été les prestations en nature que reçoivent les troupes, afin de balancer par ce retranchement la fourniture aux sauvages. Leurs seigneuries sont surprises que la Nouvelle-Angleterre ait conclu la paix avec les sauvages de Saint-Jean, sans qu'il y ait eu à sa négociation un délégué de la Nouvelle-Ecosse, qui est pourtant plus immédiatement intéressée à la chose. Examiner le plan proposé par Scott pour la création d'une maison de traite, laquelle ne pourra s'exécuter que quand on aura la paix avec toutes les tribus. Tenir un compte exact du trafic avec les sauvages. Observations sur les achats de provisions, le prix du bois de chauffage, et sur son mode (Hopson) de tirer les lettres de change. Il ne faut pas forcer les habitants français de prêter le serment, encore qu'il soit à désirer qu'ils le fassent. Leurs seigneuries mandent à Hopson de s'assurer de leur disposition à payer le "quit rent," et de ne percevoir la redevance que pour les terres auxquelles ils ont légitimement droit. Elles ont renvoyé à l'examen du conseil le refus de recevoir les convicts. Leur regret à l'accident du chef sauvage. Elles approuvent son enquête (Hopson) sur les plaintes contre les juges à Halifax. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 425

28 mars, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Il leur communique le résultat de l'enquête sur la conduite des juges. Les plaintes, à ce qu'il pense, proviennent d'un sentiment de jalousie entre les colons d'Angleterre et ceux des autres pays. Détails là-dessus. On aurait besoin d'une bonne administration des lois. Deux soldats qui avaient été scalpés ont été trouvés dans les bois de Chignectou ; les Micmacs se défendent d'avoir fait le coup. Tout est tranquille, et les autres sauvages promettent de venir conclure la paix. "H 151, "B. T. N. S.", vol. 14

Incluse. Copie de la commission donnée par Cornwallis à Cooke, l'un des juges dont on s'est plaint. H 152

28 mars, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Il leur envoie les comptes vérifiés relatifs aux approvisionnements. Les fournitures de vivres qu'il avait demandées ont été complétées à Boston, et une certaine quantité en a été reçue à Chignectou. Townsend devrait en tenir compte. Somme considérable due à Baker. Les expéditions de New-York ont été avariées ; note du montant à recouvrer des assurances. Dans un post-scriptum, daté du 3 avril, il est

1752.

dit que, sur l'avis du conseil, il a envoyé chercher à Boston des transports pour aller établir les émigrants étrangers. H 159, "B. T. N. S.", vol. 14

Incluses. Compte général des provisions reçues et distribuées aux colons. H 160

Compte courant entre Saul, commissaire, et John Cunningham, pour provisions—compte vérifié. H 161

Compte des provisions reçues et distribuées à l'effectif ajouté au régiment de Hopson. H 162

Compte des distributions imprévues de provisions aux colons. H 163

Id. aux troupes. H 164

Existences en magasin pour l'usage des colons. H 165

Rapport sur la vérification de la comptabilité. H 166

Liste des ouvriers militaires et manœuvres recevant des provisions. H. 172

Liste des habitants à qui ont été fournis des vivres dans Halifax. H 173 à H 175

Facture d'expédition de provisions de bouche, sur la *Charming Hannah*, par la maison Delancey et Watts. H 176

Protestation notariée du capitaine. H 177

Rapport sur l'état des écoutilles, etc. H 178

Id. sur l'état des provisions. H 179

Compte de vente de biscuit avarié. H 180

Id. d'inspections. H 181

Sans date. Pétition de King Gould, demandant que le compte du prêt de quatre pence par jour donné aux troupes pour vivres soit établi, et que la balance lui soit versée pour le 40e régiment. H 138, "B. T. N. S.", vol. 13

— mars. Rapport de Kilby sur le compte des sommes payées en substitution des provisions discontinuées, et sur la réclamation de King Gould, agent du 42e régiment. H 141, "B. T. N. S.", vol. 14

(Dans la pétition de King Gould, le numéro du régiment, écrit tout d'abord était 42, puis on l'avait corrigé en marquant 40. Le rapport de Kilby dit: 42e régiment.)

6 avril, Ealing. King Gould aux Lords du commerce. La maladie l'empêche de se rendre auprès de leurs seigneuries, mais il répondra par écrit à leurs demandes. H 147, "B. T. N. S.", vol. 14

12 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à l'"Ordnance." L'ordre a été donné de rendre les armes et munitions empruntées à Dove par l'*Eagle*. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 450

14 avril, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Arrangements qu'il fait pour les "settlements" d'émigrants étrangers. Nécessité d'un approvisionnement. Ci-incluse sa correspondance avec Green, qui était obligé de se démettre soit de son emploi d'officier de port, soit de celui de juge d'amirauté. H 153, "B.T.N.S.", vol. 14

Incluses. Lettre de Hopson à Green. Il lui faut se démettre de l'un des deux emplois qu'il occupe. H 154

Réponse de Green. Il se démet de son emploi d'officier de port. H 155

Liste des lettres tirées. H 156

16 avril, Halifax. Liste des lots arpentés sur la presqu'île d'Halifax pour les habitants, avec les lettres et numéros de ces lots et les noms des concessionnaires. H 157

Hopson aux Lords du commerce. Deux soldats ont apporté le scalp d'un sauvage. Ci-incluses leurs dépositions. Ils ont fourni caution de se représenter. H 182

Incluses. Dépositions. Les sauvages avaient attaqué le bâtiment dans lequel ils étaient, tué des gens de l'équipage et fait les autres prisonniers. Ils (les deux soldats) ont tué le sauvage en se défendant contre lui. H 183

1753.

17 avril, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie aux Lords du commerce. Les objets prêtés à l'Eagle, dont fait mention la lettre des lords du commerce du 12 avril, ayant été pris, ne sauraient être rendus. Le "Board" paiera Dove, si la somme est ordonnancée. H 150

— avril, Whitehall. Les Lords du commerce à King Gould. Ils lui adressent une copie du rapport de Kilby sur sa pétition, et lui demandent une réponse par écrit. "B.T.N.S.", vol. 35, p. 452

19 avril, Londres. King Gould aux Lords du commerce. Il rectifie le rapport de Kilby sur le compte qu'il a présenté par suite de la discontinuation des fournitures. H 149, "B.T.N.S.", vol. 14

— avril, Halifax. "Records" de la cour générale d'assises, session de la Saint-Hilaire 1753. H 217

3 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à l'"Ordnance." Ils consentent à ce que les objets prêtés par Dove au brigantin *Eagle* soient portés au compte de la Nouvelle-Ecosse. "B.T.N.S.", vol. 35, p. 453

18 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Hopson ayant demandé 500 fusils pour les protestants étrangers qui seront envoyés aux établissements éloignés, ils expriment l'avis que ces armes soient choisies parmi celles qui ont été déposées au Castle William, Boston, à la suite du projet d'expédition au Canada. "A. & W. I.", vol. 596

22 mai, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie aux Lords du commerce. Que Jeffrey commissaire et Loyd commis des magasins de l'artillerie, tous deux à Halifax, devraient continuer à recevoir les allocations pour chauffage, etc., ci-devant accordées. H 184, "B.T.N.S.", vol. 14

A cette lettre est jointe leur pétition.

26 mai, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Il leur envoie la liste des réductions de dépense effectuées par lui. Il compte faire partir dans trois jours les colons étrangers par Merleguash—environ 1,600 personnes—et fait venir 500 boisseaux de pommes de terre et des semences pour les leur distribuer. Le colonel Lawrence s'en va avec eux, qui verra à les établir; il commande un régiment de milice composé d'étrangers. Le capitaine Sutherland lui succèdera: il (Hopson) l'a nommé lieutenant-colonel et *custos rotulorum* du township de Lunenburg. Zouberbulher et Creighton s'en vont aussi avec les étrangers, près desquels ils seront juge de paix. Rudolph, autrefois au service de la Sardaigne, sera major de la milice et la disciplinera. Une lettre du gouverneur du Canada témoigne qu'il a renvoyé tous les étrangers ayant déserté la Nouvelle-Ecosse qu'il a pu faire arrêter; on dit qu'il y a été déterminé par le manque de provisions. Hopson soumet à leurs seigneuries une pétition des habitants de Cobequid, priant qu'on leur remette leurs arrérages de "quit rents." H 185

Incluses. Rapport de Cottrell secrétaire, sur les réductions effectuées dans son bureau, avec le détail des fonctions qui y sont remplies. H 186

Liste des réductions. H 187

Travaux de la cour générale. Liste des jugements rendus dans les affaires instruites. H 188

Lettre du gouverneur de Québec. Il accuse réception du cartel d'échange des déserteurs, et l'a signé. Ordres conformes donnés aussitôt. Il renvoie 44 personnes, hommes et femmes, qui ont déserté Chibouctou l'automne dernier, avant la publication du cartel. H 189

29 mai, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Ayant eu avis que les sauvages veulent s'opposer à l'établissement des colons à Merligash, quand, en interceptant le courrier ils auront su le jour où les bâtiments mettront à la voile, il a écrit des lettres destinées à tomber entre leurs mains, et où il est dit que le départ est différé jusqu'à ce que l'on soit informé des sentiments des sauvages de Cobequid. Un détachement, cependant, partira dès le premier vent favorable. Il sera composé de 450 hommes bien armés, y compris des soldats. Le reste ira ensuite, sur l'avis de son dé-

1753.

barquement. Raisons qu'il a (Hopson) de soupçonner les Français de desseins hostiles. Le seul bâtiment armé qu'il y ait ici est le sloop de S.M. l'*Albany*, capitaine Rous, qui sera chargé de protéger le nouveau "settlement." H 190

(Une copie de cette dépêche fut adressée au secrétaire d'Etat le 3 juillet. Voir "A. & W. I.", vol. 596.)

— mai. Martin Armstrong. Demande qu'on lui paie £12 4s., prix que lui a coûté le louage d'une chaise de poste pour apporter des dépêches de Plymouth, à son arrivée de la Nouvelle-Ecosse. H 148, "B.T.N.S.", vol. 14

1er juin, Whitehall. Les Lords du commerce à l'"Ordnance." L'allocation de provisions, etc., aux officiers de l'"Ordnance," qui avaient été discontinuée, va être rétablie. "B.T.N.S.", vol. 35, p. 454

25 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Holdernesse) aux Lords du commerce. Il est accordé congé à Hopson. "B.T.N.S.", vol. 14

3 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Ils ont préparé et transmettent le "warrant" par lequel est accordé congé à Hopson. "B.T.N.S.", vol. 35, p. 457

(Copie. "A. & W. I.", vol. 596.)

4 juillet, Whitehall. Les mêmes au même. Ils communiquent copie de la lettre de Hopson, du 29 mai, disant que les sauvages méditent une attaque sur les colons à Merligash (Malagash, Mirliguesh) et qu'il soupçonne les Français de desseins secrets. 458

(Copie. "A. & W. I.", vol 596. La lettre de Hopson a été mentionnée à sa date. Voir 29 mai.)

4 juillet, Whitehall. Les mêmes à la Trésorerie. Ils transmettent une pétition des habitants français de Cobequid, pour obtenir remise d'arrérages de "quit rent." "B.T.N.S.", vol. 35, p. 459

4 juillet, Whitehall. Les mêmes à l'Amirauté. Ils lui transmettent un extrait de la lettre de Hopson relatif à ses soupçons sur les desseins des Français, et aux forces navales dans la Nouvelle-Ecosse. 461

(Voir la lettre de Hopson à la date du 29 mai.)

9 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Hopson. Reçu ses dépêches. Ils ont appris avec peine les plaintes qui se sont faites au sujet de l'administration de la justice, et approuvent la décision qu'il a prise. Les adjonctions au nombre des juges de paix sont louables. Il faut faire attention à l'esprit processif qui se manifeste; il ne peut avoir que de fâcheux effets sur la population. Leurs seigneuries approuvent le renvoi de Little et la réintégration de Monk. Comment doivent se transmettre les copies des actes législatifs. Les comptes vérifiés des provisions ont été communiqués à l'agent, qui fera son rapport. Les opérations concernant le contrat Townsend devraient être rapportées à la Trésorerie. Les approvisionnements demandés pour les colons ont été expédiés de bonne heure au printemps. Approbation des réductions effectuées dans l'administration civile. L'allocation au commissaire et au commis des magasins de l'artillerie se continuera. Comment on pourrait fournir les provisions aux colons envoyés à Merligash. Leurs seigneuries approuvent Hopson d'avoir chargé Lawrence de la création de cet établissement, et trouvent bons ses autres arrangements. Elles lui demandent quelles sont les fonctions attribuées aux "overseers" envoyés à Merligash, et autres renseignements. Les arrérages de "quit rents" sont remis aux habitants de Cobequid. Insuffisance de la force navale. Leurs seigneuries ont fait connaître à l'amirauté quel renfort il fallait. Elles laissent à sa prudence (Hopson) le soin de parer aux tentatives des Français. Envoyer le compte des dépenses faites à Merligash. Ci-inclus le congé qu'il demandait. "B.T.N.S.", vol. 35, p. 462

10 juillet. Pétition de Robert Campbell, privé de sa fonction de commissaire par suite des réductions qui ont été opérées : il demande un autre emploi. H 192, "B.T.N.S.", vol. 14

1753.

Incluse. Certificat par Cornwallis de la capacité, etc., de Campbell.

12 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Hopson. Ne pas donner de concessions de terre à ceux qui ne seraient pas prêts à s'établir; si des concessions ont été faites, il faut reprendre les terres en cas d'inexécution des conditions. Demande d'un rapport sur le "settlement" de Dartmouth. Envoi de souliers (1,200 paires) pour les colons de Merligash et les travailleurs au service public à Halifax. Il n'a pas encore été reçu d'état de la distribution de ceux expédiés l'an dernier. Que font les Français à la rivière Saint-Jean, à Beauséjour, à la baie Verte et ailleurs? Leurs seigneuries reviennent sur les maux que peut amener l'humeur litigieuse des colons, et disent à Hopson de prendre tous les moyens, soit publics ou privés, de faire cesser les procès dus à cette cause ou aux factions.
"B.T.N.S.", vol. 35, p. 484

12 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Lamb. Ils lui adressent, pour avoir son avis, des papiers concernant le dommage survenu à la cargaison du sloop *Hannah*. "B.T.N.S." vol. 35, p. 491

12 juillet, Whitehall. Les mêmes à la Trésorerie. Communication d'extraits d'une lettre de Hopson, où il est dit que Townsend a manqué à son entreprise. 492

23 juillet, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Utilité des bâtiments affectés à l'usage de la colonie; impossibilité de réduire les dépenses de ce chef. Le service à faire est dur, les capitaines y sont tout à fait propres. Il a été nécessaire de donner deux porte-chaîne pour l'arpentage de Merligash. La maison d'asile des orphelins et l'hôpital sont indispensables. Observations sur l'économie praticable en d'autres services. Hopson explique pourquoi il a renvoyé au conseil la question de la substitution des trois pence aux provisions distribuées aux colons. Quant aux 5,000 personnes qui seraient alimentées à Halifax, jamais, en aucun temps, on n'a eu la moitié même de ce nombre à pourvoir. Impossible de supprimer aucun emploi de chirurgien. L'intendant de caserne est un officier dont on ne saurait se passer dans une garnison, et particulièrement à Halifax. Le bateau pilote est indispensable. Hopson a retranché les "douceurs" aux officiers d'artillerie à Annapolis. (Tous ces détails sont donnés en réponse aux ordres de réduire la dépense.) Reçu les dépêches du 20 mars. Il (Hopson) est heureux d'apprendre que le parlement ait si largement pourvu aux besoins de la colonie. Ci-inclus copie de sa proclamation convoquant la milice. Il s'est présenté 692 hommes, qui, à peu près tous, avaient des armes et des munitions qu'ils avaient apportées, selon les ordres reçus. Il en a depuis formé un régiment de deux bataillons, le premier composé de douze compagnies, le second de dix, et en outre une compagnie pour Dartmouth. Ce grand nombre de compagnies est destiné en partie à cacher l'effectif réel, en partie à multiplier les commissions. Hopson s'appliquent maintenant à discipliner cette milice. Il a choisi Merligash pour les colons étrangers préférablement à Musquodoboit, où il n'y a pas de havre, parce qu'il lui fallait faire mener ces colons par mer. Les Français ont envoyé des bâtiments à la baie de Fundy pour trafiquer et attirer chez eux les habitants français. Il a dépêché au nouveau "settlement" autant de soldats (et de *rangers* avec eux) qu'il lui a été possible d'en détacher. Arrivée des bâtiments de guerre. Collier va succéder à Saulsbury (comme commissaire). Il (Hopson) n'a pas encore examiné la question de l'avantage qu'il pourrait y avoir à fournir Chignectou de houille extraite de la mine voisine, mais écrire plus tard là-dessus très spécialement. Les denrées sont trop chères pour qu'un soldat puisse s'en pourvoir avec son prêt. Besoin d'une commission chargée de se joindre aux commissaires de la Nouvelle-Angleterre dans les négociations du traité avec les sauvages. Hopson se dit heureux d'apprendre que leurs seigneuries approuvent la nomination de Cottrell au conseil, et celle des juges de paix. Un sloop envoyé avec des sauvages a été attaqué, et tout l'équipage, moins un seul homme, a été tué. Il n'a

1753.

pas été possible d'obtenir des informations précises sur la traite des sauvages. Observations sur la fourniture des provisions, le résultat des inspections, etc. H 193, "B. T. N. S.," vol. 14

Incluses. Proclamation pour la formation d'une milice. H 193

Récit de Anthony Casteel, pris par les sauvages le 16 mai. H 195

"Inspections" et autres pièces relatives aux provisions. H 197, H 200

23 juillet, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Détails sur les dépenses de la province. H 201

23 juillet, Halifax. *Incluses.* Papiers concernant cette matière. H 202, H 203

Hopson aux Lords du commerce. Transmet une pétition de John Burbidge, demandant une augmentation d'appointements et la recommande. H 219

3 septembre, Halifax. *Incluse.* Pétition. H 220

Hopson aux Lords du commerce. Il accuse réception de dépêches. A cause de l'état de ses yeux, il partira sur le *Torrington*. Il remercie leurs seigneuries d'avoir approuvé sa conduite. H 204

19 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Communication d'un extrait de lettre de Hopson. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 493

(C'est un extrait de la lettre du 23 juillet. V. à cette date.)

1er octobre, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. La population paraît satisfaite. Nul doute que les juges n'appliquent les lois impartialement; mais il y a besoin d'un homme de loi, sans intérêt en la colonie, que l'on puisse consulter dans les cas difficiles. Il (Hopson) verra, avant son départ, à ce qu'il n'y ait pas d'autres dépenses à faire que celles d'absolue nécessité. Les colons à Merligash n'ont pas jusqu'à présent été inquiétés par les sauvages. On y compte environ 650 colons et soldats bien armés. Il a paru bon de nommer "overseers" quelques-uns des étrangers, pour les attacher par là et s'assurer leur influence sur les autres, car ces colons sont de disposition variable et pourraient être amenés à vouloir la même situation de neutralité que les habitants français. L'emploi de £2,000 environ à l'achat de vaches et de porcs pour les habitants sauverait plus tard de grandes dépenses d'approvisionnement; mais, à cette heure, peu d'économie possible sur cet article. Fonctions des "overseers" de langue anglaise. Leurs services sont grandement nécessaires. Les habitants français se sont conduits passablement bien depuis son arrivée; mais leur crainte des Français et des sauvages les empêche de donner des marques d'attachement. Formes et méthodes de procédure des cours de justice. Le pasteur allemand n'est pas arrivé, et les Allemands se plaignent d'être sans église et sans ministre. Les Suisses ont un ministre français, M. Moreau, sur la conduite duquel il n'y a rien à dire. Il (Hopson) a mis dans les "estimates" une somme pour la construction d'une église. Il espère qu'on enverra le plus tôt possible un ministre allemand, parlant un peu l'anglais. Besoin aussi d'un maître d'école. Découragement causé par l'obligation où sont les colons allemands de payer en travail le fret du navire. Il (Hopson) ne donnera aucune concession de terre. Dartmouth compte cinq familles seulement. C'est un petit poste, bien fermé de pieux et protégé par un détachement de soldats. Point de pêche, et les habitants n'osent pas cultiver hors de l'enceinte par crainte des sauvages. Les Français ont à Beauséjour un fort important, dont ils augmentent encore les ouvrages; par suite des désertions, la garnison serait au plus de 60 soldats; au fort des Gaspareaux il n'y a jamais eu que 12 ou 14 hommes. Il (Hopson) n'a pu savoir au juste le nombre des habitants; mais, au temps de leurs fêtes, on en a compté 300 à la chapelle, qui étaient venus de six ou sept milles à la ronde; tous sont bien armés et pourvus de munitions; ils ont l'ordre de se rendre au fort à la moindre alarme; tous sont bien établis. Les gouverneurs de Québec et de Louisbourg encouragent ouvertement les empiétements, et il (Hopson) n'est pas en état d'y résister, n'ayant de troupes que ce qu'il lui en faut

1753.

pour protéger les colons contre les sauvages, aux hostilités desquels, suivant les informations qu'il reçoit, s'associent les Français. Il a appelé le lieutenant-colonel Monckton au conseil. H 221, "B. T. N. S.", vol. 14

(Un extrait de cette dépêche fut adressé au secrétaire d'Etat le 7 décembre. "A. & W. I.", vol. 596.)

1er octobre, Halifax. Cottrell à Hopson. Ce qui a été fait relativement au serment proposé aux habitants français. Extrait des archives provinciales. H 232, "B. T. N. S.", vol. 14

18 octobre, Halifax. Hopson aux Lords du commerce. Shirley l'informe que, depuis l'arrivée d'un missionnaire français à la rivière Saint-Jean, la conduite des habitants est changée, mais en pis; que les Français ont 100 familles établiet sur cette rivière; qu'ils ont beaucoup renforcé le vieux fort, situé à son embouchure, y mettant du canon et des hommes; qu'ils ont élevé un fors neuf à vingt milles en amont, sur la rivière, dans lequel il y a 24 bouches à feu et 200 réguliers; qu'une frégate française de 30 canons a été derrière l'île aux Perdrix attendre une cargaison de pelleteries, en sorte que les Français semblent être entièrement maîtres de la rivière Saint-Jean. Les habitants français qui avaient quitté Chignectou demandent la permission de revenir. Conditions qui leur sont offertes. H 222

(Un extrait de cette dépêche fut communiqué au secrétaire d'Etat le 7 décembre. "A. & W.", vol. 596.)

18 octobre, Halifax. John Collier aux Lords du commerce. Il a été nommé registraire provincial et receveur des redevances payables à Sa Majesté. H 224

Incluse. Copie du registre du 17 avril au 18 octobre 1753. Ce document contient les noms des concessionnaires et les désignations des terres concédées. H 226, "B. T. N. S.", vol. 14

20 octobre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Remercîments pour sa nomination provisoire à l'occasion de l'absence de Hopson. Il s'efforcera de s'acquitter convenablement de ses fonctions, etc. H 223

22 octobre, Halifax. Hopson aux mêmes. Envoi des comptes publics et des pièces à l'appui. Il s'embarquera sur le *Torrington* dans deux ou trois jours et emportera avec lui les duplicatas. La liste des papiers envoyés accompagne la lettre et est suivie de l'évaluation des besoins de tous les services, y compris le coût de la construction de forts, etc. H 205

27 novembre. Mémoire de Pownall sur les établissements français qu'il y avait avant le traité d'Utrecht et sur les forts construits et établissements faits dans la Nouvelle-Ecosse depuis la création du "settlement" d'Halifax. "A. & W. I.", p. 596

(Trois copies de ce mémoire, dont la première contient quelques lignes d'introduction; c'est la seule différence.)

28 novembre, Londres. Réponse de Chauncey Townsend à l'accusation de n'avoir pas exécuté son contrat. H 229, "B. T. N. S.", vol. 14

5 décembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. La population à Halifax est tranquille. A Lunenburg, les choses vont mieux, l'esprit de rébellion et de violence étant apaisé; il serait à propos, néanmoins, d'y mêler des colons anglais aux colons allemands. Les habitants français sont tranquilles, mais entre eux très chicaneurs. Difficulté de juger les disputes. Il (Lawrence) essaiera d'envoyer au printemps quelqu'un de compétent pour accommoder leurs différends. Les émissaires français continuent à les tenir en perplexité au sujet de la prestation du serment; il importe de résoudre cette question dans un sens ou dans l'autre le plus tôt possible. Point de nouvelles de Chignectou; si les habitants qui ont déserté acceptent les conditions offertes (voir la lettre de Hopson, du 18 octobre), les autres feront ensuite moins difficulté de prêter serment. Il (Lawrence) à l'intention de laisser en ruine le fort des Mines pour employer ce qu'il faudrait dépenser à sa réparation aux besoins imprévus des services. Mauvaise situation de ce fort. Avantages de la réunion de sa garnison à celle du fort Edouard. Si les habitants

1753.

français des Mines retombaient encore en faute, on n'aurait qu'à loger un détachement de troupes dans une petite redoute, dont la construction coûterait une somme insignifiante. Lawrence va discontinuer la ration de rhum que reçoit la garnison de Chignectou et affecter l'économie réalisée ainsi à l'orphelinat. Il adressera à leurs seigneuries les duplicatas des lois, dès qu'ils seront prêts. Les sauvages du cap de Sable lui ont fait des propositions de paix. Les habitants qui ont déserté Chignectou ne sont pas encore revenus à cause d'une difficulté sur les conditions; ils veulent stipuler qu'on ne pourra les forcer de prendre les armes. Liste des prêtres et des chapelles dans la province. Les provisions expédiées par Livingstone et Alexander, de New-York, étaient fort avariées. Les choses endommagées ont été vendues à l'enchère. Envoi de rapports d'inspection, etc. H 235

Incluses. Protestation du capitaine du sloop *Phebe and Polly*, chargé de provisions expédiées de New-York. H 236

Comptes-rendus d'inspection. H 237, H 238

Protestation du patron de la *Patience*, chargé de pain et de farine. H 239

Evaluation des dépenses présumables de la Nouvelle-Ecosse. H 242, "B. T. N. S.", vol. 15

7 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Holdernesse). Communication d'un rapport reçu de Hopson sur l'état des forts et établissements des Français à Beauséjour et à la baie Verte. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 494

Le même jour, des représentations sur ce sujet furent envoyées au roi par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat. 495

Représentations. 496

(Des copies de ces lettres, etc., se trouvent dans la série "A. & W. I.", vol. 596 et 597.)

13 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils expriment l'avis que les droits de douane exigés de Chauncey Townsend sur les provisions expédiées d'Irlande pour les colons de la Nouvelle-Ecosse, lui soient remboursés. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 501

17 decembre, Londres. Note de Kilby concernant la réclamation par Chauncey Townsend du remboursement des droits perçus sur des provisions expédiées à la Nouvelle-Ecosse. H 227, "B. T. N. S.", vol. 14

Cette note, qui est courte, est suivie du rapport. H 228

29 décembre. Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il renvoie à un procès-verbal du conseil, où est relatée la révolte qui a éclaté parmi les colons étrangers à Lunenburg, et qui se tramait, à ce qu'il paraît, depuis longtemps, les meneurs attendant pour se soulever que les navires armés fussent en désarmement. Mais ceux-ci, réquipés aussitôt, ont été dépêchés avec 200 hommes de troupe commandés par Monckton, qui se sont rendus sans accident et ont occupé le blockhaus; après quoi, les mesures ont été prises pour désarmer les mutins. Humeur récalcitrante des colons de Lunenburg, qui voudraient s'affranchir de la sujétion à tout gouvernement, croyant échapper ainsi aux agressions des sauvages suivant l'idée propagée par les émissaires français. Il (Lawrence) reçoit l'avis que le désarmement a pu se faire sans recours à la violence. La rébellion était si générale, qu'on n'a pu découvrir un seul de ses chefs. Le nombre des soldats envoyés sur les lieux est ce qui les a détournés de faire de la résistance. H 243, "B. T. N. S.," vol. 15

1754. 15 janvier, Halifax. Le même aux mêmes. Le trouble est apaisé à Lunenburg. Monckton laisse 40 hommes au blockhaus. Un nommé Hoffman, suspect d'avoir été un des meneurs, est arrêté. Habileté avec laquelle Monckton a mené toute l'affaire à bonne fin. Il y aura quelque surcroît de dépense, mais très peu considérable. Lawrence demande des instructions pour la concession des terres. Les Français poursuivent activement leur établissement sur la rivière Saint-Jean, et offrent des avantages aux habitants

1754.

français pour les engager à les y aller rejoindre. Impossible d'empêcher quelques familles de le faire ; mais le plus grand nombre est trop attaché à ses terres pour les abandonner. Arrivée d'une cargaison de biscuit et de farine de Philadelphie ; les inspecteurs rapportent que cette fourniture est très incomplète. Envoi des comptes de vivres pour les colons. Lawrence demande des exemplaires des " Statutes " et des " Chancery Reports." Retour de Monckton. Lunenburg est tranquille. H 244

(Il y eut un extrait de cette dépêche envoyé au secrétaire d'Etat le 29 mars. " A. & W, I.", vol. 597, p. 4.)

24 janvier. Ordres de communication à la Chambre des communes de l'état des dépenses relatives à la Nouvelle-Ecosse de l'année 1753 et des évaluations budgétaires pour 1754. H 231 et H 231-2, " B. T. N. S.," vol. 14

29 janvier. Evaluation des dépenses (£47,054 15s. 3d.) pour soutenir l'établissement de la Nouvelle-Ecosse en 1754. " B. T. N. S.", vol. 36, p. à

1er février, Londres. Valeur totale des exportations à la Nouvelle-Ecosse, de Noël 1751 à Noël 1752, £19,310 13s. 11d. Aucun détail. H 234. " B. T. N. S.", vol. 14

26 février, Londres. Pétition de Hopson et Cornwallis, pour obtenir le paiement de ce qui reste dû à leur régiment du chef des retenues pour vivres. H 233

1er mars, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Instructions qu'il avait données pour la remise des dépêches envoyées par voie de l'*Elizabeth*, Roger Dearing capitaine. Envoi de pièces à l'appui des paiements faits pour compte du gouvernement jusqu'à fin de l'année. Les économies pourront couvrir les dépenses occasionnées par les mutins allemands et les dépenses extraordinaires faites à Chignectou. Les habitants de Lunenburg sont tranquilles ; ils ont pratiqué des chemins à travers leurs grands lots ; l'argent manque là ; les colons en sont si dépourvus, sont si pauvres, qu'ils ne peuvent s'acheter de quoi se vêtir. Il (Lawrence) leur a fait distribuer des souliers. Comme les sauvages ont gardé la paix cet hiver, on a poursuivi l'exploration du pays et trouvé la source de la rivière Chibenacadie (Shubenacadie), qui est à environ neuf milles du fort Sackville ; ce cours d'eau se rend à Cobequid. C'est le chemin que les sauvages ont toujours pris pour aller molester Dartmouth. La nouvelle est venue que La Corne, en se retirant de l'Ohio, avait été attaqué et arrêté dans sa marche par des sauvages. Pour se venger, les Français menacent d'attaquer la Nouvelle-Ecosse ; mais il (Lawrence) regarde cela comme une menace en l'air, faite pour ranimer les esprits chez eux. Plusieurs habitants français se sont transportés sur le rivage nord de la baie de Fundy, y ont fait des défrichements et se préparent à retourner s'y établir au printemps. Il espère que les approvisionnements de l'année viendront vers la mi-juin au plus tard ; un retard plus prolongé pourrait avoir des suites malheureuses. Envoi de la " victualling list " du régiment de Hopson. H 250, B. T. N. S.", vol. 15

Incluse. Relevé des dépenses faites dans la Nouvelle-Ecosse, au 31 décembre 1753. H 251

18 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Leur rapport sur les réclamations de Townsend en vertu de son marché de fourniture de farine et de biscuit ; à leur avis, on peut payer la première de ces fournitures, en attendant qu'on prenne une décision à l'égard de l'autre, parce que le droit est suffisamment établi. " B. T. N. S.", vol. 36, p. 2

28 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Hopson. Leur intention, quand il quittera la Nouvelle-Ecosse, est de nommer Lawrence lieutenant-gouverneur, et de lui donner le traitement qu'il (Hopson) reçoit actuellement comme gouverneur. 11

29 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Robinson). Ils lui communiquent un extrait d'une lettre de Lawrence, datée du 15 janvier, sur ce que font les Français, etc., à la rivière Saint-Jean. 13

1754.

Incluse. Extrait. La lettre dont il provient a été analysée ci-dessus à sa date. Il y a une copie de la lettre des lords du commerce dans la série " A. & W. I.", vol 597, p. 2.

29 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Brewse. Ordre de se transporter à Halifax pour y établir une batterie sur le côté est du port.
" B. T. N. S.", vol. 36, p. 9

29 mars, Whitehall. Les mêmes à Albinus, un des " chapelains " allemands de S. M. Faire choix d'un ministre allemand et l'envoyer à la Nouvelle-Ecosse pour les protestants étrangers. 10

30 mars, Londres. Hopson aux Lords du commerce. Il remercie leurs seigneuries de lui faire connaître leur intention touchant la nomination de Lawrence, et d'approuver ses propres services. Son mal d'yeux ne guérit pas.
H 245, " B. T. N. S.", vol. 15

4 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Mascarene. Des instructions ont été envoyées à Lawrence qui portent de lui fournir (à Mascarene) la somme d'argent requise pour la négociation du traité avec les sauvages et pour les présents à faire. " B. T. N. S.", vol. 36, p. 14

4 avril, Whitehall. Les mêmes à Lawrence. Ils ont reçu ses dépêches. Le parlement a accordé £11,392 6s. 9d. pour le paiement de l'extraordinaire de l'an dernier, et voté un crédit de £11,392 15s. 3d. pour l'année 1754. Ci-incluses les évaluations de la dépense, avec observations sur chaque article. Bonne opinion que leurs seigneuries ont de lui, etc. Leur satisfaction aux nouvelles qu'il mande des colons allemands établis à Lunenburg. Mêler avec eux des colons de langue anglaise est une politique sage. Leurs seigneuries regrettent que les habitants français montrent un esprit de chicane; fâcheux effets de cette disposition. Tout leur droit au sol dépend de leur prestation du serment d'allégeance. Difficulté d'employer les voies judiciaires pour vider leurs disputes. Du danger que les habitants français s'en aillent et, se portant dans les établissements des Français, en augmentent la force. Vu son état de ruine, le fort des Mines peut être abandonné et sa garnison ajoutée à celle de Pisiquid (Pigiguit). Leurs seigneuries approuvent le retranchement de la ration de rhum aux soldats en garnison à Chignectou; l'économie effectuée ainsi pourra être affectée à la maison d'asile des orphelins. Leurs seigneuries sont bien aises d'apprendre que les sauvages du cap de Sable demandaient la paix, et elles espèrent que d'autres tribus feront comme eux. Les attaques des sauvages sont inquiétantes. Il (Lawrence) devra chercher les meilleurs moyens d'y mettre un terme. Plan du capitaine Rouse, qui propose d'aller trouver ces ennemis par eau. Leurs seigneuries ne conçoivent pas ce qui a pu induire les colons de Lunenbourg à se mutiner, quand on les traitait si libéralement. Il (Lawrence) fera une enquête à fond, et rendra compte de l'origine de cette disposition à la rébellion, indiquant la punition qu'il convient d'infliger. Il n'a pas bien compris les instructions adressées à Hopson touchant la concession des terres: elles tendent à empêcher les concessions extravagantes aux personnes incapables de cultiver; mais il serait préjudiciable à la province de cesser toute concession de terre, ce qui, du reste, ne pourrait pas se faire. Qu'il importe de terminer promptement l'établissement de la batterie sur le rivage est d'Halifax. Qu'il est désigné pour le poste de lieutenant-gouverneur; traitement qu'il recevrait. Il autorisera Mascarene à souscrire des lettres de change pour les dépenses se rattachant aux négociations avec les sauvages de l'Est. " B. T. N. S.", vol. 36, p. 15

4 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Nécessité de construire une batterie sur le côté est du port d'Halifax. Etat des matériaux nécessaires. 45

30 avril. *Au dos.* "Proposition de bâtir des forts, etc., sur l'Ohio et d'autres rivières, dans l'Amérique du Nord." (On bâtirait ces forts en commençant à la Nouvelle-Ecosse. La pièce contient une liste des forts français dans la Nouvelle-Ecosse et ailleurs.) " A. & W. I.", vol. 604

1754.
— avril. "Actes des Français en Amérique, dont la Grande-Bretagne a sujet de se plaindre." Vol. 604

1er juin, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Les Français se fortifient à la baie Verte et à Beauséjour, ont fait entre ces deux points une très belle route, et s'efforcent d'attirer les habitants français chez eux. Les sauvages sont paisibles, les Français étant trop occupés ailleurs. Il (Lawrence) cherche à engager les habitants à s'établir dans l'intérieur du pays et leur donne toute la protection qu'il peut. Envoi d'un procès-verbal du conseil relatif à une pétition portant demande de 20,000 acres de terre, sur lesquels les pétitionnaires s'obligent à placer des colons. Avantages de cette offre. Une première pétition avait été écartée, à la suite du refus par ses auteurs d'accepter les conditions mises à la concession; mais une seconde pétition a été accueillie, les conditions ayant été modifiées. Ci-inclus copie de l'acte de concession, où sont marqués les changements. Raisons de faire cette concession et ses avantages. Il y a déjà des colons rendus sur les lieux, qui sont à l'œuvre, et un détachement de troupe, parti pour les protéger, a ouvert une route à travers bois. Il (Lawrence) le fera revenir dans peu, et enverra des *rangers* tenir garnison dans le blockhaus à l'intérieur de la palissade. Il envoie le plan de la localité. (Se trouve dans la collection dite "B. T. Maps," vol. 9, n° 20, sous le titre: "Lawrence town"). Lunenburg est tranquille. Ses habitants montrent une activité presque incroyable. Déjà ils ont planté 700 boisseaux de pommes de terre et semé assez de lin pour en avoir leur suffisance de graine de semence. Les lots à bâtir et de jardin sont déboisés, mis en culture; des bois de construction, des douves, des cercles ont été coupés, façonnés en énorme quantité, et un grand nombre d'embarcations construites. Une compagnie de vingt personnes des plus riches qu'il y ait dans la Nouvelle-York lui offre de créer un "settlement" à Mahone-Bay. Il a répondu qu'il donnerait toute sorte d'encouragement à leurs colons, à l'exception de la fourniture des vivres. Autres offres d'établissement. Il envoie un compte-rendu du procès et de la condamnation de Hoffman, chef de l'émeute à Lunenburg. Aussi une carte d'une partie de la province, ("B. T. Maps," vol. 9, n° 5), qui montre combien un fort serait utile sur la rivière Shubenacadie. La localité se coloniserait bientôt, car on y aurait les pêches en eau douce et en eau salée, et la terre y est de bonne qualité. Aide demandée par Shirley pour réduire un fort important que les Français ont bâti par delà les collines, à Mont-Désert. Malgré la conduite des Français, les négociants de Boston continuent de fournir des provisions en grande quantité à Louisbourg. Concessions données au nom seul du gouverneur, bien que du consentement du conseil, comme le veut la commission. A Halifax tout est tranquille, et on y est plus laborieux. Arrivage des provisions pour les colons. Frais de déchargement et de rechargement; Lawrence demande que le gouverneur soit autorisé à fixer le port de déchargement. Envoi d'états. Point d'informations sur la situation des choses à la rivière Saint-Jean.
H 252, "B. T. N. S.", vol. 15

Incluses. Copie de la concession de Musquodoboit (le lieu est désigné ainsi au dos de la pièce, mais est nommé "Lawrence town" dans le corps de la concession.) H 253

Etat de l'asile des orphelins à Halifax, et rôle de la dernière session de la cour générale d'assises. H 254

14 juin, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il accuse réception de dépêches. Il réduira, comme ils le lui mandent, les approvisionnements à Lunenburg; mais serait peiné de mécontenter les colons de l'endroit, qui sont à présent tout adonnés au travail. Ils fournissent les navires de Boston de bois de corde. Le détachement de Stone à Musquodoboit n'a été nul-

1754.

lement inquiété par les sauvages. Les habitants ont entouré de pieux le poste et seront bientôt en position de se défendre eux-mêmes.
H 255, "B. T. N. S.", vol. 15

21 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Envoi du "warrant" nommant Belcher juge en chef. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 51

19 juillet, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Quelle est la nature des arrérages de "quit rents" dont la remise est demandée? H 249

24 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la nomination de Belcher au conseil de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 52

(Belcher fut nommé au conseil par un arrêté du 6 août. Voir ci-dessous.)

1er août, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Remercîments pour leur approbation. Le généreux crédit accordé par le parlement à la colonie et l'arrivée du juge en chef ont relevé les esprits. Tout continue à bien aller au "settlement" de Lunenburg; quelques Allemands ont déserté, mais c'était la lie; la perte est sans importance. Il (Lawrence) va essayer de mêler aux Allemands des colons nés sujets du roi; s'il est donné suite au projet formé à New-York, il aurait ce résultat. L'indulgence du gouvernement britannique ne lui a pas acquis l'attachement des habitants français, il s'en faut beaucoup. Lawrence entre là dans de longs détails et suggère, s'ils refusaient de prêter le serment, de les faire partir; ou bien, par la construction d'un fort ou blockhaus sur la Shubenacadie, d'empêcher leurs communications avec les Français, tout en mettant obstacle aux désertions parmi les Allemands et fermant le passage principal des sauvages. Détails minutieux sur l'état de la province. Saisie d'un bâtiment de Boston dans la baie de Fundy, où il faisait un commerce illicite. Sans les expéditions de vivres de Boston, les Français n'auraient pu s'alimenter ni fournir de provisions aux sauvages. Ce que les Français font sur le côté nord de la baie de Fundy. Arrivée de familles du Cap-Breton, lesquelles rapportent que la population y meurt de faim. Après quelque hésitation, elles ont prêté le serment sans réserve et ont eu la permission de rester. Depuis elles ont été envoyées à Lunenburg, où elles recevront des vivres. Nouvelles diverses.
H 256, "B. T. N. S.", vol. 15

Incluses. Rapport de W. Kinsey, capitaine du *Vulture*, bâtiment de S. M. Il a donné chasse à une goélette de Boston, chargée de contrebande, et l'a capturée. H 258

Journal d'une marche par la rivière Shubenacadie et découverte de sa source. H 259

6 août, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils transmettent le "warrant" qui nomme Jonathan Belcher junior membre du conseil de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 56

(Cette expédition est dans la série "B. T. Plantations General", vol. 52, p. 45.)

6 août, Whitehall. Les mêmes au même. Ils transmettent le projet de commission de lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse pour Lawrence.
"B. T. N. S.", vol. 36, p. 53
54

Commission.
Arrêté pris le même jour. H 248, "B. T. N. S.", vol. 15

Duplicatas de l'arrêté pris en conseil le 21 juin, pour nommer juge en chef Belcher, et de ceux du 6 août par lesquels Lawrence est nommé lieutenant-gouverneur et Jonathan Belcher junior membre du conseil.
H 266, H 267, H 268

9 août, Halifax. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Robinson). Ils lui communiquent un plan combiné d'action par toutes les colonies en Amérique pour résister aux empiétements des Français.
"A. & W. I.", vol. 604

(Il y a deux copies de ce plan; la correspondance est partie dans une liasse, partie dans une autre.)

1754.
29 août, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Retour d'un agent envoyé aux nouvelles, parmi les Français, sur le côté nord de la baie de de Fundy. Il rapporte qu'ils ont à Beauséjour un fort à cinq bastions, garni de 32 petits canons et 1 mortier, avec pièces de 18 livres de balle qui ne sont pas encore montées, et une garnison composée de soldats de l'armée régulière; qu'à Saint-Jean ils ont un petit fort avec 3 mauvais vieux canons, 1 officier et 16 hommes et que les sauvages y comptent 160 guerriers. On attend sous peu des renforts du Canada. Au passage de l'agent à Beauséjour, il y avait 400 sauvages rassemblés à la Baie Verte, et il paraît qu'en quarante-huit heures les Français pourraient réunir 1,400 ou 1,500 sauvages de toutes les localités: Beauséjour, Baie Verte, île Saint-Jean, Chipudy, Petcaudiak, Memramcook, Gedaïque, Ramsheck, etc. (Ces noms sont orthographiés ici comme dans la lettre originale.) "A. & W. I.", vol. 597, p. 9

10 septembre, Halifax. Le même aux mêmes. Il fait connaître la nature des documents envoyés par la voie du dernier navire, ne pouvant pas en envoyer pour le moment de duplicatas. Mort de William Steele, membre du conseil, arrivée depuis l'avis de celle du major Fotheringham. H 261, "B. T. N. S.", vol. 15

19 septembre, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle demande une évaluation de la somme d'argent qui sera nécessaire pour les services de la Nouvelle-Ecosse en 1755. H 262

26 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils renvoient à leur lettre du 4 juillet 1753 pour l'information demandée sur la nature des "quit rents" dus à la couronne par les habitants français; mais il est impossible d'en indiquer le montant. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 57

2 octobre, Whitehall. Pownall à la même. En l'absence des lords du commerce, il certifie que le montant que Kilby demande l'autorisation de payer est exact. 58

14 octobre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il a reçu sa commission de lieutenant-gouverneur. Belcher est arrivé et a prêté le serment d'entrée au conseil. Ordre donné de dresser ses lettres patentes de juge en chef; ses objections touchant certaines lois seront examinées attentivement. Envoi de duplicatas des dépêches emportées par le bâtiment de S. M., le *Wasp*. Brewse poursuit activement les travaux à la batterie neuve. Il faudrait d'autres pièces de 24; en attendant on va monter sept pièces de 12. Les "estimates" ne pourvoient pas aux besoins des colons allemands après le 1er juillet prochain. Il (Lawrence) demande que le pain au moins leur soit fourni, durant l'hiver. Peine qu'ils se sont donnée pour se procurer du bétail. Raisons d'insister sur une allocation en leur faveur. Cinq moulins à scier sont construits ou en construction sur les lots de lisière. Il y a en bois coupés de quoi charger plusieurs navires. Jamais on n'a vu automne si sec: ce temps a nui à la croissance des navets, choux et autres produits de jardin. Lawrence transmet des résolutions du conseil relatives aux denrées qui se portent aux Français. Il espère qu'avec l'aide des croiseurs le trafic pourra être réprimé; du jour où les Français ne pourront plus fournir de vivres aux sauvages, ceux-ci seront plus faciles à détacher d'eux. Avant l'arrivée du juge en chef, il avait appelé le capitaine Rous au conseil. Besoin d'armes pour les *rangers*; grand besoin aussi de literies. Il est fâché d'apprendre que leurs seigneuries n'aient reçu que de rares dépêches de lui, car il a écrit souvent. Envoi des "victualling rolls" du régiment de Hopson et d'une liste de colons. Les comptes du commissaire n'ont pas encore été examinés. H 263, "B. T. N. S.", vol. 15

Incluses. Liste des papiers envoyés par voie du *Wasp*. H 264
Liste des lettres tirées sur Kilby. H 265

29 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ses dépêches les ont tirés d'inquiétude et leur ont fait un vif plaisir. Cette longue cessation d'hos-

1754.

tilités de la part des sauvages et l'activité, les travaux des colons ne peuvent qu'assurer la stabilité de la colonie. Remarques sur les nouveaux établissements et sur les conditions mises aux concessions données par lui (Lawrence). Leurs seigneuries approuvent la construction du blockhaus. Sur l'amélioration qui s'est produite dans les dispositions et la conduite des colons à Halifax et à Lunenburg. Que la distribution de provisions a ce fâcheux résultat, d'encourager l'imprévoyance et la paresse. Bons effets à attendre de sa suppression. Avantage de la réduction importante du prix du bois de corde. Punition bien méritée de Hoffman. A sa sortie de prison, il devrait quitter la province. Examen des avantages du fort projeté sur la rivière Shubenacadie, ainsi que de la situation faite aux habitants français par les termes du traité d'Utrecht. Observations sur les fortifications. Aide que Shirley et lui pourraient se prêter mutuellement. Caractère très nuisible du commerce qui a lieu entre les colonies septentrionales et Louisbourg, etc., et difficulté de l'empêcher. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 59

31 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Robinson). Ils transmettent une dépêche de Lawrence, qui fait connaître la force et les actes des Français à leurs forts et établissements de Saint-Jean, Beauséjour et Baie-Verte. Déjà ils ont signalé les dangereuses conséquences de tous ces empiétements. La Nouvelle-Ecosse florissante. Les sauvages n'ont plus commis d'hostilités depuis deux ans. Activité quasi incroyable déployée par les colons allemands; mais la province ne pourra jamais être à couvert de toute agression, tant que les Français possèderont le côté nord de la baie de Fundy et solliciteront les sauvages à attaquer les colons. 83

(La série "A & W. I.", vol. 597, p. 7, contient un duplicata de cette lettre et de ses incluses, à savoir: l'extrait de la dépêche de Lawrence, datée du 29 août 1754, et les représentations, en date du 7 décembre 1753, à l'occasion d'une dépêche de Hopson du 18 octobre précédent. Toutes ces pièces ont été mentionnées à leurs dates respectives.)

5 novembre, Halifax. Lawrence à Shirley. Il a reçu ses dépêches l'informant de son traité avec les sauvages et des encouragements reçus par lui de sir Thomas Robinson pour le dessein de chasser les Français de Chignectou et de la rivière Saint-Jean. Il a envoyé Monckton proposer une levée de 2,000 hommes, qui, avec l'effectif de troupes régulières qu'il peut ajouter, devraient suffire à l'entreprise. La dépense de ces dernières seraient à la charge de la Nouvelle-Ecosse. Avantage qu'il y aurait à attaquer les premiers, dans le moment où l'attention des Français est tournée vers l'Obio et où la division de leurs forces peut amener leur défaite des deux côtés. La rareté des provisions les empêche de faire de grands rassemblements de sauvages à leur proximité, crainte de causer une famine générale. Il est opportun d'exécuter cette attaque et d'assurer ainsi la sécurité de la Nouvelle-Angleterre. Lawrence propose que Monckton commande l'expédition; le choix des autres officiers lui serait laissé (Shirley). Il a fait un crédit illimité à Monckton sur Apthorp et Handcock; mais avant la présentation de la lettre de créance, ces derniers devront s'engager au secret le plus absolu. "A. & W. I.", vol 597, p. 24

Une copie de cette pièce fut communiquée au secrétaire d'Etat le 5 mars 1755.

19 novembre, Whitehall. Procès-verbal de la délibération des Lords du commerce sur les propositions par Hopson d'augmentation de certains employés dans la Nouvelle-Ecosse; résolutions du "Board" à l'effet de porter le ssuppléments de

19 novembre, Trésorerie. rétribution au compte des dépenses imprévues. "B. T. Journals," vol. 62

La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle transmet une demande, par le "Board" de l'artillerie, de remboursement de dépenses faites pour la Nouvelle-Ecosse. La demande et le compte sont inclus dans la lettre. H 291, "B. T. N. S.", vol. 15

1754.
20 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Envoi de l'aperçu des besoins de la Nouvelle-Ecosse pour 1755. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 86

Evaluations. 87

20 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils transmettent un état estimatif par Lawrence des fournitures d'artillerie dont il a besoin. 89

Etat. 90

25 novembre, "St-James's." Instructions à Braddock, nommé commandant en chef en Amérique. "A. & W. I.", vol. 604

Suivies d'instructions secrètes et privées.

30 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils lui envoient des observations sur les articles de l'estimatif transmis par lui. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 92

Observations. 93

3 décembre, Boston. Mascarene aux Lords du commerce. Sur les traites négociés à la baie de Casco avec les sauvages de l'Est. Envoi de compte de dépenses pour la Nouvelle-Ecosse. Mascarene sollicite une rétribution. Pendant toute la durée de son gouvernement à Annapolis, il n'a reçu aucune compensation et il prie leurs seigneuries de prendre en considération les faits relatés et sa demande. H. 275, "B. T. N. S.", vol. 15

17 décembre. Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Communication d'une lettre de Lawrence sur le besoin de canons pour compléter l'armement de la batterie établie au port d'Halifax. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 106

24 décembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il profitera de toutes les occasions pour leur écrire, comme ils le lui mandent. Tout est tranquille. Les sauvages n'ont pas tenté d'inquiéter Lawrencetown. Plus de cent familles de Lunenburg sont allées commencer le défrichement de leurs lots de campagne. Des marchands de New-York offrent de former un "settlement" à La Hève. Il attendra pour leur faire une réponse positive les instructions de leurs seigneuries. H 290, "B. T. N. S.", vol. 15

"Information préalable pour servir d'introduction au Narré" (en français). Pièce relative aux différends survenus dans l'Amérique du Nord entre la grande-Bretagne et la France; dans laquelle on discute les stipulations du traité d'Utrecht et leur interprétation. C'est une revendication des droits de la Grande-Bretagne. Les attaques des Français sur le territoire de la Nouvelle-Ecosse y sont relatées. A. & W. I., vol. 597

1755.
3 janvier, Londres. Ordre de la Chambre des communes, portant de déposer sur son bureau le compte des dépenses de la Nouvelle-Ecosse. A 269, "B. T. N S.", vol. 15

(Le compte est imprimé dans les "Journals" de la chambre.)

12 janvier, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. La tranquillité continue à régner dans la colonie. Lunenburg dans un état prospère. Le nouvel établissement, à Musquodoboit, va bien; seulement il ne peut faire de grands progrès jusqu'à ce qu'il vienne d'autres colons au printemps. Il (Lawrence) encouragera toute tentative d'établissement avancé sur le territoire, et invitera les "New-York gentlemen" à exécuter leur dessein. Sa proposition de bâtir un fort sur la rivière Shubenacadie pour mettre Halifax à couvert des attaques des sauvages; il trouve maintenant que ce fort d'arrêt serait inutile, tant que le fort français de Beauséjour et tous les établissements français de la baie de Fundy n'auront pas été entièrement renversés et détruits. Il avait appris de bonne source que du jour où les fortifications de Louisbourg seraient mises dans un état passable, les Français étaient résolus à se rendre maîtres de la baie de Fundy. C'est pourquoi il avait pris la détermination de les attaquer, et envoyé Monckton avec une lettre à Shirley et un plan de l'entreprise. Le risque qu'il courait en agissant de la sorte sans attendre des instructions; mais celles qu'il reçoit, qui lui disent de se consulter avec Shirley, l'ôtent d'inquiétude. Il a eu de Boston l'assurance que les hommes

1755.

seront prêts de bonne heure au printemps, et espère que les armes seront arrivées à cette époque. La batterie sur la rive est a des canons en position. Ce qui reste à faire concerne la défense du côté de terre. Il a consulté Brewse sur l'établissement d'une batterie devant la ville; la ligne est si étendue, avec grand fond d'eau partout, qu'ils ont trouvé que pour la couvrir trois batteries seront nécessaires. L'assiette en sera préparée; mais il faut des canons, dont il envoie la liste avec une liste de munitions. Expédier le tout au commencement du printemps. Besoin d'une autre poudrière. Si la flotte partait en grande croisière, le dessein d'attaquer Beauséjour devrait être abandonné; aussi ce qu'il écrit à Keppell. Besoin d'un autre sloop armé pour le service de la province. Il a soumis au juge en chef la question des droits des habitants français, et en transmettra le rapport. Il lui a pareillement renvoyé celle de l'autorité du conseil. Impossibilité de convoquer une Assemblée dans les circonstances présentes. Envoi d'états, etc.

H 277, "B. T. N. S.", vol. 15

Incluses.—Propositions à Shirley, mentionnées dans la lettre. H 278

Liste des pièces d'artillerie, etc., nécessaires pour les forts. H 279

(Il fut envoyé au secrétaire d'Etat des extraits de cette lettre les 5 et 12 mars, avec la réquisition d'artillerie. "A. & W. I.", vol 597, p. 18. Duplicata de la réquisition à p. 37, mis à la suite de la lettre du 12 mars, pp. 33 et suiv.)

12 janvier, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Envoi de "victualling rolls" et de vérifications de comptes pour vivres et munitions.

H 286, "B. T. N. S.", vol. 15

13 janvier. Mémoire de John Grant, sur une injustice, dans le service médical actuel, qui l'empêche lui et d'autres chirurgiens de gagner leur vie.

H 270

Incluses. Copie d'une pétition aux gouverneur et conseil de la Nouvelle-Ecosse sur le même sujet, avec affidavit qu'on a refusé d'y répondre.

H 272

Affidavit de Sarah Dunlop, où il est dit qu'elle a travaillé dans l'hôpital sans recevoir de rétribution. H 273

Dépenses de l'hôpital (par articles).....	£1,173 1s. 6d.
Sous le système d'entreprise proposé, avec le même nombre de malades (30).....	780 0s. 0d.
Economie annuelle.....	£393 1s. 6d.

Par certaines restrictions, le nombre des malades reçus en traitement pourrait être réduit à 10: d'où une économie par an de £963 1s. 6d. Les

16 janvier, Halifax. restrictions et règles proposées sont indiquées. H 274

Belcher aux Lords du commerce. Il est arrivé à Halifax, après un voyage de vingt-six jours; réception qui lui a été faite, etc. Impossible de convoquer présentement une Assemblée. Ce qui s'est fait aux assises. Il émet l'avis que l'on assigne des appointements à Nesbit, procureur de la couronne. H 282

Incluses. Copie de la commission de Belcher. H 283

Observations sur le pouvoir du gouverneur et du conseil de faire des lois pour la Nouvelle-Ecosse. H 284

Relevé du registre de la cour suprême, session de la Saint-Michel 1754. H 285

23 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Robinson) aux Gouverneurs en Amérique (circulaire). Le roi a l'intention d'augmenter les forces en Amérique, y compris la Nouvelle-Ecosse, pour la protection des colonies, etc. Des levées se feront parmi les habitants, et il leur sera distribué des armes, etc.

"A & W. I.", vol. 605

Lettre semblable, de même date, à Braddock.

1755.
28 janvier, Londres. Pétition de Thomas Stephens, demandant le paiement de matériaux expédiés à Halifax pour la construction d'installations pour y faire de la potasse; avec certificat et comptes des matériaux. H 276, "B. T. N. S.", vol. 15

31 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils lui transmettent une pétition de John Grant, chirurgien, se plaignant de l'administration de l'hôpital d'Halifax, avec des observations et l'ordre de faire une enquête. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 108

10 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Robinson) à Braddock. Celui-ci est autorisé à lever 2,000 hommes. "A. & W. I.", vol. 605

5 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat. Ils lui transmettent une lettre de Lawrence et des papiers concernant l'expédition proposée pour déloger les Français de la péninsule. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 110

(Il y a un duplicata de cette pièce dans la série "A. & W. I.", vol. 597, p. 16. Les incluses, datées du 5 novembre 1754 et du 12 janvier 1755, ont été analysées à leurs dates.)

12 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Robinson). Ils transmettent une réquisition par Lawrence de canons et de munitions pour trois batteries à Halifax. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 111

Des représentations au roi suivent cette pièce. 112

(Duplicata de la lettre et de ses inciuses. "A. & W. I.", vol. 597, pp. 33 et suiv.)

13 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au "Board" de l'artillerie. Ils ont acheté un navire pour le transport de canons, etc., à la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 113

14 mars. Mémoire (sans date) de John Taggart, conseillant la vente du sloop *New Casco* sous son commandement et l'achat d'un autre plus propre au service à faire. (Reçu à la date en marge.) H 280, "B. T. N. S.", vol. 15

17 mars, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie aux Lords du commerce. Aussitôt que les ordres de livrer les canons seront venus, leurs seigneuries en seront informées. H 281

18 mars, "Ordnance." Le même aux mêmes. Ordre a été donné de tenir prêts pour l'embarquement les canons et munitions demandés. H 289

26 mars. Pétition (sans date) de Henry Newton, demandant le paiement de ses services comme médecin à bord du *Winchelsea*. (Reçu à la date en marge.) H 292

31 mars, Whitehall. Les Lords du commerce aux procureur et solliciteur généraux. Ils demandent leur avis sur cette question: si le gouverneur et le conseil de la Nouvelle-Ecosse ont le pouvoir de rendre des lois? "B. T. N. S.", vol. 36, p. 114

11 avril, "War Office." Le Secrétaire de la guerre (Henry Fox) aux Lords du commerce. En conséquence de l'augmentation des régiments de Lascelles, Warburton et Hopson, il les prie de donner des ordres pour que l'on prépare des casernes suffisantes dans la Nouvelle-Ecosse. H 287, "B. T. N. S.", vol. 15

15 avril, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie aux mêmes. Passages et provisions qu'il faut pour les officiers et soldats d'artillerie qui vont compléter la compagnie à Halifax. H 288

15 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à John Taggart. Il prendra le commandement de l'*Halifax*, acheté pour le service de la Nouvelle-Ecosse, en remplacement du *Casco*, et se rendra à Halifax. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 116

16 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Robinson) aux gouverneurs (circulaire). Ils devront apporter leur coopération à Boscawen, commandant la flotte, et lui mander toutes les nouvelles qu'ils pourront avoir. "A. & W. I.", vol. 605

16 avril, Whitehall. Le même à Braddock. Se concerter avec les commandants de la flotte. Empêcher le commerce prohibé avec les Français, la Pensylvanie et la Nouvelle-York commettant notoirement la faute de leur fournir des denrées. Vol. 605

1755.
22 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au " Board " de l'artillerie. Les 4 officiers et 14 recrues auront leur passage à bord de l'*Halifax*, mais point de provisions. " B. T. N. S.", vol. 36, p. 117

29 avril, Londres. Opinion des procureur et solliciteur généraux, que le gouverneur et le conseil n'ont pas le pouvoir de faire des lois pour la Nouvelle-Ecosse, mais qu'ils doivent agir en vertu de commissions et instructions. Il ne peut pas être adopté de lois avant qu'une Assemblée ait été convoquée. H 293, " B. T. N. S.", vol. 15

7 mai, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Tout est tranquille. Une goélette française a été prise au port La Tour par le *Vulture* et condamnée, ce qui facilitera l'expédition de Monckton contre la garnison du haut de la baie. Apparences de rupture prochaine avec la France. Il s'est très activement employé à faire des apprêts de défense. Il met sous le pli le compte des sommes déboursées pour travaux publics. H 296

7 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils ont reçu sa dépêche sur les mesures prises pour déposséder les Français des forts qu'ils ont à Beauséjour et au côté nord de la baie de Fundy; et son état de canons, etc., nécessaires à la défense. Ce qui justifie son dessein. Il pourra compter sur l'assistance de leurs seigneuries en toute chose juste tendant au bien et à la sécurité de la province. Effets très nuisibles de l'occupation de ces forts par les Français. Leurs seigneuries se sont empressées de faire les démarches nécessaires pour l'envoi des canons, etc., demandés par Shirley et lui (Lawrence). Elles sont contentes des progrès de Lunenbourg et de Lawrence-Town; mais elles regrettent que la pêche ne soit pas mieux exploitée. La raison de cette négligence leur échappe. Elles invitent Lawrence à employer les plus grands efforts pour réveiller chez les colons le goût de cette industrie. Ci-inclus copie de l'opinion des procureur et solliciteur généraux sur le pouvoir de législation du gouverneur et du conseil. " B. T. N. S.", vol. 36, p. 118

(Pour l'opinion, v. au 29 avril).

13 mai, Whitehall. Arrêté pris en conseil. Il sera expédié de l'artillerie, etc., à la Nouvelle-Ecosse. Les évaluations accompagnent l'arrêté. H 298, " B. T. N. S.", vol. 15

15 mai, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Envoi de copie des dépositions, etc., entendues au procès de Street et autres, accusés du meurtre de deux hommes de l'équipage du *Vulture*, bâtiment de S. M. H 311

17 juin, Edimbourg. Pétition de William Jeffray à l'effet d'obtenir une prolongation de congé. Cette pièce est précédée d'une lettre du " Board " de l'artillerie, disant qu'il y consent si les lords du commerce ne s'y oppose pas. H 295

19 juin, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle demande en vertu de quelle autorisation Lawrence a tiré des lettres sur le payeur général. H 294

19 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils ignorent comment Lawrence a été autorisé à tirer les lettres dont Kilby réclame le paiement; mais ils présument qu'elle résulte d'une lettre du secrétaire d'Etat mentionnée dans la dépêche de Lawrence du 12 janvier. " B. T. N. S.", vol. 36, p. 129

28 juin, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Reddition du fort français de Beauséjour le 16 et du fort des Gaspareaux le lendemain. L'état des grandes quantités de munitions et provisions qui y ont été prises n'est pas encore prêt à transmettre. Beauséjour s'est rendu au bout de quatre jours de bombardement, avant qu'un seul canon fût monté sur les batteries. Monckton en a changé le nom en celui de fort Cumberland. Il a ordre d'aller attaquer le fort qui est à Saint-Jean. Les Français qui désertent viennent livrer leurs armes; on les éloignera du pays; mais auparavant on se servira d'eux si leurs services peuvent être utiles. La possession de l'isthme ramènera les sauvages. L'expédition a coûté plus qu'on ne l'avait prévu; mais, par contre, il y a les approvisionnements

1755. considérables trouvés dans les forts. Envoi de procès-verbaux du conseil concernant les accusations de Grant (voir au 13 janvier); mauvaise réputation de celui-ci; embarras qu'il a causés aux autres gouverneurs et qu'il cause encore aujourd'hui. Il (Lawrence) envoie le plan des trois batteries sur le rivage devant la ville d'Halifax. Description. Etat ci-inclus des dépenses de l'année. Après les ouvrages de batterie et autres travaux achevés, l'excédent de dépense sur le crédit voté ne s'élevera pas à plus de £1,400. Envoi aussi des comptes des vivres et munitions. Il (Lawrence) a reçu les ordres de cesser de nourrir les colons à Halifax et Lunenburg, et agi en conséquence; mais sur les représentations du conseil, il a trouvé nécessaire de permettre une distribution partielle. Il a retenu le commissaire et le livreur des provisions. Bons effets de la capture par Boscawen des bâtiments français transportant des troupes au Canada. Il (Lawrence) ne peut entrer maintenant dans l'examen des "estimates," mais il le fera aussitôt qu'il aura quelque loisir.

H 300, "B. T. N. S.", vol. 15

Incluses. Copie d'une correspondance avec le gouverneur de Louisbourg. H 301, H 302

Propositions de capitulation du fort français de Beauséjour et conditions accordées. H 303, H 304

Inventaire du couchage aux casernes. H 305

Procès-verbaux du conseil et autres documents relatifs au mémoire de Grant sur l'administration de l'hôpital. Les pièces donnent en détail les dépenses de la maison. H 306

(Il en fut adressé extrait au secrétaire d'Etat. "A. & W. I.", vol. 597, p. 39.)

1er juillet, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il envoie ses dépêches par navire loué au mois. Que doit-il faire si leurs seigneuries en suppriment l'emploi? H 229, "B. T. N. S.", vol. 15

5 juillet, Edimbourg. Jeffray aux mêmes. Nouvelle pétition au sujet de son congé. H 297

16 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au secrétaire d'Etat (Robinson). Mander à Braddock d'indiquer les forts qui devraient se construire pour la protection des frontières américaines. "A. & W. I.", vol. 605

18 juillet, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Les Français ont abandonné leur fort sur la rivière Saint-Jean après l'avoir démoli en partie. Rous s'était rendu dans la rivière; il n'y a pas trouvé de bâtiments. A son arrivée, les Français ont, brisé leurs canons, en les faisant éclater, fait sauter leurs magasins et brûlé tout ce qu'ils ont pu brûler. Les sauvages protestent qu'ils désirent faire la paix. Les habitants français ont été invités à prêter le serment d'allégeance et avertis que, s'ils se refusaient à le prêter et à se reconnaître sujets britanniques, ils seraient envoyés en France, et en attendant, tenus prisonniers sur l'île George. Les députés ont été conduits tout de suite à cette île, où ils ont offert de prêter le serment; mais ils n'y seront pas admis avant que l'on sache quelle est la disposition du reste des habitants. Il (Lawrence) est résolu de les amener à se soumettre ou, s'il n'y réussit pas, de débarrasser la province de sujets si perfides. Résultat de sa conférence avec Boscawen et Mostyn sur la défense de la province.

H 307, "B. T. N. S.", vol. 15

28 juillet, Halifax. Procès-verbaux du conseil exécutif des 3, 4, 14, 15, 25 et 28 juillet, relatant les conférences avec les députés des habitants français; les représentations de ceux-ci (en français); les remarques du conseil et la résolution prise par lui sur ce qui serait fait des habitants français.

"A. & W. I.", vol. 597, p. 66

(Une copie de ces procès-verbaux fut adressée au secrétaire d'Etat le 26 novembre.)

28 juillet, Halifax. Opinion du juge en chef Belcher sur l'expulsion des Acadiens. Il s'oppose à ce qu'on les admette à prêter le serment d'allégeance; donne

1755.

des détails touchant leur conduite depuis le traité d'Utrecht; indique la proportion de la population de langue française à celle de langue anglaise. De Français il y a :—

"A Annapolis 200 familles, à 5 personnes chacune.....	1,000
" Aux Mines 300 " "	1,500
" A Pigiguit 300 " "	1,500
" A Chignectou 800 " "	4,000
	8,000
Population anglaise " "	3,000
Différence : Français	5,000

"A quoi on pourrait ajouter les Français qui sont à Lunenburg et les "Lunenburgers" allemands eux-mêmes, qui sont plus portés pour les "Français que pour les Anglais." "A. & W. I.", vol. 597, p. 101

6 août, Whitehall. Compte rendu par Pownall des mesures prises pour la fourniture des 1,000 lits que demande le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. 44

6 août, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Ils leur communiquent un état de literie de caserne dont il est fait demande.

"B. T. N. S.", vol. 36, p. 132

11 août, Halifax. Lawrence aux gouverneurs (lettre circulaire). Refus des habitants français de prêter le serment d'allégeance; assistance qu'ils ne cessent de donner aux Français et aux sauvages. Il est devenu nécessaire de les expulser de la Nouvelle-Ecosse et de les disperser dans les colonies; sans cette dispersion, ils iraient probablement en grande partie renforcer la population du Canada, non sans danger pour toutes les colonies.

H 312, "B. T. N. S.", vol. 15

29 août, Whitehall. Les Lords du commerce aux "Lords Justices." Ils leur envoient un relevé de la population blanche dans les colonies de l'Amérique du Nord.

H 312, "B. T. N. S.", vol. 605

D'après l'état inclus dans la lettre, le chiffre de la Nouvelle-Ecosse, en 1755, était de 4,000. Miliciens, 1,200.

8 septembre. Traduction de l'espagnol en anglais d'une lettre insérée dans la *Gazette* d'Utrecht du 8 septembre, avec des remarques sur un écrit intitulé: "Brief examen des anciennes limites d'Acadie."

"A. & W. I.", vol. 597, p. 46

9 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils le félicitent de la réduction des forts français de Beauséjour, de la baie Verte et de Saint-Jean. S'ils avaient connu le caractère de Grant, ils n'auraient pas autrement tenu compte de sa pétition. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 133

18 octobre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce (extrait). Qu'il est nécessaire de construire des forts à Chignectou et sur la rivière Saint-Jean. En quoi consistent les fonctions d'inspecteur et de payeur des travaux. Il faudrait avoir un inspecteur de forêts. Les députés français refusent de prêter le serment d'allégeance ou d'acquiescer à des mesures convenables à l'honneur de Sa Majesté et à la sécurité de la province, encore qu'ils aient eu un temps suffisant pour réfléchir. Ce que voyant, le conseil a décidé qu'il leur faudrait sortir de la colonie et a délibéré sur le meilleur moyen de mettre à effet cette décision. Danger qu'il y aurait à les pousser vers le Canada ou vers Louisbourg, car ce serait renforcer la population de ces lieux par une émigration d'hommes qui sont les ennemis invétérés de la religion et du gouvernement de la province. Le seul parti sûr est de les disperser dans les colonies, de la Géorgie à la Nouvelle-Angleterre. A la fin du mois prochain, il n'en restera pas un. Le soin qu'on aura de réduire le plus possible les frais de transport. Après cette expulsion accomplie, il (Lawrence) appellera des colons du continent, afin d'augmenter la production des denrées, etc. L'évacuation va

1755.

donner quantité de bonnes terres à ceux qui viendront, priver les sauvages des secours de vivres et des intelligences qu'ils ont dans le pays, et détruire les espérances des Français, d'entrer en possession d'une province qu'ils voient déjà peuplée pour eux. H 311, "B. T. N. S.", vol. 15

(Il fut envoyé au Secrétaire d'Etat deux extraits de la lettre de Lawrence le 26 novembre. V. à cette date. Ils se trouvent dans la série "A. & W. I.", vol. 597, pp. 60, 66.)

18 octobre, Halifax. Evaluation des dépenses présumables des travaux, etc., dans la Nouvelle-Ecosse, pour 1756. H 313, "B. T. N. S.", vol. 15

Estimation d'autres dépenses. H 314

18 octobre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il a soumis la question de la convocation d'une chambre des représentants au juge en chef, qui va faire son rapport immédiatement. H 316

26 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Robinson) aux gouverneurs (circulaire). Ils aideront Pepperrell et Shirley à lever des troupes pour l'expédition projetée. "A. & W. I.", 605

— octobre (?). Situation des affaires en Amérique. (Pièce sans date. Il y est fait mention de la défaite de Braddock, qui était arrivée le 9 juillet; et de lettres contenant des nouvelles de Boston jusqu'au 18 août.) Lawrence a résolu d'éloigner les habitants français de la Nouvelle-Ecosse et fait préparer pour cela des navires. Vol. 605

26 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. En conséquence de la démission de Hopson, donnée pour motifs de santé, ils expriment l'avis que Charles Lawrence soit nommé capitaine général et gouverneur en chef et Robert Monckton lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 135

26 novembre, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire de la guerre (Henry Fox). Ils lui adressent des extraits d'une lettre de Lawrence sur la nécessité de fortifier l'isthme de Chignectou et de construire un fort puissant sur la rivière Saint-Jean pour mettre les établissements à l'abri de toute tentative éventuelle des Français; et aussi sur les dé isions prises par le conseil en vue d'induire les habitants français à prêter le serment d'allégeance. 136

(Voir aussi "A. & W. I.", vol. 597, p. 58. Les incluses, du 28 juillet et 18 octobre ont été mentionnées à leurs dates.)

2 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la nomination de Robert Grant au conseil de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 138

3 décembre, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Certaines dépenses du service de l'artillerie à insérer dans les "estimates" pour la Nouvelle-Ecosse, qui doivent être soumis au parlement. H 317, "B. T. N. S.", vol. 15

Incluse. Lettre du "Board" de l'artillerie sur ce sujet. H 318

Vient ensuite le compte.

8 décembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il leur transmet le rapport du juge en chef sur la manière de convoquer une Assemblée pour la législation. Il n'a encore été fait de loi que pour la bonne police d'Halifax et l'encouragement du commerce, et ce, à la demande des habitants, comme en Virginie dans les commencements de cette colonie. La promesse de la convocation d'une Assemblée qui a été faite aux premiers colons n'a pas été violée; mais Halifax jusqu'ici est le seul "township" qui se trouve dans les conditions requises pour élire des représentants, et deux représentants ne sauraient composer seuls une Assemblée. Inconvénients qui résulteraient de la convocation de douze membres nommés suivant les formes d'une élection de comté. Nécessité d'avoir un édifice où tenir les réunions, de fixer la rétribution d'un secrétaire et des autres employés. La population n'est pas en état de subvenir à pareille dépense. I 5, "B. T. N. S.", vol. 16

Incluse. Rapport. I 6

bre, "St-James's." Arrêté du conseil, qui nomme Charles Lawrence gouverneur en chef de la Nouvelle-Ecosse en remplacement de Hopson démissionnaire. I 1

1755.

Id., même date. Monckton est nommé lieutenant-gouverneur. I 2
Id., même date. Robert Grant est nommé membre du conseil. I 3
Id., même date. Le "warrant" donnant pouvoir à Lawrence d'admettre Grant au conseil est approuvé. I 9

18 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils transmettent la commission, en la forme usitée, de capitaine général, etc., en faveur de Lawrence. Ils font préparer les instructions. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 139

18 décembre, Whitehall. Les mêmes au même. Ils soumettent à Sa Majesté le brevet qui nomme Monckton lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. 140
La pièce est dans la série dite "B. T. Plantations General," vol. 52, p. 77

18 décembre, Whitehall. Les mêmes au même. Ils lui transmettent le "warrant" par lequel il est mandé à Lawrence d'admettre Robert Grant au conseil après en avoir reçu le serment d'entrée. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 141
Le "warrant" est dans la collection "B. T. Plantations General," vol. 52, p. 76.

22 décembre, St-James. La commission de Lawrence est approuvée. I 7, "B. T. N. S.", vol. 16
Celle de Monckton aussi, même jour. I 8

24 décembre, Elizabethtown, New-Jersey. Belcher aux Lords du commerce. Il leur a adressé un relevé des affaires jugées par la cour suprême. Il a soumis au gouverneur son avis sur la convocation d'une Assemblée. Ses vues au sujet du déplacement des habitants français. Il demande à leurs seigneuries d'augmenter le greffier de la cour, lequel n'a pas la faculté de postuler qu'avait son prédécesseur. I 10, "B. T. N. S.", vol. 16

Incluses. Motifs pour expulser les habitants français. I 11
(Ils remplissent cinq pages de grand papier *foolscap*, à double colonne, d'une écriture serrée.)

Sans date. Propositions relatives à la convocation d'une Assemblée à la Nouvelle-Ecosse. I 12
"Empiétements par les Français sur les droits de la couronne de la Grande-Bretagne en Amérique." Les faits cités comprennent la construction de forts, etc., dans la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 605

1756.
15 janvier, Londres. Pétition de Chauncey Townsend, à l'effet d'obtenir le remboursement de £350, sur son marché de fourniture de provisions. I 4, "B. T. N. S.", vol. 16

20 janvier. Evaluation des dépenses présumables de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 142

22 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils sont d'avis que la somme de £350 réclamée par Townsend lui soit payée. 144

2 mars, Whitehall. Les mêmes au Roi. Ils transmettent un projet d'instructions générales et les instructions concernant le commerce. Il n'a pas été apporté de changement à ces dernières. "B.T.N.S.", vol. 36, p. 147
Instructions. 150

25 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Il est nommé capitaine général de la Nouvelle-Ecosse; on lui envoie sa commission et ses instructions. Reçu ses dépêches avec les incluses. Une évaluation des besoins, se montant à £55 032 19s. 0d., a été déposée aux chambres; le crédit a été voté. (V. à p. 142 du vol. 36). Procéder aussi rapidement que possible aux travaux de défense, car la guerre avec la France semble maintenant inévitable. Leurs seigneuries ont communiqué la partie de sa lettre qui est relative à l'éloignement des habitants français, et elle sera sans doute approuvée. Quelles que soient les difficultés de la convocation d'une Assemblée, cette mesure est préférable à l'adoption illégale de lois par le gouverneur et le conseil. La première Assemblée devra se composer de "people in trade"; mais, pour les élus comme pour les électeurs, il faudra établir un cens foncier, si faible soit-il. La forme précise en sera laissée à sa discrétion (Lawrence). Leurs seigneuries sont d'avis que la forme du *writ*, son exécution, l'élection du *speaker*, etc., devraient se règler sur la mode usité dans le New-Hamsphire, qui est le meilleur (sauf les modi-

1756.

fications que peuvent exiger les différences de circonstances). Il sera bon aussi de tenir compte des instructions données au gouverneur de Géorgie et des décisions du conseil de cette province. Il (Lawrence) se gardera de fixer la durée de la première Assemblée à trois ans, parce qu'il pourrait survenir des circonstances de nature à nécessiter une dissolution avant ce laps de temps, et il faut aussi s'abstenir de trop longues sessions. Comment il devra agir vis-à-vis de la première Assemblée. Il fera connaître les défauts du plan et leurs causes. Le comte de Loudoun est nommé commandant en chef en Amérique et gouverneur de la Virginie. L'ordre est donné d'envoyer deux bataillons ; il en sera levé quatre dans le pays. "B.T.N.S.", vol. 36, p. 273

(La forme du *writ* usité dans la New-Hamsphire et les règlements du conseil et de l'assemblée de cette province se trouvent au volume 2 de la série "B. T. New-Hamsphire," sous la cote A 39. Les instructions, non datées mais renfermées dans une dépêche du 6 août 1754, sont dans la collection "B. T. Georgia", vol. 14, p. 106; la commission, qui est pour la Géorgie, est contenue dans le même volume, p. 68. Les procès-verbaux de la première législature convoquée en Géorgie, c'est-à-dire des deux chambres, sont dans la collection "B. T. Georgia", vol. 35; ils vont du 7 janvier au 21 février 1755.)

7 avril. Requête de Thomas Ainslie, demandant le paiement de dépenses faites par lui en apportant des dépêches. I 13, "B.T.N.S.", vol. 16

7 avril, Whitehall. Procès-verbal des Lords du commerce concernant les habitants français de la Nouvelle-Ecosse envoyés en Angleterre par le gouverneur de la Caroline du Sud, et "warrant" de transfèrement donné pour eux. "B. T. Journals", vol. 64

14 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Henry Fox). Les six habitants français de la Nouvelle-Ecosse, envoyés en Angleterre par le gouverneur de la Caroline du Sud, sous l'inculpation d'un crime dont il n'y a pas de preuve, devraient être conduits en France. Les renvoyer en Amérique serait les exposer à des difficultés presque insurmontables. Ci-incluse l'opinion du juge en chef Belcher sur la déportation des Acadiens. "B. T. N. S.", vol 36, p. 284

(Conférer avec la copie de la série "A. & W. I.", vol. 597, p. 99.)

Pour l'opinion du juge en chef, voir ci-dessus à la date du 28 juillet.

28 avril, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il y a eu peu d'événements importants. Les troupes de la Nouvelle-Angleterre ont demandé leur licenciement à l'expiration de leur temps. Il y en a déjà de reparties. Le recrutement a peu de succès; il sera impossible d'envoyer un détachement à la rivière Saint-Jean cet été. Les différentes provinces ont reçu les habitants français qu'on y a transportés. Le capitaine Preble a détruit l'établissement français au cap de Sable et en a emmené les habitants, suivant ses instructions, Il (Lawrence) mettra sous ce pli la liste des lettres tirées, où sont compris les frais de transport pour l'éloignement des Français, l'expédition à la baie de Fundy, etc. Il y joindra les comptes du commissaire, les "victualling rolls," etc. I 15, "B. T. N. S.", vol. 16

— avril. Pétition de Mme Lockman, demandant le paiement à son mari, Leonard Lockman médecin, des médicaments par lui fournis aux colons; avec pièces justificatives. I 14, "B. T. N. S.", vol. 16

5 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Il examinera et paiera, si elle est exacte, la réclamation de Mme Lockman pour drogues achetées par son mari pour le "settlement." "B. T. N. S.", vol. 36 p. 286

25 mai, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il leur adresse des duplicatas et les procès-verbaux du conseil; ces derniers portent la nomination au conseil de Montague Wilmot et Charles Morris. Des habitants français et des sauvages tuent et scalpent dans différentes parties de la province. Afin de les arrêter, il a offert une prime pour les prisonniers et les

1756.

scalps, et déjà trois partis de volontaires sont en chasse, sans compter les troupes. I 23, "B. T. N. S.", vol. 16

17 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Henry Fox). Ils lui communiquent copie d'une lettre de Lidderdale, Harmer et Farrel, en date du 14, les informant qu'un de leurs navires a été frété pour amener de Virginie 300 Français qui y avaient été transportés de la Nouvelle-Ecosse. Que va-t-on faire de ce monde? "A. & W. I.", vol. 598, p. 110

Suit la lettre. 112

6 juillet. Pétition de Samuel Waldo à l'effet d'avoir la concession de certaines terres dans la Nouvelle-Ecosse, acquises des héritiers de sir Thomas Temple. I 16, "B. T. N. S.", vol. 16

8 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils ont reçu sa dépêche avec les comptes, mais sans pièces justificatives. Ils ont appris avec peine le départ des bataillons provinciaux et l'insuffisance des forces restantes pour garder même les postes occupés; et l'approuvent d'en avoir écrit au secrétaire d'Etat: nul doute qu'il (Lawrence) ne reçoive un renfort convenable. Ils espèrent qu'il aura exécuté les ordres du 25 mars pour la convocation d'une Assemblée. Le manque d'informations les empêchent de faire d'autres observations sur l'état et les progrès de la province. Bien qu'il eût mandé que les Acadiens avaient été reçus dans les colonies, plusieurs centaines en ont été envoyés en Angleterre, où on les détient et nourrit. Le retrait des troupes de la Nouvelle-Angleterre met fin à l'espérance qu'on avait de les coloniser dans la Nouvelle Ecosse. Combien il importe de multiplier les "settlements." Il ne saurait être difficile d'obtenir des colons des autres provinces, et il (Lawrence) devrait en prendre tous les moyens. "B. T. N. S.", vol, 36, p. 287

5 août, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Le commodore Holmes, ayant eu un engagement devant Louisbourg, fait partir le *Hornet* avec des dépêches adressées à l'amirauté. Il (Lawrence) accuse réception de sa commission, de ses instructions, etc., de gouverneur; ses remercîments. La flotte française repoussée sur Louisbourg était beaucoup plus forte que celle de Holmes. Il n'a pu savoir si elle venait du Canada ou de France, ni quelle est la force de l'ennemi dans l'Amérique du Nord; mais il n'est pas douteux que, depuis l'an dernier, elle s'est grandement accrue. Il envoie un parlementaire à Louisbourg pour s'assurer des choses. Les travaux sur l'île Saint-George se poursuivent en toute hâte. Il ira à New-York rencontrer Loudoun avec les autres gouverneurs. Les habitants français transportés à la Géorgie et à la Caroline du Sud y ont été assistés aux frais du public et cherchent à revenir dans la Nouvelle-Ecosse; mais il prend les précautions qu'il faut pour empêcher qu'ils n'y rentrent. I 17, B. T. N. S.," vol. 16

Incluses. Arrêté du conseil, approuvant la commission de Lawrence comme gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. I 18

(Cette commission n'a pu être retrouvée.)

Lettre circulaire aux gouverneurs, datée du 1er juillet, pour empêcher le retour des Acadiens transportés à la Géorgie et à la Caroline du Sud. I 24

3 octobre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il ne s'est passé rien d'extraordinaire depuis sa lettre expédiée par voie du *Hornet*, excepté que l'on a perdu quelques hommes tués aux avant-postes par des sauvages et des habitants français qui se tiennent aux aguets dans les bois pour tirer sur ceux qui s'écartent de ces postes et se sauver ensuite. Prise d'Oswégo par les Français, ce qui pourra retarder l'expédition de Loudoun à Crown-Point (Pointe-à-la-Chevelure) et faciliter l'envoi de détachements à Chignectou. Il a décidé, d'accord avec le conseil, de démolir les petits forts à la baie Verte et à Chignectou pour concentrer les forces au fort Cumberland. Ordres envoyés à Scott en conséquence. I 19

(Il y a un duplicata de cette dépêche dans celle du 14 octobre, avec un post-scriptum daté du 6, qui n'est pas en l'original.)

1756.
9 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Sa lettre du 25 mai n'a pas été reçue ; il devrait toujours envoyer des duplicatas.
"B. T. N. S.," vol. 36, p. 296

11 octobre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Envoi de comptes et de l'évaluation des dépenses pour l'année prochaine ; cette évaluation est accompagnée de remarques explicatives sur les différents chefs de dépense. Envoi aussi des "victualling rolls." Les comptes de l'expédition à la baie de Fundy et du déplacement des habitants français seront expédiés lorsque tous les paiements auraient été effectués. Toutes ces pièces sont enliassées.
I 20, B. T. N. S.," vol. 16

14 octobre, Halifax. Le même aux mêmes. Les comptes des dépenses de 1755 leur ont été envoyés le 11 par lui, avec les évaluations pour 1757, dont il expédie un duplicata. Aucun événement à signaler. Il se prépare à partir pour New-York.

Incluses. Duplicatas de la dépêche du 3, avec post-scriptum (nouveau) daté du 6, et de la dépêche du 11, mentionnée ci-dessus à sa date.
I 20, "B. T. N. S.," vol. 16

3 novembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il avait envoyé les comptes avant d'avoir reçu la dépêche de leurs seigneuries. Impossibilité de le faire plus tôt à cause de la multiplicité des affaires, (il en mentionne quelques-unes), et aussi à cause de la maladie du secrétaire Cottrell. Il est fort aise d'apprendre qu'il va recevoir un renfort, qui le mettra peut-être en état d'établir un fort à l'embouchure de la rivière Saint-Jean et de déloger les Français qui sont sur cette rivière et à Chignectou, où ils se maintiennent parce qu'il est sans force suffisante pour les en faire partir. Il envoie sous ce pli les procès-verbaux du conseil, montrant les efforts faits pour retenir les troupes de la Nouvelle-Angleterre. Des bâtiments de guerre, à sa demande, ont visité la baie Verte et la côte nord de la baie de Fundy, empêchant ainsi les Français de relever le vieux fort. Envoi de duplicatas des procès-verbaux du conseil expédiés par voie du *Hopson*, qui a été capturé puis repris ; comme le capitaine avait eu l'ordre de jeter les dépêches à la mer, tout est sans doute perdu. Il (Lawrence) renonce à son voyage à New-York en conséquence des dépêches de leurs seigneuries. Le juge en chef est revenu. Aussitôt son travail à la cour suprême terminé, on examinera les propositions que ces dépêches contiennent. Difficulté d'apporter des modifications à la présente forme du gouvernement, dont personne n'a eu à se plaindre. La création d'une chambre des représentants, en ce moment, provoquerait des animosités, amènerait la désunion. Il se défend de l'accusation de ne pas communiquer de suffisantes informations. Depuis que sont commencées les hostilités, la pêche est suspendue, la marche des "settlements" arrêtée ; les droits sur les spiritueux, affectés au paiement de primes pour le poisson et l'huile et pour le défrichement, ne produisent plus assez, et le fonds doit £1,000 ; en sorte qu'il a fallu suspendre les primes jusqu'à ce que la recette des droits ait éteint cette dette. Abus de la prime par les pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre. Il tâchera d'y mettre ordre. Lawrencetown, situé sur la frontière, est exposé aux attaques des sauvages ; malgré cela, cet établissement a fait quelque progrès, grâce à la protection qu'il reçoit des troupes. Lunenburg ne tardera pas à devenir très important, si l'ennemi, aux entreprises duquel il est grandement exposé, n'y fait pas d'irruptions ; ses habitants sont très paisibles et très laborieux ; déjà une bonne partie de leurs lots de fermes est en culture. Comme les travaux de défrichement se poursuivent, il faut donner encore aux défricheurs quelque secours en vivres ; ce qu'on a fait à même les économies effectuées par Saul. L'offre par des personnes de New-York de former un établissement à La Hève n'a pas eu de suite. Les habitants français et les sauvages, en se tenant en embuscade ou à l'affût sur les routes, ont pu tuer et scalper des passants.

1756.

Il (Lawrence) espère bien les chasser de la péninsule, quand les troupes seront arrivées d'Irlande. Il a représenté, dans une lettre circulaire, aux gouverneurs des provinces, les conséquences fatales qu'aurait le retour dans la Nouvelle-Ecosse des habitants français conduits à la Géorgie et à la Caroline du Sud ; et sur cette lettre on en a arrêté des bandes à New-York et à Boston. Ses efforts pour coloniser les terres évacuées qui n'avaient pas été colonisées par Shirley. Comment peut-il encourager les colons à s'établir sur les terres de la frontière, où ils sont dans le risque d'être égorgés par des ennemis implacables, qui se dérobent facilement, grâce à la connaissance qu'ils ont de chaque petite rivière, de chaque coin de bois favorable ? Rien ne pourra se faire pour la colonisation, jusqu'à ce que le pays soit possédé en paix. Point de troupes qu'il puisse employer à la protection des "settlements." Les forces dont il dispose sont déjà trop peu considérables, quand l'ennemi a de grands renforts d'Europe. Il s'occupera de la convocation d'une Assemblée, dès que le juge en chef aura terminé son présent travail.

I 22, "B. T. N. S.", vol. 16

Incluses.—Lettre de Lawrence, du 25 mai, analysée ci-dessus à cette date.
Circulaires adressée aux gouverneurs. I 24
Remarques sur la convocation d'une Asssemblée. I 25
Relevé du compte des droits et des primes jusqu'à septembre. I 26
Relevé de la situation du trésor relativement aux services ordinaires. I 27
Evaluation des dépenses pour 1757. I 28

"Juste exposé du droit de Sa Majesté sur la Nouvelle-Ecosse ou Acadie, en réponse à l'écrit intitulé : "Discussion sommaire sur les anciennes limites de l'Acadie." "A. & W. I.", vol. 597, p. 114

1757.
7 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Obtenir un arrêté à l'effet d'autoriser le "Board" de l'artillerie à insérer la somme de £536 18s. dépensée pour le "settlement" de Chibouctou, dans le budget qui sera présenté au parlement. I 21, "B.T.N.S.", vol. 16

20 janvier, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur envoie le compte-rendu d'un procès pour contrefaçon de piastres espagnoles, etc. I 31
Incluses. Opinion des juges de la Nouvelle-Ecosse sur l'affaire. I 32
"Record" de l'instruction et de la condamnation. I 33
Questions de droit qui se sont élevées dans le procès. I 34

3 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Transmission de copie d'une réquisition de pièces d'artillerie pour la Nouvelle-Ecosse. "B.T.N.S.", vol. 36 p. 298

8 février, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Préparer les évaluations relatives à la Nouvelle-Ecosse pour 1757, à soumettre au parlement. I 29, "B.T.N.S." vol. 16

Incluse. Ordre de la Chambre des communes portant demande des évaluations. I 30

10 février, Halifax. Pétition des habitants d'Halifax se plaignant de griefs par le manque d'une Assemblée. "B.M." *add.* 19069, fol. 51

16 février. Les signatures avaient été reconnues devant le juge en chef Belcher le 14 mars. 52

5 mars, Halifax. Evaluation des dépenses de l'établissement de la Nouvelle-Ecosse pour 1757. Elles montent à £28,789 5s. 1d. "B.T.N.S.", vol. 36, p. 299

Plainte par John Grant que Lawrence a ordonné la destruction d'une maison bâtie sur son quai (Grant). I 52, "B.T.N.S." vol. 16
Autres plaintes contre le gouverneur. I 53 à I 58

7 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. L'exportation des grains et autres substances alimentaires des colonies est prohibée à tous pays autres que la Grande-Bretagne, l'Irlande et les colonies britanniques. "A. & W. I.", vol. 597, p. 146

(Dépêche circulaire adressée à tous les gouverneurs.)

1757.
10 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Reçu ses dépêches, pièces justificatives, etc. Chiffre considérable de l'extraordinaire. Ils espèrent que lorsque les articles du compte auront été communiqués, on les trouvera légitimement dus. Insuffisance des pièces justificatives pour les provisions d'après le présent arrangement. La dépense concernant la nourriture des troupes et l'artillerie a été transférée au secrétaire de la guerre et au "Board" de l'artillerie. Il n'a été fait aucun changement à l'évaluation des dépenses transmise par lui, excepté que l'on y a ajouté une somme de £40 pour le loyer de la maison de Breynton, missionnaire. L'augmentation des appointements de l'attorney général est remise à sa discrétion (Lawrence). Leurs seigneuries se rejouissent du bon rapport qu'il leur a fait de Lunenburg; et approuvent qu'il y continue la distribution de vivres. Elles approuvent aussi qu'il alloue une paie à 30 Allemands pour service militaire dans le fort, etc., sur les derrières de Lunenburg, et fasse ouvrir une route entre cet endroit et Halifax. La création de "settlements" à distance est avantageuse à Halifax. Leurs seigneuries regrettent le peu de progrès que fait Lawrencetown à raison de sa situation si exposée; et qu'il reste autant d'habitants français en pouvoir de molester les "settlements" écartés. Les colonies méridionales sont à blâmer d'avoir laissé à ceux qu'elles avaient reçus la liberté de revenir, en suivant la côte, d'une province à l'autre, jusqu'à ce qu'ils pussent atteindre la Nouvelle-Ecosse. S'ils n'avaient pas été arrêtés par les gouverneurs de New-York et de Massachusetts, il n'est pas de tentative désespérée ni d'actes cruels qu'on n'eût pu attendre d'eux, exaspérés comme ils devaient l'être par le traitement qu'ils avaient subi. Il est difficile d'amener les gens à s'établir dans un pays exposé aux hostilités; mais cela ne saurait empêcher, cependant, la convocation d'une Assemblée. Le désir que leurs seigneuries marquent ici n'est motivé par aucune plainte d'injustice. Si la pétition relative à la convocation d'une Assemblée avait contenu pareille plainte, on l'en aurait informé avant de rien faire. La décision par rapport à l'Assemblée était prise depuis longtemps quand a été présentée la pétition. Leurs seigneuries ont pleine confiance en sa justice et son intégrité. "B. T. N. S.," vol. 36, p. 300

18 mars, Londres. De La Rochette aux Acadiens (en français). De Nivernois l'informe que le traité de paix a été signé et que les Acadiens devront se préparer à partir pour la France. "B. M.," *add.* 19069, fo 62

1er avril, Whitehall. Les Lords du commerce aux Procureur et Solliciteur généraux. Ils leurs transmettent des pièces, pour avoir leur avis sur le cas de deux personnes convaincues dans la Nouvelle-Ecosse de fabrication et émission de fausses piastres et pistérines espagnoles. 314

(Un autre paragraphe de la lettre a trait à des affaires de la Jamaïque de nature toute locale.)

3 mai, Halifax. "Presentment" du grand jury sur les inconvénients de l'absence d'un gouvernement civil dans la Nouvelle-Ecosse. I 45 "B. T. N. S.," vol. 16

18 mai, Londres. Opinion des Procureur et Solliciteur généraux sur les points de droit soulevés au procès pour contrefaçon de piastres espagnoles. (Voir la lettre de Belcher, du 20 janvier). La loi relative à la contrefaçon ne s'étend pas à la Nouvelle-Ecosse. I 35

3 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Ils lui donnent communication de l'opinion des procureur et solliciteur généraux sur le cas de John Young convaincu d'avoir fabriqué de fausses piastres d'Espagne. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 316

6 juillet. Lettre anonyme envoyée aux Lords du commerce: l'auteur se plaint que le gouverneur et le lieutenant-gouverneur reculent la convocation d'une Assemblée et conseille de les révoquer. Pièce sans date, reçue à la date indiquée ci-dessus en marge.) I 36, "B. T. N. S.", vol. 16

Lettre de Jonathan Belcher, John Collier, Robert Grant et Charles Morris, membres du conseil exécutif, datée du 12 mars et reçue en même

1757.

temps que la précédente ; les signataires se plaignent du retard apporté à la convocation d'une Assemblée et de certains autres griefs. I 38

Résolutions du gouverneur et du conseil, contenues dans une lettre de Belcher, etc., aux fins de convocation d'une Assemblée, devant se composer de 22 membres, avec indication de leurs circonscription électorales. Belcher, dans sa lettre (I 38), se plaignait que ces résolutions n'avaient pas été mises à effet. I 39

25 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils recommandent le paiement à Kilby d'une somme de £6,648, 8s. 11d., pour acquitter des lettres de change tirées sur lui. "B. T. N. S", vol. 36, p. 317

13 octobre. Monckton aux Lords du commerce. Lawrence a été chargé du commandement des troupes qui sont allées renforcer les garnisons de la baie de Fundy. Il (Monckton) a reçu les dépêches avec les évaluations budgétaires soumises au parlement. Les comptes publics et ceux du commissaire seront envoyés par voie de l'amiral, ainsi que les procès-verbaux du conseil. Les quelques habitants qui restent à Lawrencetown en seront retirés, vu qu'ils sont en continuel danger d'attaques. Il n'a encore été fait aucune tentative pour manufacturer du fer avec le minerai qui, sans nul doute, existe dans le pays. Nombre des troupes ; où elles sont postées. I 42 "B. T. N. S.", vol. 16

13 octobre, Halifax. Le même à Pownall. Il accuse réception de sa lettre. Le major Lockman est nommé directeur des travaux. Lawrence écrira de la Jamaïque au sujet des réclamations. I 43

15 octobre, Halifax. Moncton aux Lords du commerce. Il leur a écrit le 13. Il a signalé à l'amiral le besoin de bâtiments de guerre. Un croiseur rapporte qu'il y a 17 vaisseaux de ligne français dans le port de Louisbourg. I 40, "B. T. N. S.", vol. 16

Incluse. Lettre à l'amiral, où il est dit qu'il devrait laisser des vaisseaux pour protéger le port. I 41

2 novembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il est revenu à Halifax après avoir mis les postes de la baie de Fundy en état de défense. I 14

9 novembre, Halifax. Le même aux mêmes. Il résume sa précédente dépêche. Il lui est rapporté que toute la flotte française, à l'exception de deux vaisseaux de ligne et d'une frégate, a quitté Louisbourg. Envoi de comptes et de l'évaluation des dépenses pour l'année prochaine, avec des remarques. Raisons de continuer la distribution des provisions aux colons de Lunenburg. Qu'il est nécessaire d'ouvrir les mines de charbon près de Chignectou pour maintenir les postes. Economie qu'on ferait en continuant à les exploiter. Que l'usage de la houille au lieu du bois de chauffage serait favorable aussi au défrichement et à la culture. La proposition de la Nouvelle-Angleterre de former un "settlement" au cap de Sable est abandonnée. Si les hostilités cessaient, les colons afflueraient sur les terres, sur celles du district de Chignectou notamment, en sorte qu'il y aurait bientôt abondance de denrées. D'après ses propres observations, Lawrence a la conviction que 20,000 familles pourraient s'établir commodément dans les districts de Chignectou, de Cobequid, des Mines, de Pigiguit et d'Annapolis. Il n'a pas d'informations sur les terres aux environs du cap de Sable ; mais il croit, à voir le vif désir que les habitants du cap Cod témoignent de s'y transporter, que cette localité est mieux située pour la pêche que tous les autres endroits de la côte. Il lui fait plaisir d'apprendre que leurs seigneuries conviennent que les circonstances présentes sont plutôt impropices à la convocation d'une Assemblée. C'est là le sentiment des personnes les mieux éclairées sur les faits. Si, néanmoins, leurs seigneuries lui ordonnaient d'en convoquer une, il le ferait sans retard. Le défrichement n'avance pas aussi rapidement qu'on le pourrait souhaiter ; cela est dû à ce que trop de gens se sont mis inconsidérément à faire la course ; mais l'insuccès les pourra ramener. Remarques touchant certains articles de l'évaluation des dépenses. Impossible

1757.

de donner des certificats pour les comptes du commissaire Saul, Hopson ayant emporté tous les livres et papiers relatifs à son administration ; mais on peut consulter les comptes vérifiés. Lawrence transmet les procès-verbaux du conseil, la liste des lettres tirées, un relevé des dépenses, les "victualling rolls" et les vérifications des comptes de Saul. L'amiral va partir dans deux jours, laissant huit bâtiments qui hiverneront pour la protection de la colonie. I 46

Incluses. Evaluation des dépenses pour 1758. I 47

Lettre de Saul concernant les comptes. I 48

(Il en fut adressé le 8 février 1758, au secrétaire d'Etat, un extrait relatif aux effets d'habillement pour les *rangers*, etc. "A. & W. I.", vol. 597.)

11 novembre Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils se plaignent qu'il ne leur ait pas adressé le compte des dépenses de 1756, ce qui est cause de graves inconvénients et peut nuire au crédit de la Nouvelle-Ecosse. "B.T.N.S.", vol. 36, p. 319

1758.

12 janvier, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. S'il a tardé à transmettre les comptes de 1756, c'est parce qu'il était absent d'Halifax, occupé à mettre Chignectou en état de défense. Il les a envoyés immédiatement après son retour. I 62, "B.T.N.S.", vol. 16

Incluse. Liste des lettres tirées. I 63

27 janvier, Londres. "Les *Freeholders* d'Halifax," par Ferdinando John Paris. Exposé de leur griefs. I 49

Incluses. Exposé de faits. I 50

Appendice de cet écrit. I 51

27 janvier, Whitehall. Procès-verbal des Lords du commerce, concernant les accusations formulées par les *freeholders* d'Halifax, avec le résumé des raisons apportées, jusqu'à fin du paragraphe : "Cotterell, secrétaire de la province de la Nouvelle-Ecosse, présentement en Angleterre." Aussi procès-verbaux des 3 et 7 février sur le même sujet, jusqu'à : "et là-dessus s'est retiré." "B. T. Journals", vol. 66

7 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils ont reçu ses dépêches, avec l'état des affaires de la province, les comptes de 1756 et l'évaluation des dépenses pour 1758. Ils avaient espéré, sur ce qu'il leur avait dit de l'établissement de Lunenburg, que l'on n'aurait plus à fournir à ses habitants de provisions ; mais il demande de ce chef une somme considérable. Or, l'allocation ne devait primitivement durer qu'un an ou deux ; aussi ne peuvent-ils demander au parlement de la continuer sans qu'il soit clairement prouvé que les colons ne peuvent produire assez de denrées pour leur propre subsistance ; ce qui n'est point le cas, puisqu'ils expédient une large part de leurs produits au marché d'Halifax. La somme ne sera donc pas portée au budget ; mais en cas de malheur imprévu, rien ne l'empêcherait de leur porter secours. La forte dépense de bois de chauffage pour les garnisons paraît bien justifier la mise en exploitation de la houillère ; mais cette exploitation doit être nécessairement soumise à des règles et restrictions, dont leurs seigneuries indiquent la nature. Colons venant de la Nouvelle-Angleterre. Arrangements pour la convocation d'une Assemblée, etc. Décision prise au sujet de la plainte de F. J. Paris contre des actes du gouverneur et d'autres fonctionnaires. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 323

8 février, Whitehall. Les mêmes au Secrétaire d'Etat (Pitt). Ils lui transmettent une dépêche de Lawrence, du 9 novembre, contenant demande d'effets de couchage et d'habillement pour les *rangers*, avec un aperçu des besoins des autres services militaires. Si ce que ce gouverneur demande est accordé, la dépense devrait se payer comme pour les autres services militaires en Amérique. Elle est, par cette raison, omise dans l'"estimate" de l'administration civile de la nouvelle-Ecosse ; leurs seigneuries n'étant

1758.

pas autorisées à rien prescrire là-dessus et ne s'estimant pas juges compétents de la nature des demandes. 343

Evaluations pour les services militaires. Elles montent à £12,561 2s. 11¼d. 346

Id. pour le maintien de l'établissement de la Nouvelle-Ecosse. £9,902 5s. 0d. 347

(Voir aussi "A. & W. I." vol. 597, pp. 149, etc.)

7 mars, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Préparer l'évaluation des dépenses présumables de l'établissement de la Nouvelle-Ecosse, à déposer devant le parlement. I 59, "B. T. N. S.", vol. 16

Incluse. Ordre par la Chambre des communes de lui soumettre l'"estimate." I 60

8 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils lui transmettent le budget alloué pour le soutien de l'établissement en 1758, et la copie d'une lettre de Pitt sur les besoins des services militaires. "B. T. N. S.", vol. 35, p. 348

26 avril. Requête d'Ann Wenman, demandant salaire comme directrice de la maison des orphelins à Halifax. I 61, "B. T. N. S.", vol. 16

9 mai, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il s'empressera d'exécuter leurs ordres relativement à la convocation d'une chambre d'assemblée, quand le service plus urgent qui l'occupe à cette heure lui en laissera le loisir. I 64

9 mai, Halifax. Le même aux mêmes. Il envoie un relevé des dépenses faites pour l'expédition à la baie de Fundy, l'éloignement des neutres et l'exécution de travaux publics au fort Cumberland. Les comptes des travaux ne sont pas encore complétés. I 65

Incluse. Relevé. I 66

(Voir aussi "A. & W. I.". vol. 597, p. 155.)

12 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils lui communiquent copie d'une pétition d'Ann Wenman, demandant salaire comme directrice de la maison des orphelins à Halifax (v. au 26 avril), pour être par lui ordonné ce que de raison. "B. T. N. S.," vol. 36, p. 350.

20 mai, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il envoie le compte des dépenses ordinaires pour lesquelles il a tiré des lettres de change. I 67, "B. T. N. S.", vol. 16

22 mai, Halifax. *Incluse.* Relevé. I 68

Lawrence aux Lords du commerce. Il ne peut envoyer les détails de finance promis, ayant été chargé des préparatifs de l'expédition. Ses arrangements par rapport à l'Assemblée. Il a émis les "writs", qui la convoque pour le 2 octobre. A communiqué au conseil la dépêche relative au placement de colons sur les terres évacuées et sur l'ouverture de la houillère. Il sera impossible de commencer les travaux de mine, à cause du petit nombre des troupes, qui ne permettrait pas de protéger les travailleurs. Envoi de procès-verbaux concernant les provisions pour Lunenburg. I 69, "B. T. N. S.", vol. 16

5 juin, Halifax. *Incluses.* Procès-verbaux du conseil concernant les provisions pour Lunenburg, la convocation d'une Assemblée, etc. I 70

Monckton aux Lords du commerce. Il a reçu en mer les dépêches à Lawrence, apportées par le *Dublin*, vaisseau de S. M., qui a rejoint la flotte au large du port, en route pour le Cap-Breton. Il transmettra à Abercrombie les ordres relatifs aux effets pour service militaire, que leurs seigneuries lui communiquent avec les "estimates" déposés à la chambre des communes. A l'avenir, il aura soin de faire la distinction entre les services civils et les services militaires. I 71

14 août, Halifax. Le même aux mêmes. Il a envoyé un relevé des comptes. I 72

26 septembre, Londres. Paris aux mêmes. Il leur adresse un *caveat*, de la part de Belcher, qui réclame la préséance sur Green, en cas de décès ou d'absence du gouverneur ou lieutenant-gouverneur. I 73

1758.

Autre *caveat*, du même jour, en prévision de plaintes contre Belcher, Collier, Grant et Morris, afin d'être (Paris) averti avant toute décision. I 74

(Pour les motifs de ce second *caveat*, voir au 6 juillet 1757.)

26 septembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il leur a adressé, avant son départ pour le Cap-Breton, les résolutions prises au sujet de la chambre d'assemblée. Amherst lui a donné congé pour lui permettre d'être présent à la première réunion de l'Assemblée; il (Lawrence) espère que rien n'y provoquera de retardements, afin de pouvoir retourner à l'armée. La principale affaire, après le règlement des formes nécessaires de délibération, sera de donner la sanction aux mesures législatives portées par le gouverneur et le conseil et de préparer les projets de lois nouvelles. Il espère que les membres de l'Assemblée ne montreront aucune disposition à s'opposer aux services, mais il craint que certains d'entre eux ne se distinguent pas par le désir d'assurer l'unité ou la soumission. Il espère aussi que l'Assemblée voudra adopter des lois pour restreindre la vente des liqueurs. Les évaluations des dépenses pour 1759 sont faites d'une manière conforme aux ordres de leurs seigneuries. Remarque sur le loyer d'un second presbytère, sur le combustible pour l'hôpital, etc., et sur les provisions pour Lunenburg. Vingt familles protestantes allemandes trouvées à Louisbourg ont été transportées à Lunenburg. Les envois de poids et mesures et de fournitures de bureau étaient tombés entre les mains des Français. Avantages de la réduction de Louisbourg pour la colonisation de la Nouvelle-Ecosse. Il (Lawrence) publiera une description des terres et appellera le colon. I 75, "B. T. N. S.", vol. 16

Incluse. Estimation des besoins pour 1759. I 76

5 octobre, Lunenburg. Moreau à la "S. P. G." Il a reçu lettre et livres. Les élèves de Bailly sont très peu nombreux, à cause de la crainte qu'inspirent les sauvages. Il (Moreau) a uni les trois communions parmi les Allemands et leur a administré le sacrement. Sa congrégation française est régulière à venir au prêche; mais elle est petite, parce que la moitié des hommes sont continuellement de garde. Dans les six derniers mois, il a baptisé 69 enfants, marié 13 couples et inhumé 17 personnes. "Lambeth MSS.", 1124-1, fo 34

12 octobre, Halifax. Pétition de Mary Magdalane, veuve d'Edward How. Elle demande qu'on lui paie ce qui restait dû à son mari, barbarement assassiné à Chignectou. I 77, "B. T. N. S.", vol. 16

Incluses. Ordre de vérifier les comptes de feu Edward How. I 78

Rapport sur les comptes. I 80

18 décembre, Halifax. Pétition d'Ann Catherwood, sage-femme, qui demande un congé pour motif de santé. I 82, "B. T. N. S.", vol. 16

26 décembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il a envoyé par la flotte de Boscowen les évaluations de dépenses et autres papiers. L'Assemblée s'est réunie le 2 octobre et a adopté différentes lois, dont il mettra la liste sous ce pli. Il espère mener tout à bonne fin moins malaisément qu'il ne l'avait pensé. Après la clôture de la session, il enverra des copies au net des lois, Journaux, etc. Ci-incluse une proclamation montrant qu'il avait profité de la présence des troupes pour réduire le coût énorme de la main-d'œuvre. Il ne doute pas que la proclamation relative à la colonisation n'ait un bon effet. Les sauvages attaquent encore Lunenburg; ils y ont massacré une famille d'une manière si cruelle et barbare, que les trois quarts des colons, saisis de terreur, ont abandonné leurs lots de ferme. Vu la longue absence de Cottrell, il a nommé Bulkeley secrétaire de la province. Perte du sloop provincial *Ulysses*; Lawrence se propose d'y suppléer à même le fonds des dépenses imprévues de l'année. I 85

Incluses. Liste des Actes adoptés. I 86

(Cette pièce est mal placée. Elle devrait être cotée I 92, et la pièce qui porte cette dernière marque se mettre ici. Voir au 20 avril.)

1758.

Proclamation du 12 octobre, appelant le colon et contenant la discription des terres. I 87

Autre, du 14 novembre, pour encourager les troupes à travailler chez l'habitant à des prix spécifiés. I 88

1759. 5 février, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. L'ampleur des termes de la proclamation adressée aux colons ayant donné matière à des doutes, il a, de l'avis du conseil, fait une proclamation supplémentaire, dont il envoie une copie. Nécessité d'agir; tout retardement ne peut que nuire beaucoup au peuplement de la province; il espère donc que leur seigneuries approuveront le libellé de la nouvelle proclamation. Lenteur des délibérations de l'Assemblée, par crainte du conseil. I 89

Incluse. Proclamation supplémentaire. I 90

7 février, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Préparer l'aperçu des besoins des services de la Nouvelle-Ecosse, à déposer devant le parlement. I 81

8 février, Whitehall. Evaluations (£9,902 5s 0d.) des besoins du service de la Nouvelle-Ecosse pour 1759. "B.T.N.S.", vol. 36, p. 351

14 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Raisons pour lesquelles on a retranché de l'*estimate* les dépenses militaires et les fournitures de provisions à Lunenburg; à l'égard de celles-ci, une somme de £800 est allouée sur le crédit afférent aux dépenses casuelles pour lui permettre (Lawrence) de remplir des engagements qu'il s'est trop hâté de contracter. Leurs seigneuries attendent impatiemment des informations sur la nouvelle Assemblée, et sur l'effet de la proclamation relative aux terres vacantes par suite de l'éloignement des habitants français. Elles auraient dû recevoir une copie de cette proclamation. Elles lui transmettent copie d'une pétition de Mme How (voir au 12 octobre 1758) et l'autorisent, s'il trouve cela juste comme elles le croient, à satisfaire à la demande et à prendre la somme sur le fonds de dépenses imprévues. 352

15 février, Whitehall. Les mêmes au même. Ils lui communiquent copie d'une lettre à dame Catherwood, sage-femme, à laquelle ils donnent un congé à condition qu'elle se fera remplacer par une personne agréée par lui (Lawrence). 359

Lettre à dame Catherwood, de même date. 360

18 avril, Lunenburg. Moreau à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il a dans l'année administré le sacrement à tous les Allemands. A Pâques, les Français sont venus en grand nombre y prendre part. Dans le dernier semestre il a baptisé 63 enfants, marié 7 couples et inhumé 11 personnes. Bailly se conduit extrêmement bien; mais il n'a que quelques écoliers à cause de la crainte des sauvages. "Lambeth MSS.", 1124-1, fol. 56

20 avril, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Arrivée d'agents qui viennent du Connecticut et du Rhode-Island examiner les terres sur la baie de Fundy, de la part d'une centaine de familles associées de ces colonies. Il les y envoie sur un bâtiment provincial, avec le principal arpenteur, et ne doute pas qu'ils ne reviennent contents de ce qu'ils auront vu. La première session de l'Assemblée s'est terminée le 17. Sa durée déraisonnable. Il (Lawrence) transmettra les copies des lois et des Journaux quand elles seront prêtes. Une des lois pourvoit à la construction d'une tour à feu sur l'île Sambro. Les sauvages ont encore commis des meurtres à Lunenburg; cela et la perte de la récolte des racines y jettent le découragement parmi les colons; si l'allocation de vivres leur est retirée, il (Lawrence) ne sait pas comment ils subsisteront. Cinq soldats aussi ont été tués et scalpés. Il fera son possible pour protéger les habitants. I 91, "B.T.N.S.", vol. 16

Liste des Actes passés, au 21 décembre. I 92

(Il y a deux listes. La liste I 92 devrait être marquée I 86, et *vice versa.*)

4 juillet. Pétition de Charles Gould, réclamant une balance due à feu son frère King Gould, agent du 40e régiment commandé par Cornwallis. I 83

1759.

Incluse. Compte indiquant la balance. I 84

(La pétition, qui n'est pas datée, fut reçue à la date indiquée ci-dessus en marge.)

1er août, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Reçu la proclamation concernant les terres rendues vacantes par le déplacement des Français. Les termes, pour ce qui est de ces terres, en sont convenables; mais la confusion avec les terres incultes n'est pas régulière au point de vue de la concession et des règles qui la régissent, parce que ce sont deux différentes classes de terres, et que ses instructions générales datent d'une époque où l'on ne prévoyait pas cet abandon des terres occupées par les habitants français. Son devoir, par rapport à ces dernières, était simplement de recevoir et transmettre les demandes; non d'en donner des concessions. Ne faire rien davantage jusqu'à ce que le bon plaisir de Sa Majesté lui soit mandé. "B.T.N.S." vol. 36, p. 361

20 septembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Ses raisons d'insister sur la continuation de la fourniture de provisions à Lunenburg, qu'il demandait dans sa lettre de juillet. Il a, se conformant aux instructions, arrêté cette fourniture; mais le conseil a trouvé nécessaire d'accorder £500 aux colons, à prendre sur le reliquat disponible des droits payés par les liqueurs spiritueuses; depuis les sauvages et les neutres, ceux-ci surtout, ont infecté plus que jamais la province et se sont mis à pirater, si bien que seize bâtiments déjà sont tombés en leur pouvoir. Il en a avisé l'amiral Saunders. Difficulté que les pauvres colons ont à se maintenir sur leurs lots de ferme, épars dans un espace de quarante milles à peu près. D'autres hommes ont été assassinés sur la rive est. Ces faits suffiront, Lawrence l'espère, pour justifier la continuation de la fourniture de vivres. Les procès-verbaux du conseil montreront que la veuve How a touché la balance qui était due. Cause du retard à transmettre les Délibérations du conseil et de l'assemblée. Certaine critique de la conduite du conseil, consignée dans les procès-verbaux de l'assemblée, est dénuée de fondement. Par la pétulance de cette dernière chambre, les lois ont été adoptées dans une forme imparfaite. Les procès-verbaux du conseil indiquent ce qui s'est fait pour la colonisation de la province par les autres colonies. Lawrence croit que toutes les terres défrichées et le rivage entier jusqu'au cap de Sable seront bientôt peuplés. Raisons pour donner des primes, à quoi leurs seigneuries pourraient s'opposer. Améliorations à Halifax. Les colons qui s'établissent à La Hève et au port Senior, sont des pêcheurs de Plymouth et des commerçants de bois de sciage, et ils vont se mettre tout de suite en besogne; ceux qui vont au cap de Sable sont aussi des pêcheurs. Les procès-verbaux du conseil contiennent la raison qui a fait différer l'établissement des Mines, de la rivière aux Canards et de Pigiguit. Il a nommé trois nouveaux conseillers, afin d'assurer un quorum. Pourquoi il a inséré dans les évaluations la dépense de l'hôpital. I 93, "B.T.N.S.", vol. 16

Incluses. Proclamation défendant aux agents de rien faire payer à ceux qui obtiendront des concessions de terre. I 94

Copie de la concession de township. I 95

Extraits qui indiquent les concessions de townships érigés récemment. On y voit les anciens noms des districts, les noms des townships, le nombre de familles à établir, ainsi que l'époque, etc., de l'établissement des trois premiers groupes de colons. Le nombre total des familles à établir est de 2,550. Là-dessus 650, comptant 3,250 âmes, iront se placer en 1760; 1,300 familles, ou 6,000 âmes, en 1761; et 600 familles, ou 3,000 âmes, en 1762.

I 96, "B. T. N. S.", vol. 16

Evaluation des besoins pour 1760. I 99

1759.
16 octobre, Halifax. Wood à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il lui envoie copie de la collation de Breynton au titre de recteur et de lui-même (Wood) à celui de vicaire de l'église Saint-Paul, Halifax.
"Lambeth MSS.", 1124-1, fo 72*a*

Incluse. Collation. 72*b*

17 octobre, Halifax. Breynton et Wood à la même (lettre commune). Ils ont demandé aux habitants une addition aux £70 que donne la société, et envoient une recommandation par eux à cet effet; une taxe annuelle se paierait sur les bancs. Fo 72

Incluse. Recommandation. 72*a*

3 novembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Envoi de duplicatas de dépêches et papiers. La copie des lois, etc., n'est pas encore prête. Il fait partir sur des transports 151 habitants du cap de Sable, qui ne faisaient que du mal. Le phare sera bientôt en état. Ci-incluse une carte du port et de son entrée, avec des instructions pour diriger les navigateurs. (La carte est dans la collection dite "Board of Trade Maps," vol. 9, nº 8.) K 2, "B. T. N. S.", vol. 17

7 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Cornwallis. Faire son rapport sur cette partie de la réclamation de Mme How qui lui a été communiquée.
"B. T. N. S.", vol. 36, p. 367

10 décembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Combien il est mortifié que leurs seigneuries aient désapprouvé sa conduite relativement à la colonisation des terres. Il avait cru, au contraire, qu'il en serait loué. Il cite leurs instructions du 8 juillet 1756 pour sa justification; et aussi la dépêche du 7 février 1758. Lorsque celle du 1er août lui est parvenue, les terres fertiles qui formeront la frontière n'avaient pas été concédées; elles sont disponibles et pourront se donner en récompense aux officiers et soldats au retour de la paix. Grands dégâts causés par une violente tempête qui a enflé les marées; les digues qui protègent les basses terres marécageuses ont été fort endommagées. K 7, "B. T. N. S.", vol. 17

14 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Reçu ses dépêches. Ils approuvent ce qui a été fait par rapport à la concession de Horton et le tracé de dix autres townships, sauf, toutefois, confirmation par le roi, qui, ils le lui rappellent, peut ordonner de mettre en réserve une partie de ces terres pour en récompenser les officiers et les soldats au licenciement. Ils lui demandent quel serait le meilleur moyen d'exécuter cette intention. Leur dépêche du 1er août a été écrite avant qu'ils eussent reçu toutes les informations touchant la disposition des terres. Ils approuvent à présent les mesures prises par lui et le conseil; leur satisfaction aurait été plus grande si l'établissement avait pu se faire sans occasionner de dépense au public. Ils y pourvoiront dans le budget, mais espèrent qu'ils n'auront pas à en faire autant pour les autres townships. A l'égard de la disposition contentieuse qu'il attribue à l'Assemblée, leurs seigneuries croient que les deux chambres sont également critiquables pour des causes diverses. Elles (leurs seigneuries) ont renvoyé les documents à un jurisconsulte pour avoir son avis, qu'elles lui transmettront aussitôt reçu, avec leurs instructions. Elles lui écriront au long sur l'"estimate" pour 1760 et les comptes de 1758. La dépense relative à l'hôpital sera imputée sur l'extraordinaire de l'année; et la fourniture de vivres aux colons du Lunenburg, discontinuée. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 368

19 décembre, Whitehall. Les mêmes à Lamb. Ils lui envoient les journaux du conseil et de l'assemblée ainsi que les lois, pour avoir son avis sur la question de savoir si les délibérations ont été régulières. 379

20 décembre, Whitehall. Les mêmes au roi. Représentations sur les propositions faites à un certain nombre d'habitants des colonies adjacentes pour qu'ils s'établissent sur les terres évacuées par les habitants français dans la Nouvelle-Ecosse. 381

1759.
27 décembre, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Les papiers relatifs aux "settlements" érigés en townships ont été envoyés par lui. Il transmet à leurs seigneuries une adresse de l'Assemblée à l'occasion des dégâts causés par la tempête. K 8, "B. T. N. S.", vol. 17

Incluses. Adresse de l'Assemblée, contenant demande de secours pour des colons pauvres qui ont éprouvé du dommage par la tempête. K 9

Pétition pour obtenir des secours. K 10, K 11

1760.
12 janvier, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il leur transmet une adresse de l'Assemblée, ayant pour objet d'unir les habitants de Lunenburg à l'Eglise d'Angleterre. Un ministre anglais serait préférable, selon lui, à un allemand ou à un ministre parlant les deux langues; les gens âgés ont maintenant une connaissance suffisante de l'anglais et les jeunes ne parlent guère que cette langue. On est très content du phare; seulement, il y faut encore les vitres convenables. K 12

Incluses. Adresse de l'Assemblée pour l'envoi d'un missionnaire de l'Eglise anglicane et d'un maître d'école à Lunenburg. K 13

Nombre et dimensions des carreaux de verre qu'il faut pour le phare. K 15

28 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Faire préparer l'aperçu des besoins pour la Nouvelle-Ecosse afin de le soumettre au parlement. K 6

29 janvier, Whitehall. Evaluation des dépenses (£11,785 6s. 10d.) pour maintenir l'établissement de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 393

1er février, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Il aura soin de leur adresser chaque loi séparément et sous enveloppe scellée, au lieu de les réunir en un cahier sous un seul sceau. 394

16 février, Audley-Square. Le général Townshend à Gorham. Offres de services, quand la chose sera en son pouvoir. "Dartmouth Papers."

7 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils lui communiquent leur décision en l'affaire de Mme How. Ils ont ordonné de publier la carte envoyée par lui. Les carreaux de verre pour le phare seront expédiés. "B. T. N. S.", vol. 36, p. 395

7 mars, Whitehall. Les mêmes au même. Le parlement a voté un crédit de £5,851 4s. 9d. pour l'extraordinaire de 1758 et un crédit de £11,785 6s. 10d. pour 1760. Leurs seigneuries envoient copie des évaluations pour les années 1758 et 1760 avec leurs remarques. Elles recommandent fortement d'user d'économie afin de mettre fin à ces continuels recours au parlement pour des excédents de dépenses sur les prévisions. Les arrangements pour l'établissement d'Annapolis. Il (Lawrence) procédera à une enquête sur les plaintes des colons établis à cet endroit et sur les demandes des pêcheurs de Liverpool, qui n'ont pu souffrir de l'inondation dont les pêcheurs établis à Annapolis se plaignent d'avoir éprouvé les effets. Il fera aussi rapport sur divers points relatifs aux conditions d'établissement, qui sont énoncés en détail et au long. 398

12 mars, Whitehall. Procès-verbal (dernier paragraphe) des Lords du commerce, où il est question des bêtes à cornes et autres bestiaux laissés par les habitants français de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. Journals," vol. 68, p. 79

Le 13. Suite des délibérations sur le même sujet. Substance des informations de Grant. 80

Le 18. *Id.* Informations de Winslow. 86

15 mars, Londres. Rapport de Sir Mathew Lamb sur les procès-verbaux des décisions du gouverneur, du conseil et de l'assemblée dans la première session de la législature. K 19, "B. T. N. S.," vol. 17

17 mars, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il a tiré des lettres jusqu'au montant de £8,427 13s. 6d. en faveur de Hancock & Apthorp. Ses raisons de le faire. K 25

21 mars. Pétition (sans date) de Jonathan Bernard, administrateur des biens du capitaine John Gorham, à l'effet d'obtenir le paiement d'arrérages, etc., avec le compte de la créance. K 27

1760.

Rapport sur les comptes par Cumberland, en date du 28 mars. K 23

24 mars, Londres'. Richard Cumberland aux Lords du commerce. Il n'a été rien crédité pour les sommes rapportées par la vente du bétail appartenant aux habitants français de la Nouvelle-Ecosse. K 18

25 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Sur la vente d'une grande quantité de bétail, acquise à la couronne par la déportation des habitants français de la Nouvelle-Ecosse. Constater si le produit des ventes a été crédité par les entrepreneurs et autres. "B. T. N. S.," vol. 36, p. 428

27 mars, Londres. W. Adair aux Lords du commerce. Il demande que Benjamin Green, suivant le désir de Hopson, soit amené d'Halifax pour approuver les comptes du général. K 20, "B. T. N. S.," vol. 20

Documents à la suite. K 21, K 22

31 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Il permettra à Green de venir en Angleterre pour l'objet exprimé dans la pétition (incluse) de Hopson à la Trésorerie; et accordera une allocation raisonnable à la personne qui, pendant son absence, exercera ses fonctions.
"B. T. N. S.," vol. 36, p. 433

(La pétition de Hopson, (K 21) et le procès-verbal de la Trésorerie (K 22) sont dans le vol. 17 de cette série).

8 mai. Pétition de Robert Grant, à l'effet d'être réintégré au conseil de la Nouvelle-Ecosse, dont il dit avoir été abusivement éliminé.
K 24, "B. T. N. S.," vol. 17

11 mai, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il est heureux de voir qu'ils approuvent ce qu'il fait pour coloniser la province. Les perspectives sont encourageantes. Comme on peut avoir besoin pour les troupes licenciées des terres défrichées, il n'en donne plus de concessions. Morris est allé arpenter des townships dans les parages de pêche; d'où il se transportera ensuite à Annapolis, aux Mines et à Pigiguit. Il (Lawrence) a ramené environ 300 prisonniers de la rivière Saint-Jean, qui seront détenus ici jusqu'à ce qu'il trouve une occasion pour les envoyer en Angleterre. Paix conclue avec plusieurs tribus sauvages. Question de la traite des pelleteries. Mesures prises pour annuler des concessions de terre aux Mines et à Chignectou, que le lieutenant-gouverneur et les conseillers s'étaient données à eux-mêmes en 1736, et pour lesquelles il n'y a eu de payés ni droits ni "quit rents." Lawrence envoie une liste de localités convenables où établir les soldats licenciés. Comment ceux-ci peuvent y être colonisés. Il pense, cependant, que les soldats se trouveraient mieux dans le voisinage d'anciens établissements. Ci-incluse la liste des lois adoptées. K 26

Incluses. Liste de localités de la Nouvelle-Ecosse, où l'on pourrait établir les soldats licenciés. K 27

Liste des lois passées à l'Assemblée générale. K 28

16 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils lui communiquent une pétition de Robert Grant (V. au 8 mai) relative à son renvoi du conseil. Si ce qu'il y dit est vrai, il a été injustement privé de sa charge.
"B. T. N. S.", vol. 36, p. 434

16 juin, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Il accuse réception de l'"estimate" pour 1760 et du relevé des comptes de 1758, qu'ils lui ont adressés afin qu'ils les confère ensemble, en même temps que leur approbation de ses efforts pour coloniser les terres laissées vacantes et autres de la Nouvelle-Ecosse. Il se règlera sur la comparaison des dépenses respectives des deux années. La seule dépense extraordinaire qui lui paraisse excessive est celle des provisions fournies à Lunenburg; mais n'était-elle pas inévitable? La situation déplorable des colons établis à cet endroit s'améliore, et il espère d'eux quelque dédommagement de l'assistance reçue. Vive satisfaction que lui cause l'approbation de sa conduite et de celle du conseil en tout ce qui concerne la colonisation des terres évacuées. Les premiers colons sont arrivés à Liverpool (N.-E.), ame-

1760.

nant des bestiaux, et treize goélettes de pêche, lesquelles sont en ce moment employées sur les bancs. Ceux qui sont restés à terre préparent des maisons pour leurs familles; ils ont bâti trois moulins à scier sur une belle rivière, qui coule à travers le "settlement." Les deux rives forment une vallée fertile, où abondent le chêne et le pin blanc et qui peut se cultiver avec le dixième de la main d'œuvre qu'il faut à Lunenburg. Le havre est sûr et commode pour les navires de 400 tonneaux et au-de-sus. De sorte que les colons se voient en pouvoir à la fois de faire de la culture, du sciage et de la pêche; sans compter qu'ils ont découvert des terrains marécageux assez étendus pour que leurs animaux puissent, quant à présent, y trouver la pâture. Il a reçu de Morris des rapports très favorables sur les colons établis à Horton, Cornwallis et Falmouth. Pourquoi il ne peut mander les détails exacts des dommages causés par les tempêtes de l'automne dernier. Il a envoyé à leurs seigneuries l'adresse de l'Assemblée sur ce sujet, et chargé Morris arpenteur général de faire une enquête et un rapport, afin d'avoir des preuves à fournir au parlement au cas où il serait nécessaire de solliciter encore son assistance. Il a eu la pensée d'aller lui-même examiner l'état des choses. Le changement survenu dans la situation à Québec a son effet ici sur les affaires militaires. L'attitude paisible des sauvages et la nouvelle que le siège de Québec est levé le portent à espérer qu'il sera peut-être libre de faire sa tournée. La quantité de terres données en concession aux colons d'Annapolis. Toute la somme d'assistance était destinée à aider à la réparation des digues, et à fournir aux colons nécessiteux le transport à ce pays sans qu'ils fussent obligés de vendre leurs bestiaux pour payer le passage; pareille générosité ne peut qu'accélérer infiniment le peuplement du pays. Question de la concession de terres supplémentaires en compensation du dommage éprouvé par les terres marécageuses. Difficulté de faire de ces concessions. Il (Lawrence) tâchera de contenter les gens et s'appliquera à effectuer l'établissement de la colonie d'une façon à plaire à leurs seigneuries. Il envoie des documents, comprenant les lois, le traité avec les sauvages, etc.

L 1, "B. T. N. S.", vol. 18

Traité de paix et amitié conclu avec les sauvages de Saint-Jean et de Passamaquoddy à Halifax, février 1760. L 2

"Record" des actes de la cour dite d'office, tenue pour la décision des cas de deshérence et déchéance à Halifax le 21 avril 1760. Il s'agissait de l'inexécution des conditions d'une concession de terre faite à Philipps et autres sur le côté sud de Chignectou. L 3

Id. du procès de John Ludowick Bayard et Martha Orpen, 27 mai. L 4

23 juin, Londres. Pétition de Robert Grant demandant intervention en sa faveur contre une action intentée dans la Nouvelle-Ecosse en paiement de droits sur du rhum importé pour la marine. L 6

24 juin, Halifax. Breynton à la "S. P. G." Lawrence a fait la demande d'un missionnaire ambulant. Besoin de ministres de tout genre dans les townships. Il (Breynton) aurait voulu accompagner le gouverneur dans son voyage, mais Wood, ayant perdu la voix, ne pouvait se charger du ministère.

"Lambeth MSS," 1324-1, fo 118

24 juillet, Halifax. Lawrence aux Lords du commerce. Les "settlements" progressent bien; il n'y a plus sujet d'appréhender aucun échec, depuis que les affaires à Québec ont eu une si heureuse issue. Il revient de Liverpool et de Lunenburg fort satisfait, et va aller visiter les township des Mines et de Pigiguit ainsi que le pays alentour. L 5, "B. T. N. S.", vol. 18

1er septembre, Halifax. Le même aux mêmes. Remarques sur la pétition de Grant relative à son siège au conseil. Elles sont très acrimonieuses. Voici la phrase de la fin: "Le conseil de Sa Majesté a généralement en si médiocre estime M. Grant qu'il serait extrêmement mortifié d'avoir affaire avec lui soit en séance soit autrement." L 7

1790.
15 octobre, Lunenburg. Moreau à la "S. P. G." Dominique Dulaurier a publiquement abjuré les erreurs de l'Eglise de Rome et reçu le sacrement en même temps que 100 autres communiants environ. Il (Moreau) n'a eu aucune réponse à la pétition adressée au gouverneur en conseil et à l'assemblée pour l'achèvement de l'église, laquelle n'est pas à couvert des intempéries, ce qui est cause de grandes souffrances pour les fidèles. Arrivée de 200 highlanders écossais, venant tenir ici garnison, à qui il prêchera en anglais une fois par quinzaine. Il a pendant l'année précédente baptisé 57 enfants, marié 17 couples, inhumé 11 personnes.
"Lambeth MSS.", 1124-1, fol. 156

19 octobre, Halifax. Benjamin Green aux Lords du commerce. Mort de Lawrence, arrivée la veille, dans la nuit (le 18). Envoi du compte des dépenses civiles (relevé L 9. Voir aussi L 14.), avec l'évaluation des besoins pour 1761. Les occupations des derniers jours, une maladie subite, la mort n'ont pas permis à Lawrence de la compléter. Il (Green) pense pouvoir s'embarquer sous peu et portera avec lui les comptes et justifications.
L 12, "B. T. N. S.", vol. 18

Incluses. Evaluations pour 1761. L 13

Relevé des depenses de l'administration civile. L 14
(Duplicata de L 9.)

26 octobre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Décès de Lawrence arrivé le 19. (Voir la lettre de Green, du 19, laquelle dit le 18, date apparemment exacte, cette lettre ayant été écrite dès le lendemain). Envoi de "l'estimate" pour 1761, approuvé par le feu gouverneur et du relevé des dépenses civiles. Grâce à la connaissance parfaite que le secrétaire Bulkeley a des choses, il (Belcher) va pouvoir rendre bientôt compte à leurs seigneuries de l'état présent de la province et leur soumettra les propositions, pour son développement, qu'il voudrait voir se réaliser. L 8

Incluses. Relevé des dépenses civiles, année 1759. L 9
(Cette pièce et celle cotée L 14 sont des duplicatas.)

Evaluation des besoins pour 1761. L 10
(Le titre seul. L'évaluation est sous la marque L 13. Voir aussi au 13 janvier 1761.)

26 octobre, Halifax. Breynton à la "S. P. G." Il rend compte de sa visite à East et West-Falmouth, à Horton et à Cornwallis. Mort du gouverneur Lawrence.
"Lambeth MSS.", 1124-1, fol. 148

12 novembre, Londres. (La société donne £10 pour payer les frais de cette tournée. Fol. 148.) Sir Matthew Lamb aux Lords du commerce. Au point de vue du droit, il n'y a pas, selon lui, de motif d'objection contre les bills adoptés en la Nouvelle-Ecosse (il en donne les titres).
L 11, "B. T. N. S.", vol. 18

18 novembre, Halifax. Gerrish à Belcher. Il avait été autorisé par Lawrence à établir des maisons de traite. Les sommes de £450 et 500 sont avancées; le supplément de fournitures sera obtenu à crédit. Il envoie le compte des dépenses et des rentrées; lequel montre qu'il lui est dû £2,000 cours provincial, environ £1,900 sterling. Il prie qu'une demande à ce sujet soit faite aux lords du commerce. L 22

Liste des marchandises qu'il faudra avoir pour les sauvages l'an prochain. L 23

Autres états. L 24-L 26

12 décembre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il a convoqué le conseil à la mort de Lawrence et fait les proclamations d'usage. Condition prospère des townships de Horton, Cornwallis et Falmouth, qui sont protégés contre les attaques des sauvages et des Acadiens (le sort du Canada n'était pas encore scellé). Leurs récoltes de foin. Les réparations faites aux digues. La route entre Halifax et les "settlements" est ouverte. La plupart des habitants sont riches; on pourvoit aux nécessités des pauvres. Etat prospère de Liverpool. Les colons à l'œuvre pour l'année prochaine

1760.

à Annapolis, Granville, Chester et Dublin. Obstacles à la marche de la colonisation ; mais la paix les fera disparaître. Combien il importe de fournir les fonds nécessaires pour la traite avec les sauvages. Renforts expédiés par Amherst ; il en a été envoyé des détachements aux postes avancés. Progrès de Lunenburg. Belcher appelle de nouveau l'attention de leurs seigneuries sur le cas de Mary Webb, convaincue de meurtre en 1759. Il recommande le capitaine Taggart. Envoi de copies des lois passées à la session dernière. L 17

Relevé des dépenses de 1760. L 18

Etat des nouveaux établissements. L 19

Coût des réparations faites aux digues ; dépense estimative du transport de colons du continent. L 20

Compte du capitaine Taggart pour le transport d'habitants, bestiaux, etc., en la province. L 21

(Extrait relatif à l'affaire Mary Webb adressé au secrétaire d'Etat le 11 février 1761. "A. & W. I.", vol. 597.)

12 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Reçu son avis de la mort de Lawrence. Ils ne doutent pas qu'il n'adhère aux mesures de celui-ci pour la colonisation et le bien de la province. Objections signalées contre certaines lois adoptées par la première assemblée, afin qu'il rende compte des circonstances, avant que leurs seigneuries conseillent soit la confirmation ou le désaveu. Les objections ont trait aux bills suivants : N° 2, "Acte pour faciliter la découverte et la suppression des maisons non autorisées" ; N° 4, pour confirmer les titres fonciers et maintenir la possession" ; N° 5, " pour l'exécution de diverses résolutions prises par le gouverneur et le conseil" ; N° 8, pour "établir les voies de droit contre la prise de possession par force et la détention indue" ; N° 13, "pour fixer la valeur des piastres d'Espagne" ; N° 24, "concernant le mariage et le divorce." Dans leurs remarques générales, leurs seigneuries constatent que la plupart des lois, là où elles diffèrent de celles d'Angleterre, empruntent leurs dispositions des lois du Massachusetts ; elles ajoutent que l'approbation royale donnée à ces dernières peut être, à la vérité, considérée comme un précédent ; mais qu'il faut se rappeler que " beaucoup de ces lois ont été faites au début même de la charte, alors que le gouvernement ici, en Angleterre, s'employait trop attentivement à établir les principes sur lesquels repose l'heureuse constitution présente de ce pays pour s'appliquer à considérer la question secondaire, quoique importante cependant, des principes d'une constitution, d'un gouvernement colonial." "B. T. N. S.", vol. 37, p. 1

— décembre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Envoi de duplicatas de ses dépêches. Le brigantin provincial *Montague* s'est perdu dans la rivière aux Canards. Sera-t-il nécessaire de maintenir en service le même nombre de bâtiments ? On pourrait mieux utiliser l'argent qui s'y dépense. Belcher demande des instructions sur ce qu'il doit faire pour prévenir l'introduction d'une maladie infectieuse, à l'occasion de l'arrivée d'un navire ayant de la variole à bord. Un bill qui avait été préparé sur cette matière, a été rejeté par l'Assemblée. Il a besoin de pouvoirs. Mesures qu'il prend pour tenir à distance les navires contaminés. L 29, "B. T. N. S.", vol. 18

1761. L'acte proposé. L 30

12 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle demande l'évaluation des dépenses à prévoir pour la Nouvelle-Ecosse, afin qu'elle soit communiquée au parlement. L 15

12 janvier, Londres. Sir Matthew Lamb. Il ne voit aucune objection de droit contre les actes passés à la dernière session de la législature de la Nouvelle-Ecosse. L 37

13 janvier. Dépenses à prévoir pour maintenir l'établissement de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 37, p. 16

1761.
14 janvier. Mémoire (sans date) de Robert Sanderson, ancien président de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse, sur des griefs et des abus dans le gouvernement de cette province. (Lu par les lords du commerce le jour indiqué en marge.) L 16, "B. T. N. S.", vol. 18

15 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à Sanderson. Il est mandé devant leurs seigneuries pour appuyer son mémoire. "B. T. N. S.," vol. 37, p. 17

23 janvier, Whitehall. Les mêmes à Charles Hay et autres. Ils se présenteront pour appuyer le mémoire de Sanderson. 18

Le 27, la séance fut ajournée à cause du décès de la fille aînée de lord Halifax. 19

Le 5 février, leurs seigneuries ordonnèrent une autre convocation. 20

11 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Pitt). Ils lui communiquent un extrait d'une lettre de Belcher relatif à l'affaire de Mary Webb, condamnée à mort pour avoir tué son enfant, mais qui avait obtenu sursis à l'exécution de sa condamnation. 21

(Duplicata de cette lettre et de l'extrait de celle de Belcher en date du 12 décembre. "A. & W. I.," vol. 597, p. 172.)

11 février. Rapport de l'agent, du trésorier de la Nouvelle-Ecosse et du capitaine du senau *Halifax* au service de la province. Ils y expriment l'avis que le navire devrait être vendu à Cork afin d'éviter les retards et les risques d'un envoi à Londres pour l'y faire vendre. L 27, "B. T. N. S.," vol. 18

17 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Pitt.) Ils ont préparé un "warrant" à l'effet de continuer Morris dans son emploi d'agent de Terre-Neuve, du Cap-Breton et de la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.," vol. 605

24 février, Note par McNutt: propositions pour la création de nouveaux "settlements" dans la Nouvelle-Ecosse. L 28, "B. T. N. S.", vol. 18

3 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Reçu sa dépêche du 12 décembre avec les incluses. En raison des plaintes portées contre Lawrence, ils lui transmettent des instructions qui lui permettront de remplir, selon son propre désir et l'attente du public, la fonction qui lui a été confiée. Lawrence est accusé de favoriser et protéger des militaires qui manquent à l'ordre établi; d'avoir été impliqué dans des abus concernant des marchés; d'avoir donné des concessions de terre au mépris de ses instructions. La dépêche parle longuement de cela, puis énonce des règles, pour que Belcher puisse prévenir jusqu'au soupçon de faits pareils à l'avenir. Il faudra déterminer la valeur des terres. Réduction à opérer dans les évaluations pour des raisons exprimées. Abus dans l'administration de l'orphelinat; dépenses excessives pour la surveillance des enfants. Abus en ce qui concerne la traite avec les sauvages, à laquelle on accuse Lawrence de se livrer. Il ne devrait pas être employé de deniers publics à ce trafic; mais celui-ci devrait être réglementé. La dépêche se termine ainsi: "Tout ce que nous voulons peut être ramené à ces deux choses capitales: réprimer avec la plus stricte vigilance tout excès de la part du militaire, et user de la plus sévère économie dans l'emploi de l'argent public." "B. T. N. S.", vol. 37, p. 23

4 mars. Réponse de Benjamin Green aux accusations faites contre lui par Sanderson. L 31, "B. T. N. S.", vol. 18

(V., pour les accusations, à la date du 14 janvier, la pièce marquée L 16.)

5 mars, Whitehall. Rapport des Lords du commerce sur l'offre faite par McNutt de coloniser sept townships de 100,000 acres chacun, en y menant des émigrants du nord de l'Irlande. Leurs seigneuries expriment l'avis que cette offre soit acceptée, et le gouverneur de la Nouvelle-Ecosse autorisé à effectuer les concessions de terre aux conditions indiquées dans leur rapport. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 59

(Pour l'offre, voir à la date du 24 février la pièce L 28.)

1761.

10 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Obtenir le remboursement des fonds avancés par Lawrence, à la demande du conseil et de la chambre des représentants, pour être employés, sous forme de primes, à encourager la culture et la pêche. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 65

11 mars, Whitehall. Les mêmes au Roi. Ils le prient de confirmer à Belcher le titre de juge en chef de la Nouvelle-Ecosse. 67

12 mars, Whitehall. Les mêmes à Belcher. De la nécessité de mesures pouvant empêcher la propagation des maladies infectieuses. Leurs seigneuries ne conçoivent pas pourquoi la chambre des représentants a rejeté le bill. Il (Belcher) en devra fortement recommander de nouveau l'adoption. 68

17 mars, Whitehall. Les mêmes au Roi. Ils recommandent la nomination de Henry Ellis, gouverneur de la Géorgie, au gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, en remplacement de Lawrence décédé, et celle de James Wright, lieutenant-gouverneur de la Géorgie, en remplacement de Ellis. 70

18 mars, Louisbourg. Edward Whitmore aux Lords du commerce. Il a publié la proclamation de l'avènement de George III, et les arrangements qui en sont la conséquence. L 54, "B. T. N. S.", vol. 13

20 mars, St-James. Arrêté du conseil, nommant Henry Ellis successeur de Lawrence à la charge de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. L 32

Même jour. Belcher est nommé lieutenant-gouverneur. L 33

Le 17, le titre de juge en chef lui avait été confirmé. L 34

21 mars, Cork. Compte de vente du senau *Halifax*. L 35

31 mars, Londres. La "Society for the Propagation of the Gospel" aux Lords du commerce. Elle leur envoie un extrait d'une lettre de Moreau, son missionnaire à Lunenburg, appelant l'attention sur l'état de l'église qu'il y a là, laquelle, n'étant pas achevée, est exposée à se détériorer. L 36

1er avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils lui envoient le projet de commission de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse pour Ellis. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 72

(La commission est à p. 108.)

Même jour. Transmission du projet de la commission de lieutenant-gouverneur pour Belcher. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 73

Cette commission. 74

"Warrant" portant nomination de Belcher au titre de juge en chef. 77

Sa commission à ce titre. 78

9 avril, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Manach, missionnaire français, excitait les sauvages et les Acadiens à la rébellion. Il l'a fait arrêter et embarquer sur le *Fowey*, bâtiment de S. M., pour qu'on le mette au pouvoir de leurs seigneuries. L 55, "B. T. N. S.", vol. 18

(Une copie de cette lettre fut communiquée au secrétaire d'État le 6 juillet. "A. & W. I.", vol. 597.)

10 avril, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de duplicatas, etc., comprenant l'avis de la mort de George II, ainsi que les proclamations et autres documents relatifs à l'avènement de George III. Il a agi en conséquence. Emission des *writs* pour l'élection d'une nouvelle Assemblée, par suite de la dissolution survenue par le décès du souverain. Envoi de copies des rapports du résultat. Ci-inclus aussi un compte rendu de ce qui s'est fait relativement aux "settlements" depuis son dernier rapport. Une note de la dépense a été transmise; il restait, à la mort du dernier gouverneur, une dette considérable, qui ne peut être acquittée qu'au moyen d'un crédit supplémentaire du parlement. Moyens qu'il (Belcher) a pris de réduire les dépenses. Il a acheté un bâtiment pour remplacer le *Montague*, qui s'est perdu dans la baie de Fundy. Il envoie un état de la situation financière aussi exact qu'on le puisse faire sans les livres, etc., de la trésorerie. Dette contractée du chef de la traite avec les sauvages. Mesures pour la conduite et le contrôle de cette traite, dont le fruit est la continuation de la paix. Il a envoyé les pièces

1761.

justificatives de la dépense faite en acquittement des dettes ordinaires et imprévues. Le manque de quorum au conseil l'a déterminé à nommer Alexander Grant, sauf approbation. Il enverra des propositions tendant à réduire la dépense des services. A nommé deux personnes ayant entre elles le salaire alloué pour l'office de sage-femme, en ce moment vacant par l'absence de dame Catherwood.

L 38, "B. T. N. S.", vol. 18

14 avril, Halifax. Le même aux mêmes. Danger résultant de la présence d'environ 1,540 Acadiens, qui, réunis avec des sauvages, ne se sont pas encore soumis et arment à cette heure des bâtiments pour courir sur les navires marchands. Ci-incluse l'opinion du conseil sur le parti à prendre. L 43

Le rapport du conseil représente le danger qu'il y aurait à coloniser les Acadiens tout à fait à part, ou près des frontières, et conseille de les établir dans les townships entre Halifax et Annapolis, où ils seraient moins capables de mal faire. Ces townships, cependant, n'y suffiraient pas; et les Acadiens qu'on transporterait ailleurs auraient besoin de l'assistance du gouvernement pendant deux ou trois ans. L 44

(Voici les chiffres donnés dans le rapport:—

A Ristigouche, Miramichi, etc., 220 familles, 1,300 personnes.

A Chignectou, 60 familles, 240 personnes.

A Halifax, 90 familles, 440 personnes.

Des copies de la lettre et du rapport furent envoyées au secrétaire d'Etat le 19 juin. Voir "A. & W. I.", vol. 597, pp. 178, 180.)

14 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Recommander au conseil et à la chambre des représentants l'affectation d'une somme d'argent pour réparer l'église dont se sert, à Lunenburg, le missionnaire de la "Society for the Propagation of the Gospel." S'ils refusent, les réparations se feront quand même et se paieront sur le crédit voté par le parlement pour l'établissement de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 80.

15 avril, Whitehall. Avis des Lords du commerce, conseillant le désaveu de la loi intitulé: Acte à l'effet d'empêcher l'introduction des invalides, infirmes et autres personnes inutiles dans la province" (Nouvelle-Ecosse). 82

15 avril, Halifax. Belcher à Amherst. Desseins hostiles des Acadiens à Ristigouche et aux ports voisins, où ils équipent des bâtiments pour faire la piraterie en courant sur les sujets de Sa Majesté. Il (Belcher) craint pour la sûreté des "settlements" à établir à Chignectou, les Acadiens ayant induit les sauvages à refuser de faire la paix et méditant toutes sortes de résolutions désespérées. Pas un Acadien ne s'est jamais soumis volontairement, ne s'est jamais soumis que sous l'influence de la faim ou de la terreur. Au village de Sainte-Anne (Fredericton?), on en compte quarante qui n'ont fait aucune soumission et que les sauvages alimentent. Autres motifs de crainte par rapport au "settlement" à Chignectou; en cas d'attaque, la perte de deux ou trois existences en ferait partir tous les colons. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 47

(Il fut envoyé au Secrétaire d'Etat copie de cette dépêche le 19 juin. "A. & W. I.", vol. 597, p. 184. Autre copie (L 52), dans la série "B. T. N. S.", vol. 18.)

16 avril, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Traite avec les sauvages. Envoi de copies de documents y relatifs. Il a nommé Grant fournisseur des marchandises aux maisons de traite pour une année, afin de pouvoir mettre fin au contrat, s'il n'était pas approuvé. Pourquoi il a rejeté d'autres offres. L 45, "B. T. N. S.," vol. 18

Incluses. Lettre de Grant à Belcher. Sur les marchandises disponibles pour la traite avec les sauvages. Son offre d'entreprendre la fourniture. L 46

Offre semblable de Michael Francklin. L 47

Rapport du comité: l'offre de Francklin est le meilleur marché. L 48

1761.

Contrat passé avec Grant. L 49

Cautionnement fourni. L 50

17 avril, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Selon le désir exprimé par le conseil, il a écrit à Amherst de pourvoir à la protection de la Nouvelle-Ecosse contre les desseins hostiles avoués par les Acadiens à l'égard des sujets de S. M. Il met sous ce pli copie de la lettre qui expose pleinement les faits. (V. au 15 avril.) Les Acadiens qui ont été expulsés et que Vaudreuil désignait pas les mots de "prisonniers à la Nouvelle-Angleterre," lorsqu'il a voulu stipuler, dans la capitulation, qu'ils seraient renvoyés en la Nouvelle-Ecosse, demande qui fut rejetée par Amherst, n'avaient pas aussi ouvertement bravé l'autorité de Sa Majesté que ne le font ceux de Ristigouche et de Miramichi. L 51

(Pour l'incluse v. au 15 avril. Copie de la dépêche ci-dessus communiquée au secrétaire d'Etat le 19 juin. "A. & W. I.", vol. 597.)

21 avril, Whitehall. Avis des Lords du commerce en faveur du désaveu de l'Acte permettant à des propriétaires de diviser les terres possédées en commun. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 88

21 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Objections contre certains Actes adoptés en 1759. Ils ont conseillé de désavouer l'Acte permettant à des propriétaires de diviser les terres possédées en commun," et l'"Acte à l'effet d'empêcher l'introduction d'invalides, infirmes et autres personnes inutiles en la Nouvelle-Ecosse." L'"Acte pour empêcher la traite privée avec les sauvages" est une restriction apportée sans raison au commerce. Leurs seigneuries désapprouvent absolument que l'on se serve du moyen de la loterie pour se procurer des fonds dans un but d'utilité publique. 84

8 mai, Whitehall. Les mêmes au même. Ils lui transmettent les arrêtés pris en conseil pour le désaveu d'Actes mentionnés. 92

6 juin, Londres. Sir Matthew Lamb. Rapport où il dit que les lois (dont il donne les titres) passées à la législature de la Nouvelle-Ecosse ne sont pas susceptibles d'objections au point de vue du droit. L 53, "B. T. N. S.", vol. 18

19 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Pitt). Ils ont reçu des dépêches de Belcher, en date des 14 et 17 avril, qui représentent le danger occasionné à la Nouvelle-Ecosse par le nombre d'Acadiens français qui sont restés dans la province, et qui, de concert avec les sauvages, arment des bâtiments pour pirater sur la côte. A ces dépêches ils joignent l'opinion du conseil là-dessus et sur la possibilité de disperser les Acadiens en différentes parties de la province, ainsi qu'une copie de la demande adressée à Amherst. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 93

(Les pièces incluses: dépêche de Belcher aux lords du commerce et rapport du conseil, datés du 14 avril; lettre de Belcher à Amherst, du 25 avril, et dépêche du même aux lords du commerce, du 17 avril, ont été analysées ci-dessus à leurs dates respectives. La série "A. & W. I.", vol. 597, pp. 176 et suiv., contient aussi copie de la lettre du 19 juin et de ses incluses.)

23 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la nomination de Alexander Grant, Edmund Crawley, Henry Newton et Michael Francklin au conseil de la Nouvelle-Ecosse pour le compléter. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 96

Même jour. Recommandation du désaveu des Actes concernant la traite avec les sauvages, et certains propriétaires de terres possédées en commun. 103, 106

(A l'égard de ce dernier Acte, le désaveu avait été déjà recommandé dès le 21 avril.)

23 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Reçu ses dépêches d'avril. Ils avaient déjà alors envoyé des instructions au sujet des colons et de la traite, et regrettent qu'il n'ait pas, avant d'agir, attendu la réponse aux

1761.

questions adressées par Taggart. Ils espèrent, cependant, que les lettres parviendront assez tôt pour empêcher la réalisation du plan de l'emploi d'une somme illimitée à introduire des colons dans la province, et pour mettre fin au marché de fourniture de marchandises de traite. Ils vont recommander le désaveu de l'Acte sur la traite avec les sauvages. Comment celle-ci pourrait se régler sans inconvénient. Les papiers relatifs aux Acadiens ont été transmis au secrétaire d'Etat.

"B. T. N. S.", vol. 37, p. 97

6 juillet, Whitehall. Pownall (de la part des Lords du commerce) à Robert Wood (sous-secrétaire d'Etat). Il lui transmet copie d'une lettre de Belcher, annonçant qu'un nommé Manach, prêtre français, lequel s'était conduit d'une façon insolente et portait les sauvages et les Acadiens à la désaffection, avait été arrêté et embarqué sur le *Fowey*, bâtiment de guerre. Que faudra-t-il faire de Manach ? 140

(La lettre incluse de Belcher, qui est du 9 avril, a été mentionnée à sa date. Il y a des copies de celle de Pownall et de l'incluse dans la série "A. & W. I.", vol. 597.)

7 juillet, Whitehall. Wood aux Lords du commerce. Le secrétaire d'Etat (Pitt) est d'avis que l'on renvoie Manach en France, avec d'autres prisonniers.

"L 56, "B. T. N. S.", vol. 18

24 juillet, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur transmet l'explication par Baker de ce qui s'est fait par rapport aux bestiaux des habitants français de la Nouvelle-Ecosse.

La lettre de Baker dit que les animaux ont été employés en partie à la nourriture des troupes se trouvant dans le voisinage du bétail confisqué, qu'il en avait été livré autant à Halifax, et qu'un compte vérifié du tout a été adressé aux lords du commerce. L 57

Réponse de Saul, ancien intendant militaire, etc., aux plaintes portées contre lui. Explication fournie au sujet des bestiaux confisqués aux Acadiens (semblable à celle contenue dans la lettre de Baker) et à l'égard d'autres accusations faites par Sanderson.

(V. l'art. 15 du mémoire de Sanderson, du 14 janvier.) L 58

7 septembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Dépêche qui contient des arrêtés du conseil portant désaveu de certains Actes. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 142

20 octobre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Reçu leurs dépêches, auxquelles il répondra par voie d'un des bâtiments de S. M. Il n'envoie pour le moment que l'évaluation des besoins pour 1762. L 59, "B. T. N. S.", vol. 18

Dépenses à prévoir pour 1762. L 60

3 novembre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il obéira, dans toute la mesure du possible, aux instructions qu'il a reçues. Il regrette que leurs seigneuries le pensent engagé dans de trop grandes dépenses pour la création de nouveaux établissements, et se réfère à leur lettre du 12 décembre 1760, approuvant sa résolution de réaliser les plans de Lawrence. Les raisons pour lesquelles il a fait la dépense du transport des colons destinés aux trois premiers townships. Il s'efforcera de ne point dépasser le crédit accordé. Plusieurs entrepreneurs (concessionnaires) primitifs se sont transportés sur leurs terres à leurs propres frais, et on peut s'attendre que le reste suivra leur exemple. Onslow et Truro dans le district de Cobequid, Cumberland dans celui de Chignectou, Annapolis-Royal et Grenville, ont reçu dans l'été 150 familles. Les digues à Horton ont été réparées par les habitants de la localité; celles de Truro et d'Onslow le sont aussi par les colons. Environ 150 acres à Onslow et deux fois autant de terre à Truro sont enclos et prêts à être mis en culture. Des personnes ont répondu du remboursement des avances faites en provisions aux colons. Il (Belcher) envoie à leurs seigneuries trois cartes: des "settlements" en création, des endroits où l'on compte en former sous peu, et des terres sur la rivière Saint-Jean. (Cartes dans

1761. les vol. 9 et 43 des "Board of Trade Maps"; le vol. 9 en contient deux, Nos 6 et 7, mais la seconde est une reproduction de la première, moins quelques détails; copies Nos 23 et 24 dans le vol. 43.) L'exemple de McNutt, qui vient d'arriver, va activer la colonisation. Il a amené 200 personnes de Londonderry et autres lieux du nord de l'Irlande. Aide que McNutt doit recevoir de Vance et Caldwell, de Londonderry, pour l'envoi de plusieurs milliers de colons sans que le gouvernement ait rien à dépenser. McNutt est allé visiter les terres. Les colons amenés par lui sont faits au travail. Mesures qu'il (Belcher) prend pour réduire les dépenses. Il espère économiser £3,000 entre juin et janvier. Remarques sur l'orphelinat, la traite avec les sauvages, etc. L'Assemblée a modifié les lois dénoncées. Il s'était lui-même opposé dans le temps à l'idée de construire un marché à l'aide d'une loterie. Les instructions de leurs seigneuries pour la réparation de l'église à Lunenburg seront exécutées. Il met sous ce pli un relevé des enfants allemands qui ont besoin de l'école. L 62, "B. T. N. S.", vol. 18

Incluses. Pétition de Vance et Caldwell. L 63

Rapport sur l'état de l'orphelinat depuis 1752 jusqu'à 1761. (Les noms des enfants y sont donnés.) L 64

Etat des dépenses de cet asile en 1760. L 65

Acte modifiant l'Acte sur la prescription de l'action en justice et les exceptions. L 66

(L'Acte primitif, adopté en 1758, se trouve dans la collection imprimée, laquelle ne contient pas l'acte modificatif.)

Liste des Actes adoptés du 1er juillet au 15 août. L 67

16 décembre, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Communiquer l'évaluation des dépenses à prévoir pour la Nouvelle-Ecosse, afin qu'elle soit soumise au Parlement. L 61

22 décembre, Whitehall. Evaluation des dépenses de l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse pour 1762. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 144

1762.

9 janvier, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Souscription pour l'achat d'un orgue destiné à l'église Saint-Paul d'Halifax, à ajouter à la somme déjà réalisée et versée dans les mains de l'agent de la congrégation. L 79, "B. T. N. S.", vol. 18

Incluse. Certificat portant que la somme de £105, produit d'une souscription pour la construction d'un orgue dans l'église Saint-Paul a été remise par feu le Rév. Dr Tutty à Hugh Davidson, secrétaire de la province, et employée par celui-ci aux services publics. L 80

9 janvier, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Un nombre considérable d'Acadiens se sont soustraits à leur allégeance et retirés vers le nord au golfe Saint-Laurent. Ils ont pris les armes et au moyen de petits bâtiments infestent les parages du fleuve, commettent des déprédations. Il (Belcher) ayant armé deux petits navires pour arrêter leurs pillages, et mis à bord des soldats sous le commandement du capitaine Roderick Mackenzie, cet officier a surpris les Acadiens et pris 787 prisonniers, dont 335 ont été emmenés; la saison n'a pas permis de tranporter les autres; mais ils ont fait leur soumission et promis de venir quand on le jugerait bon. Ce succès est dû au secret gardé sur les préparatifs, etc., de Mackenzie; sans quoi les Acadiens se fussent réfugiés dans les bois, et l'entreprise échouait. Il reste encore bien d'autres Acadiens dans la province, qui épient le moment où ils pourront être secourus par les Français ou eux-mêmes soulever les sauvages, pour inquiéter les nouveaux "settlements." Il est évident par là qu'on ne saurait souffrir qu'ils demeurent dans la province. Envoi de papiers concernant le brigantin *Polly*, qui faisait un commerce illicite avec l'ennemi. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 1

Incluses. Copies de deux lettres produites au procès du *Polly*, pour faits de commerce illicite. 5, 7

1762.
11 janvier, Halifax. Breynton à la "S. P. G." Il se plaint de n'avoir reçu de lettre, etc., depuis avril 1758. Appelle l'attention sur ses services extra en 1760 et 1761, qui lui donnent droit à une gratification. Buchanan a été destitué de son emploi de maître d'école. L'Eglise d'Angleterre est florissante : Saint-Paul, maintenant presque terminé, est bien fréquenté. Souscription même par des dissidents pour la construction d'un orgue.
"Lambeth MSS." 1124-2, fol. 42

11 janvier, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de ses commissions de lieutenant-gouverneur et de juge en chef. Il a examiné les accusations avancées contre la dernière administration et constaté qu'il n'y a aucune preuve à l'appui. Revue des accusations contre les membres du gouvernement. Concessions douteuses. Il a augmenté la commune à Halifax de 17 acres $\frac{3}{4}$; en sorte qu'elle contient à présent 257 acres $\frac{3}{4}$. Il en envoie le plan. On pourra avoir besoin d'une partie de ce terrain pour les fortifications. Convocation de l'Assemblée ; mais ses membres ne sont pas venus, afin de faire manquer la proposition d'ouvrir aux particuliers la traite avec les sauvages, l'auteur du plan, qui n'y cherche que son profit personnel, étant membre du conseil. Détails qui montrent que le bien public était subordonné à l'intérêt privé. A cela près, la province a été tranquille. Acadiens qui se sont rendus à Mackenzie. (Mêmes détails que dans la dépêche du 9.) Il (Belcher) envoie un rapport sur les townships établis dans la province, avec cartes et plans. (Ces cartes et plans paraissent avoir été des doubles de ceux transmis le 3 novembre 1761, dont la carte n° 7, contenue dans le recueil des "Board of Trade Maps", est la seule qui ait été conservée.) Paix dont jouit la province par suite de la disposition pacifique des sauvages. Ci-inclus un relevé par Rév. M. Vincent des enfants allemands (596) au-dessous de 12 ans. Comment l'argent voté pour leur instruction a été employé. Il a demandé à la "Society for the Propagation of the Gospel" de permettre que l'allocation pour un missionnaire se donne à Vincent, missionnaire et maître d'école des Allemands. Il a reçu et mis à exécution le *mandamus* portant d'admettre Alexander Grant, Edmund Crawley et Henry Newton au conseil. Remarques sur les prévisions des besoins et le compte des dépenses de la province. L 68, "B. T. N. S.", vol. 18

Incluses. Description des nouveaux "settlements" de la Nouvelle-Ecosse. L 70

Détails sur le terrain dit la commune près de la ville d'Halifax. L 71

Moyens pris par certains membres de l'Assemblée pour en empêcher la réunion entre le 17 et le 30 novembre 1761. L 72

Etat des naissances et des sépultures à Halifax en 1761. Naissances, 150 ; décès, 90. L 73

Etat des enfants au-dessous de douze ans dans le township de Lunenburg. Le nombre en est indiqué par localité. L 74

Objections d'Edmund Crawley contre l'Acte des primes données à la pêche de la baleine, tel qu'il est appliqué aux colonies. Pièce datée du 9 janvier 1762. L 75

Cérémonies observées à la conclusion d'un traité de paix avec les différentes tribus de la nation des Micmacs en la Nouvelle-Ecosse ; et copie du traité. L 76

Relevé de la liste civile pour 1760. L 77

Evaluation des fournitures de bureau nécessaires pour 1762. L 78

11 janvier, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur communique la loi originaire des Bermudes ayant pour objet de prévenir les maladies contagieuses. Demande des instructions relativement à l'interprétation de la clause des lettres patentes de concession où il est dit que le concessionnaire ne pourra aliéner la terre sans la permission du gouverneur ou commandant en chef. L 81, "B. T. N. S.", vol. 28

1762.
14 janvier, Halifax. Belcher à la "S. P. G." Respect que l'on marque ici pour l'Eglise d'Angleterre. L'assemblée générale, quoique composée principalement de dissidents, a voté une loi pour la déclarer "Eglise établie", et un crédit de £1,200 pour achever l'église Saint-Paul. Besoin de ministres dans les nouveaux townships. Belcher recommande la nomination d'un missionnaire pour Horton et la construction dans ce township d'une église dont les dissidents aussi aient l'usage. Il a nommé Vincent ministre et maître d'école anglais à Lunenburg; mais l'allocation est insuffisante, et pour cette raison il demande à la société de l'instituer son missionnaire et maître d'école en titre. L'église d'Halifax n'a pas encore reçu le don de vases (*plate*), livres et ornements qui est d'usage. Les bonnes qualités de Breynton. "Lambeth MSS.", 1124-2, fol. 41

Suit le procès-verbal contenant nomination de Vincent aux fonctions de missionnaire à Lunenburg, en remplacement de Bennett, chargé du service de Horton, Falmouth, Newport et Cornwallis. Fol. 41*a*

18 janvier, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de l'avis du désaveu de trois Actes. L 82, "B. T. N. S.", vol. 18

10 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. A propos du projet d'exploitation de la pêche sur la côte orientale de la Nouvelle-Ecosse, et de la faculté que l'on sollicite d'y transporter du sel d'Europe pour l'usage des pêcheurs. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 145

16 mars. Pétition de McNutt, demandant une subvention pour qu'il puisse se procurer des transports où embarquer les colons à destination de la Nouvelle-Ecosse, ainsi que certains priviléges (spécifiés) et encouragements pour eux. L 83, "B. T. N. S.", vol. 18

17 mars, Londres. Les Commissaires des douanes aux Lords du commerce. Ils n'ont aucune objection contre l'extension à la Nouvelle-Ecosse de la liberté d'importer du sel de l'Europe. L 84

30 mars. Vérification des comptes publics de la Nouvelle-Ecosse pour 1760 et partie de 1761. L 85

31 mars, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il accuse réception de l'avis du mariage et du couronnement du roi, ainsi que de sa nomination (Egremont). Il lui transmet une pétition pour obtenir sursis en faveur d'un soldat convaincu de meurtre, et une copie certifiée conforme des procédures du procès. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 10

Incluses. Copie conforme du "record" du procès, signée par Gibbons junior, et précédée d'un certificat constatant son titre de greffier de la cour. 12, 13

Pétition. 15

31 mars, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur a fait connaître la cause pour laquelle les représentants ne s'étaient pas rendus à la session. Il avait prorogé celle-ci au 17 du présent mois. Ce jour-là, l'assemblée s'est réunie, et depuis elle expédie les affaires publiques. Ci-inclus divers états d'affectations d'argent, et états des retraits de terres sur la baie Margaret. Les terres reprises sont ouvertes à la colonisation. Envoi du compte des dépenses, avec remarques. Cas du soldat convaincu de meurtre, pour qui il y a sursis, et cas de Mary Webb, sur lequel Belcher appelle de nouveau l'attention de leurs seigneuries. L 88, "B. T. N. S.", vol. 19

Incluses. Affaires soumises à la considération de l'assemblée; discours du gouverneur, adresses du conseil et de l'assemblée, réponses à ces adresses, message du lieutenant-gouverneur concernant les sauvages. L 89

Proclamation pour la colonisation des terres reprises pour non-accomplissement des conditions. L 90

Rapport du procès de William Reach, soldat. L 91

Pétition en faveur de Read. L 92

6 avril. Acte permettant l'importation du sel d'Europe en la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 147

1762.

8 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Reçu ses dépêches, dont ils donnent la liste. Elles ont été prises en considération. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 150

8 avril, Whitehall. Les mêmes au Roi. Ils ont interrogé McNutt sur son rapport touchant l'état des "settlements," et constaté qu'en 1760, il avait expédié 300 personnes du nord de l'Irlande à la Nouvelle-Ecosse. Une commission de ces émigrants avait été examiner les terres réservées. Pendant ce temps les autres étaient employés comme journaliers à Halifax, ce qui avait réduit les gages de quatre shillings à deux par jour. La commission avait été satisfaite des terres à coloniser. Retour de McNutt pour recruter de nouveaux colons. Sagesse du plan adopté, que McNutt a habilement et fidèlement réalisé. La question d'une nombreuse émigration de très fidèles et utiles sujets irlandais de S. M. mériterait la plus sérieuse considération, si les plans de McNutt sont encore agrandis et si l'aide ou tout au moins l'encouragement du gouvernement était réclamé. Au cas où l'on n'encouragerait pas l'émigration à la Nouvelle-Ecosse, les habitants du nord de l'Irlande seront tout portés à aller aux autres colonies américaines, en quoi ils seront assistés par McNutt, si sa présente proposition échoue. Leurs seigneuries expriment l'avis que tous les engagements de McNutt soient ratifiés et qu'il soit donné des concessions aux personnes qu'il a menées en la Nouvelle-Ecosse, ou qu'il y pourra mener conformément à

20 avril. ses nouveaux engagements. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 153

Pétition de sir Allan McLean à l'effet d'obtenir la concession de 200,000 acres de terre sur la rivière Saint-Jean, pour y établir une

29 avril, Whitehall. colonie. L 86, "B. T. N. S.", vol. 18

Arrêté du Conseil concernant l'offre de McNutt de recruter une émigation considérable de colons dans le nord de l'Irlande pour la Nouvelle-Ecosse. Danger qu'il y aurait pour l'Irlande à perdre un pareil nombre d'habitants. Il ne sera pas donné de terres dans la Nouvelle-Ecosse aux émigrants irlandais, si ce n'est à ceux qui auront déjà séjourné cinq ans

19 mai, Whitehall. dans une colonie. L 87

Les Lords du commerce au Comité du conseil. Ils lui communiquent un projet d'instructions à adresser au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, portant de ne donner aucune concession de terre à ceux qui n'auront pas résidé dans une des colonies pendant cinq ans. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 161

24 mai, Londres. Instructions. 162

Green, trésorier de la Nouvelle-Ecosse, aux Lords du commerce. Il demande permission de déposer une somme d'argent au trésor à Halifax, pour en être remboursé ensuite à Londres, à cause de l'impossibilité d'obtenir à Halifax des lettres de change.

27 mai, Whitehall. L 93, "B. T. N. S.", vol. 19

Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Egremont.) Ils lui rappellent la demande faite en faveur de Mary Webb, condamnée à mort, mais dont l'exécution a été sursise; et lui communiquent une lettre de Belcher à ce sujet. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 164

(Pour la lettre antérieure, voir au 11 février 1761. Celle de Belcher est datée du 31 mars 1762. Il y a des duplicatas de cette lettre du 27 mai et de son incluse dans la série dite "Col. Cor.., N. S.", vol. 1, pp. 18 et 19.)

28 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Rapport sur l'Acte de la Nouvelle-Ecosse réglant le taux des piastres d'Espagne. Remarques sur les termes de cet Acte, lesquelles indiquent les principales objections contre sa mise en vigueur et en recommandant le désaveu.

10 juin, Whitehall. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 165

Les mêmes à Belcher. Reçu ses dépêches. Ils espèrent que l'assemblée prendra des délibérations unanimes sur ses recommandations. Il recevra un arrêté du conseil annulant l'Acte relatif aux piastres espagnoles; quant à celui tendant à la protection des créances étrangères, il va expirer de soi-même. Leurs seigneuries l'approuvent (Belcher) d'inviter

1762.

les colons à occuper les lots repris par suite de déchéance des concessions; mais regrettent que la dépense faite par son prédécesseur ait dépassé autant l'allocation. Difficultés que cela occasionnera dans le parlement jusqu'ici si libéral. Il faut user de la plus stricte économie; celle qu'il a su toujours exercer (Belcher) mérite éloge. Leurs seigneuries ont mis les pièces concernant Mary Webb sous les yeux du roi, dont on lui mandera sans doute la volonté à ce sujet, comme aussi à l'égard du soldat qui a obtenu sursis. Envoi d'exemplaires de l'Acte permettant d'importer en la Nouvelle-Ecosse du sel de tout port européen étranger. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 169

11 juin, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il a reçu et publié la proclamation de la guerre avec l'Espagne, et empêchera le transport de vivres, munitions, etc., à l'ennemi. Il transmet l'adresse de l'assemblée à l'occasion du mariage du roi. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 20

1er juillet, Halifax. Procès-verbaux du conseil de la Nouvelle-Ecosse, depuis le 19 novembre 1761 jusqu'à la date ci-contre, concernant la concession des terres. Ils contiennent les noms des demandeurs. L 140, "B. T. N. S.", vol. 19

2 juillet, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de leurs dépêches et instructions, et obéira aux ordres jusqu'à l'arrivée d'Ellis. Reçu aussi les instructions relatives à la nomination de juges, et aux empiétements sur les droits des sauvages, au sujet desquels il a émis une proclamation, après enquête faite. Il demande l'expulsion des Acadiens, qui cherchent à porter les sauvages à des actes d'hostilité. La faiblesse du contingent des réguliers a nécessité l'appel de la milice. Envoi des états. Ci-inclus aussi copie du bill de l'assemblée portant réglementation de la traite, dont il a suspendu la sanction, comme il l'a fait pour un bill aux fins de valider le mariage de Joseph Fairbank. La disposition de l'assemblée par rapport à la question des débiteurs privés, retarde l'expédition des affaires. Arrivée de colons avec des effets. Proposition reçue du Massachusetts de coloniser les frontières des provinces. L 94

Incluses. Proclamation pour empêcher les empiétements sur les terres des sauvages. L 95

Etats de la milice d'Halifax. Le nom du capitaine de chaque compagnie est mentionné. L 96

Adresse du lieutenant-gouverneur au conseil et à l'assemblée à propos des traités de paix avec les sauvages. L 97

Acte réglant la traite. L 98

Acte confirmant le mariage de Joseph Fairbank. L 99

Autres pièces concernant la demande de Fairbank. L 100-102

Ces deux actes ne se trouvent pas parmi les statuts imprimés. Un acte très court sur la traite avait été adopté à la précédente session, 2 Geo. III, ch. 3.

Rapport sur les frontières de la Nouvelle-Ecosse et du Massachusetts; comprenant le rapport de l'arpenteur général et une correspondance. L 103

7 juillet, Halifax. Colville à Belcher. Sur l'avis reçu de Brooks, au sujet des opérations des Français à Terre-Neuve, il y aurait mené son navire; les représentations du conseil l'en ont empêché. Maintenant que l'on a des informations précises, il se trouve relevé de sa promesse, et va se rendre à Terre-Neuve pour y protéger les intérêts de Sa Majesté. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 27

8 juillet, Halifax. Séance du conseil. La déposition de Brooks concernant la descente des Français à la baie aux Bœufs et une lettre de Colville sont prises en considération. A cause du danger auquel est exposée la province, le conseil demandera que le vaisseau *Northumberland* reste pour la protection de la ville, du port, des magasins militaires, etc. 29

1762.
8 juillet, Halifax. Belcher à Colville. Il lui transmet une délibération prise par le conseil et un affidavit de Brooks touchant la nouvelle reçue de la baie aux Bœufs. Page 31

(La pièce à la suite n'est pas l'affidavit de Brooks, mais une déclaration du capitaine William Cockeran, laquelle, avec d'autres papiers, avait été mise dans la lettre du 9 juillet, où elle se trouve.)

9 juillet, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Prise de Terre-Neuve par les Français. Ses préparatifs pour recevoir l'ennemi. L 104, "B. T. N. S.", vol. 19

(Pour l'opinion d'Amherst, etc., sur cette attaque, voir la série des "Archives du Canada". Q vol. 1, pp. 203, 204*a*, 213, 214, 216 et 222. La relation de la reprise de l'île, avec les articles de la capitulation et les noms des officiers tués ou blessés, est à la p. 223.)

Incluses. Rapport par le capitaine William Cockeran des opérations des Français à Terre-Neuve. L 105, "B. T. N. S.", vol. 19

Résolution du conseil demandant à lord Colville de laisser des bâtiments de guerre pour la protection d'Halifax (v. séance du conseil à la date du 8 juillet).

9 juillet, Halifax. Déposition de Henry Brooks sur l'attaque de la baie des Bœufs. L 107

Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Le 1er, il avait eu avis que des bâtiments de guerre, que l'on supposait être à l'ennemi, avaient été vus devant Terre-Neuve; le 7, cette nouvelle était confirmée. Il lui a été rapporté depuis que Saint-Jean est en la possession de l'ennemi. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 21

(Les incluses sont les mêmes que celles de la dépêche aux lords, de même date.)

12 août, Halifax. Belcher à Amherst. Reçu ses lettres des 18 et 29 juillet. Il (Amherst) possède sans doute maintenant, sur la force relative de l'ennemi et de la province, des informations telles qu'elles justifient les précautions prises par Colville et les commandants militaires. Le conseil de guerre a jugé nécessaire de renforcer les ouvrages défensifs, sans s'inquiéter plus qu'il ne fallait cependant. On ne peut se reposer que sur les troupes régulières. La milice n'est pas armée, ni disciplinée. Il a demandé au gouverneur Bernard de rassembler de nouvelles forces. Colville est allé avec une flotte à Terre-Neuve. Il (Belcher) lui enverra tout autre bâtiment de guerre qui pourra venir, et qui ne sera pas nécessaire ici pour la défense de la province. Il serait bien aise d'avoir réponse de lui (Amherst) à la lettre du 1er juillet, à propos des Acadiens. Les opinions incluses (voir les résolutions du conseil et pièces de diverses dates transmises au secrétaire d'Etat le 20 octobre 1761) présentent les raisons que l'on a d'expulser les Acadiens; ce qu'il (Amherst) approuve sans aucun doute à en juger par le ton de ses lettres du 22 mars et du 28 avril 1761. Il est impossible de les interner à cause de leur nombre, qui, ajouté à celui des sauvages, a de quoi, avec la faiblesse de la force à leur opposer, inspirer des craintes aux habitants des nouveaux établissements sur leur propre sort, et même sur celui d'Halifax. Effet que pourrait avoir une alarme causée par la flotte ennemie, à cette heure où il n'y a plus aucun bâtiment pour défendre le port. Il donnera ordre aux transports de se rendre à Boston et d'y rester avec ceux qui sont à bord jusqu'à avis de sa décision (Amherst). "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 111

15 août, Londres. Sir Matthew Lamb. Rapport sur les Actes adoptés en la Nouvelle-Ecosse en 1761. Aucune objection, au point de vue du droit, contre ces mesures législatives, à l'exception de l'Acte concernant le divorce, lequel ne pourvoit pas à l'institution d'une autorité qui en mette les dispositions à effet. L 142, "B. T. N. S.", vol. 19

30 août. Amherst à Belcher. Les Acadiens, à ce qu'il pense, auraient pu être tenus dans la sujétion tant que les troupes seraient restées dans la Nouvelle-Ecosse; mais il est content des mesures prises pour les éloigner, parce qu'ils pouvaient causer du trouble dans un temps où la province

1762.

est privée d'une partie de ses forces. Il écrira à Bernard de disposer d'eux comme il le trouvera à propos, en ayant soin de les séparer. "Col. Cor., N. S., vol. 1, p. 118

30 août, Halifax. Pétition de Alexander Hay et autres officiers pour avoir des terres sur la rivière Saint-Jean. L 131, "B. T. N. S.", vol. 19

7 septembre, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il a reçu la grâce du soldat condamné pour meurtre. Envoi d'avis des opérations de l'ennemi à Terre-Neuve. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 118

Incluses. Copies de lettres de Walter Ross, commandant à Saint-Jean, adressées au capitaine Douglas, de la *Syren*. 35

Avis par Nathaniel Brooks, magistrat de Ferryland, de l'arrivée de navires français. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 36

Déposition de James Brooks, relatant les moyens qu'il a pris pour communiquer avec le capitaine Douglas, de la *Syren*, la prise et la destruction des postes de la baie aux Bœufs, etc., par les Français. 37

(Voir aussi les lettres de Belcher du 9 juillet.)

7 septembre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Mesures prises pour la défense de la province, et déclaration de mise sous la loi martiale, contremandée ensuite sur des nouvelles plus favorables; renvoi des miliciens à leurs "settlements" après avoir été payés de leurs services. Nouvelle loi de milice proposée par le conseil. Insuffisance du contingent de troupes régulières. Il a fallu employer la milice à la garde des Acadiens, envoyés depuis à Boston, en attendant les ordres d'Amherst. Mouvements des vaisseaux et des troupes pour reprendre Terre-Neuve. L'inquiétude causée aux nouveaux colons par les sauvages et les Acadiens est dissipée grâce aux moyens pris pour parer aux hostilités. Perte de récoltes due à la sécheresse et aux sauterelles. Arrivée de nouveaux colons. Envoi d'une carte de la côte du cap de Sable, du cap Fourchu et du cap Negro, dressée par Morris. (Elle est parmi les "Board of Trade Maps," vol. 9, n° 54.) Inconvénients occasionnés par l'arrivée des colons que McNutt a amenés sans avis préalable, et par leur placement sur des terres tenues en réserve. Proclamation faite pour défendre ces établissements; mais comme les nouveaux-venus sont des colons d'une classe désirable, on leur permet de rester où ils sont jusqu'à ce que leurs seigneuries en aient décidé. Fâcheuses conséquences de l'aliénation effectuée sans une permission. Bons effets de l'ouverture des routes. Envoi des comptes publics. Economie réalisée au décès de Maitland: nomination de deux personnes sur le pied de £50 chacune, soit une épargne de £50. Aucun excédent de dépense pour l'orphelinat. Dépenses présumables de la réparation et de l'achèvement de l'église à Lunenburg. Les seules réparations nécessaires seraient faites. Pétition de l'attorney général pour l'augmentation de son allocation. Ligne de conduite suivie par l'assemblée pour continuer la session. L 108, "B. T. N. S.", vol. 19

Incluses. Nouvelles représentations du conseil à Colville pour qu'il laisse un bâtiment de guerre à Halifax. La déposition de Henry Brooks et la correspondance avec Colville accompagnent cette pièce. L 109

Conseils de guerre (12 rapports). L 110

Lettre de Belcher au colonel Denson. Vu l'appréhension fondée d'une attaque des sauvages sur Lunenburg, il ne faut pas qu'il s'affaiblisse en envoyant un détachement de Lunenburg à Halifax. A cette pièce sont attachées des lettres écrites de Lunenburg sur la situation des officiers. L 111

Etats du régiment de milice du comté d'Halifax. Ils contiennent les noms du colonel et des capitaines des compagnies, avec le nombre des officiers, sous-officiers et soldats. L 112

Adresse de l'assemblée demandant l'expulsion des Acadiens. L 113

1762.

Message du lieutenant-gouverneur au conseil et à l'assemblée, qu'il invite à secourir les nouveaux colons. L 114

Réponse de l'assemblée : on peut employer en secours tout reliquat de l'ancien fonds des douanes. L 115

Dénombrement des habitants et du bétail dans le township de Yarmouth, le 21 juin 1762. Il contient les noms des chefs de familles et le nombre des personnes dans chaque famille. L 116

Id. dans Barrington, 1er juillet 1762. L 117

Id. dans les établissements situés entre les deux townships, en juin 1762. L 118

Résumé des trois états. L 119

Proclamation pour empêcher l'aliénation des terres sans une permission. L 120

Evaluations des dépenses de l'administration civile pour 1763. L 121

Relevé des sommes dépensées en plus du crédit afférent à 1760. L 122

Etat des enfants à l'orphelinat, du 1er janvier au 30 juin 1762. L 123

Estimation des frais à faire pour réparer et achever l'église à Lunenburg. L 124

Pétition de l'attorney général pour l'augmentation de son allocation. L 125

Adresse de l'assemblée qui demande la permission de s'ajourner. L 126

Lettre de Gerrish à Belcher. Il le prie de ne pas se presser de convoquer une session pour adopter une loi concernant les sauvages. L 127

Lettre de Bulkeley au lieutenant-gouverneur. Il a informé Gerrish et Binney qu'ils doivent cesser de remplir leurs emplois sous le gouvernement à cause de leur refus de se rendre à l'assemblée. L 128

Remarques sur la conduite des gentlemen destitués de leurs emplois pour ne s'être pas rendus à l'assemblée générale. L 129

20 octobre, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il a reçu la grâce de Mary Webb. La conduite des Acadiens le met dans la nécessité d'écrire à leur sujet aux lords du commerce, à Pitt et à lui (Egremont). Il communique copie d'une lettre adressée à Amherst, qui avait espéré qu'ils se conduiraient mieux. Dès la première nouvelle de la descente des Français à Terre-Neuve, ils avaient de nouveau manifesté leur insolence, à la terreur des habitants. Pour la protection de la province, ils ont été transportés au Massachusetts ; mais les autorités, refusant de les laisser débarquer, les ont renvoyés avec une grande précipitation. Il (Belcher) communique à sa seigneurie les résolutions du conseil, afin qu'elle considère comment la province peut être délivrée de tout danger d'entreprises par les Acadiens et les sauvages contre les "settlements" exposés. Les mesures adoptées à cet effet sont relatées dans les procès-verbaux du conseil. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 44

Incluses. Lettre de Belcher à Amherst, du 15 avril 1761. Mentionnée ci-dessus à sa date.

Résolutions du conseil, du 26 juillet 1762, dénonçant la conduite des Acadiens, le danger qu'ils font courir à la province et suggérant de les rassembler et de les transporter au Massachusetts. 50

Résolution de l'assemblée aux mêmes fins. 54

Conseil de guerre, tenu le 10 juillet, sur les mesures à prendre pour la défense de la province. 59

Autres conseils pour le même objet, tenus les 12, 15, 16, 17, 19, 21, 23 et 30 juillet et les 10, 15 et 17 août. 62-93

Message du gouverneur du Massachusetts au conseil et à l'assemblée de la province concernant les Acadiens envoyés de la Nouvelle-Ecosse ; et résolution des deux chambres, du 16 septembre, portant qu'il ne devrait pas leur être permis de débarquer. 94

Rapport (en date du 18 octobre) présenté par le comité du conseil de la Nouvelle-Ecosse nommé pour s'informer des causes qui ont fait revenir de Boston les transports avec les Acadiens. 98

1762. Déclaration (12 octobre) par James Brooks de ce qui a eu lieu à Boston relativement aux Acadiens envoyés de la Nouvelle-Ecosse. Page 103

Extrait d'une lettre (14 août) de Belcher à Thomas Hancock, lui mandant de payer et porter au compte de la Nouvelle-Ecosse les dépenses des Acadiens à Boston, jusqu'à avis de la décision d'Amherst. 108

Lettre de Belcher à Bernard, gouverneur du Massachusetts, du 13 août, contenant les raisons de l'envoi des Acadiens. 109

Id. du même à Amherst, du 12 août. 111

Id. d'Amherst à Belcher, du 30 août. 118

(Ces deux lettres ont été mentionnées à leur dates.)

Id. de Bernard à Brooks, du 23 septembre. La "General Court" ne veut point permettre aux Acadiens de débarquer; il doit se conformer à cette décision. 119

Id. de Hancock au même, du 27 septembre. Il n'a pas eu, au sujet des Acadiens, d'autre ordre que celui de payer les dépenses qu'il (Brooks) pourrait faire. Il lui conseille de s'en retourner avec eux à Halifax. 120

21 octobre. Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur transmet des lois adoptées à la session dernière et autres pièces. Approbation par Amherst des mesures prises pour la défense de la province, et pour l'expulsion des Acadiens, renvoyés ensuite précipitamment par le gouvernement du Massachusetts, ce qui a fait manquer le but. Il transmet aussi la résolution du conseil y relative, avec les documents sur lesquels elle était fondée, et cite l'opinion exprimée par leurs seigneuries en une occasion antérieure. Nouvelles remarques touchant le danger qu'il y aurait à laisser les Acadiens dans la province. Envoi des Journaux du conseil et de l'assemblée, et autres documents. Raisons pour lesquelles il a refusé son assentiment aux bills imposant certains droits.

L 134, "B. T. N. S,", vol. 19

(Le rapport du conseil inclus dans cette dépêche comprend les pièces qui accompagnaient la dépêche du 20 adressée au secrétaire d'Etat.)

Bills réservés: Acte modifiant les Actes qui établissent des droits sur les liqueurs. L 136 et L 137

Acte relatif aux débiteurs insolvables. L 138

(Les deux bills L 136 et L 137 ne sont pas dans les Statuts imprimés. L'acte L 138 figure comme ch. 3 dans les Statuts 3 Geo. III.)

27 octobre, Halifax. Wood à la "S. P. G." Breynton a reçu la lettre apportée par Bennett, qui est arrivé avec Murray et Treadwell. Ceux-ci sont allés à leurs missions. Il est (Wood) constamment employé, ainsi que Breynton. L'église Saint-Paul est bien remplie aux offices. Ils font aussi des services pour les Allemands. Il (Wood) a visité les townships. Un missionnaire pourrait être employé bien utilement à Annapolis. Décès de l'abbé Maillard, missionnaire français et vicaire général de Québec. La veille de sa mort, il (Wood) lui avait lu l'office de la visite des malades en français, mais dans la forme de l'Eglise anglicane, en présence de tous les Français, à qui Maillard ensuite avait ordonné d'assister à ses funérailles. Les prières funèbres récitées sur le corps ont été celles de l'Eglise d'Angleterre.

"Lambeth MSS.", 1124-2, fol. 120

28 octobre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de leurs dépêches, avec la loi autorisant l'admission du sel, et le désaveu de celle relative aux piastres d'Espagne. Il a publié la loi qui concerne les matelots et la révocation de l'acte sur les piastres espagnoles. Contenu de la boîte expédiée par voie de la *Minerva*. L 144, "B. T. N. S.", vol. 19

Incluse. Proclamation de la révocation de l'Acte concernant les piastres espagnoles. L 145

3 novembre, Halifax. Bennett à la "S. P. G." Son arrivée. Il partira le lendemain (le 14) pour sa mission, et demande des livres.

"Lambeth MSS." 1124-2, fol. 132a

1762.
novembre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il fait préparer les duplicatas. Transmission des procès-verbaux du conseil jusqu au 18 octobre. Monk, solliciteur général, demande rétribution. Le conseil lui a voté £50. Belcher recommande de le récompenser de ses services.
L 146, "B. T. N S.", vol. 19

Incluses. Lettre et pétition de Monk aux lords du commerce, et pétition au lieutenant-gouverneur en conseil. L 147, L 148, L 149

Procès-verbal du conseil du 18 octobre. L 150

2 décembre, Londres. Mémoire de Joshua Mauger, taxant Belcher d'incapacité et représentant qu'on devrait lui ôter sa charge à cause de son impopularité.
L 130, "B. T. N. S.", vol. 19

3 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à———. Rien n'empêche la Nouvelle-Ecosse d'imposer des droits d'excise sur les marchandises provenant de la Grande-Bretagne.

(Pièce incluse dans la lettre de Fishery, du mois de septembre 1762. V. à cette date, et aussi au 23 décembre.)

4 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Egremont). Ils lui transmettent une pétition de certains officiers qui demandent des concessions de terre sur la rivière Saint-Jean à dessein de s'y établir.
"B. T. N. S.", vol. 37, p. 174

(La pétition, datée d'Halifax, le 30 août 1762, a été mentionnée à sa date propre. Elle est signée par les capitaines Alexander Hay, John Sinclair, Hugh Dibbeig, Alexander Baillie, le lieutenant-capitaine Robert George Bruce et le lieutenant J. F. W. DesBarres, en leur propre nom et au nom de 54 autres officiers.)

Il y a des duplicatas de ces pièces dans la "Col. Cor., N. S.", vol. 1.

27 décembre, Brême. Pétition du lieutenant-capitaine Johnson, dans laquelle il relate ses services et demande une concession de terre. L 132, "B. T. N. S.", vol 19

(Duplicata communiqué dans une lettre du "Board of Trade", le 14 janvier 1763. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 121

31 décembre, Whitehall. Le Conseil privé aux Lords du commerce. Il leur renvoie, pour examen et rapport, la pétition de Gridley en obtention de terres. La pétition est jointe à la lettre. L 133, "B. T. N. S.", vol. 19

Description des "towns" de la Nouvelle-Ecosse, des terres comprises en leurs limites et des terres contiguës. Pièce rédigée par l'arpenteur
1763. général sur l'ordre de Belcher. "B. M." *add.* 19071, fol. 179

4 janvier, Fort-Edward. Bennett à la "S. P. G.". Son établissement dans le comté du Roi a empêché les habitants d'envoyer chercher à la Nouvelle-Angleterre des ministres dissidents; il espère avec le temps les réconcilier à l'Eglise. Besoin de livres. Il prie que l'on demande une allocation pour le loyer d'une maison. Il y a dans Horton 670 personnes, dont 375 enfants; dans Cornwallis, 518 personnes, dont 319 enfants; dans Falmouth, 278 personnes, dont 146 enfants; dans Newport, 251 personnes, dont 111 enfants.
"Lambeth, MSS.", 1124–2, fol. 159*a*

10 janvier, Londres. Lamb. Rapport sur certaines lois adoptées dans la Nouvelle-Ecosse en 1762, qui ne sont pas susceptibles d'objection au point de vue légal.
L 143, "B. T. N. S.", vol. 19

14 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Egremont). Ils lui transmettent, avec avis favorable, une demande par Alexander Johnson, lieutenant-capitaine d'artillerie, d'une concession de terre sur la rive nord de la baie de Chignectou, pour y établir des colons à ses frais.
"B. T. N. S.", vol. 37, p. 176

(La pétition, datée de Brême le 27 décembre 1762, a été mentionnée à sa date. Duplicata de la lettre et de la pétition. "Col. Cor., N. S.", vol. 1., pp. 121, 123.)

17 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à Johnson. Ils ne pourront prendre sa demande en considération que quand toutes les pétitions leur auront été renvoyées. Une partie des terres demandées, celles de Tantamare et de

1762. Musquash, ont été divisées en deux townships : Sackville et Cumberland, et 400 familles de la Nouvelle-Angleterre y sont établies ; celles de la rivière Patcoote Yeak (Petitcodiac) et de Memremcook qu'il mentionne ne sont pas encore colonisées, mais elles sont réservées pour les officiers et soldats qui voudront former des établissements à la conclusion de la paix. Les terres exploitables, toutefois, sont beaucoup plus communes qu'il ne dit : il y en a sur les rivières Petitcodiac et Memramcook la valeur de six townships. On a pour principe de ne pas donner de trop grandes concessions à la même personne. Une pièce ci-incluse lui fera connaître les conditions les plus favorables qu'ils puissent recommander. Règle posée pour le cas où il voudrait posséder le titre des terres en son propre nom, avec sous lui des "tenants." "B. T. N. S.", vol. 37, p. 178

17 janvier. Exposé du cas de Archibald Hinshelwood relativement à l'emploi de receveur des droits d'entrée à Halifax. L 139, B. T. N. S." vol. 19

19 janvier. Pétition (sans date) de McNutt, qui se plaint d'être menacé d'une ruine totale par la résiliation de son marché avec les lords du commerce, ayant contracté des engagements sur la foi de cette convention, et qui prie que l'on ait égard à sa plainte. L 141

21 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils ont recommandé le désaveu de l'Acte relatif au divorce ; mais un Acte modificatif ayant été adopté depuis, qui en supprime la clause répréhensible, ils sont d'avis que la sanction peut se donner. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 185

21 janvier, Whitehall. Les mêmes au même. Ils transmettent, avec avis favorable, une pétition de McNutt, où celui-ci représente que le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse n'ayant pas reçu l'ordre de donner des terres aux colons menés dans la province, il (McNutt) se voit menacé d'une ruine totale par suite de l'impossibilité où il est de tenir ses engagements. 188

22 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. Ils ont reçu ses dépêches, et lui transmettent les procès-verbaux des délibérations prises à leur sujet. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 191

(Pour les dépêches mentionnées, voir aux dates des 9 juillet, 7 septembre et 21 octobre.)

Evaluation (sans date) des charges pour l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse en 1763. 192

24 janvier, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de leurs dépêches. Il a fait passer plusieurs lois, mais non pas toutes celles qu'il eût voulu voir adopter, à cause de l'opposition de certains représentants. La proclamation pour inviter les gens à s'établir sur les lots confisqués dans les nouveaux townships a eu un fort bon effet. Il a ordonné à l'arpenteur général de dresser la liste des nouveaux colons. Les comptes publics sont en cours de préparation, qui montreront quelle économie a été exercée. Il ne peut obtenir de Gerrish qu'il rende compte de son administration des affaires indiennes ; on croit qu'il a une forte somme en caisse. M 9, "B. T. N. S.", vol. 20

24 janvier, Halifax. Le même aux mêmes. Il envoie certains duplicatas. Il demande à leurs seigneuries de prendre en favorable considération l'affaire de Hinshelwood, destitué pour faire place à Malachy Salter, à son tour renvoyé depuis en raison de son opposition au gouvernement. Ci-inclus un état par Bruce des terres défrichées sur la rivière Saint-Jean. Belcher soumet un projet de colonisation de ces terres, promettant de transmettre une approximation de la dépense à faire, aussitôt qu'il l'aura reçue. Sur la précipitation avec laquelle McNutt a amené, sans préavis, des colons pour occuper les terres destinées aux troupes licenciées. Dépense faite pour ses colons contrairement à la convention arrêtée avec leurs seigneuries. Il (Belcher) transmet un état de l'orphelinat, qui montre le peu de nécessité qu'il y aurait eu de maintenir l'institution sur le pied d'une dépense si considérable. Il envoie aussi des duplicatas de lois et une réquisition de fournitures de bureau. M 6

1763.
24 janvier, Halifax. Liste des enfants à l'orphelinat, 20 en tout. M 8

Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il se réjouit de la naissance du prince (plus tard George IV, né en août 1762).
"Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 126

25 janvier, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Il leur transmet les états des entrées et sorties de navires entre le 1er juillet et le 31 décembre 1762.
M 10, "B. T. N. S.", vol. 20

(Les états du 1er janvier au 30 juin, et ceux du 1er juillet au 31 décembre, se trouvent parmi les "Board of Trade Naval Office Lists," vol. 61.)

3 février, Halifax. Belcher à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il rappelle une précédente lettre où il faisait mention d'une souscription et remerciait de la nomination de Bennett. Il recommande la proposition que fait celui-ci, d'avoir deux maîtres d'école pour Horton, Falmouth, Newport et Cornwallis. Les habitants de ce dernier township avaient eu la pensée de faire venir un ministre dissident de la Nouvelle-Angleterre; mais ils n'y songent plus depuis l'arrivée de Bennett. Ils se proposent à cette heure de bâtir une église. A Horton, une souscription est ouverte pour l'achat d'une maison qui servirait d'église et pour le paiement d'un maître d'école. Belcher remercie la société d'avoir transféré Bennett dans le comté du Roi et établi Vincent à Lunenburg, ce qui, il l'espère, conciliera les étrangers. Vincent demande une allocation, qui serait employée à payer un sous-maître d'école, parce que les Allemands ne veulent pas d'un enseignement anglais pour leurs enfants, si cet enseignement doit leur occasionner quelque dépense. Breynton dit qu'il compte environ 1,300 paroissiens, en dehors du militaire; sur ce nombre 850 appartiennent à l'Eglise d'Angleterre, parmi lesquels 250 Français et Allemands et 250 personnes suspectes d'être catholiques romaines, mais dont les enfants sont élevés dans l'Eglise anglicane. Le fanatisme des sauvages va diminuant; à leur demande Wood et Breynton leur ont fait un service, et les sauvages demandent qu'il se continue tous les mois.
"Lambeth M S S.", 1124-2, fol. 156*a*

14 février, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle demande l'évaluation des besoins à prévoir pour la Nouvelle-Ecosse, afin de la soumettre au parlement.
L 151, "B. T. N. S.", vol. 19.

2 février, Halifax. Wood à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il rapporte que Breynton et lui ont fait, l'an dernier, 160 baptêmes et 120 inhumations. La population est d'environ 1,400 âmes. Sur ce nombre il y a 200 Français et Allemands. On compte de 300 à 400 dissenters; le reste appartient à l'Eglise d'Angleterre; mais plus de 200 personnes qui passent pour en être sont soupçonnées de n'être au fond que des catholiques romains, encore que beaucoup d'entre elles viennent aux offices anglicans. L'église est propre et simple, et l'on espère y avoir bientôt un orgue.
"Lambeth MSS.", 1124-2, fol. 158

27 février, Halifax. Belcher à la même. Breynton et Wood, qui désireraient resserrer les dépenses de la société, proposent que Wood se charge de desservir les paroisses d'Annapolis-Royal, tandis que Breynton desservirait seul Halifax; mais ce plan est combattu par les "churchwardens" et il (Belcher) craint qu'Annapolis, où il y a grand besoin d'un missionnaire, ne fasse une nouvelle demande. Il faut bâtir, et il a demandé à Pownall d'inscrire une somme au budget à cet usage.
Fol. 157*a*

27 février, Halifax. A cette lettre est joint un procès-verbal contenant la décision de la société.
157*a*, 158

Breynton à la même. Il renvoie à la lettre de Belcher pour des détails, et remercie des gratifications accordées pour les années 1760 et 1761. C'est la dernière fois que l'on demandera des suppléments, la résidence constante de Bennett dans les townships devant dispenser des tournées à l'avenir.
158

1763.
28 février, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur transmet le compte du trésorier, etc. Causes de l'excédent de dépenses, et remarques. Correspondance et documents relatifs à la transportation des Acadiens; comment subvenir à la dépense. Envoi d'un état des dettes totales à payer par le parlement; de pièces concernant la traite avec les sauvages, et d'un relevé de toutes les dettes contractées sous l'administration de Lawrence. Belcher signale certaines lois à l'examen en ce moment, et appelle l'attention de leurs seigneuries sur les mesures nécessaires pour avoir des fonds.
M 17, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluses. Extrait d'une lettre à Amherst, du 22 octobre 1762, relatif au transport des Acadiens à Boston; autres documents sur le même sujet. M 18

Extrait d'un mémoire du capitaine Bruce sur un relèvement de la rivière Saint-Jean. M 19

Instructions par Lawrence à Gerrish, commissaire de la traite avec les sauvages, du 18 février 1760; suivies d'une lettre de Gerrish et d'un rapport du conseil, etc. M 20

Relevé des dépenses de l'administration civile en 1762. M 21

Etat des sommes dues à diverses personnes. M 22

28 février, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il a reçu et publié la proclamation de la cessation d'armes. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 137

3 mars, Whitehall. Arrêté du Conseil. Relativement à une pétition de McNutt (du 19 janvier), il sera fait rapport sur un projet d'instructions pour lui donner une concession et aussi sur la question de savoir quelle concession, si on lui en donne une, il pourrait recevoir pour les pertes qu'il a éprouvées.
M 1, "B. T. N. S.", vol. 20

4 mars, Londres. Pétition de George Taylor, se plaignant de retards dans les cours de justice de la Nouvelle-Ecosse et demandant que l'on y mette ordre. M 11

5 mars, Chelsea. Mauger aux Lords du commerce. Il offre de payer les lettres tirées par le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse sur le pied de £100 sterling pour £105 cours provincial, jusqu'à concurrence d'un montant de £10,000.
M 2

15 mars. Pétition de Denys de Bredt, au nom de Gridley, avec papiers à l'appui de la demande par celui-ci de la concession des îles de la Madeleine. M 3

16 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Belcher. S'il était besoin d'avoir des piastres, s'adresser à Mauger ou à son agent à Halifax, et tirer sur la trésorerie en remboursement. "B. T. N. S." vol. 37, p. 193

(Pour l'offre de Mauger, voir à la date du 5 mars.)

16 mars, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur transmet le compte de la dépense relative aux Acadiens. Il a été obligé de porter le coût des provisions, outre celui du transport, au compte des dépenses civiles; les rations militaires allouées aux Acadiens ayant cessé du jour où ils ont été embarqués. Economie qui sera réalisée dans l'année courante. Demande déraisonnable de provisions pour les nouveaux townships. Belcher met sous le pli l'opinion du conseil relativement à la plainte faite par Gerrish contre lui (Belcher.) M 14, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluses. Lettre de Gerrish au conseil concernant ses comptes pour la traite avec les sauvages, où il se plaint de n'avoir pu obtenir accès auprès du lieutenant-gouverneur. Une délibération prise par le conseil déclare que cette assertion est inexacte. M 15

Comptes relatifs au transport à Halifax des Acadiens. M 16

18 mars. Nouvelle pétition de McNutt, pour obtenir un dédommagement aux pertes qu'il a souffertes par le retrait de l'autorisation de transporter à la Nouvelle-Ecosse des colons. M 4

Autre pétition pour le même objet. M 5

23 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la nomination formelle de membres du conseil en faveur desquels il n'a pas été expédié de "warrants." Ces membres sont: Jonathan Belcher, Benjamin Green,

1763.

John Collier, Charles Morris et Richard Bulkeley, nommés par le feu roi ; Alexander Grant, Edmund Crawley, Henry Newton et Michael Francklin, assermentés en vertu d'un *mandamus;* Joseph Woodmas et Sebastien Zouberbuller, en remplacement de Robert Grant et Thomas Saul, qui ont quitté la province. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 194

24 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Montague Wilmot, lieutenant-gouverneur. Ils lui transmettent l'arrêté du conseil confirmatif de l'Acte et de l'amendemant concernant le divorce, avec copie de représentations contenant les motifs de l'arrêté. 197

26 mars, Lunenburg. Moreau à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il énumère ses services et prie de demander au "Board of Trade" une augmentation pour lui. "Lambeth MSS.", 1124-2, fol. 158*a*

12 avril. Mémoire de McNutt, accompagné de lettres de membres du conseil de la Nouvelle-Ecosse, sur les obstacles mis par le lieutenant-gouverneur (Belcher) à la réalisation de ses plans de colonisation. M 12, "B. T. N. S.", vol. 20

27 avril. Pétition (en français) de Jacques Robins pour obtenir une concession de terre à Miramichi. M 13

27 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Ils lui communiquent le projet d'instructions au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle Ecosse pour la concession de terres à McNutt et aux colons qu'il a menés du nord de l'Irlande à la Nouvelle-Ecosse, conformément aux propositions de leurs seigneuries du 5 mars 1761. McNutt n'a produit aucune preuve légale des pertes ou dommages qu'il aurait éprouvés; mais comme il a montré une grande diligence en l'entreprise et y a fait une dépense considérable, leurs seigneuries recommandent qu'il lui soit donné une concession. Elles ne sont pas en position de déterminer la quantité de terre, ne connaissant pas le nombre des colons transportés. Il conviendrait de charger le commandant, en la Nouvelle-Ecosse, de le constater. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 198

Instructions mentionnées. 202

27 avril, Whitehall. Les mêmes au Roi. Nouvelle recommandation de personnes pour l'office de conseiller de la Nouvelle-Ecosse. Dans la première liste, le nom de Joseph Gerrish est ajouté après celui de Bulkeley; dans la troisième, le nom de William Nesbit est substitué à celui de Joseph Woodmas. (Pour ces listes, voir à la date du 23 mars.) 211

27 avril, Lunenburg. Vincent à la "Society for the Propagation of the Gospel." Mention de lettres antérieures (qui se sont perdues). Les luthériens et les calvinistes semblent parfaitement unis, et sont assidus. Du 1er janvier au 3 avril, il a fait 28 baptêmes dans la congrégation allemande, inhumé 2 personnes, marié 4 couples, et, à Pâques, compté 73 communiants. Il demande des livres. "Lambeth MSS.", 1124-2, fol. 159

3 mai, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Ce qui a été fait pour acquitter les dettes contractées sur garantie des droits provenant des liqueurs spiritueuses, et dont le produit a été trouvé insuffisant. Il prépare les comptes de la traite avec les sauvages ; et regrette la perte importante subie de ce chef. D'autres comptes seront transmis ultérieurement. M 25, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluses. Discours prononcé par lui en ouvrant la législature ; adresses, etc. M 26

16 mai, Versailles. Choiseul de Nivernois (en français). Les habitants français de l'île Royale voudraient y retourner pour vendre leurs terres et autres biens. Comme l'arrivée de tant de gens pourrait porter ombrage, il suggère que trois ou quatre des principaux, munis de procurations, se rendent à l'île pour effectuer les ventes au nom de tous. Il n'est fait aucune mention d'arrangements semblables dans le traité, soit pour les permettre ou les interdire ; mais on réclame cette faculté d'aliénation en vertu du droit naturel. "Col. Cor., N. S.," vol. 1, p. 127

1763.

Suit une note (en anglais) disant qu'aux termes de la capitulation, les habitants envoyés en France n'avaient conservé dans l'île rien qu'ils pussent vendre, et que si l'on consentait aux propositions de Choiseul, ceux dont les propriétés avaient été détruites par des considérations militaires seraient autorisés à demander un dédommagement. 129

Autre note courte sur la position des habitants transportés hors de la colonie, par rapport aux terres. 130

Extrait du traité d'Utrecht relatif aux Acadiens, qui, en restant, étaient devenus sujets de la Grande-Bretagne, et qui, au lieu d'être transplantés dans les colonies, auraient pu être exécutés pour haute trahison. 133

(Ces trois mémorandums ne sont ni datés ni signés.)

24 mai, Londres. Jacques Robins au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse (trad. du français). Qu'il est un protestant français et qu'il va s'établir à Miramichi. Il met sous ce pli des lettres à expédier aux neutres français. S'il y en a parmi eux qui soient disposés à se joindre à lui, il demande qu'ils soient reçus à prêter le serment d'allégeance. Ceux qui refuseront de le prêter, n'obtiendront point de terres de lui. Il espère partir dans un mois, et à son arrivée, ira lui rendre ses devoirs (au gouverneur), "B. M.", *add.* 19,071, fol. 196

24 mai, Londres. Le même à Guiguinen, Halifax, (en français). Il lui envoie une lettre de Manach. Il va s'établir à Miramichi et offre des terres aux Acadiens. Quoique protestant, il protégera les catholiques romains et vivra de bon accord avec leur prêtre comme il le ferait avec son propre frère. Il espère que Manach viendra en personne, ayant demandé au gouvernement britannique la permission de repasser en Acadie, et que lui-même (Robins) pourra mener à bien son projet, dont le succès dépend de la fidélité de ses colons à l'Angleterre. Guiguinen pourra en causer avec Brousard dit Beausoleil, à qui il (Robins) a écrit de Londres, et qui s'est embarqué à l'étourdie sans venir lui faire ses adieux. Robins pense partir dans un mois; il descendra à Gaspé ou à Pabos, et compte trouver en arrivant tous les Acadiens et Français prêts. Il écrit au gouverneur. Il lui demande (à Guiguinen) d'amener des filets à saumon et de faire provision de foin pour quelques bestiaux qu'on aura à hiverner. 198

29 mai, Halifax. Belcher au Secrétaire d'État (Egremont). Il transmet les compliments de félicitation de l'assemblée générale à l'occasion de la naissance du prince de Galles. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 139

29 mai, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Suivant leurs instructions, il donnera des lettres de change à Mauger pour avoir des piastres. M 27, "B. T. N. S.", vol. 20

30 mai, Trésorerie. La Trésorerie aux mêmes. Elle leurrenvoie, pour qu'ils l'examinent et en fassent rapport, une pétition de McNutt avec une offre par lui de transporter à la Caroline du Sud des protestants étrangers, moyennant une concession de terre. La pétition jointe à cette lettre contient demande d'une concession dans l'île Saint-Jean (île du Prince-Edouard), qui faisait partie alors de la Nouvelle-Ecosse. M 23, "B. T. N. S.", vol. 20

1er juin, Londres. Deux pétitions de Hutchison Mure et autres, qui demandent des terres dans l'île Saint-Jean, pour y créer un "settlement" et un établissement de pêche. M 48, M 50

Pétition de Robert Mackoren, de Londres, (sans date), pour obtenir des concessions de terre en la Nouvelle-Ecosse et au Cap-Breton. Reçue par les lords du commerce en même temps que les deux pétitions précédentes. M 49

Pétition de John Greg, demandant des terres dans l'île Saint-Jean et au Cap-Breton. Avec une carte. M 51

Pétition de McNutt, pour obtenir la concession de terres au Cap-Breton. M 52

10 juin, Londres. Robins à Louison Petitpas (en français). Manach le charge de dire qu'il s'embarquera à l'automne, pour être leur prêtre, et qu'il invite les gens à se transporter à Miramichi; s'ils vont s'y établir sur les terres

1763.

données par le roi, ils n'auront tous qu'à s'en féliciter. Il (Robins) suivra son avis (Petitpas) sur l'emplacement à choisir pour la maison, etc. Il a écrit à James Vignau dit Jacob Maurice, qui est à Boston, de venir à Miramichi. La nouvelle de la création de l'établissement sera communiquée aux Acadiens à Halifax et partout ailleurs en Amérique, etc. Une note, à la fin, qui est adressée à Vignau, porte que la pièce est une copie de la lettre à Petitpas. "B. M., *add* 19071, fol. 199

10 juin, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de leurs dépêches, et exécutera les instructions relativement à la correspondance. Les états sont en cours de préparation. M 30, "B. T. N. S.", vol. 20

10 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Rapport sur une offre de McNutt de transporter des protestants étrangers à la Caroline du Sud, moyennant qu'on lui donne une concession de terres dans l'île Saint-Jean. Si l'offre est de transporter des protestants étrangers sans temps limité, elle n'est point admissible; d'ailleurs, la situation de l'île Saint-Jean est trop importante au point de vue de l'exploitation de la pêche, pour que l'on puisse raisonnablement accorder une concession aussi étendue que celle demandée par McNutt, mais celui-ci peut en avoir une dans quelque autre province. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 213

10 juin, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il lui accuse réception de l'avis de la signature du traité définitif de paix à Paris le 10 février, de l'adhésion du Portugal, et de l'échange des ratifications. La nouvelle communiquée à la population de la Nouvelle-Ecosse, a causé une joie universelle. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 140

20 juin, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle lui renvoie, pour examen et rapport, la pétition de McNutt, lequel demande une concession de terre. "M 24, "B. T. N. S.", vol. 20

22 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils émettent l'avis que l'Acte à l'effet d'autoriser les créanciers à obtenir adjudication forcée contre leurs débiteurs absents ou se cachant, reçoive la sanction royale. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 215

8 juillet, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur transmet des comptes, etc., avec des observations. M 31, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluses. Compte des fournitures pour le trafic avec les sauvages, expédiées à Gerrish par ordre de Lawrence. M 32

Opérations et comptes du commerce public avec les sauvages de la Nouvelle-Ecosse, avec remarques sur les différents comptes. M 33

14 juin, Whitehall. Achats de maïs pour les nouveaux établissements. M 34

Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils lui communiquent copie des résolutions prises relativement à l'offre par McNutt de transporter à la Caroline du Sud des protestants étrangers. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 217

(La proposition de McNutt, agréée par les lords du commerce, portait que sur la production du certificat du gouverneur de la Caroline du Sud, il obtiendrait une concession de terre dans la Nouvelle-Ecosse, à titre de paiement. Voir le procès-verbal du conseil, dans les "Trade Papers,", vol. 71, p. 173, le 6 juillet 1763.)

20 juillet. Pétition (en français et sans date) du capitaine Stumpel, demandant une concession de terre dans l'Amérique du Nord, et un emploi militaire. (Reçue à la date ou marge.) M 28, "B. T. N. S.", vol. 20

Seconde pétition, datée du 20 juillet, pour la concession de terres en la Nouvelle-Ecosse. M 29

28 juillet, Falmouth, N.-E. Bennett à la "Society for the Propagation of the Gospel." Son succès a passé ses espérances. Il a abandonné ses honoraires pour éviter toute apparence de vues de lucre. Il a loué une maison et un terrain à raison de £40 par an, et compte que le "Board" du commerce voudra lui allouer cette somme. A fait 16 baptêmes, marié 3 couples et inhumé 3 personnes. Il a 18 communiants. "Lambeth MSS.", 1,124-2, fol. 178*a*

1763.
30 juillet. Propositions pour la colonisation effective de l'importante colonie de la Nouvelle-Ecosse. par J. F. W. Desbarres, du 60e régiment, faisant fonction d'ingénieur. "Col. Cor., N. S.", vol. 32, p. 2

Approbation du lieutenant-gouverneur et du conseil, ainsi que du commandant et des principaux officiers des troupes ; en date du 30 juillet 1763. 1

2 août, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat (Egremont). La nouvelle de la paix a été communiquée. Il a reçu et publié la proclamation authentique. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 141

3 août, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Il leur transmet le relevé officiel des entrées et sorties de navires à ce port, jusqu'au 30 juin. M 35, "B. T. N. S.", vol. 20

(Les états sont dans les "Naval Office Lists," vol. 61.)

(Duplicata de la lettre. M. 83.)

4 août, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Envoi des comptes jusqu'au 30 juin. Les arrérages pour le transport des Acadiens sont payés, et figureront au présent trimestre. La seule demande d'argent en plus des prévisions sera faite pour couvrir la perte relative au commerce avec les sauvages ; il envoie les comptes détaillés des dépenses de ce chef. M 36, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluse. Etat des besoins prévus par le parlement. M 37

5 août, Halifax. Charles Morris et Henry Newton, comité du conseil, à Mauger. Les officiers et les soldats licenciés de la Nouvelle-Angleterre, qui sont établis à des réserves sur la rivière Saint-Jean, ne devraient pas être déplacés. Ils y seront d'une grande utilité, et leur renvoi causerait leur ruine totale. M 53

Pétition des colons. M 54

8 août. Pétition (en français) des habitants de la rivière Saint-Jean, pour qu'on leur permette de faire leurs récoltes et de rester jusqu'à la fin de l'hiver. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 203

10 août, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur envoie les évaluations des dépenses pour 1764, lesquelles, il l'espère, auront prévu tous les besoins. M 40, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluse. Evaluation. M 41

13 août, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur transmet des comptes supplémentaires pour le trafic avec les sauvages ; ils sont accompagnés de remarques. M 45

Incluse. Dépenses omises dans le rapport des vérificateurs des comptes. M 46

25 août, Halifax. Belcher au Secrétaire d'Etat. Il lui envoie des délibérations prises par le conseil concernant certaines démarches ordonnées au nom du duc de Nivernois pour inviter les Acadiens à passer en France. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 145

Incluse. "Résolution" du conseil, contenant copie de lettres adressées aux Acadiens ou écrites par eux, et que le conseil recommande de communiquer au secrétaire d'Etat, "étant d'avis qu'une correspondance de cette nature, menée entre des sujets de Sa Majesté et ceux du roi de France, à l'insu du gouvernement, peut être préjudiciable aux intérêts de Sa Majesté." 146

30 août, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que la demande de Stumpel, de deux townships de 100,000 acres chacun, afin d'y établir des protestants étrangers, devrait être accordée dans la vue de la défense de la province. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 219

Renvoyé à un nouvel examen, plus particulièrement cette partie de la demande relative aux armes, etc., à fournir aux colons, aux frais du public. M. 43, "B. T. N. S.", vol. 20

Pétition de Stumpel en obtention de terres entre les rivières Saint Jean et Sainte-Croix. M 44

1763.

3 septembre, Halifax. Pétition de Michael Francklin et autres, pour obtenir la concession de 100,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. M 65, "B. T. N. S.", vol. 20

Aperçu des dépenses à faire. M 66, "B. T. N. S.", vol. 20

Pétitions de Samuel Smith, John Cathcart, John Mill, Hutchison Mure, George Spence, W. Ridge et autres; et de l'amiral Saunders et autres. M 67-M 74

13 septembre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il leur envoie le compte de l'extraordinaire, pour l'an dernier et l'année courante jusqu'à ce jour; ce compte montre qu'il n'y a pas d'arriéré, sauf en ce qui concerne le commerce public avec les sauvages, dont il a déjà adressé un relevé à leurs seigneuries. M 84

Compte mentionné. M 85

(Duplicatas, marqués N 2 et N 3, dans le vol. 21).

13 septembre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il accuse réception de la confirmation royale de deux lois. Il a prescrit un jour d'actions de grâces. Les papiers adressés à Wilmot lui seront remis à son arrivée. M 86

20 septembre, Londres. La "Society for the Propagation of the Gospel" aux mêmes. Elle leur demande d'allouer à Bennett, missionnaire en la Nouvelle-Ecosse, le loyer de sa maison. M 38

27 septembre, St-James. Le Secrétaire d'État aux mêmes. Montague Wilmot est nommé gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, et la commission à préparer devra comprendre le Cap-Breton et l'île Saint-Jean, avec les modifications concernant le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, qui ont été proposées par leurs seigneuries le 8 juin. "Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 143

27 septembre, St-James. Le Secrétaire d'Etat (Halifax) aux mêmes. Préparer la commission et les instructions de Wilmot, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. M 39, "B. T. N. S.", vol. 20

27 septembre, Halifax. Wilmot aux mêmes. Arrivé le 24, il a pris les rênes de l'administration le 26; il transmet les évaluations des besoins préparées avant son arrivée, ne voyant pas qu'il soit nécessaire d'y rien changer. Envoi de procès-verbaux du conseil. M 47

28 septembre, Londres. Mauger aux mêmes. Pétition au nom des colons de la Nouvelle-Ecosse, pour demander la continuation de l'Acte de protection, l'abolition des réserves indiennes sur le littoral, et l'approbation de l'Acte imposant un droit sur les liqueurs spiritueuses. M 92

5 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils lui soumettent les instructions pour Montagu Wilmot, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Elles sont conformes à la décision prise par rapport à la frontière méridionale de Québec, et embrassent le Cap-Breton et l'île Saint-Jean. Le rapport continue: "Nous avons fait de la rivière Sainte-Croix la frontière du côté de l'ouest, quoiqu'il soit vrai que l'ancienne limite de cette province, telle qu'elle était possédée par la France sous les traités de Bréda et de Ryswick et a été cédée à la Grande-Bretagne par le traité d'Utrecht sous le nom d'Acadie, ne s'étendît pas vers l'ouest jusqu'à la rivière Pénobscot ou Pentagoet; cependant comme elle paraît avoir été établie en 1732, après plein et entier examen des droits de la province de Massachusetts-Bay, fait tant par les procureur et solliciteur généraux que par ce "Board" du commerce, et finalement par le conseil de Sa Majesté, examen duquel il était résulté que la dite province avait un droit de juridiction et de propriété, sauf la réserve de la charte du pays, sur le territoire sis entre les rivières Sagadehock et Sainte-Croix; et comme à la suite de cet examen les instructions données au colonel Dunbar et au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, de faire établissement dans cette localité, ont été révoquées et l'ordre donné de ne point troubler la province dans la possession qu'elle prétend avoir de ce territoire —il ne nous paraît pas que la question soit, quant à présent, susceptible d'être remise en discussion. Mais, estimant qu'il y a, en faveur des droits de Votre Majesté sur le pays jusqu'à la rivière Pénobscot, vers

1763.

l'ouest, plusieurs circonstances importantes qui n'ont pas été mentionnées dans l'exposé soumis aux procureur et solliciteur généraux en 1732, nous ne croyons pas devoir conseiller d'admettre la restriction des limites occidentales de la Nouvelle-Ecosse à la rivière Sainte-Croix, sans consigner au registre du conseil quelque réserve du droit de Votre Majesté au pays situé entre cette rivière et celle de Pénobscot."

"B. T. N. S.", vol. 37, p. 220

Vient ensuite la commission. 224

7 octobre, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il a dû attendre quelque temps à Québec le départ d'un navire pour y prendre passage, et est arrivé ici le 24 du mois dernier; le 26, il prenait en main l'administration. Suivant ses instructions, il agira de concert avec la marine pour réprimer le trafic illicite. Usage qui se fait des îles Saint-Pierre et Miquelon pour ce trafic; et les Français, en leur donnant le privilège des ports francs, se sont mis à même de l'exercer au détriment du commerce britannique; ce qui pourrait être empêché. "Col. Cor,, N. S.". vol. 1, p. 153

12 octobre, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Il a déjà mandé son arrivée; envoie les évaluations des dépenses à prévoir.

M 87, "B. T. N. S,", vol. 20

14 octobre, Halifax. Wood à la "S. P. G." Il a visité Annapolis-Royal et Grandville, où il y a 800 âmes, et point d'église ni de ministre. Joie des habitants à la perspective de sa résidence au milieu d'eux. Il a chargé Wilkie de faire les prières et aussi de faire l'office de catéchiste. Besoin de livres. Il (Wood) est tout disposé à se transporter à Annapolis le printemps prochain, au premier avis. Demande que l'on prie les lords du commerce de donner des instructions au lieutenant-gouverneur pour la construction d'une nouvelle église, et qu'il lui soit alloué £70 par année comme aux autres missionnaires. Il demande aussi le remboursement de ses frais de voyage. "Lambeth MSS.", 1,124-2, fol. 212

15 octobre, Halifax. Etat des familles établies dans les townships de Horton, Cornwallis, Falmouth et Newport, comté du Roi, avec indication du nombre de personnes, du nombre de bestiaux et des quantités de produits récoltés. Document signé: Joseph Deschamps. "B. M.", *add.* 19,071, fol. 213

16 octobre, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax). Il a mandé son arrivée à Egremont, et envoie copie de sa lettre à celui-ci. Les malheureuses divisions qui s'étaient mises dans la province sont éteintes en grande partie. Ses relations avec la famille de sa seigneurie n'ont pas été, certes, étrangères à cet apaisement; on le regarde ici (Halifax) comme le patron de la province. C'est une bonne population, qui seulement a besoin d'encouragement et de protection, beaucoup de ces colons ayant eu un sort difficile. "Col. Cor, N. S.", vol. 1, p. 214

25 octobre, Louisbourg. Tulleken au Secrétaire d'Etat (Egremont). Il fera de son mieux, suivant les instructions, pour mettre un terme au commerce interlope. Difficulté des saisies. Il avait donné toute liberté de faire la pêche, dans la campagne dernière. Le succès des pêcheurs l'a convaincu de la grande importance que prendrait cette nouvelle acquisition si l'on pouvait donner des concessions régulières de terres et de pêcheries à ceux qui en feraient demande. 165

29 octobre, Halifax. Etat de la Nouvelle-Ecosse, suivi d'observations; par Charles Morris, arpenteur général, et Richard Bulkeley, secrétaire de la province.

"B. M.", *add.* 19,071, fol. 207

18 novembre. Pétition de sir Alexander Grant, en remboursement d'avances faites par M. Alexander Grant pour compte du trafic avec les sauvages de la Nouvelle-Ecosse. M 79, "B. T. N. S.," vol. 20

Incluses. Comptes d'Alexander Grant, indiquant une balance à lui due de £7,329 1s. 4d. M 80

(Il y en a deux copies.)

1763.
22 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Wilmot. Ils ont reçu la dépêche leur annonçant son arrivée à Halifax comme lieutenant-gouverneur, et le félicitent de sa nomination au poste de gouverneur en chef; sa commission et ses instructions vont lui être envoyées. Il devra s'appliquer à ne jamais laisser les dépenses excéder le crédit voté par le parlement. Ce qu'il doit aussi s'efforcer de faire par rapport aux pêcheries des îles du Cap-Breton et Saint-Jean. Il rendra pleinement compte de leur étendue, état, etc; et indiquera le meilleur plan à adopter pour coloniser les deux îles; mais il ne donnera aucune concession de terres ou de privilèges qui puisse avoir les effets d'un monopole.
B. T. N. S.", vol. 37. p. 248

22 novembre, Halifax. Breynton à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il se charge de tout le service à Halifax, afin que Wood puisse s'en aller à Annapolis. L'harmonie règne dans la congrégation.
"Lambeth MSS." 1124-2, fol. 218*a*

24 novembre, Halifax. Adresse de l'Assemblée à Wilmot. Attendu la division de la province en comtés et l'accroissement des "settlements," elle demande que des cours supérieures de justice se tiennent dans les différents comtés pour juger les procès, tant civils que criminels, et qu'elles soient organisées d'une manière conforme à la constitution de la cour siégeant à Westminster, avec plusieurs juges compétents; ce qui donnerait plus de satisfaction au public que le mode de faire dépendre les décisions de l'opinion d'un seul homme.
N 5, "B. T. N. S.", vol. 21

25 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Rapport sur la pétition de Gridley pour obtenir la concession des îles de la Madeleine: quoiqu'ils pensent que l'on devrait encourager de toute façon la pêche du phoque et du morse, ils ne sauraient cependant recommander la concession sollicitée par le pétitionnaire.
"B. T. N. S.", vol. 37, p. 254

26 novembre, St-James. Le Secrétaire d'Etat à Wilmot. Il a écrit à l'ambassadeur à Paris de se plaindre des procédé extraordinaires de Nivernois au sujet des Acadiens. Il (Wilmot) doit avoir l'œil à toutes ces négociations secrètes et en même temps prendre les moyens de placer les Acadiens dans des "settlements" convenables; mesure dont Amherst, Murray et le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse se sont déjà occupés, en 1761. Il lui communique copie de lettres échangées entre le gouverneur de Québec et Belcher, montrant la résolution prise de transplanter tous les Acadiens restés dans la Nouvelle-Ecosse à une partie reculée du Canada. Comme il n'a pas eu avis de l'exécution de cette mesure, il voudrait savoir pourquoi elle a été retardée. Autres questions: "Quel est le nombre, ainsi que la situation présente des Acadiens français dans votre gouvernement? Qu'elles sont à présent vos intentions et celles de votre conseil à leur égard? Pensez-vous qu'on puisse, avec autant de sûreté et aussi avec plus de satisfaction pour eux, les établir dans une province autre que celle de Québec?" Importance de l'information fournie par lui (Wilmot) sur le commerce illicite qui se fait de Saint-Pierre et Miquelon. Un cutter et des chaloupes iront croiser entre Anticosti et l'île aux Coudres pour arrêter la contrebande du côté du Canada.
"Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 158

8 décembre, Londres. Mauger aux Lords du commerce. Il se plaint que des lettres tirées en sa faveur sur l'agent de la Nouvelle-Ecosse n'ont pas été honorées.
M. 81, "B. T. N. S.", vol. 20

10 décembre, Halifax. Wilmot aux mêmes. Envoie de copie de lettres de Jacques Robins, dans lesquelles celui-ci dit posséder un domaine étendu à Mirimichy (Miramichi) et avoir invité tous les Acadiens à venir s'y fixer, leur promettant des terres et des provisions; il les engage à maintenir leurs rapports avec les sauvages, et leur assure qu'ils jouiront de la liberté religieuse, qu'à cet effet qu'il amènera un prêtre français nommé Manach. Mais il (Wilmot) rappelle à leurs seigneuries que Manach à une époque

1763.

antérieure a été arrêté et banni de la province à cause de son caractère turbulent. Objections contre l'établissement que voudrait faire Robins. La chambre d'assemblée a conduit ses opérations avec unanimité, zèle et succés. Il transmet une adresse d'elle, demandant la nomination de deux juges assesseurs. Etat des "settlements" nouveaux. Il se propose de faire une tournée dans le pays; après quoi, il rendra mieux compte des choses. M 104, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluses. Copies de lettres de Robins, mentionnées dans la dépêche ci-dessus. M 105-M 107

10 décembre, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax). Mêmes renseignements à peu près qu'en la dépêche aux lords du commerce, sur les propositions de Robins; avec plus de détails touchant le danger à craindre d'un tel établissement. Un chef des sauvages du Cap-Breton, à qui l'on avait refusé des provisions à Louisbourg, s'est adressé aux Français, et a passé trois mois à l'île Saint-Pierre. Le plan proposé par l'amirauté de payer les matelots annuellement à leurs stations, serait fort avantageux à la province, puisque la paie des équipages de six vaisseaux de guerre s'y dépenserait, sans parler des gains que procurent les visites de l'escadre pour réparation, nettoyage, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 217

10 décembre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il faudrait avoir un prêtre pour les sauvages. 271

(Wilmot envoya au secrétaire d'Etat (Halifax) un extrait de cette lettre le 18 décembre 1764.)

15 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la concession à Stumple, suivant sa pétition modifiée, d'un township de 20,000 acres sur la rivière Saint-Jean, ou entre cette rivière et celle de Sainte-Croix, aux conditions mentionnées. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 254

16 décembre, Halifax. Belcher à la "Society for the Propagation of the Gospel." (Deux lettres, l'une datée du 16, l'autre du 29. Il conseille de créer des écoles dans un certain nombre de "towns." Un projet de loi tendant à restreindre les moyens d'instruction et l'institution des écoles, a été rejeté par une forte majorité; mais un autre, qui confère à des personnes nommées par les "freeholders" des pouvoirs appartenant aux églises et comités paroissiaux, a malheureusement passé à l'assemblée; il espère faire révoquer cette loi. Wood s'en est allé à Annapolis du consentement du comité paroissial et avec la permission du lieutenant-gouverneur. Breynton est seul maintenant à desservir Halifax. "Lambeth MSS.", 1124-2, fol. 242*a*

20 décembre. John Cathcart aux Lords du commerce. Il demande la concession de 20,000 acres de terre dans l'île Saint-Jean. M 55, "B. T. N. S.", vol. 20

Demande semblable par John Mill. M 56

Id. par George Spence. M 57

Id. par Hutchison Mure. M 58

(Ces quatre demandes, qui sont de la même écriture, à l'exception des signatures, et sans date, furent reçues le même jour, celui indiqué ci-dessus en marge.)

20 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la concession à Marteilhe, de Québec, d'une étendue de terre au sud de la baie des Chaleurs et de l'embouchure de la rivière Caraquette, en la Nouvelle-Ecosse, pour l'exploitation des pêcheries, à certaines conditions indiquées. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 259

(La pétition de John Marteilhe et Francois Mounier, qui devrait suivre la pièce précédente, se trouve parmi les "Board of Trade Papers, Canada, Québec," vol. 1, A 19; elle est en français et indique la situation du terrain demandé.)

Le même jour, les lords du commerce expriment l'avis que la demande des officiers licenciés des forces provinciales soit accordée, et qu'ils soient confirmés en la possession des terres sur lesquelles ils sont établis, à ou près la rivière Saint-Jean. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 262

(Pour la pétition, qui devrait accompagner cette recommandation, voir "B. T. N. S.", vol. 20, M 54; elle est de Francis Peabody, John Carlton, Jacob Baker, Nicholas West et Israel Perley, qui pétitionnent pour eux-mêmes et pour d'autres officiers licenciés.)

23 décembre, Whitehall. Pétition par Pownall et autres en obtention de terres dans l'île Saint-Jean. M 59, "B. T. N. S.", vol. 20

Deux pétitions à même fin de Thomas Greg et John Greg senior. M 60

Pétition de Charles Lee et 20 autres, à l'effet d'obtenir la concession de 20,000 acres de terre chacun en la même île. M 61

(Ces pétitions, sans date, furent lues au "Board" du commerce le jour mentionné en marge.)

29 décembre, Whitehall. Edward Sedgwick à Edward Weston (sous-secrétaire tous les deux, Sedgwick pour le "Southern" et Weston pour le "Northern department".) La capitulation de Québec ne fournit aucun renseignement sur la question si le Cap-Breton était ou non compris dans la commission du gouverneur du Canada; il croit que non. "Il est abondamment constaté que les Français, au Cap-Breton, n'ont pas même une ombre de droit de vendre leurs maisons et leurs terres:—

(1) "Parce que telle faculté ne leur a point été laissée par la capitulation de Louisbourg, de juillet 1758;

(2) "Parce que la capitulation de Québec, signée 14 mois après (en septembre 1759), en donnant ce privilège aux Canadiens, ne parle point du Cap-Breton.

(3) "Parce que telle faculté n'est nullement stipulée pour eux dans le traité définitif." Il envoie prendre des informations, voulant s'assurer si le roi pourrait accorder comme faveur ce qui est dénié comme droit. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 163

Sans date. Réponse, que le gouverneur redressera les griefs, mais ne peut prêter attention à la pétition venue d'Annapolis concernant la faculté de disposer des terres. "B. M.", *add.* 19071, fol. 205

1764. 13 janvier, St-James. Sedgwick aux Lords du commerce. Il leur communique, par ordre de lord Halifax, un extrait d'une lettre du colonel Tulleken, commandant à Louisbourg, sur les nombreuses demandes de terres au Cap-Breton et à l'île Saint-Jean qui lui sont adressées. M 75, "B. T. N. S.", vol. 20

16 janvier Amirauté. Extrait mentionné. M 76

Egmont au Secrétaire d'Etat. Il demande que sa pétition soit présentée au roi. "Col. Cor., N. S." vol. 1, p. 169

Incluse. Pétition pour obtenir la concession de toute l'île Saint-Jean, qui serait tenue en fief de la couronne, à perpétuité, comme comté distinct et complet; cette concession faite moyennant que le concessionnaire trouve 1,200 hommes pour la défense de l'île, et sous certaines autres conditions spécifiées. 170

(On trouvera cette pétition parmi celles relatives à l'île du Prince-Edouard.)

18 janvier, St-James. Halifax aux Lords du commerce. Il leur transmet, à fins d'examen et de rapport, une pétition de lord Egmont, qui demande la concession de l'île Saint-Jean. M 62, "B. T. N. S.", vol. 20

Incluse. Pétition, marquée M 63: duplicata de la pièce incluse dans la lettre d'Egmont du 16 janvier.

20 janvier, Whitehall. Evaluations des dépenses d'administration civile de la Nouvelle-Ecosse pour 1764. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 265

23 janvier. Pétition de Samuel Holland, Joseph Peach et Benjamin Hallowell, qui demandent des terres sur la rivière Saint-Jean. M 64, "B. T. N. S.", vol. 20

28 janvier, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax); Il rapporte que les Acadiens ont adressé une requête au roi de France, pour demander leur trans-

1764.

plantation, et que, si elle n'est pas favorablement accueillie, ils prêteront le serment d'allégeance. Il voudrait des instructions et exprime de nouveau l'opinion que les Acadiens seraient fort utiles dans les îles conquises des Indes-Occidentales.

"Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 223

28 janvier, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il accuse réception de dépêches. Il a publié à Halifax une proclamation concernant les pays nouvellement conquis en Amérique; elle sera publiée bientôt dans les parties reculées de son gouvernement. Il appliquera ses soins à supprimer le commerce illicite et interlope. Il a appris dernièrement que les Acadiens avaient prié le roi de France de les envoyer chercher. Si leur requête n'est pas accueillie, ils prêteront le serment d'allégeance. Wilmot demande des instructions pour le cas où ils s'y résoudraient.

"N 4, "B. T. N. S.", vol. 21

31 janvier. Mure, Mills, Spence et Cathcart aux mêmes. Ils retirent leur pétition antérieure et demandent d'être, au titre de coassociés de lord Egmont, admis à participer à la concession des terres en l'île Saint-Jean.

M 77, "B. T. N. S.", vol. 20

4 février. Mémoire de Richard Cumberland, agent de la Nouvelle-Ecosse, disant que les dépenses excèdent de beaucoup le crédit. Cumberland voudrait savoir sur quel fonds seront payés les créanciers. M 78

11 février, Londres. La "Society for the propagation of the Gospel" aux Lords du commerce. Elle sollicite des allocations pour les missionnaires de la Nouvelle-Ecosse. M 82

11 février, St-James. Le Secrétaire d'Etat (Halifax) à Wilmot. En réponse à la question faite par l'intermédiaire de l'ambassadeur en France, le duc de Nivernois nie d'avoir eu part à la tentative, qu'on disait autorisée par lui, pour attirer les Acadiens. De La Rochette, qu'on prétendait être l'agent, dit qu'il n'a jamais écrit de lettre à personne en Acadie; encore qu'il se soit occupé du transport d'Acadiens conduits en France avec la permission du roi de la Grande-Bretagne; de là, sans doute, la mention de son nom. Note de l'ambassadeur français sur la situation des Acadiens; il demandait qu'il leur fût permis de repasser en France. Hartford à répondu que le roi de la Grande-Bretagne avait le droit de disposer de cette population, ce dont le ministère français est tombé d'accord, ne prétendant nullement faire obstacle à l'exercice de ce droit.

"Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 200

13 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Halifax). Ils transmettent des représentations sur la pétition d'Egmont, qui demande la concession de l'île Saint-Jean et en outre, si l'île contient beaucoup moins de deux millions d'acres, d'un district convenable dans la Dominique.

"Col. Cor., N.S.", vol. 1, p. 204

Vient à la suite un rapport au roi, de même date, contenant les raisons pour lesquelles ils ne croient pas opportun de recommander la concession sollicitée par Egmont, tant au point de vue politique qu'au point de vue commercial, et conseillant de coloniser l'île d'après le principe appliqué à la Nouvelle-Ecosse, dont elle fait d'ailleurs partie. 206

(Duplicatas dans "B. T. N. S.", vol. 37, pp. 266, 268.)

Le plan de lord Egmont, pour le gouvernement de l'île Saint-Jean, se trouve parmi les documents de l'île du Prince-Edouard.

15 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il n'y a pas assez d'argent voté pour bâtir une église à Annapolis, mais les ordres seront donnés de mettre Wood sur le même pied que les autres missionnaires. Bennett recevra une allocation pour loyer de maison.

"B. T. N. S.", vol. 37, p. 274

25 février, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Reçu les dépêches. Il transmettra régulièrement papiers et comptes. Envoi de rapports, etc. Avantages de la loi disposant que "les créances nées hors de la province n'y

1764.

sont pas plaidables, hors le cas où il s'agit de marchandises importées"; grâce à la protection qu'elle leur assurait, les débiteurs saisis ont pu payer leurs dettes, au lieu de voir tous leurs biens arrêtés par le premier créancier. Cette loi, qui était expirée, a été prorogée pour trois ans. Suivant l'avis de leurs seigneuries, elle ne protège que ceux qui étaient dans la province avant le 28 août 1762. N 6, "B. T. N. S.", vol. 21

Documents envoyés:—

Registres du conseil de Sa Majesté, du 28 juillet 1763 au 15 septembre suivant. "B. T. N. S.", vol. 48

Relevés officiels des mouvements du port, 1761-1765. Journaux de l'Assemblée. "B. T. N. S.", vol. 49

Copies d'Actes. Ceux-ci se trouvent dans la collection imprimée qui est aux Archives.

6 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils transmettent le projet d'instructions générales et les instructions relatives au commerce à donner à Montague Wilmot, avec des observations sur les différentes clauses. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 275

Instructions générales. 279

(Les instructions concernant le commerce et la navigation sont contenues dans la série "B. T., New-Hampshire", vol. 9. p. 163, ou elles sont adressées à Benning Wentworth. L'adresse: "au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse" est substituée à l'autre au commencement des instructions générales mentionnées ci-dessus.)

9 mars, St-James. Arrêté du Conseil renvoyant, à fins de rapport, une pétition en obtention de terres en l'île Saint-Jean. La pétition, signée: "Egmont," est jointe à l'arrêté, avec une liste des associés. M 88, "B. T. N. S.", vol. 20

9 mars, Londres. John Henniker aux Lords du commerce. Il demande une concession de 100,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. M 100

Lettre de même date, signée: John Major, identique en ses termes à la pièce précédente. M 101

14 mars, Londres. Mauger aux Lords du commerce. Il s'est rendu auprès du secrétaire de la trésorerie, avec les représentations du 11 février (elles ne paraissent pas être parmi les "Papers"); mais il lui a été répondu qu'elles seraient sans effet, et qu'il fallait employer un moyen plus puissant. Il espère que leurs seigneuries voudront s'adresser elles-mêmes à la trésorerie pour lui. Autrement, il pétitionnera le parlement; ce qui aura à tout le moins ce bon résultat d'éclairer les gens sur les risques que l'on court en faisant des avances d'argent pour le compte du gouvernement. N 20, B. T. N. S.", vol. 21

19 mars, Whitehall. (Au dos de la pièce, il est dit qu'elle a été reçue et lue le 5 mai.)

Le Conseil privé aux Lords du commerce. Il leur renvoie la pétition de l'honorable William Howe et autres, qui demandent des terrains au Cap-Breton, en intention d'y ouvrir des charbonnages. Les terrains sont situés sur le côté sud de l'île, entre la pointe nord de la baie de Miré et le côté sud-est de l'entrée du Labrador (lac Bras-d'Or), avec sept milles en profondeur. Contenance: 55,000 acres. Au renvoi est attachée la pétition. Les pétitionnaires sont les brigadiers généraux Howe et Williamson, le colonel Dalling, les lieutenants-colonels Oswald, Moneypenny et Smith, les capitaines Williamson, Garth, Marsh, Leslie, Foster et Hayes, et MM. Wier et Porter. M 94, "B. T. N. S.", vol. 20

Dans une lettre du 11 avril, Howe écrit que, si l'offre de payer le "quit rent" ordinaire pour le terrain houiller paraissait trop insuffisante, ses associés et lui consentiraient à payer en sus deux shillings de droit sur chaque chaldron de houille exporté; mais, en raison des risques de l'entreprise, il prie que l'on n'exige pas ce droit supplémentaire. La pétition accompagnant cette lettre est un duplicata de celle renfermée

1764.

dans la lettre du conseil privé du 19 mars, excepté que la contenance du terrain y est portée à 80,000 acres au lieu de 55,000. M. 95

20 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Wilmot. Son devoir sous le dernier traité, qui a fait disparaître tout empêchement à la colonisation et à l'amélioration des colonies américaines. Leurs seigneuries indiquent à son attention les points suivants: 1° l'affectation et l'emploi des fonds votés par le parlement pour l'année 1764; 2° ce à quoi il lui faut surtout s'attacher en exécutant les instructions de Sa Majesté par rapport à la concession des terres et à la création de "settlements" dans la colonie; et 3° les mesures dont il ne doit pas s'écarter vis-à-vis des sauvages, et la réglementation du commerce avec eux. Tous ces points sont l'objet d'observations assez étendues. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 365

Etats de finance, pour montrer l'extravagance de Belcher. 389

Evaluations budgétaires pour 1764. 392

22 mars, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax). La proposition de transporter à Québec les Acadiens est de Murray, qui ne visait que les Acadiens habitant au delà de l'isthme. Quant à ceux établis en deçà, notamment à Halifax, rien n'aurait pu se faire que par les ordres d'Amherst, car ils sont prisonniers de guerre. Ils ont toujours été une cause d'inquiétude pour le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, et, en 1762, après la prise de Terre-Neuve par les Français, leur attitude devint si menaçante, ils se montraient si animés à soulever les sauvages, que, sur l'avis d'un conseil de guerre, on dut les rassembler et les envoyer à Boston, pour garantir la province contre un danger imminent. C'est alors qu'Amherst, pour la première fois, a rappelé la proposition de Murray et parlé de les transporter à Québec. Il (Wilmot) mettra sous ce pli un relevé de leur nombre, qui est considérable. Comment on pourvoit à leurs besoins. Ils sont inflexiblement attachés à la France et à la religion romaine; et à cause des mariages contractés entre eux et les sauvages, leur pouvoir de faire du mal est encore plus à craindre. Comme ils se flattent de l'espoir d'une révolution heureuse, s'il survenait une autre guerre, ils ne se soumettront jamais sincèrement. Si le pays était rempli d'une population bien implantée, il serait possible au gouvernement de les tenir en sujétion, après les y avoir distribués judicieusement, et en exerçant sur eux sa surveillance ordinaire. Ce serait prendre un parti douteux que de les établir dans les provinces de la Nouvelle-Angleterre voisines de la Nouvelle-Ecosse. Après l'expulsion de 1755 beaucoup sont revenus de très loin, de la Caroline du Sud par exemple, et non seulement ensuite ils ont résisté aux troupes du roi, mais ils les ont même attaquées. Au reste, les Acadiens ne voudraient pas aller en Canada, parce que ceux qui s'y sont transportés dans la dernière guerre n'ont éprouvé de la part des Canadiens que de l'indifférence, ou plutôt du mépris et de l'éloignement. Wilmot insiste sur son avis de les mener aux îles des Indes-Occidentales. Il fera tous ses efforts pour neutraliser les manœuvres de ceux qui cherchent à les attirer.

"Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 230

Incluse. Etat du nombre de familles acadiennes françaises qu'il y a dans les différentes parties de la province.

Voici les chiffres:—

	Familles.	Ames.
Halifax et environs	232	1,056
Comté du Roi, Fort Edward	77	227
Annapolis-Royal	23	91
Fort Cumberland	73	388
	405	1,762

1764.
23 mars, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Dépêches reçues. Il se maintiendra dans les limites du crédit qui lui est ouvert. C'est pourquoi il n'a tiré de lettres que pour un trimestre des employés publics, n'ayant plus alors d'argent disponible au trésor. Il n'avait voulu rien faire d'autre, par rapport aux îles du Cap-Breton et de Saint-Jean, que des arrangements temporaires. Depuis la réception de leur dépêche, il a résolu de faire exécuter l'arpentage des deux îles pour former des plans d'établissements. Il demande que ses lettres soient expédiées aux soins du gouverneur de New-York, vu les retards qui arrivent dans le "post office"; il y a de ses lettres qui n'ont été retrouvées que par hasard.

N 8, "B. T. N. S.", vol. 21

23 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Après avoir examiné le renvoi avec la pétition du comte d'Egmont, qui demande la concession de l'île Saint-Jean pour lui-même et certains officiers de l'armée et de la marine, ils émettent l'avis de donner des concessions séparées, chacune de 20,000 acres au plus, et une paroisse entière au comte d'Egmont pour lui et ses neuf enfants; et que les terres devraient être divisées en townships de 20,000 acres chacun, avec réserve de mines: or, argent, cuivre, plomb et houille, et d'une grève suffisante au-dessus du niveau des hautes mers, pour la commodité de la pêche. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 394

26 mars, St-James. Arrêté du Conseil, renvoyant aux lords du commerce, pour examen et rapport, la pétition du duc de Richmond et autres, en obtention de la concession de l'île du Cap-Breton, qu'ils s'engagent à coloniser de la manière que Sa Majesté estimera la plus convenable.

M 93. "B. T. N. S.", vol. 20

26 avril, Londres. Lamb au Lords du commerce. Il ne voit pas de sujet d'objection contre les lois passées en la Nouvelle-Ecosse, au point de vue du droit, si ce n'est contre le n° 3, intitulé: "Acte réglant les procédures de la cour de justice," lequel ne devrait pas être confirmé.

N 9, "B. T. N. S.", vol. 21

(Le rapport contient les titres des Actes, mais les numéros ne s'accordent pas avec ceux des chapitres de la collection imprimée.)

21 avril. L'Amirauté aux Lords du commerce. Elle leur transmet une lettre du capitaine Thompson, du *Lark*, bâtiment de S. M., avec une demande de marchandises (présents) de la part de deux chefs sauvages du Cap-Breton. Est-il à propos de contenter les sauvages? Si oui, elle ordonnera d'expédier les présents par le *Tweed*, vaisseau du roi.

N 89, "B. T. N. S.", vol. 20

28 avril, Portsmouth. *Incluse.* Lettre de Thompson avec liste des choses demandées. M 90

Thompson aux Lords du commerce. Il importe de contenter les sauvages, car au moyen de présents on les gagnera à embrasser les intérêts de Sa Majesté. M 91

1er mai, Whitehall. Les Lords du commerce à l'Amirauté. Le canal régulier des relations avec les sauvages est le gouverneur ou le commandant en chef de la colonie où ils ont leur demeure. Les Micmacs devraient donc être avisés d'adresser leur demande de présents au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol 37, p. 405

1er mai, Whitehall. Les mêmes à Thompson, capitaine du *Lark*, bâtiment de S. M. Ils le remercient de son attention au service public, et lui envoient copie d'une lettre à l'amirauté. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 407

2 mai. L'Amirauté aux Lords du commerce. Accuse réception de la lettre au sujet des présents pour les sauvages du Cap-Breton. Elle donnera des ordres en conséquence au capitaine Percival, du *Tweed*, bâtiment de S.M.

M 92, "B.T.N.S.," vol. 20

8 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Wilmot. Ils lui envoient copie d'une correspondance concernant les sauvages, et des instructions par rapport à leurs demandes. "B.T.N.S.", vol. 37, p. 408

1764.
9 mai. Pétition (sans date) de Richard Byron, demandant une concession de terre en la Nouvelle-Ecosse. M 103, B.T.N.S.", vol. 20

9 mai, St-James. Arrêté du Conseil : il ne se donnera des concessions de terre que sous les conditions exprimées dans le rapport ci-joint du comité du conseil. M 108

(Le rapport joint à l'arrêté est daté de Whitehall le 23 mars.)

10 mai. Pétition (sans date) de sir Thomas Fludyer, Adam Drummond et Ant. Bacon, qui s'y disent prêts à traiter pour la location de toutes les houillères du Cap-Breton. M 96

10 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à sir Thomas Fludyer. Ils le mandent devant eux à propos de sa pétition où il demande la concession sous forme de bail des houillères du Cap-Breton. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 410

11 mai. Pétition de Florentius Vassal, qui offre d'entreprendre la colonisation de l'île Passamaquidda (Passamaquoddy) et de 40,000 acres en terre ferme, sur le haut de la baie et la rivière de Tatamagushe (Tatamagouche). M 97, "B.T.N.S.", vol. 20

Pétition semblable de lord Catherlough, demandant l'île de Grand-Manan et 40,000 acres en terre ferme. M 98

Id. de lord Falmouth, demandant l'île Madame et 40,000 acres. M 99

Ces trois pétitions à l'exception des signatures, sont de la même écriture.

11 mai. Pétition de Humphrey Bradstreet, relatant ses services et sollicitant une concession de terre, à laquelle il a droit comme officier licencié. M 102, "B.T.N.S.", vol. 20

11 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que le "quit rent" soit d'un farthing par acre, payable annuellement à la Saint-Michel. "B.T.N.S.", vol. 37, p. 441

14 mai, Whitehall. Arrêté du Conseil : les lords du commerce prépareront les instructions du gouverneur de la Nouvelle-Ecosse concernant le "quit rent." M 109, "B.T.N.S.", vol. 20

15 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils ne peuvent, à l'égard de la pétition du duc de Richmond pour la concession du Cap-Breton, conseiller de se départir du principe précédemment établi. "B.T.N.S.", vol. 37, p. 414

15 mai, Whitehall. Les mêmes à Wilmot. En raison des procédés équivoques de Robins, signalés dans sa lettre (Wilmot) du 10 décembre dernier et de la confirmation subséquente des soupçons exprimés contre lui, il ne lui sera pas permis de former un établissement de la nature et dans la situation qu'il propose. Il (Wilmot) ne doit pas encourager le retour des Acadiens en intention de s'établir dans la province d'où il a été nécessaire, pour la sécurité publique, de les expulser; mais s'il en revenait par suite des démarches injustifiables de Robins, Wilmot pourra leur donner de petits lots au milieu des autres colons, pourvu qu'ils prêtent le serment d'allégeance et à condition aussi de les disperser par petits groupes, de manière qu'ils ne puissent plus causer de trouble et d'embarras. 416

16 mai, Whitehall. Les mêmes au Conseil privé. Ils lui transmettent les instructions supplémentaires à donner au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse au sujet du "quit rent." 419

16 mai. Pétition de Samuel Fludyer, sir Thomas Fludyer, Adam Drummond et Anthony Bacon, contenant demande d'une concession de 100,000 acres de terre en la Nouvelle-Ecosse et offre de location de toutes les houillères comprises dans la concession. M 110, "B.T.N.S.", vol. 20

Projet d'amélioration des charbonnages, avec carte. M 111

17 mai. Pétition de M. d'Arrigrand à l'effet d'obtenir la confirmation d'une concession au Cap-Breton, à lui faite par le roi très chrétien. M 112

Seconde pétition. M 113

23 mai, St-James. Arrêté du Conseil, approuvant le rapport qui recommande la concession au duc de Richmond et autres de l'île du Cap-Breton, aux mêmes conditions que celles auxquelles l'île Saint-Jean a été concédée au comte d'Egmont. N. 1, "B. T. N. S.", vol. 21

1764.

2 juin, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il accuse réception de leurs dépêches apportées par Gerrish. N 13

2 juin, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Halifax). Il a pris des mesures pour rectifier les idées erronées des Acadiens français sur leur dépendance de la France, et justifier le duc de Nivernois de toute intention d'intervenir en leur faveur. Il envoie une requête qu'ils lui ont adressée, où se manifestent leurs sentiments et leurs folles visées avec une rare insolence. Trois cents Acadiens de l'île Saint-Jean se sont joints à eux dans ces réprésentations. N 42

La pétition à Wilmot (en français) commence ainsi: "Les Prisonniers "habitans Acadiens ont eu L'honneur de représenter à son Excellence le "29me d'Avril dernier que, ne reconnaissant d'autre Souverain que le Roy "de France."...Ils demandent des navires et des provisions pour retourner en leur pays, voulant prouver à leur prince leur dévouement à son service, pour lequel ils se disent prêts à sacrifier leur vies. N 43

(Le même volume contient la lettre originale, marquée N 44, et une seconde copie de la pétition, marquée N 45. Il y a une autre copie de ces pièces dans la "Col. Cor., N. S.", vol. 1, pp. 240, 242.)

5 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils transmettent les noms des personnes demandant des concessions de terre en la Nouvelle-Ecosse, et recommandent ces concessions aux conditions mentionnées.

"B. T. N. S.", vol. 37, p. 422

9 juin, St-James. Le Secrétaire d'Etat (Halifax) à Wilmot. Il partage son sentiment sur le danger qu'il y aurait à réunir les Acadiens dans un seul "settlement," et est d'avis qu'il faudrait les disperser par petits groupes au milieu des autres établissements de la Nouvelle-Ecosse. Leur transport à Québec ne serait pas opportun ni agréable aux Acadiens; et il est impossible aux îles cédées (Indes Occidentales). Leur demande ne sera point accueillie par le roi de France. Quant à S. M., elle les voit dans le même jour que ses autres sujets catholiques romains d'Amérique. S'ils veulent prêter le serment d'allégeance, on les placera dans des lieux à leur convenance; s'ils ne le veulent pas, la faculté de quitter la province, ou les possessions du roi ne peut leur être déniée; mais il (Wilmot) ne devra point permettre qu'ils s'éloignent ainsi par les manœuvres ouvertes ou secrètes d'une Puissance étrangère.

"Col. Cor., N. S.", vol. 1, p. 224

19 juin, Whitehall. Breynton à la "Society for the Propagation of the Gospel." Reçu les livres. La réponse à Mayhew cause une vive satisfaction. Wood, en s'en allant à Annapolis, lui a laissé (Breynton) une desserte qui le tient pleinement occupé; les chiffres diminuent plutôt à Halifax, en raison de l'extension des exploitations rurales, etc.,mais aussi la région se développe rapidement. On compte à Halifax et aux environs 1,300 habitants. Membres de l'Eglise d'Angleterre (y compris 250 Irlandais suspects d'être catholiques romains et 250 protestants allemands et français), 900; dissidents, 350, communiants constants, anglais, 100; français et allemands, 60. Naissances, 150; sépultures, 80.

"Lambeth MSS.", 1,124-2, fol. 272

19 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Halifax). Le gouverneur de la Nouvelle-Ecosse écrit que les Acadiens dans la province ont demandé au roi de France de les en retirer, et voudrait des instructions au cas où, la demande étant refusée, ils seraient disposés à prêter le serment d'allégeance. Prière de mettre sa lettre sous les yeux du roi.

"B. T. N. S.", vol. 37, p. 427

19 juin, Whitehall. (Duplicata. "Col. Cor. N.S." vol. 1. p. 228.)

Les Lords du commerce au Roi. Ils font rapport que l'on devrait permettre aux Acadiens de devenir colons en prêtant le serment d'allégeance et avoir soin de les disperser par petits groupes, loin de Saint-

1764.

Pierre et Miquelon, afin qu'ils ne puissent entretenir de relations avec les Français de ces îles. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 430

20 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à la "Society for the Propagation of the Gospel." Besoin de missionnaires pour être envoyés parmi les sauvages de la Nouvelle-Ecosse. 430

20 juin, Whitehall. Les mêmes au Roi. Ils sont d'avis que l'Acte sur la procédure doit être désavoué. 432

20 juin, Whitehall. Les mêmes au même. Que Jonathan Binney soit nommé conseiller à la Nouvelle-Ecosse. 434

20 juin, Louisbourg. Moreau à la "Society for the Propagation of the Gospel." Sa santé étant quelque peu rétablie, il n'usera pas de son congé, parce que les personnes ne sachant pas l'anglais seraient privées des soins du pasteur pendant la durée de son absence. Il demande une augmentation aux lords du commerce. Son travail auprès des indigènes, depuis la mort de l'abbé Maillard, n'est pas sans fruit : il a baptisé six de leurs enfants et espère donner la communion à la plupart des sauvages après les y avoir préparés. Dans les six derniers mois, il a baptisé 27 enfants et à Pâques il a eu 62 communiants. "Lambeth, MSS," 1,124-3, fol. 38

24 juin, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Remarques sur les chefs de dépense qui lui sont signalés. Il explique la cause de ces dépenses, insiste pour que l'on ne retire pas toute l'allocation à Lunenburg, et invite à aider à la construction d'une église dans Annapolis. Autres articles justifiés. Il n'a pas de fonds applicables aux besoins imprévus; et les gens ne veulent pas faire crédit sur l'issue incertaine d'une demande de paiement adressée en Angleterre. La province peut à peine acquitter l'intérêt de sa dette de £12,000. Zèle que l'assemblée met à encourager le travail, comptant sur un revenu qui est variable. Wilmot énumère les primes versées; les travaux entrepris par l'assemblée, et les salaires qu'elle s'est engagée à payer. Afin de combler des déficits, elle avait emprunté, et sa dette à cette heure monte à £12,000. La dépense non prévue se fait principalement pour distribuer des présents aux sauvages et détruire ainsi l'influence française sur eux; c'est un usage si ancien qu'on ne peut plus s'y soustraire; si on l'essayait, on verrait se produire une animosité qui pourrait amener la ruine des "settlements" nouveaux. La province n'est en progrès que depuis la fin des guerres avec les sauvages et les Français. Tout recommencement des hostilités en ferait partir les colons. Les troupes totales consistent en 500 hommes seulement, distribués à différents postes et garnisons; et les sauvages comptent plus de 600 guerriers, dont de petits partis pourraient porter la terreur et la désolation dans le pays avant qu'on eût le temps d'avertir les troupes. Wilmot recommande l'établissement de postes de traite. Dépense de l'arpentage du Cap-Breton et de l'île Saint-Jean, exécuté par "l'officier compétent", et carte. (La carte paraît être celle de la "B. T. Collection," vol. 9, sous le n° 35; une note au crayon l'attribue à H. Coates, sans plus de preuve. L'"officier compétent" était Charles Morris.) Remarques sur le mode prescrit pour la confirmation des concessions de terre, à savoir : "que l'on inscrira un extrait de chaque concession sur un registre au bureau de l'*auditor*; autrement la concession sera nulle." Or, il n'y a pas et il n'y a jamais eu de bureau de ce nom. Wilmot voudrait des instructions sur ce point si important. Aucune stipulation non plus pour empêcher l'aliénation; cette clause était insérée précédemment dans toutes les concessions. Objections contre le droit d'inscription et contre le paiement du "quit rent" à la fin de deux années, et ensuite annuellement, sous peine de retour au domaine public de la terre concédée, au lieu qu'auparavant le premier terme de paiement était à la fin de dix années et le retour au domaine par suite de non-paiement après trois ans révolus. Autres objections. Le "registrar" demande une allocation pour un commis, et il (Wilmot) recommande la chose. Trafic

1764.

illicite qui se fait, et tromperies pratiquées envers les sauvages par les trafiquants de la Nouvelle-Angleterre. Pour y mettre fin, il propose d'établir des maisons de traite à des points convenables. Refus du "writ of error" en des actions pour sommes minimes. Nomination faite de deux juges adjoints qui siégeront avec le juge en chef. Développement de la pêche à Canso ; nécessité d'un phare dans ce parage. Wilmot transmet les duplicatas des lois, Journaux de l'assemblée et procès-verbaux du conseil, expédiés le 25 février, avec copies de documents de nature semblable postérieurs à cette date ; les relevés de l'officier de port, les pièces justificatives du trésor avec l'état de situation des fonds provinciaux ; une description de l'île Saint-Jean ; des lettres du trésorier et de Moreau, missionnaire à Lunenburg. N 73, "B. T. N. S.", vol. 21

Incluses. Rapports, évaluations, etc. N 74 à N 84

Les états de l'officier du port sont dans les "B. T. Naval Office Lists" de 1761 à 1765.

10 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Rapport sur les offres d'exploitation des houillères du Cap-Breton, faites par Joseph Gerrish (M 111) ; William Howe et ses associés (M 95) ; et sir Samuel Fludyer et ses associés (M 110). Leurs seigneuries conseillent d'accepter la dernière de ces offres. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 435

10 juillet, Whitehall. Les mêmes au même. Il conviendrait de donner au "Sieur d'Arrigrand," vu son grand âge, etc., une concession de 20,000 acres de terre au plus, bien que, sous le traité de cession du Cap-Breton, il ne puisse invoquer la concession à lui faite par le roi de France. 441

10 juillet, Whitehall. Les mêmes au même. Ils sont d'avis que l'honorable Archibald Montgomery, colonel du ci-devant 77e, reçoive une concession de 20,000 acres pour y établir des hommes de son régiment. 443

10 juillet, Whitehall. Les mêmes au même. Ils proposent de donner une concession de 20,000 acres au capitaine Thomas Newton et à Philip et John Newton, pour qu'ils y établissent des colons aux conditions énoncées dans les concessions antérieures. 445

11 juillet, St-James. Arrêté du Conseil, approuvant la proposition des lords du commerce, à savoir que les Accadiens, s'ils prêtent le serment d'allégeance, aient permission de s'établir en la Nouvelle-Ecosse ; mais qu'ils y soient dispersés par petits groupes et en lieux d'où ils ne puissent communiquer avec Saint-Pierre et Miquelon. N 10, "B. T. N.S.", vol. 21

11 juillet, Dearham. Townshend à Halifax. Il introduit auprès de lui Gorham et le recommande pour le poste de lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "Dartmouth Papers."

13 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Wilmot. Reçu ses dépêches. Il sera envoyé des missionnaires protestants aux sauvages. Dire simplement à ceux-ci que le roi va s'occuper d'eux. Faire des présents aux sauvages paraît être une nécessité ; mais on devrait leur apprendre à travailler pour leur subsistance. Il faut faire cesser les rapports entre eux et les Français de Saint-Pierre et Miquelon. Les présents ne devront pas coûter plus de £200 à £250. La question de l'admission des Acadiens est soumise au roi. Il sera bon de nommer des juges assesseurs, quand l'assemblée aura pourvu d'une manière convenable à leurs traitements. Remarques sur les lois adoptées en 1763. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 446

(Il fut communiqué au secrétaire d'Etat un extrait de cette dépêche le 18 décembre. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 275.)

16 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Ils ont soumis au roi la demande par Howe et ses associés d'une concession de terres au Cap-Breton pour l'exploitation de houillères. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 453

16 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils transmettent un projet d'instructions touchant la permission aux Acadiens de rester et devenir colons dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 456

Instructions. 457

1764.

18 juillet. Duts aux Lords du commerce (en français et sans date). Il a avec d'autres été trompé par Stumpel, qui s'en est allé furtivement de Londres sans payer personne, emportant de l'argent avancé par lui et neuf autres; et demande à leurs seigneuries de les substituer à Stumpel dans la concession de terres en la Nouvelle-Ecosse.

N 11, "B. T. N. S.", vol. 21

20 juillet, Londres. La "Society for the Propagation of the Gospel" aux mêmes. Elle les remercie de lui avoir fait part de la demande de prêtres par les sauvages et du rejet du projet conçu. Elle va mander aux missionnaires de donner aux sauvages toute l'instruction possible dans les moments que leur laisseront leurs dessertes particulières. (Le reste de la lettre roule sur les affaires de la Caroline du Nord.) N 12

24 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à Duts, Damase et leurs associés. Comme il n'y a pas d'argent disponible pour les frais de passage des émigrants à la Nouvelle-Ecosse, il n'est pas encore temps de prendre leur demande en considération. "B. T. N. S.," vol. 37, p. 460

28 juillet, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Affaire de Joseph Pernette; des lettres pour £500 souscrites en sa faveur ont été retournées protestées.

N 21, "B. T. N. S.", vol. 21

30 juillet, Halifax. Wood à la "S. P. G." Il accuse réception de lettres, gratifications, etc. Wilkie fera les prières et prêchera à Annapolis jusqu'à ce qu'il (Wood) puisse aller s'y fixer. Il catéchisera les enfants que Wilkie aura commencé à instruire. Insuffisance du local où se tiennent les services religieux. Si l'on se mettait à construire une église convenable, il croit que la population contribuerait pour son achèvement. Il se propose d'étudier le micmac et de traduire en cette langue le "Prayer Book," en disposant la matière sur trois colonnes, avec le texte micmac au milieu, et l'anglais et le français, ou l'anglais et le latin de chaque côté. Aussitôt qu'il en sera capable, il veut prêcher en micmac. Il a eu dernièrement les manuscrits de Maillard, qui lui seront utiles. Le gouverneur Wilmot promet d'envoyer pour l'aider un Français qui sait parfaitement la langue. Effet favorable sur les Français et les sauvages de ses relations amicales (Wood) avec Maillard. "Lambeth MSS.", 1,124-2, fol. 301*a*

30 juillet, Londres. Pétition de John Mascarene. On n'a jamais récompensé les services de son père. Refus d'une récompense en argent. Il demande une concession de 20,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse.

N 36, "B. T.N.S.", vol. 21

30 juillet, Halifax. Les Acadiens d'Halifax aux Acadiens de Pigiguit (en français). Une députation, composée de cinq ou six personnes, va passer en France pour demander au roi de les prendre en sa protection. La lettre invite tous ceux de Pigiguit à s'associer à cette demande.

"B. M.", *add.* 19071, fol. 200

10 août, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il a tiré pour £1,897 3s. 6d. sterling de lettres en faveur de Joshua Mauger, en paiement de dépenses de gouvernement, du 1er janvier au 30 juin dernier.

N 14, "B. T. N. S.", vol. 21

29 août, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Halifax). Plusieurs familles acadiennes (environ 150 personnes), résidant autour de Canso, auxquelles la permission d'aller à Saint-Pierre avait été refusée, sont aussitôt parties pour cette île. Il envoie copie d'un document qui émane du gouverneur français des Iles sous le Vent, montrant le mode employé pour attirer les Acadiens. La mortalité au cap Français a produit, toutefois, un grand effet sur leurs dispositions. Il aura l'œil sur leurs intrigues et leurs mouvements. Le chef des sauvages du Cap-Breton, ayant inutilement demandé des vivres, etc., est passé dans l'île Saint-Pierre, où il a été bien accueilli; il y est encore avec sa tribu. Emploi que les Français peuvent en faire. Impossible de rester sur un bon pied avec les sauvages, dans le voisinage des Français, sans quelque dépense. N 46

1764.

Incluse. Proclamation (en français) de Destamp, gouverneur des Iles sous le Vent, offrant le passage, la subsistance en cours de route et l'entretien ensuite jusqu'à ce qu'ils puissent se suffire à eux-mêmes, à tous les Acadiens qui voudront se rendre à Saint-Domingue.

N 47, "B. T. N. S.", vol. 21

(Duplicatas. "Col. Cor. N. S.," vol. 1, pp. 245, 247).

8 septembre, Lunenburg. Vincent à la "Society for the Propagation of the Gospel." Depuis mars jusqu'à la date marquée en marge, il a fait 22 baptêmes et 2 inhumations ; à la Pentecôte, il a eu 157 communiants. Il ne peut être sûr du nombre des enfants à l'école, parce que les parents en emmènent fréquemment travailler sur leurs terres. Il y a trois ans, on comptait 564 enfants au-dessous de douze ans. Depuis il en a baptisé plus de 200, outre quelques-uns inscrits sur le registre de Moreau. Il n'a inhumé que trois enfants au-dessous de cet âge (12 ans).

"Lambeth MSS." 1124-3, fol. 18*a*

11 septembre, St-James. Le Secrétaire d'Etat (Halifax) aux Lords du commerce. Il leur transmet une lettre du gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, avec une pétition d'un grand nombre d'Acadiens, qui déclarent ne reconnaître d'autre souverain que le roi de France et demandent à être conduits ou dans quelque pays sous la domination française. Sa Majesté désire que leurs seigneuries prennent connaissance de cette pétition et indiquent quelles mesures il conviendrait d'adopter pour la paix et la sûreté de la province.

N 41, "B. T. N. S.", vol. 21

(Pour les incluses, v. au 2 juin).

17 septembre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Accuse réception de dépêches et documents. Il a parlé déjà de la demande adressée par le chef des sauvages du Cap-Breton à l'officier commandant à Louisbourg ; sa demande ayant été refusée, le chef s'est rendu à l'île Saint-Pierre, où il est encore avec sa tribu. (Il est dit dans la lettre que ces incidents ont été mandés le 10 décembre ; mais aucune lettre de cette date n'en fait mention ; c'est une dépêche du 29 août 1764 qui en parle). Il a publié une proclamation concernant les droits et honoraires qui se percevront dans les bureaux publics.

N 85, "B. T. N. S.", vol. 21

18 septembre, Falmouth, N.-E. Bennett à la "S. P. G." Il revient sur de précédentes lettres (non reçues) signalant le grand besoin de maîtres d'école. Il dessert à présent cinq localités. Ceux qui sont dans sa mission lui paraissent très sensiblement dépouillés de leurs préjugés, et ses congrégations s'augmentent tous les jours. Etendue et difficulté d'accès de ses paroisses. Il fait à cheval près de 200 milles de chemin par mois pour remplir ses fonctions fixes les dimanches, sans compter les visites entre temps. Depuis mars il a baptisé 52 enfants et 1 adulte, et prépare en ce moment d'autres adultes. Il demande des livres et des "tracts." "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 303

29 septembre, Lunenburg. Moreau à la même. Depuis sa lettre de juin, il a baptisé quatre autres enfants de sauvages, marié deux couples et s'attend à en marier encore trois. Nombre de sauvages ont promis de recevoir le sacrement à Pâques. Dépenses relative à ses travaux parmi eux. Joseph Pernett fournira des renseignements détaillés sur l'état de la mission.

"Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 38*a*

1er octobre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il a tiré des lettres pour £928 9s. 9d. sterling en faveur de Mauger.

N 18

2 octobre. Pétition de Mary Magdalen veuve d'Edward How, demandant que l'on vérifie son compte, etc.

N 19

4 octobre, Halifax. Mémoire de Zouberbuhler. Dans quelles circonstances il a été chargé de guider et diriger les colons à Lunenburg. Graves inconvénients qu'il y aurait à le révoquer dans la conjoncture présente.

N 28

10 octobre, Halifax. Les représentants de Lunenburg à Mauger. Les lords du commerce ont mandé de retrancher Zouberbuhler et Creighton de la liste civile de Lunenburg. Ils le prient de représenter à leurs seigneuries combien il

1764.

serait dangereux, dans la situation des choses en cette localité, de laisser les colons sans chefs. N 27

29 octobre, Halifax. Belcher aux Lords du commerce. Il appelle leur attention sur l'affaire de Charles Procter: une lettre de £500 tirée en sa faveur a été protestée. N 25

Liste de lettres tirées sur l'agent de la Nouvelle-Ecosse, pour lesquelles le budget de 1763 n'assigne pas de fonds. N 26, "B. T. N. S.", vol. 21

5 novembre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Reçu les dépêches concernant Robins, dont les prétentions montrent le caractère; en ce moment il est à Louisbourg. La réalisation du plan pour la traite avec les sauvages devrait avoir un heureux effet. Wilmot propose d'avoir deux nouveaux postes; leur situation ainsi que celle des postes déjà établis. Il avait pris des mesures pour marquer des lieux d'établissement aux Acadiens, en des cantons où ils fussent le moins à craindre, et aussi préparé une formule de serment d'allégeance dont on ne pût dire qu'elle était équivoque; mais ils n'ont pas voulu l'accepter, et ceux de la ville et des environs se sont mis à faire leurs apprêts de départ pour le cap Français; de là ils gagneraient le Mississipi, en intention de se rendre au pays des Illinois, où ils forment un établissement. Mais ils ont éprouvé des difficultés en leurs préparatifs et il est probable que ce ne seront pas les seules. Il (Wilmot) veut user de tous les moyens convenables pour les amener à un juste sentiment de leur intérêt. Ci-inclus le serment proposé. Il fait dresser un relevé des allottissements préparés. Ci-inclus aussi la liste des lois adoptées à la session dernière, le rapport de l'arpenteur et une pétition de l'attorney du roi. N 48

Incluses. Terres assignées aux Acadiens français, avec le serment (en anglais) proposé. N 49

Liste des lois. N 50

Rapport de l'arpenteur général sur la côte orientale de la Nouvelle-Ecosse et la région occidentale du Cap-Breton. Chaque localité est décrite. N 51

Mémoire de l'attorney général. N 52

(Il y a aussi une copie imparfaite du rapport de l'arpenteur, marquée N 53, où il y avait plusieurs lacunes, qu'on a remplies en employant une encre différente de celle du reste de la pièce, et qui contient des erreurs de copiste.)

9 novembre, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax). Reçu les dépêches, dont il énumère les sujets. Suivant ses instructions, il avait préparé une formule de serment d'allégeance et fait les dispositions d'établissement; mais les Acadiens français n'ont pas voulu prêter le serment et ont demandé des navires et des provisions pour se transporter au cap Français. Cela leur ayant été refusé, ils ont été obligés de se servir de leurs propres moyens, qui étaient bien suffisants, car ils avaient pu amasser une grosse somme, gagnée par leur travail. Wilmot ne saurait dire où ils iront. S'ils vont aux Illinois, beaucoup mourront en route, comme la chose est récemment arrivée à ceux qui sont partis des colonies du Sud pour le cap Français; mais leur départ sera un grand débarras pour la province, dont les habitants poursuivront leurs travaux avec un redoublement d'ardeur. Les Français, à l'île Saint-Jean, achèvent de se bâtir quelque 300 maisons, avec d'autres installations pour faire la pêche; ils ont 300 chaloupes à cet usage. En outre ils reçoivent d'importantes quantités de morue de Terre-Neuve, apportées par des bateaux de pêche, dont 10 ou 12 ont été pris. Malgré la vigilance des bâtiments du roi, des commerçants américains portent à Saint-Pierre des approvisionnements. Wilmot transmet divers papiers. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 251

(Les incluses: "Terres pour les Acadiens français" et "Serment d'allégeance" sont des duplicatas de celles dans la dépêche aux lords du commerce, du 5 novembre, N 49.)

1764.

12 novembre, Halifax. Belcher à la "S. P. G." Il remercie la société de ce qu'elle a fait pour l'avancement de la religion. Le gouvernement a retiré l'allocation à Vincent; en sorte que celui-ci n'a plus que les £5 qu'elle lui donne. Belcher la presse d'augmenter ce secours; car les moyens dont Vincent dispose ne lui permettent pas d'engager un sous-maître. L'allocation affectée au paiement du loyer est suspendue. Belcher prie la société de s'employer à la faire rétablir, afin que Vincent soit sur le même pied que les autres maîtres d'école. L'augmentation de Wood, dont l'allocation est portée de £40 à 70, donne à espérer que les lords du commerce voudront étendre cette faveur à Breynton, lequel la mérite par son zèle.
"Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 36*a*

17 novembre, Halifax. Liste de papiers émanant de la secrétairerie.
"Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 259

La liste contient les intitulés des formules avec indication du nombre de feuillets requis; exemple: "Commission de juge de paix, une feuille de parchemin," etc., etc.) Etat de titres, etc, émanant de l'attorney du roi. 261
(Par ordre alphabétique.)

20 novembre, Lunenburg. Vincent à la "Society for the Propagation of Gospel." Sa surprise en apprenant que sa rétribution de £20 comme maître d'école était retranchée, sans autre avis, et qu'on ôtait un shilling par jour au sous-maître. Il prie qu'on lui alloue son loyer de maison.
"Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 38*a*

28 novembre, Annapolis-Royal. William Shaw à ———. Les Acadiens ont pris la résolution de ne point prêter le serment d'allégeance, quoiqu'ils sachent quelles misères ensuite les attendent. "B. M.", *add.* 19071, fol. 266

5 décembre, Londres. Mauger aux Lords du commerce. Il va présenter une pétition au parlement, afin d'obtenir le paiement des lettres tirées en sa faveur pour avances faites aux services de la Nouvelle-Ecosse; mais il espère que leurs seigneuries voudront demander elles-mêmes l'ouverture du crédit nécessaire. N 15, "B. T. N. S.", vol. 21

7 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Wilmot. Ils lui transmettent l'arrêté qui révoque l'Acte sur la procédure en justice. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 461

17 decembre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il leur a fait déjà connaître la disposition des Acadiens français après la proposition du serment et l'offre d'un établissement. Aucune proposition raisonnable n'a pu triompher de leur zèle pour les Français. Six cents personnes sont parties, à destination des Antilles françaises, dans des navires loués par elles à leurs frais; elles vont s'établir dans ces îles, où elles cultiveront les terres impropres à l'exploitation de la canne à sucre. En dépit de la mortalité qui les menace, les familles qui sont restées sont résolues à les aller rejoindre au printemps. L'on sera ainsi débarrassé de cette population, fléau de la province et terreur des "settlements." Le conseil, pour des raisons déduites, a laissé tout ce monde libre de partir. Si la permission avait été refusée, les Acadiens seraient passés à Saint-Pierre et à Miquelon, où ils auraient été encore une cause de danger pour la province. En s'éloignant jusqu'aux Antilles, ils cessent d'être à craindre. Il (Wilmot) a parlé dans une de ses précédentes dépêches d'un établissement qui se forme à Canso, et qui va rendre la vie à la pêche dans ce parage. A la campagne dernière, 35,000 quintaux de poisson ont été préparés et expédiés. Ci-inclus des rapports sur les cours de justice, avec le tarif des frais. Wilmot envoie aussi des cartes montrant le progrès des arpentages au Cap-Breton et à Canso; le compte du trésorier, les lois passées à la dernière session, et un relevé des concessions de terre jusqu'à 1760. N 54, "B. T. N. S.", vol. 21

(La carte de Canso est dans la série des "B. T. Maps," vol. 9, n° 75; les trois cartes (76, 77, 78), qui devaient venir à la suite en ont été ôtées, évidemment à une époque ancienne.)

1764.

Incluses. Comptes rendus des cours de justice. N 55
Etat des exportations de produits de la Nouvelle-Ecosse en 1764.
N 55 x 56

Le relevé des concessions de terre se trouve dans la série dite "Plantations General." Vol. 57

18 décembre, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax). Lettre de même teneur que la dépêche du 17 aux lords du commerce.

Incluse. Extrait d'une dépêche aux lords du commerce, contenant demande d'un prêtre pour les sauvages. V. au 10 décembre 1763. Extrait de la réponse, portant qu'il ne sera pas envoyé de prêtre, et qu'il appartient aux missionnaires protestants de détacher les sauvages de leurs préjugés. Pour la lettre, v. au 8 mai 1764 (pièce écrite en français.)

20 décembre, Londres. Baron Behr au Secrétaire d'Etat (Halifax) (en français). Il lui transmet la commission qui permet à Stumpel de faire un établissement sur la rivière Saint-Jean. Stumpel a été arrêté sur le territoire du margrave d'Anspach, lequel a dû le faire remettre en liberté, à la demande du ministre du roi au Hanovre, pour sauver à Stumpel d'autres mauvais traitements.
A. & W. I., vol. 597, p. 190

(Ce n'est pas là précisément la traduction de la lettre, mais c'en est, apparemment, le sens. La lettre est écrite en très mauvais français.)

Incluse. Arrêté du conseil, du 10 février 1764, concédant à Stumpel, qui est dit officier au service du Hanovre, 20,000 acres de terre sur la rivière Saint-Jean pour y faire établissement.
"A. & W. I.", vol. 597, p. 191

1765.

9 janvier, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il ne voit pas de sujet d'objection, au point de vue du droit, contre les lois adoptées dans la Nouvelle-Ecosse en 1763. (Il donne les titres de ces lois.) N 89, "B. T. N. S.", vol. 21

23 janvier, Trésorerie. La Trésorerie aux mêmes. Elle leur renvoie une pétition d'Alexander Grant, demandant qu'on lui rembourse la somme dont il est à découvert par suite du désaveu de l'Acte adopté en la Nouvelle-Ecosse pour la traite avec les sauvages, sur la foi duquel il a avancé des marchandises. N 16
Pétition. N 17

Mauger aux Lords du commerce. Il envoie la liste des lettres tirées en sa faveur, qui n'ont pas été payées. N 21

Liste. La somme due est de £4,200, et Mauger pense qu'on devrait lui allouer un intérêt de 4 p. 100 jusqu'au paiement. N 22

9 février, St-James. Certificat par Belcher du montant des lettres qu'il a tirées en faveur de Mauger. Les lettres étant revenues protestées, il a été, comme tireur, appelé à les payer. Exposé des faits en ce qui concerne Mauger. N 23

6 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils relatent les faits, au sujet de la pétition de Grant, entrepreneur de la fourniture des marchandises pour la traite avec les sauvages, et sont d'avis, s'il a souffert des pertes, de le dédommager dans la mesure équitable, quoique les marchés passés par Lawrence et Belcher, pour les opérations de traite, n'aient pas été ratifiés par leurs seigneuries. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 462

1er février, Londres. Le Secrétaire d'Etat (Halifax). Il a reçu du gouverneur Bernard une copie du manifeste publié par le gouverneur des Iles sous le Vent françaises ; son procédé a été entièrement désavoué par la cour de France.
"Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 248

4 mars, Whitehall. Arrêté du Conseil, portant renvoi, aux fins d'examen et de rapport, de la pétition de Hutchison Mure et autres, qui demandent les concessions de terre dans l'île Saint-Jean sur la promesse desquelles ils ont fait de grandes dépenses ; ou tel dédommagement que Sa Majesté trouvera bon. (Une copie de la pétition est jointe au renvoi.)
N 31, "B. T. N. S.", vol. 21

Evaluation des dépenses du gouvernement civil de la Nouvelle-Ecosse pour 1765. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 467

1765.

8 mars, Whitehall. Pétition (sans date) de Richard Cumberland, qui demande l'ordonnancement de sommes s'élevant ensemble à £725 pour le service de la Nouvelle-Ecosse. (Les sommes furent ordonnancées à la date indiquée en marge.) N 29, "B. T. N. S.", vol. 21

11 mars, Londres. Certificat de Cumberland, disant qu'il a examiné le compte de Mme How et en recommande le paiement; Mme How ayant, au reste, perdu plusieurs pièces justificatives, dont la possession lui eût permis de réclamer une somme beaucoup plus considérable. Le compte, en détail, est signé de Mme How et daté du 27 février 1765. N 30

11 mars, Londres. Hutchison Mure et autres. Ils demandent un township au lieu des quatre qu'ils ont précédemment offert de coloniser; leur acceptation du plan de lord Egmont ayant dû avoir pour conséquence d'annuler le premier engagement. N 32

14 mars, Lunenburg. Vincent à la "S. P. G." Il a reçu les instructions relatives aux sauvages, et en a fait la distribution aux différents missionnaires. La réduction de son salaire par le conseil à Halifax rend sa position précaire; comme il ne peut que surveiller à présent, il est prêt à abandonner la tâche de maître d'école et les £20 de salaire; mais il prie que l'on continue à lui allouer le loyer de maison. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 66*a*

18 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Conseil privé. Ils sont d'avis de refuser la demande de compensation par Hutchison Mure et autres pour leurs pertes relativement à leur projet de colonisation de l'île Saint-Jean. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 468

20 mars, Whitehall. Les mêmes à la Trésorerie. Ils lui transmettent le compte des dépenses faites pour la Nouvelle-Ecosse dans les années 1750, 1751, 1752, 1762 et 1763, auxquelles il n'est pas pourvu. Si ce compte est par elle approuvé, leurs seigneuries les soumettront au parlement. 471

Compte. 472

V. aussi à pp. 519-522 du même volume.

21 mars, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Inscrire les montants sans fonds assignés au budget de la Nouvelle-Ecosse déposé devant le parlement. V 33, "B. T. N. S.", vol. 21

23 mars, St-James. Le Secrétaire d'Etat (Halifax) à Wilmot. Le 29e régiment et partie du 59e iront relever le 40e dans la Nouvelle-Ecosse, et partie du 45e à Louisbourg. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 263

23 mars. Pétition des habitants du comté du Roi. Ils demandent qu'il soit permis aux Acadiens de rester pendant l'été, pour aider aux travaux de culture et d'amélioration. "B. M.", *add.* 19071, fol. 215

1er avril, Annapolis-Royal. Wood à la "S. P. G." Ses progrès rapides en la langue des Micmacs. Il est à préparer une grammaire. Il peut déjà dire les prières en micmac de façon à être compris par les sauvages. Bonne conduite du catéchiste Wilkie. Wilmot doit inviter les lords du commerce à accorder quelque secours d'argent pour la construction d'une église. "Lambeth M.S.S.", 112-43, fol. 87*a*

29 avril, Halifax. Vincent à la même. (Deux lettres, l'une du 29 avril, l'autre datée de Lunenburg 31 mai.) Les Allemands sont désireux d'avoir un ministre allemand, et ont préparé du bois pour bâtir un "meeting house"; mais les jeunes gens semblent plutôt contraires à cette idée, que le gouverneur désapprouve. Neumann continue de faire son devoir à l'école. Il (Vincent), de la Saint-Michel 1764 à la fête de l'Annonciation 1765, a fait 29 baptêmes, 6 inhumations et 1 mariage. Il a eu 38 communiants à Noël et 107 à Pâques. Le dernier dimanche de mai, il a prêché à un auditoire d'environ 500 personnes, et compté 127 communiants. Mauvais état de sa santé. Fol. 89

30 avril, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Arrivée de personnes de la Pensylvanie et des colonies méridionales, déléguées par des associations, pour visiter le pays en vue de la création d'un "settlement" allemand, et par les négociants pour faire collection de produits pouvant s'échanger

1765.

contre des marchandises britanniques. Elles ont engagé les services de McNutt, qui leur avait montré un acte de concession, le seul dont elles aient trouvé les conditions à leur gré; mais les termes n'en sont pas conformes à ses instructions (Wilmot), en sorte qu'il ne fera rien avant que leurs seigneuries lui mandent si la venue d'hommes d'une classe utile n'offrirait pas des avantages meilleurs que celui que l'on peut obtenir des conditions autres. En attendant, il a mis les terres en réserve. Sa stipulation qu'un quart du contingent devrait être envoyé et établi par année, a été acceptée. Les colons déjà amenés par McNutt sont des gens très utiles, économes et laborieux. N 66, "B. T. N. S.", vol. 21

Formule de concession en blanc, avec les observations du gouverneur. N 67

(Il y a une copie marquée N 65, qui porte des interlinéations, apparemment de McNutt. Les deux pièces sont à conférer.)

Demande par McNutt et autres de 21 townships de 100,000 acres chacun. N 68

Règlement en usage dans la Floride occidentale pour la traite avec les sauvages. N 68 x 69

Exportation des produits de la Nouvelle-Ecosse en 1764. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 286

(Conférer le duplicata de la lettre avec les incluses qui sont dans le "Col. Cor. N. S.", vol. 1, à commencer à p. 280.)

2 mai, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax). La première partie de cette lettre est semblable à la dépêche du 30 avril aux lords du commerce. Importance croissante de la pêche à Canso. Une ville est tracée. Faudra-t-il la mettre en état de défense? Wilmot rend compte de ce qui s'est fait l'année dernière, et des exportations. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 277

(Mêmes incluses que dans la dépêche du 30 avril aux lords du commerce.)

29 mai, St-James. Arrêté du Conseil, portant renvoi, aux fins d'examen et de rapport, de la pétition d'Otho Hamilton pour la concession de 100,000 acres de terre. O 16, "B. T. N. S.", vol. 22

(*Au dos*: "Reçu et lu le 15 mai 1765." Vraisemblablement par erreur pour 1769, car toutes les autres pièces contenues dans le volume furent prises en considération en 1767 et 1768. La pétition et d'autres papiers sont joints au renvoi.)

mai, Londres. Requête de Cumberland, agent de la Nouvelle-Ecosse; il demande l'autorisation de recevoir la somme votée par le parlement (£4,911 14s. 11d.), qui est applicable au service de la province. N 34, "B. T. N. S.", vol. 21

Demande semblable pour une somme de £7,000, se rapportant aux services d'années antérieures. N 35

31 mai, Louisbourg. Vincent à la "S. P. G." Voir au 29 avril.

14 juin, Halifax. Bennett à la même. Les habitants du comté du Roi se font au culte tel qu'il est exercé, et ont besoin d'un *clergyman* résidant au milieu d'eux. Depuis sa dernière lettre, il (Bennett) a baptisé 27 enfants; à cette heure il prépare deux familles de 13 personnes, la plupart adultes, à recevoir le baptême. En douze mois il a marié 14 couples, et il n'a eu que 6 inhumations depuis son arrivée. Il apprend que deux jeunes gentlemen doivent recevoir les ordres chez les dissidents, à New-Haven et venir dans Horton et Cornwallis; mais s'il y était envoyé un missionnaire les deux jeunes gens n'y pourraient guère durer. Vaines tentatives pour avoir des maîtres d'école, l'allocation est trop minime. Windsor, ci-devant Falmouth, est-il situé dans sa mission? Les sauvages, dans le comté du Roi, sont fort peu nombreux et se conduisent bien, et si on ne laisse pas de prêtre romain parmi eux, il n'est pas probable qu'ils deviennent incommodes. Bennett dit qu'il apprend le français pour leur être plus utile. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 89*a*

1765.

14-18 juin, Halifax. Breynton à la "S. P. G." Il la remercie de la gratification qu'il en a reçue pour ses services en 1762. Le temps est arrivé de faire une impression favorable sur les sauvages, les Acadiens étant partis Un jeune homme, célibataire, de bonne constitution, qui voudrait apprendre leur langue et converserait familièrement avec eux, serait grandement utile. On dit qu'on leur a promis un prêtre de l'Eglise romaine. Mauvais état de santé de Vincent; son successeur devrait être un Allemand, capable d'officier aussi en anglais; c'est ce que recommande Belcher, en quoi il est approuvé pa. Francklin et Bulkeley. Breynton suggère que Francklin soit nommé membre de la Société et chargé de veiller sur la conduite des missionnaires. Fol. 88

17 juin, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Halifax). Il accuse réception de sa dépêche concernant la relève du 40e régiment et de partie du 54e. "Col. cor. N. S.", vol., p. 287

20 juin, Whitehall. Mémorandum de Cumberland (sans date). Comment il propose de répartir les £7,000 votées par le parlement pour les dépenses de la Nouvelle-Ecosse auxquelles il n'avait pas été pourvu. La proposition fut approuvée le jour marqué en marge. N 37, "B. T. N. S." vol. 21

24 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Wilmot. Ils lui envoient le budget des dépenses et la liste de répartition du crédit affecté à l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse. Il peut être nécessaire de faire des dépenses supplémentaires, notamment pour les sauvages; la province devrait y faire face. Mais comme le fonds provincial est déjà fort grevé, les lettres qu'il (Wilmot) pourra tirer en raison de dépenses pour les sauvages, seront honorées. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 473

Répartition du crédit. 476

24 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Cumberland. Ils lui envoient le budget et la répartition des dépenses, pour la Nouvelle-Ecosse, sur lesquels il devra se guider en effectuant ses paiements. 478

5 juillet, St-James. Arrêté du Conseil, demandant rapport sur la pétition de Lewis Morris, de New-York, en obtention de 10,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. O 16 x 17, "B. T. N. S.", vol. 23, n° 6

Id. sur la pétition à même fin de Michael Kearny, capitaine de la marine royale. O 16 x 17, "B. T. N. S.", vol. 23, n° 3

21 septembre, Lunenburg. Bailly à la "S. P. G." Il lui adresse un certificat témoignant qu'il s'est fidèlement acquitté de ses fonctions de maître d'école des Français. Assistance à l'école: de 10 ou 12 enfants à 20 ou plus. Ce qu'il enseigne: la lecture, l'écriture et le catéchisme. Moreau est satisfait de l'instruction des jeunes personnes qui se sont présentées à la communion. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 153

— septembre, St-James's. Conway aux Lords du commerce. Il leur transmet, à fins d'examen et de rapport, un extrait d'une lettre de Gage, avec une pétition d'Etienne Landry, un des anciens habitants neutres de la Nouvelle-Ecosse. N 38, "B. T. N. S.", vol. 21

Incluses. Extrait d'une lettre de Gage, datée de New-York 10 août. N 39

Pétition de Landry, en son nom et au nom de ses compatriotes dans le Maryland et la Pensylvanie, à l'effet d'obtenir permission d'aller s'établir en la Nouvelle-Ecosse ou la province de Québec, mais de préférence à Gaspé ou sur la baie des Chaleurs. N 40

8 octobre, Lunenburg. Moreau à la "Society for the Propagation of the Gospel." Il y a au moins 500 sauvages dans le "settlement" de Lunenburg, sans parler de ceux de la rivière Saint-Jean. Dépense en raison du nombre de ceux qui viennent à un mariage ou à un baptême; précautions qui se prennent pendant leur séjour à Lunenburg. Cette année, la plupart des sauvages se sont retirés à l'île Saint-Pierre, afin d'y rencontrer les prêtres français; mais ils commencent à revenir. Il (Moreau) fait tout son possible pour les amener à la vraie religion. Vincent s'est embarqué pour Londres le

1765.

17 septembre, après avoir été six mois incapable de remplir son devoir; pendant ce temps, il (Moreau) a fait pour lui tout ce qu'il a pu. Les Allemands se proposent de bâtir une église, et sont plus opposés que les années passées aux services de l'Eglise anglicane; les Français, au contraire, s'y conforment entièrement. Moreau demande des catéchismes en leur langue. Sa congrégation française consiste en 46 familles, comptant 151 enfants âgés de moins de quinze ans, et de 50 à 60 communiants. Il a aussi plusieurs familles anglaises et allemandes. Dans lessix der niers mois, il a baptisé 19 enfants, allemands et français, marié 7 couples, inhumé 2 enfants et 3 adultes. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 127

9 octobre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il leur transmet les lois adoptées et les Journaux de l'assemblée. L'une des lois restreint le nombre des représentants à un par township. Arrivée de 20 familles allemandes de Philadelphie; elles vont aller s'établir sur le côté nord de la baie de Fundy, ce qui est nécessaire pour tenir en respect les sauvages, et maintenir la tranquillité dans l'intérieur. Il (Wilmot) s'attend que beaucoup de soldats licenciés s'établiront sur la rivière Saint-Jean. Ces "settlements" sont entrepris par des personnes ayant des moyens suffisants. Rassemblement de sauvages à la baie Verte pour y rencontrer les prêtres, qui y viennent bénir les mariages, donner le baptême et confesser. Influence que tout cela donne aux prêtres français. Nécessité d'avoir des prêtres à qui le gouvernement puisse accorder sa confiance. Toute tentative par les missionnaires protestants de convertir les sauvages ne ferait que les exaspérer, et pourrait être fatale aux établissements. Ci-incluses une pétition de Breynton, le plus ancien missionnaire de la province, et l'évaluation des dépenses à prévoir pour l'année prochaine.

N 69, "B. T. N. S.", vol. 21

Incluses. Pétition de Breynton. N 70

Dépenses civiles à prévoir pour 1766. N 71

10 octobre, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il n'y a pas de sujet d'objection contre les lois adoptées dans la Nouvelle-Ecosse; mais il remarque que l'Acte modifiant celui qui permet au trésorier de contracter un emprunt en addition à celui originairement autorisé, ne lui a pas été soumis. N 90

11 octobre, Halifax. Breynton à la "S. P. G." Il lui envoie copie d'une pétition à Wilmot, où il demande d'être mis sur le même pied que les autres missionnaires. Comme il l'a déjà écrit, le missionnaire à Lunenburg devrait savoir l'allemand aussi bien que l'anglais; cela conserverait 1,200 Allemands à l'Eglise d'Angleterre, sans compter les milliers d'autres attendus de jour en jour. Demande d'aide pour l'achat de l'orgue. Breynton annonce le décès de Vincent, arrivé le 15 novembre (*sic*) et recommande sa veuve.

"Lambeth MSS.," 1124-3, fol. 152*a*

(Vincent était parti pour Londres le 17 septembre, d'après la lettre de Moreau du 8 octobre.)

12 octobre, Halifax. Wilmot à H. S. Conway. Il a reçu avis qu'il (Conway) avait été nommé secrétaire. "Col. Cor., N.S.," vol 1, p. 288.

15 octobre, Annapolis-Royal. Wood à la "S. P. G." Remercîment pour les £10, et pour les lexiques et grammaires grecs et hébreux. Il voudrait avoir près de lui Roma, qui a vécu plusieurs années avec l'abbé Maillard et peut en déchiffrer les écritures; il serait assuré alors de faire de plus grands progrès; néanmoins il continuera quand même la grammaire. Roma viendrait à Annapolis, si on lui allouait la ration à lui et à sa famille. Il (Wood) ne peut constater le nombre des sauvages, parce qu'ils restent rarement un mois dans le même endroit. La doctrine reçue des Français finira par s'effacer en eux, si l'on ne laisse plus aucun prêtre français au milieu d'eux. L'école de Wilkie va bien. Morrison en a ouvert une à Grandville. Wood recommande de l'engager comme maître d'école de la société. "Lambeth MSS.," 1124-3, fol. 151*a*

1765.

24 octobre, Halifax. Concession de partie d'une île, sise du côté sud du Miramichi, à William Davidson et John Cort. "A. & W. I.," vol. 597

(Il est dit au dos de la pièce que la concession se fait par le gouverneur Wilmot. Le sceau est brisé en plusieurs parcelles et l'inscription oblitérée.)

28 octobre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Il a tiré des lettres pour £1,504 16s., 1d., en faveur de Mauger, suivant le relevé ci-inclus. N 57, "B. T. N. S.," vol. 21

8 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Conway.) Ils lui transmettent copie de leurs réprésentations au roi à propos de la pétition de Etienne Landry, précédemment un des habitants neutres de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 37, p. 479

Les représentations qui suivent rapportent le refus des Acadiens français de prêter le serment d'allégeance et leur détermination de garder leur attachement à la France. Tous maintenant sont partis à l'exception de quelques familles, qui se sont retirées à Gaspé et à la baie des Chaleurs, d'où elles entretiennent un commerce illicite avec les Français. Il n'est donc pas désirable que Landry et ses associés aient la permission de retourner à la Nouvelle-Ecosse ou de s'établir en la province de Québec. On devrait aussi prendre des mesures pour transporter les colons de Gaspé, &c., dans l'intérieur du pays, afin qu'ils ne puissent continuer leurs rapports avec les Français. 480

(La pétition de Landry avait été communiquée par le secrétaire d'Etat (Conway) aux Lords du commerce en septembre,———, avec un extrait d'une lettre de Gage. Les Archives canadiennes, série Q, vol. 2, p. 78, contiennent une lettre de Murray, du 9 mars 1764, mentionnée dans celle ci-dessus des Lords du commerce.

19 novembre, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Par le décès de Vincent, il est devenu nécessaire de nommer à Lunenburg un autre missionnaire, qui devrait savoir l'allemand et l'anglais, afin que la distinction résultant de la différence de coutumes, etc., puisse s'oublier. L'application des droits de timbre a eu lieu ici sans opposition ni difficulté. Il a entendu dire qu'il y avait eu des marques de mécontentement à un endroit appelé Liverpool, peuplé de New-Englanders, mais point d'actes de violence cependant. N 56, "B. T. N. S.", vol. 21

(Un extrait de cette dépêche, relatif aux droits de timbre, fut communiqué au secrétaire d'Etat le 7 janvier 1766.)

20 novembre, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il ne voit aucun sujet d'objection, au point de vue du droit, contre les lois supplémentaires adoptées dans la Nouvelle-Ecosse en 1764. N 91

1766.

7 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Conway). Ils lui transmettent un extrait d'une lettre de Wilmot, du 19 novembre 1765, relatif à l'accueil fait à l'Acte du timbre. V. cette dépêche. "Col. Cor. N. S.", vol. 2 p. 1

24 janvier, Londres. Pétition (sans date) de Cumberland aux Lords du commerce, demandant l'approbation du paiement des traitements au gouverneur, etc., de la Nouvelle-Ecosse. N 58, "B. T. N. S.", vol. 21

27 janvier, Windsor. Bennett à la "S. P. G." Arrivée de deux ministres dissidents de la Nouvelle-Angleterre pour Horton et Cornwallis. Comme il n'y a pas de famille anglicane à Horton, il a cessé d'y aller, après avis des habitants. A Cornwallis, lui et le ministre dissident font le service alternativement. Il a baptisé 20 enfants et 4 adultes ; avec ces derniers, admis à la communion, le nombre des communiants est augmenté de 30. Il n'a pas reçu sa rétribution ; si elle a été retirée, il lui faut demander son déplacement. "Lambeth, MSS.", 1124-3, fol. 181*a*

27 janvier, Halifax. Belcher à la même. Il est peiné de la mort de Vincent. Comme Breynton, il est d'avis qu'il faut envoyer à Lunenburg un missionnaire sachant l'allemand aussi bien que l'anglais. Il recommande la veuve de Vincent

1766.

à la société. L'extrême modicité de l'allocation de Breynton et le refus de payer Bennett, méritent l'attention des lords du commerce. Tâche ardue de Bennett. Il n'y a pas de maître d'école dans sa cure; en sorte que les £20 affectées au comté du Roi pourraient être passées à Halifax. Fol. 192

31 janvier, Halifax. Pétition (sans date) de Joseph Bennett, missionnaire du comté du Roi, pour le paiement de deux ans de salaire (avec recommandation de Wilmot datée du jour marqué en marge). N 87, "B. T. N. S.", vol. 21

9 février, Halifax. Wilmot au Secrétaire d'Etat (Conway). Il a reçu les instructions sur la conduite à tenir dans la Nouvelle-Ecosse, si ceux qui ont donné l'exemple des violences avaient des imitateurs. Satisfaction particulière qu'il ressent en constatant ici que l'on se soumet sans résistance à l'autorité du parlement. Le gouverneur Bernard n'a pas jusqu'à présent demandé de secours; mais, dans le besoin, il (Wilmot) ne manquerait pas d'agir avec diligence. "Col. Cor. N.S.", vol. 2, p. 4

10 février, St-James. Arrêté du Conseil, portant renvoi, à fins d'examen et de rapport, de la pétition de Benjamin Francklin, LL.D., qui demande une concession de 20,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. O 16 x 17, "B. T. N. S.", vol. 23, n° 2

13 février, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Suivant leurs instructions il mettra en réserve plus de terres à bois de chauffage. La rareté des espèces est telle qu'il est devenue impossible de s'en procurer suffisamment pour le paiement des salaires. Il ne peut faire changer pour du numéraire que des lettres de faible somme; en sorte qu'il ne saurait par ce moyen, comme ses instructions le lui mandent, pourvoir aux dépenses du trimestre. Il paiera donc les salaires individuels avec des traites, en ayant soin de ne point dépasser le crédit voté. Il se plaint de retards dans la transmission des lettres. Wilmot recommande William Spry pour succéder à Alexander Grant au conseil. N 86, "B. T. N. S.", vol. 21

19 février, Trésorerie. La Trésorerie aux mêmes. Elle renvoie à leur examen la pétition de Gerrish, demandant le paiement de son compte. N 60

Vient ensuite la pétition, avec pièces à l'appui, de Gerrish comme "commissary for the Indian trade." N 61

28 février, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Le montant mentionné dans la pétition de Gerrish est exact, vérification faite. La trésorerie donnera pour le paiement l'ordre qu'elle jugera à propos. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 489

4 mars, St-James. Le Secrétaire d'Etat (Conway) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il recommande à ses bons offices Hutchison Mure et autres, qui ont demandé la concession de l'île Saint-Jean. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 3

6 mars, Whitehall. Liste civile de la Nouvelle-Ecosse (estimatif général). "B. T. N. S.", vol. 37, p. 492

Détails. 494

10 mars. Pétition de McNutt aux Lords du commerce. Il a, à l'heure actuelle, 12,000 colons prêts à s'établir sur les terres. Les conditions arrêtées par le "Board" en 1763 et confirmées par Sa Majesté portaient qu'il leur serait loisible d'élire leurs propres représentants et "town officers", annuellement, au scrutin et qu'ayant à rendre témoignage en justice, ceux d'entre eux qui le voudraient pourraient lever la main au lieu d'employer une autre forme de serment. McNutt demande une charte pour une ville dont il a l'intention de jeter les fondements au cap de Sable. Il a exploré diverses régions de la Nouvelle-Ecosse, à quoi il a dépensé £1,400. En ce moment, il a un navire qui attend à Liverpool et trois autres navires, avec des baleinières, qui resteront inactifs jusqu'à ce qu'il retourne en Amérique; aussi voudrait-il obtenir une prompte réponse. "Dartmouth Papers."

5 avril, Lunenburg. Moreau à la "Society for the Propagation of the Gospel." Depuis le décès de Vincent, les Allemands, à l'exception de quelques vieillards, se

montrent disposés à s'unir à l'Eglise d'Angleterre, surtout si l'on envoie un missionnaire capable de prêcher en leur langue. Une attaque de goutte l'a empêché (Moreau) de célébrer la commnniou à Pâques, au vif désappointement de beaucoup d'Allemands; ses arrangements pour ce jour-là. Il a baptisé un enfant de sauvages en octobre, mais il craint bien que ce ne soit le dernier, parce que deux Acadiens français se sont mis à baptiser, marier, etc., parmi les sauvages. Bailly, le maître d'école français, est un bon homme. Dans les six derniers mois, il (Moreau), a baptisé 47 enfants, marié 12 couples et inhumé 5 adultes et quelques petits enfants. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 221

10 avril, Lunenburg. Bailly à la "S. P. G." L'hiver dernier, il avait de 26 à 30 écoliers, à qui il enseignait la lecture, l'écriture, le chant des psaumes, et qui, deux fois par jour, répétaient le catéchisme, que, faute d'exemplaires imprimés, il est obligé de transcrire. L'été, les plus vieux de ces enfants travaillent aux champs. 222

8 avril. Pétition (sans date) d'Ann, épouse de James Doble, en son nom et au nom de son mari. Elle se plaint que le gouverneur Francklin a empêché qu'elle et son mari n'eussent la concession de deux lots déboisés par eux en vertu de la proclamation. N 62, "B. T. N. S.", vol. 21

10 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Wilmot. Ils lui transmettent une pétition de dame Ann Doble, demandant la concession de deux lots à Halifax, qui lui sont refusés injustement. Si, après examen, il trouve que les faits exposés sont exacts, il donnera la concession des lots sans attendre d'autres ordres. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 523

14 avril, Whitehall. Les mêmes au Roi. Ils sont d'avis que Joseph Gorham succède dans le conseil à Alexander Grant démissionnaire. 491

17 avril. Pétition de McNutt, relative aux "settlements" qu'il se propose de créer en la Nouvelle-Ecosse et aux obstacles qui sont mis à son projet par les gouverneurs, depuis la mort de Lawrence. N 63, "B. T. N. S.", vol. 21

(Duplicata. "Dartmouth Papers.")

Incluses. Proclamation par Lawrence, en 1759, des conditions auxquelles se fera la colonisation des terres. N 63 x 64

Engagements de McNutt. N 64

Modèle d'acte de concession. N 65

18 avril, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Préparer pour le parlement un état des dépenses faites par Gerrish pour le service de la Nouvelle-Ecosse. N 72

28 avril. Offre d'Alexander McNutt de mener des colons dans la Nouvelle-Ecosse. N 72

(Pièce sans date. La date indiquée se trouve sur une copie dans les "Dartmouth Papers.")

1er mai, Devonshire-Street. Alexander Hay au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Ses services pendant la rébellion de 1745, où la vie du duc de Cumberland a été sauvée par son moyen. Ses pertes en raison de son zèle pour le service du roi, zèle qui l'a mis dans la nécessité de s'enfuir d'Ecosse et de venir à Londres invoquer la protection du duc de Cumberland. Qu'il désire s'employer à la colonisation de la Nouvelle-Ecosse. Il recommande Francis White, un porteur (de chaise) de lady Dartmouth, pour un emploi à la douane. "Dartmouth Papers."

6 mai, Halifax. Wilmot aux Lords du commerce. Les habitants de Louisbourg demandent que le Rév. M. Kneeland, chapelain du 59e régiment, soit nommé missionnaire du Cap-Breton. N 97, "B. T. N. S.", vol. 21

6 mai, Halifax. (Une copie de cette lettre fut envoyée à la "S. P. G." Voir "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 219*a*.)

Wilmot aux Lords du commerce. Il demande un congé pour des raisons de santé. N 96, "B. T. N. S.", vol. 21

1766.
6 mai. Propositions de McNutt: si l'on veut remettre la décision concernant les priviléges demandés par lui jusqu'à ce que l'on ait consulté les intéressés, il demande l'autorisation de recueillir et transmettre l'expression de leurs sentiments. "Dartmouth Papers."

12 mai, St-James. Arrêté du Conseil. Il sera fait rapport sur la pétition de Richard Williams, ancien lieutenant au 80e régiment.
O 16 x 17, "B. T. N. S.", vol. 23, n° 7

15 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils transmettent un plan de colonisation de la Nouvelle-Ecosse par des compagnies associées.
"B. T. N. S.", vol. 37, p. 496

16 mai, Whitehall. Les mêmes à Wilmot. Reçu ses dépêches. Ils ont soumis au roi les offres de colonisation faites par McNutt et autres. Il (Wilmot) devra attendre pour agir, en ce qui concerne leurs propositions et toute autre qu'il aura pu recevoir, la décision de Sa Majesté. Leurs seigneuries ont vu avec regret McNutt produire des concessions données à lui-même et à d'autres qui ne résident pas dans la province, contrairement aux instructions reçues et sans aucune explication du motif de déviation. Il doit rendre compte immédiatement de cette très étrange façon d'agir, ainsi que de tout ce qu'il a fait, relativement aux concessions de terres, depuis le commencement de son administration. Leurs seigneuries lui transmettent une copie du budget avec les détails du crédit affecté par le parlement à l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse pour 1766. Remarques sur le mode de tirer les lettres de change. Sur la convenance de permettre à un nombre convenable de prêtres catholiques romains d'officier chez les sauvages; mais les prédécesseurs du présent "Board" ayant adopté un plan tout autre, et l'ayant recommandé à la "Society for the Propagation of the Gospel", les choses en demeureront là jusqu'à nouvel examen; en attendant, aucun prêtre ne pourra exercer ses fonctions chez les sauvages sans la permission du gouvernement. A ce propos, leurs seigneuries désirent être renseignées sur l'étendue des promesses faites aux sauvages. Le major Gorham est nommé au conseil. 505

16 mai. *Au dos.* "Raisons contre la réserve des bois de construction." Elle entrave les travaux de défrichement du cultivateur; elle nuit à l'industrie de la pêche, car le pêcheur n'a pas le droit de couper tout le bois qu'il lui faut pour se construire une barque; enfin elle met les colons entièrement à la merci de délateurs prêts à jurer quoi que ce soit. Peu importe du reste aux "farmers" l'espèce de bois tenue en réserve: pin blanc, ou bois précieux. Ces raisons sont énoncées par McNutt, au nom des colons, qui demandaient aussi deux ports de commerce, l'un à Jérusalem, l'autre à Pictou, parce que d'être obligés d'aller à Halifax était une cause de pertes considérables pour le fréteur, plus considérables encore pour le colon. Obstacles que la réserve apporte à la construction des navires, à l'avantage d'Arkhangel, où il se construit tous les ans des bâtiments pour le commerce maritime de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. La réserve a cet autre résultat, d'engager le cultivateur à abattre les jeunes arbres avant qu'ils acquièrent la circonférence qui doit en interdire la coupe. Précautions à observer en faisant des réserves. Ceux qui n'ont point l'intention de s'établir sur les terres, accepteront n'importe quelle condition; mais le colon, lui, a raison d'y regarder de plus près. "Dartmouth Papers."

26 mai, Halifax. Benjamin Green au Secrétaire d'Etat (Conway). Mort de Wilmot le 23; la charge du gouvernement lui est dévolue (Green).
"Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 8

26 mai. "Suggestions" (*Hints*) par McNutt au Secrétaire d'Etat (Dartmouth) "relatives à certains articles des instructions données au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse." Ces suggestions sont de permettre à McNutt d'arpenter et tracer des townships dans les localités qui ne sont pas déjà en état de colonisation active. La concession se ferait à McNutt

1766.

et aux personnes désignées par lui. Les droits d'expédition par township seraient de £20 au plus. "Dartmouth Papers."

29 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que le consentement royal se donne à deux Actes de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 37, p. 516

31 mai, Halifax. Green aux Lords du commerce. Décès de Wilmot, etc. Comme en la lettre du 26 au secrétaire d'Etat. N 93, "B. T. N. S.", vol. 21

31 mai, Annapolis-Royal. Wood à la "S. P. G." Son gendre le lieutenant Shaw, du 40e, lequel a fait dans le temps ses études pour entrer dans les ordres sacrés, est prêt à remettre sa commission, et après avoir été ordonné, à partir comme missionnaire. Wood demande qu'on l'envoie à Grandville, quand les ordres lui auront été conférés à Waterford, Irlande, où il est stationné. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 220*a*

Procès-verbal de la société, contenant refus de cette demande. Fol. 221

18 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Richmond) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Sur la représentation par Colville, commandant la flotte de la station nord-américaine, des maux causés par le grand nombre de cabarets autorisés, en favorisant la désertion, etc., parmi les matelots, il (Richmond) mande au gouverneur de révoquer les permis dans le voisinage de l'arsenal de marine. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 6

18 juin. Pétition (sans date) de McNutt, demandant des priviléges pour les colons, outre ceux déjà mentionnés en avril dernier. (Pour sa lettre voir, au 17 avril, N 63). N 92, "B. T. N. S.", vol. 21

23 juin. Thomas Day au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il demande un emploi; irait n'importe où. "Dartmouth Papers."

30 juin, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il ne voit contre la loi adoptée dans la Nouvelle-Ecosse pour l'émission de billets de faible valeur, aucun motif d'objection au point de vue du droit. O 7, "B. T. N. S.", vol. 22

10 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Richmond) aux Lords du commerce. Préparer la commission et les instructions pour lord William Campbell, nommé gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, succédant à Wilmot. N 94, "B. T. N. S.", vol. 21

10 juillet, Louisbourg. Kneeland à la "S. P. G." Etat de la religion au Cap-Breton. La population totale de l'île est de 1,000 âmes, dont 500 à Louisbourg, où il y a 120 enfants âgés de moins de quatorze ans. Louisbourg n'a jamais eu d'autre *clergyman* résident que le chapelain d'armée, ni de maître d'école compétent. La moitié des habitants sont papistes; mais même ceux-là expriment le désir qu'il y ait un *clergyman* et un maître d'école. Il (Kneeland) a 30 catéchumènes, et célèbre l'office régulièrement. Le conseil de la Nouvelle-Ecosse est prêt à donner un presbytère avec terre dépendant de la cure. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 253*a*

14 juillet, Louisbourg. Neumann à la même. Rapport sur son école; il a 26 écoliers. Il n'existe pas d'autre école dans le voisinage que celle de Bailly. Fol. 254*a*

17 juillet, Londres. Demande par Cumberland d'un mandement pour payer les sommes spécifiées. N 95, "B. T. N. S.", vol. 21

22 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils soumettent le projet de la commission destinée à lord William Campbell. Le seul changement a trait aux serments d'abjuration et d'allégeance. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 1

24 juillet, Whitehall. Commission, datée du 11 août. 2

Les Lords du commerce au Lieutenant-Gouverneur Francklin. Ils lui adressent un arrêté du conseil et l'acte de sanction de deux bills. "B. T. N. S.," vol. 37, p. 525

27 juillet, Halifax. Wood à la "S. P. G." Il a envoyé un ouvrage en micmac pour le faire imprimer. Observations sur le caractère de cette langue. "Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 241*a*

1766.
1er août, Whitehall — Les Lords du commerce à la "S. P. G". Ils communiquent copie d'une lettre du feu gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, et invitent le secrétaire à la recommander au "Board." "B. T. N. S.", vol. 38, p. 130

(La lettre mentionnée est du 6 mai. Voir à cette date.)

5 août, Halifax. — Green au Secrétaire d'Etat (Conway). Il accuse réception de la dépêche du 31 mars, avec copies de deux lois; il a communiqué le tout à l'assemblée générale et transmet son adresse à cette occasion avec prière de la mettre sous les yeux du roi. "Col. Cor. N. S.", vol. 2. p. 85

Incluse. Remercîments pour la révocation de l'acte du timbre. 87

24 août, Halifax. — Green aux Lords du commerce. Il leur envoie un rapport sur l'état de la province, avec des documents. Relevé de la population des nouveaux établissements. Les progrès ont été aussi grands que l'on pouvait s'y attendre. Essais de culture du chanvre, etc. L'expérience acquise par les colons leur permet de tirer avantage des sols et du climat. La pêche s'exploite bien à Canso et à tous les villages sur la côte occidentale. Les expéditions de poisson préparé iront, cette année, à 30,000 quintaux. Il se construit des navires pour la pêche et pour le commerce au dehors. Accord conclu avec les promoteurs d'une entreprise de colonisation allemande; relevé des terres concédées, etc. Les sauvages se plaignent qu'ils sont privés des moyens d'exercer leur religion; c'est la cause pour laquelle ils entretiennent une communication avec Saint-Pierre et Miquelon; et le refus de présents pourrait bien aussi les pousser à de fatales extrémités, car les troupes (au nombre de 450 hommes) seraient incapables de défendre les "settlements." Il (Green) a distribué des présents pour la somme de £102 15s. 9¾d., dont il envoie le détail avec une liste des objets nécessaires pour les distributions ultérieures. Déjà les présents ont mis les sauvages en bonne humeur; une tribu occidentale a commencé à s'occuper de pêche et de culture, sur ce témoignage d'une disposition amicale. Raisons données par l'assemblée en alléguant son incapacité de pourvoir aux dépenses imprévues. Son revenu est de £4,000; sa dépense de £2,500: il ne reste que £1,500 pour la réduction de la dette. Ci-inclus le rapport de la cour des sessions trimestrielles du comté d'Halifax, et les états de l'officier de port. Les engagements contractés relativement aux sauvages, sous l'administration de Belcher et Wilmot, ne sont pas encore acquittés. Il refuse toute concession de terre à des conditions incompatibles avec les instructions qu'il a. Remontrance des principaux habitants contre la révocation de l'acte tendant à empêcher l'admission dans la province de l'écume ou rebut de la population des colonies; depuis la révocation, la Nouvelle-Ecosse est inondée de gens non seulement inutiles, mais encore à charge au public, qui est soumis à une lourde taxe à cause d'eux; les autres colonies s'en défont en payant leurs passages, à leur sortie des prisons, des hôpitaux et des asiles des pauvres. Dépêches reçues, qu'il (Green) a transmises à Francklin, nommé lieutenant-gouverneur. N 98, "B. T. N. S.", vol. 21

Incluses. Rapport sur l'état des townships, où est indiqué le nombre des habitants de chaque comté séparément. La population totale est de 11,272 âmes. Environ 50 personnes viennent annuellement à Passamaquoddy faire la pêche. Environ 500 Français neutres sont répandus dans le pays intérieur et sur le littoral. Il y a environ 1,500 Indiens, tant Micmacs que sauvages du cap de Sable, de Saint-Jean et de Passamaquoddy; dont 550 guerriers. N 99

Marchandises fournies aux sauvages. N 101

Rapport sur le travail de la cour des sessions trimestrielles. N 103

Etats de l'officier de port. "Naval Office Lists," 1761 à 1765.

Relevé des concessions de terre, avec le nombre de colons à établir. La pièce contient les noms des concessionnaires, la date de la concession, la situation des terres, le nombre de colons à y mettre pendant chacune des quatres années 1766-1769. (Il y a deux copies de cet état, l'une

1766.

dans la "Col. Cor. N. S.", vol, 2. p. 28, l'autre dans la série "Plantations General," vol. 57. La "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 9 et suiv., renferme un duplicata de la lettre aux lords du commerce avec ses incluses.)

24 août, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Il envoie la liste des lettres tirées. N 104, "B. T. N. S.", vol. 21

Incluse. Liste. N 105

(Duplicata dans la "Col. Cor. N. S.", vol. 2, pp. 60, 61, avec l'évaluation des dépenses de l'administration civile pour l'année 1767, à p. 65.

30 août, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils soumettent un projet d'instructions générales destinées à lord William Campbell, lesquelles ne s'écartent pas de l'ordinaire, excepté en ce qui concerne la transmission des lettres et dépêches et la manière de prêter les serments officiels. Les instructions relatives au commerce devront être revisées, à cause des changements effectués dans les trois dernières sessions, et par conséquent ne pourront être expédiées qu'après réception d'un rapport des douanes. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 32

Viennent ensuite les instructions. 35

2 septembre, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Reçu sa commission de lieutenant-gouverneur et les papiers de Green. Il explique les faits dont "Mrs Ann Doble" se plaint dans sa pétition (v. au 8 avril); met sous ce pli l'avertissement, le procès-verbal du conseil sur les conditions prescrites, la délibération prise par le conseil au sujet de l'affaire Doble et l'évaluation des améliorations exécutées. Détail des négociations avec McNutt, et motifs qui ont déterminé à faire les concessions, avec réserve des terrains houillers; le concessionnaire avait demandé qu'ils fussent compris dans les concessions, mais la demande a été refusée. Envoi de représentations sur la pétition de McNutt, qui montreront un état de choses différent de ce qu'elle relate. Refus de McNutt de produire une liste des personnes établies par lui, quoiqu'il ait reçu, pour les coloniser, 15,000 acres de terre à la baie Sainte-Marguerite; 10,000 acres à Chigonois (rivière Chigonaise ou Ishgonish); 2,000 au Petit-Passage, et 9,000 dans le comté de Cumberland; il s'est plaint de la réserve des houillères; mais la liste de concessions ci-incluse témoigne qu'il a eu des encouragements considérables. (Pour cette liste, voir la "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 28, ou la série "Plantations General," vol. 57). Francklin demande des instructions touchant certaines règles pour la concession des terres. Les habitants de Louisbourg se plaignent d'être sujets aux impôts sans être représentés à l'assemblée, puisque depuis l'annexion de l'île à la Nouvelle-Ecosse, ils ont eu pour représentants ceux du comté d'Halifax. De la difficulté de trouver des hommes pouvant convenablement être juges de la cour des plaids communs ou composer les jurys. Francklin transmet des copies des lois votées et des Journaux de l'Assemblée, ainsi qu'une pétition qu'il reçoit sur l'affaire Doble. N 106, "B. T. N. S.", vol. 21

Incluses. Pétition de Hinshelwood, au nom du lieutenant Trevor Newland, relativement aux terres de celui-ci, terres dont le retrait serait demandé pour cause d'inexécution des conditions; et autres documents concernant la réclamation Doble. N 107

Rapport du comité du conseil sur la réclamation de McNutt. N 108

Modèle de concession de terre usité dans la Nouvelle-Ecosse. N 109

Evaluation des dépenses présumables de l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse pour 1767. N 110

3 septembre Halifax. Liste des lois passées à la session dernière. N 110 x 111

Francklin aux Lords du commerce. Il a dépêché divers états, etc., par voie du *Romney*, navire de S. M., le 5. Nature et étendue des promesses faites aux sauvages, relativement aux prêtres. Influence que les Français exercent sur eux. Ces sauvages se rassemblèrent l'été dernier, en l'île Madame, à l'entrée du La Brador (lac Bras-d'Or). En passant pour s'y

1766.

rendre, ils disaient qu'ils allaient trouver des forces françaises et ils menaçaient de détruire les " settlements " écartés à leur retour. Alarmes des habitants, qui restèrent quelque temps sous les armes. Comment les sauvages furent dispersés. Cette année, nouveau rassemblement, mais moins nombreux. Les sauvages ont déclaré qu'ils ne laisseraient se former ou subsister aucun établissement à Pictou ni le long de la côte voisine de l'île Saint-Pierre ; mais ils se sont tous dispersés ensuite à l'arrivée d'un prêtre canadien de la baie des Chaleurs. Ils sont résolus d'avoir des prêtres, qu'on le leur permette ou non. Par leurs communications avec Miquelon et Saint-Pierre, si l'on n'y met ordre, ils continueront d'être attachés aux Français et prêts à se jeter sur les " settlements," quand les Français leur manderont de le faire et seront en état de les soutenir. Une rupture avec les sauvages, à l'heure actuelle, aurait des suites désastreuses. C'est pourquoi il (Francklin) demande la permission de s'adresser au gouverneur du Canada pour en avoir un ou deux prêtres choisis pour eux. Il a écrit à Palliser de chercher à arrêter les communications entre les Acadiens et les Français de Miquelon. Remarques sur le paiement des présents distribués aux sauvages, et dont une grande partie sont encore dus. N 111, " B. T. N. S.", vol. 21

Incluses. Relevé de comptes impayés. N 112

Relevé des sommes réclamées pour les présents aux sauvages. N 113

(Il y a une autre copie de cette dépêche dans la " Col. Cor. N.S.", vol. 2, p. 67, et une troisième à p. 118, datée du 13, qui paraît être la date exacte, attendu que le *Romney* avait fait voile le 5, comme le dit la dépêche même.)

4 septembre, Halifax. Wood à la " S. P. G." Au sujet de la grammaire micmaque. " Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 254

4 septembre, Halifax. Breynton à la même. Il a reçu les livres, etc. Les habitants sont contents des mesures prises à l'égard des sauvages, qui, il en est persuadé, ne tarderont pas à se laisser instruire. Les Allemands ont été ravis d'apprendre qu'on prêcherait en leur langue. Sa mission (Breynton) prospère. Comment s'y font les services. Population, 1,450 âmes. Membres de l'Eglise d'Angleterre, Allemands, Français et Irlandais compris, 950. Marine, 700 ; armée, 500. Dissidents protestants, 350. Communiants constants, 60. Naissances, 140 ; sépultures, 50. Fol. 263*a*

10 septembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Richmond). Il a été avisé de la nomination de sa grâce. A reçu copie des lois ouvrant des ports francs à la Jamaïque et à la Dominique, et amnistiant ceux qui ont encouru les peines édictées en l'Acte du timbre. Il observe avec soin les prescriptions concernant les personnes qui débitent des liqueurs enivrantes près de l'arsenal de marine. Moyens adoptés pour maintenir la discipline, préserver la santé et empêcher les désertions de matelots. " Col. Cor. N.S.", vol. 2, p. 90

10 septembre, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Il accuse réception de dépêches et de lois du parlement. N 124, " B. T. N. S.", vol. 21

11 septembre, Halifax. Le même à Palliser. Rassemblements de sauvages, l'été dernier et cet été, qui ont alarmé les colons. Les sauvages avaient de l'eau bénite, des reliques, etc., en sorte qu'il est évident qu'ils entretiennent des communications avec Saint-Pierre et Miquelon, s'il n'en vient point de prêtres. Francklin demande à Palliser de donner ordre aux vaisseaux en croisière d'empêcher les sauvages de communiquer avec Miquelon, et même avec Terre-Neuve. " Col. Cor. N.S.", vol. 2, p. 105

29 septembre, Lunenburg. Moreau à la " S. P. G." (en français). Il a donné la communion, le jour de la Pentecôte, à plus de 100 personnes, Anglais, Allemands et Français, et à chacune en sa propre langue. Sa congrégation augmente. Remercîments pour les catéchismes. Des sauvages sont revenus, qui ont fait baptiser 12 enfants et célébrer 1 mariage. Ils lui ont montré une lettre venant de l'évêque de Luçon en France, dite avoir été écrite

1766.

par Jésus-Christ, et qui a été distribuée parmi eux; chaque sauvage en possède une copie, qu'il porte en un petit sachet d'écorce sur son cœur. Absurdités contenues dans cette missive. Pendant les trois années dernières, il (Moreau) a baptisé 15 enfants et marié sept couples de sauvages. Il a récemment baptisé un nègre. Depuis six mois, il a baptisé 33 enfants, français et allemands, et célébré 8 mariages parmi les blancs.
"Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 264*a*

30 septembre, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Vu les demandes de terrain houiller en l'île du Cap-Breton, il leur envoie des renseignements sur l'état de la houillère, les constructions, etc. La veine a environ 12 pieds d'épaisseur et un demi-mille de largeur. A la mine, la houille, prête à transporter, peut se vendre 12s. 6d.; l'extraction coûte environ 5s.; il resterait donc environ 7s. 6d. de profit, si la mine s'exploitait au bénéfice du public. Il (Francklin) propose que toute la houille s'expédie à Halifax, afin que les navires arrivants, qui aujourd'hui s'en retournent sur leur lest, puissent embarquer de ce charbon pour leur retour; ce qui encouragerait les négociants de la province à verser des fonds dans les entreprises de commerce maritime et ajouterait à la recette des droits de phare, encore insuffisante pour l'entretien des feux. Autres avantages, notamment l'ouverture de routes par suite de l'accroissement du revenu. Francklin donne ici une idée de la direction générale des routes qu'il proposerait d'ouvrir, ainsi que de la manière dont elles pourraient être exécutées. A l'aide des ressources fournies par les charbonnages, il serait possible d'établir de 30 à 40 milles de chemins par année.
N 114, "S.B.T.N.", vol. 21

(Il y a deux copies de cette lettre dans la "Col. Cor. N. S.", vol. 2, pp. 93 et 131.)

1er octobre, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Il leur transmet la liste des lettres de change tirées pour les dépenses de l'administration civile.
N 115

Incluse. Liste mentionnée. N 116

(Duplicatas. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, pp. 102, 103.)

2 octobre, Lunenburg. Bailly à la "S. P. G." Il la remercie de l'envoi de catéchismes français. Peu d'écoliers à l'heure actuelle, les enfants étant employés par leurs parents; mais il compte que le nombre en augmentera en novembre. Les jeunes personnes présentées à Moreau ont été admises à la communion.
"Lambeth MSS.", 1124-3; fol. 265*a*

2 octobre, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Il demande des lettres de mer pour la Méditerranée.
"Col. Cor. N. S.", vol. 2. p. 112

(Demande semblable, datée du 6. N 117, "B. T. N. S.", vol. 21.)

5 octobre, North-End. Cawthray au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il se plaint de Francklin. Ses plaintes sont exposées en détail.
"Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 79

7 octobre, Halifax. Belcher à la "S. P. G." Il n'a pas encore eu nouvelle du choix d'un missionnaire convenable à Lunenburg. Il remercie la société de sa libéralité envers la veuve de Vincent, de sa recommandation de Bennett et Breynton aux lords du commerce, et de son allocation à Lynch, maître d'école à Halifax.
"Lambeth MSS.", 1124-3, fol. 263*a*

9 octobre, Halifax. Lynch à la même. Remercîments pour sa générosité à son égard 264*a*

15 octobre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Reçu l'avis de la nomination de sa seigneurie, ainsi que la dépêche contenant la loi qui révoque certains droits. Il lui envoie copie de ses lettres aux lords du commerce concernant les sauvages et le commerce de la houille. Il n'a pu encore expédier celles qu'il a reçues pour Palliser, qui est à Terre-Neuve. Retards des malles. Ne pourrait-on employer deux petits bâtiments à transporter les dépêches? Il est à préparer des états des "settlements", population, bétail, etc., en la province.
O I, "B. T. N. S.", vol. 22

(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 114.)

1766.
16 octobre, Saint-Jean, Terre-Neuve. Palliser à Francklin. La nouvelle des mouvements des sauvages de la Nouvelle-Ecosse est alarmante ; mais il s'attendait à ce qui arrive après les funestes communications des tribus avec les Français. Pourquoi ces derniers ont tant tenu à conserver deux îles si peu importantes. Les exploiter était bien le moindre de leurs desseins. Ce qu'ils voulaient surtout, c'était maintenir, au moyen de ces postes, leur influence sur les sauvages et sur les Acadiens rebelles et plus dangereux encore. Il a fait part au ministère de sa crainte que la pêche n'ait à souffrir très sérieusement de tout cela, et que la paix des colonies continentales n'en soit troublée. Les relations s'entretiennent par des trafiquants secrets du Cap-Breton, notamment du port Dauphin, et aussi grâce aux passeports qui sont inconsidérément donnés aux chefs sauvages, et dont, en tout cas, il devrait être informé, afin de savoir comment agir. En 1764, il écrivit pour demander que ces passeports fussent abolis, ce qui fut fait ; mais, l'an dernier, plus de 200 sauvages se sont présentés avec de nouveaux permis, datés du "Secretary's Office," Halifax, et signés du "gentleman" de Louisbourg, qui avait tenu une conférence avec eux à Nerickshag. A l'aide de ces permis, ils étaient venus à Saint-Pierre, et dans Terre-Neuve, à la terreur de ses habitants. Il leur a ôté leurs passeports, mais désespère de les mettre hors du pays. Miquelon est plein de gens, surtout d'Acadiens, munis de passeports de la Nouvelle-Ecosse. Distribution des croiseurs pour l'hiver et le printemps.

"Col. Cor. N. S.", vol. 2. p. 107

29 octobre, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il ne trouve aucun sujet d'objection, au point de vue du droit, contre les lois qui lui ont été soumises.

O 8, "B. T. N. S.", vol. 22

31 octobre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). L'assemblée générale s'est réunie le 22 ; son attachement aux lois et aux intérêts de la mère-patrie. Ci-inclus copie de son discours et des adresses en réponse.

"Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 143

Incluses. Discours d'ouverture. 145
Adresse du conseil. 149
Id. de l'assemblée. 152

19 novembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il accuse réception de la dépêche relative aux actes de violence, aux meurtres commis dernièrement contre des sauvages qui étaient sous la protection de Sa Majesté, et aussi aux établissements faits au delà des limites prescrites par la proclamation royale (1763). Dans la Nouvelle-Ecosse, la paix est parfaite avec les sauvages et les mesures sont prises pour empêcher qu'on n'attente rien contre eux et punir les infractions légères commises par ignorance ou imprudence. Pas un "settlement" ne s'est formé, dans la province, sur les terres indiennes.

O 2, "B. T. N. S.", vol. 22

(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 156.)

21 novembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il ne s'exerce aucune manufacture dans la province, à moins que l'on ne donne ce nom à la distillation des mélasses pour en obtenir du rhum et à la fabrication du sucre en pain. Le seul encouragement offert aux distillateurs et aux raffineurs de sucre est un droit d'importation de cinq pence par gallon sur le rhum et d'un penny par livre sur le sucre en pain. Les habitants emploient la laine à leur usage, et font avec le lin des toiles grossières. Les townships de Truro, Onslow et Londonderry, dont la population vient d'Irlande principalement, tissent leurs toiles et en produisent un peu plus qu'il ne leur faut. Cette année, la récolte de lin s'est élevée à 7,254 livres. Quand les colons jouiront de plus d'aisance, il est probable qu'ils cesseront de faire de la toile, parce qu'alors, ayant plus d'animaux à soigner, il leur sera plus profitable d'exporter leur lin et leur chanvre que de prendre le temps de les mettre en œuvre. Le gou-

1766.

vernement ne donne aucun encouragement à l'industrie manufacturière, et il n'existe aucune association qui la favorise.

O 3, "B. T. N. S.", vol. 22

Incluse. Relevé des manufactures. Il y a deux distillateurs : Joshua Mauger et John Fillis ; une raffinerie de sucre exploitée par Malachy Sutton ; deux fabricants de chapeaux : John Walter Wendal et Samuel Bligh.

22 novembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Prorogation de l'assemblée générale. Harmonie qui règne dans les différentes branches. La dette excède £22,000, dont £16,250 en "Treasury notes," portant intérêt de 6 p. 100 ; et le gouverneur a été autorisé à émettre des "warrants" jusqu'à concurrence de £3,648, 4s. 0d. à ce même taux d'intérêt, pour la dette sans fonds assignés. L'assemblée a préparé une adresse sur le manque de numéraire, etc. Il (Francklin) transmet avec avis favorable cette adresse, où l'assemblée demande l'autorisation de créer une monnaie de papier. Il rapporte l'affaire de quatre jeunes officiers, condamnés chacun à £50 d'amende, et recommande de leur en faire remise, à cause de leur bonne conduite subséquente et des services de leur régiment. O 4

Incluse. Adresse du conseil législatif et de l'assemblée concernant le manque d'espèces et demandant les revenus produits par les houillères et les "quit rents," et la faculté d'émettre pour £40,000 de billets-monnaie. O 5

(Duplicata de la dépêche : "Col. Cor. N. S.," vol. 2, p. 158. Duplicata de l'adresse : "B. T. N. S.," vol. 21, N 123.)

22 novembre, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Reçu la dépêche du 1er août, et répondu au secrétaire d'Etat le 21 du présent mois. Reçu aussi avis de la confirmation de deux lois. Il transmet copie des procès-verbaux du conseil et la liste des concessions de terre jusqu'au 30 septembre. Il envoie aussi le rapport de Morris sur le relèvement, exécuté par lui en 1765, de la rivière Saint-Jean, des côtes de la baie de Passamaquoddy et de la rivière Sainte-Croix. Soin avec lequel Morris a fait le travail, et qui mérite une allocation supplémentaire. Harmonie entre toutes les parties de la législature durant la session dernière. Remarques sur des lois adoptées. N 125, "B. T. N. S.," vol. 2

Incluses. Modèle d'état pour les établissements, indiquant la population, le bétail, les produits, etc. N 126

Rapport sur le relèvement de la rivière Saint-Jean et de la côte depuis cette rivière jusqu'à la baie de Passamaquoddy. N 127

Le plan sur lequel est fondé ce rapport se trouve dans les "B. T. Maps," carton 43, n° 20. Les extraits des concessions mentionnés dans la dépêche sont dans la série dite "Plantations General," vol. 57.

(Duplicatas de la dépêche et de deux incluses. "Col. Cor. N. S.," vol. 2, pp. 162, 167, 192.)

1er décembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Arrivée de lord William Campbell le 26 du mois dernier ; le lendemain, il a prêté les serments comme gouverneur. Les dépêches écrites en dernier lieu lui ont été remises, avec l'adresse du conseil et de l'assemblée, pour être transmises. "Col. Cor. N. S.," vol. 2, p. 193

(Pour l'adresse, V. l'incluse de la dépêche du 22 novembre.)

3 décembre, St-James. Arrêté du Conseil. Défense d'exploiter les mines de houille au Cap-Breton. Les pétitions à fins d'exploitation seront par conséquent rejetées. O 11, "B. T. N. S.", vol. 22

(Il y a de cette pièce un duplicata marqué O 17.)

4 décembre, Halifax. Campbell aux Lords du commerce. Il leur envoie la liste des bills passés dans la dernière session, et une copie d'un projet de loi proposé pour le partage des terres appartenant à des propriétaires indivis par succession ou acquisition, et pour la perception plus facile du "quit rent." Un bill antérieur a été désavoué parce qu'il aurait été préjudi-

1766.

ciable aux absents; mais ce motif d'objection n'existe point contre celui-ci, sur lequel il (Campbell) transmet des observations du juge en chef, avec les procès-verbaux du conseil et les documents relatifs aux concessions de terre. N 118, "B. T. N. S.," vol. 21

Incluses. Liste d'Actes. N 119

Observations sur le bill concernant le partage des terres indivises. N 120

(Pour le bill, voir la "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 200, à la suite d'un duplicata de la dépêche.)

5 décembre, Halifax. Campbell aux Lords du commerce. Il est arrivé ici le 26 et a prêté les serments dès le lendemain. Francklin rend compte à leurs seigneuries des délibérations de la législature. Il (Campbell) transmet une pétition du conseil, de l'assemblée et des habitants, avec prière de la présenter au roi. Il fera une inspection de chaque département et en mandera les résultats. Il a fait une enquête sur la plainte que Francklin était très engagé dans le commerce; et constaté que toutes ses opérations se réduisent à recouvrer les créances qui lui restaient quand il s'est retiré des affaires. Si le recouvrement de ces créances, qui pourrait durer encore plusieurs années, lui donne une influence anormale et le disqualifie pour le poste de lieutenant-gouverneur, il (Campbell) recommande le major Gorham, qui est né en Amérique et a passé la plus grande partie de sa vie dans la province. N 121, "B. T. N. S.", vol. 21

Incluses. Affidavit de Francklin, attestant qu'il ne fait point le commerce ou le négoce comme on l'a rapporté. N 122

Pétition du conseil et de la chambre d'assemblée. N 123

(C'est le duplicata de la pétition incluse dans la dépêche de Francklin du 22 novembre.)

5 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Lettre semblable, quoique non identique, à celle de même date adressée aux lords du commerce. Les incluses sont les mêmes que dans cette dépêche. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 212

31 décembre, Halifax. Relevé du nombre d'habitants, des produits, etc., de la Nouvelle-Ecosse, à la date en marge. 442

Sans date. Mémorandum sur les limites de la Nouvelle-Ecosse, intitulé: "Nova Scotia Comm'n, 1766. Lord W. Campbell." "A. & W. I.", vol. 597

1767.

2 janvier, Whitehall. (Extrait de la commission de lord William Campbell, qui est dans les "Patent Rolls," 6 George III, 4e partie, n° 3,707.)

Les Lords du commerce au Roi. Ils lui soumettent un projet d'instructions relatives au commerce, avec un rapport du commissaire de la douane, lequel contient les motifs des changements. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 131

23 janvier, Whitehall. Instructions sur le commerce, avec modèles d'états. 133

Liste civile de la Nouvelle-Ecosse pour 1767 (£4,866 3s 5d.) 186

27 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à Lawrence. Ils lui transmettent les comptes des dépenses faites pour le service de la Nouvelle-Ecosse en 1760, auxquelles le parlement n'avait pas affecté de fonds, et lui mandent d'envoyer à la trésorerie copie de certaines pièces relatives à des demandes présentées pendant l'administration de Belcher et de Wilmot. 188

Compte des dépenses de 1760 relatives au commerce avec les sauvages auxquelles on n'a pas pourvu. 189

Les pièces demandées sont dans la série "B. T. N. S.," vol. 21, où elles sont marquées N 98, N 111 à N 113).

7 février, Lunenburg. Pétition des juges et greffier de paix, au nom des habitants, qui demandent que le Rév. Ebenezer Kneeland, du 59e régiment, soit nommé missionnaire. O 18, "B. T. N. S.," vol 22.

(Le même désir est mentionné dans une lettre de Wilmot, du 6 mai 1766, marquée N 97 dans la série "B. T. N. S.," vol. 21.)

1766.
16 février, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Observations sur l'Acte de la Nouvelle-Ecosse concernant le partage ou licitation des terres, lequel peut être sanctionné. O 9, "B. T. N. S.," vol. 22

19 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Shelburne) à Campbell. Le roi est bien content de la Nouvelle-Ecosse, qui peut toujours compter sur sa faveur et sa protection. Le bill sur le partage ou licitation des terres indivises a été renvoyé aux lords du commerce. On est à examiner les questions relatives aux mines de houille, aux sauvages, etc. En attendant la décision, il, (Campbell) doit tenir les sauvages dans d'aussi bonnes dispositions que possible, et encourager les pêches et les cultures, notamment celle du chanvre et du blé. Une concession de 40,000 acres de terre a été donnée à MM. Dumesnil Saint-Pierre et Le Marchand Dumesnil, qui emmènent 40 colons protestants avec eux. Il faudra les encourager de toute façon. Il prendra les moyens de réprimer la contrebande et d'empêcher les rassemblements tumultueux des sauvages et leur voyage annuel à Terre-Neuve. Le roi approuve la confection de routes, mais ne peut consentir à y affecter la recette des "quit rents" ni celles provenant des mines de houille, vu les autres fortes dépenses des services américains, dont une large part revient à la colonie de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.," vol. 2, p. 221

27 février, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il demande congé pour aller chercher lady Campbell et ses enfants. Il se propose, aussitôt que la saison le permettra, de visiter les "settlements" et les townships. Besoin de routes et difficulté d'en faire parce que les bras manquent. Quand elle en sera bien pourvue, cette province n'aura pas moins de valeur que les autres possessions continentales. Grand nombre de ports sûrs qu'elle possède et pêcheries inépuisables qu'il y a à l'entrée de tous ses havres. Ces pêcheries devraient devenir une première pépinière de marins, tandis que les "settlements" de l'intérieur fourniraient les denrées nécessaires à ceux qui voudraient se donner à l'exploitation de la pêche. La longue lutte où la province a été engagée, la lourde dette dont elle a dû se grever, méritent l'attention du pouvoir. La mère patrie n'a rien épargné pour soutenir des colonies plus lointaines, qui, cependant, ne semblent pas avoir la gratitude qu'elle en pouvait attendre. S'il était autorisé à faire ouvrir et exploiter les houillères du Cap-Breton, elles fourniraient les moyens de créer des routes. Avantages à tirer ensuite de là. 225

3 mars. Détails des dépenses à prévoir pour l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse. O 10, "B. T. N. S.," vol. 22

7 mars, Whitehall. Les Lords du commerce aux Lords du conseil. Rapport sur la pétition du colonel Simon Fraser et autres officiers licenciés du ci-devant 78e régiment, qui demandent des terres dans l'île Saint-Jean. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 227

10 mars, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il ne trouve aucun sujet d'objection, au point de vue du droit, contre les lois de la Nouvelle-Ecosse soumises à son examen. O 12, "B. T. N. S.," vol. 22

27 mars, Whitehall. Shelburne aux Lords du commerce. Il leur transmet, pour qu'ils en prennent connaissance et fassent rapport, une lettre de lord W. Campbell et des pièces concernant la loi sur les terres indivises. O 13, B. T. N. S.", vol. 22

(Voir la lettre de Campbell du 4 décembre 1766, où sont mentionnées les incluses de celle de Shelburne : loi et pièces avec des observations.)

Demande par Joseph Howard d'une rétribution pour avoir apporté les relèvements que Holland a faits du Cap-Breton. Les incluses suivent la lettre de Shelburne, et forment une liasse marquée O 14.

2 avril, Whitehall. Arrêté du Conseil : faire rapport sur la pétition de William Cawthorne, qui demande 20,000 acres de terre en la Nouvelle-Ecosse. O 16 x 17, "B. T. N. S.", vol. 23, No 4

1766.

Id. sur la pétition de John Fletcher, enseigne au 56e régiment, demandant la concession de 20,000 acres de terre. No 5-

Id. sur la pétition de John Brewer, capitaine réformé du 95e, demandant une concession de 10,000 acres de terre. No 8

Id. sur la pétition de Philip Fall, demandant 10,000 acres de terre. No 9

Id. sur la pétition de Philip Playstowe, lieutenant licencié de la marine royale, demandant 5,000 acres de terre. No 10

Id. sur la pétition de Henry Alt, capitaine licencié du 93e, demandant 5,000 acres de terre. No 11

Id sur la pétition de Samuel Graves, contre-amiral de l'escadre bleue, demandant 20,000 acres de terre. No 12

Id. sur la pétition du lieutenant-général Robert Armiger, demandant 20,000 acres de terre. No 13

3 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Ils sont d'avis que le bill concernant les terres indivises soit renvoyé au gouverneur afin d'être adopté par la législature. "Col. Cor. N. S." vol. 2, p. 227 (Voir aussi "B. T. N. S.", vol. 38, p. 190.)

6 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il lui envoie les lois adoptées, le Journal du conseil législatif, les procès-verbaux du conseil exécutif et des états de l'officier de port. "Col. Cor. N.S.", vol. 2, p. 229

Incluses. Journal du conseil législatif, du 23 octobre au 23 novembre 1766. 230

Procès-verbaux du conseil exécutif, du 15 octobre au 20 décembre 1766. 296

Entrées et sorties inscrites au bureau de l'officier de port. 340, 372, 380, 384

13 avril, St-James. Arrêté du Conseil: la pétition de sir Charles Saunders, l'amiral Keppel et autres, pour obtenir concession de l'île Saint-Jean, est refusée. O 21, "B. T. N. S.", vol. 22

24 avril, St-James. Instructions sur le commerce et la navigation données à lord William Campbell, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "A.& W. I.", vol. 597, p. 196

28 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Shelburne) aux Lords du commerce. Il transmet, pour qu'ils l'examinent et fassent leur rapport, une pétition de Louisbourg. La pétition, jointe à la lettre, contient des plaintes de l'oppression à laquelle les habitants de Louisbourg sont soumis, ainsi que d'une concession donnée à un Français et qui comprend presque toutes leurs améliorations; elle demande justice sur ces plaintes. O 15, "B. T. N. S.", vol. 22

20 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Communication du récit fait par le capitaine d'un sloop, du mauvais traitement qu'il a reçu des Espagnols à Porto-Rico. "Col. Cor. N.S.", vol 2, p. 391

Incluse. Déposition de Jeremiah Rogers, relatant le mauvais traitement qu'il a reçu à Porto-Rico, où son navire était entré en état d'avaries. 392

20 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il lui transmet et recommande une pétition de l'attorney général. 402

Incluse. Pétition. 403

21 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Ses efforts pour faire pratiquer des routes; plusieurs ont été ouvertes, dont l'exécution est bien avancée, celle, entre autres, de 45 milles qui va d'Halifax à la baie de Fundy; mais elles ont été mal entretenues, et cela empêche les habitants de la campagne d'apporter leurs denrées, au grand désappointement et désavantage de ceux de la ville. Difficulté que l'on a à se procurer les bras nécessaires. Les hommes de troupe sont employés sur le pied d'un shilling par jour; mais les ressources pour les payer sont insuffisantes. Il (Campbell) a permis à des négociants d'Halifax d'extraire de la houille, et de ce chef il a obtenu une recette de £500.

1767.

Les charbonnages dont provient cette houille sont situés sur la côte et sont accessibles aux navires. Les porteurs des permis empêcheront les navires de porter la houille au dehors. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 406

21 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il enverra le tarif des honoraires; ce tarif a déjà été communiqué plusieurs fois aux lords du commerce.

23 mai, Whitehall. Arrêté du Conseil, qui renvoie aux lords du commerce, pour qu'ils les examinent et en fassent rapport, les demandes suivantes de concessions de terre en l'île Saint-Jean :— 411

Demande par les lieutenants-colonels Cunningham, Gordon Graham, Gabriel Christie, Henry Gladwine et autres, de terres en l'île Saint-Jean (annexée à la Nouvelle-Ecosse par proclamation du 7 octobre 1763), pour les coloniser et pour exploiter en grand la pêche de la baleine et d'autres pêches.

Demande de 20,000 acres de terre par Chauncy Townsend, dépossédé de ses terres à Miquelon, où il élevait du bétail et avait un établissement de pêche.

Id. par Joshua Mauger, de 20,000 acres.

Par John Pownall, de 20,000 acres.

Par Richard Cumberland, de 20,000 acres.

Par John Tutté, Edward Lewis et Hugh Owens, de 20,000 acres, pour chacun d'eux (pétitions séparées).

Id. par Simon Fraser et autres officiers du ci-devant 78e, de 146,000 acres dans le comté de la Reine (lots 20 à 23 et 29 à 32). La pétition est suivie de la liste des officiers avec mention de la quantité de terre que chacun recevra.

Id. par le capitaine Alexander Macleod, de 10,000 acres dans le comté de la Reine (lot 24). (Le capitaine est mentionné sur la liste précédente comme futur attributaire de 3,000 acres.)

Id. par l'hon. capitaine Robert Moore, de 20,000 acres.

Par le capitaine James Smith, M.R., de 20,000 acres.

Par le major de brigade Thomas Moncrieffe et le capitaine William Shirreff, d'une concession de terre, sans mention d'étendue.

Par le colonel Richard Wage, ci-devant du 86e régiment, de 30,000 acres, en l'une des localités qu'il désigne.

Par le colonel Stuart Douglas et les capitaines William et Stair Douglas, de 20,000 acres chacun (pétitions séparées).

Par le capitaine John Saxton, ci-devant du 17e régiment, de 5,000 acres de terre.

Par le lieutenant John Hayter, ci-devant du 86e, de 10,000 acres en l'une des localités qu'il mentionne.

Par le major Patrick Gordon, de 20,000 acres.

Id. par le capitaine David Higgins, de 20,000 acres avec, en outre, la petite île sise sur le côté droit du havre de Malpack (Malpèque), laquelle a environ un mille de long et un quart de mille de large, où il a fait des installations pour la pêche.

Id. par le capitaine Daniel Shaw, ci-devant du 42e, de 20,000 acres.

Par le capitaine John Cardin, de 5,000 acres.

Par le lieutenant David Forbes, ci-devant du 8e régiment, de 10,000 acres.

Par Robert Adair, médecin d'hôpital en chef, et Samuel Doggat, de 20,000 acres chacun.

Par Zachary McAulay, du *Prince d'Orange*, marine royale, de 2,000 acres.

Par Jacob Nelstrup, de 20,000 acres.

Id. par Francis Mackay, inspecteur général des bois et forêts de la province de Québec, pour lui-même, son frère et Hugh Finlay, de 20,000 acres chacun.

Id. Par James Montgomery et John Pringle, de 20,000 acres chacun.

1767.

Par John Dickson, de 20,000 acres ou davantage.

Par les colonels Richard et Alexander Maitland et le major général James Murray, de 20,000 acres chacun.

(Aucune de ces pétitions n'est datée. Renvoyées aux lords du commerce le jour marqué ci-dessus en marge, elles paraissent avoir été examinées par eux le 5 juin.) O 19, "B. T. N. S.", vol. 24.

26 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Shelburne) à Campbell. Il lui envoie copie d'un rapport sur le bill relatif aux terres indivises, contre lequel il n'y a pas d'objection. Sa Majesté ne peut affecter le revenu des "quit rents" et des mines de houille aux services de la province. Elle lui (Campbell) accorde un congé de six mois; le gouvernement, pour la durée de son absence, sera confié à Francklin ou en cas de décès de celui-ci à telle personne qu'il (Campbell) désignera. Shelburne recommande Dumesnil Saint-Pierre à sa bienveillance. "Col. Cor. N. S., vol. 2, p. 387

28 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Ils lui transmettent des représentations, à soumettre au roi, sur la pétition des habitants du Cap-Breton, se plaignant de griefs. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 192

Représentations, datées du même jour. Il y est dit que les plaintes ne sont pas fondées. 193

(Pour la pétition, voir la lettre de Shelburne, du 28 avril, qui la renfermait. O 15, "B. T. N. S.", vol. 22.)

28 mai, Whitehall. Les Lords du commerce aux Lords du conseil. Ils sont d'avis que l'on accorde la demande du major Otho Hamilton et de ses associés, et que l'on fasse arpenter un township de 100,000 acres, en terre ferme de la Nouvelle-Ecosse, dans une localité non concédée déjà à d'autres ni réclamée ou possédée par les sauvages, pour, après l'arpentage exécuté, leur en donner la concession sous les conditions énoncées dans ce rapport. 198

28 mai, Whitehall. Les mêmes aux mêmes. Ils recommandent la concession de terres à diverses personnes, dont la liste est ci-jointe, aux mêmes conditions que celles qu'ils proposent pour Hamilton et ses associés. 204

Cette pièce est suivie de la liste qui commence par le nom de Benjamin Franklin, LL.D., avec une concession de 20,000 acres de terre.

(Les demandes ont été mentionnées à leurs dates. Elles sont, avec le renvoi du conseil, marquées O 16x17, dans la série "B. T. N. S.," vol. 23.)

2 juin, Whitehall. Arrêté du Conseil: il sera fait rapport sur la pétition de Philip Fall, capitaine réformé du 95e régiment, qui demande 10,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. O 16x17, "B. T. N. S.", vol. 23

5 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Egmont. Un plan de distribution de terres en l'île Saint-Jean a été arrêté; une paroisse est donnée dans l'île à sa seigneurie, qui est invitée à la choisir sur la liste communiquée. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 211

Vient ensuite la liste. Dans le comté du Prince, il y a cinq paroisses; les townships sont numérotés de 1 à 19 et de 25 à 28, lesquels, avec Princetown (dont le territoire est de 4,000 acres) représentent une superficie totale de 467,000 acres. Le comté de la Reine a cinq paroisses; ses townships sont numérotés de 20 à 24, 29 à 37, 48 à 50, 57, 58, 60, 62, 65, 67, et, avec Charlottetown (7,300 acres), contiennent en totalité 486,900 acres. Le comté du Roi a quatre paroisses et contient les townships n 38 à 47, 51 à 56, 59, 61, 63, 64, 66, lesquels, avec Georgetown (4,000 acres), représentent une superficie totale de 412,000 acres. Grand total, 1,366,000 acres. 213

Avis que les pétitions en obtention de terres dans l'île Saint-Jean seront examinées à certains jours indiqués. 214

6 juin, Londres. Egmont aux Lords du commerce. Il les remercie de la réserve faite pour lui d'un township en l'île Saint-Jean, mais en décline l'offre, ne

1767.

pouvant pour le présent faire de colonisation à son gré, ni rien entreprendre d'autre là-bas d'une façon utile au public.

20 juin, Whitehall. O 20, "B. T. N. S.", vol. 23

Le Secrétaire d'Etat (Shelburne) à Francklin. Par suite du congé donné à Campbell, il (Francklin) prendra, à son départ, les rênes du gouvernement. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 390

24 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il accuse réception de sa dépêche, et suivra les instructions. 412

25 juin, Halifax. Le même au même. Reçu la dépêche, avec le budget civil de la province. 413

26 juin, St-James. Arrêté du conseil, portant abrogation de l'"Acte à l'effet d'établir le nombre de représentants." O 32, "B. T. N. S.", vol. 22

29 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce aux Lords du conseil. Ils transmettent le plan de concession de l'île Saint-Jean, avec les délibérations prises par eux, la liste des concessionnaires, avec renvoi aux numéros des lots marqués sur le plan de Holland. Il faudrait envoyer copie des décisions au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, avec instruction de suivre exactement les règles établies et de faire les concessions aux personnes produisant un arrêté du roi pris en conseil. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 216

Les délibérations sont consignées dans les "Journaux" du "Board", dits "Trade Papers", vol. 75, pp. 205 et suiv., où se trouvent les noms de tous les concessionnaires, avec les conditions, etc. Voir aussi, même volume, à pp. 243, 257, la distribution des lots au moyen du tirage des numéros. La carte mentionnée est dans la collection des "B. T. Maps", carton 35, n° 5.

1er août, Halifax. "Journals of the Legislative Council", du 1er juillet à la date en marge. "Col. Cor. N. S.", vol. 2. p. 574

26 août, St-James. "Journal of Legislative Assembly", même période. 636

Arrêté du Conseil: renvoi à fins d'examen et de rapport de pétitions en obtention de terres au Cap-Breton. O 23, "B T. N. S.", vol. 22

26 août, St-James. (Cinq pétitions accompagnent l'arrêté.)

Arrêté du Conseil, approuvant un rapport des lords du commerce et ordonnant de mander au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse d'exécuter le règlement relatif aux terres et donner des concessions en l'île Saint-Jean aux personnes y ayant droit. "O 33, "B. T. N. S.", vol. 22

7 septembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il accuse réception de la dépêche lui annonçant que lord W. Campbell a obtenu congé et qu'à son départ il devra prendre le commandement. Francklin promet d'employer alors toute son habileté pour la paix et la prospérité de la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 414

17 septembre, Halifax. Campbell au même. Il recommande John Creighton en remplacement d'Edmund Crawley, membre du conseil, qui demande la permission de se démettre. 415

17 septembre, Halifax. Le même au même. Il lui transmet l'évaluation des dépenses civiles présumables avec des observations. 416

Incluses. Evaluations pour 1768. 421

24 septembre, Halifax. Dépenses comparées. 423

1er octobre, Halifax. Délibérations du conseil exécutif, du 3 janvier à la date en marge. 508

Extrait des registres des concessions de terre en la Nouvelle-Ecosse, à partir de 1749, année où a été commencé le "settlement" d'Halifax. 443

(La première inscription est une concession par Cornwallis à Thomas Bloss, datée du 22 septembre 1750, et la dernière une concession par Francklin à Anthony Caverley, en date du 4 novembre 1766. Les contenances, townships et "quit rents" sont indiqués, mais non les tenants et aboutissants.)

1er octobre, Halifax. Pétition de Nisbett, attorney général, pour obtenir qu'on lui paie des arrérages d'appointements. O 31, "B. T. N. S.", vol. 22

1767.

1er octobre, Halifax. Charles Morris aux Lords du commerce. Les frais d'exécution des arpentages sont augmentés. Il les prie de prendre son cas en favorable considération. O 28

Pétition au même effet. O 29

9 octobre, Whitehall. Arrêté du Conseil : renvoi, à fins d'examen et de rapport, d'une pétition présentée par Hannah veuve du capitaine Horsey, tué en défendant la goélette *Huron*; laquelle contient la demande d'une concession de 10,000 acres de terre en la Nouvelle-Ecosse. (La pétition est jointe à l'arrêté de renvoi.) O 24

9 octobre, Whitehall. Arrêté du Conseil : renvoi pour examen et rapport de pétitions en obtention de terres au Cap-Breton. (Les pétitions, au nombre de neuf, sont jointes au renvoi.) O 22

9 octobre, Whitehall. Arrêté du Conseil : renvoi pour examen et rapport d'une pétition de Simon Fraser et autres, qui demandent exemption du "quit rent" dans l'île Saint-Jean durant dix années et une nouvelle concession de terre sur le baie Verte. (La pétition est jointe à l'arrêté).
O 37, "B. T. N. S.", vol. 22

10 octobre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Lord William Campbell est parti le 1er. Il (Francklin) a pris en main le gouvernement.
"Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 424

24 octobre, Halifax. Le même au même. Envoi des lois adoptées et des Journaux des deux chambres. 426

Incluses. Journal de l'assemblée législative, du 17 au 19 octobre. 427

Id. du conseil législatif. 433

24 octobre, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Lord William Campbell est parti le 1er, après lui avoir remis le gouvernement. Réunion et prorogation de la législature. Elle a voté trois projets de loi. Il (Francklin) envoie les Journaux, etc., au secrétaire d'Etat. O 26, "B. T. N. S.", vol. 22

24 octobre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Arrivée d'une goélette de Saint-Pierre et Miquelon, avec un certain nombre d'Acadiens, munis d'un passeport du gouverneur et de l'intendant. Ils avaient quitté secrètement la Nouvelle-Ecosse, il y a environ deux ans. Ils rapportent qu'une frégate du roi, de 36 canons, est venue de France, avec l'ordre d'embarquer tous les habitants sédentaires, à la réserve de 40 familles. Il s'est trouvé, en outre de celles-ci, environ 1,200 personnes, des Acadiens la plupart, dont 200 ont mieux aimé revenir dans la province; les autres sont allés en France. Plusieurs des premiers sont rendus à Canso, où ils ont prêté le serment; ceux qui sont ici veulent faire de même et paraissent résolus à être fidèles. Des sauvages ont aussi eu ordre de quitter les îles. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 438

15 novembre, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il ne voit rien qui donne lieu à objection, au point de vue du droit, dans les lois passées à la Nouvelle-Ecosse en 1766. Titres de ces lois.
O 25, "B. T. N. S.", vol. 22

23 novembre, Portsmouth. Le capitaine Hughes au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il lui expédie des dépêches apportées par le *Mermaid*. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 441

1er décembre, Halifax. Francklin au même. Il accuse réception de sa dépêche, avec les lois sur les droits de douanes, etc., dont il a publié un résumé dans la *Gazette*. Reçu aussi l'autorisation de faire usage du sceau neuf, apporté avec la dépêche. Il renverra le vieux sceau. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 16

1er décembre, Halifax. Le même au même. Reçu l'arrêté du conseil qui révoque l'Acte fixant le nombre des représentants. 18

14 décembre, Halifax. Cunningham au même. Il lui envoie une pétition où il demande à être réintégré dans l'emploi de surintendant des affaires indiennes. 1

Incluses. Pétition. 3

Certificat de ses services par Francklin (p. 6), Bulkeley (p. 8), Belcher (p. 9), Green (p. 10). 6-10

1767.
15 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils sont d'avis que Benjamin Guerish (ailleurs Gerrish) soit nommé au conseil de la Nouvelle-Ecosse, en remplacement de Edmund Crawley, qui a quitté la province.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 219

16 décembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat. Il lui envoie un état de la province, au 1er janvier 1767, d'après des tableaux-modèles remplis par les juges de paix des townships et districts. Il en fera autant pour la présente année.
"Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 19

Incluses. Etat général de la Nouvelle-Ecosse, contenant les noms des townships, le nombre des personnes dans chaque famille, la population totale de chaque comté, la religion des habitants, leur pays (lieu) natal, leurs bestiaux et autres biens, leurs récoltes de l'an dernier; les changements survenus dans la population depuis l'an dernier, avec le nombre de naissances, décès, arrivées et départs de la province. D'où il résulte une augmentation, en cette année 1767, de 808 âmes.

16 décembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Comme le roi a donné les terres de l'île Saint-Jean à différentes personnes et voudra peut-être disposer aussi de celles du Cap-Breton, il (Francklin) envoie la liste des colons qui en occupent dans cette dernière île en vertu de permis, afin que l'on tienne compte de leurs améliorations et qu'ils n'aient pas à souffrir de la distribution des terres, quand elle viendra à s'effectuer.
"Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 21

Incluse. "Terres en l'île du Cap-Breton, pour lesquelles il a été accordé des permis d'occupation valables *durante placito*.

17 décembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il a renvoyé l'ancien sceau de la Nouvelle-Ecosse à Walpole, greffier du conseil privé. Il adresse à sa seigneurie des copies des lois perpétuelles de la province.

17 décembre, Halifax. Le même au Lords du commerce. Il leur envoie un état de la province, au 1er janvier 1767.
O 34, "B. T. N. S.", vol. 22

Etat mentionné.
O 35

18 décembre, Halifax. (V. la dépêche au secrétaire d'Etat, du 16 décembre.)
Francklin aux Lords du commerce. Envoi de duplicata
O 39, "B. T. N. S.," vol. 22

24 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils donnent le conseil de désavouer certaine loi, remise en vigueur, portant que les créances nées à l'étranger ne seront pas recouvrables en justice, sauf les créances à raison de marchandises importées dans la province (Nouvelle-Ecosse); cette loi ayant atteint l'objet temporaire pour lequel elle a été originairement édictée.

Sans date. "B T. N. S.," vol 38, p. 220

1768.
17 janvier, Halifax. Mémoire de lord William Campbell concernant le droit sur les spiritueux, ses effets, etc.
O 38, "B. T. N. S.", vol. 22

Francklin aux Lords du commerce. Il leur envoie les vérifications de comptes de fournitures aux sauvages. Ces pièces vont au 31 mai précédent. Il espère que l'on paiera les créanciers, dont plusieurs sont incommodés par le retard à le faire.
P 7 x 8, "B. T. N. S.", vol. 25

18 janvier, Halifax. Vient ensuite le rapport des vérificateurs, marqué de la même lettre et des mêmes chiffres que la dépêche.

Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Envoi des procès-verbaux du conseil exécutif, depuis le commencement de son gouvernement

19 janvier. (Francklin) jusqu'au 31 décembre dernier. "Col. Cor. N.S.", vol. 3, p. 42

20 janvier, Halifax. Evaluation des dépenses à la charge de la liste civile en la Nouvelle-Ecosse.
O 30, "B T. N. S.", vol. 22

Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Spry, juge de la cour d'amirauté, s'est choisi un substitut pour la durée de son absence. Il

21 janvier, Whitehall. (Francklin) doute que Spry possède ce pouvoir, et soumet la chose à sa seigneurie.
"Col. Cor. N.S.," vol. 3, p. 43

"Estimate" (£3,895 1s. 11d.) pour l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 224

1768.

Détail. Page 225

22 janvier, Londres. Thomas Tyrrell à Pownall (en français). Son attachement à la Grande-Bretagne. Il est venu deux Acadiens de Saint-Malo, députés par 500 autres qui sont là et qui voudraient retourner à la Nouvelle-Ecosse, promettant de prêter le serment de fidélité et de se conduire en bons et loyaux sujets de l'Angleterre. Tyrrell se porte garant de leur sincérité. D'ailleurs, ceux-là n'étaient pas au fort de Beauséjour quand celui-ci fut pris. Soustraits à toute influence pernicieuse, ils deviendraient assurément bien disposés et utiles. Les députés ont dit, au cours d'un entretien : Il y a plus de 1,000 Acadiens qui désirent ainsi s'en retourner.
" Col. Cor. N.S.," vol. 3, p. 11

Incluse. Pétition signée par les députés: Pierre Duon et Pierre Henri. 14

(Tyrrell, autrement dit Pichon, était l'auteur d'un ouvrage anonyme sur le Cap-Breton, paru en 1760. Il était employé comme espion par les commandants anglais.)

19 février, Londres. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il met sous ce pli une pétition des distillateurs d'Halifax, qui demandent la révocation de la loi baissant le droit d'entrée sur les spiritueux. Ses raisons pour que cette demande ne soit pas accueillie. " Col. Cor. N.S.", vol. 3, p. 31

Incluse. Pétition. " Col. Cor. N.S., vol. 3, p. 33

19 février, Londres. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il appelle son attention sur le mauvais état des batteries qui protègent la ville et le port d'Halifax. 37

19 février, Londres. Le même au même. Il lui envoie un exemplaire d'une nouvelle édition des Lois de la Nouvelle-Ecosse. 38

20 février, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il lui envoie copie d'une proclamation adressée aux Acadiens, à la suite de l'expulsion de plusieurs familles des îles Saint-Pierre et Miquelon. Effet de cette proclamation sur ceux qui avaient habité précédemment la province. Des députations sont venues de la part de presque tous les Acadiens, qui désirent prêter le serment et avoir des concessions de terre. Il propose de donner 80 acres au chef et 40 acres à chaque autre membre de la famille. Il a consulté Belcher sur le mode de possession à adopter, et en transmet l'opinion. Prière de soumettre la question au roi. Vu la pauvreté des Acadiens, il demande que la condition d'améliorer les terres, toutes couvertes de bois à l'état sauvage, soit prolongée pour eux de trois ans à dix. Avantage de ce changement. 44 48

Incluses. Proclamation.

Opinion du juge en chef Belcher sur la concession de terres aux Acadiens, qui sont catholiques romains. 49

23 février, Londres. Pétition de négociants qui trafiquent en la Nouvelle-Ecosse, au sujet du droit sur les spiritueux ; avec les représentations de John Butler et autres distillateurs. O 36, " B. T. N. S.", vol. 22

26 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Francklin. Reçu les dépêches adressées à Shelburne. Sa Majesté constate avec plaisir que les Acadiens maintenant voient que leur véritable intérêt est de se soumettre à son autorité ; tout encouragement, compatible avec la sûreté publique, leur sera accordé ; Sa Majesté veut les dédommager de la privation des bienfaits dont ils se trouvent déchus par leur conduite si inconsidérée. Protéger comme il convient ceux qui, au Cap-Breton, auront amélioré leurs terres occupées en vertu de permis. L'ouverture de routes est approuvée. Accorder des permissions d'extraire de la houille au Cap-Breton pour se procurer les moyens de faire les routes, était chose irrégulière ; et ces permissions ne doivent pas être renouvelées. Envoi d'un arrêté du conseil pour l'exécution d'un plan de colonisation de l'île Saint-Jean. (Les instructions des lords du commerce, jointes à l'arrêté, sont détaillées et précises.) Comment établir la dépense de l'administration civile.

Crédit voté pour la Nouvelle-Ecosse : £3,895 1s. 11d. Envoi du détail de sa distribution, avec des observations des lords du commerce sur les "estimates" de la présente année. "Col. Cor. N.S.", vol. 3, p. 25
(Duplicata. "Col. Off. N.S.", vol. 1. p. 1.)
"Estimate" pour 1768.
Distribution. 7
Observations par les lords du commerce. 8

29 février, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il lui accuse réception des Actes du parlement. 9

4 mars, Whitehall. Phelps (sous-secrétaire) au Lieutenant-Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui envoie un arrêté du conseil portant désaveu d'une loi passée à la Nouvelle Ecosse. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 12
Incluses. Arrêté du conseil, du 26 février. 51
La loi désavouée prorogeait une loi antérieure interdisant le recouvrement des créances par les étrangers, hors le cas de marchandises importées dans la province. L'arrêté contient le rapport des lords du commerce, où sont présentés les motifs de la décision prise.
Arrêté.
Rapport. 12

7 mars, Londres. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui transmet une demande relative aux routes de la Nouvelle-Ecosse. 14
"Col. Cor. N,S."; vol. 3, p. 40
Incluse. Demande de permission de faire traite de £500 pour employer cet argent à la confection de routes. "Col. Cor. N. S.," vol. 3, p. 39

7 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. En cas d'envoi d'une ordonnance de £500 à employer pour la confection des routes, elle devra se payer au "deputy-governor" en son absence (Campbell.)
Col. Off. N. S., vol. 1, p. 17

9 mars, Londres. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il demande qu'on lui envoie les £500 destinées pour les chemins, à cause de l'extrême économie dont il faudra user en dépensant cette somme.
"Col. Cor. N. S.," vol. 3, p. 41

9 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Sa seigneurie (Campbell) désirant que l'ordonnance de £500 lui soit payée, la somme sera versée entre ses mains à son embarquement pour la Nouvelle-Ecosse. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 17

29 mars, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il lui transmet copie d'une lettre du président de l'assemblée du Massachusetts à celui de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse, cette lettre étant de dangereuse conséquence. Aucune sollicitation n'amènera les habitants de la Nouvelle-Ecosse à marquer la moindre velléité de résistance aux Actes du parlement britannique. "Col. Cor. N. S.," vol. 3, p. 54
Incluse. Copie de la lettre du "speaker" de l'assemblée du Massachusetts.

8 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) aux Lords du commerce. Il leur transmet une pétition et des papiers de Mme How. Sa Majesté veut, au cas où la réclamation serait bien fondée, que l'on prenne les moyens de payer ce qui peut être encore dû. O 40, "B. T. N. S.," vol. 22
A la suite de cette lettre viennent la pétition et les autres papiers, sans marque aucune.
(Duplicata de la lettre avec liste des incluses.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, pp. 18-19.

29 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. A propos des Actes relatifs aux droits sur la bière et sur le rhum et les autres liqueurs spiritueuses distillées, ils expriment l'avis que le gouverneur de la Nouvelle-Ecosse reçoive l'instruction de recommander au nom de Sa Majesté la révocation de ces lois et le rétablissement des droits qui existaient avant l'adoption de ces dernières. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 232

1768.
21 mai, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Il a reçu une dépêche de Hillsborough, avec l'"estimate" pour l'ouverture du crédit. La dépêche disait que divers services à Lunenburg n'étaient plus nécessaires et il en a informé les intéressés. Ci-inclus une pétition à ce sujet de Leonard Lockman, qui relate ses services. Lockman est trop vieux pour pouvoir gagner sa vie; son allocation était regardée comme une pension.
P 3, "B. T. N. S.", vol. 25
Incluse. Pétition de Lockman. P 4
Ses services. P 5
(Duplicata de cette dépêche avec ses incluses. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 84; incluses, pp. 86, 89.)

21 mai, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu sa dépêche. Il avait déjà assuré les Acadiens ayant prêté le serment d'allégeance de la faveur et protection de Sa Majesté; d'autres à présent prêtent le serment dans plusieurs districts. Les habitants de Louisbourg seront avisés que l'on aura égard à leurs représentations concernant les améliorations exécutées. Il se conformera aux instructions par rapport aux permis d'extraction de houille. Il a fait et continuera de faire tous ses efforts pour la colonisation de l'île Saint-Jean. Les arpenteurs et autres fonctionnaires civils, avec les magistrats, sont allés à l'île afin d'y assurer aux colons tous les priviléges dont jouissent les habitants de la partie continentale de la province. Il a nommé, pour le moment, Isaac Deschamps surintendant des affaires de l'île. Des artisans et des matériaux ont été envoyés sur le même navire, qui vont construire des habitations temporaires aux officiers à Charlottetown. Il a fait traite pour les salaires jusqu'au 31 mars dernier. O 50, "B. T. N. S.", vol. 22
(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 77.)

21 mai, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a reçu et publié le désaveu d'une loi adoptée en novembre 1766.
"Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 82

28 mai, Halifax. Le même au même. Il lui envoie copie du contrat pour l'extraction et transport de charbon de terre du Cap-Breton, avec affidavit de la quantité déjà enlevée. Il a, suivant les instructions de Sa Majesté, empêché qu'on n'enlève le reste. Une quantité de houille qui avait été tirée de la mine par l'ordre de sir Jeffrey Amherst, a été dans le temps consommée par les troupes. O 51, "B. T. N. S.", vol. 22
Incluses. Copie du contrat; mémoire des entrepreneurs; compte de la houille reçue de la rivière des Espagnols, avec affidavit; lettre des entrepreneurs au sujet de la défense d'enlever la houille. O 52
(Voir aussi la "Col. Cor. N. S.", vol. 3, pp. 92 à 106.)

29 mai, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi du détail des mesures prises pour la colonisation de l'île Saint-Jean; raisons de la manière particulière dont elles s'exécutent. Envoi aussi de copie des instructions données à l'arpenteur en chef, au surintendant et à Gage; et de quatre états estimatifs de dépenses diverses. La magistrature suprême résidera en la personne du lieutenant-gouverneur, lequel fera sa demeure dans l'île, le gouverneur en chef ayant son siège dans la Nouvelle-Ecosse, et devra se transporter à Halifax en l'absence de celui-ci. Il (Francklin) demande que l'on accorde une allocation permanente au lieutenant-gouverneur, et des allocations pour payer un secrétaire, un procureur du roi, un médecin auxiliaire pendant quelques années, et un "clergyman" de l'Eglise anglicane. Besoin d'une petite goélette pontée et d'un bateau à rames. Il faudrait de plus un détachement assez nombreux de soldats, et un petit bâtiment de guerre, fourni par la flotte nord-américaine, pour la défense de l'île; ce dernier bâtiment pourrait aussi réprimer tout commerce interlope avec Saint-Pierre et Miquelon. Lettres tirées pour payer les matériaux et autres dépenses. Disette d'argent dans la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 109

1768.

Incluses. Estimatif n° 1 : état temporaire d'administration, actuellement établi par le lieutenant-gouverneur. Page 116

Id. n° 2 : dépenses immédiatement nécessaires pour la colonisation. 118

Id. n° 3 : édifices publics à Charlottetown; goélette et bateau à rames. 119

(Edifices à construire: maison pour le lieutenant-gouverneur et les bureaux, £1,000; église, £500; maison de justice et prison, £500.)

Id. n° 4 : état définitif et permanent d'administration pour l'île. La somme, en laissant "en blanc" le traitement du lieutenant-gouverneur, gouverneur, est de £2,175, 6s. 0d.; elle comprend la dépense de la goélette et de la barge avec leurs équipages, laquelle est de £250 par bateau; ce qui laisse £1,675, 6s. 0d. pour toutes autres dépenses. 120

Lettre à Gage, en date du 18 mai, sur la colonisation de l'île Saint-Jean. Francklin propose d'ouvrir un chemin jusqu'à Tatamagouche, de 80 milles de longueur, et d'avoir là un poste pour contenir les sauvages des environs. Le "settlement" de Cobequid fournira des denrées aux nouveaux colons de Charlottetown. 121

Détail des mesures prises pour la colonisation de l'île Saint-Jean. 123

Instructions à Isaac Deschamps, premier juge de la cour des plaids communs, etc., à l'île Saint-Jean. 136

Id. à Charles Morris, arpenteur en chef de la Nouvelle-Ecosse. 143

(Voir aussi O 53, "B. T. N. S.", vol. 22.)

30 mai, Londres. Lamb aux Lords du commerce. Il ne trouve aucun sujet d'objection, au point de vue du droit, contre les lois de la Nouvelle-Ecosse soumises à son examen. O 42, "B. T. N. S.", vol. 22

7 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a reçu avis de la nomination de sa seigneurie à la charge de secrétaire d Etat.

"Col. Cor. N.S.", vol. 3, p. 148

7 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a reçu le rapport des procureur et solliciteur généraux sur une loi adoptée dans le New-Jersey pour la sauvegarde des marchandises dans les navires échoués; et a passé ce rapport au juge en chef Belcher.

"Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 152

11 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Francklin. Il a déjà écrit à propos de la lettre adressée par le président de l'assemblée du Massachusetts aux présidents des assemblées des autres colonies, dans le but d'engager ces dernières à résister à certaines lois du parlement. Le roi le charge aujourd'hui d'exprimer la satisfaction que lui cause l'esprit de soumission de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse, et de dire que cette assemblée peut compter sur les bonnes grâces et la faveur royales pour la protection de ses intérêts. 53

12 juin, Halifax. (Duplicata. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 20.)

Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a fait faire une collection complète des lois de la province, et la lui expédie.

"Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 150

(Duplicata. O 54, "B. T. N. S.", vol. 22. Les lois sont dans la collection imprimée que possèdent les Archives.)

12 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il fait dresser un rapport sur l'état des manufactures dans la province.

12 juin, Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 151

Le même aux Lords du commerce. Il leur envoie des duplicatas de ses dépêches au secrétaire d'Etat et de leurs incluses. Il sera nécessaire avant longtemps d'avoir plus d'un "clergyman" dans l'île Saint-Jean. Il faudra aussi construire une église, un palais de justice et une prison pour les deux autres comtés, et affecter une somme d'argent pour les dépenses imprévues. Jusqu'à présent, les procès pour crime capital ont

1768.

eu lieu, par commission spéciale, là où le crime s'était accompli; c'est un mode qui devrait être abandonné, quand il y a possibilité.
"O 55, "B. T. N. S.", vol. 22

12 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) au Lieutenant-Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il revient sur sa dépêche du 26 février concernant les Acadiens. Les lois de la Grande-Bretagne qui privent les papistes de la faculté de recevoir ou posséder des terres par don ou achat, ne sont pas applicables dans les colonies. Il plaît donc à Sa Majesté que ses sujets acadiens, qui se conformeront à la proclamation publiée en novembre dernier, aient des concessions de terre "in fee", dans la Nouvelle-Ecosse. Sa Majesté est pleine de sollicitude pour les colons du Cap-Breton, mais il est impossible de leur donner des titres confirmatifs de leur possession, avant d'avoir eu l'état complet des fonds de terre à Louisbourg et dans le pays adjacent. Il (le lieutenant-gouverneur) fera dresser et enverra cet état très détaillé, qu'il accompagnera de son avis sur la meilleure manière de disposer des habitations. Il recueillera aussi et transmettra un état complet des terres de l'île qui sont occupées en vertu de permis. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 21

14 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il demande des lettres de mer pour la Méditerranée. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 154

20 juin, St-James. Arrêté du Conseil. A l'égard des concessions de terre dans l'île Saint-Jean, faites par le roi en conseil, aucune n'en passera au grand sceau de la Nouvelle-Ecosse, si elle n'est présentée le ou avant le 1er mai 1769.
O 56, "B. T. N. S.", vol. 22

21 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Francklin. Il a déjà fait connaître les dispositions de Sa Majesté pour ses sujets acadiens. Rien ne s'oppose à ce qu'ils obtiennent des terres "in fee", et il (Francklin) devra par conséquent en donner à ceux qui justifieront de leur allégeance et fidélité. Sa Majesté désire satisfaire les habitants actuels du Cap-Breton. Il aura donc soin de rendre bien compte de l'état de Louisbourg, relativement aux édifices publics et aux maisons de particuliers, en y joignant son propre avis sur le meilleur plan à adopter à l'égard de ces dernières. Il transmettra aussi la liste complète des terres possédées en vertu de permis dans les autres localités de l'île.
"Col. Cor. N. S.", vol. 3. p. 63

24 juin, Londres. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il envoie le détail des travaux auxquels seront employés les £500 votés pour la confection de routes. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 68

Incluse. Approximation des frais de construction de cinq milles de chemin depuis Birch-Cove jusqu'à Fort-Sackville. 69

24 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui transmet copie de dépêches au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse et de deux pétitions reçues, l'une de Mme de Chevery, relativement à des terres du Cap-Breton qui appartenaient à feu son mari, et l'autre de Forsythe, concernant une concession de terres et mine de houille près de Chignectou, faite en 1732. Hillsborough recommande Mme de Chevery à la bienveillance de Campbell. 70

(Duplicata. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 25.)

28 juin, Whitehall. Arrêté du Conseil: les lords du commerce prépareront des instructions au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, portant de recommander à la législature la révocation de certaines lois concernant les droits d'entrée et d'excise sur les spiritueux. O 43, "B. T. N. S.", vol. 22

28 juin, Whitehall. *Id.* : renvoi aux lords du commerce d'une pétition où l'on demande la création d'un gouvernement en l'île Saint-Jean, séparé de celui de la Nouvelle-Ecosse; et instruction, au cas où cette création pourrait se réaliser sans surcroît de dépense, d'en préparer le plan. A l'arrêté est jointe la pétition contenant les signatures. O 44

1768.

28 juin, Whitehall. Arrêté du Conseil : renvoi aux mêmes de mémoires de lord William Campbell, qui y demande certaine modification de ses instructions relatives à la concession des terres en la Nouvelle-Ecosse. Les mémoires font suite. O 45

30 juin, Londres. Sir Mathew Lamb aux Lords du commerce. Il ne trouve, au point de vue du droit, aucun sujet d'objection contre les lois de la Nouvelle-Ecosse soumises à son examen. Ces lois avaient été adoptées en juillet et août 1767, et les titres se sont donnés. O 48

30 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il a reçu l'estimation du coût des chemins, et l'agent a eu ordre d'honorer la lettre, d'au plus £500, qui serait tirée pour cette dépense. Comment tirer la lettre et en justifier. "Col. Cor. N. S.," vol. 3, p. 72

Ordre de même date par Pownall à l'agent d'honorer la lettre de Campbell de £500. P. 74

(Duplicatas de deux pièces précédentes. "Col. Off. N. S.," vol., pp. 26 et 27.)

4 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il a écrit au sujet des concessions de terre en l'île Saint-Jean dont les expéditions n'auront pas été presentées au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse avant le 1er mai 1769.

(Duplicata. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 28.)

6 juillet, "Ordnance." L'"Ordnance" aux Lords du commerce. Envoi d'un rapport sur l'état des fortifications à Halifax et à Providence. 76

6 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Comité du conseil. Ils lui envoient un projet d'instructions supplémentaires au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 237

Les instructions lui mandent de requérir l'assemblée de révoquer les lois concernant les droits d'entrée et d'excise et rétablir les choses sur l'ancien pied. 238

8 juillet. Pétition du lieutenant-colonel Peter Chester, ci-devant du 69e régiment, en obtention de 20,000 acres de terre au Cap-Breton. O 47, "B. T. N. S.," vol. 22

10 juillet, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu la lettre circulaire. L'assemblée générale s'est réunie le 18 juin et a siégé jusqu'à hier (9 juillet). La plus parfaite harmonie a regné dans toute cette session ; on n'a fait aucune attention à la lettre du président de l'assemblée du Massachusetts ; elle n'a pas été lue et elle restera sans réponse. L'assemblée aurait répondu par une note énergique de désapprobation, si elle l'eût cru nécessaire. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 155

11 juillet, Halifax. Le même au même. Il lui envoie l'état des manufactures en la Nouvelle-Ecosse, Aucun encouragement accordé, qu'aux distillateurs seulement : un droit de 3 pence par gallon étant imposé sur les spiritueux des autres colonies ; mais comme il existe aussi un droit d'excise de 1 shilling sur tous les spiritueux, les distillateurs se plaignent que c'est là une cause de tentation pour la contrebande. La province possède des tanneries ; il ne les comprend pas dans son état, parce que les cultivateurs qui en sont propriétaires ne les font fonctionner que de fois à autres. Les habitants de la campagne en général confectionnent eux-mêmes de l'étoffe avec leurs laines, et en certaines localités ils font aussi de la toile à leur usage ; mais cette dernière fabrication tombera à mesure que les cultivateurs s'adonneront davantage à l'élevage et à la production des grains. "Col. Cor. N. S.," vol. 3, p. 161

Incluse. Etat des manufactures. Il porte deux distilleries, une raffinerie, une boutique de chapelier, une tannerie, un atelier de corroyeur et une corderie. 164

11 juillet, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a engagé à l'île Saint-Jean le Rév. M. Eagleson, destiné d'abord pour Cumberland, et demande la permission d'appliquer à sa rétribution la somme allouée à un missionnaire au cap de Sable, vu que ce missionnaire va probablement rester

1768.

dans la Caroline du Sud avec Dumesnil Saint-Pierre, qui, ayant été repoussé en mer par la tempête, est allé s'établir dans cette colonie avec son monde. Avantage qu'il y a à placer des "clergymen" de l'Eglise anglicane dans les établissements qui commencent. Page 165

(Duplicata. P 1, "B. T. N. S.," vol. 25.)

18 juillet. Pétition (sans date) de Samuel Wilkinson en obtention de la concession du township portant le n° 14 sur le plan du Cap-Breton tracé par l'arpenteur Holland. O 45, "B. T. N. S.," vol. 22

(Communiquée aux lords du commerce à la date marquée ci-dessus en marge.)

20 juillet, Halifax. Francklin à Richard Phelps. Il accuse réception d'exemplaires des lois relat ves aux colonies. P 18, vol. 25

20 juillet, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu la circulaire. Il remercie de la décision prise de commettre le soin des affaires indiennes à la province. Différences de mœurs et coutumes entre les sauvages de la Nouvelle-Ecosse et ceux de l'intérieur du continent. Conférence satisfaisante avec les sauvages de la rivière Saint-Jean; nécessité d'une allocation pour payer les dépenses de pareilles assemblées. Retrait des garnisons des postes avancés. A quel usage les édifices évacués pourraient servir. Le danger est grand d'une rupture avec les sauvages par suite de ce retrait des troupes. Francklin indique les postes où il faudrait remettre une garnison le plus tôt possible, à cause du peu de population des "settlements" écartés, et de la difficulté des communications. Mesures défensives proposées au moyen de levées de milices, etc. La loi pour prévenir la fraude dans la traite avec les sauvages, date de 1762. Il (Francklin) ne conseille pas de restreindre la traite à quelques personnes par le moyen de permis, etc.; mais il voudrait la laisser libre. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 168

20 juillet, Halifax. Le même au même. Carleton a envoyé du Canada un prêtre pour les sauvages; il se nomme M. Baillie, et paraît être un homme d'une éducation libérale et un sujet soumis; son influence sur ceux de sa race pourra être heureuse. Il (Francklin) lui a fait don de £50 en lui disant que, s'il se conduisait d'une manière digne d'approbation, il pouvait compter sur la même gratification tous les ans. L'abbé Maillard recevait autrefois £100 par année; cette somme pourrait se payer à M. Baillie, pour l'engager à s'employer au service du gouvernement. Il ne fera l'office qu'aux Acadiens et aux sauvages. 176

(Duplicata, "B. T. N. S.," vol. 25, P 2.)

Incluses. Acte à l'effet de prévenir la fraude dans l'exercice de la traite avec les sauvages. 180

(Il se trouve dans le recueil imprimé conservé aux Archives.)

Conférence avec les sauvages, tenue à Halifax le 18 juillet. 181

20 juillet, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception de cinq Actes du parlement relatifs aux colonies et en a publié un résumé dans la *Gazette*. 184

21 juillet, Halifax. Le même au même. Il met sous ce pli la liste des concessions faites depuis la date de sa dernière; le compte des "quit rents" soit perçus ou dus, et le compte des deniers reçus aux concessions de terre. 185

Incluses. Compte des "quit rents." "Col. Cor. N.S.", vol. 3, p. 187

Relevé des concessions de terre enregistrées depuis le 19 décembre jusqu'au 7 juillet 1768. 189

Compte des redevances perçues du chef des concessions de terre. 197

Arrérages de "quit rents" à la Saint-Michel 1767. 198

22 juillet, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). M. le juge Duport a dressé, sous l'inspection du juge en chef Belcher, une liste alphabétique des Statuts anglais et britanniques, qui s'appliquent expressément ou virtuellement aux colonies, et il (Francklin) la soumet à sa seigneurie. 201

Incluse. Table alphabétique des Statuts jusqu'à l'année 1764. P. 203

Lettre semblable (mais l'incluse manque), écrite le même jour aux lords du commerce. P 15, "B. T. N. S.", vol. 25

31 juillet, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). L'arpenteur en chef Morris, le premier magistrat Deschamps et d'autres fonctionnaires sont rendus à l'île Saint-Jean et ont prêté le serment officiel. Morris a levé le plan du terrain où se construira Charlottetown ; sa situation favorable ; seulement, il y a peu de fond pour les navires à l'abord. Les employés du gouvernement ont été logés en baraques et se bâtissent à cette heure petite maison pour l'hiver. Ci-inclus un état des habitants au 21 du une présent mois. Quelques autres colons sont passés dans l'île depuis. Morris a aussi tracé le plan de Georgetown, et ira tracer celui de Princetown. En prévision d'une disette de vivres dans l'île, il (Francklin) en a fait un approvisionnement pour six mois. Nécessité et avantages du poste de Tatamagouche. Services rendus par la garnison du fort Amherst en l'île. Il prévoit qu'il sera assujéti à de grands embarras si le retrait proposé du détachement du 59e s'effectue.

"Col. Cor. N.S.", vol. 3, p. 229

Incluse. Etat du nombre de personnes résidant en l'île Saint-Jean le 21 juillet. 234

(Le nombre total indiqué est de 68; mais, comme il ne comprend que les personnes établies sur des terres, il a peu de valeur comme élément statistique.)

Plan de Charlottetown. 249

5 août, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi des procès-verbaux du conseil et des lois passées en la dernière session. Francklin y joint deux bills réservés, l'un tendant à empêcher l'importation d'émigrants impotants, estropiés ou infirmes; l'autre qui établit le taux de l'intérêt. Remarques sur ces bills.

Incluses. Liste des lois. 236

9 août, Halifax. Copie des bills mentionnés. 239

Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui envoie le plan de Georgetown. 242, 245

Plan de Georgetown. 248

13 août, Whitehall. Estimation des frais de gouvernement pour une année. 250

Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui adresse des instructions supplémentaires relativement aux lois sur les droits d'entrée et d'excise. 251

(Les instructions sont dans la collection dite "Col. Off. N. S.", vol. 1. p. 30.) 91

29 août, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). A la suite du retrait des troupes du Cap-Breton, tous les habitants qui y possèdent des biens vont quitter l'île, parce que la majeure partie de la population insulaire se compose de la lie des garnisons anglaises et françaises, et d'individus de même espèce venus de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Ecosse continentale, capables de toutes sortes de désordres. Le premier magistrat aussi voulait repartir, mais a consenti à rester sur la promesse de £100 de traitement. Pour engager le plus possible de gens recommandables à demeurer, il (Francklin) leur a permis d'occuper les maisons à Louisbourg. Il suggère que toutes celles qui subsistent encore se donnent à certaines conditions. Le major Milward, du 59e, qui a dépensé des sommes considérables en constructions et améliorations sur des terres au havre nord-est de Louisbourg, demande une concession de 500 acres.

P 8, "B. T. N. S.", vol. 25

Lettre semblable écrite au Secrétaire d'Etat (Hillsborough) le même jour.

"Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 252

Incluse de cette dernière. Etat présent de l'île du Cap-Breton. 256

1768.

9 septembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a reçu copie du discours des commissaires à l'ouverture du nouveau parlement et appris la mort de la princesse Louise. Page 263

9 septembre, Halifax. Le même au même. Il a eu avis du meurtre de William Odgers, dont est accusé Melchisedeck Kinsman, et prendra les mesures légales pour faire arrêter celui-ci, au cas où il se montrerait dans la province. 264

9 septembre, Halifax. Le même au même. Les préposés des douanes recevront toute l'aide et assistance possible; mais ils n'ont pas, à sa connaissance, éprouvé d'opposition ou d'empêchement dans la Nouvelle-Ecosse. 265

12 septembre, Halifax. Campbell au même. Arrivé le 10. Gage lui écrit qu'il faudra expédier à Boston une partie des troupes. Il (Campbell) est peiné de voir des possessions américaines mettre en oubli leur allégeance. Rien ne saurait être plus préjudiciable à la province naissante (Nouvelle-Ecosse) que le retrait des troupes, car leur départ exposera les établissements peu peuplés aux attaques des sauvages. C'est pourquoi il espère qu'on les renverra, aussitôt leur service accompli. 271

12 septembre, Halifax. Le même au même. Le retrait du 59e de Louisbourg sera suivi de la désertion en masse des habitants; et les mines de houille, auxquelles il est défendu de toucher, pourront être fouillées sans empêchement par quiconque voudra s'y rendre. Depuis la paix, Louisbourg n'a cessé d'être un réceptacle d'aventuriers. Tant qu'il y a eu là une garnison, le pouvoir civil a pu se faire respecter; mais à cette heure on doit craindre d'y voir éclater la plus entière anarchie. 274

(Duplicatas des deux précédentes dépêches. P 16 et P 17, " B. T. N. S.", vol. 25.)

12 septembre, Halifax. Campbell à Barrington. Combien il est fâché d'apprendre que l'esprit d'insoumission manifesté par les habitants de Boston a rendu nécessaire le retrait des troupes de la Nouvelle-Ecosse, chose alarmante pour les nouveaux colons exposés aux attaques des sauvages, que des émissaires de Miquelon et de Saint-Pierre pourraient soulever. En laissant toute la chaîne des postes éloignés sans gardes, non pas même de petites gardes de caporal, on portera les uns et les autres à douter de la force du gouvernement. Aussi espère-t-il, quand l'ordre sera rétabli, voir l'attention se détourner sur cette province, encore à ses pénibles commencements et que ses avantages rendront bien importante un jour. 277

12 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il a reçu de Francklin des explications sur le contrat relatif à la houille, lequel, à ce que l'on pensait, devait prendre fin le 13 décembre, mais qui contient la faculté d'extraire et enlever la quantité totale de 3,000 tonnes de houille. Pareille condition est une occasion favorable d'abus. Cependant puisqu'elle a été stipulée, elle doit se remplir. Seulement, il ne faudra plus signer de contrat ni donner de permis permettant d'enlever de la houille, à moins que celle-ci ne soit destinée aux troupes. Les mesures prises par Francklin pour les services en l'île Saint-Jean sont entièrement désapprouvées; il eût dû indiquer dans un rapport le personnel qui serait ultérieurement nécessaire, et se borner à faire des arrangements temporaires. Les lettres qu'il (Francklin) a tirées par suite ont épuisé le crédit à valoir pour les dépenses imprévues; s'il en vient d'autres, comme il semble probable, il est à craindre qu'elles ne soient protestées, et que la perte ne retombe sur lui (Francklin), faute d'un fonds public pour les acquitter. Les salaires qu'il a établis seront discontinués, et aucune dépense ne sera mise à la charge du royaume, à part une allocation raisonnable à l'arpenteur pour son tracé des emplacements de ville. 157

(Copie de cette dépêche. " Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 33.)

13 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi de l'estimation des dépenses pour l'administration civile. 260

Incluse. La pièce mentionnée. " Col. Cor. N. S.," vol. 3, p. 261

1768.

(La pièce porte "1759," mais au dos on lit "1769," date exacte. Voir la dépêche du secrétaire d'Etat, du 15 novembre 1768, accusant réception de la lettre ci-dessus et de l'évaluation "pour l'année suivante." Duplicatas de la lettre de Campbell et de l'incluse. "B. T. N. S.", vol. 25, P 6 & P 7.)

14 septembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Satisfaction que l'assemblée éprouvera en apprenant combien le roi apprécie sa fidélité à son devoir. Page 266

15 septembre, Halifax. Le même au même. L'arrivée de Campbell et le départ des troupes du roi pour Boston sont si récents qu'il n'a pas encore eu le temps de faire un compte rendu complet de la situation des choses au Cap-Breton et à Louisbourg. 267

26 septembre, Halifax. Le même au même. Il lui envoie le plan de Louisbourg et un état des édifices publics et autres maisons au 10 août, date du retrait des troupes. Comment sont occupées les maisons; ceux qui les habitent n'ont pas, quant à présent, de loyer à payer, mais une reconnaissance seulement à fournir; on veut encourager ainsi les gens à rester. Francklin propose de vendre ces propriétés comme il suit: les maisons en bon état, à raison de deux pence, celles en état passable, à raison d'un penny; celles en mauvais état, à raison d'un demi-penny; les maisons en ruine, moyennant un farthing—par chaque parcelle de quatre pieds carrés du terrain que couvre l'édifice; les lots en cours et en jardins, moyennant un penny pour chaque cent pieds carrés; l'immeuble, dans tous ces cas, se concédant en pleine propriété (*fee simple*); mais sous la condition d'être inaliénable pendant dix ans, avec la clause ordinaire de déchéance. A l'égard du township de Louisbourg, il aurait une contenance de 10,000 acres, avec, auprès de la ville, une "commune" (la situation en est indiquée), qui serait de 500 acres, divisés en lots de pâture de cinq acres. Terrains, en outre, affectés pour la dépendance de la cure, les écoles et d'autres usages publics. Ci-incluses la liste des personnes occupant actuellement des terrains en vertu d'un permis, et la liste des permis d'occupation délivrés pour des terrains sis plus loin de l'eau que les réserves. 279

Incluses. Etat de la ville de Louisbourg le 10 août, indiquant le nombre des maisons (numérotées sur le plan qui suit la pièce); la matière des constructions (pierre ou bois); leur condition; si elles étaient précédemment occupées par les Français comme habitations privées ou comme édifices publics; et les noms des personnes qui les habitent. 288

Listes des améliorations faites en l'île du Cap-Breton: à Louisbourg (p. 294); à Manadou (Main-à-Dieu?) (p. 295); à La Baleine (p. 295); à la baie de Caberous (Gabarrus) (p. 295); à Bras-d'Or (p. 296); à la rivière Miré (p. 96); au Petit-Degrat (p. 296). Les noms de ceux qui occupent les immeubles sont donnés. 294-296

Liste des permis d'occupation, avec les noms des possesseurs. 297

Plan de Louisbourg; lots numérotés. 299

(Un duplicata de la dépêche et de ses incluses est joint à l'arrêté du conseil du 22 décembre. P 38, "B. T. N. S.", vol. 25.)

1er octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception des dépêches lui faisant connaître la disposition favorable de Sa Majesté pour ses sujets acadiens qui rentreront dans leur devoir, et mandant de faire enquête et rapport sur l'état de Louisbourg et des terres adjacentes. 300

1er octobre, Halifax. Le même au même. Il lui communiquera ses remarques sur les modifications qu'il peut être nécessaire d'apporter aux instructions. Pourquoi le produit des "quit rents" augmente si peu sensiblement. 301

12 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Le roi trouve bon ce qu'a fait Francklin en nommant Baillie prêtre auprès des sauvages et en continuant le premier magistrat à Louisbourg, à qui il sera accordé

1768.

une allocation. Le magistrat à Louisbourg doit être un homme digne de toute confiance. Il aura l'œil sur ce qui se passera à Saint-Pierre et Miquelon et mandera le nombre de leurs navires, etc., et si la France se conforme au traité de Paris, en cessant d'y élever des fortifications ou d'y introduire plus de troupes que n'en stipule le traité, et si ces îles entretiennent un commerce illicite avec les colonies. La pétition du major Milward, demandant des terres au Cap-Breton, sera examinée quand on prendra des mesures générales de concessions à cet endroit.
"Col. Cor. N. S.," vol. 3, p. 257

(Duplicata. "Col. Off. N., S." vol. 1, p. 38.)

25 octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il appréhende l'effet sur les sauvages du retrait des troupes. Danger auquel seront exposés les "settlements" éloignés d'Halifax. Leur condition est bien différente de celle des établissements situés dans l'intérieur du continent, lesquels sont populeux et assez forts pour résister aux attaques des sauvages, ayant, dans le fait, été créés pour arrêter toute tentative d'irruption des Canadiens, quand ils étaient encore sujets français, et des sauvages leurs alliés. Campbell appelle l'attention sur l'importance d'Halifax, où un arsenal de marine est en construction. 303

5 novembre, Halifax. Francklin au même. Campbell s'est embarqué hier (4 novembre) pour Boston, où il restera quelques jours seulement. Il (Francklin) s'emploiera de son mieux au service du roi durant l'absence de sa seigneurie. P 19, "B. T. N. S.", vol. 25

15 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Sa dépêche du 13 septembre montre qu'il s'est heureusement rendu. Reçu l'évaluation, incluse dans cette lettre des dépenses administratives pour l'année prochaine. Naissance d'une princesse (Augusta, née le 8 novembre, morte en 1840.) Il lui envoie le discours du roi à l'ouverture du parlement et les adresses des chambres. La résolution prise de maintenir la suprématie royale sur toutes les parties de l'Empire britannique, va déjouer, il espère, les desseins funestes de ceux qui voudraient susciter des dissensions entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Il recommande la nomination d'un agent de la Nouvelle-Ecosse, placé sous la direction d'un comité mixte du conseil et de l'assemblée. "Col. Cor. N. S., vol. 3, p. 268

(Duplicata. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 40.)

18 novembre, Boston. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough.) Il explique la nature du marché passé avec Gerrish, Amesbury et autres pour l'extraction de la houille au Cap-Breton; facilité avec laquelle la houille pourrait être enlevée par quiconque en voudrait prendre; somme d'argent réalisée pour l'ouverture des routes. Son ignorance de la prétention à une prolongation de temps après le 13 décembre. Il a économisé la dépense de la surveillance dans la confection des routes, en y voyant lui-même personnellement. Se dit fâché de la désapprobation du plan conçu par Francklin pour la colonisation de l'île Saint-Jean; c'est par excès de zèle que Francklin s'est pressé d'agir; lui (Campbell) aurait compris les instructions, qui, du reste sont claires; mais priver la province de la ressource des fonds extraordinaires pour réparer les erreurs administratives de Francklin serait infliger à la Nouvelle-Ecosse une peine bien rigoureuse; déjà le retrait des forces militaires et navales n'a-t-il pas été un coup assez grave éprouvé par une colonie naissante? Il est bien persuadé que Sa Majesté voudra s'intéresser à ses sujets les plus éloignés des centres et les plus dénués; et espère que le subside pour les chemins se continuera. Il a arrêté la dépense en l'île Saint-Jean et observera strictement les instructions à l'égard de cette île, comme de tous les autres départements. "Col. Cor. N. S.," vol. 4, p. 1

(Duplicata. P 20, "B. T. N. S.", vol. 25.)

27 novembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Réunion de la législature et son ajournement au 12 décembre; il espère qu'à cette date

1768.

Campbell sera revenu de Boston. Même bon esprit qu'à l'ordinaire durant la session. P 21 "B. T. N. S.", vol. 25

28 novembre, War Office. Barrington au Secrétaire d'Etat. Il lui communique copie d'une lettre de Campbell, la distribution des troupes en Amérique ne rentrant pas dans ses attributions (Barrington). "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 276

Incluse. Lettre de Campbell à Barrington, du 12 septembre. Voir à cette date.

29 novembre, Halifax. Francklin aux Lords du commerce. Il dément la nouvelle, parue dans les journaux américains, que les sauvages avaient commis des assassinats au Cap-Breton. P 22, "B. T. N. T.", vol. 25

1er décembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui transmet les comptes vérifiés des dépenses pour la colonisation de l'île Saint-Jean. "Col Cor. N. S.", vol. 4, p. 49

Incluses. Comptes, relevés, etc. (43 pièces). 51 à 110

9 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il est de retour de Boston. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 3

10 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Ses lettres sur les moyens de défense de la Nouvelle-Ecosse ont été renvoyées à Gage. Les troupes retirées d'Halifax y retourneront quand elles ne seront plus nécessaires dans Boston. Il (Hillsborough) serait bien aise d'avoir un rapport sur l'état de Louisbourg; mais la question de l'encouragement de la colonisation dans l'île sera examinée d'après les données fournies par Francklin dans ses dépêches du 26 septembre. "Col. Cor. N. S.", vol. 3, p. 307

(Duplicata. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 43.)

12 décembre, St-James. Arrêté du Conseil: portant renvoi aux lords du commerce, pour examen et rapport, de la pétition du colonel John Hale, qui demande 10,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. La pétition est jointe au renvoi. O 57, "B. T. N. S.", vol. 22

15 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat. Avant son départ pour Boston, il avait reçu les instructions relatives à la révocation des lois sur les droits d'entrée et d'excise. Lorsque l'assemblée se réunira de nouveau, il la saisira de cette mesure. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 5.

Incluse. Adresse de l'assemblée, pour l'ajournement de la législature au 23 janvier. 7

(Duplicatas. P 23 & P 24, "B. T. N. S.", vol. 25.)

20 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Rapport sur une pétition de Forsythe, demandant le renouvellement d'une concession de terres à lui faite en 1732. Les terres, après être demeurées longtemps inoccupées, et le "quit rent" n'ayant jamais été payé, ont été reprises pour cause de déchéance, et données à de nouveaux concessionnaires, sous réserve des mines. "Col. Cor. N.S.", vol. 4, p. 8

(Duplicata. P 25, "B. T. N. S.", vol. 25,)

22 décembre, Whitehall. Arrêté du Conseil, portant renvoi de certaine proposition contenue dans une lettre du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, en date du 26 septembre, avec son avis sur la meilleure manière de disposer des maisons et des terrains à Louisbourg; en même temps que cette communication on examinera d'autres papiers concernant la concession des terrains et le rétablissement de la ville de Louisbourg. (A l'arrêté sont joints la lettre, des plans, etc. Voir au 26 septembre).

22 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Comité du conseil. Ils expriment l'avis qu'une concession de 10,000 acres de terre en la Nouvelle-Ecosse soit donnée au colonel John Hale. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 241

1769.

3 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi des lois adoptées, des Journaux de l'assemblée et de deux bills réservés, l'un à l'effet de prévenir l'importation des infirmes, etc., l'autre qui établit le taux de l'intérêt. Ces deux bills ont déjà été désavoués; mais on en a ôté les dispositions critiquables; ils sont très nécessaires. "Col. Cor. N.S.", vol. 4, p. 10

1769.

(Duplicata. P 12, "B. T. N. S.", vol. 25. Suivi des Actes modifiés.)

6 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il transmet, avec avis favorable, une pétition de l'attorney général.
"Col. Cor. N.S.", vol. 4, p. 13

Incluse. Pétition de Nesbitt, attorney général, relatant ses services en cette fonction depuis 1763, et demandant qu'on lui paie sa rétribution de £82 10s 0d., depuis le 1er janvier 1764. 14

9 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui adresse un bill réservé dont l'objet est de donner à la cour suprême, siégeant à Halifax, le pouvoir de connaître de crimes commis en d'autres comtés. 16*a*

(Duplicata. P 26, "B. T. N. S.", vol. 25. Extrait sans marque, même volume.)

9 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui transmet les procès-verbaux du conseil, du 14 juillet au 26 décembre, avec des duplicatas du 7 janvier au 30 juin 1768. "Col. Cor. N. S.", vol. 4. p. 17

(Duplicata de cette lettre. P 27, "B. T. N. S.", vol. 25.)

13 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). L'appréhension qu'il exprimait dans sa dépêche du 12 septembre, touchant l'effet que le retrait des troupes aurait sur les sauvages, n'était pas mal fondé: voici qu'ils demandent des vivres en un langage montrant qu'ils connaissent l'état de faiblesse des régions intérieures de la province. Son attention à se mettre en position, autant que possible, de se passer d'assistance. Absence de Gorham, agent des sauvages sous sir William Johnson. Il craint que la somme de £100, qu'il a mentionnée, ne suffise pas pour fournir les sauvages de couvertures, etc. En toute occasion, il les exhorte à cultiver leurs terres, et espère que ses paroles finiront par les y déterminer. "Col. Cor. N. S.", vol. 4. p. 18

(Duplicata. P 28, "B. T. N. S.", vol. 25.)

13 janvier. Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui communique des propositions de l'officier commandant les troupes pour mettre en état de défense Halifax, qui, selon lui (Campbell), est devenu la clef septentrionale des possessions de Sa Majesté. Avantages de son port, etc. Economie effectuée par Hood à l'embarquement des troupes sur les vaisseaux du roi, lorsqu'on a eu besoin d'elles. Campbell espère que les approximations de dépense en travaux de fortification, faites par Spry, seront acceptées et approuvées. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 22

Incluse. Rapport sur l'état de défense de la ville et du port d'Halifax. 25

(Duplicata. P 29, "B. T. N. S.", vol. 25.)

9 février, Whitehall. "Estimate" pour 1769. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 243

Affectations particulières. 245

9 février, Pétition de sir William Mayne et autres, en obtention d'un township dans la Nouvelle-Ecosse. P 11, "B. T. N. S.", vol. 25

20 février, War Office. Barrington au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui communique un extrait de représentations, où il est dit qu'en l'absence du gouverneur, "le lieutenant-gouverneur ou le conseiller à qui sera dévolu le commandement, devra recevoir la moitié du traitement et des émoluments du gouverneur, pendant la durée de l'exercice par lui de cette autorité." Barrington désire savoir la nature et la date des instructions sur ce point. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 4

24 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Barrington. Il lui envoie copie de l'article 95 des instructions au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, lequel prescrit comment pourvoir aux frais d'entretien du lieutenant-gouverneur ou du commandant en chef de cette colonie, en l'absence du gouverneur. 46

1er mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Reçu ses dépêches datées de Boston. Le roi est satisfait de l'attention apportée au retrait du personnel de l'île Saint-Jean, et se plaît à reconnaître le motif de

1769.

zèle pour le bien public qui l'a (Campbell) déterminé à consentir le contrat d'extraction de houille. Sa Majesté n'est pas en doute sur la ligne de conduite que tiendra l'assemblée générale en ce qui est des droits d'entrée et d'excise. Les bills réservés ont été renvoyés aux lords du commerce, qui en feront rapport. Soin des sauvages confié à deux surintendants, l'un pour le Nord, l'autre pour le Sud, en sorte que les gouverneurs n'auront plus à faire de dépense de ce chef. Avenant quelque circonstance imprévue de nature à nécessiter une dépense, il devra communiquer avec sir William Johnson, qui a déjà un adjoint dans la Nouvelle-Ecosse. Ci-incluse l'évaluation civile pour 1769. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 38

(Pour cette dernière pièce, voir au 9 février. Duplicata. "Col. Off. N. S.", vol. 1, pp. 48, 51, 54.)

7 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la concession de 100,000 acres de terre, en la partie continentale de la Nouvelle-Ecosse, à sir William Mayne et ses associés, sous les conditions ordinaires d'établissement. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 256

15 mars, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Renvoi à leur examen d'une pétition de Francklin, demandant le paiement d'une somme de £2,210 12s. 10½d. dépensée par le "settlement" de l'île Saint-Jean. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 44

Incluse. Pétition. 45

20 mars, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu la dépêche disant que le roi a approuvé la nomination de Bailley pour faire service de prêtre chez les sauvages, et la continuation du premier magistrat à Louisbourg. Bonne réputation du missionnaire. Comme il importe d'avoir un petit bâtiment par lequel le magistrat de Louisbourg puisse être tenu au courant de ce qui se passe à Saint-Pierre et Miquelon, il (Campbell) a loué une goélette pour ce service, et espère être approuvé en cela. 115

20 mars, Halifax. Le même au même. Il a sanctionné les deux bills relatifs aux droits d'entrée et d'excise. 118

(Duplicata. P 30, "B. T. N. S.", vol. 25.)

21 mars. Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception de ses dépêches, avec les évaluations budgétaires, discours du roi et réponses à ces discours, ainsi que de l'avis de la naissance d'une princesse. Il communiquera à l'assemblée générale la recommandation touchant l'agent qu'il conviendrait de nommer. Le conseil et l'assemblée ont, en novembre, fait choix de Cumberland pour cet emploi. "Col. Cor. N.S.", vol. 4, p. 119

(Duplicata. P 31, "B. T. N. S.", vol. 25.)

4 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu la dépêche l'informant que sa demande de renforts serait prise en considération. Le rapport sur Louisbourg, demandé dans la dépêche du 12 juin, a été expédié par Francklin après son retour (Campbell) et avec son agrément. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 121

(Duplicata. P 32, "B. T. N. S.", vol. 25.)

(Pour la lettre de Francklin, le rapport, etc., voir au 26 septembre et aussi l'arrêté du conseil du 22 décembre (1768).)

11 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils se prononcent pour le désaveu de l'"Acte à l'effet d'empêcher l'importation en la province des personnes impotentes, estropiées et infirmes," parce que les dispositions en sont vagues et que les peines imposées aux patrons de navire sont abusives; ils conseillent aussi de ne pas sanctionner l'"Acte réglant le taux de l'intérêt," avant qu'un article y soit inséré pour protéger ceux qui auront fait des conventions antérieurement à son adoption. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 247

18 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a nommé le capitaine Goold à l'emploi de "registrar", vacant depuis le décès de Collier. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 131

1769.

(Duplicata. P 33, " B. T. N. S.", vol. 25.)

18 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il transmet le compte de la dépense des £500 pour les routes. Il aurait continué le chemin qui mène au fort Sackville, en faisant essoucher les parties neuves et réparer les anciennes, et laissant la terre se tasser sur les nouvelles pour les achever ensuite; mais Francklin a dépensé la somme en finissant à demeure ce qu'il amorçait à mesure qu'il poussait ses travaux. Il (Campbell) a passé marché afin de poursuivre la confection de cette route jusqu'au fort Sackville, et il n'attend plus que des instructions pour agir.

" Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 144

Incluses. Comptes de la dépense. 147, 148

(Duplicatas. P 34, P 35 " B. T. N. S.", vol. 25.)

18 avril, Halifax. Exposé sommaire de la situation des dissenters en la Nouvelle-Ecosse.

" B. M.", *add.* 19,071, fol. 218

24 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Communication de lettres et instructions sur l'établissement de l'île Saint-Jean, lesquelles contiennent les informations nécessaires concernant le mémoire de Francklin. Quoique la conduite de celui-ci ait été répréhensible, comme elle n'a eu cependant d'autre mobile qu'un zèle mal entendu, lord Hillsborough est d'avis que toute l'affaire devrait être considérée d'une manière favorable.

"Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 47

24 avril, Whitehall. Arrêté du Conseil. Renvoi, à fins d'examen et de rapport, de pétitions en obtention de terres au Cap-Breton. P 39, " B. T. N. S.", vol. 25

L'arrêté était accompagné des pétitions suivantes: Major Edward Malone, du 47e régiment, demandant le lot 17, de 20,000 acres; lieutenant-colonel Boughey Skey et lieutenant Robert Mackenzie, demandant deux lots, 26 et 27; Moses Francks, demandant 20,000 acres; capitaine McDonald, du 25e, 2,500 acres; Jacob Francks, 20,000 acres; Edward Hill, 20,000 acres; Nicholas Turner, 20,000 acres; Benjamin Smith, 20,000 acres; Richard Smith, 20,000 acres; Thomas Martin, lot 55; cap. Robert Ganham, corps de marine, 10,000 acres; Henry Sayer, 20,000 acres; Anthony Colombies, lot 56; lieutenant George Goodenough, 20,000 acres; Joshua Crump, 20,000 acres; major Maurice Cane, du 75e, 10,000 acres; Richard Shadwell, un township; lieut. Charles Basset, 47e, lot 20; lieut. William McMyne, 20,000 acres; William Lavender, 20,000 acres; Isaac Levy pour lui et Mathias Bush, de Philadelphie, 20,000 acres chacun; Percival Lewis, lot 22; Colin Drummond, 20,000 acres; lieut. Walter Steuart, 20,000 acres; Patrick Heron, 20,000 acres; lieut. Thomas Faunce, deux lots; lieut. Charles Osborn, du 49e, un lot; lieut. James Innis, un lot; lieut. William Ross, du 49e, un lot; Moses Franks pour William Emerton, New-York, 20,000 acres; cap. James Stewart, 20,000 acres; cap. Francis Darks, M. R., 20,000 acres; Napthaly Franks, 20,000 acres; Robert Roberts, 20,000 acres; Thomas Dawkins, lot 19; cap. George Le Hunter, 20,000 acres; Edward Grace, 20,000 acres; cap. Thomas Timmins, corps de marine, 20,000; cap. Richard Stevens, du 11e, 20,000 acres; Thomas Lewis, lot 21; lieut. Richard Gold, du 47e, lot 44.

24 avril, Whitehall. Pownall à Bradshaw. En réponse au mémoire, inclus dans la lettre de la trésorerie, dans lequel Francklin demande le paiement de £2,210. 12s. 10½d. dépensés pour l'établissement de l'île Saint-Jean, il (Pownall) envoie des extraits de lettres qui contiennent toutes les instructions sur ce sujet. Francklin s'est, sans doute, laissé entraîner par un zèle mal entendu; et on devrait, pour cette raison, le traiter favorablement.

" Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 55

3 mai, Whitehall. Arrêté du Conseil: portant désaveu de l'Acte pour empêcher l'importation des personnes impotentes, etc., et approuvant l'Acte qui établit le taux de l'intérêt, à condition d'y insérer une clause destinée à reconnaître les contrats de prêt à intérêt faits avant son adoption.

Q 40, " B. T. N. S.", vol. 26

1769.

12 mai, Knight's Bridge — Granby à Weymouth. Il lui transmet des lettres de l'"Ordnance" concernant l'évacuation de garnisons et le transport à Halifax des munitions. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 112

Incluses. Lettre de l'"Ordnance" du 1er mai. 113

Personnel du bureau de l'artillerie à Annapolis-Royal. 114

13 mai, Whitehall. — Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Le rapport sur les moyens de défense d'Halifax a été renvoyé à qui de droit. 111

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 57.)

17 mai, Trésorerie. — La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle transmet, à fins d'examen et de rapport, le compte des dépenses relatives à l'île Saint-Jean, pour lesquelles des lettres ont été tirées. P 14, "B. T. N. S.", vol. 25

25 mai, Whitehall. — Les Lords du commerce à la Trésorerie. Rapport sur le compte des dépenses faites pour l'île Saint-Jean; la partie relative au fret de navires, aux approvisionnement, etc., devrait être vérifiée sur place, afin que l'on s'assure si les prix sont raisonnables; l'autre partie consiste dans les salaires, etc., du personnel, et les chiffres paraissent être à très peu près conformes aux affectations proposées pour d'autres services semblables. "B. T. N. S.", vol. 38 p. 253

29 mai, Halifax. — Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception des dépêches où sa conduite est approuvée. Motifs de son absence de la province, que le roi a blâmée; il (Campbell) n'avait point pensé qu'il pût être empêché par ses instructions d'aller faire à Boston un voyage de quelques jours. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 149

30 mai, Whitehall. — Les Lords du commerce au Comité du Conseil. Rapport sur la proposition d'ériger l'île Saint-Jean en gouvernement détaché; plan d'organisation des services, qui doivent être constitués de manière à ne pas ajouter aux charges publiques; mode d'administrer l'île et d'y exercer la justice. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 260

Dépense annuelle estimative, £1,470. La somme serait réalisée au moyen des "quit rents" payés par les propriétaires. 271, 272

1er juin, Halifax. — Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il recommande Goold pour la vacance au conseil, causée par le décès de Collier. "Col. Cor. N. S.", vol. p. 153

(Duplicata. P 36, "B. T. N. S.", vol. 25.)

2 juin, Halifax. — Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Mort de Lockman, missionnaire. Il (Campbell) a tiré lettre pour payer le quartier de sa rétribution terminé le 31 mars, et fera de même pour payer le quartier finissant le 30 juin à sa veuve. Il espère que l'allocation qu'elle a demandée lui sera accordée jusqu'à la fin de l'année. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 154

(Duplicata. P 37, "B. T. N. S.", vol. 25.)

5 juin, Halifax. — Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a eu une goélette et chargé Woodmass d'aller s'assurer si les sujets canadiens et acadiens de Sa Majesté ne pourraient pas entretenir des communications commerciales avec les îles Saint-Pierre et Miquelon. Ci-inclus copie des instructions données à Woodmass. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 155

7 juin, Whitehall. — *Incluse.* Instructions. 157

Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Reçu ses dépêches. Les instructions ne l'autorisaient pas à louer un bâtiment pour envoyer aux nouvelles à Miquelon et Saint-Pierre; et par conséquent il ne sait pas comment la dépense pourra être payée. C'est affaire à l'officier de Louisbourg de se renseigner comme il peut. Satisfaction de Sa Majesté en apprenant que l'assemblée générale s'était conformée à la recommandation concernant les droits d'entrée et d'excise. 123

30 juin, Halifax. — (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 58.)

Francklin à Pownall. Il lui envoie la liste des provisions de toutes sortes achetées avec l'argent affecté au service de l'île Saint-Jean. Com-

1769.

ment ces provisions sont emmagasinées et seront employées. 125
Incluse. Etat. 127
A la fin de l'état est une liste des édifices occupés à Charlottetown. 130

5 juillet, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Les Français n'ont pas élevé de fortifications à Saint-Pierre ni à Miquelon, et n'ont pas plus de troupes que n'en porte le traité de Paris. Il enverra un mémoire sur le commerce de ces îles. 141

15 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Goold, nommé en remplacement de Collier à l'emploi de "registrar", étant officier dans les troupes de marine, devra soit se démettre de son grade militaire, soit refuser l'autre emploi. A lui-même de choisir. 132
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 59.)

19 juillet, Knight's Bridge Granby au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a reçu la lettre relative à la citadelle de Québec, et renvoyé le plan et l'estimatif. Il transmet un rapport partiel des principaux officiers de l'artillerie sur les choses qui ont fait le sujet de leur examen. 134
Incluse. Rapport sur les moyens de défense d'Halifax comme arsenal et place d'armes. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 135

29 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) au "Board" de l'artillerie. Donner ordre de discontinuer le service d'artillerie à Annapolis. 138

29 juillet, Whitehall. Le même au même. Envoi de rapports et autres documents sur l'insuffisance des fortifications à Halifax, avec une appréciation des dépenses à faire pour exécuter les travaux nécessaires. 139
(Copie de la lettre. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 61.)

5 août, Whitehall. Le même à Sir W. Johnson. Il lui demande de continuer Gorham dans son emploi d'agent-adjoint des affaires indiennes en la Nouvelle-Ecosse et de l'avancer. "Dartmouth Papers."

7 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui a écrit déjà qu'il avait loué une goélette sur laquelle, par son ordre, Woodmass était allé à Saint-Pierre et Miquelon. Il lui envoie à présent le rapport de Woodmass, et attire son attention plus particulièrement sur le passage concernant les Acadiens désireux de revenir dans la Nouvelle-Ecosse. Heureux effet de la présence du missionnaire Baillie.
"Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 159
161
Incluse. Rapport de Woodmass.

23 août, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie à Pownall. Le rapport de Spry sur le défensif d'Halifax, expédié le 29 juillet, se réfère à des plans qui n'ont pas été reçus. 143

30 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi des lois, Journaux de l'assemblée et procès-verbaux du conseil. 173
Incluse. Liste des lois adoptées entre le 22 octobre 1768 et le 6 février 1769. 174
(Duplicata. Q 1, "B. T. N. S.", vol. 26.)

6 septembre, Whitehall. Pownall à Campbell. Accusé de réception de ses dépêches. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 63

22 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a donné avis du contrat passé par lui pour l'achèvement de la route d'Halifax au fort Sackville. Il tire une lettre de £100 sur l'agent. 181
(Duplicata. Q 9, "B. T. N. S.", vol. 26.)

25 septembre, Londres. Pétition de Crawley, qui demande une extension de temps pour faire des établissements sur ses terres. Voir la lettre de Hillsborough, du 17 février 1770.

26 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Position du capitaine Goold, qu'il recommande pour les emplois de "registrar" et de conseiller, en remplacement de Collier. Ci-incluse, avec avis favorable, la pétition de Goold. "Col. Cor., N. S.", vol. 4, p. 182

1769.

Incluse. Pétition de Goold, relatant ses services et demandant la demi-paie et sa nomination aux emplois pour lesquels il est recommandé. 184
(Duplicatas. "B. T. N. S.", vol 26.)

24 octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi de l'évaluation des dépenses à prévoir pour l'administration civile en 1770.
"Col. Cor., N. S.", vol. 4, p. 186

Incluse. Evaluations. 187
(Duplicata. "B. T. N. S.", vol. 26.)

27 octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il lui adresse des observations sur les instructions reçues pour le gouvernement de la province. "Col. Cor., N. S.", vol. 4, p. 189

Incluse. "Remarques et observations sur les instructions du Roi au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, du 13 septembre 1766. "Dans des colonnes parallèles sont écrites les "objections formulées" et les "modifications proposées".
(Duplicatas. "B. T. N. S.", vol. 26.)

4 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Reçu ses dépêches. Il lui rappelle une lettre au sujet de la dépense faite pour envoyer un bâtiment aux nouvelles à Saint-Pierre et Miquelon, et du manque de fonds applicables au paiement. Même remarque à l'égard de MM. Lockman: point d'argent voté pour les payer. Il a renvoyé aux lords du commerce la recommandation en faveur de l'entrée de Goold au conseil.
"Col. Cor., N. S.", vol. 4. p. 178
(Copie. "Col. Off., N. S.", vol. 1, p. 63.)

20 novembre, Whitehall. Arrêté du Conseil: portant renvoi, à fins d'examen et de rapport, d'une pétition de Thomas Desbrisay, lieutenant-gouverneur de l'île Saint-Jean, qui demande une concession de 20,000 acres de terre au Cap-Breton. La pétition accompagne l'arrêté. P 40, "B. T. N. S.", vol. 25

9 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui a déjà écrit au sujet de l'engagement de Woodmass. Ses dépêches ont été reçues, dont quelques-unes ont été communiquées aux lords du commerce.
"Col. Cor. N.S.", vol. 4, p. 180
(Copie. "Col. Cor. N.S.", vol. 1, p. 64.)

14 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). L'assemblée générale s'est réunie le 10 octobre et a été prorogée le 9 novembre. Envoi de la liste des lois adoptées. "Col. Cor. N.S.", vol. 5, p. 3

1770.

Incluse. Liste des lois. 4

12 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Combien il est fâché d'avoir mal compris les lettres en ce qui concerne l'envoi aux nouvelles à Saint-Pierre et Miquelon; si l'objet n'avait pas été aussi important et la dépense aussi minime, il n'aurait pas loué la goélette. L'allocation à Lockman a été votée, et il (Campbell) a demandé qu'au décès de Lockman elle se paie à sa veuve. 17
(Duplicata. "B. T. N. S.", vol. 26.)

18 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Reçu ses dépêches. Il obtiendra l'instruction de soumettre une évaluation aux lords du commerce; mais espère peu que la proposition relative aux routes soit accueillie. Si Goold se démet de son emploi militaire et donne un avis en forme de son option, il (Hillsborough) demandera au roi de le confirmer en l'emploi de "registrar." Envoi du discours du roi et des adresses des chambres. Le grand sceau, rendu par Camden, a été donné à Charles Yorke, qui va être fait pair. (Yorke mourut subitement avant l'expédition des lettres patentes le créant lord Morden.)
(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 65.)

5 février, Londres. John Greeve. Pétition en obtention de 20,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. P 42, "B. T. N. S.", vol. 25

1770.
7 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la concession à John Greeve, de Lurgan, Irlande, de 10,000 acres de terre en la Nouvelle-Ecosse (c'était la moitié de ce qu'il avait demandé.)
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 273

7 février, Whitehall. Evaluation des dépenses de l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse. 276

13 février, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il craint que les batteries, après avoir été réparées, ne soient peu propres à défendre Halifax, et que les ouvrages qu'on construirait sur l'éminence en arrière de la ville ne pussent garantir le port et l'arsenal. Envoi de copies de rapports faits par les ingénieurs. "Col. Cor. N.S.", vol. 5, p. 5
Incluses. Rapport de Skinner, ingénieur en chef, sur les rapports des capitaines Brewse et Debbing concernant le défensif d'Halifax. 7
Rapport du capitaine Brewse. 9

15 février. Capitaine Allan Macdonald. Au sujet d'une pétition renvoyée aux lords du commerce le 4 avril. P 43, "B. T. N. S.", vol. 25
(Cette pétition en obtention de terres avait été renvoyée aux lords du commerce, à fins d'examen et de rapport, le 24 avril, avec beaucoup d'autres.)

17 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il signale les retards du fonctionnaire qui est chargé de fournir les copies des lois, Journaux, etc., et prie sa seigneurie de mettre ordre à ce que l'envoi se fasse avec plus de diligence. Il expédie copie de rapports et autres documents relatifs aux moyens de défense d'Halifax. Mort d'Yorke. Le grand sceau confié à une commission. "Col. Cor. N.S.", vol. 5, p. 13
(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 67.)

17 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Crawley, qui a eu une concession de terre en 1765, sollicite une prolongation de temps pour en remplir les conditions. Le roi trouve bon que cette faveur lui soit accordée. "Col. Cor. N.S.", vol. 5, p. 15
(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 69. Pour la pétition de Crawley, voir au 25 septembre 1769.)

3 mars. Pétition (sans date), qui expose la condition des terres entre la baie Verte et la baie des Chaleurs, le parage de pêche le plus productif de toute l'Amérique et demande que l'on nomme un sous-gouverneur de ce district. Lu le jour marqué en marge. P 44, "B. T. N. S.", vol. 25

6 mars, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Décès de Moreau, missionnaire français à Lunenburg. Bryzelius, le missionnaire qui reste, suffira aux nécessités de la mission, en sorte que le "stipend" pourrait être affecté pour la desserte d'un autre établissement. Il met sous ce pli et recommande une pétition de la veuve de Moreau.
"Col. Cor. N. S.", vol. 5, p. 20
22
Incluse. Pétition contenant demande d'assistance.
(Duplicatas. "B. T. N. S.", vol. 26.)

7 mars, Whitehall. Pownall à Campbell. Envoi de l'"estimate."
"Coll. Off. N. S.", vol. 1, p. 72
73
Incluse. Evaluations pour 1770.

16 mars, Whitehall. Arrêté du Conseil, portant renvoi, à fins d'examen et de rapport, de la pétition du capitaine William Baillie, ci-devant du 17e dragons, en obtention de 10,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse. La pétition est jointe à l'arrêté. P 45, "B. T. N. S.", vol. 25

24 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) aux gouverneurs de la Nouvelle-Ecosse et du New-Hampshire. Il leur envoie la *Gazette* contenant une remontrance au roi, avec la réponse de Sa Majesté et les délibérations prises par le parlement. "Col. Cor. N.S.", vol. 5, p. 16
(Copie adressée à Campbell. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 75.)

1770.

29 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Comité du Conseil. Recommandation d'une concession de 10,000 acres de terre en la Nouvelle-Ecosse au capitaine William Baillie. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 279

11 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Reçu sa dépêche du 12 janvier. Il n'est fait aucune affectation pour services imprévus dans le budget de 1770; et par conséquent il n'y a pas d'argent disponible pour payer la dépense mentionnée. "Col. Cor. N. S.", vol. 5, p. 19

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 76.)

26 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Le délai pour l'envoi des copies des lois est de trois mois, après la clôture de la session; ces copies, cependant, eussent été expédiées par la même occasion que sa dépêche, s'il n'y avait eu du risque à les confier à un navire chargé de bois et partant en hiver. L'usage est d'attendre jusqu'au départ d'un bâtiment sûr. Goold a écrit pour donner sa démission. Il (Campbell) accordera à Crawley la faveur mentionnée dans sa dépêche (Hillsborough). Il a dissous l'assemblée pour les raisons qu'il énonce. 29

(Duplicata. "B. T. N. S.", vol. 26.)

4 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi de copies des lois adoptées par la législature, avec les procès-verbaux, etc.

"Col. Cor. N. S.", vol. 5, p. 32

(Les lois sont dans la collection imprimée que possèdent les Archives. Les procès-verbaux et Journaux se trouvent dans les vol. 52 et 53 des "Board of Trade Papers," conservés au Record-Office de Londres.)

8 mai, "Ordnance." Le "Board" de l'artillerie au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi d'extraits d'un rapport du garde-magasin d'Annapolis sur les édifices, avec un plan du fort. "Col. Cor. N. S.", vol. 5, p. 24

Incluses. Extrait d'un rapport de Thomas Williams, garde-magasin, en date du 12 janvier. 25

Plan du fort d'Annapolis-Royal. 26

10 mai, Halifax. Goold au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il le remercie de la promesse de nomination. Il a adressé à l'amirauté sa démission comme officier du corps de marine, mais demande la demi-paie. 28

12 juin, Londres. Procuration de Hugh Bailley, L.L.D., Hugh Bailley junior et Allan Auld à George Walker, à qui ils donnent pouvoir de demander aux gouverneur et conseil de la Nouvelle-Ecosse, 30,000 acres de terre à Caraquette, baie des Chaleurs, au nom de Hugh Bailley, L.L.D.; 30,000 acres sur le côté sud de la Rustigore (Ristigouche?), avec la pêche du saumon, au nom d'Allan Auld; la rivière Menmachee (Miramichi?), avec les pêcheries en amont et en aval de celles concédées à Davidson et à Corte, trois lieues de pays vers l'intérieur et les branches de la rivière, au nom de Hugh Bailley, junior; 10,000 acres à Nepesiquet (Nipisiquit?) avec les rivières et pêcheries, et 1,000 acres à Belledown (Belledune), avec la grève et l'étang, au nom de George Walker, ancien commandant en chef de l'escadrille de navires armés en course, résidant aujourd'hui en la Nouvelle-Ecosse.

"Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 8

(Cette demande était incluse dans une dépêche de Campbell du 22 décembre. Duplicata, "B. T. N. S.", vol. 26.)

12 juin, Halifax. Délibérations du conseil exécutif (dit privé) de la Nouvelle-Ecosse, du 5 janvier 1870 à la date en marge. "B. T. N. S.", vol. 55, n° 8

12 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il regrette la perte de Moreau. Le roi approuve que le traitement de ce missionnaire se paie à sa veuve et à ses enfants jusqu'à ce que son successeur soit nommé.

"Col. Cor. N. S.", vol. 5, p. 27

13 juin, Halifax. (Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 76.)

Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu ses dépêches avec l'"estimate." L'assemblée générale, qui est en session, ne montre

1770.

aucun de ces principes subversifs dont sont infectées les autres colonies. "Col. Cor. N. S.", vol. 5, p. 36

26 juin, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur demande de faire rapport sur une pétition en obtention de paiement de £3,394 10s. 1d., somme due pour provisions fournies aux sauvages.
P 47, "B. T. N. S.", vol. 25

(Les pièces n'accompagnent pas la lettre; elles paraissent être celles marquées P 7 × 8, que Francklin avait transmises le 17 janvier 1768. Voir à cette date.)

27 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi de duplicatas des lois passées à la dernière session, des journaux des deux chambres, et des procès-verbaux du conseil jusqu'au 16 décembre dernier.
"Col. Cor. N. S.", vol. 5, p. 37

(Les lois sont dans la collection imprimée conservée aux archives. Les procès-verbaux du conseil exécutif mentionnés dans la dépêche n'ont pas été retrouvés.)

30 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Un habitant de Louisbourg a extrait 500 tonnes de houille au Cap-Breton pour son utilité particulière. Un détachement a été, sur sa demande (Campbell), stationné aux mines, et les garde. Il a offert la houille pour combustible à la garnison; mais si le transport à Halifax en paraissait trop coûteux, il cherchera quelque autre moyen d'en disposer.
"Col. Cor. N. S.," vol. 5, p. 38

(Duplicata. "B. T. N. S., vol. 26.)

5 juillet, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). L'assemblée générale, qui s'était réunie le 6 juin, s'est prorogée le 2 du présent mois. Il transmet la liste des lois, dont les copies sont en préparation, et aussi une loi réservée "pour réaliser par loterie une somme de £1,000, applicable à la construction de routes." Campbell doute que ce moyen réussisse. Envoi de copie d'un mémoire où les dispositions de la loi provinciale sont comparées à celles des lois de même nature faites par le parlement.
"Col. Cor. N. S." vol. 5. p. 40
42

Incluses. Liste des lois.

Acte (réservé) à l'effet de réaliser une somme de £1,000 au moyen d'une ou plusieurs loteries, pour construire des ponts et faire des chemins. 45

Comparaison de la loi de la Nouvelle-Ecosse établissant une loterie avec celle à même fin du parlement.

(Duplicatas de la dépêche et de ses incluses. "B. T. N. S." vol. 26.)

6 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Qu'il importe d'expédier le plus tôt possible les lois de la législature coloniale, lesquelles, aux termes des instructions, doivent se transmettre dans les trois mois "ou plus tôt, si l'occasion s'en présente." La demande de Goold sera mise sous les yeux du roi, quand on aura reçu avis de sa démission comme officier du corps de marine. Il (Hillsborough) espère que la nouvelle assemblée va pourvoir à la dette, etc. "Col. Cor. N. S." vol. 5, p. 33

(Copie. "Col. Off., N. S." vol. 1, p. 77.)

16 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. La dépense relative à la fourniture de provisions aux sauvages de la Nouvelle-Ecosse, a été faite sans autorisation; mais il appartient à la trésorerie de décider si la réclamation de ceux qui ont fourni les denrées de bonne foi, sur l'ordre du gouverneur, dont l'autorité ne pouvait leur paraître douteuse, doit être écartée. "B. T. N. S." vol. 38, p. 282

18 juillet, Londres. Opinion du conseil (Richard Jackson) sur la loi qui donne pouvoir à la cour suprême siégeant à Halifax de connaître des crimes et délits commis dans les autres comtés; et sur les modifications apportées à la loi

1770.

concernant le partage des terres possédées par indivis. Elle conviennent aux circonstances actuelles, mais on aurait dû en limiter la durée.
P 48, "B. T. N. S.," vol. 25

20 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils sont d'avis que la loi permettant de juger à Halifax les infractions commises dans les autres comtés et celle qui pourvoit au partage ou licitation des terres possédées par indivis, reçoivent la sanction royale. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 287

20 juillet, Halifax. Journal de William Johns. Pièce incluse dans une lettre de l'amirauté du 9 janvier 1771. Voir à cette date.

27 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à l'"Ordnance." Les matériaux, etc., à Annapolis, qui ne pourront être employés aux constructions militaires, seront vendus. "Col. Cor. N. S.," vol 5, p. 35
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 79.)

30 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception de l'avis de l'allocation que le roi accorde à la veuve de Moreau missionnaire, et d'exemplaires des lois relatives à l'Amérique.
"Col. Cor. N. S.," vol. 5, p. 57
(Duplicata. "B. T. N. S.," vol. 26.)

30 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi de copies des lois, procès-verbaux et journaux. "Col. Col. N. S.," vol. 5, p. 56
(Les lois sont dans la collection imprimée conservée aux archives.)

19 septembre, Halifax. Tarif de la "Court of Escheats." "B. T. N. S.," vol. 26, p. 143

21 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu ses dépêches. Les copies des lois ont été expédiées ; les duplicatas le seront par la voie du commodore Hood. "Col. Cor. N. S.," vol. 5, p. 59
(Duplicata. "B. T. N. S.," vol. 26.)

25 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi de duplicatas des lois, etc. "Col. Cor. N. S.," vol. 5, p. 60

9 octobre, Halifax. Le même au même. Il lui envoie l'évaluation des dépenses d'administration civile pour 1771. Reprise de deux étendues de terre, l'une de 100,000 acres, l'autre de 150,000, concédées à McNutt et autres, par suite de confiscation, après enquête par jury. Campbell demande des instructions au sujet de leur reconcession. Il faudra bientôt procéder à d'autres enquêtes de même nature. Campbell propose d'en payer les frais à même les "quit rents." 61
"Incluse." Estimations pour 1771. 64
(Duplicata. "B. T. N. S.," vol. 26.)

15 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il a reçu les copies des lois et autres documents, et le tout a été renvoyé aux lords du commerce. "Col. Cor. N. S.," vol. 5, p. 58.
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 80.)

9 décembre, Saint-James. Arrêté du Conseil : portant confirmation d'une loi qui autorise la cour suprême, d'Halifax, à juger les personnes accusées d'infractions commises dans les autres comtés, et de la loi qui pourvoit au partage des terres possédées par indivis. Q 41, "B. T. N. S.," vol. 26.
(Duplicata. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 82.)

11 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Reçu ses dépêches. La décision prise par rapport aux terres de McNutt et autres est approuvée. Attendre, avant de concéder de nouveau ces mêmes terres, les instructions qui lui seront adressées sur la réception des propositions d'établissement à soumettre au roi. "Col. Cor. N. S.," vol. 5. p. 66
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 5, p. 81.)

12 décembre, Halifax. Délibérations du conseil exécutif (appelé ici conseil de Sa Majesté), du 17 juillet à la date marquée en marge. "B. T. N. S.", vol. 55, n°9

17 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Cumberland. Il se présentera le 19 pour faire connaître les reliquats de fonds en caisse.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 300

1770.
20 décembre, Halifax. Goold au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a demandé à l'amirauté la permission de se démettre de sa commission d'officier au corps de marine, mais n'a pas encore eu réponse. Le commodore Hood lui ayant accordé de rester dans la Nouvelle-Ecosse, il y fait venir sa famille. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p, 16

22 décembre, Halifax. Campbell au même. Il lui transmet à fins d'examen diverses demandes de terrains et rivières pour l'exploitation de la pêche dans la baie des Chaleurs, son pouvoir de concession étant limité Les pétitionnaires veulent établir sur les terres des colons tirés des îles Orkney. Importance que pourrait avoir un pareil "settlement," lequel permettrait au gouvernement d'exercer son action dans une localité qui n'a été fréquentée jusqu'ici que par des sauvages errants. 6

(Duplicata. "B. T. N. S.", vol. 26.)

22 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Création d'un établissement de sauvages près d'Halifax, grâce aux efforts du missionnaire Bailly; c'était une chose depuis longtemps désirée. Bon fruit qu'il en faut attendre. On verra avec le temps, sans doute, les sauvages devenir d'utiles et paisibles sujets. Excellentes qualités de Bailly et ses services. Campbell le recommande à la faveur du roi. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 10

(Duplicata. "B. T. N. S.", vol. 26.)

1771.
4 janvier, Londres. Opinion du conseil Jackson. Il ne trouve aucun sujet d'objection, au point de vue du droit, contre la loi de la loterie de la Nouvelle-Ecosse, bien qu'elle eût pu être plus précise. Q 8, "B. T. N. S.", vol. 26

(Le quantième du mois a été enlevé avec un coin du papier; mais l'avis paraît avoir été donné le même jour que celui ci-dessous.)

4 janvier, Londres. Opinion du conseil Jackson. Les lois soumises à son examen sont régulières au point de vue du droit. Q 9, "B. T. N. S.", vol. 26

9 janvier, Amirauté. L'Amirauté aux Lords du commerce. Envoi de copie d'un journal d'exploration par William Johns, avec détails sur les essences forestières qu'il a rencontrées dans la Nouvelle-Ecosse. Ce rapport, adressé à l'amiral Hood, est daté du 20 juillet 1770. Q 4

Incluses. Journal de Johns. Q 5

Prix du bois de construction en certains lieux nommés. Q 6

23 janvier. Whitehall. Evaluation des dépenses d'administration civile en la Nouvelle-Ecosse pour 1771. "B. T. N. S." vol. 38, p. 290

30 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception d'une lettre secrète et confidentielle, à laquelle il se conformera. Reçu d'autres dépêches. "Col. Cor. N. S." vol. 6, p. 15

(Duplicata. "B. T. N. S." vol. 26.)

6 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que le bill permettant de réaliser £1,000 au moyen d'une loterie pour la construction de routes et de ponts soit sanctionné, encore que le principe en soit discutable. "Col. Cor. N. S.", vol. 6. p. 1

(Duplicata. "B. T. N. S." vol. 38.)

6 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils sont d'avis que le roi rejette, pour certaines raisons énoncées, l'"Acte à l'effet d'admettre des cautions spéciales en cas d'actions portées devant la cour suprême provinciale de Sa Majesté." "B. T. N. S.", vol. 38, p. 293

11 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui adresse le rapport des lords du commerce sur le bill permettant de réaliser une somme d'argent au moyen d'une loterie, et il l'autorise à le sanctionner. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 3

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 85).

12 février, Whitehall. Pownall à Campbell. Le parlement a voté £5,796 10s. 5d. pour l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse; mais, à l'égard de la somme de £1,500 affectée par la construction d'une église, d'un palais de justice et

1771.

d'une prison à Charlottetown, le gouverneur de l'île en fera l'emploi par lettres que lui-même devra tirer. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 85

Incluse. Budget civil pour 1771. 86

6 mars, W hall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il verra, par le détail du crédit voté, qu'il n'y a pas d'affectation d'argent pour les chemins. Point de fonds, par conséquent, applicables au paiement des £100 déjà dépensées. Le seul moyen qui reste à sa seigneurie d'obtenir le remboursement de cette somme est que l'assemblée consente à la prélever sur le produit de la loterie. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 4

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 88.)

22 mars, Londres. Opinion du conseil Jackson. Il ne trouve aucun sujet d'objection, au point de vue du droit, contre certaines lois soumises à son examen. Il indique une disposition contraire à la politique commerciale dans la loi établissant une excise sur le thé, le café et les cartes à jouer; mais néanmoins conseille d'approuver cette loi. Celle qui est faite pour l'avantage des pêches sur la côte est nulle, la province ne pouvant édicter de lois contre les infractions qui sont commises à trois lieues du rivage.

Q 15. "B. T. N. S.", vol. 26

8 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Selon ses instructions, il a ordonné à l'ingénieur de faire rapport sur le défensif de la place. Ci-inclus copie du rapport avec les décisions prises, dont le but est de mettre la place en état de bien résister à l'attaque d'une flotte au moyen de batteries et des vaisseaux. "Col. Cor. N.S.", vol. 6, p. 23

Incluses. Rapport de Spry, ingénieur en chef à la Nouvelle-Ecosse, sur les travaux défensifs, etc. 25

Résolution concernant ce qu'il faut faire pour réparer les batteries conformément à ce rapport. 30

11 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Pour l'augmentation d'effectif qui a été ordonnée, Gage a assigné à chaque régiment stationné dans la Nouvelle-Ecosse un district propre sur le continent où faire des recrues. Il (Campbell) a reçu la dépêche qui approuve ses actes relativement aux terres de McNutt; il faudrait agir de même sorte par rapport à d'autres terres; mais l'argent manque pour les frais d'arpentage. Campbell demande l'autorisation d'employer à cet usage les "quit rents" ou d'autres fonds. Envoie le compte des dépenses et les procès-verbaux du conseil, de juillet à décembre. 19

Incluse. Tarif de la "Court of Escheats". 21

(Duplicata. Voir au 19 septembre.)

13 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il demande un congé pour motifs de santé et envoie un exposé succinct de ses services.

"Col. Cor. N. S.," vol. 6, p. 38

Incluse. Exposé mentionné. 40

18 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Le lieutenant-colonel Bruce a reçu l'ordre de faire partir le 64e et le 65e régiments pour Boston, sans que lui-même (Campbell) ait eu avis de leur retrait. 31

18 avril, Londres. Francklin à Joshua Sharpe. Il n'a pas encore pris son passage; il ne retournera pas en Amérique à l'insu ni sans l'approbation du capitaine Hughes. "A. et W. I.," vol. 597, p. 215

19 avril. Pétition (sans date) en obtention de terres, reçue par les lords du commerce à la date indiquée en marge. George Walker, ancien commandant du *Royal Family*, bâtiment armé en course; Hugh Baillie, cidevant du Bengale, William Sample, *id.*; Hugh Baillie, docteur en droit; et Allan Auld, négociant de Londres, demandant chacun 15,000 acres de terre en la Nouvelle-Ecosse P 10-P14, "B. T. N. S.," vol. 26

(Dans la procuration, datée du 12 juin, le nom de Baillie est écrit Bailley.)

1771.
4 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Les propositions mentionnées dans une lettre à George Walker ont été soumises aux lords du commerce sur pétition présentée par les intéressés. Il est important d'amener les sauvages à s'établir près d'Halifax, si la chose peut se faire sans imposer de dépense au public. Il (Hillsborough) sera bien aise d'avoir quelque occasion de procurer à Baillie la récompense de ses services et de favoriser son louable dessein.
"Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 13

(Copie. Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 90.)

13 mai, Whitehall. Les Lords du commerce au "Board" de l'artillerie. Ils lui transmettent une dépêche de Gage sur le mauvais état des batteries dans la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 14

22 mai, Londres. Pétition du Dr Breynton, recteur de Saint-Paul, Halifax, qui demande au nom de ses paroissiens de l'aide pour la réparation de l'église.
Q 16, "B. T. N. S.", vol. 26

22 mai, Whitehall. Les Lords du commerce à Campbell. Il a sanctionné une loi adoptée dans la dernière session pour établir une excise sur le thé, le café et les cartes à jouer. Il ne doit jamais approuver de ces lois que si elles contiennent exception pour toute importation de la Grande-Bretagne des produits visés. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 298

5 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui annonce la naissance d'un prince. "Col. Cor. N. S.," vol. 6, p. 18

(Le duc de Cumberland, né le 5 juin, jour où la dépêche fut écrite. Ce prince est mort le 21 juin 1841.)

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 91.)

15 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu la dépêche portant que Sa Majesté catholique (le roi d'Espagne) a désavoué l'expédition contre Egmont et est convenu de restituer ce port. Reçu aussi l'autorisation de sanctionner le bill de la loterie.
"Col. Cor. N. S.," vol. 6, p. 50

(Duplicata. "B. T. N. S.," vol. 26, Q 18.)

20 juin, Amirauté. L'Amirauté au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Elle lui communique copie d'une lettre du capitaine Gambier, concernant la perte du *Granby* sur la côte de la Nouvelle-Ecosse, due à l'absence de feux au phare; Gambier se plaint que celui-ci n'est plus éclairé.
"Col. Cor. N. S.," vol. 6, p. 32

Incluse. Lettre de Gambier, racontant la perte par naufrage du *Granby*, avec son équipage; il n'y avait aucun feu allumé sur la côte, quoique le phare coûte fort cher, tous les ans, au gouvernement; "mais, chose honteuse, cette dépense aboutit à ceci, qu'une créature du gouverneur, avec sa connivence manifeste, met depuis longtemps de l'argent en poche." Pillage du navire naufragé. 34

22 juin, Halifax. Délibérations du conseil exécutif, 30 janvier au 22 juin.
"B. T. N. S.," vol. 55, n° 10

3 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Hillsborough approuve les mesures adoptées par rapport aux fortifications, à la nouvelle des actes de violence des Espagnols aux îles de Falkland; mais il (Campbell) doit prendre garde à ne point faire de dépenses ou travaux militaires sans l'aveu du commandant en chef. Il serait à propos de pourvoir aux frais relatifs aux "escheats", ce qui serait possible en vendant à l'enchère les terres reprises par confiscation; mais c'est affaire à la trésorerie, à laquelle la dépêche a été transmise. Envoi de copie d'un rapport de l'arpenteur Wentworth sur les terres contenant des bois propres aux constructions navales, qui devraient être tenues en réserve pour les services du roi. Procéder à une enquête rigoureuse sur la gestion du phare, et sur la négligence qui, au dire de Gambier, avait causé la

1771.

perte du *Granby*, corps et biens. Si le fait de négligence est prouvé, punir sévèrement les employés en faute. "Col. Cor. N. S.," vol. 6, p. 41

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. I, p. 92.)

3 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. La permission lui est accordée d'aller dans quelque autre colonie, sur le continent américain, et d'y rester le temps nécessaire au rétablissement de sa santé. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 44

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 95.)

3 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui envoie une pétition d'un colon de Lunenburg, qui demande la concession d'un petit lot de terre près de la ville, sur lequel il y a eu une batterie, et la recommande à son attention. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 45

Incluse. Pétition de Detliffe Christopher Jessen. 46

(Copie de la lettre. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 96.)

3 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui demande de donner à Scammell, nommé inspecteur des terres et pinières de la région orientale du Massachusetts et de la région de la Nouvelle-Ecosse située au nord de la baie de Fundy, toute l'assistance dont il pourra avoir besoin pour exécuter sa fonction. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 48

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 97.)

13 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à la Trésorerie. Il recommande à leur attention la proposition de vendre les terres confisquées pour payer les frais des procédures en "escheat." "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 49

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 97.)

7 août, Whitehall. Pownall à Campbell. Sa dépêche a été mise sous les yeux du roi. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 99

23 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). L'assemblée générale s'est réunie le 5 juin et a fini sa session le 6 juillet. Envoi des Journaux et des lois. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 51

(Duplicata. Q 28, "B. T. N. S.", vol. 26.)

29 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception de la dépêche qui approuve la création du "settlement" de sauvages et qui l'informe du décès d'un prince; aussi de quatre lois du parlement ralatives à l'Amérique. Il s'occupera de l'établissement des sauvages, aussitôt Bailly revenu. Toute dépense inévitable sera ratifiée, il l'espère; elle n'excèdera pas £100. "Col. Cor. N. S.", vol 6, p. 52

(Duplicata. Q 19, "B. T. N. S.", vol 26. Le mois n'y est pas indiqué.)

16 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu ses dépêches. Rien que la plus urgente nécessité ne l'avait déterminé à prendre les mesures de défense militaire; mais il aurait dû dire aussi qu'elles lui avaient été conseillées par Gage. La vente des terres confisquées ne produirait qu'une somme insignifiante; si elle devait avoir lieu, on verrait se former une coalition pour amener une baisse des prix. Il (Campbell) réservera les terres mentionnées dans le rapport de Wentworth, aussitôt qu'elles auront été reprises. Il suggère la mise en réserve de 10,000 acres de terre à même chaque 100,000 acres, pour la conservation des bois propres aux constructions navales, sans autrement attendre les arpentages, qui entraîneraient bien des retards. Il va faire faire une enquête sur les faits de négligence dont le gardien du phare est accusé. A nommé Charles Proctor "provost marshal" en remplacement de Foye décédé. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 54

Incluse. Evaluations des dépenses à prévoir pour 1772. 59

(Duplicatas. Q 20 et 21, "B. T. N. S.", vol. 26.)

16 septembre, Halifax. Campbell aux Lords du commerce. Il suivra les instructions reçues concernant le droit d'excise sur le thé, le café et les cartes à jouer. Aucune objection jusqu'ici contre une excise. Dans les "minutes" des

1771. lords du commerce du 3 décembre 1762, il est dit "que l'on n'a jamais " entendu que l'instruction contre l'imposition de droits sur l'importation " des produits naturels et manufacturés de la Grande-Bretagne dût aller " jusqu'à empêcher qu'ils ne fussent soumis à une excise conjointement " avec les marchandises d'autres provenances, soit pour la réalisation de " ressources pécuniaires, soit par mesure nécessaire de police."
Q 26, "B. T. N. S.", vol 26

23 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il rectifie certaines notions erronées touchant le phare d'Halifax. "C'est une construction en pierre, haute de 62 pieds, élevée sur le sommet d'une île rocheuse, à 72 pieds au-dessus de la surface de l'eau; en sorte que la lumière brille à une hauteur de 134 pieds. Le phare est situé à 12 milles environ d'Halifax." Comment on se procure l'argent nécessaire pour son entretien; arrangements faits avec le gardien. Q 22

27 septembre, Halifax. Rapport du conseil de la Nouvelle-Ecosse sur le phare entretenu pour le port d'Halifax. Q 23, "B. T. N. S.", vol. 26

28 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il envoie un exposé de la recette, de la dépense et du mode d'entretien du phare situé près d'Halifax. "Il n'y a pas de gardien en titre; la dépense se paie au moyen d'un droit affecté à cet usage, et s'élève à £200 cours d'Halifax annuellement, soit £180 sterling." "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 61

Incluse. Décision du conseil sur la plainte relative au phare. 64

28 septembre, Halifax. Le même au même. Il le remercie de la permission de passer dans une autre colonie pour sa santé; si elle ne pouvait s'y rétablir, il demande à aller en Angleterre. 67

(Duplicata. Q 24, "B. T. N. S.", vol. 26.)

8 octobre, Halifax. Le même au même. Il lui recommande Cunningham, pour sa conduite comme administrateur des affaires indiennes en l'absence de Gorham, "deputy" de sir William Johnson. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 75

9 octobre, Halifax. Le même au même. Le lieutenant-capitaine Jadis, porteur de cette lettre, faisait avec succès la traite avec les sauvages sur la rivière Saint-Jean. Sa maison, son magasin et tout ce qu'il avait ont été consumés par le feu, qu'il soupçonne les sauvages d'avoir mis, comme le dit la pétition ci-incluse. Les plaintes contre eux sont fréquentes depuis que le fort Frederick a été demantelé. Campbell conseille de bâtir un blockhaus sur un point plus avancé dans la rivière, pour tenir les sauvages en respect et couvrir les "settlements" en pleine croissance. 78

Incluses. Pétition. 80

Etat estimatif de la maison et effets appartenant à Jadis, qui ont été brûlés par les sauvages à Gagetown, Sunbury, le 6 février 1771. 83

A la suite de ce compte est un procès-verbal du conseil, portant qu'une copie de la pétition a été adressée aux juges de paix de la rivière Saint-Jean, à fins d'enquête et rapport. 85

(Les "Dartmouth Papers" contiennent une copie de la pétition, avec au dos la note suivante: "Pétition de Charles N. G. Jadis esquire, demandant réparation au gouvernement des pertes et dommages qu'il a éprouvés par le fait des sauvages, dans le township de Gage, en 1771." Dans la pièce sont incluses des dépositions avec d'autres documents relatifs à l'incendie.)

16 octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il a été fait, dans la construction et le service du phare, des changements qui devront, on l'espère, prévenir toute nouvelle plainte. "Col. Cor. N.S.", vol. 6. p. 68

(Duplicata. Q 30, "B. T. N.S.", vol. 26.)

18 octobre, Maugerville. Israel Perley à Jadis. Sur la conduite des juges de paix. Pièce incluse dans une lettre de Jadis, du 31 mars 1773. Voir à cette date.

18 octobre, Halifax. Green au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Campbell partit hier pour Boston. Il (Green) est chargé de l'administration.
"Col. Cor. N.S.", vol. 6, p. 69

1771.
3 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Francklin. Campbell étant allé dans les colonies du Sud, il (Francklin) se rendra immédiatement à Halifax pour administrer la Nouvelle-Ecosse. Page 70

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 99.)

4 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Green. Francklin a eu ordre de se rendre en la Nouvelle-Ecosse pour y faire les fonctions de lieutenant-gouverneur pendant l'absence de Campbell.
"Col. Cor. N.S.", vol. 6, p. 71

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 100.)

4 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il espère que le changement de climat améliorera sa santé. A cause des inconvénients éprouvés, Sa Majesté a établi la règle que la permission ne serait plus accordée aux gouverneurs de venir en Europe pendant la durée de leurs commissions. Guérison du duc de Gloucester.
"Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 72

(Copie. "Col. Off. N S.", vol. 1, p. 100.)

4 décembre, Londres. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il s'embarquera pour la Nouvelle-Ecosse sur le premier navire en partance.
"Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 74

16 décembre, Londres. Le Rév. M. Majendie aux lords du commerce. Envoi de papiers relatifs à l'affaire de Martel. Q 25, "B. T. N. S.", vol. 26

18 décembre, Londres. Richard Jackson. Il ne trouve aucun sujet d'objections, au point de vue du droit, contre les lois passées à la Nouvelle-Ecosse en juin et juillet 1771, à l'exception de la loi concernant les testaments et les legs, les exécuteurs testamentaires, etc., laquelle, à son avis, devrait être désavouée. Q 27

1772.
11 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Il lui serait agréable d'apprendre que la désignation de Cunningham pour les fonctions de commissaire des affaires indiennes a été confirmée par sir William Johnson, à qui il appartient de nommer à cet emploi.
"Col. Cor. N. S.,", vol. 6, p. 77

5 février, Whitehall. (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 102.)

"Estimate" pour 1772. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 308.

13 février, Whitehall. (Duplicata, daté de janvier. Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 103.)

Les Lords du commerce au Roi. Ils se prononcent, pour certaines raisons qu'ils mentionnent, contre la sanction de la loi sur les trahisons et félonies, et de celle relative aux testaments, etc.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 301

14 février, Whitehall. Les mêmes à Francklin. Ils lui envoient copie d'une dépêche adressée à lord William Campbell à propos de l'adoption de lois en la Nouvelle-Ecosse à l'effet d'établir une excise sur le thé, le café et les cartes à jouer. 307

11 mars, Charles Town. (La dépêche mentionnée était du 22 mai 1771. Voir à cette date.)

Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Ses yeux ne sont pas en meilleur état. Il demande la permission d'aller en Angleterre. Recommande Goold pour tout emploi qui pourrait être vacant.
"Col. Cor. N. S.," vol. 6 p. 95

18 mars, Halifax. Green au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). La grande amélioration apportée au phare sur l'île Sambro est due pour beaucoup à l'ingénieuse invention de Henry Newton. A cause du mauvais état de sa santé (Green), il demande la permission de se démettre de son emploi d'officier du port en faveur de son fils Charles. Il exprime l'avis qu'une allocation soit accordée à Jonathan Binney, "chief magistrate" à Canso, en récompense de ses services. 96

27 mars, Whitehall. (Duplicata. Q 32, "B. T. N. S.," vol. 26.)

Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Le budget pour 1772 pourvoit aux changements opérés dans le service du phare, et porte une

1772.

allocation pour un gardien et deux aides. Mathew Pinnell sera le gardien du phare, à condition de fournir un cautionnement ; il aura à rendre ses comptes régulièrement, et devra se conformer aux prescriptions d'un règlement convenable, soit rédigé par un comité, soit établi par un acte de la législature. Il (Hillsborough) n'admet pas son objection (Campbell) contre la vente des propriétés confisquées pour payer les frais de la confiscation; si la terre a aussi peu de valeur, ce n'est pas la peine de se mettre en frais pour la reprendre, avec pareille chance de ne retirer qu'un mince revenu des "quit rents." Il a néanmoins soumis la question aux lords du commerce. Méthode à adopter pour la mise en réserve de terres à bois propres à l'usage de la marine. John Fenton est nommé "provost marshal" en remplacement de Foye. Il sera tenu compte en quelque autre occasion de la recommandation de Proctor. Reçu la réclamation présentée par Jadis. Sa situation malheureuse ne provient pas de causes qui puissent en faire un sujet méritant considération de la part du public. Il ne lui est pas possible (à Hillsborough) de conseiller l'établissement d'un poste militaire sur la rivière Saint-Jean. Une somme de £200 est inscrite au budget pour la réparation de l'église Saint-Paul à Halifax. Consulter le Dr Breynton sur les plans. Permettre au gouverneur Patterson de faire transporter la pierre taillée (pourvu qu'elle n'appartienne pas à des particuliers) qui est dans l'île du Cap-Breton à l'île Saint-Jean, pour les constructions publiques.

"Col. Cor. N. S.," vol. 6, p. 87

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 105.)

20 avril, Halifax. Green au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Reçu ses dépêches avec leurs incluses. Il envoie les procès-verbaux du conseil de juillet à décembre dernier. "Col. Cor. N.S.", vol. 6, p. 101 103

Incluse. Procès-verbaux du conseil exécutif.

(Duplicata. Q 33, "B. T. N.S.", vol. 26.)

20 avril, Saint-James. Arrêté du Conseil : portant désaveu des lois sur les trahisons et félonies, et sur les testaments, legs, etc. Q 42, "B. T. N.S.", vol. 26

(Copie. "Col. Off. N.S." vol. 1, p. 112.)

26 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Contrebande qui s'exerce entre les îles Saint-Pierre et Miquelon et le littoral depuis Canceau jusqu'à la baie des Chaleurs. Décès de Bryzelius, missionnaire des Allemands à Lunenburg. Il laisse sa famille dans une grande gêne. Ce qui restait à courir de son traitement annuel devrait se payer à sa femme et ses enfants. Il (Campbell) va s'assurer s'il y a un autre missionnaire à Lunenburg qui puisse faire le service divin en anglais. Avantage de l'abolition de la dualité de langues dans le "settlement" par l'emploi général de la langue anglaise. Q 50, "B. T. N.S.", vol. 26

6 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Campbell. Rejet de deux lois. Envoi d'un rapport du "Board of Trade", contenant les raisons du désaveu. "Col. Cor. N.S.", vol. 6, p. 94

6 juin, Whitehall. Le même au même. Il (Campbell) ne peut obtenir permission de venir en Angleterre tant qu'il sera gouverneur. Au cas où sa santé rendrait nécessaire son retour, il devrait en donner avis assez tôt pour que l'on puisse lui désigner un successeur convenable. En pareil cas, si sa santé le permettait, il (Hillsborough) lui demande de ne s'embarquer qu'après l'arrivée du nouveau gouverneur. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 98

(Copie, "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 114.)

6 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Green. Le lieutenant-gouverneur Francklin étant reparti, les dépêches lui seront adressées. Impossible de l'autoriser (Green) à se démettre de sa fonction d'officier de port en faveur de son fils; cela établirait un précédent critiquable et fâcheux. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 100

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 115.)

1772.

26 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Arrivé le 2. Green était gravement malade, et son état ne s'est pas amélioré. Le mode de service du phare va être changé, suivant les instructions. Matthew Pinnell nommé gardien. Il (Francklin) ira, le 27, avec deux officiers de marine, inspecter le phare, afin de se former une juste idée des règles à prescrire. Ordre donné de consigner au registre du conseil les instructions relatives aux réserves forestières. Les habitants d'Halifax sont reconnaissants du don des £200 pour réparer l'église paroissiale; mais, Breynton n'étant pas de retour, rien encore n'a été fait. Il profitera de la première occasion pour informer Patterson qu'il peut se servir de la pierre taillée qui se trouve au Cap-Breton. L'assemblée générale est en session; elle a maintenu les lois expirantes concernant les droits d'entrée et d'excise (à l'exception des droits sur le thé, le café et les cartes à jouer). "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 117

(Duplicata, daté du 25. Q 34, "B. T. N. S.", vol. 26.)

26 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Difficulté d'obtenir le quorum au conseil, par suite de la maladie et de l'absence de plusieurs membres. Il recommande la nomination de Goold et de Butler, en remplacement de Collier décédé et de Gorham, aujourd'hui gouverneur de Plaisance. "Col. Cor. N, S.", vol. 6, p. 121

Incluse. Liste des conseillers. 123

29 juin, Boston. (Duplicatas. Q 35, Q 36, "B. T. N. S.", vol. 26.)

30 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il partira dans un jour ou deux pour Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, page 125

9 juillet, Halifax. Délibérations du conseil exécutif, du 4 janvier au 30 juin. "B. T. N. S.", vol. 55, n° 11

Francklin au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). L'assemblée générale s'est réunie le 9 juin et a terminé sa session hier (8 juillet). Envoi de la liste des lois adoptées. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 129

Incluse. Liste mentionnée. 130

Campbell écrit le même jour, transmettant aussi une liste des lois. Q 37, Q 38, "B. T. N. S.", vol. 26

(Dans une précédente lettre, Francklin avait dit que l'assemblée s'était réunie le 10 juin. La date exacte est le 9.)

14 juillet, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il est arrivé le 10. La colonisation est entravée par le manque d'un arpenteur-inspecteur des bois et forêts en résidence dans la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 126

(Dans un duplicata, Q 39, "B. T. N. S.", vol. 26, Campbell dit qu'il est arrivé le 9, ce qui est sans doute la date exacte, puisqu'il y a une dépêche de lui écrite ce jour-là.)

29 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la nomination d'Arthur Goold et de John Butler au conseil, en remplacement de John Collier et de Benjamin Gerrish décédés. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 311

29 juillet. Mémoire (sans date) sur l'affaire de Charles N. Godfrey Jadis, ancien lieutenant-capitaine au 52e. Il est précédé d'un certificat signé par divers officiers en faveur de Jadis. Q 31, "B. T. N. S.", vol. 26

(La fin du mémoire manque, le dernier feuillet formant enveloppe étant tout usé.)

31 juillet, Saint-James. Arrêté du Conseil: nommant conseillers Arthur Golod et John Butler en remplacement de Collier et Gerrish décédés. Q 43

7 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Hillsborough) à Francklin. On approuve son attention au service du phare. Goold et Butler sont nommés au conseil. Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 124

28 août, Lambeth Marsh. (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, page 116.)

Jadis à Dartmouth. Pertes qu'il a éprouvées et qui l'ont ruiné. Sa pétition et un exposé de sa situation ont été mis sous les yeux des lords

1772. du commerce. Si on ne lui accorde pomptement justice et réparation, il va être jeté en prison. Ci-inclus un mémoire relatant sa naissance, ses services, la destruction de sa maison et de ses effets par les sauvages avec un certificat de sa conduite comme officier et gentleman, par le colonel Clavering et sir Guy Carleton, ainsi que par John Burgoyne et Philip Skene, signant chacun au titre d' "ancien major au 52," qui était le régiment où Jadis avait servi. "Dartmouth Papers."

2 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Envoi de copies des lois passées à la dernière session. La loi révoquant deux actes législatifs à l'effet de créer un fonds destiné au paiement des représentants, contient un article suspensif. Reçu la dépêche contenant avis du désaveu de deux lois. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 140

Incluse. Liste des lois adoptées, avec des observations. 142

Duplicata de la lettre et de son incluse. Q 46, "B. T. N. S.", vol. 26)

4 septembre, Shirburn Castle. Macclesfield à Dartmouth. Il lui recommande Tonge pour l'emploi d'officier de port à Halifax, emploi vacant ou qui va probablement le devenir. "Dartmouth Papers."

8 septembre. Etat approximatif du nombre de familles en la ville de Louisbourg. A la suite de la liste, est indiquée la quantité de poisson expédiée du Cap-Breton avec les lieux d'expédition. La liste porte le nom du chef de chaque famille. "Dartmouth Papers."

9 septembre, Sandwell. Dartmouth à Campbell. Il accuse réception d'une lettre. A son retour à la ville, il se renseignera sur la situation des choses à la Nouvelle-Ecosse. "Dartmouth Papers."

11 septembre. Madame Jadis apparemment à Lady Dartmouth. Elle lui envoie copie du mémoire adressé par son mari aux lords du commerce. Bontés que lady Mary Hill a eues pour eux. "Dartmouth Papers."

12 septembre, Main au Dieu (*sic.*) Proclamation du gouverneur Campbell contre l'enlèvement illicite de la houille au Cap-Breton. "Dartmouth Papers."

22 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Il accuse réception de la dépêche relative à sa demande de congé. Sa santé est suffisamment rétablie pour lui permettre de continuer à remplir sa fonction. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 134

(Duplicata. Q 47, "B. T. N. S.", vol. 26.)

1er octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Hillsborough). Plaintes qui se font pas rapport à l'existence d'un commerce illicite, notamment entre Canso et la baie des Chaleurs; il serait possible de le réprimer à l'aide de goélettes stationnaires armées, qui en même temps protégeraient la pêche. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 136

(Duplicata. Q 48, "B. T. N. S.", vol. 26.)

26 octobre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui adresse des félicitations sur sa nomination au poste de secrétaire des affaires américaines; et l'assure du soin qu'il apportera à son service. Il a nommé Arthur Goold officier de port en remplacement de feu Benjamin Green. "Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 144

Duplicata. Q 49, "B. T. N. S.", vol. 26.)

27 octobre, Halifax. Le même au même. Nulle objection à l'insertion, dans la commission des gouverneurs coloniaux, d'une clause "leur donnant en qualité de chanceliers les pouvoirs nécessaires pour délivrer des commissions pour le soin et la garde des idiots et des fous, conformément à l'usage et coutume en Angleterre." L'absence de pareils pouvoirs a déjà occasionné de très grandes difficultés. Q 44, "B. T. N. S.", vol. 26

27 octobre, Canso. Pétition des principaux commerçants et habitants de Canso, relatant les grands services rendus au commerce par Jonathan Binney, et demandant qu'on lui accorde un salaire et le continue premier magistrat et receveur-adjoint des douanes. "Dartmouth Papers."

1772.
29 octobre, Halifax. Mme Goold apparemment à Lady Dartmouth. Elle demande, au nom de son mari, qu'il soit confirmé dans l'emploi d'officier de port.
"Dartmouth Papers."

4 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Campbell. Aucun gouverneur en Amérique ne peut obtenir la permission de repasser en Europe que s'il a donné avis de son intention de se démettre. Comme son mal s'aggrave (Campbell), le roi lui permet de revenir; mais il ne devra user de ce congé que dans le cas où sa santé l'y obligera, et où il serait prêt à résigner sa charge à son arrivée. Il devra prévenir de son départ, afin que l'on puisse lui nommer un successeur convenable.
"Col. Cor. N. S.", vol. 6, p. 132

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 118.)

10 décembre Plaisance. Joseph Gorham au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il demande un emploi, afin d'avoir les moyens de satisfaire aux réclamations qui se font contre lui par suite des pertes qu'il a souffertes relativement à ses terres en la Nouvelle-Ecosse. Ci-inclus copie d'une recommandation adressée par Townshend à Granby, en date du 19 juin 1769.
"Dartmouth Papers."

26 novembre, Halifax. Délibérations du conseil exécutif, du 2 juillet au 26 novembre.
"B. T. N. S.", vol. 55, n° 12

27 novembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Envoi de l'évaluation des dépenses à prévoir pour 1773. Il sollicite instamment un subside pour la construction des routes. Insuccès de plans adoptés pour se procurer de l'argent. Ci-incluse une pétition des intéressés dans la pêche de la morue à Canso, avec un état des produits pêchés durant cette campagne; résumé sommaire de la pétition. Services de Jonathan Binney à Canso. Il (Campbell) conseille de lui donner un salaire annuel de £100.
"Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 1

Incluses. Evaluations pour 1773. 5
Pétition des commerçants de Canso. 8
(Voir aussi "Dartmouth Papers," 27 octobre).
Liste des navires sortis et relevé des exportations au port de Canso, du 1er avril au 2 novembre 1772. 11

9 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Campbell. Est heureux d'apprendre que sa santé s'est améliorée pendant le voyage qu'il a fait dans le Sud; et espère qu'il n'aura pas à faire usage de son congé. Il est fâcheux que la création d'un important établissement de pêcheurs sur le rivage nord-est de la Nouvelle-Ecosse ait donné naissance à un commerce illicite. Demande d'informations complètes sur ce commerce.
"Col. Cor. N.S.", vol. 6, p. 138

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 119.)

12 décembre, Clapham. John Thornton au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il pense aussi qu'il n'est pas à propos d'accueillir la demande du frère de John Fenton.
"Dartmouth Papers."

13 décembre, Shirburn-Castle. Macclesfield au même. Il accuse réception de la lettre lui annonçant que Tonge est nommé officier de port à Halifax. "Darmouth Papers."

15 décembre, Halifax. Campbell au même. Il lui transmet, avec avis favorable, une pétition de la veuve de Benjamin Green. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 12

16 décembre, Windsor, N.-E. *Incluse.* Pétition. 13
Francklin au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il félicite sa seigneurie sur sa nomination aux affaires américaines. 14

1773.
5 janvier, Londres. Opinion du conseil Jackson. Les lois de la Nouvelle-Ecosse soumises à son examen ne soulèvent aucune objection de droit.
Q 45, "B. T. N. S.", vol. 26

21 janvier, Whitehall. Prévisions budgétaires pour 1773. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 312

1773.

(Duplicata. "B. T. N. S.", vol. 27.)

3 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Campbell. L'"estimate" était déjà présenté au parlement quand sont arrivées ses propositions; en sorte que le subside pour les routes, le traitement du magistrat et l'allocation à Mme Green ne peuvent plus y être inscrits par lui. Il a communiqué les propositions aux lords du commerce; mais il craint qu'elles ne souffrent des difficultés. "Col. Cor. N.S.", vol. 7, p. 15

Incluse. Evaluations budgétaires. Duplicata du 21 janvier.

(Copie de la lettre. "Col. Cor. N. S.", vol. 1, p. 120.)

13 février, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Reçu la lettre du 4 novembre, qui lui permet de passer en Angleterre; remercîments. Sa santé s'est un peu rétablie au cours du voyage qu'il a fait dans le Sud. Représentations contre les conditions mises au congé. Il demande que ce congé soit de six mois, au cas où nulle décision générale ne s'y opposerait. Son affection pour les habitants de la colonie naissante l'animera toujours à travailler de tout son pouvoir à leur bien-être. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 23

20 février, Halifax. Le même au même. Décès de Zouberbuhler. premier magistrat de Lunenburg, le 31 janvier. Il recevait £50 par année, et à l'occasion de sa mort, il (Campbell) a reçu la pétition ci-incluse; il recommande le pétitionnaire; et propose Hinshelwood pour successeur de Zouberbuhler au conseil. 27

3 mars, Whitehall. Knox au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Envoi du budget pour 1773. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 121

Incluse. Budget. Copie de l'"estimate" du 21 janvier.

15 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que la loi révoquant celle qui autorise les comtés à lever des fonds pour payer leurs représentants, soit sanctionnée, étant d'intérêt local. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 315

20 mars, Londres. Pétition de négociants intéressés dans la pêche à la Nouvelle-Ecosse, à l'effet d'obtenir l'envoi d'un bâtiment de guerre chargé de la protéger. "Col Cor. N. S.", vol. 7, p. 19

31 mars, Londres. Jadis au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui signale la contrebande qui s'exerce et dont Major Ville (Maugerville) est le centre, contrebande à laquelle connive le magistrat et receveur des douanes, les deux fonctions étant en la possession d'une seule et même personne. Perte subie en conséquence par le revenu; destruction du bois, etc. Note écrite au dos de la pièce: "Suggestions sur le meilleur moyen de réprimer la contrebande à la rivière Saint-Jean, dans la baie de Fundy."

Incluse. Lettre d'Israel Perley à Jadis, en date de Maugerville le 18 octobre 1771. Perley y accuse le magistrat (Peabody) d'abus de sa fonction de juge, et rappelle à Jadis les informations qu'il possède lui-même sur la conduite de Peabody, en ce qui concerne le droit sur les spiritueux, etc. La lettre de Jadis et son incluse sont parmi les "Dartmouth Papers."

7 avril, Saint-James. Arrêté du conseil, portant défense de donner des concessions de terre. U 49, "B. T. Plantations General", vol. 29

10 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Campbell. Il lui envoie un arrêté du conseil, du 7 avril, approuvant une loi adoptée en juillet 1772. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, page 20

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 124. L'arrêté suit la copie, sur la même page.)

26 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui envoie un rapport sur la contrebande qui se fait de Miquelon et Saint-Pierre à la côte entre Canso et la baie des Chaleurs. Les habitants de cette partie du littoral sont des sauvages, des Acadiens français, des Américains et des Européens, qui reçoivent de l'eau-de-vie, du vin et d'autres marchandises

1773.

françaises en échange de pelleteries. Il a écrit à lord Sandwich ainsi qu'à Hillsborough ; l'amiral Montagu a eu ordre de mettre en station un bâtiment armé pour empêcher ce commerce. Bryzelius, missionnaire à Lunenburg, est mort en prêchant; il a laissé sa femme et ses enfants dans le besoin. Il (Campbell) demande qu'ils touchent ce qui restait à courir de l'année de traitement, ou le traitement jusqu'à la nomination d'un successeur. L'autre missionnaire, de La Roche, peut prêcher d'une manière fort intelligible en anglais, et ce serait un grand avantage pour l'établissement si la séparation due à la différence de langue venait à cesser. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 30

7 mai, Halifax. Le même au même. Envoi de copies des lois passées dans la dernière session, et des procès-verbaux du conseil et de l'assemblée. 33

(Duplicata.) Q 51, "B. T. N. S.," vol. 26.)

29 mai, Halifax. Le même au même. Reçu les prévisions budgétaires pour l'année. "Col. Cor. N. S.," vol. 7, p. 34

(Duplicata. Q 32, "B. T. N. S.," vol. 26.)

10 juin, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Projet de commission pour Francis Legge, nommé gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. La seule chose nouvelle qu'il contienne est une autorisation de commettre quelqu'un au soin et à la garde des idiots et des fous. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 317

16 juin, Miramichi. Commission. 319

Contrat entre Hugh Baillie et William Davidson, contenant vente de terres par Davidson à Baillie. (Miramichi a fait partie de la Nouvelle-Ecosse jusqu'en 1784, année où le Nouveau-Brunswick a été érigé en province séparée.) Au dos du contrat: "Originaux appartenant à Hugh "Baillie esquire, relatifs à certaines terres possédées par W. Davidson à "Miramichi, baie des Chaleurs. Ce 13 mai 1789. N. B. La pétition de "M. Baillie concernant ces terres a été communiquée au conseil privé le "16 octobre 1786."

16 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Campbell. Il le félicite à l'occasion de sa nomination au poste de gouverneur de la Caroline du Sud. A la demande du duc d'Argyll, la permission lui est accordée (Campbell) de venir en Europe avant de se rendre dans son gouvernement ; mais il devra se hâter de faire le voyage, car sa présence à la Caroline du Sud est fort désirable à cause de la situation des affaires. "Col. Cor. N. S.," vol. 7, p. 21

1er juillet, Whitehall. (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 127.)

Les Lords du commerce au Roi. Projet d'instructions générales et sur le commerce pour Legge, avec une note indiquant les changements apportés aux instructions antérieures. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 354

(Le projet contient, par rapport aux concessions des terres, une prohibition conforme à un arrêté du conseil du 7 avril, lequel se trouve dans la série "B. T. Plantations General," vol. 29, sous la marque U 49.)

Instructions générales. 359

(Les instructions relatives au commerce sont semblables à celles données à lord William Campbell le 2 janvier 1767.)

2 juillet, Saint-James. Commission de Francis Legge nommé gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 128

6 juillet, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il se plaint de retards dans la transmission des dépêches apportées par la malle. Ces retards, à ce qu'il soupçonne, auraient lieu à Boston. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 35

10 juillet, Halifax. (Duplicata. Q 53, "B. T. N. S.", vol. 26.)

Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a remis à Tonge la commission, l'a assermenté et lui a donné ses instructions. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 36

Incluse. Instructions à Tonge officier de port. 37

(Duplicatas. Q 54, Q 55, B. T. N. S.", vol. 26.)

1773.
12 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Reçu l'approbation de la loi révoquant celle relative au paiement des représentants, et aussi l'arrêté du conseil qui défend de donner des concessions de terre jusqu'à nouvel avis. Il a écrit déjà qu'il avait assermenté Tonge nommé officier de port; celui-ci, depuis son entrée en fonctions, a eu des contestations avec les autres commissaires de port de la province, les menaçant de les déplacer s'ils n'obéissaient pas à ses ordres. Campbell demande des instructions. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 40

(Duplicata. Q 56, "B. T. N. S.", vol. 26.)

Les six pièces qui suivent sont dans les "Dartmouth Papers."

18 août, Saint-James. Rochford au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a soumis au roi la demande de Legge, laquelle est tout à fait contraire à la règle établie dans l'armée.

Brouillon, apparemment de cette pétition, ni signé ni daté.

Autre pièce, sans date ni signature, concernant les réclamations concurrentes de paie de Legge et de Duncan. L'auteur paraît agir au nom de Duncan.

24 août, Halifax. Campbell à Dartmouth (lettre d'un caractère privé). Avant de recevoir l'ordre de ne plus faire de concessions de terre, il avait donné un lot d'environ 400 acres à son petit garçon, en souvenir de sa naissance dans la province. Il espère qu'on ne verra pas là une infraction au mandement de Sa Majesté.

8 septembre, Parliament-Street. Meyrick au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). La commission de lieutenant-colonel du 55e en faveur de Legge, laissée à Dublin, a été expédiée à Rochford et cassée. Le seul moyen de conserver à Legge son rang est de lui délivrer un brevet de lieutenant-colonel dans l'armée.

13 septembre, Parliament Street. Le même au même. Il le prie d'examiner si en donnant le brevet de lieutenant-colonel dans l'armée à Legge on agirait contrairement à l'intention exprimée par le roi de ne plus permettre à un gouverneur de province d'occuper un grade dans un régiment. Tryon, Shirley, etc., ont conservé leurs rangs dans l'armée.

22 octobre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Huston, recommandé par le conseil, est allé à Boston. Lorsqu'il était dans la province, il demeurait à Cumberland, 100 milles d'Halifax. Il a plus de 70 ans, et jouit d'une bonne réputation. "Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 98

22 octobre, Halifax. Morris à Campbell. Selon ses ordres, il lui fait rapport sur les terres à réserver pour le bois. Le Cap-Breton contient principalement des terres en forêts. Le merisier rouge, employé pour la construction des navires et des quais, est un bois de grande durée, qui n'est pas attaqué par les vers; l'épinette noire est préférable pour les constructions navales et la confection de mâts de petits navires; mais on en pourrait faire aussi des mâts de hune de grands vaisseaux. Il y a du pin; seulement, les violents coups de vent qui passent sur le littoral occasionnent des fissures dans le gros de l'arbre, jusqu'à la hauteur de 10 à 20 pieds; au-dessus, l'arbre offre souvent de 40 à 60 pieds de tige propre à faire des planches. Morris conseille la mise en réserve de l'île entière. Les autres terres à réserver sont situées à la rivière Saint-Jean, en amont des "settlements", et s'étendraient sur une longueur de 150 milles et une largeur de 25 milles de chaque côté de la rivière. Ces dernières terres portent de grandes quantités de pins, chênes, merisiers rouges, épinettes noires et autres essences utiles. "Dartmouth Papers."

23 octobre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a donné avis le 15 de son arrivée, et prend en main l'administration. Réunion de l'assemblée pour pourvoir principalement aux moyens de subvenir aux dépenses civiles à la charge de la province et de payer les intérêts de la dette publique. Les progrès de la province sont retardés par le peu d'activité des colons venus de la Nouvelle-Angleterre dans les arrière-établissements et par le

1773.

manque de routes. Ces colons diminuent en nombre par les décès. Vente des terres aux laborieux. Efforts pour ouvrir des chemins ; mais il reste beaucoup à faire. Legge renvoie aux dépêches de Campbell concernant Binney, magistrat de Canso, et Tonge, officier du port. Hinshelwood, recommandé par le conseil, est mort ; Creighton, recommandé aussi, possède les qualités requises. Il y a vacance depuis la mort d'un missionnaire à Lunenburg ; nulle nécessité de la remplir. Le traitement pourrait être employé à payer un missionnaire ambulant chargé de visiter les " settlements " écartés, qui sont aujourd'hui exposés à recevoir des aventuriers ignorants, en quête d'un moyen de subsistance. En attendant, Legge demande que la veuve de Bryzelius, qui est mort subitement en chaire, reçoive le " stipend " jusqu'à la nomination du successeur. Envoi des procès-verbaux du conseil et de l'évaluation des dépenses à prévoir pour l'année 1774. " Col. Cor. N.S.", vol. 7, p. 43

Incluses. Evaluations mentionnées. 50

Pétition de Tonge. 52

Procès-verbaux du conseil exécutif. 56

(Duplicatas. Q 60, Q 61 et Q 62, " B. T. N. S.", vol. 26 ; mais les procès-verbaux ne sont pas parmi ces duplicatas.)

12 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Réunion de l'assemblée le 12 octobre ; clôture de sa session aujourd'hui même (12 novembre). Envoi de la liste des lois adoptées. " Col. Cor. N. S.", vol. 7, p. 102

Incluse. Liste des lois. 103

(Duplicatas. Q 63 et Q 64, " B. T. N. S.", vol. 26.)

18 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il appelle son attention sur les personnes en possession de terres à elles concédées par le gouverneur en conseil, qui n'en ont pas encore reçu les titres ; tous les habitants de Lunenburg sont dans cette situation. Legge demande des instructions. " Col. Cor. N.S.", vol. 7, p. 106

25 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la nomination de James Burrow au conseil en remplacement de Green décédé. " B. T. N. S.," vol. 38, p. 438

1er décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Il approuve la convocation de l'assemblée, et ce que celle-ci voulait faire. Si les rapports touchant la fertilité du pays sont exacts, un travail actif ne peut manquer d'en faire une colonie florissante ; il espère que la population sera bientôt en état d'y ouvrir toutes les routes nécessaires. A propos de Binney, il (Dartmouth) doute si le " magistrat civil " devrait être à la charge du trésor. Il ne prendra aucune décision sur la pétition de Tonge avant d'avoir de plus amples informations. Il communiquera aux lords du commerce sa recommandation (Legge) de Creighton. En attendant, Burrow, contrôleur de la douane, peut occuper un des sièges vacants. La " Society for the Propogation of the Gospel " va sans doute faire choix d'un successeur à Bryzelius. Jusque-là la veuve et les enfants pourront toucher l'allocation. " Col. Cor. N. S.," vol. 7, p. 99

(Copie. " Col. Off. N. S.," vol. 1 p. 154.)

9 décembre, Southampton. Mauger à Pownall. Reçu dernièrement la lettre de Butler, qui dépeint le malheureux état des choses en la Nouvelle-Ecosse. A l'exception de Hopson, tous les gouverneurs auraient plutôt mérité la hart qu'un gouvernement. Si lord William Campbell, l'ex-gouverneur, est assez imprudent pour accuser Butler, il (Mauger) espère que l'on voudra l'entendre, avant de rien décider. Il demande que James Monk, qui s'en va dans la Nouvelle-Ecosse, soit nommé conseiller. " Darmouth Papers."

15 décembre, Garlick-Hill. Watson et Rashleigh aux Lords du commerce. Ils mettent sous ce pli une lettre de leur agent, se plaignant que l'officier de port à Halifax se fait payer certaines sommes contrairement à l'usage.

177 *Incluse.* Plaintes de John Butler, agent de Watson et Rashleigh, en date d'Halifax 10 juillet et 27 août 1773 ; avec copie d'une circulaire de Tonge aux officiers préposés aux ports secondaires, contenant des instructions et la demande de la moitié des émoluments qu'ils perçoivent.
Lettre et incluse, marquées Q 57, "B. T. N. S.," vol. 26.

31 décembre, Halifax. Procès-verbaux du conseil, du 12 octobre à la date en marge.
"B. T. N. S.", vol. 55, n° 13

1774. 2 janvier, Shirburn-Castle. Macclesfield au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui transmet une pétition de Tonge à Legge. La nomination de Tonge n'ayant pas été du goût de l'ex-gouverneur (Campbell), ses représentations ne sont peut-être pas dépouillées de toutes préventions. Il (Macclesfield) compte sur un examen équitable de l'affaire.
La pétition (sans date) est incluse dans la lettre. Tonge se plaint que lorsqu'il a voulu régler le service, nommer des auxiliaires, fixer les honoraires, etc., Campbell l'en a empêché, disant qu'il (Tonge) avait mal compris les termes de sa commission, laquelle se bornait à le préposer au port d'Halifax, sans autrement l'autoriser à se donner des adjoints et à percevoir des honoraires. Tonge entre ensuite dans des détails et termine en soumettant l'affaire à l'examen de Legge.
"Dartmouth Papers."

4 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il craint que Meyrick n'ait importuné par trop sa seigneurie au sujet de la continuation du grade. Il va écrire à Meyrick de ne plus en reparler, étant du reste parfaitement content et heureux de son poste actuel. L'hiver est fort doux cette année. Il ne faut que de l'argent pour les chemins pour faire de la Nouvelle-Ecosse une des provinces les plus florissantes de l'Amérique du Nord. Une somme de £500 par année, bien employée durant quatre ans, suffirait à la mettre en bonne passe. "Dartmouth Papers."

8 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. N'ayant pas reçu d'observations de lui sur ce qui s'est passé dans la session, non plus que sur les lois, il suppose qu'il n'est rien arrivé de bien important. Il compte pouvoir lui adresser bientôt les instructions du roi sur la manière de disposer des terres. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 1
Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 156.)

5 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse (circulaire). Envoi d'instructions concernant les terres.
"Dartmouth Papers."

5 février, Whitehall. Le même à Legge. La pétition de Tonge a été prise en considération. Il est fondé à prétendre qu'il est commissaire des ports de la province, et partant en droit de nommer les officiers de port auxiliaires et de percevoir des honoraires ; seulement, s'il perçoit des honoraires, ses appointements devront être rayés du budget. Au cas où on s'opposerait au déchargement du thé de la compagnie des Indes-Orientales dans les autres colonies, la marchandise s'expédierait à Halifax ; et quoiqu'il n'y ait pas lieu de craindre qu'on insulte là aussi à l'autorité du royaume, il (Legge) est prévenu qu'il devra protéger de toute façon les agents dans leurs opérations de déchargement et de vente. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 2
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 156.—Autre copie. "Dartmouth Papers.")

10 février. Evaluation des dépenses à prévoir pour 1774. Pièce incluse dans la dépêche de Legge du 16 février. Voir à cette date.

15 février, Halifax. Etat de tous honoraires reçus par le juge et le greffier des vérifications de testaments, depuis l'établissement d'un tarif par une loi il y a deux ans et demi. "Dartmouth Papers."

16 février, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Envoi de copies des lois, Journaux et procès-verbaux ; avec un rapport sur l'état de la province en 1773, et un inventaire des approvisionnements.
"Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 10

1774.

Incluses. Rapport sur l'état présent de la Nouvelle-Ecosse. 11
Inventaire de l'artillerie et des approvisionnements pour le service de terre. 26
Evaluation des dépenses d'administration civile pour 1774. 55
(Les lois sont dans la collection imprimée qui est conservée aux Archives.)

Procès-verbaux et Journaux. "B. T. N. S.", vol. 52 et 53

24 février, Halifax. Inventaire des bouches à feu à Halifax pour service de mer. Q 65, "B. T. N. S.", vol. 26

7 mars. *Id.* pour service de terre. Même date. Q 66

Pétition (sans date) de Robert Grant, entrepreneur de la fourniture des vivres aux bâtiments de guerre à Halifax, lequel demande que le gouverneur reçoive l'instruction de ne sanctionner aucune loi fiscale assujétissant à un droit d'excise le rhum fourni à la marine. (Lu le jour mentionné en marge.) Q 58

9 mars, Londres. Opinion du conseil Jackson. Les lois adoptées à la Nouvelle-Ecosse en 1773, qui ont été soumises à son examen, ne soulèvent pas d'objections au point de vue du droit. Q 59

18 mars, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il demande qu'un légiste soit consulté au sujet des contestations qui se sont élevées sur les pouvoirs de la cour de chancellerie dans la province. Il voudrait en outre savoir si l'on doit faire des concessions de terre aux officiers et soldats provinciaux licenciés comme à ceux de l'armée régulière. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 58

Incluse. Exposé de ce qui s'est fait en la cour de chancellerie et relativement aux contestations qui se sont élevées. 62
(L'avis (sans date) de Jackson, K.C., fut communiqué à Legge le 30 juin. Page 79.)

23 mars, Halifax. Legge à Pownall. Il demande une prompte réponse au sujet des contestations relatives à la cour de chancellerie. Propositions pour la réorganisation du service de pilotage. 75

27 mars, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il accuse réception de dépêches, ainsi que d'instructions portant qu'il ne doit se faire de lois, ni pour la naturalisation des étrangers, ni pour le divorce de personnes unies par le mariage, ni pour l'attribution à qui que ce soit de la propriété de terres ou autres biens immobiliers primitivement concédés à des étrangers ou achetés par des étrangers antérieurement à leur naturalisation. 5

31 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Legge. Ils désapprouvent le bill qui soumet à un droit le rhum destiné pour la flotte; mais, comme il est nécessaire cependant de réprimer la fraude, leurs seigneuries en indiquent le moyen. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 441

6 avril, Londres. Barré à Pownall (?). Il le prie, à la demande du capitaine Gualy, de procurer une place à Woodmass et sa femme, née Nancy Gualy, que ce nom lui rappellera peut-être. "Dartmouth Papers."

29 avril, Halifax. Délibérations prises par le conseil exécutif, de janvier à la date en marge. "B. T. N. S.", vol. 55, n° 14

30 avril, Whitehall. Pownall à Legge. Envoi du budget. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 159

4 mai, Whitehall. Budget. 160
Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Il lui transmet copie d'une lettre de la "Society for the Propagation of the Gospel," donnant avis des dispositions qu'elle a faites pour ses missions de la Nouvelle-Ecosse. Informer Mme Bryzelius que l'argent voté pour la subsistance des missionnaires sera distribué suivant les indications du budget. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 6

Incluse. Lettre de la Société pour la propagation de l'Evangile. Elle a renoncé à la mission de Lunenburg et nommé Ellis missionnaire ambulant. 7

1774.

(Copies. "Col. Off. N. S.", vol. 1, pp. 162-163.)

10 mai, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui annonce l'arrivée en septembre de 200 personnes des highlands de l'Ecosse, et celle de 280 émigrants du Yorkshire, il y a quelques jours seulement; trois autres navires sont attendus avec encore un contingent du Yorkshire; environ 600 personnes en tout. Reçu ses dépêches. Envoi d'un état des terres concédées avec le compte des "quit rents" jusqu'à 1773, et les procès-verbaux du conseil jusqu'à décembre dernier. Il (Legge) désire savoir, par rapport aux terrains contenant de la houille, si les acheteurs peuvent exploiter la mine à leur profit, quand les terres ne portent aucune réserve. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 83

Incluse. Compte des "quit rents" dus en 1773. 85

(La pièce mentionne les noms des concessionnaires, la contenance des terres, leur situation, etc.)

24 mai, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui adresse un plan de la Nouvelle-Ecosse, où sont marquées les concessions. (Ce plan n'a pas été retrouvé.) Ci-inclus un rapport de Morris sur les réserves de bois pour les constructions navales. Legge demande si, en donnant des concessions de terre, il faut ou non faire des distinctions à cause des opinions religieuses. Des personnes ont demandé la permission de s'établir sur l'île de Sable; il la leur a accordée à condition qu'elles secourent les naufragés. 125

Incluse. Rapport de Charles Morris sur les réserves de terres convenables pour le bois propre aux constructions navales. 129

26 mai, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui transmet une pétition de Charles Morris, et le recommande ainsi que ses enfants à sa bienveillance en raison de leurs services et de leur fidélité. 134

Incluses. Pétition de Morris. 136

A la pièce est jointe une recommandation signée de membres du conseil exécutif. 138

Certificat, par Bulkeley (secrétaire), des émoluments de Morris (environ £15 par an, sans autre allocation). 139

Résolution du conseil exécutif en faveur de Morris. 140

27 mai, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il est nécessaire qu'un gouverneur ait un conseiller-jurisconsulte compétent. Les affaires et le grand âge de Nesbitt le disqualifient; la jeunesse et l'inexpérience de Monk, qui, paraît-il, a la survivance de l'emploi, s'opposent à sa nomination. 171

29 mai, Halifax. Le même à Pownall (?). Reçu ses dépêches, avec le message du roi et les résolutions votées par le parlement. Il espère que l'exemple qu'on a fait de Boston aura des effets heureux. Demande d'instructions explicites relativement aux officiers de l'armée et de la marine ayant droit à des concessions de terre. 143

1er juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Reçu sa dépêche. 9

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 164.)

3 juin, Londres. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Gibbons est l'auteur des observations politiques remises à sa seigneurie; il habite Halifax; c'est un honnête homme, et digne de protection. "Darmouth Papers."

(La lettre, de la main de Campbell, est datée de 1773, mais porte au dos "1774," ce qui, évidemment, est la date exacte, car Campbell était à Halifax en juin 1773.)

13 juin, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Darmouth). Mort de Gerrish, membre du conseil. Legge réitère sa recommandation de Creighton. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 141

20 juin, Halifax. Instructions données à John Cotnam, William Russell et William Phips, juges de paix du Cap-Breton, pour la conservation des édifices et

1

maisons, l'amélioration des prairies, etc., à Louisbourg et aux environs.
208

(Pièce incluse dans une lettre de Legge, du 20 août.)

21 juin, Halifax. Legge au Commodore Shuldham. Il lui signale la contrebande qui se fait entre le Cap-Breton et les îles françaises de Saint-Pierre et Miquelon. Il croit que ces dernières reçoivent de la houille du Cap-Breton et du poisson séché, en échange d'eau-de-vie, de vin, etc., que l'on débarque clandestinement à d'autres endroits de la province. Quand les fraudeurs sont rencontrés en mer, ils disent qu'ils vont à Terre-Neuve ou qu'ils en reviennent. S'ils ont de la houille à bord, elle a dû être embarquée à la dérobée ; si c'est de l'eau-de-vie ou du vin, il faut bien qu'ils l'aient eu de Saint-Pierre. Il (Legge) demande une liste de tous les bâtiments qui arrivent à Terre-Neuve de Louisbourg, afin qu'il puisse trouver un moyen de réprimer ce commerce interlope.

"Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 205

(Pièce incluse dans la lettre de Legge, du 20 août.)

27 juillet, Canso. Binney à Legge. Arrivée de cinq bricks-goélettes et deux grandes goélettes de Jersey pour faire la pêche à la morue ; elles ont amené vingt Acadiens français avec leurs familles, qui viennent prêter le serment d'allégeance, avec l'intention de s'établir par ici. Doit-il leur permettre de rester ou les renvoyer dans quelque autre localité de la province ? Environ quarante chaloupes sont employées ici à la pêche de la morue par des Acadiens français. Il faudrait avoir un stationnaire à Canso, parce qu'il n'y manque pas de gens sans frein ni règle et que, d'ailleurs, il y vient beaucoup de bâtiments de différentes parties du continent, qui débarquent et embarquent des marchandises contrairement aux lois, à son grand détriment, attendu qu'il n'a personne pour l'aider à percevoir les droits de douane. Il compte aller à Louisbourg. Il prie que les magistrats reçoivent instruction de lui prêter aide et assistance.

"Col. Cor. N. S.," vol. 8, p. 211

(Pièce incluse dans la lettre de Legge, du 20 août.)

28 juin, Halifax. Opérations de la session trimestrielle. Renvoi d'un jury spécial illégalement convoqué pour prononcer sur une plainte formée par Samuel Store contre Samuel Willoughby, John Chipman, Amos Bill et —— Chipman (nom de baptême illisible, le papier à cet endroit étant usé et troué.)

30 juin, Londres. La nature de la plainte n'est pas énoncée. "Dartmouth Papers."

Opinion du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les questions auxquelles ont donné lieu certains actes de la cour de la chancellerie à la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.," vol. 8, p. 79

6 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Aucune décision ne peut être prise au sujet des "quit rents," qu'après consultation avec la trésorerie. Faire réserve des houillères dans les concessions à l'avenir ; cette instruction n'est pas applicable aux concessions déjà effectuées. L'augmentation de la population par affluence d'émigrants sortis des Iles-Britanniques peut être très avantageuse à la Nouvelle-Ecosse ; mais une pareille émigration serait inquiétante pour la Grande-Bretagne et l'Irlande. Ne pas exiger présentement de Jadis, dont la propriété sur la rivière Saint-Jean a été détruite par les sauvages, qu'il acquitte le "quit rent."
122

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 164.)

6 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il communiquera à l'assemblée générale la dépêche concernant la restitution du droit sur les spiritueux fournis aux vaisseaux du roi, et ne sanctionnera aucun bill soumettant l'entrepreneur de cette fourniture à un droit ou à une charge quelconque, qui ne serait point nécessaire pour prévenir la fraude. L'obstacle au commerce avec les Indes-Occidentales est le droit protecteur établi pour l'encouragement des distillateurs. Trop souvent les lois con

1774. cernant le commerce, que l'on adopte, sont faites dans le but de favoriser tels ou tels intérêts particuliers. Ci-incluse une liste de colons. L'arpenteur prépare des plans de lots de ferme. "Col. Cor. "N.S.", vol. 8, p. 175

Incluses. Liste et nombre des personnes qui sont venues d'Angleterre en la Nouvelle-Ecosse, depuis le commencement de mai 1774. 178

Etat du nombre des passagers arrivés de la Grande-Bretagne, du 5 avril au 5 juillet. Le nombre total en est de 703. 181

6 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). S'il écrit rarement, c'est parce qu'il vient peu de navires d'outre-mer à Halifax. Il a appris que les villes maritimes de la Nouvelle-Angleterre forment des ligues qui s'engagent à ne point commercer avec la Grande-Bretagne ni avec les colonies à sucre. Cela étant, il va encourager le commerce avec les Indes-Occidentales. Le principal obstacle est le droit d'importation. 182

12 juillet, Halifax. Le même au même. Comment pourrait être améliorée l'administration de l'orphelinat. Si les modifications indiquées avaient été opérées dès le début, on eût économisé £700 sur les frais de surveillance et plus de £2,000 sur ceux d'entretien; avec quoi on pourrait bâtir aujourd'hui un édifice commode, et qui serait aussi un ornement pour la ville. Ce que l'on a est une maison toute délabrée, à peine habitable, tombant par morceaux. 184

13 juillet, Halifax. Le même au même. Est-il loisible aux catholiques romains d'acheter des terres de la couronne? Les terres confisquées doivent-elles se vendre? A-t-il la faculté d'accorder des permis d'occupation temporaire de places de pêche? Envoi du tableau des émoluments, et d'une liste des personnes arrivées cette année. Reçu copie de la loi à l'effet de discontinuer pour un temps le déchargement des marchandises, etc., dans le port de Boston. 145

Incluse. Tableau mentionné. 147

15 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Reçu la dépêche concernant les droits de Tonge comme commissaire de port. Il transmet, avec avis favorable, une autre pétition du même fonctionnaire et demande qu'à la première place venant à vaquer au conseil exécutif, il y soit appelé. 188

Incluse. Pétition de Tonge. 191

15 juillet, Halifax. John Fenton au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Son désappointement par rapport aux émoluments de sa place de "provost marshal"; il prie qu'on l'ôte de là, parce qu'il n'y gagne pas de quoi vivre. Importance de l'emploi, et mal que pourrait faire un homme faible ou méchant. "Dartmouth Papers"

20 juillet, Halifax. Legge à l'Amiral Graves. Félicitations à l'occasion de son arrivée. Il croit que les Américains n'ont pas d'autre dessein que de publier des résolutions insolentes, qu'ils ne seraient jamais, du reste, capables d'exécuter. Il lui signale la contrebande qui s'exerce à Canso et aux ports voisins, et lui demande l'aide et assistance accoutumée. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 213

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 20 août.)

5 août, Londres. Avis du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois adoptées dans la Nouvelle-Ecosse en 1773. Celle qui concerne les passages d'eau devrait être modifiée; les autres ne soulèvent aucune objection au point de vue du droit. R 1, "B. T. N. S.", vol. 27

20 août, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Qu'il est bien difficile, sinon impossible, de réprimer la contrebande avec Saint-Pierre et Miquelon. Situations favorables pour ce commerce qu'occupent les Acadiens. Attachement de ceux-ci à la France; on devrait peu compter sur eux en cas de guerre. L'effet des récentes instructions a été de les porter à établir des relations avec les Français des îles Saint-Pierre et Miquelon. "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 201

1774.

Incluses. Lettre à Shuldham, datée du 21 juin. Voir à cette date.

Instructions aux juges de paix du Cap-Breton, datées du 20 juin. Voir à cette date.

Lettre de Binney à Legge, datée de Canso le 27 juin. Voir à cette date.

Id. de Legge à Graves. du 20 juillet. Voir à cette date.

25 août, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Reçu ses dépêches avec leurs incluses. Bailly, prêtre missionnaire auprès des sauvages, qui est parti pour Québec en mai 1772 n'étant pas revenu, il (Legge) va suspendre le paiement de son allocation, depuis le commencement de la présente année, en attendant qu'il reçoive d'autres instructions. Envoi des délibérations du conseil, d'avril à juillet. "Col. Cor. N.S.", vol. 8, p. 215

Incluse. Délibérations du conseil exécutif, depuis le dernier jour d'avril jusqu'au dernier jour de juillet. 218

31 août, Halifax. Gibbons à Lord W. Campbell. Il lui envoie un essai sur l'administration de la justice dans la Nouvelle-Ecosse, au sujet de laquelle il s'est fait des plaintes nombreuses; et il lui demande d'exposer les choses au ministre pour qu'il y mette ordre.

Le document joint à cette lettre est intitulé:

"Examen de l'état passé et présent de l'administration de la justice dans la Nouvelle-Ecosse, où l'on verra en quoi elle s'est écartée du mode de jurisprudence établi en Angleterre, ainsi que les fâcheuses conséquences, dans le présent et l'avenir, de ces déviations pour le gouvernement et les sujets de Sa Majesté dans cette province, avec un plan de réforme humblement proposé." Le plan est de révoquer les commissions de la cour suprême et des cours inférieures de plaids communs et de créer deux cours supérieures ayant une juridiction générale par toute la province; l'une semblable à la cour du banc du roi en Angleterre, l'autre revêtue des pouvoirs des cours des plaids communs et de l'échiquier de Westminster. "Dartmouth Papers."

1er septembre. Liste (sans date) des droits et honoraires qui se perçoivent dans les bureaux publics de la Nouvelle-Ecosse. Lue le jour mentionné en marge. Q 68, "B. T. N. S.", vol. 26

(Les bureaux sont indiqués, avec les droits perçus dans chaque bureau.)

7 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Il a reçu ses dépêches et un plan de Montagu. Qu'il importe de faire réserve de terres pour en avoir des mâts et autres bois de marine: ainsi il faudrait garder possession de celles sur la rivière Saint-Jean, au-dessus des établissements, ainsi que de toute l'île du Cap-Breton. Presser le conseil et l'assemblée d'adopter une loi qui empêche les abus dans les mises en réserve. Il n'y a pas, à sa connaissance (Dartmouth), de loi qui prive les papistes de la faculté de recevoir une concession de terre; mais il ne pourra se faire de concessions aux personnes professant la religion de l'Eglise de Rome, qu'avec l'agrément du roi, à la suite d'un rapport sur la demande de chacune d'elles. Les terres reprises pour cause de déchéance devront se vendre. Rien ne l'empêche (Legge) d'accorder des permis temporaires de pêche. Approbation de la permission donnée à Flanagan et ses associés de s'établir sur l'île de Sable; par leur résidence à cet endroit, ils auront occasion probablement de sauver la vie à bien des naufragés anglais; s'ils réussissent à y faire un établissement, on pourra peut-être les engager à y bâtir et entretenir un phare. Les mérites de Morris sont appréciés, mais sa demande ne saurait être accueillie cependant. Il n'est pas à propos que l'attorney général Nesbitt remette son emploi aux conditions énoncées, parce que l'on constituerait un fâcheux précédent en appliquant une part du crédit affecté à la Nouvelle-Ecosse au paiement d'une pension. Monk ne possède pas de droit de survivance,

1774. on ne lui a jamais donné que des espérances; aussi sera-t-il fort désappointé s'il a fait quelque marché collusoire avec Nesbitt. Il (Dartmouth) pense comme lui (Legge) que l'imposition d'un droit d'entrée sur le rhum provenant des Indes-Occidentales est intempestive et nuisible au commerce; il espère qu'il sera pris quelque autre moyen d'augmenter les revenus. Ses efforts (Legge) pour économiser notamment en ce qui concerne les dépenses de l' "Orphans' Home" sont loués. Dartmouth regrette que la réforme soit désavantageuse à Breynton, dont les services ont été si utiles. Il s'occupera de sa demande (Legge) de nommer Tonge au conseil; mais ce n'est pas, sans doute, au lieu et place de Creighton. La trésorerie n'approuve pas la proposition relative aux "quit rents." "Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 192

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 166.)

13 septembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). La proposition d'employer les "quit rents" à construire des chemins est très avantageuse à la province; si on le laisse agir, il n'aura pas de peine à constater quels concessionnaires sont ou ne sont pas en état de payer. L'arpenteur a tracé 200 lots et poursuit son travail avec toute diligence. Les arpentages ont nécessité de sa part une dépense importante, et seront plus coûteux encore dans les localités sans chemins. Les concessions contiendront réserve des terrains houillers. Il (Legge) enverra la liste des personnes arrivées d'Angleterre et d'Ecosse; elles sont bien peu nombreuses, comparativement à celles qui sont allées dans les autres colonies. Ce pays, à ce qu'il semble, ne plaît guère à ces émigrants.
"Col. Cor. N. S.," vol. 9, p. 1

20 septembre, Halifax. Le même au même. Destitution de deux juges de paix, qui ont tenté de convoquer des assemblées illégales à propos de l'importation du thé. Envoi des délibérations prises par le conseil dans cette conjoncture. Il a déjà signalé la nécessité d'avoir un procureur général compétent et y insiste de nouveau. La commission de Monk au titre de solliciteur général est préparée; mais il (Legge) ne le pense pas pourvu des qualités requises pour être procureur général. Ci-inclus copie de la proclamation faite pour empêcher les assemblées illégales. 4

Incluses. Extrait des délibérations du conseil aux séances du 16 et du 19 septembre. 8

Proclamation. 17

28 septembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il demande des instructions au sujet d'un *mandamus* à fins de concession de terres à Zoubenbuhler et Peach, présenté par les exécuteurs testamentaires; il est dans le doute sur son effet. 19

5 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Le roi approuve ce qu'il a fait pour arrêter le commerce de marchandises de contrebande et l'expédition de la houille. Appeler là-dessus l'attention des fonctionnaires à Canso et à Louisbourg. Les croiseurs seuls, par leur vigilence, peuvent intercepter la dangereuse communication établie entre les "settlements" de l'est de la Nouvelle-Ecosse et les îles Saint-Pierre et Miquelon. Il (Legge) fera rapport sur les établissements des Acadiens à l'île Madame; on a besoin d'informations pour décider si l'on doit laisser subsister ces établissements, et sous quelles conditions. On l'approuve d'avoir discontinué l'allocation qui était accordée à Bailly; si la nouvelle de la mort de celui-ci se confirme, le roi veut supprimer tout à fait l'emploi, à moins que les sauvages n'insistent sur l'exécution de la stipulation qui était l'unique cause d'une faveur si singulière.
"Col. Cor. N. S." vol. 8, p. 239

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 173.)

14 octobre, Halifax. Bill qui octroie à Sa Majesté une taxe sur certaines terres concédées dans la province de la Nouvelle-Ecosse. Envoyé par l'assemblée au conseil le jour indiqué en marge. R 14, "B. T. N. S.", vol. 27

1774.

(La somme perçue devait être employée à payer les représentants. Ecrit au dos de la pièce: "Au conseil, 17 octobre 1774. Agrément refusé. Richard Bulkeley".)

18 octobre Halifax. Legge au Secrétaire d'État (Dartmouth). Envoi de duplicatas. Les habitants ont gardé l'attitude convenable. Le thé de la compagnie des Indes-Orientales a été vendu et s'est répandu dans tout le pays. Ci-inclus copie de son discours (Legge), des adresses et des réponses. Il a été obligé d'avancer de l'argent pour faire les chemins; avances qui devront être remboursées. Il demande que le subside de £500 dont il a été parlé soit accordé pour l'établissement des routes. Envoi du tarif des droits d'expédition des concessions; ils sont insignifiants, comparés à ce que lui-même a dû payer une fois dans la province de New-York pour une concession de 5,000 acres. (Voir dépêche du 29 novembre.)
"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 125

Incluses. Discours du gouverneur, adresses et réponses. 127
Evaluation des dépenses pour 1775. 136
Tarif des expéditions de concessions. 138

22 octobre, Halifax. Adresses (sans date) de l'assemblée, qui se plaint des obstacles apportés par le conseil à la restauration du crédit public, et qui demande à être entendue sur la question de la taxe foncière.
R 15, "B. T. N. S.", vol. 27

Réponse (sans date) du conseil. R 16
(La date de l'adresse est écrite au dos de la réponse.)

25 octobre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent la nomination de John Creighton au conseil, en remplacement de Joseph Gerrish décédé.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 445

27 octobre, Halifax. Délibérations du conseil, du 16 août à la date en marge.
"B. T. N. S.", vol. 55, n° 15

28 octobre, Halifax. Adresse du conseil à Legge, en réponse à cette accusation de l'assemblée, que le conseil, en l'exercice de sa fonction législative, a agi d'une façon contraire ou nuisible au bien public. L'accusation n'est rien autre chose qu'une tentative de rendre le conseil responsable (à l'assemblée) de ses raisons déterminantes et de ses opinions; et par conséquent est inconstitutionnelle; en sorte que la réponse qu'il y fait, par respect pour le gouverneur, ne doit pas être considérée comme constituant un précédent. L'adresse explique la ligne de conduite prise par le conseil relativement aux taxes contenues dans le bill que lui a envoyé l'assemblée, bill dont le conseil ne peut admettre le principe. "Dartmouth Papers."

7 novembre, Halifax. L'assemblée retourne au conseil le titre d'un bill contenant des mesures pour l'évaluation des meubles et des immeubles dans la province; elle ne voudrait pas prendre ce projet de loi en considération, "quand il y a si peu de représentants à Halifax." R 13, "B. T. N. S.", vol. 27

11 novembre, Halifax. Rapport du comité sur les comptes du trésorier. Il est soumis au conseil. "Dartmouth Papers."

12 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Moyens pris pour la conservation des terres qui peuvent fournir à la marine royale des mâts et des bois propres aux constructions navales. Lois adoptées à cette fin. Il en demande l'approbation. Ci-inclus des états de la population au Cap-Breton et à l'île Madame. Désordres des gens qui viennent en été pour les travaux de la pêche. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 29

Incluse. Etats. 35

15 novembre, Halifax. Loi à l'effet de prévenir le gaspillage et la destruction des pins et autres arbres propres à la construction sur certaines terres réservées et inconcédées de la province. R 18, "B. T. N. S.", vol. 27

Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui transmet une adresse de l'assemblée au sujet de l'imposition de taxes; c'est apparemment, au fond, une plainte contre le conseil, parce que ce dernier a refusé son

1774.

assentiment aux mesures proposées par l'assemblée. Envoi de copie d'un bill imposant une taxe de un farthing par acre sur toute terre concédée, soit défrichée ou inculte. Il a communiqué l'adresse au conseil pour avoir son avis, qu'il met sous ce pli. Certaines personnes des colonies voisines ont obtenu la concession des terres des Français neutres expulsés; les terres attribuées à chaque famille pourraient nourrir de trente à cinquante bêtes à cornes. Ces gens les possèdent depuis plus de douze ans, et n'ont encore jamais contribué d'un shilling aux dépenses de gouvernement. Les autres terres que l'on taxerait sont incultes et sauvages; elles ont été données à des officiers et à des soldats licenciés, et d'après le nombre de ces dernières concessions, la taxe qu'elles auraient à payer serait plus considérable que celle à la charge de tous les habitants des "settlements." Dispositions désavantageuses de la loi, en ce qu'elles feraient tomber la valeur des terres. Cette question de taxation est en débat depuis quelques années entre le conseil et l'assemblée. Il (Legge) prie les lords du commerce d'en prendre connaissance et de la décider.

"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 37

Incluses. Adresse de l'assemblée. 44

Id. du conseil. 49

16 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Les différends entre le conseil et l'assemblée. Ils sont tombés d'accord d'adopter une loi pour procurer aux comtés populeux des sessions locales de la cour suprême, vu les frais auxquels sont soumises les parties sous le régime d'une seule cour siégeant à Halifax, et aussi vu le peu de satisfaction que donnent les tribunaux inférieurs. Les cours suprêmes ont cet avantage d'assurer mieux le respect des lois. 55

Incluses. Adresse de l'assemblée sur l'extension des sessions de la cour suprême aux comtés de l'intérieur. 59

Acte (réservé) concernant la cour suprême. 61

16 novembre, Halifax. Monk au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Observations sur les efforts du gouverneur, les obstacles qu'il éprouve, la situation des affaires dans la province, la cour suprême, etc. 96

Incluse. Considérations sur un bill portant que la cour suprême de la Nouvelle-Ecosse tiendra session dans les comtés d'Halifax, du Roi, d'Annapolis et de Cumberland. 103

17 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Inconvénient qu'occasionne le nombre actuellement nécessaire pour former le quorum de l'assemblée. Il (Legge) a soumis la question à un comité, dont il met sous ce pli le rapport; et propose de réduire le quorum à neuf, et de donner deux représentants de plus au comté de même qu'à la ville d'Halifax. 69

Incluse. Rapport sur la constitution de l'assemblée. 74

18 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a écrit sur différents sujets pour être tiré d'incertitude. A l'égard des concessions de terre aux catholiques romains, il fera un rapport de chaque cas. La mise en vente des terres confisquées va augmenter sensiblement le nombre de celles dont on a à disposer. La faculté de délivrer des permis de pêche tendra à l'extension des opérations commerciales. Comment on pourrait donner des concessions sur l'île de Sable. Nécessité d'un attorney général capable. Les modifications apportées aux droits sur le rhum et la mélasse sont de nature à encourager le commerce des Indes-Occidentales. Il (Legge) est sensible à l'approbation de ses services. Amélioration de la situation de l'orphelinat. Legge retire sa recommandation de Tonge pour le conseil. Il n'insistera point, en présence de l'opinion exprimée par les lords du commerce, sur l'affectation des "quit rents" à la construction des routes. Le montant perçu est minime. 77

1774.

29 novembre, Halifax. Le même au même. Il lui adresse un relevé des arpentages, qu'il a communiqué au conseil, afin que le temps de la vente fût fixé, ainsi que le prix des terres. Les avertissements ont été préparés, et seront distribués, aussitôt l'impression faite. Envoi de l'état des dépenses, lesquelles, pour l'arpenteur, excède le crédit voté par le parlement. Il (Legge) voit avec peine le rejet de la proposition concernant le fils de ce fonctionnaire; la famille est digne de bienveillance. Ci-inclus copie du compte des droits d'expédition d'un titre de concession, payés par lui (Legge); la pièce montre combien ces droits sont minimes.
"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 84

Incluses. Lettre de Morris à Legge, du 29 novembre, à propos de frais d'arpentage qui sont retombés sur lui. 88

Droits d'expédition d'une concession de 5,000 acres. 92

29 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Voyant que les fonctions de secrétaire n'étaient pas remplies d'une manière satisfaisante, il en a chargé Alexander Morris, qui avait titre de premier commis. Mécontentement de Bulkeley l'ancien secrétaire, lequel avait nommé son fils à cet emploi et va écrire, paraît-il, à ses amis pour faire casser la nomination de Morris. Il (Legge) demande qu'on la confirme, afin d'assurer la régularité du service. Toutes les affaires contentieuses publiques sont confiées à Monk, solliciteur général, qui s'acquitte d'une façon satisfaisante de ses fonctions. "Dartmouth Papers."

(Il y a un duplicata de cette pièce, qui est daté du 2 décembre.)

29 novembre, Halifax. Gibbons au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il sollicite un des emplois qui se trouvent vacants dans la Nouvelle-Ecosse, et indique ceux de solliciteur général, de "provost marshall" et de receveur général des "quit rents". "Dartmouth Papers."

4 décembre, Halifax. Monk au même. A cause de l'insuffisance du présent procureur général, il (Monk) est chargé de toutes les affaires contentieuses publiques. Il demande à être nommé en titre, à la mise à la retraite de Nesbitt, à qui il consent volontiers à remettre la moitié du traitement, durant la vie de ce dernier. "Dartmouth Papers."

5 décembre, Halifax. Legge au même. Il a donné au major Butler permission d'extraire 70 chaldrons de houille pour l'usage des troupes. Celles de Boston courent risque de manquer de combustible. En amassant des provisions de houille à Halifax, on pourrait leur en fournir à toute époque de l'année.
"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 93

Incluse. Demande par le major Butler de 70 chaldrons de charbon de terre. 95

5 décembre. Pétition de Joseph Gorham, gouverneur de Plaisance, qui sollicite une extension de temps pour la colonisation des terres à lui concédées dans la Nouvelle-Ecosse. Q 70, "B. T. N. S.", vol. 26

10 décembre, Whitehall. Pétition (sans date), avec ces mots écrits au dos de la pièce: "Exposé des affaires du colonel Gorham." "Dartmouth Papers."

Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Il lui transmet une pétition de Gorham et la décision des lords du commerce. Le délai primitivement accordé à Gorham est augmenté de dix ans.
"Col. Cor. N. S.", vol. 8, p. 242

20 décembre, Halifax. (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 176.)

Procès-verbaux du conseil exécutif, du 2 novembre à la date en marge.
"B. T. N. S.", vol. 55, n° 16

Sans date. "Estimate" établi par la chambre d'assemblée, pour l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse. "Dartmouth Papers."

Autre estimation des besoins à prévoir. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 448

Diagrammes et descriptions de lots situés en la Nouvelle-Ecosse, à savoir de 112 lots sur la route allant du fort Cumberland au fort Belcher, lesquels contiennent en totalité 30,457 acres.

1774.

R 10, "B. T. N. S.", vol. 27

Le diagramme porte ce titre: "Plan des lots arpentés et délimités entre les townships d'Amhurst (*sic*) et de Londonderry, sur le chemin qui de Cumberland va au fort Belcher, dans le township de Onslow, à l'entrée de la baie de Cobequid." "Ce chemin est destiné à devenir la grande voie de communication, à travers le comté de Cumberland, jusqu'à Halifax. Le sol est généralement bon, et abonde en diverses espèces d'arbres propres à la construction, tels que le hêtre, l'érable, le merisier rouge, le merisier blanc et le bouleau blanc, le tout mêlé d'épinettes et de pins; en outre, la région est bien arrosée, et offre par endroits de bonnes terres basses et des prairies naturelles."

93 lots délimités sur le bassin des Mines et la route entre l'île aux Perdrix et Cumberland; contenant 26,551 acres.

R 11, "B. T. N. S.", vol. 28

Titre sur le diagramme: "Plan d'une étendue de terre située sur le côté nord du bassin des Mines, à la route qui se dirige de l'île aux Perdrix vers le fort Cumberland." "C'est un pays de coteaux et de vallons, où le sol, généralement bon, est couvert des essences forestières indigènes à cette colonie, telles que le hêtre, le merisier, l'érable, l'épinette et le pin; avec partout des ruisseaux, grands ou petits, arrosant les terres basses et les prairies, très propices pour des herbages et pâturages, tandis que les coteaux peuvent faire de bonnes terres arables en étant cultivés comme l'expérience l'a souvent prouvé en d'autres endroits de la province."

66 lots délimités dans le township de Wilmot, contenant 26,145 acres.

R 12

Titre: "Township situé sur la route d'Annapolis au comté du Roi." "Ce chemin court entre deux suites de collines, qu'il a l'une au nord, l'autre au sud; celle du nord s'étend du goulet d'Annapolis au bassin des Mines; et celle du sud, d'Annapolis au Windsor-Road. Ces collines sont regardées comme une terre excellente. La rivière Annapolis traverse le township, et le long des ruisseaux qui viennent y tomber des hauteurs, il y a nombre de beaux vallons et de prairies. Des espaces secs et stériles (par où passe le chemin) se rencontrent dans quelques lots arpentés qui sont à vendre, mais en approchant des collines les terres sont bonnes et bien arrosées."

Chaque diagramme est suivi d'une description particulière des lots qu'il contient. Les titres reproduits ici sont tous signés: "Charles Morris, Surveyor General."

Adresse de l'assemblée à Legge, portant qu'elle prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder le crédit public, mais peu de ses membres sont présents à cette heure, attendu la longueur de la session, qui ferait tort à leurs affaires personnelles, et la rigueur de la saison.

"Dartmouth Papers."

——à Dartmouth (?) Accroissement de la dette de la Nouvelle-Ecosse, dû à une suite d'opérations relatives aux primes, etc., opérations auxquelles l'auteur de cette pièce accuse le lieutenant-gouverneur Francklin et ses associés d'avoir été mêlés. "Dartmouth Papers."

(Pièce non signée, mais qui est de l'écriture de Gibbons.)

"Liste des officiers d'état-major de l'ancien département de la Nouvelle-Ecosse et de la garnison de Louisbourg." Simple note de noms et des appointements attachés à chaque emploi.

1775.

6 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Négligence à envoyer les comptes des dépenses; et mesures qu'il a prises pour les faire examiner en tous leurs détails. Documents tenus cachés; on ne retrouve pas les livres et comptes contenant "les chiffres des recettes annuelles provenant des taxes, et des sommes empruntées dont le gouvernement est débiteur, lesquelles se montent à £50,000 au moins." Opposition

1775.

aux gouverneurs; calomnies fabriquées contre eux, notamment dans le cas de lord William Campbell. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 151

Incluses. Pièces relatives à la vérification des comptes de la province. 160

6 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui envoie la liste des lois adoptées à la dernière session, avec les Journaux et les procès-verbaux.

Incluse. Liste des lois. 203

Voir aussi une liste sans date, avec des observations. R 9, "B. T. N. S.", vol. 27. 204

7 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a reçu et transmis le rapport sur le Cap-Breton et l'île Madame. Il aura l'œil sur ce qui se fera relativement au commerce britannique. Les défrichements au Cap-Breton sont épars. Il n'y en a pas de nouveaux. Les Acadiens se donnent à la pêche dans l'été et à la chasse dans l'hiver. Bailley (Bailli ou Bailly, prêtre missionnaire) vit encore; mais les nouvelles au sujet de son retour sont contradictoires; son traitement sera suspendu jusqu'à ce qu'il se présente en personne. Observations sur la loi concernant l'usure, qu'il a sanctionnée. Discussions au conseil sur les créances publiques courantes à recouvrer. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 208

7 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. La trésorerie désapprouvant les propositions relatives aux "quit rentes", en demeurer là. Il voit avec inquiétude tout signe dans la Nouvelle-Ecosse de l'esprit de désobéissance qui se manifeste dans d'autres colonies. Le roi l'approuve (Legge) de témoigner aux auteurs et fauteurs de tentatives d'actes de violence qu'ils ne jouiront pas de l'impunité. Il est important d'avoir un bon procureur général; quant il (Dartmouth) donnait à Monk l'espérance d'être nommé à cette fonction, il le croyait apte à la remplir; mais il change de sentiment après avoir lu sa dépêche (Legge). Il l'approuve d'avoir refusé, conformément aux arrêtés du conseil, de faire les concessions de terre demandées par Zouberbuhler et lady Lyttleton. Les raisons, par rapport au premier cas, sont justes; à l'égard du second, le refus étant motivé seulement sur le retard apporté à l'exécution des conditions, il y a lieu d'user d'indulgence. La pétition (incluse dans cette lettre) de John Binning montre que ce pétitionnaire a réellement l'intention de cultiver et améliorer les terres; le roi veut donc que le temps accordé pour l'accomplissement des conditions soit allongé de dix années. 23

Incluse. Pétition de Binning. 27

(Copie de la dépêche de Dartmouth. "Col. Off. N, S.," vol. 1, p. 177.)

10 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui a déjà écrit que les livres et pièces constatant la réception et le paiement de deniers, en la possession de l'ancien trésorier, ont été supprimés à dessein de cacher des actes abusifs commis par certaine personne à Halifax. La première assemblée se composait de gens soumis à l'influence de Mauger, qui résidait alors en cette ville, aujourd'hui député de Poole. Pour s'emparer du pouvoir, ils ont follement dépensé les fonds empruntés et ceux du trésor en travaux inutiles, primes, etc.; employé les menaces contre le gouverneur et les membres du conseil, menaçant ainsi tous ceux de ces conseillers qui avaient des emplois dans l'administration de ne point voter leurs traitements, et tenant ceux qui faisaient le commerce en sujétion par leurs dettes; accordé aux distillateurs l'imposition de droits de douane dans le but d'exclure les produits des Indes-Occidentales; et, par l'influence de Mauger, rempli peu à peu le conseil de leurs partisans, afin qu'il ne fît point obstacle aux intentions de l'assemblée. Ils se sont si bien rendus maîtres du commerce, que le gouverneur ne peut

1775.

plus présenter une mesure d'intérêt public sans qu'elle soulève des plaintes, pour peu qu'elle soit contraire à leurs intérêts.

Dans cette dépêche sont incluses des représentations (sans signatures ni date) de membres de l'assemblée, confirmant les assertions de Legge. Une feuille de papier détachée, qui paraît avoir servi à couvrir les autres papiers, porte ces mots : " Pièces relatives à la cabale formée contre le gouverneur Legge en la Nouvelle-Ecosse."

" Dartmouth Papers."

12 janvier, Clapham. John Thornton au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui communique un extrait d'une lettre de Fenton, d'Halifax, et demande que celui-ci soit nommé receveur des " quit rents."

L'extrait de la lettre, datée d'Halifax le 18 novembre 1774, est sous le pli. Fenton s'y plaint de la situation qui lui est faite comme " provost marshal " : les appointements attachés à son emploi ont été supprimés, et ses émoluments sont réduits aux honoraires que lui paie l'assemblée, dont beaucoup de membres sont des émigrés de la Nouvelle-Angleterre, qui ont apporté les principes en faveur là-bas et sont résolus, étant la majorité de l'assemblée, à donner au gouverneur et à tous les fonctionnaires sous lui le plus d'ennui possible. L'addition à ses émoluments du salaire (50 ou 60 livres st.) de receveur des " quit rents " lui procurerait les moyens de vivre.

" Dartmouth Papers."

17 janvier, Londres. Campbell au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). John Shoolbred lui a communiqué le contenu d'une pétition qu'il va présenter à sa seigneurie, à l'effet d'obtenir une concession de terre sur la rivière Ristigouche, et lui a demandé de témoigner de l'utilité de l'établissement qu'il a fait à la baie des Chaleurs, à si grands frais et à si grande peine. " Ce témoignage, je puis l'apporter sans réserve ; l'établissement a été commencé dans le temps où j'avais le gouvernement de la province ; et, d'après tous les rapports que j'en ai eus, il promettrait d'être très avantageux au commerce et à l'industrie manufacturière de ce royaume. Mon sentiment est que les propriétaires méritent toute sorte d'encouragement."

Incluse. La pétition (sans date).

Document sans date, intitulé : " Coup d'œil jeté sur la baie des Chaleurs." Son auteur indique la situation de cette localité, en décrit les établissements, parle des habitants, et demande que l'on donne l'instruction religieuse aux sauvages, qui en ont le désir. Le pays, dit-il, ne saurait se peupler de colons recommandables s'il n'y a pas de culte religieux. Ce document est probablement de même date que la pétition.

" Dartmouth Papers."

26 janvier, Londres. Opinion du jurisconsulte (Jackson). La loi étendant les pouvoirs de la cour suprême ne soulève point d'objection au point de vue du droit.

R 2, " B. T. N. S.", vol. 27

27 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Ses dépêches ont été reçues et mises sous les yeux du roi et du " Board of Trade." Les Lords du commerce accordent que la taxation doit être en rapport avec les facultés des taxés, et comme le bill autorisant à imposer sur toutes terres, défrichées ou non défrichées, une taxe uniforme, est injuste, ils sont d'avis qu'il ne le sanctionne pas. Le bill qui autorise la cour suprême à aller exercer sa juridiction dans certains comtés populeux, demande considération, mais ne paraît cependant susceptible d'objection importante. Les modifications à la constitution de l'assemblée devraient se faire par une loi provinciale, sur la demande du roi, plutôt que par instructions ministérielles. Il (Legge) peut sanctionner toute loi adoptée pour donner à la ville et au comté d'Halifax respectivement deux représentants de plus, et pour réduire à neuf le quorum de l'assemblée. Approbation de ses mesures relativement à la vente des terres. L'arpenteur général Morris devrait être payé à raison de tant par cent acres ; le taux est

1775.

laissé à sa discrétion (Legge). L'empressement avec lequel l'assemblée a consenti à la mise en réserve de certaines terres, a été très agréable au roi. Il (Dartmouth) sera heureux de recevoir des avis sur le moyen de rendre plus difficiles les communications des Acadiens du Cap-Breton avec les îles Saint-Pierre et Miquelon, afin de n'avoir pas à user de rigueur envers ces gens aveuglés par leurs préjugés. Empêcher avec soin tout transport de houille du Cap-Breton, excepté pour l'usage des troupes à Halifax et à Massachusetts-Bay. Ecrire à Gage; mais, en attendant, il (Dartmouth) adresse à celui-ci un extrait de sa dépêche (Legge) concernant cet envoi de houille. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 111

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 180.—Autre copie. "Dartmouth Papers."

9 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que la loi fixant des époques pour les sessions de la cour suprême, soit sanctionnée.

"B. T. N. S.", vol. 38, p. 446

10 février, Cavendish Square. Barrington au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui retourne les pétitions de Belcher et autres papiers concernant son droit à la moitié du traitement du gouverneur, et établissant qu'il y a eu déjà six mois de ce traitement payés par ordre du War-Office au gouverneur Ellis, nommé à la mort de Lawrence. Green aussi a été payé dans des circonstances exactement semblables à celles où s'est trouvé Belcher, et ce, suivant l'esprit plutôt que la lettre des instructions. Le cas de Belcher est digne d'attention; et comme il n'y a pas de fonds militaires disponibles, il le recommande à sa seigneurie.

Les documents renvoyés sont: les pétitions de Belcher, l'une adressée à Dartmouth, l'autre au roi, toutes deux datées d'Halifax le 5 décembre 1774; et des copies de deux lettres du War Office, l'une de Barrington, du 22 mai 1773, et l'autre de Townshend, du 26 juillet 1772.

"Dartmouth Papers"

14 février, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Reçu ses dépêches, avec l'arrêté prohibant l'exportation des armes, poudres et autres munitions de la Grande-Bretagne; il a publié cette défense. L'examen des comptes se poursuit. Mesures qu'il prend pour que l'on justifie de tout emploi de deniers publics. Le trésorier nie qu'il ait en sa possession les livres tenus du temps de son prédécesseur. Récompense offerte à qui les retrouvera. Il (Legge) croit qu'on les cache pour empêcher que des prévarications commises ne se mettent au jour. Demandes de terres par des officiers; il voudrait des instructions.

"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 221

22 février Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Il lui envoie un arrêté du conseil confirmant la loi relative à la cour suprême, le discours du roi et les adresses des chambres, la copie d'un bill à l'effet de restreindre le commerce et frapper de prohibition la pêche des quatre gouvernements de la Nouvelle-Angleterre, etc. La fermeté de la nation et l'indulgence déployée par rapport à la taxation, devraient ramener la tranquillité publique. Les mesures prises à l'égard du commerce et de la pêche des colonies qui se sont le plus signalées par leurs actes de violence et de rébellion, sont d'un grand intérêt pour la Nouvelle-Ecosse; elles vont, il l'espère, stimuler l'activité de ses habitants. La chambre n'est pas encore assez avancée dans sa résolution pour qu'il puisse donner des instructions; cette dépêche doit donc être regardée comme secrète. 118

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 186.)

24 février, Whitehall. Arrêté du conseil confirmant la loi qui étend la juridiction de la cour suprême. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 190

Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. La loi sur la conservation du bois propre à la construction navale contient un article qui fait

1775.

obstacle aux opérations des pêcheurs à Louisbourg; son désir est qu'il soit remédié à cet inconvénient. Accorder toute facilité raisonnable à Lawrence Kavanagh pour la pêche qu'il fait faire de Louisbourg.
"Col. Cor. N. S." vol. 9, p. 122

(Copie. "Dartmouth Papers."—Autre copie, datée du 25. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 192.)

2 mars, Londres. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois adoptées à la Nouvelle-Ecosse en novembre 1774. La loi relative aux droits d'excise n'est pas ordinaire, et devrait être examinée de près par les lords du commerce. Les autres ne soulèvent aucune objection au point de vue du droit. R 3, "B. T. N. S.", vol. 27

6 mars, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il n'a pas écrit sur la situation des choses en Amérique, n'ayant pas de renseignements particuliers. Les résolutions du congrès de Philadelphie pour la cessation des rapports avec les provinces qui n'adhéreraient pas à ses mesures, ont été envoyées au président de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse; mais on n'y a fait aucunement attention. Il n'est venu cet hiver qu'un bâtiment, de faible tonnage; les approvisionnements, toutefois, n'ont pas manqué. Considérations au sujet du commerce avec les Indes-Occidentales, sur lequel auront aussi leur effet les résolutions prises à Philadelphie. Système adopté par les Français pour ce commerce; Louisbourg était le port intermédiaire, et il y avait là un grand établissement de pêche. Il (Legge) propose de faire d'Halifax le port intermédiaire entre le Canada et les Indes-Occidentales, ce qui activerait le commerce. Pêche considérable que font les New-Englanders; exportation de leur poisson en Espagne et au Portugal. Difficulté d'arrêter la contrebande; les avantages qu'y trouvent les autres colonies détournent d'Halifax les pêcheurs industrieux de la Nouvelle-Angleterre. Comment la contrebande pourrait se réprimer, au grand profit d'Halifax, de toute la Nouvelle-Ecosse, du Canada, ainsi que du commerce avec les Indes-Occidentales et les Iles-Britanniques. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 226

8 mars, Halifax. Le même au même. Reçu ses dépêches. Il lui envoie la liste du conseil. L'ordre de dispenser Gorham du paiement des "quit rents" pendant un certain temps a été consigné aux registres du conseil, et des copies en ont été expédiées aux préposés à la recette de ces redevances. Une maladie dont le collecteur des "quit rents" a été atteint récemment, a fort affaibli ses facultés physiques et intellectuelles. Le rapport annuel va probablement monter à £5,000; il importe donc d'exiger une garantie suffisante. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 233

Incluse. Liste du conseil, datée du 10 mars. 235

18 mars, Throgmorton Street. Thomas Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui demande de faire renvoyer la boîte contenant les papiers, etc. Il ne donnera point suite à son dessein de présenter une pétition relativement aux shérifs; d'autant que les habitants ont tenu une assemblée dans le but d'adopter des résolutions en faveur de leurs voisins rebelles. Il voudrait n'avoir jamais mis le pied dans ce continent, si fatal à sa fortune. Il ne sollicite rien, mais accepterait un emploi avec reconnaissance.
"Dartmouth Papers."

28 mars, Halifax. Délibérations prises par le conseil exécutif, depuis le 2 janvier jusqu'à la date en marge. "B. T. N. S.", vol. 55, n° 17

1er avril, Londres. Avis du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois établissant des honoraires et assujétissant les terres et maisons à l'acquittement de dettes. Leurs dispositions sont irrégulières.
R 4, "B. T. N. S.", vol. 27

5 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Les évaluations budgétaires étaient déposées au parlement, lorsque ses dépêches sont venues; il faut donc remettre à plus tard la demande d'un subside pour les che-

1775.

mins. Approbation de son discours. Reçu les papiers relatifs aux comptes publics ; mais il (Dartmouth) croit que la législature provinciale devrait être saisie de l'affaire, car elle a tout pouvoir de demander compte de leur conduite aux accusés de péculat.

"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 213

8 avril, Whitehall. (Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 195.)

Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Lettre qui introduit auprès de lui et recommande l'agent de Shoolbred, qui exploite la pêche dans la baie des Chaleurs. Il recevra une concession de 500 acres, les deux tiers en façade sur la rivière Ristigouche et l'autre tiers en profondeur. Il y a quelque risque que cette concession porte ombrage aux sauvages, ce qui pourrait la rendre inutile. Shoolbred assure qu'elle n'aura point cet effet.

"Col. Cor. N.S.", vol. 9, p. 217

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 197.)

9 avril, Halifax. Monk à Legge. Il a examiné les comptes des sommes dues par les employés du fisc et autres, et demandé permission à la cour suprême de produire en recouvrement de ces créances, comme dans une cour d'échiquier ; mais la cour suprême ne se croit pas autorisée à agir en vertu de ses pouvoirs actuels. Il est donc nécessaire d'instituer une cour de l'échiquier.

"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 300

17 avril, Boston. Gage à Wentworth. Ordonnancement de la paie de Cochran. Pièce incluse dans une lettre de Campbell, du 21 avril 1784. Voir à cette date.

24 avril, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Succès de ses efforts pour préserver la province des désordres. Arrivée d'un navire repoussé de New-York, qui a déchargé sans opposition. Il (Legge) a montré dans sa dépêche (n° 35) que ses objections à l'égard de Monk, n'ont rien de personnel. (Cette dépêche n'a pas été retrouvée.) Selon les instructions, il ne sera pas donné de concession à Zouberbuhler ; mais celle à lady Lyttleton passera aux sceaux, aussitôt après le choix des terres. La pétition de Binning a été inscrite sur le registre. Irréussite du projet de créer un fonds pour la construction des routes par l'imposition d'une taxe sur les terres incultes et les terres défrichées. Il (Legge) a publié l'approbation du bill qui étend la juridiction de la cour suprême. Il fera voter une loi, suivant l'avis des lords du commerce, pour apporter des modifications au règlement de l'assemblée générale. Il le remercie (Dartmouth) d'approuver ses actes relativement à la vente des terres ; une allocation convenable sera faite à l'arpenteur. En rédigeant la loi sur les réserves de terres, ni lui ni l'assemblée générale n'ont eu l'intention de rien faire de nuisible aux pêcheurs ; il fera procéder à une enquête pour remédier aux inconvénients. Cotnam a eu ordre de dresser un état des terres et établissements à Louisbourg ; Cavanagh, dit-on, se serait saisi de la plupart des maisons et terrains ; mais une enquête va se faire, qui mettra fin à tous les griefs. Le seul moyen d'empêcher la contrebande avec Saint-Pierre et Miquelon, c'est d'avoir des bâtiments armés en station dans leur parage. Il (Legge) ne permettra l'extraction de la houille au Cap-Breton que pour l'usage des troupes. La restriction apportée à la pêche est de conséquence pour la Nouvelle-Ecosse, car plusieurs particuliers riches, qui condamnent la conduite de leurs compatriotes, se préparent à passer dans la Nouvelle-Ecosse dans le but de s'y livrer à l'exploitation des pêcheries. Le manque de gens de moyens a été jusqu'ici la seule cause du peu de succès de cette industrie.

"Col. Cor. N.S.", vol. 9, p. 263

28 avril, Halifax. Monk à Legge. Il a été dans le comté du roi, où il a poursuivi en justice et fait condamner des usuriers et oppresseurs du pauvre. Ce qu'il a fait pour le recouvrement de sommes dues au trésor provincial ; noms des débiteurs ; arrérages, etc.

290

1775.

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, en date du 6 mai.)

30 avril, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Reçu les lettres circulaires au sujet des colonies. Les propositions qui se faisaient auraient probablement arrangé les différends sans un événement malheureux survenu le 19 entre les troupes et la population du Massachusetts. La fourniture de vivres à l'armée et à la flotte a été arrêtée. Gage et Graves ont envoyé chercher des approvisionnements dans la Nouvelle-Ecosse, et on s'apprête à les leur expédier. Le transport a embarqué quatre compagnies du 65e et met à la voile ce soir même pour Boston. Page 271

2 mai, Halifax. Le même au même. Difficultés éprouvées en vérifiant les comptes. Il se trouve que plusieurs fonctionnaires sont redevables de sommes considérables, et le solliciteur général a été chargé de poursuivre. Verdict prononcé contre John Newton et Jonathan Binney jusqu'au montant de £736 ; on avait cru qu'on ne pourrait avoir de jury pour les condamner. Le solliciteur général ayant signalé plusieurs faits de non-révélation d'emploi de deniers publics, qui devraient se déférer à la division de chancellerie d'une cour de l'échiquier, il (Legge) a soumis la question au conseil, lequel à son tour a demandé l'avis de la cour suprême sur le pouvoir du gouverneur de créer un tribunal de ce genre. Il transmet le rapport avec les raisons du solliciteur général. Nécessité de la cour dont s'agit ; mais le juge en chef se prononce contre sa formation, à moins que celle-ci ne soit spécialement prescrite par la couronne. Depuis l'action des Américains contre les troupes, les communications de Gage avec les colonies méridionales sont arrêtées. Il craint que des dépêches à lui (Legge) adressées n'aient aussi été interceptées. Il apprend que toutes les lettres à Gage ont été ouvertes, et expédiées ensuite à celui-ci. 274

Incluse. Procès-verbal du conseil et autres pièces concernant l'institution d'une cour de l'échiquier. 280

3 mai, Whitehall. Pownall à Legge. Il lui envoie le budget pour 1775. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 200

4 mai, Windsor, N-E. Francklin au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Comment Binney fut nommé en 1764. Déclaration des jurys dans les cas poursuivis en justice. Etat des recouvrements, etc., suivant rapport fait à l'assemblée et approuvé par elle. Plaidoiries singulières du solliciteur général Monk. "Col. Cor. N. S.," vol. 9, p. 256

(Une défense plutôt de Binney.)

6 mai, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui envoie le rapport des vérificateurs, constatant qu'il y a un montant de £11,308 13s. 10¾d. dont il n'a pas été rendu compte. Il a par suite institué une cour de l'échiquier, d'autant plus nécessaire que l'on continue à cacher les comptes aux vérificateurs. Procès de Newton et de Binney ; mais ils refusent toujours de rendre les comptes. Insolence à son égard (Legge) d'un parti irrité, dont, pendant des années, les membres ont mis au pillage le revenu public et qui craint que ses actes ne se découvrent. Représentations contre l'entrée au conseil de Morden, lequel est allé solliciter sa nomination. Les conseillers Henry Newton, Binney, Goold, Butler et Bulkeley, qui se sont opposés à l'examen des comptes, devraient être destitués. Il (Legge) recommande la nomination de Charles Morris junior, Richard Williams et James Monk au conseil. Il est fâché d'importuner sa seigneurie ; mais les affaires de la province, à raison de leur importance, le lui commandent. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 284

Incluses. Lettre de Monk à Legge, du 28 avril. Voir à cette date.

Rapport des vérificateurs, en date du 6 mai, sur les déficits du trésor, depuis le 25 juin 1751, provenant du fait de l'ancien trésorier et de divers fonctionnaires préposés à la perception du revenu de la Nouvelle-Ecosse. 296

Procès-verbal du conseil, du 6 mai, concernant l'institution d'une cour d'échiquier. 297

1775.

Lettre de Monk à Legge, du 9 avril. Voir à cette date.

12 mai, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui envoie des procès-verbaux du conseil relatifs à l'établissement d'une cour d'échiquier, avec des duplicatas de lettres sur le même sujet. Nécessité de ce tribunal, après ce qui a été fait par les comptables des deniers publics, suivant le rapport des vérificateurs. A cause du malheureux état des choses dans la Nouvelle-Angleterre, nombre de sujets du roi qui ne peuvent y demeurer davantage en sûreté, s'en viennent dans cette province; déjà des navires arrivent avec des familles qui se sont échappées; d'autres personnes s'apprêtent à émigrer aussi, et parmi ces dernières, il y en a de riches, qui ont des bâtiments employés à la pêche et au commerce avec les Indes-Occidentales. Il lui paraît nécessaire d'exiger le serment d'allégeance de ceux qui demande des permis de pêche. L'accession des nouveaux venus aura des résultats avantageux. Page 304

23 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Il (Legge) acquiescera à la pétition de sir Francis Bernard et de ses associés, qui offrent de renoncer à leur concession sur la rivière Sainte-Croix en échange d'autres terres, et donnera à Edmund Crawley plus de temps pour l'exécution des conditions mises à la concession de 20,000 acres qui lui a été donnée à Picton (Pictou). 234

Incluse. Pétition de sir Francis Bernard et ses associés. 238
(Copie de la lettre. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 200.)

24 mai, Boston. Gage à Legge. Il le prévient de l'émigration de certaines personnes du Massachusetts dans la Nouvelle-Ecosse, où elles vont porter leurs doctrines séditieuses, et l'engage à être sur ses gardes. Il lui demande de le tenir au courant de ce qui se passera dans la province, et voudrait savoir si l'on peut y lever des hommes prêts à se joindre aux troupes royales. Espère que l'amiral pourra envoyer bientôt un vaisseau de ligne. Le lieutenant Clark, du 59e, va proposer un plan pour extraire de la houille au Cap-Breton et l'expédier à la garnison de Boston.
"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 449
(Pièce incluse dans une lettre de Legge, du 19 août.)

26 mai, Londres. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois adoptées à la Nouvelle-Ecosse en décembre 1774. R 5, "B. T. N. S.", vol. 27
(Il y a apparence qu'il faut lire décembre 1773.)

2 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Fry et Urquhart, qui exploitent une pêcherie à l'île Miscon (Miscou), sont recommandés à son intérêt (Legge). "Col. Cor. N.S.", vol. 9, p. 242
(Copie. "Col. Off. N. S ", vol. 1, p. 201.)

7 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Reçu ses dépêches. Les mesures prises par lui pour l'examen et vérification des comptes publics sont sages et nécessaires; il serait fort utile sans doute de nommer une personne capable, chargée d'apurer les comptes; mais cette nomination ne peut se faire que si elle n'attente pas à l'autorité de celui qui possède l'office d'auditeur par commission sous le grand sceau. Les circonstances entourant la perte des livres de comptes sont suspectes. Il (Dartmouth) ne comprend point son embarras par rapport aux concessions à faire aux officiers militaires, puisque tous ceux qui on servi ou servent à présent y ont également droit. Il faut entendre les instructions au sens le plus favorable à quiconque réclame de ces concessions. Ses remarques sur le commerce d'Halifax sont justes; mais il est à cette heure de bonne politique d'encourager le plus possible le commerce de Québec. Il (Dartmouth) a fait connaître à la trésorerie l'incapacité du collecteur des "quit rents". "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 243
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 202.)

7 juin Boston. Gage à Legge. Il voudrait pouvoir lui procurer un plus fort contingent de troupes régulières. Il a détaché le capitaine Batt et le lieutenant

1775.

McLean (probablement Ball, car, d'après l'Annuaire militaire, il n'y avait aucun officier nommé Batt, dans l'armée, en 1775 et 1776; mais on en compte quatre du nom de Ball, un capitaine et trois lieutenants). Ces deux officiers sont chargés de recruter dans la Nouvelle-Ecosse; les hommes levés par eux seront formés en compagnies à Halifax. Quand ces recrues auront été rassemblées et portées sur le contrôle, l'ordre se donnera de pourvoir à leur subsistance. Si la levée est considérable, le corps sera placé sous le commandement de Gorham, et s'appellera: "Royal Fencible Americans." Il (Legge) fournira, au cas où le succès du recrutement paraîtrait probable, l'argent dont les deux recruteurs auront besoin. Il devra aussi chercher à gagner l'amitié des sauvages. Indignité du procédé de ceux qui tirent avantage de l'état présent des troupes dans la province. Y remédier, si possible.

"Col. Cor. N. S.," vol. 9, p. 451

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 19 août.)

12 juin, Halifax. Rapport de l'auditeur sur les comptes du trésorier, d'octobre 1758 au 14 février 1768, signé à la date indiquée en marge.

R 21, "B. T. N. S.," vol. 27

Id. du 18 février 1768 au 31 décembre 1774, vérification signée le 21 juin. R 22

Comptes des receveurs des droits d'entrée et d'excise. Ils contiennent le détail des montants portés sur des relevés antérieurs. R 23, R 24

27 juin, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a soumis, suivant ses instructions, les comptes vérifiés à l'assemblée; mais comme la plupart de ses membres sont des débiteurs de la chose publique, nul doute qu'ils ne se disculpent mutuellement, et ne laissent à peu près telle qu'elle est la dette, qui monte à plus de £26,000. Ci-inclus copie de son discours et des adresses en réponse. Il apprend que l'assemblée en a secrètement préparé une, dont il ignore le contenu, sauf ceci, que l'assemblée y expose des griefs prétendus et des propositions. Tout cela ne pourrait avoir que de fâcheux effets. Trois adresses se préparent, une à sa seigneurie (Dartmouth), une à l'orateur de la chambre des communes, la troisième au lord chancelier. Actions insolentes des rebelles à Boston. Peu de provisions de bouche pour l'armée et la marine. Rixe à Machias, dont il a adressé rapport à Graves, avec les dépositions. Efforts réitérés d'un parti turbulent pour rompre l'harmonie entre l'assemblée et lui (Legge). Il soupçonne que des copies de lettres, dans le bureau de son secrétaire (de Dartmouth) ont été enlevées et transmises. Ça été un moyen employé pour exciter à la rébellion dans les autres provinces.

"Col. Cor. N.S.", vol. 9, p. 318

Incluses. Discours du gouverneur à l'assemblée générale. 322
Adresse du conseil. 329
Id. de l'assemblée. 333
Réponses. 337-339
Délibérations prises par le conseil exécutif, du 15 avril au 25 juin 1775. 340
Liste du conseil. 390

1er juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Le progrès de la rébellion rend impossible à cette heure toute attention aux affaires purement domestiques de la province. Devant la fureur du mouvement, quantité de gens ont fui leur pays pour chercher ailleurs un asile. Il faut donner gratuitement des terres dans la Nouvelle-Ecosse aux réfugiés; discontinuer toute réserve de forêts et encourager le commerce du bois avec les Indes-Occidentales, ainsi que l'exportation de la houille à ces îles. On va demander au parlement de permettre l'importation des bois aux Indes-Occidentales. Les réfugiés dans l'indigence seront nourris aux frais du trésor, et il (Legge) est chargé de l'achat et de la distribution des vivres.

"Col. Cor. N.S.", vol. 9, p. 247

1775.

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 205.

1er juillet, Halifax. Compte de l'"Orphans' House," pour l'année se terminant à la date en marge. "Dartmouth Papers"

4 juillet, Halifax. Le Président de l'assemblée (Nesbitt) au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui transmet une adresse de l'assemblée, avec prière de la mettre sous les yeux du roi. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 309

Incluse. "Loyale adresse," suggérant un mode de taxation et des mesures propre à assurer la fidélité des habitants de la Nouvelle-Ecosse. 310

5 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. Il résume le contenu de dépêches précédentes. Il ne saurait se prononcer sur les mesures conseillées pour prévenir les fraudes concernant les revenus publics, sans avoir de plus amples informations, d'autant plus que le juge en chef a exprimé des doutes à ce propos. La conduite de Binney, quoique peu justifiable à la rigueur, n'a pas été telle cependant qu'il fallût la déférer strictement à la justice. Des lettres portent qu'il (Legge) a assisté au procès de Binney, après avoir, par ordonnance spéciale, refusé de l'admettre à fournir caution. Dartmouth termine en disant qu'il ne peut recommander, sur les raisons avancées, la destitution de Newton, Binney, Goold, Bulkeley et Butler, dans un temps où le sort de la colonie dépend en grande partie des efforts réunis de tous ses habitants. 252

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 210.)

8 juillet, Halifax. Adresse du Conseil législatif au Roi, pour lui exprimer sa fidélité et son attachement. "Dartmouth Papers."

14 juillet, Boston. Gage à Legge. Il le remercie de ses efforts pour lui fournir des approvisionnements de combustible, et voudrait pouvoir augmenter le nombre des hommes de troupe chargés de la garde des magasins militaires à Halifax, mais espère que les recruteurs vont faire une nombreuse levée, en sorte qu'il (Legge) ait autant de lui une force suffisante. Avoir soin que les recrues soient exercées comme il faut, et mises le plus tôt possible en état d'être utilisées. S'il paraît nécessaire de donner une part des commissions à la Nouvelle-Ecosse, elle sera donnée. On est encore en guerre; la situation empire, bien loin de s'améliorer. Tout un état-major, sorti du congrès continental, a rejoint les rebelles. Washington, de la Virginie, commande. Lee est général-major, et Horatio Gates adjudant-général. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 454

20 juillet, Halifax. (Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 19 août.)
Liste des lois adoptées entre le 12 juin et la date en marge.
R 17, "B. T. N. S.", vol. 27

25 juillet, Halifax. Délibérations prises par le conseil exécutif, du 3 au 25 juillet.
"B. T. N. S.", vol. 55, n° 19

26 juillet, Halifax. Legge à Gage. Il l'a informé des préparatifs qui se faisaient à Machias pour intercepter les navires chargés d'approvisionnements, destinés à l'armée et à la flotte, et attaquer la province; ajoutant que l'on devait peu compter sur les habitants, dont beaucoup venaient de la Nouvelle-Angleterre. Les forts sont sans artillerie ou sans garnisons de réguliers. Un bâtiment de 130 tonneaux est en armement à Pémaquid; il est donc à craindre que la navigation ne soit interceptée dans la baie de Fundy. Il faudrait employer un sloop de guerre et une ou deux goélettes armées à protéger les transports, et à croiser entre le Grand-Passage et Passamaquoddy. Il (Legge) avait autorisé les juges de paix d'Annapolis à avoir du canon et des munitions, mais, s'étant adressé ensuite aux officiers de la marine, ils lui ont dit que les instructions de l'amiral s'y opposent. Les bâtiments armés ne pourraient-ils pas recevoir l'ordre, sous certaines conditions, de prêter leur aide en cas de nécessité. Les miliciens feront leur devoir de bon cœur si on leur donne un prêt. Il (Legge) croit que douze pence par jour de service seraient suffisants pour les y engager. Il exécutera les instructions contenues en la dépêche du 14 juillet par

1775. rapport à l'instruction des recrues. Il est pénible de voir d'anciens serviteurs de Sa Majesté se joindre aux rebelles.
"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 456

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 19 août.)

28 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui envoie les copies des lois, les Journaux du conseil et de l'assemblée, et les procès-verbaux du conseil exécutif. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 395

(Les lois sont dans la collection imprimée conservée aux Archives. Copies. " B. T. N. S.," vol. 52, 53, 54 et 55.)

29 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il envoie Burrow représenter à sa seigneurie l'état de la province, ce dont il est bien capable ; sa fidélité dans l'exécution de ses fonctions, etc.
"Col. Cor. N. S.," vol. 9, p. 435

29 juillet, Boston. Gage à Legge. Il le félicite d'avoir su tenir la province fermement attachée au gouvernement. Si la milice s'organise et que les hommes, les jours de service, soient payés, il se persuade que la sécurité de la province sera assurée. Il a envoyé des recruteurs à Terre-Neuve, qui expédieront leurs recrues à Halifax, où elles se joindront à la levée rendue dans cette ville. L'amiral va dépêcher un navire à Halifax. Peut-il (Legge) avoir 20 ou 30 charpentiers de navire et autant de matelots, qui seront transportés sur le navire à Carleton ? Il (Gage) espère que l'amiral châtiera l'insolence des pirates de Machias. 459

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 19 août.)

31 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il raconte les agissements de cet ancien parti de la Nouvelle-Ecosse dont il lui a déjà parlé, et les difficultés que ce parti peut faire naître dans la situation malheureuse des affaires en Amérique. L'agitation causée par le chef et ses partisans a entravé les affaires publiques. L'assemblée, d'accord avec eux, a siégé six semaines sans faire autre chose que lui marquer (Legge) son esprit d'opposition, sous l'inspiration de membres mécontents d'avoir été privés de l'office de juge de paix pour avoir excité des troubles. Ces hommes, avec les débiteurs de l'administration, composent la majorité. Les "loyales" adresses ont été préparées avant leur alliance. Day, représentant, a habité un temps Philadelphie et y a pris des idées républicaines; c'est un des munitionnaires de l'armée. Aidé du commissaire de port Tonge, il a rédigé une pétition au roi, à dessein d'amoindrir le pouvoir du gouverneur, du conseil, des fonctionnaires administratifs pour accroître la puissance de l'assemblée. Tous ces gens avaient été amenés à se grouper sur promesse que les débiteurs seraient défendus, disculpés, et que tout le monde embourserait de l'argent. Une émission de papier, jusqu'à £20,000, se ferait par l'établissement d'un "bureau d'emprunt"; mais il n'était pas question de taxes applicables au paiement des billets courants du trésor, lesquels allaient à £20,000. Le bill contenant cette mesure a été rejeté par le conseil; d'où grande irritation dans l'assemblée; l'affaire de Binney a été utilisée pour l'augmenter davantage encore. Combien il (Legge) voit avec peine, dans un temps si critique, des fonctionnaires tendre par leurs actes à rendre l'assemblée absolue.
"Dartmouth Papers."

31 juillet, Halifax. Le même au même. Il lui transmet une adresse du conseil pour qu'elle soit présentée au roi. Il a reçu copie de celle envoyée par l'assemblée ; ses objections contre les termes de cette pièce ; opinion du conseil sur le fond. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 396

Incluses. Adresse du conseil. 398

Opinion du conseil sur l'adresse de l'assemblée. 400

31 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui envoie des dépositions touchant ce qui s'est passé à Machias, et l'armement d'un sloop pour courir sur les bâtiments de cette province qui porteront du

1775. foin et du bétail aux troupes royales à Boston. Le congrès du Massachusetts a autorisé la population de cette ville et des environs à s'armer contre la garnison, et un navire a mis en mer apparemment avec l'ordre d'attaquer les forts à Annapolis et sur la rivière Saint-Jean. La plupart des habitants de la frontière et à Annapolis viennent de la Nouvelle-Angleterre, en sorte qu'il ne faut guère ou point compter sur eux. Il ne manque pas non plus de gens désaffectionnés dans Halifax; à la nouvelle que l'on allait expédier du foin aux troupes de Boston, des mains criminelles brûlèrent une meule de 8 à 10 tonnes sur un champ, et mirent le feu aux bâtiments de l'arsenal du port. Les réguliers ont presque tous été retirés. De soldats effectifs il reste 36, qui gardent les magasins militaires; et il y a environ 30 miliciens qui font la patrouille. Il (Legge) a adressé une proclamation aux juges de paix, leur enjoignant de maintenir le bon ordre et d'arrêter quiconque excitera ou causera du trouble. Il craint que la tranquillité ne revienne pas bien promptement. Les habitants visent à se joindre aux rebelles du Massachusetts; il faut un renfort de réguliers pour défendre, au besoin, l'arsenal, les magasins, etc. Il propose une levée de 1,000 hommes; si on les place sous son commandement, il répond de la conservation de la province, contre laquelle, au reste, les autres colonies sont fort prévenues, au point de n'y laisser venir aucun navire avec des provisions. Disette de pain par cette cause. Les autres vivres abondent. Il confie cette lettre à Burrow, qui pourra fournir de plus amples détails.

"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 401

Incluses. Proclamation portant que tous nouveaux arrivants prêteront le serment d'allégeance. 407

Id. interdisant l'exportation de la poudre, etc. 409

Id. défendant de fournir ou procurer quelque aide que ce soit aux rebelles. 412

Déposition de Jabez Cobb, capitaine du *Britannia*, concernant l'émeute à Machias, l'attaque sur les officiers de la *Margaret*, goélette armée du roi, etc. 414

Id. de Thomas Flinn, capitaine du *Falmouth Packet*, donnant de nouveaux détails, qui sont corroborés par son second, Isaac Danks. 416

Id. de Phineas Lovet, relative aux informations demandées à Machias sur la force des forts d'Annapolis et de la rivière Saint-Jean. 420

31 juillet, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui transmet le rapport des vérificateurs sur les comptes publics et les livres de comptes des trésoriers, passé et présent, avec un extrait de ceux des comptes des receveurs qui ont été soumis à l'examen de ces vérificateurs. Burrow fournira toute explication. Ses prévisions (Legge) relativement à ce que l'assemblée voudrait faire, se sont réalisées. Il a été voté deux bills pour faire droit à Binney et autres créanciers, quoiqu'il y ait eu un verdict prononcé contre le premier en cour de justice. Il (Legge) a réservé ces bills afin que Sa Majesté en décide. Autres bills réservés pour des raisons exprimées. Il transmet copie de bills auxquels le conseil a refusé son consentement. Observations sur les bills sanctionnés, etc. 422

Incluses. Adresse de l'assemblée au gouverneur lui demandant de sanctionner certains bills à l'effet de faire droit à Binney, etc. 428

Id. de l'assemblée, demandant qu'il soit sursis aux pousuites contre les collecteurs ou receveurs des revenus ou autres débiteurs de la chose publique jusqu'à ce que la chambre ait examiné les comptes. 431

Id. de l'assemblée au sujet de bills que le conseil n'a pas acceptés. 432

1er août, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il fera déterminer la situation des terres que demande Shoolbred et expédier par les bureaux son titre de concession, s'il n'y a aucun empêchement résultant de droits acquis aux sauvages. Il conseille de donner des terrains pour les écoles dans

1775. Halifax, et demande pour lui-même une concession d'environ 35 acres avec l'île George, à charge d'en remettre possession, si l'on vient à avoir besoin du terrain pour y élever des fortifications. Page 439

2 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Howe. En conséquence du retour de Gage pour rendre compte de son commandement au roi, il (Howe) sera provisoirement commandant en chef; Carleton occupera le même poste dans la province de Québec. Au cas où les deux armées se réuniraient, Carleton en aurait le commandement supérieur par droit d'ancienneté. Les intentions du roi sont énoncées au long à Gage dans sa dépêche (Dartmouth) en date de ce jour. "A. & W. I.", vol. 431, p. 70

Le 16 octobre, Suffolk communique un extrait de la lettre adressée à Gage le 2 août; mais ni la lettre, ni l'extrait ne se trouve dans la correspondance.)

2 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Legge. On l'approuve d'exiger de ceux qui viennent de la Nouvelle-Angleterre qu'ils prêtent le serment d'allégeance avant d'obtenir le certificat leur permettant de faire la pêche. Par dépêche du 1er juillet, il (Legge) a été autorisé à accorder des concessions gratuites de terre aux réfugiés, qui devraient être aussi tenus à la prestation du serment. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 307

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 212.)

6 août, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Remarques sur la façon dont l'affaire de l'adresse de l'assemblée contre lui (Legge), a été menée. Il pense que les gouverneurs devraient avoir plus d'autorité sur les fonctionnaires du gouvernement.

"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 441

7 août, Halifax. Le même à Gage. Barter a offert de procurer le nombre voulu de charpentiers et de marins. Ces hommes ne pourraient être engagés aux conditions proposées par lui, les gages étant très hauts. Il lui a ordonné de lever 25 hommes de chaque sorte, lesquels seront payés du jour de la signature de l'engagement. Il fera de son mieux pour presser les choses. 461

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 19 août.)

16 août, Halifax. Legge à Gage. Barter, avec qui il avait fait traité, a fourni 36 hommes, la moitié composée des charpentiers, le reste de marins. Le nombre aurait pu être complété, mais il fallait plutôt avoir des hommes choisis, à qui on pût se fier, avant l'arrivée du navire. La milice de la province ne serait pas sûre en cas de tentative d'attaque par la partie orientale de la Nouvelle-Angleterre, parce que la plupart de ceux qui la composent sont venus de là. Capture de Knight et de ses deux bâtiments à Machias. Mouvements de navires de ce dernier endroit pour intercepter les transports d'approvisionnements expédiés de la Nouvelle-Ecosse. D'autres navires pour le même objet s'équipent à Boston. Les recruteurs ont refusé de mener les recrues à Windsor. La désobéissance de ces officiers de Sa Majesté ne peut avoir qu'un effet malheureux. Il lui faut des troupes, des officiers prêts à obéir aux ordres; sans quoi, il ne pourra point maintenir le bon ordre, outre que la flotte et l'armée seront privées des approvisionnements qu'elles s'attendent à recevoir.

"Col. Cor. N.S.", vol. 9, p. 463

18 août, Halifax. Le même au même. Vues diverses que les Américains pourraient avoir en attaquant la province: empêcher l'alimentation de l'armée; s'emparer des dépôts de matériel militaire, parmi lequel il y a 300 bouches à feu; ou surtout, peut-être, détruire l'arsenal maritime. Comment il (Legge) il se propose de mettre les vivres et les poudres en sûreté; c'est en les embarquant dans de petits bâtiments, sous la protection du *Tartar*, le vaisseau du roi. Il suggère, pour ce qui est de l'artillerie, la construction de blockhaus et de palissades. Cette construction s'exécuterait à peu de frais, et non seulement donnerait un moyen de défense effectif,

1775.

mais aussi, en étant connue, détournerait les attaques. Legge demande que les réguliers soient relevés par d'autres disposés à obéir. 467

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 19 août.)

18 août, Halifax. Legge à Gage. Pourquoi il a fait embarquer sur des bâtiments des munitions. Correspondance que des gens de la ville ont avec les rebelles. Tentatives d'incendie; entraves mises aux services de la couronne; nécessité d'une force plus grande sous le commandement d'officiers qui obéiront aux ordres. 469

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 19 août.)

18 août, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il conseille à sa seigneurie d'acquérir 20,000 acres de terre par tête pour quatre ou cinq de ses fils; ces domaines augmenteraient en valeur par la création de "settlements." "Dartmouth Papers."

(Il y a deux copies de cette lettre.)

19 août, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Situation critique des troupes du roi à Boston. Pertes dans l'affaire de Charleston, où la victoire a coûté 1,000 hommes tués ou blessés. De la Nouvelle-Ecosse seule l'armée peut tirer des approvisionnements de vivres, qui n'y sont pas abondants; une certaine quantité de vivres, cependant, a déjà été expédiée de ce pays, et d'autres envois sont prêts à partir, mais en sont empêchés par les bâtiments de la Nouvelle-Angleterre qui croisent sur la baie. Préparatifs qui se font pour attaquer la province. Ci-inclus copie d'une correspondance avec le général. Qu'il importe grandement de conserver la Nouvelle-Ecosse. Nécessité de fortifications à cette fin. Le gouverneur devrait pouvoir faire des dépenses d'argent dans les circonstances urgentes. Gage lui conseille de lever des milices; mais les hommes pourront-ils être retenus sans paie? Toutes les troupes régulières, dans la Nouvelle-Ecosse, devraient être sous son commandement (Legge). Il n'y a pas de fortifications autour de la ville; les batteries sont désarmées et les affûts en très mauvais état. Il (Legge) demande à sa seigneurie d'obtenir un congé pour Burrow de la trésorerie. "Col. Cor. N. S." vol. 9, p. 444

(Les incluses: lettres de Gage à Legge des 24 mai, 7 juin, 14 et 29 juillet, et de Legge à Gage, des 26 juillet, 7, 16 et 18 août (2), ont été mentionnées à leurs dates respectives.)

5 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dartmouth) à Howe (lettre à part). Le 2 août, dans une lettre à Gage, il a fait connaître diverses opinions touchant les opérations militaires en l'Amérique septentrionale, mais n'en a exprimé aucune de lui, quoiqu'il ait montré d'une façon générale l'avantage qu'on trouverait à prendre position à New-York, et les risques auxquels serait exposée l'armée en hivernant à Boston. Dangers de la situation des troupes dans cette ville. A moins de succès inattendus, "il semble non seulement opportun, mais nécessaire de sortir de Boston avant l'hiver; de démanteler le Castle-William, et, ayant embarqué toutes les munitions, toute l'artillerie, procurer aux habitants fidèles des moyens sûrs de transport pour eux-mêmes, leurs familles et leurs effets, se retirer avec les troupes soit à New-York ou à quelque autre lieu vers le sud." Avantages de la nouvelle position. Le sous-adjudant général et le sous-quartier-maître général pourront être privés de leurs postes et remplacés par des officiers plus propres à les occuper. "A. & W. I.", vol. 431, p. 72

5 septembre, Whitehall. Le même au même (lettre secrète). Il résume le contenu de la lettre ci-dessus. L'impératrice de Russie doit fournir 20,000 hommes de troupes pour le service dans l'Amérique du Nord. 75

8 septembre, Whitehall. Pownall au même. Il lui transmet le brouillon de la dépêche du 5 septembre, envoyée à Dartmouth pour qu'il la signe; mais comme elle contient des choses très importantes, il a été décidé que l'on n'attendrait pas la signature; la dépêche a été approuvée par le roi. Mesures à

1775.

prendre relativement aux marchandises et effets à Boston. Il (Howe) veillera à la sécurité d'Halifax. Page 77

14 septembre, Whitehall. Pownall à Legge. Il lui adresse un duplicata de dépêche à expédier à Carleton en cas que l'original ne se rende pas, vu l'époque tardive du départ de la goélette. La lettre est d'une très grande importance. " Col. Cor. N. S ", vol. 9, p. 391

(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 213.)

La date de la dépêche à Carleton n'est pas mentionnée. Il y eut deux lettres envoyées, l'une en date du 8, destinée à partir par voie du *Lizard*, mais ce navire fit voile de Portsmouth avant l'arrivée du messager; l'autre, du 14, qui explique le retard, et dit que la goélette *Magdalen* avait été louée exprès pour porter les deux lettres. La dépêche était importante en ce qu'elle contenait l'avis secret, reçu du gouverneur Tryon de New-York, que des préparatifs se faisaient pour aller attaquer Montréal et Québec, et que la Russie s'était engagée à envoyer 20,000 hommes dans l'Amérique du Nord. Les deux lettres furent signées de Pownall " en l'absence de lord Dartmouth". Voir les *Archives du Canada*, série Q, vol. 11, pp. 217, 219, 220.

16 septembre, Whitehall. Pownall à Legge. L'adresse et la pétition au roi et aux deux chambres du parlement ont été reçues. " Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 214

16 septembre, Whitehall. Pownall au Président de l'Assemblée (Nesbitt). L'adresse a été reçue et présentée au roi ; les propositions qu'elle porte seront l'objet du plus mûr examen. " Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 393

16 septembre, Whitehall. Le même à Legge. Il lui transmet une pétition d'Alexander Grant, demandant qu'on ne passe pas outre à la confiscation de ses terres, mais qu'on lui accorde dix autres années pour les défricher et les coloniser. 394

(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 215.)

18 septembre, Whitehall. Pownall à Legge. Ci-incluse une lettre prête pour la signature de Dartmouth ; mais celui-ci est absent; il est présumable qu'il jugera nécessaire d'arrêter les procédures en confiscation des terres de Grant. " Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 216

2 octobre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Les instructions concernant les concessions de terre à sir Francis Bernard et autres et à Edmund Crawley, seront suivies. Utilité de l'emploi d'inspecteur des comptes dont a été chargé Burrow ; la fonction paraît n'avoir rien à voir avec celle de l'auditeur général. Il (Legge) a cessé ses tentatives pour retrouver les livres, papiers et comptes du dernier trésorier et abandonné l'affaire à l'assemblée. Les instructions qu'il a reçues au sujet de la concession de terres aux officiers lèvent tous les doutes. Institution d'une cour de l'échiquier par l'instruction plus efficace des affaires de la couronne " en équité." La décision avait été prise par le conseil de poursuivre les débiteurs, mais avant de l'exécuter, on leur a donné trois mois d'avis d'avoir à payer leurs dettes respectives. Binney était du nombre; c'est lui et ses conseillers qui sont cause que les choses ont été poussées à l'extrême ; ce n'est aucune intervention de sa part (Legge) comme le montre l'affidavit ci-inclus du " provost marshal." En accordant à Binney toute l'indulgence permise par l'équité, l'assemblée l'a trouvé redevable de £186 au gouvernement. Il (Legge) a assisté aux débats en justice, mais sans la moindre intention d'intimider personne et après avoir écrit un mot pour prévenir le juge en chef, qui lui a fait préparer un siège et ne lui a rien dit sur sa démarche. Il s'est toujours efforcé d'entretenir l'unanimité dans le conseil, " Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 488

Incluse. Affidavit de John Fenton, "provost marshal," concernant l'affaire Binney. 495

1775.
12 octobre, Halifax. Ellis à Legge. Il entend dire qu'une flotte va hiverner à Halifax; si la nouvelle est vraie, quelques-uns des navires pourraient peut-être n'avoir pas de chapelains. Il le prie (Legge) de lui procurer par son influence sa nomination à ce titre sur l'un d'eux. "Dartmouth Papers."

16 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Suffolk, en l'absence de Dartmouth) à Legge. Dès qu'il a été visible que les provinces de la Nouvelle-Angleterre méditaient de se mettre en révolte ouverte, l'ordre a été expédié de pourvoir à la défense de la Nouvelle-Ecosse, comme le montrent les extraits ci-inclus de dépêches adressées par Dartmouth à Gage et à Howe le 2 août et le 8 septembre. Ce qui s'est passé à Machias accroît les craintes pour la sûreté d'Halifax; un des cinq régiments que l'on expédie dans l'Amérique du Nord s'y rendra directement; deux autres iront à Québec; s'il leur était impossible d'y parvenir, ils relâcheraient au port d'Halifax, vers lequel aussi a fait voile, il y a plus de trois semaines, le *Roebuck*, de 40 canons. L'attaque dirigée de Machias sur Saint-Jean et Annapolis fait craindre qu'il n'y ait eu aussi tentative d'enlever Halifax avant l'arrivée des secours, à moins que la présence du *Tartar* dans la baie de Fundy n'en ait ôté l'envie. Comme le régiment envoyé pourra être nécessaire ailleurs, il (Legge) lèvera 1,000 hommes, qui seront divisés en 10 compagnies avec de bons cadres, sous son commandement au titre de colonel sédentaire, pour la défense de la province seulement, mais sous la haute direction du commandant en chef. Il tirera sur le trésor pour leur paie et leurs rations, qui seront celles en usage dans l'armée régulière; si des dons de terres aux officiers et aux hommes peuvent faciliter la levée, il lui est libre d'en faire. Quand il sera assez fort, il devra désarmer les habitants des localités sur la baie de Fundy et ailleurs qui ont été établies par des New-Englanders. L'étendue des fortifications nécessaires ne permet pas d'exécuter pour la défense du port d'Halifax, un plan régulier; on se bornera à des ouvrages temporaires; un ingénieur sera envoyé pour diriger les travaux, s'il n'y en a pas sur place. Les autres affaires seront examinées au retour de Dartmouth; mais le roi est mécontent des dissensions qui se produisent dans le gouvernement provincial sur des choses sans importance.
"Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 473

(La lettre à Gage, du 2 août, ne se retrouve pas. Une du même jour, adressée par Dartmouth à Howe, l'informe qu'il aura le commandement en l'absence de Gage, et se termine ainsi: "Dans une dépêche à part écrite aujourd'hui au général Gage, je l'instruis très amplement de l'intention du roi, au sujet de la force qui sera employée l'année prochaine en l'Amérique du Nord, et je suggère plusieurs choses à propos du plan d'opérations. Je lui dis de vous remettre cette lettre en partant.")

(Il y a une copie de la lettre de Suffolk dans la série "Col. Off. N. S." vol. 1, p. 216.)

16 octobre, Whitehall. Pownall à Legge. Il lui envoie une lettre de Suffolk, en date de ce jour, par un des paquebots de sa Majesté, lequel a ordre de revenir tout de suite, si l'on n'en a pas besoin alors pour porter d'importantes informations au commandant en chef. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 482

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 222.)

16 octobre, Southampton. Joseph Mauger à Pownall. Il défend les habitants de la Nouvelle-Ecosse contre l'accusation de "disloyalty." Parce qu'ils ont refusé de se joindre aux autres colonies, il craint que la Nouvelle-Ecosse ne soit attaquée, et comme il n'y a pas de troupes, l'arsenal maritime et les magasins seraient faciles à détruire. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 494

17 octobre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Des nouvelles reçues de Québec portent que l'île aux Noix a été prise par les rebelles; que ceux-ci, dans une escarmouche avec les sauvages, ont été défaits; que leur attaque du fort Saint-Jean (sur le Richelieu) a été repoussée; que les

1775.

Canadiens en général ont refusé de se joindre aux Anglais, excepté à Québec, et qu'il est à craindre que toute la province ne soit occupée. Avis dépêché par Gorham de Boston que 1,500 rebelles marchent vers l'est, avec l'intention de faire une descente dans la Nouvelle-Ecosse pour détruire l'arsenal maritime et couper les approvisionnements aux troupes qui sont à Boston. Il (Legge) a fait une proclamation contenant que les lois militaires de la province seront mises à exécution, les rebelles ayant brûlé le fort Frederick et s'étant saisis d'un bâtiment chargé de vivres pour les troupes de Boston. Il forme la milice en compagnies de voltigeurs. Besoin de vivres; écrit à l'amiral sur le refus par le capitaine du *Somerset*, bâtiment de S. M., d'en donner de ceux qui sont dans la gabare d'approvisionnement. Il a convoqué l'assemblée afin qu'elle adopte des mesures de défense. A propos de la levée de 1,000 hommes, comme déjà deux régiments ont fait des recrues, il propose qu'on lève ce contingent en Ecosse et en Irlande. Si le régiment, sous le nom de "Royal Nova Scotia Volunteers," pouvait être levé pour trois ans, aux mêmes conditions que "le Royal Highland Emigrants" et le "Royal Fencible Americans," il (Legge) l'emploierait très utilement tant à la défense du pays qu'à l'ouverture des routes, et lui donnerait pour cadres des officiers reformés et d'autres hommes influents. Il a communiqué au conseil la dépêche du 1er juillet, et par avis de ses membres il a publié une proclamation où il est dit que Sa Majestéé tendra sa sollicitude à ceux qui chercheront refuge dans la province. Manque de vivres. Les avantages proposés pour le commerce de la Nouvelle-Ecosse, ne tarderont pas à être fort appréciés. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 3

18 octobre, Whitehall. Pownall à Mauger. Dartmouth ne prêtera l'oreille à aucune accusation contre des particuliers, sans les admettre à se justifier. Le ressentiment, l'animosité parmi les serviteurs du gouvernement, ne peut que déplaire au roi, surtout en un temps où le danger général leur commande l'union. Renforts envoyés pour la défense d'Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 9, p. 486

23 octobre, Halifax. Adresse du Conseil législatif à Legge, à l'occasion de l'ouverture de la législature. Il y témoigne son zèle, son attachement pour le roi, en même temps que son horreur de l'audacieux esprit de rébellion qui s'est manifesté. Il fera tout en son pouvoir pour déjouer ceux qui tenteraient de troubler l'état paisible de la province. L'adresse de l'assemblée, sans signature ni date, est du même jour, comme le journal de ses délibérations en fait foi. "Darmouth Papers."

(Les deux adresses sont consignées aux procès-verbaux des chambres respectives.)

24 octobre, Dover Street. C. Wintringham au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui fait tenir un paquet de Monk et d'autres lettres dont l'auteur désire taire son nom parce que, autrement, il pourrait avoir trop d'ennuis dans la Nouvelle-Ecosse. "Dartmouth Papers."

2 novembre, Halifax. Gorham à Legge. Son excellence ayant marqué le désir que la résolution du conseil portant qu'il (Gorham) ait à enroler et former deux ou plusieurs compagnies de sauvages et Acadiens, soit différée ou en reste là, il la prie de le relever en conseil de l'obligation où il se trouve, d'après la délibération, de procéder immédiatement à l'exécution de la mesure. Dans la condition misérable où sont les sauvages, manquant de munitions et de vivres, il faut prendre tout de suite une décision définitive. "Dartmouth Papers."

4 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Eu avis que les rebelles avaient été repoussés devant le fort Saint-Jean (rivière Richelieu). Le soin que l'amiral Graves a eu de mettre en croisière deux navires de guerre, a détourné de la Nouvelle-Ecosse l'attaque dont elle était menacée; il va en détacher deux encore qui iront dans la baie de Fundy. Il

1775.

(Legge) prépare la défense de la province ; deux compagnies d'Acadiens sont en formation dans le voisinage d'Annapolis ; il y en a deux autres près de Chignectou, et une compagnie d'habitants est levée dans Halifax. Il s'applique à former autant de compagnies que le pays peut en fournir, et l'assemblée en discute à cette heure les voies et moyens. La pauvreté de la province l'obligera peut-être (Legge) de tirer sur le trésor. Les troupes régulières ont leurs vivres de ce pays seulement. Il cherche à s'attacher les sauvages, mais l'argent lui manque. Les Américains aussi travaillent à se les acquérir ; s'ils y réussissent, les sauvages seront plus redoutables aux colons qu'une armée américaine. Il n'a pu avoir des secours de Gage que depuis deux jours seulement, qu'il est arrivé deux compagnies du 14e et environ 70 hommes du "Royal Fencible Americans". Le rapport de Gorham montre que sur le nombre enrôlé de 390, 126 hommes seulement sont propres au service. Spry élève des défenses temporaires. Quelles fortifications sont urgentes. Ci-inclus son discours à la législature et les adresses de cette dernière.

"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 10

Incluses. Discours, adresses et réponses. 14-23

(Ils sont consignés aux Journaux des chambres respectives.)

14 novembre, Londres. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois adoptées à la Nouvelle-Ecosse en juillet 1775. La loi à l'effet de prévenir la destruction, etc., du pin et d'arbres d'autres essences, devrait être, à cause de son ambiguité, soit révoquée, soit expliquée par une autre loi. Les autres soumises à son examen ne soulèvent point d'objection de droit.

R 25, "B. T. N. S.", vol. 27

20 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Envoi de l'évaluation des dépenses civiles à prévoir. Il a accusé réception du crédit de £500, pour les routes. Nécessité de ces communications dans les troubles actuels, où il faut que les troupes se portent aux établissements éloignés pour les défendre. Les forts devraient être réparés et munis de garnisons si l'on veut empêcher qu'ils ne puissent tomber au pouvoir des rebelles. Il en a écrit à Howe, mais n'a pas reçu de réponse. Comment il diviserait les forces si les forts étaient en état. R 27

Incluse. Estimation. R 28

21 novembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils recommandent, pour les diverses raisons exposées, le désaveu des lois à l'effet d'établir des droits ou honoraires, d'assujétir les terres et habitations au paiement de certaines dettes, et d'établir le taux de l'intérêt. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 450

27 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il le remercie d'approuver sa décision de faire prêter le serment aux personnes qui arrivent du continent. Emissaires américains chargés de désaffectionner le peuple. Précautions prises contre eux. Loi votée pour punir toute correspondance ayant un caractère de trahison. "Loyales" associations formées dans les comtés d'Halifax, du Roi et d'Annapolis ; une semblable dans la chambre d'assemblée. Ci-incluse une pétition du conseil demandant que les habitants de la ville aient la liberté de se procurer de la houille à Louisbourg. Rareté du bois à brûler, tout ce qui vient étant expédié à Boston pour les troupes. Il (Legge) demande que les navires à destination des Indes-Occidentales aient permission de prendre de la houille pour lest à Louisbourg. Ci-incluses l'adresse de l'assemblée et la copie des lois adoptées. Naufrage d'un navire français ; secours ordonné.

"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 26

Incluses. Adresse du conseil concernant l'approvisionnement de houille. 31

Id. de l'assemblée à mêmes fins. 33

27 novembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). En réponse à la lettre de sa seigneurie, au sujet de la fourniture de vivres aux réfugiés, il lui fait

1775.

connaître qu'il y a pénurie partout, le commerce avec toutes les colonies étant entièrement arrêté; et l'on ne pourra avoir de farine avant le mois de juin du Canada, si celui-ci est encore en la possession de la couronne à cette époque. Il faudrait expédier au moins 1,000 barils de farine de la Grande-Bretagne; environ 600 barils de lard et du beurre de l'Irlande. En attendant, il tirera des lettres pour £2,000 sterling, qui se distribueront aux réfugiés, suivant les parts fixées, afin qu'ils puissent se pourvoir de leur mieux eux-mêmes aux marchés; mais toutes les denrées ont doublé. Le manque d'espèces a fait baisser le prix des lettres de change de 10 pour 100; ce qui est un autre motif d'acheter les provisions en Angleterre. Il serait possible de remédier à la rareté du numéraire en expédiant d'Angleterre en espèce sonnantes les sommes votées pour payer les fonctionnaires; d'autant plus que les marchands, profitant de l'occasion, réduisent le prix des lettres en sterling de 20 pour 100 au-dessous de leur valeur, au très grand détriment des fonctionnaires. Page 35

28 novembre, Halifax. Le même au même. Il recommande fortement le solliciteur-général Monk à cause de ses services. 39

— novembre, Adelphi. Burrow au même. Il s'est présenté chez lord (George) Germain, mais n'a pas vu jour à lui exposer l'affaire. Ne pourrait-il avoir une demi-heure d'audience de Germain chez celui-ci. En post-scriptum, il dit que l'abolition de l'emploi d'inspecteur serait un triomphe pour Francklin et serait préjudiciable à la province; Francklin et son parti se vantent hautement de leur influence. "Dartmouth Papers"

4 décembre, Halifax. Stanton (capitaine au 14e régiment) à Legge. Les vents contraires l'ont empêché de traverser la baie de Fundy pour se transporter aux établissements sauvages. Il résulte de ses investigations, en allant à Annapolis et revenant, que les colons venus de la Nouvelle-Angleterre sont au fond des rebelles qui désirent le succès de la rébellion, déclarant même, dans la chaleur des discussions ou dans l'ivresse, qu'ils tueraient plus volontiers un Anglais qu'un chien. Les habitants demandent qu'on envoie une force suffisante pour protéger Annapolis, Cumberland et Windsor. Danger qu'il y aurait, selon lui, à lever une milice, puisqu'une grande partie des colons sont de la Nouvelle-Angleterre, où leurs amis sont en pleine révolte. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 78

5 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils se prononcent pour la sanction de la loi à l'effet d'assurer le paiement de certaines créances de la province, et de la loi faisant droit à Jonathan Binney.
"B. T. N. S.," vol. 38, p. 497

5 décembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). La nouvelle est venue que Montréal était au pouvoir des rebelles. La Nouvelle-Ecosse est donc maintenant réduite à l'impossibilité d'alimenter de pain armée, flotte et population. Il ne reste plus qu'à expédier de la Grande-Bretagne et d'Irlande des farines, pour qu'elles soient rendues de bonne heure le printemps; c'est l'époque la plus sûre. On a vu des arrivages dès les premiers jours de mars. Les Américains ont sur la côte des croiseurs armés, qui ont intercepté des navires à destination de Boston, et ont enlevé, à Canso, des bâtiments appartenant à la province; leurs équipages ont débarqué dans l'île Saint-Jean et en ont emmené Callbeck, qui y commandait, et plusieurs fonctionnaires ou agents du gouvernement. Il (Legge) a proclamé la loi martiale. Ci-incluse sa proclamation. Arrivée du brigadier Massey après un long passage. Les transports destinés au Canada ont poursuivi leur route. Mais il craint qu'à cause de la rigueur de la saison ils ne puissent se rendre. Il espère qu'alors ils viendront relâcher à Halifax, dont le port est accessible en tout temps.
"Col. Cor. N. S.," vol. 10, p. 41
44

Incluse. Proclamation de la loi martiale.

1775.

5 décembre, Yarmouth, N.-E. Rapport à Legge: attaque par deux navires armés de la Nouvelle-Angleterre et enlèvement de plusieurs habitants; avis, demande de protection. "Dartmouth Papers."

15 décembre, Halifax. Actes du conseil exécutif, du 2 août à la date en marge. "B. T. N. S.", vol. 55, n° 20

20 décembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il a nouvelle que deux goélettes armées ont débarqué des détachements au cap de Sable, que ces gens se sont saisis des officiers de milice chargés de lever deux compagnies et les ont emmenés; qu'ils ont dit aux habitants que rien ne leur serait fait s'ils voulaient demeurer tranquilles. Sur cette promesse les habitants ont adressé une pétition où ils demandaient qu'on leur permît de rester neutres. Ci-incluse leur pétition. Le conseil l'a rejetée. Il a écrit à l'amiral et au général, pour en obtenir protection contre les pirates. Il apprend que cinq navires ont été équipés en guerre, qui vont courir sur le commerce de la Nouvelle-Ecosse, et que d'autres seront prêts au printemps. Le congrès a décidé d'envoyer 5,000 hommes attaquer la Nouvelle-Ecosse, dans le dessein de s'en emparer ou d'en détruire les principaux établissements, afin que la province ne puisse plus nuire à l'armée et à la flotte. Les navires armés avaient ordre aussi de le prendre (Legge) et d'autres encore qui sont indiqués. Ci-inclus un état des forces militaires: 980 hommes, dont 446 seulement sont propres au service. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 47

Incluses. Pétition des habitants de Yarmouth. 51

Etat des troupes de la Nouvelle-Ecosse. 54

22 décembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Reçu ses dépêches. La rigueur du temps va probablement empêcher les rebelles de faire d'autres attaques, cet hiver, dans la baie de Fundy. La côte pourraît être inquiétée et la communication interceptée entre Halifax et Boston; mais il (Legge) espère que l'amiral saura bien l'empêcher. Remerciements au sujet des mesures prises pour la conservation de la Nouvelle-Ecosse. Importance de cette province dans la conjoncture présente. Il emploiera tous ses efforts à lever, suivant les instructions reçues, le régiment destiné à la défense de la province; difficulté due au manque d'argent. Il demande qu'on lui envoie du numéraire par un vaisseau de guerre, parce que, selon toute probabilité, les rebelles auront des croiseurs sur la côte dès le commencement du printemps. Faute de provisions de bouche, il n'a pas été possible de faire des levées de milice. Le désarmement des colons désaffectionnés ne pourra s'effectuer que lorsque les troupes seront en mesure de réprimer les résistances; mais à l'heure qu'il est elles n'ont ni poudre, ni balles. Il faudrait envoyer des munitions avec chaque détachement pour les troupes et les habitants bien disposés. Sa seigneurie verra, par les papiers transmis, qu'il a usé de diligence en tout ce qui intéressait le service public. Mesures qu'il a adoptées pour s'assurer de la fidélité des habitants venus des colonies; et précautions prises dans les cas suspects. 55

23 décembre, Halifax. *Incluse.* Copie du serment exigé des émigrants des colonies. 61

Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Envoi des lois, Journaux, procès-verbaux et liste du conseil. 64

Incluse. Liste des membres du conseil. 65

23 décembre, Halifax. Legge à Suffolk. Reçu les dépêches. Décision prise par le congrès de détruire les établissements de la Nouvelle-Ecosse; l'épidémie de variole à Halifax et la présence de la flotte l'ont empêché d'y donner suite. L'arrivée des renforts a changé la situation militaire dans la province. "Col. Cor. N. S,", vol. 10, p. 66

23 décembre, Halifax. Le même à Pownall. Reçu les dépêches. Il ne veut pas retarder le départ du paquebot. Introduit auprès de lui Burrow et le lui recommande. 68

1775.
26 décembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Moyens qu'il prend pour lever le corps de 1,000 hommes: offre de deux guinées de prime et d'une guinée et demie pour l'achat d'objets nécessaires. Il a tiré des lettres pour avoir une fourniture de ces objets, que l'on ne peut se procurer dans la province. Réquisition de £10,000 en numéraire, ainsi que de vivres, couvertures et lits. Il (Legge) recommande le capitaine Stanton, nommé major du corps à lever, et qui a accepté cet emploi sous certaines conditions. Il s'occupera, aussitôt que le permettra la saison, d'obtenir les services des sauvages. Page 70

Incluse. Extrait d'une lettre de Suffolk, du 16 octobre. Voir à cette date.

29 décembre, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui envoie la relation, par un officier du 14e, parti de Québec le 9 novembre, des opérations des rebelles sous le commandement de Montgomery; aussi un paragraphe d'un journal de Cambridge du 21 décembre, par où l'on verra l'imminence du danger de perdre le Canada, peut-être totalement. Il (Legge) prie les autorités de lui expédier 500 hommes détachés de différents régiments pour les joindre au sien, lequel, il a lieu de le craindre, ne sera pas complété aussi promptement qu'il l'avait espéré tout d'abord. 82

Incluses. Rapport d'un officier du 14e. Prise du fort Saint-Jean, sur le lac Champlain, et du fort Chambly. Carleton repoussé de Longueuil; 1,500 rebelles prennent possession de la Pointe Lévis. Composition de la garnison de Québec. Les navires de guerre se préparaient à se hâler contre les quais. Il est à craindre que Carleton et Prescott ne soient faits prisonniers. 84

Extrait du journal de Cambridge annonçant le succès de Montgomery à Montréal, etc. 86

Sans date. Adresse de l'Assemblée à Legge. Elle diffère d'opinion avec lui au sujet de Binney et demande la révocation de l'inspecteur général James Burrow. L'adresse exprime des sentiments de dévouement au roi et d'attachement à la "législature suprême." R 19, "B. T. N. S.", vol. 27

1776.
1er janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Le progrès des rebelles en Canada, leur détermination de conquérir la Nouvelle-Ecosse, ont de quoi alarmer. Il a convoqué une partie de la milice; mais on écrit d'Annapolis et du comté du Roi, que les gens, en général, se refusent à être enrégimentés. Raison de croire que l'avis public arrêté en conseil est neutralisé par des manœuvres particulières, et que toutes sortes d'entraves sont apportées ainsi aux efforts qui se font pour mettre la milice sous les armes. On ne peut donc compter que sur des troupes à solde. Ayant proclamé la loi martiale, il (Legge) a institué un conseil de guerre, chargé de délibérer sur les seules affaires militaires, afin que les mesures défensives puissent se prendre dans le secret et avec diligence; jusqu'ici toutes les décisions étaient communiquées aux rebelles. Il est bruit que ces derniers sont résolus à détruire Boston. Leur armée en Canada, selon les informations les plus sûres, est de 8,000 hommes; et celle qu'ils ont aux environs de Boston, de 17,000 hommes.
"Col. Cor. N. S.", vol 10, p. 93

1er janvier, Halifax. Copie d'une lettre, apparemment de Mauger, communiquée à Pownall. Affaires de Boston. Les arrangements militaires sont mauvais. Humeur opiniâtre de Legge, à Halifax, et son impopularité. Plaintes nombreuses adressées contre lui. "S'il n'est pas révoqué, on jettera feu et flamme." A moins qu'il ne vienne des secours, et bientôt, la province est perdue. La lettre (écrite sans doute par un conseiller) dénonce vivement la conduite de Legge. 165

1er janvier, Halifax. Adresse de membres du conseil, signée: Jonathan Belcher, Henry Newton, Jonathan Binney, Arthur Gould et John Butler, affirmant leur fidélité et disant avoir formé une association pour défendre et soutenir,

1776. au prix de leurs vies et de leurs fortunes, la personne, la couronne, et la la dignité de Sa Majesté, et s'opposer aux tentatives qui pourront se faire dans le but de détourner les populations de leur devoir. Les signataires se plaignent de la conduite de Legge depuis qu'il est devenu gouverneur; citent des faits, et demandent justice. R 29x30. "B. T. N. S.," vol. 27

2 janvier, Halifax. Pétition des habitants notables de la Nouvelle-Ecosse, demandant la révocation de Legge. R 29

(Duplicatas de ces pièces. "Dartmouth Papers.")

Accusations contre Legge ; ses mauvais traitements, etc. R 30

2 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Envoi de duplicatas des lois, Journaux, etc. "Col. Cor. N. S.," vol. 10, p. 87

2 janvier, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il rappelle ses services, qui devraient lui mériter quelque égard ou attention de la part de Legge; au contraire, Legge ne tient aucun compte de lui. Il y a apparence que ce gouverneur a représenté tous les habitants, jusqu'aux fonctionnaires mêmes, comme peu attachés à Sa Majesté. S'il l'a fait, rien n'est plus faux que son assertion. Legge, par son caractère vindicatif, ses actes d'oppression, sa conduite trop désagréable, a perdu la confiance du public et toute popularité. Les sentiments de désaffection qui peuvent exister remontent à lui, pour une large part. Il (Francklin) est venu à la ville en intention de rendre ses respects au commodore Arbuthnot et au général Massey et d'offrir ses services ; mais étant sans rôle dans l'organisation militaire de la colonie, il ne peut guère être utile. 89

(Lettre datée de 1775 par inadvertance. Les *Dartmouth Papers* en contiennent un duplicata.)

2 janvier, Halifax. Arthur Gould au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il se plaint que Legge, au grand inconvénient des fonctionnaires y ayant droit, refuse d'ordonnancer le paiement de loyer et de "fine money", qui s'est toujours fait jusqu'à présent à chaque quartier. "Dartmouth Papers."

2 janvier, Halifax. Pétition du juge en chef Belcher, demandant permission de prendre sa retraite. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 92

3 janvier, Truro. Représentations et pétition des habitants de Truro contre la loi qui autorise la levée des milices, et celle à l'effet d'imposer une taxe pour leur entretien.

Autre pétition (sans date) à mêmes fins, du comté de Cumberland, laquelle entre dans plus de détails. Au dos "1775."

Autre pétition, d'Onslow, à mêmes fins. Au dos, "30 octobre 1776"; mais cette date paraît inexacte, car Legge avait quitté la Nouvelle-Ecosse au mois de mai. Voir aussi sa lettre du 11 janvier 1776, dans laquelle étaient renfermées des copies de ces pétitions.

"Notes et observations sur l'état de la Nouvelle-Ecosse en l'année 1775; sur les pétitions et remontrances contre la mise à exécution de certaines lois jugées nécessaires par la législature pour mettre la province en pouvoir de se défendre autant que le permettraient les circonstances; et sur les motifs qui ont porté les pétitionnaires à s'opposer à ces lois." L'auteur critique l'adresse de Cumberland, qu'il regarde comme type des autres, et en déduit que les pétitionnaires sympathisent avec les rebelles et méditent de résister à la loi de milice. La pièce n'est ni datée ni signée; l'écriture est celle de Gibbons.

Les quatre documents ci-dessus sont parmi les "Dartmouth Papers".

3 janvier, Saint-James. Arrêté du conseil portant de confirmer les lois à l'effet d'assurer le paiement de sommes dues à la province, et de faire droit à Jonathan Binney. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 225

10 janvier, Halifax. Liste des officiers du "Loyal Regiment of Nova Scotia Volunteers" de Sa Majesté, lesquels ont droit à la ration de garnison. La liste contient les noms des officiers et la date de leurs commissions. "Dartmouth Papers."

1776.
11 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il lui communique des pétitions de Truro, Onslow et Cumberland, qui lui feront bien connaître l'esprit de la population, car le sentiment qu'elles marquent est général. Rien que la plus grande vigilance pourra empêcher les gens de se joindre à l'ennemi en cas d'invasion. Cette disposition, il y a lieu de le croire, est entretenue par des mécontents. Grâce à l'arrivée des troupes, il n'aura pas à convoquer la milice, qui n'eût point ajouté, après tout, à la sûreté de la province. L'établissement d'un régiment provincial à la solde de l'Angleterre cause une vive satisfaction; il (Legge) fait de son mieux pour le compléter; néanmoins, il demande toujours l'envoi d'un détachement de 500 hommes, car il s'attend que les rebelles l'attaqueront au printemps, de bonne heure. Il a proposé de mettre garnison dans les forts Annapolis et Cumberland; Howe trouve l'idée bonne, mais voit quelque danger, en ce moment, à diviser les forces. Cependant, si les rebelles prenaient ces forts, ils pourraient ensuite empêcher de passer les vivres que la Nouvelle-Ecosse fournit à l'armée et à la flotte. On l'informe que Binney va s'embarquer pour l'Angleterre, sans lui en donner avis ni le venir voir, et qu'il se charge d'une pétition contre lui (Legge). Ces tentatives secrètes, sourdes, seront sans nul doute accueillies comme elles le méritent. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 97

Incluse. Pétitions d'habitants de Cumberland, d'Onslow et de Truro. (Duplicatas.)

12 janvier, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il apprend le départ des navires de guerre; seule une frégate reste. Pour la protection de l'arsenal maritime et du port, il faut de toute nécessité une force suffisante. Les rebelles ont armé des croiseurs dont la mission est d'intercepter nos transports d'approvisionnements. A la nouvelle que les vaisseaux de guerre sont repartis, ils attaqueront la province, afin de couper les vivres aux troupes royales; ce qui doit être leur but en envahissant le Canada et venant dans la Nouvelle-Ecosse.
"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 112

14 janvier, Sackville. Charles Dixon à Butler. Disposition des esprits dans le comté de Cumberland. Il serait dangereux de confier aux habitants des armes, etc. 156

(Pièce incluse dans la dépêche de Legge, du 15 février.)

16 janvier, Londres. Pétition de James Burrow, demandant que l'agent reçoive mandement de payer la lettre tirée en sa faveur pour ses dépenses en cours de service public. R 26, "B. T. N. S.", vol. 27

21 janvier, Halifax. Legge à Dartmouth (personnelle). Il se plaint de la conduite de certains fonctionnaires du gouvernement à l'occasion de la levée des milices et des faux rapports répandus qui sont cause que le régiment n'a pu être complété. L'arrivée des troupes permet de ne point lever la milice; mais les agissements de ces hommes qui en ont empêché la convocation dans un temps si critique, sont détestables à ses yeux. Animosités personnelles à l'œuvre contre lui, etc. 114

Incluse. Circulaire adressée aux officiers de milice pour démentir les faux rapports. 118

24 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Legge. Comme les lois faites pour assurer le paiement des sommes dans la province et pour faire droit à Jonathan Binney importent au rétablissement de la paix et de l'harmonie dans la province, un arrêté a été pris en conseil, qui en ordonne la sanction. 1

L'arrêté est du 3 janvier. Voir à cette date.

(Copie de la dépêche et de l'arrêté. "Col. Off. N. S.", vol. 1, pp. 224 et 225.)

27 janvier, Cumberland. John Eagleson à Butler. Ce que font les habitants de cet endroit. Leurs résolutions séditieuses; leurs menaces contre ceux qui demeurent fidèles. "Col. Cor. N.S.", vol. 10, p. 154

1776.

(Pièce incluse dans une lettre de Legge, du 15 février.)

7 février, Halifax. "Exposé de la conduite et des actes de Son Excellence le gouverneur Legge relativement au lieutenant Constable, du régiment américain d'infanterie "Royal Fencible." Legge avait retiré l'offre qu'il avait faite à Constable d'une compagnie dans son régiment, à la suite de certaines accusations dirigées contre cet officier. Le document contient un dossier d'enquête, une correspondance, etc. "Dartmouth Papers."

13 février, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il contredit les accusations de "disloyalty" suscitées contre Butler, membre du conseil. "Col. Cor. N.S.", vol. 10, p. 128

Incluses. Délibérations du conseil à l'occasion de l'examen des accusations portées contre Butler et dont celui-ci est déclaré innocent. 130

Nouvelles preuves fournies par Butler pour démontrer son innocence. 139

14 février, Halifax. Gorham au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Il est contraire à l'intérêt de la province que Francklin devienne lieutenant-gouverneur. Gorham fait valoir ses propres titres à la succession de Legge. 160

15 février, Halifax. Legge au même. Il a déjà communiqué une pétition venue de Cumberland, qui montre combien il faut peu compter sur les habitants. Ceux-ci tiennent des assemblées séditieuses et invitent l'ennemi à envahir la province. Il a signalé leurs actes au conseil, qui est d'avis, comme lui, que le fort à Cumberland devrait être pourvu d'une garnison de 300 hommes. La demande de ce contingent a été faite à Massey. Si Québec a été pris, l'ennemi a eu du même coup une frégate, un sloop de guerre et le brick *Gaspé*. Il (Legge) a écrit à l'amiral afin qu'il pare aux éventualités. Aucune nouvelle de Boston depuis six semaines, probablement parce que les glaces en bloquent le port. Legge demande que les transports qui amèneront des troupes pour Boston passent par Halifax; elles sauveraient peut-être la province, menacée d'une attaque au retour du printemps. 151

Incluses. Lettres de John Eagleson (Cumberland 27 janvier) et de Charles Dixon; (Sackville 14 janvier), l'une et l'autre adressées à Butler. Voir à leurs dates respectives.

Résolution du conseil, du 15 février. Il est nécessaire d'envoyer 300 hommes au fort Cumberland pour protéger le district. 158

24 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Legge. Ses dépêches ont été mises sous les yeux du roi. Sa proposition relative à l'envoi d'un contingent pour compléter le nombre de 1,000 hommes de troupes provinciales qu'il s'était attendu à lever, est contraire à l'idée qui avait fait accepter la mesure. La proposition de nommer major dans le corps provincial le capitaine Stanton (voir à la date du 26 septembre 1775) n'est pas approuvée; Stanton retournera à son régiment. Sur des représentations qui ont été reçues touchant la situation des affaires publiques, sa seigneurie mande à Legge de venir en Angleterre fournir les informations nécessaires afin que Sa Majesté prenne les décisions convenables pour assurer la paix et la sécurité d'une colonie si importante. En son absence, le gouvernement sera dévolu à Arbuthnot, la commission de Francklin étant révoquée, 121

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 228.)

24 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Arbuthnot. Il lui adresse sa commission de lieutenant-gouverneur. Importance de la charge qui lui est confiée. Réduire l'effectif du corps provincial proposé à 500 hommes. Ce corps, avec le détachement de troupes de marine envoyé de Boston, en remplacement du 27e, devra assurer la sécurité de la province, surtout après l'échec que les rebelles ont reçu à Québec. Permission donnée aux habitants d'Halifax d'extraire de la houille au Cap-Breton, sous certaines restrictions destinées à prévenir l'abus. Suivant l'avis de Legge, il sera

1776.

expédié du numéraire pour le paiement des allocations aux fonctionnaires. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 124

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 231.)

27 février, Plantations Office. Cumberland à Legge. Il a voulu remettre à Meyrick (agent de Legge) son salaire; mais comme il (Legge) est attendu très prochainement en Angleterre, Meyrick pense qu'il vaut mieux retenir l'argent jusqu'à son arrivée. "Dartmouth Papers"

27 février, Whitehall. Les Lords du commerce au même. Transmission de copie des plaintes contre lui; il devra répondre. Les plaignants auront accès aux pièces nécessaires; les parties se communiqueront les plaintes, preuves, etc.; une copie du tout sera adressée à leur seigneuries. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 461

(Vois aussi les "Dartmouth Papers," qui contiennent une lettre de Cumberland à Dartmouth, portant envoi de la lettre des lords du commerce. Pour les accusations voir ci-dessus au 1er et au 2 janvier.)

27 février, Whitehall. Knox à Legge. Il faut faire immédiatement une enquête sur les causes du malaise et du mécontentement que l'on dit régner dans la Nouvelle-Ecosse. Les lettres de Germain et des lords du commerce lui diront ce qu'on attend de lui. Il apprendra avec plaisir que le gouvernement en son absence n'est pas aux mains d'un adversaire ou d'un allié de ceux qui cherchent à lui créer des embarras. Il (Knox) le remercie de son attention pour Ellis.

27 février, Adelphi. Burrow au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Son frère étant disposé à lui résigner son emploi de receveur des douanes, il (Burrow) sollicite l'influence de sa seigneurie pour obtenir que lord North y consente.

(La lettre est datée du "mardi" le 28, à midi, mais est mentionnée dans une lettre à Legge, datée du 28 février, qui était un mercredi.)

28 février, Londres. Burrow à Legge. Peu après la réception de ses dépêches (Legge), sont arrivés Binney et Tonge avec toute une charge de plaintes, pétitions, etc.; et ils ont mis en branle autant de machines qu'ils ont pu pour en tirer parti. Ses efforts afin de déjouer leur dessein. Il a présenté aux lords du commerce ses lettres (Legge) et celle de Morris; par là, et Dartmouth aidant, les lords du commerce ont été amenés à prendre une décision qui n'est pas, il le craint, la conclusion à laquelle on aurait pu s'attendre. Le plan adopté est de le faire revenir (Legge) pour qu'il expose l'état de la colonie au roi; cela n'a rien d'insolite; de plus, en cas pareil, le traitement continue à se toucher intégralement; ce qui n'a pas lieu en cas de congé demandé. A son arrivée (Legge), les lords du commerce soumettront à une enquête toutes les plaintes reçues. Pièces qu'il devra être en mesure de produire pour expliquer la situation des affaires. Les enquêteurs veilleront à ce que leurs opérations ne portent aucune atteinte à son caractère. La destitution du chef de la faction a déconcerté les adversaires; Arbuthnot sera lieutenant-gouverneur. Nul doute qu'il (Legge) ne s'en retourne, s'il le veut, au mois d'octobre, assuré de jouir toujours de l'estime publique. Les plaintes ont été ourdies fort habilement, et telles personnes subissant l'influence des meneurs ont été induites à écrire des choses fâcheuses, qui ont répandu des préventions peu faciles à détruire; préventions qu'a partagées même Germain, successeur de Dartmouth. Germain a depuis changé de sentiment; mais s'il arrivait malheur à la province, et que les plaintes n'eussent pas été écoutées, sa position (Legge) serait bien difficile. Il (Burrow) ne doute pas que tout ne s'éclaircisse et que les auteurs des plaintes ne soient démasqués; ensuite prospérité de la province, où actuellement il ne fait guère bon gouverner ni même vivre. Au cas où il (Legge) préférerait ne point retourner à la Nouvelle-Ecosse, après s'être pleinement justifié, il recevra des marques de l'approbation du roi dans l'armée. Cumberland déclare être son ami, et n'a point voulu remettre la pétition

1776

des cinq conseillers. Monk ne peut trop en dire sur le compte de Belcher. Binney et Tonge jouent de ridicules personnages devant le "Board"; ils n'auront aucun appui du secrétaire d'Etat, ni du premier lord de la trésorerie. Quant au "vaillant colonel" (Tonge), le voilà en courses du côté du "Board of Ordnance," pour obtenir d'être nommé ingénieur et chargé de fortifier Cumberland. Quels papiers il faut apporter en Angleterre. Avertir Monk de moins écrire; Richard Cumberland insinue que Monk n'est pas son ami (Legge). Ses propres arrangements; il désire que sa femme, en ce moment dans la Nouvelle-Ecosse, vienne le rejoindre à Londres.

Inclus un tableau (sans date) des émoluments du gouverneur.

— février, Londres. Burrow à Dartmouth. Il apprend que Tonge, bien accueilli par le "Board" de l'artillerie, va être envoyé dans le comté de Cumberland, où Francklin est influent et dont les habitants ont été les premiers à résister à la loi de milice. Tonge est un piètre personnage. Impuissance de Binney à établir les accusations contre Legge devant le "Board of Trade."

2 mars, Londres. Burrow à Dartmouth. Il cherche à découvrir l'auteur d'une lettre anonyme, et croit qu'elle a été écrite par Butler et portée à l'imprimeur par quelqu'un qui était déguisé. Il passera chez sa seigneurie lundi avec son frère pour l'entretenir de l'offre de celui-ci de se démettre en sa faveur (Burrow) de l'emploi qu'il occupe.

(Pièce portant pour toute date ce mot "Samedi." Voir la lettre de Burrow, du 27 février, qui permet d'établir le quantième par conjecture.)

4 mars, Londres. Burrow à Dartmouth. Il apprend que Legge va être appelé à Londres pour répondre aux plaintes faites contre lui. Espère que Binney et Tonge, qui demandent une récompense, ne seront pas écoutés.

7 mars, Cornwallis. Chipman à Henry Denny Denson. Il lui envoie sous ce pli des affidavits du capitaine Ferrel et des lieutenants Green et Pineo, concernant les menaces de Samuel Willoughly de ne pas continuer le recrutement pour le régiment de Legge.

(Les affidavits, datés aussi du 7, accompagnent le billet.)

8 mars, Halifax. Communication du gouverneur au conseil. Le lieutenant-gouverneur l'informe que 300 hommes, dans les townships de Windsor, Newport, Falmouth, Horton et Cornwallis, et 200 dans Cobequid et Cumberland, sont prêts à s'enrôler pour la défense de la province. Il (Legge) demande l'avis du conseil. Celui-ci se prononçe pour l'enrôlement.

8 mars, Londres. Burrow à Legge. Il lui a écrit le 27 (la lettre dont s'agit est du 28 février); et le renvoie à ses dépêches publiques et privées. Dartmouth veut que l'affaire soit examinée à fond. Germain a changé de sentiment sur le compte des gens. Il est venu une lettre anonyme, pleine d'invectives, du distillateur évidemment. Il (Burrow) croit avoir effacé tout l'effet qu'elle a pu produire. Son espoir de succéder à son frère. Mme Burrow s'en revient sans doute. P. S., 9 mars. Succès du gouvernement; faiblesse de l'opposition. Troupes étrangères, au nombre de 22,000 hommes, engagées pour servir en Amérique; flotte de 70 voiles sous le commandement de Howe. Il espère (Burrow) que cette année verra finir la guerre. Bruit que Carleton est rappelé et que Burgoyne le remplace. Autres nouvelles militaires, etc.

(Les pièces ci-dessus, depuis le 27 février jusqu'au 8 mars inclus, sont dans les "Dartmouth Papers.")

18 mars, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Dartmouth). Comme les ennemis voudront probablement tenter de réduire la province à l'entrée du printemps, il hâte le plus qu'il peut le recrutement pour le corps qu'il est autorisé à lever. Environ 100 Acadiens se sont enrôlés, et, d'après les rapports reçus, le nombre total des engagements est d'environ 400 jusqu'ici. Ci-inclus une proposition du lieutenant-gouverneur de lever 500 miliciens

1776.

dans Cumberland ; ce qui détournera peut-être beaucoup de gens désaffectionnés de se joindre aux rebelles. Comment ces derniers empêchent des familles de la Nouvelle-Angleterre de passer en la Nouvelle-Écosse ; plusieurs d'entre elles se voient ruinées par là. Howe mande que 200 familles quitteront dans peu Boston, dont une partie sans ressources ; ce sera une malheureuse immigration pour la province, à cause du manque d'approvisionnements ; il espère que ceux qu'il a demandés lui seront expédiés. Résumé des informations déjà fournies sur la situation des affaires à Cumberland. Massey enfin a consenti à détacher un capitaine avec cinquante hommes pour la défense de la place.
" Col. Cor. N.S.", vol. 10, p. 169

Incluses. Délibération prise par le conseil le 18 mars à propos de l'offre faite par Francklin de lever 500 hommes pour la défense de la province. 175

Lettre de Francklin à Legge, du 3 mars, concernant la levée du corps proposé. 177

Formule d'engagement des hommes. 180

Délibération du conseil, du 3 mars, portant approbation des mesures prises par Francklin en vue de la levée. 182

20 mars, Londres. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Jackson). Les lois passées en novembre 1775 ne soulèvent pas d'objections importantes, au point de vue du droit. R 32, " B. T. N. S.," vol. 27

21 mars, Londres. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Jackson), accompagnée de remarques, sur certains projets de lois soumis à son examen, où il relève des obscurités, etc. R 31

Cette pièce est suivie des bills autorisant l'émission de lettres de crédit jusqu'à concurrence de £20,000 ; pourvoyant à l'examen des comptes publics ; réglant les élections à l'assemblée et établissant une taxe sur les biens meubles et immeubles. Indépendamment des observations contenues dans l'avis, il y en a d'autres annexées à cette pièce, sous la même marque R 31.

10 avril, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Germain). Il a été informé de la nomination de sa seigneurie. Arrivée de 50 transports avec des habitants de Boston, restés fidèles à Sa Majesté. Il exécutera les instructions au sujet de la subsistance de ceux qui manqueront du nécessaire. Arrivée sur des transports de troupes de Boston, par elles évacué le 17 mars ; les navires chargés des approvisionnements ayant été repoussés jusqu'aux Indes-Occidentales par les tempêtes. Mesures prises pour avoir les vivres et prévenir les extorsions. Il (Legge) espère que les démarches en vue de ramener l'accord vont aboutir heureusement. Ses tentatives pour lever des hommes ont été contrariées par la permission de recrutement donnée à d'autres régiments. " Col. Cor. N. S.," vol. 6, p. 184

11 avril, Halifax. Procès-verbal d'une enquête tenue dans le " Loyal Regiment of Nova Scotia Volunteers " à propos d'une altercation entre deux de ses officiers pendant l'appel de compagnie. " Dartmouth Papers."

16 avril, Halifax. Legge au Secrétaire d'Etat (Germain). Mort du juge en chef Belcher ; Morris nommé par intérim. Qu'il est important de faire un bon choix.
" Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 187

26 avril, Halifax. Arbuthnot au même. Reçu sa commission de lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il informera les habitants d'Halifax qu'ils peuvent tirer de la houille du Cap-Breton. Le régiment promis par Legge n'a encore que 60 hommes ; il (Arbuthnot) tâchera de le compléter, mais le succès est douteux. Il ne saurait dire positivement quelle force est nécessaire pour défendre la province. A Halifax il faut avoir au moins 2,000 hommes, à cause des détachements à envoyer au fort Cumberland, à Annapolis, et quelques soldats aussi à Windsor. Il croit que 500 hommes suffiraient sur les frontières. 189

1776.
30 avril, Halifax. Le même au même. Lettre de remerciement au sujet de sa nomination. Page 193

1er mai, Halifax. Le même à Pownall. Il a donné avis de sa nomination au poste de lieutenant-gouverneur à Francklin, dont il transmet une réponse justificative. 195

Incluse. Lettre de Francklin à Arbuthnot, en date de Windsor, 25 avril, où Francklin complimente ce dernier et promet de contribuer autant qu'il sera en lui au succès heureux de son administration. 197

4 mai, Halifax. Francklin à Pownall. Il le remercie de sa bonne lettre, qui a eu l'effet d'un baume sur certaine blessure causée par un espoir déçu après de si longs et fidèles services. Legge, sous le rapport de la capacité, du caractère, des dispositions, n'est guère propre à être gouverneur. Par l'ordre des lords du commerce, il a dû répondre à neuf interrogatoires sous serment; ce qu'il a fait en appuyant le moins possible, parce qu'il ne voulait rien ajouter à tout ce qui déjà pesait sur lui. Combien il importe d'assurer la sécurité de la Nouvelle-Ecosse. Puisqu'on allait le surpendre (Francklin), il convenait de nommer Arbuthnot, qui est capable et jouit d'une véritable influence; aussi veut-il l'aider, ainsi que Massey, de tout son pouvoir. Son succès dans la levée d'une milice volontaire. Il remercie Germain de sa bienveillante intention de l'indemniser; et s'en remet à lui (Pownall) de la somme. Il espère que le ministre ne le trouvera pas déraisonnable de demander £500 de traitement permanent : £300 au titre de lieutenant-gouverneur et £200 à celui de surintendant des affaires indiennes, avec résidence à Cumberland; et la paie ordinaire, comme colonel du régiment de milice volontaire, jusqu'à sa réintégration dans le poste de lieutenant-gouverneur, à dater de laquelle lui serait assuré le traitement de £300 attaché à la charge. Influence considérable qu'il possède dans le comté de Cumberland et parmi les sauvages, trop négligés durant l'administration de Legge; ils pourraient être très utiles aujourd'hui si l'on eût fait plus d'attention à eux.
"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 198

6 mai, Halifax. Distribution de subsistances à la commission et à l'état-major du "Loyal Regiment of Nova Scotia Volunteers." Les noms et les rations des officiers sont indiqués en détail, ainsi que le montant des lettres de change souscrites.

Distribution de 60 jours de vivres aux mêmes.

Il y a deux comptes, l'un du 24 avril, l'autre du 14 juin, tous deux datés du 6 mai.

10 mai, Halifax. Dépense extraordinaire. "Dartmouth Papers."

Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui adresse le duplicata de la lettre du 30 avril. "Col. Cor. N.S.", vol, 10, p. 216

10 mai, Halifax. (Le duplicata est précédé de quelques mots d'introduction. L'original a été mentionné à sa date.)

Legge aux Lords du commerce. Envoi de copies authentiques de dépositions, etc. R 34, "B. T. N. S.", vol. 27

12 mai, Halifax. Arbuthnot aux mêmes. Il demande copie de la commission de Legge, celui-ci n'en ayant pas laissé. R 33

24 mai, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Germain). Difficultés qui se produisent par rapport à la levée, depuis la décision prise de la limiter au nombre de 500 hommes. Il attend des instructions, et envoie la situation du régiment. "Col. Cor. N.S.", vol. 10, p. 208

Incluses. Feuille de situation du régiment provincial de volontaires, 13 mai. 211

24 mai, Whitehall. Extrait du compte courant de l'année. 212

Knox au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui transmet le budget voté pour 1776. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 235

Affectations budgétaires. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 459

1776.
1er juin, Halifax. Binney à Legge. Il est reconnaissant des faveurs reçues. Propos sur le compte d'officiers, etc. Que la reine Anne avait assisté tous les jours au procès du Dr Sacheverell. (Ceci évidemment tendait à justifier Legge du reproche de s'être rendu à un procès et d'avoir influencé par là le tribunal.) "Dartmouth Papers."

3 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Legge. Ils lui envoient des observations sur quatre bills : (1) le bill concernant l'émission de £20,000 de lettres de crédit ; (2) le bill qui pourvoit à l'examen, etc., des comptes publics ; (3) celui qui règle l'élection des membres de l'assemblée. Ces trois premiers bills demandent certaines modifications. A l'égard du 4e, qui autorise une taxe sur les biens meubles et immeubles pour payer les dettes du gouvernement, il ne soulève aucune objection.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 466

5 juin, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il exprime sa joie à propos de la dispersion des rebelles qui étaient devant Québec. Cela met la Nouvelle-Ecosse en sûreté. "Col. Cor. N. S.," vol. 10, p. 213

6 juin, Halifax. Le même au même. Howe l'a déchargé du soin de former le régiment de volontaires, et c'est lui, sans doute, qui fournira désormais les renseignements sur ce corps à sa seigneurie. 215

11 juin, Plantation Office. Cumberland à Knox. Difficulté que l'on aurait à obtenir des pièces justificatives convenables si l'on envoyait du numéraire pour payer les fonctionnaires civils dans la Nouvelle-Ecosse. 204

11 juin, Whitehall. Knox à Arbuthnot. Il lui adresse un rapport de Cumberland sur les difficultés qu'occasionnerait l'envoi de numéraire pour payer les fonctionnaires civils à Halifax. Selon la conclusion du rapport, il faut continuer à tirer des lettres comme par le passé, car on n'enverra pas de numéraire. 206
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 235.)

14 juin, Halifax. Plusieurs officiers des volontaires au Secrétaire d'Etat (Germain). Ils lui adressent une pétition au sujet des difficultés décourageantes qu'ils éprouvent comme officiers du régiment, et le prie de la présenter au roi.
"Col. Cor. N. S.," vol. 10, p. 271
272
Incluse. La pétition.

18 juin, Halifax. Adresse de l'Assemblée. Elle déplore l'extension dans les colonies américaines d'une résistance criminelle, et déclare que les habitants de la Nouvelle-Ecosse sont prêts, au prix de leurs vies et de leurs fortunes, à défendre la cause de Sa Majesté et de la famille royale, et à maintenir l'autorité attribuée au gouvernement par la constitution.
R 36, "B. T. N. S.," vol. 27

20 juin, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). L'assemblée a voté une loi qui impose un droit *ad valorem* de 8 p. 100, sur toutes les denrées provenant de pays autres que ceux britanniques, à l'exception du sel gris. "Col. Cor. N. S.," vol. 10, p. 227
228
Incluse. La loi mentionnée.
(Cette loi est dans la collection imprimée.)

22 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Arbuthnot. Ils lui ont adressé la copie demandée de la commission de Legge. "B. T. N. S.," vol. 38, p. 474

27 juin, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Départ de Howe avec son armée. Les femmes et les enfants des soldats ont été embarqués avec les invalides, ainsi que des familles d'Yorkshire, dont l'insuccès aura peut-être par lui-même l'effet d'en détourner d'autres de quitter l'Angleterre. Il soulagera, tout en serrant le plus possible la dépense, les misères du nombre considérable de femmes et d'enfants que l'armée laisse derrière elle. Navires forcés de sortir du port de Nantucket, les rebelles ayant dressé des batteries sur les hauteurs. Il (Massey) s'entend fort bien avec Arbuthnot. Il met sous ce pli une liste des refugiés de Boston.
"Col. Cor. N. S.," vol. 10, p. 233

1776.

Incluses. Liste des émigrés d'Yorkshire embarqués sur le transport *Minerva.* Page 236

Liste des réfugiés de Boston à renvoyer en Angleterre. 237

Sans date. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui transmet des adresses contenant protestation de fidélité; compte congédier l'assemblée d'ici à dix jours, et ira ensuite visiter les ports de la province. 225

(Il est dit dans une note que ces adresses ne furent pas reçues.)

Au dos de la pièce: "Copie d'un papier présenté aux lords commissaires du commerce et des plantations par Jonathan Binney esquire." Accusations contre Legge. A côté, dans une colonne parallèle, sont des assertions à l'appui.

"Réponse de Francis Legge esquire, gouverneur de la province de la Nouvelle-Ecosse, aux pétitions présentées contre lui à Sa Majesté."

(Partie du dossier de l'enquête devant les lords du commerce. Il y a deux copies de la "Réponse," sans date l'une et l'autre.)

"Le "Cas" des fonctionnaires de la Nouvelle-Ecosse accusés de péculat, notamment de Jonatham Binney esquire, déduit et examiné d'une manière impartiale et juste, ou exposé contenant la défense du gouverneur Legge contre les imputations qui ont attaqué sa conduite à ce sujet."

(Les trois documents ci-dessus sont dans les "Dartmouth Papers.")

5 juillet, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Bonnes nouvelles de Québec. Les Hessois s'apprêtent à partir au premier vent favorable. Avis expédié par Gorham, lequel commande 200 hommes au fort Cumberland, que les sauvages de la rivière Saint-Jean, avec 1,700 rebelles, sont à trois journées de marche de son poste. Il (Massey) doute que la chose soit exacte; néanmoins il a envoyé à Windsor un secours, avec ordre de se tenir prêt à s'embarquer, en cas que la nouvelle se confirme. Lundi, le 8, s'embarqueront les "Light Dragoons." Il activera les envois dans la mesure du possible. Les Hessois manquent d'argent et de viande. Il a fait porter au major général Stern un quartier de bœuf, qui a été reçu avec gratitude. Les troupes se montrent impatientes d'être utiles.

"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 256

Incluse. Copie d'une lettre de Cramahé, Québec, racontant la défaite des rebelles, les mouvements de la force navale, etc.

"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 259

8 juillet, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il a rendu compte aux lords du commerce des travaux de l'assemblée générale, dont la session s'est terminée le 29 juin; l'assemblée a témoigné la plus parfaite disposition à se conformer aux lois et à son devoir envers Sa Majesté. La population est fidèle, et plus particulièrement les habitants du co nté du Roi, de Windsor et de ses environs; quoique quatre individus "désaffectionnés" de Cumberland, aient été porter au congrès continental une liste de 600 personnes prêtes, suivant eux, à se joindre aux rebelles; ces mêmes individus sont revenus avec instruction de chercher à suborner les sauvages, et il (Arbuthnot) offre vingt guinées de récompense pour chacun d'eux qui sera pris. Les sauvages n'ont rien fait d'autre que de se montrer insolents, intercepter le commerce sur la rivière Saint-Jean et enlever quelques animaux. Services utiles rendus par Massey. La cavalerie légère s'embarque en ce moment. Il (Arbuthnot) se propose d'aller à Windsor remercier les habitants de leur empressement à s'enrôler, puis de se rendre à Cornwallis. Deux compagnies vont être envoyées à Cobéquid censément pour en connaître les passes. Lui-même s'y transportera pour constater l'état du township, sur lequel il a des informations fort diverses. Depuis le succès de Carleton, il n'est plus en crainte des rebelles ni des sauvages. Mouvements de la flotte et des transports de troupes. 262

1776.
9 juillet, Halifax. La même au même. Prorogation de l'assemblée générale le 29 juin. Envoi de la liste des lois adoptées. Page 267
Incluse. Liste des lois. 268

19 juillet, Watertown. Copie du traité entre le Massachusetts et les sauvages. Pièce incluse dans une lettre de Hughes à Germain du 16 janvier 1779. Voir à cette date.

20 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Arbuthnot. Le roi l'approuve (Arbuthnot) d'attacher autant d'importance à sa charge, et a confiance qu'il réussira à unir tous les habitants pour la défense de la province. Attention qui sera apportée au choix du successeur du feu juge en chef. Vu la disposition des recrues faites par Howe, il (Germain) n'a pas d'autre instruction à donner que celle de veiller à l'exécution des ordres de cet officier. Précautions qu'il faut prendre pour empêcher toute contrebande avec la Nouvelle-Angleterre. Un navire appartenant à Malachy Salters est en chargement dans la Tamise pour Halifax. Avoir l'œil sur lui et sur d'autres aussi. L'affaire de Legge est venue devant les lords du commerce; mais jusqu'à présent, point de rapport.
"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 269

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 236.)

24 juin, Londres. Legge au Secrétaire d'Etat (Germain). Lettre renfermant des papiers relatifs aux plaintes faites contre lui, qui sont examinées par les lords du commerce. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 231

25 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Rapport sur les accusations contre Legge, ramenées à quatre points principaux. La conclusion est que Legge a manqué de ces dispositions accueillantes, de cet esprit de conciliation que demandaient les conjonctures du temps; qu'ainsi, sur la fin, ses intentions, fort droites, sont restées inutiles; qu'à la vérité rien dans les plaintes n'a pris une gravité capable de lui faire perdre la faveur royale; mais que, cependant, ils (les lords du commerce) ne pensent pas qu'il soit opportun, du moins à l'heure actuelle, de l'autoriser à retourner en la Nouvelle-Ecosse. 239
Incluse. Adresse du conseil de la Nouvelle-Ecosse, qui, en son nom et au nom de l'assemblée, remercie Sa Majesté d'avoir retiré Legge du gouvernement de la province. 253
(Copie du rapport. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 475; et "Dartmouth Papers".)

Sans date. Pétition de Legge à la Trésorerie, pour le remboursement de ses dépenses comme gouverneur: frais de voyage jusqu'à Londres et de séjour dans cette ville, où il est venu sur des instructions; les dépenses se montent à £1,550. "Dartmouth Papers."

15 août, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il rend compte de sa tournée dans la province et des bons effets qu'elle a produits. Certains "settlements" n'avaient encore jamais été visités par un gouverneur ou un fonctionnaire du gouvernement; ce qui avait eu des résultats regrettables. Mode le plus convenable pour faire des levées destinées à la défense du pays. Insuffisances du "Loyal Nova Scotia regiment," tant en hommes qu'en officiers; le nombre des enrôlements effectués n'étant pas même en rapport avec ce qu'ils ont coûté.
"Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 279

19 août, Halifax. Le même au même. Envoi des Journaux, lois et procès-verbaux. 294

20 août, Halifax. Massey au même. Nouvelles reçues de Gorham, qui est au fort Cumberland. Ci-incluse une lettre de Baker. S'il la pouvait croire véritable en tout, il aurait bien sujet de s'alarmer; mais il ne saurait se persuader que les rebelles voudraient tenter d'envahir la province, quand Howe est en marche avec une armée si considérable. Exactitude de la nouvelle apportée par Mme Livius en se rendant à Québec. Arbuthnot

1776.

offre, si un détachement de deux compagnies lui est donné, de se mettre à la tête de la milice pour protéger la province. Il (Massey) soupçonne que le dessein des rebelles est de tuer ou enlever les bestiaux ; les postes avancés ont eu ordre de faire bonne garde. Page 295

Incluse. Lettre de Baker au capitaine Barron. Les troupes de la Nouvelle-Angleterre ont achevé la route de la rivière Saint-Jean à Chipotee (Chipody), où sont 800 sauvages, prêts à se joindre à elles, pour aller abattre le fort Cumberland ; prendre, à Halifax, l'arsenal de marine, etc. 297

28 août, Whitehall. Knox à Arbuthnot. Germain, qui apprend à l'instant l'occasion qui se présente d'écrire, mais n'a pas le temps de le faire, le charge de lui mander que les dépêches reçues ont été mises sous les yeux du roi. Monk, précédemment solliciteur général de la Nouvelle-Ecosse, est nommé procureur général de la province de Québec. Legge recommande Gibbons pour successeur de Monk ; mais on veut avoir son avis (Arbuthnot) avant de faire la nomination. 277

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 239.)

5 septembre, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Le bruit que les rebelles s'approchaient du fort Cumberland n'était rien autre chose qu'une fausse alarme. Impossible d'exécuter des travaux défensifs au fort Sackville, sans une dépense très considérable. Il en a rappelé la garde d'officier et n'y laisse qu'un sergent avec douze hommes. Ci-inclus un état des travaux en cours à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 298

Etat des travaux en cours pour la protection de l'arsenal maritime et de la ville. 299

5 septembre, Salisbury. Street. Burrow à Dartmouth. Vu l'"abdication" des fonctionnaires de la douane à la Nouvelle-Ecosse, il le prie de le recommander pour un emploi dans cette province, si la proposition de son frère, qui offre de se démettre en sa faveur, ne peut pas être accueillie. Monk a été nommé procureur général à Québec pour faire place, peut-être, à Brenton en la même fonction, dans la Nouvelle-Ecosse. "Dartmouth Papers."

1er octobre, Londres. Legge au Secrétaire d'Etat (Germain). Il critique le rapport sur les accusations faites contre lui, lequel, à ses yeux, porte atteinte à son honneur. La lettre est longue, et parle des témoins, de la nature des preuves, et des conclusions du rapport. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 283

3 octobre, Halifax. Arbuthnot aux Lords du commerce. Il a reçu les observations sur quatre bills et la copie de la commission. R 37, "B. T. N. S.", vol. 27

Trois bills suivent, (R 39*a*, 39*b* et 39*c*) qui sont des duplicatas de ceux contenus dans la pièce R 31, du 21 mars 1776.

3 octobre, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il fera de son mieux pour empêcher que les colonies rebelles n'entretiennent des intelligences dans cette province. Il n'est pas venu récemment de navire de Londres avec de la marchandise ; tous les navires marchands seront surveillés de près. Reçu le détail des crédits affectés à l'administration civile ; il continuera à tirer sur l'agent selon l'usage établi. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 303

6 octobre, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). La côte est infestée de corsaires et autres pirates. Il a envoyé, sur la demande d'Arbuthnot, un détachement pour protéger le littoral de l'est, sans en avoir eu l'ordre de Howe ; et se croit en état de résister à toute attaque avec les troupes qui lui restent. Il a prévenu ceux qui seraient enclins à aider les rebelles, qu'il en usera autrement avec eux qu'on ne l'a fait avec leurs pareils à Boston et à d'autres endroits, étant bien résolu d'étouffer la rébellion en son germe ; il a maintenu de la sorte la tranquillité. Les réfugiés de Boston repartent, effrayés qu'ils sont de la froidure de la saison et de la cherté des vivres. Il prend en pitié ses malheureux subalternes, car le bœuf se vend un shilling la livre et le reste à proportion. Toutes les femmes, tous les enfants de l'armée sont encore à Halifax, presque dénués

1776. de vêtements. Les soldats de la Grande Armée sont heureux que leurs enfants soient aux écoles. Arbuthnot emploie les femmes à l'arsenal de marine à effiler du câble. Page 308

8 octobre, Halifax. Arbuthnot au même. Le succès remporté sur les rebelles le 27 août, a permis à Howe d'expédier des bâtiments de guerre pour empêcher que leurs pirates n'exécutent des entreprises sur la côte. Il (Arbuthnot) a obtenu de Massey un détachement pour Barrington et Liverpool, avec des armes à distribuer aux habitants bien disposés. Il s'excuse d'écrire cette lettre trop à la hâte. 305

18 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Massey. Il avait été alarmé par la nouvelle de desseins d'attaque sur Halifax; mais les rapports de Gorham la démentent catégoriquement. 302

30 octobre, Halifax. John Macdonald, capitaine au "Royal Highland Emigrants", au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui adresse des "Observations sur ce vaste continent, sa relation à la Grande-Bretagne, ses tendances à l'indépendance, la nécessité pressante de prendre les plus énergiques mesures pour les réprimer: avec trois plans différents pour le gouvernement futur de l'Amérique." C'est un document de 44 pages, dont la lettre qui l'accompagne donne un aperçu sommaire. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 67

20 novembre, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Succès de Howe à Kingsbridge. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 330

20 novembre, Halifax. Le même au même. Trois soldats ont tenté de voler des poules dans une ferme; l'un d'eux a tiré sur le fermier et l'a tué. Prorès. Le meurtrier a été exécuté. 343

21 novembre, Halifax. Sir George Collier au même. Opérations faites pour la défense de la Nouvelle-Ecosse, dont la conduite lui a été remise par Arbuthnot, d'après les instructions de Howe. Frégate envoyée pour protéger la pêche à Canso, que troublaient de petits bâtiments armés en course. Le reste de la flotte a été distribué de la manière la plus avantageuse possible (avec l'approbation du lieutenant-gouverneur). Envoi d'un vaisseau de guerre aux rivières Kennebec et Pénobscot et à la baie de Passamaquoddy. Ci-inclus copie des instructions. Envoi du *Vulture* sur l'avis que la communication entre Windsor et le fort Cumberland avait été coupée et le bac pris. Ci-inclus les ordres donnés à son capitaine. Envoi du *Hope* avec des instructions à l'*Albany* et au *Diligent* portant de se rendre au fort Cumberland et d'y jeter autant d'hommes que possible sans trop s'affaiblir. Ordre expédié à Massey d'autoriser les vaisseaux à transporter des troupes dans la baie de Fundy; autre ordre d'avitailler le fort Edward (à Windsor) et le fort Cumberland. Un cartel a été envoyé à Marble Head avec 180 rebelles prisonniers qui doivent être échangés contre le même nombre de sujets fidèles tenus en captivité. Quoique les quelques bandits mal armés qu'il y a aux environs de Cumberland ne soient pas à craindre, il (Collier) est fâché d'apprendre qu'un parti de sauvages est avec eux; ce qu'on aurait pu prévenir en ayant eu un peu d'attention pour les chefs. Compliments de félicitation sur les succès remportés en Canada, à Québec, dus à la sagesse, à la fermeté, à la courageuse énergie de sa seigneurie. 332

Incluses. Ordre au capitaine du *Vulture* d'aller aux rivières Kennebec, Penobscot et à la baie de Passamaquoddy. 336

Id. au même d'aller à la baie de Fundy et jusqu'au Bassin des Mines et à Windsor, à la poursuite d'un sloop de 8 canons, monté par 100 pirates, qui a été piller au Bassin des Mines. 338

Id. au capitaine du *Hope* d'aller à la recherche de l'*Albany* et du *Diligent* pour les envoyer porter du secours au fort Cumberland. 340

Id. aux capitaines et commandants des vaisseaux et bâtiments de Sa Majesté dans la baie de Fundy d'opérer conjointement avec le commandant des troupes de Sa Majesté à Windsor et d'aider au transport des troupes, etc. 342

1776.
21 novembre, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Envoi de duplicatas. Page 345

21 novembre, Halifax. Le même à Knox. Reçu la lettre du 28 août. Ecrit à Germain au sujet de Gibbons. 346

22 novembre, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivée d'un exprès, échappé du fort Cumberland, qui lui a apporté un journal de Gorham. Il (Massey) a prié le gouverneur de promettre une récompense pour l'arrestation des meneurs Eddy, Allen, Rogers et Howe. Détails sur les mesures prises par lui pour secourir le fort Cumberland. Son vif désappointement, en ne trouvant, à son retour de Windsor, que 180 hommes au lieu des 420 qu'il s'attendait d'avoir quand il est parti d'Halifax. L'esprit de rébellion durera dans la province tant que Presbytery n'en aura pas été chassé. Il (Massey) envoie porter cette lettre par Mick, qui a défendu la *Newcastle Jane* contre des pirates. 310

Incluse. Journal de Gorham. 312

Il est adressé au général Massey. En voici la traduction.

4 novembre 1776

"Monsieur, La *Juno*, bâtiment de Sa Majesté, a paru devant l'entrée du havre le 29 d'octobre, et jeté l'ancre ; le sloop qu'elle escortait, lequel apportait des provisions, est venu jusqu'au fort, et s'est mis à décharger aussitôt que possible, et peu après la *Juno* est repartie.

"Comme je trouvais que le détachement stationné à Chipody, quoique petit, était extrêmement utile dans la conjoncture présente, en ce qu'il arrêtait les désertions et empêchait les gens de Machias d'entretenir des relations par leurs rivières avec ce pays-ci, j'envoyai hier sur un bateau des provisions en suffisante quantité pour nourrir un sergent et six hommes pendant une vingtaine de jours, avec ordre de ramener le reste du détachement; me proposant de laisser à ce poste le sergent et les six hommes jusqu'à ce que les gelées commencent, alors que la barque les ramenerait. Mais le caporal et l'équipage sont revenus en toute hâte, qui m'ont rapporté être descendus, à la pointe Chipody, chez M. Pecks, dont la femme ainsi que les enfants les ont informés que des gens de Machias et de l'ouest, avec des sauvages, 150 ou 200 hommes en tout, y étaient venus mardi, le 29, les uns en chaloupes, les autres par terre; avaient embarqué de force son mari, passé à l'autre côté de la rivière et pris prisonniers le capitaine Walker et le détachement, composé d'un sergent, un caporal et dix soldats de mon régiment; qu'ils ont continué leur chemin, avec son mari, dans des embarcations, remontant la rivière Petitcodiac et prenant par la Memramcook, en intention de se rendre à la rivière Cocken (Cocagne) pour y rassembler les sauvages, pendant que d'autres s'en allaient prendre possession du passage de l'île aux Perdrix; enfin que Rogers, Eddy et Howe conduisaient et commandaient le parti. Un M. Shelton et Farrell, patron de la barque, confirment ce récit, et disent que, d'après les traces des pieds sur la vase, il doit y avoir près de deux cents hommes, et qu'une bonne partie est venue par terre, car ils ne paraissent pas avoir plus de trois grosses chaloupes.

"Mardi, le 5. Envoyé le matin Dobson soldat, sous un déguisement, à la découverte à Memramcook, et James Darthwait, habitant, jusque chez le major Barron, sur la rivière Hebert, à la découverte aussi. Fait des préparatifs pour dépêcher un exprès à Windsor.

"Mercredi, le 6, une petite goélette de commerce, venant d'Annapolis-Royal, mouilla à la rivière Aulac ; le patron, son rapport fait, retourna à bord pour amener son bâtiment dans la petite rivière, à Cumberland, où le sloop de ravitaillement déchargeait des vivres pour la garnison. Le soir, Johnson, un soldat, vint me dire qu'un homme de Westwick, qu'il avait déjà vu une fois lorsqu'il était à Machias, lui avait offert trois demi-joanèses pour savoir quand lui et un autre seraient sentinelles, l'un proche de l'autre, et le gagner à laisser pénétrer un parti de 500 hommes

1776. dans la place; que ces hommes étaient rendus près de Westcock, environ cinq ou six milles de la place, et avaient le dessein de l'attaquer à la nuit, par surprise. Ordonné qu'un piquet commandé par un officier se porterait sur l'éperon, qu'un nombre de sous-officiers et soldats se placerait dans les nouvelles salles du fort et le corps de garde, et que toute la garnison resterait sous les armes; mais les principaux habitants ajoutaient très peu foi à ce rapport. Le capitaine Barron me pressa d'envoyer la chaloupe des corvées vers le haut de la rivière, étant très inquiet sur la sûreté de son père; mais je refusai de la faire partir avec mes lettres avant le retour des deux hommes partis à la découverte, Dobson et Darthwait, lesquels n'étaient pas encore revenus, ce qui commença à nous alarmer un peu.

"Jeudi, le 7. Le capitaine Barron m'a décidé à laisser partir la chaloupe ce matin, au point du jour, avec mes lettres au général; le paquet étant confié à un caporal du régiment, bien au fait des routes qui vont à Halifax. Sur les 7 heures, la brume, épaisse jusque-là, s'est dissipée, et j'ai découvert plusieurs embarcations pleines d'hommes, qui venaient le long de terre, et la goélette marchande sous voiles un peu en avant. Ordonné de battre la générale; détaché le capitaine Grant et 50 hommes pour couvrir le sloop de ravitaillement, qui est à l'embouchure de la petite rivière Cumberland; monté un canon sur le parapet, faute d'embrasure. Tiré une vingtaine de coups, sans effet, les boulets tombant en deçà des embarcations ennemies, et de la goélette, dont elles étaient maîtres à ce moment. Retour du capitaine Grant, qui a confirmé notre soupçon, qu'elles avaient pris aussi le sloop des provisions; l'ennemi n'a pas tardé à en hisser les voiles pour le conduire hors de la portée de nos armes. Ce sloop avait un sergent et douze hommes à bord, la nuit, pour garde; lesquels avaient ordre d'aider au déchargement lorsque la marée était propice. Le capitaine Barron, faisant service d'ingénieur, le Rév. M. Eggleston, un caporal et six soldats de la chaloupe de corvée, quelques hommes de l'équipe de déchargeurs, qui étaient allés à bord ce matin, ont été pris prisonniers, comme le sloop certainement, par surprise, pendant la nuit. Ordre de mener une pièce de neuf sur la digue, pour tirer sur le bâtiment et les embarcations; l'ennemi alors s'est dirigé vers la rivière Laplanche et y est entré. Ce que voyant, j'ai fait ramener au fort le canon. Comme il n'y a que peu ou point d'eau dans le puits de devant, j'ai fait remplir 13 barriques, en cas de nécessité, et acheté des bêtes à cornes pour la garnison, car elle n'a pas eu de lard du sloop, et ne possède que pour quatre mois de farine et de pois; les rebelles ont pris toutes les autres provisions expédiées dans le sloop. Il est venu fort peu d'amis du gouvernement ou de miliciens; un soldat du régiment a déserté hier soir; et on a nouvelle, par des habitants qui ont été par là, que la plupart de ceux de Westcock, Amherst, Jolycœur, etc., se sont joints aux rebelles, qui sont au nombre de 400 ou 500. Le parti qui a enlevé le sloop était de 200 hommes. Qu'ils attendent des renforts de Saint-Jean, Machias, etc., avec des frégates et de l'artillerie. Fait partir le lieutenant Sherman, avec un Mr Shelton et Farrel, d'Halifax et de Cornwallis, en canot d'écorce, pour Windsor; mais leur embarcation s'étant mise à faire eau, ils sont revenus.

"Vendredi, le 8. Réparé et renforcé les remparts. Deux soldats envoyés à la découverte ont été pris par les sauvages. Un soldat est tombé accidentellement du rempart et s'est tué. La chaloupe de l'ingénieur, qui avait eu ordre de se tenir prête, n'a pu sortir ce soir. Alarme dans la nuit; toute la garnison s'est portée aux postes assignés en cas d'alerte, et avec ardeur.

"Samedi, le 9. Reçu une lettre du capitaine Barron ingénieur, disant qu'ils sont traités avec humanité et politesse. Fait préparer la chaloupe

1776.

de l'ingénieur pour ce soir; mais, averti qu'un détachement ennemi approchait de la place, J'ai fait tirer plusieurs coups à mitraille, qui l'ont arrêté et dispersé. Dans la nuit, les ennemis ont mis le feu à la grange de M. Harpur, qui a été réduite en cendre.

"Dimanche, le 10. Ce matin, deux habitants qui demeurent juste sous le fort, sont venus m'informer qu'il y a eu de 6 à 700 hommes en armes à sa maison presque toute la nuit, qui attendaient une occasion favorable pour attaquer; qu'ils se sont approchés, en petits détachements, fort près de la place; mais ils ont trouvé les sentinelles si vigilantes et promptes à tirer sur eux, qu'ils se sont retirés.

"Dit aussi qu'ils voulaient faire sommer le commandant aujourd'hui de rendre la place; que parmi eux paraissaient être tous les Acadiens français du pays et les habitants d'Amherst, de Westcock, de Jolycœur, etc.

"Un petit bâtiment de commerce d'Halifax, qui était dans la baie Verte, a été pris par les Acadiens français de Bloody-Bridge."

26 novembre, Halifax. Denson au Secrétaire d'Etat (Germain). Il se plaint des difficultés qui sont apportées à la levée du régiment de Legge; du manque de subsistances, etc. Sans ces difficultés, il aurait à l'heure actuelle 600 hommes prêts à prouver leur loyalisme. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 16

— novembre, Halifax. Arbuthnot au même. Il avait pu penser, en faisant sa tournée, que la province serait préservée de toute attaque. Les quatre individus mentionnés en sa dépêche du 8 juillet, sont revenus de New-York à la rivière Saint-Jean, où les ont rejoints les habitants, quelques sauvages et des gens de Machias, au nombre d'environ 500; ils ont investi le fort Cumberland; Gorham, qui y commande, avait avec lui 260 *fencibles*; dont une quarantaine ont été enlevés aux avant-postes par les rebelles. Ci-inclus copie de sa lettre (Arbuthnot) à Howe, et d'une lettre qu'il a reçue de Francklin; elles donnent des informations détaillées. Massey a expédié des renforts, qui, joints aux soldats qui sont déjà là et aux mariniers, devraient suffire pour déloger ces bandits. Il y a ici un vaisseau de 40 canons et trois frégates; il a demandé que les marins soient détachés à terre, lesquels, avec les recrues arrivées, composeraient une force capable de défendre Halifax. Il a ordonné des patrouilles de nuit par la ville, en outre des patrouilles militaires; de sorte qu'aucun soin n'est oublié pour la défense. Arrivée de McLean, qui ne peut point se rendre à Québec. Il (Arbuthnot) ne saurait exprimer d'avis sur les qualités de Gibson pour succéder à Monk; mais recommande James Brenton pour l'emploi d'attorney général, en remplacement de Nesbitt, qui, à en juger par l'état de sa santé, ne passera probablement pas l'hiver. Services de Brenton. La multiplicité des services auxquels est employée la force navale empêche qu'elle ne fournisse la protection qu'autrement l'on aurait eue de Howe. La côte est infestée de petits bâtiments exerçant la piraterie, qui entrent dans les ports sans défense et y détruisent les pêcheries et les barques. A acheté un bâtiment armé pour la protection de la côte, et en paiera le prix au moyen d'une lettre tirée sur la trésorerie. Un exprès rapporte que la population à Windsor et aux environs est fidèle, et que Massey envoie de là un secours au fort Cumberland. "Col. Cor. N. S.", vol. 10, p. 316

Incluses. Lettre d'Arbuthnot à Howe, du 11 novembre. Il le félicite sur son succès. Reçu des uniformes pour 1,000 hommes: vert avec des retroussis blancs; culotte et gilet blancs. L'idée de lever 1,000 hommes est abandonnée; on en lèvera 500. Les rebelles ont l'intention d'attaquer la province et ont pratiqué un chemin de Casco à la rivière Saint-Jean. Il (Arbuthnot) a demandé à Collier des navires armés pour la défense des ports; deux y seront employés. Ci-incluse une lettre de Francklin; le possible sera fait. Un post-scriptum mentionne la réception d'une autre lettre de Francklin. "Col. Cor. N.S.", vol. 10, p. 325

1776. Lettre de Francklin à Arbuthnot, de Windsor 15 novembre. Cumberland est investi ; ce qu'il (Francklin) a fait pour obtenir un secours en troupes et en navires. Page 327

Cette lettre contient copie d'une autre lettre du même jour, adressée au commandant de tout vaisseau du roi qui serait à Annapolis, l'informant que le fort Cumberland est investi et lui demandant d'amener son bâtiment au bassin des Mines pour y prendre sous son escorte les transports destinés à secourir la place. 329

(La lettre porte les signatures de Francklin et du major " Batt," lequel signe "Thomas Batt, major et commandant." Voir la note mise à la lettre de Gage du 7 juin 1775. Il n'y avait pas d'officier du nom de Batt dans l'armée régulière, autant du moins que l'on peut s'en assurer en consultant l'Annuaire militaire.)

3 décembre. Documents relatifs à l'attaque sur le fort de Cumberland, du 7 novembre à la date en marge ; pièces incluses dans la lettre de Massey du 4 janvier 1777. Voir à cette date.

20 décembre, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il apprend à l'instant par Gorham que le fort Cumberland est sauf ; la place serait tombée au pouvoir des rebelles sans le secours si promptement expédié de Windsor ; retard de la part des bâtiments. Il (Massey) aurait souhaité que la direction fût demeurée à Arbuthnot. Difficulté qu'a eue Gorham à renforcer le fort, en employant aux travaux ses propres soldats, parce que les habitants n'ont plus donné d'aide depuis juin, étant alliés aux rebelles presque jusqu'au dernier. Récit par Batt de la conduite courageuse des marins et du petit détachement de Gorham (Royal Fencibles) ; mais il (Massey) ne peut concevoir que l'ennemi ait perdu si peu de monde. Il agit entièrement de lui-même, car il n'a pas eu d'ordres de Howe. Le " deputy chaplain " Benach a apporté la nouvelle que tous les habitants de Cobéquid et de Pictou s'étaient joints aux rebelles irlandais presbytériens et avaient envoyé un bâtiment à Saint-Jean chercher du canon ; que les meneurs étaient Eddy, Allen, Howe, Rogers et Rowe (écrit Roe dans la proclamation de Gorham) ; le Dr Cullen, le capitaine Barron et le curé Egleston ont été conduits prisonniers à la Nouvelle-Angleterre. Le Rév. M. Desbrisay est arrivé de l'île Saint-Jean et retenu pour l'empêcher de tomber entre les mains des rebelles à Pictou. Il (Massey) envoie le reste du journal de Gorham et ses dernières lettres. Sur la demande du lieutenant-gouverneur, il a consenti à laisser les deux compagnies légères au fort Cumberland. Si Batt avait exécuté les ordres reçus, le fort serait tranquille ; mais à présent les rebelles vont traverser sur la glace et tenir le poste dans de continuelles alarmes. " Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 113

31 décembre, Halifax. Arbuthnot au même. Délivrance du fort Cumberland. En conséquence de la proclamation de pardon faite par Gorham, plus de 100 personnes ont déposé leurs armes en deux jours. Espérances de succès sur le continent par les opérations de Howe et de Clinton. Capture d'un navire chargé de tabac que l'on allait vendre en France pour, avec le prix de vente, y acheter un bâtiment tout armé et équipé en course. Des prisonniers anglais embarqués sur le navire s'en sont rendus maîtres et l'ont amené à Halifax. Clinton s'est rendu à Providence (Rhode-Island) sans éprouver de résistance ; insuccès dans le Massachusetts de la quatrième levée ; misères de la classe pauvre. Nécessité de soumettre à un *test* le clergé dissident du Massachusetts, si l'on veut s'assurer des sujets fidèles. Les habitants de la Nouvelle-Ecosse, en général, le sont, à part les sectaires, dont on ne sera jamais sûr jusqu'à ce que leur clergé ait été assujéti à quelque contrôle. Il (Arbuthnot) peut gouverner la population, excepté les New-Englanders et les Acadiens, qui sont foncièrement réfractaires. 11 " Dartmouth Papers."

Sans date. Pétition de Binney, qui demande salaire.

1777.
1er janvier, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Envoi des procès-verbaux du conseil, de la liste de ses membres et de l'évaluation des dépenses administratives à prévoir pour l'année courante.
"Col. Cor. N. S.," vol. 11, p. 168

Incluses. Liste des conseillers. "Col. Cor. N. S.," vol. 11, p. 169
Procès-verbaux du conseil exécutif, 12 juillet au 13 août 1776. 170
Estimations pour 1777. 179
(Duplicata de la lettre. R 43, "B. T. N. S.," vol. 27. *Id.* des procès-verbaux. "B. T. N. S.," vol. 42.)

2 janvier, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). La commission de lieutenant-gouverneur lui a été retirée, mais non pour aucune faute de sa part; ses services et ses pertes. "Col. Cor. N. S.," vol. 11, p. 37

4 janvier, Halifax. Massey au même. Gorham a envoyé cinq prisonniers pris les armes à la main. L'un d'eux, nommé Dank, qui s'est dit colonel, était un ancien capitaine de *rangers* ayant vendu son grade; il a succombé à Windsor aux suites d'une blessure faite par une balle morte. Les autres ont été livrés à Arbuthnot, pour être jugés pour rébellion et vol à main armée. Le nombre de gens dans le dernier dénûment qui cherchent un asile. Il a conseillé au capitaine Macdonald, du corps des "Highland Emigrants," d'envoyer son mémoire sur les meilleurs moyens d'assurer le bon ordre dans l'Eglise et l'Etat, parce qu'il peut offrir d'utiles suggestions. (Voir à la date du 30 octobre 1776.) 40

Incluses. Documents reçus de Gorham, savoir :

Extrait d'un journal, contenant ce qui s'est passé au fort Cumberland, situé sur l'isthme de la Nouvelle-Ecosse, durant l'investissement et l'attaque de cette place par les rebelles. 42

(Le journal comprend une partie du temps mentionné dans celui communiqué par Massey le 22 novembre, 1776, mais donne de nouveaux détails et va au 22 décembre.)

"Le 4 novembre, la chaloupe de corvée partit avec des provisions de bouche destinées à un petit détachement posté à Chipody pour arrêter les déserteurs et intercepter toute communication, par la rivière Petitcodiac, entre Machias et cette province. Les hommes à bord, ayant découvert la présence de l'ennemi dans le pays, revinrent aussitôt avec cette nouvelle, qu'ils tenaient des habitants, que le 25 octobre, environ 200 hommes, parmi lesquels près de 50 sauvages, étaient venus par eau de l'ouest, avaient entouré et pris le détachement du régiment et l'avaient emmené à Machias.

"Le reste de cette troupe ennemie s'était divisé en trois partis, dont deux étaient allés couper la communication entre Cumberland et Halifax, et le troisième remontait les rivières Cocagne et Merimick pour rassembler des sauvages et autres gens.

"Le sloop-transport avec nos approvisionnements d'hiver, arrivé dans ce port le 25 octobre sous l'escorte de la *Juno*, qui repartit bientôt après, était venu se mettre dans la rivière Cumberland, près du fort. Garde de nuit établie pour le protéger; envoi d'hommes à la découverte dans la campagne; mais comme ils n'étaient pas rentrés au temps où on avait compté les voir revenir et qu'on recevait des nouvelles diverses de l'ennemi par des gens de la campagne, la garde fut augmentée, et toute la garnison employée à compléter les ouvrages et à mettre les fortifications en aussi bon état que le permirent le temps et les circonstances.

"Le 7, on s'aperçut que l'ennemi, à la faveur d'un brouillard épais et d'une nuit fort obscure, avait surpris et enlevé le sloop des approvisionnements et le détachement placé à bord; et qu'à la pointe du jour, par ruse et autrement, il avait aussi fait prisonniers le capitaine Barron, chargé des fonctions d'ingénieur, le Rév. M. Egleston, chapelain, et une grande partie d'un détachement commandé de corvée pour décharger les

1777. provisions, avant qu'ils eussent découvert que le sloop et la garde étaient tombés en son pouvoir. Détaché aussitôt 50 hommes et fait sortir de la place un canon, pour reprendre le bâtiment, mais il était remis à flot et ne tarda pas à se mettre hors de leur portée en gagnant le haut du havre et entrant dans la rivière Laplanche.

"Le détachement pris à Chipody par les rebelles consistait en un officier subalterne, un sergent et douze soldats; lesquels, avec la garde à bord du sloop aux provisions, les hommes de corvée, ceux envoyés à la découverte, les autres pris par ruse, faisaient 48 des nôtres prisonniers, à savoir: un capitaine, chargé des fonctions d'ingénieur, un lieutenant, un chapelain, trois sergents et quarante-deux soldats. L'envoi d'une petite escorte avec le chirurgien et le sergent payeur, pour aller recevoir de l'argent, des médicaments, etc., du major venu d'Halifax pour la rencontrer, réduisit le régiment à un officier supérieur, deux capitaines, huit subalternes, treize sergents, six tambours et cent quarante-deux soldats. Quinze charpentiers, habitants de la localité, qui avaient été employés aux travaux militaires dans l'été, s'armèrent et se mirent de la garnison; un lieutenant réformé, trois officiers de milice qui étaient juges de paix, et huit ou dix autres habitants, avec leurs familles nombreuses, furent tout ce qui se joignit à nous pour la défense ou la garde du poste. La force entière était donc composée ainsi: le régiment des "Royal Fencible Americans," soit 171 hommes, officiers compris; le contingent de Royal-Artillerie: 1 bombardier et trois canonniers; 15 charpentiers, 1 lieutenant réformé, 3 officiers de milice et 9 habitants; ensemble, environ 200, y compris les malades.

"Nous n'avions eu que pour trois ou quatre mois de farine du sloop de ravitaillement et un peu de pois, les rebelles ayant enlevé tout le reste de l'approvisionnement; il ne restait que pour dix jours de subsistances d'autres sortes dans la place; et l'entrepreneur de la fourniture de combustible n'avait pas pour quinze jours de bois de chauffage. D'où nécessité de prendre possession des bêtes à cornes, porcs et moutons, du sel, des spiritueux, des pommes de terre, du bois à brûler, etc., qu'il y avait à proximité de la place et qui pouvaient être employés à l'usage de la garnison ou servir aux rebelles. Publié un "manifeste" mandant aux habitants de ne fournir à ceux-ci aide ou assistance; d'agir avec les troupes royales pour les repousser et chasser de la province; qu'autrement, quiconque favoriserait les rebelles ou prendrait les armes pour eux encourrait l'exécution militaire immédiate, etc.

"Peu après, il vint par parlementaire une lettre, signée d'un Jonathan Eddy commandant, qui sommait la garnison de se rendre aux colonies unies de l'Amérique du Nord, et demandait une réponse dans les quatre heures; sans quoi l'on était résolu d'attaquer de vive force la place, la garnison devant alors subir toutes les conséquences d'un assaut. Après réponse faite à cette sommation, il se présenta un autre parlementaire apportant une lettre des habitants des établissements, adressée à l'officier commandant du fort et qui était une réponse au manifeste.

"Inventaire et condition de notre artillerie, de nos munitions, de nos ouvrages défensifs, etc.: 3 pièces de neuf livres de balle et 3 pièces de six, tirées du transport; 3 plates-formes achevées; environ 20 barils de poudre et des boulets en proportion; 8 ou 10,000 cartouches de mousquet. Les embrasures et plusieurs parties du parapet étaient inachevées; la face des bastions, courtines, etc., qui avait été si longtemps exposée aux grandes pluies et à la gelée, était inclinée au point qu'on pouvait facilement monter partout sur le mur, lequel était défendu par une ligne de piquets hauts de dix pieds seulement (placés dans un fossé peu profond), que nous avions eu le temps d'établir pendant l'été; le chemin couvert n'était pas palissadé, et le glacis était presque réduit à rien.

1777.

" L'éperon, contenant le magasin, le logement des officiers, la boutique des charpentiers et plusieurs vieux et grands bâtiments, construits et occupés par une partie de l'armée de lord Loudoun, d'Halifax, en l'année 1758, et faits pour recevoir environ 800 hommes, était bordé d'un rang de courtes palissades, que nous avions pu nous procurer dans l'été, plantées à environ trois pieds du glacis, et n'offrant qu'un assez faible obstacle à qui voudrait passer en dedans ou en dehors. Mais notre principale crainte, comme notre plus grand danger, était que l'ennemi ne mît, chose facile, le feu à ces vieilles maisons soit en lançant des bottes de foin ou d'autres matières combustibles par-dessus les piquets trop courts, soit par l'embrasement des maisons situées hors des murs ou contigües au fort, parce que les flammes assurément s'étendraient aux casernes à l'intérieur. Sur l'avis que les rebelles se préparaient à employer ces moyens d'attaque, la poudre fut retirée du magasin et portée à une ancienne casemate dans le fort; les maisons en mauvais état ou en situation dangereuse furent abattues, et des pièces de bois de clôture, longues d'environ quinze pieds, qui étaient auprès du fort, mises en place pour servir de chevaux de frise, de telle manière qu'une de leurs extrémités reposait en contre-bas dans le fossé sur la traverse des courtes palissades, et pointait au-dessus du glacis, ce qui non seulement rendait très dangereux l'accès des ouvrages, mais empêchait qu'on pût jeter par-dessus des matières combustibles; de gros troncs d'arbres furent établis tout autour du parapet; cent bayonnettes sans usage adaptées sur de longs bois de douze pieds, et distribuées, ainsi toutes prêtes, sur les remparts; un mur en traverse construit jusqu'au fort et à la porte de l'éperon; les fenêtres de plusieurs maisons bien situées dans l'éperon, furent barricadées. La caserne, où les soldats avaient été logés durant l'été, dans l'éperon, était devenue à peine habitable, et celles qui se préparaient dans le fort pour l'hiver, ne pouvaient encore recevoir plus de 40 ou 50 hommes. L'habillement du régiment n'était pas arrivé; les bateaux ordinaires de ravitaillement avaient été pris, et la communication avec Halifax était interceptée ou devenue si difficile que la garnison se trouvait dépourvue de presque tout le nécessaire en fait de vêtements, après avoir été logée, tout l'été, dans des baraques mal closes, dont le toit laissait passer la pluie. La garnison entière, depuis son arrivée à ce poste, avait été journellement employée aux travaux du roi, corvées ou gardes, et les gens du dehors cherchant toujours, par des offres de fortes paies et de récompenses, à entraîner les hommes au service des rebelles. On aurait pu s'attendre à des murmures, à des désertions, etc. Cependant, dans des circonstances si malheureuses, encore qu'il y ait eu des désertions en trop grand nombre, ces désertions n'ont pas été aussi fréquentes que l'on aurait pu s'y attendre, en cas pareil, dans un corps nouvellement levé. Point de troupes plus disposées à l'obéissance, plus vigilantes à leurs postes, plus actives dans les alertes d'incendie. C'est pourquoi il a paru nécessaire de donner à tout le régiment une ration de rhum le jour, et une seconde aux gardes et à d'autres la nuit; attendu qu'une moitié de la garnison, à tour de rôle, était continuellement aux remparts, et que les hommes avaient besoin de ces distributions pour supporter tant de fatigue. La saison avançant, le bois de chauffage étant peu abondant, et rares aussi les effets d'habillement et autres choses de première nécessité, qui ne pouvaient plus s'acheter, il se donnait un supplément de ration de deux livres de bœuf à chaque homme par semaine, et des pommes de terre en quantité égale à deux livres de pain, de plus une demi-livre de tabac; en outre, permission aux soldats de porter les couvertes de laine de leur caserne; autrement, ils auraient beaucoup souffert, jusqu'à périr de froid peut-être.

" Le lieutenant Sharman et d'autres, qui savaient manier un canot d'écorce, firent des tentatives pour porter à Halifax des nouvelles de

1777. notre situation en passant par Windsor; mais l'ennemi leur coupa le chemin; enfin une embarcation à voiles, non pontée, put s'échapper. Elle partit le de novembre. Le lieutenant Dixon, officier réformé, s'était généreusement offert pour cette difficile entreprise, avec deux soldats et deux habitants du fort.

"Il ne se passait guère de nuit sans que l'ennemi donnât l'alarme en tirant des coups de fusil, ou en mettant le feu à des maisons adjacentes quand le vent était propice à son dessein; mais sa première grande entreprise eut lieu le 13, commencée sur les quatre heures du matin, alors qu'il faisait encore très noir. L'attaque débuta par une fusillade nourrie contre le bastion du pavillon, partant de la briqueterie, des fossés au pied du glacis et d'autres creux du terrain; on voulait attirer le gros du notre force de ce côté, tandis que leur attaque réelle se porterait sur la courtine, en face de la boulangerie, entre le bastion du Prince et celui de Howe, le point le plus faible de la place; mais comme la grande garde était tenue en réserve pour aller partout où il faudrait du renfort, les attaquants, dont les calculs furent ainsi dérangés, se virent accueillis par un feu si vif qu'ils jetèrent là, échelles d'escalade, scies et autres outils avec lesquels ils pensaient couper les pieux, abandonnant même de leurs armes, et s'échappèrent en se traînant par terre. Ils eurent un sauvage et plusieurs autres blessés.

"Leur seconde tentative quelque peu sérieuse fut faite, entre trois et quatre heures du matin, le 22; l'obscurité était très grande et il soufflait un vent fort, d'un côté tout à fait favorable à leur dessein. Ils mirent le feu à une grange et à d'autres bâtiments voisins; les débris des bardeaux embrasés, les flammèches venaient tomber sur les maisons en dedans de l'éperon et y allumer des incendies; mais, à cet instant critique, la diligence, l'activité des nôtres furent véritablement surprenantes; l'ennemi ne profita guère de la confusion qu'il voulait mettre dans la place; pendant que plus de la moitié de la garnison était employée à éteindre le feu, il se contenta de tenir dix à douze hommes occupés à tirer sur ceux qui étaient sur le faîte des maisons, à découvert et très exposés.

"Le lendemain, la garnison fut employée à découvrir les maisons près du fort qui avaient échappé à l'incendie; le bois des toitures fut mis en réserve pour nous servir de chauffage; on aurait voulu conserver de très bonnes maisons, afin d'en faire des casernes, s'il venait un renfort; mais la nuit suivante, les ennemis brûlèrent tous les bâtiments qui restaient, c'est-à-dire environ douze maisons d'habitation, plusieurs granges et notre hôpital, qui était un grand édifice.

"Ce matin-là, profitant d'un brouillard très épais, les rebelles vinrent prendre la plupart de nos bêtes à cornes aux meules de foin qu'il y avait près du fort; un détachement sous les ordres d'un officier fut dépêché pour leur couper le chemin, et un autre pour le soutenir; ce qui amena une escarmouche assez vive; nos hommes les repoussèrent dans le bois et en tuèrent plusieurs; mais nous eûmes trois soldats blessés.

"Sur les dix heures, le *Vulture*, bâtiment de Sa Majesté, parut au large du port, et à une heure, le major Batt et le capitaine Studholme débarquèrent, avec le capitaine Branson et sa compagnie de marine; il ne fut pas possible d'en mettre davantage à terre ce jour-là.

"Du 7 du présent mois au 28, huit hommes du 'R. F. Americans' ont déserté et trois autres sont morts. Un soldat, qui avait été pris à bord du sloop d'approvisionnement, s'étant échappé des mains des rebelles, nous est revenu.

"Le 28, le capitaine Pitcairn est descendu à terre avec le reste du secours: 2 capitaines, 4 subalternes, 1 chirurgien, 3 sergents, 2 tambours et 77 soldats. En même temps que cette troupe, quelques jours auparavant, étaient parties deux compagnies, environ cent vingt hommes du

1777.

'Royal Emigrants': mais comme leur navire ne paraissait pas, le corps de marine eut ordre, avec un détachement des 'R. F. Americans', composé de 1 capitaine, 4 subalternes, 4 sergents, 2 tambours et 64 soldats (les mieux chaussés et vêtus), de se tenir prêt à partir, sous le commandement du major Batt, le lendemain matin, pour aller attaquer les rebelles dans le campement où ils s'étaient huttés, à un endroit appelé Camp Hill, environ un mille du fort. Il vint des gens qui dirent qu'il y restait, et dans les maisons voisines, tout au plus deux à trois cents hommes. Le détachement, comprenant 150 soldats, quitta le fort vers les 5 heures du matin, et attaquait bientôt après un poste logé dans la maison de Reed, que les rebelles appelaient leur quartier général, les en chassait, ainsi que tous les autres occupant les huttes et les baraques, et les poursuivait jusqu'à quatre ou cinq milles, dans la route de la baie Verte; plusieurs sauvages, Acadiens français et rebelles furent tués dans cette attaque et cette poursuite; nous eûmes deux soldats du 'R. F. Americans' tués et un blessé. Le major Batt rapporte que les deux corps ont montré beaucoup d'ardeur et de résolution. Comme l'ennemi s'était, dans sa retraite, arrêté à plusieurs maisons pour faire le coup de fusil, les soldats, à leur retour, brûlèrent presque tous les bâtiments entre Bloody Bridge et le fort. Sur l'avis que Howe et d'autres chefs s'étaient entendus avec les sauvages, et les Acadiens français, animés d'un esprit très marqué d'hostilité et de vengeance durant cette rébellion, pour incendier toutes les maisons appartenant aux familles d'Yorkshire et aux autres amis du gouvernement, notamment à Fort-Lawrence, une compagnie de soldats de marine, avec un détachement du 'R. F. Americans', y fut envoyé, avec ordre de se poster de manière à garder les habitations et les provisions qui y avaient été laissées. Une centaine d'hommes eurent l'ordre de se rendre à Westcook et à Memramcook pour couper la retraite aux ennemis et détruire les chaloupes et canots qu'ils avaient sur le bord de la rivière de ce dernier nom et de la baie de Chipody. Mais le temps étant devenu pluvieux, les chemins excessivement mauvais, et moins de la moitié du régiment ayant des souliers aux pieds, cette marche fut différée; sur ces entrefaites, M. Charles Dixon, de Westcook, reçut une lettre disant que la plupart des habitants de la localité qui avaient pris les armes sentaient leurs torts et désiraient se remettre à la merci du roi, et il vint des représentations et des pétitions de presque toutes les familles d'Yorkshire et des autres amis du gouvernement, menacés, si l'on brûlait encore des maisons, de voir les sauvages et les Français mettre le feu aux leurs, ce qu'il leur serait facile de faire la nuit, en sorte que ces représailles par la torche se continuant des deux côtés, tout le pays serait bientôt ruiné et nombre de gens avec leurs familles nombreuses réduits à chercher asile et assistance dans le fort.

"Le 30 novembre. Dans cette situation critique, un pardon conditionnel fut promis à ceux qui poseraient les armes et se remettraient dans les quatre jours à la miséricorde du roi; sur quoi il ne cessa point de s'en présenter tout ce temps, qui rendirent leurs armes et exprimèrent un grand regret de ce qu'ils avaient fait.

"Les officiers en commandement pressèrent le capitaine Feattas, du *Vulture*, sloop de S. M., de rester dans le port aussi longtemps que le lui permettrait la saison, ayant eu avis que les rebelles attendaient un renfort d'hommes et d'artillerie, sous les ordres du colonel Shaw, et qu'ils avaient envoyé un détachement à Pictou pour enlever un bâtiment qui s'y trouvait avec du canon et des provisions à son bord.

"Le 2 décembre. Le capitaine Dawson, du brick *Hope*, armé en guerre, entra dans le port, escortant un grand bateau d'approvisionnement; il venait d'Halifax et en cours de route avait pris l'*Independance*, brick des rebelles portant 14 canons et monté de 100 hommes. Le capi-

1777. taine Dawson offrit de fournir à la garnison 4 pièces de 6 et 8 de quatre, qui furent reçues avec joie. Des Acadiens français et des sauvages, qui s'étaient rendus, s'engagèrent pour gagner la récompense et réparer leur erreur, à aller se saisir de Eddy, Howe, Roe et Rogers; et l'on décida, par menace, persuasion, etc., des habitants à aller reprendre le navire que les rebelles voulaient enlever à Pictou, en les surprenant à leur arrivée même à la baie Verte; car ceux-ci, s'ils exécutaient leur dessein, mettraient aussitôt sous voile avec la prise.

"Certains officiers de milice et juges de paix, qui avaient été faits prisonniers ou qui s'étaient rendus, et contre lesquels il avait été produit des plaintes particulières, furent embarqués sur le *Vulture* pour Halifax."

55 Proclamation de Gorham.

"Par Joseph Goreham esquire, l'eutenant-colonel du régiment d'infanterie "Royal Fencible American," et commandant des troupes de Sa Majesté à Cumberland, etc., etc.

"Attendu qu'une audacieuse rébellion règne depuis quelque temps dans la plupart des provinces du continent américain et que des hommes en armes, séduits par les principes dont elle s'inspire, ont récemment pénétré dans cette province et se sont saisis d'un bâtiment contenant des provisions pour cette place et ont fait prisonnière la garde à bord; qu'ils ont pris aussi des postes détachés; qu'en outre ils cherchent par des leurres, des menaces ou des emplois de force à détourner les féaux sujets de Sa Majesté, les fidèles habitants de cette province de la Nouvelle-Ecosse, de leur devoir d'allégeance, et à les engager à se joindre à eux en leur rébellion dénaturée:

"A ces causes, je crois nécessaire ici non seulement d'avertir les sujets de Sa Majesté, dans ce district et cette province, qu'ils ne doivent prendre aucune part à cette rébellion soit en portant les armes, soit en aidant les rebelles ou les fauteurs des rebelles; mais aussi de faire savoir à ceux qui par n'importe quel moyen se laisseraient détourner de leur allégeance au meilleur des rois et de leur devoir envers leur pays, jusqu'à se joindre aux rebelles, ou jusqu'à les assister ou favoriser, qu'ils seront punis comme le veulent les lois en cas pareil, et qu'ils encourront même la peine d'une exécution militaire immédiate.

"Sous mon seing, etc., etc., au fort Cumberland, ce 7 novembre 1776.

JOS. GOREHAM."

56 Sommation par Eddy à Goreham de rendre le fort.

"A Joseph Goreham esquire, lieutenant-colonel du "Royal Fencible Americans", commandant au fort Cumberland.

"L'effusion, déjà trop abondante, de sang humain dans la malheureuse lutte entre la Grande-Bretagne et les colonies, réclame aujourd'hui de quiconque s'est rangé soit dans l'un ou dans l'autre parti, qu'il emploie tous ses efforts pour mettre fin à un carnage que la nature réprouve; mais l'importance de la cause, en ce qui est de l'Amérique, a fait de cette guerre une nécessité, dont les conséquences, bien qu'elles soient affreuses parfois, sont cependant inévitables; mais, pour marquer une juste attention aux vertus d'humanité en retenant l'ardeur guerrière du soldat, j'ai le devoir de vous sommer, au nom des colonies unies, de rendre le fort en votre commandement à l'armée sous mes ordres envoyée par les Etats d'Amérique; et je fais la promesse que, si vous vous rendez prisonnier de guerre, vous serez traité, et votre monde aussi, avec toute civilité et bienveillance. Si vous refusez, je suis résolu de donner l'assaut et il vous faudra en subir les conséquences. J'attends une réponse dans

1777.

les quatre heures à compter de la réception de la présente lettre. Le parlementaire devra revenir sain et sauf.

" Je suis, Monsieur, votre humble serviteur,

" JONTH. EDDY,

" *Officier commandant.*

Refus de Goreham. 57

" Fort Cumberland, 10 novembre 1776. J'accuse réception de votre lettre signée, *Jonathan Eddy officier commandant*, où vous déplorez les maux d'une malheureuse lutte entre la Grande-Bretagne et les colonies, et demandez aux deux partis d'employer leurs efforts à empêcher l'effusion, trop abondante déjà, de sang humain : le tout se terminant par une sommation à l'officier en commandement de remettre la place.

" Depuis le commencement de ces malheureuse luttes, je n'ai cessé de ressentir de la compassion pour mes concitoyens et compatriotes d'Amerique si fort illusionnés, et pour tant de personnes innocentes enveloppées dans les désastres de la rébellion; et je tiens à honneur aussi les principes d'humanité, répugnant à toute effusion non nécessaire de sang humain : c'est pourquoi je vous commande, au nom de Sa Majesté, de poser les armes et vous engage à vous remettre vous et vos gens tout de suite à la merci du roi ; en outre, je vous demande de donner communication du manifeste ci-inclus à autant d'habitants que possible et de les empêcher au plus tôt de se mettre dans les mêmes périls et le même malheureux état.

" Soyez assuré, monsieur, que je ne déshonorerai jamais mon titre de soldat en rendant le poste à un autre pouvoir que mon souverain de qui je tiens mon commandement.

" Je suis votre humble serviteur,

JOS. GOREHAM."

Refus des habitants d'obéir à la proclamation de Goreham. 58

" A Joseph Goreham esquire, lieutenant-colonel du 'Royal Fencible Americans,' commandant au fort Cumberland.

" Les habitants du comté de Cumberland ont donné des preuves incontestables de leurs dispositions pacifiques ; mais si la garnison est venue ici pour les défendre et protéger, ils en sont informés bien tardivement, quand il y a quatre ou cinq jours qu'un parti nombreux de gens de l'ouest a paru en armes au milieu d'eux dans le dessein de prendre le fort, en compagnie de centaines de sauvages qui menacent de tout brûler et massacrer si la population ne se rallie pas à la cause commune. Quelque décision que les habitants puissent prendre dans une pareille situation, elle sera justifiée par la loi naturelle de leur propre conservation.

" Nous ne sommes pas si insensés que d'aller nous jeter inconsidérément dans une affaire hasardeuse ; nous nous abandonnons à la divine Providence et comptons sur ses bienfaits et sa protection. Il nous répugne de voir verser le sang. Nous avons fait et nous faisons encore des vœux pour un prompt et heureux apaisement de troubles déplorables.

" Mais, après votre manifeste qui nous menace de l'exécution militaire pour ce qui s'est fait jusqu'à présent, nous ne nous sentons nullement encouragés à rien réprouver de nos actes. Nous aimons mieux mourir comme des hommes que d'être pendus comme des chiens. Ecrit à la demande des habitants de Cumberland.

" 11 novembre 1776."

Promesse par Goreham d'une amnistie à tous, à l'exception des chefs. 59

" Par Joseph Goreham esquire, lieutenant-colonel du " Royal Fencible Americans," régiment d'infanterie de Sa Majesté, commandant au fort Cumberland, etc.

" Considérant qu'un certain nombre d'habitants de cette partie de la province ont été gagnés et d'autres amenés par la contrainte à se joindre

1777.

au parti de rebelles en armes, et qu'ils ont avec ceux-ci attaqué plusieurs fois le poste et les troupes de Sa Majesté au fort Cumberland ; mais ayant été informé que beaucoup d'entre eux reconnaissent à présent leur crime et désirent se soumettre à la merci du roi :

" Pour prévenir les horreurs et les dévastations, les pertes d'existences, la destruction de maisons et de biens, et la ruine de nombreuses familles innocentes, qu'occasionnerait inévitablement la continuation de ces hostilités,

" Je crois nécessaire de faire cette déclaration, savoir : que je m'emploirai de tout mon pouvoir à obtenir le très gracieux pardon de Sa Majesté pour tous ceux des habitants de cette partie de la province ou autres ayant pris dernièrement les armes, qui, dans les quatre jours de la date des présentes, poseront les armes et se rendront à l'officier commandant de cette place ; et jusqu'à ce que la volonté du roi soit connue, ceux qui se seront ainsi rendus jouiront sans trouble et paisiblement de la possession de leurs maisons et biens. Autrement, ils attireront sur eux les calamités de la guerre et peuvent justement s'attendre à l'exécution militaire la plus rigoureuse.

" Fait sous ma signature, au fort Cumberland, le 30 novembre 1776.

" N. B.—Jonathan Eddy, Samuel Rogers, William Howe et John Allen, pour l'arrestation desquels une récompense a été offerte par le gouvernement, sont exclus du bénéfice de la proclamation ci-dessus."

Apostille en date du 1er décembre. " Et à qui prendra Jonathan Eddy il sera donné deux cents livres, et pour l'arrestation de Samuel Rogers, Wm Howe et John Allen, chacun, cent livres."

Proclamation supplémentaire, exceptant Roe de l'amnistie. 60

" Par Joseph Goreham esquire, etc., etc.

" Attendu qu'un nommé Zebulon Roe, communément appelé major ou colonel Roe, ci-devant habitant de ce pays, a, dans la dernière attaque sur le poste et les troupes du roi, conduit un nombre d'hommes armés ; qu'il a servi d'instrument et s'est activement employé pour gagner ou contraindre les habitants de cette province à se joindre aux rebelles ; qu'en outre, depuis que la déclaration et les offres conditionnelles de pardon ont été publiées et rendues notoires, il a persisté dans les principes de la rébellion et continué ses manœuvres pour engager ou forcer les habitants à rester en armes contre leur souverain, les dissuadant d'accepter et lui-même refusant toutes offres de miséricorde :

" Je crois nécessaire, pour le bien du service de Sa Majesté, non seulement d'exclure le dit Zebulon Roe du bénéfice de la déclaration du 30 novembre dernier, mais aussi de promettre, de la part du gouvernement, une récompense de cent livres à la ou les personnes qui le prendront, le dit Zebulon Roe, et le livreront aux mains de la justice.

" Fait sous ma signature, au fort Cumberland, ce troisième jour de décembre 1776."

Retrait du bénéfice du manifeste après l'expiration du temps donné pour la soumission. 61

" Par Joseph Goreham esquire, &c., &c.

" Après avoir trouvé bon, par compassion pour les habitants abusés et aussi pour épargner à la province les horreurs imminentes de la guerre, de publier un manifeste, invitant ceux qui avaient pris les armes contre Sa Majesté et le peuple d'Angleterre à rentrer dans le devoir et promettant, autant qu'il était en moi, une mitigation de la peine de leurs crimes, pourvu qu'ils se rendissent avec leurs armes dans un certain temps :

" Considérant que des rebelles, avec la plus grande audace et au mépris des lois sacrées de la société, persistent encore dans leur rébellion plusieurs jours après le temps ainsi fixé, étant sourds à tous les motifs d'humanité qui ont été invoqués pour les amener à la raison, et que je me trouve

1777.

obligé, par mes devoirs envers mon gracieux souverain et par la constitution, de mettre un terme à la durée de la dite indulgence, après la date de la présente proclamation;

"Je publie et déclare donc ici qu'à partir de ce jour d'hui je ne recevrai plus la soumission de ces personnes, sinon comme se rendant prisonnières pour qu'on en use avec elles ainsi que le peuvent vouloir les lois civiles ou militaires; et chacun est autorisé à saisir au corps quiconque a ainsi porté les armes contre Sa Majesté sacrée George trois et la nation anglaise dans ces deux dernières années (à l'exception de ceux qui se sont déjà rendus ou ont demandé le pardon) et à le mettre entre le mains de la justice comme étant hors la loi et criminel, indigne de la pitié naturelle à l'autorité britannique.

"Fait sous ma signature, au fort Cumberland, ce 10e jour de décembre 1776.

"JOS. GOREHAM."

7 janvier, Halifax. Le capitaine Collet au Secrétaire d'Etat (Germain). En mai 1767, il fut nommé au commandement du fort Johnson, au cap Fear; fut ensuite utile à Tryon contre les "regulators", qui déjà commençaient à troubler son administration. En 1772, à son retour, il trouva le fort en si mauvais état qu'il dépensa £1,600 pour le réparer, comptant être remboursé de ses avances. Il relate assez au long ses services et ses pertes à l'appui de sa réclamation. 63

7 janvier, Halifax. Pétition du Rév. Joseph Bennett, qui demande qu'on lui paye les dépenses par lui faites comme missionnaire ambulant et pour retenir les sauvages dans le service du roi. A la pétition est joint le compte, portant un reliquat de £100, 5s., 10d., dû au pétitionnaire.

S 6, "B. T. N. S.," vol. 28

8 janvier, Londres. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Johnson) sur les bills adoptés à la Nouvelle-Ecosse en juin 1776. La loi pour l'examen et constatation des comptes publics est irrégulière. Les autres lois ne soulèvent pas d'objection au point de vue du droit. R 41, "B. T. N. S.," vol. 27

14 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Arbuthnot. Le pardon du crime de John Ward, convaincu de meurtre, est confirmé.

"Col. Cor. N. S.," vol. 11, p. 1

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 243.)

14 janvier, Whitehall. Le même au même. Reçu ses dépêches. La nouvelle du succès de Howe a dissipé les inquiétudes causées par le soulèvement et les opérations des habitants de Machias. Le corps principal des rebelles à New-York étant rompu, il n'est pas probable qu'ils pourront envoyer du secours à leurs confédérés dans la Nouvelle-Ecosse; aussi ne doute-t-il pas que le renfort dépêché au fort Cumberland n'y parvienne à temps. Le zèle, l'ardeur de Francklin et des volontaires de Windsor sont dignes de louanges; le roi a beaucoup approuvé les mesures à la fois prudentes et vigoureuses prises par lui (Arbuthnot), de concert avec Massey et Collier. "Col. Cor. N. S.," vol. 11, p. 3

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 241.)

14 janvier, Whitehall. Le même au même. Il est heureux de voir qu'il n'y a aucun danger à craindre pour Halifax. L'affaire du fort Cumberland est une preuve manifeste de la disposition des habitants à la rébellion. Il se persuade que les mesures prises pour secourir la place auront eu les bons effets que l'on en attendait. "Col. Cor. N. S.," vol. 11, p. 6

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 244.)

14 janvier, Whitehall. Le même à Massey. Il voit avec peine que ses soupçons, au sujet des habitants de l'arrière-région de la province, sont justifiés par les nouvelles venues du fort Cumberland. Il compte apprendre, à l'arrivée du prochain navire, que le fort a été délivré, et les instigateurs de l'insurrection punis. "Col. Cor. N. S.", vol. 1 p. 8

1777.

16 janvier, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui transmet une pétition d'Arthur Goold. "Des hommes tels que lui, répandus dans les localités reculées de la province, serviront à rendre plus traitables les colons et à les soumettre aux lois; c'est un moyen qu'on a trop négligé d'employer dans cette province, comme au reste dans la plupart des autres possessions de Sa Majesté." R 42, "B. T. N. S.", vol. 27

Incluse. Pétition de Arthur Goold, relatant ses services et demandant, vu que les fonctions de sa charge sont remplies par des substituts, la permission de résider à Nipisiguit, où il pourrait établir une police, utile au service de Sa Majesté et à la population de la contrée. R 42 x

17 janvier, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Tout est tranquille, et il en sera ainsi pendant l'hiver, le passage de la baie de Fundy étant alors impraticable. Il connaît les sujets fidèles et ceux qui sont autres, malgré les rapports faits à dessein de tromper. Le cas de l'intendant des casernes. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 19

21 janvier. Pétition de John Pagan, à l'effet d'obtenir confirmation de son titre à des terres acquises des propriétaires primitifs et arpentées, pour qu'il puisse faire un établissement de pêche à la rivière Pecton, manufacturer du sciage, etc. R 40, "B. T. N. S.", vol. 2

(Le nom écrit est bien Pecton, mais la description des lieux montre clairement qu'il s'agit de Pictou.)

30 janvier, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Tout va bien à Halifax; mais point de nouvelles récentes de Cumberland, à cause des glaces. Il a reçu la dépêche sur l'importance que sa seigneurie attache à la conservation d'Halifax, qu'il défendra jusqu'à la mort. On l'a pressé d'envoyer Wade, son aide de camp, porter le récit du succès remporté au fort Cumberland. succès qui a tourné les dispositions des gens; mais il n'a pas meilleure opinion d'eux qu'avant. Sur la confirmation des premières nouvelles alarmantes reçues du poste, il s'était empressé d'y envoyer du secours. Eddy, Rogers et Howe sont chez les sauvages, à la rivière Saint-Jean, et tâchent de les amadouer. Il espère bien qu'il les aura en son pouvoir au printemps. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 21

31 janvier, Halifax. Arbuthnot au même. Il espère que les dernières nouvelles qu'il lui a communiquées n'étaient pas sans fondement, malgré les petites interruptions de marche des troupes. Des hommes réduits au désespoir sont capables de la plus odieuse méchanceté; c'est pourquoi, tout en continuant à compter sur le succès des troupes au printemps, il a cependant, vu l'extrême faiblesse du poste, adressé une lettre à Collier, en le priant de la soumettre à Howe. Ci-inclus copie de la pièce. Si sa seigneurie approuve le plan qu'elle contient, il (Arbuthnot) répond de la sûreté de la province. La présence du juge en chef est devenue tout à fait nécessaire. "Col. Cor. N. S.". vol. 11, p. 23

Incluse. Plan proposé à sir George Collier pour la défense du fort Cumberland, qui est la clef de la province. Il consiste à placer deux vaisseaux de guerre au Grand Passage, en l'entrée de la baie de Fundy, un à Annapolis, un dans la rivière Saint-Jean, un au bassin des Mines, un assez avant dans la rivière Chipody, et aussi, s'il était possible, un petit bâtiment dans la baie de Cobéquid, pour tenir les habitants en respect et garder l'entrée de la Shubenacadie. De cette façon, toutes les avenues de la région intérieure de la province seraient assurées. 26

4 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils émettent l'avis que la loi concernant l'examen et la constatation des comptes publics soit sanctionnée. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 490

10 février, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivée de Gage à Annapolis, après avoir été décharger des effets d'habillement, du rhum, etc., destinés au régiment de Goreham. S'il (Massey) n'avait pas, contre l'opinion des officiers de marine, expédié le navire, les hommes de

1777. Goreham auraient péri de froid. Eddy, Rogers, Allen et Howe sont à la rivière Saint-Jean, se préparant avec les sauvages à faire des attaques sur plusieurs points au retour du printemps ; mais il est prêt à les recevoir, et a envoyé des détachements de troupes légères pour les prévenir et en découdre avec eux. Ci-incluse une adresse des gens d'Yorkshire, sentiments de fidélité qu'elle exprime, etc. Les compagnies légères de marine ont l'ordre de les aider, au besoin. Il met sous ce pli une lettre de Mme Massey. Il ignore ce que Howe fait. Toutes sortes de bruits fâcheux circulent. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 116

Incluse. Adresse des "magistrats, propriétaires et autres fidèles habitants du comté de Cumberland". 118

21 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Arbuthnot. Il lui envoie un arrêté portant désaveu d'une loi passée l'an dernier et le rapport des lords du commerce qui contient les raisons qui l'ont motivé.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 245

Arrêté du conseil mentionné dans cette dépêche, concernant la loi sur la comptabilité publique. 246

(Duplicata de la dépêche. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 10.)

5 mars, Whitehall. Knox à Arbuthnot. Il lui transmet le budget civil pour 1777. Une somme totale de £350 a été ajoutée aux crédits précédents, savoir £300, assignées à Francklin comme surintendant des affaires indiennes, et £50 pour couvrir les frais de remise. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 28

Incluse. Evaluations votées. 30

(Duplicatas des deux pièces. "Col. Off. N. S.", vol. 6, pp. 255, 256.— Copie de la dernière. "B. T. N. S.", vol. 1, p. 253.)

6 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Massey. Reçu la lettre, mais non la dépêche envoyée par voie d'Irlande. Il a expliqué ses intentions à Arbuthnot par rapport à ce qui s'est passé au fort Cumberland. Le ministre ensuite remercie Massey des nouvelles qu'il lui a communiquées, et le prie de continuer à le tenir au courant des choses.
"Col. Cor. N. S." vol. 11, p. 32

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 253.)

6 mars, Whitehall. Le même à Arbuthnot. Satisfaction que le succès remporté au fort Cumberland cause au roi. Il (Germain) est aussi d'avis qu'une attaque est probable aussitôt le printemps revenu. Goreham devra être constamment sur ses gardes, et se munir de vivres en quantité suffisante pour pouvoir soutenir un siège jusqu'à l'arrivée de secours. Les misères dont l'imprévoyance fut cause porteront, sa seigneurie l'espère, à faire amas de provisions avec diligence. A l'égard de la demande de sept petits navires de guerre, adressée à Collier, Howe y satisfera sans doute, autant que possible ; mais il (Germain) s'attend que le succès des armes de Sa Majesté va rendre un moindre nombre de navires suffisant contre les grandes entreprises, tandis que les forces dans la province sont en état de la protéger contre les petites. Bryan Finucane est nommé juge en chef. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 33

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 249.)

18 mars, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Envoi des procès-verbaux du conseil, du 9 octobre au 23 décembre 1776.
"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 120

Incluses. Procès-verbaux. 121

18 mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Arbuthnot. Ils permettent que Goold, "registrar" provincial, établisse sa résidence à Nipisiguit.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 493

30 mars, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il l'a informé, dans le temps, de l'insurrection qui a eu lieu dans Cumberland à l'instigation des gens de Machias ; et espère qu'il (Germain) aura reçu à cette heure l'avis de la défaite des rebelles. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 180

1777.
5 avril, Halifax. Certificats de loyalisme donnés à Joseph Gray par Bulkeley (22 mars), par Massey (4 avril), et par Nesbitt, attorney général (5 avril).
"Col. Cor. N. S.", vol. 12, pp. 1, 2, et 3

8 avril. Pétition (sans date) de John Cort, de Miramichi, relatant ses services et demandant à être nommé fournisseur de mâture.
R 46, "B. T. N. S.", vol. 27

13 mai. *Id.* de Jonatham Binney, pour obtenir le paiement de son salaire annuel de £ 75.
R 47, "B. T. N. S.", vol. 27

28 mai, Halifax. Goold à Arbuthnot. Le *Vulture* l'a transporté d'Annapolis à la rivière Saint-Jean; tous les habitants y ont prêté avec empressement le serment d'allégeance après avoir livré deux pièces d'artillerie, qui avaient été cachées autrefois par les habitants français. Bonne disposition où sont les sauvages; huit de leurs chefs ont prêté le serment au nom des autres hommes de la tribu, occupés pour l'instant à chasser au castor; six d'entre eux doivent venir confirmer l'amitié rétablie. Son arrivée a été bien opportune, car Allen, Howe et d'autres encore étaient ensemble, en train de recommencer les machinations de l'année dernière; mais l'embarcation dans laquelle ils cherchaient à remonter la rivière a été prise. Ils ont tiré chacun de son côté, et l'on a intercepté deux goélettes chargées de provisions pour les sauvages; en sorte que leur tentative a avorté. Ci-incluses diverses lettres indiquant en détail tout ce qu'il a fait.
"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 159

Incluses. Lettre de Goold aux habitants de la rivière Saint-Jean, en date du 9 mai, leur offrant le pardon et la libre possession de leurs biens à certaines conditions. 143

Réponse, datée de Maugerville le 12 mai: que les habitants sont prêts à se conformer aux conditions mises au pardon qui leur est proposé. 145

Lettre de Goold aux sauvages, du 11 mai (en français). Combien il est heureux de les rencontrer, après la preuve qu'ils ont donnée de leur attachement et de leur fidélité au roi. Il fera des représentations pour leur obtenir les soins spirituels d'un prêtre. Ils pourront avoir M. Bourge, en ce moment à la baie des Chaleurs, lequel sera mis sur le même pied que leur ancien missionnaire Bailly. 147

Discours (en français) de Goold aux sauvages, 11 mai. Il convient d'être indulgent pour eux, leur conduite étant attribuable aux mauvais conseils, et à la folie de quelques hommes de la tribu. Que quatre de leurs notables se rendent avec lui à Halifax. Il promet qu'ils reviendront et apporteront à la tribu toutes les subsistances, etc., dont elle peut avoir besoin. 149

Lettre de Goold aux habitants de la rivière Saint-Jean, du 14 mai. Il lui fait plaisir de les voir unanimes à marquer leurs sentiments de fidélité; mais est surpris qu'ils permettent à quelques boutefeux de troubler l'ordre public, qu'il faudrait maintenir quand même il n'y aurait pas de gouvernement. Si le nom de "comité" effraie la majorité d'une population loyale, pourquoi n'institue-t-elle pas elle-même un comité avec le concours des amis qu'elle a dans les autres townships, pour voir ce qui aurait le plus d'autorité? Howe et Pruble vinrent hier, mais on prit leur embarcation et ils s'enfuirent dans le bois avec l'équipage. S'ils se présentent encore au "settlement," une récompense de £100 est offerte pour leur arrestation. Leur capture, en outre, assurerait la paix et l'harmonie. Il (Goold) tend la branche d'olivier en ce moment, mais une force armée est en route qui peut-être aura une autre façon d'agir. (Une note jointe à la lettre dit que celle-ci avait été écrite en conséquence du bruit que cinq des principaux perturbateurs essayaient de détourner les habitants d'accepter les mesures de pacification.)
"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 151

1777.

Réponse des habitants, en date du 16 mai. Ils ont été, l'an passé, contraints par menaces de se soumettre au gouvernement du Massachusetts, d'autant que l'on avait négligé de leur fournir des armes et qu'ils en étaient dépourvus. 154

Lettre de Goold aux habitants, du 17 mai. Leur explication est d'un grand poids. Il ne sera fait aucune distinction par rapport à ceux qui se soumettront. 157

Le même au même, lettre datée du 20 mai. Ceux qui n'ont point fait leur soumission ne seront plus accueillis qu'après avoir été à Halifax solliciter leur grâce. 162

9 juin, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui envoie les procès-verbaux du conseil, du 6 janvier au 27 mai. Reçu l'arrêté concernant les lettres de mer pour la Méditerranée. 183

Incluses. Procès-verbaux. 184

10 juin, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). A la nouvelle de certains préparatifs dans Cumberland, il a dépêché un détachement sous les ordres de Studholme, avec du canon, pour faire les apprêts nécessaires contre une nouvelle attaque. Quatre des principaux habitants, regrettant leur prestation de serment entre les mains de Goold, ont pris la fuite; Studholme a saisi leurs bestiaux, etc., qui seront vendus, et le produit des ventes distribué au détachement. Tout est tranquille à cette heure; mais il (Massey) persiste à croire que les habitants inclineraient à se joindre à n'importe quelle faction s'ils n'en étaient empêchés par la grande surveillance exercée sur eux. Mauvais état de sa santé. Studholme a rencontré un parti dirigé par Howe; une récompense de £100 est offerte à qui arrêtera ce dernier. Ils se sont tous enfuis vers Machias, le nid de pirates et de rebelles. 164

10 juin. Pétition de Martin Kaulbach et autres colons de Lunenburg, à l'effet d'obtenir la concession de leurs terres, suivant la promesse faite.
R 48, "B. T. N. S." vol. 27

10 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Remerciements pour sa nomination à l'emploi de surintendant des affaires indiennes.
"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 182

12 juin, Halifax. Arbuthnot à Lord Howe. Sur les permis délivrés aux navires. Extrait inclus dans la dépêche à Germain du 1er juin 1778. Voir à cette date.

12 juin, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui envoie une délibération prise par l'assemblée, refusant d'admettre les représentants du township d'Onslow, parce que les habitants de cet endroit n'ont pas voulu prêter le serment d'allégeance. "Col. Cor. N.S.", vol. 11, p. 137

Incluse. Délibération. 139

12 juin, Halifax. Le même au même. Ayant sujet de croire que les colons sur la rivière Saint-Jean se repentaient d'avoir aidé les rebelles, il avait demandé à sir George Collier que le *Vulture*, en station à Annapolis, eût ordre de protéger le capitaine Gould (Goold), conseiller, qui s'en allait leur offrir le pardon. Il renvoie à ses lettres, montrant avec quelle habileté celui-ci a rempli sa mission; et espère que l'on n'aura plus à craindre de nouvelles attaques. Howe a placé des frégates dans la baie de Fundy pour garder la frontière. Small a eu le commandement du second bataillon de Highlanders. La conduite des officiers et des hommes donne toute assurance que ce jeune corps ne tardera pas à être un bataillon d'élite. L'assemblée s'est réunie le 6; à voir l'harmonie qui y règne, il (Arbuthnot) pense qu'il n'y aura bientôt plus guère de trace de désaffection dans la province. 140

Incluses. Lettre de Goold, du 9 mai, aux habitants de la rivière Saint-Jean; leur réponse, datée du 12 mai; lettre (en français) de Goold aux sauvages, du 11 mai; et son discours du même jour; lettres des habitants de la rivière Saint-Jean, du 14 mai; réponse, en date du 16; autre,

1777. en date du 17 ; lettre aux habitants, du 20 mai. Voir au 28 mai la lettre où Goold rend compte de ses actes à Arbuthnot.

12 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Arbuthnot. A l'égard de la pétition des colons de Lunenburg, pour obtenir des concessions gratuites de leurs terres, il ne leur paraît pas à propos d'intervenir en exprimant un avis à la couronne, faute d'informations suffisantes sur le mérite des pétitionnaires ou sur leurs moyens pour l'acquittement des frais ordinaires. Envoi de copie de la proposition désintéressée de Legge pour sa gouverne. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 494

19 juin, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui rapporte les préparatifs d'une nouvelle entreprise sur le fort Cumberland, et les précautions prises par lui pour la faire manquer. Butler, colonel provincial, a offert les services de sa compagnie d'infanterie légère, qui ont été acceptés. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 166

15 juillet, Halifax. Collier au même. Force envoyée au fort Cumberland, menacé d'une nouvelle attaque. Ci-incluse une lettre de Hawker sur ce qui s'est passé. 202

Incluses. Lettre de Hawker à Collier, du 4 juillet. Ce qu'il a fait au fort Cumberland ; ce qui est advenu aux rebelles. Fidélité des sauvages. Pierre Thomas, leur chef, a répondu à Allen qu'il ne prendrait point le tomahawk ; que tous les habitants étaient favorables au gouvernement et craignaient vivement le retour des rebelles à Saint-Jean, si l'on n'y laissait pas un détachement de troupes suffisant pour les défendre. Il (Hawker) restera à Annapolis jusqu'à nouvel ordre. 203

Avis par sir George Collier que le *Rainbow* a donné chasse à la frégate *Hancock*, appartenant aux rebelles, et l'a capturée. Manley, un Anglais né à Torbay, qui la commandait, et le capitaine, un Américain nommé Watters, ont été envoyés à lord Howe, parce qu'il n'y avait pas dans Halifax un local assez sûr pour les y tenir enfermés. Reprise du *Fox* par la *Flora* ; les deux bâtiments étaient à Halifax à son arrivée. Il a envoyé le pavillon de Manley au comte de Sandwich. 206

(La chasse du *Hancock* et le combat avaient duré trent-huit heures, les 7 et 8 juillet.)

22 juillet, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il résume sa dépêche du 19 juin, au sujet de l'expédition contre Machias, etc. Small est allé, par son ordre, représenter à sir William Howe le besoin de renforts. On dit que le congrès a voté une levée de 2,000 hommes destinés à participer à l'invasion de la Nouvelle-Ecosse. Mesures de défense prises par lui (Massey). 242

24 juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que Bryan Finucane, nommé juge en chef de la Nouvelle-Ecosse, soit aussi du conseil, et qu'il y ait rang immédiatement après le lieutenant-gouverneur. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 496

30 juillet, Trésorerie. Le Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur transmet, aux fins d'examen et de rapport, une pétition de John Burrow, demandant le paiement d'une lettre tirée pour certaines dépenses d'utilité publique. R 49, "B. T. N. S.", vol. 27

4 août, Halifax. Arbuthnot, au Secrétaire d'Etat (Germain). L'assemblée, réunie le 6, a été prorogée le 25 juin. Elle a donné des preuves répétées de loyalisme. Ci-incluse la liste des lois, dont il sera expédié plus tard des copies. Reçu le désaveu de la loi concernant la comptabilité publique. Que l'on entend mal les mots "assemblée générale" dans cette loi, lesquels ne signifient pas simplement l'assemblée législative, mais la législature entière. Reçu les Actes du parlement. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 213

Incluse. Liste des lois passées à la dernière session. 216

8 août, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Le seul moyen de payer la lettre tirée par Legge, en faveur de Burrow, pour les dépenses que celui-

1777.

ci a faites au profit de la province, est d'insérer une somme dans le prochain budget. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 497

9 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Arbuthnot. Reçu les dépêches. Il est heureux d'apprendre que la province a joui de la tranquillité durant l'hiver et que les efforts des habitants désaffectionnés l'aient si peu mise en danger. La décision prise par l'assemblée de refuser l'admission aux représentants d'Onslow, Cobéquid, lui fait honneur et est agréable au roi. Il (Germain) espère que l'on aura réussi à priver légalement des droits électoraux ces townships. Finucane, nommé juge en chef, est porteur de la présente lettre. "Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 199

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1. p. 258.)

16 août, Machias. Collier au Secrétaire d'Etat (Germain). Il rend compte de son expédition à Machias et de la destruction des approvisionnements amassés pour l'invasion de la Nouvelle-Ecosse. Défense de la ville, qui, s'il avait eu cent hommes de plus, aurait pu être complètement détruite; mais il a atteint ce résultat satisfaisant, de la mettre en si mauvais état, que la sécurité de la Nouvelle-Ecosse en soit assurée pour longtemps. L'une des grandes frégates, est restée et guette les transports qui amèneraient des munitions de guerre et de bouche. Toutes les balles de fusil trouvées sur les navires et celles extraites des blessures étaient mâchées. Il y a eu trois hommes tués et trois blessés, de l'équipage du *Hope;* le *Rainbow* et la *Mermaid* ont eu chacun six blessés, et la *Blonde* trois.

"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 234

20 août, Halifax. Massey au même. Il n'a pas d'autre succès à lui annoncer, que la dispersion des rebelles sur la rivière Saint-Jean, comme ils préparaient une nouvelle attaque contre le fort Cumberland. Expédition abandonnée, le capitaine Featers, du *Vulture*, ayant refusé d'y prendre part, parce qu'il n'avait pas d'ordres. Attaque projetée sur Machias. 245

21 août, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle est de l'avis de leurs seigneuries, que l'on ne peut, sur les deniers votés par le parlement, payer la lettre de change tirée en faveur de Burrow; mais le *Treasury Board* consentira à l'insertion d'une somme pour le faire dans les évaluations budgétaires, à la session prochaine. S 2, "B. T. N. S.", vol. 28

24 août, Halifax. Bulkeley à Collier. Que le lieutenant-gouverneur et le conseil apprécient grandement le service qu'il a rendu à la province en détruisant le matériel préparé à Machias pour l'invasion de la Nouvelle-Ecosse.

"Col. Cor. N. S.", vol. 11. p. 233

12 septembre, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Envoi de copies des lois, procès-verbaux, Journaux du conseil, et de la liste des conseillers.

"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 219

Incluses. Liste des conseillers. 220

Liste des lois. V. au 4 août.

(Duplicatas de la lettre, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, pp. 4 à 6.)

12 septembre, Halifax. Arbuthnot aux Lords du commerce. Il leur envoie l'évaluation des besoins à prévoir. En attendant, la dépense de la milice a été avancée à même le fonds affecté au paiement de la dette provinciale.

S 3, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluses. Evaluations budgétaires. S 4

Etat de la dépense de la milice. S 5

14 septembre, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Vu les menaces du côté de Machias, il a été obligé d'avoir plusieurs postes, gardés par de la milice, pendant tout l'hiver. La garnison étant faible, un certain nombre de miliciens s'est joint avec empressement aux troupes, et a repoussé un parti venu de Machias, qui était débarqué à la rivière Saint-Jean. Tout cela a occasionné une dépense considérable, et pour y faire face il lui a fallu prendre par emprunt sur des fonds affectés à d'autres emplois.

"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 238

1777.

Incluse. Dépenses faites pour la milice, depuis le 10 novembre 1776 jusqu'au 30 juillet 1777. Page 241

20 septembre, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui annonce l'insuccès de l'entreprise sur Machias, où l'ennemi avait jeté un renfort nombreux à l'approche de l'expédition, et une nouvelle tentative par sir George Collier, sans autre résultat que celui de donner le branle à l'ennemi. Il n'avait été avisé de cette dernière attaque ni par Collier ni par Arbuthnot. Nul doute que la coopération d'une partie des forces sous son commandement n'eût assuré la destruction du poste, et causé une alarme favorable aux mouvements de Burgoyne. 211

11 octobre, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). A cause de la fréquence des attaques sur les établissements de la rivière Saint-Jean, tels que le fort Cumberland, etc., il a prié Massey de placer à l'entrée de la rivière cinquante hommes, qui, avec l'aide d'une frégate, assureraient la sécurité des habitants contre toute entreprise des gens de Machias, lesquels désirent depuis longtemps posséder ce poste pour s'en faire une place d'armes. Si Massey reçoit le renfort qu'il a demandé à Howe, et que le général approuve la chose, il a promis d'envoyer les cinquante hommes. Les forces sous les armes dans la province ne sont que de 1,300 hommes, répartis entre plusieurs postes, avec, à leur garde, 500 prisonniers. Besoin d'un renfort, car il (Arbuthnot) croit que l'ennemi médite une attaque. "Col. Cor. N. S.," vol. 11, p. 221

11 octobre, Halifax. Collier au même. Il lui a annoncé, le 16 août, la destruction de trois magasins à Machias, et de munitions de guerre amassées pour une invasion de la Nouvelle-Ecosse. La *Blonde* est restée à Machias, afin d'intercepter les navires qui apporteraient des munitions et subsistances. Il (Collier) a croisé devant la côte, tenant ainsi les milices et les troupes en alarme, ce qui les aura empêchées d'aller se joindre à l'armée opposée à Burgoyne. Il a détruit 3 bricks, 11 sloops, et 15 goélettes, chargées principalement de bois, et dont les retours consistaient toujours en farine et provisions. Capture et destruction dans la rivière Sheepscut, d'un navire chargé de mâts pour la France, le chenal étant trop difficile à suivre pour qu'on pût emmener la prise. Le capitaine et l'équipage sont prisonniers. Il (Collier) a eu avis du capitaine Milligan, commandant la *Blonde*, que les rebelles en armes à Machias se sont dispersés et ont abandonné toute idée d'entrer dans la Nouvelle-Ecosse. 225

Incluse. Déclaration faite par Collier aux habitants de Machias, que, s'ils voulaient garder la paix, ils ne seraient pas inquiétés dans leurs opérations de commerce, de pêche, etc. 230

6 décembre, Halifax. Collier au Secrétaire d'Etat (Germain). Protection efficace des pêcheries à Canso et à l'île Madame. L'incendie des magasins de l'ennemi à Machias a empêché l'invasion de la Nouvelle-Ecosse. La malheureuse défaite de Burgoyne animera-t-elle les rebelles à reprendre l'entreprise ? le temps nous le dira. La malle est si longue à venir, que l'on est trois ou quatre mois sans nouvelles d'Angleterre ni même de New-York. Il attend impatiemment des lettres. "Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 1

6 décembre, Nouvelle-Ecosse. Arbuthnot au même. Il lui transmet une pétition de De la Roche, missionnaire à Lunenburg. Les faits y sont exactement exposés. 9

Incluse, Pétition de De la Roche, disant qu'il est missionnaire à Lunenburg depuis six ans et n'a pas encore eu de terres; que tous ses prédécesseurs en ont eu; que, par le décès de Vincent et de sa femme, les lots (de 300 et de 500 acres) se trouvent à cette heure sans attributaire; et qu'il en demande la concession. 10

6 décembre, Londres. Opinion de conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les bills adoptés à la Nouvelle-Ecosse en juin 1777. R 50; B. T. N. S.", vol. 27

10 décembre, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il avait formé, avec Arbuthnot, le projet d'établir un poste à l'entrée de la rivière Saint-Jean; le

1777.

major de brigade (Studholme) y a été envoyé à la demande des habitants, avec la charpente d'un blockhaus et quatre pièces de six, ce qui a déjoué les desseins des rebelles, dont tous les préparatifs avaient déjà été faits à Machias sous les ordres d'un nommé Allen. Studholme a mis son poste en état complet de défense. Crabtree est venu débarquer les hommes d'un bâtiment monté de huit canons, pour détruire l'établissement, mais il s'est retiré précipitamment en apprenant que Studholme y était. Audace des pirates. L'un d'eux, nommé Leach, a gagné £10,000 en capturant des navires de commerce devant la côte. Il (Massey) a écrit au lieutenant-gouverneur que l'on ne pourra point mettre fin à la rébellion, tant que les navires repris continueront à se vendre ici, parce qu'ils sont aussitôt rachetés et remis en course. Il demande des lettres de marque, au moyen de quoi il saura assurer la sécurité dans la baie de Fundy. Regrette qu'Arbuthnot ne commande plus la force navale; si celle-ci était encore sous son commandement, on ne verrait point ces petits bâtiments de pirates se montrer sur la côte sans éprouver le sort qu'ils méritent. La défaite de Burgoyne a ranimé les espérances des sujets désaffectionnés. Si le plan de lord Howe avait été suivi, qui était de ne point traîner de gros bagages ni d'artillerie pesante, Burgoyne aurait atteint sûrement Albany. Envoi de détachements pour tenir en alarme la côte de l'Est, et détourner ainsi les habitants d'aller rejoindre le corps principal des rebelles. Comment ces derniers se ravitaillent. Binney, adjoint de Newton, semble fort disposé à leur venir en aide. Protection que l'on pourrait attendre de l'emploi de petits bâtiments armés en guerre. "Col. Cor, N. S.", vol. 13, p. 14

11 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Arbuthnot. Reçu ses dépêches. La paie distribuée aux miliciens était raisonnable. Il le dira à la trésorerie afin qu'elle lui rembourse (Arbuthnot) l'argent avancé. Il est très aise d'apprendre que les préparatifs qui se faisaient pour attaquer la province ont été interrompus. Si les forces de terre avaient pu opérer conjointement avec celles de mer, le succès aurait été plus décisif.
"Col. Cor. N. S.", vol. 11, p. 247

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 260.)

16 décembre. Pétition de sir Herbert Macworth et de l'"Acadia Company". Il y est dit que la compagnie a pour but de mettre en valeur et cultiver des terres dans la Nouvelle-Ecosse; que les fonds souscrits par elle se montent à £20,000, et qu'elle a acquis la propriété de 40,000 acres de terrain. Elle demande la concession de l'île Madame. S 1, "B. T. N. S.", vol. 28

23 décembre, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Après ce qui est arrivé à Burgoyne, il a demandé à Massey et Collier de retirer les rebelles prisonniers, au nombre d'environ 1,400; toutes les forces chargées de la protection de la province "comprennent au plus 600 hommes—les troupes de marine, sans grenadiers, et 400 highlanders, sous le commandement du major Small, officier distingué, etc. Les deux autres corps, ceux de Goreham et de Legge, composés d'éléments très jeunes, sont incomplets, et je présume qu'on ne peut guère compter sur eux." (La donnée, comme on le voit, est bien obscure: Arbuthnot entend-il dire que les forces totales vont à 600 hommes, y compris les troupes de marine et les deux jeunes corps? ou bien sont-elles de 1,000 hommes, sans ces derniers, lesquels en les supposant de 100 hommes, chiffre ordinaire, porteraient le nombre total à 1,200? Dans une lettre du 1er janvier 1778, Arbuthnot dit qu'il y a 400 soldats de marine et 400 highlanders; mais il ne mentionne pas les deux jeunes corps; en sorte qu'il est possible que les forces consistassent en 800 réguliers et 200 provinciaux. Les états mensuels du "War Office" et les annuaires militaires, consultés, ne fournissent aucun renseignement sur ce point.) Il espère que l'on pourvoira à la sécurité de la province au printemps. A demandé

1778. à Collier d'envoyer deux frégates passer l'hivernage à Annapolis, et deux autres à l'entrée de la rivière Saint-Jean, pour imposer aux rebelles de Machias, qui ne cessent d'inquiéter par des pointes les colons sur la frontière. Avec trois petits bâtiments, de 12 canons et 50 ou 60 hommes chacun, à sa disposition, il se ferait fort de protéger le commerce.
"Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 17

1er janvier, Halifax. Le même au même. Le major Small, porteur d'une lettre d'introduction auprès de lui, est en mesure de lui rendre compte de la situation de la province, et de lui faire connaître combien l'établissement d'un poste à l'entrée de la rivière Saint-Jean est nécessaire. Le "Highland Corps" se compose de 400 hommes de belle taille; c'est, à part les 400 hommes de troupes de marine, toute la force régulière qu'il y a dans la province. 20

4 janvier, Machias. Commission de lieutenant des sauvages, donnée au capitaine Jack Quevrey. Pièce incluse dans une lettre de Hughes à Germain, du 16 janvier 1779. Voir à cette date.

15 janvier, Halifax. Gibbons, solliciteur général aux Lords du commerce. En prévision des contestations auxquelles donneront lieu les confiscations et reconcessions de terres, il leur envoie un exposé des opérations devant les commissaires, suivi d'une proposition de réforme.
S 8, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluse. "Exposé sommaire du mode actuellement usité dans la Nouvelle-Ecosse pour retirer aux concessionnaires primitifs leurs terres quand ils n'ont pas accompli les conditions mises aux concessions, et pour reconcéder les mêmes terres à d'autres; suivi d'une modification de ce mode très respectueusement proposée." S 9

16 janvier, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui envoie le procès-verbal du procès de deux matelots accusés et convaincus de meurtre. Comme il a paru à la cour que l'acte avait été commis par eux pour leur propre défense, l'exécution a été sursise; ils sont recommandés à la miséricorde du roi. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 22

Extrait du dossier du procès de Thomas Shearer et de Thimothy Butler, pour le meurtre de Thomas Evans commis en mer. 23

(Les dépositions établissent que Evans avait attaqué un jour Birch, le capitaine d'une prise (un sloop), et ordonné aux deux prisonniers de le jeter par-dessus bord, criant qu'il était le maître et que s'ils ne lui obéissaient pas il les tuerait. Le lendemain, il mit le cap sur la côte de la Nouvelle-Angleterre, en intention, disait-il, de conduire le navire au premier port américain qui se présenterait et de l'y vendre. Au témoignage des deux hommes, craignant pour leurs vies et pour celle de Birch, le capitaine de la prise, et voulant les sauver, ils avaient tué Evans et jeté le cadavre à la mer, pendant que dormait Williams, un Américain qui avait été matelot sur le *Hancock*, et en qui ils n'avaient pas confiance. Ils avaient ensuite demandé au capitaine de la prise de se charger de la conduite du navire; et l'on s'était aussitôt dirigé vers Halifax. Le procès se fit devant la cour de l'amirauté. La condamnation, après avoir déclaré coupables les deux hommes, continue: "Il appert des aveux des prisonniers que, craignant d'être avec le navire conduits à un port au pouvoir des rebelles et ayant été menacés d'être jetés à la mer, ils ont commis l'acte pour leur propre conservation.")

25 janvier, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui recommande le major Small par cette lettre d'introduction; Small est en mesure de donner des informations exactes touchant l'état de la province. Il (Massey) a eu plus de prisonniers qu'il n'avait de soldats pour les garder; mais à cause des mesures prises il n'a pas eu une heure d'inquiétude sérieuse. Le corps de Highlanders de Small a été assemblé et passé en revue. Opinion favorable que cette troupe a donnée d'elle. L'entretien du fort Cumberland nécessite une dépense considérable. Sans les 60 familles

1778.

fidèles d'Yorkshire qui sont établies aux environs, il abandonnerait ce poste, vu qu'il en a formé un à l'entrée de la rivière Saint-Jean, où il a mis Studholme avec 50 hommes d'élite. Quoique Allen ait 500 hommes à Machias, Studholme saura bien se maintenir où il est. Insuccès des attaques sur Machias. Il (Massey) a demandé à sir William Howe un renfort destiné à tenir les habitants du littoral occupé par les rebelles en de continuelles alarmes. On n'avancera en rien tant qu'on ne portera pas le fer et la flamme dans le Massachusetts et les provinces voisines.

"Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 38

23 février, Québec. Carleton à Arbuthnot. Lettre incluse dans la dépêche d'Arbuthnot à Germain, du 8 avril 1778. Voir à cette date.

26 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Arbuthnot. Sa promotion au rang de contre-amiral entraîne le retrait de sa charge dans la Nouvelle-Ecosse. Il lui sera nommé au plus tôt un successeur, mais il doit rester en fonctions jusqu'à l'arrivée de ce dernier. Thomas Shearer et Timothy Butler ont été graciés, suivant la recommandation faite. Il (Germain) convient de l'utilité de petits bâtiments de guerre pour la protection de la côte, et a écrit dans ce sens à l'amirauté, à laquelle aussi il a demandé de permettre qu'il se donne des lettres de marque. Il sera fait droit à la requête de De la Roche. Un renfort de 2,500 hommes partira au printemps, les provisions leur seront fournies; mais il (Massey) devra pourvoir à leur logement. "Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 41

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 263.)

26 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Massey. Il le remercie de ses fréquentes communications au sujet des affaires militaires ; se réjouit de voir qu'en tenant en alarme le littoral de la Nouvelle-Angleterre on empêche les entreprises sur la Nouvelle-Ecosse. L'établissement du poste à Saint-Jean lui paraît être une mesure sage.

"Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 47

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 268.)

13 mars, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Tout va bien. Il a des nouvelles de Studholme toutes les deux semaines. Le fort de la rivière Saint-Jean est parfaitement à l'abri d'un coup de main. Massey réitère sa demande de petits bâtiments armés en guerre. La contrebande avec les colonies rebelles se pratique aussi ouvertement qu'à Londres le commerce légitime. "Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 51

23 mars, Jersey. John Robin à A. & G. Lemprière. La concession de l'île Madame à l'"Acadian Company" leur ferait à eux (les associés de Robin) un très grand tort. Description des îles et progrès de l'œuvre d'établissement ; nombre des navires employés à la pêche, etc.

S 10, "B. T. N. S.," vol. 28

1er avril, Whitehall Le Secrétaire d'Etat (Germain) à..... Il permettra que l'on charge 120 *chaldrons* de houille à Louisbourg pour les forges à Terre-Neuve.

"Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 49

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 269.)

8 avril, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il a tenu jusqu'à présent les sauvages dans de bonnes dispositions en leur promettant un prêtre ; mais voilà qu'une partie de ceux de la rivière Saint-Jean sont allés à Machias. Il a envoyé un exprès à Carleton pour en obtenir que le missionnaire Bourg réside au milieu d'eux. Ci-inclus copie de la réponse de Carleton. Cela va engager les sauvages à revenir. Il faudra rétablir la rétribution qui se donnait au missionnaire.

"Col. Cor. N. S.," vol. 13, p, 52

Incluse. Lettre de Carleton à Arbuthnot du 23 février. Bourg a déjà eu l'ordre de se rendre à Halifax pour y recevoir des instructions par rapport à l'établissement de sa mission. Des sauvages de Saint-Jean, des Micmacs, d'autres encore, vinrent l'année dernière, qui furent bien traités

1778.

et se montrèrent fort satisfaits. On leur dit alors de rester tranquilles. S'ils ont agi contre cet avis, peut-être sentiront-ils, mais trop tard, la méchanceté de leur conduite. Il comptait partir l'automne dernier, et ne doute pas de le faire ce printemps. 54

21 avril, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il a détaché Hierlihy, avec autant d'hommes des compagnies indépendantes nouvellement levées qu'il a été possible d'en assembler, pour aller protéger la houillère, le matériel d'exploitation, etc., à la rivière des Espagnols. Deux navires de pirates s'étant dirigés de ce côté avec l'intention de tout brûler et détruire, le capitaine Fielding, le nouveau "naval commander", avait expédié en vingt-quatre heures des forces pour défendre le lieu. Hierlihy et son monde s'en allaient par l'ordre de Clinton à l'île Saint-Jean (île du Prince-Edouard); mais ayant été retenus à Halifax par la gelée, il (Massey) les avait employés à cet autre service. Au rapport de Studholme, tout va bien à la rivière Saint-Jean. Il en est de même à Halifax, depuis le changement de commandants des forces navales. 78

6 mai, Halifax. Le même au même. Sur l'avis, reçu de Studholme, qu'il se faisait un grand rassemblement de troupes à Machias, il lui a envoyé un renfort, qui s'est bien rendu, en sorte que le poste de la rivière Saint-Jean se trouve mis en sûreté. Il a envoyé aussi un détachement à Cobequid pour arrêter des personnes suspectes et maintenir la paix dans l'établissement. 80

8 mai, Halifax. Arbuthnot au même. Il lui accuse réception de ses dépêches et d'une circulaire sur ce qu'il faudra faire des prisonniers pris par les navires ayant des lettres de marque; mais il n'a pas encore eu l'autorisation de délivrer de ces lettres. 63

18 mai, Halifax. Massey au même. Il a des dépêches prêtes, mais ne veut pas les expédier par les navires d'approvisionnement, qui ne sont pas armés. Il lui écrit seulement pour lui dire qu'il a disposé les troupes de façon à avoir bon marché de l'ennemi qui viendrait l'attaquer. Les dépêches seront confiées au lieutenant Howe, du corps de marine. 81

23 mai, Halifax. Liste des officiers des "Loyal Nova Scotia Volunteers," avec mention de la date de leurs commissions, etc. 56

27 mai, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu ses dépêches, avec la circulaire, les Actes du Parlement, etc. Mais il n'a pas encore eu l'autorisation de donner des lettres de marque, ni les dépêches cotées 1 et 2. Depuis l'été dernier, les rebelles n'ont rien tenté contre la province; seulement, les navires marchands sont continuellement attaqués, et les habitants, entre Halifax et le cap de Sable, sont si exposés aux dépréda-tions des pirates qu'on peut craindre qu'ils n'abandonnent les établisse-ments, faute de la protection qu'à l'aide de quelques petits détachements de soldats et de petits bâtiments armés il serait facile de leur procurer. En cas de guerre avec la France, on aurait toute raison de se méfier des sauvages et des Acadiens français. Il (Arbuthnot) a tiré des lettres pour payer la dépense des mouvements de la milice dirigée sur la frontière que menaçaient les rebelles. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 64

30 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Comment les habitants d'Halifax seront autorisés à s'approvisionner de houille. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 269

Copie adressée au commandant en chef, avec demande d'agir avec Hughes. 270

Lettre du commandant en chef à cet effet. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 57

Copie, adressée au commandant en chef, des instructions données à Hughes. 58

30 mai, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui envoie des dépêches par le lieutenant Howe. Sur la nouvelle qu'une guerre avec la France était

1778.

inévitable, il a fortifié le port. Demande une compagnie d'artillerie; car il n'a qu'un lieutenant retraité et seize hommes de cette arme, qu'on n'a point déplacés, n'estimant pas qu'ils en valussent la peine. Il espère que Hierlihy aura protégé la houillière, mais est sans nouvelles de lui. Tout va bien au fort Howe; le détachement de Cobequid est très utile. Il a autant de prisonniers qu'il y a d'hommes disponibles pour les garder; mais ses officiers et ses soldats sont vigilants. Envoi de lettres trouvées sur Pearson et de copie de son témoignage. Parker, signataire des lettres, est un commis de l'alderman Harley. Le rapport de Small va le justifier (Massey) en ce qui est de son désaccord avec Collier. Le plan le plus sage aurait été, en effet, de tenir en alarme la population littorale de la Nouvelle-Angleterre. Le malheur arrivé à Burgoyne en fournit la preuve. Page 82

31 mai, Halifax. Arbuthnot au même. Remerciements chaleureux pour sa promotion d'officier général de marine. L'assemblée se réunira le 6 juin; il en préparera les membres à la réception du lieutenant-gouverneur, qu'il instruira de tout ce qui est nécessaire pour l'expédition des affaires. 68

1er juin, Halifax. Liste des membres du conseil. S 11, "B. T. N. S.", vol. 28

1er juin, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu les extraits des plaintes de lord Howe et du général, sur ce qu'ils appellent la délivrance de permis indifféremment faite à des navires qui d'une manière ostensible se chargent de rhum et de mélasse pour New-York. A quel "torrent de mécontentement" il se voit exposé par le refus de ces permis; comment le commandant en chef pourrait y mettre un terme.
"Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 70

Incluse. Extrait d'une lettre à lord Howe sur ce sujet, datée du 12 juin 1777. 72

1er juin, Halifax. Arbuthnot au Secrétaire d'Etat (Germain). Il a reçu sa dépêche et attend avec impatience les arrivages d'Angleterre. 73

2 juin, Spithead. Hughes au même. Il a reçu les instructions (relatives aux approvisionnements de combustible pour Halifax), et sera attentif à les exécuter. Le vent est contraire et fraîchit, en sorte que l'on aura probablement le temps de lui faire tenir d'autres instructions. 60

3 juin, Whitehall. Knox à Hughes. Envoi des estimations budgétaires pour 1778.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 271

Incluse. La pièce mentionnée. 272
(Duplicata. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 499.)

3 juin, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivée du *Vulture*, avec 1 capitaine, 3 officiers subalternes et 44 hommes de troupe; joie qu'elle lui a causée; depuis dix jours il fortifiait toutes les hauteurs, à cause des bruits de guerre avec les Français. Il aura 100 canons montés d'ici dix jours, pièces de 24 et de 32. Regret qu'il éprouve du départ de sir William Howe. Retour du *Hope*, qui a escorté le détachement de Hierlihy; ce détachement s'est rendu à temps pour empêcher les dégâts aux houillères. Les éclaireurs des postes avancés rapportent que tout est tranquille. Le *Hope* a détruit un navire de pirates et amené tous les hommes qui étaient à bord. Il (Massey) laisse le détachement de Hierlihy aux mines, le croyant plus capable de manier le pic et la pelle qu'aucune autre troupe sous ses ordres. Reçu la dépêche approuvant son établissement de postes à l'entrée de la rivière Saint-Jean. Small fournira des renseignements sur son plan favori (Massey), quoique malheureux, de tenir en continuelle alarme le côté oriental de la Nouvelle-Angleterre, malheureux plan parce que, s'il avait été adopté, Bourgoyne aurait opéré sa jonction avec la grande armée, à la suite d'une expédition à Machias, laquelle eût retenu les gens chez eux en les forçant de pourvoir à leur propre défense; tandis que toute la population s'est mise en

1778.

campagne pour attaquer, à la nouvelle de la fuite de Collier. Ce désastre a mis tout le continent en armes. " Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 84

6 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Il est venu ici pensant obtenir des présents avec lesquels il pût détourner les sauvages de s'attacher aux ennemis du roi; mais il n'y a point d'argent. Des émissaires sont rendus chez les sauvages sur la frontière occidentale, et leurs manœuvres ne sont pas sans effet, car au moins 200 canots de Micmacs sont assemblés à la rivière Miramichi et il en passe d'autres tous les jours qui vont les rejoindre. Il est fort à craindre qu'ils ne soient à la veille de rompre l'alliance; si cela arrivait, ils pourraient dévaster les régions intérieures de la province, et réduire la capitale à la détresse. Il (Francklin) conseille vivement de donner l'argent qu'il faut pour se les assurer. Services de Massey. 74

7 juin, Spithead. Hughes à Knox. Reçu copie du budget civil de la Nouvelle-Ecosse. 62

11 juin. Adresse du conseil du Massachusetts aux sauvages. Pièce incluse dans une lettre de Hughes à Germain, du 16 janvier 1779. Voir à cette date.

30 juin, Halifax. Liste des membres du conseil. " Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 99

Liste des lois passées dans la session, du 6 au 25 juin 1778. 100

7 juillet, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Cette dépêche lui sera remise par son secrétaire, le lieutenant Throlop, obligé de repasser en Europe par motif de santé. Progrès des travaux de défense dans le port. Lord Beauchamp lui promet trois bataillons de renfort. Les postes avancés se maintiennent; le fort Howe a une extrême importance. Destruction de six navires de pirates dans les trois dernières semaines. Il (Massey) n'avait jamais pu, avant l'arrivée de Fielding, déterminer aucun officier de marine à leur courir sus. 87

9 juillet, Londres. George Lemprière aux Lords du commerce. La demande par sir Robert Mackworth de la concession de l'île Madame, a été communiquée aux négociants de Jersey intéressés dans la pêche. Par suite des courses des Américains, la flotte de pêche est bien moins nombreuse. Dans la présente conjoncture, les négociants jersiais se désistent de leur opposition à la demande de Mackworth. Extrait d'une lettre de Robin à cet effet. Il (Lemprière) laisse les choses à l'examen et à la décision de leurs seigneuries, expérant que, si la demande est accordée, elle le sera sous la réserve de la faculté pour les autres de pêcher librement. S 12, " B. T. N. S.", vol. 28

17 août, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Il a prêté serment aujourd'hui même avant de prendre possession de l'administration de la province. " Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 95

18 août, Halifax. Le Colonel Francis McLean au même. Arrivée des trois régiments, en bonne santé. Ils se sont campés par l'ordre de Massey, qui fait construire des casernes pour leur logement. 93

18 août, Halifax. Le Juge en chef Finucane au même. Il lui transmet, à la demande du grand jury, une adresse au roi. 96

Incluse. Adresse du grand jury du comté d'Halifax. 97

19 août, Halifax. Massey au Secrétaire d'Etat (Germain). Arbuthnot rendra compte des travaux pour fortifier Halifax. Arrivée de McLean avec les renforts. Il (Massey) ne craint plus aucun ennemi qui voudrait attaquer la place. Nombre d'habitants, prenant les navires au large du port pour une flotte française, sont venus offrir leurs services. Efforts déployés par Fielding. Somme de travail exécutée par la garnison depuis le 10 mai. Ci-incluse une lettre de Haldimand. 103

En se reportant à la correspondance contenue dans les " Archives," Q 15, p. 219, on verra que la lettre de Haldimand est datée du 4 août; qu'elle mentionne les rapports de Butler sur son expédition à Wyoming (p. 220) et sur la reddition des forts Wintermont, etc., (p. 225); et

1778. qu'elle avait été expédiée à Germain par la voie d'Halifax, faute d'une occasion de l'envoyer directement de Québec.)

19 août, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivé aujourd'hui même (le 19), il a pris les rênes de l'administration de la province. (Dans sa lettre du 17 août, Hughes dit qu'il était arrivé le 16 et avait prêté le serment le 17. Le Journal du conseil exécutif ne commence que le 21 et ne porte aucune mention de la prestation de serment de Hughes.) Il n'a que le temps d'annoncer l'arrivée de McLean et du renfort.
"Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 116

29 août, Halifax. Le même au même. Il met sous ce pli un extrait d'une lettre de Knox du 8 décembre (S 17). Voir à cette date.

29 août, Halifax. Le même au même. Il demande avec instance l'envoi d'un paquebot directement à Halifax, vu les retardements de la délivrance des dépêches, etc.
"Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 118

29 août, Halifax. Le même au même. Il lui adresse des copies des lois, avec les Journaux et les procès-verbaux, ainsi que l'évaluation des dépenses civiles à prévoir pour l'année 1779. L'allocation de £100 pour un missionnaire chez les sauvages a été rétablie, le gouvernement de Québec ayant fourni un prêtre qui convient. L'arrivée des troupes permet à Massey de pourvoir à la protection des habitants. 120

Incluse. Evaluations mentionnées. 123

2 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Massey. Reçu ses dépêches. Il est bien aise de savoir que Studholme a mis Saint-Jean à couvert. Il a fait la demande de petits bâtiments de guerre au département ordinaire. Instruction (à Massey) d'informer Clinton des mouvements de Hierlihy. Il (Germain) a appris avec un vif plaisir l'état des fortifications sur le port d'Halifax ; car la guerre avec la France est imminente, il n'y a plus qu'à en faire la déclaration. Sa confiance sera plus grande encore quand les renforts seront rendus, et il est probable qu'ils arriveront à Halifax avant cette lettre. Combien il se réjouit des services rendus par lui (Massey) et Fielding en détruisant six des neuf bâtiments de pirates en course. Succès que promettrait la coopération des forces de terre et de mer. Sa Majesté approuve son zèle et ses efforts (Massey) et ceux de Fielding.
"Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 89

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 275.)

6 septembre, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivée de l'*Ariel*, avec des dépêches de Howe, qui s'en remet de la décision à prendre par rapport au départ du corps de marine à lui et au commandant des troupes. Comme la flotte française est sur la côte, et qu'une attaque est probable, ils ont décidé de garder le corps.
"Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 112

8 septembre, Halifax. Massey au même. Cette lettre sera confiée au lieutenant Dodd, exprès envoyé par Collier avec les dépêches de l'amiral Byron dont il (Massey) devait se charger, après avoir passé le commandement à McLean. Le corps de marine était embarqué et prêt à partir le 6. Byron, étant seul, a rencontré toute la flotte française, et deux vaisseaux de 74 et de 64 canons lui ont donné chasse ; mais le voyant diminuer de voiles, ils n'ont pas voulu entamer le combat. Byron est entré en rade le 25 août ; le *Culloden* l'y avait précédé de quelques jours. Aussitôt réquipés, ils sont repartis le 4 pour rallier lord Howe, comme celui-ci mandait de retenir le corps de marine ; sa lettre est parvenue deux jours après le départ de Byron. Il (Massey) a repris le commandement en attendant des nouvelles de Howe ou de Clinton. Point d'inquiétude à avoir au sujet d'Halifax. 110

30 septembre, Halifax. Hughes au même. Il recommande fortement Studholme à cause des services qu'il a rendus à la province. 125

29 septembre, Halifax. Le même au même. En présence des déprédations commises sur la côte par des petits bâtiments armés, que les vaisseaux de guerre ne peuvent

1778.

suivre dans les criques, etc. ; à cause de leur tirant d'eau, il s'est vu obligé de tenir en service le bâtiment provincial et de tirer sur la trésorerie pour sa dépense. Il demande que l'on fasse bon accueil à ses traites. Reçu les instructions portant de permettre de fournir à Terre-Neuve de la houille de Louisbourg. "Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 127

3 octobre, Halifax. Francis McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). En conséquence du départ de Massey, il a le commandement, mais depuis trop peu de temps pour pouvoir rendre compte de la situation des affaires. 130

7 octobre, Halifax. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Massey. Il lui adresse un duplicata de la dépêche du 2 septembre, l'informant que le roi approuve ses efforts. L'arrivée des renforts sous McLean est un événement heureux : la haute réputation de cet officier est ce qui l'a fait choisir. Il (Massey) peut maintenant obtenir le congé qu'il demandait en 1777. Le roi compte qu'il donnera à McLean, son successeur au commandement, tous les renseignements nécessaires. 105

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 278.)

12 octobre, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Un traité de paix a été conclu, le 24 septembre, avec les Micmacs, les Malécites et les Miramichis, lesquels ont prêté le serment d'allégeance de la manière la plus solennelle et avec les cérémonies ordinaires. Avantages de la paix. Déjà ces sauvages avaient adressé une déclaration de guerre à Studholme et renvoyé le drapeau britannique. Zèle de Francklin, qui, avec Studholme et le prêtre Bourg, a obtenu le traité. Les chefs en prêtant le serment ont livré à Francklin les présents qu'ils avaient reçus de Washington pour rompre leur promesse de fidélité au roi.

"Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 144

14 octobre, Halifax. McLean au même. Du départ des soldats de marine; Clinton a écrit qu'il expédiait un renfort de deux bataillons et que le corps de marine eût à attendre qu'ils fussent rendus pour s'embarquer; ils ne sont pas encore arrivés. Les troupes sont toujours campées, les casernes n'étant pas prêtes, parce que le bois de sciage a manqué. Ces troupes ne seront guère bien logées cet hiver; et les hôpitaux font défaut. Il (McLean) rendra compte de l'état de la province aussitôt que possible. Il craint que les retranchements autour de Citadel Hill ne puissent se terminer avant que les gelées commencent. Besoin de poudre. 147

20 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. L'arrivée de Parker à New-York avec six vaisseaux de ligne et la jonction probable de Byron et de Howe ôtent toute appréhension d'une attaque sur Halifax, les troupes de marine seront renvoyées en Angleterre. 114

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 280.)

4 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Reçu ses dépêches; elles devraient toujours être numérotées. En raison de la perte de deux navires, peut-être sera-t-il impossible de satisfaire à sa demande d'un paquebot se rendant directement à Halifax; mais il la communiquera au maître général des postes. L'empressement de Massey à prendre des mesures pour la défense de la province est fort louable. Reçu l'estimation des dépenses de l'administration civile. La situation prospère de la province devrait lui permettre de supporter une partie de ces charges. Arrivée d'un détachement du corps de marine; les bâtiments où se trouve le reste ont été séparés du convoi par un vent forcé. Le roi espère, vu la forte position d'Halifax, que le départ de ces troupes n'exposera point la place à des dangers. Nécessité d'un croiseur armé en guerre pour la protection des navires transportant les vivres et le combustible. Il (Germain) ne saurait concevoir pourquoi la province ne peut pas se charger d'une dépense qui serait si légère. La trésorerie l'avisera de la décision prise. Le roi apprécie les services rendus par Studholme. 132

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 281.)

1778.
11 novembre Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Mesures à prendre pour conserver la santé des rebelles prisonniers et de la garnison. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 139

11 novembre, Whitehall. Le même à McLean. Lettre en substance semblable à celle adressée à Hughes au sujet de la santé des prisonniers et de la garnison. Envoi d'un petit approvisionnement de poudre; on en enverra davantage aussitôt que le permettra la saison. Félicitations sur ce qu'il a pris son commandement. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 141

(Copie des deux dernières lettres. "Col. Off. N. S.", vol. 1, pp. 285, 287.)

23 novembre, Londres. Avis du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois passées dans la Nouvelle-Ecosse en juin 1778. Il exprime l'opinion que la loi autorisant la nomination de shérifs en certains comtés soit sanctionnée, moyennant qu'il y soit fait des modifications par acte ultérieur. La loi contre l'accaparement est inopportune. Les autres ne soulèvent pas d'objections au point de vue du droit, à moins que quelqu'une de celles que l'on proroge n'ait été révoquée. S 13, "B. T. N. S.", vol. 28

8 décembre, Whitehall. Knox aux Lords du commerce. Il transmet par l'ordre de Germain une lettre de Hughes, avec copie de son approximation des dépenses. S 17

Incluses. Extrait de la lettre, expliquant pourquoi l'estimation contient une somme additionnelle de £100 pour un prêtre chez les sauvages; allocation supprimée lorsque le missionnaire en fonctions jusqu'en 1773 était retourné à Québec. S 18

Duplicata de l'évaluation des dépenses à prévoir. Voir au 29 août. Evaluations. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 207

(Ces dernières paraissent être celles des lords du commerce. Elles diffèrent un peu de l'évaluation envoyée par Hughes le 29 août, laquelle présentait un total de £4,696.10.5, au lieu que la leur est de £4,796.10.5. La différence est due à l'addition d'une somme de £200 au traitement du juge en chef et à l'omission des £100 du missionnaire des sauvages.)

1779. Autre copie des dernières évaluations. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 501

12 janvier, New-York. Etat des troupes provinciales sous McLean à Halifax. "A. & W. I.", vol. 605

16 janvier, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui a déjà rendu compte du traité de paix fait avec les sauvages. La dépense a été de £577.2.9, excédant de £477.2.9 l'allocation votée par l'assemblée; et il demande que cette somme ne soit pas mise à la charge du trésor provincial. Ci-inclus copie du traité entre le Massachusetts et les sauvages, en date du 19 juillet 1776. On voit là les efforts faits pour débaucher les sauvages; ceux-ci s'étaient engagés à fournir 600 hommes, qui devaient être sous le commandement de Washington; voilà 600 hommes qui n'iront pas servir sous ses ordres, après le dernier traité. Décadence des pêches à Canso, faute de protection. Cette protection n'est possible qu'à l'aide de navires semblables à ceux dont se servent les rebelles. Il demande donc la permission d'armer et équiper deux petits bâtiments de 8 à 12 canons, avec chacun 40 hommes environ; promettant de rétablir les pêches à Canso dans leur ancien état. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 169

Incluses. Traité d'alliance et d'amitié conclu par et entre le gouverneur de l'Etat de Massachusetts Bay et les délégués des sauvages de Saint-Jean et des Micmacs. 172

Commission de lieutenant des sauvages, donnée au capitaine Jack Quevrey, à Machias, le 4 janvier 1778. 178

Adresse du conseil du Massachusetts aux sauvages, en date du 11 juin 1778. 179

20 janvier, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu ses dépêches, mais après des retards qui, une fois de plus, montrent la nécessité d'une transmission postale directe. 151

1779
2 février, Halifax. Le même au même. Envoi des procès-verbaux du conseil et de la liste de ses membres. Page 154
Incluses. Procès-verbaux du conseil. 155
Liste des conseillers. 168

3 février, Halifax. Hughes à Pollock. Il renvoie les paquets adressés au vice-amiral Montagu, qui avait fait voile quand ils sont arrivés. 150

10 février, Halifax. Nesbitt au Secrétaire d'Etat (Germain). Il est prêt à se démettre de sa fonction en faveur de Brenton, à condition d'en avoir les appointements jusqu'à la fin de sa vie. 185

10 février, Halifax. Brenton au même. Il met sous ce pli la démission du procureur général Nesbitt en sa faveur (Brenton), sous la condition de continuer à toucher les appointements de la fonction jusqu'à sa mort. 186
(Suit un duplicata.)

16 février, Halifax. McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). Tout est tranquille, et, à ce qu'il apprend, les rebelles n'auraient aucunement l'intention d'envahir la province; mais les moyens lui manquent pour se procurer des informations exactes sur les mouvements dans le New-Hampshire et le Massachusetts, d'où doit venir l'attaque; malgré les efforts de Hughes et les siens pour établir des voies de renseignement. Il est plus heureux du côté de la baie de Fundy, où rien n'arrive sans qu'il en ait connaissance. Le corps de marine a été remplacé par des troupes hessoises, en sorte qu'il possède une force suffisante pour résister à toute attaque; mais les habitants seraient d'un bien faible secours. Inconvénients résultant de la division de son corps. Il a fait une proposition à Clinton pour employer les troupes l'été prochain, et n'a pas encore reçu ses ordres. La poudre est arrivée: 500 barils par l'*Adamant*, et 150 barils que Clinton a envoyés. On manque d'équipage de campement. Il (McLean) se recommande à sa seigneurie au cas où les forces viendraient à être réduites. "Col. Cor. N. S,", vol. 13, p. 180

21 février, Halifax. Fenton ("provost marshal") au même. Demande de congé. 48

27 février, Halifax. Hughes au même. Il envoie un état des sources de revenu et de ce qu'elles donnent; ce détail prouve que la province est incapable de contribuer plus qu'elle ne fait aux dépenses de l'administration civile, etc. 188

(Pièce non datée, mais le duplicata porte la date indiquée ci-dessus en marge.)
Incluse. Résolutions votées par l'assemblée relativement au budget civil de l'exercice commencé le 1er janvier 1779, accusant une insuffisance de £14,500, 194

4 mars. Le Lieutenant Ferguson à Clinton (?). Pièce au dos de laquelle se lisent ces mots: "Papiers très importants sur l'état de la Nouvelle-Ecosse, ses moyens de défense, ses besoins, etc." Mais ces papiers ne se rapportent qu'à la province de New-York et aux colonies méridionales; il n'y est même pas fait mention de la Nouvelle-Ecosse.
"B. M." *add.* 19071, fol. 225

3 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Le traité avec les sauvages est approuvé. Le zèle de Francklin justifie pleinement sa nomination aux fonctions de surintendant. Il (Germain) ne peut autoriser une dépense aussi considérable que celle que nécessiterait l'équipement de deux bâtiments armés pour la protection de la pêche à Canso. Il a écrit à l'amirauté, qui donnera ses instructions à Arbuthnot, lequel ne songe qu'au bien de la Nouvelle-Ecosse. La trésorerie ne l'approuve pas (Hughes) d'avoir tiré pour la dépense du bâtiment loué par lui-même. Brenton succèdera au procureur général Nesbitt, et Newton sera nommé commissaire aux enchères, mais sans privilèges exclusifs.
"Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 197

7 9.

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 289.)

3 mai. Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Reçu l'état du revenu, des dépenses et de la dette de la province, communiqué pour prouver que celle-ci est incapable de supporter un surcroît de charges. La principale part de la dette se rapportant à des améliorations domestiques qui ont dû être plutôt favorables que nuisibles au revenu, il continue à penser que la province, dans un temps si critique, ne saurait refuser absolument de contribuer à ces nouvelles charges ; et il espère que lui (Francklin) représentera à l'assemblée qu'elle devrait pourvoir, dans une mesure convenable, à la protection du commerce et de la pêche.

"Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 200

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 291.)

3 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Francklin. Le roi lui sait gré du zèle et de l'habileté qu'il a déployés pour obtenir le traité avec les sauvages. Il est probable que les côtes voisines de la Nouvelle-Ecosse seront attaquées dans l'été ; en cas pareil, les services des sauvages seraient bien importants. Il (Francklin) devra mettre en œuvre son influence pour se les assurer au besoin. Somme de £500 affectée à des distributions de présents aux sauvages. Il (Francklin) adressera ses lettres sur les affaires du département indien soit à son bureau (Germain) ou à l'agent du roi seulement. "Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 203

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 292.)

6 mai, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu l'ordre de coopérer aux mesures à prendre pour la santé des troupes et des rebelles prisonniers, ainsi que les copies du discours du roi et des adresses en réponse à à ce discours. "Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 206

9 juin, Whitehall. Knox aux Lords du commerce. Il leur transmet, par l'ordre de Germain, la pétition de De la Roche, pour examen.

"S 21 "B. T. N. S.", vol. 28

Incluse. Pétition de De la Roche, missionnaire, exposant que les autres missionnaires à Lunenburg ont eu des concessions de terres, et demandant la concession de terres reprises par confiscation dans le township.

S 22

1er juillet, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que les terres de feu le Rév. M. Vincent soient données au Rév. Peter de La Roche missionnaire, si elles ont fait retour à la couronne.

"B. T. N. S.", vol. 38, p. 503

8 juillet, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). La législature s'est réunie le 7 et a été prorogée le 28 juin. Ci-incluse la liste des lois. Pour mettre fin aux déprédations qui s'exercent sur la côte en l'absence de vaisseaux du roi, l'assemblée générale a pris la détermination de lever £500, pour la défense du littoral, au moyen d'une taxe sur les biens-fonds et d'une majoration du droit sur les vins et spiritueux. Ci-incluse aussi une adresse respectueuse. "Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 208

Incluse. Adresse du conseil et de l'assemblée. 210

2 août, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Il envoie les lois, les Journaux des deux chambres, les procès-verbaux du conseil exécutif et la liste des conseillers, et accuse réception de dépêches. 214

Incluse. Liste des membres du conseil. 216

3 août, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Combien il est reconnaissant de l'approbation de sa conduite. Il a préparé un exposé des affaires indiennes pour Clinton. Difficulté d'amener les sauvages à coopérer avec les troupes du roi. Il a réussi à obtenir d'eux qu'ils envoyassent un parti attaquer un corsaire au Cap-Breton. Un petit nombre consentirait à suivre les troupes hors de la province ; frais immenses qu'occasionneraient ces auxiliaires ; faiblesse des ressources pécuniaires dont il (Francklin) dispose. Un prêtre venu de France a dernièrement été envoyé

1779. par le congrès chez les sauvages pour les amadouer; Bourg, le missionnaire du Canada, est allé avec un agent empêcher toute tentative qu'il voudra faire pour entraîner les sauvages à attaquer le poste du roi à Penobscot. Page 231

2 septembre, Halifax. Hughes au même. Récit de l'attaque dirigée contre McLean à Pénobscot Efforts faits pour le délivrer. Avaries éprouvées dans une tempête par la flottille expédiée à cet effet. Arrivée d'une flotte commandée par Collier; dispersion des rebelles. Tout leur équipement naval a été pris et brûlé. Compte rendu par McLean de l'attaque, du débarquement, de l'établissement de batteries, de l'apparition de la flotte, de la fuite des ennemis, etc. 217

Incluses. Extrait d'une lettre de Collier, en date de la baie de Pénobscot le 21 août, racontant son arrivée pour délivrer McLean. Attaqué par 17 bâtiments à Pénobscot, il en prit 2 et fit sauter le reste; l'ennemi comptait 322 canons et avait 24 autres voiles: transports grands et petits, qui furent brûlés. On prit aussi des navires d'approvisionnement. Les forces de terre des rebelles étaient de 2,000 à 3,000 hommes; leurs pertes furent de 400 à 500 hommes. Il y eut 62 tués, blessés et disparus du côté des troupes royales. 224

Compte de MM. Watson et Rashleigh pour le loyer de bâtiments armés. 228

(Conférer les relations ci-dessus avec les lettres de Haldimand des mois d'août, septembre et octobre 1779, qui sont mentionnées aux "Archives," série B, vol. 150, pp. 14 à 31.)

3 septembre, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu ses dépêches, avec les copies du discours du roi, etc. Il a appris qu'un prince est né. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 229

(Ce prince fut nommé Octavius. Il mourut le 3 mai 1783.)

septembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Déprédations commises par des sauvages à Miramchi. Un parti de déprédateurs a été pris par la *Vipère*; et un sauvage tué. Les sauvages fidèles sont contents de la capture, mais trouvent qu'on ne s'occupe pas assez d'eux. Ceux de Saint-Jean, sollicités de se tourner contre McLean, ont résisté à toutes les instances et attendu tranquillement l'arrivée de Bourg et de l'agent. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 236

8 septembre, Halifax. Le Lieutenant-Colonel Bruce au Secrétaire d'Etat (Germain). Rapport sur l'affaire de Pénobscot. 239

Incluse. Liste des bâtiments de la flotte des rebelles. 242

(Cette liste est substantiellement semblable à l'extrait de la lettre de sir George Collier du 21 août; mais contient plus de détails sur le nombre et le calibre des canons, et mentionne un bâtiment de plus, le *Humming Bird*, monté de huit pièces de quatre. A l'égard des 24 voiles, que Collier disait avoir été brûlées, 18 seulement l'avaient été, et 6 avaient été prises; mais il n'est pas fait mention des navires d'approvisionnement. Le bâtiment appelé *Warrant* par Collier, Bruce le nomme *Warren*; de même le *Sally* de Collier porte le nom de *Charming Sally* sur la liste de Bruce.)

10 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Ne pouvant exécuter son dessein d'aller tout droit à l'île Saint-Jean, Patterson a pris passage pour Halifax sur un navire marchand. Il faudra l'aider à se rendre dans l'île. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 294

26 septembre, Windsor, N-É. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Des sauvages ayant leur habitation sur le golfe Saint-Laurent, sont venus le voir; après plusieurs conférences, ils ont signé un traité, dont ci-inclus copie. Il espère décider quelques-uns des commerçants à porter des vivres au moins jusqu'au fort Cumberland, encore que le voyage soit hasardeux à cause du nombre des corsaires. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 252

1779.

18 octobre, Halifax. *Incluse.* Copie du traité. Page 254
Bruce au Secrétaire d'Etat (Germain). Il envoie en recrutement le capitaine Sharpe, qui répondra à toutes les questions qui lui seront faites sur la province. McLean n'est pas encore revenu de Magebaqueduce, mais est attendu d'un jour à l'autre. 250

22 octobre, Halifax. Hughes au même. Il lui adresse les évaluations des dépenses de l'administration civile pour 1780, et une pétition du solliciteur général Gibbons. 264
Incluses. Dépenses présumables. 265
Pétition de Gibbons, demandant une rétribution proportionnée à ses services. 266
(Voir aussi la pièce S 29 du vol. 28 de la série "B .T. N. S.," laquelle était incluse dans la lettre de Knox du 7 décembre.)

24 octobre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivée de neuf sauvages de Miramichi, qui avaient été conduits prisonniers à Québec et que Haldimand a renvoyés ; deux sont retenus comme otages, les autres sont retournés chez eux dans la meilleure disposition d'esprit du monde. La nouvelle est venue de Saint-Jean qu'un parti de sauvages rebelles de Machias s'était emparé d'un bâtiment environ 60 milles au-dessus du fort Howe, avait pillé deux ou trois habitants et s'était ensuite retiré avec précipitation. Ci-inclus un relevé des dépenses faites pour les sauvages, entre le 10 juin 1778 et le 20 octobre 1779 ; elles se montent à £1543 2s. 10½d. ; il a tiré jusqu'à concurrence de cette somme sur la trésorerie. Il y a aussi une dépense de £150 15s. 10d., avancée par le capitaine Harvey, de la *Vipère*, qui sera, il l'espère, remboursée en même temps. Une partie de la première somme sera retenue par Cumberland pour rembourser Hughes de £682 11s. 6½d., avancés par lui. Il (Francklin) compte que l'on pourvoira aux dépenses à faire l'année prochaine, lesquelles ne seront pas moins fortes que celles de cette année.
"Col. Cor. N. S.," vol. 13, p. 258

24 octobre, Halifax. *Incluse.* Relevé de compte. 261
Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Il certifie que les deniers dépensés pour le service indien ont été effectivement et fidèlement employés, et prie que l'on inscrive au budget un crédit suffisant pour l'année prochaine, car les circonstances vont exiger une dépense égale à celle de la présente année. "Col. Cor. N. S.," vol, 13, p. 269

4 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Satisfaction que la "loyale adresse" du conseil et de l'assemblée a causée au roi. La détermination prise par eux de lever une somme de £5,000 pour la défense du pays est une autre preuve de leur zèle. L'activité déployée par lui (Hughes) et Bruce pour secourir Pénobscot leur fait honneur. McLean a déjà été informé combien Sa Majesté apprécie sa courageuse résistance jusqu'à l'arrivée de Collier, qui aura, de son côté, les félicitations de l'amirauté. Remerciements aux marchands qui ont prêté des équipages et des navires, et tout particulièrement à Watson et à Rashleigh. La trésorerie sera invitée à honorer les lettres tirées pour faire face aux dépenses. 243
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 295.)

4 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Francklin. Sir Henry Clinton répondra à ses questions. Les présents destinés aux sauvages sont en route. Il est content d'apprendre que les sauvages de Saint-Jean résistent aux offres des rebelles. Cultiver leur bonne disposition. La victoire devra faciliter les négociations avec eux.
"Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 246
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 297.)

4 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Bruce. Remerciements pour la part qu'il a prise à la délivrance de McLean. "Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 248

1779.
10 novembre, Londres. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois passées en juin 1779. En ce qui concerne celle sur la saisie des effets, etc, appartenant aux personnes qui ont déserté la province pour se joindre aux rebelles, il signale l'injustice de quelques-unes de ses dispositions. Objections apportées par lui à la loi qui autorisent un impôt sur le tonnage, les propriétaires de biens-fonds n'étant nullement sujets à son effet. Les autres lois ne soulèvent pas de difficultés au point de vue du droit, à moins qu'à l'égard des règlements pour la tenue des marchés, la mesure législative n'implique le pouvoir de régler les prix; en ce cas, il la faudrait révoquer. S 24, "B. T. N. S.", vol. 28

19 novembre, Halifax. Hughes aux Lords du commerce. Reçu leurs dépêches; les ordres qu'elles contiennent seront mis à exécution. S 32

19 novembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu la lettre circulaire ainsi que la déclaration de la guerre avec l'Espagne et autres papiers. L'amirauté l'a autorisé à donner des lettres de marque contre les sujets du roi d'Espagne. Reçu aussi copie du budget voté pour l'administration civile de la Nouvelle-Ecosse, et les actes législatifs concernant l'Amérique. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 5

21 novembre, Halifax. Le même au même. La présence de d'Estaing, avec 26 vaisseaux de ligne et 14 frégates, menaçant d'une attaque la province, le détermine à faire connaître l'état du pays et des forces chargées de la défendre. Le retrait de 1,200 hommes de troupes régulières n'en a laissé que 1,400, non compris les postes éloignés, qu'on ne pourrait faire revenir à bref délai, ni les artilleurs, qui ne sont pas plus de 100. Le gros des forces consiste en troupes étrangères, et quand les batteries seront garnies de monde, et il y faut 800 hommes, il n'en restera plus que 600 de disponibles pour s'opposer aux débarquements. Il y a bien environ 300 miliciens, mais on doit peu compter sur eux, parce qu'ils sont trop épars et que même plusieurs nourrissent des principes suspects. Les forces navales se composent d'une frégate de 28 canons, en ce moment en radoub, et qui a l'ordre de retourner à New-York aussitôt réparée, d'un sloop de guerre de 18 canons, de deux goélettes armées de 14 et 10 canons. Il y a de plus la carcasse du *Pembroke*, qu'il (Hughes) essaierait de transformer en batterie flottante avec des pièces de 24 et de 12. En cas d'attaque, il fera son devoir et défendra la place jusqu'à la dernière extrémité. Ignorant le motif du retrait des troupes, il n'en parlera point. Il a mis Arbuthnot au courant de la situation des choses. Impossible de continuer les travaux défensifs avant le retour du printemps; mais alors il appellera l'attention du commandant des forces sur ce qu'il sera urgent de faire ici pour soutenir les attaques. 1

30 novembre, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur communique, pour examen, une pétition de Watson et Rashleigh, au sujet d'une ancienne loi de la Nouvelle-Ecosse, établissant un droit de 10d. par gallon sur le rhum et les autres spiritueux, qui, n'étant pas du cru ou de la fabrication de la Grande-Bretagne, en sont importés directement. "S 25, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluse. Pétition accompagnée d'un affidavit de Robert Grant & Cie, portant qu'ils ont débarqué du rhum à Halifax sans qu'on leur ait fait payer aucun droit. S 27

4 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Reçu ses dépêches. Il ne peut recommander d'inscrire au budget une somme pour les dépenses indiennes, à part les £300 attribuées à Francklin à son titre d'agent. La province devrait continuer à payer ces dépenses, ou si le commandant en chef voulait employer les sauvages, c'est à lui qu'il faudrait en demander le paiement. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 272

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 299.)

1779.
4 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Francklin. Reçu ses dépêches, le traité fait avec les sauvages de la baie des Chaleurs et le compte des dépenses pour les sauvages de juin 1778 à octobre 1779. Cultiver la bonne entente avec ceux du golfe Saint-Laurent, qui, après le châtiment que leur a infligé le capitaine Hervey, seront sans doute mieux disposés à se bien conduire. L'intention en le nommant agent, (Francklin) n'était pas d'accorder autre chose que ses £300 d'appointements. Les £500 étaient une récompense à titre gracieux du roi pour les sauvages qui avaient renoncé à l'alliance avec le congrès, et non point une allocation fixe. Les services militaires seront payés par le commandant en chef. "Col. Cor. N.S.", vol. 13, p. 275

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1. p. 302.)

7 décembre, Whitehall. Knox aux Lords du commerce. Il transmet pour examen, par ordre de lord George Germain, les évaluations des dépenses d'administration civile de la Nouvelle-Ecosse, une pétition de Gibbons et une copie de la lettre du lieutenant-gouverneur qui renfermait ces pièces. Il y joint des duplicatas des conseils exécutif et législatif de Québec.
"S 28, "B. T. N. S.", vol. 28

(Pour les incluses, voir la lettre de Hughes du 22 octobre 1779.)

15 décembre, Whitehall. Les Lords du commerce à Hughes. Ils lui indiquent les défectuosités de la loi relative à la saisie de tous les effets, etc., des personnes qui désertent la province pour aller rejoindre les sujets rebelles dans les autres colonies; par suite de ces défectuosités, les acheteurs de bonne foi seraient exposés à souffrir perte ou dommage. Il (Hughes) est prié de faire modifier cette loi. Envoyer un relevé de la quantité d'esprits de provenance britannique importés dans la Nouvelle-Ecosse depuis un nombre d'années; sans cette information, il leur sera impossible de faire rapport sur la pétition de Watson et Rashleigh au sujet du droit sur le rhum des Indes-Occidentales qu'ils ont eu à payer.
"B. T. N. S.", vol. 38, p. 505

Sans date. Observation par Charles Morris sur la propriété du duc d'York dans la province de la Nouvelle-Ecosse, communément appelée Sagadehock, et sur les terres adjacentes. "Col. Cor. N. S." vol. 13, p. 279

(Exposé très succinct des faits concernant le droit de la propriété depuis 1620.)

1780.
Incluse. Carte ébauchée du territoire. 287

20 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Relativement à la pétition de Watson et Rashleigh concernant le droit sur le rhum qu'ils ont eu à payer dans la Nouvelle-Ecosse, ils lui transmettent un extrait d'une lettre à Hughes. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 510

(La lettre à Hughes, dont venait l'extrait, est datée du 15 décembre 1779. Voir à cette date.)

1er février, Halifax. Etat du régiment des "Loyal Nova Scotia Volunteers," commandé par Legge. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 54

Liste des hommes enrôlés (tous les noms sont donnés). Nombre total des enrôlés, 568; ont déserté, 92; restants, 476. Point de numéros attachés aux noms des déserteurs. 57

15 février, Whitehall. Evaluation des dépenses d'administration civile à prévoir pour 1780. 58

Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Depuis la défaite des forces de terre des Français et des rebelles à Savannah, la flotte de d'Estaing s'est séparée; des vaisseaux sont revenus en mauvais état en Europe; deux ont été s'abriter dans la baie de Chesapeake, où il espère qu'Arbuthnot les aura pris ou détruits; d'autres enfin ont regagné les Indes-Occidentales en grande détresse. La supériorité navale est maintenant si marquée qu'une attaque immédiate n'est plus à craindre; mais, comme une flotte considérable et un corps nombreux de troupes de terre se rassemblent à Brest, il faut être vigilant. Il (Germain) est très aise des mesures prises pour la défense d'Halifax, la destruction du matériel de

1780.

marine qui se trouve là devra toujours être un des objectifs de l'ennemi.
"Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 7

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 304.)

— mars, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). La difficulté d'obtenir des vivres pour les sauvages, fait qu'il a recours à lui, McLean refusant de les fournir sans instructions. Combien il importe de conserver l'amitié des sauvages par cette assistance; et il demande que McLean reçoive l'ordre de livrer des provisions. Ci-incluse une pétition des négociants d'Halifax relative aux navires de Watson et Rashleigh; il la recommande.
"Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 44

Incluse. Pétition contre la presse exercée pour compléter les équipages de l'*Admiral* et du *St. Lawrence*, navires armés de Watson et Rashleigh. 48

24 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (par Thomas de Grey jeune) à Hughes. Il prévient les gouverneurs et commandants sur terre et sur mer, dans les postes ou parages les plus exposés aux entreprises, de l'armement qui se prépare pour pousser vigoureusement la guerre en Amérique, à présent que l'idée de l'invasion de la Grande-Bretagne est abandonnée. Germain indique des mesures de défense en cas d'attaque, mais sans bien préciser, à cause de l'incertitude du transport. 181

27 mars, Halifax. Le Procureur général au Sous-Commissaire général. Demande de paiement de droits sur du rhum.

(Pièce incluse dans une lettre de McLean, du 26 novembre. Voir à cette date.)

28 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Il lui communique un duplicata d'une lettre de De Grey du 24, qui fait connaître les desseins de l'ennemi. Il ne doute pas que lui et McLean ne fassent le nécessaire pour prévenir toute surprise et se défendre vigoureusement jusqu'à l'arrivée des secours qu'Arbuthnot sera en mesure de fournir. Mander sans retard à Arbuthnot l'apparition de l'ennemi, et s'il y a raison de supposer que celui-ci a l'intention d'aller à Québec, envoyer un mot à Haldimand par terre ou par eau. Les lettres adressées à ce gouverneur devront lui être expédiées de la même manière.
"Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 185

4 mai, Windsor. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Les présents destinés aux sauvages ne sont pas arrivés. Point de réponse de Clinton à la demande de vivres, etc., que McLean refuse de livrer sans ordres. L'usage a toujours été de distribuer des vivres aux sauvages en temps de paix; pareille distribution dans les circonstances présentes devient absolument nécessaire. Les habitants de la rivière Saint-Jean ont passé marché avec Hughes pour fournir des mâts à la flotte; il (Francklin) a obtenu des sauvages qu'ils protégeraient les hommes employés à les couper, et qui jusqu'à présent n'ont pas été inquiétés, encore que les rebelles de Machias aient menacé de détruire les mâts qui sont déjà faits et aient essayé d'amener les sauvages à les y aider. Valeur de l'amitié de ces derniers à l'heure actuelle. Il (Francklin) regrette vivement que les présents ne soient pas ici, et que l'incertitude se prolonge au sujet des provisions et du paiement des dépenses relatives au service indien. 51

6 mai, Halifax. Hughes au même. Reçu ses dépêches. Il le remercie d'approuver sa conduite et celle de Bruce par rapport au secours porté à McLean. Dépenses pour les sauvages; importance des services pour lesquels elles ont été faites. Il envoie les procès-verbaux du conseil et la liste des conseillers. 10

Incluses. Procès-verbaux du conseil, du 2 juillet 1779 au 11 mars 1780.
"Col. Cor. N. S.," vol. 14, p. 12

Liste des conseillers. 36

8 mai, Halifax. Le même au même. Il accuse réception de dépêches et de l'avis du désastre éprouvé par d'Estaing après la défaite de Savannah, ainsi que

1780.

du rassemblement d'une flotte à Brest. Reçu aussi la *Gazette* et le récit des succès de Rodney sur la côte d'Espagne. Page 37

8 mai, Halifax. Rév. Joseph Bennett à Lord Carlisle. Il prie sa seigneurie de l'aider de son influence à obtenir le paiement de sa créance ; cette réclamation a été recommandée par le gouverneur en conseil. Ci-inclus le procès-verbal qui le constate. S 37, " B. T. N. S.," vol. 28

Pièce incluse. Procès-verbal. 538

9 mai, Halifax. Hughes aux Lords du commerce. Il veillera à ce que les personnes sans défiance n'achètent pas d'individus de mauvaise foi ; et proposera une modification de la loi dans ce sens à la prochaine réunion de l'assemblée. Sous ce pli un état des importations d'esprits de provenance britannique depuis les derniers sept ans. S 33

Incluses. Etat des importations de rhum et autres esprits à Halifax, du 1er janvier 1772 au 1er mai 1780. De 1772 à 1775, le relevé n'indique pas d'importations. En 1776, la quantité importée est de 875 gallons ; en 1777, de 2,727 gal. ; en 1778, de 610 gal. ; en 1779, de 35,159 gal. ; et en 1780 (jusqu'au 1er mai) de 32,982 gal. S 34

10 mai, Halifax. Hughes au Lord Carlisle (président des lords du commerce). Il recommande Bennet à la bienveillance et faveur de sa seigneurie. S 39

13 mai, Halifax. McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). C'est la première occasion qu'il a d'accuser réception de sa lettre du 1er mai 1779. Il lui est reconnaissant de sa promesse d'appui. Il aurait poussé ses opérations jusqu'à Falmouth, sans la trop grande insuffisance de son détachement et sans les ordres de Clinton. " Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 38

13 mai, Halifax. Le même au même. Depuis sa lettre datée de Pénobscot le 26 août, il n'a pas trouvé occasion avant aujourd'hui de lui rendre compte de ses mouvements, mais il l'a fait à Clinton. Après avoir renforcé le poste, il est revenu à Halifax, ayant laissé en garnison le 74ème (600 hommes), commandé par Campbell. Remerciements pour l'expression de l'approbation du roi contenue dans une dépêche qu'il vient de recevoir. Il se prépare à expédier les dépêches adressées à Haldimand. Il fera tout en son pouvoir pour déjouer les desseins de l'annemi, mais ses forces entières ne vont qu'à 500 hommes, avec lesquels il a à défendre une côte étendue, et en outre des postes et des batteries séparés par le port. Les forces navales consistent dans le *Robust*, en réparation et qui d'ailleurs a reçu ordre de reprendre la mer ; une frégate et un sloop; ce qui n'est pas assez pour nettoyer la côte du nombre surprenant de corsaires qui y rôdent sans cesse. Il a eu avis qu'on avait reçu à Pénobscot des provisions pour 10 mois. 41

14 mai, Halifax. Hughes au même. Ci-incluses des lettres reçues de Haldimand pour être expédiées par New-York ; mais n'ayant aucune occasion de les transmettre par cette voie, il les confie à l'*Adamant*, navire qui appartient à Watson et Rashleigh. 40

(Pour la correspondance entre Haldimand et Hughes, Studholm, etc., voir les " Archives," série B, vols. 149 et 150. Les lettres et dépêches entre Québec et le secrétaire d'Etat avaient été envoyées par courriers à Studholm au fort Howe, qui les avait expédiées à leurs destinations, les unes à Halifax, pour être transmises à Londres, les autres au gouverneur de Québec.)

16 mai, Halifax. Le Sous-Commissaire général à la Trésorerie. Au sujet des droits exigés sur du rhum destiné aux troupes. Pièce incluse dans une lettre de McLean du 20 novembre. Voir à cette date.

18 mai, Windsor. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Nécessité de s'assurer les services des sauvages. Il demande que la trésorerie soit priée de se charger des dépenses. " Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 160

— mai, Walthamstow. " Etat général du pays situé entre Falmouth, dans la baie de Casco, et la rivière Sainte-Croix, limite de la Nouvelle-Ecosse ; c'est-à-dire de la

1780. partie orientale de la province de Massachusetts ; avec des observations sur cette région." "Col. Cor. N. B.", vol. 1, p. 893

(Le rapport contient la proposition d'une attaque sur les établissements de la rivière Pénobscot, etc., et parle du dessein que les habitants de l'est du Massachusetts avaient de former une province séparée.)

26 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à McLean. Cette lettre lui sera remise par le capitaine Murdock McLean du 84e régiment, qu'il lui recommande. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 306

27 juin, Whitehall. Les Lords du commerce à Hughes. Ils lui mandent d'envoyer un relevé corrigé des importations de rhum et d'esprits. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 515

29 juin, Halifax. Le Procureur général au Sous-Commissaire général. Il réitère la demande du paiement des droits sur le rhum.

(Pièce incluse dans une lettre de McLean du 20 novembre. Voir à cette date.)

5 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à McLean. Il a été bien aise de recevoir ses dépêches, les premières depuis son arrivée, sur le danger que pourrait courir Halifax. Quoique les forces soient diminuées, il les croit suffisantes encore pour empêcher DeTernay de réaliser son projet de conquête. Succès de Clinton dans la Caroline. Il (Germain) espère que ce général sera bientôt en état de s'occuper de lui (McLean) ; et d'augmenter les forces sous ses ordres, de manière à ce qu'elles puissent être enployées à leur avantage. Il pourra fournir des vivres aux sauvages quand ils seront employés par ses ordres (McLean) ou par ceux du commandant en chef. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 59

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 311.)

7 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Franklin. Il aura vu par la lettre du 4 décembre 1779, qui lui est parvenue sans doute depuis le 4 mai, qu'aucun crédit ne sera affecté aux dépenses du service indigène de la Nouvelle-Ecosse, à part ses propres appointements. McLean a instruction de fournir des rations aux sauvages qui iront à Halifax ou aux postes avancés, pour une cause sérieuse ou quand ils seront au service du roi ; mais il ne faut pas encourager leurs visites ; nulle nécessité de visites fréquentes. La possession de Pénobscot doit mettre à couvert les colons sur la baie de Fundy, et d'ailleurs Arbuthnot va pouvoir maintenant, il l'espère (Germain), détacher des vaisseaux pour les protéger contre les croiseurs de l'ennemi. L'échange par les traiteurs de marchandises contre des pelleteries serait un meilleur moyen de pourvoir aux besoins des sauvages que la distribution fréquente de présents, qui ne fait que les entretenir dans leur penchant naturel à l'indolence. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 226

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 313.)

7 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Reçu ses dépêches avec les lettres incluses de Haldimand. La réduction du crédit afférent aux dépenses imprévues ne permet point d'en rien employer aux dépenses du service indien, et celles-ci devront être supportées par la province. Ordres adressés à McLean, qui déterminent les cas où l'on peut donner des vivres aux sauvages. Sécurité acquise par l'occupation de Pénobscot. Il a transmis à l'amirauté la pétition des négociants d'Halifax en faveur de Watson et Rashleigh. (Pour la pétition, voir la lettre de Hughes du — mars.) Il avait depuis longtemps une opinion avantageuse de Watson et Rashleigh à cause de leur dévouement à la cause publique, et est heureux de voir ce sentiment confirmé par la pétition. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 229

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p 307.)

7 juillet, Halifax. Le Sous-Commissaire général à la Trésorerie. Nouvelle lettre au sujet des droits sur le rhum destiné aux troupes.

1780. (Pièce incluse dans une lettre de McLean du 20 novembre. Voir à cette date.)

8 juillet, Halifax. Knox au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui envoie l'"estimate" de 1780. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 309

Incluse. L'"estimate". 310

10 juillet, Halifax. McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). La province continue d'être tranquille; les troupes sont pleines d'ardeur et travaillent aux ouvrages de défense. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 63

11 juillet, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu les dépêches l'informant des desseins de l'ennemi. De concert avec McLean, il prend des mesures défensives; il a fait travailler la milice aux fortifications et tiré sur le trésor pour la dépense. Les dépêches adressées à Haldimand ont été expédiées par terre et les duplicatas par la voie d'un sloop de guerre. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 65

14 août, Whitehall. Samuel Martin au Secrétaire d'Etat (Germain). Halifax est fortifié et prêt pour l'attaque dont le menacerait la flotte française. Il est bruit d'un combat entre Knyphausen et l'armée des rebelles à Elizabethtown; l'action aurait été très sanglante; l'armée royale a eu la victoire; mais les rapports varient. Arrivée à Québec d'un envoi de farine et de mélasse, demandé par Haldimand pour la garnison. Il y a dans le golfe plusieurs corsaires ennemis guettant au passage les navires chargés de mélasse de Surinam. Bonnes qualités de Haldimand, qui en ce moment fortifie Québec de manière à rendre la place imprenable. Travaux qui se font. Besoin pressant de subsistances à Québec. Comment on peut en envoyer, etc. "A. & W. I.", vol. 597, p. 217

(Sur l'attaque dont Halifax était menacé, voir le rapport contenu dans les "Archives du Canada," année 1888, série B, p. 149.)

21 août, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur transmet, aux fins d'examen, une pétition de Watson et Rashleigh, revenant sur une première pétition à l'effet d'obtenir exemption du droit de 10 pence par gallon sur le rhum. S 35, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluse. Pétition, en contenant une de leur agent à Halifax. S 36

(La première pétition dont il est question dans cette pièce, avait été communiquée par la trésorerie aux lords du commerce le 30 novembre 1779. Voir à cette date.)

22 août, Whitehall. Les Lords du commerce à la Trésorerie. Ils ont mandé à Hughes d'envoyer un état corrigé des quantités importées de rhum et d'esprits. Jusqu'à ce que ce relevé soit en leur possession, leurs seigneuries ne pourront se prononcer sur la pétition de Watson et Rashleigh. "B. T. N. S", vol. 38, p. 516

6 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à McLean. Il est content des mesures de défense qui ont été prises. L'armement français est arrivé au Rhode-Island, et comme Graves a dû bientôt après rejoindre la flotte d'Arbuthnot, il (Germain) se flatte que l'ennemi non seulement n'aura pu rien entreprendre contre les possessions du roi, mais aura même été fort malmené. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 67

6 septembre, Whitehall. Le même à Hughes. Lettre semblable mais non toutefois identique à la lettre du même jour à McLean; de plus, il y est dit à la fin qu'on se propose d'ériger en nouvelle province, au printemps, le pays situé entre la rivière Sawaka (Saco) et celle de Sainte-Croix. 237

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 314.)

16 septembre, Halifax. Le Sous-Commissaire général à la Trésorerie. Continuation de la correspondance au sujet des droits sur le rhum destiné aux troupes. (Pièce incluse dans la lettre de McLean, du 20 novembre. Voir à cette date.)

23 septembre, Halifax. McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). Tout est tranquille comme au jour où il écrivait sa précédente lettre. Il y a quinze jours, Arbuthnot

1780.

croisait au large de l'île Block avec toute sa ligne de vaisseaux de guerre, à l'exception du *Raisonable*; et la flotte francaise était à Rhode-Island, où ses troupes élevaient des fortifications. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 69

29 octobre, Halifax. Hughes au même. Il accuse réception de dépêches, contenant l'avis du crédit ouvert par le parlement pour l'administration civile pendant l'année. 170

3 novembre, Halifax. Journaux du Conseil législatif, du 9 octobre à la date ci-contre. 89

Journal de l'Assemblée législative, même période. 125

7 novembre, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain)- La législature a terminé sa session le 2 (le 3). Il envoie la liste des lois votées et l'évaluation des dépenses civiles à prévenir pour 1781. Reçu la circulaire et les autres documents. 171

Incluses. Evaluation, &c. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 173

Liste des lois passées dans la session du 9 octobre au 3 novembre. 175

(Il y a une autre liste contenue dans la lettre du 15, mais moins complète.)

7 novembre, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Pièce incluse dans une lettre de Thompson du 25 janvier 1781. Voir à cette date.

13 novembre, Halifax. Le même aux Lords du commerce. Il leur envoie un relevé des quantités de rhum et esprits de provenance britannique, importées de la Grande-Bretagne, des Indes-Occidentales et des colonies britanniques depuis 1772 jusqu'à aujourd'hui. S 43, "B. T. N. S.", vol. 28

Pièce incluse. Relevé, lequel indique une importation totale de 15,255 gallons d'esprits de provenance britannique, et 575,397 gallons de toutes sources; ce qui fait ensemble, en neuf ans, 590,652 gallons, contre 72,353 gallons mentionnés dans le précédent relevé de mai 1780, où n'étaient indiquées que les importations de la Grande-Bretagne.

Une note du percepteur dit: "Une grande quantité de ces liqueurs ont été réexportées; les esprits de provenance britannique ne paient pas le droit d'importation." S 44

13 novembre, Halifax. McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu ses dépêches. Il fortifie Halifax, si bien que, malgré sa faible garnison, cette place, au cas où elle serait attaquée, coûtera cher à prendre. Il est reconnaissant du désir exprimé par sa seigneurie qu'il ait des forces plus considérables et un commandement plus étendu; et espère que Clinton, lorsque les circonstances le lui permettront, voudra l'honorer d'une plus ample commission avec des forces plus nombreuses. Tout est tranquille au fort George sur la rivière Pénobscot. Dispersion de la flotte en route pour Québec par les tempêtes. Les bâtiments du roi avec sept transports d'approvisionnement sont venus jeter l'ancre dans le port d'Halifax, après avoir vainement essayé de pénétrer dans le Saint-Laurent; mais il ignore ce que le reste du convoi est devenu. Les £63,000 sterling pour Québec ont été débarquées ici. Des navires qui portaient des subsistances à Québec ont été envoyés à Clinton. Il (McLean) obéira aux instructions concernant les sauvages. Si le major Craig se rend à Londres, il pourra répondre aux questions sur la province et sur Pénobscot.

"Col. Cor. N. S.," vol. 14, p. 146

13 novembre, Halifax. Le même au même. Il sollicite ses bons offices pour obtenir une indemnité dans le cas où on réformerait son régiment. 158

15 novembre, Halifax. Hughes au même. Envoi de copies des lois. 178

Incluse. Liste de ces lois. 179

(Duplicata de celle envoyée le 7, mais incomplet.)

18 novembre, Halifax. Le Sous-Commissaire général à la Trésorerie. Lettre relative aux droits sur le rhum, incluse dans celle de McLean du 20 novembre. Voir à cette date.

20 novembre, Halifax. Hughes aux Lords du commerce. Il recommande à leur considération et bienveillance l'affaire de Jonathan Binney, sur laquelle il avait été chargé de faire enquête. S 62, "B. T. N. S.," vol. 28

1780.
20 novembre. Procès-verbaux du conseil exécutif, du 17 avril à la date indiquée en marge. "Col. Cor. N.S.," vol. 14, p. 71

20 novembre, Halifax. McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui communique une correspondance à propos du droit sur le rhum importé pour la consommation de la garnison. 149

Incluses. Lettre du sous-commissaire général à la trésorerie, du 16 mai, au sujet du droit sur le rhum pour les troupes. 151

Id. du même au même, en date du 7 juillet. 153

Id. du même au même, en date du 16 septembre. Il lui a fallu s'engager à payer les droits. 154

Demande par le procureur général, les 27 mars et 29 juin, du paiement des droits sur le rhum importé pour les troupes. 155

Lettre du sous-commissaire général à la trésorerie, du 18 novembre. La garantie du paiement des droits étant exigée, il a dû fournir la caution supplémentaire requise, comme pour les négociants. 157

21 novembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Il a reçu sa lettre; comment il s'efforce de réduire les dépenses pour les sauvages, autant que possible, sans mettre en risque la sûreté des mâts destinés à la marine royale et sans manquer à l'humanité envers les otages. Les mâts sont en sûreté au fort Howe, et les otages ont été renvoyés. Il a donné communication à McLean de l'ordre concernant les distributions de vivres aux sauvages; on aura besoin de provisions pour ceux qui viendront ici; mais il fera en sorte qu'ils ne s'assemblent pas trop souvent. Les sauvages marquent des dispositions très tranquilles depuis l'assemblée du 27 juin, où étaient 300 de leurs guerriers avec 600 femmes et enfants. A la demande des députés de diverses tribus, les sauvages de la Nouvelle-Ecosse se sont détachés de leur alliance avec les Américains et sont revenus de Machias; mais tout dernièrement est arrivé à Machias du Rhode-Island un prêtre français, accompagné de jeunes gentilshommes de France, apportant des colliers, médailles, etc., qu'envoyait le général français. Il (Francklin) craint leurs manœuvres. Hughes a aidé à payer la dépense relative aux sauvages. Prière d'obtenir que la trésorerie règle la partie qui reste en souffrance. Il ne sera plus fait de dépenses sans ordres exprès. Les présents ne sont pas encore arrivés. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 162

Incluse. Discours aux sauvages du département de l'Est, signé: "John Allen, colonel en retraite et commandant en chef du département indien de l'Est, quartier-général, Machias, le 28 septembre, 1780;" ce discours est adressé aux Merisheets (Malécites). 166

22 novembre. Modèle (en anglais) du serment d'allégeance. "B. M.", *add.* 19071, fol. 265 *b*.

22 novembre, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivée d'un chargement de mâts pour la marine royale. Aide prêtée en cette occasion par Studholme, commandant au port Howe. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 168

13 décembre, Londres. Pétition de Charles François Baillie, ancien missionnaire des sauvages, demandant le paiement de son traitement pour les années 1774 et 1775. S 40, "B. T. N. S.", vol. 28

31 décembre, Trésorerie. La Trésorerie aux Lords du commerce. Elle leur transmet aux fins d'examen quatre lettres du sous-commissaire de la Nouvelle-Ecosse concernant une réclamation de droits sur du rhum et de la mélasse importés dans la province pour la consommation des troupes. S 45, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluses. Lettres mentionnées. S 46 à S 57

Sans date. Pétition de William Shirreff, qui demande le paiement du traitement de feu son père, nommé "judge-advocate" des troupes à Annapolis-Royal, en 1718, sans rétribution; sur l'avis d'un conseil d'officiers généraux, il reçut une nouvelle commission, en 1730, avec des appointe-

1781. ments, dont il est dû par arrérages $2,774 sterling. Shirreff dit dans sa pétition que lui-même compte 25 années de service; or, sa première commission constatée et montant au 25 juin 1755, il est probable que cette pétition est de 1780.) Ci-inclus un extrait du rapport du conseil ci-dessus sur la pétition de Willlam Shirreff, rapport daté du 10 juillet 1730. "Dartmouth Papers."

Evaluation des dépenses d'administration civile à prévoir pour 1786. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 518

(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 244.)

15 janvier, Londres. Pétition de John Fenton, "provost marshal," Nouvelle-Ecosse, demandant que la loi qui lui assigne une rente viagère de £100 soit sanctionnée. Dans la pièce est incluse copie des délibérations de l'assemblée qui se rapportent à la résolution prise par elle au sujet de cette pétition. S 41, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluses. Extraits du Journal de l'Assemblée. Le premier paragraphe du procès-verbal du samedi, 14 octobre, et le premier paragraphe du procès-verbal du 21, depuis "L'ordre du jour" jusqu'à "le recommande à la bienveillance de Sa Majesté" inclusivement, ont seuls trait à la pétition. S 42

23 janvier, Halifax. McLean au Secrétaire d'Etat (Germain). La province est parfaitement tranquille. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 207

24 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis que la loi autorisant le gouverneur, le lieutenant-gouverneur ou le commandant en chef à nommer des shérifs, soit sanctionnée. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 520

25 janvier, Whitehall. Thompson aux Lords du commerce. Il leur transmet, par ordre de lord George Germain, pour examen, deux lois de la Nouvelle-Ecosse, passées dans la session dernière, une liste des lois votées, l'évaluation des dépenses civiles à prévoir et le duplicata d'une lettre de Hughes. S 58, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluses. Liste des lois.

Evaluation des dépenses à prévoir. (La liste et l'évaluation sont des duplicatas de celles envoyées le 7 novembre.)

Lettre de Hughes au secrétaire d'Etat (Germain), du 7 novembre 1780. Hughes écrit qu'il a "réservé" deux des lois, l'une autorisant à réaliser une somme de £1,500 au moyen d'une loterie pour la construction d'une maison d'école publique, l'autre qui limite la durée des assemblées. S 61

13 février. Pétition de William Lovegrove, se plaignant d'une injustice à lui faite dans la Nouvelle-Ecosse et demandant un redressement de son grief. Il met sous ce pli un certificat de Legge, ancien lieutenant-gouverneur, attestant que les terres mentionnées ont été concédées à Lovegrove, un simple plan ébauché de ces terres et une copie conforme d'une requête au juge en chef de la Nouvelle-Ecosse en obtention du droit d'appeler d'une injuste décision. S 64, S 65

13 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Knox, sous-secrétaire. Comment la question des droits sur les importations de rhum et de mélasse pour les troupes dans la Nouvelle-Ecosse peut se régler. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 187

13 février, Whitehall. Les mêmes à la Trésorerie. Ils sont d'avis que, pour répondre à la plainte du commissaire général, le lieutenant-gouverneur reçoive instruction d'inviter l'assemblée à modifier la loi frappant de droits l'importation du rhum, etc., en vue d'excepter les spiritueux importés pour les troupes de Sa Majesté, tout en ayant soin de prévenir les opérations illicites. "B. T. N. S.", vol. 38, p. 522

13 février, Whitehall. Les mêmes à Knox, sous-secrétaire. Lettre sur le même sujet et aux mêmes fins que la précédente. 525

13 février, Whitehall. Les mêmes à la trésorerie. Leurs seigneuries ne peuvent, dans les circonstances où se trouvent les îles (Indes-Occidentales), conseiller de traiter le rhum importé en la Nouvelle-Ecosse par la voie détournée de

1781. la Grande-Bretagne, plus favorablement que le rhum importé en droite ligne. Page 528

14 février, Whitehall. Les mêmes à Lovegrove. Sa plainte qu'on l'a dépossédé de ses terres n'est pas de leur compétence. S'il a des accusations à diriger contre les serviteurs de la couronne dans la Nouvelle-Ecosse, il les doit porter suivant la voie ordinaire. 536

20 février. Pétition de Lovegrove, faisant suite à celle précédemment présentée contre le juge en chef. S 66, " B. T. N. S.", vol. 28

Autre pétition, où il sollicite un secours d'argent pour ses besoins pendant son séjour à Londres. S 67

20 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Francklin. Il lui fait plaisir d'apprendre que la coupe de mâture sur la rivière Saint-Jean n'a pas été interrompue, et qu'il en était arrivé un chargement à Halifax. Quoiqu'il n'y ait point d'affectations faites pour les services que n'ordonne pas le commandant en chef, celui-ci cependant a instruction de fournir le nécessaire pour l'exécution de ses mesures (Francklin). Il (Germain) est toujours d'avis que la province devrait prendre à sa charge toutes les dépenses, relatives aux sauvages, qui ont lieu en dehors des opérations militaires; mais à l'égard de la dépense déjà faite et que l'assemblée refuse de rembourser, il a demandé à la trésorerie d'en payer la balance, afin que la perte ne retombe pas sur lui (Francklin). " Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 201

22 février, Whitehall. Les lords du commerce à Lovegrove. Ses accusations contre certains officiers de la couronne dans la Nouvelle-Ecosse ont été communiquées aux intéressés; aussitôt leurs réponses venues, il sera invité à prouver ses dires. " B. T. N. S.", vol. 38, p. 533

23 février, Pinner. Legge au Secrétaire d'Etat (Germain). Ses pertes. Il y a deux ans qu'il a adressé une petition à la trésorerie. " Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 190

28 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à McLean. Reçu ses dépêches. Satisfaction qu'il a éprouvée en apprenant qu'Halifax était mis en bon état de défense; il est convaincu que, sous son commandement, la place sera bien défendue. Le nombre et la dépense des troupes dans l'île Saint-Jean le surprennent; car on n'a jamais eu l'intention d'y tenir plus de 100 soldats avec les miliciens; et, au rapport du gouverneur Patterson, il y en aurait un millier à cette heure. Clinton a ordre d'envoyer les cinq compagnies à Halifax et de porter l'effectif de la compagnie de volontaires de Saint-Jean commandée par Calbeck à 100 hommes, sans compter les officiers, etc., qu'il faudra y ajouter. Le plan des travaux pour la défense de l'île est mal conçue; il faut en réduire les proportions. Envoi d'armes pour les volontaires, qui en manquent. Il (Germain) espère que Clinton expédiera un renfort nombreux, afin que l'on puisse prendre possession du reste du Maine, en établissant un poste à Townshend ou à Falmouth, dans la baie de Casco. Ci-inclus l'avis des lords du commerce concernant les droits sur le rhum, etc., pour la consommation des troupes. Le gouverneur a eu instruction de presser l'assemblée de faire à la loi la modification nécessaire. Nutting partira au printemps pour être employé à la baie de Casco. Vu ses pertes, on le continuera dans ses fonctions de directeur des travaux et inspecteur des bois de construction. " Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 194

(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 316.)

28 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Combien il a été content d'apprendre l'arrivée d'un chargement de mâts de la rivière Saint-Jean; elle montre ce que l'on peut attendre d'une région si bien située pour fournir du bois de marine à Halifax et à toutes les stations américaines. Services de Studholm; la lettre qui les relate a été communiquée à Amherst. Hamond ne s'embarquera qu'au mois d'avril. " Col. Cor. N.S.", vol. 14, p. 191

1781.

(Copie. " Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 319.)

28 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Francklin. La nouvelle que la coupe de mâts sur la rivière Saint-Jean n'a pas été interrompue lui fait grand plaisir ; importance de ce service, etc.
" Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 320

1er mars, Whitehall. Le même à Hughes. Il lui adresse l'avis des lords du commerce sur ce qui pourrait se faire pour sauver au public la dépense, et aux troupes les inconvénients qu'occasionne l'imposition de droits sur le rhum, etc.
" Col. Cor. N.S.", vol. 14, p. 204

(Pour la pièce incluse, voir la lettre des lords du commerce à Knox du 13 février.)

1er mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. Proposer à l'assemblée d'abolir les droits sur le rhum importé pour les troupes.
" Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 321

1er mars, Whitehall. Les Lords du commerce à Lovegrove. Il n'est pas au pouvoir de leurs seigneuries de lui accorder ce qu'il demande.
" B. T. N. S.", vol. 38, p. 534

3 mars, Whitehall. Les mêmes à Hughes. Les denrées importées pour la consommation des troupes devraient être exemptes des droits, mais non pas les marchandises achetées après leur introduction et dans un but de vente. Ci-inclus copie d'une plainte de Lovegrove contre certains officiers de la couronne dans la Nouvelle-Ecosse, afin que ceux-ci répondent aux accusations ; ceux qui se plaignent et ceux dont ils se plaignent auront également accès à tous les documents publics qu'ils pourront avoir besoin de consulter. La loi relative à la nomination de shérifs est sanctionnée. Il y a eu retard, et Fenton en a souffert. " B. T. N. S.", vol. 39, p. 1

Avis du conseiller-jurisconsulte (Jackson). Les lois passées à la Nouvelle-Ecosse en novembre 1760 ne soulèvent aucune objection importante.
S 68, " B. T. N. S.", vol. 28

20 mars, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils conseillent la sanction de la loi qui autorise à réaliser, au moyen d'une loterie, une somme de £1,500 pour la construction d'une école publique à Halifax, et le désaveu de la loi limitant la durée de l'assemblée. 6

3 avril, Whitehall. Les Lords du comité du Conseil aux Lords du commerce. Préparer des instructions au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, portant de dissoudre l'assemblée et de faire procéder aux élections.
S 69, " B. T. N. S.", vol. 28

6 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) au Lieutenant-Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Donner l'ordre de livrer 340 chaldrons de houille du Cap-Breton pour les troupes stationnées dans Terre-Neuve.
" Col. Cor. N. S ", vol. 14, p. 208

(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 323.)

10 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Comité du Conseil. Ils ont envoyé des instructions à Hamond, qui lui enjoignent de dissoudre l'assemblée et de faire procéder aux élections. " B. T. N. S.", vol. 39, p. 10

Instructions. 12

26 avril, Londres. Hamond aux Lords du commerce. Il demande les cartes de la Nouvelle-Ecosse de DesBarres. S 70, " B. T. N. S.", vol. 28

26 avril, Whitehall. Les Lords du commerce à Hamond. Hughes a reçu les cartes et sans doute les lui remettra à son arrivée (Hamond). " B.T.N.S.", vol. 39, p. 14

30 avril, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Il accuse réception de dépêches et de ses instructions relatives aux droits sur les spiritueux importés pour les troupes. Envoi de duplicatas des lois et des Journaux, et de la liste des conseillers. " Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 216

Incluse. Liste des membres du conseil. 218

30 avril, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Son appréciation de la fourniture de mâts à la marine royale est de nature à plaire à la province

1781.

autant qu'elle est flatteuse pour lui-même. Dès son arrivée, il (Hughes) avait aperçu l'importance que pourrait avoir ce service, et depuis lors il s'y est employé activement. Plus de 200 pièces de bois de brin pour mâts, vergues et beauprés sont prêtes. Un transport en chargement à la rivière Saint-Jean est attendu à Halifax au mois de juin. L'initiative qu'il (Hughes) a prise en tout cela montrera son zèle. Il remercie sa seigneurie d'avoir eu égard à sa recommandation de Studholm. L'arrivée de Hamond, son successeur, va lui permettre (Hughes) de repasser en Europe; il ira rendre ses devoirs à sa seigneurie. Page 219

2 mai, Saint-James. Nouvelles instructions à Hamond, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 324

2 mai, Saint-James. Arrêté du Conseil, portant approbation de la loi qui autorise à réaliser une somme de £1,500 par loterie pour la construction à Halifax d'une école publique. 328

Id. même date, qui porte désaveu de la loi limitant la durée des assemblées dans la Nouvelle-Ecosse. 330

6 mai, Halifax. Hughes au Secrétaire d'Etat (Germain). Mort de McLean le 4. Bruce lui a succédé dans le commandement. Il (Hughes) a écrit au commandant en chef à New.York. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 209

9 mai, Halifax. Francklin au même. Il le remercie d'avoir recommandé à la trésorerie le paiement de ce qui lui est encore dû. L'appréciation de l'importance de la fourniture de mâts à la marine royale lui a causé une vive satisfaction, car il peut se donner le mérite de l'idée de cette exploitation, en pleine réalisation à l'heure qu'il est. McLean a été enterré ce matin. Bruce, son successeur, peut recevoir l'assurance que l'appui dont il aura besoin ne lui fera pas défaut. 211

9 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hamond. Il lui envoie un arrêté pris en conseil. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 332

(Pour l'arrêté, voir au 2 mai.)

9 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hamond. Instructions portant de dissoudre l'assemblée et de faire procéder aux élections. 333

9 juin, Whitehall. Le même au même. Lettre d'introduction donnée à Widmore, qui va s'établir dans la Nouvelle-Ecosse. 334

25 juin, Halifax. Adresse de la Chambre d'assemblée au Roi. Concernant les droits sur les vins et autres boissons achetés pour l'armée et la marine. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 265

30 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hughes. On perd beaucoup par la mort de McLean; heureusement, Bruce qui lui succède, est un très bon officier. On a aussi une grande confiance dans le zèle et la capacité de DeSeitz. Il (Hughes) a bien fait d'informer Clinton du décès de McLean. Félicitations sur le succès de la fourniture de mâture, qui ne peut manquer de produire des avantages importants. 222

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 335.)

30 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Bruce. Perte éprouvée par la mort de McLean. Nul doute qu'en l'exercice du commandement il (Bruce) ne fasse tout le nécessaire pour le service et la sécurité de la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 22 .)

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 337.)

30 juin, Halifax. Liste des membres du conseil. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 233

5 juillet, Halifax. Journal du conseil législatif, du 11 juin au 5 juillet. "B. T. N. S.", vol. 55

7 juillet, Halifax. Bruce au Secrétaire d'Etat (Germain). Mande la mort de McLean arrivée le 4 mai. La province est tranquille. "Col. Cor. N. S.", vol. 4, p. 236

14 juillet, Halifax. Note sur les pouvoirs donnés par les instructions en ce qui concerne la concession des terres. Germain est prié de faire connaître sa volonté par rapport aux dernière demandes. 234

1781.

(Sans date. Celle en marge se lit au dos de la pièce.)

3 août, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Germain). Arrivé le 30 juillet, il était assermenté le lendemain. Il envoie les lois, journaux et procès-verbaux, ainsi que la liste des conseillers. Page 240

5 août, Halifax. Francklin au même. Les présents envoyés en 1779 pour les sauvages ont été enfin retrouvés; ils avaient été réexpédiés de New-York au sous-quartier-maître général et retenus par McLean; mais Campbell son successeur a ordonné de les livrer. Ces présents nous assureront les services des sauvages, toujours très vivement sollicités par les rebelles de Machias. Hughes rendra compte de la peine qu'on s'est donnée pour les amener à demeurer tranquilles. S'ils venaient à échapper à notre influence, il serait extrêmement difficile, sinon impossible, de continuer à fournir de la mâture. 242

6 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Hamond. Lord North recommande Alexander Brymer pour un siège au conseil. S'il n'y a pas d'objection sérieuse contre sa nomination, il (Hamond) voudra bien le recommander aussi le plus tôt possible. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 341

11 août, Whitehall. Knox au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui adresse le budget civil pour 1781. 388

12 septembre, Halifax. Hamond aux Lords du commerce. Il accuse réception de l'avis de leur nomination. S 79, "B. T. N. S.", vol. 28

12 septembre, Halifax. Le même aux mêmes. Il transmet des duplicatas des délibérations prises par l'assemblée relativement à la suppression du droit sur le rhum destiné aux troupes. Il a reçu la plainte de Lovegrove; mesures prises pour faire l'enquête. S 80

12 octobre, Whitehall. Knox à Francklin. Satisfaction de Germain en voyant que les sauvages demeurent dans leurs bonnes dispositions. La cessation des craintes et l'ininterruption des travaux de coupe de mâture sont des preuves du bon effet de l'établissement formé à Pénobscot. Les présents reçus pour les sauvages devraient nous assurer leur reconnaissance. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 246

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 342.)

13 octobre, Whitehall. Fisher aux Lords du commerce. Il leur adresse pour examen des lois et autres documents relatifs à la Nouvelle-Ecosse. S 71, "B. T. N. S.," vol. 28

Incluses. Liste des membres du conseil, datée du 30 juin. S 72

Liste des lois passées en juin et juillet. S 73

9 novembre, Deal. Hughes aux Lords du commerce. Il lui transmet, avec avis favorable, les pièces concernant l'affaire de Jonathan Binney. S 74, "B. T. N. S.," vol. 28

Pièces. S 75

17 novembre, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Germain). Il lui envoie l'évaluation des dépenses d'administration civile à prévoir, et les procès-verbaux du conseil jusqu'au 30 septembre. Il a nommé Charles Morris arpenteur en chef en remplacement de son père. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 5

Incluses. Liste des membres du conseil exécutif. 7

Evaluation des dépenses d'administration civile pour 1782. 8

(Les évaluations des gouverneurs étaient ordinairement modifiées par les lords du commerce.)

17 novembre, Halifax. Hamond aux Lords du commerce. Il leur envoie des copies des lois, ainsi que des copies authentiques des dépositions en l'affaire Lovegrove, qui expédie d'autres pièces à son procureur. T 2, "B. T. N. S.," vol. 29

Incluses. Les dépositions, etc., en l'affaire Lovegrove. T 3 à T 11

(Certaines pièces ne sont pas cotées. Les lois sanctionnées sont dans la collection imprimée conservée aux Archives, et dans la collection de lois du *Board of Trade*, vol. 360.)

1781.
20 novembre, Halifax. Jonathan Binney à Cumberland. Sur sa demande d'une allocation en raison de ses pertes et d'une rétribution comme magistrat en chef de Canso. "Col. Cor. N. S.," vol. 14, p. 262

21 novembre, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Germain). Reçu la dépêche du 4 octobre 1780 (elle ne se retrouve pas dans la correspondance) avec les instructions des commissaires des malades et blessés sur le soin des prisonniers dans la Nouvelle-Ecosse; il fait tout ce qu'il peut pour leur confort. Leur grand nombre accroît les inconvénients et la dépense ; mais leur détention a empêché bien des corsaires de s'équiper. Maintenant que la saison est passée, il renvoie les prisonniers, quoique le compte soit de plusieurs centaines en faveur du gouvernement. Page 252

21 novembre, Halifax. Le même au même. Il recommande la nomination d'Alexander Brymer au conseil. 255

(Le duplicata de cette lettre est daté du 25.)

22 novembre, Halifax. Lovegrove aux Lords du commerce. Il a nommé Robert Leslie son procureur et lui a envoyé les preuves nécessaires. T 1, "B. T. N. S.", vol. 29

22 novembre, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Germain). Détails sur la distribution faite à Burton, de présents aux sauvages, au nombre de 383, qui se sont dispersés ensuite pour leurs chasses. Il a apaisé les jalousies par rapport à l'élection des chefs. Ces sauvages sont reconnaissants de la nomination d'un prêtre. Leur résolution de semer du blé; de s'opposer aux hostilités de leurs frères de Machias, Pénobscot et Kennebec, et de protéger les hommes qui font de la mâture. Fausse alarme à Oromocto; empressement des sauvages à s'y porter. "Col. Cor. N. S.", vol. 14, p. 248

23 novembre, Halifax. Hamond aux Lords du commerce. Il transmet le duplicata de l'évaluation des dépenses de l'administration civile à prévoir pour la Nouvelle-Ecosse. T 13, "B. T. N. S.", vol. 29 T 14

Incluse. Le duplicata mentionné.

(L'original avait été expédié le 17.)

24 novembre, Halifax. Pétition de Joshua Wingate Weeks, ci-devant missionnaire à Marble-Head, Nouvelle-Angleterre, demandant la permission de rester à Halifax jusqu'à ce qu'il puisse se rendre en sûreté avec sa famille à Annapolis, poste où il a été nommé et où il a, en attendant, un remplaçant capable payé par lui. T 16

24 novembre, Whitehall. Fisher aux Lords du commerce. Il transmet, pour l'information de leurs seigneuries, une adresse de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse et une copie du bill sur le droit d'excise. S 76, "B. T. N. S.", vol. 28

Incluses. Adresse de l'assemblée exposant la difficulté de préparer une loi qui exempte du droit le rhum et la mélasse pour les troupes; les raisons en sont données au long. S 77

Loi proposée. S 78

25 novembre, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Germain). Soin que l'on a pris des prisonniers, amenés en si grand nombre dans la province. Il a, en retenant les marins faits prisonniers, empêché l'équipement de beaucoup de corsaires. Mais la saison de la course étant passée, il les renvoie. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 9

27 novembre, Halifax. Le même au même. Aucun événement important, à part quelques déprédations et vols par des rebelles, montés sur des baleinières et de petits navires à Annapolis et à d'autres endroits de la baie de Fundy. Il espère que l'amiral y tiendra un bâtiment l'été prochain. Brymer est propre à être du conseil. Mort de Morris, arpenteur général. Son fils Charles nommé son successeur par lui (Hamond), qui demande que cette nomination soit confirmée. Changements prévus par la loi que le décès de Morris rend nécessaires. Le pays sur les deux rives de la rivière Saint-Jean est arpenté jusqu'à la distance de 95 milles; et l'on rapporte que l'on pourra y couper de la mâture en quantité considérable pendant

1781.

des années. Les prisonniers ont été transférés sur des navires, suivant l'avis des commissaires. Il y aura peut-être des plaintes proférées par les gens à qui ils faisaient gagner de l'argent lorsqu'ils étaient à terre. Les ouvrages militaires sont en bon état d'entretien ; mais la garnison n'est pas assez nombreuse pour les bien défendre. La milice est dans une condition passable, La population est fidèle, à part quelques individus de peu de conséquence, que l'on connaît et surveille. Sa propre situation (Hamond) est fort à son gré ; mais il y a ce chapitre de la dépense. "Col. Cor. N.S.", vol. 14, p. 256

Incluse. Lettre de Charles Morris à Hamond, du 3 novembre, sur l'emploi d'arpenteur, les services de son père, etc. 260

18 décembre, Londres. Avis du conseiller-jurisconsulte (Jackson) sur les lois adoptées dans la Nouvelle-Ecosse. S 81, "B. T. N. S.", vol. 28

1782.

6 janvier, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Germain.) Le procureur général ayant accepté la fonction de juge assesseur en remplacement de Morris décédé, il (Hamond) a choisi le solliciteur général Gibbons pour tenir l'emploi et recommande sa nomination. Il a aussi chargé Richard John Uniacke de la fonction de solliciteur général, et recommande sa nomination. "Col. Cor. N.S,", vol. 15, p. 12

29 janvier, Whitehall. Les Lords du commerce au Roi. Ils expriment l'avis qu'Alexander Brymer soit fait conseilfer en remplacement de Charles Morris décédé. "B. T. N. S.", vol. 39, p. 15

6 février, Whitehall. Les mêmes à Knox. Informations demandées relativement au budget civil qu'ils préparent. Ils transmettent un bill de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse qui n'a point passé, à l'égard duquel ils demandent les intentions du roi. 16

7 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) aux Lords du commerce. Il leur transmet, par ordre du roi, copie d'un bill de l'assemblée, rejeté par le conseil de la Nouvelle-Ecosse, avec copie de l'adresse de l'assemblée, pour que leur seigneuries en prennent connaissance et fassent rapport. Le bill, s'il devenait loi, remédierait-il dans une mesure suffisante à ce dont le commandant des forces en la Nouvelle-Ecosse se plaint ? Y faudrait-il apporter des amendements, et quels ? "T 17, "B. T. N. S.", vol. 29

Rapport de Richard Jackson sur le bill. T 19

9 février, Whitehall. Knox aux Lords du commerce. Le premier et le dernier alinéas de cette lettre ont trait à la Floride et de son transfert à l'Espagne. Le deuxième dit que Germain demande qu'une somme de £100 soit inscrite au budget civil de la Nouvelle-Ecosse pour la rétribution de Binney magistrat à Canso. T 12

Papiers relatifs aux services de Binney, magistrat de Canso, et à ses pertes. T 15

11 février, Whitehall. Les Lords du commerce à Jackson. Ils lui communiquent pour examen le bill mentionné dans la lettre au Secrétaire d'Etat du 6. "B. T. N. S.", vol. 39, p. 18

15 février, Londres. Résolution prise par la "Society for the Propagation of the Gospel." Le Rév. Jacob Bailey ayant été nommé missionnaire d'Annapolis en remplacement de Joshua Wingate Weeks, il en sera adressé avis aux lords du commerce avec prière de continuer à Bailey la rétribution qui se donnait à son prédécesseur. T 18, "B. T. N. S.", vol. 29

(Voir la pétition de Weekes (écrit Weeks dans la pièce) du 24 novembre 1781.)

20 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Wellbore Ellis) à Hammond. Le roi a appris avec satisfaction que la province était tranquille et que les rebelles y avaient fait peu de déprédations. Il espère que l'amiral détachera un navire pour protéger les pêcheries. On pourrait à présent détruire les fortifications de Machias. Il l'approuve d'avoir retenu durant l'été les marins amenés comme prisonniers ; mais comme ceux-ci pouvaient être

1782.

contraints à servir sur les vaisseaux du roi, n'aurait-il pas été préférable de les envoyer à New-York avant que Hood ait fait voile? La lettre désignant Charles Morris pour succéder a son père a été communiquée à la trésorerie. Approbation de ses arrangements (Hamond) en ce qui concerne la magistrature; il (Ellis) a demandé que la nomination de Gibbons à l'emploi de procureur général soit confirmée, ainsi que la nomination d'Uniacke à celui de solliciteur général. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 14

22 février, Whitehall. Les Lords du commerce au Secrétaire d'Etat (Ellis). Il faudrait limiter le pouvoir attribué aux habitants des townships sur la baie de Fundy et le bassin des Mines, de lever des taxes pour la défense du pays. La résolution prise par le gouverneur et le conseil de constituer le comté de Hants devra être ratifiée par la législature. A l'égard du refus par celle-ci d'adopter une loi exemptant des droits les denrées importées pour les troupes, quelles représentations il est chargé de faire. La plainte de Lovegrove n'a pas été accueillie; l'usage (de leurs seigneuries) est d'entendre toutes les plaintes de part et d'autre ; en sorte que, dans l'espèce, ceux visés par Lovegrove ne sauraient dire que la réception de sa plainte leur ait causé aucun grief.

"B. T. N. S.," vol. 39, p. 27

22 février, Whitehall. Les mêmes au Roi. La loi proposée qui impose un droit sur les marchandises importées dans la Nouvelle-Ecosse pour les troupes devrait être "désavouée". Comment on peut prévenir les prévarications et les fraudes dans l'exemption du droit. 21

28 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Ellis) au Surintendant Franklyn (*sic*). Approbation de sa conduite à l'égard des sauvages, etc.

"Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 19

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1. p. 343.)

28 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Ellis) à Hamond. Il est agréable au roi de savoir que la Nouvelle-Ecosse continue d'être tranquille et que les habitants poursuivent leurs travaux sans être inquiétés par l'ennemi. Il (Ellis) espère que l'amiral stationnera un sloop dans la baie de Fundy pour protéger les pêcheries et les navires transportant de la mâture ; et comme on dit que les rebelles se sont retirés de Machias, l'occasion est favorable pour détruire les fortifications qu'ils y ont élevées, ou y faire un poste de croisière. Puisque la différence de nombre de marins prisonniers était peut-être en sa faveur (Hamond), il a sagement fait de retenir tout l'été ceux des rebelles qui avaient été conduits à Halifax ; mais il est regrettable qu'on ne les ait pas envoyés à New-York avant le départ de Hood, car ce dernier aurait pu en embarquer comme matelots sur son escadre. La nomination de l'arpenteur est soumise à la trésorerie, à laquelle sa recommandation (Hamond) de Morris a été communiquée. Changements à faire à la loi en conséquence de la mort de Morris père. Il (Ellis) demandera que Gibbons soit confirmé en l'emploi de procureur général et Uniacke en celui de solliciteur général. "Col, Off. N. S.," vol. 1, p. 343

8 mars, Whitehall. Le même au même. Il lui envoie l'arrêté du conseil concernant l'adresse de l'assemblée qui contient les raisons pour lesquelles elle a rejeté le bill tendant à exempter du droit le rhum destiné aux troupes. Il faudra demander à l'assemblée d'adopter un bill conforme à cet arrêté. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 346

Pièce incluse. Arrêté du conseil, comprenant le rapport des lords du commerce. 348

(Copie de la lettre, sans l'arrêté. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 21.)

15 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à l'Officier commandant les troupes allemandes (en français). Se rendre directement à Halifax avec le contingent de troupes fourni par le landgrave de Hesse-Cassel, le duc de Brunswick, le prince de Hesse-Cassel et les princes de Waldeck et d'Anhalt-Zerbst, afin d'aller ensuite se mettre sous les ordres de Carleton; mais

1782.

jusque-là il sera sous ceux de Campbell ou de l'officier commandant en la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 406, p. 13

15 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Germain) à Campbell. Les recrues allemandes, environ 2,000, seront expédiées directement à Halifax et il en prendra le commandement. Si Pénobscot n'est pas suffisamment garni de troupes, il y enverra une partie de ce contingent allemand. "A. & W. I.", vol. 406, p. 5

20 avril, Whitehall. Le même au même. Il va partir des recrues britanniques pour Halifax. En prendre le commandement. 9

9 mai, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Ellis). Il a reçu l'avis de sa nomination (Ellis) au poste de secrétaire d'Etat. Il invitera l'assemblée à adopter un bill qui exempte du droit les spiritueux importés pour les troupes, conformément à l'arrêté du conseil. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 22

9 mai, Halifax. Note sur la position, le traitement et la dépense officielle de Bulkeley, secrétaire de la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 4

Pièce non datée; au dos il est dit qu'elle fut présentée au gouverneur à la date marquée ci-dessus en marge.)

9 mai, Halifax. Hamond aux Lords du commerce. Il suivra les instructions relatives à la restriction du pouvoir délégué de taxation, à l'érection de comtés et à l'exemption du droit sur les spiritueux importés pour les troupes. Demande d'instructions au sujet de la concession de terres à d'autres qu'aux officiers, soldats et loyalistes. Il a informé les fonctionnaires civils du rejet des accusations de Lovegrove. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 24

15 mai, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Ellis). Heureux effets de la présence de bâtiments de guerre dans la baie de Fundy. Destruction de deux corsaires ennemis, venus pour piller le pays. La coupe de bois de mâture se continue à la rivière Saint-Jean. Il (Hamond) communiquera à l'amiral et au général son avis (Ellis) à propos de Machias. Nécessité d'une poudrière. L'île Saint-George est le meilleur endroit où la construire. Danger qu'il y a à garder la poudre dans un navire. 28

16 juin, Halifax. Francklin au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Il se réjouit de voir sa seigneurie de nouveau à la direction des affaires américaines. Les sauvages sur la rivière Saint-Jean sont tranquilles depuis l'automne dernier. Le succès de la coupe du bois de mâture dans ce canton dépend en grande partie de leur bonne disposition. 34

24 juin, Halifax. Hamond au même. Il accuse réception de la dépêche qui lui annonce que sa seigneurie a été nommée au poste de secrétaire d'Etat. 36

27 juin, Whitehall. Nepean au Lieutenant-Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui envoie le budget de 1782. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 387

Suit cette pièce.

(Copie du budget. "B. T. N. S.", vol. 39, p. 19.)

4 juillet, Halifax. Journal du Conseil législatif, du 11 juin à la date en marge. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 308

(Voir aussi la série "B. T. N. S.", vol. 55.)

8 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Shelburne) à Hamond. Il accuse réception de dépêches. Parr est nommé gouverneur de la Nouvelle-Ecosse; cet emploi étant incompatible avec le service de guerre pour lequel il (Hamond) est si bien fait. Ses actes par rapport à la coupe du bois de mâture, et les mesures qu'il a prises pour détruire les corsaires ennemis, sont approuvés. Il a été adressé à l'"Ordnance" un extrait de sa lettre relatif à la construction d'une poudrière. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 31

12 juillet, Saint-James. Commission de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, donnée à John Parr. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 356

17 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Arrivée le 13 de 1,964 hommes du contingent allemand. Ils sont venus fort à point, car on

1782.

l'informe qu'une flotte française de 14 vaisseaux de ligne et quelques frégates a été vue au large de la baie de Chesapeake, et que l'*Allegiance*, sloop de guerre, a été enlevé trois jours après être parti de Pénobscot pour New-York. Il (Campbell) va détacher 200 Allemands pour renforcer Pénobscot. Les navires d'approvisionnement ne sont pas arrivés. Le commissaire n'a plus de vivres que pour peu de temps. "A. & W. I.", vol. 406, p. 17

(Cette lettre est datée du 17 juillet; mais à la page 71 se trouve un duplicata qui porte 17 août, ce qui est la date exacte. La lettre du commissaire disant que ses subsistances s'épuisent, est du 14 août (p. 25), et le 20 août (p. 29), Campbell écrit qu'il envoie un duplicata de la lettre qu'il dit être datée "du 17 du mois courant," c'est-à-dire du mois d'août.)

Incluse. Lettre de Crawford commissaire, datée du 14 août, à Campbell: les navires qui apportent des subsistances n'étant pas arrivés, il ne reste plus en magasin que pour à peine dix jours de provisions. 25

20 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Arrivée aujourd'hui même des recrues anglaises. Il expédie à New-York la lettre à Carleton, et un duplicata de sa propre lettre du 17. 29

22 août. Brouillon d'une lettre (sans signature) au lord président, recommandant la nomination de Thomas Cochrane au conseil, en remplacement de Charles Morris décédé. "A. & W. I.", vol. 597, p. 219

Un autre brouillon de lettre non signée accompagne la précédente; il contient des observations sur les instructions préparées pour Parr, nommé au gouvernement de la Nouvelle-Ecosse. 221

(Ces lettres avaient été probablement écrites par Nepean, sous-secrétaire d'Etat, le "Board of Trade" ayant été aboli en juin 1782 et ses fonctions transférées au secrétaire d'Etat. Le *Board* fut rétabli plus tard et il existe encore.)

23 août, Saint-James. Instructions adressées à John Parr, capitaine général et gouverneur en chef de la Nouvelle-Ecosse, des îles Saint-Jean et du Cap-Breton et de leurs dépendances. "B. T. N. S,", vol. 40, p. 1

24 août, Whitehall. Nepean au même. A son arrivée à Halifax, il devra transmettre un état de situation des fonds du phare et de l'orphelinat, pour lesquels le parlement vote des crédits annuels. "A. & W. I.", vol. 597, p. 220

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 389.)

2 octobre, Saint-James. Instructions supplémentaires à Parr, concernant l'émission de *bills of credit* (papier-monnaie). "B. T. N. S.", vol. 40, p. 93

8 octobre, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Townshend). Il demande que sa démission soit acceptée. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 37

9 octobre, Halifax. Procès-verbaux du conseil exécutif, du 24 juillet 1781 à la date en marge. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 277

9 octobre, Halifax. Hamond au Secrétaire d'Etat (Shelburne). Arrivée de Parr, à qui il a remis le gouvernement. Un déplacement si soudain porte une apparence de mécontentement de sa conduite. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 38

26 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Envoi de copies des lois passées dans la dernière session, et d'une adresse de l'assemblée. 44

Incluse. Adresse: la loi exemptant du droit les spiritueux importé pour les troupes a été adoptée. Diminution du revenu par suite de cette décision. Pertes du commerce et dépenses militaires occasionnées par la guerre. L'assemblée, en présence de ces faits, prie que l'on accorde un peu d'aide à la province. 45

26 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Il est arrivé le 5 et a été assermenté le 9. Dans une lettre de sir Guy Carleton à Hamond il est dit que 600 réfugiés, hommes, femmes et enfants, voudraient s'embarquer à New-York pour la Nouvelle-Ecosse cet automne et d'autres encore, en très grand nombre, au printemps; mais qu'il (Carleton) ne peut actuellement fournir des moyens de transport qu'à 300 personnes au plus. Carleton est d'avis que chaque famille reçoive 500 acres de terre, et

1782.

chaque homme non marié 300 acres ; que l'on mette en réserve 2,000 acres comme terres d'église et 1,000 acres comme terres d'école, dans chaque township ; et que les concessionnaires soient affranchis des droits d'expédition, "quit rents" et autres obligations de nature pécuniaire. Il (Parr) a ordonné d'avoir des terres prêtes ; mais il demande des ordres, parce que ses instructions ne permettent pas de faire des concessions gratuites. Carleton désire aussi que l'on procure aux réfugiés des matériaux de construction et des ouvriers ; mais cela est impossible. Il va surseoir l'exécution de quatre soldats atteints et convaincus de meurtre, jusqu'à ce que Sa Majesté fasse connaître sa volonté. Envoi des procès-verbaux du conseil, de la liste de ses membres et des comptes du phare et de l'orphelinat. Parr, en terminant, recommande la nomination de Deschamps au conseil. page 1

(Duplicata. P. 40.)

29 octobre, Halifax. Parr à Nepean. Il lui transmet une pétition des officiers de son régiment (Parr) au sujet de l'habillement, et le prie de remédier au mal dont ils se plaignent. Il est arrivé après une traversée de trente-six jours et a trouvé les affaires en meilleur état qu'il ne s'y était attendu.

"Col. Cor. N. S.," vol. 12, p. 7

31 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Townshend) à Parr. Envoyer un état détaillé des dépenses de l'orphelinat depuis sept ans, du nombre d'orphelins recueillis, etc. ; aussi le compte des dépenses du phare pendant le même temps, avec le nombre des navires entrés au port d'Halifax.

"Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 390

12 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Mort de Francklin, surintendant des affaires indiennes. Il (Parr) a nommé John Cunningham à l'emploi vacant et demande qu'il lui soit confirmé.

"Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 52

Incluse. Frais d'administration civile à prévoir pour 1783. 54

(Duplicata. "B. T. N. S.," vol. 2.)

7 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). En même temps que la grosse artillerie expédiée de Charleston sont arrivés 501 réfugiés recommandés au major général Paterson, avec qui il s'était entendu pour les recevoir. Retards causés par la transmission à New-York des malles à destination de la Nouvelle-Ecosse. Il (Parr) demande que l'on avise aux moyens de les faire cesser.

"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 60

Sans date. Pétition de Lovegrove, se plaignant d'être persécuté par certains officiers de la couronne à Halifax.

"B. T. N. S.", vol. 29

(Point de date dans le corps, ni de date de réception au dos de cette pièce, qui est, toutefois, postérieure à novembre 1781. Elle est très longue ; mais n'est pas cotée ou numérotée.)

Esquisse d'une carte de la Nouvelle-Ecosse, notamment des parties qui étaient colonisées en 1781, faite par le juge Deschamps.

"B. M.", *add.* 19071, fol. 234

1783.

15 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'État (Townshend). Les lois adoptées dans la Nouvelle-Ecosse sont conformes aux instructions de Sa Majesté. Il n'existe pas de *bills of credit* (papier-monnaie) émis ou créés en vertu d'une loi, d'une résolution ou d'un vote de l'assemblée. Il a, les circonstances l'exigeant, promis aux réfugiés du bois de sciage pour se bâtir des maisonnettes ; et compte que la trésorerie voudra en prendre à sa charge la dépense, qui ira à £1,000 ou environ. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 62

22 janvier, Halifax. Le même à Nepean. Combien il importe d'adopter, pour la transmission des malles, un moyen plus expéditif que le mode actuel, qui est de les faire passer par New-York. Situation misérable des nouveaux colons par le manque de planches et de clous. Il a fait préparer une quantité de planches pour ceux qui vont encore venir, car il n'y a plus même une hutte pour les abriter. Les émigrés de Charleston sont plus à plaindre

1783.

que les réfugiés de New-York, étant arrivés presque nus des sables brûlants de la Caroline du Sud sur la littoral glacé de la Nouvelle-Ecosse. Il a demandé des vêtements pour eux. Ci-incluse une pétition contre la presse des matelots pour la marine royale; il faut mettre un terme à ce régime si l'on veut assurer l'existence de la colonie.

" Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 13

23 janvier, Halifax. Le même au même. Il offre de lui avoir des terres, ou à ses enfants. 16
(Post-scriptum d'une lettre, dont le reste est perdu.)

23 janvier, Halifax. Paterson au Secrétaire d'Etat (Townshend). Il a envoyé des troupes sur la frontière et cherche à obtenir la coopération des milices. Arrivée de 500 réfugiés de Charlestown. Aide donnée pour leur établissement. Avantage d'un service direct par paquebots entre l'Angleterre et Halifax. Nécessité d'avoir un commandant de marine à poste fixe pour maintenir le bon ordre et l'autorité. Besoin de numéraire.

" A & W. I.", vol. 406, p. 33

Incluse. Distribution des troupes. 37

20 février, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). On pourrait augmenter très notablement la population en permettant aux régiments licenciés de demeurer dans le pays et de s'y établir sur des terres.

" Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 66

28 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat à Parr. Reçu ses dépêches avec leurs incluses. 56

28 février, Whitehall. Le même à Hamond. Sa démission est acceptée. Le roi est content de son administration. 58

26 mars, New-York. Le Dr Charles Inglis et autres clergymen à sir Guy Carleton. Ils demandent que le Dr Thomas Bradbury Chandler soit choisi pour être le premier évêque de la Nouvelle-Ecosse. " B. T. N. S.", vol. 30

1er avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Wiswall ayant été nommé missionnaire en remplacement de Bennet décédé, il (Parr) fera traite pour lui payer l'allocation accoutumée. " Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 391

3 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Il lui transmet une pétition de Cunningham, qui demande à être réintégré en l'emploi de surintendant des sauvages, ainsi que le compte de ses dépenses pendant qu'il occupait ce même emploi, et le recommande à sa bienveillance.

" Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 70

Pétition de Cunningham. 71

Compte de ses dépenses. 73

3 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Il recommande la nomination de Thomas Cochran au conseil en remplacement de Francklin. 69

11 avril, New-York. Carleton au Secrétaire d'Etat (Townshend). Ci-incluse une lettre de dix-huit clergymen qui contient un plan de création d'un évêché dans la Nouvelle-Ecosse. Les raisons apportées ont beaucoup de force, et il (Carleton) ne conçoit aucun empêchement à l'adoption du plan, d'autant que la charge serait dépouillée de titres, de pompe et de pouvoir temporel. Il engage vivement sa seigneurie à y donner son approbation; pour quels motifs. " B. T. N. S.", vol. 30

Pièce incluse. Le plan mentionné, en date du 24 mars. Ses auteurs proposent que l'on envoie un évêque, sacré en Angleterre, résider dans la Nouvelle-Ecosse, où il aurait la haute direction du clergé, conférerait les ordres, et, aux laïques désirant être confirmés, la confirmation; mais il serait privé de toute autorité, de tout pouvoir temporel quelconque. Les motifs de cette demande sont énoncés assez au long.

15 avril, New-York. L'Association loyaliste à Hamond. Adresse le remerciant de ses efforts pour leur être utile. L'association comprend à cette heure 400 familles. Sir Guy Carleton l'a informée que ses membres ne pourront avoir de provisions que pour six mois lorsqu'ils iront dans la Nouvelle-Ecosse, outre le passage jusqu'au port Roseway. A quelles souffrances ils

1783.

seront exposés, si on ne leur fournit pas aussi les matériaux pour se bâtir des maisons, les instruments de culture, etc.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 281

23 avril, Halifax. Mémoire sur les terres de la Nouvelle-Ecosse, lequel s'accorde avec la note sans date concernant les terres non concédées après 1773; mais l'auteur ne fait qu'une déduction d'un tiers pour les terres non cultivables, soit 6,861,017 acres au lieu de 8,233,260; ce qui laisse de terres cultivables 13,722,134 acres, contre 12,349,891 porte l'état sans date. 313

Quantité totale exprimée dans l'état non daté...	26,000,000
Terres concédées avant 1773.....	5,416,849
De terres non concédées.....	20,583,151
$\frac{2}{3}$ qu'on suppose impropres à la culture.....	8,233,260
De terres cultivables non concédées	12,349,891

296

5 mai, Londres. Conway à North. Avantage pour la Nouvelle-Ecosse de la concession de terres aux officiers, etc., licenciés. 68

12 mai, Whitehall. Lettre sans signature au Lord Président. Hamond, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse dans le temps, n'ayant pas reçu la dépêche qui l'autorisait à dissoudre l'assemblée, on demande que des instructions à Parr au même effet soient présentées à l'approbation du roi.
"A. & W. I.", vol. 597, p. 223

12 mai, Whitehall. Lettre sans signature au même. Elle appelle son attention sur la loi relative aux juges "puisnés" de la Nouvelle-Ecosse. Cette loi change les termes de leur commission, en substituant aux mots: "tant qu'il plaira au roi et qu'ils résideront dans la province", les mots suivants: "*quamdiù benè se gesserint*" (tant qu'ils se conduiront bien); et ce, d'une manière absolue et sans disposition pour leur révocation à la suite d'adresses des deux chambres. Prière d'examiner ce changement avant que la loi reçoive la sanction royale. "A. & W. I.", vol. 597, p. 225

12 mars, Whitehall. *Id.* au même. En raison du grand nombre de *loyalists* qui sont rendus dans la Nouvelle-Ecosse, et qu'il est désirable d'établir sur des terres, il envoie des instructions supplémentaires, les instructions générales ne prévoyant point ce cas. 227

Instructions supplémentaires. 234

12 mai, Whitehall. *Id.* au même. Observations sur la loi concernant les catholiques romains qui sont passés dans la Nouvelle-Ecosse. Encore qu'on puisse admettre les principes d'assistance sur lesquels elle est fondée, plusieurs de ses dispositions paraissent critiquables. 229

Instructions supplémentaires à Parr, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, portant de faire des réserves de terres propres à fournir des bois de marine. 221

(Pièce non datée, mais probablement envoyée le 12 mai, avec les papiers non signés concernant la Nouvelle-Ecosse. Brouillon. Page 237.)

13 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Reçu ses dépêches avec leurs incluses. Frais d'arpentage pour les établissements de loyalistes. Ci-incluse une pétition de Morris, arpenteur en chef.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 88

Pétition à l'occasion des frais d'arpentage, contenant demande d'une allocation pour un dessinateur, etc. 90

Compte des sommes dépensées par le département de l'arpenteur en chef. 93

13 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Il transmet une pétition et la recommande. 77

Pétition des officiers des "Nova Scotia Volunteers"; ils demandent que le régiment soit maintenu sur pied dans la province, et que ses officiers conservent leurs grades. 78

1783.

16 mai, Saint-James. Arrêtés du Conseil (deux) en désaveu de la loi relative aux juges "puisnés" et de la loi révoquant certaines dispositions législatives jugées préjudiciables aux catholiques romains.
"Col. Off. N. S.", vol. 1. pp. 392, 394

20 mai, Halifax. Paterson au Secrétaire d'Etat (Townshend). Il lui transmet des dépêches de Haldimand. Plusieurs milliers de loyalistes sont arrivés du Sud, que l'on a assistés. "A. & W. I.", vol. 406, p. 41

30 mai, Saint-James. Nouvelles instructions à Parr. Duplicata de l'ordre donné à Hamond, le 2 mai 1781, de dissoudre l'assemblée alors existante.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 396

2 juin, Whitehall. Lettre (non signée) au Lord Président. Communication de l'article que l'auteur de la lettre propose d'ajouter aux instructions pour empêcher l'émigration dans la Nouvelle-Ecosse des personnes désaffectionnées.
"A. & W. I.", vol. 597, p. 246

2 juin, Whitehall. *Id.* au même. Les rivières et le territoire d'où l'on tirait des bois de mâture pour la marine royale étant aujourd'hui dans les limites des Etats-Unis, il faut établir des réserves dans la Nouvelle-Ecosse, et confisquer les terres non améliorées par les concessionnaires. 242

(Cette lettre avait été datée en premier lieu du 27 mai; mais cette date fut biffée d'un trait de plume et remplacée par celle du 2 juin. Il y a une autre copie de la pièce avec la date primitive—27 mai—à la p. 243.)

6 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Townshend). Depuis sa lettre du 15 janvier, 7,000 loyalistes sont arrivés; 3,000 hommes des troupes provinciales vont suivre et d'autres encore. Surcroît de dépense que ces arrivées vont occasionner. "Col. Cor, N. S.", vol. 15, p. 94

7 juin, Whitehall. Lettre (sans signature) à Burke (Trésorerie). Communication de copies des instructions supplémentaires pour la concession de terres dans la Nouvelle-Ecosse aux loyalistes et le retrait de celles à l'égard desquelles les conditions de la concession n'ont pas été accomplies. Comme ces instructions ne pourront s'exécuter avant que les réserves de la couronne aient eu lieu, lord North désire que l'arpenteur général reçoive l'ordre de se mettre à l'œuvre. "A. & W. I.", vol. 597, p. 289

Instructions supplémentaires. 250

10 juin, Saint-James. Nouvelles instructions à Parr, apportant restriction à la concession de terres. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 397

Autres instructions autorisant à donner des concessions de terres aux loyalistes et aux soldats licenciés, pourvoyant aux frais d'arpentage des townships, etc. 402

(Voir aussi "B. T. N. S.", vol. 40, p. 98.)

Le 7 août, nouvelles instructions concernant les loyalistes.
"B. T. N. S.", vol. 40, p. 111

10 juin, Saint-James. Instructions complémentaires sur la mise en réserve de terres en futaie. 116

Brouillon des instructions générales, sans date qu'une mention de l'an vingt-quatrième du règne, ce qui peut signifier soit 1783 ou 1784. Le Nouveau-Brunswick fut érigé en province séparée en 1784, avec pour premier gouverneur Thomas Carleton. Les instructions générales n'en disent rien. A la page 147 du volume 40 se trouve ce passage: "Néanmoins, nous voulons et il nous plaît que vous ne sanctionniez aucune loi, "adoptée en notre province de la Nouvelle-Ecosse, qui s'étendrait ou "serait censée s'étendre à nos îles de Saint-Jean et du Cap-Breton, sous "couleur ou prétexte que nos dites îles sont comprises dans la commission que nous vous avons donnée, et partant font partie de votre gouvernement de la Nouvelle-Ecosse." Le Cap-Breton n'en fut détaché qu'en 1784; mais les instructions de Parr comme gouverneur de la Nouvelle-Ecosse avaient été préparées en 1783. 123

1783.

15 juin, Whitehall. North à Carleton (extrait). Avant de se prononcer sur la nomination d'un évêque de la Nouvelle-Ecosse, le ministère désire connaître le sentiment des laïques. "B. T. N. S.", vol. 30

24 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (North) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui a adressé des instructions qui lui serviront de guide pour la concession de terres aux loyalistes et aux soldats licenciés. Quels engagements prendront ceux en intention de devenir colons, afin de reconnaître l'autorité suprême du roi en parlement. Ne pas tenir compte du pouvoir de taxer, attendu que le parlement a, par l'acte 18 George III, marqué positivement l'intention de ne pas imposer de taxes sur les colonies, et qu'un trop grand nombre d'exemptions dans la déclaration pourrait faire douter de sa sincérité. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 410

(Copie sans signature, en date de juin —. "A. & W. I.", vol. 597, p. 253)

24 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (North) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui indique les défectuosités de deux lois frappées de désaveu; si on les corrige et que ces lois ne soulèvent pas d'autres objections ensuite, le roi donnera sa sanction, étant désireux d'adoucir la sévérité des restrictions auxquelles ses sujets catholiques romains sont soumis à cause de leur religion. Il (North) explique l'objet des instructions supplémentaires sur la concession de terres aux loyalistes.
"Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 413

(Voir aussi une lettre sans date ni signature dans la série "A. & W. I.", vol. 597, p. 255.)

— juin. Familles établies dans Hillsborough, nombre de bestiaux, etc.
"Col. Cor. N.S." vol. 12, p. 112

1er juillet, Whitehall. Lettre (sans signature) au Lord Président. Vu le dommage causé à la Nouvelle-Ecosse par le non-défrichement de terres concédées, l'auteur de la lettre demande que le roi en conseil révoque toutes les concessions antérieures à 1774 dont les conditions n'ont pas été exécutées.
"A. & W. I.", vol. 597, p. 265

6 juillet, Halifax. Parr à Lord North. Il a été informé que sa seigneurie est nommé au poste de secrétaire d'Etat. Reçu la grâce de Daniel Knapp et James Burns, et l'avis du choix de Wiswatt (Wiswall ?) pour missionnaire en remplacement de Bennet décédé. Des réfugiés de New-York demandent la permission d'aller s'établir au Cap-Breton. Que doit-il faire ?
"Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 96

24 juillet, Saint-James. Le Secrétaire d'Etat (North) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui envoie la *Gazette* contenant un arrêté du conseil qui révoque tous ceux relatifs aux concessions de terre d'avant le 1er janvier 1774 dont les conditions n'ont pas été exécutées. "A. & W. I.", vol. 597, p. 267

(Copie de la lettre. "Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 429.—Copie de l'arrêté du conseil. *Id.*, p. 427. La copie dans la série "A. & W. I." est sans signature.)

5 août, Whitehall. Projet d'instructions au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse sur la concession de terres à faire aux troupes provinciales licenciées.
"A & W. I.," vol. 597, p. 269

7 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui transmet des instructions relatives à la concession de terres aux troupes provinciales licenciées. (Pièce sans signature.) 270

8 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (North) à Paterson. Reçu ses dépêches. Il a appris l'arrivée des loyalistes, il faut les assister. La séparation des treize colonies devra accroître l'importance de la Nouvelle-Ecosse. Halifax deviendra le rendez-vous de la flotte. La demande a été faite au maître général des postes d'un nombre suffisant de paquebots pour établir des communications promptes entre la Grande-Bretagne et Halifax, avec départ mensuel d'Halifax. Il (North) a renvoyé à la trésorerie l'exposé concernant l'escompte sur les lettres tirées.
"A. & W. I.," vol. 406, p. 45

1783.

8 août. Whitehall. Le même au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui adresse une liste d'objets ou marchandises destinés pour les loyalistes. Les propriétaires de l'île Saint-Jean mettent le quart de leurs terres à leur disposition. Le roi a ordonné l'envoi d'outils de fer, etc., à l'île pour les réfugiés. La proposition de laisser dans la province les soldats licenciés qui voudront s'établir sur des terres a été approuvée ; des instructions lui seront envoyées en conséquence. George Henry Monk est nommé surintendant des sauvages, et Isaac Deschamps conseiller. On va faire les arrangements voulus pour que des paquebots transportent directement à Halifax les dépêches. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 80

8 août, Whitehall. Le même à l'Officier commandant à Halifax. Les soldats licenciés peuvent s'établir comme colons dans le pays ; chaque sous-officier aura 200, chaque soldat 50 acres, indépendamment de la quantité de terre à laquelle il aura droit pour ses enfants ; le tout quitte et franc des taxes d'expédition d'actes et des "quit rents" pendant dix années. Au licenciement, le soldat sera libre de rester ou de partir. Chaque colon recevra pour une année de provisions. "A. & W. I.," vol. 406, p. 51

12 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (North) à Parr. Un marché a été passé avec George Moore pour le transport à la Nouvelle-Ecosse de 150 convicts. On lui permettra de les y débarquer et placer suivant l'usage en pareil cas. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 430

14 août, Londres. Bourke au Sous-Secrétaire d'Etat. Les commissaires de la marine ne permettront pas que le navire qui doit transporter les marchandises à la Nouvelle-Ecosse reste plus que la semaine ; en sorte qu'une partie des objets ne pourront s'expédier qu'au printemps. Malgré tous les efforts faits pour rassembler ces marchandises assez tôt, il a été impossible d'y réussir. Mais le retard ne saurait être bien fâcheux, puisque une bonne part des choses a été expédiée.
"Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 421

19 août, Londres. Philip de Meyern, des "Orange Rangers," à M. North. Il lui adresse copie d'une pétition pour le paiement de la solde à laquelle il a droit, et le prie d'employer pour lui son influence auprès de lord North. La pétition, en date du 6 mai, est incluse dans la lettre.
"A. & W. I.", vol. 597, p. 272

21 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui envoie le facture d'expédition d'outils, etc., pour les loyalistes.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 86

22 août, Whitehall. Nepean au même. Il lui adresse le budget provincial pour 1783.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 431
432

23 août, Halifax. Budget.
Parr au Secrétaire d'Etat (North). Déjà plus de 12,000 personnes sont arrivées de New-York, et on lui dit qu'il en viendra encore tout autant. Il a fait son possible pour soulager la misère des réfugiés, mais n'a pas d'instructions sur lesquelles règler sa conduite.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 98

26 août, New-York. Sir Guy Carleton à North. Ses raisons d'estimer bien fondée cette opinion de sincères et sages laïques comme du clergé, que l'absence d'un épiscopat américain a donné bien des avantages aux meneurs et chefs de la dernière rébellion. Il croit que les colons qui sont allés ou qui s'en vont à la Nouvelle-Ecosse, appartiennent en majorité à l'Eglise anglicane. L'idée de la création d'un épiscopat est approuvée par différentes sectes, notamment par les dissenters, dont l'unanimité a été si marquée dans les troubles. Ceux-là, en passant dans la Nouvelle-Ecosse par motif politique, acquiesceraient tout au moins à "l'établissement," et il est persuadé que le choix d'un homme de mérite et de jugement contribuerait beaucoup à assurer dans la province, pour l'avenir, avec l'esprit de loyalisme, la paix et la tranquillité. "B. T. N. S.", vol. 30

1783.
28 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (North) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Irrégularité relevée dans la forme des concessions de terre ; il ne faut signer aucun acte de concession au nom du roi sans le *fiat* du procureur général, pour qui un droit ou honoraire doit être établi. Il (North) envoie le modèle d'acte à suivre, et, afin qu'il n'y ait pas d'autres vices de forme, il y joint des instructions sur les opérations à effectuer depuis la demande de début jusqu'à la signature et à l'inscription de la concession. On n'a pas rendu compte des concessions faites après 1774 ; et comme le rapport envoyé cette année-là était incomplet, il (le gouverneur) voudra bien transmettre un relevé détaillé de toutes les concessions de terre, à venir au 1er juillet dernier, contenant dates, noms, etc.
" Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 433

Il y a de cette pièce une copie imparfaite et sans signature, dans la série " A. & W. I.", vol. 597, p. 276, et une copie corrigée à p. 279.)

6 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (North). Besoin d'un bâtiment pour transporter le gouverneur, les arpenteurs, etc., aux districts où il est impossible de se rendre par terre. " Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 108

17 septembre, Shelburne. Petition à sir Guy Carleton, où l'on demande que John Miller soit nommé receveur des douanes au port Roseway. 319

23 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat à Parr. La compagnie de l'Acadie, n'ayant pu coloniser ses terres pendant la guerre, se propose d'en réserver un quart pour les loyalistes et de fournir à ceux qui viendront s'y établir, des provisions, des outils, etc. Il (le ministre) recommande de lui prêter aide et protection. 100

30 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (North). Il lui accuse réception de dépêches avec des instructions, etc. Les dépêches mentionnées dans celles reçues et les articles de quincaillerie pour les loyalistes ne sont pas encore arrivés. Le manque de ces derniers objets lui a donné de graves soucis, car plus de 13,000 personnes étaient déjà rendues à Halifax, à Annapolis, à Port-Roseway, dans la rivière Saint-Jean et à Cumberland ; et depuis la fin de juillet, d'autres en grand nombre, dont le chiffre n'a pas encore été constaté, ont été débarquées aux mêmes ports et à Passamaquoddy, entre les rivières Saint-Jean et Sainte-Croix ; on croit que cette affluence va à 18,000 âmes. Il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour les nouveaux arrivés, il a envoyé des arpenteurs pour les placer sur les terres confisquées, il a fourni de la planche pour les mettre à couvert. On en compte plus de 5,000 à Port-Roseway, où il a été les visiter, et où il a nommé des juges de paix, chargés d'établir le bon ordre. Le " settlement " à la rivière Saint-Jean est le plus populeux, il en a confié le soin au capitaine Studholme ; ses services et ses talents. D'après les lettres de Carleton on peut s'attendre que 8 à 10,000 autres personnes seront forcées par l'esprit de violence des comités américains de venir chercher un asile dans la Nouvelle-Ecosse. Arrangements pour l'établissement d'un service postal d'Halifax à Québec. 102

4 octobre, Halifax. Le même à Nepean. Il espère avoir de ses nouvelles. Arrivée de plus de 20,000 loyalistes ; d'autres en grand nombre vont suivre. Ceux qui sont venus les premiers ont maintenant des habitations confortables ; les derniers arrivés et ceux qui sont attendus auront bien à souffrir si l'hiver est rigoureux, et devront se cabaner dans les bois. Il fait tout ce qu'il peut pour leur bien-être ; mais beaucoup parmi eux ont des exigences déraisonnables et se répandent en plaintes.
" Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 17

18 octobre, Halifax. Certificat donné par les membres du conseil de la Nouvelle-Ecosse en faveur de George Smith.

Pièce incluse dans sa demande du 29 novembre, 1792. Voir à cette date.

19 octobre, Halifax. Le Brigadier général Fox au Secrétaire d'Etat (North). Il a, en l'absence de Paterson, ouvert une lettre officielle à lui adressée.
" A. & W. I.", vol. 406, p. 57

1783.
21 octobre, Halifax. Parr au même. Le *Greyhound*, de la marine royale, ne peut, la saison étant trop avancée, se rendre à Québec avec les lettres; elles sont envoyées par la voie de la rivière Saint-Jean. Le nombre de réfugiés débarqués depuis le 30 septembre, est d'environ 2,000. Dépenses qu'entraîne leur placement sur des terres pour toutes sortes de causes. Ci-inclus le compte des arpenteurs auxiliaires qu'il a fallu employer pour borner les terres; les frais de ce chef, y compris le prix des instruments, excèdent £3,000. Autres dépenses; fourniture de bois de construction et loyer des bâtiments qui ont fait les transports d'Halifax aux établissements; il (Parr) n'a pas d'argent avec lequel il puisse les payer. Ci-incluse aussi une pétition de 100 familles du Connecticut qui demandent à s'établir dans la Nouvelle-Ecosse. D'autres encore sont dans la même disposition. Il met de même sous ce pli une pétition du lieutenant-colonel Small, de l'ancien 84ème, au nom des hommes de troupe, pour obtenir des terres. Il vient d'apprendre le naufrage d'un bâtiment envoyé avec des arpenteurs au port Mouton. Les instruments, dessins, etc., sont perdus ; mais tout le monde à bord est sauvé. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 110

Etablissements dont se fait l'arpentage pour les réfugiés et les troupes américaines licenciées, avec mention du nombre d'arpenteurs employés dans chaque localité. Suit la liste: "Rivière Saint-Jean, à partir de cent cinquante milles en amont, et toutes ses grandes branches, 7 arpenteurs. Port-Roseway, le district de Shelburn, Port-Mouton et la côte entre ce dernier point et Shelburn, 6 arpenteurs. Annapolis, Bassin, baie Sainte-Marie, Clare, Conway et rivière de l'Ours, 5 arpenteurs. Passamaquoddy, où s'établissent des soldats licenciés et des loyalistes de Pénobscot, 3 arpenteurs. Entre Saint-Jean et Passamaquoddy, où s'établit une troupe de quakers, 1 arpenteur. A l'est de Newport, 1 arpenteur. Dartmouth, 1 arpenteur." Chaque arpenteur était payé sur le pied de dix shillings par jour et avait avec lui deux porte-chaînes et un "bûcheur." 115

(Le rapport sur les Archives pour 1884, contient à p. xli un état (numérique seulement) des troupes licenciées et des loyalistes, avec mention des lieux d'établissement, que l'on peut conférer avec l'état ci-dessus.)

Pétition adressée à Parr par "des habitants du Connecticut demeurés fidèles et qui, au cours de la dernière détestable guerre, ont souffert en leurs personnes et en leurs biens à cause de leur inflexible fidélité à leur souveraine, de leur obéissance à sa proclamation et de leur attachement à la constitution britannique." Ils demandent un établissement dans la Nouvelle-Ecosse. 116

Pétition du lieutenant-colonel Small, de l'ancien 84ème (2ème bataillon), au nom des officiers et soldats, qui demandent les terres à eux promises lors de la levée du bataillon. 118

23 octobre, Halifax. Certificat de membres du conseil et autres en faveur de Joseph Gray, négociant d'Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 111

24 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (North) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Les hommes du régiment du duc de Cumberland, commandé par lord Charles Montagu, voudraient s'établir dans la Nouvelle-Ecosse. Officiers et soldats ont droit à tous les encouragements, à toutes les facilités, et jouiront des exemptions mentionnées dans les instructions. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 436

25 octobre, Halifax. Parr à Nepean. Comme les officiers des "Nova Scotian Volunteers," dont il est colonel, ont été mis à demi-paie, il demande pour lui-même ce traitement de réforme. Surcroît considérable de dépense auquel il se voit obligé à son titre de gouverneur, par l'affluence de loyalistes qu'il lui faut accueillir. "Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 20

1783.
— octobre, Whitehall. Lettre (sans signature) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Donner des concessions de terre aux officiers et soldats du régiment de lord Charles Montagu, licenciés à la Jamaïque et que l'on va transporter à la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 597, p. 283

1er novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (North.) Il a reçu les instructions pour faire rectifier le mode de concession de terres. Par suite du départ et du décès du feu receveur général, lequel n'avait pas été remplacé, les "quit rents" n'ont pas été perçus depuis 1772. Il a nommé à cet emploi John Cunningham, et demande depuis quelle époque en devrait exiger les arrérages; il suggère que ce soit depuis la Saint-Michel dernière. Les dépêches sur l'assistance à donner aux réfugiés ne lui sont pas encore parvenues. "Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 121

20 novembre, Halifax. Le même au même. Arrivée d'ustensiles et outils pour les loyalistes, à qui ils vont être distribués sans retard. Il est venu plusieurs navires depuis le 1er novembre, qui ont amené probablement 25,000 personnes. C'est une triste saison pour émigrer dans ce climat; aussi fera-t-il tout le possible afin de soulager tant de malheureux et de leur procurer des abris avant l'hiver. 123

2 décembre, Halifax. Journaux du Conseil législatif, du 6 octobre à la date en marge. "Col. Cor. N.S.", vol. 12, p. 354, et "B. T. N. S.", vol. 55.

Id. de l'Assemblée, même période. 421 et "B. T. N. S.", vol. 55

13 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (North.) Il lui envoie la liste des lois passées à la dernière session. Outre les familles du Connecticut, 100 personnes des environs du cap Anne se proposent de venir à la Nouvelle-Ecosse le printemps prochain. Lord Charles Montagu, avec 200 hommes de sa troupe licenciée, est arrivé de la Havane; on en attend encore autant. James, Mary et John Collins trouvés coupables de meurtre; les deux premiers ont été exécutés, mais John a eu un sursis, les circonstances ayant paru être en sa faveur. Col. Cor. "N.S.", vol. 15, p. 125

Incluse. Liste des lois. 127

16 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (North). Ci-incluse une adresse que l'assemblée lui a présentée; il ne peut accepter sans permission l'offre qu'elle porte. Il introduit auprès de lui (North) le brigadier général Fox, lequel est en mesure de lui donner des renseignements sur les établissements de loyalistes. 131

Incluse. Adresse de l'assemblée, annonçant à Parr qu'elle lui a voté une somme de £500 pour l'aider à payer les dépenses qu'il fait comme gouverneur. 133

16 décembre, Halifax. Parr à Shelburne. Il a écrit souvent depuis son arrivée, à propos surtout des loyalistes, dont le nombre approche de 30,000 âmes. Ils se sont montrés reconnaissants de ses soins, hormis pourtant quelques individus sordides et méprisables. Rapidité avec laquelle des villes se bâtissent; témoin Shelburne, qui a déjà 800 maisons achevées, 600 dans un état de construction très avancé et plusieurs centaines d'autres commencées depuis peu; des quais, etc.; plus de 12,000 habitants, 100 navires; une situation extrêmement avantageuse, un bon port naturel, etc. Deux villes se font sur la rivière Saint-Jean, et une autre à la baie de Passamaquoddy; Annapolis s'agrandit; une nouvelle ville se fonde auprès. Grand "settlement" de soldats allemands. Tous les ports sur la côte se peuplent de pêcheurs. Demandes venues de centaines de familles de la Nouvelle-Angleterre, notamment du Connecticut. Il (Parr) attend des instructions de lord North. Importance acquise par la province. Arrivée de lord Charles Montagu avec son régiment, qu'il se propose d'établir sur des terres. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 134

(Voir aussi. "Col. Cor.", vol. 12, p. 21. La lettre dans ce vol. n'a pas de suscription; mais celle du vol. 15 est très lisiblement adressée au "Très honorable comte de Shelburne." Les lettres antérieures que Parr

1783.

dit avoir écrites à sa seigneurie ne se retrouvent pas. Lord Shelburne n'était plus secrétaire d'État à la nomination de Parr au poste de gouverneur de la Nouvelle-Ecosse; il devient premier ministre à la mort de Rockingham en juillet 1782, mais son administration ne dura que jusqu'à avril suivant, où elle fut écartée par le cabinet de coalition. Le contenu de la lettre montre qu'elle fut écrite à la date indiquée. Lord Sydney en accuse réception le 12 mars; elle lui avait été transmise par lord North. Le chiffre de la population de Shelburne y est exagéré; car le compte qui se fit dans l'été de 1784 le porte à 7,923. Le colonel Morse signale, en son rapport, les fâcheux effets de cette tendance à créer des villes en un rien de temps, au lieu de cultiver les terres. Voir le Rapport sur les Archives pour 1884, pp. xl et xli.)

17 decembre, Halifax. Parr à Nepean. Il demande que North décide s'il devrait ou non accepter les £500 que lui a votées l'assemblée.

"Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 25

Incluse. Résolution de l'assemblée, qui vote à Parr £500 pour les dépenses extraordinaires auxquelles le soumet l'affluence d'étrangers. 26

18 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'État (North). Il est arrivé le 15, mais a été empêché par maladie de prendre le commandement des troupes avant aujourd'hui. Ci-inclus l'inventaire des approvisionnements. Il demande que l'on en expédie une forte fourniture de bonne heure au printemps. Les loyers sont excessifs; les propriétaires veulent avoir jusqu'à £170 de maisons bien médiocres, et par bail de trois ans. N'est-il pas à propos de bâtir une maison au commandant pour n'avoir pas à faire une pareille dépense? Fox, porteur de cette lettre, donnera les informations désirables sur le district où il commandait dans ces derniers temps.

"A. & W. I.", vol. 406, p. 61

Incluse. Inventaire des provisions à Halifax et aux postes. 65

(Duplicatas. "B. T. N. S.", vol. 15, pp. 139, 141.)

20 décembre, Halifax. Lord Charles Montagu au Secrétaire d'Etat (North). Lorsque son régiment, levé parmi les loyalistes de la Caroline, a été licencié, il l'a décidé à venir former un établissement dans la Nouvelle-Ecosse. Déjà 300 hommes sont arrivés et il en attend 200 autres; les arrivés sont maintenant logés dans des baraquements près d'Halifax. Accident éprouvé par le navire sur lequel il était embarqué, et qui a été condamné; il en a affreté un autre. Il prie que l'on honore les lettres qu'il a tirées pour l'achat de vivres, etc.; il a des pièces à l'appui de tous les déboursés. Il a dû même prendre sur ses ressources personnelles.

"Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 425

31 décembre, Halifax. Parr à Carleton. Il signale la conduite de Hardy, un avocat, qui tâche à exciter la désaffection parmi les loyalistes à la rivière Saint-Jean. Ils ont reçu toute l'attention possible; et Studholme a très sagement agi. Il (Parr) demande qu'on lui donne (Studholme) l'allocation ordinaire de dix shillings par jour. 142

Incluse. Délibérations prises par la 22me compagnie de milice de Saint-Jean par rapport à certains griefs. 145

(La lettre est datée de 1784, ce qui est évidemment une erreur.)

Sans date. Pétition d'Edmund Fanning, demandant que son emploi de lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse ne le prive point de ses titres à la demi-paie. "Col. Cor. P. E. I.", vol. 13, p. 405

Fanning dans cette pétition dit qu'il a depuis sept des emplois civils et militaires. Or, son grade militaire remontait à 1776; la pièce serait donc de 1783, ce qui s'accorde avec la date de sa dernière nomination. Les termes de la pétition montrent que celle-ci était toute récente; et comme elle est adressée au duc de Portland, "Premier lord de la Trésorerie de Sa Majesté," titre que le duc avait reçu en avril 1783 et qu'il résigna en décembre de la même année, on a là encore une forte preuve que la pétition est de 1783.

1783. Pétition de Winkworth Tonge, pour obtenir de l'emploi dans la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 597, p. 284

Liste des conseillers. "B. T. C. B.", vol. n° 11

Note de Richard Cumberland, agent de la Nouvelle-Ecosse, transmettant une pétition du conseil et de l'assemblée pour que la commission de juge en chef et les juges "puisnés" soient nommés *quamdiù se benè gesserint* au lieu de l'être *durante benè placito*, comme le portent les présentes commissions. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 283

Description de la rivière Saint-Jean et des townships de la région. 356

(Autre copie, mais défectueuse. Page 286.)

Note des terres que l'on peut donner aux loyalistes dans la Nouvelle-Ecosse; droits d'expédition des actes; matériaux à bâtir qui peuvent être fournis à ces colons, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 297

Mémoire d'outils, etc., pour la Nouvelle-Ecosse, dont le quart sera envoyé aux colons de l'île Saint-Jean (du Prince-Edouard). Il est dit en note: "Le tout coûtera environ £5,500." 299

Note (apparemment de Hamond) concernant la "Governor's Farm." 301

Id. "L'encouragement que l'on donnait aux colons de la Nouvelle-Ecosse, en 1749, indépendamment de certaines concessions de terre, consistait en—

"Douze mois de provisions;

"Armes et munitions;

"Matériaux et instruments de labourage, de défrichement et de culture, de construction de maisons, de pêche, etc." 304

Liste d'outils, etc. 305 à 307

Note sur les changements survenus dans le gouvernement des colonies de 1731 à 1783. 308

Id. sur les traitements des juges "puisnés" de la Nouvelle-Ecosse. 310

Budget civil proposé pour la Nouvelle-Ecosse. 312

Observations sur les limites occidentales de la Nouvelle-Ecosse. 314

Propositions d'établissement d'une colonie de loyalistes américains et autres sujets britanniques dans la région nord-est de la Nouvelle-Ecosse. 317

Observations sur l'utilité et la nécessité qu'il y aurait à donner une charte aux habitants de la Nouvelle-Ecosse. 321

Carte-esquisse de la province de la Nouvelle-Ecosse, notamment des parties qui en sont colonisées. 325

Id. de la rivière Saint-Jean. 356

Considérations sur la question s'il est à propos de diviser la Nouvelle-Ecosse en deux gouvernements, avec des remarques sur leurs dépenses approximatives. 393

Evaluation des dépenses civiles pour l'île Saint-Jean. 400

Id. pour le Cap-Breton. 401

Id. pour la Nouvelle-Ecosse. 402

Id. pour la nouvelle province que l'on organiserait. 403

Résumé des instructions données au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse sur la concession des terres. 404

Considérations sur la meilleure politique à adopter relativement aux possessions britanniques restantes. Que la permanance du lien politique devrait être le motif déterminant de toutes les mesures, leurs avantages matériels ne venant qu'en second lieu. Ces considérations, qui paraissent être quelque mémoire du Secrétaire d'Etat, se termine ainsi: "Il conviendrait de concéder aux colonies, de la part de la Grande-Bretagne, une exemption explicite et claire de toute autre taxation que celle de leurs propres législatures." 408

1784.
1er janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Impossibilité de satisfaire aux demandes de provisions des colons. Il a constitué une commission d'enquête. Il demande des instructions sur le sens à donner à l'ordre concernant les officiers d'état-major. Difficulté de la confection des états pour la distribution des troupes. Il demande un sous-adjudant général. Ci-incluse une lettre de lord Charles Montagu, relative au régiment du duc de Cumberland, avec réponse. Les présentes dépêches seront remises par Mongan, très digne clergyman. "A. & W. I.", vol. 406, p. 69

Incluses. Ordonnance constituant la commission d'enquête. 73

Pétition (sans date) de lord Charles Montagu, pour obtenir que le régiment sous ses ordres ait les mêmes avantages que les autres corps. 77

Réponse, datée du 22 décembre. Les instructions ne lui permettent pas (Campbell) de satisfaire à sa requête; mais comme le corps lui paraît avoir titre aux avantages qu'elle demande, il la transmettra au secrétaire d'Etat. "A. & W. I.", vol. 406, p. 81

1er janvier. Listes des officiers généraux et d'état-major. 85, 87

"Nombre d'habitants en la Nouvelle-Ecosse le 1er janvier 1784; d'après des états reçus des différents établissements." Le nombre total des nouveaux colons (loyalistes) y est fixé approximativement à 27,700; celui des anciens habitants à 14.000; ensemble, 41,700. Aucune mention des "nègres libres." Un état dressé dans l'été de 1784 par Morse, porte: troupes licenciées et loyalistes, 28,347; anciens habitants, "British", 14,000; *id.*, Français ou Acadiens, 400; ensemble, 42,747 âmes. Mais Morse compte 1232 "domestiques," certainement presque tous nègres, et 400 Acadiens, lesquels ne sont pas compris ni les uns ni les autres dans le relevé du 1er janvier. En les retranchant, on aurait au total 41,115 âmes contre 41,700, chiffre de la présente pièce. "Col. Cor, N. S.", vol. 15, p. 465

3 janvier, Shelburne. Pétition de magistrats et autres, demandant que l'on continue les secours en vivres et que l'on aide autrement à l'agriculture, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 30

(Pièce incluse dans une lettre de l'agent de la Nouvelle-Ecosse, datée de "Whitehall, samedi matin"; probablement écrite en mars. Ce que cette pétition demande était déjà accordé. L'agent, Cumberland, voulait faire accepter ses comptes comme exactes. Sa lettre est adressée à G. Elliot esquire.)

6 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Il a ordonné la remise de provisions de la marine au commissaire général. Inconvénients qu'il y a à ravitailler de la Nouvelle-Ecosse des troupes dans Terre-Neuve. Il (Campbell) exprime l'avis qu'elles reçoivent leur approvisionnement de la Grande-Bretagne. "A. & W. I.", vol. 406, p. 89

13 janvier, Londres. Pétition de Michael Kearny, relatant ses services et ses pertes et demandant qu'on ne le prive pas de ses terres. "A. & W. I.", vol. 597, p. 288

15 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (North). Arrivée d'un nombre considérable de réfugiés avec leurs familles, qu'il faut loger dans la ville, car tout ce monde ne peut être dirigé sur la campagne en cette saison. Ci-incluse la liste des passagers amenés par Clinton; elle montre l'état de dénûment des nouveaux venus. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 149

16 janvier, Halifax. Liste des passagers du transport *Clinton.* 151

Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Il demande des instructions relativement au paiement des droits sur le rhum, etc., livré aux troupes. "A. & W. I.", vol. 406, p. 93

Incluse. Demande par le receveur des douanes des droits sur du rhum, etc. 97

22 janvier, Falmouth. Augustus Fricke, faisant service d'adjudant au 60ieme, au Secrétaire d'Etat (Sydney). Misère des soldats du 3e et du 4e bataillons qui sont venus dans la Nouvelle-Ecosse pour s'établir sur des terres. Il prie qu'on leur donne des secours. "A. & W. I.", vol. 597, p. 290

22 janvier, Londres. Le Duc de Manchester au Secrétaire d'Etat. Les hommes de troupe du régiment de lord Charles Montagu, qui se sont rendus dans la Nouvelle-

1784.

Ecosse à l'hiver, sont dans une grande détresse. Lord Charles demande que Parr reçoive l'ordre de les secourir. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 423

2 février, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Nouvelle lettre au sujet des droits de douanes; ci-incluse la demande du receveur avec l'avis des procureur et solliciteur généraux sur sa légalité.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 101

Incluses. Demande du receveur des douanes. (C'est un duplicata de la pièce ci-haut, qui est à p. 97.)

Avis des procureur et soliciteur généraux, que les droits sont payables. 107

Lettre du receveur au commissaire Townsend, renfermant cet avis. 109

2 février, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Il recommande de continuer la distribution de vivres aux loyalistes. Il y a environ 10,000 âmes à Shelburne; affluence extrême aussi à d'autres établissements. Grandes seront les souffrances si l'on arrête le secours.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 113

2 février, Halifax. Parr au même. Supplément de provision nécessaire pour les loyalistes. Un certain nombre de ceux-ci sont en état de se pourvoir eux-mêmes; en sorte que le moyen de prévenir le gaspillage serait de donner un pouvoir discrétionnaire permettant de ne faire des distributions qu'aux personnes véritablement nécessiteuses. Mécontentement qui s'est produit à la rivière Saint-Jean; ses mesures pour le calmer. Il n'en existe pas ailleurs. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 160

3 février, Halifax. Le même à Sir Guy Carleton. Beaucoup de colons ont leurs maisons achevées; d'autres logent dans des constructions temporaires. Les gens sont employés principalement à pratiquer des routes pour atteindre leurs terres. Il y a eu des plaintes contre les arpenteurs, et des murmures; mais tout s'est apaisé. Les terres autour de Shelburne sont excellentes; quant à celles sur la rivière Saint-Jean et la baie de Passamaquoddy, on les sait bonnes. Les seuls colons mécontents sont ceux qui occupent les terres aux environs de Port-Mouton. Leurs plaintes étant raisonnables, ils ont eu la permission de chercher mieux ailleurs. Il (Parr) a fait connaître qu'il est nécessaire de continuer le secours de subsistances, et demande que l'ordre soit donné aux troupes de travailler aux routes. Arrivée de Russell; lui et sa congrégation sont fatigués l'un de l'autre. Il (Parr) a nommé un township Carleton en son honneur (sir Guy). Hiver peu rigoureux. Il craint qu'un bâtiment avec des colons ne se soit perdu. 429

4 février, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Mort du lord Charles Montagu, la nuit dernière (3 février), d'une angine putride.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 117

4 février, Halifax. Parr au même. Il a déjà mandé que près de 30,000 personnes étaient arrivées, qui venaient de New-York et d'autres parties du continent; c'est avec satisfaction qu'il peut écrire aujourd'hui que tout ce monde (à l'exception d'un petit nombre arrivé récemment) a été mis à l'abri des intempéries, grâce en partie au doux temps qu'il a fait, en partie à la quantité extraordinaire de bois de sciage qu'on a pu fournir; sans cela, combien auraient péri peut-être? Progrès de la colonisation. Bonne qualité du sol, etc. S'ils sont toujours aussi laborieux, ces colons feront de la province un pays florissant, asile heureux d'une population infortunée.
"Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 33

4 février, Halifax. Le même à Nepean. Vu la grande augmentation du nombre des habitants, il faut que le secrétaire ait un supplément d'allocation, ou qu'on lui accorde (Parr) un secrétaire particulier; c'est absolument nécessaire, à cause du surcroît de travail. Il a demandé que la distribution de substances aux loyalistes se continue; si l'on refuse, la misère sera extrême. Il a tiré £4,500 sur le trésor pour du bois de sciage, etc. 36

1784.
21 février, Halifax. Gibbons au Secrétaire d'Etat (North). Il envoie un exposé à propos des droits qu'il estime pouvoir toucher comme procureur général, et transmet copie d'une correspondance avec le gouverneur et le secrétaire sur ce sujet. Il se plaint de ce qu'on ne lui permet pas de voir les instructions qui le concernent. Page 38

Incluses. (1) Extrait d'instructions, relatif aux droits ou honoraires du procureur-général. 43

(2) Lettre de Gibbons à Parr. A l'occasion de l'état qu'il a reçu de l'arpenteur-général, il demande des instructions par rapport aux droits avant de rien faire. 44

(3) Instructions à l'arpenteur en chef (copie certifiée conforme). 46

(4) Lettre de Gibbons à Parr. Il se plaint de ce que le secrétaire ne veut ni lui fournir une copie parfaite des dernières instructions de Sa Majesté sur l'expédition des concessions dans la province, ni lui permettre de les lire. 48

Id. de Parr à Gibbons. Bulkeley (le secrétaire) dit qu'il lui a adressé (Gibbons) un extrait de tout ce qui dans la dépêche de North a rapport au procureur général. 5

21 février, Halifax. Gibbons à Nepean. Lettre de même nature que la précédente (même date). Les incluses sont des duplicatas.
"Col. Cor. N. S.," vol. 12, p. 52

21 février, Halifax. Le même à Collier. Il lui adresse des triplicatas. 60
(Ce sont des copies des lettres avec incluses à North et à Nepean.
"Col. Cor. N. S.," vol. 15, pp. 433 à 447.)

28 février, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Reçu les dépêches. Il remplira les désirs du roi au sujet des loyalistes. Il a demandé que la distribution de subsistances leur fût continuée. Les magistrats de Shelburne ont depuis fait la même demande pour d'autres colons. Il (Campbell) prie le ministre de lui donner ses instructions là-dessus.
"A. & W. I.," vol. 406, p. 121

28 février, Halifax. Parr à Nepean. Il a fait tout ce qu'il pouvait pour les loyalistes. Quelques-uns, une minime fraction, sont si peu raisonnables qu'il est impossible de les contenter. Il apprend que des plaintes contre lui sont parties ; mais cela ne l'empêchera pas de continuer à rendre tous les services en son pouvoir. "Col. Cor. N. S.," vol. 12, p. 70

1er mars, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (North). Les loyalistes demandent la faculté d'élire des représentants à l'assemblée. Circonscriptions électorales actuelles et nombre des représentants.
"Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 163

3 mars, Londres. Brook Watson à Nepean. Il sollicite son attention sur la situation misérable des loyalistes dans la Nouvelle-Ecosse. 447

Incluses. Lettre de Joshua Mauger, du 24 février, relative à ses terres ; et lettre d'Edmond Winslow jeune, datée d'Halifax le 10 janvier. 448, 449

4 mars, Londres. Cumberland au Secrétaire d'Etat (Sydney). Pour rendre plus forte l'influence de la couronne, il propose d'assigner un salaire de £100 par an à chaque membre du conseil de la Nouvelle-Ecosse qui résidera dans la province. "A. & W. I.," vol. 597, p. 292

4 mars, Halifax. Parr au même. Suivant la recommandation de Carleton, il avait ordonné d'arpenter des terres, à raison de 5,000 acres par tête, pour les 55 officiers supérieurs ; mais il a réduit cette quantité sur la réception des instructions portant que la concession ne doit pas dépasser 1,000 acres. Mécontentement causé par là. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 166

6 mars, Halifax. Joseph Aplin au Juge en chef Smith. Le motif qui l'a porté à venir dans la Nouvelle-Ecosse était plutôt la nécessité qu'une prédilection pour le pays. Il en trouve le climat, le sol, les richesses naturelles, bien

1784. meilleures que, par exemple, la police ou l'administration ; mais celles-ci peuvent toujours s'amender ; aux défauts de nature il n'y aurait remède. La politique eût dû conseiller de marquer une très grande attention aux "loyal adventurers." Malaise qu'il a vu en débarquant à Saint-Jean, et qui venait de ce que les gens n'avaient pas eu leurs terres. Environ 1,500 maisons de charpente et 400 faites de troncs d'arbres les abritaient. Elles représentaient une somme si considérable de travail et si promptement exécutée, que souvent il n'en voulait pas croire ses yeux. Mais leurs habitants n'ont point de titres, même pour le terrain qu'elles couvrent, et paraissent être presque au désespoir. La plupart de ceux dans la ville à l'entrée de la rivière Saint-Jean n'ont jamais eu l'intention de s'y fixer, mais bien d'aller se mettre sur leurs terres et d'employer leur argent à s'y bâtir, à s'acheter du bétail, etc. Pertes qu'ils ont éprouvées en étant obligés de se bâtir des maisons à l'entrée de la rivière. Mécontentement général. Retards apportés à la concession des terres pour servir des desseins personnels et politiques. Demande du droit pour chaque concession séparément. Il (Aplin) a réussi à faire faire les concessions par groupe de cinquante dans un même acte, en laissant aux concessionnaires le soin ensuite d'effectuer entre eux le partage des terres soit de gré à gré ou autrement. D'aucuns prétendent que l'assemblée, en votant £500 au gouverneur et £400 au juge en chef, voulait faire tomber le voile sur les actes de trahison de plusieurs anciens colons. Il (Aplin) n'est pas opposé à l'indulgence, même envers des rebelles, mais encore eût-il fallu attendre, pour la témoigner, que les nouveaux Etats aient donné l'exemple des bons procédés en se conformant au traité définitif. L'opinion des loyalistes est que l'assemblée, avant d'exercer une pareille indulgence à l'égard de sujets criminels, aurait dû se livrer à une enquête sur le progrès de l'établissement des sujets fidèles. Cela a eu cette conséquence, que l'assemblée a perdu la confiance des nouveaux colons. Prédominance des idées républicaines chez une partie considérable des représentants en une assemblée appelée pour une durée de six ou sept ans et qui dure depuis quinze ans. Dessein de refuser aux nouveaux colons tout suffrage avant que celle-ci soit dissoute. Remarques sur l'inégalité de la représentation, et sur le mauvais effet de l'instruction de ne point permettre qu'on élise plus de représentants pour ne pas augmenter le nombre actuel. Il (Aplin) n'est pas épris de l'idée d'une représentation très nombreuse ; seulement on pourrait autoriser des changements destinés à égaliser les choses en diminuant le nombre de représentants là où il est excessif et l'augmentant partout où il est trop faible. La situation des affaires sur la rivière Saint-Jean a été amenée par la négligence de l'assemblée et le retard à faire les concessions de terre. Le juge en chef se transporte à Saint-Jean pour procéder à une enquête sur les griefs. Aplin, parle longuement du caractère de ce personnage en termes peu favorables. Si celui-ci pouvait être envoyé aux Indes-Occidentales, pourquoi n'accepterait-il pas (le juge en chef Smith) de le remplacer au milieu d'une population avec laquelle il est en communauté de sentiments. Il (Aplin) le prie d'user de son influence en faveur des habitants de Saint-Jean, qui, tout entraînés qu'ils sont par les circonstances à manifester leur mécontentement d'une manière plus vive que ne le voudrait la prudence, n'en sont pas moins reconnaissants à sir Guy Carleton de ce qu'il a fait pour eux. Dans un postscriptum, Aplin assure qu'en toute cette lettre il n'a été animé par aucun motif personnel. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 456

6 mars, Halifax. Gibbons au Secrétaire d'Etat (North). Il rend compte de ce qui s'est passé, relativement aux honoraires ou droits, depuis sa dernière lettre. Inconséquences relevées dans les réponses de Bulkeley. Envoi de copie

1784.

de la correspondance. Il (Gibbons) remercie du tarif de droits établi. Omissions dans la décision prise par le conseil.
"Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 72

6 mars, Halifax. Le même à Nepean. Il envoie copie d'une correspondance supplémentaire avec Bulkeley, secrétaire de la province, au sujet des honoraires. 75

Pièces incluses.(A). Lettre de Gibbons à Bulkeley, du 28 février. Il apprend que la question des droits à payer au procureur général a été décidée d'une façon injuste pour ce fonctionnaire, qui se trouve mis dans une situation inférieure à celle d'autres officiers; il (Gibbons) demande des copies certifiées conformes du rapport présenté par le comité du conseil sur les droits ou honoraires pour la concessions de terres; des délibérations et décisions prises par le conseil sur ce rapport, et de la lettre de North sur le même sujet.

(B) Lettre de Bulkeley à Gibbons, du 3 mars. Le comité n'a pas encore fait son rapport au conseil. La question de ses honoraires (Gibbons) n'a pas été renvoyée à ce comité, mais a été résolue en conseil. Le contenu de la lettre de North lui a été communiqué, mais les instructions du roi ne peuvent l'être. On lui montrera au bureau le tarif des honoraires que le conseil lui a alloués. En attendant, il en trouvera sous ce pli un extrait pour son instruction. 80

Suit l'extrait. 81

(C) Copie abrégée de l'extrait B. Les noms des conseillers présents ne sont pas donnés, et la somme de £1 1s. 0d., mentionnée dans l'extrait est portée à £1 3s. 4d. 82

10 mars. Observations sur l'état présent de la Nouvelle-Ecosse par le Rév. M. Mongan.

(1) Souffrances des loyalistes, dues à ce qu'ils n'ont pas eu leurs terres dès leur arrivée.

(2) Motifs qui les ont conduits à la Nouvelle-Ecosse.

(3) Aspect décourageant des affaires.

L'auteur indique en détail les circonstances, les maux à appréhender et le remède. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 466

12 mars, Halifax. Gibbons à Nepean. Il transmet une copie du modèle des concessions de terre en la Nouvelle-Ecosse, sur laquelle sont marquées les erreurs de rédaction et les omissions. Il ne fait aucun changement avant d'avoir reçu de nouvelles instructions. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 83

12 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Reçu ses dépêches. Sur plusieurs points la décision de Sa Majesté ne peut encore lui être mandée; mais il recommende les refugiés à son attention (Parr). Il y en a déjà de fort mécontents pour n'avoir pas été mis en possession des terres qu'on leur avait promises. Si le retard est causé par le manque d'arpenteurs, le service du génie pourrait prêter son aide. Satisfaction de Sa Majesté en apprenant l'état florissant de Shelburne, Saint-Jean et autres établissements. Il a informé la trésorerie de l'avis des lettres tirées pour bois de sciage, etc., et a raison de croire qu'elles ont été payées. La confirmation de Cunningham en l'emploi de receveur des "quit rents" doit venir de la trésorerie. Il lui conseille de discontinuer toute perception jusqu'à nouvel ordre. Il consultera Carleton sur la proposition d'une émigration du Connecticut et de Cape-Ann, et par rapport au bâtiment requis pour le service provincial. Un comité du conseil privé est chargé de gérer les affaires publiques qui étaient attribuées au "Board of Trade." (Copie sans signature.) Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 152

16 mars, Halifax. Parr à Nepean. Il introduit auprès de lui le colonel Lawrence, qui a une parfaite connaissance du pays, et qui lui fera connaître la demande déraisonnable de cinquante-cinq gentlemen et autres. Si ce qu'ils veulent avoir leur était accordé, il y aurait de grandes plaintes dans toute la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 90

1784.
17 mars, Saint-James. Le Lieutenant-Colonel Hawlett au Secrétaire d'Etat (North). Il est nécessaire de continuer l'allocation de vivres par suite du retardement de l'installation des loyalistes sur leurs terres pour qu'ils puissent en tirer leur subsistance. "Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 501

20 mars, Halifax. Gibbons à Nepean. Nouvelle lettre relative aux honoraires. Ci-inclus un compte que le gouverneur refuse de payer avant d'avoir reçu des instructions et aussi copie d'une pétition au gouverneur sur le même sujet. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 92

Incluses. Compte de droits d'expédition de concessions de terre. 94

Lettre de Gibbons à Parr, du 21 mars. Il lui envoie une pétition, avec un compte adressé au secrétaire d'Etat, etc., et voudrait savoir, avant de fermer sa lettre au ministre, s'il (Parr) a des observations à faire. 96 97

Copie de la pétition.

(Duplicata de la lettre à Parr et de la pétition.—Même volume, pp. 161, 162.—Autre copie du compte. pp. 142, 171.)

21 mars, Halifax. Parr à Gibbons. Il ne peut répondre à sa pétition avant que North ait écrit. 166

22 mars, Halifax. Concession de terre à Joseph Pynchon. 173

23 mars, Halifax. Gibbons à Nepean. Mort de Nesbitt, ancien procureur général ; elle met fin aux difficultés relatives au salaire. 100

23 mars, Halifax. Le même à Collier. Mort du vieux Nesbitt. Plus de difficulté sans doute à ce qu'il (Gibbons) touche maintenant le salaire. 101

23 mars. Pétition de William Wylly. Il relate ses services et prie que l'on se souvienne de lui en organisant le "law department" dans la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.," vol. 597, p. 294

Certificat du général Alured Clarke, suivi d'un second, de sir James Wright, en date du 23 mars, comme en marge. Les deux autres pièces ne sont pas datées.

1er avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Attendu la détresse qu'occasionnerait la cessation de la fourniture de vivres aux loyalistes, il a pris la détermination de la continuer à tous ceux qui ont le plus besoin de ce secours, jusqu'à ce qu'il soit informé de la volonté du roi. "A. & W. I.," vol. 406, p. 125

Incluses. Pétition à Parr pour la continuation des distributions de subsistances aux loyalistes. 129

"Résolution" du conseil : transmettre à Campbell la pétition et lui demander d'y faire droit. 133

Proclamation de Campbell, portant que l'on continuera à distribuer des provisions à ceux qui sont dans la nécessité. "A. & W. I.," vol. 406, p. 137

10 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (North). Il a été obligé de tirer une lettre de £1,838 4s. 0d., pour le paiement des arpentages, les arpenteurs refusant sans cela de délimiter des terres aux loyalistes. Ci-inclus les comptes et une pétition de l'arpenteur en chef. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 183

Incluses mentionnées. 185-192

10 avril, Halifax. Parr à Nepean. Il a écrit à North, en août, qu'il avait donné un permis d'arpentage à 55 personnes recommandées par Carleton, et que ce permis leur assignait à chacune 5,000 acres de terre ; les dernières instructions reçues enjoignent de ne concéder que 1,000 acres à la même personne ; et il réduit en conséquence à cette quantité les 55. Même en cas de plaintes de leur part, ne pas la dépasser ; autrement, on mécontenterait fort les autres loyalistes. Il offre les 1,000 acres, avec 50 de supplément par enfant. Changement de ministère. Lord Sydney est à la tête du département. Difficultés qu'il (Parr) éprouve à établir tant de gens dont beaucoup ont des exigences déraisonnables. "Col. Cor. N. S.," vol. 12, p. 102

1784.

10 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il félicite sa seigneurie sur sa nomination. Efforts qu'il fait pour établir les loyalistes. Demandes exorbitantes de certains d'entre eux. Au moins 11,000 loyalistes sont arrivés à Shelburne; tout autant à la rivière Saint-Jean. Et parmi eux plusieurs "confounded attorneys." 105

11 avril, Halifax. Le même à Nepean. Reçu sa lettre. Il ne l'ignore pas, la malignité trouverait à redire aux actes d'un ange même. Aussi s'est-il appliqué à agir avec impartialité; comment d'ailleurs eût-il pu faire autrement? tout ce monde également lui était inconnu. Difficulté d'arpenter les terres avec si peu d'arpenteurs; plusieurs de ceux-ci sont écloppés à force de s'être exposés à tous les temps, Des loyalistes refusent de porter la chaîne pour la délimitation de leurs propres terres, à moins d'un salaire exorbitant. Il (Parr) a besoin d'un bon secrétaire privé; il en trouverait un ici, mais le budget ne pourvoit pas à sa rétribution, et il n'a pas le moyen de le payer. 108

12 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (North). Il propose de retirer les troupes de l'île Saint-Jean, en raison des difficultés de la relève, etc. "A. & W. I.", vol. 406, p. 141

16 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Reçu les dépêches du 12 mars. Il voit avec peine qu'après tout ce qui se fait pour le bien des loyalistes, il s'en trouve parmi eux qui témoignent du mécontentement. On s'est procuré autant d'arpenteurs que possible; mais les gens pour l'avantage desquels on s'est assuré leurs services se refusent à les aider à moins d'être payés aussi. "Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 193

20 avril, Halifax. Campbell au même. La crainte qu'il ne se produisît des abus dans les distributions de vivres, l'a porté à constituer un nouveau bureau de contrôle. Ci-incluses l'ordonnance et les instructions. Les membres du bureau devraient recevoir une rétribution. "A. & W. I.", vol. 406, p. 145

Incluses. Ordonnance constituant le *board* chargé d'examiner les demandes de provisions des officiers et soldats licenciés et des loyalistes qui sont devenus colons. 149

Instructions. 153

21 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a payé, suivant la recommandation de Carleton, dix shillings par jour à Cochrane, ancien major de place d'une forteresse au New-Hampshire; et demande s'il doit ou non continuer à le faire. 157

Incluses. Ordre par Gage de payer au capitaine Cochrane, commandant du fort William et Mary, dix shillings par jour, en date du 17 avril 1775, et autorisation de Carleton, datée du 29 novembre 1783. 161, 162

27 avril, Halifax. Fanning au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il félicite sa seigneurie à l'occasion de son retour aux affaires; et lui exprime ses sentiments de fidélité à la couronne et ceux de la population de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 113

29 avril. Etat des noms, titres, professions, etc., dressé par celui qui sollicite de sir Guy Carleton une recommandation à Parr de concessions de terres, représentant une contenance totale de 275,000 acres, en faveur de 55 loyalistes. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 495

29 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie l'inventaire des subsistances en magasin. Il a ordonné l'achat d'un mois de vivres. Coffin, porteur de cette lettre, donnera toutes informations. "A. & W. I.", vol. 406, p. 165

29 avril, Halifax. *Incluse.* Inventaire des provisions. 169

30 avril, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a nommé "provost marshall" William Shaw. 173

Fanning au même. Il suggère, quand l'on divisera la province, d'appeler la portion détachée Pittsylvanie en l'honneur de lord Chatham, pour lequel il a, comme tous les autres loyalistes, la plus vive admiration. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 115

1784.
30 avril, Halifax. Extrait d'une lettre de quelqu'un d'Halifax à un ami à Londres. Fertilité, etc., de la Nouvelle-Ecosse; mais, parce qu'on néglige de prendre des mesures que la sagesse conseille, les récoltes suffisent à peine à la consommation des habitants. Le pays ne sera jamais prospère tant qu'on ne l'aura pas divisé en deux provinces. Il voudrait bien que le général Fox, lui qui aime les loyalistes, fût ici. Les dons de l'Angleterre n'ont pas eu le bon effet qu'ils auraient dû avoir; cela est dû au mode de distribution, non par défaut d'intégrité, mais par manque de connaissance suffisante des choses. Page 117

— avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui adresse des copies des lois et des Journaux de la dernière session. Il a envoyé le juge en chef Finucane à la rivière Jaint-Jean pour accommoder des différends qui se sont élevés entre les loyalistes de ce canton. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 178

Liste des lois passées dans la session, du 6 octobre au 2 décembre 1783. 179

1er mai, Halifax. Parr à Nepean. Il n'a pas reçu de dépêches, et désire vivement avoir une réponse au sujet de sa conduite envers les loyalistes; il n'a épargné aucun soin pour les assister. Jalousies qui ont éclaté à Shelburne, parce que quelques-uns voulaient avoir plus de terre que les autres. Fanning s'y transporte pour faire une enquête. Nécessité d'un secrétaire privé. Il (Parr) espère que la demande des 55 gentlemen qui voudraient avoir chacun la concession assignée à un officier général, ne sera pas accueillie; car les concessions monstrueuses de terre faites dans le passé à des particuliers ont été le plus grand fléau dont la province ait pâti. Plusieurs loyalistes, après avoir obtenu des terres à Shelburne, les ont vendues et sont passés dans la Nouvelle-Angleterre. Cela l'a rendu circonspect. Il a dû tirer une lettre de £1,000 pour payer des comptes de bois à bâtir: planches, etc. Il recommande le capitaine Oakes, du 33me, qui est en mesure de fournir des renseignements sur la situation des choses. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 118

6 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a ordonné des assemblées ou revues à tous les postes éloignés de soldats licenciés, loyalistes, etc., afin de mettre un terme aux abus dans la distribution des subsistances. "A. & W. I.", vol. 206, p. 221

6 mai, Londres. L'"Acadia Company" au même. Elle offre de céder ses concessions de terres dans la Nouvelle-Ecosse, pour les loyalistes, en échange d'autres concessions, à savoir: 50,000 acres sur la baie des Chaleurs; autant sur la rivière Tracadie; autant au port de Shédiac; autant à Ramskeg; 100,000 acres à Miramichi, et 15,000 dans l'île Madame; ensemble, 215,000 acres. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 168

Liste des membres de la compagnie. 171

Lettre du même jour (6 mai), signée: P. Affleck, qui accompagne la lettre officielle. 172

Deux autres documents sur le même sujet, dont l'un est une copie sans signature d'instructions au gouverneur, qui recommandent la compagnie à sa bienveillance. 177

10 mai, Saint-James. Rapport du Conseil sur la division de la Nouvelle-Ecosse. 502

12 mai, Halifax. Parr à Sydney (lettre personnelle). Dissensions parmi les loyalistes à Shelburne et à la rivière Saint-Jean. Les plus dignes d'entre les loyalistes refusant d'aller s'établir dans ces endroits, force lui a été d'y nommer magistrats des individus que le Tout Puissant n'avait certes jamais destinés pour un pareil emploi; mais c'est Hobson qui les a choisis. Ces troubles n'empêchent pas cependant les colons de cultiver leurs terres et d'améliorer leurs pêcheries. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 121

12 mai, Halifax. Le même à Nepean. Il le renvoie à une lettre adressée à Sydney sur certaines jalousies, etc. Il croit que tout s'apaisera dès que les criailleurs,

1784.

d'ailleurs peu nombreux, seront séparés de son gouvernement. A la rivière Saint-Jean, les chefs des séditieux sont un avocat et un apothicaire. Il craint que les magistrats à Shelburne ne se conforment pas à leur serment. Page 124

20 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a refusé à Morse le logement occupé par Yorke, mais l'a autorisé à louer une maison aux frais du public. Il a encore été obligé d'acheter des provisions.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 183

Incluses. Lettre de Morse à Campbell. Il fait valoir ses droits à la possession de la maison actuellement occupée par Yorke et le *mess* du 23e. 187

Réponse de Campbell, qu'il ne peut consentir à sa demande. 191

25 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui recommande l'affaire du capitaine Jadis, dépossédé de ses terres à cause de sa fidélité à la cause royale. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 195

28 mai, Whitehall. Le même au même. L'amiral Campbell, de Terre-Neuve, ayant montré l'économie qui serait réalisée par l'usage de la houille du Cap-Breton, il (Parr) a mandé au principal magistrat de permettre aux gens qu'enverrait le gouverneur de Terre-Neuve d'extraire la quantité de houille estimée nécessaire pour l'île. 196
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 437.)

29 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Vu les inconvénients occasionnés aux colons, sur la rivière Saint-Jean, par la distance à laquelle ils sont d'Halifax, Sa Majesté a décidé de diviser la Nouvelle-Ecosse en deux gouvernements. "L'intention est de tirer la ligne de séparation depuis l'embouchure de la rivière Musquat ou Mesequash, baie de Fundy, jusqu'à sa source et de là, à travers l'isthme, jusqu'au point de la baie Verte le plus rapproché. L'étendue de pays située à l'ouest s'appellerait le Nouveau-Brunswick, et la contrée à l'est retiendrait son nom actuel et resterait sous votre gouvernement. L'île du Cap-Breton, où serait mis un lieutenant-gouverneur avec un personnel administratif convenable, et l'île Saint-Jean, dont on réduirait l'administration civile de manière à ce qu'elle soit sur le même pied que celle du Cap-Breton, seront toutes deux annexées à la province de la Nouvelle-Ecosse, et soumises à votre autorité." Motif de ces changements. Ses appointements n'en seront pas diminués. On a l'intention d'avoir sur les lieux quelqu'un pour régler les choses sans les délais d'un renvoi à la Grande-Bretagne. S'il (Parr) n'était pas disposé à rester en place dans les nouvelles circonstances, il (Sydney) s'emploiera avec plaisir à lui procurer quelque autre position plus à son gré. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 198

4 juin, Whitehall. Le même au même. Donner du temps au lieutenant-colonel Chalmers et aux autres officiers de l'ancien régiment des "Maryland Volunteers," pour coloniser les terres qui leur ont été concédées durant leur absence, rendue nécessaire par l'obligation d'établir leurs titres devant les commissaires. 203

6 juin, Londres. Reçu, avec facture, pour instruments de mathématiques expédiés à Halifax. "Col. Cor. N. S." vol. 12, pp. 125, 126

7 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Reçu ses dépêches. Après avoir accordé une autre année de provisions, Sa Majesté est surprise que des sentiments de mécontentement se fomentent parmi les colons sur la rivière Saint-Jean. Il (Sydney) espère que les moyens pris par lui (Parr) auront l'effet voulu. Inutile de rien dire à présent sur le sujet de sa lettre n° 10 du 1er mars, touchant l'augmentation du nombre des représentants) puisqu'on aura à régler à nouveau la représentation quand se fera la division de la province. Il approuve son refus de faire au 55 "gentlemen" les concessions recommandées par Carleton, puisque toute apparence de partialité provoquerait des mécontentements et des jalousies.

1784.

Les lois de la dernière session ont été transmises au comité du commerce, les comptes, etc., relatifs aux arpentages, à la trésorerie. Le *Greyhound*, de New-York, a été affecté au service provincial; et il reste à la trésorerie de prononcer sur l'entretien à bord du personnel convenable. Les loyalistes qui voudront aller s'établir dans l'île Saint-Jean pouront y être transportés, et recevoir la même distribution de subsistances, etc., que dans la Nouvelle-Ecosse. Le *Greyhound* peut être employé à ce transport, avec un équipage provisoire, en attendant les instructions de la trésorerie.
"Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 205

7 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Campbell. Reçu ses dépêches. Sa décision par rapport à la distribution de vivres est approuvée. La trésorerie accordera sans doute une allocation aux membres du bureau de contrôle. Continuation de la distribution de subsistances aux loyalistes pendant une année. Les instructions à propos de la rétribution de Cochran, etc., et du stationnement d'un détachement à l'île Saint-Jean seront envoyées par le secrétaire de la guerre; et d'autres par le département compétent au sujet de la réclamation de droits sur le rhum, etc.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 177

10 juin, Halifax. Concessions de terres à Joseph Wright et autres.
"Col. Cor. N.S.", vol. 12, p. 175

13 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il demande des instructions relativement à l'allocation d'une indemnité de logement aux officiers.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 195

14 juin, Halifax. Le même au même. Le paiement des droits sur le rhum, etc., étant de nouveau réclamé, il a chargé Blowers de fournir des défenses dans les poursuites qui pourraient être exercées. 199

14 juin, Halifax. Le même au même. Il a été obligé de faire de nouveaux achats de vivres. Son embarras en l'absence d'instructions. Il envoie un relevé de ses comptes d'achats. La création d'un bureau de contrôle et les ordres d'assemblée ont un résultat satisfaisant. Il ira visiter les postes éloignés. Distribution des troupes qu'il propose pour la saison. Etat des différents "settlements." Il confie sa dépêche au Dr Haliburton. 203

14 juin, Halifax. Parr au même. Il lui transmet le compte vérifié des dépenses relatives à l'arpentage des terres, avec le compte des droits d'expédition encore dus pour les concessions. Il n'y comprend pas les honoraires du procureur général par rapport aux *fiats*, celui-ci n'ayant pas voulu recevoir le certificat, parce qu'il (Parr) s'est refusé à porter sur le compte sa demande de six shillings et neuf pence par chacune des personnes dénommées dans une concession, fussent-elles 300, ainsi que sa demande du droit intégral au lieu du demi-droit prescrit par les instructions. Il s'est, en conséquence, passé des *fiats*, comme on le faisait en Géorgie.
"Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 215

Incluses. Compte des arpentages. Compte des droits dus. 217, 218

15 juin, Halifax. Extraits d'une lettre dont l'auteur (son nom n'est pas mentionné) se plaint de l'admission des navires américains et de la facilité avec laquelle ils peuvent obtenir à Halifax le certificat britannique. 504

15 juin, Halifax. Gibbons au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il se plaint d'obstacles mis à l'exercice de ses fonctions de procureur général, et demande que l'on détermine ses devoirs et ses droits, comptant sur l'appui de sa seigneurie dans l'accomplissement des uns et la jouissance des autres.
"Col. Cor. N. S.," vol. 12, p. 127

15 juin, Halifax. Le même à Nepean. Cette lettre est sur le même sujet que la précédente. Envoi de sept pièces relatives à ses plaintes (Gibbons). 130

Incluses. Lettre de Bulkeley à Gibbons. Il lui envoie la délibération du conseil demandée. "Col. Cor. N. S.," vol. 12, p. 135

(Duplicata. PP. 169 et 170.)

1784.

Délibération prise par le conseil. L'insertion des noms des concessionnaires dans le *fiat* du procureur général n'est point nécessaire. 136

Copie du tableau des droits affiché dans le bureau de l'arpenteur. 137
(Duplicata. P. 194.)

Lettre de Parr au procureur général du 15 juin. Il nie qu'il lui doive £552. 10. 0, malgré qu'on en ait. Le conseil a fixé le tarif des droits, dont il a eu communication du secrétaire ; celui-ci n'a aucun désir qu'il touche moins que son dû. 138

Compte en date du 14 juin, mentionné dans la lettre de Parr, et qui se monte à £552. 10. 0.
(Duplicata. P. 202.) 139

Compte détaillé du 20 mars, dont le montant est porté en compte à p. 139. (Duplicata, p. 94.)

Lettre de Gibbons à Bulkeley, du 14 juin. Gibbons y demande copie de toutes les instructions et autres pièces officielles relatives aux fonctions et droits du procureur général.
(Duplicata. P. 167.) 144

16 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Le juge en chef est de retour du "settlement," de la rivière Saint-Jean, après y avoir accommodé en grande partie les différends entre les agents et la population. Grands efforts déployés par les loyalistes dans la province : plusieurs établissements importants de pêche sont en création et on va bientôt aussi construire des scieries destinées à fournir du bois de sciage aux Indes-Occidentales. La qualité de la terre dans l'intérieur de la région est bien meilleure qu'on ne s'y attendait. 146

16 juin, Halifax. Campbell au même. Dépense excessive que lui impose sa position, et pour laquelle ce qu'il reçoit est véritablement trop insuffisant. Il le prie de prendre ses nécessités en considération. "A. & W. I.", vol. 406, p. 209

17 juin, Halifax. Le même au même. Il lui envoie une liste des édifices publics (casernes, etc.), qu'il faudrait construire dans son commandement ; avec des observations. 213

Incluse. La liste mentionnée. 217

18 juin, Halifax. Gibbons au Secrétaire d'Etat (Sydney). Nouvelle lettre sur les obstacles qu'il éprouve dans son emploi de procureur-général.
"Col. Cor. N. S.", vol. 13, p. 148

Incluse. Exposé succinct des cas où M. Gibbons, procureur général de la Nouvelle-Ecosse, s'est cru opprimé et lésé dans ses intérêts, et a eu lieu de croire que le service de Sa Majesté avait souffert 152

19 juin. Gibbons à Nepean. Il lui transmet des papiers concernant ses motifs de plaintes. Il a écrit aussi à Sydney sur ce sujet. 159

(Les inclusès jusqu'à p. 205 consistent principalement en duplicatas.)

21 juin, Londres. Le Colonel Allan Maclean au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il fait valoir la réclamation de terres adressée par les officiers et soldats du 84ème pour leurs services, en conséquence des promesses qu'ils avaient reçues, et dont l'exécution, d'ailleurs, ne saurait faire injustice aux "provincials." 206

21 juin, Halifax. Parr à Nepean. Il lui transmet une pétition de Hazen et Simonds, qui demandent une concession de 150,000 acres de terre sur la rivière Saint-Jean, dont 5,000 tout contre la ville de Carleton. Ils ont déjà environ 60,000 acres. Fâcheux effets de ces concessions de grandes étendues. Aussi a-t-il refusé d'accorder la demande. 208

Incluse. La pétition. 210

21 juin, Halifax. Le Secrétaire d'Etat à Parr. Il lui envoie une pétition d'Ebenezer Cutler, ci-devant du Massachusetts, lequel demande à être maintenu en possession de terres sises sur le bassin d'Annapolis. Faire droit à sa demande dans toute la mesure compatible avec les instructions.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 212

1784.

26 juin, Londres. Pétition de négociants pour que MacDonogh soit nommé secrétaire du nouveau gouvernement de la Nouvelle-Ecosse.
"A. & W. I.", vol. 597, p. 298

7 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat à Parr. La mesure tendant à la division de la Nouvelle-Ecosse s'exécute. Le colonel Carleton est nommé capitaine général, etc., du Nouveau-Brunswick. Le major Frederick Wallet des Barres sera lieutenant-gouverneur du Cap-Breton; mais l'île reste sous son gouvernement (Parr). "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 213

8 juillet, Whitehall. Amherst au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui adresse une lettre de David Colden, avec avis favorable.
La lettre, datée du 7 juillet, contient la demande de l'emploi de juge en chef au Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 530

8 juillet, Saint-James. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui transmet un arrêté du conseil, confirmant les lois qui accordent une amnistie sans condition à tous les sujets en la Nouvelle-Ecosse qui se sont rendus coupables de trahison, etc., et lèvent certaines peines applicables aux sujets de Sa Majesté qui professent la religion papiste.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 443

Incluse. Arrêté du conseil en date du 2 juillet. 439

24 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a reçu d'un "settlement" de quakers à Passamaquoddy, une demande faite au nom de 500 ou 600 familles de quakers prêtes à passer des États de New-York, Pensylvanie et New-Jersey dans la Nouvelle-Ecosse; comme elles ont été pillées et ruinées, elles sollicitent leur transport. Etant d'avis qu'il ne serait pas convenable d'aller chercher des habitants des Etats, il lui soumet la demande. "Col. Col. N. S.", vol. 15, p. 230

26 juillet, Halifax. Le même à Nepean. Il a écrit à Sydney au sujet du dessein de faire du pays situé de l'autre côté de la baie de Fundy un gouvernement séparé. Toutes les agitations viennent des établissements de la rivière Saint-Jean, où il y a nombre d'esprits turbulents, fertiles en plaintes imaginaires et en mensonges. Il espère que cet état de choses va bientôt finir. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 213

26 juillet, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Les loyalistes s'établissent sur leurs terres et s'emploient avec une grande activité à y faire des défrichements, tous paraissant contents et heureux, hormis sur la rivière Saint-Jean, où une faction a empêché beaucoup de familles d'obtenir leur terres aussi promptement qu'elles s'y étaient attendues. Il (Parr) espère venir bientôt à bout des difficultés, et voir l'union régner partout; mais l'éloignement de ces établissements, séparés de la péninsule par la baie de Fundy, fait qu'il lui est impossible bien des fois de se prononcer sur les différends qui se produisent journellement. C'est pourquoi il suggère que l'on forme de toute cette région un gouvernement séparé, ce qui serait peut-être plus au gré de ses habitants et permettrait d'expédier les affaires avec plus de promptitude. Arrivée d'un transport de Saint-Augustin avec, à son bord, 260 émigrants, "les plus pauvres, les plus misérables de tous les êtres, sans argent, presque nus, manquant de tout." Il leur a distribué des vêtements convenables à la saison, et d'autres choses dont ils avaient besoin pour ne pas périr. Toutes les sommes données pour ces infortunés dès le commencement, ont été employées avec une grande économie. La fourniture de bois de sciage et l'arpentage des terres sont les deux principaux chefs de dépense. Il a pris sur lui de faire distribuer des graines de plantes potagères, des pommes de terre de semence et des ustensiles de pêche aux plus nécessiteux. Il se plaint des retards à répondre à ses lettres où il demande des instructions. En dépit de ses efforts, il apprend que des plaintes ont été adressées contre lui; mais il a la conscience de la droiture de sa conduite, et s'en remet au jugement impartial de sa seigneurie. 215

1784.

10 août, Londres. Liste de loyalistes américains qui sollicitent le passage à la Nouvelle-Ecosse sur le *Fair American*. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 506

Le premier nommé est Andrew McCormick, en faveur duquel on trouve un certificat en tête de la pièce.

10 août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Reçu ses dépêches, mais non le traité définitif avec les états des Pays-Bas. La fourniture de vivres aux nouveaux colons a causé une satisfaction universelle. Cette mesure et celles qu'il a prises par rapport aux colons de la rivière Saint-Jean vont mettre fin aux agitations factieuses. L'assemblée se réunira en octobre ou novembre pour renouveler certaines lois. Beaucoup d'officiers provinciaux sont allés en Angleterre, et tous n'en reviendront pas; il ne leur a pas été donné de concessions; mais des terres seront tenues en réserve pour eux, en cas de demandes. Le corps du Maryland a reçu ses concessions. Il (Parr) ne connaît pas de loyalistes dans la Nouvelle-Ecosse qui aient marqué le désir d'aller s'établir à l'île Saint-Jean.

"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 232

13 août, Halifax. Le même au même. On a passé au sceau des concessions à 4,882 familles et on en prépare encore pour 150 autres; sur le pied de quatre personnes par famille, ce qui est plutôt au-dessous du nombre réel, cela ferait 20,120 âmes. Il y a en outre plusieurs centaines de familles déjà établies, pour lesquelles les titres de concessions ne peuvent être préparés parce que l'on n'a pas les rapports des arpenteurs. Ensemble, environ 30,000 âmes. Il (Parr) réitère sa demande d'augmentation du nombre des représentants. 235

13 août, Halifax. Le même à Nepean. Il le remercie de sa lettre amicale. Il nie énergiquement d'avoir donné des concessions considérables de terre à sa propre famille. Il n'a point pris de terre pour lui-même, sa famille ou ses amis, à part 500 acres, situés à un mille et demi environ de Shelburne, et sur lesquels il a l'intention de se bâtir une petite maison auprès d'une anse, où il puisse aller s'éjourner une fois dans l'année. La terre aux alentours est sans valeur, ou à peu près. Selon lui, la capitale pourrait se transférer utilement à Shelburne. Sa tâche n'est rien moins qu'agréable: car il n'a pas l'aide qu'il faudrait. Un des arpenteurs s'est enfui dans la crainte d'être pendu par la populace; un autre, pour ne pas voir ses méfaits dévoilés, s'est noyé. Il (Parr) sollicite une marque de la faveur royale, qui témoigne à certains misérables intrigants que Sa Majesté est contente de la façon dont il a fait son devoir.

"Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 220

13 août, Londres. Pétition de Joseph Gray, de la Nouvelle-Ecosse, et d'Ephraim Stannus, ancien capitaine du 64e, à l'effet d'obtenir que le temps dans lequel ils sont tenus d'accomplir leurs conditions d'établissement soit prolongé d'une année. 224

20 août, Whitehall. Townshend au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui transmet le budget provincial. "Col. Off. N. S." vol. 1, p. 443

Incluse. Budget. 444

21 août, Whitehall. Hamond au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il demande à faire partie du nouveau personnel civil qui va probablement être institué.

"A. & W. I.", vol. 597, p. 300

21 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il a reçu sa dépêche du 14 juin, avec les comptes, qu'il transmettra à la trésorerie. Certains articles de compte de l'arpenteur sont inadmissibles. Des lettres adressées à la trésorerie entrent dans des détails à ce sujet. Carleton, porteur de la présente dépêche, aimera mieux peut-être se rendre par mer d'Halifax à son gouvernement; en ce cas le *Greyhound* sera mis à sa disposition. Carleton a reçu sa commission et ses instructions. Il (Parr) aura prochainement sa nouvelle commission. Sa Majesté a appris avec plaisir

1784. l'apaisement des troubles sur la rivière Saint-Jean, et que les établissements de cette localité promettaient d'être bientôt florissants.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 219

23 août, Saint-James. Commission de Parr, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 447

(Commission donnée après la division en deux provinces.)

25 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. La *Fair American*, capitaine Miller, a été affrété pour transporter à la Nouvelle-Ecosse les loyalistes qui voulaient aller s'y établir ; 150 se sont embarqués, et on leur a fourni des provisions pour le voyage. Il faudra leur prêter assistance à leur arrivée.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 224

26 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il rend compte de ce qu'il a fait dans sa visite aux postes éloignés. Envoi d'un détachement à Shelburne, sur la demande du gouverneur. Activité des loyalistes.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 225

Incluse. Pétition des officiers, etc., des troupes licenciées, ils demandent un dépôt de vivres, celui du fort Howe étant à 150 milles.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 233

26 août, Saint-James. Instructions supplémentaires adressées à Parr. Faire arpenter 2,000 acres de terre de réserve.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 487

29 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie un relevé des parties de sa lettre du 18 décembre qui sont restées sans réponses.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 237

Incluse. Extrait ayant rapport aux loyers exorbitants des maisons. Pour la lettre entière, voir au 18 décembre 1783.

30 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui accuse réception de dépêches et le remercie de son approbation. 245

1er septembre, Halifax. Etats (2) de concessions de terres faites à des soldats licenciés, etc.
(Communiqués à Nepean le — mai 1791, avec d'autres papiers relatifs aux droits ou honoraires réclamés par Gibbons. Voir à cette date.)

1er septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Reçu ses dépêches. Arrivée du transport *Sally* avec des passagers. Il n'avait eu aucun avis de leur venue. Trente-neuf personnes sont mortes à bord en cours de route, et douze autres dans les premiers jours de leur arrivée. Il fait ce qu'il peut pour secourir les survivants, qui manquent de tout.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 237

2 septembre, Halifax. Campbell au même. Arrivée d'un grand nombre d'émigrants de la mère patrie, qui demandent des provisions. Il le prie de lui donner ses instructions.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 26[illegible]

2 septembre, Halifax. Le même au même. Il met sous ce pli copie des instructions reçues de Carleton, lorsqu'il (Campbell) a pris le commandement l'an dernier. 249

Incluse. Les instructions, datées du 20 novembre 1783. 253
(Elles contiennent une liste de tous les officiers de place, suivie d'une liste des bâtiments affrétés, etc.)

3 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il transmet pour examen une pétition de propriétaires du comté de Cumberland.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 240

3 septembre, Halifax. Le même à Nepean. Il a appris qu'il se faisait des plaintes contre lui, et répète qu'il ne s'est point donné de concessions de terre, ni à sa famille, à l'exception du lot à Shelburne. Impartialité avec laquelle il s'est conduit. Il a été trompé par quelques individus, arpenteurs pour la plupart. Il en a congédié un, et va en destituer d'autres. Les accusations dirigées contre lui sont un sujet de risée dans la province. Il a toujours porté une grande attention aux colons nécessiteux. Progrès

1784.

rapides de Shelburne. D'autres établissements se développent aussi très heureusement. Activité des travaux de défrichement, etc.
"Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 225

6 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Les troubles à Shelburne, sur lesquels il a fait une enquête, ont été causés par la conduite d'un arpenteur, qui a été destitué honteusement par lui. Joseph Pinchon, un des premiers colons de l'endroit, a vendu sa maison et ses terres et est retourné au Connecticut avec l'intention d'aller en Angleterre réclamer un dédommagement de ses pertes. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 255

8 septembre, Halifax. Le même à Nepean. Il a destitué deux magistrats à Shelburne, l'un est un arpenteur, l'autre, nommé Pincheon (écrit Pynchon et Pinchon dans d'autres lettres), après avoir eu des lots de ville, d'eau et de campagne, les a vendus et s'en est allé au Connecticut. Il veut, dit-on, demander une nouvelle récompense, qu'il ne mérite point. C'est là un échantillon des tromperies qui se pratiquent. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 228

8 septembre, Canso. Certificat en blanc attestant que le patron d'une chaloupe a prêté le serment d'allégeance. Note au dos de la pièce: "Certificats en blanc de M. Binney, qui se vendent en gros aux pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre moyennant 2 dollars pièce!" 230

11 septembre. Extrait des instructions adressées à Parr, relatif aux églises et aux paroisses. 231

11 septembre, Londres. Morice à Napean. Il envoie des papiers concernant l'affaire de Weekes, qui montrent l'utilité de nommer Jacob Bailey aux fonctions de *chaplain* auxiliaire de la garnison à Annapolis. "A. & W. I.", vol. 597, p. 302

Suit un mémoire du Rév. Joshua Wingate Weekes, ancien missionnaire de la "Society for the Propagation of the Gospel," avec des copies de lettres. 303

20 septembre, Saint-James. Instruction sur la prestation d'un serment exigé des personnes admises à une fonction publique. "Col. Off. N.S.". vol. 1, p. 489

24 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Ouverture de routes dans la Nouvelle-Ecosse. Comme la province ne veut pas contribuer à la dépense, il lui faut tirer des lettres pour le supplément de paie à payer aux officiers et à leurs hommes. Ci-incluses la correspondance avec le gouverneur sur ce sujet, et aussi celle relative aux colons nécessiteux amenés par la *Sally*. Leurs malades, avec sa permission, occupent les casernes sur l'île George. "A. & W. I.", vol. 406, p. 285

Incluses. Campbell au gouverneur, lettre en date du 8 juin. Il a eu instruction d'aider à la construction de routes, et propose d'en ouvrir une d'Annapolis-Royal à Shelburne. 289

Parr à Campbell, 15 juin. Approbation entière du projet d'ouverture d'un chemin entre Annapolis et Shelburne. 293

Le même au même, 23 septembre. Comme la somme disponible pour les routes de toute la province ne va qu'à £100, il lui est impossible de contribuer à la construction et à l'entretien de chemins dans le comté d'Annapolis. 297

Campbell au Gouverneur, 22 septembre. Les malades débarqués de la *Sally* ne peuvent-ils pas être placés dans la maison de charité ou dans quelque autre édifice provincial? 301

Parr à Campbell, 23 septembre. Il n'y a pas de place dans la maison de charité. Mais ne pourrait-on pas loger les malades, pour peu de temps, à l'île George? 305

25 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui communique une lettre du major Thompson, du 57e, commandant d'Annapolis-Royal, au sujet de son quartier. En attendant la réponse, il a décidé qu'il occuperait la maison bâtie par l'*Ordnance* pour le service du génie. 309

Incluse. Lettre de Thompson. (C'est une copie, datée du 30, apparemment par erreur, puisque la lettre dans laquelle cette pièce est incluse, porte la date du 25.)

1784.

27 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Nécessité d'un vaisseau pour le service de la province. La *Maria*, affectée à cet usage, a fait côte et est avariée; mais le commodore Douglas et le commissaire Duncan refusent de la réparer à l'arsenal de marine sans un ordre exprès de l'amirauté. Il (Campbell) demande à sa seigneurie d'obtenir l'ordre voulu. Page 317

29 septembre, Halifax. Parr au même, L'augmentation rapide de la population et l'insuffisance des provisions fraîches l'ont déterminé à permettre d'importer des denrées de la Nouvelle-Angleterre, à la satisfaction de tout le monde, excepté de quelques commerçants d'Halifax, qui tenaient la farine à £3.10.0, le quintal, et des fermiers qui avaient fort enchéri aussi leurs animaux. Pétitions des deux parts, l'une tendant à empêcher l'importation des denrées fraîches, l'autre qui expose tout le mal que la restriction causerait à l'industrie de la pêche, à l'agriculture, à l'exploitation forestière. Décision prise par le conseil de ne pas imposer de restriction à l'importation. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 257

— septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Les terres concédées au capitaine Thomas William Moore et à Elizabeth veuve du capitaine Andrew Watson, de la brigade de DeLancey, leur sont rendues sur paiement du "quit rent". Il lui adresse (à Parr), pour examen et décision, une pétition de John Pagan, lequel demande la séparation de sa part de terre sur la rivière Pictou. Faire vérifier avec soin tous les comptes d'arpentage avant d'en ordonner le paiement. 226

1er octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Le *Racehorse*, portant des dépêches pour le gouverneur Patterson de l'île Saint-Jean, s'arrêtera à Halifax. Envoyer à l'île un messager, qui devra attendre la réponse; le *Racehorse* la rapportera. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 241

1er octobre, Whitehall. Nepean à Parr. Sur les dépêches confiées au *Racehorse*. "Col. Off. N. S.," vol. 1, p. 490

4 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a donné une concession de terres au capitaine Jadis en échange de celles qu'il avait eues sur la rivière Saint-Jean. Jadis voudrait bien ravoir les terres qui lui ont été reprises par confiscation, et obtenir une indemnité pécuniaire, qu'il (Parr) ne peut lui accorder, bien que le cas soit tout à fait digne d'indulgence et d'intérêt. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 261

5 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. On a laissé expirer la loi exemptant des droits d'entrée les spiritueux, etc., pour les troupes; il (Sydney) désire que l'assemblée soit invitée à la remettre en vigueur, et à y insérer un article à l'effet de remplir le commissaire des droits payés par lui, depuis qu'elle a pris fin. 243

5 octobre, Whitehall. Le même au même. Il ne conviendrait pas d'aider au transport des quakers des Etats-Unis, mais s'il en vient d'eux-mêmes, il pourra leur donner des terres. Combien il (Sydney) est fâché de la grande mortalité qui s'est produite à bord de la *Sally*; précautions prises à l'embarquement des colons expédiés par ce navire; ce qu'ils étaient. Approbation de l'assistance qu'ils ont reçue à leur arrivée. La réannexion du comté de Cumberland n'est probablement pas possible, car la séparation est déjà accomplie. A l'égard des représentations de Campbell, il (Parr) est autorisé à donner des terres, à titre de compensation, à ceux qui ont renoncé, pour l'utilité de la couronne, à leurs propriétés sur la rivière Saint-Jean. 246

5 octobre, Halifax. Concessions de terres faites à des soldats licenciés. (Voir les incluses de la lettre de Gibbons à Napean, du — mai 1791.)

5 octobre, Whitehall. Le secrétaire d'Etat (Sydney) à Campbell. Reçu ses dépêches. Les instructions contenues dans celle du 18 décembre seront exécutées. Le prix des achats de provisions sera payé. Il espère que la quantité de subsistances expédiées du Canada et d'Irlande suffira jusqu'au printemps,

1784.

où l'on enverra d'autres approvisionnements. Approbation de l'ordre donné par lui (Campbell) de construire un magasin et un quai à la pointe Sainte-Anne, ainsi que de la convention faite avec le propriétaire de terrain au fort Howe. Les droits sur les spiritueux peuvent se percevoir sous l'autorité de la législation provinciale ; mais Parr va demander à l'assemblée de remettre en vigueur la loi qui les en exemptait et de ne point insister sur le paiement des droits actuellement dus. Le " Board of Ordnance," auquel a été renvoyée la question des édifices publics, donnera ses instructions aux officiers compétents. Il (Sydney) lui adressera copie des instructions données à Parr au sujet des émigrants transportés par la *Sally*. La décision de refuser de détacher des troupes à Passamaquoddy n'a été prise sans nul doute qu'après mûre considération. Impossible d'augmenter son allocation (Campbell) pour le mettre en état de suffire au surcroît de dépense dont parle sa lettre.

" A. & W. I.", vol. 406, p. 273

6 octobre, Whitehall. Le même au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Une partie de la Nouvelle-Ecosse devient une province séparée sous le nom de Nouveau-Brunswick. Envoi de la commission et d'instructions pour ce qui concerne la province de la Nouvelle-Ecosse, y compris l'île Saint-Jean. Il sera constitué une législature séparée au Cap-Breton. Remarques sur les différents articles des instructions. " A. & W. I.", vol. 408, p. 1

(Copie. " Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 491. Pour la commission, voir au 23 août.)

8 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Les rapports contre lui (Parr) n'ont laissé aucune impression défavorable ; au contraire, tous ceux avec qui il a pu s'entretenir, ont pleinement rendu justice à ses bonnes intentions et à son intégrité. Un certain mécontentement est assez naturel chez des hommes qui ont été forcés de quitter leurs foyers avec leurs familles et qui se voient réduits à une situation inférieure à celle qu'ils occupaient auparavant. " Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 253

8 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il demande l'autorisation de mettre le *Greyhound* en réparation. " Col. Cor. N.S.", vol. 15, p. 269

9 octobre, Halifax. Le même à Nepean. Il devrait être pris des mesures pour empêcher le lord maire de Londres d'expédier les balayures des prisons à la Nouvelle-Ecosse, comme il l'a fait récemment par le transport *Sally*. La saison, très favorable, a permis aux loyalistes de pousser leurs travaux de défrichement et d'améliorer leurs habitations. Tous se tirent bien d'embarras, hormis quelques mécontents. Il a fourni de la planche, et aux plus dénués des vêtements. Les fausses allégations dirigées contre lui ne valent pas, ce lui semble, la peine d'être relevées.

" Col. Cor. N.S.", vol. 12, p. 233

10 octobre, Halifax. Sampson Salter Blowers au Secrétaire d'Etat (Sydney). Remerciements pour sa nomination à l'emploi de procureur général du Nouveau-Brunswick. 235

10 octobre, Cork. Pétition du Rév. Joseph Bennett pour le rétablissement de sa pension interrompue à la nouvelle fausse de son décès.

" A. & W. I.", vol. 597, p. 318

30 octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie un état des soldats licenciés et des loyalistes établis dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. Les abus dans la distribution de vivres ont été réprimés.

" A. & W. I.", vol. 406, p. 321

4 novembre, Trésorerie. *Incluse.* Etat. 325

Steele (secrétaire) à Parr. Payer à Gibbons ses honoraires sur le pied d'un honoraire par acte de concession.

(Voir la lettre de Gibbons à Nepean, du — mai 1791.)

4 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il accuse réception de dépêches apportées par le gouverneur Carleton, qui va l'informer de la route qu'il

1784.

prendra pour se rendre à son gouvernement. Le *Greyhound* n'est pas en état de prendre la mer. "Col. Cor. N. S.," vol. 15, p. 267

5 novembre, Halifax. Campbell au même. Sur la rétribution de Winslow. qui fait auprès de lui les fonctions de secrétaire. "A. & W. I.", vol. 406, p. 329

11 novembre, Halifax. Parr au même. Il a expédié par le *Racehorse* les dépêches adressées à Patterson. Pétition de l'arpenteur en chef, qu'il transmet avec avis favorable. 271

Incluse. Pétition. 272

12 novembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Mesures prises pour rentrer en possession d'une propriété domaniale occupée par M.M. Cochran. "A. & W. I.", vol. 406, p. 333

Incluse. Jugement prononcé dans l'espèce. 337

13 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Envoi de listes des droits d'expédition de concessions de terres, périodes du 1er avril au 30 juin, et du 1er juillet au 30 septembre 1784. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 1

Incluses. Les listes. 2, 4

15 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a fait cesser la fourniture de bois de sciage aux "settlements." Les dépenses de l'arpentage va bientôt diminuer très notablement. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 275

16 novembre, Halifax. Le même au même. Reçu les dépêches apportées par le major Des Barres, y compris la commission, les instructions, etc. 276

16 novembre, Halifax. Campbell au même. Remerciements à propos de l'approbation du roi. Renvoi à de précédentes lettres pour obtenir certaines informations. "A. & W. I.", vol. 406, p. 341

17 novembre, Halifax. Elias Marshall à Nepean. Il lui envoie des atocas et lui offre ses services. "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 237

17 novembre, Halifax. Parr au même. Il a adressé à la trésorerie son compte pour droits d'expédition de concessions de terre, et croit que le taux fixé est trop bas; mais une modification n'aurait guère de résultat, car les concessions sont à cette heure presque toutes expédiées. 238

Incluses. Compte des droits dus pour concessions de terres aux réfugiés, du 1er avril au 30 septembre 1784. 241

(Les demi-droits du gouverneur pour le semestre se montaient à £1,771 15s. 6d.)

20 mars, Shelburne. Rév. W. Walter au Secrétaire d'Etat (Sydney). Son arrivée après une longue et fatigante traversée. Améliorations visibles dans le "settlement"; cependant il pense que celui-ci, à tout prendre, a diminué: le plan de la ville était vraiment trop étendu, et le gros de sa population composé d'habitants temporaires, qui sont allés se mettre sur leurs terres. La pêche, si elle est productive, contribuera beaucoup au progrès de la ville. Il n'y a point d'église; cela est dû à des embarras, dont le récit ennuierait sa seigneurie. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 262

23 novembre. Jadis au même. Exposé de son affaire. Pertes qu'il a essuyées et ses services. La maladie l'a empêché d'aller lui rendre ses devoirs. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 263

Parr à Nepean. Il introduit le juge en chef Finucane, qui lui donnera et à Sydney les informations les plus complètes sur la province. Ci-inclus le compte des droits pour concessions de terre. Il (Parr) et le secrétaire n'auraient que des demi-droits; il demande l'honoraire entier. "Coll. Cor. N. S.", vol. 12, p. 244

Incluses. Relevé des droits au 31 mars. 247

2 décembre, Londres. Cumberland, agent de la Nouvelle-Ecosse. La pièce paraît être un rapport au gouverneur et au conseil sur différents sujets qu'il avait à exposer au gouvernement.

(1) Division de la province.
(2) Un port franc.
(3) Huile de baleine.
(4) Vins, oranges, etc.

1784.

(5) Commissions du juge en chef et autres fonctionnaires. Cumberland rend compte de ce qu'il a fait à propos de toutes ces choses. Page 532
La pièce est accompagnée d'une copie de son mémoire sur l'encouragement à donner au commerce d'huile de baleine. (Autre copie à p. 529.)
541

3 décembre, Halifax. Parr à Sydney (lettre personnelle). Il a divisé le comté d'Halifax en deux et donné le nom de Sydney à la partie orientale, laquelle comprend le pays situé sur le détroit de Canso et tout le nord de la péninsule.
"Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 6

5 décembre, Halifax. Gibbons à Nepean. Il est fort reconnaissant de sa nomination à l'office de juge en chef du Cap-Breton. 260

6 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Reçu la dépêche et les instructions supplémentaires. Aucune somme d'argent n'est payée par le trésor que par mandat du gouverneur. Comment la sanction se donne aux lois de finance. La tentative d'abolition de l'indemnité de dix shillings allouée aux membres de l'assemblée a été repoussée; les représentants ruraux sont seuls à la recevoir. Envoi du tarif des droits d'expédition des concessions, avec remarques. Jusqu'à ce que l'on ait commencé de faire des concessions de terre aux réfugiés, les droits ne suffisaient pas pour couvrir les dépenses en commis; et maintenant que le mouvement (l'établissement des loyalistes) tire à sa fin, il n'y a aucune apparence que les émoluments seront meilleurs qu'ils n'étaient avant cette époque. Il (Parr) demande ce qui arriverait si les fonctionnaires du gouvernement venaient à dependre pour leur rétribution du peuple ou de ses représentants. L'ordre est donné d'arpenter et délimiter 2,000 acres de terre, pour le service de Sa Majesté; mais la majeure partie du meilleur terrain étant déjà concédée, il faudra un peu de temps pour faire le choix. Divisions de comtés pour la représentation. Il y aura adjonction de six représentants; mais, le Nouveau-Brunswick retenant quatre membres, l'assemblée se composera en totalité de 39 membres, deux de plus qu'autrefois. 7

11 décembre, Londres. *Incluse.* Tableau des droits sur les concessions de terres. 15
Mémoire de Cumberland, demandant que l'on encourage le commerce des huiles de baleine.
(Pour la copie originale, voir le mémoire de Cumberland du 2 décembre.)

11 décembre, Annapolis-Royal. Williams à Brudenell. Provisions pour les noirs. Incluse marquée E (ce devrait être F), qui accompagne le rapport des commissaires, communiqué dans une lettre de Bulkeley, du 19 mars 1792. Voir à cette date.

12 décembre. Mme Jadis au Secrétaire d'Etat (Sydney). Sollicite un secours.
"Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 266

20 décembre, Londres. Morice ("Society for the Propagation of the Gospel") au Secrétaire d'Etat (Sydney). Redistribution des missionnaires. Panton ira desservir la paroisse Saint-Patrick, Shelburne.
"Col. Cor. C. B.", vol. 63, p. 39

23 décembre, Halifax. Liste des terres reprises par confiscation dans la Nouvelle-Ecosse, du 25 janvier 1782 à la date en marge. "Col. Cor. N.S.", vol. 12, p. 248

27 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Ordre civil établi dans les nouveaux établissements. Progrès satisfaisant de l'agriculture et de la pêche. Nombre d'établissements et population de chaque établissement. La population totale est portée à 20,400 âmes, savoir:—

Halifax et environs	1,200
Localités à l'est, jusqu'à Chedabouctou	2,000
De là à l'isthme de Cumberland	900
Cumberland et île aux Perdrix	700

1784.

Windsor et environs	800
Comté d'Annapolis	4,000
Littoral à l'ouest d'Halifax	800
District de Shelburne	10,000
Ensemble	20,400

Il (Parr) demande que la permission d'approvisionner Halifax de houille du Cap-Breton soit continuée. Il n'a reçu aucun avis de la décision prise à l'égard de John Collins, atteint et convaincu de meurtre avec James et Mary Collins, mais à l'exécution duquel il a été sursis. L'assemblée s'est refusée à adopter la loi exemptant des droits le rhum et la mélasse importés pour les troupes; seulement, comme on ne pourra intenter d'action sans son assentiment, il verra à ce que l'on ne recouvre pas les droits. "Col. Cor. N.S.", vol. 16, p. 18

28 décembre, Londres. Morice à Nepean. Si Weekes se présentait à son bureau, les papiers transmis ont de quoi prémunir contre les faux récits qu'il pourrait faire. "A. & W. I.", vol. 597. p. 320

28 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). La session de la législature s'est terminée le 8. Envoi de la liste des lois adoptées, et d'une copie de la loi sur la représentation qu'il transmet tout de suite afin que Sa Majesté fasse connaître sa volonté au sujet de cette mesure. "Col. Cor. N.S.", vol. 16, p. 22

Incluse. Liste des lois passées dans la session du 1er novembre au 8 décembre. 26

29 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet une correspondance concernant la destruction du bois sur les réserves de terres à Shelburne. Son importance sera expliquée par Lawson, qui lui remettra cette dépêche. "A. & W. I.", vol. 406, p. 345

Incluse. Correspondance. 349 à 362

29 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Difficulté de faire des rapports à cause de la dispersion des troupes, du nombre de demandes faites par des soldats licenciés et de l'affluence de loyalistes. Il renouvelle, en conséquence, sa demande d'un sous-adjudant général, et recommande pour ce poste le capitaine James Campbell. 365

31 décembre, Halifax. Montant de droits dû à Gibbons pour les concessions de terre faites en 1784. (Voir l'incluse de la lettre de Gibbons à Nepean, du — mai 1791.)

Sans date. Projet d'instructions à Parr relatives au commerce. "A. & W. I.", vol. 597, p. 321

Liste des droits perçus pour les concessions de terre dans la Nouvelle-Ecosse depuis 1764 jusqu'à 1784. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 149

Suit un duplicata.

Instructions générales. "A. & W. I.", vol. 597, p. 338

Edward Winslow à Nepean (?) Il se plaint amèrement des retards apportés à la concession de terres aux soldats licenciés et aux loyalistes, ainsi que de la conduite du gouverneur, qui devrait être, selon lui, remplacé par un homme de bon jugement. (Le document est un extrait sans date ni adresse. D'après ce qu'il contient, il paraît avoir été écrit vers la fin de 1784.) "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 9

Wetherhead à Nepean. Il lui envoie une liste des objets, etc., convenables, à expédier pour les loyalistes de New-York rendus en la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 597, p. 421

Incluse. Liste signée par Wm Franklin, Samuel Seabury et John Wetherhead. 422

(Il y a, écrite au crayon sur le dos de la lettre, cette date: 23 mai 1784; mais on ne voit rien qui l'autorise. La seule indication que porte la pièce est "vendredi midi"; aucune date sur la liste.)

1784.

Clause que l'on propose d'insérer dans la loi réglementant le commerce américain. "Col. Cor. N. S.", vol. 15, p. 499

Observations (adressées à Nepean) par Jadis, à Halifax, en 1784; avec des recommandations concernant la colonisation de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick. 507

Observations sur le commerce entre les Indes-Occidentales anglaises et les Etats-Unis d'Amérique, avant la séparation. 512

Le Secrétaire d'Etat à Parr. Nommer le Dr Cole chirurgien-adjoint, aux appointements ordinaires. 277

1785. Notes relatives aux frontières. 279

2 janvier, Halifax. Parr à Nepean (personnelle). Les loyalistes sont enfin contents et poursuivent avec succès le défrichement et la culture de leurs terres. Soucis qu'il a eus; mais il a toujours agi envers ces infortunés avec bienveillance et impartialité. Quel soulagement d'esprit il a éprouvé en voyant retirer à Gibbons l'emploi de procureur général. Combien son successeur Blowers est un homme plus digne. Il (Parr) a dû permettre d'importer des provisions des Etats-Unis; autrement les gens auraient péri de faim. Causes de la disette. Il a écrit à Sydney que les serviteurs du roi craignaient d'être soumis à des retranchements. On ne saurait les tenir dans une trop grande indépendance du public; au surplus, la cherté de la vie ne permet pas assurément de réduire leurs revenus. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 27

3 janvier, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Gibbons, ayant reçu le *mandamus* qui le nommait juge en chef du Cap-Breton, a refusé d'occuper pour Sa Majesté devant la cour des sessions trimestrielles. Il (Parr) a en conséquence nommé Blowers procureur général à sa place. 31

5 janvier, Halifax. Le même au même. Perte de dépêches qu'envoyait Patterson, lieutenant-gouverneur de l'île Saint-Jean, la chaloupe qui les portait ayant chaviré en route. 33

(Cette lettre est datée de 1784, mais une mention qu'elle contient d'une lettre de Parr du 11 novembre 1784 montre que c'est là une erreur.)

6 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. La loi à l'effet de libérer certaines personnes de l'exécution de jugements obtenus contre elles, en considération des pertes qu'elles ont éprouvées par suite des déprédations de l'ennemi, a été approuvée. "A. & W. I.", vol. 408, p. 18

25 février, Whitehall. Le même au même. Il lui adresse une commission de l'amirauté qui nomme des commissaires pour le procès des pirates dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 503

3 mars, Whitehall. Le même à Parr. Il lui communique une pétition de Paul Maylor, administrateur des biens du feu lord Charles Greville Montagu, au sujet des terres données à celui-ci, et y joint des instructions portant de faire effectuer la concession de ces terres, au profit des enfants, sous les noms du duc de Manchester et de Maylor. "Col. Cor. N. S.', vol. 16, p. 35

(Duplicata, contenant des erreurs de copie. Page 300.—Autre copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 503.)

5 mars, Shelburne. Gray à Morris. Rapport sur des colons allemands (Rohl et ses associés). Pièce incluse dans la lettre de Parr, du 8 novembre 1788. Voir à cette date.

8 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Campbell. Reçu ses dépêches. Il ne peut conseiller que le gouvernement prenne à sa charge les dépenses pour les routes. Les frais faits pour les loyalistes nécessiteux sont très justifiables et seront payés. Les bâtiments de l' "Ordnance" pourront être occupés par le major Thompson jusqu'à ce que l'on en ait besoin pour les services de l'artillerie. Ordre sera donné de réparer la *Maria*

1785.

à l'arsenal de marine. Ce navire sera employé aux services publics en général. Il (Sydney) se réjouit de l'accroissement de la population, et espère que les réfugiés, naguère encore si malheureux, ont un asile où ils trouveront le bien-être. La loi du parlement ne permet pas à Winslow de faire, dans son affidavit en obtention de la demi-paie, une exception pour son emploi de secrétaire du commandant en chef. La reprise des terres concédées à Finucane est approuvée. Il (Sydney) a transmis à l'"Ordnance" ses représentations (Campbell) sur la nécessité de construire un dépôt sur ce point. Il approuve les ordres relatifs aux réserves forestières. La nomination d'un sous-adjudant général ne peut se faire pour le moment. "A. & W. I.", vol. 406, p. 369

8 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat à Parr. Depêches reçues. Satisfaction éprouvée par le roi en apprenant la fin des mésintelligences parmi les nouveaux colons, le rétablissement du bon ordre et l'apparence que l'agriculture et la pêche seront bientôt florissantes. Il (Sydney) espère que les réfugiés trouveront la paix et le bien-être dans la province. La fourniture de bois de sciage ne doit plus être aussi nécessaire à cette heure. Economie qu'il faut observer dans toutes les autres fournitures aux loyalistes. Si Pinchon vient à réclamer une indemnité pour des pertes, sa demande sera repoussée. Il (Sydney) ne voit aucune raison de revenir, au sujet de la pétition de l'arpenteur, sur son opinion, qui est de ne point payer les dépenses faites par lui; motifs de rejeter la demande. La destitution de l'arpenteur à Shelburne, il l'espère, fera une exemple. Le mode actuel de fourniture de houille à Halifax peut être continué; mais comme on va réglementer l'exploitation des charbonnages, le privilège n'est que temporaire. Arrivée le 26 du mois dernier de dépêches de Patterson, après maints accidents. La nomination de Blowers a été confirmée. Le déplacement de Gibbons était devenu nécessaire; c'est sur la demande particulière de Des Barres qu'il a été nommé juge en chef du Cap-Breton, où on doit espérer qu'il ne donnera plus de sujets de plainte. John Collins est gracié. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 37

8 mars, Whitehall. Le même au même. Reçu la dépêche, renfermant une lettre de Hancock, gouverneur du Massachusetts, où il est dit que le congrès des Etats-Unis avait chargé des commissaires de déterminer la ligne frontière entre la Nouvelle-Ecosse et les Etats-Unis, et qu'ils ont fait rapport que les sujets britanniques ont empiété sur la rive occidentale d'une rivière que les commissaires appellent Sainte-Croix. Lorsqu'il (Sydney) était en négociation à Paris, la rivière supposée être appelée Sainte-Croix, et que l'on choisissait pour frontière, était la plus considérable de celles qui tombent dans la baie de Passamaquoddy, non seulement par la largeur de son entrée, mais encore par la longueur de son cours. Impossible de se fier sur les plans de Mitchell, publiés en 1755. La seule carte exacte que l'on ait eue jusqu'à présnt est celle exécutée en 1772 sous l'inspection de Holland, dont une copie sera envoyée et qui décide nettement le point de savoir lequel des deux fleuves doit être regardé comme la ligne de séparation. Hurd, qui fut employé avec Wright au levé topographique, est prêt à affirmer que, non seulement pour eux (les arpenteurs géomètres) mais encore pour tous les habitants de la côte, le Scudiack était la grande rivière Sainte-Croix et la Magagdawe la Petite rivière Saint-Croix. Les ministres de Sa Majesté estiment que la question ne souffre pas de discussion, et ne sauraient admettre que le cours d'eau indiqué par Hancock soit la ligne de séparation. Raisons à l'appui de leur sentiment. 46

(Une note porte que la lettre de Parr manque, ainsi que son incluse, le lettre de Hancock. La carte se trouve dans le carton 42 sous le n° 28; elle a environ 6 pieds sur 3, présente la délinéation de la côte et est d'une seule couleur.)

1785.

9 mars, Whitehall. Nepean à Parr. Il demande que le major Cortland, ci-devant du 3e bataillon de volontaires de New-Jersey, ait sa concession de terre dans un endroit favorable, qui lui permette de faire instruire ses enfants. La meilleure situation pour cela serait quelque part sur la route entre Halifax et Shelburne. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 57

11 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Allan Maclean, ancien colonel du 84e, a représenté que, d'après les instructions supplémentaires adressées aux gouverneurs de New-York et de la Caroline du Nord le 3 avril 1775, les officiers et soldats des deux bataillons ont droit à la même étendue de terre que celle mentionnée dans la proclamation de 1763. Il (Sydney) envoie copie de ces instructions avec l'ordre de donner dans la Nouvelle-Ecosse des concessions de même contenance que celles qui eussent été assignées aux officiers et aux soldats dans la province de New-York et dans la Caroline du Nord. 59

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 505.)

31 mars, Manchester. Pétition du 3e et du 4e bataillons du 60e, à l'effet d'obtenir la distribution des huit mois de provisions qui leur sont dus. 265

Etat contenant les noms et les nombres. 266

— mars. Millidge à Parr. Terres pour les noirs. Pièce incluse dans la lettre de Bulkeley (marquée C) du 19 mars 1792. Voir à cette date.

9 avril, Halifax. Parr à Millidge. Il lui recommande de continuer à traiter les noirs avec bonté, et lui transmet une pétition (A) et une lettre à Millidge (B). Pièces incluses dans une lettre de Bulkeley du 19 mars 1792. Voir à cette date.

24 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Nomination de James Bruce au conseil. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 506

29 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Reçu les dépêches du 8 mars. Abus dans la consommation des approvisionnements par les colons. A cause de la nomination de Freke Bulkeley à l'emploi de contrôleur de la comptabilité militaire et du remplacement de Wemyss, le bureau de contrôle a refusé de fonctionner, et il (Campbell) l'a dissous. Il envoie une lettre du bureau concernant Wemyss, qui se trouve sans moyens d'existence. Il (Campbell) le recommande à la bienveillance de sa seigneurie. Il n'approuve pas le choix de Bulkeley et ne saurait être responsable de ses actes. "A. & W. I.", vol. 406, p. 383

Incluse. Le bureau de contrôle à Campbell. Services importants rendus par Wemyss en sa qualité de sous-commissaire des comptes publics. (La lettre, datée du 38, était incluse dans celle de Campbell du 27.) 387

27 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il accuse réception de la sanction de la loi libérant certains sujets de l'exécution de jugements obtenus contre eux, en considération de pertes qu'ils ont éprouvées par suite des déprédations de l'ennemi. Il n'a épargné aucun soin pour empêcher le succès des collusions tendant à procurer la qualité de navires de registre britannique à des bâtiments des Etats-Unis. Les différends à Shelburne sont finis ; ceux qui se sont produits dans les "settlements", entre les habitants eux-mêmes, portent sur la division des terres : ils occasionnent des retards et des dépenses. Arrivée de 194 blancs et nègres, hommes, femmes et enfants, de Saint-Augustin, dans la plus grande nécessité de toutes choses ; il les aidera autant que possible. Ci-inclus copies des lois et de pièces relatives à l'arpentage de 2,000 acres de terre mentionné dans les instructions du 26 août 1784.

"Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 70

Incluses Copie de "warrants" pour l'arpentage de 2,000 acres sur la rivière de l'Est, qui se jette dans le havre de Pictou. 73

Plan. 75

1785.
30 avril, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet une évaluation de ce que coûterait la réparation des casernes au fort Cumberland, lesquelles sont délabrées. Position dangereuse des poudres, emmagasinées dans un bâtiment de bois exposé à l'incendie. Hartcup, ingénieur, le porteur de la présente dépêche, peut fournir tous les renseignements sur les magasins de l'artillerie, etc. "A. & W. I.", vol. 406, p. 391

Incluse. Billet du capitaine Hamilton, de service au fort Cumberland, avec évaluation des réparations à faire aux casernes. 395

Evaluation. 399

1er mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Comment devrait se faire l'"Appropriation Bill". Remarques sur les droits ou émoluments. Les comptes de l'arpenteur général pour l'arpentage des terres données aux loyalistes sont très peu précis. Ceux des services du secrétaire et du *registrar*, qui ont été demandés, n'ont pas encore été reçus. "A. & W. I.", vol. 408, p. 19

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, page 507.)

1er mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Remarques sur la feuille des droits ou émoluments; désapprobation. Il déclare que les lettres tirées pour tels de ces droits ne seront pas payées. Des comptes, demandés expressément, n'ont pas été reçus. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 62

3 mai, Halifax. Morris à Nepean. Les arpentages nécessaires pour l'établissement des loyalistes augmentent beaucoup et le travail et la dépense. Insuffisance de ses allocations; avances qu'il a dû faire. Il prie qu'on les prenne en considération. 267

4 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Parr lui ayant fait connaître, le dénûment extrême des réfugiés de Saint-Augustin, il a (Campbell), sur le certificat donné par le bureau des réclamations après examen, fait distribuer des provisions, etc., pour une année, mais il n'a pu faire distribuer aussi des vêtements. "A. & W. I.", vol. 406, p. 415

Incluses. Lettre de Parr. 419

Rapport du bureau des réclamations. 423

7 mai, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il appelle instamment son attention sur le manque de communication directe avec Halifax. Combien, sous le mode actuel de transport postal, les dépêches lui parviennent tardivement. 427

9 mai, Shelburne. Alexander Leckie et John Tench, au nom de la chambre de commerce, à Brook Watson. Séparation de Nantucket, qui a été proposée. Si elle ne peut s'effectuer, les habitants parlent d'émigrer dans quelque possession britannique, et paraissent préférer à toute autre la Nouvelle-Ecosse, à cause de sa situation favorable pour la pêche à la baleine. Si la séparation de Nantucket a lieu, toute l'huile de baleine des Etats du Nord passera par cette île pour aller sans payer de droit en Angleterre. Si elle est empêchée, il peut en résulter que les habitants émigrent en la Nouvelle-Ecosse, ce qui augmenterait encore sa prospérité. La chambre de commerce suggère de faire à tous ceux d'entre eux qui fourniront preuve de leur loyalisme les mêmes concessions de terre, etc., qu'aux autres colons. Primes d'encouragement proposées pour la construction de navires, etc. Etat indiquant le progrès réalisé dans l'exploitation du bois, la pêche, etc. Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 273

(Pièce incluse dans une lettre de Clarke à Watson du 25 mai.)

10 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet une pétition pour la création d'un service régulier par paquebots-poste. Actuellement les malles d'Angleterre viennent à Halifax par une voie détournée, celle de New-York. 76

Incluse. Pétition des négociants d'Halifax. 78

1785.
25 mai, Halifax. James Clarke à Brook Watson. Il transmet une pétition qu'il a reçue non cachetée de Shelburne, en même temps qu'une pétition adressée au gouverneur, dans laquelle il est dit que les habitants de Nantucket vont probablement demander à être séparés du Massachusetts et considérés soit comme île neutre ou comme dépendance de la Grande-Bretagne. Effet funeste de cette accession pour la province; toute l'huile de baleine s'expédierait sans doute par la voie de Nantucket aux Iles-Britanniques. Avantages à attendre de primes accordées pour la construction des navires et pour l'exportation du poisson et du bois. Page 270

11 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il faudrait un supplément de provisions pour les nouveaux établissements. Il va exécuter les instructions touchant la concession de terres aux officiers et soldats du 84e. Reçu les dépêches, et les lois imprimées. Il a ajouté au conseil Thomas Cochran, président de l'assemblée, et Charles Morris, arpenteur-géomètre en chef. 81

22 juin, Halifax. James Bruce à Nepean. Son arrivée. Difficulté qu'il éprouve à obtenir sa place au conseil. Il demande l'envoi d'un *mandamus*. 279

24 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Ayant appris que beaucoup de soldats licenciés et de loyalistes ont quitté les lieux qu'ils habitaient, il a ordonné de dresser des contrôles pour prévenir les abus dans la distribution des subsistances. Les provisions de rhum pour la consommation des troupes aux postes éloignés, sont épuisées, et on remplace cette boisson par la bière d'épinette. A Chédabouctou, l'équipage d'une goélette, chargée de vivres pour les loyalistes, s'est révolté contre le patron et enfui avec le bâtiment. Arrivée d'un navire d'approvisionnement venu de Cork avec les dernières expéditions jusqu'à mai prochain. Que faire cette année? Mise en réparation de la *Maria*. Arpentage et levé ordonnés pour la construction de casernes à la rivière Oromucto (Oromocto), à la demande de Carleton, gouverneur du Nouveau-Brunswick. "A. & W. I.", vol. 406, p. 432

25 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet une pétition des officiers du génie. Il continuera les indemnités ordinaires de logement, combustible, etc., jusqu'à réception d'ordres contraires. 435

Incluse. Pétition pour la continuation des allocations. 439

26 juin, Halifax. Fanning au Secrétaire d'Etat (Sydney) Avantages qu'il y aurait à nommer un autre "associate judge." Il recommande pour cet emploi le lieutenant-colonel Stephen De Lancey. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 282

2 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) au Gouverneur de Nouvelle-Ecosse. Il lui transmet l'arrêté du conseil portant approbation de la loi passée en décembre dernier à la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 408, p. 26

Arrêté qui sanctionne la loi fixant le nombre des représentants. 27

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, pp. 513, 514.)

25 juillet, Halifax. Henry Newton au Secrétaire d'Etat (Sydney). A propos de l'accusation d'obtention frauduleuse de la qualité de navires de registre à des bâtiments appartenant aux Etats-Unis; mesures pour réprimer cette pratique et punir les coupables. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 285

26 juillet, Halifax. Pétition de quakers de Nantucket, qui ont émigré dans la Nouvelle-Ecosse en intention d'exploiter la pêche de la baleine, et qui demandent, étant à cette heure sujets britanniques, que leur produits n'aient pas à payer le droit imposé sur l'huile de provenance étrangère. "A. & W. I.", vol. 598

26 juillet, Halifax. Charles Morris à Millidge. Concernant les terres pour les nègres. Pièce (marquée D) incluse dans la lettre de Bulkeley du 19 mars 1792. Voir à cette date.

27 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui communique une pétition d'habitants de Nantucket qui se proposent de venir habiter la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 87

1785.

Incluse. Pétition et réponse à chaque clause dans des colonnes parallèles. 89

28 juillet, Whitehall. Nepean au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Envoi du budget provincial. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 516

Incluse. Budget pour 1785. 517

— juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat au même. Les rapports de l'officier de port ne sont plus transmis depuis quelques années. Il faudra les envoyer. "A. & W. I.", vol. 408, p. 30

1er août, Halifax. Parr à Nepean (?) Plaisir que lui a causé l'arrivée de Sawyer. Point de lettres; elles sont peut-être encore à New-York. Il a extrêmement hâte de connaître la volonté du roi au sujet de l'augmentation du nombre des représentants. L'affaire des quakers de Nantucket est de la plus grande importance pour la Nouvelle-Ecosse. Leurs rapports en huile de cachalot est de £150,000 par année. Apparences d'une bonne récolte; mais nombre de loyalistes pauvres auront encore besoin d'un secours de provisions. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 94

1er août, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Lettre d'introduction du Rév. M. Breynton, recteur de l'église Saint-Paul d'Halifax. 92

19 août, Halifax. Le même au même. Il a nommé juge en chef, en remplacement de Finucane, Isaac Deschamps, le plus ancien juge "puisné," et demande que sa nomination soit confirmée. 99

20 août, Halifax. Le même à Nepean. Mort du juge en chef Finucane. Combien il importe que son successeur soit capable autant qu'intègre. 96

27 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il faut réprimer les expéditions frauduleuses d'huile de baleine à la sortie par les commerçants de Nantucket, Marblehead, Boston et autres ports des Etats-Unis. 85

(Copies. "A. & W. I.", vol. 408, p. 32, et "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 518.)

29 août, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a envoyé le 54e au Nouveau-Brunswick et le 33e au Cap-Breton, conformément aux réquisitions respectives du gouverneur Carleton et du lieutenant-gouverneur DesBarres. A son arrivée à Charlotton (Charlottetown), il a ordonné d'y réparer les casernes. Contrôle dressé des loyalistes dans l'île Saint-Jean; ils recevront des vivres après ce travail terminé. Fertilité du sol de l'île; il ne faut qu'un peu d'encouragement pour obtenir qu'on le mette en valeur. Il a atteint la rivière des Espagnols et jeté l'ancre devant Sydney le 4 août. Activité avec laquelle le 33e fait les déboisements nécessaires pour son campement; il (Campbell) craint que le régiment ne puisse se mettre à couvert que tard dans la saison. Peu d'apparence que la colonisation du Cap-Breton fasse beaucoup de progrès; petite population. Il s'est rendu à Shelburne le 21 juillet (*sic.*) (Campbell ne partit d'Halifax que le 25 juillet et arriva le 4 août à Sydney.) Frais énormes des casernes à Shelburne. Il n'a pas voulu faire de nouvelles dépenses en transférant le logement ailleurs comme le lui demandaient les habitants. "A. & W. I.", vol. 406, p. 443

8 septembre, Shelburne. Les magistrats de Shelburne à Parr. Il lui adresse, pour être transmise au roi, une pétition par laquelle ils demandent que la distribution de vivres aux loyalistes soit continuée pendant encore deux ans et qu'un crédit soit affecté à l'ouverture des routes. La difficulté d'obtenir des terres a retardé les travaux de culture et ces colons ont presque, sinon totalement, épuisé leurs ressources. Il faudrait, avec l'aide de leurs bras, environ £5,000 pour construire les routes nécessaires. Un grand chemin allant de Shelburne à Halifax, le long du littoral, et rejoignant la route d'Halifax à Windsor à la distance de 100 milles, serait des plus importants, ou plutôt il est devenu indispensable. Compléter la grande route de Shelburne à Annapolis, ouverte à grand'peine; en construire une autre

1785.

jusqu'à la baie Sainte-Marie et au cap Fourchu, et une troisième entre Halifax et Chédabouctou, voilà ce que les pétitionnaires demandent instamment. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 288

Incluse. Pétition au roi, signée par James McEwen, Charles McNeill, Isaac Wilkins, Nicholas Ogden, Robert Gray, James Robertson, Valentine Nutter, Joseph Durfee et Ebenezer Parker. 292

15 septembre, Halifax. Tarif des droits attribués à l'officier de port. Voir l'adresse de l'assemblée du 14 avril 1790.

20 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Arrivée de Nantucket de trois brigantins et d'une goélette, avec leurs équipages et tout le nécessaire pour la pêche à la baleine. Les familles sont attendues, qui doivent venir sous peu. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 100

20 septembre, Halifax. Campbell au Secrétaire de la Guerre. Etendue des pouvoirs qui lui ont été conferés originairement à son titre de commandant en chef; empiétements sur ces pouvoirs par suite d'ordres des gouverneurs et lieutenants-gouverneurs des provinces. Si son commandement doit être restreint, il désire à tout le moins en être informé d'une façon officielle; mais il indique combien il est désirable que l'on concentre l'autorité militaire supérieure dans une seule main pour qu'elle soit efficace. Ce n'est point par intérêt qu'il est resté, car il n'a pas dépensé moins du triple de sa solde pour soutenir son rang et sa dignité. Il remarque que ses recommandations sont rejetées; mais il prie que l'on détermine minutieusement l'étendue et les limites de son commandement, afin de mettre fin à tout sentiment de jalousie entre les services civils et militaires. "A. & W. I.", vol. 406, p. 451

24 septembre, Halifax. Le même à la Trésorerie. Il signale les importations qui sont faites par John Butler Dight, qui se dit agent des entrepreneurs de la fourniture de subsistances pour les troupes, les loyalistes et les soldats licenciés, mais qui n'a ni acte original ni copie de marché. Dight est adressé au gouverneur, sans considération pour lui (Campbell), et les certificats mensuels sont signés par le gouverneur. Il demande des instructions officielles, d'autant que, par sa commission, c'est lui, et non le gouverneur, qui est responsable en cas pareils. 463

25 septembre, Halifax. Campbell à la Trésorerie. Etat de la houille extraite des mines sur la rivière des Espagnols aux frais du gouvernement, indiquant la quantité, la somme payée et la somme due. "A. & W. I.", vol. 406, p. 459

28 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie copie d'une lettre au secrétaire de la guerre concernant les arrangements militaires au Cap-Breton; d'un état, adressé à la trésorerie, de la houille extraite des charbonnages aux frais du gouvernement; et de la consignation de vivres faite au gouverneur sans égard à lui (Campbell). La situation des affaires est une autre raison qui doit engager à établir un service direct par paquebot entre l'Angleterre et Halifax. 447

Incluses. Copies des lettres: au secrétaire de la guerre, en date du 20 septembre; à la trésorerie, des 24 et 25 septembre. Mentionnées ci-dessus à leurs dates respectives.

31 (*sic*) septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a écrit déjà qu'on ne peut, sans son assentiment, toucher aucun des crédits votés par l'assemblée. Ci-inclus les évaluations pour 1786, un relevé des votes et décisions, une liste des droits ou honoraires, et la copie d'une lettre du procureur général. Raison pour laquelle les droits ont été augmentés. L'établissement des loyalistes sur les terres est ce qui l'a empêché de transmettre plus tôt les comptes demandés. Ci-inclus aussi les procès-verbaux du conseil. A l'égard des lots de ville, 1,184 personnes ont été inscrites dans une même concession de terre à Saint-Jean, et 93 dans une autre; 42 personnes aussi dans une seule et même concession à St-Andrews; 1,140 personnes, dans 34 concessions à Shelburne. Il envoie le compte des

1785. honoraires dus au 30 septembre. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 103

Incluses. Délibération du conseil concernant les évaluations du prochain exercice. 109

Relevé des votes et décisions du conseil et de l'assemblée, du 11 juin au 5 juillet 1782. 113

Fixation par le conseil des droits attribués au juge en chef et aux juges "puisnés". 117

Etat par Blowers des émoluments du procureur général. 120

Délibérations du conseil exécutif, 4 novembre 1782 au 16 mars 1785. 122

(Le certificat du greffier du conseil contient plusieurs erreurs, et il y en a aussi d'autres dans la copie des procès-verbaux.)

4 octobre, Halifax. Instruction générale concernant les fonctionnaires militaires de la place, lesquels seront tous sous le commandement du major général Campbell, par l'ordre du secrétaire de la guerre. Le motif de cette décision est la difficulté qu'il y avait à obtenir des rapports. "Col. Cor. C. B.", vol. 63, p. 211

4 octobre, Halifax. William Grant au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie des pièces qui montrent combien sont mal fondées les accusations de désaffection, etc., qui ont été portées contre lui. "Col. Cor. N.S.", vol. 17, p. 436

(Les pièces qui suivent, p. 438 à p. 465, contiennent une correspondance sur sa conduite en Canada devant l'administration d'Haldimand.)

7 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Réserver des terres pour le capitaine William Gray, des volontaires de New-York, absent par maladie. "Col. Cor. N.S.", vol. 16, p. 97

(Copie. Col. Off. N.S.", vol. 1, p. 519.)

Pétition de Gray. "Col. Cor. N.S.", vol. 1, p. 520

10 octobre, Port d'Halifax L'Amiral Sawyer au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui adresse une pétition des négociants de Québec, avec des copies d'affidavits. Il n'a pas, pour le moment, de bâtiments qu'il puisse charger de la répression des pratiques illicites dont les négociants se plaignent. Il demandes des ordres. "Col. Cor. N.S.", vol. 16, p. 214

Incluses. Pétition des négociants de Québec, relative au tort fait à la pêche et au commerce dans le Saint-Laurent par les Américains. 215

Affidavits d'Isaac Dagory (p. 218), Barthemy Hervieux (219) et John Ross (220), à l'appui de la pétition. 218-220

11 octobre, Halifax. Parr à Nepean. Anthony Stewart, du Maryland, qui est allé à Londres solliciter un dédommagement de ses pertes, a déjà eu 2,000 acres de bonne terre. Il (Parr) recommande Benjamin Davis, de Shelburne. Ci-incluse la liste des corps qui se sont établis sur des terres ces années dernières. Elle ne comprend pas le 84e, dont il est humainement impossible de contenter les exigences. Il (Parr) a mandé la mort du juge en chef au mois d'août. Mention de lettres personnelles au sujet des émoluments. L'accident arrivé dans les Downs empêchera peut-être les dépêches de se rendre cet hiver. Le besoin d'un service postal direct se fait de plus en plus sentir. "Col. Cor. N.S.", vol. 16, p. 221

(Cet "accident" n'est autre probablement que la tempête qui avait détruit plusieurs navires dans les Downs le 6 septembre précédent.)

Incluse. Liste des corps licenciés dans la Nouvelle-Ecosse qui se sont établis sur des terres en 1784 et 1785. 224

11 octobre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Le 12 novembre 1784, il rendait compte de ce qu'il avait fait pour recouvrer le terrain de la couronne posséder par MM. Cochran ; il a acheté le magasin qu'ils y avaient bâti, et qui va servir à des usages publics. Deux hommes de la goélette enlevée (voir la lettre du 24 juin) ont été pris, jugés et pendus comme pirates. La plupart des provisions ont été retrouvées. La goélette avait été conduite au Massachusetts, où ces deux hommes ont été arrêtés et

1785.

remis par le gouverneur de l'Etat. Arrangement pour le paiement de l'extraordinaire des troupes à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 467

13 octobre, Halifax. Parr à Sydney (personnelle). Au sujet des droits. Sur quel pied il devrait être en ce qui regarde ces émoluments.
"Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 225

17 octobre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Envoi des justifications pour l'argent dépensé à établir les loyalistes dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. Observations sur divers articles des comptes. 227

Incluses. Correspondance, certificats, etc., concernant les dépenses de colonisation. 231 à 236

10 novembre, Halifax. Parr à Nepean. Il désire avoir la confirmation du titre de conseiller donné à Cochrane et à Morris. 237

11 novembre, Halifax. Le même à Sydney (personnelle). Encourageantes perspectives que les travaux des loyalistes ouvrent à la province. Prospérité de Shelburne; détails sur ce sujet. C'est en grande partie à Isaac Wilkins que l'on doit cet état tranquille et heureux. La situation de Digby est favorable pour le commerce; mais les habitants, faute d'argent, ne peuvent en profiter. Les autres établissements sont brièvement décrits. 238

15 novembre, Halifax. Morris à Nepean. Il se plaint de la réduction de la rétribution qui lui était allouée. Si on l'a rétablit et que l'on y ajoute £30 pour loyer de bureau, il est prêt à renoncer aux droits exigibles des loyalistes, à partir du 1er janvier 1786. 296

15 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Toute huile de baleine importée des Etats-Unis qu'on expédie, est expédiée sous titre d'huile étrangère. Bien à attendre de l'émigration de Nantucket. Il n'y a pas eu de collusion. 213

16 novembre, Halifax. Le même au même. Reçu les dépêches avec les évaluations et les autres incluses. 245

16 novembre, Halifax. Le même à Nepean. Il envoie cette lettre par Smith, du 57e, qu'il lui recommande. Smith voudrait acheter la commission de quartier-maître. 247

18 novembre, Halifax. Le même à Campbell. Il demande qu'il se fasse une nouvelle distribution de vivres à des loyalistes et soldats licenciés, dans la Nouvelle-Ecosse.
"A. & W. I.", vol. 407, p. 11

24 novembre, Halifax. Campbell à Parr. Il trouve comme lui fort désirable cette assistance fournie à des colons dans le besoin; mais tout ce qu'il peut faire, est d'autoriser la distribution des excédents de subsistances aux plus nécessiteux. S'il faut acheter d'autres provisions, c'est à lui (Parr) et à son conseil d'aviser aux moyens de le faire. Le gouverneur Carleton n'a pas demandé l'autorisation d'en acheter. 15

(Des copies des deux lettres précédentes furent adressées au secrétaire d'Etat le 10 décembre.)

25 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il y a des plaintes contre Wentworth, qui aurait exigé de loyalistes et de soldats licenciés des droits sur leurs concessions. Il n'a pu jusqu'à présent avoir de réponse ni de Wentworth lui-même ni de son adjoint à ce sujet. Il voudrait savoir si ce fonctionnaire est autorisé à réclamer de pareils droits.
"Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 255

30 novembre, Halifax. Campbell au même. Il lui envoie un état aussi exact que possible des soldats licenciés et des loyalistes dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswik, ayant droit aux distributions de vivres et qui en sont dignes.
"A. & W. I.", vol. 406, p. 471

Incluse. Etat. Les soldats licenciés et les loyalistes sont confondus dans cette liste, mais les hommes, les femmes et les soldats y sont indiqués séparément. Voici les totaux :—

1785.

Nouvelle-Ecosse	14,952
Cap-Breton	121
Ile Saint-Jean	420
Nouveau-Brunswick	10,824
Ensemble	26,317

Une note dit: "En dehors de ce nombre, il y a 742 loyalistes et soldats licenciés qui ont été retranchés de la distribution dans la Nouvelle-Ecosse, 129 dans l'île Saint-Jean et 71 dans le Nouveau-Brunswick, parce qu'ils ont été jugés indignes de cette assistance. On n'a pas encore reçu d'états des nouveaux colons de l'île du Cap-Breton, à l'exception d'une liste, fournie par M. Cuyler (ancien maire d'Albany), des réfugiés qui se sont établis avec lui dans ce gouvernement; elle est insérée dans le relevé ci-dessus." 475

(Pour la correspondance avec Cuyler, voir les Archives, série B, vol. 165. Pour les états des loyalistes émigrés au Cap-Breton, voir la même série, vol. 168, pp. 43 & 113.)

30 novembre, Halifax. Parr à Nepean. Il la remercie de son augmentation; mais regrette que les salaires de l'arpenteur général et du "registrar" aient été réduits. Il demande que l'allocation de £100 par année soit continuée à Mme Franklin (Francklin), veuve du surintendant des sauvages.

"Col. Cor. N. S.," vol. 16, p. 257

1er décembre, Halifax. Campbell à Thomas Carleton. Il a eu avis de son ordre de fournir pendant encore deux mois des rations entières aux loyalistes et aux soldats licenciés. La distribution des vivres de surplus aurait dû être commune aux deux provinces. Il envoie copie d'une lettre à Parr pour montrer tout son sentiment (Campbell) sur ce sujet. Il a ordonné de tenir à part les provisions destinées aux troupes.

"A. & W. I.", vol. 407, p. 19

(Copie envoyée au secrétaire d'Etat le 10 décembre.)

2 décembre, Halifax. Haliburton à Nepean (extrait). Il a l'intention de mettre un état de ses services et de ses pertes sous les yeux des commissaires, et le prie (Nepean) de lui renvoyer certains papiers qu'il lui a laissés ou de lui faire parvenir un certificat constatant que ces papiers sont soit perdus ou égarés. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 298

3 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). N'ayant pas reçu d'ordres pour la mise en radoub de la *Maria* dans le chantier, il a dû tirer des lettres pour payer les réparations et porter cette dépense au compte de l'extraordinaire de l'armée. "A. & W. I.", vol. 407, p. 1

10 décembre, Halifax. Le même au même. Il y avait des provisions très amplement pour les loyalistes et les soldats licenciés, et grâce au soin apporté aux distributions, il en reste une quantité fort notable. Il a fait expédier 40,320 livres de farine, 26,200 livres de bœuf et 10,400 livres de porc aux loyalistes du Nouveau-Brunswick manquant de vivres. Ci-incluse la correspondance relative à l'excédent, aux demandes venues du Nouveau-Brunswick, etc. 5

Incluses. Lettres des 18 et 24 novembre et 1er décembre. Elles ont été analysées à leurs dates respectives.

24 décembre, Whitehall. Nepean à Parr. Il le prie de faire régler la réclamation pour la maison construite sur la "Governor's Farm". Il va écrire aux amis de Smith au sujet de la commission de quartier-maître.

"Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 248 251

Incluse. Lettre de Hamond relative à la réclamation mentionnée.

31 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). La nouvelle assemblée s'est réunie le 5 et prorogée le 28. Il la reconvoquera de bonne heure au printemps. Progrès de la province. On compte maintenant 90 scieries, dont 25

1785.

établies depuis 1783. Ces dernières seront presque suffisantes pour fournir le bois de sciage aux Indes-Occidentales. Plusieurs autres vont se construire l'été prochain. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 1

Listes des lois passées dans la session. 3

13 décembre, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Lettre d'introduction où il recommande le lieutenant-colonel Small. "A. & W. I.", vol. 407, p. 23

— décembre, Halifax. Wallace à Stewart. Lettre incluse dans celle de Stewart du 16 février 1786. Voir à cette date.

Sans date. Pétition des sous-officiers et soldats du régiment provincial d'infanterie du duc de Cumberland, que commandait feu lord Charles Montagu. Ils demandent des femmes pour les épouser. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 302

Pétition de Hugh Baillie, demandant que ses terres ne soit pas confisquées, vu la somme considérable d'argent qu'il a dépensée en améliorations depuis 1772 jusqu'au temps des troubles d'Amérique, alors que les colons n'avaient plus de sécurité. "A. & W. I.", vol. 597, p. 286

(Une note au crayon met à la pièce cette date: "23 décembre 1783," mais c'est là une conjecture récente. Le 23 décembre 1783 est la date de la nomination de lord Sydney au poste de secrétaire d'Etat, qu'il occupa jusqu'en mai 1791. Le pétitionnaire ne revint pas des Indes-Orientales avant 1784, en sorte que la date de 1785 est tout au moins approximativement exacte.)

Observations sur les évaluations des dépenses d'administration civile des colonies pour 1786. "B. T. N. S.", vol. 55

Elles comprennent la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, l'île Saint-Jean (île du P.-E.) et le Cap-Breton, ainsi que les îles de Bahama et les îles Bermudes. Ni date ni signature.)

1786.
1er janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie copie de la correspondance sur le droit réclamé par Des Barres, à son titre de lieutenant-gouverneur du Cap-Breton, d'avoir sous son contrôle les provisions de bouche expédiées pour les troupes. Confusion causée par la consignation des subsistances au gouverneur civil lorsqu'il y a un général commandant. Les "warrants" de Des Barres par leur teneur porteraient à croire que la fourniture de ces provisions est plutôt une affaire de spéculation mercantile particulière. "A. & W. I.", vol. 407, p. 29

(Duplicata. "Col. Cor. C. B.", vol. 63, p. 359.)

Incluses. Copies de lettres et autres documents relatifs au différend entre Des Barres et Yorke. Ces pièces ont trait exclusivement aux affaires du Cap-Breton, et seront mentionnées dans les volumes relatifs à cette île.

2 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il récommande à sa bienveillance le Rév. M. Panton, qui s'en va solliciter de l'aide pour bâtir des églises aux établissements de loyalistes. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 8

9 janvier, Halifax. Le même à Nepean. Introduction du colonel Small. Un nommé Lonsdale, en apparence à moitié fou, lui est recommandé et à Sawyer; c'est un être étrange, fantasque, mais un excellent marin. 5

10 janvier, Garlick-Hill. Robert Rashleigh à Nepean (?). Il lui adresse les dépêches de Campbell à lord Sydney, avec un paquet pour lui-même. Il demande un rapport sur la lettre de £1,369.18.4 tirée par Parr; chose importante pour lui (Rashleigh), car les Américains sont très lents à faire leurs remises. Il demande aussi un rapport sur la lettre de change de Parr pour honoraires de concession de terres. 404

10 janvier, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Que les irrégularités accusées au Nouveau-Brunswick dans les livraisons de vivres fournissent une nouvelle preuve de la nécessité d'un changement de système. Parr lui remet invariablement les factures et connaissements, sachant qu'il ne convient pas que les expéditions soient consignées à un autre. 85

1786. *Incluse.* Lettre du colonel Bruce, Saint-Jean, au major Campbell, secrétaire, 17 décembre. Les provisions pour les troupes au Nouveau-Brunswick ayant été consignées au gouverneur Carleton, celui-ci en a pris possession, et la plus grande partie en a été expédiée dans le haut de la rivière sans avoir été emmagasinée. "Col. Cor. N.S.", vol. 17, p. 89

10 janvier, Halifax. Le Procureur général Blowers à Nepean. Il lui envoie une pétition d'Uniacke et d'autres papiers relatifs à des droits que ce fonctionnaire prétend exercer en la cour de vice-amirauté, et qui sont pour lui (Blowers) un embarras dans l'exécution de ses fonctions. 405

Incluses. Pétition d'Uniacke, avocat général, à Parr, se plaignant de n'avoir pas été consulté dans les affaires instruites devant la cour de vice-amirauté, qui intéressaient la Couronne. 407

(Duplicata. Page 423.)

Réponse de Blowers, relatant les faits se rattachant à l'arrivée du *Nancy* et au débarquement de la cargaison. 410

Pétition de Gerrish, capitaine du *Nancy*, demandant qu'il lui soit permis de décharger sa cargaison à cause de l'état du navire; avec la permission donnée à cet effet par la cour de vice-amirauté. 412

Pétition de Barker, capitaine du *Betsey and Polly*, pour avoir permission de débarquer des bêtes à cornes et moutons vivants, etc., son navire ayant été forcé par la tempête de relâcher à Halifax; et permission accordée à cet effet par la cour de vice-amirauté. 416

16 janvier, Londres. Allan Maclean à Nepean. Il se plaint du retard dans les arpentages pour le 84e, et des obstacles apportés par Parr et les membres de son conseil, qui sont des spéculateurs sur les terres. 419

27 janvier, Halifax. Uniacke au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il transmet des papiers relatifs à son droit d'occuper pour le roi dans la cour de vice-amirauté. 421

Incluse. Petition adressée à Parr et au conseil.

(Duplicata. Voir p. 407.)

Copie de la correspondance au sujet du navire *Nancy*. 424-427

28 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie une carte du comté de Sydney, indiquant les allottissements faits pour la marine, l'armée, les corps licenciés et les loyalistes; et une carte des terres concédées à Merigomish, Pictou, Tatamagouche et Ramshog, ce qui comprend tous les établissements sur la côte nord-est. Ci-inclus aussi des comptes. 6

(La carte du comté de Sydney se trouve, dans le carton 44, sous le n° 11; l'autre, dans le carton 40, sous le n° 59.)

16 février, Londres. Anthony Stewart à Nepean. Il lui communique un extrait d'une lettre venue d'Halifax. Reçu des exemplaires imprimées des "Journaux de l'Assemblée". "Col. Cor. N. S.", vol. 12, p. 225

Incluse. M. Wallace à Stewart, décembre 1785. Bas prix des denrées. A cause de la sècheresse, le bois d'œuvre est rare et cher; aussi les navires arrivés avec des provisions pour les loyalistes, qu'ils apportaient moyennant un fret réduit, comptant sur des chargements de bois pour les Indes-Occidentales, ont été fort désappointés. Cela pourrait avoir cet effet, d'induire les Indes-Occidentales à demander que l'on admette les rebelles dans les îles. Grands efforts qui se font pour avoir du bois à expédier l'année prochaine. La partie orientale du Massachusetts cherche à se détacher en vue de former un Etat à part. 256

(Le nom de l'auteur de la lettre est écrit au dos de la pièce.)

1er mars. "Etat du banc de la cour suprême de judicature dans la Nouvelle-Ecosse." L'auteur indique les difficultés que rencontrent ceux qui sont chargés d'administrer la justice; les fatigues auxquelles sont soumis les juges en tournée, etc. Au dos de la pièce: "Reçu du lieutenant-colonel de Lancy le 1er mars 1786." "Col. Cor. N- S.", vol. 17, p. 428

17 mars. Pétition du Dr Panton, relatant ses services, etc., dans la Nouvelle-Ecosse. Incluse de la lettre du Dr Morice du 12 juillet 1793. Voir à cette date.

1786.

23 mars, Londres. Pétition d'Allan Maclean et autres officiers du 84e, adressée à Campbell, lui demandant de presser lord Sydney de régler leurs réclamations de terres, conformément à une pétition qu'il (Campbell) s'est chargé il y a deux ans de présenter à sa seigneurie. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 431

3 avril, Manchester, N.-E. John McPherson, chirurgien à ——. Il lui fait connaître l'état du "settlement" créé à Manchester, ainsi nommé en honneur du duc. Incapacité de Nutting, envoyé comme arpenteur et rappelé sur les représentations des colons. Faux rapport fait par vengeance; à la suite duquel les terres choisies ont été réservées pour l'usage du roi. 433

7 avril, Londres. Allan McLean. Il réitère ses plaintes à propos des obstacles apportés à l'obtention par le 84e des terres auxquelles il a droit, et en rejette le blâme sur Parr. 466

18 avril, Whitehall. Brouillon de lettre à Campbell. Sir Guy Carleton ayant été nommé au commandement civil et militaire des possessions restantes en Amérique, il n'est pas nécessaire de lui adresser (Campbell) d'autres instructions, parce que sir Guy règlera lui-même les différends avec le gouverneur Thomas Carleton au sujet du Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 598-

(Il y avait des différends par rapport au Cap-Breton, dont Des Barres était lieutenant-gouverneur, et aussi par rapport au Nouveau-Brunswick, dont Thomas Carleton était gouverneur; en sorte qu'il n'est pas possible de dire ici au juste quels sont ceux dont parle la lettre. Sir Guy Carleton, au reste, était chargé de décider toutes les disputes dans les différentes provinces.)

19 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. On a résolu de réunir les gouvernements des possessions nord-américaines en la personne d'un seul gouverneur général, et sir Guy Carleton a été choisi pour cette charge. Par suite, il (Parr) sera lieutenant-gouverneur, mais ses émoluments resteront les mêmes. Il (Sydney) espère que cet arrangement ne lui sera pas désagréable. Sir Guy Carleton va se rendre incontinent à Québec. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 12

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 1.)

19 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Campbell. Sir Guy Carleton, nommé au commandement civil et militaire, décidera les différends. Approbation des précautions dont il use (Campbell) dans la dépense des deniers publics; système qui devrait être suivi pour toute dépense. Approbation également de l'attention qu'il a pour les loyalistes. La lettre en faveur de Wemyss a été transmise à la trésorerie.
"A. & W. I.", vol. 407, p. 101

20 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Les engagements avec les gens de Nantucket étaient inopportuns et ont amené des inconvénients. Il devra cesser sans retard d'encourager l'émigration des Etats d'Amérique, jusqu'à ce que Sa Majesté lui mande ses volontés. Il conviendrait assurément de faire une distinction entre ces émigrants et ceux qui ont eu à souffrir à cause de leur loyalisme. Nulle intention de favoriser la pêche de la baleine se faisant par d'autres navires que ceux qui y sont envoyés de la Grande-Bretagne. Il faudrait changer le mode du vote des crédits par la législature; à la fin de chaque session, tous les ans, un projet de loi de finance devrait être adopté, transmis au conseil et accepté par lui (Parr). Approbation de l'assistance donnée aux émigrants de Saint-Augustin. La trésorerie enverra des instructions relativement aux distributions ultérieures de provisions aux loyalistes et aux troupes licenciées. Les plaintes à l'occasion des droits exigés par Wentworth ont été communiquées à la trésorerie; Wentworth n'était pas autorisé à demander ces droits. Les plans des terres concédées sont extrêmement utiles. Envoyer la liste des terres tombées en confiscation. Cochran et Morris seront nommés conseillers. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 16

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 6.)

1786.
21 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Faire exécuter tout de suite l'arpentage des terres pour le 84e. Mais, afin que les abus qui se sont produits, aux réclamations de terres, dans les provinces, en vertu de la proclamation de 1763, ne puissent recommencer, il ne sera effectué de concessions au 84e qu'après que chacun aura fait serment de n'avoir pas déjà reçu de terres, sous l'engagement de 1775, dans d'autres provinces.
"Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 25

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 12.)

27 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui transmet une pétition de sir Charles Danvers et John Fisher, au sujet de la confiscation de leurs terres, qu'ils colonisaient lorsque la guerre a interrompu leur œuvre ; et demande de lui faire un rapport, pour l'instruction du roi, sur les circonstances qui ont motivé la confiscation.
"Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 28

Pétition, avec certificats, etc. 30-46

(Copie de la lettre. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 14.)

27 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à l'Amiral Sawyer. Envoi de copie de la pétition des négociants de Québece, avec affidavit, qui a été mise sous les yeux du roi, dont les instructions pour la sécurité des pêcheries et du commerce du Saint-Laurent lui seront aussi communiquées.
"Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 15

2 mai, Saint-James. Allan McLean à Nepean. Nouvelle lettre concernant les terres à concèder au 84e. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 468

22 mai, Londres. Commission de George Leonard, nommé surintendant du commerce et de la pêche à Canso en remplacement de Jonathan Binney.
"B. T. N. S.", vol. 30

24 mai, Halifax. Morice à Grey Elliot. Richard Money et George Panton sont nommés missionnaires en la Nouvelle-Ecosse; un autre le sera bientôt pour compléter le nombre. "A. & W. I.", vol. 588

28 mai, Halifax. Parr à Nepean. Il n'a pas, comme on l'allègue, prélevé la différence entre le cours provincial et le sterling ; l'argent est encore dans les mains des négociants, à l'exception de ce qui en a été employé pour certains services, qu'il énumère. Les comptes, une fois clos, démontreront qu'aucun gouverneur n'a jamais été plus que lui sans reproche.
"Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 49

Un post-scriptum contient le chiffre des droits touchés en dix-huit mois sur les concessions de terre aux loyalistes. 51

29 mai, Whitehall. Parr à Nepean. Déplaisir qu'il éprouve en se voyant réduit au rang de lieutenant-gouverneur. Il demande qu'on le nomme major-général afin de lui rendre sa considération. Le Rév. Dr Walter s'est enfin conformé aux lois de la province. Il (Parr) a rapporté l'affaire à la "Society for the Propagation of the Gospel," et s'en remet à l'examen qu'elle fera des choses. 52

30 mai, Halifax. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Binney, surintendant du commerce et de la pêche à Canso, est destitué, et Leonard, du Nouveau-Brunswick, nommé en sa place. 47

30 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il voit avec peine que l'introduction des gens de Nantucket est désapprouvée. Avantages qu'il en attendait. Sept seulement de ces émigrants sont arrivés, et il a aussitôt cessé d'accorder tout encouragement. Il explique la nature des certificats qu'il a donnés à ceux qui sont venus pour leurs bâtiments, et en met des copies sous ce pli. Ils n'ont point reçu ni ne s'attendent à recevoir les faveurs départies aux loyalistes réfugiés. 54

Incluses. Copies des certificats. 57, 58

2 juin, Halifax. Campbell au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il a confiance que sir Guy Carleton fera disparaître tous les obstacles au service du roi. Il remercie sa seigneurie de son approbation, et demande un congé.
"A. & W. I.", vol. 407, p. 213

1786.
2 juin, Halifax. Parr au même. Il a donné 81,450 acres de terre au 84e, suivant les ordres de 1783, avec une réserve adjacente, de la contenance de 200,000 acres. Les ordres ne parlaient que des hommes du 84e de "North Britain", émigrés dans la province de New-York et qui avaient été enrôlés dans ce dernier pays; mais il s'est trouvé que beaucoup de soldats du régiment licencié étaient de Terre-Neuve. Le retard des hommes à réclamer leurs terres, et les demandes pressantes d'autres corps fidèles, sont les raisons qui l'ont déterminé à effectuer les concessions. S'il ne l'avait pas fait, toutes les bonnes terres seraient tombées en la possession d'un petit nombre de colons, à l'exclusion des loyalistes. Pour établir le 84e il devra employer arpenteurs, porte-chaînes et "bûcheurs". Tous les autres loyalistes et soldats sont disposés à payer les arpenteurs à condition de recevoir leurs concessions gratuitement. Fidèles services de Morris.
"Col. Cor. N.S.", vol. 17, p. 59

3 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Envoi de copies des lois et des Journaux de 1784 et 1785. 62

Incluses. Listes des lois passées, 5—28 décembre 1785. 64

Journaux du "Council in Assembly" (conseil législatif), 28 novembre —8 décembre 1784. 65

(Tel est le titre, et telles sont aussi les dates, qui se retrouvent dans le certificat à la fin des "Journaux"; mais la période de temps exacte est du 1er novembre au 28 décembre.)

Journal de l'Assemblée, 1er novembre—26 décembre 1784. 128

Id. du Conseil, 5—28 décembre 1785. 170

Id. de l'Assemblée, même période. 213

3 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet la liste des concessions de terre faites dans la Nouvelle-Ecosse de 1775 au 30 juin 1783, et la liste de celles reprises par confiscation. 248

Incluses. Liste des concessions, contenant les noms des concessionnaires, les étendues en acres, les conditions relatives au "quit rent" et les dates des concessions. L'étendue totale est de 321,464 acres. 249

Liste des terres reprises par confiscation, indiquant les noms des concessionnaires, la date de la concession, le nombre d'acres et la date de la confiscation. En voici le titre : "Liste des étendues de terre qui ont été reprises pour cause de déchéance de titre dans la province (*sic*) de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, pour fournir des établissements aux loyalistes réfugiés, officiers et soldats licenciés et autres, commençant du 3 mars 1783 et finissant au 12 septembre 1785." Les terres ainsi confisquées sont de toutes contenances, variant de 200,000 à 200 acres.)

4 juin, Halifax. J. Brenton (au Rév. M. Breynton, recteur de Saint-Paul, Halifax ?). Il a trouvé ici ses lettres en arrivant. Il espère que son long séjour (Breynton) en Angleterre lui aura été utile pour la réalisation de son dessein et qu'il obtiendra la mitre. La lettre renferme des petites nouvelles de la province. 470

(Le premier évêque, le Rév. Charles Inglis, fut nommé en 1787. Il y avait eu, en 1783, un mouvement pour obtenir l'érection d'un diocèse dans la Nouvelle-Ecosse, et le Dr Thomas Bradbury Chandler avait été recommandé. En 1786, on croyait que Breynton désirait avoir le siège et que le but de sa visite à Londres était de se l'assurer. La lettre ne porte pas d'adresse, mais ces mots qui s'y trouvent : "mes vœux les plus ardents pour vous et Mme B.", ne permettent pas de douter qu'elle n'ait été écrite à Breynton.)

6 juin, Halifax. Parr à Sydney. Il a reçu l'avis que sir Guy Carleton était nommé gouverneur de toutes les possessions américaines restantes ; combien il est sensible à l'abaissement de son rang. Il demande quelque marque de

1786.

la faveur royale qui relève son état aux yeux "de ce monde-ci". Il lui écrit comme à un ami. Page 258

7 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Reçu les états de l'officier de port, mais ils sont dressés avec une grande négligence. Il y faut mettre ordre. Il devra aussi faire cesser l'usage où l'on est à Canso d'admettre à la déclaration d'entrée et au congé les bâtiments des Etats-Unis à destination de ports européens étrangers. "A. & W. I.", vol. 408, p. 34

10 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il transmet une pétition de loyalistes habitant Annapolis, qui exposent avec exactitude leur situation. Besoin qu'ils ont de secours. "Col. Cor. N. S.", vol. 16, p. 260

Pétition représentant à quelle détresse ont été réduits les loyalistes par la cessation des distributions de vivres ; ils se sont vus forcés par la faim de consommer le grain destiné aux semailles prochaines. La pétition était signée de 577 personnes, y compris les magistrats et les notables. 261

12 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie un petit plan de la Nouvelle-Ecosse, divisée en comtés, townships, etc.; avec mention détaillée de ses baies, rivières, anses et bassins, de ses produits forestiers, des diverses espèces de poissons sur ses côtes et de ses autres avantages naturels; ainsi que des localités où la plus grande partie des loyalistes et des soldats licenciés sont établis. "Col. Cor. N.S.", vol. 17, p. 264

(Il n'a pas été possible de retrouver la carte dans les archives ou ministères de Londres.)

12 juin, Whitehall. F. Moore à Nepean. Il désire savoir, pour l'information du duc de Manchester, quelles démarches ont été faites par rapport à la pétition que sa grâce a présentée il y a environ cinq mois. 474

15 juin, Chatham. Hamond à Nepean. Il demande quelle réponse il a reçue de Parr relativement au paiement du prix des constructions sur la "Governor's Farm." Le constructeur a perdu toute espérance d'être payé par Parr ou par l'assemblée. S'il lui fallait (Hamond) acquitter lui-même cette dépense, jamais, pense-t-il, officier d'administration n'aurait été soumis à une plus dure nécessité. 475

26 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Attendu la manière dont s'est opéré le transfert du terrain dans Sunbury, il ne peut fournir d'informations sur les terres devenues par voie d'achat la propriété de sir Charles Danvers. Fisher était concessionnaire de 20,000 acres. Ci-inclus copie de l'enquête sur les terres. 267

Incluses. Enquête sur les terres réclamées par sir Charles Danvers. 270

Id. sur celles réclamées par Fisher. 271

28 juin, Halifax. Parr à Nepean. Il l'engage à ne pas prêter l'oreille aux méchantes accusations que Gibbons a dessein de porter contre le colonel Yorke. Disposition malveillante de Gibbons, qui a pour compagnon un nommé Parry, "toujours prêt à le pousser aux extrémités dans d'insignifiantes matières à propos d'honneur et de probité." Il (Parr) a expédié à Sydney une pétition du Cap-Breton, où jusqu'à présent la situation des choses a été extrêmement fâcheuse. Il faut y apporter remède, sinon le nouvel établissement ne tardera pas à dépérir tout à fait. Procédé incivil du capitaine Buller, du *Brisk* de la marine royale, lequel a envoyé porter par un jeune nègre les dépêches dont il avait été chargé, et qui ne s'est pas présenté lui-même selon l'usage. 288

28 juin, Halifax. Tonge au même. Confusion résultant de l'opposition qu'il éprouve, en remplissant son devoir, de la part de l'assemblée appuyée par Parr et le procureur général. La dépense du service excède beaucoup la recette des droits. 476

Incluses. Copies de pétitions, etc. 479-487

29 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui fait peine de savoir que l'encouragement donné aux quakers de Nantucket n'a pas été approuvé.

1786.

Son but était d'ôter aux Etats-Unis une industrie importante et d'empêcher que cette émigration ne se portât vers un pays hostile à l'Angleterre Les quakers ont reçu de France une invitation, sous la signature du roi, d'aller s'établir à Dunkerque pour faire la pêche de la baleine; le roi leur offrant la tolérance de leur religion, l'exemption du service militaire, une étendue de terre suffisante pour créer une ville; d'établir et entretenir en bon état un dock pouvant contenir 60 bâtimens; d'admettre leurs navires et leurs autres biens en franchise de tous droits; de donner une prime aux navires baleiniers; de prohiber l'importation de l'huile étrangère. Si toutes ces offres sont réelles, les gens de Nantucket peuvent bien maintenant passer en France, car il (Parr) a arrêté le mouvement d'émigration vers la Nouvelle-Ecosse. Page 272

11 juillet, Halifax. Campbell au même. Il recommande de récompenser les hommes du 33e, qui ont pratiqué des déboisements près des casernes, dépôts, etc., pour faire disparaître les risques d'incendie. Il envoie un rapport sur les dangers auxquels les feux de forêts exposaient les casernes à Shelburne "A. & W. I.", vol. 407, p. 225

Incluse. Pétition du colonel Yorke pour obtenir une compensation aux hommes du 33e. 229

12 juillet, Halifax. Parr à Nepean. Il lui présente et recommande le colonel Yorke; il espère que Pimberton aura été nommé juge en chef, comme la nouvelle en est venue. Le capitaine Buller a fait ses excuses; il très jeune. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 274

25 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui adresse pour distribution douze exemplaires de la loi tendant à encourager la pêche de la baleine dans les parages du Sud. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 265

(Copie datée du 28. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 19.)

25 juillet, Halifax. Nepean à Parr. Envoi des évaluations pour 1786. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 16

28 juillet, Whitehall. *Incluse.* Evaluations. 17

Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui transmet sa commission de lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. 18

1er août, "Audit Office" Circulaire adressée à tous les comptables de deniers publics à Halifax. "A. & W. I.", vol. 598

7 août, Halifax. Parr à Nepean. Il a, suivant son avis, reçu les demi-droits établis en 1764 et confirmés en 1774, encore que cela fût humiliant. La proportion pour lui devrait être au moins égale à la part revenant au secrétaire. Il met sous ce pli une note des droits qui montre la disproportion. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 291

Incluse. Etat des demi-droits perçus sur les concessions de terre aux loyalistes, etc., depuis le 1er janvier 1784 jusqu'au 31 mars 1786. 292

8 août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui a écrit qu'il ne serait plus donné d'encouragements aux baleiniers pour les engager à émigrer dans la province. Depuis que cette décision est connue, un seul pêcheur, John Deane, quaker fort riche, est arrivé, à qui il n'a été concédé qu'un lot et qui devra se borner à faire la pêche à la morue. 293

12 août. Le Duc de Manchester au même. Il appelle son attention sur la pétition présentée, au commencement de l'hiver, au nom des colons établis près d'Halifax, appartenant au régiment de feu lord Charles Montagu. 488

14 août, Chatham. Hamond à Nepean. Comment agissent Parr et le procureur général Uniacke, par rapport au coût de la construction de bâtiments sur la "Government Farm". Il croit qu'il ferait mieux d'adresser une pétition au roi, car il ne paiera pas ainsi £400 de bonne volonté. 490

18 août, Saint-James. Arrêté du Conseil, renvoyant au comité du conseil, pour examen et avis, les papiers relatifs à l'établissement d'un siège épiscopal dans la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 30

1786.

Représentations (sans date) de l'archevêque de Canterbury et de l'évêque de Londres sur la convenance de nommer un évêque à la Nouvelle-Ecosse.

23 août, Saint-James. Instructions données à Dorchester, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. "B. T. N. S.", vol. 41, p. 1

26 août, Horse-Guards. Gould ("judge advocate") à Campbell. Décision du roi à la suite de la déclaration de la cour martiale concernant le lieutenant Norford. "A. & W. I.", vol. 407, p. 249

Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). L'assemblée générale, réunie le 8 juin, a été prorogée le 11 juillet. Envoi de copies des lois, Journaux, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 295

Journal du Conseil législatif. 296

Id. de l'Assemblée. 357

8 octobre, Halifax. Parr à Nepean. Il a expédié le paquet adressé au lieutenant-gouverneur Carleton, et remis celui adressé au colonel Fanning; il enverra, à la première occasion favorable, les paquets à destination de l'île Saint-Jean et du Cap-Breton. 395

11 octobre, Lincoln's Inn. Opinion du conseiller-jurisconsulte (Selwyn) sur les lois passées en la Nouvelle-Ecosse. 494

12 octobre, Halifax. Pétition de John Dean, demandant l'enregistrement de navires dont il est le seul propriétaire et qu'il a amenés à la Nouvelle-Ecosse en venant s'y établir. 430

12 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il accuse réception de dépêches avec incluses sur divers sujets, ainsi que de sa commission de lieutenant-gouverneur. 396

16 octobre, Halifax. Le même à Nepean. Il le remercie de son témoignage de bienveillance au sujet des émoluments; il suivra son avis et ne se préoccupera plus de cette sorte de dégradation qui du rang de gouverneur l'a fait descendre à celui de lieutenant-gouverneur. Le prince William-Henry (plus tard Guillaume IV) est arrivé à Halifax sur le bâtiment de Sa Majesté le *Pegasus*. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 398

31 octobre, Halifax. Parr à Nepean. Il ignore si Dorchester est arrivé à Québec, et quelles sont les instructions relativement à l'émigration des Etats-Unis. En attendant qu'elles lui soient communiquées, il a admis quelques familles avec les effets qui sont admissibles depuis la proclamation de mars dernier. Il lui tarde de savoir s'il a bien fait et quel encouragement sera offert aux gens laborieux qui désirent se transporter dans la province. 399

23 novembre, Halifax. Le même au même. Il regrette que l'on ait retiré à Binney son emploi de surintendant des pêcheries de Canso, n'ayant pu trouver de preuve que cet homme se soit rendu coupable d'actes criminels ou de négligence de ses devoirs. Le vote à l'assemblée est dû à la malveillance. Il (Parr) demande sa réintégration, d'autant plus que Leonard ne désire pas occuper l'emploi. 401

27 septembre, Halifax. John Haliburton au même. Il défend l'honneur de quelqu'un (Binney) qui, sur de faux rapports, a été privé de ses emplois (de surintendant de pêcheries et de receveur-adjoint). Lui-même est en butte à de ces imputations, et il le prie (Nepean) d'intervenir. 495

27 novembre, Londres. James Hume au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il demande la charge de juge en chef de la Nouvelle-Ecosse; sa compétence, ses pertes, etc. "A. & W. I.", vol. 598

— décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui adresse copie des instructions relatives au commerce qui ont été données à Guy, lord Dorchester. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 22

Instructions à Dorchester concernant la concession des terres. "Col. Cor. N. S.," vol. 12

1786.
Sans date. Pétition du major John Adolphus Harris, demandant en son nom et au nom des officiers et soldats du 84e, que l'on arpente des terres pour eux sur la rivière Kenticook. "Col. Cor. N. S.", vol. 17, p. 500

John Haliburton à Nepean. Il demande le rétablissement de son ancien traitement et sa nomination au conseil. 498

(Lettre datée de: "18 Greek Street, Soho"; son auteur était donc à Londres quand il l'écrivait.)

Pétition du colonel William Shaw demandant la demi-paie. (Au dos: "mars 1786"; ce qui paraît être une date conjecturée.) "A. & W. I.", vol. 598

1787.
20 janvier, Londres. Brook Watson à Nepean. Il intercède pour Binney, dont la conduite, à ses yeux, était irréprochable. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 320

25 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il soumet à sa décision un cas d'importation, par un habitant de la province, de mélasse des Etats-Unis. Ci-incluses des lettres du receveur des douanes et du procureur général. 1

Incluses. Lettre du receveur des douanes à Parr..

En payant un droit de un penny par gallon, la mélasse importée sous pavillon britannique est admise conformément à l'opinion du procureur général; aucun certificat de provenance n'est exigé. 3

Lettre du procureur général, et son avis, que la mélasse peut être importée par navires britanniques en payant le droit. 5, 6

— janvier. Billet écrit au crayon par le colonel Spry à Nepean. Il attend un gentleman de Hesse-Cassel, chargé d'un message du baron de Linder, au sujet d'une mine d'argent que le baron a découverte dans la Nouvelle-Ecosse. (Le billet, sans date, se trouve avec d'autres documents datés de janvier 1787.) "A. & W. I.", vol. 598

5 février, Halifax. Parr à Nepean. Le navire de Rashleigh n'était pas arrivé, il n'a ni nouvelles ni réponse à sa lettre. Temps orageux et froid. Souffrances des pauvres qui manquent de vêtements et de provisions. Le "settlement" marche bien, en dépit de certains "esprits d'élite," impossible à contenter. Ouverture à grands frais de nouveaux chemins; construction de navires; défrichements, surfaces en culture. En peu d'années, cette province devrait devenir florissante. Les dissensions autour de Boston peuvent lui fournir autant d'habitants qu'il lui en faudra. Besoin d'un service direct par paquebot. "Col. Cor. N. S." vol. 18, p. 11

3 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) au Président du Conseil. Il lui transmet copie d'une dépêche du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse au sujet de l'importation de la mélasse des Etats-Unis d'Amérique, des doutes s'étant élevés sur la légitimité d'une pareille importation. "B. T. N. S.", vol. 30

Pour les incluses : lettre de Parr, etc., voir au 25 janvier.

5 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Bontés du roi pour ses sujets demeurés fidèles à son service. Il n'est pas possible d'accorder les nouvelles faveurs sollicitées par la pétition venue d'Annapolis. La remise par lui (Parr) de l'exécution des ordres concernant les terres pour le 84e ne saurait être désapprouvée. Le mérite de Morris lui a obtenu l'aide demandée pour l'établissement de ce régiment; mais l'augmentation de dépense ne doit pas être permanente. DesBarres est rappelé de son gouvernement du Cap-Breton. "Col. Cor. N. S.," vol. 18, p. 7

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 22.)

5 avril, Whitehall. Le même à Campbell. Il (Campbell) sera probablement arrivé en Angleterre quand cette lettres parviendra à Halifax; mais en cas qu'il retarde son départ, il (Sydney) lui accuse réception de ses dépêches. Le rappel de Des Barres va procurer l'occasion de faire une enquête à fond sur les causes des désaccords; il (Sydney) ne veut pas exprimer d'opinion là-dessus. Les services rendus par le 33e en déboisant les terrains contigus aux casernes ont été récompensés. Les autres constructions

1787.

pour le logement des troupes devraient se faire à mesure qu'elles paraîtront nécessaires. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 26

8 avril, Manchester, N.-E. Meighan à Paul Maylor. A propos de terres prises pour l'utilité publique. Pièce incluse dans une lettre de Sydney du —septembre 1787. Voir à cette date.

10 avril, Halifax. Liste des navires construits dans la Nouvelle-Ecosse en 1786, à l'égard desquels il a été délivré des certificats à fin de prime, entre le 6 janvier et le 10 avril 1787. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 358

"Treize scieries établies dans la province de la Nouvelle-Ecosse en l'année 1786, à raison de £20 l'une, £260." 357

16 avril, Londres. Morice à Nepean. L'archevêque de Canterbury ne croit pas qu'il soit nécessaire de voter de supplément cette année, pour les missionnaires de la Nouvelle-Ecosse, mais sa grâce est d'avis qu'une somme de £3,000 devrait être affectée à la construction d'églises dans le Nouveau-Brunswick. "A. & W. I.", vol. 597, p. 425

22 avril, Whitehall. Les Lords du commerce au Comité du conseil. Ils lui transmettent la commission revisée pour la création d'un évêque de la Neuvelle-Ecosse, et le projet d'acte autorisant l'évêque à exercer la juridiction ecclésiastique dans les provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick, ainsi que dans l'île de Terreneuve.

Brouillon de commission (surchargé de corrections de toute sorte) pour ériger un évêché et nommer un évêque (nom laissé en blanc).

Suivent les commissions (au nombre de deux) étendant la juridiction ecclésiastique aux autres provinces. "B. T. N. S.", vol. 30

17 mai, Londres. Sir C. Danvers à Nepean. Il lui retourne les papiers. La colonisation de ses terres a été arrêtée par la guerre américaine; pas d'autre raison à produire. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 322

21 mai, Halifax. Certificat du receveur (Newton) et du contrôleur (Slayter) des douanes, attestant que les faits énoncés par William et John Robertson et Robert Dickson, dans leur pétition, au sujet de l'enregistrement du sloop *Three Friends*, sont exacts. 323

22 mai, Whitehall. Nepean au Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Il lui envoie le budget provincial. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 29

Incluse. Budget de la province pour 1787. 29

24 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Reçu ses dépêches, avec la nouvelle de l'attentat dont Sa Majesté a été préservée et du décès de la princesse Amelia (sœur de George III, morte le 31 octobre 1786; sa fille Amelia mourut le 2 novembre 1810); ainsi que des exemplaires imprimés de traités, discours, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 18 p. 14

25 mai, Halifax. Le même à Nepean. Il le remercie de ses lettres. Comme toujours, il se gardera bien d'embourser la différence de valeur entre la monnaie provinciale et le sterling. Son mécontentement de la nomination de Dorchester s'efface. Il aurait voulu avoir le rang demandé pour montrer qu'il ne s'était pas rendu coupable d'actes inconvenants et relever sa charge et son autorité. On ne lui témoigne pas le même respect à cette heure qu'avant la nomination, les loyalistes de Boston surtout, qui attendent beaucoup de Dorchester; mais ils seront désappointés. Son désir serait de dédommager Hamond de ses améliorations sur la ferme, qui est sans utilité pour lui (Parr); l'assemblée n'y veut pas entendre; il va faire une nouvelle tentative. Il va, selon sa demande (Nepean), écrire directement à Sydney, et adresser des copies à Dorchester. Regret que lui cause le départ de Campbell; ils ont toujours été ensemble en parfaite intelligence et amitié. Dorchester ne viendra pas dans la province aussi tôt que l'on s'y attend. Le receveur de Shelburne refuse d'appeler ainsi ce lieu, Roseway, dit-il, étant le nom mentionné dans son brevet. 17

25 mai, Whitehall. Rapport du Comité du conseil, recommandant la nomination d'un évêque de la Nouvelle-Ecosse et de ses dépendances, et transmettant des

1787.

projets de commissions préparés par les procureur et solliciteur généraux. "B. T. N. S.", vol. 30

29 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il voit partir Campbell avec regret; harmonie dans laquelle ils vivaient.
"Col. Cor. N. S." vol. 18, p. 24

1er juin, Manchester, N.-E. Meighan à Maylor. Au sujet de terres reprises pour des usages publics. Pièce incluse dans une lettre de Sydney du — septembre 1787. Voir à cette date.

5 juin, Manchester, N.-E. Angus au même. Même sujet. Pièce incluse dans la lettre de Sydney du — septembre 1787. Voir à cette date.

6 juin, Halifax. James Clarke au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il relate ses services et ses pertes, et en demande quelque récompense ou dédommagement.
"Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 334

7 juin, Halifax. Parr à Nepean. Inconvénients que la province éprouve en n'ayant pas de juge en chef. Avec quel soin choisir celui qu'on lui enverra. 22

12 juin, Halifax. Le même au même. Il contredit le rapport adressé par l'ingénieur en chef, où il est dit qu'il (Parr) a concédé des terres réservées pour des fortifications. 23

4 juillet, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Inconvénients et pertes occasionnés aux armateurs par la mise en vigueur de la loi sur l'enregistrement. En attendant des instructions, il a accordé des permis de pêche et de commerce, et autorisé aussi l'importation de 300 barils de goudron des Etats-Unis; il espère être approuvé en cela. Leonard, surintendant des pêcheries à Canso, s'en est rapporté à lui de sa manière d'agir à l'egard des bâtiments pêcheurs des Etats-Unis; il (Parr) lui a répondu de se conformer au traité; mais il soumet la question à leurs seigneuries. Pouvoirs requis par Leonard sous le nouveau règlement des commissaires de la douane. 25

12 juillet, Chatham. Mémoire de Hamond au Secrétaire d'Etat (Sydney). Tort et injustice qu'on lui a fait en l'obligeant à payer les améliorations exécutées sur la "Governor's Farm" à Halifax.

Incluses. Neuf pièces relatives aux dépenses faites sur la ferme, les bâtiments d'exploitation, etc.

30 juin 1785.—Lettre de Parr à Hamond.
27 juin 1786.— *Id* de George Thomas au même.
30 juin 1786.— *Id* de Richard Bulkeley au même.
12 juillet 1786.— *Id.* de W. Lee au même.
25 mai 1786.— *Id.* de Parr à Nepean (au dos: "28 mai).
2 juillet 1786.— *Id.* d'Arbuthnot à Hamond.
25 mai 1787.— *Id.* de Parr à Nepean (extrait).
27 octobre 1786.— *Id.* de Lee à Hamond.

Avec des extraits des Journaux de l'Assemblée de 1786.

Compte de Collier pour maçonnerie en briques sur la "Governor's Farm" pendant l'administration de Hamond, 1782. 15 mai 1786. Lee à Hamond.
"Col. Cor. Quebec", vol. 28

13 juillet, Halifax. Parr à Nepean. L'ingénieur continue de se montrer impraticable; il ne lui croit pas l'esprit bien sain. Ecrit à Sydney pour avoir des instructions sur l'exercice de la pêche par les bâtiments des Etats-Unis. Il se voit empêché par l'article du traité qui leur permet de pêcher et sécher avec le consentement des habitants de la partie colonisée de la côte. Soucis que lui donnent les nouveaux habitants aussi bien que les anciens: beaucoup de loyalistes ont vendu leurs terres et quitté le pays dès que l'on a eu cessé les distributions de subsistances.
"Col. Cor. N. S.," vol. 18, p. 31

1er août, Saint-James. Arrêté du Conseil. Préparer, conformément aux projets de rédaction soumis, les commissions sous le grand sceau pour l'évêque de la Nouvelle-Ecosse et des dépendances, ainsi que les nouvelles instructions

1787.

qu'il devient nécessaire, par suite de la création de l'évêché, d'adresser aux gouverneurs de Québec, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve. "B. T. N. S.," vol. 30

4 août, Halifax. Parr à Nepean. Il sera plein de bienveillance pour le protonotaire Thompson. Ecrit au sujet d'un service direct de paquebots. Finlay est venu de Québec, qui pense qu'il serait facile d'avoir entre cette ville et Halifax une communication postale, à la fois plus rapide et moins dangereuse que la voie de New-York. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 33

12 août, Penn. Haviland à Nepean. Engel a demandé une concession de terre; il le recommande; c'est un officier de mérite. "A. & W. I.", vol. 530

2 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Pièce incluse dans la lettre de Townshend du 24 décembre 1787. Voir à cette date.

2 septembre, Halifax. Le même au même. Reçu les dépêches, etc. Il n'y a qu'une distillerie, laquelle produit environ 15,000 ou 20,000 gallons de rhum, se vendant six pence le gallon meilleur marché que le rhum des Indes-Occidentales parce que l'on peut acheter ici la mélasse étrangère à meilleur compte que celle des Iles anglaises; et il en sera ainsi tant que l'importation du rhum des Iles françaises sera interdite en France. Commerce de rhum américain qui s'exerce en contrebande dans la baie de Fundy. Que l'imposition d'un droit sur la mélasse ferait tort à l'industrie de la pêche. Fortes primes accordées aux pêches par la France. Comment on pourrait mettre fin à l'importation des mélasses et rhums étrangers. "Col. Cor. N. S.," vol. 18, p. 57

8 septembre, Halifax. Le même au même. Il a fait une tournée dans la province. Améliorations dans toutes les branches d'industrie. 61

11 septembre, Halifax. Le même au même. Leonard, surintendant à Canso, est parti sans congé. Il (Parr) se plaint de sa conduite, qui eût pu amener des différends avec les Etats-Unis. 62

12 septembre, Charlottetown Fanning au Secré aire d'Etat (Sydney). Pièce incluse dans la lettre de Townshend du 24 décembre 1787. Voir à cette date.

14 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Le roi a érigé la Nouvelle-Ecosse en évêché. Inglis nommé à ce siège, avec juridiction ecclésiastique dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve. Il (Sydney) lui envoie (à Parr) des instructions. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 35

(Copie. "Col. Off. N. S,", vol. 2, p. 31.)

15 septembre, Halifax. Parr à Nepean. A propos de Leonard. Lettre semblable à celle écrite à Sydney le 11. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 64

20 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Les règles pour l'enregistrement des navires sont applicables à ceux construits aux Etats-Unis. Les navires non enregistrés ne doivent pas être admis aux privilèges qu'il (Parr) a accordé-. Désapprobation de la permission d'importer de la poix et du goudron. Les restrictions imposées par Leonard étaient contraires au traité, dont les conditions, aussi longtemps que les Etats-Unis les respecteront, ne doivent pas être violées. Les relations commerciales entre ces pays et les possessions britanniques sont réglées par les arrêtés du conseil, où sont mentionnées les marchandises dont l'introduction est permise. Aucune autre marchandise ne peut être importée légalement. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 48

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 32,)

21 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Envoi de relevés de l'officier de port. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 66

— septembre, Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. (Brouillon sans date. On n'a pu trouver d'accusé de réception de la pièce. Il est à remarquer que plusieurs dépêches de Parr manquent.) Il lui envoie copie de la lettre du duc de Manchester, avec celles incluses d'officiers du régiment de feu lord Charles Montagu, se plaignant d'avoir été privés de la plupart de

1787.

leurs terres parce qu'elles contiendraient des bois propres à certains usages publics. Il (Parr) procèdera à une enquête et apportera redressement aux griefs. Page 36

Incluses. Lettre du duc de Manchester à Sydney. Il lui communique des lettres adressées à Mayler, "trustee" des enfants de lord Charles Montagu, par des officiers à qui ont été attribuées des terres et qui se plaignent d'en avoir été dépossédés sans indemnité. 40

Suivent ces incluses : Lettres de B. Meighan, des 8 avril et 1er juin. 42, 43

Lettre d'Angus McDonald du 5 juin. 45

3 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Pendant l'été, il partira chaque mois un paquebot pour Halifax, lequel, après arrêt de deux jours au plus, devra être dépêché à New-York. 55

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 36.)

2 novembre, Londres. Leonard à Nepean. Il rend compte de ce qu'il a fait à Canso en qualité de surintendant du commerce et des pêches, et se dit prêt à renoncer à l'emploi et à retourner au Nouveau-Brunswick. 341

(Suit un duplicata, daté du 4.)

7 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Toute dépense relative au service mensuel de paquebots qui vient d'être créé, sera visée par l'agent du "Post Office" en Amérique. 67

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 37.)

8 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. L'importation d'une quantité si considérable de rhum des Etats-Unis devrait être réprimée autant que possible par les employés du fisc, de manière à mettre un terme au trafic illicite. Conduite répréhensible de Leonard en quittant la province sans son agrément (Parr). "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 68.)

(Copie. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p 38.)

8 novembre, Londres. Leonard à Hawkesbury. Il expose les abus qui se commettent le long de la côte, en fait de pêche, contrebande, etc., faute d'employés du fisc. Mesures prises par lui contre ces abus. "B. T. N. S.", vol. 30

10 novembre, Londres. Le même au même. Il n'a été mû, en faisant ses représentations, par aucun motif personnel ; au contraire, il est prêt à rendre son emploi pour retourner au Nouveau-Brunswick, où sont ses intérêts. Il a été le premier contrôleur de la douane en cette dernière province, et serait heureux d'en devenir le receveur, quand la charge viendra à vaquer.

Incluses. Liste des ports et havres depuis Halifax jusqu'à l'entrée du Saint-Laurent, où il y a des établissements, formés avant la guerre. Le principal objet des Américains sur cette côte est d'y exercer la contrebande.

Permis donné par le sous-officier de port à la goélette *Luc*, avec remarques sur les prétextes présentés pour obtenir l'enregistrement.

Dépositions et plaintes (6 pièces) contre la conduite du sous-officier de port à Canso, qui favorise le commerce illicite ; et copie de la commission de Leonard.

Lettre et incluses se trouvent dans la série "B. T. N. S.", vol. 30.

11 novembre, Halifax. Etat des édifices militaires et ouvrages de défense d'Halifax. Tous se délabrent. "Col. Cor. N.S.", vol. 18, p. 354

11 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il ne sera plus délivré de permis aux navires non enregistrés ni de permissions d'importer du brai et du goudron des Etats. Le procureur général a été informé de la défense d'importer d'autres marchandises que celles mentionnées dans l'arrêté du conseil. 71

14 novembre, Halifax. Le même au même. Reçu sa dépêche secrète du 21 septembre. Il a à Boston un ami affidé, qui doit l'instruire de l'arrivée de tous vaisseaux de guerre étrangers ou troupes étrangères soit à ce port, soit à quelque autre des Etats-Unis, ainsi que de tous préparatifs de guerre aux Etats-

1778.

Unis. La milice de la province sera mise sur un pied utile aussitôt que la saison le permettra. Les fortifications s'en vont en ruine; sur 152 affûts de canon, il n'en reste plus que 28 en état. Beaucoup de canons, gros et petits, et 600 hommes de troupes régulières. Il a demandé quelques compagnies à Ogilvie. La force navale consiste en 1 vaisseau de 50 canons, 1 de 28 et 1 très petit sloop. La milice peut être de 8 à 10,000 hommes; mais elle est si dispersée qu'il serait impossible d'en rassembler un contingent considérable. Page 73

(L'aspect alors menaçant des affaires en Europe justifiait les préparatifs de défense. Voir la lettre de Sydney à Dorchester du 20 septembre 1787 aux "Archives du Canada," série Q, vol. 28, p. 48.)

14 novembre, Halifax. Parr à Napean. Depuis la réception de la missive secrète de Sydney et l'arrivée du prince William-Henry, il ne lui a pas été possible de répondre à sa lettre. Il retient le paquebot le *Rocebuck* jusqu'à ce qu'il ait reçu des nouvelles de Dorchester, à qui les dépêches de Sydney ont été expédiées aussitôt arrivées. Si les Français se présentaient devant Halifax, il serait embarrassé pour agir militairement, car Ogilvie a eu une lettre de service au titre de général de brigade. En post-scriptum, Parr exprime sa satisfaction d'avoir interprété l'article trois du traité, relatif aux navires de pêche des Etats-Unis, de la manière indiquée dans les dernières instructions ministérielles. Il n'a jamais recommandé aucune demande d'enregistrement de navire sans enquête préalable. Son attention à éviter les querelles. Il croit que l'on pourrait lever dans la province trois bataillons de milice, chacun de 500 hommes, la plupart anciens soldats. 75

18 novembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il satisfera à ses recommandations concernant le lieutenant Dyott, du 4e régiment. 79

25 novembre, Halifax. Le même à Nepean. Il lui envoie une carte de la route postale d'Halifax à Digby et de ce dernier point, à travers la baie de Fundy, au Nouveau-Brunswick. 80

Incluse. Carte. 81

La distance totale, d'après la lettre, est de 184 milles, les 12 lieues de traversée de la baie de Fundy comptant pour 36 milles. Les détails suivants se lisent en marge de la carte :—

"Joseph Peters, Halifax, 44 milles jusque chez George Deschamps à Windsor. 44

"John Fowler, Horton. 17

"Robert Tucker, Annapolis. 7½

"M. McDonald, Digby. 15

"De Digby à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, 12 lieues par la baie de Fundy."

5 décembre, Halifax. Parr à Nepean. Il nous faut un juge en chef à la fois capable et impartial. On parle de Pemberton, mais il n'a pas suffisamment d'activité pour l'emploi. 82

11 décembre, Halifax. Joseph Gravois au même. Il est arrivé avec le *Relief* à Sydney, Cap-Breton, le 1er septembre, et a mis à terre le lieutenant-gouverneur Macarmick et sa famille; puis, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur, il a embarqué de la houille et de la marchandise pour Halifax. Mais ici le navire a été saisi pour infraction aux lois douanières, étant un navire du gouvernement et n'ayant pas le "register" qui autorise à transporter des marchandises. Mauvais état de ce bâtiment. Comme son radoub et son entretien ensuite coûteraient fort cher, mieux vaudrait le vendre. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 364. 98

12 décembre, Halifax. Journal du Conseil législatif, du 25 octobre à la date en marge. 146

Id. de l'Assemblée législative, même période.

17 décembre, Halifax. Parr à Nepean. L'assemblée consent de payer à Lee £300 pour la construction de la maison sur la "North Farm." 84

1787.

18 décembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). La législature s'est réunie le 25 octobre et s'est prorogée le 12 décembre. Ci-incluse la liste des lois adoptées. Il transmet une pétition de l'assemblée pour le renouvellement des primes accordées à l'importation du goudron, du bois et du chanvre dans la Grande-Bretagne. Page 85

Incluse. Liste des lois. 87

24 décembre, Whitehall. Townshend aux Lords du commerce. Il leur communique des lettres avec incluses de Dorchester, en réponse à la circulaire du 28 mai, concernant les plaintes de planteurs des Indes-Occidentales contre l'établissement de distilleries dans les colonies nord-américaines. (Voir la lettre de Dorchester du 10 novembre aux "Archives," série Q, vol. 28, pp. 226-248.) Il y joint copie d'une lettre du lieutenant-gouverneur Fanning, île Saint-Jean. "B. T. N. S.", vol. 30

Incluses. Lettre de Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney) (non mentionnée dans la lettre où elle était (renfermée) en date du 2 septembre 1787. Il fait rapport, en réponse à la circulaire, qu'il n'y a dans la Nouvelle-Ecosse que deux distilleries de rhum; l'une est fermée depuis quelques années, et l'autre produit de 15 à 20,000 gallons par an. Durant la guerre, les deux produisaient de 80,000 à 90,000 gallons annuellement, obtenus par la distillation de mélasses étrangères. Les sauvages et les gens de la basse classe recherchent ce rhum, parce qu'il se vend six pence meilleur marché que celui des Iles. Cause du bas prix des mélasses des Iles françaises. L'entrée du rhum de la Nouvelle-Angleterre est prohibée; mais il s'en introduit de grandes quantités par contrebande à la baie de Fundy. L'imposition d'une taxe sur les mélasses étrangères serait très préjudiciable aux pêcheurs, etc. Comment l'importation des Indes-Occidentales pourrait être encouragée.

Fanning au même, 12 septembre. Il n'existe pas de distilleries dans l'île Saint-Jean. Comment pourraient être encouragées les importations du produit des Indes-Occidentales.

28 décembre, Londres. Leonard au même. Il lui envoie copie d'une lettre qu'avant son départ de Canso il avait adressée à Parr; aussi copie d'une lettre à Nepean. Il lui ferait peine de voir sa seigneurie influencée par les représentations de Parr, dont tout le désir est de réintégrer Binney dans l'emploi. Il (Leonard) est bien disposé à donner sa démission. Ci-incluse une délibération en sa faveur prise par la trésorerie.

"Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 355

Sans date. Régiments sous le commandement du major général Campbell, et distribution proposée. "A. & W. I.", vol. 407, p. 257

Pétition du capitaine James Rivers, ci-devant du 60e, en obtention de terres dans la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 598

(Parmi les pièces sans date.)

"Warrant" érigeant la Nouvelle-Ecosse en évêché, avec ses dépendances, et nommant premier évêque le Dr Charles Inglis.

"A. & W. I.", vol. 597, p. 157

Id. conférant à l'évêque Inglis la juridiction ecclésiastique. 164

Projet d'instructions à Dorchester, en conséquence de la nomination du Dr Inglis au siège épiscopal de la Nouvelle-Ecosse. 168

(Sur le dos de ces trois documents on a écrit: "Après 1758?"; mais il n'est pas douteux qu'ils sont tous de l'année 1787.)

Instructions au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, contenant avis que le Rév. Charles Inglis est nommé évêque de la Nouvelle-Ecosse avec toute juridiction conforme aux lois et canons de l'Eglise d'Angleterre.

"B. T. N. S.," vol. 30

(Les instructions sont parmi les papiers de 1783; mais l'évêque ne fut nommé qu'en 1787, en sorte que ces instructions sont postérieures à l'arrêté du conseil du 1er août 1787.)

1788.

3 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). En raison de l'absence forcée ou de la maladie de plusieurs membres du conseil, il a été obligé d'y appeler Henry Duncan et Sampson Salter Blowers, afin d'y avoir un quorum pour l'expédition des affaires. "Col. Cor., N. S.", vol. 18, p. 90

9 janvier, Halifax. Le même à Nepean. Sur le même sujet que la lettre à Sydney, mais avec plus de détails. 93

11 janvier, Londres. Pétition de Jesse Lawrence, qui demande du secours, ce qu'il possédait sur l'île de Sable lui ayant été volé par des pêcheurs américains. "A. & W. I.", vol. 598

19 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il met sous ce pli une pétition de Grant, agent de l'entrepreneur de l'avitaillement de l'escadre, pour avoir la permission d'importer des mélasses de Boston; permission refusée comme étant contraire aux ordres de Sa Majesté. "Col. Cor. N. S.." vol. 18, p. 95.

Incluse. Pétition de Grant. 97

26 janvier, Halifax. Le même au même. Reçu ses dépêches, avec la déclaration des dispositions pacifiques des cours d'Angleterre et de France, signée à Paris le 27 octobre. L'ordre de prendre des mesures de défense est arrivé si tard, qu'il n'a été engagé aucune dépense, la question des travaux nécessaires ayant seulement été décidée. Il (Parr) observera les instructions concernant le service mensuel de poste et d'exprès. Ci-incluse une lettre du receveur des douanes sur l'importation illicite du rhum. 191

Incluse. Rapport de Newton, receveur des douanes, daté du 26 janvier. 193

27 janvier, Halifax. Parr à Nepean. Il est heureux d'apprendre que tout danger de guerre est écarté, car la guerre, c'eût été la ruine de la province. Sydney lui a demandé, par aperçu, ce que coûteraient les travaux de défense; mais c'est affaire à présent aux seuls commandants militaires. La dépense en fortifications, dans le passé, a été énorme; et cependant il ne reste plus que des ruines. Il (Parr) rend compte de ses revenus et de ses dépenses, pour montrer qu'il est loin de faire fortune, comme quelques-uns l'ont rapporté. Les disputes sont apaisées; la province est en progrès. 200

30 janvier, Halifax. Le même au même. La nomination de DeLancy à l'emploi de troisième juge assesseur ne serait pas vue d'un œil favorable. 203

12 février, Whitehall. Cumberland au même. Il n'a connaissance d'aucun changement dans les évaluations budgétaires pour la Nouvelle-Ecosse, à part une addition de £1,000, qui complètera l'allocation de £500 à chacune des six églises des nouveaux districts; déjà £2,000 ont été affectées à cet objet. 361

1er mars, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet des papiers relatifs à des plaintes faites contre les juges de la cour suprême, et dont le conseil a trouvé que ceux-ci s'étaient pleinement justifiés. 305

Incluses. Pétition de l'assemblée transmettant les plaintes contre les juges de la cour suprême. 207

Preuves produites devant l'assemblée. 209

Réponses des juges. 216

Procès-verbal du conseil. Sa déclaration est en ces termes : "Le conseil est d'avis que la dite pétition est tout à fait indigne de l'attention de votre excellence." 235

5 mars, Halifax. Wentworth à Parr. Rapport sur la réclamation des officiers, etc., du régiment de Montagu, avec plan. Pièce incluse dans une lettre de Parr du 29 décembre 1788. Voir à cette date.

7 mars, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat. Etats fournis par l'officier de port, pour Halifax et Shelburne, du 1er juillet au 31 décembre. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 239

8 mars, Halifax. Le même à Nepean. Il a adressé au secrétaire d'Etat des plaintes formulées par deux jeunes avocats contre la cour suprême. Si ces jeunes gens sont encouragés dans leurs desseins, il faudra s'attendre à de dange-

1788.

reuses conséquences. Sterns vise à devenir le Wilkes de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 241

(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 11.)

17 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Townshend) à Parr. Les paquets adressés à Dorchester devront s'expédier à Québec dès la première occasion sûre. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 40

19 mars, Londres. Pétition de Leonard, relatant le libellé de sa nomination, etc., et demandant à être entendu sur les plaintes dirigées contre lui. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 362

28 mars, Londres. "Exposé des faits" par Rohl et 85 hommes. Pièce incluse dans la lettre de Parr, du 8 novembre. Voir à cette date.

3 avril, Lambeth. L'Archevêque de Canterbury à ———. Le traitement de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse a été fixé par Pitt à £700 par année, au lieu de £600, suivant l'intention première, le supplément de £100 étant alloué pour loyer de maison. Cela en plus de £400 d'intérêts sur les legs. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 367

7 avril, Londres. Pétition de Rohl à la trésorerie en redressement de griefs ou, à défaut, en obtention de son transport à Brême avec d'autres Allemands. Pièce incluse dans la lettre de Parr du 8 novembre. Voir à cette date. La même lettre contient une seconde pétition, datée du 12 avril.

18 avril, Halifax. J. Peters à Anthony Todd, Sur l'établissement d'un service de paquebots entre Halifax et les Indes-Occidentales. Une incluse contient l'opinion de négociants sur ce sujet. "B. T. N. S.", vol. 30

18 avril, Halifax. Parr à Nepean (personnelle). Le but des deux avocats (Sterns et Taylor) est d'ôter aux juges actuels leurs emplois pour y mettre de leurs propres amis ; et ils ont créé une faction parmi les nouveaux arrivés. "Ce n'est pas chose facile que de satisfaire un loyaliste expectant ; à l'heure présente ces gens-là ne veulent rien moins que tous les emplois de l'administration." "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 244

(Duplicata. "Col. Cor. N.S.", vol. 32, p. 13.)

18 avril, Halifax. Le Juge en chef Brenton à Hamond. Ce que signifie l'attaque que Sterns et Taylor dirigent contre lui-même et son frère D. "Col. Cor. N.S.", vol. 32, p. 15

19 avril, Halifax. Un "Loyal Subject" au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il attribue le mécontentement dans la Nouvelle-Ecosse, non à l'esprit de faction, mais à la façon irrégulière et injustifiable dont la cour suprême administre la justice. Pièces incluses à l'appui de ce sentiment. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 369

Incluses. Lettre signée "Common Sense" (p. 374). Pétition d'habitants d'Halifax demandant que Sterns et Taylor soient remis en leur place au barreau, dont ils ont été privés. Refus de Parr (375). 374, 375

Autres papiers et lettres sur le même sujet. 377-405

20 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Deux jeunes avocats (Sterns et Taylor), qui ont été rayés du tableau pour fait de discours injurieux publiés contre les juges de la cour suprême, s'en vont à Londres représenter leur affaire. Danger qu'il y aurait à favoriser les démarches de ces "esprits turbulents," fauteurs d'un parti factieux qui s'attaque à la plupart des fonctionnaires du gouvernement. 242

20 avril, Halifax. John Haliburton à Nepean. Affaire de Sterns et Taylor. Raison pour laquelle ils ont été rayés du tableau des avocats. Agitation qu'ils ont provoquée ensuite dans la province, à dessein de mettre en place de leurs propres amis. 406

2 mai, Londres. Sentiment du capitaine Shaw sur la demande d'Andrew Rohl. Pièce incluse dans la lettre de Parr du 8 novembre. Voir à cette date.

3 mai, Halifax. Bulkeley au Lieutenant-Gouverneur. Les premiers relevés de l'officier de port, qui ont été transmis directement par le gouverneur, sont du

1788.

1er janvier 1787 ; avant cette époque, ils étaient expédiés par l'officier de port Tonge. "Col. Cor. N. S.", vol 18, p. 250

5 mai, Halifax. Parr aux Lords du commerce. Il transmettra des copies des lois aussitôt qu'elles seront prêtes. "B. T. N. S.", vol. 30

5 mai, Halifax. Le même à Napean (personnelle). Il ignorait les accusations contre Binney ; autrement, il ne l'eût pas appuyé. Il y a beaucoup de sourdes menées en ce moment, qu'il ne peut découvrir. Binney est un homme faible, à regarder d'un œil de pitié. La conduite de Leonard était tout l'opposé de la sienne ; Binney aurait plutôt fomenté les querelles avec les Américains ; c'est une nature foncièrement brouillonne. Gibbons anime les habitants contre le gouverneur au Cap-Breton, adressant au grand jury des discours séditieux, etc. Ce serait un personnage utile pour la faction, à Halifax, en l'absence de Sterns et de Taylor. "Je suis entouré ici d'un tas de gredins fanatiques, impudents, avides, désappointés, faux et menteurs, qui se haussent à l'aide d'un parti qui est leur œuvre, sans cesse occupés à trouver à redire en ceux qui sont dans un poste supérieur, sans cesse occupés à faire des plaintes contre eux... Mais, en récompense, il y a aussi de dignes gens, et de mérite ; de ces derniers je sais tenir compte." "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 246

9 mai, "Customs". Les Commissaires aux Lords du commerce. Ils demandent qu'une enquête soit ouverte sur les accusations portées par Leonard contre les officiers du fisc, et communiquent des papiers sur ce sujet. (Les documents inclus sont au nombre de six. "B. T. N. S.", vol. 30.

22 mai, Halifax. T. Moncrieffe à Nepean. Il a été nommé conseiller au Cap-Breton, et demande à faire partie du conseil de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N.S.", vol. 18, p. 413

22 mai, Halifax. Le même au même. Des Barres est un arpenteur capable, mais il n'a pas la moindre idée de la constitution civile ou militaire ; aussi s'est-il laissé fourvoyer par Gibbons, qui, sans doute, n'en aura pas fait autant de Parr et de son conseil. 414

24 mai, Garlick-Hill. Brook Watson au même. Il lui envoie copie de la nomination d'Anthony Henry, et prie qu'il soit assuré de son emploi pour la vie. 410

Incluse. "Warrant" nommant Anthony Henry imprimeur du roi dans la Nouvelle-Ecosse pour le temps qu'il plaira à Sa Majesté. 411

24 mai, Halifax. Binney à Nepean. Il le remercie du prompt renvoi de son affaire à Dorchester pour instruction, et désire que sa conduite publique et privée soit soumise à l'examen le plus sévère. 415

30 mai, Londres. Jonathan Sterns et William Taylor. Analyse de leur mémoire ; suivie d'une collection volumineuse de pièces. 418-457

(Copie. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 18.)

Suivent d'autres lettres, venant à décembre 1788.

Le Secrétaire d'Etat écrit que leur conduite n'était pas justifiable, et que s'ils veulent faire remettre leurs noms sur le tableau, ils auront à présenter une pétition et des excuses. 461-479

2 juin, Whitehall. Nepean à Parr. Il lui transmet le budget de 1788. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 41

6 juin, Londres. Pétition de Rohl, au nom de 145 chasseurs anspachois et hessois licenciés dans la Nouvelle-Ecosse. Pièce incluse dans la lettre de Parr du 8 novembre. Voir à cette date.

18 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui adresse les relevés de l'officier de port, pour Halifax et Shelburne, du 1er janvier au 31 mars. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 303

1er juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui donne communication d'une pétition et de plaintes de Rohl et autres Hessois, qui disent avoir été privés de leurs terres ; et lui demande de répondre à ces plaintes de manière à le mettre bien au fait des circonstances. On prétend que des personnes admises dans l'asile des pauvres à Halifax ont été expédiées

1788.

en Angleterre; il (Parr) devra s'en assurer et, si une pareille pratique existait, y mettre fin. Page 291

(Parr retourna les pétitions et autres pièces dans sa réponse du 8 novembre.)

7 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). L'évêque de la nouvelle-Ecosse ayant décliné l'offre des 1,000 acres de terre qu'il estime insuffisante comme dotation épiscopale, il (Parr) voudrait savoir quelle quantité de terre il peut donner. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 304

8 juillet, Londres. Morice à Nepean. A propos de l'allocation de Walter, missionnaire de Shelburne. Pièce incluse dans une lettre du 29 juin 1789. Voir à cette date.

12 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Il lui transmet des pétitions, rapports etc., relatifs à la plainte de Leonard, sur laquelle il (Parr) est chargé d'ouvrir une enquête. En raison de la négligence de plusieurs employés des douanes dans les colonies, l'investigation devra être complète et le rapport embrasser, outre les agissements des fonctionnaires accusés, les opérations des autres qui seraient trouvés en faute, afin que l'on puisse, s'il est nécessaire, faire un exemple. Leonard a été interrogé et sa conduite n'a pas paru être censurable; mais il faut faire sur tous ses sujets de plaintes une enquête rigoureuse à Halifax.

"Col. Cor. N. S.," vol. 18, p. 254

Incluse. Lettre des commissaires de la douane aux lords du commerce, du 2 juin 1788, avec rapports, etc., sur l'affaire Leonard. 260

Rapport de l'inspecteur général des douanes sur les accusations de Leonard. 263

Rapport de Irving, inspecteur général. 268

Forme d'accusation contre les receveurs des douanes, pour faits de délivrance de passeports à des navires des Etats-Unis contrairement aux lois. 273

Accusation contre Slayter, contrôleur des douanes à Halifax. 275

Liste des navires sans certificats d'enregistrement britannique, rapportés entre le 14 juin et le 3 juillet 1787. 277

Règles à observer par les inspecteurs généraux, etc., chargés d'examiner les plaintes contre un employé des douanes. 278

12 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Le comité du conseil relatif au commerce a pris connaissance des accusations et contre-accusations de Leonard et des employés des douanes et son rapport a été soumis au roi. Il (Sydney) transmet les pièces, pour qu'il (Parr) fasse, assisté du juge en chef et du procureur général, une enquête rigoureuse, dont il lui adressera un rapport détaillé. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 41

12 août, Whitehall. Le même au même. Il lui envoie copie d'une lettre adressée à Leonard pour sa conduite dans l'exercice de sa fonction. L'action de Leonard, s'éloignant de la province sans permission, est désapprouvée, mais dans les circonstances on ne juge pas nécessaire de l'en punir.

"Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 285

Incluse. Lettre du secrétaire d'Etat à Leonard, de même date. Il s'en retournera à Canso reprendre ses fonctions. Instructions sur ce qu'il devra faire pour réprimer le commerce et la pêche illicites, etc.; employer tous les adjoints dont il aura besoin, et faire ses rapports au gouverneur, par l'intermédiaire duquel il recevra tous les ordres concernant son service. 288

(Copie de la lettre et de l'inclusa. "Col. Off. N. S.", vol. 2, pp. 44, 46).

13 août, Halifax. Parr à Nepean. Il lui a paru absolument nécessaire de nommer Pemberton juge en chef peu après son arrivée, sans attendre le *mandamus*. Si la nomination avait eu lieu sans retard après le décès du dernier juge en chef, elle eût probablement prévenu les disputes entre les juges "puisnés" et les avocats, qui sont en ce moment avec Lawrence à

1788.

Londres, fabriquant d'énormes faussetés. Leonard est l'esprit le plus diabolique, le plus turbulent du monde. Il (Parr) se sent irrité, soucieux qu'il est du bien de la province. La pêche à la baleine est exceptionnellement productive. La nomination d'un évêque a allégé beaucoup sa charge. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 311

14 août, Londres. Jadis au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il appelle l'attention sur ses réclamations de dédommagement pour avoir été forcé par la rébellion d'abandonner ses terres. L'affaire devait être renvoyée à lord Dorchester; voilà deux ans de cela, et rien n'est encore décidé. 458

18 août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il accuse réception de copie d'un traité avec les Provinces-Unies, du budget de 1788 et du *mandamus* nommant Pemberton juge en chef. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 314

28 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Le juge en chef Pemberton recevra congé d'aller à Londres, comme l'un des commissaires chargés de l'enquête sur les pertes en Amérique. 298

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 52.)

— août, Whitehall. Le même au même. Le Dr Walter, de la paroisse de Saint-George, à Shelburne, touchera l'allocation annuelle de £75; seulement, après l'arrivée de Rowland, qui va desservir la paroisse de Saint-Patrice, la somme sera partagée entre eux. La somme entière pour l'an dernier se remettra à Walter; mais pour cette année la moitié en sera réservée à Rowland. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 301

3 septembre, Shelburne. Pétition des loyalistes de l'Eglise d'Ecosse à Shelburne, demandant la reconnaissance civile et de l'aide. "B. M., *add.* 19071, fol. 220

5 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Parr. Plaintes reçues d'officiers du régiment de Montagu, disant avoir été dépossédés de leurs terres par l'inspecteur-arpenteur des forêts, parce qu'elles contiendraient des bois propres aux constructions navales; il (Parr) redressera ce grief en donnant d'autres concessions de terre. Négligence des arpenteurs, qui auraient dû s'assurer avant tout établissement si les terres portaient de ces bois. Examiner la condition des choses et adresser son rapport. Il (Parr) devra aussi faire procéder, sous sa direction, à une enquête sur le département du revenu. Cette enquête s'effectuera de la façon la plus impartiale. Arrivée de Sawyer. Les avocats ont présenté leur rapport sur l'affaire de Taylor et Sterns; mais il n'a pas encore pris de décision. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 305

19 septembre, Shelburne. Affidavit de Glassford, à propos de faux certificats d'enregistrement de navires. Pièce incluse dans la lettre de Parr du 5 novembre. Voir à cette date.

26 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). L'assemblée générale a affecté £400 à la location d'une maison et à la rétribution de maîtres, pendant un an, pour la tenue d'une "Academy." Le lieu choisi est Windsor. L'institution s'ouvrira le 1er novembre, avec, pour chef, le meilleur professeur que l'on pourra se procurer, en attendant le choix de l'archevêque de Canterbury. Les "fees" dans les classes supérieures seront de £4 par année; et de £3 dans les classes anglaises, où l'on enseignera aussi l'arithmétique et les parties utiles des mathématiques appliquées. Les pensionnaires paieront £16. Avantages d'une institution de ce genre. "Col. Cor. N. S.", vol. 18, p. 316

24 octobre, Halifax. Morris à Parr. Rapport sur la pétition et la plainte de Rohl. Lettre incluse dans la lettre de Parr du 8 novembre. Voir à cette date.

30 octobre, Shelburne. Rapport de Bruce, receveur des douanes à Shelburne, sur les faux certificats d'enregistrement. Incluse de la lettre de Parr du 5 novembre. Voir à cette date.

4 novembre, Londres. Sterns à Nepean. A propos de la plainte portée contre le conseil et les juges de la Nouvelle-Ecosse. Pièce incluse dans une lettre de Sterns et Taylor du 28 septembre 1789. Voir à cette date.

1788.

4 novembre, Londres. Morice à Parr. Sur l'allocation de Walter comme missionnaire à Shelburne. Pièce incluse dans une lettre de Morice du 26 juin 1789. Voir à cette date. La pièce renferme une question de Parr, avec la réponse.

5 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie des papiers touchant de faux enregistrements de navires, papiers qui lui ont été adressés par Bruce, receveur des douanes à Shelburne.

"Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 25

Incluses. Rapport de Bruce du 30 octobre, sur des certificats d'enregistrement britannique que l'on dit avoir été fabriqués à Boston. 26

Affidavit, en date du 19 septembre, de W. Glassford, capitaine du sloop *Agnes*, attestant qu'on lui a montré à Boston des certificats en blanc d'enregistrement britannique avec signatures du gouverneur et des receveurs et contrôleurs des douanes de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, le tout contrefait, à ce qu'il paraît, par John Newman, imprimeur et graveur de Boston. 28

8 novembre. Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il nie que la déclaration de Rohl dans sa lettre du 1er juillet soit vraie. Rohl est un homme de nulle conséquence et que tout récemment plusieurs de ses propres compatriotes n'ont pas voulu reconnaître. Comment les terres sont loties et attribuées aux diverses classes de colons. Rohl et son monde, malgré les avertissements, ont pris possession de terres qui étaient déjà occupées.

"Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 1

Incluses. Rapport de Morris, arpenteur général, en date du 24 octobre. Rohl et ses associés ont pris possession de terres déjà concédées à Doutremont et à d'autres familles acadiennes françaises; on leur avait offert de bonnes terres qui étaient disponibles.

"Exposé des faits" par Rohl, en date du 28 mars 1788. 8

Pétition de Rohl, 7 avril. 17

Autre pétition datée du 12 avril. 19

(Toutes deux adressées à la trésorerie.)

Pétition de Rohl au Secrétaire d'Etat, du 6 juin. 21

"Sentiment du capitaine Shaw sur la demande d'Andrew Rohl", 2 mai. 23

8 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet les états de l'officier de port, pour Halifax, du 1er avril au 30 septembre; ceux pour Shelburne seront expédiés dès qu'ils auront été dressés. 30

Résumé des états, à la fin de la lettre. 31

12 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet le procès-verbal des commissaires chargés de l'enquête sur la conduite des employés des douanes d'Halifax. Il faut attendre pour la continuer que Leonard se présente en personne pour se justifier de ses plaintes. 32

(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 22.)

Incluses. Procès-verbal d'enquête, avec les accusations et les réponses à chaque accusation. "Col. Cor. N. S.", vol. 19. p. 33.

(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 24.)

2 décembre, Halifax. Tonge à Dorchester. Pièce incluse dans la lettre de Tonge à Grenville du 1er mai 1790. Voir à cette date.

14 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Sydney) à Sterns et Taylor. Il résume leurs plaintes contre le conseil et les juges, et on peut voir d'indices de partialité ou d'ignorance dans leur décision de l'affaire signalée. Pièce incluse dans la lettre de Sterns et Taylor du 8 juillet 1789. Voir à cette date.

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 53.)

22 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui communique une pétition en obtention d'un certificat d'enregistrement. Il est en doute s'il le doit accorder, vu que le bâtiment a été construit avec le bois d'un navire appartenant aux Etats-Unis et que l'on a pu facilement tirer de l'étranger

1788. les couples. Il a donné le certificat sur l'avis des procureur et solliciteur généraux ; mais il soumet le cas et demande des instructions.
"Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 64

Incluse. Pétition de Simon Perkins. 67

26 décembre, Halifax. Wentworth à Parr. Au sujet des plaintes des officiers du régiment de Montagu. Lettre incluse dans celle de Parr du 29 décembre. Voir à cette date.

29 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il met sous ce pli la réponse de l'arpenteur-inspecteur général des forêts, avec une copie de son rapport du 5 mars à la trésorerie, sur les plaintes des officiers du corps du duc de Cumberland sous le commandement de lord Charles Montagu. Ces pièces prouvent que justice leur a été rendue, même avec quelque partialité, et il espère qu'elles paraîtront satisfaisantes.
"Col. Cor. N. S.," vol. 19, p. 68

Incluses Lettre de Wentworth à Parr du 26 décembre. Les plaintes sont sans fondement ; situation des choses. 70

Rapport de Wentworth, du 25 mars 1788, répondant à chaque plainte séparément, et disant que jamais les plaignants n'ont eu en concession aucune des réserves dont ils prétendent avoir été expulsés, etc., et que beaucoup de leurs soldats concessionnaires, après s'être défaits de leurs terres pour un peu de tabac ou de rhum, sont repartis.
"Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 72

Plan sur lequel sont marquées les terres concédées et les terres réservées. 79

Sans date. Règlement pour l'"Academy" de Windsor. Inclus dans une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse du 8 septembre 1790. Voir à cette date.

1789.

4 janvier, Halifax. Parr à Nepean. Il a transmis au Secrétaire d'Etat la réponse aux plaintes faites par les officiers du corps du duc de Cumberland, commandé par Montagu. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 80

11 avril, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Sydney). La session de la législature, réunie le 5 mars, a été close le 9 avril. Il envoie la liste des lois. 82

Incluse. Liste. 83

20 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui transmet les états de l'officier de port, pour Halifax et Shelburne. 85

Etats. 86

20 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Dans ses délibérations la législature a montré des dispositions favorables. Quelques-uns des nouveaux colons auraient bien voulu faire de la résistance, mais une motion tendant à blâmer le conseil de son avis dans l'affaire des juges, a été rejetée par 21 voix contre 8. Ceux mêmes qui avaient attaqué les juges leur ont ensuite non seulement voté le traitement intégral, mais ont adopté un bill à l'effet de rendre leurs traitements permanents pendant toute la durée de leur exercice ; preuve significative de la bonne opinion que le pays a de leur impartialité, et que la religion de la chambre avait d'abord été surprise. Progrès de la culture et de la pêche, de celle-ci surtout, dans la province. 87

20 avril, Halifax. Le même à Nepean. L'hiver s'est passé dans une parfaite tranquillité. Plus d'assemblées séditieuses depuis que les deux avocats s'en sont allés porter leurs griefs imaginaires au pied du trône. Session de la législature, décrite en substance comme dans la lettre de même date à Sydney. 89

Incluse. Adresse de l'assemblée législative à sa prorogation. 91

21 avril, Shelburne. Walter à Morice. Parr refuse de lui signer des lettres de change pour son allocation de missionnaire à Shelburne. Pièce incluse dans une lettre du 26 juin. Voir à cette date.

23 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui accuse réception de la formule de prière pour la guérison du roi. "Col. Cor. N.S.", vol. 19, p. 92

1789.

2 mai, Londres. Sterns et Taylor au même. Ils demandent justice à l'encontre de la décision du conseil et des juges de la Nouvelle-Ecosse. Page 237

7 mai, Londres. Pétition d'Andrew Rohl demandant, pour lui-même et d'autres hommes du rang des troupes allemandes licenciées, le redressement de griefs et la continuation de la ration qui leur était allouée. 239

18 mai, Granville. Millidge à Morris. Terres pour les nègres. Pièce incluse sous la marque E dans la lettre de Bulkeley du 19 mars 1792. Voir à cette date.

25 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il envoie à Cumberland, pour être présentée, une adresse de l'assemblée contenant ses félicitations sur la guérison du roi. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 93

Incluse. Adresse. 94

3 juin, Whitehall. Nepean à Parr. Il lui envoie le budget pour 1789. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 58

3 juin, Londres. Le major Shaw à Nepean. Il réclame sa paie pour son temps de service au titre de commandant des volontaires de la Nouvelle-Ecosse. A cette lettre est jointe un certificat d'Arbuthnot, daté du 1er juin. "A. & W. I.", vol. 598

20 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Reçu ses instructions pour le cas où il aurait raison de craindre que les pêcheurs ne se trouvent dans la détresse par disette de pain, de farine ou de maïs. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 96

26 juin, Londres. Morice à Nepean. Il lui envoie copie d'une lettre à Parr, et un extrait d'une lettre du Dr Walter ayant trait à son allocation de missionnaire en résidence à Shelburne. 241

Incluses. Exposé, en date du 8 juillet 1788, de l'arrangement d'après lequel Walter devait recevoir la moitié de l'allocation, comme missionnaire à Shelburne, au cas où Rowland y prendrait la desserte de l'autre paroisse ; mais si Rowland n'y allait pas, Walter aurait droit à l'allocation entière. Parr refuse de la lui payer. 242

Morice à Parr, 4 novembre 1788. Il lui explique les raisons pour lesquelles Walter doit recevoir la somme entière allouée aux missionnaires de Shelburne, encore qu'on ait décidé que Rowland en aurait la moitié. 244

La question de Parr, mentionnée dans la lettre de Morice, était de savoir comment l'allocation aux missionnaires se diviserait ; Morice répond que chacun des deux doit avoir £75. 247

Walter à Morice, 21 avril 1789. Parr lui refuse des lettres de change pour l'allocation entière de missionnaire à Shelburne. 248

3 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui envoie la liste des lois de la dernière session et les Journaux. 104

Incluses. Liste. 105

(La loi établissant le collège de Windsor, inscrite à la fin de la liste, se trouve dans la collection imprimée : ch. 4, 1789, vol. 1, p. 268.)

Journal du Conseil législatif. "Col. Cor. N.S.", vol. 19, p. 114

Id. de l'Assemblée législative. 166

5 juillet, Londres. Requête d'Abraham Whittlebauck et Nehemiah Field, relatant leurs services et leurs pertes, les droits qu'ils ont eu à payer pour leurs terres dans la Nouvelle-Ecosse, la confiscation de la *Polly Hall*, amenée par eux de New-York avec un chargement de poisson, etc., et demandant justice. 328

Incluse. Procédures devant la cour de vice-amirauté en confiscation de la *Polly Hall.* 334

8 juillet, Londres. Sterns et Taylor au Secrétaire d'Etat (Grenville). Ils réitèrent leur plainte contre l'administration de la justice dans la Nouvelle-Ecosse. 250

Incluse, Lettre du Secrétaire d'État (Sydney) à Sterns et Taylor. Voir au 14 décembre 1788.

1789.
15 juillet, Londres. Sterns et Taylor au Secrétaire d'Etat (Grenville). Ils demandent une copie des délibérations prises à leur sujet par le conseil de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N.S.", vol. 19, p. 256

15 juillet, Londres. Pétition de Reuben McFarlin, d'Halifax, en réparation de pertes éprouvées par la confiscation du sloop le *Fox* et de ses effets, qu'il avait amenés du Massachusetts, étant un loyaliste. 347

Incluse. Procédures devant la cour de vice-amirauté. 353

23 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Sydney). Il lui adresse l'état fourni par l'officier de port, pour Halifax, du 1er avril au 30 juin. 218

25 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il a appris qu'il (Grenville) avait succédé à lord Sydney dans le poste de secrétaire de l'intérieur. 219

(William Wyndham Grenville, plus tard lord Grenville, était entré en fonctions le 5 juin.)

25 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Reçu l'arrêté du conseil autorisant, pour cette saison seulement, l'importation du biscuit, de la farine, et du maïs à Terre-Neuve ; ainsi que l'arrêté permettant l'importation des mêmes denrées dans toutes les localités sur le Saint-Laurent et dans le Labrador, par des sujets britanniques sur navires britanniques. Reçu aussi le budget. 220

— juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Il lui envoie une pétition de John Cowan au nom de McNutt et autres, concessionnaires à la Nouvelle-Ecosse, avec instruction de différer la reprise de leurs terres par confiscation, parce qu'ils ont l'intention de se mettre à les cultiver et d'y établir des colons. 98

Incluse. Pétition de Cowan, contenant les dates, contenances, etc., des concessions. 101

1er août, Halifax. Requête d'Anthony Henry, imprimeur du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, pour être mis sur le même pied que les imprimeurs de Sa Majesté des provinces de Québec et du Nouveau-Brunswick. "A. & W. I.", vol. 598

1er août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui transmet des états du surintendant du commerce et de la pêche à Canso. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 222

Incluses. Liste de ses adjoints avec indication des limites de leurs districts. 223

Relevés des navires arrivés, repartis, etc., entre le 9 avril et le 9 juillet, et de leurs cargaisons. 224

(Ces relevés paraissent remplacer à Canso les états fournis par les officiers de port aux autres endroits.)

8 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Envoi de l'état de l'officier de port, pour Shelburne, semestre terminé le 30 juin. 230

28 septembre, Londres. Sterns et Taylor au même. Ils lui transmettent les réponses à l'exposé des juges en leur affaire. 258

Incluses. Réponses. 263

Copie d'une lettre à Napean du 4 novembre 1788, concernant la plainte portée contre le conseil et les juges. 321

3 octobre, Londres. Sterns au Secrétaire (Grenville). Il demande audience à l'occasion de ses plaintes. 327

8 octobre, Londres. Le même au même. Comment Taylor et lui pourraient être rétablis en leur situation au barreau. 394

17 octobre, Halifax. Parr au même. Envoi des états de l'officier de port, pour Halifax et Shelburne, du 1er juillet au 30 septembre. "Col. Cor. N.S.", vol. 20, p. 10

20 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Reçu ses dépêches. Il a renvoyé à l'examen des lords du commerce la demande par Perkins de l'enregistrement d'un navire construit dans la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 231

1789.

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 59.)

20 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Pemberton s'est démis de sa charge de juge en chef. Strange doit être recommandé pour son successeur; ce qui empêche d'accorder la demande en faveur de Blowers, comme on l'eût fait si l'emploi eût été disponible quand la lettre a été reçue. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 233

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 60.)

4 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Envoi d'états des entrées et sorties au port de Canso. "Col. Cor. N.S.", vol. 20, p. 1

4 décembre, Halifax. Le même à Napean. Dorchester a ressuscité l'affaire de Binney, dont il (Parr) ne se mêlera plus. Le collège et l'église sont assez bien pourvus pour attirer des professeurs et des ecclésiastiques des Etats-Unis; danger qu'il y aurait à permettre que de ces hommes, qui ne sont point imbus des principes de fidélité à la couronne, obtiennent des emplois. Bonne disposition de Foster. Il (Parr) renvoie une vingtaine de pauvres diables, venus d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, et qui sont devenus une charge. 2

7 décembre, Halifax. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse à Brook Watson. Il lui envoie copie de son mandement au clergé, où il parle de l'ouverture du séminaire. Libéralité de l'assemblée législative. Il a acheté un lot de 70 acres pour y bâtir, mais ne peut faire davantage sans aide. Nombre des élèves; avantages qu'offre un pareil séminaire. Il faudrait un édifice en pierre, capable de recevoir environ 50 élèves. Economie sur laquelle on peut compter, puisque déjà six églises ont été construites et que cinq ou six autres se construiront d'ici deux ans à l'aide du premier crédit voté pour cet usage. On pourrait obtenir des souscriptions particulières; mais l'assistance du gouvernement aurait un bien autre effet. L'époque est critique pour le pays, qui, si l'on sait employer les moyens convenables, se peuplera d'habitants laborieux, éclairés et prospères; autrement, on peut craindre que sa population ne devienne inactive, imprévoyante, pauvre, mécontente, et n'arrive à perdre le sentiment juste de la religion, de la fidélité et de la subordination. 336

16 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à l'Evêque de la Nouvelle-Ecosse. Il l'invite à transmettre la liste des ecclésiastiques de l'Eglise établie qui sont dans son diocèse, avec indication des rétributions et émoluments de chacun, sous des en-têtes distincts portant si ces rétributions et émoluments leur sont assignés par les lois ou s'ils proviennent des donations de particuliers. Il fournira aussi un état du nombre et des émoluments des autres ministres ou prêtres; à quoi il joindra son avis sur les mesures qu'il conviendrait d'adopter pour mettre l'ordre ecclésiastique en meilleure situation, plus particulièrement dans la province de Québec. "Col. Cor. N. S.", vol. 19, p. 235

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 61.)

28 décembre, Nouveau-Brunswick. Leonard à Nepean. Mesures qu'il a prises pour ramener les Américains à leurs droits de pêche sous le traité. Avantage qu'il y aurait à étendre la surveillance du surintendant à toute la côte, au lieu de la restreindre à un seul district déterminé. N'ayant pas d'émoluments, il lui faut prélever ses dépenses sur son salaire. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 349

Sans date. Extraits d'observations sur le budget pour 1789. On propose d'allouer au Dr Breynton £150 par an, du jour où il renoncera à son bénéfice ecclésiastique à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 38

1790.

9 janvier, Londres. W. Taylor au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il le presse de répondre à la demande en redressement de grief présenté par Sterns et lui. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 332

10 janvier, Halifax. Tonge au même. Lettre incluse dans celle de Tonge du 1er mai 1790. Voir à cette date.

1790.
15 janvier, Whitehall. Nepean (?) à Taylor. Grenville est d'avis que le mode régulier, pour la présentation de sa plainte et de celle de Sterns, est la requête adressée au roi en conseil. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 334

28 janvier, Turnbridge-Wells. Cumberland à Nepean (?). Watson a eu un entretien avec Grenville sur le mandement de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse et aussi sur la construction d'un collège à Windsor. Il (Cumberland) envoie un extrait d'une lettre de l'évêque à Brook Watson. (Voir la lettre du 7 décembre 1789.) 336

Requête de Cumberland (sans date) concernant le collège à Windsor. 343

— février, Halifax. Liste des concessions de terre faites à des soldats licenciés, etc. Envoyée à Nepean en mai 1791 avec d'autres papiers relatifs aux droits réclamés par Gibbons. Voir à cette date.

9 mars, Halifax. Concession d'un lot de grève à Dight. Pièce incluse dans une lettre de Brook, Watson et Cie à Dundas, du 7 février 1792. Voir à cette date.

17 mars, Halifax. Extrait de lettre concernant les délibérations de l'assemblée par rapport aux accusations portées contre les juges. Inclus dans une lettre de Breynton du 29 avril. Voir à cette date.

18 mars, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui soumet une pétition de la chambre d'assemblée. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 5

Incluse. Pétition en faveur de loyalistes qui n'ont pu soumettre leurs réclamations aux commissaires. 6

18 mars, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui transmet une adresse de la chambre d'assemblée au roi. 8

Incluses. Deux adresses complimentant le roi sur le retour de sa santé. Les deux sont datées du 16 mars et signées: "Richard John Uniacke, *Speaker.*

18 mars, Halifax. Parr à Nepean. La malle de décembre est arrivée, mais non celles d'octobre et de novembre. Il n'a point d'instructions au sujet des deux avocats turbulents. Tout a été tranquille durant leur absence; mais depuis que Sterns est revenu, les anciennes affaires ressuscitent, et l'assemblée a mis en accusation sous treize chefs les juges "puisnés". Tout cela est l'œuvre d'un maudit esprit de faction, inconnu avant l'arrivée des loyalistes. Si les juges étaient coupables de corruption ou de partialité, il les voudrait poursuivre criminellement. Avec un juge en chef ferme, jamais pareille chose ne se serait vue. Les plaignants sont des hommes qui convoitent les places sur le banc, et à qui environ six ou sept violents ou mécontents se sont joints. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 16

19 mars, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui transmet une adresse de l'assemblée. 13

Incluse. Adresse, exprimant la satisfaction des anciens colons en voyant la bienveillance témoignée aux loyalistes, et demandant que l'on prenne aussi en favorable considération les pertes que les anciens colons ont éprouvées. 14

25 mars, Halifax. Rapport du comité relatif au service d'officier de port. Pièce incluse dans une lettre de Tonge du 1er mai. Voir à cette date.

26 mars, Londres. Alexander Leckie à ———. Mauvaise politique que celle de nommer receveurs des membres de l'assemblée; exemple. Affaire des juges. Il (Leckie) pense que l'on en a mal usé avec Sterns et Taylor. Abus dans l'emploi des deniers pour le compte de l'établissement des loyalistes. Le militaire devrait travailler aux routes. Amélioration du commerce, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 346

10 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Il lui envoie, aux fins d'examen, les papiers relatifs à la saisie et aux procès de la *Polly Hall* et du *Fox*, les propriétaires de ces navires ayant sollicité par voie de pétition la remise de la part du produit de la saisie afférente à Sa Majesté. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 63

1790.
12 avril, Halifax. Extrait d'un procès-verbal du conseil, contenant refus d'accéder au bill voté par l'assemblée sur le service d'officier de port.

Incluses. " Acte à l'effet de régler le service d'officier de port et de déterminer les droits et émoluments attachés à cette fonction."

Pétition de l'assemblée en date du 14 avril, demandant au lieutenant-gouverneur de faire une proclamation qui porte défense aux officiers de port de percevoir des honoraires des bâtiments de pêche, bateaux de marchés ou caboteurs, chargés de produits de la province. Suit le tarif des honoraires ou droits, signé par Tonge officier de port.

L'extrait et les incluses sont dans la série " B. T. N. S.", vol. 30.

22 avril, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui transmet les états fournis par l'officier de port pour Halifax, du 1er octobre 1789 au 31 mars 1790. " Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 67

23 avril, Halifax. Le même au même. La législature s'est réunie le 25 février et prorogée le 21 avril. Ci-incluse la liste des lois adoptées. Il a refusé son assentiment au bill limitant la durée ou la continuation de l'assemblée générale. 21

Incluse. Liste des lois adoptées. 22

23 avril, Halifax. Le même au même. Il a reçu les dépêches pour Dorchester le 26 mars et les lui a expédiées aussitôt par le lieutenant Tingling. 27

24 avril, Halifax. Le même au même. Autorité que s'est attribuée la chambre d'assemblée. Reprise des accusations contre les juges " puisnés ", qui sont à cette heure accusés par *impeachment*, l'instruction se faisant avec toutes les formalités d'un procès devant les cours de justice, et le public n'y étant admis que sur présentation d'un billet d'entrée. Comme il a toute confiance en l'intégrité des juges, il n'intervient pas. Il a refusé de les suspendre, ainsi que l'en priait la chambre d'assemblée. Adresses qu'il reçoit de différentes parties du pays en faveur des accusés. Il est fâcheux que le revenu des juges dépende du bon plaisir de la chambre d'assemblée; car il leur faut ou rechercher la faveur de ses principaux membres, ou se voir exposés à des plaintes en toute occasion, si futile soit-elle. Désaccord entre l'assemblée et le conseil sur les bills de finance et de crédit. Le conseil a l'intention de faire connaître les motifs de son dissentiment. Bonne disposition et modération du conseil. Besoin d'instructions qui définissent clairement les pouvoirs respectifs des deux chambres. Il craint que plusieurs conseillers ne donnent leur démission, en raison des invectives que leur adressent certains membres populaires de l'assemblée. Celle-ci a choisi deux de ses membres pour aller à Londres comme ses agents et avocats.
" Col. Cor. N. S.," vol. 20, p. 28

24 avril Halifax. Parr à Nepean. Disputes presque continuelles entre le conseil législatif et l'assemblée. Si le conseil n'est pas soutenu, il (Parr) ne répond pas des conséquences. Tels membres de l'assemblée marchent exactement sur les traces des meneurs de la dernière rébellion. On dit que Dorchester s'en va aux Indes-Orientales remplacer Cornwallis. En ce cas, il (Parr) espère reprendre son ancien rang de gouverneur. 34

24 avril, Halifax. John Haliburton à Nepean (?). A propos de l'accusation avancée contre les juges de la cour suprême. Combien les plaintes sont sans fondement. 357

26 avril, Windsor, N.-E. Tonge à Parr. Remontrances sur le retrait des officiers auxiliaires des petits port. Suivent les procès-verbaux de l'assemblée, du 25 février au 25 avril, concernant le service. " B. T. N. S.", vol. 30

29 avril, Londres. John Breynton à Nepean. Il lui envoie un extrait qui peut être utile.
" Col. Cor. N. S.," vol. 20, p. 352

Incluse. Extrait (sans signature), daté d'Halifax le 17 mars 1790, concernant l'action de l'assemblée par rapport à l'accusation contre les juges. 354

1790.

1er mai, Windsor. Tonge au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il entre dans le détail des accusations de partialité contre l'assemblée, qui tendrait à abolir le service d'officier de port pour favoriser la contrebande.

Incluses Lettre à Dorchester, du 2 décembre 1789, représentant l'état du service de port et les efforts qui se font pour l'abolir.

Tonge au Secrétaire d'Etat (Grenville). Lettre du 1er janvier 1790 sur le même sujet.

Rapport du comité de l'assemblée, chargé de faire une enquête sur le travail de l'officier de port à Halifax, 25 mars 1790.

La lettre de Tonge et ses incluses sont dans le vol. 30 de la série "B. T. N. S.".

3 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui transmet une adresse de l'assemblée, qui demande l'établissement de deux nouveaux comtés; ce qui donnerait quatre représentants de plus. Son motif d'objection à cette demande : par la création de deux nouvelles circonscriptions, on augmenterait encore la force de la faction.

"Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 68

Incluse. Adresse. Les deux comtés proposés se feraient en divisant ceux d'Halifax et d'Annapolis. Les limites en sont tracées. 69

4 mai, Halifax. Les membres du Conseil au Secrétaire d'Etat (Grenville). Dissentiments qui se sont produits entre le conseil et l'assemblée et leurs causes. 72

5 mai, Halifax. Parr au même. Il lui transmet une adresse de l'assemblée contre les juges "puisnés", avec les chefs d'accusation et les dépositions à l'appui, la réponse, des représentations et une pétition des juges. 78

Incluses. (1) Adresse contre les juges "puisnés" de la cour suprême. 79

(Une note porte que les articles d'accusation et les dépositions, marqués 2 à 12, manquent.)

(13) Explications fournies par les juges "puisnés" aux chefs d'accusation, chacun de ceux-ci étant reproduit en entier, et suivi de la réponse. 83

(14) Objections faites à l'exercice des pouvoirs de l'assemblée seule; mais les juges sont prêts à soumettre leurs actes à une enquête impartiale. 92

(15) Pétition d'Isaac Deschamps et James Brenton, juges "puisnés"; leur traitement n'a pas été payé régulièrement depuis trois ans, et ils prient Grenville d'appeler là-dessus l'attention du gouvernement de Sa Majesté. 96

5 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie les Journaux du conseil et de l'assemblée. 98

Incluse. Journal du Conseil, du 25 février au 21 avril 1790. 99

Journal de l'Assemblée, même période. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 193

6 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Ogilvie. Les 47e et 62e régiments, destinés à relever les 54e et 57e, doivent se rendre à Bahama et à la Jamaïque. Si les 54e et 57e n'ont pas fait voile avant l'arrivée de cette dépêche, ils resteront à la Nouvelle-Ecosse. Si les navires étaient partis, on prendra d'autres mesures pour le transport des 47e et 62e à Bahama et à la Jamaïque. 18

8 mai, Halifax. Parr à Nepean. Dépêches envoyées à Grenville. Il ne fait point d'observation sur celles qui parlent du désaccord entre le conseil et l'assemblée et de la vieille affaire des juges "puisnés"; il dira seulement que, si le conseil et les fonctionnaires ne sont pas soutenus comme ils doivent l'être, personne ne peut prévoir ce qui arrivera. Quelques membres du conseil s'écartent furieusement de la vérité; ils voudraient accaparer l'adminstration de la province. 36

1790.
10 mai, Londres. James Hutton, Secréteire de l'"Unitas Fratrum" (Frères de l'Unité ou Frères Moraves) aux Lords du commerce. Il lui envoie quelques autographes et sceaux des évêques de cette confession, qui ont été chargés de délivrer des certificats sous l'autorité de l'acte 22 George II, en vue d'encourager les adhérents de la secte connue sous la désignation "Unitas Fratrum" ou Frères de l'Unité. "B. T. N. S.", vol. 30

Les autographes et sceaux, accompagnant la lettre, sont de: Christian Gregor, Johann Friedrich Reichel, John Ettivein, Georg Trancker, Jeremias Risler, Jacob Christoph Duvernay, Samuel Liebisch, Christian David Benjamin Rothe. Chacun d'eux signe: "Episcapus Unitatis Fratrum."

20 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Reçu ses dépêches. "Col. Cor. N. S", vol. 20, p. 47

20 mai, Halifax. L'évêque de la Nouvelle-Ecosse au même. Remerciements pour l'intérêt que le roi porte à la religion dans la Nouvelle-Ecosse; quels sont les obstacles à son progrès. Situation de l'Eglise d'Angleterre comparée à celle de l'Eglise de Rome en la province de Québec. Il a fait des représentations sur ce sujet à l'archevêque de Canterbury. Dans le Nouveau-Brunswick, il y a six missionnaires et un ministre dissident; dans la Nouvelle-Ecosse, treize clergymen, sept ministres presbytériens et nombre de prédicateurs et "sectaries" méthodistes; au Cap-Breton, deux clergymen, l'un missionnaire, l'autre chapelain de la garnison; l'île Saint-Jean n'a qu'un clergyman. Dans la Nouvelle-Ecosse, il y a aussi trois prêtres de l'Eglise romaine, et le même nombre au Cap-Breton. L'état peu satisfaisant des affaires ecclésiastiques dans les parties éloignées de la province va l'obliger à y faire une tournée. Grand besoin d'une église dans la ville de Québec. Il faudrait un clergyman zélé à Niagara et un autre à Détroit. Les protestants sont nombreux à ces deux endroits, mais, faute de ministres, ils font baptiser et généralement instruire leurs enfants par des prêtres de Rome. Il a reçu de nombreuses représentations sur la nécessité d'avoir des clergymen à Niagara et à Détroit, et recommande d'en envoyer un à chacun de ces endroits. Il a obtenu de la législature une allocation annuelle de £400 sterling pour la création d'un séminaire à Windsor; mais il faut aussi un bâtiment. Tout cela mérite considération; car c'est une chose à laquelle se rattachent étroitement les intérêts de la religion, de l'Etat et des lettres. Point de cimetière à Halifax, le terrain qui entoure l'église étant un réceptacle de toutes sortes d'ordures. On dit qu'il appartient au roi et qu'il était destiné à faire un champ de parade; mais il y a déjà six de ces places d'armes à Halifax. Il (l'évêque) s'emploiera avec dévouement pour la cause de la religion. 49

30 mai, Londres. Pétition de John Salomon, demandant à faire partie du service du recrutement, si l'on trouve nécessaire de lever des troupes dans la Nouvelle-Ecosse. A & W. I. vol. 598

1er juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui transmet la liste des membres du conseil. Reçu la loi réglant le commerce entre l'Amérique britannique, les Indes-Occidentales, les Etats-Unis, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 58

Incluse. Liste des membres du conseil. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 60

2 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Reçu les pétitions de Whillbauk et Field et une partie du dossier de la cour de la vice-amirauté concernant la saisie d'une goélette dont ils étaient propriétaires, et d'un navire appartenant à McFarlin. Envoi du rapport du receveur et du contrôleur des douanes sur les causes et les circonstances de ces saisies. 54

Incluses. Rapport sur la saisie du sloop *Fox*, McFarlin propriétaire. 56

Rapport sur la saisie de la goélette *Polly Hall*, Whellbauk (*sic*) et Field propriétaires.

1790.
5 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Il accuse réception de la dépêche relative à la subvention annuelle pour l'entretien d'un collège dans la Nouvelle-Ecosse; le parlement a voté un crédit de £1000 pour aider à la construction du bâtiment, et le roi a résolu d'octroyer une charte royale et d'affecter des terres à la création d'un fonds permanent destiné à soutenir l'institution. Des instructions ont été données de préparer un plan pour la fondation de bourses dans les deux universités du royaume en faveur de jeunes gens natifs des provinces de l'Amérique du Nord, à choisir parmi les élèves du collège de la Nouvelle-Ecosse ou d'un autre collège de l'Amérique britannique du Nord, afin qu'ils puissent finir leurs études dans une université anglaise; ceux faisant preuve des qualités voulues seraient nommés à des bénéfices dans l'Amérique britannique. Faire connaître, en vue de l'exécution de ce projet, le nombre, le revenu, etc., des ministres de l'Eglise d'Angleterre dans la Nouvelle-Ecosse, et y joindre un plan de division de la province en paroisses. p. 37

Note: "Une lettre semblable a été adressée à l'évêque de la Nouvelle-Ecosse." (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 64).

5 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Reçu ses dépêches. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 44

(Copie. "Col Off. N. S.", vol. 2, p. 71.)

5 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Il se préoccupe de l'esprit de parti qui existe dans la Nouvelle-Ecosse; mais ne fera aucune observation avant d'avoir reçu les documents promis. "Col. Cor. N. S.", vol. 20. p. 45

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 72.)

5 juin, Whitehall. Nepean à Parr. Expédier les dépêches destinées à Dorchester. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 64

11 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Reçu les instructions relatives à la cessation des concessions de terres, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 61

12 juin, Halifax. Ogilvie au même. Il a donné ordre aux 42e et 62e régiments, arrivés sur l'*Endymion* et l'*Actæon* le 30 mai, de se rendre à la Jamaïque et à Bahama, suivant les instructions contenues dans la lettre du 6 mai. Le 62e a fait voile pour la Jamaïque le 9 du présent mois et l'autre régiment le 11. Ils ont été pourvus d'effets de campement tirés des magasins. 62

(Dans la lettre du Secrétaire d'Etat en date du 6 mai, les deux régiments mentionnés sont le 47e et le 62e. Celle d'Ogilvie mentionne en un endroit les 42e et 62e, et un peu plus loin, le 47e. A cette époque, le 42e était stationné en Ecosse, et le 47e était parti, d'après les états du War Office, pour Halifax, où il arriva à la date indiquée ci-dessus. On ne trouve cependant dans aucun document que ce régiment ait fait voile pour Bahama le 11 juin. comme le dit la lettre d'Ogilvie.)

12 juin, Halifax. Parr à Napean. Il est heureux de l'arrivée du juge en chef. Il regrette que ce magistrat ne soit pas venu quelques mois plus tôt; sa présence l'aurait délivré de bien des inquiétudes et aurait empêché bien des désordres dans la province; ces désordres sont l'œuvre d'un petit nombre, ici comme aux Etats-Unis. *Lawrence*, un boute-feu, est parti pour Londres, sous prétexte de réunir des fonds pour le séminaire. Reçu l'ordre de vendre le *Greyhound*, employé au service provincial. Ce navire a été mis aux enchères à deux reprises; les offres sont restées bien au-dessous de sa valeur. Il (Parr) l'a fait conduire en conséquence au carénage. L'ordre de la trésorerie est venu de ce qu'on lui a faussement représenté le *Greyhound* comme inutile; les services qu'il exécutait sont maintenant tous suspendus. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 64

3 juillet, Whitehall. Nepean à Parr. Il lui adresse les évaluations pour 1790. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 73

28 juillet, Halifax. Par Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie les rapports du bureau de marine pour Halifax du 1er avril au 30 juin 1790, et pour Shelburne du 1er octobre 1789 au 31 mars 1790. Col. Cor. N. S.," vol. 20, p. 281

1790.

4 août, Halifax. Le même à Dight. Qu'il doit renoncer au projet de prolonger son quai. Lettre incluse dans celle de Brook Watson et Cie. à Dundas du 7 février 1792. Voir cette dernière.

6 août, Londres. E. Lawrence au Secrétaire d'Etat (Grenville). Isaac Wilkins et lui-même ont été nommés agents de la province, avec Cumberland; mais Wilkins n'a pu venir. Loyalisme des habitants de la province. Il (Lawrence) donnera toutes les informations désirables sur les affaires. "Col. Cor. N.S.", vol. 20, p. 361

10 août, Windsor. Liste des élèves du séminaire. Incluse dans la lettre de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse, du 8 septembre. Voir cette lettre.

16 août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie le rapport du surintendant-adjoint du commerce à Canso. "Col. Cor. N.S.", vol. 20, p. 282

17 août, Halifax. Le même à Nepean. Il lui transmet une pétition de la veuve Largin, dont la situation est vraiment pénible. 283

Incluses. Pétition d'Elizabeth, veuve du lieutenant Largin de la "British Legion," qui s'est noyé à Shelburne. 284

Recommandations du clergé, des magistrats et autres. 286

23 août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il a reçu des exemplaires de deux lois concernant les nouveaux colons, le commerce et la navigation; aussi copie du budget de 1790. S'il arrivait des gens avec l'intention de s'établir, il est empêché par les instructions ministérielles de leur donner des terres. 290

25 août, Halifax. Le Juge en chef Strange à Bernard. Récit de ce qu'il a fait après son arrivée dans l'affaire des juges mis en accusation, etc. 363

Incluse. Rapport (sous forme de journal) avec correspondance. 369

25 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Il lui envoie un arrêté du conseil portant désaveu de la loi passée en décembre 1787 pour permettre à Tonge de se défaire d'une partie de ses biens au moyen d'une loterie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 74

31 août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il a accusé réception de la dépêche lui mandant l'intention du roi de promouvoir l'instruction ainsi que les intérêts de la religion établie dans la province. A l'égard des terres à affecter à l'entretien d'un collège, les plus avantageuses sont déjà concédées; mais il en reste encore au delà de 30,000 acres, qui vont acquérir de la valeur à mesure que la population augmentera et que l'on ouvrira des routes. Il y a 16 ministres de l'Eglise d'Angleterre, dont 12 dans des paroisses; les autres sont employés, un au collège, un autre comme missionnaire pour les Allemands, un autre à la paroisse d'Halifax et le dernier à la *grammar school* de la ville. Cette école et le collège sont, pour ainsi dire, les seuls endroits où l'on puisse s'instruire. Pour ce qui est des sources et du montant des revenus, chaque paroisse a sa *glebe* ou terre dépendant de la cure; excepté à Halifax, les paroissiens sont, peu en état de subvenir aux besoins de leur ministre et on ne peut actuellement compter sur les terres curiales, qui auront peut-être de la valeur dans l'avenir. Il y a 29 élèves à Windsor; 16 apprennent le latin et le grec; il se peut que deux ou trois de ces derniers se forment pour les saints ordres. Le nombre nécessaire pour l'exercice du ministère dépend du progrès de la colonisation et de l'accroissement de la population. Il faudra bientôt deux ministres de plus. "Cor. Cor. N. S.", vol. 20, p. 293

7 septembre, Halifax. Le même au même. Envoi de copies des lois adoptées dans la session du 25 février au 21 avril. 319

Incluse. Liste des lois. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 320

8 septembre, Halifax. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il rend compte de l'état de l'Eglise d'Angleterre dans les trois provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, ainsi que de l'état du séminaire de Windsor. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 40

1790.

Incluses. Liste des clergymen de l'Eglise d'Angleterre dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse. P. 49

Liste des élèves du séminaire de Windsor, N.-E. Leurs classes, leurs études, les noms de leurs pères avec la résidence, y sont mentionnés. 52

Règlement de l' "Académie" de Windsor. 54

11 septembre, Halifax. Parr à Nepean. Il expédie les dépêches destinées à Dorchester par le lieutenant Tinling (ailleurs Tingling), qui s'est rendu à Québec et en est revenu, voyage de 1,500 milles, en 53 jours ; c'est le temps le plus court que jamais l'on ait mis pour faire ce voyage en pareille saison (du 25 mars). Dangers et fatigues du chemin. Il recommande Tinling, dont les services seraient très précieux en temps de guerre.

"Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 298

Incluse. Compte rendu du voyage, par Tinling, avec le mémoire de ses dépenses. 300

16 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il a publié la déclaration du roi d'Espagne relativement à la saisie des navires à Nootka-Sound. 305

20 septembre, Halifax. Le même au même. Bowles, accompagné de deux guerriers cherokees et de deux guerriers cris, est venu un jour mouiller dans ce port, arrivant de Bahama et se rendant à Québec ; sir Richard Hughes leur avait procuré le passage à bord d'un navire de guerre. Dorchester, en apprenant les bruits de guerre avec l'Espagne, les fit partir pour Londres sur un petit navire, qui fut saisi pour dette à l'île Saint-Jean. Les voyageurs étant revenus à Halifax dans la détresse, il (Parr) a payé leur passage afin qu'ils puissent aller soumettre leur réclamation au roi. 306

(Pour plus amples renseignements concernant Bowles, voir le rapport sur les Archives, de 1890, pp. xlii. xliii et les Archives, série Q, vol. 45–2, pp. 535 à 537 et Q vol. 50–1, p. 417. Grenville mentionne là l'arrivée de Bowles et de ses compagnons à Londres et le peu d'encouragement qu'ils reçoivent.)

Incluse. Pétition des Cris et des Cherokees, signée par Bowles, racontant la saisie de leur navire à l'île Saint-Jean et demandant de l'aide pour se rendre à Londres. 309

22 septembre, Halifax. Parr à Nepean. Il lui fait connaître le contenu de sa lettre à Grenville au sujet de Bowles et de ses compagnons. 311

22 septembre, à bord de l'*Adamant*. Sir Richard Hughes au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui mande les arrangements de Parr à l'égard de Bowles et de ses compagnons. 313

24 septembre, Halifax. Extraordinaire de l'armée. Voir le tableau du 24 juin 1791.

6 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Il a reçu les pièces relatives aux accusations portées contre les juges "puisnés", et les a transmises pour qu'elles soient déposées devant le roi ; mais il n'espère pas qu'une cour soit instituée dans la Nouvelle-Ecosse pour vider l'affaire.

"Col. Cor. N. S.," vol. 20, p. 287

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 74.)

6 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Il a reçu la pétition pour la division des comtés d'Halifax et d'Annapolis ; mais n'a pas encore eu d'ordre à ce sujet. Autres dépêches reçues.

"Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 289

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 75.)

12 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Reçu l'arrêté portant désaveu d'une loi passée en décembre 1787 "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 315

18 octobre, Montréal. Foretier, Adhemar et Blondeau à Watson (en français). Lettre relative au commerce dans l'Ouest. Incluse dans une lettre de Watson du 21 février 1791. Voir cette dernière.

28 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il transmet les rapports du surintendant-adjoint du commerce à Canso.

"Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 326

1790.

Incluses. Rapports. Pages 327 à 330

10 novembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il a donné des concessions de terre à l'évêque de la Nouvelle-Ecosse et au lieutenant-gouverneur Fanning. 331

13 novembre, Halifax. Le Juge en chef Strange au Doyen de *Christ Church*. Il lui demande son avis sur un plan de bâtiment pour le collége projeté à Windsor. 389

1er décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Envoi de la liste des conseillers. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 1

Incluse. Liste. 2

14 décembre, Londres. E. Bridgeman à Nepean. Dépenses qu'il aura à faire dans l'exercice de sa fonction d'inspecteur général des forces provinciales, et motifs de sa demande. A la lettre sont joints un certificat et la copie d'une lettre à Rose, secrétaire de la trésorerie. A. & W. I., vol. 598

20 décembre, Londres. Lord Macclesfield à———. Position de Tonge, officier de port à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 395

20 décembre, Halifax. Joseph Peters à Parr. Pour le paiement d'un compte des frais de poste. Pièce incluse dans une lettre de Samuel Peters à Nepean en date du 23 mai 1791. Voir cette dernière.

20 décembre, Halifax. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse à l'Archevêque de Canterbury, relativement au droit de présentation. Incluse d'une lettre de l'archevêque à Nepean du 1er mars 1791. Voir à cette date.

22 décembre, Nouvelle-Ecosse. Extrait d'une lettre (non signée) concernant le transport à Milford Haven de l'établissement de pêche à la baleine. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 318

24 décembre, Halifax. Parr à Joseph Peters. A propos du compte de frais de poste. Incluse de la lettre de Samuel Peters à Nepean, du 23 mai 1891. Voir cette dernière.

24 décembre, Halifax. Extraordinaire de l'armée. Voir le tableau à la date du 24 juin 1791.

30 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) au Président du conseil. Il transmet deux lettres de Tonge, avec documents se rapportant au bureau de marine. "B. T. N. S.", vol. 30

31 décembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Stokes témoignera sans doute qu'il (Parr) a fait tout en son pouvoir pour la création à Milford Haven d'un établissement de pêche à la baleine. Eût-il été informé du projet il y a cinq ou six ans, il est persuadé que peu de quakers seraient restés à Nantucket et qu'aucun d'eux ne serait allé à Dunkerque, en France. Il envoie les propositions des quakers établis à Dartmouth ; elles montrent les difficultés de leur déplacement. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 3

Incluse. Offres des pêcheurs de baleine relativement à leur transport à Milford Haven ; elles mentionnent le nombre et le tonnage de leurs navires, le nombre d'hommes d'équipage, etc. 5

Décembre (?). Le Secrétaire d'Etat à Hughes. Le roi approuve les mesures prises par lui et Parr pour envoyer Bowles et ses compagnons à Londres, où ils sont arrivés le 1er novembre. (Sans date ni signature.) "Col. Cor. N. S.", vol. 20, p. 317

1791.

1er janvier, Whitehall. Budget civil de la Nouvelle-Ecosse au 1er janvier 1792. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 481

4 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il a reçu avis de la conclusion d'un traité avec l'Espagne. 16

4 janvier, Halifax. Le même au même. Il envoie les états de l'officier du port. 17

7 janvier, Halifax. Le même à Nepean. Stokes dira l'assistance qu'il a reçue et les civilités qui lui ont été faites. 11

8 janvier, Halifax. Lettre non signée, apparemment adressée à Brook Watson, sur la misère que causerait dans la Nouvelle-Ecosse le déplacement de l'établissement de la pêche à la baleine. 320

9 janvier, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie des propositions de Holmes, qu'on ne doit pas compter au nombre des quakers de Nan-

1791. tucket et qui demande à aller à Milford Haven pour se livrer à la pêche de la baleine dans les parages du Sud. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 12

Incluse. Propositions de Holmes, qui dit avoir six navires de 825 tonneaux, avec 89 hommes d'équipage, la plupart de Nantucket. 13

5 février, Halifax. Bulkeley à Dight. Il lui donne officiellement avis qu'il remettra le terrain sur lequel son quai est construit. Lettre incluse dans celle de Brook Watson et Cie à Dundas du 7 février 1792. Voir à cette date.

21 février, Lambeth. L'Archevêque de Canterbury au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie des lettres de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse et désire avoir à propos de ces lettres un entretien avec lui. "Col. Cor. N.S.", vol. 21, p. 304

Incluses. L'évêque de la Nouvelle-Ecosse à l'archevêque de Canterbury (extrait). Sur la nomination d'un recteur à l'église Saint-Paul d'Halifax. 307

Extrait de l'"Acte pour l'établissement d'un culte religieux public," etc.

21 février, Halifax. Bulkeley au Procureur général. Faire évaluer le terrain sur lequel est construit le quai Dight. Pièce incluse dans la lettre de Brook Watson & Cie à Dundas en date du 7 février 1792. Voir cette dernière.

21 février, Londres. Note de Watson à Grenville, contenant des renseignements sur les candidats à l'emploi de procureur général. Observations sur le commerce avec la région supérieure du Canada et sur la pêche à la baleine de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N.S.", vol. 21, p. 312

Incluse. Lettre de P. Foretier, T. Adhémar et M. Blondeau, en date du 18 octobre 1790 (en français). Ils lui rappellent que leurs noms ont été mentionnés dans un projet de charte pour obtenir le privilège de la traite dans l'Ouest, au-delà du Grand-Portage; mais ce projet n'a pas eu de suite. McTavish est allé à Londres demander une charte à cette même fin, et ils voudraient être compris parmi les privilégiés dans celle qui sera donnée comme ils l'étaient dans le plan de 1786. Importance grandissante de la traite. 316

22 février, Londres. C. F. Grenville à Nepean. Observations sur la ligne de conduite à adopter à l'égard des baleiniers de Nantucket. 311

1er mars, Lambeth-House. L'Archevêque de Canterbury à Nepean. Il met sous ce pli une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse datée d'Halifax le 20 décembre 1790. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 66

Incluse. L'évêque de la Nouvelle-Ecosse à l'archevêque de Canterbury, 20 décembre 1790. Il désire que la question du droit de présentation aux bénéfices vacants se décide en Angleterre. 68

22 mars, Halifax. Joseph Peters à Samuel Peters, sur son traitement comme directeur-adjoint des postes. Incluse de la lettre de Samuel Peters à Nepean, en date du 23 mai 1791. Voir cette dernière.

24 mars, Halifax. Extraordinaire de l'armée. Voir le tableau du 24 juin 1791.

— mars, Cornwallis. Hugh Graham au Dr Brown. Détails biographiques sur Brook Watson. Récit d'un voyage dans le haut de la rivière Saint-Jean, etc. "B. M." *add.* 19071, fo. 240

2 avril, Halifax. Le Juge en chef Strange à Bernard (apparemment Scrope Bernard qui fut sous-secrétaire d'Etat de 1789 à 1792). Il lui envoie sept pièces incluses relatives, à une décision récente de la cour suprême de la Nouvelle-Ecosse. Trois se rapportent au séminaire de Windsor. Narré du procès de Moore & Tyson contre les Cochran. Les procédures sont mentionnées jour par jour. A l'égard du séminaire de Windsor, il s'agit d'une infraction au règlement par un élève et d'un manque de contrôle dans l'institution. "Col. Cor. N.S.", vol. 21, p. 323

Incluses. Documents relatifs à l'affaire Moore, etc. 331 à 358

(Ces documents comprennent: (1) un extrait des instructions sur la permission d'appel; (2) des observations du juge en chef sur le pouvoir qu'il a de donner son avis dans les causes portées en appel devant le gou-

1791.

verneur et sur la constitution de la cour ; (3) une note de Parr renfermant mémoire de Uniacke, solliciteur-général ; (4) un mémoire sur l'affaire de Moore & Tyson *vs* J. & W. Cochran ; (5) une réponse du juge en chef à une requête de Parr demandant conseil au sujet du mémoire de Uniacke ; (6) un discours du juge en chef à la cour d'appel sur le mémoire de Uniacke et sur le jugement de la cour suprême ; (7) motifs du jugement, etc.)

Correspondance relative au séminaire de Windsor.

"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 359 à 365

5 avril, Halifax. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il le félicite sur son élévation à la chambre des lords. Il est heureux que la paix avec l'Espagne soit assurée ; les horreurs de la guerre dont il a été témoin lui font probablement désirer davantage qu'elle se rétablisse. L'"academie" de Windsor est florissante ; on a amassé beaucoup de matériaux pour le nouvel édifice projeté. 20

9 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Reçu ses dépêches. Il approuve de ne pas avoir retenu les sauvages cris et cherokees. Ils sont venus à Londres et sont maintenant repartis. Nulle difficulté à donner suite à la concession de terres à l'évêque de la Nouvelle-Ecosse et au lieutenant-gouverneur Fanning. 18

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 76.)

3 mai. Arrêté du conseil accordant une charte au collège de Windsor.

"Col. Cor. N.S.", vol. 32, p. 70

11 mai, Halifax. Allocution du juge en chef au grand jury. (Datée simplement ainsi : "Session de Pâques." En 1791, Pâques tomba le 24 avril, et la session de la cour commença 17 jours plus tard.) "Col. Cor. N. S.", fol. 21, p. 366

23 mai, Londres. Samuel Peters à Nepean. Il demande le paiement de la balance de traitement due à Joseph Peters, directeur-adjoint des postes à Halifax. 379

Incluses. Lettre de Joseph Peters à Samuel Peters, à propos de son traitement. Halifax, 22 mars 1791. 380

Joseph Peters à Parr. Paiement de ports sur lettres officielles 20 décembre 1790. 381

Parr à Peters. Son compte sera payé au 24 décembre. 382

23 mai, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il se plaint de ce que Cumberland, l'agent, a refusé de faire honneur aux traites tirées sur le crédit ouvert pour la construction des églises. 25

25 mai, Halifax. Le même au même. Il lui envoie le plan de la Nouvelle-Ecosse, avec la description des nouveaux établissements, etc. Plusieurs réfugiés sont retournés aux Etats-Unis après qu'on a eu cessé de distribuer des provisions. 28

26 mai, Halifax. Le même à Nepean. A propos du plan de la Nouvelle-Ecosse et de la plainte contre Cumberland, mentionnés dans les lettres à Grenville des 23 et 25 mai. 29

27 mai, Guysborough. James Lodge au Secrétaire d'Etat, (Grenville). Il lui transmet un mémoire et un projet pour le transport des convicts à la Nouvelle-Ecosse ils seraient d'abord conduits à l'île de Sable à titre d'essai, et ils y feraient de la culture et de l'élevage pour se nourrir. "A. & W. I.", vol. 598

— mai. Liste des documents remis à Nepean par Richard Gibbons, ci-devant procureur général de Nouvelle-Ecosse, ainsi que des pièces relatives à sa réclamation de droits sur les expéditions de concessions de terre.

"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 369 à 378

7 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Grenville) à Parr. Le Dr Breynton, recteur de l'église Saint-Paul, ayant donné sa démission, l'archevêque de Canterbury a choisi Mr Stances pour successeur. Comme la présentation appartient aux paroissiens, il espère que ceux-ci donneront suite à la recommandation. 22

1791.

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 77.)

10 juin, Londres. Samuel Peters à Nepean. Il se plaint du délai apporté au règlement du traitement de Joseph Peters, et demande que l'on obtienne l'ordonnancement de la trésorerie. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 383

15 juin, Halifax. Pétition des missionnaires en résidence dans la Nouvelle-Ecosse, exposant leur misère et sollicitant une augmentation de traitement. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 396

18 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Dépêches reçues. Il envoie la liste des membres du conseil. 31

Incluse. Liste. 31

24 juin, Halifax. Extraordinaire de l'armée :

(A) Compte général des dépenses extraordinaires de l'armée dans la Nouvelle-Ecosse et dépendances, du 25 juin au 24 septembre 1790. 477

(B) *Id.* du 28 septembre au 24 décembre. 478

(C) *Id.* du 25 décembre 1790 au 24 mars 1791. 479

(D) *Id.*, du 25 mars au 24 juin 1791. 480

28 juin, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie une pétition des habitants de Shelburne. 32

Incluse. Pétition représentant l'état des pêches et du commerce de bois, et demandant de l'aide et un encouragement favorable à leur succès. (76 signatures. Original.) 33

Etat comparatif du prix du bois embarqué à Boston et à Shelburne respectivement. 43

29 juin, Carlton-House. George Payne à——. Le duc d'York demande que la concession de mines d'or et d'argent à lui faite dans la Nouvelle-Ecosse, soit modifiée de manière à lui procurer, pour les produits des fouilles, l'exemption des déductions ordinaires pendant deux ou trois ans, et à prolonger la durée de la concession, fixée à vingt et un ans. (Suit la concession de toutes les mines d'or et d'argent dans la région bornée à l'ouest par Margaret's Bay; au sud par la mer; à l'est, par une ligne traversant Bedford Basin et allant au Fort Sackville; au nord et au nord-ouest par une ligne s'étendant de Fort-Sackville à Margaret's Bay. Le droit régalien stipulé est de 10 p. 100 jusqu'à £10,000; 20 p. 100 de £10,000 à £20,000; en plus des 10 p. 100 sur les £10,000, le droit est élevé à 75 p. 100 sur les forts montants obtenus de l'exploitation des mines. "A. & W. I.", vol. 598

30 juin, Halifax. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie le plan et l'élévation de collège projeté de Windsor. Observatoire sur le plan et la description, évaluation du coût, etc. "Col. Cor. N. S.," vol. 21, p. 44

Incluses. Plan et élévation. 46

1er juillet, Londres. Brook Watson au Dr Brown. Récit du déplacement des Acadiens, auquel il avait eu à prendre part officiellement. Le récit est précédé d'une esquisse des premiers temps de leur histoire. "B. M.", *add.* 19071, fol. 249

7 juillet, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Grenville). Il lui envoie la liste des lois adoptées pendant la session du 6 juin au 5 juillet. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 47

Liste des lois. 48

15 juillet, Halifax. Parr à Nepean. Le départ de Dorchester offre l'occasion de lui rendre (Parr) son ancienne position de gouverneur, ce qui n'augmenterait pas ses émoluments, mais ajouterait à sa dignité. 65

15 juillet, Londres. Samuel Peters au même. Le traitement de Joseph Peters n'a pas encore été payé. 384

21 juillet, Halifax. Pétition de Dight à Parr, demandant que la possession de son terrain lui soit assurée ou qu'on lui donne une compensation au cas où il aurait à le rendre. Pièce incluse dans la lettre de Brook Watson et Cie à Dundas, en date du 7 février 1792. Voir cette dernière.

1791.
6 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Parr. Il lui transmet une pétition de Thomas Peters, un noir, qui a servi sous les drapeaux du roi en Amérique pendant la dernière guerre. Peters se plaint que ni lui ni ses compagnons n'ont reçu les terres qui leur avaient été promises; qu'il en est de même pour les noirs du Nouveau-Brunswick. Si les faits sont exacts, cet homme a un juste sujet de grief, et il faut se hâter de lui assigner et à ses compagnons dans la Nouvelle-Ecosse des terres dont la situation favorable les dédommage de ce long retard. Peters a marqué une disposition à accepter le projet d'établissement à Sierra-Leone et si d'autres sont de son sentiment, ils y seront transportés sans frais. Il faut donner avis public, tant dans la Nouvelle-Ecosse que dans le Nouveau-Brunswick, de ce projet d'établissement. Comment s'effectuera le transport. Proposition de former un corps de troupes aux Indes-Occidentales. Quelques-uns de ces hommes voudront peut-être en faire partie, si on leur offre des conditions avantageuses.
"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 52
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 80.)
(Autre copie. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 79.)

Incluses. Mémoire et pétition de Thomas Peters, nègre libre, ci-devant sergent au régiment des guides et pionniers dans l'Amérique du Nord.
"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 60

Proposition d'établissement présentée par la Compagnie de Sierra-Leone. 63

11 août, Londres. Samuel Peters à Nepean. Nouvelle lettre à propos du traitement impayé de Joseph Peters. 387

12 août, Londres. Watson au Dr Brown. On devrait s'enquérir si, en 1775, les Acadiens avaient à opter, ou de prêter le serment d'allégeance ou d'être envoyés hors du pays. "B. M.", *add*, 19071, p. 251

13 août, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il a reçu la circulaire annonçant sa nomination (Dundas) au poste de secrétaire d'Etat.
"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 66

13 août, Halifax. Le même au même. Il lui envoie une pétition, la dernière de plusieurs qu'il a reçues sur le même sujet. Quelles espérances doit-il donner aux signataires de ces pétitions pour les empêcher de passer aux Etats-Unis? Il craint qu'ils ne se préparent à le faire. Il a entendu dire que 400 à 500 personnes se sont embarquées à Greenock pour la province. 67

Incluse. Pétition d'habitants de Pictou, demandant des concessions de terres. 69

23 août, Halifax. Parr à Nepean. Il fait prendre des renseignements au sujet des terres réclamées par Bourdon, officier français. 72

9 septembre, Cornwallis. Hugh Graham au Dr Brown. Caractère et mœurs des Acadiens.
"B. M.", *add.*, 19071, p. 246

13 septembre, Halifax. Parr à Nepean. Il ne peut obtenir de renseignements par rapport aux terres qui appartiendraient à Gauthier. Si Bourdon avait envoyé une copie des pièces qu'il dit avoir en sa possession, elles auraient pu guider dans les recherches. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 78

14 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). Arrivée de Stancer; les paroissiens le présentent pour l'installation, laquelle aura lieu au retour de l'évêque. 71

15 septembre, Halifax. Le même à Nepean. A propos de la présentation de Stancer. Il (Parr) a reçu la note introduisant auprès de lui Bishop, le prédicateur indien, qui ira prêcher l'évangile aux Micmacs pendant l'hiver. Disputes concernant les honoraires. Age avancé de son secrétaire (à Parr). 73

Incluse. Tarif des honoraires ou droits. 76

24 septembre, Halifax. Pétition du Rév. Andrew Brown, ministre de l'Eglise d'Ecosse à Halifax, relatant ses services et demandant une allocation du gouvernement. 397

1791.

(La pétition n'est pas datée; une recommandation de Parr qui l'accompagne, porte la date indiquée ci-dessus en marge.)

27 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Dundas). Arrivée à Pictou de 650 émigrés venant de Glasgow. Leur misère. Ils n'ont rien pour leur subsistance. Il a dû leur fournir des provisions en prêtant son crédit, et il espère que la dépense lui sera remboursée. Il a conseillé aux arrivants de se disperser, afin de trouver plus facilement de l'ouvrage. Il envoie une pétition qu'il a reçue de leur part. Doit-il leur faire une concession de terre? 79

Incluse. Pétition de Simon Fraser, au nom des 650 émigrés. 81

27 septembre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Dundas). Reçu la communication des plaintes de Peter et des décisions prises par la compagnie de Sierra-Leone, avec l'instruction de rassembler ceux des nègres libres qui consentiraient à aller s'établir dans la colonie africaine. Peters a dénaturé les faits, car il (Parr) s'est toujours très particulièrement occupé de l'établissement des noirs. Il a ordonné une enquête, et rendra compte du résultat. Il a chargé plusieurs personnes de faire connaître aux nègres les propositions de la compagnie de Sierra-Leone et de réunir ceux d'entre eux en disposition de partir, qui ont une bonne réputation.
"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 84

11 octobre, Halifax. Dight au Procureur général. Nulle nécessité d'un bref d'expulsion. Pièce incluse dans une lettre de Brook, Watson & Cie à Dundas, en date du 7 février 1792. Voir cette dernière.

17 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il a reçu l'ordre de donner au lieutenant Clarkson, R. N., un passage sur l'un des transports avec les nègres libres se rendant à Sierra-Leone. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 86

17 octobre, Halifax. Bulkeley à Parr. Raisons pour lesquelles le compte de frais de poste n'a pas été payé à Joseph Peters. 391

Parr à Nepean, même date. Lettre transmise avec la précédente. 393

19 octobre, Halifax. Parr au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui envoie les relevés fournis par le surintendant-adjoint de Canso, des entrées et sorties de navires à ce port, du 22 juin au 15 août. 87

Mémoire de Alexander Home à Bulkeley, secrétaire provincial, concernant les terres de Gautier réclamées par Bourdon. Inclus dans une lettre du 8 novembre. Voir cette dernière.

1er novembre, Birchtown, Port-Shelburne. Pétition des noirs du comté de Shelburne à Parr, désapprouvant leurs compatriotes qui ont accepté les propositions de la compagnie de Sierra-Leone, et demandant qu'il leur soit accordé une somme suffisante pour acheter une vache et deux moutons. Le transport en Afrique d'un si grand nombre des leurs coûtera bien cher au gouvernement. Ils se flattent qu'on accordera leur humble demande.
"Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 86

8 novembre, Halifax. Bulkeley à Nepean. Envoi d'une lettre ayant trait aux terres réclamées par Bourdon comme ayant appartenu à Gautier.
"Col. Cor. N. S." vol. 21, p. 88

(Au bas de la lettre, sans signature, se trouve cette note de Bulkeley: "La lettre ci-dessus devait être signée par feu le lieutenant gouverneur, mais n'a pu l'être à cause de sa maladie et de sa mort." La note est du 26 novembre; Parr mourut le 25; voir la lettre de Bulkeley de cette date.)

Incluse. Mémoire de Alexander Home à Bulkeley, sur la propriété de Gautier. "Col. Cor. N. S.," vol. 21, p. 89

14 novembre, Halifax. Plan du terrain concédé à Dight dans Halifax. Inclus dans la lettre de Brook Watson & Cie à Dundas en date du 7 février 1792. Voir à cette date.

19 novembre, Digby. Inventaire des provisions envoyées au Rév. M. Brudenell pour l'usage des noirs à Digby, en 1784 et 1785. Incluse marquée G de la lettre du 19 mars 1792. Voir cette date.

1791.
20 novembre, Halifax. Etat des dépenses faites par Dight pour la construction d'un quai, etc. Inclus dans la lettre de Brook Watson & Cie à Dundas en date du 7 février 1792. Voir cette dernière.

Pétition de Dight de même date. Incluse dans la même lettre.

21 novembre, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Wallace, l'agent chargé de voir au transport des noirs dirigés sur Sierra-Leone et de procurer les vivres, ayant demandé £1,000 pour faire face aux dépenses, il a donné certificat de cette somme à la trésorerie.
"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 185

25 novembre, Halifax. Le même au même. Parr est mort aujourd'hui. Il a donné avis du décès à Fanning, qui est le plus ancien lieutenant-gouverneur, et administrera les affaires jusqu'à son arrivée. 91

26 novembre, Halifax. Le même au même. Il lui envoie copie des lois et les Journaux de la session du 9 juin au 5 juillet. 93

Journal du Conseil législatif. 94

Journal de l'Assemblée. 146

2 décembre, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Reçu l'instruction d'empêcher les gouverneurs, etc., de s'engager dans des dépenses publiques avant que Sa Majesté ait fait connaître sa volonté; aussi la demande d'une collection authentique des lois. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 186

21 décembre, Halifax. Avis du shérif à certains propriétaires de terres du comté d'Halifax d'avoir à se présenter pour leur intérêt en réponse à un "writ of partition." 451

29 décembre, Edimbourg. Dr William Robertson (l'historien) et le Dr Hugh Blair (*Church leader*) recommandant le Dr Brown, ministre de l'Eglise d'Ecosse à Halifax. 470

31 décembre, Halifax. Inventaire des fusils en état. 400

— décembre, Halifax. Stephen Skinner au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui adresse un relevé comme agent chargé du transport à Sierra-Leone des nègres libres Ce que ce déplacement a de fâcheux pour la province, que l'on prive ainsi de 500 habitants utiles, les deux tiers au moins de ces noirs étant de bons colons. Les énormes concessions de terres faites à des particuliers, contrairement à l'intention première, sont un obstacle au progrès de la colonisation ; elles détournent bien des gens de s'établir. Dépeuplement du pays dû à plusieurs causes, entre autres à la liberté accordée aux Américains de faire la pêche sur la côte et de venir chercher de la boitte dans les ports. 430

(La lettre ne porte pas de date. Le relevé qui y est inclus, est pour novembre 1791.)

Incluses. Liste des noirs de Birchtown qui ont donné leurs noms pour aller à Sierra-Leone en novembre 1791. La liste mentionne leurs noms, leurs occupations, les effets qu'ils ont emportés et les terres qu'ils possédaient. 437

Pétition des "sujets noirs" de Shelburne, datée de Birchtown, Shelburne, le 1er novembre 1791, représentant à quel entraînement cèdent leurs frères qui se rendent à Sierra-Leone et demandant qu'on leur donne leur part de l'aide promise à Thomas Peters et ses compagnons, ce qui leur permettrait de vivre à l'aise sur leurs fermes. 448

Sans date. Observations sur la condition, les coutumes et les mœurs des anciens Acadiens, la cause de leur déplacement, etc., par Moses Deslesderniers.
"B. M.", *add*: 19071, fol. 260

1792.
5 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) Bulkeley. Reçu la dépêche lui annonçant la mort de Parr. "Col. Cor. N. S", vol. 21, p. 188

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 85.)

15 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Bulkeley. Empêcher toute dépense ultérieure pour le rassemblement et le transport des nègres de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick; faire des concessions de terre à ceux qui voudront s'établir et engager les plus propres au service à entrer

1792.

dans le corps destiné pour les Indes-Occidentales. Les paquebots ne doivent pas être retardés. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 189
(Copie datée du 13. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 86.)

3 février, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il rapporte que 1,790 nègres du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, réunis à Halifax, sont partis le 15 janvier sur quinze transports, sous la conduite du Clarkson. Envoi de la liste des navires, etc. Il a été délivré certificat au propriétaire. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 191
Incluses. Deux états. 194, 195

4 février, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Mort de Tonge, officier de port; son fils est nommé à sa place en attendant des instructions. Ci-incluse la liste des conseillers. 196
Incluse. Liste. 197

6 février, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Sommes certifiées dues à Wallace, agent pour l'expédition des nègres à Sierra-Leone, savoir: loyer des transports £9,592.13.0; approvisionnement, etc., £6,000. 198

7 février, Londres. Brook Watson et Cie au même. Ils lui transmettent une pétition de Dight au sujet de son terrain qui lui a été pris pour le service du roi. On espère qu'il y sera promptement fait droit. 401
Incluses. Pétition en date du 20 novembre 1791. 402
Plan du terrain. 409
Rapport de Morris, du 9 mars 1790, sur la concession faite à Dight. 410

Parr à Dight, le 4 août 1790. Ne pas prolonger le quai devant sa maison (Dight) avant d'en avoir eu l'autorisation. "Col. Cor. N.S.", vol. 21, p. 411

Ordre, du 5 février 1791, d'avoir à abandonner pour le service du roi l'emplacement sur lequel il a récemment construit un quai. 412
Dight à Parr, le 7 février 1791. Il abandonnera la propriété moyennant qu'on lui en paie la valeur. 413
Ordre du procureur général, du 21 février 1791, de constater la valeur de la propriété de Dight. 414
Pétition de Dight à Parr, du 22 juillet 1791, au sujet de ses terres. 415
Dight au procureur général, le 11 octobre 1791. Il n'y a pas besoin d'une ordonnance d'expulsion, car il est prêt à remettre le terrain au gouvernement. 419
Coût de la construction du quai, etc. 420

9 février, Halifax. Hartshorne à Thornton. Départ des nègres libres pour Sierra-Leone. Pièce incluse dans une lettre de Thornton du 11 avril. Voir cette dernière.

10 mars, Londres. Mémoire du juge en chef Strange sur l'état du barreau de la Nouvelle-Ecosse et sur le moyen de pourvoir aux vacances qui pourraient se produire sur le banc. Ceux qui possèdent les qualités nécessaires, selon lui, pour remplir les fonctions de juge, sont: le procureur général Blower, le solliciteur général Uniacke, Sterns et le major Barclay. Trois jeunes avocats méritent d'être recommandés pour plus tard; ce sont: E. Brenton, Stewart et Hutchinson. Foster Hutchinson, actuellement maître en chancellerie, possède à un haut degré les qualités voulues, et son âge avancé est la seule raison pour laquelle il ne l'a pas recommandé déjà; en outre, il souffre d'une infirmité qui l'empêcherait d'aller en tournée, mais le juge en chef pourrait le remplacer. "Col. Cor. N. S.," vol, 21, p. 423

19 mars, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui envoie le rapport des commissaires chargés de faire une enquête sur la plainte de Peters. Tout son monde a reçu des concessions de terres et si Peters n'avait pas soudainement quitté le pays, il est probable qu'il aurait eu sa pleine part. Mort de Arthur Goold le 29 février. 200

1792.

Incluses. Rapport sur la plainte de Thomas Peters. Page 202
Documents A à G, relatifs à l'enquête. 209-218

20 mars, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui envoie copie des chartes-parties des navires employés à transporter les nègres à Sierra-Leone, avec la liste des transports, où sont mentionnés le tonnage, le nombre de personnes à bord, le prix du louage. On est actuellement à vérifier les comptes. 219

Incluses. Chartes-parties. 220-234

(Le montant dû à chaque navire est marqué au bas de sa charte-partie.)

Etat du tonnage, fret, etc. 235

11 avril, Londres. H. Thornton au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui transmet copie d'une lettre de Hartshorne, agent à Halifax de la compagnie de Sierra-Leone. 452

Incluse. Hartshorne à Thornton, le 9 février 1792. Il lui mande le départ des nègres libres pour Sierra-Leone, sous la conduite du lieutenant Clarkson. 453

14 avril, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui envoie une pétition au sujet des provisions fournies à 650 émigrants arrivés, sans moyens de subsistance, d'Ecosse à Pictou, pour les empêcher de mourir de faim. Le compte des dépenses a été vérifié par le conseil exécutif. Ci-inclus rapport, compte, etc. 236

Incluses. Pétition de Michael Wallace, demandant le paiement des dépenses faites en provisions fournies aux émigrants à Pictou. Le compte est joint à la pétition. 238

Pièces justificatives et connaissement. 241-248

Copie de la lettre de Parr du 27 septembre 1791. Voir à cette date.

16 avril, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Reçu ses dépêches. Il lui adresse des copies imprimées des lois de la session dernière.
" Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 251

20 avril, Halifax. Le même au même. Envoi des états du bureau de marine pour Halifax et Shelburne, du 1er août 1791 au 31 mars 1792. 252

15 mai, Halifax. Le même au même. Reçu le budget provincial, qu'il a remis à Wentworth, assermenté hier (14 mai). 256

16 mai, Halifax. Wentworth à King. Parti de Sainte-Hélène le 6 avril, il est arrivé à Halifax le 13 mai. Depuis, il a été très occupé des affaires de l'administration. Messages d'amitié. 253

16 mai, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il est arrivé le 13 et a prêté le serment le 14. Reçu par le *Portland* les dépêches publiques adressées à Bulkeley, qui a transmis le budget de l'année courante. Il n'a pas encore eu le temps de se renseigner sur l'état de la province, mais il le fera aussitôt que possible. 257

10 juin, Edimbourg. James Finlayson à Robert Hepburn. Presser le paiement du traitement promis au Dr Brown, ministre de l'Eglise d'Ecosse à Halifax. 457

25 juin, Halifax. Extraits des lettres de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse des 5 avril et 30 octobre 1791 et du 25 juin 1792, concernant le collège de Windsor.
" Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 88

27 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). La législature s'est assemblée le 6. Efforts pour faire face à la dette publique et relever le crédit de la province; difficultés qui se présentent. On attend les navires qui transporteront le 16e et le 20e régiments à la Jamaïque, au grand regret des habitants. Importation illicite de marchandises par des pêcheurs des Etats-Unis, au détriment du revenu. Il met sous ce pli le rapport, avec dépositions à l'appui, du receveur des douanes à Shelburne. Un bâtiment armé a été envoyé pour l'assister. Tonge a présenté le *mandamus* enjoignant de le nommer commissaire de port; cet ordre sera exécuté.
" Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 259

1792.

Incluses. Rapport de Bruce, receveur des douanes à Shelburne, sur le commerce interlope exercé par des pêcheurs des Etats-Unis. Page 265

Déposition de Roderick MacLeod et de John McDonald. Vols commis par des pêcheurs des Etats-Unis. 267-270

Wentworth au capitaine George, demandant un bâtiment armé pour protéger la côte à Shelburne contre les attaques des pêcheurs américains. 271

27 juin, Halifax. Le même à King. Lettre d'amitié. Le *mandamus* de Tonge sera exécuté le plus promptement possible; Putnam prend autant d'intérêt au service que s'il était le titulaire de l'emploi. Il sera satisfait aux *mandamus* à Bulkeley, aussitôt parvenus. 273

1er juillet, Londres. Pétition de Sarah, veuve du lieutenant-gouverneur John Parr, à l'effet d'obtenir une pension. "A. & W. I.", vol. 598

12 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). La législature s'est assemblée le 11 juillet. Envoi de la liste des lois adoptées. 280

Incluses. Liste des lois. 282

Liste du conseil. 285

18 juillet, Halifax. Wentworth à Fishery (extrait) concernant le bill sur l'excise. Pièce dans une lettre de Fishery du——septembre. Voir cette dernière.

2 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Dépêches reçues. Il approuve les efforts faits pour rétablir le crédit public. Nécessité de la translation de troupes de la Nouvelle-Ecosse à la Jamaïque. Il compte que l'assistance d'un navire va arrêter les opérations illicites dont on se plaint. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 277

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, p. 87.)

7 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il lui transmet un arrêté du conseil relatif aux accusations portées contre les juges "puisnés." Sa Majesté ne voit aucun motif de censurer leur conduite. "Col. Cor. N. S.," vol. 21, p. 279

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 89.)

10 août, Whitehall. Nepean à Cumberland. Bulkeley recevra la moitié du traitement du lieutenant-gouverneur depuis la date de la nomination de Wentworth jusqu'au jour de son arrivée à la Nouvelle-Ecosse. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 89

— août, Halifax. Pétition de William Thomson, protonotaire. Il représente que l'assemblée n'a pas voté son traitement, et demande réparation du tort à lui fait. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 471

Incluses. Certificats en sa faveur du lieutenant-gouverneur Wentworth, du juge en chef Strange et du procureur général Blowers. 474 à 476

12 septembre, Londres. Watson au Secrétaire d'Etat (Dundas). En vue de la vacance créée par la mort de Goold, il (Watson) demande que Binney soit réintégré au conseil et reçoive le salaire voté à Goold comme conseiller. 458

14 septembre, Halifax. Wentworth à King. Les nègres étaient partis pour Sierra-Leone quand il est arrivé; autrement, il aurait pu effectuer une économie très notable. Il serait à souhaiter que les philanthropes eussent été mieux éclairés. Avec un huitième de l'argent dépensé pour le déplacement, on aurait pu rendre toute cette population noire parfaitement heureuse et en conserver les bras à la province, qui a grand besoin de travailleurs. Outre cela, les nègres restés dans le pays se voient plus abandonnés, plus misérables, et il craint que plusieurs d'entre eux ne périssent pendant l'hiver, car les fonds lui manquent pour les secourir. Il est étrange qu'un gouvernement dépense de si fortes sommes pour éloigner des hommes propres au travail et ne fasse rien pour aider ceux qui restent. Il croit qu'on pourrait sans difficulté former parmi les nègres un corps de troupes pour les Indes-Occidentales, car chaque jour il arrive des noirs de toutes les parties du continent; ce sont des hommes robustes, résolus, qui conviennent pour ce service. Pour cela, il (Wentworth) devra être

1792.

libre de choisir lui-même un bon officier de recrutement et de faire embarquer les hommes à mesure que la recrue sera faite. On déplore beaucoup le départ des 16e et 20e régiments, et l'on espère qu'on en enverra deux autres pour les remplacer ou qu'un régiment provincial sera formé. Il serait à propos de donner des terres comme par le passé ; la défense de faire des concessions entrave le progrès de la colonisation. Il lui fera connaître plus tard ses idées sur les moyens à prendre pour améliorer les choses aux houillières du Cap-Breton, qui est actuellement presque entièrement dépeuplé. Il a reçu l'ordre de transférer l'établissement de pêche à la baleine de la Nouvelle-Ecosse à Milford Haven ; quel que soit son avis sur l'opportunité de cette mesure, l'ordre sera exécuté. Folger et Starbuck sont partis et Holmes se rendra à Londres sur un navire qui lui appartient, emmenant avec lui Slade et Macey et des hommes expérimentés dans la pêche de la baleine pour monter deux navires. Caractère entreprenant de Holmes ; comment on a déterminé celui-ci à partir. Les habitants de la Nouvelle-Ecosse, ayant payé £1,500 pour avoir un établissement de pêche à la baleine à Dartmouth, trouvent injuste qu'on l'enlève sans les rembourser de leur argent ; comment il a calmé le mécontentement. Il a encouragé deux négociants actifs à construire un grand moulin à moudre ; il s'est procuré la première farine et en a fait faire du pain, qu'il a distribué en don. Il va faire faire un bon chemin jusqu'à Poictou (Pictou), une distance d'environ 72 milles. (La distance est de 117 milles par le chemin de fer). Dartmouth commence à revivre. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 286

(Duplicata. "A. & W. I.", vol. 598.)

Septembre (?) Halifax. Wentworth au Roi. Observations sur la position, etc., des officiers de port dans les colonies. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 298

Septembre (?) Halifax. J. Fishery à ———. Envoi d'un extrait d'une lettre de Wentworth concernant le bill sur l'excise et les émigrants d'Ecosse. 459

Incluses. Wentworth à Fishery (extrait). Ce que vaut le bill sur l'excise. Extraits relatifs aux émigrants d'Ecosse. 460

(La lettre de Fishery n'est pas datée ; la lettre de Wentworth, datée : Halifax, juillet, fut probablement délivrée à Londres en septembre).

La *Gazette* du 17 juillet : contenant des lois qui sont dans la collection imprimée.

Les Lords du commerce, le 3 décembre 1762. Il n'y a rien qui empêche la Nouvelle-Ecosse d'imposer un droit d'excise sur les marchandises importées de la Grande-Bretagne. 468

25 octobre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Observations sur les lois passées à la dernière session et dont il envoie la liste. Mention du Journal du conseil législatif. Observations sur le Journal de l'assemblée. Les états du bureau de marine ont été envoyés. La sécheresse, suivie d'une inondation, a fortement atteint la province ; les incendies, nombreux, ont ajouté aux calamités. On regrette le déplacement des établissements de pêche à la baleine ; cependant le commerce et la pêche de la morue et du saumon ainsi que les petites pêches ont été remarquablement actifs. Envoi du plan du chemin ouvert entre Halifax et Pictou. Il (Wentworth) a encouragé la construction d'un grand moulin pour moudre le grain, et il espère avant longtemps mettre fin à l'exportation aux Etats-Unis de sommes très considérables d'argent employées à l'achat de provisions, et alimenter Terre-Neuve et les Indes-Occidentales. Depuis septembre, le phare sur l'île McNut est éclairé ; valeur de ce feu. Découverte de riches minerais de fer. Sur la foi d'une concession de 12,000 acres faite par Parr, Brook Watson et Cie ont commencé l'exploitation. Il (Wentworth) recommande de confirmer cette concession. L'affection au souverain, la paix et la bonne volonté règnent dans la province.

"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 6

1792.

Incluses. Liste des lois, en date du 6 juillet 1792. Page 33
Journal du Conseil législatif. 38
Journal de l'Assemblée législative. 124

26 octobre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Reçu l'arrêté du conseil, portant que le roi ne voit pas motif à censurer la conduite des juges "puisnés" dont se plaint l'assemblée; il en a donné communication. Reconnaissance des juges. 177

23 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui transmet des lettres de divers membres du conseil concernant Daniel Wood, ci-devant protonotaire de la cour suprême et greffier de la couronne pour la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 90

Incluses. T. A. Strange et autres, membres du conseil, à Wentworth. Ils expriment l'avis qu'il soit fait droit à Daniel Wood. 91
Commission en faveur de Daniel Wood, greffier de la Couronne pour la Nouvelle-Ecosse, en date du 12 juillet 1791. 95
Certificat des juges de la cour suprême en faveur de Daniel Wood, en date du 10 juillet 1787. 97
William Thompson nommé protonotaire en remplacement de Daniel Wood le 11 septembre. 93

29 novembre, Halifax. George Smith à Nepean. Il lui rappelle la pétition présentée en mars 1784, et demande l'emploi de garde-magasin et intendant des casernes de l'artillerie, devenu vacant par la mort de Morden. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 465

Incluse. Certificat donné en faveur de John Smith, par des membres du conseil de la Nouvelle-Ecosse, le 18 septembre 1783. 467

29 novembre, Halifax. Le Juge en chef à King. Il recommande l'affaire de Binney et de Wood, et entre dans des détails. Osgoode, du Haut-Canada, lui a écrit le bien qu'il pense de Simcoe. "A. & W. I.", vol. 598

1er décembre, Halifax. Wentworth au même. Il recommande de nouveau de nommer Binney au conseil et d'allouer un traitement au Dr Brown. "A. & W. I.", vol. 598

1er décembre, Halifax. J. Halliburton à Nepean. Il lui écrit en faveur de Wood, suspendu de ses fonctions de protonotaire par Thomson. "Col. Cor. N.S.", vol. 32, p. 99

3 décembre, Halifax. Pétition de John Lawson, demandant l'emploi d'intendant de caserne. "Col. Cor. N. S.," vol. 21, p. 472

Incluse. Certificat de moralité. 474-475

5 décembre, Halifax. Le Juge en chef à Nepean. Recommande Brenton pour la fonction de *judge advocate.* "Col. Off. N. S.," vol. 23, p. 468

12 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Faire un rapport sur la possibilité et l'opportunité d'établir dans la Nouvelle-Ecosse les émigrants français qui pourraient y aller chercher asile, et sur les dépenses présumables. "Col. Cor. N.S.," vol. 21, p. 302
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 90.)

12 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il est désirable d'avoir un homme bien entendu pour remplir les fonctions de *judge-advocate*, et recommande Brenton. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 179

12 décembre, Halifax. Le même au même. Il met sous ce pli une lettre du capitaine George, R. N. et une lettre du munitionnaire de la marine, demandant la permission d'importer 10,000 gallons de mélasse des Etats-Unis. Il n'est pas en son pouvoir d'accorder cette requête, et il la lui soumet (Dundas). 181

Incluse. Lettre du capitaine George. 184
Lettre de Belcher, agent du munitionnaire. 185

13 décembre, Halifax. Wentworth à Nepean. Il regrette de n'avoir pu faire personnellement sa connaissance; il (Nepean) était absent à son départ. Les bonnes qualités de Ideson; il est peu probable qu'il soit employé comme avocat

1792.

pour telles raisons mentionnées. Loyalisme de la province. Perte éprouvée par le renvoi des nègres; ils étaient industrieux et approvisionnaient le marché de légumes, etc. Autre perte causée par le déplacement de l'établissement de pêche à la baleine, qui avait coûté £1,500 à la province; les habitants paient actuellement des taxes pour rembourser cette somme. Misère produite par la sécheresse et les inondations qui l'ont suivie. Mesures prises pour la soulager. Loin de se plaindre, la population fait tous ses efforts pour remédier au mal. Les comtés sont à réparer les chemins et les ponts qui ont été détruits. Que la mélasse devrait être ajoutée à la liste des marchandises importables des ports étrangers. Cela aurait pour résultat de rendre la vie moins chère et d'augmenter le revenu public. 186

13 décembre, Halifax. Le même à King (lettre personnelle). Renseignements sur les charbonnages du Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 598

14 décembre, Halifax. Le même au même (lettre secrète). Ils s'attend à l'arrivée de la charte érigeant le collège, avec pouvoir de conférer des degrés. Brenton, qui remettra la présente lettre, sollicite l'emploi de *judge-advocate* d'Annapolis. Il (Wentworth) recommande cette nomination; tout en réduisant ainsi la dépense on s'assurera des services plus utiles. Ses dépêches officielles (Wentworth) font voir le succès de ses efforts en ce qui concerne la route à Poictou (Pictou), le phare près de Shelburne et les finances publiques. Toute la population est satisfaite.
"A. & W. I.", vol. 598

22 décembre, Lambeth. L'Archevêque de Canterbury à————. Il envoie des extraits de lettres indiquant les frais probables de la construction du collège à Windsor, Nouvelle-Ecosse. Besoin d'une église à Saint-Jean de Terre-Neuve. "Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 477

1793.

2 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Un des régiments stationnés dans la Nouvelle-Ecosse sera envoyé aux Barbades pour la protection des Iles sous-le-Vent, et un de ceux stationnés au Nouveau-Brunswick ira le relever. La question de former un régiment provincial est à l'étude. Il regrette que l'assemblée n'ait pas voté le traitement de Thompson, protonotaire et greffier de la couronne.
"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 1

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 91.)

Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Changement des troupes comme dans la lettre à Wentworth. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 4

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 93.)

7 janvier, Londres. Pétition de Wood. Thompson a été nommé au poste de greffier de la couronne parce que l'on pensait que l'emploi était vacant. Il (Wood) demande sa réintégration. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 101

5 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Un autre régiment sera envoyé de la Nouvelle-Ecosse aux Barbades, outre celui déjà commandé le 2 janvier.
"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 194

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2. p. 94.)

8 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il lèvera dans la Nouvelle-Ecosse un corps de 600 hommes, à diviser en six compagnies, pourvues d'un bon cadre d'officiers, et dont il (Wentworth) aura le commandement avec le grade provincial de colonel, sans solde, ni lui ni les autres officiers ne devant avoir rang dans l'armée et être admis à la demi-solde; le corps sera simplement provincial. S'il ne pouvait le former au complet, il n'y aura d'officiers nommés que pour le nombre d'hommes levés et ils seront choisis parmi les officiers réformés résidant dans la province. Beverley Robinson sera lieutenant-colonel et Francis Kearney major. Les autres officiers seront choisis par lui (Wentworth). Règlement concernant la paie, etc., et les concessions de terres pour le

1793.

corps. Des ordres ont été envoyés à Ogilvie pour le transport d'un second régiment aux Barbades. Pratiquer l'économie dans les dépenses d'engagement. Comment sera entretenu le régiment.
"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 196
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 94.)

15 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Il va y avoir une expédition aux îles Saint-Pierre et Miquelon ; les bâtiments de la marine royale y prendront part. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 206

27 février, Whitehall. Le même à Wentworth. Comme le lieutenant-colonel Beverley Robinson, nommé au régiment qui doit se lever dans la Nouvelle-Ecosse, demeure au Nouveau-Brunswick, il prendra ce grade dans le régiment que l'on est en train d'y former et le major Barclay, nommé au régiment du Nouveau-Brunswick, aura le grade de lieutenant-colonel du régiment de la Nouvelle-Ecosse. 208
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 100.)

7 mars, Whitehall. King à Wentworth. Il lui transmet les procès-verbaux du comité du conseil relatif au commerce, sur l'importation de la mélasse des Etats-Unis. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 101

16 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Buckley (Bulkeley). Il lui envoie copie d'une lettre des commissaires de la marine sur les frais de transport de 1,190 nègres à Sierra-Leone. Le chiffre si élevé de la dépense demande quelque explication, pour la justification des comptes transmis. 101

19 mars, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Une partie du 21e régiment est allé aux Barbades ; le reste est retardé par le manque de navires.
"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 211

21 mars, à bord du *Hussar*, Halifax. Le Commodore George à Stephen. Envoi de l'état et condition des navires de Sa Majesté le *Hussar* et le *Winchelsea*, et de copie d'une lettre d'Ogilvie. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 103

22 mars, Halifax. Wentworth à King. Il recommande une réduction de l'impôt sur la houille du Cap-Breton. A quoi précédemment le droit était employé. A l'égard de l'alimentation des troupes, on ne peut compter sur la province que pour la fourniture des farines, qu'on peut avoir du nouveau moulin de Hartshorne et Tremain à aussi bon marché qu'à l'étranger. L'unité et l'harmonie règnent dans l'assemblée générale ; la "loyale" adresse votée par les deux chambres en témoignera assurément. De pareilles adresses ont une bonne influence sur la population. Il a écrit officiellement au sujet des émigrants français que l'on se propose d'envoyer dans la province ; il ne tient pas à ce qu'il y ait beaucoup de prêtres parmi eux, à moins qu'ils ne consentent à entrer en ménage et à travailler aussi bien qu'à prier. Il espère recevoir l'ordre de former un régiment provincial. Le gouvernement est-il sérieux dans son projet d'envoyer des émigrants français en Canada ? "A. & W. I.", vol. 598

22 mars, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). On peut établir 2,000 émigrants francais avantageusement dans la province; comment pourvoir tout d'abord à leur subsistance, les aider à se bâtir des maisons, leur fournir les outils, etc.; avantages du plan qu'il propose. Il voudrait les établir selon leurs habitudes et leurs états ou métiers. Il offre ses services.
"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 216
(Copie en date du 29, même volume, p. 246.)

22 mars, Halifax. Le même au même. Pris des mesures de défense suivant les ordres reçus. 214

22 mars, Halifax. Le même au même. Il fait dresser un état complet de la milice, et espère l'expédier par la prochaine malle. Services du capitaine Straton, I.R. Il (Wentworth) est a prendre les mesures préparatoires pour convoquer les forces rurales. Nul doute qu'on ne puisse réunir 8,000 hommes. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 224

1793.

22 mars, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Reçu les dépêches ordonnant l'échange des régiments. Il le remercie d'avoir bien accueilli le projet de former un régiment provincial. Son regret de ce que la dernière assemblée ait refusé de voter le traitement de Thompson, mais il espère que la chambre actuelle y pourra être amenée. Page 226

22 mars, Halifax. Le même au même. Reçu copie du discours du roi et de l'adresse en réponse. 229

22 mars, Halifax. Le même au même. La province a été tranquille depuis son dernier rapport. Dissolution de l'assemblée. Une nouvelle chambre a été convoquée, qui s'est réunie le 20. Les élections se sont faites avec ordre et modération. L'assemblée semble disposée à apporter dans ses délibérations de la diligence et un esprit de modération et de libéralité. Ci-inclus copie de son discours, des adresses en réponse et d'une adresse à Sa Majesté. 230

Le discours du gouverneur et les adresses sont extraits des Journaux. Voir ces derniers.

22 mars, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il y a deux vacances au conseil; il propose comme candidats James DeLancey, d'Annapolis-Royal, John Butler, d'Halifax, et Thomas Barclay, d'Annapolis. Tous trois possèdent les qualités convenables. 244

23 mars, Halifax. Strange à King. Le Dr Brown est content de ce que l'on a fait pour lui. Félicitations à propos de l'adresse du conseil et de l'assemblée, proposée et préparée par Michael Wallace, négociant. Elle ne peut être que bien accueillie. Suit un duplicata. "A. & W. I.", vol. 598

23 mars, Halifax. Wentworth au même. Il a oublié de lui dire qu'il a présenté trois personnes pour les deux places vacantes au conseil. Il demande maintenant que les deux premières mentionnées par lui soient nommées, la troisième étant très utile comme *speaker* de l'assemblée.

"A. & W. I.", vol. 598

30 mars, Halifax. Pétition de Thompson, protonotaire, etc., demandant son traitement. Pièce incluse dans une lettre du "lord advocate" du 8 juin. Voir cette dernière.

22 avril, Halifax. Ogilvie à Wentworth. Il va ordonner de fournir des effets de couchage aux recrues. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 2 mai. Voir cette dernière.

24 avril, Halifax. Wentworth à Francklin. Fournir des provisions aux recrues. Incluse de la lettre de Wentworth du 2 mai. Voir à cette date.

25 avril, à bord du *Hussar*, Halifax. Le Commodore George à Stephen. Reçu les ordres des commissaires, en date des 8 et 9 février. Le schooner de Sa Majesté *Diligent* est à l'ancre dans le port et le *Chatham* est attendu d'heure en heure avec un détachement de l'île Saint-Jean. Ces goélettes seraient tout à fait inutiles en temps de guerre; le commissaire Duncan est de cet avis.

"Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 105

26 avril, Halifax. Francklin à Wentworth. Il ne peut fournir les provisions demandées. Incluse de la lettre de Wentworth du 2 mai. Voir cette lettre.

27 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) au même. Sa Majesté est satisfaite des dispositions prises par rapport à la dette publique et à d'autres objets d'utilité générale, ainsi que de l'harmonie qui règne entre les différentes branches des la législature. L'heure actuelle n'est pas favorable pour effectuer le changement proposé de frontière entre le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse. La demande adressée par l'assemblée d'avoir permission d'importer d'Amérique du tabac et des munitions navales et d'avoir des ports d'entrée à Annapolis et à Poictou (Pictou), est renvoyée au comité du commerce du conseil. Le grand maître de l'artillerie a été informé de l'insuffisance des armes et de l'équipement de la milice. Brenton nommé "judge-advocate" à Annapolis. Relativement à la requête qu'il soit permis d'importer de la mélasse des Etats-Unis, il (Dundas) signale une clause de la loi qui autorise l'importation de mar

1793.

chandises spécifiées en cas d'urgence. Aucune décision ne peut être prise maintenant au sujet des émigrants français. Ce qu'il dit des milices rurales est satisfaisant. Il (Dundas) regrette que la milice manque d'armes, etc.; mais l'ordre d'en fournir avait été envoyé en même temps que celui de lever le régiment. Sa Majesté a gracieusement reçu la "loyale" adresse du conseil et de l'assemblée. Les vacances dans le conseil ont été remplies. La proposition de fournir de la farine aux troupes a été renvoyée à la trésorerie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 102

28 avril, Halifax. Strange à Cumberland. Réunion de la législature. Election de Barclay à la fonction de speaker, en remplacement de Uniacke, qui n'a point voulu se faire réélire par l'assemblée. Arrangement pour le paiement du principal et de l'intérêt de la dette; réduction des traitements et salaires par économie, y compris les "wages" du speaker et des députés. Harmonie entre les branches de la législature. Il (Cumberland) cesse d'être agent de la province. Ci-incluses les délibérations prises sur ce sujet.
"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 471

Incluses. Procès-verbal de l'assemblée, du 24 avril; cas de négligence de la part de Cumberland; résolutions portant que les affaires de la province demandent un agent qui réside toujours à Londres, et nommant Philip Sansom, agent à la place de Cumberland. 475

Procès-verbal du conseil (sans date): avant de donner suite à la résolution de l'assemblée concernant Cumberland, il conviendrait d'écrire à celui-ci; c'est pourquoi le conseil ne peut en ce moment adhérer à la résolution. 478

Procès-verbaux du conseil: conférence avec l'assemblée au sujet de Cumberland; le conseil ne peut adhérer aux résolutions de l'assemblée. 480

29 avril, Halifax. Strange à King. Il lui adresse copie d'une lettre à Cumberland avec incluses. Cette affaire lui fait peine. Il serait heureux si Cumberland pouvait reconquérir la sympathie de ses commettants. Le rapport que l'on éprouve de la difficulté à faire les équipages de la flotte, cause du découragement. "A. & W. I.", vol. 598

29 avril, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Pourquoi l'embarquement du 21e régiment a été retardé; embarqué le 25, il est parti le 27 pour les Barbades. Retard des troupes du Nouveau-Brunswick destinées aux Indes-Occidentales; il louera des transports à mesure qu'arriveront les navires. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 257

(Voir aussi. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 107.)

30 avril, Halifax. Wentworth au même. Il a reçu la déclaration de guerre faite par ceux qui exerçent l'autorité suprême en France, et l'a communiquée à l'assemblée, avec l'information qu'il avait eu l'ordre de lever un régiment pour la défense de la province. Ci-incluses les adresses à cette occasion. Il a fait publier les ordres de Sa Majesté, etc.
"Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 260

Incluses. Adresse du conseil. 263

Adresse de l'assemblée. 265

(Duplicata, pp. 289 et 291.)

2 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Selon le commandement reçu, il a ordonné la levée d'un corps de 600 hommes. Avoir le sentiment de la population. Il compte que le régiment sera au complet dans quelque mois. Il usera d'économie; mais il ne peut engager d'hommes en offrant deux guinées de prime quand le 60e donne de trois guinées et demie à quatre guinées. Jusqu'à présent, il en a donné deux et demie et il s'efforcera de ne pas dépasser ce chiffre. Moyens qu'il prend pour nourrir les engagés. Gratitude du major Barclay; il propose de former un régiment de milice volontaire, commandé par des officiers réformés, et composé d'hommes ayant servi, mais qui ne peuvent s'enrôler dans le

1793.

régiment qu'on lève actuellement, parce qu'ils ont femmes et familles. Les volontaires, au nombre de 1,000, seraient employés dans les endroits de la province qui auraient le plus besoin d'être défendus. Il recommande le major Samuel Vietch Bayard pour le grade de lieutenant-colonel du régiment en formation en remplacement de Barclay, qui demande à être admis à donner sa démission. Divers officiers offrent de servir, se contentant de leur demi-solde. Comment les officiers peuvent être nommés. Il propose d'appeler ce corps "The King's Nova Scotia regiment." "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 267

Incluses. Ogilvie à Wentworth, le 22 avril. Il a donné ordre de fournir aux recrues de la literie de caserne, etc. 276

Wentworth à Francklin, 24 avril. Fournir des provisions aux recrues. 278

Francklin à Wentworth, 26 avril. Le marché de fourniture de provisions aux troupes étant expiré, il lui est impossible de donner les subsistances demandées. 280

2 mai, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il va exécuter sans retard l'ordre de Sa Majesté contenu dans la lettre du 15 février. (Attaquer Saint-Pierre et Miquelon.) 282

3 mai, Halifax. Wentworth à King. Remerciement pour la recommandation d'un agent. Il a 86 hommes dans les casernes, et autant chez des particuliers dans la campagne ; sans eux l'expédition a dû être retardée de quelques jours. Il a convaincu les sauvages, neutres depuis longtemps, "que le Dieu tout puissant commence à voir ce que sont après faire les Français" et ils se battront jusqu'au dernier pour le roi George. Il a demandé que son régiment eût titre de "royal" ; cela ne coûte rien ; le roi donne le drapeau et, dans ce cas, les retroussis sont bleus. Le général O. (Ogilvie) est si timide et s'attache si étroitement à la lettre des ordres, qu'il refuse de rien faire de lui-même, retardant ainsi le service et le rendant difficile et dangereux. Mention de Charles (son fils). Les officiers supérieurs du régiment auront-ils des compagnies, et six capitaines avec cela ?
"A. & W. I.", vol. 598

3 mai, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). L'assemblée a été prorogée le 27 avril. Arrangements arrêtés pour faire face à la dette : toutes les dépenses réduites de 20 à 25 pour cent, y compris l'indemnité des députés et le traitement du speaker. La dette est diminuée de 10 pour cent. Misère des sauvages, par suite de la détérioration de leurs terrains de chasse et d'un hiver trop doux. Beaucoup d'entre eux seront exposés à périr de faim l'hiver prochain si on ne leur vient point en aide. Une somme n'excédant pas £200 les sauverait. Il a réussi à en décider quelques-uns à s'établir et à cultiver la terre. Soixante à cent d'entre eux pourraient être enrôlés et seraient très utiles aux troupes. Des volontaires offrent de s'embarquer sur le navire de guerre pour l'expédition de Saint-Pierre et Miquelon. Etat de la garnison à ces îles ; arrivée d'une frégate française, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 283

3 mai, Halifax. Le même au même. Il a reçu 33 Français, faits prisonniers par l'*Alligator* dans sa traversée à Halifax, et a tiré traite pour leur subsistance. 293

4 mai, à bord de l'*Alligator*. Arrangement entre Ogilvie et Afflect au sujet des prisonniers. Pièce incluse dans une lettre d'Ogilvie du 20 décembre 1794. Voir cette dernière.

14 mai, Halifax. Mme Cottman à Mme Barwell. Elle va demander qu'on lui continue la pension accordée à feu sa mère. Pièce incluse dans une lettre de Bartwell du 12 janvier 1794. Voir cette dernière, qui renferme la pétition, en date du 28.

15 mai, Halifax. Bulkeley au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui envoie la réponse de l'agent chargé du louage des navires, par rapport aux dépenses faites

1793.

pour le transport de 1,190 noirs de la Nouvelle-Ecosse à Sierra-Leone, avec des observations. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 296

Incluse. Explications de Michael Wallace, agent. 299

16 mai, Londres. Pétition de John Butler Butler, Alexander Leckie, Elisha Lawrence, James Glenie et Alexander Reid, propriétaires de terres dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, contre l'ordre de lever un corps de "fencibles" dans chacune de ces provinces. 484

18 mai, Saint-Pierre. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Prise des îles de Saint-Pierre et Miquelon le 14. Compte rendu des opérations; sommation; Danville s'est rendu à discrétion sur refus de toutes conditions de capitulation. Effectif de la garnison, etc., préparatifs de défense. Bonne conduite des troupes sous son commandement (Ogilvie).

"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 303

Incluse. Inventaire de l'artillerie et des munitions de guerre prises à l'ennemie. 307

19 mai, Saint-Pierre. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Relevé de la population des deux îles: 120 militaires et fonctionnaires; 450 pêcheurs; 950 habitants; ensemble 1,520. La garnison et les pêcheurs ont été envoyés à Halifax; les habitants ont eu la permission de rester jusqu'à ce que la volonté du roi soit connue. Condition misérable de ces derniers; distribution de rations. Quand bien même on aurait voulu faire partir les habitants, les bâtiments manquaient pour les recevoir. Il laissera une garnison de 100 hommes sous les ordres du major Thorn. Comment il a disposé du reste des troupes. Les propriétés privées des habitants leur ont été assurées, les marchandises appartenant à des personnes résidant en France ont été confiées à un commissaire. Description de Saint-Pierre. Les habitants sont principalement des Canadiens et des Acadiens, tranquilles et inoffensifs, quoique l'infernal esprit de la liberté et de l'égalité ait atteint même ce point perdu de la terre. Il demande la gratification d'entrée en campagne pour les officiers. 310

(Extrait. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 109.)

28 mai, Halifax. Wentworth à King. Il y a maintenant 350 hommes enrôlés, dont 260 sont dans la ville. Il n'a pu en engager qu'un très petit nombre à deux guinées et demie de prime; mais croit avoir bientôt un beau régiment. Il espère qu'on aura trouvé un président ou proviseur pour le collège et qu'on expédiera bientôt la charte. On attend le retour du général Ogilvie avec trois compagnies; c'est bien peu de monde pour un état-major complet. Il n'a pas encore annoncé à Ogilvie qu'il était à se former un régiment. Le régiment du Nouveau-Brunswick, à ce que l'on dit, ne compte jusqu'à présent que 90 hommes. Un Acadien a tué une vache marine; le veau a été gardé et est envoyé au roi. Effets d'habillement pour son régiment. Nouvelle alarmante que le service des paquebots doit être discontinué. "A. & W. I.", vol. 598

28 ma Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui communique copie d'une lettre d'Ogilvie, rendant compte de la prise des îles Saint-Pierre et Miquelon. Ogilvie a envoyé 500 prisonniers français à Halifax, et lui a demandé son avis (Wentworth) sur l'opportunité de coloniser une partie des habitants dans la province et au Cap-Breton. Ci-inclus copie de sa réponse. Il pourvoira aux besoins des prisonniers en usant d'une grande économie; mais le prix des denrées a augmenté de 60 à 100 p. cent depuis la guerre. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 315

Incluses. Lettre d'Ogilvie à Wentworth, du 20 mai. Prise de Saint-Pierre et Miquelon. Il envoie 500 prisonniers, dont la plupart sont des pêcheurs de France, dits pêcheurs hivernants. Il lui demande son avis au sujet de l'établissement d'une partie des habitants dans la Nouvelle-Ecosse et au Cap-Breton. Egalité et bonnet phrygien, voilà qui séduit déjà ici beaucoup d'imaginations. 317

1793.

Réponse de Wentworth, 28 mai. Il (Wentworth) prendra les meilleures mesures possibles à l'égard des prisonniers. Selon lui, il ne serait pas à propos d'établir de ces habitants au Cap-Breton; on en pourrait avoir quelques-uns dans la Nouvelle-Ecosse. Page 319

28 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il apprend que des soldats de son régiment avaient été embarqués de force pour l'expédition de Saint-Pierre, puis mis à terre. Ci-incluses les offres faites pour l'alimentation du régiment. Il peut l'entretenir lui-même à meilleur marché. Ses recrues sont maintenant au nombre de 300, dont 260 en garnison; les autres font le service de recrutement ou sont en route pour rejoindre. Il a été obligé d'augmenter la prime. 321

Incluses. Soumission de Michael Wallace pour nourrir le régiment. 324

Id. de Brymer et Belcher. 325

(Les deux pièces sont datées du 18 mai.)

28 mai. Le Commodore George à Stephen (extrait). Le *Winchelsea* a pris la mer le 27, le *Hussar* le 29, et l'*Alligator* le 30 avril. Le capitaine Affleck est parti le 8 du courant pour Saint-Pierre avec Ogilvie et le détachement de l'armée. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 111

2 juin. Notes relatives aux régiments envoyés de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick aux Barbades. 114

3 juin, Halifax. Binney à King. Il a remis la lettre; mais rien encore n'a été reçu pour l'autoriser à reprendre son siège au conseil, non plus que la nomination de son fils au poste d'intendant des casernes. Il croit que son siège au conseil devrait lui être rendu sans nouveau *mandamus*, vu qu'il n'a été suspendu de ses fonctions que jusqu'à la réception du rapport de lord Dorchester, qui l'acquitte et le justifie. "A. & W. I.", vol. 598

4 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Reçu les dépêches. Zèle avec lequel la milice s'organise. Le régiment de la ville compte près de 600 hommes, complètement armés, et il y a une compagnie d'artillerie forte de 56 hommes; ces troupes, pourvues de bons officiers, peuvent s'assembler à quinze minutes d'avis. Le régiment, en formation sous le commandement de Delancey et Barclay, s'engage à défendre la côte de St-Mary's Bay, d'Annapolis et de la baie de Fundy, et à se porter en toute hâte sous les autres points du littoral qui pourraient être envahis. Les autres régiments se constituent aussi promptement que possible. Distribution d'armes, etc., par ordre de l' "Ordnance". Il y en aura en magasin plus qu'il n'en faut pour le Nouveau-Brunswick. Le capitaine George est parti, le 31 mai, sur le *Hussar*, pour aller protéger la côte. L'apparition d'un grand sloop à huniers, au large de la côte, a mis en crainte les négociants; il n'y a pas de navire qui puisse être envoyé à la découverte. Il (Wentworth) va faire radouber un schooner armé, qui se mettra à l'ancre à l'entrée du port; les deux goélettes sont inutiles, et pour la guerre et pour la répression de la contrebande. Arrivée d'une goélette américaine à Lunenburg, pendant que les gens étaient à l'église; il en est débarqué quatre hommes, qui ont examiné les canons et les chemins; le havre a été sondé, puis le navire s'est éloigné. Envoi d'armes; la milice veille. Il se serait rendu lui-même sur le lieu, mais il n'a pu le faire, faute d'un moyen de transport. La nécessité d'avoir un navire armé pour défendre la côte,—un navire de 140 tonneaux, portant 8 pièces de six et un équipage de onze hommes, y compris les officiers. Il pourrait toujours trouver de 40 à 60 volontaires dans le régiment qui est en formation, tous hommes accoutumés à la mer. Services que rendrait un pareil navire. Il résume le contenu des lettres qui ne sont pas parvenues à Dundas. Reçu le budget de l'administration civile. Décès de Mme Howe; sa fille, Mme Cottnam, demande que la pension lui soit continuée. Le départ du paquebot a été différé pour la convenance des négociants. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 326

1793.

Incluse. Pétition de Deborah Cottnam veuve, fille de feu Edward Howe. Page 335

8 juin, Edimbourg. Robert Dundas, d'Arniston, *lord advocate* (procureur général) d'Écosse, à King. Il lui transmet des lettres, à soumettre au Secrétaire d'Etat, qui disent que l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse a refusé de faire droit à Thompson. "A. & W. I.", vol. 598

Incluse. Lettre de James Hume au "lord advocate". L'assemblée de la Nouvelle-Ecosse a refusé de voter le traitement de Thompson, protonotaire et greffier de la couronne, parce qu'il a été nommé en vertu d'un *warrant* distinct de ceux des fonctionnaires provinciaux. Il (Hume) demande que le nom de Thompson et son traitement soient portés au budget de la présente année.

Pétition de Thompson pour le paiement de son salaire.

20 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il demande d'être créé baronnet. "Col. Off. N. S.", vol. 32, p. 116

(Duplicata. "A. & W. I.," vol. 598.)

20 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Nouvelles raisons urgentes d'avoir sur la côte un navire armé; conduite intolérable de pêcheurs américains, qui refusent d'obéir aux lois et arrêtent la pêche des colons. Ils détruisent les pêcheries en jetant les déchets de poisson à l'eau. Aucun navire armé pour maintenir l'ordre. Quand la flotte fera voile pour les Indes-Occidentales avec les deux régiments, le port et toutes les côtes resteront sans défense; ils pourraient être défendus par le navire dont il a parlé. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 351

21 juin, Halifax. Wentworth à King. Il a complété le "King's Nova Scotia regiment"; s'il était besoin de porter la levée à 2,000 hommes, il ne doute pas qu'il ne le pût faire. Nécessité d'avoir un schooner armé au service de la province. Il peut acheter un bâtiment aux Etats-Unis et le faire équiper au carénage. Il y a des pièces de canon et des munitions sans emploi. Il a demandé la dignité de baronnet. Le commodore George est arrivé; le général Ogilvie et le capitaine Affleck sont attendus d'heure en heure. On pense que le 6e régiment se joindra au convoi des Barbades. Il (Wentworth) espère que la charte du collège et les fondations de bourses pour élèves seront bientôt complétées. Quand les troupes s'embarqueront il y aura soixante milles de routes d'ouvertes et pourvues de ponts jusqu'à Cobéquid, et la Shubénacadie aura été rendue navigable. Avantages de ces travaux au double point de vue commercial et militaire. Il restera ensuite à s'assurer l'approvisionnement de combustible à un prix convenable, ce qu'on peut obtenir par une sage exploitation des mines de houille du Cap-Breton. "A. & W. I.", vol. 598

21 juin, Halifax. Le même au même. Ogilvie est revenu de Saint-Pierre. Les transports qui amènent les troupes continuent à arriver. Le 6e régiment du Nouveau-Brunswick et le 65e seront envoyés sans délai aux Indes-Occidentales; il restera trois compagnies du 4e régiment et le Royal-Nova Scotia, mais point de navire armé, dont il a si grand désir. Difficulté qu'il aura à se procurer des subsistances pour son régiment, Ogilvie n'ayant pas d'instructions officielles à ce sujet. Il a reçu une offre d'une compagnie de Boston, mais il n'ose pas l'accepter. Il est possible qu'il vienne des gens de plusieurs parties de la Nouvelle-Angleterre, car un grand nombre désirent venir retrouver leur ancien gouverneur. Zèle et énergie du commodore George. Le juge de l'amirauté a reçu des instructions pour la délivrance de lettres de marque, mais lui (Wentworth) n'est pas autorisé à délivrer des commissions, ce qui rend inutiles les instructions. "A. & W. I.", vol. 598

21 juin, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Embarqué les détachements à Saint-Pierre avec 607 prisonniers français; trois des transports sont arrivés, les trois autres sont attendus à chaque instant. Il pourvoiera à

1793.

la sûreté et à l'entretien des prisonniers jusqu'à ce qu'il reçoive des ordres à leur sujet. Le commandant et un lieutenant sont les seuls officiers de Saint-Pierre amenés ici; les autres, ayant des familles nombreuses, sont restés sur parole. Les habitants ont prêté un serment de neutralité. Distribution de provisions à environ 900 personnes. On a laissé à Saint-Pierre un détachement d'occupation d'environ 160 hommes; ce n'est pas trop. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 354

3 juillet, Londres. Panton à Randall. Note de sa réclamation et de ses services. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 117

4 juillet, Londres. Le même à Nepean. Raisons qui, à son avis, lui donnent droit d'obtenir une rente annuelle de l'Etat. 119

4 juillet, Londres. Morice au même. Il lui envoie des extraits de lettres concernant Panton, qui montrent ses rapports avec la "Society for the Propagation of the Gospel." 121

Extraits. 123

Certificat délivré à Panton. 125

5 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Bayard étant moins ancien dans le service, on manquerait au règlement en le nommant au-dessus de Kearney; ce dernier devra être lieutenant-colonel du régiment, et Bayard, major. S'il (Wentworth) ne peut trouver pour le régiment assez d'officiers réformés, il en pourra choisir d'autres; mais ceux-ci n'auront droit ni à un rang dans l'armée ni au traitement de réforme au licenciement du corps. Il espère que l'on pourra induire les sauvages à s'établir sur des terres et à cultiver; il (Wentworth) est autorisé à dépenser £200 pour eux. N'admettre les gens de Saint-Pierre et Miquelon dans les gouvernements nord-américains qu'avec une extrême circonspection. Envoyer les prisonniers en Europe. Il (Wentworth) est autorisé à avoir un schooner pour le service de la province pendant la durée des hostilités. La promptitude avec laquelle la milice a été formée en corps fait grand honneur aux officiers et à la province en général. Il loue la conduite de l'assemblée au sujet des dispositions arrêtées par elle pour payer la dette publique. "Col. Cor. N. S." vol. 22, p. 342

(La date de cette lettre est douteuse; selon une copie contenue dans la série "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 108, la lettre est datée du 6.)

6 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Satisfaction du roi en apprenant l'exécution de ses ordres pour la prise de Saint-Pierre et Miquelon, et les mesures établies pour la protection des propriétés. La demande d'une gratification a été communiquée à Amherst. Comme il est impossible de s'assurer du progrès que les principes subversifs du présent gouvernement de France ont pu faire dans les esprits à Saint-Pierre et Miquelon, il ne faudrait encourager aucun des habitants à aller s'établir dans les possessions anglaises en Amérique, ou ne le faire qu'avec la plus grande circonspection. "Col. Cor, N. S.", vol. 22, p. 338

(Une copie, qui se trouve dans la série "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 104, est datée du 5.)

6 juillet, Londres. Panton au Secrétaire d'Etat (Dundas). Grandes dépenses nécessitées par sa position à Shelburne. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 127

6 juillet, Whitehall. Duplicata d'un mémorandum de sa réclamation, en date du 3 juillet. Certificat de Parr, en date du 2 août 1787. 129

Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Le roi a la plus entière confiance dans le loyalisme du régiment en formation; mais il ne peut accorder la distinction demandée, parce que ce serait provoquer d'autres demandes du même genre. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 349

6 juillet, Halifax. (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 111.)

L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse à M. C. (Cooke). Il l'informe de l'arrivée de deux hommes: Archidiacre et Grégoire, deux jacobins, qui se

1793. sont déclarés prêts à aider à faire au roi ce que l'on avait fait à celui de France. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 521

(Voir aussi les lettres du 7 octobre et du 9 décembre.)

8 juillet, Halifax. Quittance au montant de £635 sterling, pour provisions fournies par John Butler Butler; la quittance est précédée du compte. 512, 513

9 juillet, Halifax. Etat des subsistances et du combustible délivrés au Royal-Nova Scotia entre le 17 avril et la date mentionnée en marge. 514

10 juillet, Halifax. Wentworth à King. Il lui a envoyé deux jambons d'ours. Il veillera sur Robinson, du 4e régiment. Le Royal-Nova Scotia sera bientôt au complet, mais comme il n'a pas reçu d'aide du général de brigade, il (Wentworth) a été obligé d'acheter des provisions, des effets de literie et autres objets nécessaires. Envoi des comptes, pour le paiement desquels il a tiré sur la trésorerie. Quand le régiment aura été passé en revue, des comptes réguliers seront expédiés. Il a acheté à des conditions avantageuses du 21e régiment, à son départ pour les Indes-Occidentales, le drap pour les capotes. Supposant que c'était le désir d'Amherst, le sien (King) et celui de Dundas que Bayard fut nommé lieutenant-colonel du régiment de la Nouvelle-Ecosse, de préférence à son *senior*, quoique ce dernier eût toutes les qualités requises, il l'a nommé à ce grade. Observations sur les qualités des officiers qu'il a choisis pour capitaines, à savoir Howe, Moody et Aldridge. Tonge est adjudant. A défaut de quartier-maître réformé, il a nommé à ce poste Allan, qui a servi dans la dernière guerre. Il (Wentworth) ne retirera aucun avantage personnel de ces nominations; mais il a choisi les meilleurs hommes. Observations supplémentaires sur le régiment. On est à préparer les troupes. Le régiment d'Halifax, fort de 630 hommes, fait l'exercice deux fois la semaine; une compagnie est habillée aux frais des hommes; il en est de même de la compagnie d'artillerie; les autres sont proprement et confortablement vêtues et prêtes, cinq minutes après l'appel, à rejoindre en armes les troupes régulières. Conduite parfaite des soldats. La milice, infanterie, cavalerie et artillerie, au nombre de 1,000 hommes de troupe, est distribuée dans différentes "towns" et pourvue de chevaux pour se transporter promptement dans toutes les parties de la province. Elle est commandée par des officiers choisis avec soin et on peut sûrement compter sur leur fidélité et leur service. Les autres régiments sont dans les mêmes bonnes dispositions. Comment il a traité les Acadiens; leurs anciennes blessures sont guéries et ils sont contents. Ils ont même offert de fournir un régiment de 400 hommes, que commanderaient des officiers réformés. Il espère que le général O. (Ogilvie) recevra bientôt des instructions officielles au sujet de la milice, etc. L'administration civile se fait dans la plus grande harmonie, et la population est satisfaite. Hausse des fonds publics qui de 30 à 40 p. cent d'escompte, se sont élevés au pair. Observations sur les différentes sources de revenus et explication de l'article tendant à prévenir l'abus du droit d'importer en franchise pour les troupes. Résistance du général à toute règlementation; fâcheux effets qu'elle peut avoir. Mais ceci n'est pas une dénonciation officielle de la conduite d'Ogilvie; car il espère pouvoir accommoder les choses. C'est une mauvaise tactique de la part du pouvoir militaire que de chercher à se mettre au-dessus des lois.

"A. & W. I.", vol. 598

12 juillet, Londres. Morice à King. Outre les pièces envoyées, il demandera à Dundas d'autres renseignements. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 486

Incluses. Pétition du Rév. George Panton rappelant les services qu'il a rendus aux troupes licenciées et aux loyalistes, et demandant l'allocation ordinaire afin d'être remboursé d'une partie de ses dépenses. 487, 488

Réclamation de Panton.

1793.

12 juillet, Londres. Morice à Nepean. La "Society for the Propagation of the Gospel" ne se réunira qu'en septembre. Pourquoi le certificat a été donné à Panton en 1786. 491

15 juillet, Whitehall. King à Wentworth. Il lui transmet copie du procès-verbal du comité du conseil sur l'importation des munitions de marine et l'établissement de nouveaux ports dans la Nouvelle-Ecosse.

"Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 106

16 juillet, Halifax. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse au Secrétaire d'Etat. Il lui adresse copie d'un sermon prêché par lui devant la législature. Progrès du séminaire de Windsor; des élèves s'y rendent de toutes les provinces. Besoin d'un ou deux autres professeurs et aussi d'une charte, pour la collation des degrés. Matériaux de construction approvisionnés, mais les travaux sont retardés par le manque d'un ouvrier compétent. Sur la fondation de bourses. La transplantation des noirs à Sierra-Leone et le transport de l'établissement de pêche à la baleine à Milford Haven, ont fait du tort au pays; mécontentement qui en résulte. Avantages que possède la colonie; pour la rendre florissante, il ne faut qu'y répandre les bons principes et bien diriger l'activité individuelle; la diffusion des premiers sera l'œuvre du séminaire et des églises récemment édifiées; l'activité, l'industrie a un auxiliaire dans la société créée en 1789 pour l'encouragement de l'agriculture. Neuf églises ont été bâties et achevées à même les £3,000 votées à ces fins; deux, dont la charpente était déjà debout, ont été finies et cinq autres en cours de construction, plus ou moins avancée, le seront aussi avant peu. Quand toute la somme sera dépensée, il enverra les comptes. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 495

17 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il lui transmet l'arrêté confirmant la loi du 11 juillet 1792, qui limite la durée de l'assemblée générale. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 107

19 juillet, Whitehall. Le même à Ogilvie. Reçu sa lettre du 21 juin. Le retour de la flotte de Terre-Neuve va fournir l'occasion d'envoyer en Europe les prisonniers de Saint-Pierre, y compris ceux qu'on a laissés sur les deux îles. Il est heureux d'apprendre que le corps provincial est presque au complet. Il (Ogilvie) aidera à le rendre propre au service.

"Col. Cor. N. S.", vol. 21, p. 357

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 3, p. 112.)

23 juillet, Falmouth. Pender à King. Mort du morse qu'on envoyait au roi, trois jours après le départ d'Halifax. "A. & W. I.", vol. 598

23 juillet, Halifax. Wentworth au même. Il a été malade. La population est tranquille et soumise; mais si à l'autorité législative se substitue le pouvoir militaire, il ne peut dire ce qui arrivera. Il a formé un beau régiment pour la défense de la province, et les officiers font de leur mieux pour instruire les hommes, malgré le peu de considération que leur marque le général. Quels sont les motifs de celui-ci? il (Wentworth) ne le saurait dire. Quelqu'un lui a offert (Wentworth), avec garantie convenable, de former un autre régiment de 600 hommes en six mois. Les difficultés présentes le désolent, elles l'empêchent de faire draguer la Shubenacadie et ouvrir la route de Cobequid, et la nouvelle qu'une flotte ennemie est sur la côte, l'oblige à ne point s'éloigner de la ville. Le jeune Robinson fait bien.

"A. & W. I.", vol. 598

23 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). La maladie l'a empêché de transmettre les procès-verbaux de la législature. Observations sur les lois concernant le revenu. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 362

23 juillet, Halifax. Le même au même. A l'arrivée de la frégate de Sa Majesté, on a battu la générale et en quinze minutes le régiment provincial s'est assemblé devant l'hôtel du gouvernement. Dispositions prises pour que la milice se porte sur les points menacés. En vingt minutes, il peut réunir 900 hommes pour défendre Halifax, qu'en deux heures viendraient renforcer

1793.

600 hommes du second bataillon, suivis de 1,000 hommes bientôt après. La compagnie d'artillerie de milice a été la première à arriver sur le terrain, complètement armée et vêtue d'uniformes achetés à ses propres frais. Ce sera une compagnie de 60 hommes, ajoutée au contingent d'artillerie royale et composée principalement de négociants, à la tête de très importantes affaires et propriétaires considérables. Le reste de la milice servira avec fidélité; 4,000 hommes rejoindront l'armée, en cas de besoin, et 2,000 de plus en cas de grande urgence. C'est une force totale de 9,160 hommes; mais on manque d'armes et de munitions. Nécessité d'armer les forces aux différents endroits, à même les magasins du roi, pour défendre les ports, qu'à cette heure un corsaire de dix canons pourrait dévaster. Nouvelle de l'arrivée dans la baie de Chesapeake de deux vaisseaux français de 74 et de cinq frégates, avec les fugitifs du massacre du cap Français. Genet, l'agent français, essaie d'avoir l'escadre pour le service de la république. Alarme que ces nouvelles ont causée dans Halifax, et qui a donné lieu à deux pétitions, dont il transmet copie. Les habitants ont reçu l'assurance que Ogilvie adopterait tous les moyens de défense. Les sauvages seront employés soit d'un côté ou de l'autre; à moins qu'on ne les engage, ils deviendront des ennemis sanguinaires et massacreront les colons dispersés, ce qui amènerait une guerre d'extermination. Son plan pour s'assurer leurs services; mais il n'en faut pas retarder l'exécution. Page 368

Incluses. Adresse d'un comité des habitants d'Halifax. 378

Raisons jointes à l'adresse. 382

23 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il demande qu'Ogilvie reçoive avis de l'ordre qui a été donné de lever un régiment, etc., et qu'il ait à fournir les armes, etc., aux hommes, et à faire assembler et passer en revue le corps; ce qui se fait au Nouveau-Brunswick, mais est refusé dans la Nouvelle-Ecosse. Désappointement du régiment enrôlé sans limitation de service. 385

3 août, Londres. John Butler Butler au même. Offre de fournir de vivres les deux corps de 600 hommes chacun, qui vont être appelés sous les armes au Nouveau-Brunswick et dans la Nouvelle-Ecosse. 492

8 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Il lui transmet copie d'une lettre de Macarmick, représentant que le Cap-Breton est sans défense; il (Ogilvie) devra aviser aux mesures à prendre. Le complètement du régiment provincial lui permettra peut-être d'y envoyer un détachement. Macarmick écrit qu'il lui a envoyé (à Ogilvie), ainsi qu'à l'officier commandant la flotte de Sa Majesté, copie des délibérations du conseil du Cap-Breton, sur l'état, la condition de l'île et le rappel du détachement du 21e régiment. 359

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 113.)

27 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il a informé le major Bayard que Kearney doit être nommé au grade de lieutenant-colonel, rendu vacant par la démission de Barclay, et que lui-même (Bayard) sera nommé major. Services rendus par Bayard pendant qu'il a fait fonction de lieutenant-colonel. Il (Wentworth) se conformera aux autres instructions. Effets d'habillement pour les hommes. Il a reçu de la trésorerie, relativement à la solde, à l'entretien et aux provisions, des instructions qu'il a communiquées à Ogilvie; ce dernier n'avait eu aucun avis là-dessus. Si les navires d'approvisionnement n'arrivent pas, il sera obligé d'acheter des provisions comme avant. Le sous-payeur général est sans instructions de la trésorerie, mais estime que l'ordre à lui adressé (Wentworth) est une autorisation suffisante. Remerciements à propos de ce qu'il (Dundas) a fait pour les sauvages; les £200 seront dépensées avec économie. Les sauvages ne seront employés qu'en cas d'invasion; il n'y a encore eu, par conséquent, aucune dépense. Il

1793.

cherche à se procurer un navire convenable, qu'il ferait armer pour la protection de la côte. Il a gagné Ogilvie à donner du canon et des armes pour la protection des différents ports. Arrivée d'une flotte française à New-York et Boston. Il est bruit que l'on prépare une descente à Halifax et ensuite à Terre-Neuve. Ordre de réparer les fortifications. Comment Ogilvie a disposé la milice pour la défense. L'arrangement qu'il (Wentworth) avait fait pour interner les prisonniers dans une île située à la source de la rivière North-West, n'a pas été approuvé par le général, qui les a envoyés aux casernes de la ville. Il (Wentworth) envoie en Angleterre les prisonniers pris par l'*Alligator*. Ecrit à l'amiral King à propos des bruits de préparatifs d'une descente dans la province, lui demandant l'aide des navires de son escadre. Arrivée de bâtiments marchands, qui se sont séparés de l'amiral Gardner par les 22° 36' de latitude et les 64° de longitude, lequel escortait un convoi de 200 navires venant des Indes-Occidentales. On croit que Gardner, après les avoir escortés ainsi jusqu'à une distance suffisante, viendra à Halifax avec une partie de ses vaisseaux de guerre. Le paquebot *Queen Charlotte*, qui courrait risque d'être pris par les croiseurs français, est retenu dans le port. Il (Wentworth) se sent incapable, par maladie et dans l'inquiétude que lui donnent les mouvements des Français, de rendre compte des progrès de la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 398

28 août, Halifax. Wentworth à King. Il est encore malade. Le général ne fournit pas les subsistances au régiment, n'ayant pas reçu d'instructions. Sa volonté que l'on observe strictement l'étiquette, quelle que soit l'exigence du service. Désappointement de Bayard. Il (Wentworth) le recommande pour un grade provincial. Il aurait bien souhaité que le régiment ait pu porter le nom demandé. D'être réduits aux parements verts après avoir eu les bleus est humiliant pour les hommes. Les officiers sont tous très aptes au service, et comptent parmi eux trois membres principaux de l'assemblée générale. Il espère qu'on empêchera Ogilvie d'arrêter l'exécution des lois provinciales. Il avait l'intention de demander à l'assemblée générale des subsides pour les services militaires, mais il en est empêché par l'action d'Ogilvie. La nomination d'Armstrong au titre d'agent du régiment n'ayant pas été confirmée, il ne lui sera pas remis d'argent pour les achats d'effets d'équipement, de sorte que le régiment devra encore attendre. A propos du refus de permettre l'importation des salaisons pour le service de Sa Majesté. Si Gardner arrivait avec une flotte, il serait impossible de l'avitailler. Il (Wentworth) espère recevoir l'autorisation de faire réparer son navire au carénage.
"A. & W. I.", vol. 598

30 août, Londres. John Fiott à Nepean. Il lui transmet une pétition envoyée de New-Jersey, qui contient demande de restitution de terres situées à Saint-Pierre et Miquelon. Il est peu probable que ces îles redeviennent jamais la propriété de la France. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 498

Incluse. Pétition de la maison Lempriere, Durell et Cie, de New-Jersey, en restitution de trois propriétés situées à Saint-Pierre et Miquelon et achetées par elle avant 1763, année où la possession de ces îles a été transportées aux Français. 499

31 août, Londres. Pétition de lord Arden et de Andrew B. Drummond, demandant une extension de temps pour se conformer aux conditions des concessions de terres faites à lord Egmont, dans la Nouvelle-Ecosse.
"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 502

31 août, Québec. Alured Clarke à Ogilvie. Il donne permission à Danseville d'aller en Canada sur parole. "Col. Cor. N.S.", vol. 24, p. 15

4 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Des ordres seront envoyés à Ogilvie, par l'entremise du secrétaire de la guerre, au sujet du régiment en formation dans la Nouvelle-Ecosse. Il regrette qu'il y ait mésintel-

1793.

ligence entre les autorités civile et militaire. Combien l'entente s'impose dans le moment actuel. Ordre expédié de fournir des armes aux miliciens sous le commandement de Barclay. Approbation de ce qu'il (Wentworth) a fait par rapport aux sauvages. Ci-inclus copie d'une lettre du gouverneur du Cap-Breton concernant les familles françaises venues là des îles de la Madeleine et autres îles.

"Col. Cor. N. S.," vol. 22, p. 388

(Copie. Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 116.)

9 septembre, Halifax. Wentworth à King. Le désaccord entre Genet et les officiers et les hommes de la flotte française, à New-York, a empêché l'attaque sur Halifax. Les Français ont pris le parti de rassembler tous leur navires de guerre, et leurs navires marchands qui s'en retournent, et de faire voile pour la France. La flotte comprendra un vaisseau de 74, six grandes frégates, deux navires de 20 canons, deux grands brigs armés, et 120 bâtiments marchands, richement chargés. L'équipage du *Jupiter* a détenu prisonniers le contre-amiral Cambis et M. Galbaud. Confusion et désordre où sont les affaires des Français à New-York. Ogilvie a établi une nouvelle batterie, qui sera d'une grande utilité. La milice de la ville fournit 100 hommes par jour; comme pour les services antérieurs, il n'y a eu ni paie, ni distribution de boissons ou de vivres. Il (Wentworth) espère que l'ordre viendra bientôt d'équiper et munir de canons le navire armé. Malgré les nouvelles reçues de New-York, il ne relâchera rien de sa vigilance. Arrivée d'un navire de Cork. Ils attend avec impatience les effets d'habillement. "A. & W. I.", vol. 598

27 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il ordonne l'achat immédiat de 2,500,000 bardeaux pour la Barbade. Comment ils devront être expédiés. Il faudra de même y envoyer quarante chevaux aussi promptement que possible. "Col. Cor. N. S." vol. 22, p. 394

3 octobre, Whitehall. Le même au même. Le régiment peut conserver son nom originaire de "Royal Nova Scotia Regiment", sans sanction expresse. 410

(Copie. "Col. Off N. S.", vol. 2, p. 118.)

3 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il regrette qu'en certain lieu on retarde l'exécution des ordres en se basant sur de simples formalités. Il résume les instructions à lui adressées (Wentworth) ainsi qu'à Carleton, pour la levée de régiments dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. L'instruction est envoyée à l'amirauté d'équiper le navire accordé pour le service de la province. Il regrette d'apprendre son indisposition. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 522

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 118.)

7 octobre, Halifax. Extrait d'une lettre de la Nouvelle-Ecosse, où il est parlé de l'arrivée de deux Jacobins (l'un deux est appelé ici Godfrey et Gregory dans une lettre du 6 juillet). On les soupçonne d'être des agents envoyés dans le but d'engager les gouvernements américains à embrasser la cause de la France; en quoi l'on pense qu'ils ont échoué.

"Col. Cor, N. S.", vol. 22, p. 522

8 octobre, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Les prisonniers de Saint-Pierre seront embarqués à la première occasion; s'ils restent pour l'hiver il faudra avoir des effets de couchage. Les officiers d'état major, prisonniers à Saint-Pierre, représentent qu'ils sont sans ressources, n'ayant pas reçu de solde; il soumet leur plainte à son examen (Dundas). Il lui est impossible d'envoyer aucun détachement d'Halifax au Cap-Breton; il en enverra un de Saint-Pierre. Mesures de défense prises à Halifax contre l'attaque que l'on appréhende des forces navales considérables de l'ennemi. 428

10 octobre, Halifax. Wentworth à King. Arrangements militaires pour la défense d'Halifax. Manque d'effets d'habillement. On lui a rapporté que l'amiral Gardner avait établi un port à Saint-Jérémie, au cap François, et qu'il avait été vu,

1793.

sur la *Queen*, au large de la côte. Il a prévenu les désirs du gouvernement à l'égard des réfugiés de Miquelon au Cap-Breton; ceux arrivés sont en bonne voie. Il a privément fait un arrangement pour que les Acadiens établis sur l'île Madame se tiennent prêts à aider le lieutenant-gouverneur M. (Macarmick). Il souhaiterait que Saint-Pierre fût entièrement évacué. S'ils n'étaient détenus par force, les neuf dixièmes des habitants s'en iraient de l'île à leurs propres dépens; on pourrait leur permettre d'aller partout ailleurs qu'au Cap-Breton et à l'île Saint-Jean. Il serait à propos de mander au général et aux autres officiers de lui apporter (Wentworth) leur concours en toutes ces mesures qu'il propose. Un navire français des Antilles, avec une cargaison valant £150,000, prend la mer dans quelques jours, convoyé par deux navires de guerre, l'un de 36 canons et l'autre de 24. Genet a envoyé des émissaires chargés de corrompre les Canadiens. Il joint ici des rapports de Barclay sur les préparatifs d'une expédition par les Français, ayant, à ce que l'on suppose, pour objectif la Nouvelle-Ecosse, mais les plans sont tenus secrets. Une note de Wentworth, en date du 11, dit qu'il sera sur ses gardes.

"A. & W. I.", vol. 598

10 octobre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). Récit détaillé d'un projet d'attaque de la flotte française sur la Nouvelle-Ecosse, préparé par Genet. Hamilton, consul en Virginie, rapporte que les Français ont 2,000 hommes de troupes régulières. Ordre donné à la milice de se joindre aux troupes régulières pour la défense d'Halifax. Mesures prises pour sa subsistance, etc. Préparatifs de défense sur d'autres points. Les miliciens du comté d'Annapolis ont offert de bâtir une redoute à leurs frais et de défendre seuls cette partie du pays. Le commodore George croise pour protéger la côte, et escorter un gros navire chargé de mâture, qui vient du Nouveau-Brunswick à Halifax se joindre à un convoi à destination d'Angleterre. Si le paquebot *Queen Charlotte* n'avait été retardé à Halifax, l'ennemi l'enlevait. Mutinerie à bord; comment elle a été réprimée. Arrivée de trois gentilshommes français ayant de grands biens au cap François, porteurs de lettres d'introduction des consuls de S. M. à New-York, Rhode-Island et Boston; sur ces recommandations, il leur a permis de prendre passage sur le paquebot. Quatre marins, prisonniers à Boston, ont été relâchés et renvoyés à Halifax; il les a embarqués à bord du paquebot, dont l'équipage n'était pas complet. Il y a environ 500 marins anglais à Boston ou aux environs, qui pourraient être rendus au service, si l'on payait leur passage, d'une guinée environ par homme.

"Col. Cor. N.S.", vol. 22, p. 419

12 octobre, Halifax. Le Capitaine Strange, du navire de S. M. le *Hussar*, à Stephens. Il vient de croiser au large de New-York et de Philadelphie. Les Français projettent quelque expédition avant leur départ pour la France.

"Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 130

25 octobre, Londres. John Butler au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il renouvelle son offre de fournir de vivres les deux corps levés dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, étant informé que la trésorerie a accepté un changement de système.

"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 506

26 octobre, Sidmouth. Thomas Fane à Cooke. Il lui transmet une lettre de Kearney. King sera peut-être en pouvoir de l'aider. 508

Incluse. Lettre de Kearney relativement à sa nomination de lieutenant-colonel à la Nouvelle-Ecosse. 509

31 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il le remercie de ses renseignements au sujet de la flotte française sur la côte de la Nouvelle-Ecosse; il en a donné communication à l'amirauté. Il l'autorise à former deux nouvelles compagnies de 100 hommes chacune, en augmentation de son régiment. Il faudra peut-être les employer dans quelque autre province nord-américaine, au Cap-Breton, par exemple. 416

1793.

(Copie, "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 120.)

7 novembre, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il suggère de distribuer à l'armée et à la flotte une somme égale à la valeur des provisions et munitions appartenant au gouvernement français qui ont été prises à Saint-Pierre. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 460

Incluses. Rapport sur l'inspection des provisions, etc., prises à Saint-Pierre. 462

Evaluation de ces provisions, etc. 463

8 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Le roi apprécie son zèle, ainsi que celui de Wentworth, de la milice et des habitants de la Nouvelle-Ecosse. Si les prisonniers doivent passer l'hiver à Halifax, il faudra leur acheter des vêtements sur les lieux. Ordre a été donné à Wentworth de se procurer des navires pour leur transport à Guernesey au printemps. 432

(Copie, "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 122.)

8 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Le roi apprécie tout le zèle de la milice etc. Approbation de sa répression (Wentworth) de la mutinerie à bord du paquebot. Des ordres ont été envoyés relativement aux marins qui sont à Boston. Il (Wentworth) louera des navires pour faire transporter à Guernesey les prisonniers de Saint-Pierre qui sont actuellement à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, 434

(Copie, Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 123.)

8 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Les îles de Saint-Pierre et Miquelon ne doivent être regardées que comme des lieux de séjour temporaire pour l'exploitation de la pêche. Ce qu'il doit faire des prisonniers et des habitants qui y sont encore et des prisonniers à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 437

9 novembre, Whitehall. King au même. La saison est trop avancée pour que les navires de guerre puissent aller chercher à Boston les matelots qui y sont. Il (Wentworth) avisera aux arrangements à faire pour leur transport à Halifax. 441

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 125.)

9 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Reçu ses dépêches. Il ne doute pas qu'Ogilvie ne se conforme aux lois douanières de la province ni qu'il n'accorde toute sa protection au régiment provincial qui a la majeure part du service de garnison. Reçu les effets d'habillement et les drapeaux. Il a informé Macarmick qu'il (Wentworth) coopérerait au transport des émigrants de Miquelon à la Nouvelle-Ecosse. Il voit avec peine que quelques-uns de ceux établis à Arichat ont imbu d'idées démocratiques les Acadiens, jusque-là tranquilles et bien disposés. Conseil donné par lui à Macarmick de réprimer ces incendiaires, qui n'oseraient pas se livrer à de pareilless pratiques dans la Nouvelle-Ecosse, où les prêtres et les habitants s'uniraient pour les découvrir et faire un exemple. Assistance qu'il reçoit de Jones, supérieur des missions catholiques, qui tient les basses classes dans l'ordre et qui mérite une aide pécuniaire. Il (Wentworth) a levé 1,050 miliciens, lesquels se sont portés en avant pour repousser l'attaque des républicains français; leurs bonnes qualités et leurs efforts; le zèle, le désintéressement de leurs officiers, et nommément du colonel Barclay, de l'adjudant général de la milice, le colonel Van Cortlandt, du lieutenant-colonel Howe et du colonel Brymer. Les Acadiens ont envoyé 75 hommes, qui ont marché 200 milles et se sont montrés heureux de se joindre aux levées anglaises. Dans le temps où l'on s'attendait à une invasion, les sauvages s'étaient rassemblés, ce qui avait alarmé les habitants; mais on a pu les employer utilement. Genet a abandonné son projet d'invasion. La flotte a mis à la voile le 9 octobre, probablement pour aller attaquer Terre-Neuve. Nul doute que Genet n'ait eu le dessein de piller et détruire Halifax; les préparatifs de la

1793.

défense l'en ont détourné. Il (Wentworth) a dû tirer sur la trésorerie. Pour diminuer la dépense, il a renvoyé la milice aussitôt après avoir appris que la flotte française s'était trop éloignée pour pouvoir revenir cette saison. On peut craindre que les navires venant d'Europe ne tombent entre les mains des Français. Arrivée sans accident de l'*Earl of Mansfield*. Ses propriétaires consentent à recevoir à leur bord le reste des prisonniers, qu'ils remettront aux prisons d'Angleterre, où il y en a déjà d'autres. Les prisonniers français pris à Saint-Pierre et Miquelon sont tranquilles ; mais, dans le cas d'un mouvement de l'ennemi, ils deviendraient inquiétants ; ce sont tous d'ardents démocrates. Il a grand désir de les voir partir. "Col. Cor. N.S.", vol. 22, p. 449

Incluse. Pétition de James Jones, surintendant des missions catholiques de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et des îles Saint-Jean et du Cap-Breton, à Wentworth. Il a sous sa direction neuf missionnaires, entretenus au moyen des souscriptions volontaires des fidèles, qui ne sont pas en état de contribuer aux frais de ses visites, etc. Il le prie (Wentworth) de vouloir bien demander qu'on lui accorde une allocation pécuniaire. 457

9 novembre, Halifax. Wentworth à Fisher (extrait d'une lettre personnelle). Il s'attend tous les jours à voir paraître les Français. Dispositions prises pour les recevoir. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 132

2 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat à Pender. Faire une enquête sur la conduite d'Archidiacre et de Godfrey, pendant leur séjour à bord du paquebot *Queen Charlotte*; et aussi au sujet de Brûlé, passager français sur le même navire. "A. & W. I.", vol. 598

6 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Envoi de la liste des lois adoptées à la dernière session, avec observations, et des Journaux du conseil et de l'assemblée. Les journaux contiennent les motifs de la décision prise relativement à la destitution de Cumberland de son emploi d'agent. Les pêcheries n'ont pas été aussi productives que l'année dernière; mais les cultures ont été plus fructueuses que d'ordinaire, et l'ouverture de nouveaux chemins, ainsi que les réparations faites aux vieilles routes, ont rendu plus facile le transport des denrées au marché. Il n'a pas été établi de manufactures, à l'exception d'un petit commencement de fabrication de soude brute, dont la production peut devenir très considérable. La difficulté d'avoir des sessions de la cour supérieure à Shelburne et dans d'autres comtés. Décès de Green, le trésorier. On est à examiner ses comptes, etc. Il (Wentworth) propose Benning Wentworth pour lui succéder. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 4

Incluses. Liste des lois. 16

Journal du Conseil législatif. 20

Journal de l'Assemblée. 108

6 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il est reconnaissant ainsi que son régiment du titre de "Royal Nova Scotia Regiment." 177

6 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Le contre-amiral King a envoyé les provisions et effets nécessaires à Saint-Pierre et Miquelon, et y a laissé le *Pluto*, qui coopérera avec le major à leur protection et à celle des pêcheries. Il (Ogilvie) s'entendra avec Wentworth sur ce que l'on doit faire des prisonniers et des habitants. Commande de houille du Cap-Breton. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 443

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 126.)

6 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) au Major Thorne. De même teneur que la lettre de cette date du 6 à Ogilvie.

"Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 446

(Copie. "Col. Off. N.S.". vol. 2, p. 128.)

7 décembre, Halifax. Wentworth à King. Mort du trésorier Green. Il (Wentworth) recommande son beau-frère, Benning Wentworth, pour l'emploi vacant. La

1793. cour suprême ne siège pas dans les comtés, en dépit des efforts du juge en chef. Le régiment adresse ses remerciement pour la permission de reprendre le titre de "Royal." Les préparatifs de défense ont empêché l'attaque de Genet. Il n'est pas sûr du solliciteur général; si ce fonctionnaire est trouvé indigne, il faudra le suspendre. Il (Wentworth) n'est pas encore remis d'une attaque *d'influenza*.

7 décembre, Halifax. Le même au même. Le paquebot ayant été retardé par une tempête, il peut transmettre les relevés de l'officier de port. Il y joint une analyse de l'invitation de Genet aux Canadiens de prendre part à son mouvement de rébellion. S'il arrive que de ses émissaires tentent d'exercer leurs menées dans la Nouvelle-Écosse, ils seront promptement arrêtés et punis. La *Perdrix*, de vingt deux pièces de 9 et de 12, et un brig, le *Cerf*, croisent devant Sandy-Hook pour intercepter le *Portland Packet*. Le *Marsellois*, de 22 canons, est dans le port de Boston, se préparant pour une croisière, mais on ne sait pas encore où. Il espère que le commodore George rencontrera ces maraudeurs et les enverra à Halifax. Bon effet d'une brochure écrite par A. Young. Il désirerait que l'on envoyât des exemplaires de brochures de cette sorte par les paquebots.

7 décembre, Halifax. Wentworth à King. Envoyé un présent de poisson. Le *Portland Packet* a échappé à la capture en n'allant pas à New-York; un bâtiment fait voile demain et emportera les rapports annuels des affaires provinciales qu'il (Wentworth) est en train de terminer. Décès du trésorier Green. Il a choisi Benning Wentworth pour son successeur et sollicite auprès de Dundas pour obtenir la ratification de cette nomination (King) ses bons offices. Le Royal-Nova Scotia est très sensible à l'honneur qui lui a été fait. Les préparatifs de défense à Halifax ont détourné les Français d'attaquer la place, leurs forces étant insuffisantes. Hart, porteur de la présente lettre, a certaines choses à faire valoir. Il (Wentworth) ne fait que de se remettre d'une attaque d'influenza et de rhumatisme. Mme Wentworth a été aussi malade que lui; elle désire beaucoup que son frère, Benning Wentworth, succède à Green.

(Les trois lettres qui précèdent se trouve dans la série "A. & W. I.", vol. 598

9 décembre, Falmouth. Pender à King. Comment Archidiacre et Godfrey se sont conduits pendant leur voyage à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 22, p. 523

Sans date. Lettre anonyme (signée "Un ami"). Que toute une population de travailleurs a été transplantée en Afrique pour faire plaisir aux aventuriers de Sierra-Leone. Insuffisance des moyens de défense d'Halifax, avec ses fortifications de bois, lorsque la place contient pour environ £1,000,000 de munitions de toutes sortes, etc., et pour £100,000 de marchandises britanniques, qu'un vaisseau de cinquante canons pourrait prendre ou détruire. La lettre montre quelle force un pareil événement donnerait à l'opposition. 504

Nombre d'hommes sous les armes à Halifax, à différentes époques de l'année 1793. Autorités citées. 515

1794. 1er janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il approuve sa décision à l'égard des familles françaises d'Arichat. Réprimer toutes les menées séditieuses. L'évêque catholique de Québec devrait faire à M. Jones une pension convenable à sa position; il écrira à Dorchester à ce propos. La conduite de la milice ne peut manquer d'être très agréable à Sa Majesté. Il a transmis à l'amirauté les parties de sa lettre (Wentworth) qui la concernent. Il recommandera à la trésorerie de payer les lettres tirées pour la milice. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 1

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 131.)

12 janvier. Richard Barwell à King. Il lui transmet des pétitions de Mme Cottnam, demandant qu'on lui continue la pension accordée à feu sa mère, veuve de Edward Howe. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 343

1794.

Incluses. Lettre du 14 mai, sur cette demande. Page 348
Pétition, en date du 28 mai. (Duplicata à p. 351.) 345

20 janvier, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Les effets nécessaires pour les prisonniers français seront distribués avec économie. Il se peut que beaucoup d'habitants de Saint-Pierre et Miquelon désirent s'établir dans la province; d'autres voudraient se retirer dans les Etats d'Amérique. Tous les biens des habitants sont dans les deux îles. Il présume que les officiers d'état-major et leurs familles seront envoyés à Guernesey avec les autres prisonniers. 179

23 janvier, Windsor. G. H. Monk à Wentworth. Grande misère des Micmacs. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 29 mai. Voir cette dernière.

23 janvier, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il fait recruter pour les deux nouvelles compagnies, dont How et Elridge ont été nommés capitaines. Quoique destiné à la défense du territoire de la province, le régiment est disposé à servir partout ailleurs. Le major Bayard a demandé la permission de se retirer à demi-paie. Il (Wentworth) recommande George Henry Monk en remplacement. "Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 181

24 janvier, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Remerciements pour ce qu'il dit de ses services. Il réduira autant que possible les dépenses de la milice. Mesures prises pour repatrier les marins qui sont aux Etats-Unis. L'apparition d'un navire de guerre venant les chercher pourrait donner lieu à quelque résistance; il (Wentworth) offre donc de payer par homme une guinée pour le passage et neuf pence par jour pour la nourriture. Il mettra sur le bâtiment armé ceux qui seront ramenés, et espère engager ainsi les navires marchands à embarquer tous ces matelots en l'absence des vaisseaux de guerre. Les prisonniers français seront envoyés à Guernesey quand on pourra se procurer des transports; il ne serait pas prudent de les laisser ici; il a tiré lettres pour payer les provisions préparées pour leur voyage. Il se propose d'établir dans la province, mais en les y dispersant, ceux des habitants de Saint-Pierre qui sont propres à faire de bons colons; on les aiderait pendant un temps. Il a acheté un navire pour le service de la province et a fait lettre en conséquence. En l'employant au transport des prisonniers de Saint-Pierre et Miquelon, on regagnera en grande partie ce qu'il a coûté.
"Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 184

25 janvier, Halifax. Le même à King. Poisson envoyé par voie de l'*Ark*. Il en enverra un autre lot par le *Betsey*. Reçu les dépêches par le *Granthan* et le *Roebuck*, qui n'auraient pu faire voile vers New-York sans la presque certitude d'être pris. Il remplit les désirs du gouvernement au sujet des prisonniers et des îles Saint-Pierre et Miquelon. Démission de Bayard. Il (Wentworth) propose le major Monk pour son successeur. Il a fortement recommandé la pétition de Jones, supérieur des catholiques romains dans ces provinces. Jones peut avoir les services de 1,600 catholiques et déjouer parmi eux les tentatives des Français. On ne pourrait assurément mieux faire que de lui assigner une allocation annuelle de £70. L'agence pour l'approvisionnement de l'armée est expirée. Jamais il n'a été expédié de meilleures provisions que par Davison. Il (Wentworth) espère que sous le nouveau service on se fournira de farine au moulin de Hartshorne et Tremain; où l'on pourra toujours l'avoir meilleur marché et plus fraîche qu'en l'important; outre que ce serait un grand encouragement à l'agriculture en la Nouvelle-Ecosse. Arrivée de Mitchell, agent des fournisseurs de vivres à la flotte et à l'armée dans les Indes-Occidentales. Mitchell, qui est aussi son pourvoyeur, insiste pour se rendre à New-York sur un navire en si mauvais état qu'on ne pense pas qu'il puisse atteindre ce port. Il (Wentworth) a une copie du contrat en cas d'accident. Il a nouvelle de Québec que le juge en chef Smith y est décédé le 6 décembre dernier; Monk, le procureur général, serait, à son avis, un

1794.

successeur très convenable de Smith. Services rendus par lui (Monk) en apaisant les inquiétudes à Québec, etc. Il (Wentworth) craint que le juge en chef de la Nouvelle-Ecosse ne soit transféré en Canada; si l'intérêt du juge et le bien public demandaient ce déplacement, il recommanderait de nommer Blowers à sa place. Que la révocation des instructions défendant les concessions de terres, tarde, ainsi que la réception des instructions relatives au *Windsor College*. "A. & W. I.", vol. 598

5 février, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Combustible pour l'île Saint-Pierre; ordres donnés par lui et par le contre-amiral King. Il verra à ce que le transport des habitants des îles se fasse économiquement et exécutera la décision que l'on prendra à l'égard des prisonniers et des habitants de Saint-Pierre et Miquelon. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 201

9 février, Halifax. Pétition de Jonathan Binney, pour être réintégré dans son emploi. 366

Incluse. Certificat des membres du conseil de la Nouvelle-Ecosse en faveur de Binney. 369

Lettre de Wentworth à King. Il n'a aucune objection à faire contre la rentrée de Binney au conseil. 370

10 février, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Arrangements pour le transport du prince Edouard (duc de Kent) de Boston à la Barbade. Risque par les intrigues de Genet. Le capitaine du navire qui doit recevoir le prince, tiendra secret le but de son voyage à Boston. 204

11 février, Halifax. Wentworth à King. Les belles traversées du *Roebuck* et de deux autres navires prouvent la sûreté des voyages d'hiver. Il a envoyé le *Roebuck* au prince Edouard à Boston. Besoin d'une frégate. Mesures prises pour la sûreté du prince. Il avait un marché avec Mitchell, l'agent des munitionnaires de l'armée, pour l'expédition de deux cargaisons aux Indes-Occidentales; Mitchell a été ensuite pris de folie, mais on a avisé aux moyens voulus pour que le service n'en souffre pas. Il (Wentworth) n'a pas encore pu se procurer de navires pour le transport des prisonniers à Guernesey; il emploiera le senau pour l'évacuation de Saint-Pierre et Miquelon, si le prince n'en a pas besoin. Dans le cas où sir Charles Grey voudrait quelque renfort aux Indes-Occidentales, le 4e régiment pourrait y aller. Il y a en ce moment à Terre-Neuve un recruteur pour le régiment de sir John Johnson; si trois ou quatre compagnies de ce corps restaient en garnison à Terre-Neuve, on pourrait facilement se passer du 4e régiment. Le navire *Earl of Mansfield* attend une escorte. Frais considérable qu'entraîne le retardement de son départ. Il est chargé de mâture, qui serait utile à la flotte commandée par Jarvis, et il pourrait être envoyé directement à Antigoa. Immense économie qui serait ainsi réalisée. Les entrepreneurs trouvent leur compte à ce que la surestarie se prolonge et leur agent est sans égard pour le gouvernement. Il (Wentworth) rappelle que Hartshorne et Tremain peuvent fournir la farine à un prix avantageux au gouvernement. Le Cap-Breton ne peut-il pas revenir à la Nouvelle-Ecosse? S'il faut une garnison à Sydney, une compagnie devrait suffire. Il espère alors qu'on choisira une compagnie de son régiment. Envoi de poisson, etc.

Suit une lettre de même date, où il est dit d'informer le propriétaire du *Roebuck* que ce navire ira aux Indes-Occidentales avec le prince Edouard et qu'il voie à le faire assurer. "A. & W. I.", vol. 598

14 février, Londres. Des négociants, faisant commerce à Halifax, au Secrétaire d'Etat (Dundas). Ils demandent une audience avant d'expédier l'approvisionnement ordinaire de marchandises. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 354

4 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il approuve ses observations sur les lois, les mesures prises relativement à la dette publique, etc. Il regrette la décision de l'assemblée au sujet du traitement de Thompson; mais il ne faudrait pas insister davantage. Si un juge-adjoint est nommé, il faudra que Wilkins ait les moyens de faire honneur à sa

4.

position. Benning Wentworth succèdera à Green dans l'emploi de trésorier. A propos de l'esprit qui anime le Royal-Nova-Scotia. Il ne doute pas qu'il (Wentworth) n'ait pris toutes les mesures nécessaires pour découvrir les émissaires de Genet, ou ceux des îles françaises des Indes-Occidentales. Comment ils doivent être traités. Page 190
(Copie. "Col. Off. N. S." vol. 2, p. 135.)

14 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Les habitants de Saint-Pierre et Miquelon qui préfèreront aller aux Etats-Unis, doivent avoir toute permission de le faire. Envoyer les officiers d'état-major et leurs familles à Guernesey avec les autres prisonniers. Il espère, maintenant que l'effectif du Royal-Nova Scotia est porté à 800 hommes, et qu'il (Wentworth) pourra en envoyer deux compagnies au Cap-Breton, incapable de pourvoir à sa propre défense. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 195
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 134.)

17 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Il serait contre l'usage de distribuer à l'armée et à la marine la valeur des provisions prises à Saint-Pierre. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 197
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 138.)

19 février, Londres. Des négociants faisant commerce à Halifax au Secrétaire d'Etat (Dundas). Ils lui communiquent des avis relatifs à la flotte française, que l'on dit être à Boston. Danger d'une attaque sur Halifax et de la destruction des munitions de guerre et autres qui s'y trouvent. Ils demandent l'envoi de navires de guerre pour protéger la côte. Combien la misère serait grande à Halifax, si la crainte d'une descente dans la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et ailleurs, empêchait d'expédier les approvisionnements ordinaires. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 355

21 février. "Etat des différentes batteries d'Halifax, Nouvelle-Ecosse; contenant le nombre des canons montés à chaque batterie, transmis à M. le Secrétaire Dundas par le capitaine Hodgson, ci-devant major de brigade à Halifax." "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 359

27 février, Woolwich. Effectif du Royal-Artillerie à Halifax pendant 1793. 363

28 février, Halifax. Effectif des troupes à Halifax en 1793. 364

1er mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Reçu les états du régiment du Nouveau-Brunswick, mais non ceux du "Royal-Nova Scotia". Les états mensuels réguliers doivent lui être envoyés et à Dorchester. 199
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 139.)

10 mars, Amirauté. Ordre de l'amirauté concernant l'*Alligator*. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 134

15 mars, Londres. Des négociants faisant commerce à Halifax (lettre signée: Robert Williams) au Secrétaire d'Etat (Dundas). Ils lui communiquent un avis qu'une flotte française était à Hampton-roads, le 10 février. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 365

16 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Il est bien sûr que le Royal-Nova Scotia fera son devoir avec zèle, en quelque lieu qu'il soit envoyé. Bayard est admis à la retraite. George Henry Monk lui succèdera. Il (Dundas) approuve les mesures prises pour le repatriement des matelots anglais, le déplacement des habitants de Saint-Pierre et Miquelon et l'envoi des prisonniers à Guernesey. Le plus tôt Saint-Pierre et Miquelon seront évacués, le mieux ce sera, afin que ces îles ne soient plus regardés comme des établissements fixes et permanents. 208
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 141.)

25 mars, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Satisfaction témoignée par le Rév. M. Jones, ainsi que par les adhérants de la religion catholique, en apprenant que sa pétition a été favorablement accueillie. Les familles émigrées à Arichat se sont conduites avec plus de prudence depuis qu'elles ont eu ordre de prêter le serment d'allégeance et de

1794.

renoncer à toute liaison avec la France démocratique. Le serment d'allégeance a été prêté et les habitants devront faire l'autre déclaration d'une manière publique et solennelle. Punition en cas d'infraction. Il lui a été impossible jusqu'à présent, de se procurer des navires pour le transport des prisonniers à Guernesey. Il a bien trouvé un navire en état d'en recevoir 100; mais comme ceux-là ont menacé de se révolter et de conduire le navire à Chesapeake pour y joindre l'escadre française, on ne les a pas embarqués. Quelques-uns sont bien disposés et resteront en service chez des particuliers, qui feront régulièrement connaître comment ils se comportent. Menaces du "Jacobin Club," de Boston, lequel assure que les îles de Saint-Pierre et Miquelon seront reprises. Mesures que l'on est à prendre pour repousser cette attaque. Mouvements de l'*Earl of Moira*; il va être envoyé à Saint-Pierre avec un équipage de douze hommes et un détachement de troupes pour en ramener les prisonniers. Le paquebot *Roebuck* est arrivé à Boston à temps pour empêcher le prince Edouard de prendre passage à bord d'une petite goélette incommode et pas bien sûre. Nul doute que le *Roebuck* ne fût déjà rendu à la Barbade lorsque la goélette est arrivée à Halifax, après une longue et rude traversée. La milice est fière de la louange reçue. Il demande qu'Halifax soit protégé par mer, afin que les miliciens puissent aller à leurs fermes au temps des semailles et des récoltes; autrement, il y aurait beaucoup de misère. "Cor. Cor. N. S.", vol. 23, p. 213

26 mars, Halifax. Le même à King. Il a fait porter par son secrétaire les dépêches à Hammond. (Hammond fut le premier ministre britannique envoyé aux Etats-Unis.) Prise du Fort-Bourbon, à la Martinique, le 16, avec comparativement peu de pertes. 220

2 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Ogilvie. Il ne doute pas que l'on ne pourvoie suffisamment aux besoins des habitants de Saint-Pierre et Miquelon. Il serait dangereux d'en laisser s'établir dans la province. Il les faut tous envoyer à Guernesey. 211

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 143.)

5 mai, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il préviendra les habitants de Saint-Pierre et Miquelon que ceux qui en ont désir pourront aller aux Etats-Unis. Impossible d'envoyer 200 hommes du Royal-Nova Scotia au Cap-Breton, car l'effectif de 800 hommes ne sera pas complété ce printemps. Il donnera des ordres pour que 50 hommes soient prêts à partir lorsque les troupes quitteront Saint-Pierre. Dorchester a informé Macarmick qu'il ne sera pas envoyé de troupes au Cap-Breton, qui doit compter seulement sur une protection navale.

"Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 243

6 mai, Halifax. Le même au même. Reçu avis que sa pétition au sujet des provisions prises à Saint-Pierre ne peut être accordée. Que devra-t-il faire de l'argent produit par la vente du reste du butin? Il suppose qu'il ne sera pas alloué de gratification d'entrée en campagne. 245

6 mai, Halifax. Wentworth au même. Vu l'embargo établi dans les ports des Etats-Unis, il expédie de la Nouvelle-Ecosse des approvisionnements pour les Indes-Occidentales, espérant par là déjouer les desseins de ceux qui veulent nuire là-bas au service de Sa Majesté par cette interdiction d'exportation des Etats-Unis. 230

7 mai, Halifax. Ogilvie au même. Envoi des états mensuels du Royal-Nova Scotia, suivant ses instructions. Il a toujours expédié régulièrement de ces états à Dorchester, depuis que le régiment est organisé. 247

Incluses. Etats mensuels au 1er mai. 249

Id. au 17 septembre 1793. 250

7 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il le remercie de son approbation et de la nomination de Benning Wentworth à l'emploi de trésorier. Il a informé Bayard qu'il a congé de se retirer, et Monk, qu'il

1794.

lui succède au grade de major. Longue explication des causes qui ont retardé le complètement du Royal-Nova Scotia. Le recrutement se poursuit. Ce sera, à ce qu'il croit, le premier régiment qui aura été complété. A l'heure qu'il est, c'est déjà un beau corps d'hommes, aussi bien habillé et aussi propre pour le service qu'aucun régiment de l'armée. A quoi est employé l' "*Earl of Moira*". L' "*Ellegood*" transporte en ce moment des prisonniers français d'Halifax à Guernesey. Lettres tirées sur la trésorerie pour frais d'équipement de ce navire, provisions, paie, etc. On dit que la flotte française à Chesapeake comprend 250 voiles. En l'état d'esprit où se trouvent les sujets américains, enflammés par les discours qui se font dans leurs législatures, discours qui désignent les provinces comme étant les points à attaquer, la présence de tant de navires de guerre fait attendre avec impatience l'arrivée de l'escadre. Nécessité d'un renfort de troupes régulières ; car les miliciens ne peuvent pas être constamment en service sans que les familles qui dépendent d'eux, courent risque de périr de faim. Il suggère d'envoyer les invalides des Indes-Occidentales; ces hommes se rétabliraient promptement à Halifax et feraient une bonne garnison. Page 234

Incluses. Etats mensuels du Royal-Nova Scotia. 242

7 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Le prince Edouard est arrivé aux Indes-Occidentales assez tôt pour participer à la prise de la Martinique, où il s'est distingué. Il (Dundas) l'approuve (Wentworth) d'avoir envoyé l'*Earl of Moira* et le paquebot à Boston ; il approuve aussi les mesures prises pour s'assurer de l'obéissance des colons venant de Saint-Pierre et Miquelon. Il le renvoie à une lettre contenant des observations sur la défense maritime. 223

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 144.)

8 mai, Halifax. Wentworth à King. Il exécutera les ordres contenus dans la lettre secrète du 27 septembre. Hammond est fortement d'avis que la Nouvelle-Ecosse ne ménage aucun effort pour parer aux fâcheuses tendances de l'embargo américain. Il expédie les marchandises nécessaires aux Indes-Occidentales. Etat des forces ; elles sont suffisantes pour repousser l'invasion dont on est menacé. Bonne apparence de son propre régiment. Il était vraiment trop risible d'appeler ces hommes des *sans culottes*. Il est reconnaissant des bonnes paroles de Dundas et de Burke à son sujet et de la nomination de son beau-frère aux fonctions de trésorier de la Nouvelle-Ecosse. Emploi du senau à porter du canon à Annapolis et à Digby, et à escorter le navire du Nouveau-Brunswick, destiné au transport des prisonniers français ; ce que l'on en fera ensuite. La flotte française et le convoi (250 navires) qui étaient dans la baie de Chesapeake, ont probablement fait voile pour l'Europe en avril. S'il venait une flotte assez forte, elle pourrait peut-être nous amener celle de Chesapeake à Halifax ; le bon effet que cela aurait. S'il avait eu tout pouvoir par rapport au navire de mâture, celui-ci serait déjà de retour avec des invalides, qui bientôt seraient en état de faire un bon service de garnison. Il envoie aux Indes-Occidentales toutes les provisions dont il peut se passer. Il regrette que la farine n'ait pas été achetée de Hartshorne et Tremain ; on aurait épargné la valeur de 1,200 à 1,500 barils. Sur la révocation des instructions qui défendent les concessions de terres. Il compte faire transférer les élèves au collège à l'automne. "Madame Saint-Laurent (avec cent noms et titres)" attend l'occasion de passer en Angleterre. Sa liaison bien connue avec le prince Edouard : son élégance, ses bonnes qualités, etc. Il rappelle la demande qu'il a faite (Wentworth) de la dignité de baronnet.

Incluse. Etat des forces à Halifax pour repousser l'invasion : Royal-Artillerie, 80 : King's-Own, 102 ; Royal-Nova-Scotia, 493 ; corps d'artillerie de Tremain, 65 ; équipe du carénage et auxiliaires, 150 ; frégate

1794.

Hussar, 300 ; paquebot et les navires marchands sous le commandement du capitaine Jones, 186 ; milice rurale, 1,229 ; 1er et 2d bataillons de milice d'Halifax, 1,670 ; section civile d'artillerie, 30 ; milice de Lunenburg, prête à venir par une route ouverte exprès à travers bois jusqu'à Halifax, 200 ; ensemble 4,405 hommes.

Lettre et son incluse. "A. & W. I.", vol. 598

9 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. On a détaché un escadre sous le commandement de l'amiral Murray, pour la protection des provinces nord-américaines. Comment communiquer avec l'amiral, dans le cas où il (Wentworth) voudrait lui donner de ses nouvelles.

"Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 226

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 146.)

11 mai, Halifax. Correspondance entre Mitchell et Wentworth au sujet du marché fait pour l'approvisionnement des troupes aux Indes-Occidentales et de l'effet que peut avoir sur cette fourniture l'embargo établi aux Etats-Unis. (trois pièces). "A. & W. I.", vol. 598

14 mai, Halifax. Wentworth à Forsyth. Arrangements qu'il fera pour Shaw et les autres sujets britanniques qui se proposent de venir de New-York dans la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 598

16 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. En conséquence de l'augmentation du "Royal-Nova-Scotia," le major Bayard sera nommé colonel en second et devra faire le service avec le régiment.

"Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 228

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 148.)

19 mai, Halifax. Wentworth à King. Arrivée du "bon vieux Miller" et de sa "bonne vielle sœur." Arrivée, le 10, du prince Edouard, qui demande le commandement du district ; il (Wentworth) espère beaucoup qu'on le lui confiera. Nouveaux détails au sujet de Mme Saint-Laurent ; arrangements faits par le prince pour qu'elle soit amenée à Halifax. Caractère intraitable d'Ogilvie ; tous les adversaires du gouvernement ont les yeux sur lui. Le prince va habiller son régiment (Wentworth) avant de le passer en revue. Irritation passagère contre lui (Wentworth), créée par la mise en circulation de faux rapports. Il fera voir au prince Edouard un régiment de la milice d'Halifax. Il est peiné d'apprendre qu'il (King) a perdu son poisson. Mouvements navals. La flotte française a quitté la baie de Chesapeake le 20 avril. Envoi de provisions aux Indes-Occidentales. Il paraît que le navire français qui est sur les bancs de Terre-Neuve n'est rien autre chose qu'un corsaire. Le prince Edouard désire qu'on fasse part à Mme Saint-Laurent de l'arrangement tendant à sa prise de possession du commandement de la Nouvelle-Ecosse. Mécontentement causé aux Etats-Unis par l'embargo. Les négociants britanniques aux Etats-Unis sont alarmés de la menace faite par le congrès de séquestrer leurs biens. "A. & W. I.", vol. 598

19 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Arrivée du prince Edouard, le 10. Des navires seront envoyés pour obtenir la délivrance du *Dedalus*, détenu à Norfolk en Virginie. Des bâtiments marchands se préparent à achever l'évacuation de Saint-Pierre et Miquelon. Les navires à destination de Guernesey sont approvisionnés et feront voile dans huit jours. Les prisonniers sont tous d'ardents démocrates. Avantages qu'on trouverait à se rendre au désir exprimé par le prince Edouard de prendre le commandement du district. Ci-incluse une pétition des sauvages micmacs ; leur misère ; il a persuadé quelques familles à planter des pommes de terre et autres légumes, en promettant deux couvertures de laine à chaque famille qui récolterait assez pour sa subsistance. Il demande une autre somme de £200, qui lui permette de sustenter ces sauvages l'hiver prochain. Un gros brigantin est à embarquer des chevaux et du bardeau pour les Indes-Occidentales. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 251

1794.

Incluses. Pétition des Micmacs. Page 255

Représentations de G. H. Monk sur la condition misérable des Micmacs. 257

29 mai, Halifax. Wentworth à King. Malgré toute la difficulté de se procurer des navires pour le transport des prisonniers qui sont à Halifax et l'évacuation de l'île Saint-Pierre, il y a réussi. Le *Ellegood* s'en va à Guernesey avec 220 prisonniers. Ce navire serait fort propre à être employé comme transport. 261

30 mai, Halifax. Connaissement d'un chargement de bardeau. Pièces incluse dans une dépêche de Wentworth du 24 janvier 1795. Voir cette dernière.

6 juin, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Dundas). Envoi des états mensuels, au 1er juin, du Royal-Nova Scotia. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 271

Incluse. Etats. 272

6 juin, Halifax. Journal du Conseil législatif. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 108

Journal de l'Assemblée. 141

7 juin, Halifax. Wentworth à King. Réunion de l'assemblée générale. Ci-inclus un journal contenant son discours, et copie de l'adresse en réponse. Justification de sa conduite relativement à la milice. Il s'attend à une session calme, et saura éviter les questions pouvant fournir prétexte à des discussions. Le prince Edouard va faire un voyage au Nouveau-Brunswick; le *Zebra* sera mis à sa disposition. Amélioration qu'il y a dans sa conduite, etc. Son agent sera aidé pour l'envoi du bagage, etc. Le prince Edouard a marqué un vif désir que Mme Saint-Laurent ait tout le confort possible dans le voyage. Il est content de la milice, etc. Un transport est prêt à partir avec 223 prisonniers français. Les navires attendent un vent favorable pour transporter les habitants de Saint-Pierre et Miquelon à la Nouvelle-Ecosse. Ci-incluse une charte-partie, avec des observations. Expédition de chevaux, bardeau, etc., pour les Indes-Occidentales. Il (Wentworth) rappelle que des négociants britanniques aux Etats-Unis ont demandé permission de mettre leurs marchandises en sûreté dans la Nouvelle-Ecosse. Il y a consenti, sauf le bon plaisir de Sa Majesté. L'approbation de cette décision aurait un très grand effet sur les dispositions des Etats-Unis en les portant à la modération et à la paix. Il a permis d'importer des provisions des Etats-Unis pour la marine; sans quoi, les navires ne pourraient prendre la mer.

Adresse de la chambre d'assemblée en réponse au discours du gouverneur.

11 juin, Halifax. Wentworth à King. Le départ des navires est retardé par des vents forcés du sud-ouest. Le *Zebra* essaie de sortir du port pour aller chercher le prince Edouard à Annapolis. Amélioration de plus en plus marquée chez le prince. A propos de son neveu Charles et de son fils Charles, en faveur desquels il (Wentworth) demande l'appui de son influence (King).

Les trois mentions précédentes se trouvent dans la série "A. & W. I.", vol. 508.

21 juin, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il le remercie de son approbation. Bons effets produits par la destination des forces navales sous le commandement de Murray. Arrivée de l'*Earl of Moira*, venant de Québec avec le bagage, etc., du prince Edouard. Mouvements des navires employés à retirer les habitants de Saint-Pierre et Miquelon. Le prince est allé au Nouveau-Brunswick, et reviendra à Halifax vers le 4 juillet. Mesures prises pour prévenir les désertions. Le brigantin *Prince Edward* part pour la Barbade, chargé de chevaux et de bardeau. Le lieutenant Earle, qui arrive de Turk's Island, rapporte avoir rencontré, près du passage Mona, deux flottes se dirigeant vers Hispaniola; une grande frégate à hélé le navire qui le portait, mais n'a pas montré ses couleurs. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 273

1794.
23 juin, Boston. Description de deux navires chargés de provisions pour le Havre, France; et copie de la correspondance entre le commodore George (27 juin) et l'agent des fournisseurs de la marine (31 mai) sur la question de se procurer des provisions aux Etats-Unis. (Au dos de la pièce est écrit : " Incluse d'une dépêche de Wentworth du 1er juillet." Cette dépêche est dans la série " Col. Cor. N.S.", vol. 23). " A. & W. I.", vol. 598

1er juillet, Halifax. Wentworth à King. Le prince Edouard a pris le commandement, à la satisfaction générale. Une dépêche de Hamilton, datée des Bermudes le 23 juin, annonce l'arrivée à la Guadeloupe d'une flotte française avec 2,000 hommes de troupes. Ils ont opéré leur débarquement à Sainte-Anne. L'amiral Jarvis est allé à la recherche de la flotte française. Il (Wentworth) s'attend à apprendre avant peu qu'elle a été prise. Permission donnée de tirer des provisions de Boston pour les navires qui sont dans le port, afin qu'ils puissent mettre en mer. Les autorités douanières ont fait saisir les navires apportant les provisions, et ces dernières ont été livrées aux entrepreneurs de la fourniture sur leur cautionnement. Il lui demande (à King) d'obtenir une ordonnance de décharge, les provisions étant toutes importées pour le service de Sa Majesté. Combien il est difficile de se procurer des vivres pour les navires. Ci-incluse une correspondance sur ce sujet. Le senau "*Earl of Moira*" est allé à Saint-Pierre, prendre la place du "*Zebra*", sloop de guerre. Services rendus par le senau. Le navire avec les chevaux et le bardeau met à la voile aujourd'hui, n'ayant pu partir plus tôt faute de vent. On dit qu'Arnold a été pris par l'escadre française. Qualité inférieure des effets d'habillement qui ont été envoyés.

"Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 280

(Une note sur cette lettre porte : "Les incluses manquent"; elles se trouvent dans la série "A. & W. I.", vol. 598, 23 juin.)

2 juillet, Halifax. Connaissement du chargement de chevaux et bardeau. Pièce incluse dans la dépêche de Wentworth du 24 janvier 1795. Voir à cette date.

2 juillet, Halifax. J. Lewis à Murdock. Il se plaint de la saisie du *Pigou*. Pièce incluse dans une lettre de King du 12 août. Voir à cette date.

4 juillet Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Dundas). Le prince Edouard a pris le commandement, et lui demande de représenter tout l'avantage qu'en retirerait le service, s'il lui était permis (à Wentworth) de faire une proclamation contenant l'offre d'un entier pardon à tous déserteurs qui rejoindraient l'un des régiments soit régulier ou provincial.

"Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 293

5 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Dundas) à Wentworth. Le succès rapide obtenu dans les Indes-Occidentales rend moins urgente la nécessité d'y expédier du bardeau. Mais les chevaux et les provisions de toutes sortes y arriveront fort à propos. Il regrette que les circonstances aient retardé le complètement de son régiment. Mauvais effet de la proclamation d'Ogilvie au sujet des déserteurs. Approbation des mesures prises pour la défense d'Annapolis et de Digby. Espérance qu'il a de voir les différends avec les Etats-Unis bientôt réglés. Les vaisseaux de l'amiral Murray, avec les forces militaires de la province, devraient suffire pour sa défense; cependant, il enverra un contingent de troupes régulières afin d'obvier à l'inconvénient de convoquer la milice au détriment des travaux agricoles. Il lui fait plaisir d'apprendre l'heureuse arrivée du prince Edouard. Amherst sera chargé de mander à Son Altesse Royale que le roi désire qu'elle exerce le commandement au titre de major général. Il espère (Dundas) que le *Hussar* et la *Blanche* iront prendre la place du *Dedalus*. Il ne fera point difficulté d'affecter une autre somme de £200 en secours aux Micmacs; seulement, il compte bien que l'assistance sera temporaire et que ces sauvages ne tarderont à pourvoir par leurs propres efforts à leurs nécessités.

264

1794.

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 149.)

30 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Ogilvie. Le "*Prize Act*". L'attorney général a été consulté sur le "*Prize Act.*" Suivant son opinion, le produit de la vente des provisions prises à Saint-Pierre doit être partagé entre l'armée et la flotte. "Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 287

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 153.)

5 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il est bien aise d'apprendre que les habitants de Saint-Pierre et Miquelon en ont été retirés. Cette mesure d'évacuation était d'autant plus nécessaire que les deux îles sont annexées à Terre-Neuve et comprises dans la commission de Wallace. Les copies de lettres qui seront mises sous les yeux du prince Edouard porteront le contingent probable de troupes commandé pour Halifax. "Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 287

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 155.)

12 août, Whitehall. King à Wentworth. Ci-inclus copie d'une lettre de Lewis, du navire *Pigou*. Voir à ce que Lewis n'ait pas de sujet de se plaindre de la cour de vice-amirauté. Cette lettre de Lewis a été remise à Grenville par Jay. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 289

Incluse. Lettre de Lewis à Murdock, dans laquelle il se plaint de la saisie du *Pigou*.

13 août, Québec. Dorchester à Wentworth. Il envoie Danseville à Halifax, où il espère qu'on lui permettra de rester. Les circonstances demandent que des Français ne puissent résider à Québec sans la permission expresse des ministres de Sa Majesté. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 13

15 août, à bord de la *Resolution*, Halifax. Le Vice-Amiral Murray au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il arrive de Sandy-Hook; une partie de ses navires ont besoin d'être radoubés. Il ne s'est pas rendu à New-York, parce que le pays lui a paru être gouverné par la populace (*King Mob*). Il a conféré avec M. Hammond et l'a bien trouvé le ministre calme, éclairé, franc et ferme qu'on lui avait représenté. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 146

16 août, Halifax. Le même au même, de Hook, trente milles plus bas que New-York, il a eu des conversations avec Hammond, le ministre aux Etats-Unis, et ils se sont mutuellement communiqué leurs instructions. Il usera de prudence et de fermeté dans ses rapports avec les Américains. Il ne s'est pas rendu à New-York: la populace semble y régner en maîtresse et toute insulte au pavillon aurait eu des suites sérieuses. Et puis il se serait exposé à perdre des hommes, car on leur a publiquement offert $100 pour déserter. Il retournera à la barre de New-York dans quelques semaines. Comme il n'y a plus sur la côte de croiseurs français, il demande que le paquebot se rende d'Halifax à New-York comme auparavant, au lieu de retourner tout droit d'Halifax en Europe. Les paroles proférées contre le roi et la nation au congrès américain sont trop "shocking" pour être répétées ici. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 371

23 août, Halifax. Wentworth au même. Bayard a été informé de sa promotion. Le prince Edouard envoie un détachement du Royal-Nova Scotia faire la relève du e^e à Saint-Jean de Terre-Neuve; les hommes sont à bord du senau *Earl of Moira* qui doit transporter le 4e à Saint-Pierre et, après l'évacuation de l'île terminée, le convoyer à Québec, puis revenir à Halifax avec les fusiliers. Cela va épargner l'affrétement d'un transport, tout en mettant Murray en pouvoir d'employer un navire de guerre à croiser sur la côte. Le Royal-Nova Scotia a été passé en revue. Envoi des états de juillet. 296

Incluse. États. 300

24 août, Halifax. Le Juge en chef Strange à King. Ses efforts au conseil pour prévenir les différends et maintenir l'harmonie entre les deux chambres. Réserve dont Wentworth use avec lui en ce qui concerne les questions d'administration. On est à embellir l'édifice du collège (à Windsor); on y amé-

1794.

nage une bibliothèque, qui sera garnie de livres, d'instruments de sciences, etc., au moyen de souscriptions particulières. Moyen qu'il a adopté pour se procurer la somme d'argent nécessaire. "A. & W. I.", vol. 598

24 août, Halifax. Wentworth au même. Arrivée de Mme Saint-Laurent par le *Westmoreland*. Le prince, avec toute sa famille, est encore chez lui (Wentworth). Il a donné au prince la maison de campagne, toute meublée, la ferme, etc., pour la durée de son séjour. Son caractère fier et son mécontentement en apprenant ce que l'on dit de ses services dans les Indes-Occidentales. Ci-incluse une lettre de Macarmick concernant Miller; il (Wentworth) l'aidera. Il a pourvu au sort de Wood et de son fils. Frais considérables occasionnés par le transport des prisonniers, etc. "A. & W. I.", vol. 598

24 août, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il espère que les expéditions à destination des Indes-Occidentales y seront utiles. Les négociants étant absents, il ne peut pas encore envoyer les comptes. La difficulté qu'éprouvait le recrutement du Royal-Nova Scotia est tombée grâce à la libéralité du prince Edouard; sa popularité. Empressement des officiers et des hommes du régiment à s'offrir pour aller servir à Terre-Neuve, où des arrangements sont faits pour recruter. Satisfaction du prince Edouard en voyant les plans de la défense de la Nouvelle-Ecosse. L'allocation de £200 sera d'un grand secours aux Micmacs. Comment on emploie maintenant ces sauvages. Leurs progrès donnent confiance que d'ici peu d'années ils se civiliseront et pourvoiront eux-mêmes à leurs besoins. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 301

1er septembre, Halifax. Etats mensuels du "Royal-Nova Scotia". Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard en date du 10 septembre. Voir cette dernière.

10 septembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Dundas). Son rapport sur l'état des casernes et des fortifications. Il est indispensable d'envoyer sans retard un renfort de troupes. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 1

10 septembre, Halifax. Le même au même. Il lui transmet les états du 'Royal-Nova Scotia' au 1er septembre. 7

Incluse. Etats. 9

11 septembre, St-Peters, Terre-Neuve. Certificat du major Thorne, disant que William McIntosh, fourrier du 4e régiment, a fait fonction de commissaire aux vivres et combustibles du 11 juin 1793 au 11 septembre 1794, et n'a rien reçu pour ce service. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 101

16 septembre, Halifax. Le Vice-Amiral Murray au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il reste à Halifax pour protéger la ville, presque sans défense, étant informé qu'une forte escadre française est arrivée à Boston. Les ressources du pays ont été représentées d'une façon bien peu exacte. Il ne faut faire aucun fond sur la milice, puisque les hommes ne sont pas soumis aux lois militaires et viennent et s'en vont comme il leur plaît. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 148

16 septembre, Halifax. Wentworth à King. Ses relations avec le commandant en chef et l'amiral sont tout à fait agréables. Comment le prince est logé, etc.; soin qu'il (Wentworth) prend pour que l'on respecte son rang. Le prince désire étendre son commandement et avoir le 26e régiment sous ses ordres. Le major Barclay demande la pension militaire; il (Wentworth) conseille fortement de la lui accorder. Il transmet une pétition, n° 2, de James Meany, exposant ses griefs. Aussi, le rapport de Miller sur les opérations du charbonnage, qui promet d'être de bon revenu. L'évacuation de Saint-Pierre et Miquelon est terminée; environ 450 habitants de ces îles s'établiront dans la Nouvelle-Ecosse; le reste des habitants et les prisonniers sont envoyés à Guernesey. "A. & W. I.", vol. 598

16 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Dundas). La dernière session a été remarquable par l'harmonie qui a régné dans la législature et par l'attention portée à la chose publique. Ci-incluse l'adresse de l'assemblée, avec

1794.

des observations. Il serait désirable de modifier la loi réglant le commerce avec Québec. Arrivée des frégates *Cleopatra* et *Thisbe*. On rapporte qu'une flotte française est à Boston. Une frégate et un messager par terre ont été envoyés aux nouvelles. Mesures prises pour la défense. Détail sur l'armement, le nombre des travailleurs, etc. Paix dans la province. Les récoltes ont été plus abondantes que d'ordinaire, mais la pêche ne l'a pas été autant que dans certaines années passées. Toutes les autres industries et le commerce sont florissants.

"Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 312

Incluse. Adresse de l'assemblée au lieutenant-gouverneur. 320

2 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il a communiqué à Amherst l'avis du prince Edouard, d'accorder un entier pardon aux déserteurs qui s'enrôleront dans un régiment de la province. Le service de l'"*Earl of Moira*" est satisfaisant. Les habitants devront être reconnaissants au prince Edouard du soin qu'il prend pour la défense de la Nouvelle-Ecosse. Il (Portland) a transmis à Amherst la demande d'un renfort faite par le prince. La manière la plus économique d'aider aux Micmacs, c'est de leur fournir des semences et des outils. 306

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 156.)

4 octobre, Whitehall. King à Wentworth. Il lui adresse copie d'une lettre de Morse à propos d'une proclamation de grâce aux déserteurs.

"Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 311

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 159.)

11 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Le retard que le paquebot éprouve à Falmouth lui permet de répondre à la lettre du 16 septembre. L'adresse à lui présentée (Wentworth) par l'assemblée a été communiquée à Grenville et au comité du conseil. Bien que n'ajoutant guère foi à cette nouvelle, qu'il était arrivé 12 navires de ligne française à Boston, il l'engage pourtant à se consulter avec le prince Edouard sur la possibilité de lever, armer et discipliner un contingent de miliciens, qui recevraient la même paie que les troupes régulières pendant qu'ils seraient employés. "Col. Cor. N. S.," vol. 23, p. 327

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 159.)

18-26 octobre. Correspondance incluse dans une lettre du prince Edouard du 31 décembre. Voir à cette date.

1er novembre. Etats mensuels du Royal-Nova Scotia. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 5 novembre. Voir à cette date.

5 novembre, Halifax. Le prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Dundas). Il lui transmet les états du Royal-Nova Scotia pour les mois de septembre et octobre.

"Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 10

Incluses. Etats datés du 1er octobre et du 1er novembre. 12, 13

6 novembre, Lambeth. L'Archevêque de Canterbury au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui envoie des extraits de lettres reçues de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse, concernant le collège de Windsor. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 374

Incluses. Extraits : 3 octobre 1791; 25 juin et 26 novembre 1792; 25 janvier, 25 mars, 3 mai et 30 juin 1794. Progrès des constructions, etc. 376

7 novembre, Halifax. James Putnam à Portland. Il se plaint du tort que lui cause une décision de la cour suprême du Massachusetts qui enfreint les dispositions du traité de paix. En cas d'accommodement entre Sa Majesté et les Etats-Unis, il a confiance qu'on aura égard aux intérêts des particuliers qui ont souffert de l'injustice du traité.

"Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 233

11 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Selon son instruction, il a soumis certaines dépêches au prince Edouard, qui fera un rapport détaillé sur les moyens de défense en cas d'une attaque. Les Français méditent toujours de détruire Halifax. Ci-inclus les états mensuels du

1794.

Royal-Nova Scotia. Le recrutement marche bien, mais les fonds de la levée sont insuffisants. Utiles services rendus par le régiment. Fidélité de la province. Celle-ci est prospère. Harmonie entre toutes les branches du service. "Col. Cor. N. S.", vol. 23, p. 329

Incluse. Etats mensuels. p. 337

11 novembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Arrivée inattendue de troupes des Indes-Occidentales. Le possible se fait pour les loger en casernes. Il demande avec instance un nombreux renfort d'infanterie et d'artillerie. L'évacuation de Saint-Pierre et Miquelon est terminée; les canons ont été encloués; et les projectiles immergés. Il appuie la pétition de Barclay qui demande une pension en raison de ses services et de ses pertes. 338

Incluse. Levé de la ville et du port d'Halifax. 342

(Voir aussi la série "Col. Cor. N. S.", vol. 25, pp. 14 et 32.)

12 novembre, Halifax. Wentworth à King. La flotte française a capturé le paquebot d'août et une trentaine de voiles; les prises sont envoyées à New-York. Lettres perdues. Les journaux annoncent que le duc de Portland est aux Horse-Guards, mais sans dire dans quel département. Il (Wentworth) espère recevoir bientôt "his spurs." Son régiment compte maintenant 628 hommes et sera bientôt complet. Les effets d'habillement sont encore à venir; les hommes en souffrent, mais ne se plaignent pas. Pas un seul arrivage de navire marchand depuis un an. Il deviendra peut-être absolument nécessaire d'importer des Etats-Unis les choses les plus indispensables. On craint que le prince Edouard n'ait perdu ses bagages, chevaux, voitures, etc., dans la prise des navires par la flotte française. Amélioration de la garnison. On désire le rappel d'Ogilvie. Renseignements sur Saint-Pierre, etc., comme en de précédentes lettres. "A. & W. I.", vol. 598

12 novembre, Halifax. Compte de l'indemnité de logement, etc. Pièce incluse dans la lettre de Wentworth du 23 juillet 1796. Voir à cette date.

24 novembre, Halifax. Reçu le décret de la cour de l'amirauté, relativement à ce qui a été pris à Saint-Pierre et Miquelon. Pièce incluse dans la lettre d'Ogilvie du 26 décembre. Voir cette dernière.

25 novembre, Halifax. Procès-verbaux du Conseil concernant la capture du brig *Mars*, et lettre du prince Edouard et de Murray sur le même sujet. Pièces incluses dans la lettre de Wentworth du 26 novembre. Voir à cette date.

26 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il met sous ce pli des lettres du prince Edouard et du contre-amiral Murray. Le brig *Mars*, chargé de provisions et d'effets d'habillement, ayant été pris par les Français et conduit à Boston, il (Wentworth) a dû accéder à la demande que lui ont faite le commandant en chef et le conseil d'en acheter et importer la cargaison. "Col. Cor. N. S.," vol. 24, p. 3

Incluses. Délibérations du conseil au sujet de la capture du brig *Mars* et lettres du prince Edouard et de Murray. 7

1er décembre, Halifax. Etats mensuels du Royal-Nova-Scotia. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 7 janvier 1795. Voir à cette date.

10 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il transmet une pétition de Danseville, avec des copies de lettres de Dorchester et Ogilvie à son sujet. "Col. Cor. N. S.," vol. 24, p. 9

Incluse. Pétition de Danseville, pour qu'il lui soit permis de rester au Canada. 11

20 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Comme la milice ne saurait être convoquée pour de longues durées sans que la colonie en souffre beaucoup, il a créé une légion, qui sera de 1,000 hommes, et toujours prête à se porter en toute partie de la province où l'ennemi viendrait à débarquer. Il serait aussi à propos d'avoir deux compagnies de flanc, dans chaque régiment, en outre de la compagnie d'artillerie. Le gou

1784.

vernement pourrait alors compter sur 2,000 hommes. Bosoin d'habits et de provisions. "Col. Cor. N.S.", vol. 24, p. 17

(Extrait. "Col. Cor. N.S,", vol. 26, p. 17

20 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland) (lettre personnelle). Si l'on approuve son idée de la légion, il demande que John Fisher jeune soit autorisé à acheter et expédier les effets d'habillement, etc. "Col. Cor. N.S.", vol. 24, p. 24

21 décembre, Bordeaux. Joshua Barnley à son frère. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth à King, du 18 avril 1795. Voir à cette date.

21 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu sa dépêche du 2 octobre. La transplantation des habitants de Saint-Pierre et Miquelon s'est effectuée avec ordre et économie. On les a placés à différents havres où il y a des établissements de pêche. Beaucoup d'entre eux sont des Acadiens, qui se réjouissent d'être revenus dans cette province. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 26

26 décembre, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu le duplicata de sa lettre du 30 juillet, avec l'incluse contenant qu'il plaît à Sa Majesté que le produit de la vente des provisions, etc., prises à Saint-Pierre et Miquelon se distribueentre les forces de terre et de mer qui étaient à l'expédition. 51

Incluses. Copie du décret, 24 novembre, émanant de la cour de l'amirauté, au sujet de ce qui a été pris à Saint-Pierre et Miquelon. 53

(Duplicata de la lettre et de l'incluse. PP. 223 et 225.)

Convention, 4 mai, entre Ogilvie et le capitaine Affleck, au sujet du butin qui sera partagé également entre l'armée et la marine. "Col. Cor. N. S.," vol. 24, p. 55

Evaluation du rapport de la vente des provisions, etc., prises à Saint-Pierre et Miquelon. 57

(Duplicatas. PP. 227 et 229.)

26 décembre. Wentworth et les autres "governors" de King's College au Secrétaire d'Etat (Portland). Il faudrait encore £1,500 pour achever l'édifice. Prière à sa grâce de vouloir bien s'employer à leur obtenir cette somme. "Col. Cor. N. S.," vol. 24, p. 45

(Duplicata. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 136.)

Incluse. Sommes dépensées sous la direction des "governors" de King's College, à Windsor, Nouvelle-Ecosse, pour la construction d'un édifice convenable, qui n'est pas encore achevé (deux copies). "Col. Cor. N. S.", vol. 24, pp. 47–49

31 décembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui soumet un plan de défense pour les îles du Cap-Breton et Saint-Jean. La tentative de constituer ces deux îles en gouvernements séparés et distincts n'a pas réussi. Tout y prospérait mieux sous l'administration de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 3

31 décembre, Halifax. Le même à Dundas. Il n'a pas reçu les renforts attendus des Indes-Occidentales. Il insiste de nouveau sur la nécessité d'envoyer des troupes pour la défense de la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 33

Incluses. Lettre du capitaine Tripp, du *Severn*, à l'officier commandant à Saint-Domingue, 18 octobre. Quels sont les navires destinés à recevoir les troupes qui doivent être transportées à Halifax et à Québec? Il a ordre d'escorter les transports. 37

Le brigadier général Harneck à Tripp. Il n'a pas reçu d'ordres au sujet des transports ou des troupes. 39

Tripp au capitaine Martin, commandant la *Magicienne*, et officier supérieur à Port-au-Prince, 24 octobre. Il voudrait savoir s'il se trouve à la Jamaïque des troupes destinées à Halifax, comme à Québec, ou s'il doit se rendre tout droit et tout de suite à cette dernière ville. 41

1794.

Martin à Tripp, 26 octobre. Point de troupes dont il puisse se passer pour les envoyer en Amérique. Il est d'avis que Tripp devrait partir sans retard, conformément aux ordres de l'amirauté. Page 43

31 décembre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il offre de lever un corps qui serait appelé le "Royal Irish Fusileers", et demande la permission du roi. 45

1795.

1er janvier, Halifax. États mensuels du Royal-Nova Scotia. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 21 janvier. Voir à cette date.

4 janvier, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui envoie, par le capitaine Vesey, son aide de camp, les états du Royal-Nova Scotia pour novembre et décembre. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 49

Incluses. Etats mensuels du Royal-Nova Scotia. 51

(Ce rapport est daté, par erreur, du 1er décembre 1795 au lieu de 1794.)

Etats mensuels du Royal-Nova Scotia, datés du 1er janvier 1794. 52

(Les mêmes états furent transmis par Wentworth le 21 janvier).

8 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. L'attention qu'il (le prince Edouard) porte à son service ne peut manquer d'assurer la sécurité du district et de fortifier l'esprit de coopération déjà si remarquable dans toutes les classes de la population. Le traité conclu avec les Etats-Unis lui ôtera toute appréhension à cet égard. La conduite de son régiment et de la milice est extrêmement satisfaisante. S'il (le prince Edouard) consent à ce que l'on use d'indulgence envers les "boys" qui ont un sursis, sa décision ne sera probablement pas désapprouvée. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 1

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 161.)

8 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il approuve ses préparatifs, pour la reception des troupes des Indes-Occidentales, et aussi ce qu'on a fait pour mettre hors de service les grosses pièces de canon à Saint-Pierre. Félicitations à l'occasion du traité avec les Etats-Unis. Il a transmis à la trésorerie sa recommandation de Barclay. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 1

(Copie. Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 163.)

19 janvier, Halifax. Kearney à Wentworth. Les gibernes expédiées pour le Royal-Nova-Scotia sont tout à fait impropres au service; les porte-giberne, les porte-baïonnette et les bretelles de fusil sont de très-mauvaise qualité. "Col. Cor. N.S.", vol. 24, p. 237

20 janvier, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il recommande Benning Wentworth pour la place vacante au conseil après le départ de Butler Butler, qui résidera à Londres. 30

20 janvier, Halifax. Le même au même. Ci-inclus les états mensuels du Royal-Nova-Scotia. Il demande l'envoi d'un coffre de médicaments pour l'usage du régiment. 32

(Les états mentionnés sont les mêmes que ceux envoyés par le prince Edouard le 4 janvier.)

23 janvier, Halifax. Wentworth à King. Observations sur les propositions qu'il a rendues publiques au sujet de la milice. Il demande que son neveu soit chargé de procurer les effets d'habillement. Mauvaise qualité d'une partie de ceux expédiés par Maitland et Cie. Bayard est malade à New-York, il (Bayard) est moins ancien que Monk, et celui-ci devrait en conséquence être promu avant lui; mais l'on propose que Monk soit nommé juge "puisné" à Montréal, ce qui ferait disparaître toute difficulté. Il craint que le juge en chef ne soit retiré de la province par promotion, et demande instamment que la place rendue vacante alors ne soit pas remplie avec trop de précipitation, vu l'importance des fonctions. Mauvaise opinion qu'il a d'Uniacke, le solliciteur général. Il est bruit que Dorchester a donné sa démission. Le prince Edouard a écrit au prince de Galles, pour le prier d'obtenir qu'il (le prince Edouard) ait le commandement militaire, tandis que lui (Wentworth) exercerait l'autorité civile. Dans

1795.

le cas, cependant, où les îles Saint-Jean et du Cap-Breton seraient rendues à la Nouvelle-Ecosse, il (le prince) ne tiendrait pas à aller à Québec. Désordre qui règne dans les affaires au Cap-Breton. Le lieutenant-gouverneur M. (Macarmick) passera à Londres aussitôt que possible. Les entrepreneurs du charbonage pétitionnent afin d'être remboursés des sommes qu'ils ont dépensées pour reconstruire le quai, faire des chemins, etc. Il recommande qu'on leur paie £384.14.3. Les Français, paraît-il, se procurent de grandes quantités de bois de construction et de mâts dans la Nouvelle-Angleterre. Le rappel d'Ogilvie est devenu désirable. Caractère agréable et généreux de l'amiral Murray. Sa demande d'exemption des droits, pour les liqueurs, etc., consommées sur la flotte, pourra difficilement être accordée. "A. & W. I.", vol. 598

24 janvier, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Ci-inclus les connaissements de chargements de chevaux et de bardeau expédiés aux Indes-Occidentales. Il demande ses bons offices pour l'achèvement du King's College à Windsor. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 37

Incluses. Connaissement, en date du 30 mai 1794, pour bardeaux expédiés aux Indes-Occidentales à bord du brig *Mary*. 40

Connaissement, 2 juillet 1794, pour chevaux et bardeau expédiés aux Indes-Occidentales par le brig *Prince Edouard*. 39

Facture d'envoi et connaissement, du 2 juillet 1794, pour une cargaison de chevaux et de bardeau, expédiés de la Nouvelle-Ecosse à la Martinique. 41

25 janvier, Halifax. Wentworth à Portland. Il demande la permission de sanctionner, à la prochaine session, une loi de l'assemblée générale à l'effet d'établir une loterie pour réaliser une somme, d'au plus £2,000 sterling, applicable à la construction des ponts et à l'amélioration de routes dans la province. 43

19 février, Londres. John Jay à Monroe, embassadeur des Etats-Unis à Paris. Envoi d'une lettre du colonel Trumbull. Pièce incluse dans une lettre de l'amiral Murray à Dundas du 27 juin. Voir à cette date.

12 mars, Halifax. Discours de Wentworth au conseil et à l'assemblée à l'ouverture de la session.

Adresse de l'assemblée en réponse, 13 mars.

Id. du conseil, 15 mars.

(Le discours et les adresses qui sont des extraits des Journaux, sont dans une dépêche de Wentworth du 18 avril.)

25 mars, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Les troupes des Indes-Occidentales n'étant pas venues, il est indispensable d'envoyer tout de suite les renforts qu'il a demandés. Les régiments pourraient se recruter dans le corps provincial, en offrant aux hommes une prime de cinq guinées. Le régiment provincial n'aurait pas de peine à faire ses recrues, chaque automne, à Terre-Neuve. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 10

25 mars, Halifax. Le même à Dundas. Il a confiance que, selon sa réquisition, on voudra lui envoyer du Canada un régiment d'infanterie, une compagnie d'artillerie et un officier du génie. Réponse aux observations du duc de Richmond, sur l'état des fortifications, casernes, etc. "Col. Cor. N.S.", vol. 25, p. 53

Incluses. Etat des magasins de l'artillerie à Halifax, au 24 mars. 64

Le capitaine Straton, des "Royal Engineers," au prince Edouard. Il lui adresse un rapport sur le nombre des casernes et corps de garde, leur présent état et les réparations nécessaires, 27 mars. 59

Etat, du 30 mars, des pièces de canon et des voitures dont a besoin le Royal-Artillerie, signé par Thomas Desbrisay, capitaine, com. R. A. 63

(Deux de ces incluses sont d'une date postérieure à celle de la lettre qui les contenaient.)

1795.
31 mars, Paris. Benjamin Hichborn, du Massachusetts, à Monroe, Pièce incluse dans la lettre de l'amiral Murray du 26 juin. Voir à cette date.

1er avril, Halifax. Wentworth à King. Il a été malade, mais il va mieux maintenant. Il a convoqué l'assemblée plus tôt qu'il n'en avait eu l'intention d'abord, afin d'expédier plus promptement les affaires : on politique moins à cette époque-ci de l'année qu'en été, où l'on a plus de loisir. Il craint que Cumberland ne soit pas réintégré à l'agence. Proposition de faire échange de 400 des plus beaux hommes de son régiment contre un égal nombre des plus vieux et des plus mauvais soldats du 7e ; mais il n'a pas encore causé à fond de la chose avec le prince Edouard. La sagesse d'un pareil échange lui paraît bien douteuse ; ne serait-il pas plutôt propre à nuire au recrutement ? Eloge du prince Edouard. La frégate la mieux montée et équipée de l'escadre, a été relevée d'un service que le senau armé *Earl of Moira* pouvait parfaitement faire. La frégate a mis en mer. Il (Wentworth) espère qu'elle capturera certain brig français, chargé de 400 tonneaux de provisions. "A. & W. I.", vol. 598

1er avril, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il transmet les états du Royal-Nova-Scotia. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 66

Etats. 68, 69, 70

1er avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il accuse réception de sa dépêche du 8 janvier. Il loue le Royal-Nova-Scotia, qui va s'améliorant chaque jour et dont les hommes sont constamment attentifs au devoir. La frégate *Hussar* est partie rejoindre l'amiral Murray.
"Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 67

2 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Ses observations, à propos de l'idée de faire des gouvernements séparés des îles comprises dans la Nouvelle-Ecosse, méritent considération. Le passage de sa lettre relatif aux travaux de défense a été transmise au grand-maître et au "Board" de l'artillerie. Il lui adresse copie d'une lettre de la trésorerie concernant une fourniture d'effets d'habillement pour la milice, en remplacement des envois qui ont été pris. Le colonel Danseville peut rester en Canada sur parole, à moins que Dorchester ne pense que cette permission de séjour serait préjudiciable au service.
"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 7

(Duplicata. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 165.)

2 avril, Whitehall. Le même au Comité de la construction du King's College. Reçu le compte de la dépense des £3,000, et sa demande de $1,500 autres livres sterling pour l'achèvement de l'édifice. Ce crédit sera inscrit au budget ; mais on devra faire connaître la somme qui pourra se dépenser utilement chaque année, en sorte qu'il ne soit pas porté au budget d'affectation plus élevée. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 59

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 21, p. 167.)

7 avril. Le Prince Edouard à Wentworth. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 18 avril. Voir à cette date.

9 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Dans les circonstances exceptionnelles du moment, il ne désapprouve pas ses mesures pour approvisionner la flotte et l'armée. Il lui transmet copie d'une lettre de la trésorerie au sujet d'une expédition d'effets d'habillement pour la milice, en remplacement de ceux enlevés par les Français. Danseville peut rester en Bas-Canada sur parole, si Dorchester ne pense pas que cette permission soit contre les intérêts de Sa Majesté. L'ordre sera donné de recevoir en réparation l'*Earl of Moira* au bassin de carénage d'Halifax. Il est très aise d'apprendre que les habitants de Saint-Pierre et Miquelon, actuellement dans la province, sont tranquilles. Il faut assister les sauvages dans l'hiver, mais il compte que par ses efforts (Wentworth) et par les leurs aussi, ils en viendront à se suffire à eux-mêmes. Approbation de la nomination au conseil de

1795

Benning Wentworth. La partie de sa lettre ayant trait aux effets, et aux médicaments pour son régiment, a été communiquée à la trésorerie, dont il met sous ce pli la réponse. Au sujet du collège, il le renvoie à la lettre adressée à lui-même et aux autres membres du comité. Il a donné communication au comité du conseil de copie de la lettre où il (Wentworth) demande la permission de sanctionner une loi autorisant une loterie dans le but de se procurer de l'argent pour l'ouverture des routes. Si ses (Wentworth) suggestions sont approuvées, il recevra de nouvelles instructions. "Col. Cor. N. S.," vol. 24, p. 61

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 168.)

13 avril, Halifax. Journaux de l'assemblée, du 12 mars à la date mentionnée en marge. *Id.* du conseil, même période.

(Pièces incluses dans une lettre de Wentworth du 10 décembre. Voir à cette date.)

14 avril, Paris. Monroe au Secrétaire d'Etat, Philadelphie. Pièce incluse dans une lettre de Murray du 26 juin. Voir à cette date.

15 avril, Bordeaux. Fenwick, consul des Etats-Unis, à Randolph. Pièce incluse dans la lettre de Murray du 26 juin. Voir à cette date.

17 avril, Halifax. Wentworth au prince Edouard. Pièce incluse dans l lettre de Wentworth du 18 avril. Voir cette dernière.

17 avril, Halifax. Le même au même. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 19 avril. Voir à cette date.

18 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Etant à peine remis d'une cruelle indisposition, il lui est impossible de transmettre des rapports complets. La loi de milice qui vient d'être adoptée remédie à des défectuosités de l'ancienne. Ci-inclus ses discours, et les adresses du conseil et de l'assemblée. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 70

Incluses. (1) Discours de Wentworth à l'ouverture de la législature, 12 mars. 73

(2) Réponse du conseil, 15 mars. 75

(3) Adresse de l'assemblée, 13 mars. 77

(4) Discours de Wentworth à la clôture de la session. 79

(Les incluses 1 à 4 sont des extraits des Journaux.)

(5) Lettre du prince Edouard à Wentworth. Il énumère les mesures défensives qui ont été prises ; et demande un contingent de 600 miliciens, lequel devra rester avec lui pendant toute la saison des travaux. 81

18 avril, Halifax. Wentworth à King (lettre personnelle). Il a employé un homme de confiance à visiter en personne tous les endroits de la Nouvelle-Angleterre d'où l'on pourrait tirer de la mâture. On ne peut compter cette année en avoir beaucoup de l'Amérique. Il aura de la difficulté à trouver les miliciens que demande le prince Edouard pour ses travaux, vu que les ouvriers et manœuvres se portent aux Etats-Unis, séduits par les gages énormes qui s'y donnent. 89

Incluses. Joshua Barney (précédemment nommé Barnley) à son frère. Il est arrivé à Paris le 3 août. Il rend compte de sa visite à la convention nationale en compagnie de Monroe, qui a été reçu avec enthousiasme. Les membres de la convention sont tous d'avis de continuer la guerre contre l'Angleterre jusqu'à ce que celle-ci soit tellement affaiblie qu'elle ne puisse plus jamais troubler la paix de l'Europe. 93

Wentworth au prince Edouard, 17 avril. Il accuse réception de sa dépêche du 7 et s'occupe de satisfaire à sa réquisition. 85

Compte des effets d'habillement achetés à Boston pour le Royal-Nova-Scotia. 87

(Duplicata à page 97.)

18 avril, Halifax. Le Secrétaire d'État (Portland) au Prince Edouard. Il lui transmet copie d'une lettre du "Board" de l'artillerie, concernant l'établissement de batteries. "Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 173

1795.

19 avril, Halifax. Le Juge en chef Strange à King. Il demande que le Rév. Dr Brown (qui part après huit années de services) continue à être porté au budget parlementaire de la province pour une autre année; ce qui lui fournirait le moyen de payer son passage et celui de sa famille en Ecosse, où on l'invite à retourner. "Col. Cor. N.S.", vol. 24, p. 239

19 avril, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Ci-incluse une lettre adressée à Wentworth, avec la réponse de ce dernier. Il fait tout en son pouvoir pour mettre Halifax en état de se défendre. Prière que l'on envoie sans plus de délai les renforts qu'il a si souvent demandés.
"Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 71

Incluses. Le prince Edouard à Wentworth, 17 avril. Il désire que 600 miliciens soient convoqués tout de suite pour être employés à élever et réparer les ouvrages qui doivent former le défensif de la ville et du port. 75

Wentworth au prince Edouard, 17 avril. Il a donné des ordres pour la convocation de la milice, mais il sera impossible de rassembler les hommes avant la fin du mois de mai ou le commencement de juin. 77

23 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Son altesse royale ayant écrit à Dundas au sujet des affaires militaires, il ne parlera ici que de la suggestion de transférer une partie du Royal-Nova Scotia au 7e fusiliers. Suivant les conditions de l'enrôlement des soldats, le régiment devrait rester tel qu'il est. Il (Portland) complimente S. A. R. sur le mariage du prince de Galles. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 14
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 174.)

23 avril, Whitehall. Le même à Wentworth. Il rappelle une précédente lettre relative à l'habillement. Il l'approuve d'avoir employé l'*Earl of Moira.*
"Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 173

— avril. Plan de l'île George. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 19 mai. Voir à cette date.

Plan et projet d'un ouvrage de campagne, pour le coteau de la citadelle à Halifax. Incluses de la même lettre.

1er mai, Halifax. Feuille mensuelle du Royal-Nova Scotia. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 13 mai. Voir à cette date.

5 mai, Whitehall. King à Wentworth. Il lui transmet le budget de 1795.
"Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 177

13 mai, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui adresse le contrôle ou état du Royal-Nova Scotia. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 79

Incluse. Contrôle. 81

18 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet les Journaux du conseil et de l'assemblée, et une copie des lois passées, avec des observations explicatives. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 102

19 mai, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Mesures qu'il a prises pour la défense d'Halifax, selon le plan suggéré par le duc de Richmond. Il réitère sa demande de renforts; on ne saurait compter sur la milice. Le nombre d'individus désaffectionnés dans la province est considérable.
"Col. Cor. N.S.", vol. 25, p. 82

Incluses. 1. Devis approximatif pour la caserne sud, daté du 25 mai, 90
date postérieure à celle de la lettre qui le contenait. 92

2. *Id.* pour le fort sur la "Citadel Hill." en

3. *Id.* pour la construction d'un fort à étoile sur l'île Saint-George, 94
date du 25 mai. 96

4. *Id.* pour la caserne nord, 17 avril. 98

5. Plan de l'île George dans le port d'Halifax (sans date).

6. Plan et profil d'un ouvrage de campagne pour l'île Saint-George, à 99
Halifax (sans date).

7. Plan et profil d'un ouvrage de campagne pour la Citadel Hill à 100
Halifax (sans date).

1795.

8. Plan général des ouvrages sur la Citadel Hill (sans date). Page 101

22 mai, Halifax. Henry Duncan à Wentworth. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 28 mai. Voir à cette date.

25 mai, Londres. Le Rév. A. Brown à Garthshore. Prière de remercier pour lui Dundas du service important qu'il lui a rendu en lui présentant le bénéfice de Lochmaben. Il va tomber dans une gêne pécuniaire si le gouvernement ne lui continue l'allocation pendant une autre année. Il énumère ses services à l'appui de sa demande. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 241

25 mai, Charlottetown Thomas Wright à Mackenzie. Il marque le désir d'avoir un emploi dans le département des arpenteurs-géomètres en Canada. Sa situation malheureuse. 245

26 mai, Halifax. Wentworth à King. Jugement et grande assiduité dont le prince Edouard fait preuve dans les travaux de construction et de réparation des fortifications, casernes, etc. Ci-incluse une vieille carte indiquant la limite frontière entre cette province et l'ancienne province de Massachusetts, ou plutôt sa région orientale, appelée territoire de Sagadahoc. Il sollicite une pension de £50 pour la veuve d'un officier recommandé par le prince Edouard. 171

Incluse. Copie d'une carte de la Nouvelle-Ecosse et du territoire de Sagadahok. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 177

26 mai, Halifax. Pétition de Boadica Goold, veuve d'Arthur Goold, au Secrétaire d'Etat (Portland). Elle demande qu'une partie de la pension de feu son mari lui soit continuée. Recommandée par le prince Edouard. "Col. Cor. N. S.', vol. 30, p. 16

28 mai, Halifax. Wentworth au même. Il lui annonce l'arrivée du capitaine Cochran de la *Thetis*, et du capitaine Beresford, du *Hussar*, avec deux prises, la *Prévoyante* et *La Raison*, de la Guadeloupe, où ces navires faisaient partie d'une escadre de cinq voiles. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 178

Incluse. Lettre de Henry Duncan à Wentworth. Comme on attend d'un moment à l'autre le retour de l'amiral Murray, il demande que le départ du paquebot soit différé d'un jour ou deux, en cas que l'amiral apporte des nouvelles à communiquer au plus tôt aux ministres de Sa Majesté. 180

1er juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. La manière dont la session a été conduite a paru à Sa Majesté fort digne d'approbation. L'application du prince Edouard et la sagesse avec laquelle lui-même (Wentworth) a secondé ses efforts pour mettre la province en état de défense, sont dignes de toutes louanges. Le renfort envoyé et l'augmentation (le complètement, à ce qu'il espère) de son régiment (Wentworth) déchargeront assurément la milice des services extraordinaires et le public de dépenses importantes. Il a recommandé de payer les lettres tirées pour les effets d'habillement. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 101

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 177.)

1er juin, Halifax. Contrôle mensuel des volontaires de l'île Saint-Jean. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 4 juillet. Voir à cette date.

1er juin, Halifax. Contrôle mensuel du Royal-Nova Scotia. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 20 juin. Voir à cette date.

20 juin, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui expédie le contrôle du Royal-Nova Scotia pour le mois de mai. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 102

22 juin, à bord de l'*Argonaut*. *Incluse.* Contrôle. 104

Le capitaine Ball à l'Amiral Murray. Il lui transmet une lettre de l'ambassadeur américain à Paris au secrétaire d'Etat américain. Pièce incluse dans une lettre de Murray du 26 juin. Voir à cette date.

24 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il accuse réception d'une dépêche du 9 avril. Il a remis la lettre de sa grâce aux "trustees" du collège. Lettre de £500 sterling tirée par lui (Wentworth) sur la tré-

1795. sorerie pour payer des subsistances délivrées à la milice. Il transmet une loi autorisant une loterie. Le senau armé *Earl of Moira* ira croiser sur la côte est de la province pour en chasser les smogleurs et protéger les pêcheries, fort étendues. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 182

24 juin, Halifax. Le Vice-Amiral Murray à Dundas. Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis fait des plaintes dénuées de fondement contre lui et ses officiers. Ci-inclus copie d'une lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis en France. Diligence que les consuls à Philadelphie et à Baltimore ont mise à lui mander (Murray) les nouvelles. Sir John Temple, à New-York, n'a rien fait. S'il (Murray) avait débarqué à New-York, on l'y eût arrêté. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 150

Le même au même. Il met sous ce pli cinq lettres. 152

26 juin, Halifax. 1. John Jay à Munroe, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, 19 février. Il lui envoie une lettre par Trumbull son secrétaire, lequel l'instruira (Munroe) des particularités concernant le traité, qui, bien que signé, n'est pas encore ratifié. 154

2. Benjamin Hichborne, de Massachusetts, à Monroe. Il lui donne connaissance de particularités du dernier traité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qu'il a apprises de Trumbull. 31 mars. 156

3. Monroe au Secrétaire d'Etat, à Philadelphie, 14 avril. Sur le traité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et sur les divers partis en France. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 158

4. Fenwick, consul à Bordeaux, à Randolph, 15 avril. Situation des affaires en France et détails sur le commerce qui se fait entre ce pays et les Etats-Unis. 167

5. Le capitaine Ball à l'amiral Murray, 22 juin. Il lui transmet une lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris au secrétaire d'Etat, et explique les raisons pour lesquelles il l'a ouverte. 169

26 juin, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a commencé la construction d'ouvrages temporaires et la réparation de ceux des anciens qui sont nécessaires pour la défense immédiate de la ville et du port. Il insiste sur l'envoi de tout le renfort qu'il a demandé. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 18

26 juin, Halifax. Le même à Dundas. Il se réjouit d'apprendre que les renforts demandés vont lui être envoyés, au moins en partie. Il s'engagerait, s'il recevait plus de troupes, à compléter tous les travaux et à mettre les avant-postes en parfait état avant la fin de 1796. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 105,

1er juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Les lois adoptées paraissent bien propres à procurer la sécurité et le bien-être. Il est content que le bill relatif aux droits de propriété des femmes mariées ait été élaboré avec tant de soin. On ne peut trop louer l'attention portée à la milice. Il partage sa satisfaction de la capture de la *Prévoyante* et de *La Raison*. Envoi de copie de lettres de la trésorerie au sujet de l'habillement, dont il (Wentworth) se plaint. "Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 179

1er juillet, Halifax. Contrôle mensuel. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard, du 4 juillet. Voir à cette date.

3 juillet, Halifax. Wentworth et les directeurs du King's College au Secrétaire d'Etat (Portland). Ils accusent réception d'une lettre du mois d'avril, portant que le roi accorde leur demande d'une somme supplémentaire de £1,500 pour achever le collège. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 196

4 juillet, Halifax. Le Prince Edouard au même. Il a envoyé le lieutenant Bartlett, des "Royal Engineers," à l'île Saint-Jean exécuter les ordres du grand maître de l'artillerie. Si le Royal-Nova Scotia est réformé à la paix, on pourrait offrir une petite prime aux hommes qui voudront se rengager volontairement au service de Sa Majesté. "Col. Cor. N.S.", vol. 30, p. 22

1795.
14 juillet, Halifax. Le même à Dundas. Il demande l'envoi d'un autre contingent d'au moins 300 hommes assez tôt pour qu'il puisse arriver au commencement de l'automne. Dépense nécessaire pour l'exécution des travaux neufs ; mode de paiement, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 109

4 juillet, Halifax. Le même au même. Il lui expédie des états des volontaires de l'île Saint-Jean et du Royal-Nova Scotia." 113

Incluses. Contrôle mensuel, au 1er juin, des volontaires de l'île Saint-Jean. 115

Id. au 1er juillet, du Royal-Nova Scotia." 117

5 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Le prince Edouard continue avec une activité infatigable et un grand jugement les travaux de fortification et les constructions nécessaires pour la défense de la province. A l'arrivée des troupes, les miliciens, qui auraient besoin d'être sur leurs fermes, pourront recevoir congé. Le vice-amiral Murray a l'intention de demander deux compagnies Royal-Nova Scotia, qui feraient service de corps de marine. "Col. Cor. N.S.", vol. 24, p. 188

5 juillet, Halifax. Le même au même. Il rapporte qu'un petit navire d'Halifax, en route des îles Bahama pour ce port, avec un chargement de fruits, de tortues et de cuirs, relâchait, il y a environ neuf jours, à Boston; s'imaginant que c'était un corsaire des Bermudes, une troupe d'hommes, dont plusieurs Français, s'amassa tumultueusement, détruisit la cargaison et brûla le navire. 191

18 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il sollicite sa bienveillance et sa protection ; prière de recommander la mise du Royal-Nova Scotia sur l'état. Le lieutenant-colonel Kearny a quatre mois de congé pour aller en Angleterre, et sera heureux de donner des renseignements sur le régiment. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 197

18 juillet, Halifax. Le même à King. Il demande d'appuyer sa proposition de porter le Royal-Nova Scotia sur l'état. Pension de Barclay. Il (Wentworth) renouvelle sa recommandation de passer marché avec la maison Hartshorne et Tremain, de Dartmouth, pour la fourniture des farines. De celles expédiées de Québec à la garnison, 200 barils ont été renvoyés parce que la farine était aigrie et malsaine. Ci-incluse la demande, par plusieurs armateurs et capitaines, d'un bâtiment pour escorter un convoi à Québec ; il a envoyé l'*Earl of Moira*, ce qui laisse disponible une frégate, qui peut être employée plus utilement. Ci-inclus aussi des plans, où l'on peut prendre des éclaircissements sur la frontière entre la Nouvelle-Angleterre et le Nouveau-Brunswick.

Inoluses. Demande d'un convoyeur par des armateurs et capitaines de navires.

Deux plans de la baie de Passamaquoddy, etc. "A. & W. I.", vol. 598

18 juillet, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui recommande le lieutenant-colonel Kearney, qui s'en va en Angleterre solliciter la mise sur l'état du régiment de la Nouvelle-Ecosse. Selon lui (le prince Edouard), cela serait extrêmement avantageux au pays, au point de vue politique. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 28

18 juillet, Halifax. Le même à Dundas. Il a tiré des lettres sur la trésorerie en raison de la caserne et des fortifications qu'il fait construire. Impossible de compter sur les miliciens, qui sont tous allés couper leurs foins et leurs grains. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 118

1er août, Halifax. Contrôle mensuel. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 30 août. Voir à cette date.

5 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il voit avec satisfaction l'état de sécurité où il (le prince) a mis son district. Sa lettre concernant les renforts a été transmise à Dundas. Si le Royal-Nova Scotia est reformé, les rengagés volontaires qu'il peut fournir seraient pour les troupes régulières une bonne acquisition. "Col. Cor. N.S.", vol. 30, p. 26

1795.

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 181.)

5 août, Whitehall. Le même aux "Trustees" du Collège. En réponse à leur lettre, il fera inscrire £500 dans le budget de l'an prochain.
"Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 193

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 182.)

5 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Les services des miliciens de la ville et de la campagne, en travaillant aux fortifications, sont grandement appréciés. Il se réjouit de l'adoption d'un bon bill de milice. Le bill de la loterie est au conseil. Il est content du service de l'*Earl of Moira*, dont il a informé l'amirauté. La province tout entière doit profiter du congédiement des miliciens à l'époque de la moisson. Si l'on avait besoin d'hommes de son régiment pour les embarquer sur la flotte, on ne pourra prendre que des volontaires.
"Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 195

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 183.)

9 août, Petersham. Mackenzie, lord du petit sceau, à ———. Il recommande à sa bienveillance Thomas Wright, dont le cas est digne de toute pitié.
"Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 243

Incluse. Extraits d'une lettre de Thomas Wright, datée de Charlottetown le 25 mai 1795. 247

(Voir aussi à p. 245.)

17 août, Halifax. Blowers à l'Amiral Murray. Pièce incluse dans une lettre de Murray du 20 août. Voir à cette date.

20 août, à bord de la *Resolution*, Halifax. L'Amiral Murray à Dundas. Le nombre de corsaires français, armés, équipés dans les ports des Etats-Unis, augmente beaucoup. Avantage qu'il y aurait à permettre que l'on fasse passer d'Halifax dans la province de Québec une partie des vins et des eaux-de-vie trouvés sur les prises. Ci-inclus des papiers sur ce sujet. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 170

Incluses. Copie d'une opinion présentée en 1790 aux commissaires des douanes sur l'importation de marchandises d'une colonie britannique dans une autre. 175

Blowers à Murray, 17 août. Il explique les diverses lois relatives à l'importation des marchandises dans les colonies. 175

25 août, Halifax. Le Juge en chef Strange à King. Il recommande Stewart pour l'emploi de juge en chef du Cap-Breton, vacant depuis la mort de Gibbons. Le Rév. Dr Brown le remercie (King) de ses civilités; si jamais il avait besoin de renseignements sur la Nouvelle-Ecosse, le Dr Brown, qui est en état de les lui fournir, sera toujours à sa disposition. Il (Strange) désire aller faire un tour aux Etats-Unis, et en demande la permission. Ci-incluses des lettres d'Osgoode. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 251

26 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Sa demande au sujet du Royal-Nova Scotia a été renvoyée au duc d'York. Haute opinion qu'il (Portland) a du corps. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 32

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 185.)

26 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. En réponse à sa dépêche, il lui envoie copie d'une lettre qu'il a écrite au prince Edouard aujourd'hui même. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 186

29 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Le Royal-Nova Scotia a grand besoin d'effets d'habillement. L'*Earl of Moira* prête une très utile assistance au colonel Le Maître pour la répression des troubles dans la baie des Chaleurs; ce navire s'apprête en ce moment à donner chasse à deux corsaires franco-américains, qui ont capturé plusieurs petits bâtiments sur la côte ouest. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 200

30 août, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Les travaux avancent peu, à cause du manque de renforts et de l'absence des miliciens. Ne serait-il pas à propos d'envoyer au Canada quelques-uns des corps composés d'émigrants royalistes français? Il n'espère point pouvoir compléter son régiment

1795.

par des levées à Terre-Neuve, car on a beaucoup de peine à se procurer des recrues pour les nouveaux corps provinciaux dans l'île.
"Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 124

30 août, Halifax. Le même au même. Il lui adresse les états du Royal-Nova-Scotia pour juillet. 120

Incluses. Etats. 122

30 août, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il demande l'envoi de passeports qui autorisent M. du Buc de Marentille, sa femme et ses sœurs, et le marquis du Barrail, royalistes français, à résider dans le Bas-Canada. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 34

31 août, Rathbone Place. Le Lieutenant-Colonel Kearney au même. Il a été envoyé en Angleterre par le Royal-Nova-Scotia pour obtenir sa mise sur l'état; en raison des promotions rapides qui ont lieu dans le service régulier, les officiers du régiment ont à essuyer bien des mortifications et ne peuvent espérer d'être mieux traités qu'en étant mis dans la ligne. Il prie sa grâce d'appuyer leur demande. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 249

1er septembre, Halifax. Etats mensuels. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 27 octobre. Voir à cette date.

1er octobre. Etats mensuels (deux). Pièces incluses dans une lettre du prince Edouard du 27 octobre. Voir à cette date.

7 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il espère que les effets d'habillement destinés au régiment seront arrivés. S'il était survenu un second accident, il (Wentworth) est autorisé à se procurer sur les lieux le nécessaire. L'amirauté a été instruite par lui (Portland) des services de l'*Earl of Moira* pour répression des troubles auxquels a donné lieu une dispute entre les sauvages et les pêcheurs.
"Col. Cor. N.S.", vol. 24, p. 206

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 187.)

8 octobre, Whitehall. Le même au Prince Edouard. En réponse à sa demande de permis de résidence dans le Bas-Canada pour Mr du Buc de Marentille, sa femme, sa sœur, et le marquis du Barail, il l'informe qu'une forte flotte sous le commandement d'Abercromby est en route, qui s'en va réduire la Guadeloupe, et que ces gentilshommes et leur famille pourront s'en retourner en sûreté à l'île. Abercromby est prévenu. "Col. Cor. N.S.", vol. 30, p. 38

Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2 p. 188.)

26 octobre, Halifax. Etats des deux bataillons du Royal-Fusiliers. Pièces incluses dans la lettre du prince Edouard du 27 octobre. Voir à cette date.

27 octobre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Les sept transports sont arrivés avec les hommes expédiés pour son régiment; outre que le nombre en est bien insuffisant, beaucoup d'entre eux sont tout à fait impropres au service. On ne saurait mieux faire que de charger le capitaine Smyth, qui part pour l'Angleterre, de former les autres détachements qu'il sera possible d'envoyer. Peut-être ferait-on bien de diriger les invalides des Indes-Occidentales sur la Nouvelle-Ecosse, où ils se rétabliraient et seraient utiles aux troupes en garnison. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 125

27 octobre, Halifax. Le même au même. Il lui expédie les états et contrôles du Royal-Nova-Scotia pour les mois d'août et septembre. 131

Incluses. Etats. 133, 134

27 octobre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui adresse les états des volontaires de l'île Saint-Jean pour septembre, et ceux du Royal-Nova-Scotia pour octobre. 135

Incluses. Etats des volontaires de l'île Saint-Jean. 137

Id., en date du 26 octobre, du Royal-Nova-Scotia.
"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 46

(Voir aussi la série "Col. Cor. N. S.", vol. 25, pp. 130 et 139.)

Etat de l'effectif des deux bataillons du Royal-Fusiliers.
"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 47

1795.

(Voir aussi la série "Col. Cor N S.", vol. 25, p. 129.)

27 octobre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il n'a eu aucune lettre de Dundas ni du "Board" de l'artillerie sur le sujet du défensif de la province. Les batteries et les redoutes ont été réparées; tous les travaux sont très avancés, à l'exception de ceux du fort sur la "Citadel Hill," pour lesquels les bras manquent. Il compte sur l'arrivée d'un renfort vers la fin d'avril; les détachements venus dernièrement consistaient en recrues absolument novices au métier. Pour le bien du service, le Nouveau-Brunswick devrait être rattaché militairement à la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 40

28 octobre, Halifax. Wentworth au même. Les effets d'habillement du Royal-Nova-Scotia ayant été pris en route par l'ennemi et les expéditions suivantes n'arrivant pas, il lui a fallu faire des achats, et tirer des lettres de change jusqu'au montant de £522.5.4 sterling sur le trésor. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 204

28 octobre, Halifax. Le même à King. Il introduit auprès de lui le capitaine Smyth, aide-de-camp du prince Edouard. Le prince est fort blessé de ce qu'on l'ait placé sous les ordres du général Prescott, et dit qu'après tant d'années de services dans ce pays, c'est une bien dure mortification de voir Prescott au-dessus de lui. Il demande le rattachement du Nouveau-Brunswick à son commandement. Les recrues pour les fusiliers et le 2e bataillon sont le plus misérable ramas qu'on ait jamais vu. Le prince Edouard est en train de les échanger pour des soldats du régiment de la Nouvelle-Ecosse sous prétexte de mutations; cela arrête le recrutement et est, d'ailleurs, contraire aux règles établies. Le prince ne peut résister à la tentation d'incorporer un bel homme à son régiment et un beau cheval à ses écuries, n'importe à quel prix. 208

31 octobre, sur l'*Argonaut* Le Capitaine Ball à Wentworth. Incluse d'une lettre de Wentworth du 8 novembre. Voir à cette date.

1er novembre. Etats mensuels des volontaires de l'île Saint-Jean. Pièces incluses dans une lettre du prince Edouard du 27 décembre. Voir à cette date.

5 novembre, Halifax. Proclamation interdisant l'exportation du blé, etc. Incluse dans une lettre de Wentworth du 8 novembre. Voir à cette date.

7 novembre, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Portland). N'ayant pas reçu d'ordres au sujet de la distribution du prix de vente des prises faites à Saint-Pierre, il lui expédie un triplicata de sa lettre du 26 décembre dernier avec les incluses. "Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 221

7 novembre, Halifax. Le Juge en chef Strange à King. Il le remercie de ses marques de bienveillance à l'occasion d'une proposition de transfert au Haut-Canada. Il a appris avec chagrin sa maladie. Désir qu'il aurait de visiter les Etats l'hiver prochain. 253

8 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu ses dépêches. La décision prise de diminuer le contingent de miliciens de l'intérieur du pays et d'appeler plus d'hommes des régiments de la côte, a été très opportune dans le temps de la récolte. L'*Earl of Moira* est utilement employé à protéger le petit cabotage. Comme la cherté des denrées aux Etats-Unis pouvait amener une pénurie dans la province, il (Wentworth) a par proclamation défendu d'exporter sans permis le blé, le porc, etc. Au cas où quelque détachement du Royal-Nova-Scotia irait servir sur des navires de guerre, le service sera momentané, et le détachement embarqué composé de volontaires seulement. Il n'a pas été donné suite à la pétition du Rév. M. Jones, quoi qu'elle ait été approuvée par Dundas; il (Wentworth) la recommande de nouveau. 212

Incluses. Proclamation portant défense d'exporter le blé et les autres céréales, la farine, les pois, le bœuf, le porc et autres denrées alimentaires, jusqu'au premier jour de mars prochain, sans un permis. 217

1795.

Lettre du capitaine A. J. Ball, de l'*Argonaut*, à Wentworth. Il demande que le départ du paquebot soit différé jusqu'au 8 novembre ; le vice-amiral Murray est attendu, qui aurait ainsi, à son arrivée, l'occasion d'expédier ses dépêches à l'amirauté. Page 219

8 novembre, Halifax. Le Prince Edouard à Portland (personnelle). Il recommande l'affectation d'un petit traitement au Père Jones par le gouvernement. Le Père Jones est très utile en tenant dans le devoir les pêcheurs.
"Col. Cor. N. S." vol. 30, p. 51

1er décembre, Halifax. Etat mensuel du Royal-Nova-Scotia. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 27 décembre. Voir à cette date.

3 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Reçu sa dépêche avec les incluses. Il a transmis au duc d'York, à Dundas et au "Board" de l'artillerie les parties de la dépêche qui ressortissaient à leurs départements respectifs. Les officiers qui ont admis de pareilles recrues pour le corps des fusiliers sont bien à blâmer. Il ne conçoit pas que le Royal-Nova-Scotia soit encore incomplet ; il faut aviser à le compléter. Ne tirer de ce régiment aucun homme par mutation ou autrement, car son service est strictement circonscrit aux possessions nord-américaines de Sa Majesté. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 48
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 191.)

3 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il lui envoie l'approbation de la loi sur la loterie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 190

8 décembre, Southampton. Bayard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il met sous ce pli une pétition de son fils Samuel Vetch Bayard, appuyée du témoignage de Wentworth.
"Col. Cor. N. S.", vol. 24, p. 255

10 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet les délibérations de l'assemblée générale de la Nouvelle-Ecosse, avec des observations. Etat prospère et satisfaisant du pays.
"Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 3

Incluses. Journal du Conseil législatif, du 12 mars au 13 avril 1795. 9
Journal de l'Assemblée législative. 34

15 décembre, Halifax. Wentworth à Vesey, secrétaire du Prince-Edouard. Lettre incluse dans celle de Wentworth à King du 17 avril 1796.

15 décembre, "Ordnance." Crew à Stratton. Le directeur général et le "board" de l'artillerie approuvent la construction des ouvrages temporaires, etc. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard, du 23 avril 1796.

24 décembre, Halifax. Wentworth au Secretaire d'Etat (Portland). L'*Earl of Moira*, en croisant sur la côte, a permis aux petits batiments de se rendre à leurs marchés et d'en revenir en sûreté. La *Favorite*, Maxwell capitaine, avec une cargaison importante, ayant été trouvée à l'ancre près du cap de Sable par le *Moira*, Croskill l'a habilement tirée de là et escortée jusqu'au large d'Halifax, sur la route de Québec, où elle se rendait et où elle est arrivée depuis. Il (Wentworth) apprend que la *Normande* et le *Trajan*, sloops français armés en flûte, sont à New-York, où ils s'apprêtent à partir pour New-London ; il a communiqué cette nouvelle au capitaine Howe. "Col. Cor. N. S.". vol. 26, p. 57

26 décembre, Halifax. Le même au même. Il lui transmet un mémoire des négociants de la ville sur leurs relations commerciales avec le Canada et les autres colonies britanniques. Sa conviction est que le public trouverait largement son compte à tout encouragement dûment accordé pour faciliter le commerce entre ces provinces, et que la Nouvelle-Ecosse deviendrait par là un centre d'entrepôt entre le Canada et la Grande-Bretagne. 60

Incluse. Mémoire des négociants de la Nouvelle-Ecosse à Portland. 63

27 décembre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui expédie les états du Royal-Nova-Scotia pour novembre et des volontaires de l'île Saint-Jean pour octobre. "Col. Cor. N. S.", vol. 25, p. 140

Incluses. Etat mensuel du Royal-Nouvelle-Ecosse. 142

1795.

Id. des volontaires de l'île Saint-Jean. Page 143

27 décembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il le remercie de sa bienveillante attention pour les royalistes français. Son regret de n'avoir pas appris plus tôt l'expédition aux Indes-Occidentales ; il eût offert ses services. Envoi d'un relevé de comptes à la trésorerie. Il renouvelle sa demande de renforts en priant qu'on les expédie de bonne heure au printemps. Besoin urgent de subsistances.
" Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 55

1796.

6 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Reçu la lettre concernant le Père Jones. Celui-ci devrait recevoir une rétribution convenable de l'évêque catholique romain de Québec. Il (Portland) a écrit sur ce sujet à Dorchester. 53
(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 194.)

6 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Reçu ses dépêches. Il a envoyé copie du n° 18 à la trésorerie. La conduite des miliciens est digne d'éloges. Il espère que l'avancement des travaux va permettre d'en réduire le contingent. Les services que rend Crosskill, de l'*Earl of Moira*, sont très utiles. La proclamation défendant d'exporter le blé et les autres denrées alimentaires à d'autres marchés qu'aux marchés britanniques était à propos. Les hommes de son régiment n'en doivent être détachés sous aucun prétexte pour être incorporés à d'autres corps, soit par mutation, échange ou autrement. L'affaire du Père Jones a été recommandée à Dorchester. " Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 1.)
(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 195.)

8 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Ogilvie. Sa Majesté approuve la distribution du produit de la vente des subsistances, etc., prises à Saint-Pierre. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 197

— janvier, Whitehall. Le même à Wentworth. Accorder un congé au juge en chef Strange. 198

8 février, Whitehall. Le même au même. Les lois adoptées paraissent être pour le bien général. Renvoi à une lettre précédente sur la loi de la loterie. Il est content que l'*Earl of Moira* fasse un service si utile. Il a transmis la lettre et le mémoire au comité du conseil privé. " Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 69
(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 200.)

8 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Sa demande de passer aux Indes-Occidentales pour y faire campagne a été mise sous les yeux du roi. Parties de sa dépêche communiquées aux départements respectifs. Les plans et devis estimatifs des travaux sur la Citadel Hill et sur l'île George devraient s'envoyer directement à l' " Ordnance," afin que cette dernière en fasse compte dans son budget.
" Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 59
(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 199.)

3 mars, Halifax. Discours de Wentworth à la Législature. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 17 avril. Voir à cette date.

4 mars, Halifax. Adresses du Conseil et de l'Assemblée. Incluses de la même lettre du 17 avril. Voir à cette date.

7 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il lui adresse copie d'une lettre au gouverneur du Nouveau-Brunswick, à qui il est mandé de charger un agent des productions à faire devant les commissaires en vertu de l'article 5 du traité de 1783. (L'article relatif aux frontières porte le n° 2). Il (Wentworth) fournira à l'agent nommé les informations, pièces officielles, etc., qui concernent la frontière provinciale.
" Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 71
(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 201, où le quantième est mentionné.)

11 avril, Halifax. Journaux, etc., du conseil et de l'assemblée, du 3 mars à la date en marge. Documents inclus dans une dépêche de Wentworth du 22 décembre. Voir à cette date.

1796.

16 avril, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Les lettres du 3 décembre et 6 janvier ne sont arrivées ici que le 11 avril. Le recrutement à Terre-Neuve et ailleurs a très peu de succès. Des hommes du Royal-Nova-Scotia sont passés volontairement par mutation dans d'autres corps; aucun n'en a été tiré contre son gré. Pour qu'il n'y ait plus de faux rapports à ce sujet, toutes les demandes de mutation seront refusées à l'avenir. Nulle probabilité que l'on puisse compléter le corps dans un temps raisonnable à moins d'offrir une prime plus forte ou de trouver quelque autre moyen analogue. Les services que rend ce corps sont inappréciables. Il veut lui donner toute la protection en son pouvoir.
" Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 6

16 avril, Halifax. Le même à Dundas. Il lui transmet des Etats.
" Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 1

16 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu les dépêches. Le prince Edouard promet de ne plus prendre d'hommes appartenant au Royal-Nova-Scotia, qu'il (Wentworth) espère compléter bientôt. L'*Earl of Moira*, réquippé, mettra à la voile le 18, pour aller aux nouvelles dans la baie de Boston, où il se tiendra deux ou trois jours, et ensuite croiser entre le cap de Sable et Canso, afin d'y protéger les pêcheries et assurer l'arrivée, maintenant attendue tous les jours, de plusieurs navires d'Europe et des Indes-Occidentales, richement chargés.
" Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 73

Incluse. Etats du Royal-Nova-Scotia. 76

16 avril, Halifax. Wentworth à King. Il accuse réception de la *Gazette*, contenant la nouvelle que la princesse de Galles est accouchée d'une fille. 77

17 avril, Halifax. Le même au même. Sa lettre du 7 décembre n'est arrivée que le 11 avril, après 84 jours de passage jusqu'à New-York. Le navire aurait pu venir à Halifax en 30 ou 35 jours, et les lettres se délivrer à New-York une semaine après; les dépêches à destination de Québec y seraient parvenues quelque sept semaines plus tôt. Le prince Edouard désire que l'on expédie les paquets qui sont pour lui par navires se rendant à Halifax. Il (Wentworth) s'est opposé à ce que le "medical board" renvoyât des hommes du Royal-Nova-Scotia; à part quatre, tous les autres sont propres pour le service. Les déplacements au profit du 7e régiment sont discontinués; et il espère à présent compléter le Royal-Nova-Scotia. Le prince a renoncé à l'idée d'en incorporer des hommes dans le 7e fusiliers; bonnes qualités de ce régiment. Progrès dans la province. Il (Wentworth) espère que la défense de donner des concessions de terre sera levée avant peu. Importance de bien délimiter la frontière entre le Nouveau-Brunswick et le Massachusetts; on s'assurerait ainsi la possession d'une région riche en excellente mâture.

Incluses. Lettre de Wentworth à Vesey (secrétaire du prince Edouard) du 15 décembre. Tout bien considéré, il refuse de consentir aux transferts d'hommes du Royal-Nova-Scotia au 7e fusiliers. Fâcheux résultat de pareils déplacements, etc.

Détail du service fait à Halifax et aux avant-postes en février.

Lettre et incluses sont dans la série "A. & W. I.", vol. 598.

17 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). L'assemblée générale s'est réunie le 3 mars et a été prorogée le 11 avril. Ci-inclus son discours aux deux chambres et leurs réponses. L'embargo mis sur l'exportation des farines du Canada a amené ici l'enchérissement de cette denrée; le combustible également est devenu rare et cher. Les prisonniers français de Miquelon ont reçu plus d'assistance; leur bonne conduite justifie pleinement les secours. La gracieuse charité de Sa Majesté a préservé les sauvages de la famine; plusieurs familles parmi eux s'adonnent à la culture; il est à espérer que leurs nécessités les porteront graduellement

1796.

aux usages de la civilisation, et qu'ils en viendront à pourvoir à leur nourriture et à leur vêtement. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 77

Incluses. Discours de Wentworth au conseil et à l'assemblée le 3 mars. 82

Adresse du conseil, 4 mars. 84

Id. de l'assemblée, même date. 86

Discours de Wentworth, 11 avril. 88

(Les discours et les adresses sont extraits des Journaux des chambres.)

23 avril, Halifax. Wentworth à King. Reçu sa lettre avec les évaluations pour 1796. 90

23 avril, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Si l'on projette quelque nouvelle opération militaire dans les Indes-Occidentales, il offre ses services. Les dépenses faites du chef des travaux en cours seront-elles payées par le "board of Ordnance"? Ci-incluse une lettre du *board* au major Stratton, commandant du génie. Si le directeur général de l'artillerie lui eût écrit (à lui-même, le prince) directement, cela eût été plus régulier au point de vue de l'étiquette militaire.

"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 65

Incluse. Lettre de Crew au major Stratton, du 15 décembre 1795. Le directeur général et le *board* de l'artillerie approuvent la construction des travaux temporaires recommandés pour la défense d'Halifax, et désirent que l'on y procède. 32

25 avril, Halifax. Strange à King. Profitant de son congé, il ira aux Etats-Unis pour s'embarquer sur un navire neutre. Offre de service.

"A. & W. I.", vol. 598

25 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu sa dépêche du 7 mars, avec les différentes incluses relatives au règlement de la frontière entre les Etats-Unis et le Nouveau-Brunswick. Il prêtera toute l'aide en son pouvoir dans cette occasion. La ligne séparative qu'il convient d'établir nous assurerait la propriété de précieuses réserves de bois propres à fournir de la mâture à la marine royale. Le colonel Barclay fera porter les dépêches par la frégate *Tartar*.

"Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 92

28 avril, Halifax. Le même à King. Il remplira les intentions exprimées dans la lettre du 7 mars. Son désappointement en constatant que l'affectation promise au collège de Windsor n'était pas inscrite au budget; car des dépenses se sont faites sur la foi de la promesse. Il presse encore de révoquer les instructions défendant les concessions gratuites de terres, attendu qu'il n'y a aucune perspective de ventes. Il demande pour lui-même 50,000 ou 60,000 acres, ayant perdu le double de cette quantité dans le New-Hampshire. Il rencontre un obstacle à l'expédition de chevaux aux Etats-Unis pour les Indes-Occidentales; il en pourra expédier de la Nouvelle-Ecosse 120 propres au service prévu. Il recommande fortement Putnam pour l'emploi de sous-intendant général des casernes. Mortalité parmi les convalescents, etc., aux Indes-Occidentales, due à ce qu'ils ne sont pas envoyés à la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 598

8 mai, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a ordonné de faire, suivant le plan adopté, la distribution du produit de la vente des approvisionnements, etc., pris à Saint-Pierre et Miquelon. Il met sous ce pli et recommande à son attention une pétition de Clarke, commissaire des prisonniers de guerre; il recommande aussi d'accorder une gratification au sergent McIntosh. Cela clôturera le compte afférent à l'expédition.

"Col. Cor. N.S.", vol. 26, p. 97

Incluses. Pétition, en date du 5 mai, de James Clarke, qui demande une rétribution pour les services qu'il a rendus en faisant fonction de commissaire des prisonniers français. 99

1796.

Certificat du major Thorne attestant que William McIntosh, sergent-fourrier du 4e régiment, a fait le service de commissaire des vivres et du combustible, du 11 juin 1793 au 11 septembre 1794, et n'en a pas été payé. Page 101

19 mai, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il transmet des états. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 7

Incluses. Etats.

21 mai, Halifax. Wentworth à King. Il met sous ce pli une pétition des Acadiens, priant qu'on leur envoie un prêtre réfugié français et s'engageant à fournir convenablement à sa subsistance. Eloge de leur fidélité. L'*Assistance* de New-York a envoyé ici un cargo-ship venu de France à New-York, avec à son bord des royalistes français et émigrants irlandais; et il espère pouvoir gagner les derniers à s'établir dans la province. Les émigrants français sont si pauvres qu'il leur faut de l'aide; mais s'ils devenaient aussi utiles que ceux de Miquelon, ils récompenseraient amplement la communauté de ce qu'il lui en aurait coûté pour les avoir. L'*Earl of Moira* est en croisière dans le golfe Saint-Laurent, où il assure la sécurité des pêcheurs. Comme ce navire est bien armé, a un bon équipage, et qu'il est léger à la voile, un étranger trouverait difficile de lui échapper. Il transportera une compagnie du 4e régiment à Québec, et sauvera ainsi une dépense de plus de 600 guinées. Il (Wentworth) espère que l'on va envoyer bientôt un prêtre français. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 102

Incluse. Pétition d'Amable Doucet et d'autres Acadiens à Wentworth, sollicitant son aide pour obtenir les services d'un prêtre royaliste français. 106

1er juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il ne doute pas que le prince Edouard ne discontinue, au temps de la récolte, d'employer la milice à achever les fortifications. Plaisir qu'il a éprouvé en voyant la façon dont s'est fait le travail de la session dernière. Sa Majesté a confiance dans ses efforts (Wentworth) pour le règlement de la frontière. 95

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, page 202.)

3 juin, Jamaïque. Le Comte de Balcarres à Wentworth. Incluse de la lettre de Wentworth, du 23 juillet. Voir à cette date. Il y a, inclus dans une lettre du prince Edouard, du 15 août, un extrait d'une lettre de même date au prince Edouard, et de même nature, avec un paragraphe additionnel.

6 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Le roi est très content de son offre de service, ainsi que de son attention aux choses de son commandement. Il (Portland) lui adresse copie de la réponse de l'"Ordnance" concernant la souscription de lettres de change pour services à la charge du "Board of Ordnance" "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 71

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 204.)

13 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Lord Balcarres, lieutenant-gouverneur de Jamaïque, lui écrit qu'il est nécessaire de faire partir de l'île environ 800 ou 900 nègres marrons, qui pourraient être embarqués pour Halifax. Ce n'est point la volonté de Sa Majesté; aussi des ordres ont-ils été expédiés en conséquence à Balcarres; mais comme il se peut que ces nègres arrivent à Halifax avant même que la dépêche parvienne à sa destination, il devra pourvoir à leur subsistance, etc. de manière toutefois à ne point compromettre la sécurité des habitants. Il (Portland) n'a pas le temps, le paquet partant à l'instant même, de lui prescrire d'autres arrangements. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 108

(Copie. "Col. Off. N. S,", vol. 2, p. 206.)

9 juillet. Le Lieutenant Pernett au Lieutenant-colonel Kearney.

13 juillet, Halifax. Bulkeley à Crosskill.

14 juillet, Halifax. Crosskill à Wentworth. Ces trois dernières lettres étaient incluses dans une pétition de Crosskill, du 23 juillet. Voir à cette date.

1796.
15 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Les nègres marrons à propos desquels il lui a déjà écrit, sont probablement en route à l'heure qu'il est. Il paraît bon de leur permettre, pour le moment, de rester dans la Nouvelle-Ecosse, et de les employer, si possible, soit d'une manière conforme à leur désir, soit de toute autre manière utile au public, ou à tout le moins de manière à ce qu'ils ne puissent devenir un danger. Il (Portland) s'en remet à lui (Wentworth) du soin de faire les arrangements convenables pour qu'ils s'emploient et pourvoient à leurs propres besoins. Il lui envoie copie de sa correspondance avec Balcarres; elle le mettra au fait des circonstances. Les jeunes gens pourraient être occupés aux travaux de fortifications. Il tirera sur la trésorerie pour les dépenses, transmettant les pièces à l'appui, etc. Essayer de faire des arrangements pour le remboursement par la Jamaïque de ces dépenses. Il pense que la compagnie de Sierra-Leone serait disposée à recevoir ces nègres comme colons, si on les envoyait par petites troupes. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 110
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 208.)

16 juillet, Halifax. Témoignage en faveur de Crosskill.

17 juillet, Halifax. Smyth (aide de camp du prince Edouard) à Crosskill.

18 juillet, Halifax. Wentworth à Crosskill. Ces trois pièces étaient incluses dans une pétition de Crosskill, du 23 juillet. Voir à cette date.

22 juillet. James Clarke à Brook Watson. Il le remercie de sa bienveillante lettre à Wentworth, qui l'aurait recommandé très volontiers à lord Grenville; mais Moore, le consul à Rhode-Island, a la permission du gouvernement américain d'y rester comme agent. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 204

23 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui communique copie d'une lettre de Balcarres, gouverneur de la Jamaïque; tous les marrons sont arrivés en bonne santé, et resteront sur les transports jusqu'à avis des volontés de Sa Majesté. Les Français de Miquelon, craignant d'être cruellement punis s'ils venaient à retomber dans les mains de leurs compatriotes, voudraient repasser en France sur le cartel attendu le mois prochain. Il a consenti, parce que l'on ne peut plus espérer tirer parti d'eux; mais leur départ sera bien regretté; ils ont été extrêmement utiles tant pour l'exploitation des pêcheries que pour l'équipement des navires à l'usage des négociants. *L'Earl of Moira* a saisi et amené à Halifax un petit sloop de Boston, qui faisait la contrebande; il vient de remettre à la voile pour escorter un bateau de mâture et trois transports à Québec. Il (Wentworth) a tiré pour l'indemnité de logement du Royal-Nova-Scotia, sur les lords de la trésorerie. Le vice-amiral Murray a eu une forte attaque de paralysie, mais est maintenant hors de danger. 114

Incluses. Balcarres à Wentworth, le 3 juin. L'assemblée générale de la Jamaïque ayant décidé que les nègres marrons quitteraient l'île, et les provisions manquant à Port-Royal, il se voit dans la nécessité d'expédier ces nègres à un autre port, et demande qu'il leur soit permis d'attendre, au mouillage d'Halifax, que le roi mande sa volonté à leur égard. Il recommande Quarrell, membre de l'assemblée, qui les accompagne. 118

Etat de l'indemnité de logement due à l'état-major du Royal-Nova-Scotia, du 13 avril au 12 novembre 1793. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 120

23 juillet, Halifax. Pétition de Crosskill, capitaine de l'*Earl of Moira*, au Secrétaire d'Etat (Portland). A propos du commandement dont il a été privé. Détail de ses services. 206

Incluses. Le lieutenant Pernette à Kearney, 9 juillet. Il rapporte que cinq hommes de son détachement sur l'*Earl of Moira*, ont déserté. Le capitaine et le second placent les hommes de quart et exercent toute

1796.

l'autorité à bord. Il espère, dans ces circonstances, n'être pas accusé de négligence. Page 214

Bulkeley à Crosskill, 13 juillet. Il a ordre de Wentworth de lui transmettre copie d'une lettre adressée par Pernette à Kearney, du Royal-Nova-Scotia, afin qu'il (Crosskill) s'explique sur sa conduite en l'occasion mentionnée. 212

Crosskill à Wentworth, 14 juillet. Son compte rendu de la désertion des cinq hommes. 216

Smyth, aide de camp du prince Edouard, à Crosskill, 17 juillet. Le motif du prince, lorsqu'il a exprimé à Wentworth l'opinion que le commandement de l'*Earl of Moira* devrait être changé, c'était que la discipline convenable ne peut se maintenir à bord d'un navire armé en guerre que s'il est commandé par un officier de marine capable d'administrer la loi martiale. 222

Wentworth à Crosskill, 18 juillet. Il lui donne avis de la nomination de Fawson au commandement de l'*Earl of Moira* et lui exprime son approbation de sa conduite pendant qu'il en était capitaine. 224

Témoignage des officiers et gens d'équipage en faveur de Crosskill, pour le temps qu'il a commandé l'*Earl of Moira*; en date du 16 juillet. 226

24 juillet, Halifax. Wentworth à King. L'amiral Murray est dans un état de santé critique. Son caractère élevé. Si on lui nomme un successeur, il (Wentworth) demande que celui-ci reçoive le conseil de le consulter (Wentworth). Le capitaine du *Tartar* a ramené son navire; 20 hommes de son équipage étaient déjà revenus à Halifax sur l'*Earl of Moira*; une partie des hommes s'en va par la *Princess Royal*; le reste aidera à la manœuvre d'un navire qui porte un chargement de mâture à Plymouth. Arrivée des marrons de la Jamaïque; ils ne sont pas encore débarqués. Ces nègres feront d'utiles travailleurs. Le juge en chef doit adresser son rapport sur l'état de la province. Grand besoin d'un "warrant" autorisant à donner des lettres de marque. "A. & W. I.", vol. 598

24 juillet, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Envoi d'états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 10

Incluse. Etats, 12

25 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il s'est entendu avec le prince Edouard pour le débarquement des marrons et leur emploi comme travailleurs volontaires sur les fortifications, aux gages de 9 pence par jour, avec, en outre, la nourriture, le logement et le vêtement. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 122

3 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Ogilvie. Il lui laisse le soin de déterminer lui-même l'allocation qu'il conviendrait de faire à Clarke et à McIntosh pour leurs services respectifs. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 212

13 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu les dépêches. Il se dit heureux que les mesures prises pour le bien-être des nègres marrons aient l'approbation de Sa Majesté. La maladie s'est déclarée à bord du transport *Dover*; ce navire subit en ce moment une désinfection complète; après quoi, il sera dépêché pour recevoir Dorchester et sa famille, naufragés à l'île d'Anticosti. Description des établissements achetés pour les marrons; il (Wentworth) espère qu'à la Saint-Michel tous y seront rendus et placés. "Col. Cor. N.S.", vol. 26, p. 126

Incluse. Mémoire des divers objets à faire venir d'Angleterre pour les nègres marrons. "Col. Cor. N.S.", vol. 26, p. 132

15 août, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il va clore ses comptes avec la trésorerie, et espère qu'ils seront trouvés satisfaisants; à l'avenir, le garde-magasin s'adressera au "Board of Ordnance" pour toutes les dépenses relatives aux nouveaux ouvrages. Il (le prince) ne ménage pas ses efforts pour fortifier le port en cas d'attaque. Renvoi en Angleterre des invalides de son régiment par le *Hussar*, avec un rapport

1796. particulier sur leur condition afin qu'il ne puissent, à leur licenciement, se rengager comme valides. Il exprime l'avis que l'on dirige les convalescents des îles sous le Vent et du Vent sur Halifax, au mois de mai, tous les ans ; le climat d'ici leur rendrait la santé ; et leurs services dans les mois d'été seraient très utiles ; aux Bermudes il n'est pas possible de leur procurer en quantité suffisante de la viande fraîche et des légumes. Arrivée des nègres marrons ; il en emploie une partie aux travaux neufs sur la Citadel Hill. "Col. Cor. N.S.", vol. 30, p. 73

Incluse. Extrait, en date du 3 juin, d'une lettre de Balcarres au prince Edouard. Semblable à la lettre de même date à Wentworth, avec un paragraphe de plus. 79

15 août, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui transmet des états mensuels. "Col. Cor. N.S.", vol. 31, p. 26

Incluse. Etats. 28

5 septembre, Saint-Jean, Terre-Neuve. Sir James Wallace au Prince Edouard. Lettre incluse dans celle du prince Edouard du 25 septembre. Voir à cette date.

6 septembre, Londres. Boylston à King. Il lui rappelle sa promesse de faire parvenir la pétition de son père (Hallowell) à Wentworth, et espère qu'elle partira par la malle de ce mois-ci, "Col. Cor. N.S.", vol. 26, p. 236

6 septembre, Petty-Harbour. Lawrence Kirby à Wallace. Incluse d'une lettre du prince Edouard du 25 septembre. Voir à cette date.

7 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Ses lettres au sujet des nègres marrons sont rassurantes. Examiner si l'on peut faire en sorte que le climat ne soit pas nuisible à leur santé. Il doute que la transplantation à Sierra-Leone des nègres fidèles de la Géorgie et des Carolines établis dans la Nouvelle-Ecosse, réponde à la pensée d'humanité qui l'a fait proposer. Fournir des renseignements, qui permettent de bien juger des avantages ou des désavantages que pourrait avoir la transplantation des nègres marrons. "Col. Cor. N.S.", vol. 26. p. 124

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 212.)

8 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Le comité du collège avait été informé qu'une somme de £500 serait inscrite au budget de 1796 pour la construction ; elle ne l'a pas été, par omission ; mais il a prié la trésorerie d'honorer des lettres de change jusqu'à concurrence de cette somme, qui sera insérée dans le budget de 1797. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 214

8 septembre. W. Scott au Secrétaire d'Etat (Portland). A la suite d'un entretien avec King, il prend la liberté de lui adresser un extrait d'une lettre qu'il a reçue au sujet de la transplantation des nègres. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 228

Incluse. Extrait (sans date ni signature) d'une lettre disant que la translation des nègres marrons à Halifax n'était rien autre chose qu'un crime national de meurtre, à cause des rigueurs du climat. On pourrait soit faire accepter à la compagnie de Sierra-Leone de les recevoir, soit les transporter dans une des îles inhabitées de Bahama. 230

18 septembre. Le Prince Edouard à Dundas. Envoi d'états mensuels. Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 23

Incluse. Etats. 19

20 septembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Condition et établissement des marrons. Quarrell et Ochterlony, commissaire et adjoint, sont tout à fait zélés et désintéressés dans leurs efforts pour le bien de ces nègres, qui n'ont aucunement le désir de retourner à la Jamaïque ni d'être envoyés à Sierra-Leone. Le Rév. Benjamin Gerrish Gray est nommé ministre, qui instruira les enfants. "Col. Cor. N.S.", vol. 26, p. 136

24 septembre, Halifax. Wentworth (ne signe pas) au Secrétaire d'Etat (Portland). Sir James Wallace a mandé qu'une escadre française avait fait une descente dans

1796. le port de la baie Bulls. L'ordre est donné à la milice d'être prête à marcher au premier appel. Il (Wentworth) a communiqué la nouvelle à l'amiral Murray (qui est bien rétabli), ainsi qu'à Prescott, Carleton, Fanning et Matthews. Besoin urgent d'effets d'habillement. Les fortifications du port sont dans un tel état de défense que les entreprises que l'ennemi pourrait tenter ne sauraient plus alarmer la ville. Page 142

Incluses. Wallace à Wentworth. Une escadre française, composée de cinq vaisseaux de ligne, trois grosses frégates et une corvette, est depuis quelques jours sur la côte, détruisant navires et embarcations de pêche. En ce moment elle est ancrée dans la baie Bulls. 146

Extrait d'une lettre de Wentworth à Portland concernant la milice et datée du 20 décembre 1784. Voir à cette date la lettre même.

24 septembre, Halifax. Wentworth à King. Descente des Français à Terre-Neuve. Halifax préparé à repousser les attaques. Du Buc de Marentille a reçu un passeport pour se transporter dans l'intérieur du pays avec sa famille. Mouvements de navires. Entre autres, l'*Earl of Moira*, qui a été recueillir lord Dorchester et sa famille, et les a amenés ici (Halifax.) (L'*Active*, avec à bord lord Dorchester et sa famille, avait fait naufrage sur l'extrémité occidentale d'Anticosti le 15 juillet. Sa seigneurie et sa famille repartirent en goélette pour Percé). Nouvel éloge du prince Edouard. Récolte abondante et temps propice. Reçu la nouvelle que les lettres tirées en conformité des prévisions budgétaires seront protestées. Gêne où cela va mettre les officiers. Réquisition de fournitures de bureau. "A. & W. I.", vol. 598

25 septembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Arrivée d'une escadre française devant Terre-Neuve vers le 4 septembre. Il a demandé à l'amiral Murray de mettre aussitôt à la voile avec tous ses vaisseaux pour protéger la côte. Il fait, de son côté, les apprêts nécessaires contre l'attaque à laquelle on peut s'attendre; mais comme il n'a pas les renforts si souvent et instamment réclamés, les travaux neufs ne sont pas aussi avancés qu'il l'aurait souhaité. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 83

Incluses. Wallace au prince Edouard, le 5 septembre. Arrivée de l'escadre française dans la baie Bulls. 85

Kirby à Wallace, 6 septembre. Il y a neuf navires de guerre dans la baie Bulls; probablement sans troupes à bord. 86

27 septembre, Londres. Milligan et Mitchell au Secrétaire d'Etat (Portland). Ils lui envoient copie d'une lettre adressée par eux à l'amirauté et sollicitent l'influence de sa grâce en faveur de leur demande. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 232

Incluses. Milligan et Mitchell à l'amirauté, même date. Ils ont reçu l'ordre d'expédier une quantité de marchandises à Halifax pour l'usage des nègres marrons; et comme il importe extrêmement que cette fourniture se rende avant l'hiver, ils demandent qu'elle se charge sur un navire de guerre, sinon que le bâtiment sur lequel elle sera embarquée soit escorté jusqu'à sa destination. 232

4 octobre, Londres. Boyleston à King. Il met sous ce pli un duplicata d'une requête de son père au duc de Portland et le prie de l'expédier à la Nouvelle-Ecosse. 234

4 octobre, Saint-Jean, Terre-Neuve. Aldridge au Prince Edouard. La flotte française. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 29 octobre. Voir à cette date.

5 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il a envoyé aux départements intéressés des extraits de ses lettres, et écrit au long à Wentworth au sujet des nègres marrons. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p.81 (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 215.)

6 octobre, Whitehall. King à Wentworth. Il lui transmet copie d'une pétition de Hallowell. Faire rapport. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 216

6 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Sa lettre a prévu et fourni en grande partie les informations nécessaires. Approbation de ses

1796.

arrangements. Aussitôt que les marrons seront établis, on avisera à leur instruction pour un clergyman de l'Eglise anglicane.
"Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 134
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 216.)

6 octobre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Envoi d'états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 3?
Incluse. Etats.

8 octobre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui envoie divers comptes de sommes déboursées pour les sauvages, d'octobre 1793 à août 1796. Les fournitures leur sont faites sous l'expresse condition que les hommes, dont environ 150 sont capables de porter les armes, aideront à repousser toute invasion. Etat satisfaisant des marrons. Ci-inclus un journal contenant les dernières nouvelles de Terre-Neuve. L'arrivée de l'amiral Murray avec une partie de l'escadre ajoute beaucoup à la sûreté de la province. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 152
Incluse. G. H. Monk, agent des sauvages de la Nouvelle-Ecosse. Ses comptes au 31 août. 156
Pièces justificatives (16) de divers comptes payés par Monk. 158 à 182
Extrait d'une lettre insérée dans la *Weekly Chronicle* et datée des Trépassés le 9 septembre, concernant l'escadre française sur la côte de Terre-Neuve. 183

9 octobre, Halifax. Wentworth à King. Il a espéré donner d'autres nouvelles de Terre-Neuve, car il y a deux navires au large du port que l'on suppose être de l'île. Murray est dans un état de santé précaire. Il (Wentworth) renouvelle sa demande qu'on le présente à son successeur et qu'on recommande à celui-ci de le consulter. Récolte abondante, etc. Maladie du commissaire Duncan. "A. & W. I.", vol. 598

14 octobre, Halifax. Pétition de John Ruggles. Incluse dans une lettre du prince Edouard du 29 octobre. Voir à cette date.

28 octobre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat. Reçu ses dépêches. Il s'est mis en communication, relativement à leur contenu, avec le prince Edouard et l'amiral Murray. Malheureusement, ce dernier souffre d'une rechute. Tous les efforts seront employés pour faire le plus de mal possible aux propriétés et possessions de la couronne d'Espagne. Il demande une autorisation ou commission pour la délivrance de lettres de marque. La flotte française sous l'amiral Richery s'est éloignée de Terre-Neuve, après y avoir causé peu de dommages; il est probable qu'elle est allée se ravitailler aux Etats-Unis. La milice a montré beaucoup d'ardeur à s'assembler au premier appel. L'amiral Richery se fût heurté à une résistance bien vigoureuse et ferme s'il avait attaqué Halifax.
"Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 185

29 octobre, Halifax. Le même au même. Il a déjà répondu en partie à sa dépêche dans de précédentes lettres. Pour lui, il est pleinement convaincu que le climat est convenable à la santé des marrons. Les nègres amenés dans la province en 1783 s'y trouvèrent dans des circonstances toutes différentes de celles où sont les marrons, pourvus de tout le nécessaire et ayant des commissaires zélés et bienveillants en résidence au milieu d'eux, qui sont attentifs à leurs besoins. 189

29 octobre, Halifax. Le même au même. Reçu la lettre l'informant qu'une somme de £500 avait été affectée pour l'achèvement du collège du Roi à Windsor. Il demande que les portions inemployées du crédit parlementaire voté pour les ministres dans la province, soient appliquées à finir l'église de Windsor, les habitants n'ayant pas les moyens d'en poursuivre les travaux.
"Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 197

29 octobre, Halifax. Le Prince Edouard au même. Il lui transmet une pétition de Ruggles, un loyaliste, dont il lui recommande l'affaire.
"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 101

1796.

Incluse. Pétition de John Ruggles, avec témoignage de Wentworth. Il y demande quelque récompense de ses services durant la guerre. P. 103

29 octobre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il rend compte de l'état actuel des ouvrages de défense, et mentionne le progrès probable des travaux neufs pendant la saison prochaine. Si l'on était attaqué en un temps où l'escadre serait en croisière, la situation serait critique, car toutes les forces régulières de la province vont à peine à 1500 hommes. 93

Incluse. Extrait d'une lettre d'Aldridge au prince Edouard. Détails sur les mouvements de la flotte française; liste des navires qui la composent. 99

31 octobre, "Ordnance." Crewe au Secrétaire d'Etat (Portland). Pièce incluse dans une lettre de Portland au prince Edouard, du 1er novembre. Voir à cette datte.

1er novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince-Edouard. Il a la plus entière confiance en son habileté comme en son zèle, au cas où la province serait attaquée; et lui envoie copie d'une lettre de l'"Ordnance" pour sa gouverne et son instruction. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 87

Incluse. Crewe (de l'"Ordnance") à King. Le *Board* ne sera point responsable de la dépense des travaux qui se font actuellement pour la défense du port d'Halifax, le consentement et l'approbation du directeur général et du *Board* de l'artillerie n'ayant pas été obtenus au préalable, comme l'exige l'ordonnance de Sa Majesté du 7 septembre 1791. 89

(Copie de la lettre. "Col. Off. N. S." vol. 2, p. 218.)

1er novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Sa Majesté approuve la façon dont il a pourvu aux besoins des nègres marrons, dont la dépense sera supportée par la Jamaïque jusqu'à ce qu'ils puissent se suffire à eux-mêmes. Le concours qu'il a donné au prince Edouard pour repousser les attaques que pouvait tenter l'escadre de Richery est très louable; nul doute que leurs efforts ne soient secondés au besoin par la population. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 156

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 219.)

2 novembre, Whitehall. King à Wentworth. En conséquence de la représentation que les lettres tirées pour le premier quartier de 1796, conformément au budget, allaient être protestées, la trésorerie a donné ordre de verser une moitié du crédit pour cette année à l'agent. "Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 221

2 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il a reçu, non sans surprise, avis de la trésorerie qu'il y avait eu des lettres tirées pour £3,662 8s. 8d., en paiement de comptes des fortifications et casernes. Il ne lui est possible de pourvoir aux dépenses, qu'autant qu'elles sont faites en conformité stricte de l'instruction du roi du 7 septembre 1791. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 91

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 222.)

4 novembre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Envoi d'états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 43

Incluses. Etats.

10 novembre, Halifax. Wentworth à King. Le Dr Smith est capable de remplir l'emploi au Cap-Breton, mais n'est pas propre pour la fonction de juge en chef à Halifax. Qualités particulières de Strange; s'il est promu, on lui trouvera difficilement un successeur convenable. Le capitaine Staton du génie, porteur de cette lettre, est un brave homme; il (Wentworth) lui demande (King) de le présenter à la réception chez le duc. Il croit que les nègres marrons ont plus que le nécessaire et sont heureux. Ils sont entièrement laissés à ses soins; les commissaires étant on ne peut plus étrangers à la besogne et l'amiral trop vieux. Il recommande pour une promotion son neveu le lieutenant Apthorp, de la *Resolution.*

"A. & W. I.," vol. 598

1796.
10 novembre, Halifax. Pétition des membres de l'église et congrégation dissidentes d'Halifax à sir John Wentworth. Ils demandent que le traitement accordé à leur ancien pasteur le Dr Andrew Brown se continue au présent titulaire le Rév. M. Gray. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 12

13 novembre, Halifax. M. Bulkeley au Juge en chef Strange. Mort de Freke Bulkeley. Le Dr Almon a dû l'informer de cet événement, qui était attendu, afin qu'il (Strange) pût expliquer sa position (M. Bulkeley), dont on n'a pas une juste idée en Angleterre. 218

(Le mois est illisible; mais la lettre est assurément de novembre.)

13 novembre, Halifax. Richard Bulkeley à Strange. Son fils Freke est mort après quelques jours de maladie. Le gouverneur a promis que, quel que soit le successeur à l'emploi de secrétaire de la province, il (Bulkeley) ne subirait point de perte pécuniaire. 220

Sans date. Strange à King. Il lui communique deux lettres de Bulkeley, dont la condition est vraiment digne de compassion. L'arrangement proposé ne remplit pas, il s'en faut beaucoup, les espérances données après le décès de Freke Bulkeley. Il espère que Mme Bulkeley ne sera pas oubliée, dans le cas où elle survivrait à son mari. 216

14 novembre, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Portland). Il demande, en considération de ses longs services, l'emploi de secrétaire de la garnison d'Annapolis, rendu vacant par le décès de Freke Bulkeley. C'est une sinécure militaire, qui peut être fort proprement regardée comme une "douceur" convenable à un vieil officier. 3

15 novembre, Halifax. Le Prince Edouard au même. Reçu la lettre du 5 octobre. Il le prie de présenter deux incluses à leurs Majestés. "Col. Cor. N. S.," vol. 30, p, 110

16 novembre, Halifax. Wentworth au même. Il l'informe du décès de Freke Bulkeley et recommande le trésorier Benning Wentworth pour les emplois de secrétaire, "registrar" et greffier du conseil, ainsi que de secrétaire d'Annapolis; et James Putnam, pour celui de "marshal" de la cour de vice-amirauté,—en remplacement du fonctionnaire, décédé. Si Wentworth succède à Bulkeley dans les emplois ci-dessus, il (l'auteur de la lettre) recommande Michael Wallace pour la charge de trésorier de la province. "Col. Cor. N. S.," vol. 27, p. 5

16 novembre, Halifax. Le même au même. Détails relatifs aux nominations recommandées dans sa première lettre. 8

17 novembre, Halifax. Le même au même. Il transmet, avec avis favorable, une requête présentée par les "elders" au nom de l'église presbytérienne d'Halifax. 10

24 novembre, Halifax. Compte de la paie due à James Clarke et William McIntosh. Pièce incluse dans une lettre d'Ogilvie du 24 décembre. Voir à cette date.

26 novembre, Québec. Prescott au Prince Edouard. Incluse d'une lettre du prince Edouard du 1er février 1797. Voir à cette date.

28 novembre, Halifax. Wentworth à King. En même temps que cette dépêche, part une pétition en obtention de 70,000 acres de terre pour y faire un grand "settlement," établir des forges, etc. Il (Wentworth) la recommande. Sentiment politique aux Etats-Unis. Desseins des Français sur la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et le Canada. De bonnes fortifications, voilà ce qu'il faut. "A. & W. I.", vol. 598

— novembre. Extrait de délibérations concernant le droit de l'amirauté en la saisie du brigantin espagnol *Neustria*. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 243

6 décembre, Portland-Place. Alexander Blair au Secrétaire d'Etat (Portland). Il soumet une pétition à la considération de sa grâce. "Col. Cor. N. S.", vol. 26, p. 238

9 décembre, Portland-Place. Le même à King. Il désirerait savoir quelle détermination Portland a prise au sujet de sa pétition. 240

14 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il est content de l'attention portée aux sauvages; mais la dépense excède de beaucoup le

1796

crédit, que d'ailleurs l'on doit régulièrement diminuer. Elle monte à £656, quand, s'il consulte les dépêches antérieures, il verra que les prévisions n'allaient qu'à £200. Il (Portland) a mandé à l'amirauté que la commission pour la délivrance de lettres de marque contre l'Espagne n'avait pas été expédiée. Satisfaction du roi en apprenant l'ardeur et la fidélité déployée par la population de la Nouvelle-Ecosse lorsque Richery se tenait sur la côte. En communiquer l'expression aux habitants. Ce qu'il rapporte de la conduite des nègres marrons surpasse ses espérances (Portland); il ne peut que s'attendre maintenant à ce qu'ils deviennent d'utiles sujets. La conduite de Quarrell n'a pas échappé à l'attention du roi, qui l'a nommé membre du conseil de la Jamaïque. Il (Portland) va s'occuper de la demande d'un secours d'argent pour l'achèvement de la nouvelle église de Windsor. "Col. Cor. N. S.," vol. 26, p. 199
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 224.)

15 decembre, Whitehall. Le même au Prince Edouard. Ses dépêches ont été mises sous les yeux du roi. La partie relative aux fortifications, qui a été communiquée au "board" de l'artillerie, ne comprend pas ce qu'il dit des estacades flottantes du bras nord-ouest, parce que cet ouvrage, exécuté dans des circonstances urgentes, sera payé par la trésorerie. Il a remis à Dundas la demande d'un renfort, dont l'envoi dépendra des exigences du service général. "Col. Cor. N. S.," vol. 30, p. 107
(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 229.)

15 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il a transmis au département compétent sa lettre contenant une pétition de Ruggles. Il l'appuiera autant que possible; mais il le prie de consulter Wentworth pour la récompense de services tels que ceux de Ruggles, le ministère ayant prescrit des limites en cas pareils. "Col. Cor. N.S.", vol. 30, p. 105
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 228.)

21 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a tiré lettres sur la trésorerie au montant de £800 sterling, pour frais de radoub de l'*Earl of Moira*, à la suite d'avaries que le navire avait eues en donnant sur un banc de roches que les cartes ne signalent pas. Distribution de provisions aux sauvages, dont quelques-uns commencent à cultiver du maïs et des racines. Les effets destinés aux nègres marrons sont arrivés de Londres; et comme à présent ceux-ci sont chaudement vêtus et bien nourris, on ne redoute plus pour eux la rigueur de l'hiver. Le prince Edouard a consenti, à la demande du capitaine Mowatt, et permis l'embarquement d'un sergent, d'un tambour et de trente hommes vigoureux sur l'*Assistance* pour y faire service de détachement de marine jusqu'à avril prochain. "Col. Cor. N. S.," vol. 27, p. 14

22 décembre, Halifax. Le même au même. Il lui transmet les lois et les Journaux de la session dernière de l'assemblée générale de la Nouvelle-Ecosse, avec des observations. 29

Incluses. Journal du conseil législatif de la Nouvelle-Ecosse, du 3 mars au 11 avril 1796. 35

Id. de l'Assemblée. 65

24 décembre, Halifax. Ogilvie au Secrétaire d'Etat (Portland). Il met sous ce pli une copie du compte des allocations faites avec l'assentiment de sa grâce. 19

Incluses. Compte de la paie due à James Clarke, faisant fonction de commissaire des prisonniers français, et à William McIntosh, faisant fonction de commissaire des vivres et du combustible des troupes sur l'île Saint-Pierre. 21

Extrait d'une lettre du prince Edouard à Matthews. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 1er février 1797. Voir à cette date.

26 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a examiné la pétition de Hallowell, et fait rapport que 5,000 acres de terre, sur les 20,000 à lui donnés en concession, ont été attribués, par suite d'une erreur d'arpentage,

1796.

au régiment licencié de feu lord Charles Montagu. Ces 5,000 acres sont aujourd'hui d'une grande valeur, et Hallowell, assurément, dont les efforts pour coloniser ont été si heureux, mérite un dédommagement.
"Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 95

30 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu la lettre circulaire, en date du 27 octobre, l'avisant que les hostilités sont ouvertes entre l'Angleterre et l'Espagne. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 97

1797.
6 janvier, Mansion House. Brook Watson au Secrétaire d'Etat (Portland). Il espère que l'on voudra obliger le successeur à l'emploi de secrétaire de la province, vacant depuis le décès de Freke Bulkeley, à tenir l'engagement, contracté par ce dernier envers son père, de lui donner une part du traitement. 212

Incluse. Requête adressée par Richard Bulkeley, au nom de son père l'honorable Richard Bulkeley, ancien secrétaire de la Nouvelle-Ecosse, au Secrétaire d'Etat (Portland). La mort de son fils et successeur l'a laissé sans soutien à l'âge de 74 ans. 214

7 janvier, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui transmet des états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 46

Incluses. Etats.

10 janvier, "Transport Office." Richard George à King. Il sollicite l'emploi de secrétaire de la province, rendu vacant par la mort de Freke Bulkeley, pour son beau-frère Thomas Cochran junior, dont le père est du conseil provincial et a été président de l'assemblée législative. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 222

Mandamus du roi, donnant diverses parcelles de terrain à Alexander Blair et James Glenie. Document inclus dans une lettre de Blair du 7 février. Voir à cette date.

1er février, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet une lettre du président du conseil du Cap-Breton, et des extraits d'une correspondance avec Prescott. Les intrigues des Français en Amérique sont telles qu'il est probable que les Etats-Unis leur fermeront leurs ports; et en ce cas, les Français voudront se rendre maîtres d'Halifax. Insuffisance de ses forces pour repousser l'attaque, surtout si l'escadre est encore en croisière dans le sud. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 112

Incluses. Lettre de Matthews au prince Edouard, du 6 septembre 1796. Il lui demande qu'une compagnie soit envoyée pour protéger les mines de houille, et que l'on fasse un épaulement à Arichat, où se trouve le principal établissement de pêche. Ci-incluse une lettre des entrepreneurs du charbonnage. 116

Tremain et Stout à Mathews, 1er décembre. Ils le prient d'informer le prince Edouard de la situation exposée des mines de houille ; un petit détachement ennemi pourrait facilement détruire le matériel d'exploitation, etc., et priver ainsi les garnisons d'Halifax et de Terre-Neuve de leur approvisionnement de charbon. 118

Prescott au prince Edouard, 26 novembre. A cause de la situation politique dans la province de Québec, il ne peut envoyer aucun renfort à Halifax. 122

(Voir aussi une autre correspondance là-dessus dans la série Q des "Archives canadiennes", vol. 78, p. 170.)

Le Prince Edouard à Mathews (extrait). Il lui est impossible de lui fournir la compagnie demandée, la Nouvelle-Ecosse ayant plutôt besoin elle-même de renforts ; s'il lui en vient, il expédiera un détachement au Cap-Breton. 120

1er février, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il sollicite sa bienveillance et sa protection pour le major Prevost, ancien officier britannique. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 236

3 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland). Il communique des lettres avec incluses, portant que les opérations de l'"Ordnance" à la Nouvelle-Ecosse sont entravées, parce que ses commis et ses ouvriers sont appelés à faire

1797.

service de miliciens. Examiner ce qui en est. Comme la loi qui soumet au service de milice les employés de l' " Ordnance " est assurément provinciale, faire son rapport sur la plainte. Page 1

(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 231.)

7 février, Portland-Place. Alexander Blair à King. Il le prie de transmettre le *mandamus* ci-inclus au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.

" Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 224

Incluses. Mandamus du roi, donnant à Alexander Blair et James Glenie diverses parcelles de terrain désignées en la liste annexée.

" Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 230

Liste des terrains situés auprès du " manor " de Francklin. 232

16 février, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il sait que le *Board* de l'artillerie peut se refuser à payer la construction d'ouvrages dont le devis estimatif et les plans ne lui ont pas été soumis au préalable ; mais aussi il croit avoir agi en conformité de l'article 5 de ses instructions, lequel prévoit spécialement les cas subits d'urgence où il faut absolument entamer des travaux de défense sans attendre l'aveu de Sa Majesté. Il justifie sa manière d'agir en ce qui concerne les dépenses en travaux, et explique les motifs pour lesquels il a tiré les lettres sur la trésorerie. " Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 127

Liste des effets d'habillement pour le Royal-Nova-Scotia.

" Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 234

(Au dos : " Copie envoyée à la trésorerie le 17 février 1797.)

21 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Des extraits de ses lettres relatifs aux travaux de défense ont été adressés à Dundas et à l'amirauté. Il a été fait attention à ses demandes de renforts dans la mesure du possible. La milice devrait être convoquée et constituée en corps, pour servir d'auxiliaire au contingent de troupes régulières ; ce qui permettrait de procurer la protection demandée au Cap-Breton ; mais, en même temps, l'appel des milices doit se faire de façon à causer le moins d'inconvénients possible, et il faudrait les licencier quand la saison écarte tout danger d'attaque. Communiquer de ce sujet avec Wentworth. " Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 124

(Copie. " Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 232.)

23 mars, Halifax. George Leonard à Jona Odell (lettre imprimée suivie d'observations). Il le remercie de l'Etat général, qui sera utile à Blowers.

" Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 238

(Voir aussi. " Col. Cor. N.S.", vol. 32, p. 142.)

29 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Sa Majesté approuve l'arrangement du conseil, à la suite du décès de Bulkeley, sous la même réserve en faveur de son père, aux longs et fidèles services. On continuera à Grey (Gray ?), pasteur de l'église presbytérienne d'Halifax, le traitement que recevait son prédécesseur. Consulter la lettre du 14 décembre par rapport aux dépenses pour les sauvages. Il (Portland) est content de l'activité que déploient les officiers et les hommes d'équipage de l'*Earl of Moira.* " Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 236

3 avril, New-York. Isaac Ogden à——(de l'état major du prince Edouard). Intrigues des Français en Canada. Pièce incluse dans une lettre du prince Edouard du 23 avril. Voir à cette date.

3 avril, Grosvenor-Square. Sydney au Secrétaire d'Etat (Portland). Le prince Edouard le charge de fournir des renseignements sur le major Prévôt. Il (Sydney) le recommande fort ; c'est un homme de mérite et qui est digne d'un emploi en raison des sacrifices qu'il a faits par loyalisme.

" Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 235

20 avril, Halifax. Wentworth à King. Il lui accuse réception d'une circulaire du 5 janvier. " Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 23

1797.
20 avril, Halifax. Le même au même. Reçu sa lettre du 17 décembre 1796, avec une copie imprimée de la réponse au manifeste espagnol. Page 25

20 avril, Halifax. Le même au même. Reçu la lettre du 2 novembre, au sujet des lettres de change près d'être protestées par Cumberland, agent de la province; elles ont été payées depuis. Page 27

21 avril, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Les nègres marrons ont supporté beaucoup mieux qu'on n'aurait pu s'y attendre le plus long et le plus rigoureux hiver qui se soit vu depuis le premier établissement d'Halifax. Il a été obligé de faire distribuer plus de provisions aux sauvages, pour empêcher qu'ils ne périssent de faim ou ne pillassent les habitations isolées. Par suite d'accidents inévitables, ils n'avaient pu pourvoir à leur subsistance. Quarrell exprime sa gratitude pour sa nomination au conseil de la Jamaïque. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 99

22 avril, Halifax. Wentworth à King. Il a donné congé de passer en Angleterre à Leonard, surintendant des pêcheries. 106

23 avril, Halifax. Le Prince Edouard au même. Il n'a pu achever le barrage flottant à travers le port; mais est heureux d'apprendre que cette entreprise est approuvée. Il espère que Dundas fera droit à ses représentations sur la présente garnison d'Halifax, insuffisante pour la défense de la place. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 139

23 avril, Halifax. Le même au même. Il lui transmet copie d'une lettre du juge Ogden. L'opinion générale aux Etats-Unis et en Canada est qu'Halifax sera attaqué. Il compte que le ministre de la guerre voudra envoyer des troupes avant qu'il soit trop tard. 141

Incluse. Lettre d'Ogden à un officier de la suite du prince Edouard, sur les intrigues des Français en Canada. 143

23 avril, Halifax. Le même à Dundas. Envoi d'états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 54

Incluses. Etats.

23 avril, Halifax. Thomas Meanwell à Walpole. Il lui transmet un récit de faits, que le capitaine Smith, des nègres marrons, désire qu'il lui communique. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 10

23 avril, Halifax. Montagu James, marron, au même. Il le prie de vouloir bien présenter sa pétition au secrétaire d'Etat, et espère qu'on soulagera sa misère. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 247

(Copies. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, pp. 12 et 241.)

23 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il le prie de lui faire adresser copie des commissions des gouverneurs de la province, lesquelles contiennent peut-être la désignation de la ligne frontière. L'*Earl of Moira* a apporté la malle de New-York. Il a ordonné à Fawson de croiser entre le cap Anne et le cap Canso pour assurer l'arrivée du *London* et des autres navires attendus. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 108

24 avril, Halifax. Le même à King. Le prince Edouard estime que certains emplois occupés par feu le secrétaire Bulkeley rentrent dans son droit de patronage. Position de Bulkeley et de son fils en ce qui regarde ces emplois. Il (Wentworth) propose de nommer Putnam secrétaire provincial. Les nègres marrons offrent de composer un régiment sous Ochterlony; mais il serait embarrassé de tout un train de femmes et d'enfants, en nombre double de celui des hommes; et ils demandent qu'on les transporte au cap de Bonne-Espérance; mais ils y seraient dangereux. Le seul endroit sûr pour eux est la Nouvelle-Ecosse, à cause du climat, qui fait qu'ils n'y trouvent pas d'autres gens comme eux avec qui se révolter ou se corrompre. Difficultés de leur établissement, par suite des desseins ruineux qui ont été présentés à leur imagination, et aussi de l'espoir que nourrit Ochterlony de faire fortune en dirigeant leur mouvement d'émigration. Combien il est difficile de manier leur esprit. Maladie de lady

1797.

Wentworth. Son hôte (le prince Edouard) "ne se prête nullement au projet de mariage dont il a été question il y a quelque temps."
"A. & W. I.", vol. 598

25 avril, Halifax. Le même au même. Lady Wentworth va mieux. Mécontentement du prince Edouard à cause de la nomination de Prescott. Il "ne donnera point dans les lacs qui lui sont tendus et dont il a soupçon et se défie."
"A. & W. I.", vol. 598

6 mai, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Envoi des états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 59

Incluses. Etats.

7 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il rapporte que, par résolution de l'assemblée de la Jamaïque, la dépense pour chaque marron, après juillet prochain, sera limitée à £10 sterling par tête; cette somme est tout à fait insuffisante. Il demande avec instance des instructions. 111

7 mai, Halifax. Wentworth à King. La somme allouée par la Jamaïque pour les marrons est absolument insuffisante. Il espère qu'on le chargera du soin de veiller sur eux. Folie de leur dessein, d'être envoyés dans l'Inde pour y être relâchés avec des armes entre les mains. Des croiseurs sont allés assurer l'abord des navires à la côte. "A. & W. I.", vol. 598

10 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Les explications à propos des travaux en cours sont satisfaisantes. Il demandera à la trésorerie de payer certaine part des lettres de change et la dépense relative à la tour, si l'"Ordnance" n'y pourvoit pas. Comment les travaux devraient être autorisés. Un régiment de l'"Irish Brigade" sera détaché à laNouvelle-Ecosse durant l'été prochain. "Col. Off. N. S." vol. 2 p. 240

20 mai, Halifax. Wentworth à King. Reçu la lettre de Portland du 8 décembre.
"Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 118

(La pièce est datée du 20 "décembre," ce qui évidemment est une erreur. (Une note au dos porte qu'elle fut reçue le 29 juin.)

28 mai, Preston, N.-E. Wentworth à Montagu James, et Smith (nègres marrons). Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 2 juin. Voir à cette date.

31 mai, Maroontown. Oxley à Wentworth. Pièce incluse dans la lettre de Wentworth du 2 juin. Voir à cette date.

1er juin, Whitehall. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui transmet les états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 64

Incluse. Etats.

1er juin, Halifax. Le même au même. Il accuse réception de l'avis très satisfaisant de la venue prochaine d'un régiment de la brigade irlandaise. Mais si ce régiment devait être retiré à l'automne, comme la dépêche le fait entendre, il espère qu'on enverra un nombre égal d'hommes, le printemps prochain, pour remplacer ce contingent. 62

1er juin, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a demandé l'organisation en corps de 600 miliciens, sans penser, toutefois, que l'on puisse compter beaucoup sur leurs services. Il attend l'arrivée du régiment de l'"Irish brigade." "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 147

2 juin, Halifax. Wentworth au même. Les nègres marrons se plaignent de la rigueur du climat, encore que leur état de santé soit excellent; il n'y a eu parmi les 532 personnes, que deux cas de maladie. Il avait promis de transmettre leur demande d'être transportés dans un climat plus chaud; mais ensuite il les a gagnés à faire l'essai d'une autre année de séjour.
"Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 120

Incluses. Wentworth à Montagu James et au capitaine Smith, nègres marrons. Mal renseignés, sans expérience suffisante du climat et des moyens de pourvoir aux besoins de leurs familles, les marrons s'alarment, ils craignent de ne pouvoir vivre dans la Nouvelle-Ecosse. Mais il (Wentworth) les invite à venir lui reparler de leurs désirs à douze mois d'aujourd'hui, le 28 mai 1798, et, dans l'intervalle, à cultiver de leur mieux la terre et améliorer leurs habitations actuelles. 128

1797.

John Oxley, médecin, à Wentworth. Rapport sur le présent état de santé des marrons. Page 126

3 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il se prépare à organiser un corps de 600 miliciens, selon la demande du prince Edouard ; mais il faut que le gouvernement fournisse les effets d'habillement. 130

3 juin, Halifax. Le même au même. Il lui fait plaisir d'apprendre que les dispositions pour pourvoir aux vacances causées par le décès de Bulkeley sont approuvés. Il a assuré à Bulkeley père, sa vie durant, une rente de £200. 133

3 juin, Halifax. Richard John Uniacke au même. Il espère que ses longs services seront pris en considération, et qu'il sera choisi pour succéder à Blowers dans l'emploi de procureur général de la province. 241

3 juin, Maroon-Hall. Le Capitaine Andrew Smith, marron, à Charles Samuel. Il lui décrit la condition de ses gens. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 20

4 juin. Quarrell à Walpole. Pièce incluse dans une lettre de Walpole. Voir au 6 juillet.

5 juin, Duke-Street. Robert Eyre au Secrétaire d'Etat (Portland). Il sollicite son aide pour contraindre John Brittain, commissaire des prises à la reddition de Saint-Pierre et Miquelon, de satisfaire aux justes réclamations du 65e régiment. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 239

6 juin, Halifax. Discours adressé par Wentworth à l'assemblée.

7 juin, Halifax. Adresse du conseil en réponse au discours d'ouverture.

Id. de l'assemblée. Les trois pièces sont incluses dans une dépêche de Wentworth, du 8 juillet. Voir à cette date.

12 juin, Whitehall. Portland au Prince Edouard. Reçu sa dépêche du 23 avril. On va lui envoyer des renforts des Indes-Occidentales. Il compte que les mesures prises par le gouvernement, en Canada, déjoueront les desseins des Français. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 145

12 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Nul doute que les lois adoptées ne tendent au bien du pays ; mais quatre jours d'exercice en temps de paix seront-ils suffisants pour maintenir dans la milice la discipline ? Son rapport sur le cas d'Hallowell le rend digne d'une attention immédiate. Il (Portland) n'a pas de peine à concevoir que la longueur de l'hiver, et l'espoir illusoire d'aller servir comme corps au Cap de Bonne-Espérance, aient empêché les nègres marrons de s'habituer dans la Nouvelle-Ecosse. Il faut les détromper de cet espoir d'aller au Cap et les éclairer sur la conduite à tenir dans la colonie. Les dépenses qui se feront pour eux jusqu'à ce qu'ils puissent se sustenter, seront à la charge de la Jamaïque, comme cela a été convenu. Si le commissaire chargé à la Nouvelle-Ecosse du paiement des dépenses, en était retiré, faire les arrangements convenables pour les paiements ultérieurs. Il (Portland) demandera à l'évêque de Londres une allocation applicable à la civilisation de ces noirs. Il envoie copie de la commission du gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, dans laquelle sont indiquées les frontières ; mais l'enquête sur les lieux doit tendre à démontrer que la rivière Sainte-Croix indiquée, est bien le cours d'eau qu'on a eu en vue dans le traité. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 114

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 242.)

12 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il le renvoie à de précédentes lettres en réponse aux dépêches reçues. Comme on a eu nouvelle à Québec des desseins de l'ennemi, il a confiance qu'on saura bien y parer. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 246

1er juillet, Londres. Pepperell au Secrétaire d'Etat (Portland). Il recommande Blowers pour successeur de Strange en l'emploi de juge en chef de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 245

6 juillet, Londres. Walpole au même. Il lui transmet une lettre de Quarrell. Il espère que sa grâce ne refusera pas d'accorder l'autorisation demandée. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 14

1797.

(Pièce non datée, reçue à la date en marge.)

Incluse. Lettre de Quarrell à Walpole, du 4 juin. Il le prie d'obtenir de Portland l'autorisation de faire venir deux nègres marrons d'Halifax en Angleterre. Page 16

8 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il est certain que les frais des emplois rendus vacants par le décès de Bulkeley sont à la charge du possesseur; jusqu'à quel point cette obligation peut affecter les prétentions de Bulkeley le père, en ce qui concerne les émoluments à tirer par lui des emplois, c'est une question qu'il (Wentworth) doit lui-même décider. Le roi ne saurait intervenir.
"Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 136

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 248.)

8 juillet, Whitehall. Le même au même. En réponse à sa lettre relative aux marrons, il lui adresse un duplicata d'une dépêche du 12 juin. On compte sur la plus parfaite soumission de leur part tant aux lois qu'à l'autorité de ceux placés à leur tête. Il (Wentworth) s'est arrangé sans doute avec Quarrell pour le paiement des dépenses. Ses représentations favorables, au sujet du Dr Oxley, ont été transmises au War Office. Les 600 hommes convoqués par le prince Edouard pour la défense d'Halifax devront être congédiés aussitôt après l'arrivée des renforts.
"Col. Cor. N. S,", vol. 2, p. 144

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 249.)

8 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). L'assemblée générale s'est réunie le 6 juin. Il met sous ce pli son discours d'ouverture et les réponses. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 144

Incluses. Discours et réponses, 146, 148, 150.

(Discours et réponses sont extraits des Journaux.)

Journaux du conseil législatif. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 51

Id. de l'Assemblée. "Col. Cor. N. S.", vol. 33, p. 77

9 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Le corps de milice dont le prince Edouard a fait la réquisition est presque entièrement réuni; mais il sera impossible aux miliciens de faire le service de garnison si on ne les pourvoit d'effets d'habillement; il (Wentworth) se voit donc obligé de tirer lettre de £500 sterling sur la trésorerie. D'après ses ordres, 2,000 miliciens se tiennent prêts à venir renforcer la garnison au cas où la France voudrait tenter quelque entreprise hostile d'Halifax, sur la côte. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 152

9 juillet, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui envoie les états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 79

Incluses. Etats.

10 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a décidé Quarrell à différer son départ et à continuer ses bons offices auprès des nègres marrons, Ochterlony n'étant pas aussi heureux dans sa gestion. Une famille de 28 personnes, conduite par un des chefs notables, se transporte aujourd'hui même sur un domaine à part, pour s'y établir à demeure. Le reste des marrons ne tardera pas probablement à imiter son exemple. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 155

13 juillet, Windsor. Compte de Benjamin Dewolf. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 24 avril 1798. Voir à cette date.

13 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat à Wentworth (lettre personnelle).
"Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 140

29 juillet, Whitehall. Le même à Leonard. Il lui adresse une commission, par laquelle on le nomme surintendant du commerce et des pêches sur les côtes des colonies nord-américaines; avec des observations sur les fonctions qu'il aura à remplir. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 251

30 juillet, Halifax. Feuille de revue des miliciens. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 13 août. Voir à cette date.

1797.

2 août, Londres. Walpole à Greville. Penser à demander à Portland de donner l'ordre que l'on envoie en Angleterre deux des marrons qui sont à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 287

Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Lettre sans date (mais du même jour probablement que la précédente), contenant des papiers relatifs aux nègres marrons. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 8

3 août, Whitehall. King à Wentworth. Il lui transmet copie d'une lettre du sous-secrétaire de la guerre sur la nomination de Benning Wentworth à l'emploi de secrétaire du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, en remplacement de Bulkeley décédé. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 254

8 août, Dartmouth. Quarrell au Capitaine Howe. Lettre incluse dans une dépêche de Wentworth du 12 août. Voir à cette date.

9 août, Maroon-Hall. Howe à Quarrell. Lettre incluse dans la dépêche de Wentworth du 12 août. Voir à cette date.

11 août, Halifax. Etats mensuels de la milice. Pièces incluses dans la dépêche de Wentworth du 13 août. Voir à cette date.

12 août, Halifax. Pétition de la part de près de 600 marrons, qui demandent à être transportés dans un climat plus convenable pour eux. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 237

12 août, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il est très aise de ce que ses explications concernant les ouvrages neufs aient paru satisfaisantes. Progrès des travaux. Les renforts ne sont pas encore arrivés, et il n'y a que 500 miliciens assemblés, qui ne valent pas un tiers de ce nombre de soldats disciplinés. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 149

12 août, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il met sous ce pli les états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 82

Incluses. Etats.

12 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu sa dépêche du 12 juin, et selon l'instruction qu'elle contient, il fera savoir aux marrons qu'ils ne doivent pas s'attendre à être transportés hors de la province. Manœuvres indignes auxquelles ont recours certains individus ayant intérêt à ce qu'ils se plaignent du climat, etc. Le capitaine Howe, du Royal-Nova-Scotia, est chargé de pourvoir à leurs nécessités. Ils se trouveront mieux de n'être plus sous la direction d'Ochterlony. Il (Wentworth) espère bien que le gouvernement de la Jamaïque continuera de fournir l'argent nécessaire à leur établissement. Ci-incluses une lettre de Quarrell avec réponse de Howe, et la liste des lettres tirées par Quarrell sur Milligan et Mitchell. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 157

Incluses. Quarrell à Howe, 8 août. Il le prie de répondre à certaines questions relatives aux marrons; il voudrait transmettre en Angleterre ses réponses. Ayant longtemps résidé à la Jamaïque et ayant acquis dans ce séjour une connaissance entière du nègre marron, il (Howe) est plus que tout autre propre à prendre charge de ceux qui sont dans la Nouvelle-Ecosse. 162

13 août, Halifax. Howe à Quarrell, 9 août. Reçu sa lettre du 8. Il est sensible à sa bonne opinion de lui. Envoi de réponses à ses questions. Il est d'avis que les marrons peuvent fort bien vivre dans ce climat, et qu'ils se mettront au travail pour peu qu'on les y encourage. 164

Liste des lettres tirées par Quarrell, en sa qualité de commissaire des marrons, sur Milligan et Mitchell. Elles montent à £6,050 4. 8. sterling. 174

13 août, Halifax. Wentworth à King. La lettre sera expédiée à Barclay, qui est à Boston, où se réunissent les commissaires. Nouveaux détails touchant les nègres marrons. Renvoi de Ochterlony. Pertes occasionnées à la Jamaïque par ses mesures. "A. & W. I.", vol. 598

13 août, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Les miliciens assemblés à Halifax continuent à faire le service avec une parfaite obéissance aux

797. ordres. Il met sous ce pli la feuille d'appel et le rapport d'hier. Le prince Edouard aurait voulu augmenter l'effectif du bataillon en y ajoutant 200 hommes; mais en apprenant le tort que ferait une pareille levée en ce moment, il consent à la remettre à plus tard. La récolte, qui est très abondante, demande tous les bras disponibles. L'*Earl of Moira* a conduit à Boston Barclay, commissaire pour le règlement de la frontière. Il est en possession de tant de preuves, que les habitants du Massachusetts sont généralement convaincus que leur réclamation est insoutenable.

"Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 176

Incluses. Feuille de revue, le 30 juillet, de six compagnies de milice de la Nouvelle-Ecosse. 179

Rapport de vingt-quatre heures, au 11 août, de la milice enregimentée. 181

Liste des lettres tirées sur la trésorerie, pour dépenses de paie et d'habillement des miliciens assemblés à Halifax, à la réquisition du prince Edouard ; elles vont à £2,500 sterling. 182

14 août, Fort-Townshead. Le Vice-Amiral Waldegrave au Prince Edouard. Lettre incluse dans une dépêche du prince Edouard du 28 août. Voir à cette date.

24 août, Halifax. Le Prince Edouard à Waldegrave. Incluse de sa dépêche du 28 août. Voir à cette date.

28 août, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui communique une lettre du vice-amiral Waldegrave avec sa réponse.

"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 159

Incluses. Le vice-amiral Waldegrave au prince Edouard, le 14 août. Aux termes de sa commission, il est le gouverneur à la fois militaire et civil de Terre-Neuve et ne saurait reconnaître de supérieur dans l'Amérique du Nord. 163

Le prince Edouard à Waldegrave, le 24 août. Il cite la commission du lieutenant-gouverneur Prescott, où ce dernier est qualifié commandant en chef de l'île de Terre-Neuve. Ci-inclus des papiers expliquant pourquoi il (le prince) a donné à Waldegrave le titre seul de gouverneur civil. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 167

Copie (contenue dans une dépêche du secrétaire d'Etat du 9 février 1765) d'un arrêté du conseil à l'effet de déterminer l'autorité des gouverneurs civils sur les forces militaires stationnées dans les provinces nord-américaines. 175

Copie des instructions données par Dorchester au prince Edouard, du 7 juin 1794, lorsque celui-ci a pris possession du commandement de la Nouvelle-Ecosse et de ses dépendances. 177

Extrait d'une lettre de Dorchester au prince Edouard, du 7 juin 1794, renfermant un "warrant", qui l'autorise à tenir des conseils de guerre. 179

Id. d'une lettre du même à Ogilvie, du 6 décembre 1788. Il lui demande de donner aux officiers militaires supérieurs, à Saint-Jean de Terre-Neuve, l'ordre d'envoyer les rapports accoutumés sur les existences de provisions, le lieutenant-gouverneur Elford (Elliott) ayant refusé de le faire. 181

Steele (de la trésorerie) à Dorchester, le 16 décembre 1789. Mander au lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve de rendre un compte exact des provisions reçues. 183

1er septembre. Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). La nomination de Blowers à la charge de juge en chef est universellement approuvée. Il (Wentworth) recommande Richard John Uniacke pour l'emploi de procureur général, et Jonathan Sterns pour celui de solliciteur général.

"Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 186

1er septembre, Halifax. Le même au même (lettre personnelle). Reçu sa dépêche. Il a informé Uniacke qu'il était tout disposé à le proposer pour succéder en

1797.

l'emploi de procureur général, à Blowers nommé juge en chef. Sterns est prêt à accepter la fonction de solliciteur général et l'exercera avec zèle. Blowers est reconnaissant de sa promotion. Page 190

(Voir aussi la série "A. & W. I.", vol. 598.)

1er septembre, à bord de la *Thétis*, à Halifax. Le Capitaine Cochrane au Secrétaire d'Etat (Portland). Il sollicite la concession de 20,000 acres de terre dans l'une quelconque des quatre provinces voisines. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 249

7 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il regrette que le départ de l'"Irish Brigade" ait été si longtemps différé, d'autant plus que l'agriculture a souffert de la convocation des milices; mais, à l'arrivée du renfort, les miliciens pourront être rendus à leurs travaux ordinaires. Il a écrit à l'amirauté à propos des services que leurs officiers ont rendus en établissant l'estacade flottante.

"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 157

(Copie. "Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 254.)

10 septembre, Halifax. Wentworth à King. Remerciements pour sa lettre au sujet des nominations. Tous ses ressentiments contre Uniacke sont effacés de son esprit; et il compte que ce fonctionnaire sera très utile. Cessation des animosités entre Uniacke et Sterns. Progrès faits par les nègres marrons depuis que Howe a charge d'eux. Il (Wentworth) espère que la brigade irlandaise arrivera assez tôt pour la relève des miliciens pendant la récolte. En cas de paix, il espère aussi que l'on voudra s'en remettre à lui du licenciement des marins et des soldats, afin d'éviter la grande dépense de 1783. "A. & W. I.", vol. 598

10 septembre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui transmet les états mensuels.

"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 89

Incluses. Etats.

11 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Le roi est fort satisfait de l'harmonie qui a régné dans l'assemblée générale, et se repose sur la fidélité de ses membres. Il (Portland) est fâché que le départ tardif de la brigade irlandaise l'ait forcé de retenir si longtemps les miliciens sous les armes; et il espère qu'avant que cette dépêche lui parvienne, l'arrivée du renfort lui aura permis de les renvoyer dans leurs foyers. Son regret d'apprendre la necessité où il s'est trouvé d'endosser les lettres de change de Quarrell, ces lettres ayant été protestées; mais la législature de la Jamaïque va aviser à ce que cela n'arrive plus. La conduite des marrons est bien satisfaisante. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 184

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 256.)

11 septembre, Halifax. Wentworth à King. Il lui envoie des états fournis par Oxley, médecin des marrons. Il (Wentworth) a l'intention de visiter leur "settlement." Renseignements qu'il y voudrait recueillir.

Relevés.

Au 1er juillet, en traitement à l'hôpital	3
Nombre total des marrons	526
Au 1er août, malades à l'hôpital	4
Nombre total	532
Augmentation par naissances	6
Au 1er septembre, malades à l'hôpital	3
(Un décès.)	
Nombre total	542
Augmentation par naissances	10

"A. & W. I.", vol. 598

25 septembre, Whitehall. King à Wentworth. Le juge en chef Strange recevra son traitement intégral jusqu'au 30 juin dernier. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 258

6 octobre, Whitehall. Le même au même. Il lui adresse un mémoire à expédier aux commissaires du règlement de la frontière. 258

18 octobre. Walpole à King (?). Par rapport à l'ordre de permettre le passage de deux marrons en Angleterre. "Col. Cor. N. S.," vol. 27, p. 253

1797.

19 octobre, Whitehall. King à Wentworth. Il lui expédie deux caisses contenant des instruments pour déterminer la situation de la rivière qui doit par le traité servir de frontière. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 259

20 octobre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il recommande la nomination de James Brenton au siège qui, par suite du déplacement de Strange, est vacant dans le conseil; il propose aussi de nommer conseiller Belcher. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 193

25 octobre, Halifax. Blowers à Strange. Il lui rend compte du travail de la cour durant la session de la Saint-Michel. "Col. Cor. N. S." vol. 28, p. 265

31 octobre, Windsor. G. H. Monk. Pétition adressée à Wentworth. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 2 novembre. Voir à cette date.

1er novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. La nomination d'Uniacke à l'emploi de procureur général et celle de Sterns à l'emploi de solliciteur général, sont approuvées. Le *mandamus* pour chacun d'eux sera expédié. "Col. Cor. N. S.," vol. 27, p. 188

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 260.)

2 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet, avec avis favorable, une lettre du major Monk, du Royal-Nova-Scotia, qui, pour motif de santé, désire se retirer à demi-paie. Le prince Edouard voudrait que le capitaine George Thesiger fût choisi en remplacement; cet officier a toutes les qualités requises. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 195

Incluse. Pétition du major Monk, demandant qu'on lui permette de se retirer à demi-paie. 198

2 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il a soumis au duc d'York la question, qui s'est élevée entre lui (le prince Edouard) et le gouverneur de Terre-Neuve, concernant le commandement des troupes dans l'île; il a envoyé au gouverneur des instructions faites pour obvier par la suite à ces difficultés. Il espère que le 6e régiment de la brigade irlandaise est rendu. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 185

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 261.)

4 novembre, Halifax. Pétition de Montague James et autres, au nom des marrons, qui demandent à être transportés dans une région plus chaude du globe. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 23

4 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu ses dépêches. Les miliciens ont été congédiés le 24 octobre; leur conduite a été digne de toute louange. La condition des marrons s'améliore. Détention de Quarrell pour cause de non-paiement de ses lettres par la Jamaïque. Le brick *Brothers*, avec une riche cargaison, a été intentionnellement échoué près de Liverpool, dans la province. L'équipage est en prison, attendant le procès. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 200

Incluse. Relevé des malades et du nombre des marrons, du 1er octobre au 1er novembre:—2 malades, 5 naissances depuis le dernier état; nombre total, 550. 205

7 novembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). L'"Irish Brigade" n'est pas encore arrivée. Le besoin s'en est fait bien sérieusement sentir l'été dernier, la milice ne valant pas ce qu'elle coûte. Nécessité urgente d'une seconde compagnie d'artillerie. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 189

7 novembre, Halifax. Le même à Dundas. Il lui transmet les états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 92

Incluses. Etats.

8 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il prie sa grâce d'être favorable à la pétition des officiers du Royal-Nova-Scotia. Le prince Edouard l'a recommandée au duc d'York. "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 207

Incluse. Pétition des officiers. 209

(Duplicata de la lettre et de la pétition. "A. & W. I.", vol. 598.)

1797.
8 novembre, Halifax. Wentworth à King. Changements parmi les officiers du Royal-Nova-Scotia; promotion du capitaine Thesiger. Demande faite par McLean, qui ne devrait pas être avancé, à cause de la disposition plutôt fâcheuse qu'il manifeste dans la chambre d'assemblée, dont il est membre. Citation de précédents pour montrer qu'il (Wentworth) devrait être nommé colonel du régiment, bien qu'il n'ait pas encore eu de grade militaire. Désordre au Cap-Breton. Il suggère d'y envoyer le Dr Smith en qualité de juge en chef. Mortification que les officiers du Royal-Nova-Scotia ont ressentie en voyant mettre au-dessus d'eux des officiers étrangers.
"A. & W. I.", vol. 598

15 novembre, Halifax. Rapport aux commissaires chargés d'examiner s'il est possible d'ouvrir une voie navigable de communication, à l'intérieur, entre le port d'Halifax et le bassin des Mines.—par Isaac Hildreth et Theophilus Chamberlain. Le rapport propose d'avoir vingt écluses, dont il indique la position; le parement des revêtements serait en grès taillé, et le milieu des murs en maçonnerie brute. Les écluses faites pour recevoir un bâtiment de 60 pieds de quille et 16 de bau, avec calaison de 4 à 5 pieds. Un plan accompagne le rapport. (Le rapport et le plan sont insérés, en feuillets détachés, à la fin du vol. 30 de la série "B.T.N.S."; la dernière pièce de ce volume (le rapport excepté) est datée de 1790.)
"B. T. N. S.," vol. 30

19 novembre, Halifax. Wentworth à King. Découverte d'une tentative faite par un fonctionnaire du gouvernement (son nom n'est pas mentionné) ayant un bon salaire, pour créer de la désaffection. Proposition de mesures propres à la réprimer à son début. Naufrage dans une tempête du brick *Sisters*; sauvetage de la cargaison. Maladie grave de Murray, "provost marshal" du Cap-Breton; s'il venait à mourir, il (Wentworth) recommande Brenton pour successeur. Aucune nouvelle de l' "Irish brigade"; arrivée du *Paxton*. Si le convoi de Québec n'est pas déjà rendu, il arrivera trop tard à cause de l'avancement de la saison. "A. & W. I.", vol. 598

12 décembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Ogilvie est chargé de l'administration des affaires publiques au Cap-Breton et nommé président du conseil. Mettre sous ses ordres un détachement suffisant pour défendre l'île contre toute attaque soudaine.
"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 187

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 263.)

22 décembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Une partie des hommes de la brigade irlandaise sont arrivés; on craint que deux transports ne se soient perdus. Beaucoup d'officiers étant restés en Irlande, outre environ 200 soldats qui ont été débarqués pour cause de maladie, il (le prince) espère que l'on expédiera le reste du régiment dès les premiers jours de mars. Il met sous ce pli l'évaluation des dépenses de l'achèvement des travaux; des copies en ont été adressées au maître général de l'artillerie. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 193

Incluses. Estimatif des dépenses à faire pour construire des fortifications sur Citadel-Hill, sur l'île George, une nouvelle tour à Point-Pleasant et des casernes destinées à l'artillerie. 195

Extrait d'une lettre du prince Edouard au maître général de l'artillerie, du 16 décembre, transmettant des évaluations pour l'achèvement de travaux divers. "Col. Cor. N. S,", vol. 31, p. 100

25 décembre, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui transmet les états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 100

Incluses. Etats.

27 décembre, Halifax. Wentworth à King. Les instruments pour le levé du plan de la rivière Sainte-Croix ont été reçus. On a besoin d'un exemplaire des ouvrages de Champlain. Naufrage de la frégate *Tribune*; presque tous les officiers et soldats à bord ont péri. Discipline du Royal-Nova-Scotia en

1797. portant secours; dans ce sauvetage le régiment a perdu un officier, deux sergents et quatre soldats. Ci-inclus des papiers sur ce sujet avec des observations. Le régiment fait presque tout le service d'avant-poste. Les transports de l' "Irish Brigade" sont rendus en sûreté dans le port, à l'exception de l'*Elizabeth*. Le *Briton* est en détresse à Liverpool; l'*Earl of Moira* est allé à son secours. Un East-Indianman américain est échoué à Shelburne; il avait été séparé d'un autre bâtiment de même provenance, qui est dans un danger encore plus grand. Des ordres ont été expédiés pour les secourir. Les navires marchands à destination de Québec n'étaient pas arrivés dans le Saint-Laurent à la fin de la saison de navigation. Besoin d'escorte pour des bâtiments d'Halifax. Etat de santé de lady Wentworth, etc. "A. & W. I.", vol. 598

Incluses. Ordre général du prince Edouard remerciant les officiers et les soldats qui ont été porter secours à la frégate *Tribune*; le prince déplore la mort du lieutenant James, de deux sergents et de quatre soldats du Royal-Nova-Scotia, qui se sont noyés en aidant au sauvetage; leurs veuves et orphelins recevront des rations gratuites de vivres. Le capitaine Cochrane a demandé (le 18 décembre) un détachement du Royal-Nova-Scotia pour faire service de soldats de marine sur le bâtiment de S. M. le *Driver*.

Lettre du capitaine Hardy à Wentworth (21 décembre). Bonne conduite du détachement du Royal-Nova-Scotia faisant service de corps de marine à bord du bâtiment de S. M. *Thisbé*.

Murray, officier supérieur de port à Halifax (13 décembre). Eloge de la conduite des officiers et soldats du Royal-Nova-Scotia en portant secours à l'équipage de la *Tribune*.

Charles Fraser, douanier de Parrsborough. Services utiles rendus par le régiment en assistant les préposés des douanes.

28 décembre, Whitehall. King à Wentworth. Il lui communique copie d'une lettre de Freeling, secrétaire au ministère des postes, portant de ne jamais détenir les paquebots, hors les cas où l'intérêt du service en fait une nécessité. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 264

1798.

5 janvier. Comptes des provisions distribuées aux sauvages. Pièces incluses dans une dépêche de Wentworth, du 24 avril. Voir à cette date.

16 janvier, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui transmet les état mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 103

Incluses. Etats.

4 février, Tunbridge-Wells. Cumberland à King. Il est incapable de souffrir que les lettres de change ne soient pas honorées lorsqu'il a le pouvoir de l'empêcher. Le crédit de 1796 est arrêté depuis plus d'une année. Il désire que le gouverneur, à l'avenir, fasse ses premières lettres au 30 juin, en sorte qu'il y ait de grandes chances pour qu'elles ne se présentent pas avant que les fonds soient prêts. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 263

6 février, Halifax. Brenton à King. A propos de sa nomination (Brenton) à la charge de juge en chef du Cap-Breton. 274

6 février, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Il lui transmet les états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 106

Incluses. Etats.

7 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. La nomination de Brenton a été approuvée. Le roi ne peut accorder aux officiers du Royal-Nova-Scotia d'avoir rang dans l'armée, encore que Sa Majesté apprécie leurs services. Ce qu'il (Wentworth) mande de la milice et de l'*Earl of Moira* est tout à fait satisfaisant. Il (Portland) représentera à Balcarres que l'assemblée de la Jamaïque doit de toute nécessité pourvoir aux dépenses des marrons. Le capitaine George Thesiger sera nommé major du Royal-Nova-Scotia, en remplacement de Monk, admis à la demie-paie. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 1

1798.

(Copie . "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 265.)

8 février, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il a transmis au "Board of Ordnance" sa demande d'une deuxième compagnie d'artillerie; en ce moment, il serait inopportun de faire partir un détachement de l'"Irish Artillery." Reçu avis de l'arrivée de tous les transports avec le 6e régiment, à l'exception d'un seul, qui aurait fait relâche à la baie de Plaisance. Le résultat de l'examen des estimatifs par le *board* de l'artillerie lui sera communiqué (au prince). "Col. Cor. N. S." vol. 30, p. 217

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 267.)

1er mars, Halifax. Etat du nombre, etc., des marrons, du 1er février au 1er mars. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 10 mars. Voir à cette date.

7 mars, Halifax. Blowers à King. Il le remercie de ses bons offices et recommande Brenton pour la charge de juge en chef du Cap-Breton.
"Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 276

7 mars, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Remerciements à l'occasion de sa nomination de juge en chef. 278

8 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Pour épargner les frais importants de la protestation, il a conseillé à la trésorerie de payer les lettres reçues sans l'avis; toutes les lettres tirées doivent être accompagnées des pièces comptables nécessaires. 5

(Copies. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 143 et "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 269.)

10 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il lui adresse copie d'une lettre de Sewell, agent de la Jamaïque, disant que la dépense des marrons et sa durée excèdent de beaucoup les prévisions de l'assemblée jamaïquaine. Il (Wentworth) se rappellera que ses instructions lui enjoignent de ne se mêler des affaires de ces nègres que dans le cas où le lieutenant-gouverneur l'inviterait à fournir avec lui à leur subsistance, pour qu'ils puissent se mettre en état de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins le plus tôt possible. "Col. Cor. N. S.," vol. 28, p. 3

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 270.)

10 mars, Halifax. Wentworth à King (lettre personnelle). L'état de santé de lady Wentworth demande qu'elle parte tout de suite pour l'Angleterre. Ci-incluse une lettre de Brenton qui accepte la charge de juge en chef du Cap-Breton. Les nègres marrons sont paisibles et soumis; ils n'ont pas souffert de l'âpreté de l'hiver; mais il y a des gens qui méchamment cherchent à les exciter au mécontentement. Un corsaire français a essayé d'intercepter le paquebot, qui lui a échappé et est arrivé sauf. Détails sur les actes de désobéissance de Tonge, officier de port. Il (Wentworth) le prie (King) de prendre en sa protection Cunningham, qui passe en Angleterre pour le règlement de certaine réclamation; le prince Edouard lui recommande cette affaire très chaleureusement. La situation des choses au Cap-Breton est fâcheuse. McKinnon, le secrétaire, est en prison. Si l'île est rendue à la province de la Nouvelle-Ecosse, il (Wentworth) verrait avec plaisir Coxe avoir un emploi. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 31

Etat du nombre des marrons et de celui de leurs malades, entre le 1er février et le 1er mars. 37

18 mars, Tunbridge-Wells. Cumberland à King. Il n'est pas en état de fournir, selon sa demande, les noms des personnes inscrites sur la liste civile de la Nouvelle-Ecosse qui sont comprises dans le budget parlementaire.
"Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 268

19 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il lui envoie copie de l'article explicatif mis au traité avec les Etats-Unis.
"Col. Cor. N. S.", vol. 2, p. 292

21 mars, Whitehall. Le même à Walpole. La pétition des nègres marrons est égarée; il le prie de lui en procurer une copie authentique.
"Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 231

1798.

(Copie, "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 273.)

22 mars, Londres. Walpole au Secrétaire d'Etat (Portland). La copie et l'original de la pétition (des marrons) sont identiques; il les a comparés ensemble. S'il (Portland) en veut une autre copie, on la fera venir d'Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 233

Lettre sans date ni signature; mais ces mots sont écrits au dos : "Hon. Mr Walpole"; et c'est évidemment la réponse à la note de Portland de la veille, 21 mars.)

23 mars, Bruton-Street. Walpole au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet une copie de la pétition des marrons. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 270

24 mars, Whitehall. King à Wentworth. Confusion où l'on est par rapport à l'affaire des marrons, et qui est due à la perte d'une pétition remise par Walpole à Portland. "A. & W. I.", vol. 598

26 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Walpole. Il voudrait savoir si le marron qui a apporté la pétition peut justifier qu'elle est authentique et a été signée de Fitzgerald, conformément à la mention qu'elle contient. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 235

(Copie. Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 274.)

4 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Dépense énorme occasionnée par les marrons, et durée prolongée de cette charge. Son devoir (Wentworth) comme lieutenant-gouverneur envers eux. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 25

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 275.)

4 avril. Copie des accusations formulées contre la gestion des affaires des marrons. Avait été transmise à Wentworth le jour indiqué en marge. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 29

6 avril, Park-Lane. Walpole au Secrétaire d'Etat (Portland). Le marron qui a remis la pétition est retourné à Halifax. Impossible par conséquent d'avoir de lui l'information demandée. 239

18 avril, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Sewell. Il a présenté au roi l'adresse collective du conseil et de l'assemblée de la Jamaïque, demandant que quelque marque de faveur soit conférée au comte de Balcarres; et Sa Majesté l'a gracieusement reçue. 250

19 avril, George-Street. Sewell à King. Il lui donne communication d'un extrait d'une lettre de Wentworth à lord Balcarres, datée d'Halifax le 4 août 1797, au sujet des marrons. "A la fin, ils se laissèrent gagner à faire des plaintes. "Des pétitions au roi se préparèrent en secret, qu'on sut perfidement "me cacher, et sous la direction de Mr Ochterlony elles furent envoyées "à Londres." "Col. Cor. N. S.", vol. 27, p. 226.

(L'année n'est pas marquée sur la lettre; mais la mention de celle de Wentworth du mois d'août 1797, indique qu'elle a été écrite en 1798. Elle porte seulement la date du mois.)

21 avril, Halifax. Le lieutenant Allen à Wentworth. Lettre incluse dans celle de Wentworth du 24 avril. Voir à cette date.

23 avril, Halifax. Blowers à King. En cas que sa lettre du 7 mars ne se soit pas rendue, il répète ses accusés de réception et expédie un duplicata de sa lettre au secrétaire d'Etat. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 282

23 avril, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu ses dépêches. Il insiste encore sur le besoin de tous les renforts qu'il a si souvent sollicités. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 219

23 avril, Halifax. Le même à Dundas. Il lui transmet les états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 109

Incluses. Etats.

23 avril, Halifax. Le même au même. La première partie du régiment de l'"Irish Brigade" est rendue ici depuis la fin de novembre dernier; le reste n'a été rassemblé que ces semaines dernières après toutes sortes d'allées et venues sur la côte. Les hommes n'ont pas plutôt commencé le service, qu'ils

1798.

ont l'ordre de repartir. Pour pouvoir faire une résistance effective, il faut deux régiments, avec une seconde compagnie d'artillerie. Page 112

24 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Brenton désire exprimer combien il est sensible à l'honneur qu'on lui a fait en le nommant au conseil en remplacement de Strange. Les officiers et soldats du Royal-NovaS-cotia donnent une semaine de leur paie (£199.12.10), pour les nécessités du service public, et le capitaine Allen, du même régiment, renonce à la moitié de sa paie pendant toute la durée de la guerre. La Jamaïque n'ayant pas pourvu à la subsistance des marrons, il lui a fallu (Wentworth) tirer sur la trésorerie. Il a déjà écrit plusieurs fois au gouverneur de la Jamaïque que toutes dépenses faites pour ces nègres sont à la charge et au compte de l'île. Ci-inclus les comptes et justifications des sommes déboursées pour les sauvages.

"Col. Cor. N. S." vol. 28, p. 39

Incluses. Lettre du lieutenant John Allen à Wentworth, du 21 août. Il abandonne la moitié de sa paie à la caisse militaire. 44

Comptes et justifications des sommes déboursées pour les sauvages. 46–84

3 mai, Cole-Harbour. Le Dr Oxley à Wentworth. Pièce incluse dans une dépêche de Wentworth du 23 juin. Voir à cette date.

10 mai, Halifax. Pétition du capitaine John Solomon. Incluse dans la même lettre du 23 juin. Voir à cette date,

12 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Les habitants d'Halifax ont souscrit pour près de £4,000 sterling pour aider le gouvernement à soutenir la guerre. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 88

12 mai, Halifax. James Stewart à Thomas Coutts. Il a l'espoir de succéder à l'emploi de solliciteur général de la Nouvelle-Ecosse et le prie (Coutts) d'en informer King. 286

12 mai, Halifax. Le Prince Edouard à Dundas. Envoi des états mensuels.

"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 118

Incluses. Etats.

17 mai. Extrait d'une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse à l'archevêque de Canterbury. Il demande, vu sa santé défaillante et son grand âge, qu'il lui soit permis d'avoir l'aide d'un délégué.

"Col. Cor. N. S.," vol. 28, p. 314

24 mai, Halifax. Blowers à King. Il recommande James Stewart pour successeur de Sterns, décédé, à l'emploi de solliciteur général. 292

25 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Il lui communique copie d'une dépêche à Prescott, qui informe celui-ci que Terre-Neuve est exceptée de son commandement. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 223

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 277.)

31 mai, Parliament-Street. Lettre sans signature (Dundas ?) au Prince Edouard. Il est impossible pour le moment de satisfaire à ses réquisitions de troupes.

"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 114

7 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il a écrit à la trésorerie qu'il ne peut recommander le paiement des lettres tirées pour les marrons, dont les dépenses sont à la charge de la Jamaïque. La législature de l'île a voté un crédit pour jusqu'à juillet prochain et il ne doute pas que Balcarres ne la décide à le continuer. Il (Portland) a conseillé de payer la lettre tirée pour l'*Earl of Moira*, qui accuse une dépense excédant de beaucoup la moyenne. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 85

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 278.)

7 juin, Londres. Coutts à King. Il le prie de lire la lettre de Stewart ci-incluse.

"Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 284

(Voir à la date du 12 mai.)

8 juin, Preston. Le Capitaine Howe à Wentworth. Lettre incluse dans la dépêche de Wentworth du 23 juin. Voir à cette date.

1798.
8 juin, Londres. Coutts à King. Stewart demande à succéder à Sterns, dont on s'attendait à apprendre la mort d'un jour à l'autre. Il espère (Coutts) que Portland voudra mander à Wentworth son agrément pour cette nomination. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 288

Les pièces suivantes étaient renfermées dans la dépêche de Wentworth du 23 juin. (Voir à cette date.)

Adresse du conseil législatif, en date du 11 juin.

Lettre de Moody à Wentworth, du 12 juin.

Id. d'Oxley au même, du 16 juin.

Id. de capitaines de vaisseau à l'amiral Vandeput, du 16 juin.

Id. de l'amiral Vandeput à Wentworth, du 17 juin.

Id. du Rév. Benjamin Gerrish Gray au même, du 18 juin.

Etat d'embarquement, du 19 juin.

Lettre de T. Chamberlain à Wentworth, du 20 juin.

Id. de Hartshorne et Tremain au même, du 20 juin.

Id. de Bulkeley au même, du 20 juin.

Id. de Wentworth à l'amiral Vandeput, du 20 juin.

20 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Sewell, agent de la Jamaïque. A propos des nègres marrons. Qu'il est nécessaire que la législature de la Jamaïque fournisse à leur entretien. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 281

22 juin, Halifax. Leonard à King. Il a tiré sur lui une lettre de £500. Point de bâtiment ou embarcation disponible. Il lui faut visiter tous les ans la côte entière; sans quoi il ne pourrait remplir les intentions du gouvernement. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 294

Incluse. Correspondance entre Liston, Temple et Leonard sur le commerce et la pêche dans l'Amérique du Nord. 296

22 juin. William Timms "messenger". Pétition où il demande un supplément d'allocation de £9.10 par mois pour cinq mois, pendant lesquels il a eu la garde d'un prisonnier d'Etat. 306

23 juin, Halifax. Certificat de Richard Ancell, attestant que les "messengers" qui ont eu la garde des prisonniers d'Etat en 1794 avaient une allocation de £20 par mois. Timms est le seul qui ne l'a pas eue. 304

(La pétition est sans date; le certificat, qui apparemment l'accompagnait, porte la date indiquée en marge.)

23 juin, Halifax. Requête de Leonard, sollicitant l'appui de Portland pour être mis en mesure d'exécuter les ordres du roi. Il lui faut un navire et des chaloupes absolument à sa disposition. 308

23 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il se confirme dans sa première opinion sur l'état des marrons. Ci-incluses des lettres de personnes employées parmi eux. 93

Incluses. Lettre de Howe à Wentworth, du 8 juin. Il y décrit les efforts faits par Ochterlony pour répandre des sentiments de mécontentement parmi les marrons, et ses propres efforts pour réaliser les plans de Wentworth en vue de leur bien. 99

Id. de Hartshorne et Tremain à Wentworth. Ils lui envoient ci-inclus un certificat que les prix des farines, etc., fournies par eux aux marrons étaient plus bas que ceux établis par la taxe du pain. C'est la réponse aux personnes qui l'accusent (Wentworth) d'avoir acheté d'eux quand d'autres offraient leurs farines, etc., à meilleur marché. 105

Cette lettre renferme le certificat. 106

Id. du Dr Oxley à Wentworth, du 16 juin. Ayant vu la lettre anonyme reçue par lui (Wentworth), laquelle l'attaque (Wentworth) et tous ceux qui ont eu affaire aux marrons, il relate en détail les mesures prises pour leur bien et dénonce les desseins d'Ochterlony pour en empêcher l'effet. 107

Id. de John Moody à Wentworth, du 12 juin. Comme on accuse tous les membres de la commission relative aux marrons d'être animés par

1798. des motifs intéressés dans leurs efforts pour les établir, il estime que chaque commissaire a le devoir de justifier sa conduite.
" Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 112

Id. du Rév. Benjamin Gerrish Gray au même. Il se défend lui-même et le défend (Wentworth) contre les imputations anonymes au sujet de leur gestion de l'affaire des marrons. 115

Id. de Chamberlain au même, du 20 juin. Son indignation contre ceux qui l'accusent (Wentworth). L'insuccès de ses efforts est dû à la conduite déloyale d'Ochterlony. Détails sur le travail qui a été fait. 123

Id. d'Oxley au même, du 3 mai. Il voudrait bien n'être pas obligé d'occuper une partie de l'école, comme il en a eu l'ordre de Howe. 162

Requête en date du 10 mai, du capitaine Solomon, qui demande une promotion. 164

23 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). L'assemblée générale s'est réunie le 8. Ci-incluses ses délibérations. Le capitaine Fawson du *Moira* a eu un engagement avec un corsaire français, qui a réussi à s'échapper. Grâce la présence du brig, trois navires non armés, que le corsaire était venu guetter au passage, sont arrivés sans accident. 137

Incluses. Journal de l'Assemblée. 141

Adresse du Conseil législatif, du 11 juin. 144
(Extrait du Journal.)

Lettre de Wallace à Wentworth, du 23 juin. Il a reçu une grande partie de la souscription pour la guerre en lettres de change, de sorte qu'il n'aura à demander au sous-payeur que pour £1,000 sterling environ de lettres. 148

Le même au même (lettre sans date). Il met sous ce pli des lettres de change, se montant à £2,621.10s.11d. sterling, à compte sur la contribution volontaire pour aider au gouvernement à supporter les charges de la guerre. 146

Etat d'embarquement au 19 juin du Royal-Nova-Scotia pour le Cap-Breton. 150

Récit paru dans le *Weekly Chronicle* du 23 juin de la remise d'un drapeau au Royal-Nova-Scotia par le prince Edouard. 153

23 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Le vice-amiral et les capitaines de vaisseaux sur la station estiment que Bulkeley est au-dessous de sa place de juge de vice-amirauté, et demandent que Brenton soit délégué pour en faire la fonction. Il (Wentworth) transmet les représentations qu'il a reçues d'eux. 154

Incluses. L'amiral Vandeput à Wentworth. Il lui transmet des lettres des capitaines sous son commandement, et le prie de vouloir bien redresser le grief dont ils se plaignent. 156

Les capitaines des vaisseaux dans le port d'Halifax à Vandeput, le 16 juin. Ils se plaignent que plusieurs décisions récentes de la cour d'amirauté paraissent se contredire, et que par suite leurs intérêts et ceux des autres officiers, ainsi que des équipages, sont matériellement atteints et lésés. Ils demandent qu'une enquête soit ouverte. 156 A

Wentworth à Vandeput, le 28 juin. Sa lettre et celle des capitaines ont été communiquées au conseil. Ci-incluse la réponse de Bulkeley. 158

Bulkeley à Wentworth, le 20 juin. Les officiers ont le remède ordinaire de droit pour tout ce dont ils se plaignent : c'est l'appel. 157

26 juin, Halifax. Wentworth à King. Il le prie de présenter la pétition incluse à Portland. Il recommande Barclay comme ayant toute compétence pour l'emploi de consul à New-York. Les Etats-Unis sont presque, sinon tout à fait en guerre avec la France. 160

1er juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Le zèle des officiers et soldats de son régiment et les souscriptions volontaires des habitants de

1798.

la Nouvelle-Ecosse, sont des sujets de grande satisfaction pour le roi. Comme il n'y a pas de fonds de la Jamaïque applicables au paiement des lettres tirées pour les nègres marrons, il (Portland) a recommandé à la trésorerie de les payer, pour l'honneur de la Jamaïque. Il espère que l'île aura envoyé un agent convenable chargé de pourvoir à la subsistance des marrons. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 90

(Copie. "Col. Off. N. S,", vol. 2, p. 286.)

4 juillet, Whitehall. King à Leonard. Il lui transmet une lettre du commissaire de la douane sur la nomination des adjoints et lui demande de faire rapport sur ce sujet. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 289

5 juillet, Portland-Place. Samuel Rogers à King. Reçu une lettre de Leonard, datée de Boston le 15 mai, et disant qu'il a fait son possible depuis son emprisonnement en France pour se rendre à son poste, et qu'enfin il allait ce jour-là s'embarquer pour le Nouveau-Brunswick. "Col. Cor. N.S.", vol, 28, p. 290

7 juillet, Halifax. Journaux du Conseil législatif et de l'Assemblée. Documents inclus dans une dépêche de Wentworth du 20 novembre. Voir à cette date.

31 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Des copies de ses lettres et de leurs incluses, relatives aux marrons, ont été adressées à Balcarres, ainsi que la correspondance avec Sewell. Il espère que la Jamaïque verra les choses sous le jour convenable. Faire un rapport et y joindre les comptes. Le roi est satisfait de l'esprit de loyalisme qui anime la législature et des souscriptions volontaires qui ont lieu dans la province. Il (Portland) a transmis à l'amirauté la dépêche concernant l'établissement d'une cour de la vice-amirauté à la Nouvelle-Ecosse.

"Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 166

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 291.)

1er août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. A l'égard de l'affaire d'Hallowell, quoique la loi restrictive défende toute nouvelle concession de terre, elle n'empêche pas cependant de rendre justice à celui qui souffre un dommage par la faute de l'arpenteur. Il (Wentworth) devra donc donner l'ordre d'arpenter, etc., une quantité de terrain égale à celle dont Hallowell a été privé, et lui permettre de l'occuper jusqu'à ce que, la loi restrictive étant révoquée, il puisse lui en faire une concession perpétuelle. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 170

(Copie . "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 294).

2 août, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) au Prince Edouard. Ses représentations au sujet du renfort nécessaire dans la Nouvelle-Ecosse ont été communiquées à Dundas. Renvoi à une dépêche précédente sur le commandement de Terre-Neuve. "Col. Cor. N. S.", vol. 30,p. 225

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 297.)

14 août, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu sa dépêche. Il existe plusieurs abus patents dans le département militaire de Terre-Neuve ; son dessein était de les signaler aux ministères intéressés ; mais, après la lettre de sa grâce, il n'a pas à s'en ingérer.

"Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 227

14 août, Halifax. Le même à Dundas. Il a conscience d'avoir fait son devoir en exposant l'insuffisance des moyens de défense à sa disposition, et ne peut que regretter vivement que l'on ne puisse lui fournir tout le renfort demandé.

"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 121

14 août, Halifax. Le même au même. Il lui transmet les états mensuels. 123

Une lettre sans date annonce l'envoi d'états de novembre 1797 à août 1798 pour l'île Saint-Jean. 128

Dans les deux cas, les états suivent.

15 août, Fenchurch-Street. Philip Sansom à King. Il voudrait savoir si la lettre de £500 de Leonard sera payée à l'échéance. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 310

16 août, Halifax. Wentworth à King. Il est empêché par la maladie d'écrire d'une manière officielle. Les habitants de la province ont souscrit pour 500

1798. guinées pour donner une étoile en diamants au prince Edouard. La souscription volontaire en aide au gouvernement continue à grossir. Les Etats-Unis demandent à emprunter des canons français, apportés de Charleston à Halifax. Liston est d'avis de les leur prêter, disant que l'on servirait par là les intérêts du roi dans toute l'Amérique. Le prince Edouard a fait une chute de cheval. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 175

Incluses. Adresse du gouverneur, du conseil et de l'assemblée au prince Edouard, en lui offrant une étoile de diamants, et réponse du prince. 181

Wallace au gouverneur. Il fait, par la *Resolution*, une remise d'environ £900 sterling en effets publics au pair, à compte sur la souscription volontaire pour la guerre. 183

19 août, Clandon-House. L'Archevêque de Canterbury au Secrétaire d'Etat (Portland). Il met sous ce pli un extrait d'une lettre reçue récemment de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse, et appuie la demande qu'elle contient. 312

24 août, Halifax. Halliburton, chirurgien, au Dr Nooth. Détails sur l'état du prince Edouard. Incluse d'une dépêche de Wentworth, du 12 septembre. Voir à cette date.

La même lettre en renferme une du chirurgien Almon au Dr Nooth, du 25 août ; une du prince Edouard à Wentworth, en date du 26 août, et une autre du même à Prescott, du 29 août.

1er septembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a fait une chute de cheval et ses médecins lui conseillent fortement de s'en aller en Angleterre. Ci-incluse une lettre au roi. Il réclame ses bons offices (Portland) s'il lui fallait quitter le commandement sans en avoir eu la permission. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 173

3 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Les canons français qui seront prêtés aux Etats-Unis, devront se rapporter à Halifax quand on les redemandera. Il (Wentworth) veillera à la livraison des pièces. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 173

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 298.)

12 septembre, Halifax. Wentworth à King. Il est encore malade et incapable de compléter ses comptes publics. Le prince Edouard a beaucoup souffert des suites de son accident. Barclay est innocent de tout ce dont l'accuse l'anonyme qui signe "Philoclès". "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 185

Incluses. Halliburton, chirurgien, au Dr Nooth, le 24 août. Détails sur l'état du prince et sur les moyens pris pour lui donner du soulagement. 192

Almon, chirurgien, à Nooth, le 25 août. Il lui rend compte de l'accident arrivé au prince ; nature des lésions et traitement suivi. 194

Le prince Edouard à Wentworth, le 26 août. MM. Halliburton et Almon lui conseillant de retourner en Angleterre en conséquence de son accident, il désire consulter le Dr Nooth et le prie (Wentworth) de permettre que le brig *Moira* aille le chercher à Québec. 190

Lettre (non signée) du prince Edouard à Prescott du 29 août. Il a eu un accident très sérieux—une chute où son cheval est tombé sur lui,—et il demande que le Dr Nooth soit envoyé à Halifax. Si ce médecin lui conseille, comme les autres ici, de s'en aller en Angleterre, il le prie (Prescott) de consentir à ce qu'il se démette de son commandement. 196

12 septembre, Halifax. Le même à Dundas. Il lui transmet les états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 150

Incluses. Etats.

26 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu sa dépêche. Il regrette que les exigences du service public ne permettent point d'expédier les renforts nécessaires pour la protection d'Halifax et de la province entière. "Col. Cor. N. S." vol. 30, p. 213

1798.

26 septembre, Halifax. Le même au même. Comme le Dr Nooth est aussi d'avis qu'il parte, il s'embarquera le 12 octobre sur la frégate *Topaz*. Il espère qu'il (Portland) voudra disposer le roi à le recevoir favorablement après une absence de treize années et demie. Page 231

29 septembre, Halifax. Récit, emprunté au *Weekly Chronicle*, d'un ouragan épouvantable arrivé le 27. Pièce incluse dans une dépêche de Wentworth, du 30 septembre. Voir à cette date.

30 septembre, Halifax. Wentworth à King. Le prince Edouard partira pour l'Angleterre sur la frégate *Topaz* vers le 10 ou le 14 octobre. Grande destruction par un ouragan effroyable qui a passé sur la ville et le port. Il (Wentworth) introduit Lawrence Hartshorne, riche négociant, qui lui donnera des détails sur les dommages causés par la tempête.
"Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 200

Incluse. Description de l'ouragan. 205

3 octobre. Copie d'une obligation signée par le secrétaire de la guerre des Etats-Unis.

15 octobre, Boston. Liston à Wentworth.
Les deux documents qui précèdent étaient contenus dans une dépêche de Wentworth, du 17 novembre. Voir à cette date.

16 octobre, Halifax. Le Prince Edouard à Wentworth. Il lui transmet les états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 153

Incluses. Etats.

19 octobre, Isleworth. Blair à King. Le *mandamus* pour la concession de terre, transmis par le bureau du conseil privé le 6 février 1791 et qu'il (Blair) l'avait prié d'expédier au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, n'avait pas encore été reçu le 18 juin 1798. "Col. Cor. N. S.", vol, 28, p. 316

25 octobre, Providence, R.-I. Déclaration touchant la véritable rivière Sainte-Croix. Pièce incluse dans la dépêche de Wentworth du 17 novembre. Voir à cette date.

2 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Rapport sur l'état du conseil. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 211

9 novembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il a été informé par la trésorerie que des lettres avaient été tirées pour les dépenses de l'*Earl of Moira*. Sa surprise en découvrant combien elles se sont accrues depuis qu'on l'a autorisé (Wentworth), pour la première fois en 1794, à employer ce bâtiment. Il lui demande d'en expliquer la cause. Les comptes, d'ailleurs, ne sont pas satisfaisants. 206
(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 300.)

10 novembre, Whitehall. King à Wentworth. Il transmet un rapport de l'"advocate general," disant qu'il ne paraît pas y avoir de raisons suffisantes pour justifier Bulkeley de se faire remplacer par Brenton dans les fonctions de juge de la cour de vice-amirauté. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 304

10 novembre. Halifax. ——— à Dundas. Il lui transmet les états mensuels.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 156

Incluses. Etats.

12 novembre, Halifax. Pétition de Moses De les Dernier. Incluse dans une lettre du capitaine George du 26 juillet 1799. Voir à cette date.

14 novembre, Halifax. Pétition de John Butler et George Thesiger à Wentworth en obtention d'une concession de terre. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 208

17 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Sa santé continue à être mauvaise. Il le supplie d'être indulgent s'il tarde à rendre compte de la chose publique. Bulkeley a autorisé Brenton à agir comme son suppléant dans la cour de la vice-amirauté et lui abandonne tous les émoluments de l'office. Ci-inclus des relevés et justifications des dépenses faites pour les marrons, qui font preuve de plus d'activeté et s'établissent pour tout de bon. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 213
(Une lettre de Portland du 4 janvier 1799 contient un extrait de cette dépêche.)

1798. *Incluses.* Copie de l'engagement, signé par le secrétaire de la guerre des Etats-Unis, de débarquer l'artillerie que leur prête le gouvernement britannique, à leurs frais, à tout endroit des possessions américaines de Sa Majesté qui sera indiqué, en cas de réquisition des pièces. 220

(Autre copie. P. 224.)

Liston à Wentworth, 15 octobre. Le président envoie à Halifax deux navires armés, chercher les canons qui ont appartenu au *Foudroyant*. 218

Déclaration des commissaires chargés de décider sur la véritable rivière Sainte-Croix. Datée du 25 octobre. 216

17 novembre, Halifax. Le Brigadier Murray à ———. Il a remis pièces de canon et boulets au capitaine Sever, suivant un arrangement fait par le prince Edouard avant son départ pour l'Angleterre. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 222

17 novembre, Old-Brompton. Richard Bulkeley à King. Des plaintes ayant été faites à Portland, au sujet des actes de la cour de l'amirauté en la Nouvelle-Ecosse, et ces plaintes étant de nature à faire tort au juge (son père), il espère que l'on voudra l'admettre à répondre aux accusations qu'elles contiennent. 318

20 novembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet les procès-verbaux de l'assemblée générale, et la liste des lois passées, avec des observations. "Col. Cor. N. S.", vol. 33, p. 35

Incluses. Journal du Conseil législatif, du 8 juin au 7 juillet. 99

Id. de l'Assemblée, même période. 130

10 décembre, Halifax. Wentworth à King. Affaires de famille. On rapporte que Temple est mort à New-York. Il (Wentworth) recommande Barclay pour l'emploi de consul en remplacement de Temple. Il déplore les dissensions qui se produisent à Québec. (Sur les querelles entre Prescott et son conseil, voir les *Archives*, série Q, vol. 80 à 83.) Inconvénient du retard mis à envoyer le budget. Changement aux Etats-Unis dans la disposition du public envers la Grande-Bretagne et plainte qu'occasionne le fardeau des taxes. Il y a 300 familles qui demandent à venir des Etats-Unis à la Nouvelle-Ecosse; si on leur donnait des terres, quelle importance aurait leur immigration "A. & W. I.", vol. 598

18 décembre, Clermont, N.-E. Pétition de l'Evêque de la Nouvelle-Ecosse pour la nomination d'un commissaire ecclésiastique, avec traitement. "Col. Cor. N. S." vol. 34, p. 445

28 décembre. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse à la "Society for the Propagation of the Gospel." Les missionnaires n'ont reçu aucune allocation du gouvernement, le budget de 1798 n'étant pas arrivé. Il vaudrait mieux, pour leur commodité, leur permettre de tirer lettres sur l'agent provincial à Londres. Il (l'évêque) espère que la société voudra aider à obtenir ce changement. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 253

Sans date. Pétition des marrons, se plaignant qu'on les ait amenés de la Jamaïque à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 18

1799. (Duplicata. P. 272.)

3 janvier, Whitehall. King à Wentworth. Il lui transmet le budget pour 1799. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 305

4 janvier, Londres. Thornton au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet une pétition des marrons qui sont dans la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 210

Incluse. Pétition (sans date) à la chambre des communes. 212

4 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Thornton. Il accuse réception de la pétition, mais il doute de son authenticité. Ci-inclus, à ce propos, un extrait d'une lettre de Wentworth du 17 novembre 1798, montrant ce que celui-ci pense des progrès des marrons. Il va expédier à Wentworth la pétition et lui écrire. 215

Incluse. Extrait d'une lettre de Wentworth. Voir la lettre entière à la date du 17 novembre.

1799.

11 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Donner sans condition aux Etats-Unis, au lieu de les leur prêter, les canons français qui sont à Halifax. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 306

17 janvier, Whitehall. Le même au même. Il lui transmet une pétition adressée comme venant des marrons, et lui demande de s'assurer si elle est bien d'eux et comment elle a pu être envoyée à son insu. Faire rapport sur l'état des marrons. Quand peut-on compter qu'ils pourront pourvoir eux-mêmes à leur subsistance ? "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 1

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 307.)

20 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Barclay va être nommé au conseil. Sa satisfaction (Portland) en apprenant l'esprit de fidélité, l'harmonie et la prospérité qui règnent dans la province. Renvoi à certaines lettres antérieures au sujet des marrons. Il ignore quel crédit a été voté par l'assemblée de la Jamaïque. User de précaution dans la dépense. Il a fait part à Grenville du passage de la dépêche relatif aux opérations de la commission des frontières.
"Col. Cor., N. S.", vol. 29, p. 3

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 308, où la lettre est datée du 21.)

25 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il a transmis les comptes aux différents départements pour qu'ils les examinent. Nécessité de fournir toujours les pièces justificatives.
"Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 311

Même jour. Copie transmise à Wentworth d'observations sur les comptes par lui envoyés, par rapport aux marrons.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 8

24 février, Whitehall. King à Portland (sans signature ni adresse). Il lui envoie copie de la "résolution" de la compagnie de Sierra-Leone, avec une note de Thornton relative aux marrons dans la Nouvelle-Ecosse. Il conseille de les ôter de cette province, parce qu'au rapport de Butler, jamais ils ne s'y établiront à demeure et que l'on ne peut se fier, pour ce qui les regarde, au jugement de Wentworth. 220

Incluses. Thornton à King. Il met sous ce pli copie d'une "résolution" des directeurs de la "Sierra-Leone Company" concernant les marrons. Un navire va probablement partir pour l'Afrique dans peu; et l'on désirerait profiter de l'occasion pour faire parvenir des instructions, si possible. 224

Résolution prise par les directeurs. Ils sont prêts à se charger de la surveillance et direction des marrons, si on les place dans le voisinage de la colonie. 226

5 mars, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à la Compagnie de Sierra-Leone. Il la remercie de sa communication au sujet de la proposition de transplanter les marrons de la Nouvelle-Ecosse en Afrique. Importance d'un pareil "settlement". Qu'il faut se hâter d'en réaliser le dessein. On voudra, il l'espère, envoyer au gouverneur des instructions de s'assurer la possession de quelque île sur la côte, convenable à l'établissement des marrons. La dépense ne pourrait-elle se payer par les exportations de rhum et de tabac à la côte ? Expédier aussi les marchandises dont les marrons auraient besoin. Mais ils emporteront avec eux les instruments de culture et les objets les plus nécessaires. La fourniture des vivres devra cesser aussitôt qu'ils seront en mesure de se soutenir eux-mêmes. 10

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p 312.)

11 mars, Coleman-Street. Thornton à King. A propos de l'établissement des marrons par la "Sierra-Leone Company". "Col. Cor. N. S.", vol 29, p. 228

Incluse. "Résolution" de la compagnie de Sierra-Leone, 8 mars. Elle demande que le gouvernement dépêche un cutter immédiatement à Sierra-Leone pour informer le gouverneur et le conseil du projet d'y établir les marrons. 232

1799.
19 mars, Coleman-Street. Thornton à King. Le *Triton* a ordre de se rendre à Plymouth. P. 233

22 mars, Coleman-Street. Le même au même. Il lui envoie avec la présente une lettre adressée au secrétaire d'Etat (Portland) et une copie de passages des dépêches de la compagnie de Sierra-Leone concernant l'établissement des marrons en Afrique. 235

Incluses. Lettre de Thornton à Portland. Envoi de dépêches des directeurs de la compagnie de Sierra-Leone. 237

Copie d'un passage de la dépêche de la compagnie de Sierra-Leone à son gouverneur et son conseil relatif à l'établissement des marrons. 239

3 avril, Halifax. ——— à Dundas. Envoi des états mensuels. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 159

Incluses. Etats.

10 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Comme il n'y a pas de "base coin" dans la province, il pense que la proclamation peut se retarder. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 20

13 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet les comptes et justifications, jusqu'à décembre dernier, des dépenses pour la nourriture et l'établissement des marrons. Les colons à Boydville poursuivent activement leurs travaux ; ceux de Preston nourrissent encore l'espoir de retourner à la Jamaïque. Les marrons qui refuseront de travailler ne recevront plus aucune distribution de subsistances. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 22

14 avril, Halifax. Le même à King. Etat de sa santé. Envoi de spécimens propres à faire connaître les progrès des élèves aux écoles des marrons. Difficultés avec les hommes, qui négligent les travaux de culture, espérant qu'on les laissera vivre dans l'oisiveté. L'*Earl of Moira* est attendu de New-York, avec les dépêches de janvier et février. Il (Wentworth) compte bien qu'il amènera le brig français qui embarquait des provisions pour la Guadeloupe sous des noms d'expéditeurs américains. On suppose qu'il y a des papiers importants de la "famille jacobine" cachés dans les paquets. Emprisonnement de Miller et de Parson Cossit au Cap-Breton sur une accusation insignifiante. Etat prospère de la Nouvelle-Ecosse. Ci-incluse une pétition.

Incluse. Pétition de Sybilla Margaret, veuve de Houseal missionnaire des protestants allemands à Halifax, à l'effet d'obtenir une pension.

Copies fournies par des petits garçons de l'école nègre aux examens.

La lettre et ses incluses se trouvent dans la série "A. & W. I.", vol. 598

17 avril, Gower-Street. Morice à King. Il lui envoie un extrait d'une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 251

(Pour l'incluse, voir au 28 décembre.)

25 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il est allé demeurer à la campagne pour raison de santé. La province étant partout tranquille, son séjour dans la ville n'est pas nécessaire. Il met sous ce pli une pétition de la congrégation allemande d'Halifax, qu'il recommande. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 27

Incluse. Pétition de même date de la congrégation allemande de l'église Saint-George à Halifax, demandant qu'on leur donne le Rév. George Wright pour ministre. 29

2 mai, Halifax. Vieth à l'Evêque de la Nouvelle-Ecosse. Lettre incluse dans une dépêche de Wentworth du 17 août. Voir à cette date.

4 mai, Halifax. Pétition de Margrett, veuve de Foster Hutchinson. Pièce incluse dans une lettre de Wentworth du 5 mai. Voir à cette date.

5 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu ses dépêches. Il répond, à la pétition des marrons, que sans toutes les machinations d'individus artificieux et fourbes, ils se seraient depuis longtemps accom-

1799.

modés au sol et au climat du pays. Ci-incluse une pétition de Mme Hutchinson, ainsi qu'une lettre et des pétitions des marrons.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 31

Incluses. Pétition de la veuve Hutchinson, demandant qu'on lui continue la pension que recevait son mari. 33

Pétition des marrons, du 5 mai. Ils ont besoin de plus de bestiaux; reconnaissent les bontés et libéralités de Wentworth pour eux, et désapprouvent la conduite mal avisée de leurs frères de Preston. L'école de Preston est trop loin d'eux pour être utile à leurs enfants; ils ont un grand désir de moyens d'instruction. 35

Benjamin Gray (marron) à Wentworth. Il est sur le point de se marier et désirerait avoir quelque assistance pécuniaire. La femme sait filer, tricoter, coudre, faire la cuisine et blanchir. 37

15 mai, Kensington-Palace. Le Duc de Kent à Dundas. Il lui envoie un mémoire des différents points à régler avant son départ pour l'Amérique.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 163

Incluse. Mémoire. Il désire que son commandement ait exactement la même étendue que le commandement de l'amiral sur la station d'Halifax et que les Bermudes soient comprises dans sa commission. Il demande que Terre-Neuve y soit mentionnée d'une manière claire et positive pour éviter les malentendus et les contestations avec l'amiral, et suggère qu'il y ait un commissaire général et un intendant général des casernes pour toutes les provinces nord-américaines, ces deux officiers devant être responsables de la conduite de leurs subordonnés, ce qui tendrait à prévenir les abus dans leurs départements respectifs.
"Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 165

18 mai, Madras. Strange à King. Il lui rappelle que Hutchinson a les qualités requises pour faire partie du tribunal de la Nouvelle-Ecosse.
"Col. Cor. N. S." vol. 29, p. 273

(Duplicata. Page 271.)

18 mai, Madras. Le même à Wickham. Il recommande Foster Hutchinson (qui descend en ligne droite du gouverneur Hutchinson du Massachusetts) pour la fonction de juge du banc de la Nouvelle-Ecosse, et le prie (Wickham) de le dire à Portland et à King. 281

21 mai, Clermont, N.-E. L'Evêque de la Nouvelle-Ecosse à Vieth. Lettre incluse dans une dépêche de Wentworth du 17 août. Voir à cette date.

23 mai, Halifax. Wentworth à King. Longs détails sur la condition des marrons; intrigues qui s'exercent pour les rendre mécontents, etc. Négociations qui se font avec la compagnie de Sierra-Leone pour leur transport en Afrique. Leur détermination de retourner à la Jamaïque, en sorte qu'il y faudra redoubler de précautions. Si les marrons avaient été laissés à eux-mêmes ils seraient tranquilles et heureux. "A. & W. I.", vol. 598

23 mai, Annapolis-Royal. Déposition de Barclay concernant les marrons et les efforts faits par Wentworth pour pourvoir à leurs besoins et réduire la dépense.
"A. & W. I.", vol. 598

24 mai, Halifax. Wentworth à King. Il approuve que l'on remette les marrons à la compagnie de Sierra-Leone. Comment les frais de leur transport pourraient être diminués. Satisfaction avec laquelle les habitants les verront s'éloigner.
"A. & W. I.", vol. 598

25 mai, Halifax. Déposition de Thomas Barclay. Pièce incluse dans une dépêche de Wentworth du 30 mai. Voir à cette date.

27 mai, Halifax. Wentworth à King. Les dispositions arrêtées pour le transport de Barclay à son consulat avaient été tout d'abord approuvées par Murray, mais ensuite celui-ci a changé d'avis et fait des difficultés. Il (Wentworth) s'en tient au premier arrangement. Ci-incluse une correspondance avec Murray là-dessus.
"A. & W. I.", vol. 598

Suit la correspondance.

1799.
30 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il rend compte de l'état des nègres marrons, et met sous le pli un exposé de faits, accompagné de dépositions et de lettres relatives au "settlement."
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 50

Incluses. Exposé, en date du 29 mai, concernant la colonisation des marrons dans la Nouvelle-Ecosse, signé: Wentworth. 56

Déposition de Thomas Barclay, le 25 mai, que Wentworth a fait tout son possible pour le bien et confort des marrons; mais que ses efforts ont été contrariés par des personnes mal intentionnées. Wentworth n'a tiré aucun profit ou gain des nègres marrons; bien au contraire, il s'est soumis à plus d'une dépense et d'un inconvénient pour eux. 74

30 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu ses dépêches. Barclay n'a pu prendre séance au conseil, auquel il a été appelé; sa fonction de consul général dans les Etats-Unis de l'Est exige qu'il réside constamment à New-York. Il (Wentworth) a reçu la lettre circulaire concernant les îles de la baie de Passamaquoddy. 76

30 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. La trésorerie l'informe qu'il a tiré lettres pour la subsistance des nègres marrons. Quoiqu'il ait été maintes fois invité à joindre des justifications à ses états, il n'en a point tenu compte; aussi se trouve-t-il personnellement responsable du montant de toutes les lettres tirées sur la trésorerie. En attendant, toutefois, et pour épargner les frais considérables d'une protestation, il (Portland) a recommandé le paiement de ces lettres. Il a transmis à la trésorerie les comptes pour les marrons au 31 décembre, afin que les départements compétents en puissent faire l'examen. Inexactitudes dans les relevés, etc. Il est surpris de voir que les derniers qu'il a reçus contiennent des articles de dépense remontant à 1797.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 38

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 318.)

31 mai, Dartmouth. Fraser, médecin des marrons, à Wentworth. Il n'a pu trouver trace du plus petit symptôme de misère ou de souffrance par manque de vivres chez les marrons, encore que les distributions aient été arrêtées. Le sol à eux attribué est bon, et si chaque famille s'était mise à la tâche, elles pourraient toutes à cette heure se suffire pleinement à elles-mêmes.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 70

2 juin. Le Duc de Kent à Dundas. Forces nécessaires pour la défense du Nord-Amérique britannique. "Col. Cor. N. S.", vol. 31, p. 169

Incluse. Récapitulation des forces nécessaires. 173

4 juin, Kensington-Palace. Vesey à Wickham. Le duc de Kent espère que l'allocation aux émigrants français en la Nouvelle-Ecosse ne sera pas supprimée.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 255

10 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth (lettre secrète). A propos des marrons. 42

10 juin, Whitehall. Le même au même. Il l'approuve de n'avoir pas fait la proclamation contre les "base coins", puisqu'elle était inutile dans sa province. Renvoi à des lettres antérieures au sujet des nègres marrons. Sa recommandation de Wright l'aurait porté à le proposer pour ministre de la congrégation allemande; mais le choix est du ressort de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse. Il (Portland) ne voit aucune raison d'ériger l'église allemande en paroisse séparée; seulement, il est juste de maintenir intacts les droits de propriété et les privilèges qu'elle possède, et de lui conserver son cimetière. 47

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 323.)

17 juin, Gower-Street. Morice à King. La "Society for the propagation of the Gospel" espère que le gouvernement voudra inscrire une nouvelle allocation pour la Nouvelle-Ecosse dans le budget de l'an prochain.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 257

1799.

17 juin, Gower-Street. Le même au même. La Société estime que Wright est très propre à succéder à Houseal comme ministre de la congrégation allemande d'Halifax. Page 259

24 juin. Le Prince Edouard au Secrétaire de la guerre (extrait). Pièce incluse dans une lettre du duc de Kent du 17 septembre. Voir à cette date.

24 juin, Freetown. Le Gouverneur et le Conseil de Sierra-Leone à Prescott et à Wentworth. Ils comptent que si l'un des vaisseaux de S. M. escorte les transports, ce navire restera en station quelque temps pour la protection du "settlement." Ils demandent l'envoi de pièces de canon. Préparatifs qui se font pour recevoir les marrons, qui probablement seront mis sur une petite île appelée les Bananas. Combien il importe que les conditions de l'admission soient d'abord lues et expliquées aux partants.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 200

26 juin, Downing-Street. Dundas au Secrétaire d'Etat (Portland). Lettre incluse dans une dépêche du duc de Kent du 9 septembre. Voir à cette date.

27 juin, Halifax. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Dundas. Lettre incluse dans la dépêche du duc de Kent du 9 septembre. Voir à cette date.

27 juin, Halifax. Certificat délivré au capitaine du *Nelson*. Pièce incluse dans une dépêche de Wentworth du 9 septembre. Voir à cette date.

2 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). L'assemblée générale est en session. Ci-inclus son discours d'ouverture et les réponses. Le bill du revenu n'est pas encore adopté. Ci-incluse une pétition du capitaine Moody relative aux affaires des marrons.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 84

Incluses. Discours, adresses, etc.
(Ce sont des extraits des Journaux des chambres.)
Déposition du capitaine Moody, en date du 2 juillet.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 96

3 juillet, Halifax. Wentworth à King. Arrivée de lady Wentworth et de son fils. Le collège de Windsor a maintenant des chambres prêtes pour recevoir 30 élèves; installations faites pour leur confort. Nécessité d'une charte. Il faut aussi un président convenable. Il lui demande (à King) d'employer son influence en faveur d'Ashley de Brazenose, Oxford.
"A. & W. I.", vol. 598

9 juillet, Whitehall. King à Brownrigg. Lettre incluse dans celle du duc de Kent du 9 septembre. Voir cette dernière.

13 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il lui transmet une lettre de Brownrigg à King, en contenant une de Murray. Pour prévenir tout malentendu au sujet du commandement des troupes, il lui adresse copie de la lettre circulaire du 9 février 1765.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 78

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 325.)

15 juillet, Halifax. Déposition de Wallace. Pièce incluse dans une dépêche de Wentworth du 22 juillet. Voir à cette date.

17 juillet, Whitehall. King à Wentworth. Faut-il, selon lui, que Butler reçoive un nouveau *mandamus* avant de prendre séance au conseil?
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 80

17 juillet, à bord du *Royal William* Parker à King. Il a remis au capitaine Wolley, de l'*Arethusa*, le paquet adressé au duc de Kent. 261

17 juillet, Horse-Guards Brownrigg à King. La lettre de Wentworth et ses incluses ont été communiquées au commandant en chef, qui a l'intention de soumettre à Sa Majesté la question s'il ne serait pas à propos de retirer le général Murray de la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 598

18 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il convient des avantages qu'on trouverait à ce que les *fencibles* de la Nouvelle-Ecosse pussent être envoyés en service dans toute autre province, mais comme c'est un corps provincial levé pour servir seulement dans la Nouvelle-Ecosse,

1799. le changement proposé, s'il était décidé, ne pourrait se réaliser que du consentement volontaire des hommes. Après les offres générales de service déjà faites par le régiment provincial, il ne doute point que ce corps ne se montre tout disposé à aller servir hors de la province ; en ce cas, il (Wentworth) devra se concerter avec le duc de Kent.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 82

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 326.)

19 juillet, Halifax. Blowers à Wentworth. Lettre incluse dans la dépêche de Wentworth du 22 juillet. Voir cette dernière.

20 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui fait connaître l'état du conseil. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 100

21 juillet. Le Duc d'York au Duc de Kent. Lettre incluse dans celle du duc de Kent du 9 septembre. Voir à cette date.

22 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Le "Revenue bill" est adopté, le bill de finance est en discussion. Ci-inclus les comptes du Royal-Nova-Scotia, et une déposition de Wallace relative aux affaires des marrons. 103

Incluses. Déposition, en date du 15 juillet, de Michael Wallace, concernant les affaires des nègres marrons. 109

Blowers à Wentworth, le 19 juillet. Le conseil a vérifié les comptes du Royal-Nova-Scotia ; ceux des marrons ne pourront être examinés qu'après la prorogation. 107

Journaux du Conseil et de l'Assemblée. Inclus dans une dépêche de Wentworth du 24 mai 1800. Voir à cette date.

26 juillet, Transport-Office. Le Capitaine George à King. Il lui transmet une pétition adressée à Portland. "Col. Cor. N.S.", vol. 29, p. 263

Incluse. Pétition de Moses De Les Dernier au secrétaire d'Etat (Portland). Il demande une concession de 20,000 acres de terre dans la Nouvelle-Ecosse en considération de ses services. La pétition est sans date. Des certificats qui l'accompagnent sont datés du 12 novembre 1798. 265

10 août, Wallerton. Walpole au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui adresse une pétition des marrons d'Amérique. Sa grâce ayant mis en doute l'authenticité d'une précédente requête, il a cherché à vérifier les signatures apposées à l'incluse, mais sans y réussir. "Col. Cor. N.S.", vol. 29, p. 267

Incluse. Pétition des marrons au roi, datée du —— août 1798. 269

16 août, Halifax. Ogilvie à Dundas. Il lui expédie les états du Royal-Nova-Scotia, en date du 1er août. "Col. Cor. N.S.", vol. 31, p. 174

Incluses. Etats. 176

17 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu ses dépêches. Il sera prêt à embarquer les marrons lorsque le navire arrivera. Ci-inclus ses deux lettres concernant la succession de Wright à l'église de feu M. Houseal. 120

Incluses. Lettre d'Adolphus Vieth, ancien et "trustee" de la congrégation allemande de Saint-George, à l'évêque de la Nouvelle-Ecosse, en date du 2 mai. Le Rév. George Wright a été choisi pour ministre par une grande majorité de la congrégation, mais une fraction de celle-ci voudrait avoir un Allemand. Il (Vieth) demande à l'évêque son opinion. 126

Réponse de l'évêque à Vieth. Il l'assure de tout son désir de servir la congrégation. Il loue hautement le caractère et les talents de Wright, et pense préférable d'avoir un ministre anglais. 128

17 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). La session a été close le 24 juillet. Il transmet le discours, etc. 130

Incluses. Discours, etc., extraits des Journaux.

18 août, Halifax. Le même au même. Il y a eu plusieurs tentatives de mettre le feu au chantier de marine. Une récompense de £200 est offerte pour la découverte des coupables. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 138

1799.
18 août, Halifax. Wentworth à King. La dernière session n'a pas toujours offert le spectacle du bon accord des précédentes, en raison surtout des intrigues de Tonge, qui, en outre, n'a pas peu contribué à susciter le mécontentement parmi les marrons. Ci-inclus des spécimens d'écriture des écoliers nègres. Il prend toute espèce de précautions pour la sûreté du chantier de marine. Le capitaine Thompson désire être maintenu dans le service postal ; il (Wentworth) le prie (King) d'y prendre intérêt. Le collége de Windsor est prêt à recevoir les lettres qui le constitueront en corporation. Il est à désirer que le Rév. M. Ashley de Brazenose, Oxford, soit envoyé sans retard pour en être le président. Page 142

Incluses. Cinq spécimens d'écriture d'écoliers marrons. 148

17 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il répète qu'il lui faut envoyer les pièces justificatives avec les lettres tirées sur la trésorerie. Mention de celles souscrites pour la subsistance des marrons et l'affrètement de l'*Earl of Moira*. Il n'en sera plus payé d'autres sans ces justifications. Il (Portland) a recommandé de payer les lettres actuelles à compte et elles demeureront à sa charge personnelle (Wentworth). 115

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 328.)

9 septembre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il lui fait plaisir d'apprendre que le "revenue bill" a été voté, car le rejet en eût été dommageable à la province. Importance du bill autorisant la cession de biens. Renvoi, sur le sujet des marrons, à la dépêche du 10 juin.
"Col. Cor. N. S.", vol. 28, p. 118

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 332.)

9 septembre, Halifax. Le Duc de Kent à Wentworth. Lettre incluse dans une dépêche de Wentworth, du 26 septembre. Voir cette dernière.

14 septembre, Cap-Fourchu. Robertson à Foreman, Grassie & Cie. Lettre incluse dans une dépêche de Wentworth du 29 septembre. Voir à cette date.

17 septembre, Halifax. Le Prince Edouard au Secrétaire d'Etat (Portland). Il a reçu, comme commandant en chef, la faculté d'autoriser les officiers généraux commandant dans les districts à convoquer des cours martiales, mais n'a pas eu celle de déléguer son pouvoir de mettre à exécution les jugements rendus par elles. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 235

Incluse. Le prince Edouard au secrétaire de la guerre, le 24 juin (extrait). Sur l'exécution des jugements de la cour martiale. 237

26 septembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu sa dépêche avec incluses. Il regrette qu'une parole dite par lui à un dîner chez le brigadier général Murray ait pu donner sujet de penser qu'il (Wentworth) avait l'intention d'étendre son pouvoir militaire, et qu'elle ait pu porter, si peu sérieuse qu'elle fût, Murray à écrire au duc d'York.
"Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 166

Incluses. Le duc de Kent à Wentworth, le 9 septembre. Il plaît à Sa Majesté que le corps provincial soit sur le pied de "fencibles." Envoi de papiers pour son instruction (Wentworth). 170

Dundas au Secrétaire d'Etat (Portland) le 26 juin. Le duc de Kent, nommé commandant en chef dans l'Amérique britannique du Nord, a demandé que les régiments provinciaux soient mis sur le même pied que les "fencibles" pour le service dans toute l'Amérique septentrionale. Il (Dundas) le prie (Portland) d'adresser en conséquence des instructions aux gouverneurs des provinces. 176

Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Dundas, le 27 juin (extrait sans signature). Les services des régiments provinciaux étant limités à leurs districts respectifs, toute extension de service n'est possible que de leur consentement volontaire. 180

King à Brownrigg. Il lui transmet une lettre de Portland à Dundas, qu'il lui demande de mettre sous les yeux du duc d'York. 178

1799. Le duc d'York au duc de Kent, le 21 juillet (extrait). Sa Majesté approuve que les corps provinciaux, dans l'Amérique septentrionale, soient sur le pied des " fencibles ", mais cette décision ne sera exécutée qu'après constatation de leurs dispositions. Page 174

27 septembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu la dépêche avec incluses recommandant de mettre les régiments provinciaux sur le pied des " fencibles ". Le régiment de la Nouvelle-Écosse y a consenti d'un commun accord. Ci-inclus copie de son adresse. 168

Copie d'une adresse (avec signatures, mais sans date) à Wentworth, du régiment Royal-Nova-Scotia, exprimant sa volonté d'accepter le rang de fencibles et de servir dans toute partie du continent nord-américain. 182

27 septembre, Halifax. Wentworth à King. Arrivée du duc de Kent sain et sauf après un passage de 43 jours. Il a pris le commandement avec une grande ardeur. L'emploi de Butler comme adjoint du commissaire général ne lui permettrait pas de venir régulièrement au conseil; sa nomination serait donc inopportune. Admission de Brenton au seul siège vacant. Il (Wentworth) recommande Belcher et Forsyth pour les premières places qui viendront à vaquer au conseil. Il espère que si son régiment est transformé tout à fait en corps de fencibles, il (Wentworth) recevra la paie et les émoluments accoutumés. 183

29 septembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui adresse une lettre de service délivrée à la goélette *Nelson*; comme elle n'avait pas de lettre de marque, le *Brunswick*, de la marine royale, a pris possession d'un navire qu'elle avait capturé. Il (Wentworth) demande qu'on lui donne les pouvoirs ordinaires pour délivrer des lettres de marque et de représaille. 187

Incluses. Certificat donné le 27 juin par Wentworth au capitaine de la goélette *Nelson*. 189

Robertson à Foreman, Grassie et Cie. Vu l'insuffisance de la commission de la goélette *Nelson*, le bâtiment de S. M. le *Brunswick* a pris possession d'un navire qu'elle avait capturé. " Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 190

Rapport du capitaine Freeman sur la croisière du *Charles Mary Wentworth* commandé par lui et ses opérations contre les ennemis de Sa Majesté. 192

30 septembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il n'a pu découvrir l'incendiaire qui a tenté de détruire le chantier de marine, bien que la récompense ait été portée de £200 à £600. Il est d'avis que cette tentative est l'œuvre d'un simple malfaiteur et non l'effet d'un complot. 194

8 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Le porteur de la présente lettre est Ross, qui va prendre charge des marrons, comme agent de la compagnie de Sierra-Leone. 157

(Copie. " Col. Off. N.S.", vol. 2, p. 334.)

9 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Répugnance mêlée de crainte qu'éprouvent une partie des marrons à accompagner les autres à Sierra-Leone. Tous cependant, sans exception, devront être embarqués. Les huit familles qui sont incorrigiblement méchantes n'auront pas la permission de s'établir avec le reste, mais on les mettra à terre, à part, sur quelque point de la côte africaine, avec des vivres, etc., en suffisante quantité. Il ne devrait pas être difficile, avant le départ, d'accommoder les querelles parmi les marrons; mais comme on ne leur laissera point d'armes, aucun danger sérieux n'est à appréhender. Renvoi à une précédente lettre au sujet de la congrégation allemande de l'église Saint-George. Il (Portland) demandera l'agrément du roi à la proposition d'affecter £200 pour l'agrandissement ou la reconstruction de l'église. Félicitations sur la conduite de l'assemblée générale. Le crédit applicable à la réparation des routes publiques est un emploi avantageux des deniers,

1799.

et la somme votée pour la construction d'une demeure au lieutenant-gouverneur, est une marque flatteuse d'attention donnée au représentant de Sa Majesté. Les tentatives de mettre le feu au chantier de carénage sont inquiétantes. Il espère que les précautions prises empêcheront l'exécution d'un dessein si criminel. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 159 (Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 335.)

19 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. En présence des restrictions récemment imposées par l'empereur de Russie à l'exportation des bois, l'amirauté représente tout l'avantage qu'il y aurait à tirer des Etats-Unis de la mâture et du merrain, pour en faire un dépôt à Halifax à l'usage de la marine de guerre. Il (Wentworth) permettra donc l'importation de ces bois, et l'on présentera au parlement un bill d'indemnité pour régulariser les choses. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 340

22 octobre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Le transport *Asia* amènera un des régiments commandés. Les marrons seront embarqués aussitôt après l'arrivée des transports. Il lui envoie une lettre du gouverneur et du conseil de Sierra-Leone au sujet de ces nègres. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 192

Pour l'incluse, voir à sa date, le 24 juin.)

6 novembre, Clifton. Sabatier à King. A propos de la nomination de son beau-frère Foster Hutchinson à un emploi dans l'administration de la justice à la Nouvelle-Ecosse. "Col. Cor. N. S.", vol. 29, p. 275

9 novembre, "Sierra-Leone Office." Zachary Macaulay à King. Ceux qui font la traite des nègres sont hostiles à l'œuvre de la compagnie. Il demande que le gouvernement dépêche un navire armé à Sierra-Leone pour protéger le "settlement". 277

19 novembre, Augsbourg. Wickham au même. Il lui transmet une lettre de Strange, qui recommande Foster Hutchinson. 279

(Pour l'incluse, voir à sa date, le 18 mai.)

22 novembre, Halifax. Le Duc de Kent au Secrétaire d'Etat (Portland). Arrivée inattendue du duc d'Orléans et de ses frères, laquelle l'a placé dans une position bien embarrassante. Matthews, procureur général du Cap-Breton, étant représenté comme très turbulent et vindicatif, il (le duc) conseille de le rappeler; cela mettra peut-être fin aux disputes et querelles qui durent depuis trop longtemps dans l'île. "Col. Cor. N. S.", vol. 30, p. 239

27 novembre, Halifax. Wentworth à King. Retour de l'*Earl of Moira* avec son convoi de Québec, après un passage des plus orageux. Il (Wentworth) a averti le capitaine de l'*Asia* de se montrer vigilant et résolu, parce que les marrons sont excessivement portés au mal. Le Royal-Nova-Scotia ne peut concevoir l'intention de la dernière mesure (pour son "establishment"), puisqu'il a été originairement levé sans aucune limitation de temps ni de lieu, et qu'il s'est toujours offert volontairement pour les services proposés. Tonge, officier de port, trouble la paix par ses menées perfides. Arrivée ici du duc d'Orléans et de ses deux frères le 30 du mois passé; ils dînèrent avec le duc de Kent. Leur départ pour New-York, à dessein de passer de là en Angleterre. "Col. Cor. N. S.", vol. 33, p. 1

3 décembre, Halifax. Le même au même. Il a écrit le 29 (sa lettre est datée du 27). Le 26e régiment s'est embarqué sur le transport *Asia*. Le manque de matelots pour la manœuvre du navire va retarder le départ des marrons. S'il peut avoir des bâtiments convenables, il les affrètera, au lieu d'attendre que l'*Asia* soit prêt. 7

8 décembre, Halifax. Le Duc de Kent à Dundas. Etat des forces présentes dans l'Amérique du Nord et ce qu'il estime nécessaire que l'on y ajoute. Les *fencibles* de Terre-Neuve se composent d'un ramas de chenapans; les deux tiers sont des "United Irishmen", qui devraient être transportés, si possible, à quelque autre station. "Col Cor. N. S.", vol. 31, p. 177

19 décembre, Halifax. Liste des effets fournis par Mme de Longueville à l'armée britannique dans les trois mois durant lesquels les troupes ont occupé le poste de

1799. Saint-Jean. (La réclamation avait été attestée devant le juge Brenton, à Halifax, le 19 décembre. Autant qu'il a été possible de s'en assurer, elle se rapportait à l'occupation de Saint-Domingue, qui avait été placée sous la protection de l'Angleterre en 1793.) "A. & W. I.", vol. 598

20 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il portera une attention particulière, suivant ses instructions, au droit de "waterway" dans la baie de Passamaquoddy. Ci-inclus six documents pour prouver le droit de la Grande-Bretagne sur les îles de la baie.
Col. Cor. N. S.", vol. 33, p. 147

Incluses. (1) Extraits des registres de concessions de terre en la Nouvelle-Ecosse. 161

(2) Plan de cette partie de la baie de Fundy qui est appelée Passamaquoddy. 164

(3) Extrait de la concession du roi Jacques à sir William Alexander. 166

(4) *Id.* de la commission de gouverneurs de la Nouvelle-Ecosse, qui décrit les limites territoriales. 168

(5) *Id.* de l'Acte du parlement 15 George III, ch. 10, art. 12. 170

(6) Déposition du président Adam concernant la véritable rivière Sainte-Croix. 172

21 décembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu le règlement imprimé du 10 septembre sur les fortifications, etc., lequel sera dûment observé. 17

21 décembre, Halifax. Différends entre les divers partis aux Etats-Unis. Extrait du *Weekly Chronicle.* 16

21 décembre, Halifax. Wentworth à King. Il lui transmettra au mois de janvier un rapport sur les affaires provinciales. La Nouvelle-Ecosse a été prospère, particulièrement dans son commerce. 9

21 décembre, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Dépêches à lui remises par Ross, chargé par la compagnie de Sierra-Leone de conduire les marrons en Afrique. Il (Wentworth) n'a pu affréter pour les nègres de transports à un prix raisonnable. La congrégation allemande de l'Eglise d'Angleterre est reconnaissante de l'arrangement fait pour la rattacher à titre d'annexe à la cure de Saint-Paul. 11

1800. 15 janvier, Halifax. Le Duc de Kent à Dundas. Il a acheté un navire pour le service des dépêches entre le quartier général et les endroits éloignés du commandement, et demandé à sa seigneurie d'obtenir que l'ordre soit donné d'équiper ce navire et de le rabouber au besoin dans le chantier d'Halifax.
"Col. Cor. N. S.," vol. 31, p. 187

20 janvier. Halifax. Wentworth à King. Le transport *Asia* ne peut partir de Québec pendant l'hiver; et il ne se trouve ici aucun navire propre à transporter les marrons à Sierra-Leone. Grande rareté du numéraire; les pièces d'argent sont envoyées aux Etats-Unis, où elles sont à 14½ p. cent de prime.
"Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 145

(Duplicata. Vol. 33, p. 27.)

20 janvier, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il a fait connaître au duc d'York et à Dundas que les officiers et les hommes du Royal-Nova-Scotia stationné au quartier général et aux environs, ont accueilli avec empressement la proposition de mettre le régiment sur le pied des "fencibles," et aussi que l'on s'attendait à voir les détachements des avant-postes agir de même. Les parts de prise, pour la capture faite par la *Lady Nelson* devraient aller aux propriétaires, aux officiers et à l'équipage de ce navire; le vaisseau de S. M. *Brunswick* ne peut y prétendre; comment les intéressés doivent établir leurs réclamations. Il est surpris des réquisitions adressées de Sierra-Leone, et ne l'est pas moins de ce qu'il ait (Wentworth) songé un instant à y accéder. Des vêtements et des vivres seront expédiés de Londres pour les marrons, qui devront être

1800

prêts à s'embarquer avec leurs instruments d'agriculture et autres effets immédiatement après l'arrivée de l'*Asia* à Halifax. Ne pas acheter l'eau-de-vie et le tabac dont il a parlé. Depuis qu'il (Portland) a écrit ce qui précède, il a reçu une dépêche disant que l'*Asia* était à Québec et ne pourrait faire voile dans cette saison ; aussi que l'eau-de-vie et le tabac ont été achetés, contrairement aux instructions. Il (Wentworth) devra revendre ces articles et ne tirer sur la trésorerie que pour la perte seulement ; ou s'il avait déjà tiré lettres pour toute la somme, il remettra le produit de la vente. Quant aux marrons, tout ce qu'il lui faudra faire, sera de voir à ce qu'ils se tiennent prêts et de les embarquer. Aussitôt que possible après leur départ, il vendra leurs terres, leurs habitations, ainsi que les effets laissés par eux, afin de compenser, dans la mesure de la somme réalisée, les dépenses qu'ils auront occasionnées. "Col. Cor. N.S.", vol. 33, p. 19

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 342.)

12 février, Coleman-Street. Thornton à King. Ross lui écrit que les nègres marrons consentent à partir aux conditions proposées. L'*Asia* n'était pas encore arrivée, et Wentworth trouvait trop élevé le fret demandé par les armateurs d'Halifax. Aucun terrain n'a encore été acheté pour les marrons à Sierra-Leone. On craint une attaque par les frégates françaises, et la compagnie de Sierra-Leone envoie un navire armé. Détails sur Sierra-Leone, ses forts, etc. "Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 449

13 février, Whitehall. King à Thornton. L'*Asia* est arrêté par les glaces à Québec. Un autre navire va être envoyé pour les marrons, avec des vivres, etc., en quantité égale à l'approvisionnement chargé sur l'*Asia*. Wentworth a fait inconsidérément achat de provisons à Halifax sur la réquisition du gouverneur et du conseil de Sierra-Leone, lesquels ignoraient que le nécessaire serait expédié dans les navires mêmes destinés à transporter les marrons. 453

23 février, Halifax. Wentworth à King. Il est malade, et des membres de sa famille aussi. Convocation de l'assemblée. Réduction de droits de douane proposée. Conduite factieuse de Tonge, qui a échoué dans sa tentative de supplanter Uniacke à la présidence de l'assemblée, une grande majorité ayant voté contre lui. Les desseins de Tonge contre le gouvernement n'ont jamais réussi ; il y persévère cependant. Impossible de se procurer des navires pour le transport des marrons à Sierra-Leone. A quelle époque les navires doivent partir afin d'éviter la saison des pluies sur la côte. Les marrons sont prêts à s'embarquer à une heure d'avis. Tonge voudrait garder deux familles ; mais on ne le lui permettra point. Il est heureux que l'*Asia* ne soit pas venue ; ce navire a introduit en Canada une fièvre putride, qu'a portée ensuite au Cap-Breton le "Hope," jeté à la côte dans une tempête de neige. Mortalité à l'hopital par l'infection. Recommandation de brûler tout ce qui a été en contact avec les malades. Envoi des états du Royal-Nova Scotia, qui est de service aux avant-postes. Bernard va être nommé agent de la province au lieu de Cumberland. Il (Wentworth) a été informé que les munitions navales pour le chantier de carénage doivent être importées des Etats-Unis. Il suggère d'accorder une prime sur les bois importés des colonies dans le Royaume-Uni. Valeur de différentes essences de bois, etc. Le prince Edouard jouit d'une bonne santé. Il (Wentworth) lui envoie (à King) des pommes. La tendance de l'assemblée est plutôt d'élever les droits ; les représentants des campagnes le voudraient surtout, parce que leurs commettants contribuent fort peu aux charges et reçoivent des allocations d'argent considérables. "A. & W. I.", vol. 598

24 février, Halifax. Beckwith à Lord Newark. Il prie sa seigneurie de lui faire obtenir l'emploi de protonotaire. "Col. Cor. N. S.." vol. 34, p. 457

1800.
26 février, Halifax. Wentworth à King. L'assemblée a déclaré Tonge inéligible pour le comté d'Halifax. Wallace a été réélu et a pris séance à l'assemblée.
"Col. Cor. N. S.", vol. 33, p. 33

27 février, Halifax. Wood à King. Il le prie de rappeler à Dundas la promesse d'un emploi qu'il lui a faite en 1793, et de lui obtenir celui de protonotaire.
"Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 477

Incluses. Copie d'un mémoire de Wood à Parr, du 3 mai 1787, pour qu'on ne le suspende pas de ses fonctions avant qu'il ait pu porter sa justification devant les ministres de Sa Majesté. Parr reconnaît la vérité des faits exposés, mais il est tenu d'obéir aux ordres reçus. 481

Certificat du juge en chef, des fonctionnaires judiciaires et des avocats, attestant la fidélité et l'habileté de Wood. 485

Pétition (sans date) de Wood à Dundas pour être réintégré dans sa fonction. 489

Wood à King,—février 1793, sur le même sujet. 493

5 mars, Londres. Sabatier à King. Il demande audience à propos de la pétition de Hutchinson, d'Halifax, et lui transmet une lettre de Wickham sur le sujet.
"A. & W. I.", vol. 598

Incluse. Lettre de Wickham à Sabatier, 19 novembre 1799.

31 mars. Strange à Nepean. Envoi d'éclaircissements obtenus de Pemberton.
"Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 157

Incluse. Déclaration de Pemberton: qu'on était convenu de payer au juge en chef de la Nouvelle-Ecosse, pour lui tenir lieu de ses droits ou honoraires, une allocation de £200 par année. 158

1er avril, Whitehall. King à Wentworth. Il lui adresse le budget pour 1800.
"Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 351

4 avril, Halifax. Beckwith à Newark. Il prie de nouveau sa seigneurie de lui obtenir l'emploi de protonotaire, et lui expose les circonstances qui l'amènent à demander cet emploi.
"Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 473

6 avril, Halifax. Wentworth à King. L'assemblée générale, après s'être tout d'abord occupée des élections contestées, a discuté la question du revenu et des crédits. Désaccord entre le conseil et l'assemblée à propos de la confection de routes. Le conseil consent à voter £5,000 ou £6,000, mais est d'avis de diminuer les taxes, parce qu'elles gênent le commerce; la dette étant payée et un fonds ayant été créé pour les édifices publics, la foi publique veut que les taxes cessent. Chaque chambre tient à ses idées. Il craint que la session ne finisse pas bien, à cause des dissensions fomentées dans la chambre basse. Bernard a été nommé agent à l'unanimité. Rien de changé dans les autres départements. Il (Wentworth) a découvert une réserve forestière étendue, propre à fournir de bonne mâture; avantage qu'en retirera la Grande-Bretagne. Egards qu'ont eus pour son fils à Washington le président et d'autres personnages.
"A. & W. I.", vol. 598

27 avril, Halifax. Wentworth à King. Sa maladie. L'eau-de-vie et le tabac achetés pour les marrons par suite d'un malentendu, peuvent se revendre sans perte. Ross, l'agent de la compagnie de Sierra-Leone, s'oppose à ce que les marrons partent avant le mois d'août, parce qu'ils arriveraient dans la saison des pluies, s'ils étaient acheminés plus tôt vers l'Afrique. Il (Wentworth) croit que le climat là-bas est mauvais et qu'aucuns préparatifs ne seront faits pour les recevoir. Les Français ont ravagé toutes les côtes, excepté celle de Sierra-Leone, trop pauvre pour tenter même la rapacité française. Dissensions dans l'assemblée générale. Il espère que la session se terminera dans la conciliation. Le désaccord sur les bills de finance envoyés au conseil a été réglé par une conférence des deux chambres, tenue d'après son avis. Ci-inclus des documents relatifs au désaccord. Nomination de Bernard au poste d'agent. Wetheral, qui a la confiance du prince Edouard, s'en va à Londres. On pense que le prince

1800. désire avoir le commandement en Irlande et la concession des mines de houille du Cap-Breton.

Incluse. Adresse de l'assemblée législative à Wentworth, sur les dissentiments qui existent entre elle et le conseil, en date du 23 avril. Réponse, en date du 26 avril. La lettre et ses incluses sont dans la série "A. & W. I.", vol. 598.

30 avril, Saint-Jean, Terre-Neuve. Skerrett au Duc de Kent. Pièce incluse dans la dépêche du duc de Kent du 24 mai. Voir cette dépêche.

10 mai, Saint-Jean. Le même au même (deux lettres). Incluses dans la dépêche du duc de Kent du 24 mai. Voir cette dépêche.

12 mai, Saint-Jean. Le même au même. Lettre incluse dans la dépêche du duc de Kent du 24 mai. Voir cette dépêche.

15 mai, Londres. Thomas Wood à King. Il le prie de répondre, selon sa promesse, à la requête de D. Wood, vu qu'il se présente une occasion pour Halifax. "Col. Cor. N. S.," vol. 34, p. 495

23 mai, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. L'archevêque de Canterbury l'informe que des "licences de mariage" ont été récemment adressées à Wright, ministre de l'église allemande, laquelle ne forme pas une paroisse séparée. Les licences ne doivent être adressées qu'au recteur, vicaire ou curé de la paroisse. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 352

24 mai, Halifax. Le Duc de Kent à Dundas. Prévenu par Skerrett qu'il y avait de la désaffection dans les troupes de Terre-Neuve, il a envoyé à son aide le 66e régiment, fort de 330 hommes. "Col. Cor N. S.", vol. 31, p. 189

Incluses. (A) Skerrett au duc de Kent. Mutinerie à Terre-Neuve. 193

(B) Le même au même, 10 mai. La conspiration paraît avoir été dirigée par une "Union", à laquelle le misérable James Murphy a prêté son aide. 195

(C) Le même au même, 10 mai. Les "Unis" ont démoli à Plaisance les maisons des habitants affectionnés au gouvernement; une forte faction catholique romaine a été cause de tout le mal. 201

(D) Le même au même. On dit que l'"Union" compte dans la garnison plus de 300 adhérents, ayant les mêmes vues que les conspirateurs. 203

(E) Le duc de Kent à Dundas, 8 décembre (extrait). Voir la lettre à sa date.

24 mai, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet les délibérations du conseil législatif, jusqu'à 1799, et le Journal de l'Assemblée. "Col. Cor. N. S.", vol. 33, p. 174

Incluses. Journal du Conseil législatif, du 7 juin au 31 juillet, 1799. "Col. Cor. N. S.," vol. 33, p. 192

Journal de l'Assemblée, du 7 juin au 24 juillet 1799. 230

27 mai, Halifax. Wentworth à King. Reçu les "Admiralty Reports", qui ont été très utiles dans le procès de deux navires saisis par la *Cleopatra*. La correspondance franco-égyptienne montre que la France est sans principes dans ses desseins et ses décisions. Arrivée du major général Despard et du "judge-advocate" se rendant au Cap-Breton. Le prince Edouard est déterminé à retourner à Londres, avec ou sans permission. La mutinerie dans le régiment de Terre-Neuve a été réprimée; ce qu'il faudrait faire des hommes. "A. & W. I.", vol. 598

27 mai, Londres. L'"Audit Office" au Secrétaire d'Etat (Portland). Il appelle son attention sur la négligence de Wentworth à transmettre les comptes des recettes et des dépenses de la Nouvelle-Ecosse. "A. & W. I.", vol. 598

10 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu l'ordre de faire embarquer les marrons sur l'*Asia* pour Sierra-Leone. La correspondance ci-incluse lui fera voir qu'ils sont tout prêts pour le départ. Aussitôt qu'ils seront partis, les propriétés achetées à leur usage seront

1800.

mises en vente, les comptes clôturés. Il pense pouvoir vendre l'eau-de-vie et le tabac sans perte. L'*Earl of Moira* transportera Despard à Sydney. A quoi sera ensuite employé ce navire sur la côte.
"Col. Cor. N. S.," vol. 34, p. 1

Incluses. Wentworth à Sherriff. Les marrons seront prêts à s'embarquer, dès que l'*Asia* sera prêt à appareiller. 5

Réponse de Sherriff que l'*Asia* a besoin d'un supplément d'équipage avant de pouvoir faire voile. 9

Compte des provisions à bord de l'*Asia* pour les marrons. 13

11 juin, Halifax. Wentworth à King. L'*Earl of Moira* fait voile aujourd'hui pour le Cap-Breton, ayant Despard à son bord; celui-ci n'a pas de *mandamus* pour la présidence du conseil. "A. & W. I.", vol. 598

18 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il est surpris de constater qu'après des ordres tant de fois réitérés, les justifications des comptes n'ont pas été envoyées cette fois encore. Qu'il les fasse parvenir tout de suite; sinon, il va encourir le haut déplaisir de Sa Majesté. Aucune lettre de change ne sera payée à l'avenir que sur réception des pièces justificatives convenables. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 353

21 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). L'assemblée générale s'est réunie le 20 février et la clôture a eu lieu le 2 mai. Ci-inclus les lois et les Journaux du conseil et de l'assemblée. Motifs de l'adoption des différentes lois; observations sur les délibérations consignées aux procès-verbaux. "Col. Cor. N.S.", vol. 34, p. 21

Incluses. Journal du Conseil législatif. 61

Journal de l'Assemblée. 173

"Observations sur la création proposée d'un poste de secours et de sauvetage sur l'île de Sable." 283

"Faits concernant l'île de Sable." 297

22 juin, Hinde-Street. Spry au Secrétaire d'Etat (Portland). Le seul moyen que l'on ait de l'indemniser de ses terrains expropriés, est d'obtenir un vote du parlement. Il prie sa grâce d'exposer ministériellement l'affaire à Pitt. 499

19 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. A part certains débats désagréables entre le conseil et l'assemblée, il a lieu d'être satisfait des délibérations de la législature en 1798, 1799 et cette année encore. Il ne conçoit pas que le conseil n'ait pas voulu avoir avec l'assemblée une conférence, qui eût réglé leurs différends. L'*Asia* sans doute aura fait voile immédiatement après la date de sa lettre (Wentworth). Il (Portland) n'est pas content de la conduite de Shirreff, agent des transports, à cause des retards. "Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 15

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 354.)

22 juillet, Halifax. Rapport du Bureau de santé. "Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 503

23 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui transmet une "loyale adresse" faisant des félicitations au roi sur ce qu'il a échappé à l'attentat contre sa vie. (L'auteur de l'attentat était un nommé Hadfield, soldat renvoyé, qui fit feu sur le roi au théâtre de Drury-Lane, en mai). L'*Earl of Moira*, après avoir débarqué Despard et sa famille au Cap-Breton, est allé croiser sur la côte pour protéger le commerce et les pêcheries, ainsi que la douane contre la fraude des navires smogleurs des Etats-Unis, dont deux ont été saisis et sont déférés à la justice. Autres mouvements de l'*Earl of Moira*. Tort causé aux négociants de la province par le commerce clandestin. On a eu des matelots pour l'*Asia* et un détachement d'invalides, qui servira comme soldats de marine. Les nègres marrons commenceront à s'embarquer le 28, et on compte que leur départ aura lieu le 2 août. 311

Incluse. Adresse du lieutenant-gouverneur et du conseil au Roi. 319

1er août, Halifax. Pétition de Boadicea, veuve d'Arthur Goold, rappelant les services de son mari et demandant qu'on lui accorde une partie de la pension qu'il

1800.

recevait. La pétition est accompagnée d'une recommandation de Wentworth. Page 505

6 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Les marrons sont embarqués sur l'*Asia*, au nombre de 551. Tous sont en bonne santé, à l'exception de trois ; quelques autres sont atteints des infirmités de la vieillesse. Ci-inclus la liste des effets qu'ils emportent. Après l'arrivée de l'*Asia* à Québec, sachant qu'ils allaient être embarqués sur ce navire, ils n'ont plus guère eu soin de leurs outils et en ont même vendu clandestinement ; ils ont, néanmoins, tout le nécessaire pour trois ans. Ci-inclus aussi copie d'une lettre écrite à Gray, gouverneur intérimaire, et à Ludlam, conseiller de Sierra-Leone. Si le vent le permet, le navire fera voile demain. Il (Wentworth) procèdera sans retard à la mise en vente des propriétés et versera le produit de la vente au trésor, suivant les instructions, puis règlera et clora les comptes. 323

Incluses. Inventaire du bagage des marrons. Le nom et les effets de chacun sont mentionnés. A la fin sont des reçus, certificats d'emballeurs, etc. 327

Wentworth à Gray, 5 août. Il lui adresse reçu des approvisionnements pour les marrons. Ceux-ci, dit-il, croient que les gens de la Jamaïque les auraient gardés à ne rien faire, et qu'à Sierra-Leone ils se procureront eux-mêmes par leur valeur des esclaves, femmes et hommes. 419

6 août, Halifax. Le même à King. Les marrons sont embarqués et prêts à partir. Leurs paroles de gratitude, et aussi leurs appréhensions pour l'avenir. Le prince Edouard est probablement rendu à Londres ; il disait bien haut qu'il ne reviendrait jamais à la Nouvelle-Ecosse. Hartshorne et Tremain ont fourni de bonnes farines l'an dernier. Cette année, le marché de fourniture n'est pas satisfaisant ; nous avons à faire les frais d'importation sans être certains de recevoir les farines au temps convenable. Frais qu'entraîne le système en usage pour les autres approvisionnements. Communication de renseignements sur la guerre des nègres marrons,—obtenus non sans difficulté après l'embarquement des marrons. "A. & W. I.", vol. 598

Incluses. Gazette rendant compte du départ du duc de Kent.

Déposition de Robert Fowler sur l'origine de la guerre des marrons à la Jamaïque, faite à Dartmouth le 4 août.

29 août, Halifax. Wentworth à King. Incendie de forêt près de la ville. Précautions prises pour prévenir l'explosion de 1,000 barils de poudre emmagasinés dans une vieille grange en bois. Il s'est retiré à Bedford-Basin pour éviter la fumée, etc. Un village de pêcheurs a été détruit ; la redoute York est entourée par le feu, mais la poudre est déposée dans un bon magasin en pierre. Malgré la sécheresse et les feux, notamment sur la côte entre le cap de Sable et Halifax, la moisson promet généralement d'être abondante. La pêche est restreinte, à cause de l'élévation des salaires et du renchérissement des provisions ; mais le fruit des autres industries a compensé et davantage la médiocrité du rendement de la pêche ; sans parler de la valeur des prises amenées ici. Ils transmet une pétition de Tremain et Stout, locataires des charbonnages. Augmentation de la dépense par suite du changement de système ; comment on se procure à présent l'approvisionnement de combustible. Désappointement causé par la non-arrivée du budget. Les terres et habitations des marrons se sont bien vendues. Offre des marrons de fournir des esclaves de Sierra-Leone. Erreur des philanthropes qui transplantent ainsi ces féroces chasseurs d'esclaves dans l'espoir de mettre fin à la traite des noirs. Regret qu'éprouveront Thornton et Wilberforce quand ils verront combien ils s'étaient illusionnés. Observations sur ce qu'il fallait faire des marrons ; à quoi était tenue la Jamaïque en les éloignant. "A. & W. I.," vol. 598

1800.

15 septembre, Halifax. Wentworth à King. Il se rend à Windsor pour les affaires du collége, et fera ensuite le tour de la province. Contestations au sujet de la délivrance des "licences de mariage." Sa bonne entente avec l'évêque de la Nouvelle-Ecosse, et ses efforts en faveur de l'Eglise d'Angleterre. Le colonel Murray refuse encore de passer le gouvernement civil du Cap-Breton à Despard. On a appris des Etats-Unis que les gens y sont fort échauffés à cause de l'interruption de leur commerce. "A. & W. I.," vol. 598

6 octobre, Abingdon-Street. S. Bernard au même. En sa qualité d'agent de la Nouvelle-Ecosse, il a reçu instruction de signaler l'inconvénient de la frontière actuelle entre cette province et le Nouveau-Brunswick. Il met sous ce pli une question à soumettre à Carleton, dans le but d'avoir là-dessus le sentiment du Nouveau-Brunswick. "Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 509

Incluse. La question proposée. 511

17 octobre, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Les lois adoptées à la dernière session tendent au bien-être de la province. La constitution provinciale a pu donner lieu à la discussion sur les droits et les privilèges de l'assemblée. Il espère que ces droits et privilèges sont maintenant assez clairement définis pour ne plus faire naître de ces dissentiments. Soulagement d'esprit qu'il ressent depuis le départ des marrons. La dépense énorme qu'ils occasionnaient et les erreurs dans la comptabilité sont deux choses bien importantes. Le roi a été satisfait de la "loyale adresse" le félicitant d'avoir échappé à l'attentat. Le projet relatif à l'île de Sable demande une sérieuse considération; la première chose à faire est d'explorer l'île et d'y chercher un lieu favorable pour un phare, etc. Il désire avoir plus de renseignements. 427

(Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 357, où le quantième est indiqué.)

8 novembre, Halifax. Wentworth à King. Il est revenu de sa tournée. La petite vérole sévit. Arrivée de la *Mary*, qui a fait la traversée en dix-huit jours. Murray persiste dans son refus de remettre le gouvernement civil à Despard; ils ont tous les deux nommés des conseils. Etat du collège de Windsor. Amélioration et prospérité dans toute la province. Il recommande l'établissement de six nouvelles missions anglicanes pour répandre encore et fortifier les sentiments de fidélité à la couronne. Les intérêts français ont pris l'ascendant dans la politique des Etats-Unis. Il (Wentworth) n'approuve pas la nomination d'un commissaire au conseil, bien qu'il ait beaucoup d'estime pour Butler. "A. & W. I.", vol. 598

10 novembre, Saint-Jean, N.-B. Leonard au même. Il a appris avec plaisir qu'une somme de £600 était accordée pour un navire. Il en a loué un, et est parti intercepter le trafic illégal des Américains. A son retour, il fera construire un petit navire. Tiré pour £400 sur le crédit de la première année. "Col. Cor. N. S.," vol. 34, p. 513

Incluses. Rapport de Leonard comme surintendant du commerce et des pêcheries. 517

Rapport de son fils ayant qualité d'adjoint. 525

— novembre. Pétition de Leonard demandant que son fils lui succède et qu'on le nomme lui-même consul aux Etats-Unis. "A. & W. I.", vol. 598

13 décembre, Halifax. Mary, veuve de Richard Bulkeley, à King. Elle représente son état de pauvreté et qu'elle n'a de ressource qu'en la bonté de son souverain. Une pétition sera remise à Portland en même temps que cette lettre. "Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 533

Incluse. Pétition. 537

25 décembre, Halifax. Wentworth à King. Mort de Bulkeley. Il recommande de nommer au conseil Andrew Belcher et William Forsyth, et aussi Charles Mary Wentworth pour compléter le nombre de trois qu'il faut. Brenton succède à Bulkeley à la cour de vice-amirauté. Il (Wentworth) recommande George Thesiger, en remplacement de Henry Newton, pour l'emploi de receveur des douanes, en cas de décès ou de retraite de New-

1800.

ton. Il propose, si Thesiger était nommé, que sur le revenu de la charge, une somme de £150 se paie à la veuve de Newton et une somme de £50 à sa fille aînée—jusqu'à ce qu'elle se marie. Conjecture sur l'élection aux Etats-Unis. Les ravages de la petite vérole augmentent à cause de la répugnance des gens à se soumettre à l'inoculation. Une souscription de 300 guinées a permis d'assister les plus nécessiteux. L'hiver est doux et les marchés sont abondants. "A. & W. I.", vol. 598

31 décembre, Halifax. Etats de l'officier de port. Entrées et sorties de navires à Halifax. "Col. Cor. N. S.", vol. 35, pp. 1, 3

Sans date. (Brouillon.) Note sur les allocations de Parr et le traitement actuel de Wentworth. "Col. Cor. N. S.", vol. 32, p. 84

(Brouillon.) Notes sur la Nouvelle-Ecosse, Terre-Neuve, les pêcheries, etc., etc. 155

Requête de Richard John Uniacke au Secrétaire d'Etat (Portland), demandant une rétribution de ses services. "Col. Cor. N. S.", vol. 34, p. 437

Incluses. Pétition au gouverneur Parr, dans laquelle Uniacke relate les services qu'il a rendus en 1783, en occupant, au lieu et place du procureur général Gibbons, dans des poursuites en confiscation de terres, pour y coloniser les loyalistes. La pièce n'est pas datée, mais un certificat de Parr, déclarant que les services mentionnés ont été rendus, porte la date du 30 décembre, 1790. 439

Wentworth à la trésorerie, 7 décembre, 1792. Uniacke a rendu les services mentionnés dans sa pétition adressée à la trésorerie. On lui promit alors les honoraires ordinaires et il y a droit. 441

La requête à Portland est inscrite ici sous l'année 1800 par simple conjecture; Portland a été secrétaire d'Etat de 1794 à 1801.

1801.

7 février, Kensington-Palace. Le Duc de Kent à King. Il recommande Belcher pour successeur de Bulkeley au conseil. A. & W. I., vol. 598

16 février, Bath. Butler au même. Il demande d'être nommé au conseil en remplacement de Bulkeley, décédé. "A. & W. I.", vol. 598

2 mars. Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il lui adresse copie d'une lettre de l' "Audit Office", se plaignant du retard qu'il apporte à transmettre ses comptes annuels avec pièces à l'appui; et copie d'une lettre que sa conduite (Wentworth) l'a forcé d'écrire à la trésorerie, pour la requérir de retenir son traitement jusqu'à ce qu'il ait fourni ses comptes au complet. En cas de persistance à ne le pas faire, il (Portland) se verra obligé de recommander qu'on le rappelle (Wentworth). "Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 360

5 mars, Londres. Isted à King. Il lui transmet des lettres reçues de Despard et demande quelles réponses il doit faire.

Incluses. Deux lettres du duc de Kent, en date du 15 février: l'une à Portland sur la conduite de Murray; l'autre à Murray, lui défendant de se mêler du gouvernement civil.

Lettre et incluses. "A & W. I. vol." 598

12 mars, Londres. Goudge à King. Il désire savoir si les deux lettres de change laissées à la trésorerie seront payées. "A. & W. I.", vol. 598

9 avril, Halifax. Wentworth à King. Il lui envoie la présente dépêche par Brymer, l'un des conseillers. Les instructions relatives à l'encouragement de la culture du chanvre seront prises en considération le 15 par le conseil, etc.; le sol des vallons est favorable pour cette culture. On trouve dans la province du fer de première qualité; la production en serait grandement encouragée si des commandes s'en faisaient pour les ouvrages du gouvernement au prix d'importation. La province contient en quantité des bois propres à faire des mâts, vergues et beauprés. Secours donnés aux varioleux. Etat de la province, etc. "A. & W. I.", vol. 598

1801.
24 avril, Londres. W. Smith à King. Il demande que certaines pièces lui soient retournées. Peu lui importent les dires du diffamateur; mais lui-même (King) ayant déclaré ne point avoir de confiance en lui (Smith), il veut savoir de quoi on l'accuse afin de pouvoir se défendre.
"A. & W. I.," vol. 598

25 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland. Les instructions pour la détention des navires russes, suédois et danois, et divers documents sur les noms et titres, etc. (à la suite de l'union avec l'Irlande), ont été enregistrés et publiés. Mesures qu'il a prises pour encourager la culture du chanvre; le climat et de grandes étendues de pays sont propices. On a besoin d'ouvriers expérimentés pour le rouissage et le teillage; on a aussi besoin de bonnes semences. Il a fait vérifier les comptes de différents services; aussitôt que les ventes de terres seront terminées, tous les comptes seront clos et transmis. Cas de Gad Saunders, un nègre convaincu de meurtre, qu'il recommande à la clémence du roi.
"Col. Cor. N. S.", vol 35, p. 5

Incluses. Rapport, en date du 2 février, de Blowers sur le cas de Saunders. 13

Lettre de Blowers, même date, recommandant un sursis. 17

25 avril, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Envoi des comptes des dépenses relatives à l'établissement et à la subsistance des marrons, avec pièces à l'appui. 21

26 avril, Halifax. Le même à King. Projet de création d'une banque à Halifax; le capital est formé. Il fera adopter un acte constitutif, avec clause suspensive. On va faire la demande de cinq ou six missionnaires; bien qui résultera de cette augmentation. Retour de la *Cleopatra* et de l'*Andromache*; insuccès d'une tentative de couper chemin à un "guarda costa" à Cuba; mais on a fait plusieurs prises. Nouvelles privées. "A. & W. I.", vol. 598

30 mai, Halifax. Le même au Secrétaire d'Etat (Portland). Rapport sur l'état du conseil. Il a déjà recommandé de nommer aux places vacantes Andrew Belcher, William Forsyth et Charles Mary Wentworth; à ces noms il ajoute maintenant celui de Lawrence Hartshorne.
"Col. Cor. N. S.," vol. 35, p. 25

30 mai, Halifax. Le même au même. Il lui fait peine de voir que son retard à transmettre les comptes soit attribué à une négligence de sa part; plusieurs comptes déjà ont été transmis aux différents bureaux. Il va envoyer un état complet par Reynett, payeur du 7e régiment, qui promet de le délivrer. Les retards étaient inévitables. Il demande que la suspension de son traitement soit discontinuée. 29

6 juin, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Il est heureux d'apprendre combien sont bonnes les apparences pour la culture du chanvre. Gad Saunders, nègre convaincu de meurtre, est gracié.
"Col. Off. N. S.," vol. 2, p. 362

7 juin, Kensington-Palace. Gordon à King. Il lui communique un extrait d'une lettre de Despard à Bowyer, au sujet de Murray.

Incluse. Extrait.

Lettre et extrait. "A. & W. I.", vol. 598.

20 juin, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il lui adresse copie de son discours, des adresses, etc., à la réunion de l'assemblée générale. Bonne disposition des deux chambres. Difficulté davoir un quorum au conseil, à cause de la maladie de plusieurs membres. Il a dû remplir les vacances. Il y a deux corsaires sur la côte, que l'on suppose être à la recherche de deux navires chargés de mâture; l'*Earl of Moira* est allé à la découverte pour protéger les navires.
"Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 33

(Les incluses: discours, etc., 37, 41, 45, sont des extraits des procès verbaux.)

1801.
3 juillet, Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Il envoie les comptes par Bingham, Reynett ayant été empêché de partir. Le retard n'a pu être évité. Un gros navire de Boston, chargé de farines, s'est échoué sur l'île de Sable; secours envoyé. Ci-inclus copie des instructions à Coleman, son rapport, etc. Coleman est convaincu que l'on peut établir sûrement un phare en bois sur l'île, à l'instar de celui qui a été fait à Nantucket, et enverra son devis avec une évaluation des dépenses présumables de la construction. L'assemblée a affecté £600 à l'installation sur l'île de trois familles avec mission de secourir les naufragés. Il fera placer un canon à chaque extrémité de l'île, pour les signaux. L'*Earl of Moira* rapporte qu'il est arrivé à temps à Annapolis pour réprimer les pratiques de pêcheurs américains, qui exercent la contrebande, au mépris des traités conclus entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.
"Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 49

Incluses. Liste des comptes à fournir à l'*Audit Office.* 57

Instructions à Seth Coleman d'aller au secours des naufragés sur l'île de Sable. 61

Rapport de Coleman. 65

Plan de l'île de Sable. 69

Adresse de l'assemblée sur la condition de l'île de Sable; elle propose d'y établir trois familles, qui auront mission de faire la sauvetage des hommes et navires naufragés. 71

Rapport du capitaine de l'*Earl of Moira.* 75

Pétition des habitants du comté d'Annapolis, se plaignant de la conduite des pêcheurs américains et demandant protection. 83

4 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Le régiment de la Nouvelle-Ecosse a besoin d'effets d'habillement et d'équipement. 87

8 juillet, Halifax. Le même à King. Les comptes ont été envoyés. Il demande que la suspension de son traitement soit révoquée. Le bill constituant en corporation la banque a été rejeté par l'assemblée. Celle-ci a délibéré d'affecter £20,000 à l'établissement de routes, ponts, marchés, etc. Mais cette résolution n'a pas encore reçu l'adhésion du conseil. Il (Wentworth) n'a pas encore reçu le budget de l'année. Si l'on constitue une cour de l'amirauté pour la Nouvelle-Ecosse, il demande que son fils soit nommé "registrar". Arrivée du paquebot de juin. Congé accordé à Belcher, récemment nommé au conseil, et à Stewart, solliciteur général.
"A. & W. I.", vol. 598

18 juillet, Londres. Croke au même. Il a lieu de penser qu'il va être nommé juge de la cour de vice-amirauté à Halifax, et il demande qu'on le nomme au conseil.
"A. & W. I.", vol. 598

8 juillet, Kensington-Palace. Le Duc de Kent au même. Il lui envoie un extrait d'une lettre de Despard, d'après lequel la conduite de Murray aurait été pire qu'on ne le pense.

Extrait à la suite.
"A. & W. I.", vol. 598

27 juillet, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Clôture de la session législative. L'harmonie qui a régné. Allocations libérales pour routes, ponts et autres travaux utiles. Un comité a été chargé de faire préparer des maisons pour l'île de Sable, où l'on va aussi établir des chemins et des dépôts de provisions, etc. Il (Wentworth) espère que la station sera en état vers le 10 octobre. Cinq cents personnes qui avaient eu l'intention d'émigrer d'Ecosse aux Etats-Unis, s'en viennent à la Nouvelle-Ecosse; déjà cent vingt sont arrivées; plusieurs ont eu de l'emploi et les autres se sont placées sur des terres dans de bonnes localités. L'assemblée a voté £1,000, cours provincial, pour l'ouverture de nouvelles routes, etc. La chapelle Saint-George est ouverte au culte. Il pense comme l'évêque de la Nouvelle-Ecosse qu'il est important d'avoir dans toute la province des églises de la foi anglicane pour tenir en échec les prêcheurs

1801. ambulants et mendiants des "lumières nouvelles", fort mal portés, d'ailleurs au devoir de fidélité. Il expose au long le mal que font ces gens-là et les moyens d'y mettre un terme. "Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 91

28 juillet, Whitehall. Le Secrétaire d'Etat (Portland) à Wentworth. Reçu son explication du retard à transmettre ses justifications des comptes. Il fera son possible pour le tirer de la situation fâcheuse où l'a mis la suspension de son traitement. Approbation de la nomination au conseil d'Andrew Belcher, William Forsyth et Charles Mary Wentworth.
"Col. Off. N. S.", vol. 2, p. 363

22 août, Amirauté. Nepean à King. L'amirauté demande que l'on envoie à Halifax l'ordre d'admettre les prisonniers de la vice-amirauté dans les prisons communes, jusqu'à ce que cette dernière puisse avoir une prison convenable.
"Col. Cor. N.S.", vol. 35, p. 211

26 août, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). Reçu l'ordre de suspendre l'embargo sur les navires suédois et russes. Les préparatifs pour l'établissement de la station de l'île de Sable sont très avancés ; mais le transport des matériaux est retardé par le manque de navires. L'*Earl of Moira* est allé à la recherche de trois corsaires français, qui ont capturé trois ou quatre navires. Après que ces corsaires auront été pris ou chassés, l'*Earl of Moira* sera employé à aider à l'établissement de la station de l'île de Sable. Avec l'allocation de £600, on ne peut guère construire qu'une maison au complet, et une autre en partie, mais offrant un abri suffisant. La première sera pourvue de provisions, chaloupes, etc., sous la direction d'un nommé Morris, marin expérimenté. Ci-inclus copie de la loi relative au sauvetage des personnes et des choses naufragées sur l'île. Une allocation a été votée pour la construction d'un phare à la passe d'Annapolis, les habitants fournissant par souscription une somme supplémentaire. Rapport sur la culture du chanvre. On a besoin de bonnes semences. Il (Wentworth) demande aussi que l'on procure deux ou trois familles bien au fait des opérations de la préparation du chanvre. Il constate le bon ordre, le loyalisme, la paix et la prospérité qui règnent dans la province. Décès de Deschamps le 13 du courant. Il (Wentworth) a appelé Hartshorne au conseil, et nommé juge George Henry Monk. Mort, arrivée aujourd'hui même, de Thomas Cochrane. Il recommande Michael Wallace, Richard George Uniacke et Charles Hill, également propres à lui succéder au conseil. 107

Incluse. Extrait de la loi concernant la culture du chanvre. 117

3 septembre, Downing-Street. Le Secrétaire d'Etat (Hobart) à Wentworth. Il est heureux de savoir que l'harmonie existe dans l'assemblée générale. Les crédits votés pour l'ouverture de routes, etc., sont tout à l'avantage des habitants. L'installation de trois familles sur l'île de Sable pour le sauvetage des naufragés, est chose désirable ; il (Wentworth) devra pouvoir la réaliser avec l'allocation de £600 votée par l'assemblée. La politique libérale d'assister ceux qui veulent devenir colons, est conforme à l'intérêt de la province. Il apprend avec satisfaction l'ouverture de l'église Saint-George. Encourager, de concert avec l'évêque, l'exercice constant du culte public suivant le rite anglican. Il (Hobart) transmettra à la trésorerie les représentations sur les effets d'habillement. L'amirauté se plaint qu'il n'y a pas de local pour la détention des individus condamnés à l'emprisonnement par le vice-amirauté ; ces individus devront être admis à la prison commune. 99

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, nouvelle série, p. 1.)

7 septembre, Weymouth. Arrêté du conseil, nommant Andrew Belcher, William Forsyth et Charles Mary Wentworth au conseil de la Nouvelle-Ecosse.
"Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 215

18 septembre, Windsor. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Portland). A la demande des "governors" du King's College, il sollicite une charte. Utilité de

1801. cette institution. Sur les £1,500 accordés, £1,000 ont déjà été bien employées; les £500 restantes seront appliquées aux travaux d'achèvement du bâtiment. "Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 123

Incluse. Pétition des "governors of King's College."

21 septembre, Trésorerie. Addington à Sullivan. Il lui transmet, pour avoir son opinion, la pièce justificative attachée à une lettre de change de £43 10s. 7¼d., tirée sur la trésorerie pour médicaments, sans avis. 219

26 septembre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Hobart). Il a eu avis que le ministère des colonies est confié à la direction de sa seigneurie. Il lui transmettra les lois et les Journaux de la législature aussitôt qu'ils seront prêts. Etat prospère de la province; changement complet dans les sentiments du peuple en ce qui regarde l'avenir. Allocations libérales votées pour différents objets (indiqués). Le commerce a repris; la richesse se développe; la pêche est active. Ci-incluse une adresse, demandant la division d'Halifax en trois comtés et celle des comtés d'Annapolis et de Shelburne en deux comtés chacun. Les hommes et les matériaux pour l'île de Sable seront prêts à être embarqués d'ici une semaine. Les corsaires français ont été chassés; ils se sont dirigés de la côte du Massachusetts vers les Antilles avec deux prises. 131

Incluse. Pétition de l'assemblée législative demandant la division de certains comtés. 139

29 septembre, Soho-Square. Knox à Cumberland. Il lui demande d'ordonner le paiement à Leonard de £600, allocation accordée par le parlement pour un navire, Leonard ayant tiré pour cette somme. 223

1er octobre, Trésorerie. Addington à Sullivan. Leonard, comme surintendant des pêcheries, et ses assistants, ne devraient pas avoir le pouvoir de faire des saisies de navires; en matière de douanes, il doit être le subordonné du receveur et contrôleur. La trésorerie désire que Leonard ait instruction de transmettre une liste de ses assistants, afin que les commissaires des douanes donnent des commissions à ceux qu'ils trouveront nécessaire de nommer pour les besoins du service. 227

9 octobre, Tunbridge-Wells. Cumberland à Knox (?) La lettre de change tirée par Leonard pour le navire ne peut être payée que sur un ordonnancement spécial. 231

Incluse. Noble à Cumberland, 1er octobre. La lettre de change tirée par Leonard ne peut passer à l'"Audit Office" sans qu'il soit présentée une justification de l'emploi des deniers, attestée par le gouverneur. 235

13 octobre, Soho-Square. Knox à Sullivan. L'agent de la Nouvelle-Ecosse ne se croit pas autorisé à payer la lettre de change de £600 tirée par Leonard pour navire. Ci-inclus un extrait de la lettre de King autorisant Leonard à faire traite. Ayant déjà payé £400, il (Knox) demande l'ordonnancement de la somme, à la réserve des £200 restantes, jusqu'à réception des pièces justificatives. 239

Incluse. Extrait de la lettre de King à Leonard, en date du 6 février. 243

13 octobre, Downing-Street. Le Secrétaire d'Etat (Hobart) à Wentworth. Le roi est satisfait de l'état favorable de la province. Approbation de ce qui a été fait pour la culture du chanvre. Il (Hobart) l'informera de la décision qui sera prise au sujet des places vacantes au conseil. 121

(Copie. "Col. Off. N. S.", vol. 1, (nouvelle série) p. 5.)

13 octobre, Downing-Street. Le Secrétaire d'Etat (Hobart) à Wentworth. On a souvent appelé l'attention sur les grandes dépenses qui se font pour la défense des colonies. La paix ayant été ratifiée, Wentworth devra effectuer sans retard toutes les réductions possibles. L'officier commandant la flotte pourra donner toute protection à la province. Discontinuer en conséquence le louage du navire armé. "Col. Off. N. S.", vol. 1, (nouvelle série) p. 8

18 octobre, Londres. Cumberland à Sullivan. Les raisons de Knox et l'extrait de la lettre de King justifient l'ordonnancement de la somme tirée sur Knox, mais à

1801. défaut de cet ordonnancement, il ne pourrait accepter le reçu de Knox comme pièce justificative à l'"Audit Office."
"Col. Cor. N. S.", vol. 35. p. 247

20 octobre, Londres. Le Contrôleur des comptes de l'armée à la Trésorerie (extrait). Il lui envoie la liste des lettres de change tirées par Wentworth pour effets d'habillement.
"Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 251

26 octobre, Trésorerie. Vansittart à Sullivan. Il transmet une note de Knox pour le paiement de la lettre de change de Leonard au montant de £600. 255

27 octobre, Halifax. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Hobart). Il lui envoie des rapports sur l'établissement en création à l'île de Sable. Quatorze personnes, amplement pourvues de provisions, ont été laissées sur l'île. On pense que les maisons qu'elles bâtissent, pourront être confortablement habitées vers le premier décembre. Tout a été débarqué sans accident. Au printemps, les postes recevront les fusées destinées à être tirées comme signaux en même temps que le canon. 147

Incluses. Instructions à James Morris, nommé à la tête de l'établissement de l'île de Sable. 151

Rapport, en date du 10 octobre, des commissaires, sur l'embarquement des matériaux et provisions pour l'île de Sable, à bord de l'*Earl of Moira*. Morris, le surintendant, et ses gens, se mettront en mesure de faire des signaux de danger aux navires. Morris a ordre de se conformer aux instructions de Wentworth. L'*Earl of Moira* et la goélette ont mis à la voile le 6. 163

Rapport du 17 octobre, que l'*Earl of Moira* est de retour, après avoir débarqué hommes, provisions et matériaux. 167

Rapport de James Morris en date de l'île de Sable, le 13 octobre. Arrivée sans accident de l'équipe et des provisions et matériaux. Indications et signaux adoptés par lui pour guider les équipages naufragés vers un poste de secours. 171

Ile de Sable, 12 octobre. Requête de Patrick King, qui demande la permission de rester sur l'île. Il s'engage à servir sous les ordres de Morris. 175

Etat des bestiaux, provisions, etc., destinés à l'île de Sable. 179

18 octobre. Rapport du capitaine Fawson, commandant l'*Earl of Moira*, sur son voyage à l'île de Sable. Il recommande d'établir un phare à chaque bout de l'île ; d'avoir des canons pour les signaux ; de bâtir des abris et de tenir des chaloupes sur les bords de l'étang. L'île offre de bons pâturages. Quantité de fruits sauvages. Les pommes de terre et d'autres racines y viendraient bien. Nombre des chevaux sauvages. Le homard, les coquillages et diverses espèces de poissons abondent dans l'étang, qui est fréquenté par une multitude de canards aux ailes bleues et autre sauvagine. Description des installations de signaux, etc. Le meilleur temps pour visiter l'île est de juin à septembre. 183

(Duplicata de ce rapport à p. 195.)

29 octobre, Bath. Knox à Sullivan. La demande à la trésorerie avait été présentée quand il (Knox) lui a adressé sa dernière lettre ; il n'a pas retiré cette demande, parce qu'il désire avoir une explication officielle pouvant servir de guide à l'avenir pour la souscription des lettres de change. 259

30 octobre, Trésorerie. Vansittart au même. Relativement à l'ordre de lever la suspension du traitement de Wentworth, il transmet un extrait d'une lettre reçue de l'"Audit Office," et désire savoir si, après examen, lord Hobart est encore du même avis au sujet de la suspension. 263

Incluse. Extrait de la lettre de l'"Audit Office." On a suspendu le paiement du traitement de Wentworth, parce que ce fonctionnaire négligeait de fournir les justifications des dépenses. Aucune pièce justificative

801. n'a encore été reçue de lui; le bureau ne peut par conséquent ordonner de révoquer la suspension. Page 267

31 octobre, Abingdon-Street. Scrope Bernard à l'Archevêque de Canterbury. Il lui adresse copie de la charte proposée pour le collège de la Nouvelle-Ecosse. Il avait espéré que la dotation serait de £1,500 par année. 271

Incluse. Demandes présentées par la province de la Nouvelle-Ecosse en date du 4 juillet: (1) Charte et dotation pour le nouveau collège. (2) Augmentation du nombre des missionnaires. (3) Renouvellement de la délibération prise par la chambre des communes en novembre 1775 à l'effet de permettre l'importation des vins, oranges, citrons et raisin de Corinthe directement des lieux de production. (4) Rétablissement de la prime d'importation pour les bois de l'Amérique britannique. (5) Réglementation des ports afin d'empêcher que les Etats-Unis ne s'immiscent dans le commerce entre l'Amérique britannique et les Indes Orientales et Occidentales. (6) Rectification de la limite entre la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, la ligne de séparation actuelle traversant le township de Cumberland. (7) Nomination d'un ou plusieurs ingénieurs chargés de faire rapport: (*a*) sur l'exploitation des mines; (*b*) sur l'ouverture d'une voie de communication par eau entre Halifax et la baie de Fundy, en passant par le bassin des Mines; (*c*) sur la construction d'une route intérieure propre à favoriser le peuplement du pays. "Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 275

4 novembre, Downing-Street. Le Secrétaire d'Etat (Hobart) à Wentworth. Il soumettra au roi les adresses pour la division de certains comtés et le don d'une charte au King's College. 143

Copie. "Col. Off. N. S.," vol. 1. (nouvelle série) p. 6.

La charte du King's college fut donnée le 12 mai 1802. Elle se trouve dans les *Patent Rolls.* Voir 42 George III, partie 9, N° 7.

13 novembre, Garlick-Hill. Brook Watson & Cie à Chapman. La lettre de change pour le traitement du délégué de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse, a été refusée. Ce traitement a été omis dans le budget par une erreur semblable à celle qui a eu lieu par rapport au traitement de l'évêque, dont, cependant, le paiement a été ordonné. "Col. Cor. N. S.", vol. 35, p. 279

21 novembre, Trésorerie. Addington à Sullivan. Il lui transmet une lettre de change tirée par Wentworth pour l'*Earl of Moira*, et désire savoir si elle doit être payée. 283

24 novembre, Londres. John Butler Butler à Sullivan. Pourquoi il n'a pas obtenu sa place au conseil. Il fait valoir ses titres à la vacance qui existe. 287

3 décembre, Downing-Street. Sullivan à Leonard. Il lui donne communication de copie d'une lettre de la trésorerie. Dans l'exercice de ses fonctions, se conformer aux avis des commissaires des douanes.
"Col. Off. N. S.", vol. 1, (nouvelle série) p. 7

12 décembre, Trésorerie. Addington à Sullivan. La trésorerie a ordonné le paiement des six mois de traitement du délégué de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse.
"Col. Cor. N. S.," vol. 35, p. 291

Sans date. Wentworth au Secrétaire d'Etat (Hobart). Combien il est heureux de voir que ses actes sont approuvés. Il a, par proclamation, fait connaître au public les préliminaires de la paix, arrêtés le 1er octobre et ratifiés le 10 du mois suivant, entre Sa Majesté et la République française. La paix favorisera sans nul doute la colonisation de la province. Il a mandé aux shérifs de recevoir dans les prisons de comté les individus condamnés à l'emprisonnement par la cour de vice-amirauté. 203